Stendhal

Napoléon



Édition établie et présentée par

CATHERINE MARIETTE

STOCK

Catherine Mariette est Maître de conférences
à l'Université Stendhal de Grenoble.

BOSTON PUBLIC LIBRARY
Copley Square

En couverture :
Jacques-Louis David
Le Premier consul franchissant les Alpes
au col du Grand-Saint-Bernard
Musée national du Château de Malmaison
Photographie Josse.

Stendhal

Napoléon

Vie de Napoléon
Mémoires sur Napoléon

Édition établie et présentée par

CATHERINE MARIETTE

STOCK

© 1998, Éditions Stock.

À Jean-Louis, Clara, Mathilde
À vous, heureux lecteurs de Stendhal

INTRODUCTION

I. Stendhal et Napoléon

Voici comment Stendhal résume sa carrière militaire et administrative dans la *Vie de Henry Brulard* :

« Ainsi, voici les grandes divisions de mon conte : né en 1783, dragon en 1800, étudiant de 1803 à 1806. En 1806, adjoint aux commissaires des guerres, intendant à Brunswick. En 1809 relevant les blessés à Essling ou à Wagram, remplissant des missions le long du Danube sur ses rives couvertes de neige, à Linz et Passau, amoureux de Mme la comtesse Petit[1], pour la revoir demandant à aller en Espagne. Le 3 août 1810, nommé par elle à peu près auditeur au Conseil d'État. Cette vie de haute faveur et de dépenses me conduit à Moscou, me fait intendant à Sagan en Silésie, et enfin tomber en avril 1815. Qui le croirait! quant à moi personnellement, la chute me fit plaisir. »

La destinée du jeune Henri Beyle se confond effectivement avec les premiers pas du consul Bonaparte. L'admiration de l'apprenti écrivain pour le jeune général révolutionnaire n'est pas seulement littéraire : employé au ministère de la Guerre peu après son arrivée à Paris grâce à la protection de son oncle Pierre Daru, il part avec l'armée de réserve, en mai 1800; en juin, il est à Milan où, en septembre, il est nommé sous-lieutenant de cavalerie au 6e régiment de dragons. Il y passera quelques mois lumineux avant de rentrer à Paris à la fin de décembre. Il démissionne de sa charge de sous-lieutenant en juillet 1802.

En octobre 1806, il reprend du service auprès de Pierre Daru et part à ses côtés en Allemagne. Nommé adjoint provisoire aux commissaires des guerres,

1. La comtesse Daru.

il est envoyé à Brunswick, chargé des domaines impériaux du département de l'Ocker. Ces missions sont entrecoupées de brefs séjours parisiens.

En 1809, un nouvel ordre de départ le mène pour quelques mois à travers une Allemagne livrée aux pires horreurs de la guerre, jusqu'à Vienne où, sous les ordres de Martial Daru (le frère de Pierre), il s'occupe d'intendance, mais aussi de musique — il entend pour la première fois le *Requiem* de Mozart —, de bals et de promenades en compagnie de Madame Daru (« la comtesse Palfy ») à qui il n'ose déclarer sa flamme.

Nommé auditeur au Conseil d'État en 1810, il est d'abord chargé des affaires du bureau de Hollande et, très vite, il obtient le titre d'inspecteur du mobilier de la Couronne, auprès de Vivant Denon, pour dresser l'inventaire du musée du Louvre. Sensible à ces honneurs, il espère un titre de baron qu'il n'obtiendra jamais. Il se fait cependant appeler « de Beyle » et mène grand train : femmes, toilettes, voiture, domestiques, loge au théâtre...

En vain, il essaie de se faire envoyer en mission en Italie ; il demande alors un congé et part pour Milan.

Cinq mois plus tard, à peine rentré à Paris, il repart, en Russie cette fois, et participe à la bataille de la Moskova avant d'arriver à Moscou, le 14 septembre 1812, à la suite de l'Empereur. Il assiste, émerveillé, à l'incendie de la ville et participe à sa manière aux pillages en volant un tome des *Facéties* de Voltaire dans un palais abandonné. Nommé directeur général des approvisionnements de réserve pour les gouvernements de Smolensk, Mohilev et Witebsk, il précède la débâcle de la Grande Armée, franchit la Bérézina avant le désastre et subit le rigoureux hiver de la Retraite. Il arrive enfin à Paris, épuisé, le 31 janvier 1813 ; pourtant, en avril, il est à nouveau envoyé en Allemagne mais ne tarde pas à tomber malade et rentre à Paris.

Malgré ces « exploits » aux côtés de Napoléon, l'enthousiasme sans bornes pour l'« homme extraordinaire », le « héros des temps modernes » qui délivrait les Italiens du joug autrichien et leur apprenait le goût de la liberté, ne résista guère à l'Empire. Stendhal ne conçoit pas que, devenu Napoléon, l'Empereur se laisse séduire par les fastes du pouvoir, fonde sa dynastie, et renonce à être le « fils de la Révolution ». Il reste assez indifférent aux déboires de la fin du règne.

En effet, entre mars et mai 1814, alors que croule l'Empire, il s'occupe d'affaires de style chez son ami Crozet et intrigue auprès de la comtesse Beugnot (« Lady Doligny ») pour une place d'ambassade à Naples ou à Rome, qu'il n'obtiendra d'ailleurs pas[1]. Son ultime mission consiste à participer, à la

1. V. *Journal*, in *Œuvres intimes*, tome II, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1982, p. 904-6.

fin du mois de décembre, à la défense du Dauphiné aux côtés du comte de Saint-Vallier. A la chute de l'Empire, le corps des auditeurs au Conseil d'État est supprimé; Stendhal, demi-solde, est presque ruiné. Las de Paris, il part pour l'Italie dont il ne reviendra qu'en 1817.

C'est de là-bas que, le 11 mars 1815, il apprend avec indifférence la nouvelle du débarquement de Napoléon à Golfe-Juan[1]. Pendant ce temps, il mène ses propres guerres amoureuses et rédige l'*Histoire de la peinture en Italie*. Rien sur Waterloo, et, pour se consoler de la Restauration des Bourbons sur le trône de France, il part « faire un tour à Venise » en juillet.

A l'occasion d'un bref séjour à Paris en 1817, il mesure avec dégoût l'ampleur de la réaction anti-bonapartiste; il ne lui reste plus qu'à repartir pour Milan d'où, en 1821, il est chassé par la police autrichienne. Il ne sera nommé consul à Civita-Vecchia qu'en 1830.

Tout se joue donc, dans les deux monographies que nous présentons, sur ce contraste entre l'engouement pour le jeune général révolutionnaire et les réserves sur l'Empereur, entre le récit de la fougue passionnée des débuts et celui de la vanité impériale, c'est-à-dire sur le sens d'une telle écriture, selon qu'elle se situe en 1817-18 ou en 1836-37 : l'Histoire n'existe en effet que dans sa relation aux modes d'énonciation d'une époque. En élisant dans la figure napoléonienne le héros jeune et solitaire, confronté au destin vers lequel il se dirige sans en calculer le danger, plutôt que celle du souverain ou du stratège heureux, Stendhal fait un choix historique, certes, mais aussi politique.

II. La genèse de la *Vie de Napoléon* (1817-1818) et des *Mémoires sur Napoléon* (1836-1837)

Stendhal s'est essayé très tôt à l'écriture de l'Histoire. Dès 1802, dans ses premiers cahiers, on trouve des listes de « Sujets d'ouvrages en prose » où figurent une « Histoire de Bonaparte », une « Histoire de la Révolution française » et une « Histoire des grands hommes qui ont vécu pendant la Révolution française[2]. » En 1808, à Brunswick, il passe son temps à écrire l'histoire de la *Guerre de succession d'Espagne*. En 1810, il commence une « Histoire de la Révolution française » qu'il laisse à l'état d'ébauche. En 1817-18, il rédige

1. « (...) *the most gay hopes of* succès *for* Milan. Ce serait le triomphe de l'admiration et le plus bel événement de sa vie. Les femmes aiment les amants qui les battent. » *Journal*, in *Œuvres intimes*, tome I, *op. cit.*, p. 931. « Milan » est le surnom que Stendhal donne à Napoléon.

2. Ms R5896, tome XXVI, fol. 135; *Journal littéraire*, éd. du Cercle du Bibliophile, Genève, 1970, p. 16.

une *Vie de Napoléon*, et, en 1836-37, des *Mémoires sur Napoléon*, tous deux inachevés.

Les deux écrits que Stendhal consacra à Napoléon et que nous publions ici répondent chacun à des enjeux bien différents.

Le premier, peut-être inspiré en octobre 1816 à Milan par ses entretiens avec Hobhouse, un Anglais grand admirateur de Napoléon, et commencé, à l'en croire, dès le mois de juin 1817 à Paris avec son ami Louis de Barral[1], fut rédigé pour la plus grande partie à Milan en 1818. L'écriture s'amorce, le 28 mai 1817, à la lecture d'un article de l'*Edinburgh Review* (vol. 27, n° 54 déc. 1816, p. 459-492) qui, à la suite d'un compte rendu des *Letters from St Helena* du chirurgien William Warden, récemment parues, publie une biographie de Napoléon. A partir d'une traduction de cet article, achevée dès le 30 mai[2], Stendhal rédige la première phase de son brouillon[3] et le confie à son copiste Delbono qui le met au clair le 29 novembre[4]. La structure en quatre « livres » se dégage alors nettement :

« 1° jusqu'au 18 brumaire

« 2° finit à l'Empire

« 3° finit à Waterloo

« 4° Ste Hélène[5]. »

Et le travail avance selon ce principe d'alternance : les traductions « polies » sont mises au net par Delbono, retravaillées par Stendhal, à nouveau recopiées par Delbono et ainsi de suite jusqu'à la dernière version du manuscrit relié, elle aussi annotée, et qui demeure en attente d'une phase définitive de rédaction; nous possédons ainsi pour certains chapitres de la *Vie de Napoléon* jusqu'à trois strates d'écriture.

Aux premiers cahiers intitulés « *Vie de Napoléon Bonaparte traduite de l'Edinburgh Review* n° LIV »[6] s'ajoutent d'autres chapitres, au fil des lectures sur le sujet : l'abbé de Pradt, Hobhouse, Destutt de Tracy... Stendhal dicte, corrige et travaille jusqu'au mois de mars 1818[7]. Il décide alors d'ouvrir à la

1. « *Made in june with* Bar[ral] ; *the* 26 novembre, je polis à Milan, 1817 » (R292 brouillon du chapitre 18 brumaire).

2. « J'ai payé 37 frs ce portrait du monstre traduit de l'*Edinburgh Review. Made the* 30 mai 1817 » R292, 1er cahier, folio 2).

3. Carton R292, cahier n° 16.

4. Pour une vue synoptique des notes marginales de la *Vie de Napoléon*, nous renvoyons aux *Compléments et fragments inédits (1803-1820)* de V. Del Litto, PUF, 1955, chapitre VII, p. 329-351 ou à la postface de l'édition du Cercle du Bibliophile (vol. II) qui les reprend en notes.

5. Note autographe sur le verso du 1er folio du manuscrit relié R292.

6. *Ibid.*, cahier n° 1, 1er folio.

7. Pour le détail du journal de rédaction de la *Vie de Napoléon*, nous renvoyons à la postface très précise de Victor Del Litto (CDB, II, p. 379-416).

critique son brouillon sur lequel il a ménagé à cet effet des espaces blancs; son ami, l'avocat milanais Vismara, à qui il avait déjà demandé de traduire ses articles en italien, ne manque pas de l'annoter abondamment; Pietro Borsieri écrit à la fin du second volume relié une longue note en italien où il juge sévèrement la politique italienne de Napoléon que Stendhal, lui, admire. Enfin, le 21 mars, sous l'impulsion du docteur Rasori, il se décide à reprendre sa *Vie de Napoléon.*

Il se remet sans grande conviction au travail, se rend à Grenoble, prépare, à son retour, une deuxième édition de *Rome, Naples et Florence en 1817.* C'est alors, en juin 1818, que la lecture des *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française* de Mme de Staël, récemment parues, relancent de façon décisive l'écriture de la *Vie de Napoléon.* Les attaques systématiques de Mme de Staël contre Napoléon irritent en effet Stendhal. Il rédige aussitôt un « portrait de Mme de Staël[1] » destiné à être publié dans un article du *Conciliatore* dirigé par Silvio Pellico. Celui-ci sera refusé : il y critique les positions radicales des *Considérations* et justifie sa défense de Napoléon. Par son acharnement contre la baronne, Stendhal irrite ses amis romanticistes, réunis autour de Ludovico Di Breme et de Silvio Pellico, qui considèrent Mme de Staël comme l'instigatrice de la polémique romantique à Milan. Quelques jours plus tard, Stendhal reprend le début de son manuscrit et compose un nouvel incipit : « J'écris l'histoire de Napoléon pour répondre à un libelle [...]. »

L'étude du manuscrit aide ainsi à comprendre le processus de rédaction de l'ouvrage et sa visée. Entre la première campagne d'écriture de novembre 1817 au printemps 1818 et la reprise du travail en juin, le livre est devenu polémique. L'été est consacré à la rédaction de chapitres supplémentaires ou à la correction d'anciens chapitres et, le 18 août, l'élan se brise. A l'automne, Stendhal cesse d'écrire la *Vie de Napoléon* et se consacre à d'autres projets d'écriture.

Les *Mémoires sur Napoléon* furent, eux, ébauchés à Paris entre novembre 1836 et avril 1837, pendant le congé accordé par Molé, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, alors que Stendhal était consul à Civita-Vecchia. Cette période parisienne (qui s'étendra du 24 mai 1836 au 24 juin 1839) est fertile : Stendhal vient d'interrompre l'écriture de la *Vie de Henry Brulard* en mars 1836, avant de quitter l'Italie; il adapte, dès le mois d'août, une des versions de *Vittoria Accoramboni* qui paraît sans signature dans la *Revue des Deux Mondes* en mars 1837; il travaille à son *Lucien Leuwen* et c'est sur le brouillon de ce roman que l'on trouve la première trace écrite

1. R5896, vol. XIX, folio 120 et suiv.

d'une amorce des *Mémoires sur Napoléon* dans une note marginale datée du 10 novembre 1836[1] : « Napoléon Bonaparte, dont le nom remplit le monde, naquit à Ajaccio, capitale de la Corse, le 15 août 1769. La guerre régnait en Corse [...][2]. »

Mais ses récits sur Napoléon sont d'abord un jeu : invité dans la famille de Montijo par l'intermédiaire de Mérimée, il fait sauter sur ses genoux la petite Eugénie en lui racontant les hauts faits de l'épopée napoléonienne ; en souvenir de ces doux moments, il lui dédiera le récit de la bataille de Waterloo de *La Chartreuse de Parme*.

En 1836, le contexte politique a changé par rapport au temps de l'écriture de la *Vie de Napoléon* : les Bourbons ont fait place à la monarchie constitutionnelle et le regard des Français sur Napoléon n'est plus le même. Les libéraux sont au pouvoir, l'économie est florissante, le régime de Juillet ne craint plus l'Empereur, en passe de devenir un héros national et autour duquel commence à se tisser une glorieuse légende : les mémoires des généraux d'Empire paraissent les uns après les autres, on songe à sculpter un tombeau de porphyre pour le retour des cendres en 1840.

Ces *Mémoires sur Napoléon* sonnent donc comme la dernière nostalgie d'un témoin de la Révolution avant que ne se fige une image de Napoléon uniquement fabriquée par la plume des historiens : il ne faut pas oublier que, sous le masque de l'Empereur, du vaincu de Waterloo, il y a eu Bonaparte et que, « sous la croûte impériale », il faut retrouver la nature énergique de ce jeune général révolutionnaire. Travail d'urgence avant que la mémoire de cette époque radieuse et brève ne s'efface. Mais la nostalgie stendhalienne n'est jamais morose, elle est critique. Entre le passé tel qu'il fut et le monde tel qu'il est, l'Empire a creusé un fossé et il s'agit pour Stendhal de montrer aux contemporains qu'avant 1799, date fatidique où la Révolution est morte, une autre solution politique a existé qui n'était dominée ni par l'hypocrisie, ni par la cupidité, maux du XIXe siècle nés avec l'Empire et accentués par la Restauration. Plus subtilement que par un pamphlet direct, Stendhal racontera « narrativement » mais aussi « philosophiquement[3] » l'Histoire pour que la dimension critique ne soit pas absente de son propos. Le récit historique sert donc à dire non seulement la vérité du temps passé, mais aussi celle du temps présent. Omettre cette dimension politique de l'Histoire, c'est s'exposer à ne présenter qu'un récit affadi des événements.

1. R5896, vol. XIII, folio 6.

2. Stendhal a repris ces quelques mots pour les insérer dans ses *Mémoires sur Napoléon*.

3. « Maxime : sur chaque incident se demander : faut-il raconter ceci philosophiquement ou le raconter narrativement selon le système de l'Arioste ? » *Journal* (2 octobre 1839), *Œuvres intimes*, tome II, *op. cit.*, p. 354.

L'Histoire est donc un récit vrai parce qu'elle fait référence à la réalité et non pas à la fiction, mais aussi parce qu'elle s'oppose au mensonge ou à l'hypocrisie. Pour Stendhal, la narration historique n'est pas seulement une mise en scène pittoresque des événements du passé, elle doit dire toute la vérité, sans complaisance[1].

Avant que l'Histoire ne se momifie, avant qu'elle ne devienne la dépouille sur laquelle s'acharnent les historiens des temps à venir, Stendhal entreprend de raconter, dans les *Mémoires sur Napoléon*, « le moment [...] le plus beau de l'histoire moderne »; en s'impliquant comme narrateur-témoin, garant de la réalité des faits, en donnant la parole à son héros, homme-événement (« le même homme qui a fait a raconté »), il a conscience de donner sa dernière chance de vérité à l'histoire de la fin de la Révolution. Dans ce sens, il présente la campagne d'Italie non pas comme une guerre de conquête (contrairement à ce que le Directoire voulait qu'elle fût) mais comme une guerre politique destinée à propager les idées révolutionnaires.

Grâce à certaines notes autographes datées, nous pouvons tenter de reconstituer le journal de rédaction des *Mémoires sur Napoléon.* D'après l'ensemble des feuillets manuscrits conservés à la Bibliothèque municipale de Grenoble (voir inventaire ci-après), nous pouvons constater que le travail de Stendhal s'échelonne du mois de novembre 1836 (9 ou 11 novembre) au 10 avril 1837[2].

La date du « 18 brumaire 1836 », première date mentionnée sur le « journal de bord » que constituent les marginales, est symbolique pour inaugurer un ouvrage sur Napoléon, et par là même tentante pour un écrivain qui s'amuse à jouer avec les dates anniversaires[3]; de plus, c'est la seule à être convertie selon le calendrier républicain qui n'est plus d'usage depuis 1806, et elle correspond étrangement à l'année 1799 (le 18 brumaire 1836 tomberait, comme en 1799, le 9 novembre!).

1. « L'écrivain qui a vu l'entrée de Napoléon à Berlin le 27 octobre 1806, qui l'a vu à Wagram, qui l'a vu marchant un bâton à la main, dans la retraite de Russie, qui l'a vu au Conseil d'État, s'il a le courage de dire la vérité *sur tout*, même contre son héros, a donc quelque avantage » (*Mémoires sur Napoléon*, préface).

2. Dans une notice « autobiographique » datée du 30 avril 1837, Stendhal prétend qu'il « arrangea la *Vie de Nap.* du 9 novembre 1836 à juin 1837 » (ms R 300).

3. Le 25 novembre 1835, jour anniversaire de la mort de sa mère Henriette, il (dit qu'il) commence la rédaction du *Brulard*; le 19 brumaire 1799, il raconte qu'il est à Nemours, enfin parti de Grenoble, en route pour Paris : la charnière de l'Histoire sert aussi à marquer la rupture entre la vie de province et la nouvelle vie parisienne! (Voir respectivement : *Vie de Henry Brulard écrite par lui-même*, édition diplomatique du manuscrit de Grenoble établie par Y. et G. Rannaud, tome I, Klincksieck, 1996, « Avant-Propos », p. XXX et *Vie de Henry Brulard*, in *Œuvres intimes*, tome II, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, p. 869).

Cette date apparaît à trois reprises : sur la page de titre du premier volume du manuscrit relié (« *idea the* 18 brum[aire] ») ; sur la page de titre d'un brouillon de la préface (carton R288 : « Made 18 brumaire Premier cahier Vie de Napoléon ») ; dans une marge du troisième volume, hélas tronquée par les coups de ciseaux de Romain Colomb (V. ci après), (« *first idea the* [...]/ brumaire/ (9 nov)[1] ».

Pour ce qui est de la rédaction proprement dite, elle démarre deux jours plus tard, le 11 novembre 1836 : cette date se trouve, elle aussi, inscrite sur la page de titre du premier volume manuscrit. Mais il ne s'agit pas forcément de la rédaction du premier chapitre — dont nous ne possédons plus les feuillets originaux — ou pas seulement, en tout cas, puisqu'on lit au début du chapitre 20 (le fameux chapitre « Milan en 1797 » qui servira de matrice aux pages célèbres de *La Chartreuse de Parme*) : « de nov. 36 à 6 février 37 ». Ce chapitre, le plus travaillé, le plus stendhalien de tous, aurait donc occupé la quasi totalité du temps de rédaction ; les nombreuses ratures qu'un peut voir sur les folios autographes (carton R288) sont là pour en témoigner.

Parallèlement, Stendhal consacre son temps à la lecture de l'*Histoire de la Révolution* (volumes 8 et 9) de Thiers et de la *Vie politique et militaire de Napoléon racontée par lui-même au tribunal de César, d'Alexandre et de Frédéric* de Jomini. Il « glane » (« 26 nov. 36 je glane ») les pages à recopier, « purge » Thiers de son emphase, ajoute des détails. Ces notes de lecture[2] s'échelonnent du 24 novembre au 25 décembre 1836. Elles servent de plan de travail à son copiste (« 24 nov. 36 *To give this with the 8 vol*[umes] *to my cop*[iste] [...] ») et certainement d'aide-mémoire pour la future dictée du « récit raisonnable ». Le 31 novembre, il note : « le 31 glaner à 303, 8, 3ᵉ éd./ mais Arcole est déjà glané/ plus rien *to take* in 8[3] ».

Il continue pourtant à prélever certains passages du 8ᵉ et du 9ᵉ volumes de l'ouvrage de Thiers, il passe à Jomini, apparemment le jour de Noël 1836[4], et il en indique les passages à dicter avec, en regard, la pagination de l'édition. La dictée se fait donc certainement, livre en main, à partir de ce travail préparatoire : c'est ainsi que naît, d'une invention libre, d'une paraphrase orale qui n'a plus rien à voir avec les textes originaux, le « récit raisonnable ». Thiers et Jomini sont satisfaisants comme textes historiques mais, à la relation factice et vague qu'ils font des événements, il faut rajouter du sens et dire les choses d'une autre manière.

1. Folio 308, R288, vol. III.
2. Voir l'édition du Cercle du Bibliophile, p. 317-326.
3. Folio 45, verso, R5896, vol. VIII.
4. Il mentionne trois fois cette date du 25 décembre, en indiquant une fois « Noël », folios 53, 54, 56.

Cette dictée démarre dès le 26 décembre, si l'on en croit la même apostille autographe de la page de titre du premier volume du manuscrit relié (« dicté le 26 déc[embre]). Entre-temps, il a rédigé une esquisse de la préface (« 15 décembre 36 »).

Mais Stendhal ne se contente pas de travailler au premier volume ; conjointement, il met en chantier un autre « morceau » des *Mémoires* consacré à... la campagne d'Égypte ! Sur un petit papillon collé sur la première page du récit de la campagne d'Égypte (R295), on lit « Brumaire 36/ Égypte/ récit unique ». Ce qui veut dire que Stendhal ne cède pas au souffle d'une écriture qui le mobiliserait pendant des mois entiers. Par bribes, il pose les jalons d'une narration faite d'à-coups, de lectures fondues en une coulée très peu homogène, de copies d'auteurs divers très peu travaillées ; il met simultanément en route l'écriture de plusieurs fragments, très dispersés dans le temps du récit, puisqu'il s'agit des deux bouts de la chaîne chronologique du récit de l'épopée de Bonaparte : la campagne d'Italie et la campagne de 1898 ; il n'ira pas au-delà. Les deux autres récits isolés de la chute de Venise et du retour à Paris (R293, R294) sont aussi vraisemblablement composés assez tôt : le premier est « corrigé et arrangé en 10 pages le 15 février 1837 » (folio 102), ce qui veut dire qu'il a été dicté ou que la copie en a été commandée antérieurement ; le deuxième ne comporte qu'une seule date indicative mais peu significative : « le 28 janvier/ continuer à dicter l'assaut de Saint-Jean-d'Acre » (sur un petit papillon collé au cahier manuscrit).

Il n'enverra son premier volume au relieur que le 10 février 1837, comme l'atteste une notule marginale du troisième volume relié.

Le deuxième volume a surtout été travaillé entre le 24 janvier et février 1837 à l'exception du chapitre 20 et certainement du chapitre 19 dont nous n'avons aucune trace sinon le texte édité ; les corrections sont faites à partir du 7 mars (« *For me/ the 7 march 37/ after four months I am correcting those sheets* » folio 322 verso) et se poursuivent jusqu'au 30 mars (dernière date consignée sur le volume, folio 85). C'est aussi le 30 mars qu'il s'inquiète de la disproportion entre la copie des discours de Napoléon et le corps de la narration (« pour alléger la narration mettre les proclamations de Nap. en note, en petit caractère » fol. 29 v°) et qu'il fixe la tonalité du livre sur le folio de garde : « Stile [sic] de ce livre/ jamais MM. Marchangy ou Salvandy/ Plutôt le ton d'un récit fait par le Pt de Brosses ou Montaigne [...] ».

Sur le troisième volume, peu de notes. Rien d'étonnant : cette partie du corpus est la moins travaillée ; on y trouve même parfois des copies brutes, certainement en attente d'une relecture qui n'a jamais été faite. Quelques indices pourtant : sur le folio 433, le « ré[cit] rais[onnable] depuis le traité de

Campo-Formio jusqu'au départ pour l'Égypte » a été « dicté le 10 fev. 37 », le jour de l'envoi du « 1er vol[ume] au relieur » ; le 11 février, une grande note de réflexion sur la manière de concevoir les *Mémoires* (folio 251 verso) et une dernière trace, au crayon, datant du 25 mars 1837, indiquant la fin d'une partie du « récit raisonnable » (« Ici finit rérais/ 25 mars 1837 »).

A partir de la fin du mois de mars, il semble que Stendhal ne reprendra pas vraiment son travail. La lettre de Mérimée a été envoyée le 12 février 1837 (voir Appendice), Stendhal y aurait répondu le 13 février. Dans sa lettre, Mérimée fait allusion à la préface qu'il a lue (à l'insu de Stendhal ?) et formule de sévères critiques. Si effectivement la dernière version de la préface date d'avril 1837[1], elle aurait été recomposée après les remarques de Mérimée. Mais à quelle préface Mérimée fait-il référence ? à un brouillon de cette préface éventuellement retouchée en avril 1837, à celle de décembre 1836 dont nous possédons un brouillon dans les archives du carton R288, ou à une autre, maintenant disparue ? Quoi qu'il en soit, Stendhal n'est pas indifférent aux remarques de Mérimée et, le 1er et 2 avril, il annote les premiers et les derniers feuillets du premier volume relié, là où il trouve encore de l'espace disponible ; Mérimée le fait surtout réfléchir sur la « place du nominatif » (à deux reprises, il note cette formule énigmatique, suivie du nom de Mérimée) ; une note sans date résume les nouvelles dispositions dans lesquelles il se trouve (R288, I, folio 447 verso) :

« Le second tome relié doit commencer par :

« 1° Récit rais[onnable] de la marche de flanc sur Plaisance. Passage du Pô, Fombio et Lodi.

« 2° Récit des mêmes choses par Napoléon.

« Deux choses après la surprise *of this opus* par l'indiscrète Clara[2], le 10 février 1837 :

« 1° Dominique ne peut espérer que l'intérêt résultant de la narration. Son cœur lui dit ce qu'il y a à prendre dans un mauvais livre comme Bourrienne ou Rovigo. Il hait le ton dogmatique. Ce ton d'ailleurs serait déplacé dans un temps de partis et de *méfiance*. Donc narrer, donc 5 ou 6 volumes.

« 2° Ne *take* le texte de Napoléon que pour les *récits militaires*.

« Donc refaire le récit de Leoben, le récit de la paix de Campo-Formio (y ajouter la plume du curé, vue par moi), le récit de Venise. »

1. Nous n'avons aucun document original permettant de l'attester, à l'exception d'une copie revue par Crozet et annotée par Colomb dans le carton R288, sans date, alors que la première édition de Colomb porte la date d'« avril 37 » et que le texte de cette préface copiée fait allusion aux événements de 1837...

2. Clara était un des surnoms que Stendhal donnait à Mérimée, en référence au *Théâtre de Clara Gazul*. Quant à « Dominique », c'est un des pseudonymes par lesquels Stendhal se désignait lui-même.

Le manuscrit signale donc la présence simultanée de deux voix narratives différentes. D'une part, une version des faits « digérée » par Stendhal, résultat de ses nombreuses lectures sur le sujet. Pour cela, il a surtout puisé dans l'*Histoire de la Révolution* de Thiers et dans la *Vie politique et militaire de Napoléon* de Jomini qui venaient de paraître : c'est ce qu'il appelle le « récit raisonnable ». D'autre part, des extraits copiés à même le texte des *Mémoires de Napoléon* écrits par Montholon et Gourgaud sous la dictée de l'Empereur, du *Mémorial de Sainte-Hélène* de Las Cases et des *Œuvres de Napoléon Bonaparte* parues en 4 volumes in-8° en 1821. Ces deux modes d'énonciation sont indissociables et ne valent que par leur face à face comme l'indique Stendhal dans sa préface.

Rien, à première vue, d'original, rien qu'une compilation de récits, de témoignages répartis selon trois groupes : l'auteur, les historiens contemporains des événements, les témoins directs dont le héros lui-même. Mais pourquoi cette ligne de partage si nette entre des écrits dont seuls comptent le contenu et l'esprit, et d'autres dont il conserve la voix originale et qui sont reproduits à la lettre ? Stendhal occupe-t-il donc une place aussi neutre qu'il a l'air de le sous-entendre dans sa préface ? Se contente-t-il d'être un simple traducteur « en style plus simple et moins élégant » ou encore un scrupuleux copiste ?

Le manuscrit donne plusieurs réponses à ces énigmes.

En effet, toutes les notes marginales qui sont postérieures au 12 février sont à lire dans cette perspective : transformer en « récit raisonnable » toutes ces longues copies des *Mémoires* de Napoléon ou du *Mémorial de Sainte-Hélène*, y mêler des anecdotes vraies et métamorphoser ce récit sur la vie de Napoléon en son récit de la vie de Napoléon ou bien en récit de soi aux temps de Napoléon (on peut tout imaginer du devenir d'un récit inachevé, mais c'est là l'inclinaison que suggèrent les quelques phrases de la note du folio 447). Stendhal prend pleinement conscience de la place du sujet dans le récit historique (le cas-sujet des langues à déclinaison, c'est le « nominatif ») et se décide à relire son ouvrage dans ce sens : il ne le fera jamais.

Si Stendhal a pu ainsi jouer avec les différentes strates de l'écriture, passant d'un moment à l'autre du récit au gré de ses lectures et de son désir de raconter, et si en revanche l'ensemble garde peu ou prou un déroulement linéaire, c'est qu'il a fait relier ses manuscrits à partir de cahiers séparés. On aperçoit encore sur certains folios des volumes reliés les trous de la piqûre de l'aiguille : Stendhal avait l'habitude de coudre lui-même des feuillets en « cahiers ». D'ailleurs, les parties des *Mémoires* qui n'ont pas été reliées mais qui étaient certainement destinées à l'être si Stendhal avait continué son travail, la « Chute de Venise », le « Retour à Paris » et l'« Expédition d'Égypte », même si elles ont été conçues assez tôt (fin 1836 et première moitié de janvier 1837, c'est-à-dire avant la plupart des pages des volumes reliés), sont cousues et

mises de côté jusqu'à ce qu'elles forment un contenu suffisant pour faire l'objet d'un quatrième volume.

Stendhal fait donc des aller-retour constants sur les différentes étapes de son travail; les notes additionnelles en marge, souvent datées, permettent de mesurer cet incessant tissage entre les rares premiers jets, les dictées, les copies qui sont bien souvent des amorces textuelles, à moins qu'elles ne restent en réserve d'une éventuelle relecture.

Aucun de ces deux récits sur Napoléon n'a été édité du vivant de Stendhal. Le premier, Stendhal a cherché à le faire publier, mais sans succès : les libraires-éditeurs de l'époque hésitent à se compromettre en éditant un ouvrage sur Napoléon. De plus, la police autrichienne, en Italie, exerce une sévère censure : pas moyen de faire passer le manuscrit en France. En ces temps de restauration des monarchies vermoulues, il ne fait pas bon s'afficher comme un admirateur de Napoléon. Stendhal dépose donc tous ses papiers chez M. Buzzi à Milan lorsqu'il se voit contraint de quitter l'Italie sans tambour ni trompette en 1821. Il ne se donnera même pas la peine de les faire rapatrier lorsque les temps seront devenus plus cléments et qu'il aura l'occasion de retourner en Italie. Ce n'est que de nombreuses années plus tard, en 1843, après la mort de Stendhal, qu'Adolphe de Mareste, de passage à Milan, rapporte le manuscrit de la *Vie de Napoléon* et d'autres « papiers » pour les remettre à Louis Crozet et à Romain Colomb qui s'emploieront à les classer.

Les *Mémoires sur Napoléon* ne sont donc en aucune façon une suite ou une reprise du manuscrit de 1817-18. Non seulement, vingt ans après, Stendhal n'a pas sous les yeux l'objet en question, mais le projet qu'il conçoit n'est plus animé des mêmes intentions ni écrit dans les mêmes circonstances. Stendhal a cependant songé à proposer à Buloz ses *Mémoires sur Napoléon* en six volumes avant même d'avoir avancé l'ouvrage jusqu'à ce terme[1].

III. Notes à l'usage de la présente édition

A. Description des manuscrits sur Napoléon conservés à la Bibliothèque municipale de Grenoble[2]

1. Voir *Correspondance*, éd. cit., tome III, p. 233.

2. Nous remercions l'atelier de reliure de la Bibliothèque municipale de Grenoble de nous avoir aidée à élaborer ce descriptif technique et nous renvoyons également à l'article très précis de Paul Hamon, « Les manuscrits de Stendhal de la Bibliothèque de Grenoble et leurs reliures », *Stendhal-Club* n° 110, janvier 1986, p. 152.

Vie de Napoléon

Les deux volumes (R292) de la *Vie de Napoléon* ne sont pas reliés de façon identique : le premier volume présente le dos de la demi-reliure d'origine en chagrin à grain long, bleu-vert, imitation cuir de Russie; les fers dorés représentent, entre les filets travaillés, des caravelles et des urnes. Les plats, eux aussi d'origine, sont en papier teinté à l'éponge d'un bleu-vert plus pâle. La couture intérieure, sur trois ficelles, est fixe et la page de préface est montée sur onglets, ce qui peut indiquer qu'elle a été ajoutée après que le volume a été relié. Seules les gardes ont été restaurées à une époque récente.

Le second volume possède une demi-reliure en cuir basane d'origine, avec coins, en très mauvais état. A l'intérieur du volume, les cahiers sont cousus sur rubans.

Sur le dos des deux volumes figure, en majuscules, le titre *LIFE*, suivi de la tomaison.

Dans un carton (R292 bis) sont rassemblés les dix-huit cahiers des brouillons préparatoires à la rédaction de la *Vie de Napoléon* (traduction de l'*Edinburgh Review*, copies préalablement dictées par Stendhal et annotées par lui, feuillets autographes).

Cette édition rassemblera les notes marginales dispersées des éditions précédentes et les complètera par de nouvelles notes, glanées sur le manuscrit.

Mémoires sur Napoléon

Le manuscrit présente un ensemble de trois volumes (R288) reliés de façon assez semblable pour les deux premiers dont le dos de basane de la demi-reliure d'origine a été remonté à une période plus récente; ils sont ornés d'un simple jeu de filets dorés et portent le titre *Vie de César*, suivi de la tomaison. Les gardes d'origine, en papier agate caillouté très fin, ont été conservées à l'intérieur du volume et celles de la couverture sont une imitation assez fidèle de ce papier agate. Le troisième volume a été entièrement restauré avec une reliure française en basane.

Les coutures utilisées sont des coutures d'attente dites « à la japonaise », d'un surjet un peu lâche, mais fixe, et l'on ne trouve sur aucun des volumes de trace d'emboîtage de type Bradel (système qui permet de déplacer les cahiers cousus dans la reliure).

Dans un carton (R288 bis) sont conservées toutes les « pages arrachées » aux trois volumes et des fragments divers qui n'ont trouvé leur place nulle part ailleurs, et ont été recueillis à l'intérieur de quatre chemises annotées de la main de Louis Royer, conservateur de la Bibliothèque municipale de Grenoble à l'époque du classement de ces papiers épars.

On trouve aussi un ensemble de feuillets reliés dans le tome VIII du recueil factice 5896 où sont classés :

— Des fragments copiés dans les *Mémoires* de Napoléon, de la main d'un copiste, sans corrections autographes ; à la fin de la copie, une note autographe indique « supprimer les pages précédentes » (folios 1-24) ; nous ne les publions pas.

— Des notes de lecture de Thiers et Jomini, autographes, sous la forme d'une liste de passages à transcrire ou à dicter (folios 25 à 61)[1].

— Une copie en partie autographe d'un fragment des *Mémoires sur Napoléon* que nous publions en appendice.

Il s'agit, somme toute, d'un ensemble qui aurait pu être assez banal, mais qui s'avère marginal et déroutant par le traitement infligé par Romain Colomb qui se charge d'éditer les œuvres posthumes de Stendhal (c'est-à-dire les brouillons des écrits inachevés) parfois en collaboration avec Louis Crozet, l'exécuteur testamentaire d'Henri Beyle. Voici les péripéties qui font de l'histoire du manuscrit des *Mémoires sur Napoléon* un véritable roman.

En 1843-44, Colomb procède à l'inventaire de ces papiers et décide, en 1854, de s'occuper de la publication des *Mémoires sur Napoléon*. Mais il n'entend pas donner à lire au public les copies que Stendhal a fait exécuter par ses copistes même si certaines annotations autographes attestent que ces copies ont été retravaillées par Stendhal ; il ne veut publier que du « pur Stendhal », c'est-à-dire le « récit raisonnable », version modifiée, traduction stendhalienne des écrits existants sur la question napoléonienne. Une histoire bis s'est donc greffée sur la première histoire du manuscrit à partir des opérations chirurgicales infligées au manuscrit par Romain Colomb, lorsqu'il décide d'établir un texte fermé, définitif, à partir d'un ensemble instable, en cours d'élaboration.

Il découpe alors dans le manuscrit relié les pages qui l'intéressent, il en confie certainement à l'imprimeur une partie sans les retoucher (ces pages ont disparu aujourd'hui mais nous savons que c'est une pratique courante au XIXe siècle) et réserve les pages surchargées et complexes pour en faire une mise au net qu'il remettra ensuite à l'imprimeur après avoir arrangé certains passages, malhabiles à ses yeux. Il voulait ainsi, sans doute, rendre service à Stendhal qui lui avait souvent demandé, de son vivant, de revoir ses manuscrits. Dans le carton R288 de la bibliothèque de Grenoble, on trouve les vestiges de ces feuillets. On peut alors corriger Colomb qui avait corrigé Stendhal... Véritable travail de restauration. Pour ce qui est du reste

1. Louis Royer donne une transcription de certaines de ces notes sous le titre : « M. Thiers corrigé par Stendhal » (éd. du Cercle du Bibliophile, p. 317-26).

— dont nous ne possédons que les fragments édités par Colomb —, il faut faire confiance au cousin bien intentionné!

Pour retrouver l'allure originale de ce manuscrit de travail des *Mémoires*, nous avons choisi de partir du noyau central et fixe que constituent les trois volumes reliés et nous avons entrepris d'en combler les vides par les « pièces détachées » du carton R288. A cet effet, il a fallu reprendre l'édition que Royer avait établie à la suite de Colomb[1], en tenant compte de ces feuillets détachés et y repérer toutes les modifications par rapport à l'original. Ensuite, nous avons dû interroger ce montage de seconde main pour reconstituer l'architecture primitive de l'ensemble (puisque le texte avait été tronqué, les chapitres de l'édition posthume ne correspondaient plus à l'organisation initiale). Nous nous sommes aidée, pour le premier et le deuxième volume, des tables liminaires ou *post opus* que Stendhal traçait pour se repérer dans sa composition et des têtes de chapitres que nous retrouvions parfois, par chance, parmi les feuillets découpés. Le troisième volume ne possédant pas de table, nous n'avons pas retrouvé la trace des *incipit* de chapitre (sinon des chapitres non numérotés) au-delà du chapitre 40. En effet, la fin du troisième volume n'a pas été beaucoup travaillée : on y trouve peu de surcharges ou de corrections; il semble qu'elle soit composée essentiellement d'une suite de copies fraîchement livrées par les copistes.

Les additions que nous faisons par rapport aux éditions précédentes sont donc inédites.

B. Histoire des éditions successives

Vie de Napoléon

La *Vie de Napoléon* a d'abord été partiellement publiée (essentiellement les chapitres sur l'Espagne et la Russie) sous la forme d'une *Correspondance inédite* (édition Michel Lévy, 1854 reprise en 1855 avec une introduction de Mérimée) dont Romain Colomb se faisait le destinataire fictif.

En 1898, Jean de Mitty publie des fragments de la *Vie de Napoléon*, d'une manière assez fantaisiste.

En 1829, Royer publie chez Champion la première édition complète et sérieuse dont les suivantes s'inspireront.

Mémoires sur Napoléon

— En 1854, Colomb prépare une édition de brouillons en phase d'achèvement qui ne paraîtra qu'en 1876 chez Calmann-Lévy. Entre-temps, Crozet, légataire des papiers de Stendhal, en avait-il freiné la publication?

1. En 1829 aux éditions Champion, reprise au Cercle du Bibliophile en 1970, édition que nous utiliserons pour plus de commodité.

— En 1929, Royer publie une nouvelle édition chez Champion ; il corrige parfois Colomb et publie d'autres fragments inédits, par exemple l'introduction de Stendhal à la copie des lettres de Bonaparte au Directoire... sans les lettres ! Il s'intéresse davantage que Colomb à l'édition des inédits inachevés mais il redoute tellement que Stendhal soit accusé de plagiat qu'il s'impose la règle de n'éditer que ce qui est strictement authentifié comme étant du vrai Stendhal.

— En 1930, Martineau, pour les éditions du Divan, édite les fragments comme un texte fini, à la manière de Colomb, repagine l'ensemble et ajoute des titres courants au début de chacun des chapitres réorganisés avec, en note, quelques éléments de marginales.

Ensuite paraissent plusieurs éditions, accompagnées ou non de la *Vie de Napoléon*, qui reprennent intégralement l'une ou l'autre de ces éditions (généralement celle de Royer, la plus complète des incomplètes). Mais cette obsession de n'éditer que le texte de Stendhal, en négligeant l'intention même de l'ouvrage que celui-ci avait voulu construire, a conduit à des résultats étonnants.

C. Pages inédites de la présente édition

Alors que les *Mémoires sur Napoléon* n'avaient été que partiellement édités jusqu'à présent, nous avons pris le parti d'en combler les lacunes et de rétablir l'intégralité du manuscrit original. Les pages inédites représentent environ les deux tiers de l'ensemble. Elles ne méritent pas toutes le mépris avec lequel les jugea Colomb. Certes, quelques passages sont des copies littérales du *Mémorial de Sainte-Hélène* ou des *Mémoires* de Napoléon ; mais le choix de ces textes et leur emplacement font sens par rapport à l'ensemble du projet historique. D'autres fragments ont été arrangés de telle sorte que l'on reconnaît la plume de Stendhal à travers le choix de certains mots ou à l'occasion des commentaires qu'il livre soit dans le fil de la narration, soit en marge du texte.

Enfin, sur les feuillets que Romain Colomb a découpés et dont certains sont conservés, nous avons vérifié mot à mot l'authenticité du texte souvent altéré. Seules les pages jetées après avoir été confiées à l'imprimeur resteront une énigme.

Le lecteur aura donc sous les yeux un ensemble aussi complet et fiable que possible, tel que Stendhal l'a conçu, tracé et abandonné.

Loin de choisir parmi les fragments, nous avons ainsi voulu respecter l'objet à la fois dans sa double réalité de document et de monument, et l'auteur dans son intention ; l'intérêt du travail historique de Stendhal repose effectivement sur une alternance de témoignages et de pages plus largement originales.

Éditer comme un texte ce qui n'est qu'un « manuscrit d'écrivain », c'est-à-dire un espace où l'on a « la faculté de revenir sur ce qui a été écrit, de mettre à l'épreuve des formes provisoires, bref de faire servir les propriétés de l'écriture non à une transmission, mais à une invention du texte[1] », n'est plus possible en cette fin du XXe siècle où la démarche de la critique génétique nous a enseigné le respect d'une écriture en devenir. Mais notre ambition n'est aucunement de livrer ici une édition *stricto sensu* de la genèse des *Mémoires sur Napoléon*. Elle n'aurait d'ailleurs qu'un intérêt limité puisque la plupart des feuillets ont été copiés par les soins des copistes dont Stendhal louait les services, tantôt pour écrire sous sa dictée, tantôt pour recopier chez d'autres auteurs des passages qu'il ne retouchera que très peu, et parce que nous ne possédons, la plupart du temps, qu'une seule strate de la conception de l'ouvrage, insuffisante pour constituer à proprement parler un « dossier génétique ». Ainsi ne livrerons-nous pas les mots cachés sous les ratures, sauf cas vraiment exceptionnel et signifiant. Nous ne donnerons que le dernier état de la rédaction avec, éventuellement, les hésitations de Stendhal quand plusieurs couches d'écriture sans repentir coexistent.

Toutefois, pour faire apparaître les mouvements divers de cette écriture en gestation, nous avons reproduit, à l'endroit où Stendhal les faisait figurer, les notes de régie, les « pilotis », les rédactions interlinéaires, les injonctions ou réflexions que s'adressait Stendhal à lui-même, sur le style, sur la politique (« *for me* », écrit-il alors), éléments simultanés d'un texte en cours d'élaboration, encore vivant et alerte.



Les deux écrits de Stendhal sur Napoléon ne présentent donc pas le même intérêt. D'un point de vue historiographique d'abord, les *Mémoires sur Napoléon* sont beaucoup plus modernes. Alors que dans la *Vie de Napoléon*, Stendhal fondait les récits des multiples auteurs qu'il avait lus en une seule coulée narrative, il présente dans les *Mémoires* le récit des événements selon trois modes distincts, nullement redondants : le point de vue historique surplombant (réécriture des faits) et le récit politique (narration commentée de Stendhal) précèdent le récit militaire de Napoléon, plus anecdotique et plus empirique ; on est alors très proche du temps de l'événement. Ces trois registres se nourrissent l'un l'autre : la réécriture dédouble, les parties originales complètent, la citation redouble. Il s'agit pour Stendhal de confronter

1. Louis Hay, « L'écriture vive », *Les Manuscrits des écrivains*, Hachette, CNRS Éditions, 1993, p. 12.

par la juxtaposition, de faire jaillir la vérité des temps présents par la présence simultanée de ces voix différentes. Cette vision polyphonique de l'histoire selon Stendhal n'a pas été comprise par les éditeurs précédents : pour Colomb, l'œuvre de Stendhal doit être à tout prix originale ; quant à Royer, il rejette à la poubelle du plagiat tous les témoignages insérés dans le corps de l'ouvrage. Or ces deux visions représentent un contresens manifeste : pour Stendhal, une œuvre historique ne peut être originale, elle repose sur la confrontation des témoignages et la citation sert à valider et à valoriser le récit historique. En 1836-37, Stendhal n'est plus un débutant : il a une œuvre entière derrière lui, il est connu et n'a plus besoin de se faire un nom comme en 1817-18 où il plagie délibérément un journaliste anglais de l'*Edinburgh Review*. Les *Mémoires* sont un texte auquel Stendhal attachait beaucoup d'importance ; alors qu'il avait abandonné son manuscrit de 1818 à Milan, il met celui des *Mémoires* dans ses caisses quand il repart pour l'Italie en 1839. Il n'y retouchera pas, mais certains chapitres, dont le fameux chapitre VII, « Milan en 1796 », ont été repris, presque inchangés, dans *La Chartreuse de Parme* qu'il met en chantier quelques mois après l'abandon définitif de l'ouvrage historique.

Le travail des *Mémoires* est donc, on l'aura compris, plus abouti et plus novateur que celui de la *Vie*, même s'il est plus inachevé, même s'il couvre une période moins longue de l'histoire, celle du général Bonaparte avant qu'il ne devienne Empereur. La discontinuité de l'écriture y est à la mesure des balbutiements de l'histoire : contemporain des événements qu'il raconte, l'historien ne peut encore en dégager une cohérence. L'historiographie, dans cette première moitié du XIXe siècle, prend pour sujet l'histoire de la Révolution et Stendhal, comme Thiers, comme Barante, écrit sur une histoire en train de naître, sur une histoire encore brûlante, qui n'a pas fini d'alimenter les débats les plus vifs dans ces années où il écrit.

Cette nouvelle édition permettra, nous l'espérons, de découvrir un visage méconnu de Stendhal et de faire partager, grâce aux notes marginales que nous publions, le moment d'une écriture encore vibrante et vivante des hésitations, des repentirs et des trouvailles de l'écrivain au travail.

C. M.

Bibliographie

A. Quelques-uns des principaux livres utilisés par Stendhal pour la rédaction de la *Vie de Napoléon* et des *Mémoires sur Napoléon.*

Letters from St Helena du chirurgien William WARDEN, Londres, 1816, in-8°, *Edinburgh Review* (vol. 27, n° 54, déc. 1816, p. 459-492).

Madame de STAËL, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française.* Paris, Delaunay, 1818, 3 vol. in-8°.

VOLNEY, *Voyage en Syrie et en Egypte pendant les années 1783-85.* Paris, 1787, in-4° , 2 vol.

MARTIN, *Histoire de l'expédition française en Égypte pendant les années 1798-1801.* Paris, 1815, in-8° , 2 vol.

BERTHIER, *Relation des campagnes du général Bonaparte en Égypte et en Syrie.* Paris, 1800, in-8°.

DENON, *Voyage dans la Basse et la Haute Égypte pendant les campagnes du général Bonaparte.* Paris, an X (1802), in-fol., 2 vol.

WILSON, *History of the british expedition to Egypt.* Londres, 1802, in-4°.

WILSON, *Puissance politique et militaire de la Russie.* Paris, 1817, in-8°.

WILSON, *Tableau politique et militaire de la Russie.* Paris, 1817, in-8°.

MICHAUD, *Biographie des hommes vivants.* Paris, 1816, 5 vol. in-8°.

KOCH, *Tableau des révolutions de l'Europe depuis le bouleversement de l'Empire d'Occident jusqu'à nos jours.* Paris, 1807, 3 vol. in-8°.

Abbé de PRADT, *Histoire de l'ambassade dans le Grand Duché de Varsovie en 1812.* Paris, 1815, in-8°.

Abbé de PRADT, *Récit historique sur la Restauration de la royauté en France*, le 13 mars 1814. Paris, 1816, in-8°.

Abbé de PRADT, *Du Congrès de Vienne.* Paris, 1815, 2 vol. in-8°.

HOBHOUSE, *Lettres écrites de Paris pendant le dernier règne de l'empereur Napoléon.* Gand et Bruxelles, 1817, 2 vol. in-8°.

DESTUTT de TRACY, *Commentaire sur l'Esprit des lois de Montesquieu.* Liège, 1817, in-8°.

Général MATTHIEU DUMAS, *Précis des événements militaires ou Essai historique des campagnes* de 1791 à 1814. Paris, 1817-1826, 19 vol. in-8°.

JOMINI, *Vie politique et militaire de Napoléon racontée par lui-même au tribunal de César, d'Alexandre et de Frédéric.* Paris, 1827, 4 vol. in-8°.

THIERS, *Histoire de la Révolution française*, 1828-1829, 10 vol. in-8°.

Mémoires de Bourienne, rédigés par Villemarest (parution de 1829 à 1831).

Mémoires pour servir à l'Histoire de la France, sous Napoléon, écrits à Sainte-Hélène, par les généraux qui ont partagé sa captivité, et publiés sur les manuscrits entièrement corrigés de la main de Napoléon, par les barons Gourgaud et Montholon.

Baron LAS CAZES, *Mémorial de Sainte-Hélène.*

NORVINS, *Histoire de Napoléon.* Paris, 1827, in 8°.

SCOTT, *Histoire de Napoléon*, traduction de 1827.

Histoire de Napoléon, par lui-même ; recueil de pièces officielles.

B. Bibliographie critique

BERTHIER (Philippe), « Stendhal n'a jamais appris à écrire ou l'incipit », *Recherche et Travaux*, Hors-série n° 10, *La Chartreuse de Parme revisitée*, Grenoble, 1991.

BOYER (Ferdinand), *Stendhal et les historiens de Napoléon.* Paris, Édit. du Stendhal-Club, n° 17, 1926.

CROUZET (Michel), *Stendhal ou M. moi-même.* Paris, Flammarion, 1990.

DECHAMPS (Jules), *Le napoléonisme de Stendhal sous l'Empire.* Dans le vol. *The French Mind. Studies in honour of Gustave Rudler.* Oxford, 1952.

DEL LITTO (Victor), *En marge des manuscrits de Stendhal. Compléments et Fragments inédits* (1803-1820). Paris, PUF, 1955.

DEL LITTO (Victor), *La vie intellectuelle de Stendhal. Genèse et évolution de ses idées (1802-1821).* Paris, PUF, 1962.

HAMON (Paul), « Les manuscrits de Stendhal de la Bibliothèque de Grenoble et leurs reliures ». *Stendhal-Club* n° 110, 1986.

HEISLER (Marcel), Stendhal et Napoléon. Paris, Nizet, 1969.

HENRIOT (Émile), *Stendhal et Napoléon*, in *Romanesques et romantiques.* Paris, Plon, 1930.

MCWATTERS (K.G.), *La Présence de Napoléon dans « La Chartreuse de Parme ».* *Stendhal Club*, n° 47, 15 avril 1970.

MARIETTE (Catherine), « Le Napoléon de Stendhal », in *Stendhal, la politique et l'Histoire, Recherche et Travaux* n° 46. Grenoble, 1994.

Mariette (Catherine), « Le spectacle de l'histoire dans *La Chartreuse de Parme* » in *Romantisme Colloques*. Paris, SEDES, 1996, p. 107-113.

Mariette (Catherine), « La notion de "récit raisonnable" dans les *Mémoires sur Napoléon* » in l'*Année Stendhal* n° 2, Paris, Klincksieck, 1998.

Rannaud (Gérald), « Le roman du bonheur » in *Romantisme Colloques, op. cit.*, p. 13-26.

Rannaud (Gérald et Yvonne), *Vie de Henry Brulard écrite par lui-même*, édition diplomatique du manuscrit de Grenoble. Paris, Klincksieck, 1996.

NOTE DE L'ÉDITEUR

— Les notes explicatives en bas de page, signalées par un astérisque, sont de Stendhal.

— Les notes en fin de volume ont une double visée :
• en lettres, elles proposent les variantes et commentent les problèmes de l'établissement du texte et les particularités du manuscrit.
• en chiffres, elles précisent quelques points de détail concernant l'écriture de Stendhal et le contexte dans lequel ont été composés ces ouvrages.

— Les appendices renvoient à des documents qui aident à comprendre la réception ou la publication des deux écrits historiques de Stendhal et qui complètent par des fragments ou des ébauches l'ensemble inachevé de la *Vie de Napoléon* et des *Mémoires sur Napoléon*.

— Un index des noms de personnes clôt le présent volume.

Vie de Napoléon

PRÉFACE

« Nam neque te regni summa ad fastigia vexit
Lucinae favor et nascendi inglorius ordo,
Vivida sed bello virtus tutataque ferro
Libertas. »

ALDRICH[1], 1669, 50, 497.

Les auteurs de cette Vie en 300 pages in-8° sont deux ou trois cents. Le rédacteur n'a fait que recueillir les phrases qui lui ont semblé justes.

Comme chacun a une pensée arrêtée sur Napoléon, cette Vie ne peut satisfaire entièrement personne. Il est également difficile de satisfaire les lecteurs en écrivant sur des objets ou très peu, ou trop intéressants.

Chaque année qui va suivre va fournir de nouvelles lumières. Des personnages célèbres mourront ; on publiera leurs mémoires. Ce qui suit est l'extrait de ce qu'on sait le 1er février 1818.

D'ici à cinquante ans, il faudra refaire l'histoire de Napoléon tous les ans, à mesure que paraîtront les mémoires de Fouché, Lucien, Réal, Regnault, Caulaincourt, Sieyès, Le Brun, etc., etc.

Chapitre 1[a]

Quod licet
Quod libet

« Quelle partie du monde habitable n'a pas ouï les victoires de ce grand homme et les merveilles de sa vie ? On les raconte partout ; le Français qui les vante n'apprend rien à l'étranger, et quoi que je puisse aujourd'hui vous en rapporter, toujours prévenu par vos pensées, j'aurai encore à répondre au secret reproche d'être demeuré beaucoup en dessous. »

Le 15 août 1769
Bossuet, Oraison funèbre du Prince de Condé

J'écris l'histoire de Napoléon pour répondre à un libelle. C'est une entreprise imprudente puisque ce libelle est lancé par le premier talent du siècle contre un homme qui, depuis quatre ans, se trouve en butte à la vengeance de toutes les puissances de la terre. Je suis enchaîné dans l'expression de ma pensée, je manque de talent et mon noble adversaire a pour auxiliaire tous les tribunaux de police correctionnelle. D'ailleurs, indépendamment de sa gloire, cet adversaire jouissait d'une grande fortune, d'une grande renommée dans les salons de l'Europe et de tous les avantages sociaux. Il a flatté jusqu'à des noms obscurs, et sa gloire posthume ne manquera pas d'exciter le zèle de tous ces nobles écrivains toujours prêts à s'attendrir en faveur des infortunes du pouvoir, de quelque nature qu'il soit. L'abrégé qui suit n'est pas une histoire proprement dite, c'est l'histoire pour les contemporains témoins des faits.

Le 15 août 1769, Napoléon naquit à Ajaccio de Charles Bonaparte et de Letitia Ramolini. Son père, qui ne manquait pas de talents, servit sous Paoli et, après que la France eut occupé l'île de Corse[b], fut plusieurs fois député de la noblesse. Cette famille est originaire de Toscane et particulièrement de la petite ville de San Miniato où elle a été établie pendant plusieurs siècles. L'historien Mazzucchelli fait mention de plusieurs Bonaparte qui se sont distingués dans les lettres. En 1796, il y avait encore un Bonaparte à San Miniato ; c'était un chevalier de Saint-Étienne, riche et fort considéré, qui se faisait gloire de sa parenté avec le jeune conquérant de l'Italie. Lorsque Napoléon était puissant, des flatteurs trouvèrent ou fabriquèrent des preuves qui le faisaient descendre des tyrans de Trévise dans le Moyen Age ; prétention probablement aussi peu fondée que celle des émigrés qui cherchaient à le

faire regarder comme sorti des derniers rangs du peuple. Sa sœur aînée fut élevée à Saint-Cyr. Ce fait seul prouve que cette famille appartenait à l'ancienne noblesse.

Le nom de Napoléon est commun en Italie ; c'est un des noms adoptés par la famille des Orsini et il fut introduit dans la famille Bonaparte par une alliance, contractée dans le XVI[e] siècle, avec la maison Lomellini*.

Le comte de Marbeuf vint commander en Corse, et s'attacha à Mme Letitia Bonaparte. Il obtint pour Napoléon une place au collège de Brienne ; Napoléon y entra fort jeune. Il s'y distingua par ses dispositions pour les mathématiques, et par un amour singulier pour la lecture, mais il offensa ses maîtres par l'opiniâtreté avec laquelle il refusa d'apprendre le latin suivant les méthodes ordinaires. Ce fut en vain qu'on voulut le forcer à apprendre par cœur des vers latins et les règles du rudiment ; il ne voulut jamais faire de thèmes ni parler cette langue. Pour le punir de son obstination, on le retint dans le collège un an ou deux de plus que les autres élèves. Il passa ces années dans la solitude et le silence ; jamais il ne se mêlait aux jeux de ses camarades ; jamais il ne leur adressait une parole. Rêveur, silencieux, solitaire, il était connu entre eux par sa manie d'imiter les manières et jusqu'au langage des grands hommes de l'antiquité. Il affectait surtout les phrases courtes et sentencieuses des Lacédémoniens. Un des malheurs de l'Europe, c'est que Napoléon ait été élevé dans un collège royal, c'est-à-dire en un lieu où une éducation sophistiquée est communément donnée par des prêtres et toujours à cinquante ans en arrière du siècle. Élevé dans un établissement étranger au gouvernement, il eût peut-être étudié Hume et Montesquieu ; il eût peut-être compris la force que l'opinion donne au gouvernement.

Napoléon fut admis à l'École Militaire. On trouve dans les journaux du temps que, lors d'une des premières ascensions que Blanchard fit en ballon, au Champ-de-Mars, un jeune homme de l'École Militaire voulut forcer la consigne et fit tout au monde pour monter dans la nacelle : c'était Bonaparte.

On n'a encore recueilli que peu d'anecdotes sur cette époque de sa vie. On parlait de Turenne ; une dame disait : « J'aimerais mieux qu'il n'eût pas brûlé le Palatinat. — Qu'importe, reprit-il vivement, si cet incendie était nécessaire à ses desseins. » Napoléon n'avait alors que quatorze ans.

En 1785, il subit son examen pour entrer dans l'artillerie. Sur 36 places d'officiers vacantes, il mérita la 12[e] et fut sous-lieutenant au régiment de La Fère. On trouve à côté de son nom, dans la liste des renseignements fournis

* Le passage suivant de l'histoire de la maison Orsini par Sansovino peut amuser un instant : *« Ma molti più furono i Napoleoni, perché in tutti i tempi gli orecchi italiani, o nella pace, o nella guerra, udirono questa nobilissima voce in uomini segnalati.* » Lib. II, p. 20[1].

par les professeurs : « Corse de caractère et de nation, ce jeune homme ira loin, s'il est favorisé par les circonstances. »

La même année, Napoléon perdit son père qui mourut à Montpellier. Ce malheur fut en quelque sorte réparé par l'extrême tendresse que lui voua son grand-oncle Lucien, archidiacre d'Ajaccio. Ce vénérable vieillard réunissait une grande connaissance des hommes à une rare bonté. On dit qu'il découvrit les talents extraordinaires de son petit-neveu et qu'il pronostiqua de bonne heure sa future grandeur.

Il paraît que, durant les premières années que Napoléon fut au service, il partageait son temps entre ses devoirs de lieutenant et les fréquentes visites qu'il faisait à sa famille. Il composa une histoire de la Corse, et l'envoya à l'abbé Raynal à Marseille; le célèbre historien approuva l'ouvrage du jeune officier, lui conseilla de l'imprimer, et ajouta que ce livre resterait. On ajoute que Napoléon donna à son travail la forme d'un mémoire pour le gouvernement; ce mémoire fut présenté et est probablement perdu pour toujours (1790).

La Révolution commençait; on détruisit Saint-Cyr. Napoléon alla chercher sa sœur pour la ramener en Corse; comme ils passaient sur le quai de Toulon, ils furent sur le point d'être jetés à la mer par la populace qui les poursuivait avec les cris de : « A bas les aristocrates! A bas la cocarde noire! » Napoléon s'apercevant que c'était un ruban noir au chapeau de sa sœur que ces dignes patriotes prenaient pour une cocarde noire s'arrêta, détacha le ruban et le jeta par-dessus le parapet. En 1791, il fut nommé capitaine en second au quatrième régiment d'artillerie. L'hiver de la même année, il repassa en Corse et y forma un régiment de volontaires dont on lui permit de prendre le commandement sans renoncer à sa place de capitaine. Il eut occasion de montrer du sang-froid et du courage dans une rixe qui s'éleva entre son régiment et la garde nationale d'Ajaccio; il y eut quelques hommes de tués et beaucoup de trouble dans la ville. La France déclara la guerre au roi de Sardaigne; le jeune capitaine donna la première marque de son audace militaire en prenant possession des petites îles qui gisent entre la Corse et la Sardaigne.

CHAPITRE 2

Napoléon se lia intimement avec le célèbre Paoli et avec Pozzo di Borgo, jeune Corse plein de talent et d'ambition. Depuis ils se sont porté tous les deux une haine mortelle. Les amis de Napoléon prétendent que, devinant par les ordres qu'il voyait donner à Paoli que l'intention du vieux général était de se révolter contre la France, il se permit de combattre ce dessein par des remontrances si hardies qu'elles le conduisirent en prison. Il s'échappa, s'enfuit dans les montagnes, mais il tomba dans une troupe de paysans attachés au parti contraire et qui le ramenèrent à Pozzo di Borgo. Celui-ci résolut de se défaire d'un rival dangereux, en le livrant aux Anglais. Cet ordre, qui pouvait jeter Bonaparte en prison pour une partie de sa jeunesse, n'eut pas son effet, parce que les paysans qui le gardaient, touchés de pitié, ou gagnés par lui, souffrirent qu'il s'échappât. Cette seconde fuite eut lieu la nuit même du jour où il devait être transporté à bord d'un vaisseau anglais qui croisait sur la côte. Cette fois il parvint à gagner la ville de Calvi. Il y trouva deux commissaires français auxquels il découvrit les desseins de Paoli et de Pozzo di Borgo. Bientôt après, il quitta la Corse et rejoignit l'armée de Nice, dont son régiment faisait partie.

CHAPITRE 3

Il fut chargé de surveiller les batteries entre San Remo et Nice. Bientôt après, il eut une mission pour Marseille et les villes voisines ; il fit arriver à l'armée diverses munitions de guerre. On l'envoya pour le même objet à Auxonne, La Fère et Paris. Comme il traversait le midi de la France, il rencontra une guerre civile entre les départements et la Convention (1793). Il paraissait difficile d'obtenir de villes actuellement en révolte ouverte contre le gouvernement les munitions nécessaires aux armées de ce même gouvernement. Napoléon parvint à remplir son objet, tantôt en appelant au patriotisme des insurgés, et tantôt en profitant de leurs craintes. A Avignon, quelques fédéralistes voulurent l'engager à se joindre à eux ; il répondit qu'il ne ferait jamais la guerre civile. Tandis qu'il était retenu dans cette ville par les devoirs de sa mission, il eut occasion d'observer la complète incapacité des généraux des deux partis, royalistes et républicains. On sait qu'Avignon se rendit à Carteaux qui, de mauvais peintre, était devenu pire général. Le jeune capitaine fit un pamphlet qui tournait en ridicule l'histoire de ce siège ; il l'intitula : *Déjeuner de trois militaires à Avignon* (1793)[1].

A son retour de Paris à l'armée d'Italie, Napoléon fut employé au siège de Toulon. Il trouva l'armée de siège toujours sous les ordres de Carteaux, général ridicule, jaloux de tout le monde et aussi incapable qu'entêté.

L'arrivée de Dugommier et de quelques renforts changea l'aspect du siège. Dans une lettre de cet habile général de la Convention, il donne des éloges au citoyen Bonaparte* commandant de l'artillerie, pour sa conduite dans l'affaire où fut pris le général O'Hara.

Toulon fut emporté et Bonaparte élevé au grade de chef de bataillon. Peu

* *Moniteur* du 7 décembre 1793. C'est la première fois que *Le Moniteur* nomme Bonaparte, dont il imprime le nom ainsi : le citoyen Bona-parte.

après, il montrait à son frère Louis les travaux du siège ; il lui faisait remarquer un terrain où une attaque maladroite de Carteaux avait occasionné à l'armée républicaine une perte aussi considérable que peu nécessaire. Le sol était encore déchiré par les boulets ; les fréquentes élévations de terre fraîchement remuée montraient la quantité des corps qu'on avait enterrés ; des débris de chapeaux, d'habits, d'armes leur permettaient à peine de marcher : « Tenez, jeune homme, dit Napoléon à son frère, apprenez, par cette scène, que, pour un militaire, c'est autant une affaire de conscience que de prudence d'étudier profondément son métier. Si le misérable qui a fait marcher ces braves gens à l'attaque avait su son métier[a], un grand nombre d'entre eux jouiraient maintenant de la vie et serviraient la République. Son ignorance les a fait périr, eux et des centaines d'autres, dans la fleur de la jeunesse et au moment où ils allaient acquérir de la gloire et du bonheur. »

Il prononça ces paroles avec émotion et presque les larmes aux yeux. Il est étrange qu'un homme, qui avait naturellement ces vifs sentiments d'humanité, ait pu se faire, dans la suite, le cœur d'un conquérant.

Bonaparte était chef de bataillon et commandant de l'artillerie de l'armée d'Italie. C'est en cette qualité qu'il fit le siège d'Oneglia (1794). Il proposa au général en chef Dugommier un plan pour l'invasion de l'Italie ; c'est ce plan dont le destin lui réservait l'exécution à lui-même.

Il fut fait général de brigade ; mais, peu après, comme sa manière d'être et ses talents offusquaient tous les généraux de l'armée, ils écrivirent à Paris et le firent nommer à un commandement dans la Vendée. Napoléon avait de l'horreur pour la guerre civile, où l'énergie semble toujours barbare. Il courut à Paris ; là, il trouva que non seulement on l'avait changé d'armée, mais encore qu'on l'avait fait passer de l'artillerie dans la ligne. Aubry, président du comité militaire, ne voulut pas écouter ses réclamations. On lui refusa jusqu'à la permission de passer en Orient. Il resta plusieurs mois à Paris sans emploi et sans argent. Ce fut alors qu'il se lia avec le célèbre Talma qui commençait aussi sa carrière, et qui lui donnait des billets de spectacle, quand il pouvait en obtenir.

Napoléon était au comble du malheur. Il fut tiré de cette oisiveté sans espérance, qui choquait si fort son caractère, par Barras qui l'avait apprécié au siège de Toulon. Ce Directeur lui donna le commandement des troupes qui devaient défendre la Convention contre les sections de Paris. Les dispositions prises par le jeune général assurèrent à la Convention une victoire facile. Il chercha à effrayer les citoyens de Paris et évita de les tuer (5 octobre 1795, 13 vendémiaire). Cet important service fut payé par la place de général en second de l'armée de l'Intérieur*. Il rencontra chez Barras Mme de Beauharnais ;

* Voir le rapport de Barras à la Convention, *Moniteur*

elle donna quelques louanges à sa conduite; il en devint éperdument amoureux. C'était une des femmes les plus aimables de Paris; peu de personnes ont eu plus de grâce, et Napoléon n'était pas gâté par ses succès auprès des femmes. Il épousa Joséphine (1796), et, bientôt après, au commencement du printemps, Barras et Carnot le firent nommer général en chef de l'armée d'Italie.

CHAPITRE 4

Il serait trop long de suivre le général Bonaparte aux champs de Montenotte, d'Arcole et de Rivoli. Ces victoires immortelles doivent être racontées avec des détails qui en fassent comprendre tout le surnaturel*. C'est une grande et belle époque pour l'Europe que ces victoires d'une jeune République sur l'antique despotisme; c'est pour Bonaparte l'époque la plus pure et la plus brillante de sa vie. En une année, avec une pauvre petite armée qui manquait de tout, il chassa les Allemands des rivages de la Méditerranée jusqu'au cœur de la Carinthie, dispersa et anéantit les armées sans cesse renaissantes que la maison d'Autriche envoyait en Italie, et donna la paix au continent. Aucun général des temps anciens ou modernes n'a gagné autant de grandes batailles en aussi peu de temps, avec des moyens aussi faibles et sur des ennemis aussi puissants**. Un jeune homme de vingt-six ans se trouve avoir effacé en une année les Alexandre, les César, les Annibal, les Frédéric. Et, comme pour consoler l'humanité de ces succès sanglants, il joint aux lauriers de Mars l'olivier de la civilisation[a]. La Lombardie était avilie et énervée par des siècles de catholicisme et de despotisme***. Elle n'était qu'un champ de bataille où les Allemands venaient le disputer aux Français. Le général Bonaparte rend la vie à cette plus belle partie de l'Empire romain et semble en un clin d'œil lui rendre aussi son antique vertu. Il en fait l'alliée la plus fidèle de la France. Il la forme en république, et, par les institutions que ses jeunes mains essaient de lui donner, accomplit en même temps ce qui était le plus utile à la France et ce qui était le plus utile au bonheur du monde[b].

Il agit dans toutes les occasions en ami chaud et sincère de la paix. Il mérita

* En attendant mieux, voir l'*Histoire de la guerre*, par le général Dumas; l'*Histoire des campagnes d'Italie*, par le général Servan et surtout *Le Moniteur* et l'*Annual Register*[1].

** Voir Tite Live Livre IX, p. 242 (trad. de Dureau de La Malle, t. IV, éd. de Michaud, 1810).

*** Voir le *comment* de ceci dans le tome XVI de M. de Sismondi p. 414.

cette louange qui ne lui a jamais été donnée d'être le premier homme marquant de la République française qui mit des limites à son agrandissement et cherchât franchement à redonner la tranquillité au monde. Ce fut une faute sans doute, mais elle partait d'un cœur trop confiant et trop tendre aux intérêts de l'humanité et telle a été la cause de ses plus grandes fautes. La postérité qui apercevra cette vérité dans tout son jour ne voudra pas croire, pour l'honneur de l'espèce humaine, que l'envie des contemporains ait pu transformer ce grand homme en monstre d'inhumanité*.

La nouvelle république française ne pouvait vivre qu'en s'environnant de républiques. L'indulgence que le général Bonaparte montra au pape lorsque, Rome étant entièrement en son pouvoir, il se contenta du traité de Tolentino et du sacrifice de cent tableaux et de quelques statues, lui fit beaucoup d'ennemis à Paris. Il fut obligé d'exécuter, neuf ans plus tard et avec beaucoup de danger, ce qu'il pouvait faire alors avec six mille hommes. Le duc de Lodi (Melzi), vice-président de la république italienne, homme intègre et qui aima vraiment la liberté, disait que Napoléon conclut la paix de Campo Formio en opposition directe avec les ordres secrets du Directoire. Il était chimérique de croire à aucune paix solide entre la nouvelle république et les vieilles aristocraties[c] de l'Europe.

* Voir tous les livres anglais, même les plus estimés de 1800 à 1810, et, ce qui est encore moins généreux, les *Considérations* de Mme de Staël, composées après les massacres de Nîmes[2].

CHAPITRE 5

Vaut-il la peine de rapporter les objections des gens qui se croient délicats et qui ne sont que faibles? Ils disent que le ton avec lequel le général Bonaparte offrit la liberté aux Italiens était celui de Mahomet prêchant l'Alcoran le sabre à la main. Les convertis étaient loués, protégés, comblés d'avantages; les infidèles livrés sans pitié au pillage, aux exécutions militaires, à tous les fléaux de la guerre. C'est lui reprocher d'avoir employé de la poudre pour faire partir ses canons. On lui objecte la destruction de Venise. Mais fut-ce donc une république qu'il détruisit? C'était un gouvernement inique et avilissant, une aristocratie à chef faible, comme les autres gouvernements de l'Europe sont des aristocraties à chef fort. Ce peuple aimable a été choqué dans ses habitudes; mais la génération suivante eût été mille fois plus heureuse sous le royaume d'Italie. Il est assez probable que la cession des États de Venise à la maison d'Autriche était un article secret des préliminaires de Leoben, et que les causes qui furent alléguées dans la suite, pour faire la guerre à la République, ne furent que des prétextes[a]. Le général français entra en négociation avec des mécontents, afin de pouvoir occuper la ville sans coup férir. A ses yeux, il était utile à la France d'avoir la paix avec l'Autriche. Il était maître de Venise, puisqu'il la prit. Il n'était pas chargé de faire le bonheur de Venise. La patrie avant tout. Dans tout cela il n'y a qu'un reproche à faire au général Bonaparte : il ne voyait pas les choses aussi haut que le Directoire*.

* Pour voir Napoléon en Italie sous un vrai jour, il faut monter son âme par un volume de Tite Live. On se purifie ainsi de toutes les petites idées modernes et fausses[1].

CHAPITRE 6

On reproche à Napoléon d'avoir corrompu pendant sa campagne d'Italie non pas la discipline, mais le caractère moral de son armée. Il encouragea parmi ses généraux le pillage le plus scandaleux*. Oubliant le désintéressement des armées républicaines, ils furent bientôt aussi rapaces que les commissaires de la Convention. Mme Bonaparte faisait de fréquents voyages à Gênes, et mit, dit-on, en sûreté cinq ou six millions. En cela, Bonaparte fut criminel envers la France. Quant à l'Italie, des pillages cent fois plus révoltants encore n'auraient pas été un prix excessif pour l'immense bienfait de la renaissance de toutes les vertus.

C'est un argument des aristocrates que celui des crimes qu'entraîne une révolution. Ils oublient les crimes qui se commettaient en silence avant la Révolution.

L'armée d'Italie donna le premier exemple de soldats se mêlant du gouvernement. Jusque-là, les armées de la République s'étaient contentées de vaincre ses ennemis. On sait qu'en 1797, il se forma, dans le conseil des Cinq-Cents, un parti opposé au Directoire**. Les projets des meneurs pouvaient être innocents, mais certainement leur conduite les exposait au soupçon. Quelques-uns étaient royalistes, on ne peut en douter ; la plupart peut-être n'avaient d'autre intention que de mettre un terme au gouvernement arbitraire et à la scandaleuse corruption du Directoire. La marche qu'ils adoptèrent, fut de retirer les impôts au gouvernement et de soumettre ses dépenses à une enquête rigide. Le Directoire, de son côté, profitant des effets de ce

* La fortune de Masséna, d'Augereau, de... etc., etc., etc. Un chef de bataillon passe à Bologne, allant faire une expédition dans l'Apennin ; il n'avait pas même de cheval ; il repasse quinze jours après, il avait dix-sept charrettes chargées lui appartenant et trois voitures avec deux maîtresses. Les trois quarts des sommes pillées furent mangées dans le pays.

** Mémoires de Carnot.

plan d'attaque, répandit dans les armées que toutes les privations qu'elles éprouvaient étaient l'effet de la trahison du Corps législatif qui cherchait à détruire les défenseurs de la Patrie pour pouvoir ensuite rappeler librement les Bourbons. Le général en chef de l'armée d'Italie encouragea publiquement ces bruits dans une proclamation à ses troupes. Cette armée osa envoyer des adresses au gouvernement. Elle se permettait des reproches, aussi peu mesurés qu'inconstitutionnels, contre la majorité du Corps législatif. Le dessein secret de Bonaparte était de suivre ces adresses et de marcher sur Paris avec une partie de son armée sous prétexte de défendre le Directoire et la République, mais, dans le fait, pour s'arroger une part principale dans le gouvernement. Ses projets furent renversés par la révolution du 18 fructidor, qui eut lieu plus tôt et plus facilement qu'il ne le croyait (4 septembre 1797, 18 fructidor an V). Cette journée, qui détruisit complètement le parti opposé au Directoire, lui ôta tout prétexte de passer les Alpes. Il continua à parler des Directeurs avec le dernier mépris. L'incurie, la corruption et les fautes grossières de ce gouvernement faisaient le texte habituel de ses conversations. Il les terminait ordinairement en faisant remarquer aux généraux qui l'entouraient, que, si un homme parvenait à concilier la nouvelle manière d'être de la France à l'intérieur avec le gouvernement militaire, il pourrait facilement faire jouer à la République le rôle de l'ancienne Rome.

CHAPITRE 7[a]

Quoique Napoléon ait dit à l'île d'Elbe qu'il continua à être bon républicain jusqu'à son expédition d'Égypte, quelques anecdotes racontées par le comte de Meerfeldt prouvent qu'à l'époque dont nous parlons, son républicanisme était déjà fort chancelant. Meerfeldt fut un des négociateurs autrichiens à Leoben et plus tard à Campo Formio. Comme son premier intérêt était de faire tomber la République, il laissa entrevoir que le général Bonaparte était en position de se mettre à la tête de la France ou de l'Italie. Le général ne répondit pas, mais ne sembla pas du tout révolté ; il parla même de la tentative de gouverner la France par des corps représentatifs et des institutions républicaines, comme d'une simple expérience. Encouragé par ces dispositions, Meerfeldt hasarda, avec l'approbation de sa cour, de lui proposer une principauté en Allemagne. Le général répondit qu'il était flatté de cette offre, qui ne pouvait provenir que de l'opinion distinguée qu'on voulait bien avoir de ses talents et de son importance, mais qu'il serait peu raisonnable à lui de l'accepter. Un pareil établissement devait tomber à la première guerre de l'Autriche contre la France : Si l'Autriche avait des succès, elle éloignerait le nouveau prince comme un fardeau inutile[b], et, si la France triomphait, elle proscrirait un citoyen perfide qui aurait accepté le secours de l'étranger. Il ajouta avec franchise que son but était d'obtenir une place dans le gouvernement de sa patrie, et que, si jamais il pouvait mettre le pied à l'étrier, il ne doutait pas d'aller loin.

CHAPITRE 8

Si Napoléon n'eût pas fait la paix de Campo-Formio, il pouvait anéantir l'Autriche et épargner à la France les conquêtes de 1805 et 1809[a]. Il paraît que ce grand homme n'était à cette époque qu'un soldat entreprenant, doué d'un génie prodigieux, mais sans aucun principe fixe en politique. Agité de mille pensées ambitieuses, il n'avait aucun plan arrêté pour satisfaire son ambition. « Du reste il était impossible, disait M. de Meerfeldt, d'avoir avec lui dix minutes de conversation, sans s'apercevoir que c'était un homme à grandes vues et d'une étonnante capacité. »

« Son langage, ses idées, ses manières, disait Melzi, tout chez lui était frappant et original[b]. Dans une conversation, comme à la guerre, il était fertile, plein de ressources, rapide à discerner et prompt à attaquer le côté faible de son adversaire. D'une rapidité de conception étonnante, il devait peu de ses idées aux livres, et, à l'exception des mathématiques, il n'avait fait que peu de progrès dans les sciences. De toutes ses qualités, continuait Melzi, la plus remarquable, c'était l'étonnante facilité de concentrer à volonté son attention sur un sujet quelconque et de l'y tenir fixée plusieurs heures de suite sans relâche et comme attachée jusqu'à ce qu'il eût trouvé le meilleur parti à prendre dans les circonstances. Ses projets étaient vastes, mais gigantesques, conçus avec génie, mais quelquefois impraticables ; ils étaient abandonnés assez fréquemment par humeur, ou rendus impraticables par sa propre impatience. Naturellement emporté, décisif, impétueux, violent, il avait l'étonnant pouvoir de se rendre charmant, et, par des déférences bien ménagées et un enjouement flatteur, de faire la conquête des gens qu'il voulait gagner. Quoique, par habitude, secret et réservé, dans un accès d'emportement, son orgueil découvrait quelquefois les projets qu'il lui importait le plus de tenir cachés. Il est probable que jamais il n'ouvrit son âme par suite de sentiments tendres. » Au reste, le seul être qu'il ait jamais aimé est Joséphine et elle ne le trahit jamais. Je ne crois pas qu'il dût peu de ses idées aux livres. Il avait peu

d'idées littéraires, voilà ce qui aura fait illusion au duc de Lodi, homme fort instruit en littérature et, par conséquent, un peu faible.

La balle qui me tuera portera mon nom, était une de ses phrases habituelles. J'avoue que je ne la comprends pas. Tout ce que j'y vois c'est une première nuance de ce fatalisme si naturel aux hommes exposés tous les jours aux boulets ou à la mer.

Cette âme si forte était liée à un petit corps pâle, maigre et presque chétif. L'activité de cet homme et sa force à soutenir les fatigues avec un physique si mince paraissaient à son armée [c] sortir des bornes du possible. Ce fut un des fondements de l'incroyable enthousiasme qu'il inspirait au soldat.

CHAPITRE 9

Tel était le général en chef Bonaparte à son retour en France, après la conquête de l'Italie; du reste l'objet de l'enthousiasme de la France, de l'admiration de l'Europe et de la jalousie du gouvernement qu'il avait servi. Il fut reçu par ce gouvernement soupçonneux avec toutes les démonstrations de la confiance et de la considération et nommé, même avant son arrivée à Paris, l'un des commissaires plénipotentiaires au congrès réuni à Rastadt pour la pacification générale. Il se débarrassa bien vite d'un rôle qui ne lui convenait pas. Le Directoire, qui se voyait à la tête d'une république jeune et forte, entourée d'ennemis affaiblis, mais irréconciliables, était trop sage pour vouloir la paix. Bonaparte se débarrassa également du commandement de l'armée d'Angleterre auquel il fut nommé. Le Directoire n'était pas assez fort pour conduire à bien une telle entreprise. Cependant le jeune général voyait, et tout le monde voyait aussi, qu'il n'y avait pas, en France, de place qui pût lui convenir. La vie privée même était pour lui pleine de dangers; sa gloire et toute sa manière d'être avaient quelque chose de trop romanesque et de trop entraînant[a]. Ce moment de l'histoire fait l'éloge de la probité des Directeurs et montre quel chemin nous avons fait depuis les temps de Marie de Médicis[b].

Souvent, à cette époque, et dans d'autres moments de découragement, Bonaparte désira avec passion le repos de la vie privée[c]. Il croyait trouver le bonheur à la campagne[d].

CHAPITRE 10[a]

En 1796, on lui avait fait passer un projet pour l'invasion de l'Égypte; il l'examina et le renvoya au Directoire avec son avis. Dans son embarras mortel, le Directoire se souvint de cette idée et lui proposa le commandement de l'expédition. Refuser une troisième fois les offres du pouvoir exécutif, c'était donner lieu de croire qu'on tramait quelque chose en France, et très probablement, se perdre. D'ailleurs, la conquête de l'Égypte était faite pour éblouir une âme élevée, pleine de plans romanesques et passionnée pour les entreprises extraordinaires. « Songez que, du haut de ces Pyramides, trente siècles nous contemplent », disait-il quelques mois plus tard à son armée.

Comme toutes les guerres de l'Europe, cette agression était peu fondée en justice. Les Français étaient en paix avec le Grand Turc, souverain nominal de l'Égypte, et les beys, maîtres réels du pays, étaient des barbares qui, ne connaissant pas le droit des gens, ne pouvaient guère y manquer. Au reste des considérations de cette nature n'étaient pas faites pour avoir une grande influence sur les déterminations du jeune général qui, d'ailleurs, croyait peut-être être le bienfaiteur du pays, en y portant la civilisation. L'expédition mit à la voile, et, par un bonheur qui doit faire faire bien des réflexions, il put arriver devant Alexandrie après la prise de Malte, sans rencontrer Nelson.

CHAPITRE 11[a]

On ne doit pas s'attendre à trouver ici cette suite de grandes actions militaires qui soumirent l'Égypte à Bonaparte. Les batailles du Caire, des Pyramides, d'Aboukir, ont besoin pour être comprises, d'une description de l'Égypte, et il faudrait donner une idée du courage sublime des Mamelouks. La plus grande difficulté était d'apprendre à nos troupes à leur résister.

En Égypte, Napoléon fit la guerre sur les mêmes principes qu'en Italie, mais dans un style plus oriental et plus despotique. Il avait affaire encore aux plus orgueilleux et aux plus féroces des hommes, à des gens à qui il ne manquait que l'aristocratie pour être des Romains. Il punit leurs perfidies avec une cruauté empruntée d'eux-mêmes. Les habitants du Caire se révoltent contre la garnison; il ne se contente pas de faire un exemple de ceux qu'on avait pris les armes à la main. Il soupçonne leurs prêtres d'être les secrets instigateurs de l'insurrection, et il en fait prendre deux cents qu'on fusille[b].

Les bourgeois qui écrivent l'histoire font des phrases sur ces sortes d'actions. Les demi-sots excusent celles-ci par la cruauté et la brutalité de ces Turcs, qui, non contents de massacrer les malades des hôpitaux et quelques prisonniers qu'ils firent, avec des circonstances trop révoltantes pour être rapportées, s'acharnèrent encore à mutiler les cadavres de la manière la plus sauvage.

Il faut chercher la raison de ces malheureuses nécessités dans les conséquences du principe : *Salus populi suprema lex esto.* L'incalomniable despotisme a tellement avili les orientaux qu'ils ne connaissent d'autres principes d'obéissance que la crainte. Le massacre du Caire les frappa de terreur; « et depuis ce temps-là, disait Napoléon, ils m'ont été fort attachés, car ils voyaient bien qu'il n'y avait pas de mollesse dans ma manière de gouverner ».

CHAPITRE 12[a]

Le mélange de catholicisme et d'aristocratie qui aplatit nos âmes depuis deux siècles nous rend aveugles aux conséquences du principe que je viens de rappeler. Sans entrer dans les petites objections qu'on fait à Napoléon sur sa conduite en Égypte, on a coutume de regarder comme ses plus grands crimes :

1° Le massacre de ses prisonniers à Jaffa.
2° L'empoisonnement de ses malades à Saint-Jean-d'Acre.
3° Sa prétendue conversion au mahométisme.
4° Sa désertion de l'armée.

Napoléon fit le récit suivant de l'événement de Jaffa à Mylord Ebrington, l'un des voyageurs les plus éclairés et les plus dignes de foi qu'il ait vus à l'île d'Elbe : « Quant aux Turcs de Jaffa, il est vrai que j'en fis fusiller à peu près deux mille[b]. Vous trouvez ça un peu fort; mais je leur avais accordé une capitulation à El Arisch; la condition était qu'ils retourneraient à Bagdad. Ils rompirent cette capitulation, se jetèrent dans Jaffa et je les pris d'assaut. Je ne pouvais les emmener prisonniers avec moi, car je manquais de pain, et ils étaient des diables trop dangereux pour les lâcher une seconde fois dans le désert. Il ne me resta donc d'autre moyen que de les tuer. »

Il est vrai, d'après les lois de la guerre, qu'un prisonnier qui a une fois manqué à sa parole, n'a plus droit à recevoir quartier* mais l'affreux droit du vainqueur n'a été que rarement exercé, et jamais, ce me semble, dans nos temps modernes, sur un aussi grand nombre d'hommes à la fois[c]. Si les Français avaient refusé quartier dans la chaleur de l'assaut, personne ne les aurait blâmés : les tués avaient manqué à leur parole; si le général vainqueur avait su qu'une grande partie de la garnison consistait en prisonniers renvoyés sur

* Martens : *Lois des Nations*, p. 291.

parole à El Arisch, très probablement il eût donné ordre de les passer au fil de l'épée. Je ne crois pas que l'histoire offre d'exemple d'une garnison épargnée au moment de l'assaut, et, ensuite, envoyée à la mort. Mais ce n'est pas tout, il est probable qu'un tiers seulement de la garnison de Jaffa était composé de prisonniers d'El Arisch[d].

Pour sauver son armée, un général a-t-il le droit de mettre à mort ses prisonniers, ou de les placer dans une situation qui doit nécessairement les faire périr, ou de les livrer à des barbares, dont ils n'ont aucun quartier à espérer? Chez les Romains, cela n'eût pas fait de question*; au reste, de la réponse à celle-ci dépend non seulement la justification de Napoléon à Jaffa, mais celle de Henri V à Azincourt, de lord Anson dans les îles de la mer du Sud, et du bailli de Suffren sur la côte de Coromandel. Ce qu'il y a de plus sûr, c'est que la nécessité doit être claire et urgente, et l'on ne peut nier qu'il n'y eût nécessité dans le cas de Jaffa. Il n'eût pas été sage de renvoyer les prisonniers sur parole. L'expérience montrait que ces barbares se jetteraient sans scrupule dans la première place forte qu'ils trouveraient, ou que, s'attachant à l'armée pendant qu'elle s'avançait dans la Palestine, ils inquiéteraient sans cesse ses flancs et son arrière-garde[e].

Le général en chef ne doit pas porter seul la responsabilité de cette action épouvantable. L'affaire fut décidée dans un conseil de guerre auquel se trouvèrent Berthier, Kléber, Lannes, Bon, Caffarelli et plusieurs autres généraux[f].

* Voir Tite Live blâmant avec raison les Samnites de n'avoir pas fait main basse sur les Romains aux Fourches Caudines. Livre [IX], p. [221], 4e volume de la traduction de La Malle.

CHAPITRE 13[a]

Napoléon a lui-même raconté à plusieurs personnes qu'il eut l'intention de faire administrer de l'opium comme poison à quelques malades de son armée. Il est évident, pour qui l'a connu, que cette idée provenait d'une erreur de jugement, nullement de mauvais cœur, et moins encore d'indifférence pour le sort de ses soldats. Tous les récits sont d'accord* sur les soins qu'il donna, dans sa campagne de Syrie, aux malades et aux blessés. Il fit ce qu'aucun général n'a encore fait : il visita en personne les hôpitaux des pestiférés. Il conversait avec les malades, écoutait leurs plaintes, voyait par lui-même si les chirurgiens s'acquittaient de leur devoir**. A chaque mouvement de son armée, et particulièrement à la retraite de Saint-Jean-d'Acre, sa plus grande sollicitude fut pour son hôpital. La sagesse des mesures qui furent prises pour emmener les malades et les blessés, et les soins qu'on leur donna, lui valurent les louanges des Anglais. M. Desgenettes qui était médecin en chef de l'armée de Syrie, est aujourd'hui un royaliste prononcé, mais, même depuis le retour des Bourbons, il n'a jamais parlé de la conduite de Napoléon envers ses malades sans les plus grands éloges.

Le célèbre Assalini, médecin à Munich, se trouvait aussi en Syrie, et, quoiqu'il n'aime pas Napoléon, il en parle comme Desgenettes. Au moment de la retraite de Saint-Jean-d'Acre, Assalini ayant fait un rapport au général en chef, duquel il résultait que les moyens de transport pour les malades étaient insuffisants, il reçut l'ordre de se rendre sur la route, d'arrêter tous les chevaux de bagages, et même de démonter les officiers. Cette mesure pénible reçut son entière exécution, et l'on n'abandonna pas un seul des malades qui, au

* Même l'histoire calomnieuse du général Robert Wilson.

** Il voulut engager M. Desgenettes à soutenir publiquement que la peste n'était pas contagieuse. La vanité de celui-ci s'y refusa.

jugement des médecins, avaient quelque espoir de guérison. A l'île d'Elbe l'empereur, qui sentait que la nation anglaise compte parmi ses citoyens les têtes les plus saines de l'Europe, invita plusieurs fois lord Ebrington à le questionner franchement sur les événements de sa vie[b]. D'après cette permission, quand le lord en fut venu au bruit d'empoisonnement, Napoléon répondit sur-le-champ et sans la moindre hésitation : « Il y a dans cela un fonds de vérité. Quelques soldats de l'armée avaient la peste ; ils ne pouvaient pas vivre vingt-quatre heures ; j'étais sur le point de marcher ; je consultais Desgenettes sur les moyens de les emmener ; il répondit qu'on courait le risque de communiquer la peste à l'armée et que, d'ailleurs, ce soin serait inutile pour les malades, qui ne pouvaient guérir. Je lui dis de leur donner une dose d'opium et que cela valait mieux que de les laisser à la merci des Turcs[c]. Il me répondit, en fort honnête homme, que son métier était de guérir et non de tuer. Peut-être il avait raison, quoique je ne lui demandasse pour eux que ce que j'aurais demandé pour moi à mes meilleurs amis, dans une semblable situation. J'ai souvent réfléchi depuis sur ce point de morale, j'ai demandé leur avis à plusieurs personnes, et *je crois qu'au fond, il vaut toujours mieux souffrir qu'un homme finisse sa destinée quelle qu'elle soit*. J'en ai jugé ainsi plus tard, à la mort de mon pauvre ami Duroc lequel, quand ses entrailles tombaient à terre sous mes yeux, me demanda plusieurs fois et avec insistance, de faire mettre un terme à ses douleurs ; je lui dis : Je vous plains, mon ami, mais il n'y a pas de remède ; il faut souffrir jusqu'à la fin[d]. »

Quant à l'apostasie de Napoléon en Égypte, il commençait toutes ses proclamations par ces mots : « Dieu est Dieu et Mahomet est son prophète. » Ce prétendu crime n'a guère fait effet qu'en Angleterre. Les autres peuples ont vu qu'il fallait le mettre sur la même ligne que le mahométisme du major Horneman et des autres voyageurs que la société d'Afrique emploie pour découvrir les secrets du désert. Napoléon voulut se concilier les habitants de l'Égypte[e]. Il avait raison d'espérer qu'une grande partie de ce peuple toujours superstitieux serait frappée de terreur par ses phrases religieuses et prophétiques, et qu'elles jetteraient même sur sa personne un vernis d'irrésistible fatalité. L'idée qu'il a voulu se faire passer sérieusement pour un second Mahomet est digne d'un émigré*. Sa conduite eut le succès le plus complet. « Vous ne sauriez imaginer, disait-il à Mylord Ebrington, ce que je gagnai en Égypte à faire semblant d'adopter leur culte. » Les Anglais, toujours dominés par leurs préjugés puritains qui, du reste, s'allient fort bien avec les cruautés les plus révoltantes, trouvèrent cet artifice bas. L'histoire remarquera que vers le temps de la naissance de Napoléon, les idées catholiques étaient déjà frappées de ridicule.

* Voyez leurs livres.

CHAPITRE 14[a]

Quant à l'action bien autrement grave d'abandonner son armée en Égypte, c'était un crime envers le gouvernement d'abord, que ce gouvernement pouvait punir légitimement. Mais ce ne fut pas un crime envers son armée, qu'il laissa dans un état florissant, ainsi que le prouve la résistance qu'elle opposa aux Anglais. On ne peut lui reprocher que l'étourderie de ne pas avoir prévu que Kléber pouvait être tué, ce qui, dans la suite, livra l'armée à l'ineptie du général Menou.

Le temps nous fera connaître si, comme je le crois, Napoléon fut rappelé en France par les avis de quelques patriotes habiles, ou s'il se détermina à cette démarche décisive uniquement par ses propres réflexions[b]. Il est agréable pour les grands cœurs de considérer ce qui dut alors se passer dans cette âme : d'un côté, l'ambition, l'amour de la patrie, l'espérance de laisser un grand nom dans la postérité : de l'autre, la possibilité d'être pris par les Anglais ou fusillé[c]. Et prendre un parti aussi décisif uniquement sur des conjectures, quelle fermeté de jugement ! La vie de cet homme est un hymne en faveur de la grandeur d'âme.

CHAPITRE 15

Napoléon, apprenant les désastres des armées, la perte de l'Italie, l'anarchie et le mécontentement de l'intérieur, conclut de ce triste tableau que le Directoire ne pouvait plus tenir. Il vint à Paris pour sauver la France et s'assurer une place dans le nouveau gouvernement. En revenant d'Égypte, il était utile à la patrie et à lui-même ; c'est tout ce qu'on peut demander aux faibles mortels[a].

Il est sûr qu'après son débarquement Napoléon ne savait pas comment il serait traité, et jusqu'à la réception enthousiaste des Lyonnais, il parut douteux si son audace serait récompensée par le trône ou par l'échafaud. A la première nouvelle de son retour, le Directoire donna l'ordre de l'arrêter à Fouché qui était alors ministre de la police. Ce traître célèbre répondit : « Il n'est pas homme à se laisser arrêter, moi je ne suis pas l'homme qui l'arrêtera*. »

* Chaque jour on trouvait de nouveaux [un blanc] aux portes du Luxembourg ; par exemple, on y vit un jour une grande affiche représentant fort bien une lancette, une laitue et un rat (l'an sept les tuera).

CHAPITRE 16

Au moment où le général Bonaparte accourut d'Égypte au secours de la patrie, le directeur Barras, homme excellent pour un coup de main, vendait la France pour douze millions à la famille exilée. Des lettres patentes avaient déjà été expédiées pour cet objet. Il y avait deux ans que Barras suivait ce projet. Sieyès l'avait découvert pendant son ambassade à Berlin*. Cet exemple et celui de Mirabeau montrent bien qu'une République ne doit jamais se confier à des nobles. Toujours tendre à la séduction des titres, Barras osa confier ses desseins à son ancien protégé.

Napoléon avait trouvé à Paris son frère Lucien; ils discutèrent ensemble les chances suivantes : il était évident que les Bourbons ou lui allaient monter sur le trône, ou bien il fallait reconstruire la République.

Le projet de remettre les Bourbons était ridicule; le peuple avait encore trop d'horreur pour les nobles, et, malgré les crimes de la Terreur, il aimait encore la République. Il fallait pour les Bourbons une armée étrangère dans Paris. Refaire la République c'est-à-dire donner une constitution qui pût se soutenir par elle-même, Napoléon ne se sentait pas les moyens de résoudre ce problème. Il trouvait les hommes à employer trop méprisables et trop vendus à leurs intérêts. Enfin il ne voyait pas de place assurée pour lui-même, et, s'il se trouvait encore un traître pour vendre la France aux Bourbons ou à l'Angleterre, sa mort était la première mesure à prendre. Dans le doute, l'ambition l'emporta, comme il est naturel; et, du côté de l'honneur, Napoléon se dit : « Je vaux mieux à la France que les Bourbons. » Quant à la monarchie constitutionnelle que voulait Sieyès, il n'avait pas les moyens de

* Les intermédiaires de Barras étaient MM. David, Mounier, Tropès de Guérin, le duc de Fleury. Voir la *Biographie moderne* de Michaud, rapsodie précieuse par de tels aveux. Le *Moniteur* peint très bien l'avilissement, le désordre[a].

l'établir, et alors son roi était trop inconnu. Il fallait un remède énergique et prompt[b].

Cette malheureuse France, désorganisée à l'intérieur, voyait toutes ses armées tomber les unes après les autres; et ses ennemis étaient des rois qui devaient être sans pitié pour elle, puisque la République, montrant le bonheur à leurs sujets, tendait à les précipiter du trône. Si ces rois irrités, après l'avoir vaincue, avaient daigné la rendre à la famille exilée, ce que cette famille a fait ou laissé faire en 1815★, ne donne encore qu'une faible idée de ce qu'on pouvait en attendre en 1800[c]. La France, plongée dans le dernier degré du découragement et de l'avilissement moral, malheureuse par le gouvernement qu'elle s'était choisi avec tant d'orgueil, plus malheureuse par les déroutes de ses armées, n'aurait inspiré aucune crainte aux Bourbons, et c'est uniquement à la peur du Monarque que l'on peut attribuer les apparences libérales du gouvernement.

Mais il est plus probable que les rois vainqueurs se seraient divisé la France. Il était prudent de détruire ce foyer du jacobinisme. Le manifeste du duc de Brunswick aurait été accompli et tous les nobles écrivains qui garnissent les Académies auraient proclamé l'impossibilité de la liberté. Depuis 1793, jamais les idées nouvelles n'avaient couru d'aussi grands dangers. La civilisation du monde fut sur le point d'être reculée de plusieurs siècles. Le malheureux Péruvien gémirait encore sous le joug de fer de l'Espagnol, et les rois vainqueurs eussent donné dans les délices de la cruauté, comme à Naples[d].

De tous les côtés, la France était donc sur le point de disparaître dans les abîmes sans fonds où, de nos jours, nous avons vu la Pologne engloutie.

Si jamais des circonstances[e] quelconques pouvaient prescrire les droits éternels qu'a tout homme à la liberté la plus illimitée, le général Bonaparte pouvait dire à chaque Français : « Par moi, tu es encore Français; par moi, tu n'es pas soumis à un juge prussien, ou à un gouverneur piémontais; par moi, tu n'es pas esclave de quelque maître irrité et qui a sa peur à venger. Souffre donc que je sois ton empereur[f]. »

Telles étaient les principales pensées qui agitaient le général Bonaparte et son frère la veille du 18 brumaire (9 novembre 1799); le reste était relatif aux moyens d'exécution[g].

★ Mission du marquis de Rivière dans le Midi : massacres de Nîmes; histoire de Trestaillon.

CHAPITRE 17

Pendant que Napoléon prenait son parti et ses mesures, il était courtisé par les différentes factions qui déchiraient une république expirante. Ce gouvernement tombait, parce qu'il n'y avait pas un Sénat Conservateur pour tenir l'équilibre entre la Chambre des Communes et le Directoire et nommer les membres de celui-ci, et nullement parce que la République est impossible en France. Dans le cas actuel, il fallait un dictateur, mais jamais le gouvernement légitimement établi ne se serait résolu à le nommer. Les âmes de boue qui se trouvaient au Directoire, formées sous une vieille monarchie, ne voyaient, au milieu des malheurs de la patrie, que leur petit égoïsme et ses intérêts. Tout ce qui était un peu généreux leur semblait duperie.

Le profond et vertueux Sieyès avait toujours tenu au grand principe que, pour assurer les institutions conquises par la Révolution, il fallait une dynastie appelée par la Révolution. Il aida Bonaparte à faire le 18 brumaire. Sans lui, il l'aurait fait avec un autre général. Depuis, Sieyès a dit : « J'ai fait le 18 brumaire, mais non pas le 19. » On dit que le général Moreau avait refusé de seconder Sieyès, et le général Joubert qui aspirait à ce rôle, fut tué au commencement de sa première bataille, à Novi.

Sieyès et Barras étaient les deux premiers hommes du gouvernement. Barras vendait la République à un Bourbon, sans s'inquiéter des suites, et demandait au général Bonaparte de diriger le mouvement. Sieyès voulait faire une monarchie constitutionnelle; le premier article de sa constitution eût nommé roi un duc d'Orléans, et il demandait au général Bonaparte de diriger le mouvement. Le général nécessaire aux deux partis se rapprocha de Lefèvre général plus connu par sa bravoure que par ses lumières et qui commandait alors Paris et la 17e division[a]. Il agissait de concert avec Barras et Sieyès, mais il eut bientôt gagné Lefèvre pour lui-même. De ce moment, Bonaparte eut les troupes qui occupaient Paris et les environs, et il ne fut plus question que de la forme à donner à la révolution.

CHAPITRE 18[a]

Le 18 brumaire (9 novembre 1799) dans la nuit, Bonaparte fit convoquer subitement, et par des lettres particulières, ceux des membres du Conseil des Anciens sur lesquels il pouvait compter. On profita d'un article de la Constitution qui permettait à ce conseil de transférer le Corps législatif hors de Paris, et il rendit un décret qui, le lendemain 19, indiquait la séance du Corps législatif à Saint-Cloud, chargeait le général Bonaparte de prendre toutes les mesures nécessaires à la sûreté de la représentation nationale, et mettait sous ses ordres les troupes de ligne et les gardes nationales. Bonaparte, appelé à la barre pour entendre ce décret, prononça un discours. Comme il ne pouvait parler des deux conspirations qu'il déjouait, ce discours n'a que des phrases. Le 19, le Directoire, les généraux et une foule de curieux se rendirent à Saint-Cloud. Des soldats occupaient toutes les avenues. Le Conseil des Anciens s'assembla dans la galerie. Le Conseil des Cinq-Cents, dont Lucien venait d'être nommé président, se réunit dans l'Orangerie.

Bonaparte entra dans la salle des Anciens et parla au milieu des interruptions et des cris des députés attachés à la Constitution, ou, pour mieux dire, qui ne voulaient pas laisser réussir un mouvement dont ils n'étaient pas. Pendant ces moments décisifs, une scène plus orageuse encore se passait au Conseil des Cinq-Cents. Plusieurs membres demandèrent qu'on s'occupât de l'examen des motifs qui avaient déterminé la translation des conseils à Saint-Cloud. Lucien fit de vains efforts pour calmer les esprits que cette proposition avait enflammés, et, lorsque les Français en sont à ce point, l'intérêt se tait, ou plutôt il n'en est plus d'autre que d'être héros par vanité. Le cri général était : « Point de dictateur ! à bas le dictateur ! »

A ce moment, le général Bonaparte entre dans la salle, escorté par quatre grenadiers. Une foule de députés s'écrie : « Qu'est-ce que cela signifie ? Point de sabre ici ! Point d'hommes armés ! » D'autres, jugeant mieux la circonstance, se précipitent au milieu de la salle, entourent le général, le

prennent au collet, et le secouent vivement en criant : « Hors la loi ! à bas le dictateur ! » Comme le courage, dans les salles législatives, est fort rare en France, l'histoire doit conserver le nom du député Bigonnet de Mâcon. Ce brave député eût dû tuer Bonaparte.

Le reste du récit est moins sûr. On prétend que Bonaparte, entendant le cri terrible de *Hors la loi*, pâlit et ne trouva pas un seul mot à dire pour sa défense[b]. Le général Lefèvre vint à son secours, et l'aida à sortir. On ajoute que Bonaparte monta à cheval, et, croyant le coup manqué à Saint-Cloud, galopa vers Paris. Il était encore sur le pont, lorsque Murat parvient à le joindre et lui dit : « Qui quitte la place, la perd. » Napoléon, rendu à lui-même par ce mot, revient dans la rue de Saint-Cloud, appelle les soldats aux armes et envoie un piquet de grenadiers dans la salle de l'Orangerie. Ces grenadiers, conduits par Murat, entrent dans la salle. Lucien qui avait tenu bon à la tribune, reprend le fauteuil et déclare que les représentants qui ont voulu assassiner son frère sont d'audacieux brigands, soldés par l'Angleterre. Il fait décréter que le Directoire est supprimé, que le pouvoir exécutif sera remis entre les mains de trois consuls provisoires : Bonaparte, Sieyès et Roger Ducos. Une commission législative, choisie dans les deux conseils, se réunira aux consuls pour rédiger une constitution.

Jusqu'à la publication des *Mémoires* de Lucien*, les détails du 18 brumaire ne seront pas bien éclaircis. En attendant, la gloire de cette grande révolution est restée au président du Conseil des Cinq-Cents qui montra à la tribune un ferme courage au moment où son frère faiblissait. Il eut la plus grande influence dans la constitution que l'on bâtit à la hâte. Cette constitution, qui n'était point mauvaise, nommait trois consuls : Bonaparte, Cambacérès et Lebrun.

On créa un *Sénat* composé de gens qui ne pouvaient prétendre à aucune place. Il nommait le *Corps législatif*. Le Corps législatif ne faisait que voter la loi et ne pouvait la discuter. Ce soin était réservé à un corps, nommé *Tribunat*, qui discutait la loi mais ne la votait point.

Le Tribunat et le pouvoir exécutif envoyaient défendre leurs projets de loi devant ce Corps législatif muet.

Cette constitution pouvait fort bien aller, si le bonheur de la France eût voulu que le premier consul fût enlevé par un boulet, après deux ans de règne. Ce qu'on aurait vu de la monarchie eût achevé d'en dégoûter. On voit facilement que le défaut de cette constitution de l'an VIII, c'est que le Sénat nomme le Corps législatif. Celui-ci aurait dû être élu directement par le peuple, et le Sénat chargé de nommer chaque année un nouveau consul.

* Ces mémoires existent chez Colburn à Londres. Ils peuvent voir le jour d'un moment à l'autre ainsi que ceux de Carnot et de Tallien.

CHAPITRE 19

Le gouvernement d'une douzaine de voleurs lâches et traîtres, fut remplacé par le despotisme militaire; mais, sans le despotisme militaire, la France avait, en 1800, les événements de 1814 ou la Terreur.

Napoléon avait maintenant le pied à l'étrier, comme il disait dans ses campagnes d'Italie; et il faut convenir que jamais général ou monarque n'a eu d'années aussi brillante que le fut, pour la France et pour lui, la dernière du XVIII[e] siècle.

En arrivant à la tête des affaires, le premier consul trouva les armées de la France défaites et désorganisées. Ses conquêtes en Italie étaient réduites aux montagnes et à la côte de Gênes; la plus grande partie de la Suisse venait de lui échapper. L'injustice et la rapacité des agents de la République* avaient révolté les Suisses; l'aristocratie prit dès lors le dessus en ce pays; la France n'eut pas d'ennemis plus acharnés; leur neutralité ne fut plus qu'un nom et la frontière la plus vulnérable fut entièrement découverte.

Les ressources de la France dans tous les genres étaient entièrement épuisées, et, ce qui est pire que tout le reste, l'enthousiasme des Français était éteint. Toutes les tentatives pour établir une constitution libre avaient manqué[a]. Les Jacobins étaient méprisés et détestés, à cause de leurs cruautés et de l'extravagance de vouloir établir une république sur le modèle antique. Les modérés étaient méprisés, à cause de leur incapacité et de leur corruption. Les royalistes, turbulents dans l'Ouest, se montraient à Paris, comme de coutume, timides, intrigants et surtout lâches[b].

Si l'on excepte Moreau, aucun homme, après le général qui revenait d'Égypte, n'avait de réputation et de popularité; et Moreau, à cette époque, voulait suivre le torrent, et, à toutes les époques, fut incapable de le conduire.

* Par hasard le plus fripon de ces coquins se nommait Rapinat.

CHAPITRE 20

Washington lui-même eût été embarrassé sur le degré de liberté qui pouvait être confié sans danger à un peuple souverainement enfant, pour qui l'expérience n'était rien, et qui, au fond du cœur, nourrissait encore tous les sots préjugés donnés par une vieille monarchie*. Mais aucune des idées qui auraient occupé Washington n'arrêta l'attention du premier Consul, ou, du moins, il les crut trop facilement chimériques en Europe (1800). Le général Bonaparte était extrêmement ignorant dans l'art de gouverner[a]. Nourri des idées militaires, la délibération lui a toujours semblé de l'insubordination. L'expérience venait tous les jours lui prouver son immense supériorité, et il méprisait trop les hommes pour les admettre à délibérer sur les mesures qu'il avait jugées salutaires. Imbu des idées romaines, le premier des malheurs lui sembla toujours d'être conquis et non d'être mal gouverné et vexé dans sa maison.

Quand son esprit eût eu plus de lumières, quand il eût connu l'invincible force du gouvernement de l'opinion, je ne doute pas que l'homme ne l'eût emporté et qu'à la longue, le despote n'eût paru. Il n'est pas donné à un seul être humain d'avoir à la fois tous les talents, et il était trop sublime comme général pour être bon comme politique et législateur.

Dans les premiers mois de son consulat[b], il exerçait une véritable dictature, rendue indispensable par les événements[c]. Talonné à l'intérieur par les Jacobins et les royalistes, et par le souvenir des conspirations récentes de Barras et de Sieyès, pressé à l'extérieur par les armées des rois, prêtes à inonder le sol de la République, la première loi était d'exister. Cette loi justifie à mes yeux toutes les mesures arbitraires de la première année de son consulat.

* Les généraux en 1814 préfèrent les titres de lieutenant-général et de maréchal de camp à celui de général de division et de général de brigade sanctifiés par tant de victoires.

Peu à peu, la théorie réunie à ce qu'on voyait porta à croire que ses vues étaient toutes personnelles. Aussitôt, la tourbe des flatteurs s'empara de lui ; on les vit outrer comme à l'ordinaire toutes les opinions qu'on supposait au Maître*. Les Regnault et les Maret furent aidés par une nation accoutumée à l'esclavage et qui ne se sent à son aise que quand elle est menée.

Donner d'abord au peuple français autant de liberté qu'il en pouvait supporter, et, graduellement, augmenter la liberté à mesure que les factions auraient perdu de leur chaleur et que l'opinion publique serait devenue plus calme et plus éclairée, tel ne fut point l'objet de Napoléon. Il ne considérait pas combien de pouvoir on pouvait confier au peuple sans imprudence, mais cherchait à deviner de combien peu de pouvoir il se contenterait[e]. La constitution qu'il donna à la France était calculée, si tant est qu'elle fût calculée, pour ramener insensiblement ce beau pays à la monarchie absolue, et non pour achever de le façonner à la liberté[f]. Napoléon avait une couronne devant les yeux, et se laissait éblouir par la splendeur de ce hochet suranné. Il aurait pu établir la République** ou, au moins, le gouvernement des deux Chambres ; fonder une dynastie de rois était toute son ambition[g].

* Carrion-Nisas en 1801, ou Ferrand en 1815[d].

** Cinq Directeurs renouvelés par cinquième et nommés par un Sénat conservateur ; deux chambres élues directement par le peuple, la première, parmi les gens payant mille francs d'impôts ; la seconde, parmi les gens qui en payaient dix mille, et renouvelées par cinquième. Un tel gouvernement est une recette sûre contre la conquête[h].

CHAPITRE 21

Les premières mesures du dictateur furent grandes, sages et salutaires. Chacun reconnaissait la nécessité d'un gouvernement fort : on eut un gouvernement fort. Tout le monde se récriait contre la corruption et le manque d'équité des derniers gouvernements : le premier consul empêcha les voleries et prêta la force de son bras à l'administration de la justice. Tout le monde déplorait l'existence des partis qui divisaient et affaiblissaient la France : Napoléon appela à la tête des affaires les hommes à talents de tous les partis. Tout le monde craignait une réaction : Napoléon arrêta d'une main de fer toute tentative de réaction. Son gouvernement protégea également tous ceux qui obéirent aux lois, et punit impitoyablement tous ceux qui voulurent les enfreindre. La persécution avait ranimé les dernières étincelles du catholicisme[a] : Napoléon prit le culte sous sa protection et rendit les prêtres à leurs autels. Les départements de l'Ouest étaient désolés par la guerre civile que la loi des otages avait fait renaître : Napoléon abolit la loi des otages, ferma la liste des émigrés, et, par un mélange judicieux de douceur et de sévérité, rendit à l'Ouest une tranquillité parfaite. Toute la France se réunissait pour souhaiter la paix : Napoléon offrit la paix à ses ennemis. Après que son offre eut été dédaigneusement rejetée par l'Angleterre et par l'Autriche[b], il soumit cette puissance par l'admirable campagne de Marengo, et ensuite lui pardonna avec une générosité folle. Le cabinet anglais, cette oligarchie vénéneuse, qui emploie au malheur du monde et à river les fers des esclaves les forces et les lumières qu'elle tient de la liberté[c], le cabinet anglais, le plus formidable et le plus éclairé des ennemis du premier consul, abandonné par tous ses alliés, fut, à la fin, forcé à faire la paix et à reconnaître la République.

CHAPITRE 22[a]

Napoléon n'avait déjà plus de rivaux parmi les grands hommes des temps modernes ; il était arrivé au faîte de la gloire, et s'il eût voulu donner la liberté à sa patrie, il n'aurait plus trouvé d'obstacles.

On le louait surtout d'avoir rendu la paix à l'Église par son Concordat. Ce fut une grande faute et qui reculera d'un siècle l'affranchissement de la France ; il aurait dû se contenter de faire cesser toute persécution[b]. Les particuliers doivent payer leur prêtre, comme leur boulanger.

Il maintint toujours la plus parfaite tolérance envers les Français protestants ; de son temps, l'homme qui eût parlé de la violation possible de ce premier droit des hommes eût passé pour fou. Mettant le doigt sur la plaie qui empêche le catholicisme de se relever, il avait demandé au pape le mariage des prêtres ; mais il trouva peu de lumières dans la cour de Rome. Comme il le dit à Fox s'il avait insisté sur cet objet, *on aurait crié au pur protestantisme.*

Il avait introduit plus d'équité et plus de rapidité dans l'administration de la justice ; il était occupé de son plus noble ouvrage, le Code Napoléon. Ainsi, exemple unique dans l'histoire, la France doit à son plus grand capitaine d'avoir remédié à la confusion et aux contradictions du dédale de lois qui la régissait[c]. Enfin, à l'aspect de ces gendarmes qu'il choisit parmi ses meilleurs soldats, le crime disparut.

CHAPITRE 23[a]

Mais, en passant de son administration à ses institutions, le tableau change de couleurs. Là, tout est lumière, tout est bonheur, tout est franchise, ici tout est incertitude, tout est mesquin, tout est hypocrisie.

Ses fautes en politique peuvent s'expliquer en deux mots : il eut toujours peur du peuple et il n'eut jamais de plan. Cependant, guidé à son insu par la justesse naturelle de son esprit et par le respect qu'il eut toujours pour l'Assemblée Constituante, ses institutions furent libérales. Il est vrai, un Corps Législatif muet, un Tribunat qui peut parler, mais non voter, un Sénat qui délibère en secret, sont ridicules, car un gouvernement ne peut être à moitié celui de l'opinion. « Mais, nous disions-nous, il faut des Romulus pour fonder des États, et il vient ensuite des Numa. » Il était facile, à sa mort, de perfectionner ces institutions et de leur faire produire la liberté. D'ailleurs elles avaient l'immense avantage pour les Français de faire oublier tout ce qui était ancien. Ils ont besoin d'être guéris de leur respect pour l'antiquaille, et Napoléon, mieux conseillé, eût rétabli les Parlements. Au milieu de tant de miracles produits par son génie, le premier consul ne voyait qu'un trône vacant; et il faut lui rendre cette justice que ni ses habitudes militaires, ni son tempérament n'étaient propres à guider la mesure d'une autorité limitée. La presse, qui avait osé jeter une lumière importune, fut persécutée et subjuguée. Les individus qui encouraient son déplaisir étaient menacés, arrêtés, bannis sans jugement. La liberté personnelle n'avait d'autre sécurité, contre les ordres arbitraires de son ministre de la police, que la profondeur de son génie, qui lui faisait voir que toute vexation inutile diminuait la force de la Nation et, par là, celle du prince. Et telle était la force de ce frein, que, régnant sur quarante millions de sujets, et après des gouvernements qui avaient pour ainsi dire encouragé tous les crimes, les prisons d'État étaient moins pleines que sous le bon Louis XVI. Il y avait un tyran, mais il y avait peu d'arbitraire. Or, le véritable cri de la civilisation est : Point d'arbitraire !

Agissant au jour le jour, et d'après les saillies de son humeur qui étaient terribles, contre les corps politiques, parce qu'eux seuls firent connaître la peur à cette âme intrépide, un beau jour, le Tribunat ayant osé raisonner juste contre les projets de lois préparés par ses ministres, il chassa de ce corps tout ce qui valait quelque chose et, peu après, le supprima entièrement. Le Sénat, bien loin d'être conservateur, éprouvait des mutations perpétuelles et s'avilissait sans cesse, car Bonaparte ne voulait pas qu'aucune institution prît des racines dans l'opinion. Il fallait qu'un peuple très fin sentît au milieu des phrases de *stabilité*, de *postérité*, que rien n'était stable, que son pouvoir, que rien n'était progressif, que son autorité. « Les Français, dit-il vers ce temps, sont indifférents à la liberté ; ils ne la comprennent ni ne l'aiment ; la vanité est leur seule passion, et l'égalité politique, qui permet à tous l'espérance d'arriver à toutes les places, est le seul droit politique dont ils fassent cas. »

Jamais rien de plus juste n'a été dit sur la nation française[b].

Sous l'empereur, la théorie faisait crier les Français : *A la liberté,* bien plus qu'ils n'en éprouvaient réellement le besoin. Voilà pourquoi la suppression de la liberté de la presse était si bien calculée[c]. La nation se montra parfaitement indifférente quand le premier consul lui ôta la liberté de la presse et la liberté individuelle. Aujourd'hui, elle souffre profondément de leur absence. Pour être juste, elle ne doit pas sentir avec sa susceptibilité d'aujourd'hui les événements d'alors. Alors l'épée de Frédéric (du vainqueur de Rosbach), apportée aux Invalides, la consolait de la perte d'un droit. Très souvent la tyrannie était exercée dans l'intérêt général : voyez la fusion des partis, l'arrangement des finances, l'établissement des Codes, les travaux des Ponts et Chaussées. On peut concevoir au contraire un gouvernement qui ne fasse éprouver que peu de gêne à l'individu parce qu'il est faible, mais qui emploie toute sa petite force à molester l'intérêt général.

Le premier consul se convainquit bien que la vanité était en France la passion nationale. Pour satisfaire à la fois cette passion de tous et sa propre ambition, il fut attentif à agrandir la France et à augmenter son influence en Europe. Le Parisien en trouvant un matin dans son *Moniteur* un décret commençant par ces mots : *La Hollande est réunie à l'Empire*, admirait la puissance de la France, voyait Napoléon bien supérieur à Louis XVI, se faisait gloire d'obéir à un tel maître, oubliait qu'il avait été vexé, la veille, par la conscription ou les Droits Réunis, et songeait à demander pour son fils une place en Hollande.

A l'époque dont nous parlons, le Piémont, les États de Parme et l'île d'Elbe furent successivement annexés à la République. Ces réunions partielles fournissaient à la conversation. Melzi témoignant à Napoléon ses craintes pour la

réunion du Piémont, le premier Consul répondit en souriant : « Ce bras est fort, il ne demande qu'à porter[d]. » L'Espagne lui céda la Louisiane. Il rentra en possession de Saint-Domingue par des démarches qui ne sont pas bien connues, mais qui semblent tout à fait dignes de la perfidie et de l'atrocité d'un Philippe II. Il rassembla à Lyon les citoyens les plus marquants de cette République Cisalpine, la seule belle création de son génie politique. Il leur ôta les rêves de la liberté et les força de le nommer président. L'aristocratie de Gênes, plus méprisable que celle de Venise, fut sauvée pour quelque temps par l'adresse d'un de ses nobles qui, d'abord l'ami de Napoléon, éprouva, depuis, plusieurs années de persécution, en conséquence de ce trait de patriotisme. L'Helvétie fut forcée d'accepter sa médiation. Mais, tandis qu'il empêchait la liberté de naître en Italie, il voulut la ramener en Suisse. Il créa le canton de Vaud et arracha ce beau pays, où la liberté subsiste encore aujourd'hui, à l'avilissante[e] tyrannie de l'aristocratie bernoise. L'Allemagne fut divisée et redivisée entre ses princes suivant ses vues, celles de la Russie et la vénalité de son ministre.

Telles furent en une seule année les actions de ce grand homme.

Les libellistes et Mme de Staël y voient du malheur pour le genre humain : c'est le contraire. Depuis un siècle, ce n'est pas précisément de bonnes intentions que l'on manque en Europe, mais de l'énergie nécessaire pour remuer la masse énorme des habitudes. Tout grand mouvement ne peut être désormais qu'à l'avantage de la morale, c'est-à-dire du bonheur du genre humain. Chaque choc qu'éprouvent toutes ces vieilleries les rapproche du véritable équilibre ⋆.

On assure qu'à son retour des comices de Lyon, le Premier Consul avait l'idée de se faire déclarer empereur des Gaules. Le ridicule en fit justice. On vit sur le boulevard une caricature représentant un enfant conduisant des dindons avec une gaule, et au-dessous, ces mots : *L'Empire des Gaules*. La garde des consuls lui prouva par ses murmures qu'elle n'avait pas encore oublié ses cris de : *Vive la République*, qui l'avaient si souvent conduite à la victoire. Lannes le plus brave de ses généraux, qui, en Italie, lui avait sauvé la vie deux fois et dont l'amitié allait jusqu'à la passion, lui fit une scène de républicanisme.

Mais un Sénat servile et un peuple insouciant le firent Consul à vie, avec le pouvoir de désigner son successeur. Il ne lui restait plus à désirer qu'un vain titre. Les événements extraordinaires, dont nous allons rendre compte, le revêtirent bientôt après de la pourpre impériale[f].

⋆ Voyez les États qui se réorganisent après la chute de Napoléon, comparez-les à ce qu'ils étaient avant la conquête ; Genève, Francfort, etc... Le trésor d'un peuple, ce sont ses habitudes.

CHAPITRE 24[a]

La modération du Premier Consul, si différente de la violence des gouvernements précédents, remplit les royalistes d'espérances folles et sans bornes. Le Cromwell de la Révolution venait de paraître ; ils furent assez simples pour voir en lui un général Monk. Revenus de leur erreur, ils cherchèrent à venger leurs espérances trompées, et l'on eut la machine infernale. Un tonneau sur une petite charrette fut confié, par un inconnu, à un jeune enfant[b]. C'était à l'entrée de la rue Saint-Nicaise, il était nuit ; l'inconnu, voyant la voiture du Premier Consul sortir des Tuileries pour aller à l'Opéra, s'éloigna rapidement. Le cocher du Consul, au lieu de s'arrêter devant la petite charrette qui barrait un peu le chemin, n'hésita pas à pousser ses chevaux au galop, au risque de renverser la charrette. Deux secondes après, elle éclata avec un fracas épouvantable, lançant au loin les membres du malheureux enfant et d'une trentaine de passants qui se trouvèrent dans la rue. La voiture du Consul, qui n'était encore qu'à une vingtaine de pieds de la charrette, fut sauvée parce qu'elle se trouva avoir tourné l'angle de la rue de Malte[c]. Napoléon a toujours cru que le ministre anglais Windham avait prêté la main à cette entreprise. Il le dit à Fox dans la fameuse conversation que ces deux grands hommes eurent aux Tuileries. Fox nia beaucoup, puis se rabattit sur la loyauté connue du gouvernement anglais. Napoléon, qui l'estimait infiniment, eut la politesse de ne pas rire*.

La paix avec l'Angleterre, qui survint sur ces entrefaites, arrêta les machinations des royalistes, mais, bientôt après, quand la guerre se renouvela, leurs complots recommencèrent. Georgés Cadoudal**, Pichegru et d'autres

* On saura plus tard la vérité. En attendant, on peut lire les *Mémoires* du comte de Vauban, qui fut le général Lannes des émigrés, et les pamphlets de M. de Montgaillard.

** La famille de Cadoudal vient d'être anoblie par S.M. Louis XVIII.

émigrés arrivèrent secrètement à Paris. Le tranquille Moreau entraîné par les propos des officiers de son état-major qui voulaient faire un ambitieux de leur général, se persuada qu'il était ennemi du Premier Consul et entra dans leurs machinations. Il y eut des réunions à Paris, où l'on discuta des plans pour l'assassinat de Napoléon et l'établissement d'une nouvelle forme de gouvernement.

CHAPITRE 25[a]

Pichegru et Georges furent arrêtés. Pichegru s'étrangla au Temple; Georges fut exécuté; Moreau fut mis en jugement et condamné à la prison. Sa peine fut commuée et il partit pour l'Amérique. Le duc d'Enghien, petit-fils du prince de Condé qui résidait sur le territoire de Bade, à quelques milles de la France, fut arrêté par des gendarmes français, emmené à Vincennes, mis en jugement, condamné et exécuté, comme émigré et conspirateur. Des complices subalternes de cette conspiration, quelques-uns furent exécutés; la plus grande partie eut son pardon ou vit la peine de mort commuée en celle de la prison. Le capitaine Wright, qui avait débarqué les conspirateurs et qui paraissait avoir eu connaissance de leurs complots, fut pris sur les côtes de France, renfermé pendant plus d'un an à la tour du Temple, et traité avec tant de dureté qu'il mit fin à sa propre existence.

La découverte de cette conspiration obtint, pour Napoléon, le dernier et grand objet de son ambition; il fut nommé empereur des Français, et l'empire fut héréditaire dans sa famille. « Ce gaillard-là, disait un de ses propres ambassadeurs, sait tirer parti de tout. »

Telle est, à ce que je crois, la véritable histoire de ces grands événements[b]. J'observe de nouveau que la vérité tout entière sur Bonaparte ne peut guère être connue que dans cent ans. Que Pichegru ou le capitaine Wright aient fini autrement que par leurs propres mains, je n'en ai jamais rencontré de preuve qui pût soutenir le moindre examen[c].

Quel eût été le motif de Napoléon pour faire périr Pichegru en secret? Le caractère de fer du Premier Consul, épouvantant l'Europe et la France, ce qu'il y avait de plus impolitique à lui, c'était de donner à ses ennemis un prétexte pour l'accuser d'un crime. L'amour de l'armée pour Pichegru avait été affaibli par sa longue absence et entièrement détruit par le crime que l'opinion publique ne pardonne jamais en France : la liaison ouverte avec les ennemis de la patrie. Le conseil de guerre le plus impartial aurait indubitablement

condamné à mort le général Pichegru comme traître lié avec les ennemis de la France, ou comme conspirateur contre le gouvernement établi, ou enfin comme déporté rentré sur le territoire de la République. Mais, dit-on, Pichegru avait été mis à la question[d], on lui avait serré les pouces dans des chiens de fusil, et Napoléon craignait la révélation de cette atrocité. J'observe que cette pratique atroce de donner la question n'est abolie en France que depuis la Révolution et que la plupart des rois de l'Europe en font encore usage dans les complots contre leur personne. Enfin, il vaut mieux courir la chance d'être accusé d'une cruauté que d'un assassinat, et il était facile de jeter celle-ci sur le compte d'un subalterne qu'on eût puni[e]. On pouvait faire condamner
Pichegru à mort par un jugement qui parût juste à la Nation et commuer sa peine en une prison perpétuelle. Il faut remarquer que l'espoir d'obtenir des révélations par le supplice de la question n'est pas calculé pour des âmes de la trempe de celle de Pichegru. Comme le jeune guerrier sauvage, cette lâche ressource n'eût fait qu'animer l'intrépidité du général. Des Anglais et des Français détenus au Temple ont vu le corps de Pichegru et aucun homme digne de foi n'a dit avoir aperçu des marques de la torture.

Quant à l'affaire du capitaine Wright, elle demande un peu plus de discussion. Il n'était ni traître, ni espion ; il servait ouvertement son gouvernement en guerre avec la France. Les Anglais disent que, quand les Bourbons ont assisté les prétendants de la maison Stuart dans leurs entreprises réitérées contre la constitution et la religion de l'Angleterre, ce gouvernement n'a jamais traité avec une excessive dureté les Français employés dans ce service et qui tombaient dans ses mains. Quand l'heureuse issue de la bataille de Culloden, au contraire de celle de Waterloo, éteignit les dernières espérances des émigrés anglais, les Français, au service du prétendant, furent reçus prisonniers de guerre et traités exactement comme les prisonniers faits en Flandre ou en Allemagne. Je réponds que, probablement, aucun de ces officiers français ne fut pris pendant qu'il était engagé dans une entreprise d'assassinat contre le roi illégitime de l'Angleterre. On peut dire que Napoléon fit resserrer Wright dans sa prison avec une excessive dureté, mais, d'après ce qui s'est passé en Espagne et en France depuis deux ans, il n'est pas douteux que les rois légitimes n'eussent traité le malheureux capitaine avec une cruauté encore plus révoltante. Rien ne prouve que Napoléon l'ait fait assassiner. Que gagnait-il à ce crime qui, d'après la connaissance qu'il avait de la presse anglaise, allait retentir dans toute l'Europe ?

Une réflexion bien simple va donner une preuve directe. Si ce crime était vrai, serions-nous obligé d'en chercher des preuves en 1818 ? Les geôliers qui ont gardé Pichegru et le capitaine Wright sont-ils donc tous morts ? La police de France est confiée à un homme d'un esprit supérieur[f] et ces gens n'ont

point été interrogés publiquement. Il en est de même des hommes qui auraient été employés pour assassiner Pichegru et le capitaine Wright. Est-ce par ménagement pour la réputation de Napoléon que le gouvernement des Bourbons n'emploie pas ce moyen si simple ? On a vu, dans le procès du malheureux général Bonnaire, des soldats répondre très librement qu'ils se souvenaient fort bien d'avoir fusillé Gordon, à des juges qui pouvaient à leur tour les faire fusiller.

CHAPITRE 26[a]

A Sainte-Hélène, le chirurgien Warden qui paraît être un véritable Anglais, c'est-à-dire un homme froid, borné, honnête et détestant Napoléon, lui dit un jour que les vérités du saint Évangile elles-mêmes ne lui avaient pas semblé plus évidentes que ses crimes. Warden entraîné, malgré lui, par la grandeur d'âme et la simplicité de son interlocuteur, se laissa aller à développer ses sentiments*. Napoléon parut satisfait, et, par reconnaissance de sa franchise, lui demanda, à son grand étonnement, s'il se rappelait l'histoire du capitaine Wright. « Je répondis : Parfaitement bien ; et il n'est pas une âme en Angleterre qui ne croie que vous l'avez fait mettre à mort au Temple. Il répliqua très vivement : Pour quel objet ? Il était, de tous les hommes, celui dont la vie m'était la plus utile : où pouvais-je trouver un plus irrécusable témoin dans le procès qu'on instruisait contre les conspirateurs ? C'était lui qui avait débarqué sur les côtes de France les chefs de la conspiration. Écoutez, ajouta Napoléon, et vous allez tout savoir. Votre gouvernement envoya un brick, commandé par le capitaine Wright, lequel débarqua sur les côtes de l'ouest de la France des assassins et des espions. Soixante-dix de ces gens-là avaient réussi à gagner Paris, et toute cette affaire avait été menée avec tant d'adresse que, quoique le comte Réal de la police, m'eût annoncé leur arrivée, jamais on ne put découvrir leur retraite. Je recevais tous les jours de nouveaux rapports de mes ministres qui m'annonçaient qu'on attenterait à ma vie, et, quoique je ne crusse pas la chose aussi probable qu'eux, je pris des précautions pour ma sûreté.

« Il arriva qu'on prit près de Lorient le brick commandé par le capitaine Wright. On mena cet officier au préfet du Morbihan, à Vannes. Le général Julien, alors préfet, et qui m'avait suivi en Égypte, reconnut sur-le-champ le

* P. 128. 6[e] éd. chez Ackerman.

capitaine Wright. Le général Julien reçut l'ordre de faire interroger séparément chaque matelot ou officier de l'équipage anglais et d'envoyer les interrogatoires au ministre de la Police. D'abord, ces interrogatoires parurent assez insignifiants ; cependant, à la fin, les dépositions d'un homme de l'équipage donnèrent ce qu'on cherchait. Il disait que le brick avait débarqué plusieurs Français, il s'en rappelait particulièrement un, un bon compagnon, fort gai, qu'on appelait Pichegru. C'est ce mot qui fit découvrir une conspiration qui, si elle eût réussi, aurait précipité pour une seconde fois la nation française dans les hasards d'une révolution. Le capitaine Wright fut amené au Temple ; il devait y rester jusqu'au moment où l'on jugerait convenable de commencer le procès des conspirateurs. Les lois françaises auraient conduit Wright à l'échafaud. Mais ce détail n'avait aucune importance. L'essentiel était de s'assurer des chefs de la conspiration. » L'empereur finit par donner plusieurs fois l'assurance que le capitaine Wright avait mis fin à ses jours de ses propres mains, ainsi qu'il est dit dans le *Moniteur*, et de beaucoup meilleure heure qu'on ne le croit généralement.

Quand, à l'île d'Elbe, Lord Ebrington mentionna à l'empereur la mort du capitaine Wright, d'abord, il ne se rappela pas ce nom anglais, mais, quand on lui apprit que c'était un compagnon de sir Sydney Smith, il dit : « Est-il donc mort en prison, car j'ai entièrement oublié la circonstance ? » Il repoussa toute idée de coup d'État, ajouta qu'il n'avait fait mettre à mort aucun homme d'une manière clandestine et sans un jugement préalable. « Ma conscience est sans reproche sur ce point ; si j'avais eu moins de répugnance à répandre le sang, peut-être ne serais-je pas ici en ce moment. »

Les dépositions de M. de Maubreuil pourraient faire croire que cette répugnance pour l'assassinat n'est pas aussi générale qu'on le croit★[b].

★ Voir les dépositions de M. M. de Maubreuil, marquis d'Aulay, sténographiées et qui courent Paris manuscrites.

CHAPITRE 27

Le chirurgien Warden raconte qu'après l'histoire du capitaine Wright et à son grand étonnement, Napoléon se mit à parler de la mort du duc d'Enghien. Il parlait avec vivacité et en se levant souvent du sopha sur lequel il était couché. « A cette époque de ma vie si pleine d'événements*, j'avais réussi à redonner l'ordre et la tranquillité à un empire renversé de fond en comble par les factions et nageant dans le sang. Un grand peuple m'avait mis à sa tête. Remarquez que je n'arrivais pas au trône comme votre Cromwell ou votre Richard III. Rien de pareil : je trouvai une couronne dans le ruisseau, j'essuyai la boue qui la couvrait et la mis sur ma tête. Ma vie était indispensable pour la durée de l'ordre si récemment rétabli, et que j'avais su conserver avec tant de succès, ainsi que le reconnaissaient en France les gens qui étaient à la tête de l'opinion. A cette époque, chaque nuit, on m'apportait des rapports, et ces rapports annonçaient tous qu'on tramait une conspiration, que des réunions avaient lieu à Paris dans des maisons particulières. Et cependant on ne pouvait obtenir de preuves satisfaisantes. Toute la vigilance d'une police infatigable était mise en défaut. Mes ministres allèrent jusqu'à suspecter le général Moreau. Ils me pressèrent souvent de signer l'ordre de son arrestation ; mais ce général avait alors un si grand nom en France qu'il me semblait qu'il avait tout à perdre et rien à gagner en conspirant contre moi. Je refusai l'ordre de l'arrêter ; je dis au ministre de la police : « Vous m'avez nommé Pichegru, Georges et Moreau ; donnez-moi la preuve que le premier est à Paris et je ferai immédiatement arrêter le dernier. » Une singulière circonstance conduisit à la découverte du complot. Une nuit, comme j'étais agité et sans sommeil, je quittai le lit et me mis à examiner la liste des conspirateurs. Le hasard qui, après tout, gouverne le monde, fit que mon œil s'arrêta

* Warden, p. 144.

au nom d'un chirurgien rentré depuis peu des prisons d'Angleterre. L'âge de cet homme, son éducation, l'expérience qu'il avait des choses de la vie, me portèrent à croire que sa conduite avait un tout autre motif qu'un enthousiasme de jeune homme en faveur des Bourbons. Autant que les circonstances me mettaient à même de le juger, l'argent devait être le but de cet homme. Il fut arrêté; on le fit comparaître devant des agents de la police déguisés en juges, par lesquels il fut condamné à mort, et on lui annonça que l'arrêt était exécutoire dans un délai de six heures. Le stratagème eut son effet : il avoua.

« On savait que Pichegru avait un frère, un vieux moine retiré à Paris. Le moine fut arrêté et, au moment où les gendarmes l'emmenaient, une plainte qui lui échappa découvrit enfin ce que j'avais tant d'intérêt à connaître : « C'est parce que j'ai donné asile à un frère que je suis traité de la sorte[a]. »

La première annonce de l'arrivée de Pichegru à Paris avait été donnée par un espion de la police qui rapporta une conversation curieuse qu'il avait entendue entre Moreau, Pichegru et Georges dans une maison sur le boulevard. On y avait arrêté que Georges se déferait de Bonaparte, que Moreau serait premier consul et Pichegru second consul. Georges insista pour être troisième consul. A quoi les autres objectèrent que comme il était connu pour royaliste, toute tentative pour l'associer au gouvernement les perdrait tous dans l'opinion publique. Sur quoi, le fougueux Cadoudal s'écria : « Si ce n'est donc pas pour moi, je suis pour les Bourbons, et si ce n'est ni pour eux ni pour moi, bleus pour bleus, j'aime autant que ce soit Bonaparte que vous. » Quand Moreau fut arrêté et interrogé il répondit d'abord avec hauteur, mais, quand on lui présenta le procès-verbal de cette conversation, il s'évanouit.

« L'objet du complot, continua Napoléon, était ma mort, et, s'il n'avait pas été découvert, il aurait réussi. Ce complot venait de la capitale de votre pays. Le comte d'Angoumois[1] était à la tête de l'entreprise*. Il envoya à l'ouest le duc de Bourgogne[2] et à l'est le duc d'Enghien. Vos vaisseaux jetaient sur les côtes de France les agents subalternes de la conspiration. Le moment pouvait être décisif contre moi; je sentis chanceler mon trône. Je résolus de renvoyer la foudre aux Barmécides[3], fût-ce même dans la métropole de l'empire britannique[b].

Les ministres me pressaient de faire arrêter le duc d'Enghien quoique habitant un territoire neutre. J'hésitais toujours. Le prince de Bénévent m'apporta deux fois l'ordre et me pressa de le signer, avec toute l'énergie dont il est capable. J'étais environné d'assassins que je ne pouvais découvrir. Je ne cédai que quand je fus convaincu de la nécessité.

Je pouvais facilement arranger l'affaire avec le duc de Bade. Pourquoi

* Warden, p. 147.

devais-je souffrir qu'un individu, résidant sur la frontière de mon empire, pût commettre librement un crime qui, un mille plus près de moi, l'eût conduit à l'échafaud ? Ne vis-je pas dans cette circonstance le principe d'après lequel a agi votre gouvernement lorsqu'il ordonna la capture de la flotte danoise ? J'avais les oreilles rebattues de cette maxime que la nouvelle dynastie ne serait jamais établie tant qu'il resterait un Bourbon. Talleyrand ne déviait jamais de ce principe. C'était le fondement, la pierre angulaire de son credo politique. J'examinai cette idée avec une extrême attention, et le résultat de mes réflexions fut de me ranger entièrement à l'opinion de Talleyrand. Le juste droit de ma défense personnelle, le juste soin de la tranquillité publique* me décidèrent contre le duc d'Enghien. J'ordonnai qu'il fût arrêté et jugé. Il fut condamné à mort et fusillé, et autant il en serait arrivé, quand il eût été Louis IX[4] lui-même**. Les assassins avaient été lancés sur moi, de Londres, avec le comte d'Angoumois à leur tête. Tous les moyens ne sont-ils pas légitimes contre l'assassinat ? »

* Voir les massacres de Nîmes. La meilleure histoire est celle d'un ministre protestant de Londres, M... Voyez *Lyon en 1817*, par le colonel Fabvier.

** Warden, 6e éd., p. 149.

CHAPITRE 28

La justification telle quelle de cet assassinat ne peut en effet sortir que de preuves montrant que le jeune prince était lui-même entré dans la conspiration contre la vie de Napoléon. Ces preuves sont annoncées dans le jugement rendu à Vincennes, mais n'ont jamais été communiquées au public. Voici un second récit de cet événement fait par Napoléon à lord Ebrington : « Le duc d'Enghien était engagé dans un complot contre ma vie. Il avait fait deux voyages à Strasbourg déguisé. J'ordonnai en conséquence qu'il fût saisi et jugé par une commission militaire qui le condamna à mort. On m'a dit qu'il demanda à me parler, ce qui me toucha, car je savais que c'était un jeune homme de cœur et de mérite. Je crois même que je l'aurais peut-être vu ; mais M. de Talleyrand m'en empêcha, disant : « N'allez pas vous compromettre avec un Bourbon. Vous ne savez quelles pourraient en être les suites. Le vin est tiré, il faut le boire. » Lord Ebrington demandant s'il était vrai que le duc eût été fusillé à la lumière, l'empereur répliqua vivement : « Eh non, cela eût été contre la loi ; l'exécution eut lieu à l'heure ordinaire et j'ordonnai que le rapport de l'exécution et le jugement fussent affichés immédiatement dans toutes les villes de France. » Il est remarquable que dans cette conversation et dans d'autres qui eurent lieu sur le même sujet, Napoléon eut toujours l'air de croire que voir le duc d'Enghien et lui pardonner étaient une seule et même chose. Jacques II roi très dévot, ne pensait pas de même quand il accorda une audience au fils favori de son frère, avec la résolution prise d'avance de lui faire trancher la tête au sortir de son cabinet. C'est que la clémence ne peut s'allier qu'à un grand courage.

CHAPITRE 29[a]

« Votre pays m'accuse aussi de la mort de Pichegru, continua l'empereur. » — « L'immense majorité des Anglais croit fermement que vous l'avez fait étrangler au Temple. » — Napoléon répondit avec feu : « Quelle plate folie ! Excellente preuve de la manière dont la passion peut obscurcir cette sûreté de jugement dont les Anglais sont si fiers ! Pourquoi faire périr par un crime un homme que toutes les lois de son pays conduisaient à l'échafaud ? Vos gens seraient excusables s'il s'agissait de Moreau. Si ce général eût trouvé la mort en prison, il y aurait des raisons pour ne pas croire au suicide. Moreau était chéri du peuple et de l'armée, et sa mort dans l'ombre d'une prison, quelqu'innocent que j'en eusse été, ne m'aurait jamais été pardonnée. »

« Napoléon s'arrêta, continue Warden, je répliquai : "On peut convenir avec vous, général, qu'à cette époque de votre histoire, des mesures sévères étaient indispensables, mais personne, je pense, n'entreprendra de justifier la manière précipitée avec laquelle le jeune duc d'Enghien fut enlevé, jugé et exécuté." Il répondit avec feu : "Je suis justifié dans ma propre opinion et je répète la déclaration que j'ai déjà faite, que j'aurais ordonné avec le même sang-froid l'exécution de Louis IX[1]. Pourquoi entreprenait-on de m'assassiner ? Depuis quand est-ce qu'on ne peut pas tirer sur l'assassin qui fait feu sur vous ? J'affirme avec la même solennité qu'aucun message, qu'aucune lettre du duc d'Enghien ne me parvint après sa condamnation." »

M. Warden ajoute : « On dit qu'il existe entre les mains de Talleyrand une lettre adressée à Napoléon par le jeune prince, mais que ce ministre prit sur lui de ne la remettre que lorsque la main qui l'avait écrite était déjà glacée par la mort. J'ai vu une copie de cette lettre dans les mains du comte Las Cases. Il me la montra froidement, comme faisant partie de la masse des documents secrets qui pourront prouver certains points mystérieux de l'histoire qu'il écrit sous la dictée de Napoléon.

Le jeune prince demandait la vie. Il dit que dans son opinion la dynastie des

Bourbons est finie; que telle est sa ferme croyance, qu'il ne considère plus la France que comme sa patrie, et que, comme telle, il la chérit avec l'ardeur du plus sincère patriote; mais tous ses sentiments sont d'un simple citoyen. La perspective de la couronne n'entre pour rien dans sa conduite; elle est à jamais perdue pour l'ancienne dynastie. Il demande en conséquence la permission de consacrer sa vie et ses services à la France, uniquement à son titre de Français né dans son sein. Il est prêt à prendre un commandement quelconque dans l'armée française, à devenir un brave et loyal soldat, parfaitement soumis aux ordres du gouvernement, dans quelques mains qu'il puisse être placé. Il est prêt à prêter serment de fidélité. Il finit par dire que, si la vie lui est conservée, il la consacrera, avec courage et inviolable fidélité, à défendre la France contre ses ennemis. »

CHAPITRE 30

Napoléon continua à parler de la famille des Barmécides[1]. « Si j'avais nourri le désir d'avoir en mon pouvoir tous les B... ou un membre quelconque de cette famille, je l'aurais pu facilement. Vos contrebandiers de mer (*smugglers*) m'offraient un B... pour 40 000 francs; mais, quand on en venait à une explication plus précise, ils ne répondaient pas absolument de livrer un B... vif; mais, avec la condition de mort ou vif, ils ne faisaient pas le moindre doute de pouvoir remplir leurs engagements. Mais mon but n'était pas uniquement de leur ôter la vie. Les circonstances s'arrangeaient tellement autour de moi, que je me tenais assuré de mon trône. J'avais la conscience de ma tranquillité et j'accordais la tranquillité aux B... Tuer pour tuer, quoiqu'on ait pu dire de moi en Angleterre, n'est jamais entré dans mes maximes. Pour quelle fin aurais-je pu entretenir cette horrible manière de voir? Quand sir Georges Rumbold et M. Drake qui étaient employés à entretenir une correspondance avec des conspirateurs à Paris furent pris, ils ne furent pas mis à mort. »

CHAPITRE 31

Je n'ai pas interrompu le récit de Napoléon. Deux réflexions me sont venues. On peut dire sur Pichegru : toute cette justification est fondée sur cette maxime ancienne :

« Celui-là fait le crime à qui le crime sert. »

Mais le despotisme n'a-t-il jamais de lubies inexplicables? Tout ce raisonnement serait également bon pour prouver que Napoléon n'a jamais menacé de faire fusiller MM. Laine, Flaugergues et Renouard.

Sur la mort du duc d'Enghien, on pourra se demander, dans dix ans, de combien de degrés elle est plus injuste que celle du duc d'El[chingen][a]. A l'époque de la mort du duc d'Enghien, on disait à la cour que c'était une vie sacrifiée aux craintes des acquéreurs de domaines nationaux. Je tiens du général Duroc que l'impératrice Joséphine, pour obtenir la grâce du prince, se jeta aux genoux de Napoléon; il la repoussa avec humeur; il sortit de la chambre; elle se traîna sur ses genoux jusqu'à la porte. Dans la nuit, elle lui écrivit deux lettres; son excellent cœur était vraiment à la torture. J'ai ouï conter à la cour que l'aide de camp du maréchal Moncey qui apporta la nouvelle que le duc d'Enghien était venu déguisé à Strasbourg, avait été induit en erreur. Le jeune prince avait une intrigue dans le pays de Bade avec une femme qu'il ne voulait pas compromettre, et, pour avoir des rendez-vous avec elle, disparaissait de temps en temps, ou habitait, pour sept ou huit jours, la cave de la maison de cette dame. On crut que, pendant ses absences, il venait conspirer à Strasbourg. C'est surtout cette circonstance qui détermina l'empereur. Les mémoires du comte Réal, du comte Lavalette et des ducs de Rovigo et de Vicence éclairciront tout ceci.

Dans tous les cas, Napoléon se serait épargné une justification pénible auprès de la postérité, en attendant, pour faire arrêter le duc d'Enghien, qu'il vînt une troisième fois à Strasbourg.

On peut se demander si jamais la liberté de la presse aurait pu faire autant

de mal au premier Consul que son asservissement lui en fit dans les affaires de la conspiration de 1804[b]. Personne n'ajouta la moindre croyance à l'histoire de la conspiration ; le premier Consul fut regardé comme ayant assassiné gratuitement le duc d'Enghien et comme se croyant assez mal affermi pour avoir eu peur de l'influence de Moreau. Malgré ces inconvénients, je crois que Napoléon tyran faisait bien d'enchaîner la presse[c]. La nation française a une heureuse particularité : chez elle, l'immense majorité pensante est formée de petits propriétaires à vingt louis de rente. Cette classe est seule en possession aujourd'hui de l'énergie, que la politesse a détruite dans les rangs les plus élevés. Or cette classe ne comprend et ne croit à la longue que ce qu'elle lit imprimé ; les bruits de société expirent avant de lui arriver ou s'effacent bientôt de sa mémoire. Il n'y avait au monde qu'un moyen de la rendre sensible à ce qu'elle ne lit pas imprimé ; c'était de l'alarmer sur les biens nationaux. Quant à Moreau, il fallait employer ce général, le mettre dans des circonstances où sa faiblesse parût dans tout son jour. Par exemple, lui faire perdre sa gloire par quelque expédition dans le genre de celle de Masséna en Portugal.

CHAPITRE 32

Les projets de descente en Angleterre furent abandonnés parce que l'empereur ne trouva pas dans la marine les talents à jamais admirables que la Révolution avait fait naître dans les troupes de terre. Chose singulière, des officiers français semblèrent manquer de caractère. Par la conscription, l'empereur avait *quatre-vingt mille hommes de rente*★[a]. Avec les pertes des hôpitaux cela suffit pour donner quatre grandes batailles par an. On pouvait, en quatre ans, tenter huit fois la descente en Angleterre, et pour qui connaît les bizarreries de la mer, une de ces descentes pouvait fort bien réussir. Voyez la flotte française partir de Toulon, prendre Malte et arriver en Égypte. L'Irlande, opprimée par la plus abominable et la plus sanguinaire tyrannie★★, pouvait fort bien, dans un accès de désespoir, accueillir l'étranger.

En mettant le pied en Angleterre, on divisait aux pauvres les biens des trois cents pairs; on proclamait la constitution des États-Unis d'Amérique, on organisait des autorités anglaises, on encourageait le jacobinisme, on déclarait qu'on avait été appelé par la partie opprimée de la nation, qu'on avait seulement voulu détruire un gouvernement aussi nuisible à la France qu'à l'Angleterre elle-même et qu'on était prêt à se retirer. Si, contre toute apparence, une nation dont le tiers est à l'aumône, n'écoutait pas ce langage, en partie sincère, on brûlait les quarante villes les plus importantes. Il était très probable que quinze millions d'hommes, dont un cinquième est poussé à bout par le gouvernement, et qui tous n'ont que du courage sans aucune expérience militaire, ne pourraient pas, de deux ou trois ans, résister à trente millions d'hommes obéissant avec assez de plaisir à un despote homme de génie.

★ En 1788, l'ancienne France avait vingt-cinq millions d'habitants; en 1818, elle en a plus de vingt-neuf. C'est que le nombre d'hommes est toujours proportionnel au nombre de grains de blé. Voir l'appendice de l'ouvrage de M. Le Sur sur la France. Paris, fin de 1817[1] : cet appendice est fourni par les ministères.

★★ Voir l'*Edinburgh Review*, n[os] 56 ou 55.

Tout cela manqua parce qu'il ne se trouva pas de Nelson dans notre marine*. L'armée française quitta le camp de Boulogne pour une guerre continentale qui vint donner un nouvel éclat à la réputation militaire de l'empereur, et l'éleva à un point de grandeur que l'Europe n'avait vu dans aucun souverain, depuis les temps de Charlemagne. Pour la seconde fois, Napoléon vainquit la maison d'Autriche et fit la faute de l'épargner[b]; seulement il lui prit ses États de Venise et força l'empereur François à renoncer à son ancien titre impérial et à l'influence qu'il lui donnait encore en Allemagne. La bataille d'Austerlitz est peut-être le chef-d'œuvre du genre. Le peuple remarqua avec étonnement que cette victoire fut remportée le 2 décembre, anniversaire du couronnement. Dès lors, personne ne fut plus choqué en France de cette cérémonie ridicule.

* Voir l'*Edinburgh Review*, nos 56 ou 55.

CHAPITRE 33

L'année suivante, l'empereur vainquit la Prusse qui n'avait pas eu le courage de se joindre à l'Autriche et à la Russie. Chose sans exemple dans l'histoire, une seule bataille anéantit une armée de deux cent mille hommes et donna tout un grand royaume au vainqueur. C'est que Napoléon savait encore mieux profiter de la victoire que vaincre. Le 16 octobre, il attaqua à Iéna, non sans quelque crainte, cette armée qui semblait soutenue par la grande ombre de Frédéric ; le 26, Napoléon entra dans Berlin[1]. A notre grand étonnement, la musique jouait l'air républicain : « Allons, enfants de la patrie. » Napoléon, pour la première fois en uniforme de général et chapeau brodé, était à cheval à vingt pas en avant de ses troupes, au milieu de la foule. Rien de plus aisé que de lui tirer un coup de fusil d'une des fenêtres de l'*Unter-Linden*.

Une chose bien triste à ajouter, c'est que la foule silencieuse ne l'accueillit par aucun cri.

Pour la première fois, l'empereur rapporta de l'argent de ses conquêtes. Outre l'entretien de l'armée et son équipement, l'Autriche et la Prusse payèrent environ cent millions chacune. L'empereur fut sévère envers la Prusse. Il trouva les Allemands les premiers peuples du monde pour être conquis. Cent Allemands sont toujours à genoux devant un uniforme[a]. Voilà comment le minutieux despotisme de quatre cents princes a arrangé les descendants d'Arminius et de Vitiking.

Ce fut alors que Napoléon commit la faute qui l'a précipité du trône[b]. Rien ne lui était plus aisé que de mettre qui il aurait voulu sur les trônes de Prusse et d'Autriche ; il pouvait également donner à ces pays le gouvernement des deux Chambres et des constitutions à demi libérales. Il abandonna le vieux principe des Jacobins de chercher des alliés contre les rois dans le cœur

de leurs sujets. Comme nouveau roi, il ménageait déjà dans le cœur des peuples le respect pour le trône*.

Les personnes qui étaient auprès de lui savent que la voix publique lui indiquait les princes à élever à la couronne; c'était beaucoup[c]. Les peuples allemands auraient goûté de la liberté, auraient usé leurs forces à se procurer une constitution entièrement libérale, et, au bout de trois ou quatre ans, auraient eu pour lui un profond sentiment de reconnaissance. Alors, plus de Tougendbund, plus de Landwehr, plus d'enthousiasme. Les nouveaux souverains, de leur côté, n'auraient pas plus eu la force que la volonté de se laisser soudoyer par l'Angleterre pour se coaliser contre la France.

* Voir dans *Le Moniteur* de 1809 les raisons qu'il donne pour n'être pas entré dans Vienne.

CHAPITRE 34

A Tilsitt, Napoléon n'exigea rien de la Russie que de fermer ses ports à l'Angleterre. Il était maître de l'armée russe, car l'empereur Alexandre dit lui-même qu'il avait fini la guerre parce que les fusils lui manquaient. L'armée russe, si imposante aujourd'hui, était alors dans un état pitoyable*. La fortune du Czar fut que l'empereur eût conçu le système continental à Berlin. Alexandre et Napoléon eurent entre eux les conversations les plus intimes et des discussions qui auraient bien étonné leurs sujets, s'ils avaient été à portée de les entendre[a]. « Pendant les quinze jours que nous passâmes ensemble à Tilsitt, dit Napoléon, nous dînions ensemble presque chaque jour ; nous quittions la table de bonne heure pour nous délivrer du roi de Prusse qui nous ennuyait[b]. A neuf heures, l'empereur venait chez moi en habit bourgeois prendre le thé. Nous demeurions ensemble, conversant indifféremment sur divers sujets, jusqu'à deux ou trois heures du matin ; en général nous parlions politique et philosophie. Il est plein d'instruction et d'opinions libérales ; il doit tout cela au colonel Laharpe son instituteur. Quelquefois j'étais embarrassé pour deviner si les sentiments qu'il exprimait étaient ses opinions réelles ou l'effet de cette vanité commune, en France, de se mettre en contraste avec sa position. »

Dans un de ces tête à tête, les deux empereurs discutèrent les avantages comparatifs de la monarchie héréditaire et de la monarchie élective. Le despote héréditaire prit le parti de la monarchie élective, et le soldat de fortune fut pour l'ordre de la naissance. « Combien peu y a-t-il à parier qu'un homme, que le hasard de la naissance appelle au trône, aura les talents nécessaires pour gouverner. — Combien peu d'hommes, répliquait Napoléon, ont possédé les qualités qui donnent des droits à cette haute distinction : un César,

* Voir le pamphlet du général Wilson publié en 1806[1].

un Alexandre dont on ne trouve pas un par siècle ; de manière qu'une élection, après tout, est encore une affaire de hasard et l'ordre successif vaut sûrement mieux que les dés[c]. »

Napoléon laissa le Nord avec la pleine conviction qu'il s'était fait un ami de l'empereur Alexandre, ce qui était passablement absurde ; mais c'est une belle faute ; elle est d'un genre qui confond bien ses calomniateurs[d]. Elle prouve en même temps qu'il n'était pas fait pour la politique. Il a toujours gâté la plume à la main ce qu'il avait fait avec l'épée. A son passage à Milan, il discuta avec Melzi le système continental qui était alors et, avec raison, son objet favori. Cette idée vaut mieux que toute la vie du cardinal de Richelieu. Elle a été sur le point de réussir et toute l'Europe la reprend[e].

Melzi lui représenta que la Russie avait des matières premières et point de manufactures et qu'il n'était pas probable que le Czar fût longtemps fidèle à une mesure qui choquait si évidemment les intérêts des nobles, en ce pays si terribles au souverain. A quoi Napoléon répondit qu'il comptait sur l'amitié personnelle qu'il avait inspirée à Alexandre*. Cette idée fit reculer l'Italien d'un pas. Napoléon venait de lui raconter une anecdote qui prouvait combien peu on pouvait compter sur le pouvoir d'Alexandre, même quand ses inclinations auraient été favorables à la France[f]. A Tilsitt Napoléon marquait des égards particuliers au général Beningsen[g]. Alexandre le remarqua et lui en demanda la raison. « Mais franchement, dit Napoléon, c'est pour vous faire ma cour. Vous lui avez confié votre armée, et c'est assez qu'il ait votre confiance pour m'inspirer des égards et de l'amitié**. »

On lui répliqua bonnement qu'il était dans l'erreur, que n'ayant aucune expérience militaire on était forcé de confier ses armées à des généraux, qu'on était dans leurs mains et que pourtant on les craignait autant qu'on les détestait[h].

* On ne garantit pas tout ceci qui est littéralement traduit de l'*Edinburgh Review*, n° 54.
** La suite dans l'*Edinburgh Review*, n° 54, p. 486.

CHAPITRE 35[a]

De l'Espagne (1)

Après la paix de Tilsitt commença la guerre d'Espagne. De toutes les entreprises politiques ou militaires de Napoléon, ce fut celle qui choqua le plus l'opinion publique. M. de Talleyrand suggéra bien à l'empereur l'idée de chasser les Bourbons de ce trône, mais il a toujours dit que le plan adopté pour cet objet ne pouvait pas réussir. La haine que l'Espagne montra étourdiment dans un moment où elle crut la France vaincue était une raison plus que suffisante pour justifier la guerre, mais aucune provocation quelconque ne peut justifier la manière pleine de noirceur et de bassesse avec laquelle Napoléon accomplit son dessein.

Il semble qu'il n'avait pas de projet arrêté. Comme il avait réussi à chasser la maison de Bragance de Lisbonne, par la seule terreur de ses armes, peut-être comptait-il sur la même pusillanimité en Espagne; mais il n'avait pas calculé sur l'excès de la pusillanimité. Pour porter la maison régnante à cette grande résolution, il fallait remplir le royaume de troupes, et sans commencer les hostilités, se refuser à toute communication et marcher sur la capitale. Napoléon croyait que la lâcheté naturelle du prince de la Paix porterait cette branche des Bourbons à quitter leur capitale, leurs habitudes et à chercher leur salut au delà de l'Atlantique. Dans ce cas, son intention était d'arriver à Madrid, de convoquer les Cortès, de leur laisser le soin de faire une constitution, et en apparence le choix du monarque qui devait être pris dans sa famille. Louis Bonaparte avait refusé cette place; Murat l'ambitionnait, le choix de Napoléon n'était pas encore tombé sur Joseph. Le plan de l'empereur qui, probablement, aurait élevé l'Espagne au rang des nations civilisées et épargné tant de malheurs à la France, fut sur le point de réussir. Le roi et la reine avaient déjà fait leurs préparatifs pour se sauver à Cadix; ils emmenaient toute la famille royale; mais le dessein transpira et fut rendu impossible par l'insurrection d'Aranjuez.

Beauharnais, l'ambassadeur de France, homme au-dessous du médiocre et

que, comme tel, on avait laissé dans une totale ignorance du plan adopté, crut que l'intention du maître était de placer Ferdinand sur le trône en lui donnant une de ses nièces, et contribua à la révolution d'Aranjuez. Quand Murat détrompa ce pauvre homme, il eut la fatuité de s'écrier qu'il était un homme perdu. Les autres membres du corps diplomatique qui s'étaient empressés de suivre l'exemple de l'ambassadeur de France et de féliciter Ferdinand, sentirent qu'ils étaient allés trop vite.

Ce fut à ce moment que commencèrent ces scènes dégoûtantes dans lesquelles l'ineptie et la noirceur se le disputent. Elles couvrent Napoléon d'une honte éternelle, et, de quelque manière illégale et odieuse qu'il soit traité à Sainte-Hélène, le mot de Bayonne doit lui fermer la bouche. Quelques sentiments qu'inspirent Charles IV et Ferdinand, ils sont hommes avant que d'être rois et dans eux Napoléon a outragé l'humanité tout entière.

Le prince de la Paix fut protégé contre la juste fureur de la populace et soustrait à la vengeance des lois. Charles IV qui, depuis longtemps, n'avait d'autre volonté que celle de sa femme, et qui d'abord avait paru se résigner, fut encouragé à protester en secret contre son abdication. Il déclara noblement qu'elle lui avait été extorquée par la peur. Ferdinand, après avoir permis que son père et sa mère fussent amenés à Bayonne, reçut l'invitation de les suivre et fut assez simple pour arriver sans que son titre eût été reconnu. Le peu de gens sensés qu'il y avait à sa cour lui conseillèrent de refuser l'invitation perfide et de se retirer dans le Midi de l'Espagne, mais la conscience de son crime envers les auteurs de ses jours[b], la lâcheté de sa nature et les conseils d'un pédant le déterminèrent à venir à Bayonne*. Les suites sont connues.

* Littéralement traduit de l'*Edinburgh Review*, n° 54, p. 488.

CHAPITRE 36

L'empereur commit à la fois une sottise et un crime; trop impatient pour attendre que quelques mois de règne fissent connaître aux sujets de Ferdinand le véritable caractère de ce prince et le degré de capacité qu'il avait reçu de la nature[a], il eut recours à la force, et à tout ce que le manège des cours a de plus odieux. Une indignation universelle enflamma toutes les provinces d'Espagne. Ce peuple généreux et simple se trouva avoir un vif sentiment de l'honneur. Malgré l'Inquisition et le plus avilissant despotisme, il se trouva avoir cet enthousiasme et ce mépris de la mort que Napoléon avait en vain cherchés en Allemagne. Mais aussi, n'ayant nulle instruction, il ne comprit pas qu'il se trouvait dans un de ces cas rares où la conquête est ce qui peut arriver de plus heureux à un peuple.

L'Espagne en sentit une vive sympathie pour son jeune prince dont les dispositions réelles étaient alors connues de peu de personnes.

La guerre qui s'ensuivit, la première guerre nationale que dans la corruption de tous les gouvernements Napoléon put rencontrer en Europe, fut sanguinaire et féroce.

On y vit d'abord de quelles vertus une fausse civilisation prive les peuples. Il n'est pas un étudiant de Göttingue qui ne préfère son université à celle de Salamanque.

Des crimes et des excès furent commis des deux côtés, mais la postérité excusera les Espagnols qui défendaient leur patrie, et ne verra dans les soldats de Napoléon que les satellites d'un tyran qui font tout pour leur avancement*. Leur chef disait : « Je perds beaucoup de monde dans la péninsule, mais avec l'armée qui m'en reviendra je puis faire le tour du monde. » Il avait

* Voir les *Mémoires* de M. de Rocca.

raison, jamais il n'eut de meilleure école militaire. Les Français avaient enfin trouvé une guerre de Romains.

En Espagne, l'empereur commit, comme à l'ordinaire, la faute énorme de ne pas avoir de plan. De plus, chose étonnante, il fit une faute militaire. Il y envoya plusieurs maréchaux, la plupart sans talent et tous jaloux les uns des autres.

Il avait vu le duc de Dalmatie à Austerlitz; il devait lui donner le commandement en chef de la péninsule et prier le roi Joseph de s'amuser à Madrid et de ne s'occuper que de l'Instruction publique.

De l'Espagne (2)[b]

Le soir de la bataille d'Iéna, Napoléon, étant encore sur le champ de bataille, reçut une proclamation du prince de la Paix qui appelait tous les Espagnols aux armes. Napoléon sentit profondément le danger auquel il venait d'échapper; il vit à quelles alarmes le Midi de la France serait en butte à chaque nouvelle expédition qu'il entreprendrait dans le Nord. Il résolut de ne pas laisser sur ses derrières un ami perfide, prêt à l'attaquer dès qu'il le croirait embarrassé. Il se rappela qu'à Austerlitz il avait retrouvé le roi de Naples parmi ses ennemis, quinze jours après avoir signé la paix avec cette cour. La manière dont le prince de la Paix avait le projet d'attaquer la France est contraire au droit des gens tel qu'il parait adopté par les nations modernes. M. de Talleyrand ne cessait de répéter à Napoléon qu'il n'y aurait de sûreté pour sa dynastie que lorsqu'il aurait anéanti les Bourbons. Les détrôner n'était pas assez; mais encore fallait-il commencer par les détrôner.

La Russie approuva à Tilsitt les projets de l'empereur sur l'Espagne.

Ces projets consistaient à donner une principauté dans les Algarves à don Manuel Godoy, si connu sous le nom de prince de la Paix; au moyen de quoi le prince, le seul auteur de la proclamation qui perdait l'Espagne, livrait à Napoléon son roi et son bienfaiteur. En vertu du traité de Fontainebleau, conclu par le prince de la Paix, l'Espagne fut inondée de troupes impériales. A la fin, ce favori, aussi puissant que ridicule, s'aperçut que Napoléon se moquait de lui; il eut l'idée de fuir au Mexique; le peuple voulut retenir son roi; de là les événements d'Aranjuez qui appelèrent Ferdinand VII au trône et renversèrent le plan de Napoléon. Le 18 mars 1808, ce peuple si stupide et si brave se souleva. Le prince de la Paix aussi abhorré qu'il méritait de l'être, passa du pouvoir souverain dans un cachot. Un second mouvement força le roi Charles IV à abdiquer en faveur de Ferdinand VII. Napoléon fut très surpris : il avait cru avoir affaire à des Prussiens ou à des Autrichiens, et que

disposer de la cour, c'était disposer du peuple. Au lieu de cela, il trouvait une nation et, à sa tête, un jeune prince adoré d'elle et étranger en apparence à l'avilissement qui pesait sur l'Espagne depuis quinze années. Ce prince pouvait avoir les faciles vertus de sa position et allait être environné d'hommes intègres attachés à la patrie, inaccessibles aux séductions et soutenus par un peuple inaccessible à la crainte. Tout ce que Napoléon savait du prince des Asturies, c'est qu'en 1807 il avait osé lui écrire pour lui demander la main d'une de ses nièces, fille de Lucien Bonaparte[c].

En Espagne, après les événements d'Aranjuez, l'enthousiasme était dans toutes les classes. Cependant l'étranger au sein de l'État commandait dans la capitale, occupait les places fortes et se trouvait le véritable juge entre Ferdinand VII et le Charles IV qui venait de révoquer son abdication et d'invoquer le secours de Napoléon.

Dans cette position unique, par un nouveau trait de cette ineptie raisonnante qui caractérise les ministres d'un peuple depuis si longtemps étranger aux progrès de l'Europe, Ferdinand VII résolut de s'avancer au-devant de Napoléon. Le général Savary fit deux courses en Espagne pour presser ce prince d'arriver à Bayonne, mais jamais il ne lui offrit de reconnaître son titre. Les conseillers du nouveau roi, qui avaient peur des vengeances de Charles IV, contre lequel ils avaient conspiré, ne voyaient de sûreté qu'auprès de Napoléon et brûlaient d'arriver auprès de lui avec leur prince.

Ces grands événements semblent curieux de loin, mais, en s'en rapprochant, on ne les trouve que dégoûtants. Les ministres espagnols sont trop bêtes et les agents français trop forts. C'est la vieille politique stupidement perfide de Philippe II luttant contre le génie tout moderne de Napoléon*. Il y a deux traits qui reposent l'âme : celui de M. Hervas frère de la duchesse de Frioul qui, au péril de plus que sa vie, arriva à Valladolid et fit tout ce qui est humainement possible pour ouvrir les yeux à la stupide suffisance des ministres de Ferdinand VII[d]. Le garde général des douanes sur la ligne de l'Ebre, homme simple et brave, proposa à ce prince de l'enlever avec deux mille hommes dont il disposait : il fut sévèrement réprimandé. Voilà bien l'Espagne telle qu'elle allait se montrer pendant six ans : stupidité, bassesse et lâcheté dans les princes; dévouement romanesque et héroïque de la part du peuple.

Ferdinand VII arriva à Bayonne le 20 avril au matin et y fut reçu en roi. Le soir, le général Savary vint lui annoncer que Napoléon avait résolu de placer sa propre dynastie sur le trône d'Espagne. Napoléon exigeait en conséquence que Ferdinand VII abdiquât en sa faveur. Dans le même moment l'empereur

* Voir l'ouvrage de M. Escoïquiz.

avait avec le ministre Escoïquiz cette curieuse conversation qui développe si bien et son caractère et toute sa politique envers l'Espagne*.

Le plan de Napoléon était vicieux en ce qu'il offrait aux princes, chassés d'Espagne, l'Etrurie et le Portugal : c'était laisser du pouvoir à des ennemis.

Ferdinand VII, victime d'un vil favori, d'un père aveugle, d'un conseil imbécile et d'un voisin puissant, était, dans le fait, prisonnier à Bayonne. Comment sortir de ce mauvais pas ? A moins de devenir oiseau, il ne restait aucune possibilité de s'évader, tant les précautions étaient bien prises. Chaque jour elles redoublaient. Les remparts de la ville étaient, jour et nuit, couverts de soldats, les portes gardées avec le plus grand soin, tous les visages examinés à l'entrée et à la sortie. Des bruits de tentative d'évasion se répandirent ; la surveillance acquit une nouvelle activité. C'était une captivité déclarée. Le conseil de Ferdinand n'en refusait pas moins ferme d'accepter l'Etrurie en échange de l'Espagne.

L'empereur était en proie aux plus violentes agitations et même aux remords. Il voyait l'Europe lui reprocher de retenir prisonnier un prince qui était venu pour conférer avec lui. Il était aussi embarrassé à garder Ferdinand qu'à le relâcher. Il se trouvait avoir commis un crime et en perdre le fruit. Il disait et avec grande vérité et énergie aux ministres espagnols : « Vous devriez adopter des idées plus libérales, être moins susceptibles sur le point d'honneur, et ne pas sacrifier la prospérité de l'Espagne aux intérêts de la famille de Bourbon. »

Mais les ministres qui avaient conduit Ferdinand VII à Bayonne n'étaient pas faits pour concevoir des idées d'un tel ordre. Comparez l'Espagne telle qu'elle est depuis quatre ans, contente dans son abjection et l'objet du mépris ou de l'horreur des autres peuples, avec l'Espagne munie des deux chambres et Joseph pour roi constitutionnel, et pour roi d'autant meilleur que, comme Bernadotte, il n'a pour lui que son mérite, et qu'à la première injustice ou sottise, on peut le mettre à la porte et appeler le souverain légitime.

Jamais la tête de Napoléon ne fut dans une activité plus étonnante. A chaque moment, il arrivait à une nouvelle idée qu'il envoyait proposer aussitôt aux ministres espagnols. Ce n'est pas dans un tel état d'angoisse qu'un homme peut feindre : on put voir à fond dans l'âme et dans la tête de l'empereur. Il avait l'âme d'un soldat généreux, mais une pauvre tête en politique. Les ministres espagnols refusant tout avec l'indignation de la générosité, jouaient le beau rôle. Ils partaient toujours du principe que Ferdinand n'avait aucun droit de disposer de l'Espagne sans le consentement de la nation**.

* Voir les ouvrages de MM. Escoïquiz et de Pradt dont tout ceci n'est qu'un extrait.
** Principe jacobin repoussé par le congrès de Vienne.

Leurs refus réduisaient Napoléon au désespoir. C'était la première grande opposition qu'il éprouvait, et dans quelles circonstances! Il se trouvait que l'absurde conseil d'Espagne faisait, par aveuglement, l'acte le plus éclairé et le plus embarrassant pour son adversaire. Dans cette anxiété mortelle, l'esprit de Napoléon se portait à la fois sur toutes sortes d'idées, sur toutes sortes de projets. Plusieurs fois par jour, il faisait appeler ses négociateurs; il les envoyait aux ministres espagnols; toujours même réponse : des plaintes et des refus! Au retour de ses ministres, Napoléon parcourait avec eux avec la rapidité ordinaire de son imagination et de son élocution toutes les faces de cette question. Quand on lui disait qu'il n'y avait pas moyen d'engager le prince des Asturies à échanger les monarchies d'Espagne et d'Amérique contre le petit royaume d'Étrurie, qu'après s'être vu enlever le premier trône, la possession du second devait lui sembler bien précaire. « Eh bien, qu'il me déclare la guerre[e] ! »

Un homme capable d'une sortie aussi singulière n'est pas un Philippe II, comme on voudrait nous le faire croire. Il y a de l'honneur et beaucoup d'honneur dans une telle objection. Il y avait aussi beaucoup de sagesse.

On la retrouve dans la conversation imprimée par M. Escoïquiz. « Au reste si mes propositions ne conviennent pas à votre prince, il peut, s'il le veut, retourner dans ses États; mais, avant tout, nous fixerons ensemble un terme pour ce retour; après quoi, les hostilités commenceront entre nous. »

Un des négociateurs employés par Napoléon prétend lui avoir fait des objections sur la nature même de son entreprise : « Oui, dit-il, je sens que ce que je fais n'est pas bien, mais qu'ils me déclarent donc la guerre! »

L'empereur disait à ses ministres : « Il faut que je juge cette entreprise bien nécessaire à ma tranquillité, car j'ai bien besoin de marine et ceci va me coûter les six vaisseaux que j'ai à Cadix. »

D'autres fois : « Si ceci devait me coûter quatre-vingt mille hommes, je ne le ferais pas; mais il n'en faudra pas douze mille; c'est un enfantillage. Ces gens-ci ne savent pas ce que c'est qu'une troupe française. Les Prussiens étaient comme eux et on a vu comment ils s'en sont trouvés. »

Cependant, après huit jours de mortelles angoisses la négociation n'avançait pas. Il fallait sortir de là; Napoléon n'était pas accoutumé à la résistance; c'était un esprit gâté par une suite inouïe de succès et par le despotisme; il pouvait devenir féroce par embarras. Un jour, dit-on, le mot de château-fort lui échappa. Le lendemain, il en demanda pardon à son ministre : « Il ne faut pas vous formaliser de ce que vous avez entendu hier; sûrement je ne l'aurais pas fait. »

Napoléon voyant qu'il n'y avait rien à espérer du prince des Asturies, eut l'excellente idée de lui chercher querelle sur la validité de l'abdication de

Charles IV. Cette abdication avait été évidemment forcée : elle avait été rétractée.

Le prince de la Paix fut tiré de sa prison à Madrid et arriva le 26 avril à Bayonne. Le 1[er] mai arrivèrent les *vieux souverains*, comme les appelaient les Espagnols. Cette vue fit beaucoup d'impression. Ils étaient malheureux, et une longue étiquette, longtemps préservée, joue le caractère aux yeux du vulgaire.

Aussitôt que le roi et la reine d'Espagne furent entrés dans leurs appartements, les Français virent tous les Espagnols qui se trouvaient à Bayonne, le prince Ferdinand à leur tête, faire la cérémonie du baisement de main qui consiste à se mettre à genoux et à baiser la main du roi et de la reine. Les spectateurs qui avaient lu le matin, dans la *Gazette de Bayonne*, les pièces relatives aux événements d'Aranjuez et la protestation du roi, et qui voyaient cet infortuné monarque recevoir ainsi l'hommage de ces mêmes hommes qui avaient ourdi la conspiration du mois de mars, furent révoltés de tant de duplicité et cherchèrent en vain l'honneur castillan. Les Français eurent l'imprudence de juger la nation espagnole par les hautes classes de la société qui, quant aux sentiments, sont les mêmes partout.

Après la cérémonie, le prince des Asturies voulut suivre les vieux souverains dans leurs appartements intérieurs. Le roi l'arrêta en lui disant en espagnol : « Prince, n'avez-vous pas assez outragé mes cheveux blancs ? » Ces mots parurent produire sur un fils rebelle l'effet d'un coup de foudre*.

Le roi et la reine firent à Napoléon le récit des outrages auxquels ils avaient été en butte. « Vous ne savez pas, disaient-ils, ce que c'est que d'avoir à se plaindre d'un fils. » Ils parlaient aussi du mépris que leur inspiraient les gardes du corps, ces lâches qui les avaient trahis.

Les négociateurs français firent comprendre facilement au prince de la Paix qu'il n'était plus question de continuer son règne en Espagne.

Dès la veille de l'arrivée du roi Charles IV, Napoléon avait fait appeler M. Escoïquiz et l'avait chargé de signifier au prince des Asturies que toute négociation avec lui était rompue et qu'à l'avenir il ne traiterait plus qu'avec le roi d'Espagne.

Or il était maître absolu des volontés du roi d'Espagne par le prince de la Paix. Les Anglais ont beaucoup dit qu'il y eut de la violence, des conspirations ; la vérité est qu'il n'y eut ni comploteurs ni conspirateurs, mais seulement, comme à l'ordinaire, des imbéciles conduits et dupés par des fripons. Comme à l'ordinaire aussi, un souverain étranger provoqué de la manière la plus contraire au droit des gens profita de tout cela[f].

* *Moniteur*, 6 mai 1808.

Pendant qu'à Bayonne le roi Charles IV ordonnait à son fils Ferdinand VII de lui rendre sa couronne, le peuple de Madrid, effarouché d'événements si étranges et qui d'ailleurs insultaient toute la nation dans la personne des souverains, se souleva le 2 mai. Il périt environ cent cinquante habitants et cinq cents soldats français. Cette nouvelle arriva très exagérée en France le 5 mai. Charles IV fit appeler son fils. Le roi, la reine et Napoléon étaient assis. Le prince, resté debout, fut accablé des plus sales injures. Napoléon dégoûté dit : « Je sors d'une scène de crocheteurs. » Le prince intimidé donna sa renonciation formelle et définitive.

Le même jour, 5 mai 1808, eut lieu la cession par le roi Charles à Napoléon de tous ses droits sur l'Espagne.

Le prince des Asturies céda aussi à Napoléon tous ses droits à l'Espagne, mais ce ne fut, dit-on, qu'après avoir été plusieurs fois menacé de mort par le roi son père. Il y avait l'exemple de don Carlos, et, d'ailleurs, le prince, ayant évidemment conspiré contre son père et son roi, le jury le plus intègre du monde l'eût condamné à mort.

On accuse Napoléon d'avoir été jusqu'à lui dire : « Prince, il faut opter entre la cession ou la mort*. » Il faut voir comment l'on prouvera ce propos à la postérité.

Les Bourbons d'Espagne allèrent habiter diverses villes ; partout et à toute occasion, le roi Charles fit des protestations d'attachement et de fidélité envers son auguste allié. Personne n'a encore accusé Napoléon de l'avoir menacé Quant à Ferdinand VII, il alla habiter la belle terre de Valançay[g].

Ici finissent ce qu'on appelle les perfidies de Napoléon. L'Europe ne pouvant concevoir la pusillanimité de ses ennemis, lui a imputé leur imbécillité à crime.

Il a envoyé le général Savary au prince des Asturies pour le presser d'arriver, mais il ne lui a jamais promis de le reconnaître pour roi**. Le prince est venu à Bayonne parce qu'il a constamment cru qu'il était de son intérêt d'y venir. Il croyait, et peut-être avec raison, que Napoléon seul pouvait le sauver de son père et du prince de la Paix.

Un ministre espagnol[h], M. d'Urquijo, rencontra à Vittoria, le 13 avril 1808, le jeune roi et son cortège qui marchaient vers Bayonne. Il écrivit le même jour au capitaine général La Cuesta : « ... Je leur dis (aux ministres de Ferdinand VII) qu'il ne s'agissait pour Napoléon que d'abolir la dynastie des

* Çevalhos, p. 52.

** « Quoique vos représentants aient sans cesse refusé de le reconnaître comme légitime souverain. » (Conversation d'Escoïquiz.)

Bourbons en Espagne en imitant l'exemple de Louis XIV et d'établir celle de France... L'Infantado, qui sent le poids de mes réflexions, me répondit : "Serait-il possible qu'un héros tel que Napoléon fût capable de se souiller d'une telle action, quand le roi se met entre ses mains de la meilleure foi possible ? — Lisez Plutarque, lui dis-je, et vous trouverez que tous ces héros de la Grèce et de Rome n'acquirent leur gloire qu'en montant sur des milliers de cadavres, mais l'on oublie tout cela et l'on voit le résultat avec respect et étonnement."

« J'ajoutai qu'il devait se rappeler des couronnes que Charles Quint avait enlevées, des cruautés qu'il avait exercées envers les souverains et envers les peuples, et que, malgré tout cela, il était compté parmi les héros ; qu'il ne devait pas oublier non plus que nous en avions fait autant avec les empereurs et rois des Indes..., qu'il pouvait appliquer cela à l'origine de toutes les dynasties de l'univers, que, dans notre Espagne ancienne, on trouvait des assassinats de rois par des usurpateurs qui s'étaient ensuite assis sur le trône ; que, dans les siècles postérieurs, nous avions l'assassinat commis par le bâtard Enrique II et l'exclusion de la famille de Henri IV, que les dynasties d'Autriche et des Bourbons dérivaient de cet inceste ainsi que de ces crimes... Je dis que le langage du *Moniteur* me faisait voir que Napoléon ne reconnaissait pas Ferdinand comme roi, qu'il disait que l'abdication de son père, faite au milieu des armes et d'un tumulte populaire était nulle, que Charles IV lui-même l'avouerait, que, sans parler de ce qui était arrivé au roi de Castille, Jean Ier, il y avait deux exemples d'abdication dans la dynastie plus moderne des Autrichiens et des Bourbons, l'une faite par Charles Quint l'autre faite par Philippe V et que, dans ces deux abdications, on avait procédé avec le plus grand calme, la plus sage délibération et même avec le concours de ceux qui représentaient la nation★. »

Dans la conversation avec M. Escoïquiz qui, jusqu'ici, est la pièce la plus curieuse de ce procès et la plus authentique parce qu'elle est publiée par un ennemi, Napoléon dit fort bien : « Mais enfin la suprême loi des souverains, qui est celle du bien de leurs États, me met dans l'obligation de faire ce que je fais. »

Il faut remarquer, au grand étonnement des sots, qu'un souverain qui n'est qu'un procureur fondé ne peut jamais user de générosité, faire des dons gratuits. Nous retrouverons cette question en Italie où l'on voudrait que Napoléon, en opposition à ce qu'il croyait les intérêts de la France, eût fait cadeau aux Italiens d'une indépendance complète.

★ Fidèlement extrait du livre de M. Escoïquiz. L'on ne cite ici que des ouvrages publiés par des ennemis de l'empereur.

Napoléon, attaqué à l'improviste par l'Espagne au moment où elle le croyait embarrassé avec la Prusse, devait faire de l'Espagne, à Bayonne, ce qu'il croyait le plus utile à la France. S'il avait été battu à Iéna, les Espagnols, commandés par les Lascy et les Porlier, ne pouvaient-ils pas venir à Toulouse et à Bordeaux, tandis que les Prussiens auraient été à Strasbourg et à Metz?

La postérité décidera si c'est un crime dans le *procureur fondé* d'une nation de profiter de l'extrême bêtise de ses ennemis. Je crois qu'au contraire de notre siècle, la postérité sera plus touchée du tort fait à l'Espagne que du tort fait à ses prétendus maîtres. Il y a l'exemple de la Norvège[i].

Les libellistes accusent Napoléon de trop mépriser les hommes. Ici nous le voyons commettre une grande faute parce qu'il a trop d'estime pour les Espagnols. Il oublie que les fiers Castillans avilis d'abord par Charles Quint, sont gouvernés, depuis ce célèbre empereur, par le plus lâche de tous les despotismes[j].

M. d'Urquijo[k] dit dans sa lettre au général La Cuesta : « Par malheur depuis Charles Quint, la nation n'existe plus, parce qu'il n'y a point réellement de corps qui la représente, ni d'intérêt commun qui la réunisse vers un même but. Notre Espagne est un édifice gothique composé de pièces et de morceaux avec presqu'autant de privilèges, de législations, de coutumes et d'intérêts qu'il y a de provinces. L'esprit public n'existe point. »

Depuis quinze ans, la monarchie d'Espagne avait atteint un degré de ridicule inouï dans les annales des cours les plus avilies. L'aristocratie des nobles et des prêtres, qui seule peut faire le brillant de la monarchie, s'y laissait bafouer comme à plaisir. Un mari, un roi donne successivement à l'amant de sa femme :

1° Le commandement suprême de toutes les forces de terre et de mer;

2° la nomination à presque tous les emplois de l'État;

3° le droit de faire par lui-même la paix et la guerre*.

Si ce favori avait été un Richelieu, un Pombal, un Ximenès, un scélérat habile, on concevrait les Espagnols; mais il se trouva que c'était le plus stupide coquin de l'Europe. Ce peuple, qu'on prétend si fier, se voyait gouverné despotiquement par l'objet de ses mépris. Mais, mettons à part toute fierté; que de malheurs généraux et particuliers ne devait pas amener un gouvernement aussi infâme! Notre aristocratie de France, avant 1789, devait être une république en comparaison de l'Espagne. Et cependant l'Espagne refusa une constitution libérale, et, ce qui est bien plus encore, une constitution garantie par le voisinage du souverain légitime et détrôné!

* Conversation publiée par Escoïquiz.

Il faut déjà être parvenu bien avant dans la vie et avoir pour les hommes presqu'autant de mépris qu'ils en méritent pour concevoir une telle conduite. Napoléon, qui avait vécu en Corse et en France au milieu de nations pleines d'énergie et de finesse, fut à l'égard des Espagnols la dupe de son cœur.

L'Espagne, de son côté, manqua une occasion que la suite des siècles ne lui représentera plus. Chaque puissance a un intérêt (mal entendu il est vrai) à voir ses voisins dans un état de faiblesse et de décadence. Ici, par un hasard unique, l'intérêt de la France et de la péninsule pour un moment se trouva le même. L'Espagne avait l'exemple de l'Italie que Napoléon avait élevée. Quoique la nation espagnole soit très contente sur son fumier, peut-être d'ici à deux cents ans parviendra-t-elle à arracher une constitution, mais une constitution sans autre garantie que cette vieille absurdité qu'on appelle des serments, et Dieu sait encore par quels flots de sang il faudra l'acheter ! Au lieu qu'en acceptant Joseph pour roi, les Espagnols avaient un homme doux, plein de lumières, sans ambition, fait exprès pour être roi constitutionnel, et ils avançaient de trois siècles le bonheur de leur pays.

Supposons que Ferdinand VII se soit livré à l'empereur, comme Napoléon s'est livré aux Anglais à Rochefort. Le prince espagnol refuse le royaume d'Étrurie ; il est conduit à Valençay, séjour agréable et sain, et Napoléon, qui en avait appelé à la générosité si vantée du peuple anglais, est confiné sur un rocher où, par des moyens indirects et en évitant l'odieux du poison, on cherche à le faire périr. Je ne dirai pas que la nation anglaise est plus vile qu'une autre ; je dirai seulement que le ciel lui a donné une malheureuse occasion de montrer qu'elle était vile. Quelles réclamations en effet se sont élevées contre ce grand crime ? Quel généreux transport de tout le peuple, à l'ouïe de cette infamie, a désavoué son gouvernement aux yeux des nations ? Ô Sainte-Hélène, roc désormais si célèbre, tu es l'écueil de la gloire anglaise ! L'Angleterre, s'élevant par une trompeuse hypocrisie au-dessus des nations, osait parler de ses vertus ; cette grande action l'a démasquée ; qu'elle ne parle plus que de ses victoires tant qu'elle en aura encore. Cependant l'Europe est muette et elle accuse Napoléon ou, du moins, elle semble écouter ses accusateurs. Je ne puis dire ma pensée. Ô hommes lâches et envieux, peut-on s'abandonner à trop de mépris envers vous, et lorsqu'on ne parvient à être votre maître, ne fait-on pas très bien de s'amuser de vous comme d'un vil gibier★ ?

Terminons en peu de mots ces dégoûtantes affaires d'Espagne.

Dans la conversation de Bayonne, Escoïquiz dit à Napoléon : « Le peuple

★ Voir la lettre du général Bertrand à Sir Hudson Low. Pièces relatives au prisonnier de Sainte-Hélène, Londres, 1818. Voir l'hypocrite discours de lord Bathurst, les lettres du médecin O'Méara.

désarmé de Madrid croyait être assez fort pour détruire l'armée française et défendre Ferdinand. Ce fut au point que l'on aurait trouvé des obstacles invincibles au cas que l'on eût voulu employer le moyen unique de mettre Ferdinand en liberté.

NAPOLÉON. — Quel était donc ce moyen, chanoine ?

Escoïquiz. — Celui de faire secrètement prendre la fuite au roi.

NAPOLÉON. — Et dans quelle partie du monde l'auriez-vous transporté ?

Escoïquiz. — A Algésiras où nous avions déjà quelques troupes et où nous eussions été dans le voisinage de Gibraltar.

NAPOLÉON. — Qu'auriez-vous fait après[l] ?

Escoïquiz. — Toujours invariables dans notre maxime de conserver avec Votre Majesté une alliance intime, mais en même temps honorable, nous lui aurions proposé péremtoirement de la continuer, sous la condition que nos places frontières nous seraient rendues sans délai et que les troupes françaises sortiraient de l'Espagne ; et dans le cas où Votre Majesté se serait refusée à souscrire à ces propositions, nous lui aurions fait la guerre de toutes nos forces jusqu'à la dernière extrémité. Telle eût été mon opinion, Sire, dans le cas où nous aurions eu connaissance d'une manière ou d'autre de vos véritables intentions !

NAPOLÉON. — Vous pensez très bien ; c'est là tout ce que vous auriez eu de mieux à faire[m]. »

Des esprits peu éclairés s'écrieront : « Vous nous vantez Napoléon à l'égard de l'Espagne, comme s'il eût été un Washington ».

Je réponds : « L'Espagne rencontra le hasard le plus heureux qui puisse se présenter à un pays profondément corrompu et, par conséquent, hors d'état de se donner la liberté à lui-même. Donner à l'Espagne de 1808 le gouvernement des États-Unis aurait semblé aux Espagnols, qui sont les plus insouciants des hommes, la plus dure et la plus pénible tyrannie. L'expérience que Joseph et Joachim ont faite à Naples éclaircit la question ; ils ont été rois avec presque tous les ridicules du métier, mais ils ont été modérés et raisonnables. Cela a suffi pour avancer rapidement, dans ces pays, le bonheur et la justice et pour commencer à y mettre le travail en honneur. Remarquez que la sensation pénible qu'un individu éprouve à rompre des habitudes vicieuses, est également ressentie par un peuple. La liberté demande qu'on s'en occupe durant les premières années. Cette gêne masque, aux yeux des sots, le bonheur qui doit résulter des nouvelles institutions.

Ainsi pour l'Espagne, Napoléon était meilleur que Washington ; ce qui lui manquait en libéralité, il l'avait en énergie. Il y a un fait qui est palpable, même à l'égard des gens pour qui les choses morales sont invisibles : la popu-

lation de l'Espagne qui n'était que de huit millions quand Philippe II y entra, a été portée à douze par le peu de bon sens français que les rois de cette nation y ont introduit. Or l'Espagne, plus grande que la France, devrait être plus fertile à cause de son soleil; elle a presque tous les avantages d'une île. Quelle est donc la puissance secrète qui empêche la naissance de quatorze millions d'hommes? On répondra : « C'est le manque de culture des terres. » Je répliquerai à mon tour : « Quel est le venin caché qui empêche la culture des terres? »

Après la cession de l'Espagne par les princes de la dynastie que la guerre y avait placés 90 ans plus tôt, Napoléon voulait réunir une assemblée, faire reconnaître ses droits par elle, établir une constitution, et, au moyen du poids et du prestige de sa puissance, donner le mouvement à la nouvelle machine. L'Espagne était peut-être le pays d'Europe où Napoléon était le plus admiré. Comparez ce système de conduite à celui de Louis XIV en 1713; voyez surtout les correspondances des gens subalternes des deux époques, ministres, maréchaux, généraux, etc...* vous reconnaîtrez que l'envie est la principale source du succès de Mme de Staël et des libellistes actuels et des dangers et des ridicules que l'ignoble vulgaire prodigue aux défenseurs du prisonnier de Sainte-Hélène.

Pour faire dériver le droit du nouveau roi des droits du peuple, Napoléon voulut former à Bayonne une *convention* de cent cinquante membres pris dans les divers corps de la monarchie. La plupart des députés furent nommés par les provinces, les villes et les corporations; les autres furent désignés par le général français qui commandait à Madrid (le grand-duc de Berg Murat). Dans tout cela, ainsi qu'il arrive dans toutes les révolutions, rien ne fut complètement légal, car les habitudes politiques d'un peuple, qu'on appelle encore sa constitution, pourraient-elles donner des règles pour un changement? Cela implique contradiction. Tout se ressentait du trouble et de la rapidité des circonstances, mais, en tout, on était fidèle aux vrais principes. Par exemple, qui pouvait avoir le droit de nommer les députés de l'Amérique? On prit ce que l'on trouva de plus apparent parmi les Américains en résidence à Madrid, et les choix se trouvèrent excellents. Ces gens-là étaient moins écrasés de préjugés que les Espagnols.

Le 15 juin 1808[n], la junte ouvrit ses séances; elle comptait soixante-quinze membres qui s'élevèrent ensuite à quatre-vingt-dix. Cette assemblée avait été précédée d'un décret de Napoléon qui déclarait que sur la représentation des principales autorités de l'Espagne il s'était décidé, pour mettre un terme à l'interrègne, à proclamer son frère Joseph roi des Espagnes et des Indes en

* Saint-Simon, le marquis de Saint-Philippe, *Mémoires* du maréchal de...

garantissant l'indépendance de la monarchie et son intégrité dans les quatre parties du monde* Joseph arriva à Bayonne le 7 juin; il quitta avec peine la vie voluptueuse qu'il s'était faite à Naples. Brave comme Philippe V, il n'était pas plus général que ce prince.

Les députés réunis à Bayonne reconnurent Joseph le 7 juin au soir. Le discours du duc de l'Infantado n'exprimant pas une reconnaissance formelle, Napoléon s'écria : « Il ne faut pas tergiverser, Monsieur; reconnaître franchement, ou refuser de même. Il faut être grand dans le crime comme dans la vertu. Voulez-vous retourner en Espagne, vous mettre à la tête des insurgés? Je vous donne ma parole de vous y faire remettre en sûreté; mais, je vous le dis, vous en ferez tant, que vous vous ferez fusiller dans huit jours... non, dans vingt-quatre heures**. »

Napoléon avait trop d'esprit et de générosité pour exécuter cette menace. Dans le langage de l'armée française, on appelle cela : *emporter son homme par la blague*, ce qui veut dire éblouir un caractère faible.

Après douze séances, la convention termina ses travaux le 7 juillet. Elle avait rédigé une constitution pour l'Espagne. Le projet en avait été adressé, de Bayonne, à la junte du gouvernement de Madrid. Renvoyé à Bayonne, cet acte fut porté à un nombre d'articles beaucoup plus considérable, car de quatre-vingts qu'il avait à Madrid on arriva à cent cinquante.

D'abord, conformément aux principes, l'on voit ici la convention chargée de faire la constitution absolument séparée du corps qui gouverne. Le manque de cette précaution a perdu la France en 1792.

Les membres de la convention de Bayonne n'avaient nul goût pour le martyre, comme on l'a vu par leurs discours au roi Joseph; ils procédèrent cependant avec une délicatesse qui semble annoncer beaucoup de liberté. Ne se regardant plus comme compétents pour prononcer l'expulsion d'une dynastie et l'appel d'une autre, ils ne parlèrent pas de cet objet essentiel°.

Les députés s'accordent à reconnaître qu'on ne mit aucune entrave à la liberté de leurs délibérations. L'opiniâtreté avec laquelle les grands d'Espagne défendirent le droit si illibéral de former de grands majorats montre à quel point ils croyaient à la stabilité du nouvel ordre de choses. On y discuta vivement sur la tolérance religieuse, mot si singulier en Espagne, et sur l'établissement du jury.

Quelle fut pendant ces discussions la conduite du despote? Il n'eut pas l'air de méconnaître un instant l'insuffisance de cette représentation pour

* *Moniteur* du 18 juin 1808.

** Voir le discours du duc de l'Infantado, *Moniteur* du 18 juin. Les héros castillans, auteurs de M. le duc, auraient eu quelque peine à s'y reconnaître.

sanctionner un si grand changement. Il partait toujours du principe que l'*acceptation de la nation* suppléerait aux formalités que les circonstances ne permettaient pas de remplir.

La partie de la constitution qui concernait l'Amérique était assez libérale et propre à retenir encore quelque temps l'essor que cette belle partie du monde a pris depuis vers l'indépendance. Ces articles de la constitution avaient été faits par un jeune chanoine de Mexico nommé El Moral, homme plein d'esprit, de connaissances et d'amour de son pays. En général, ce qu'il y a de bon en Espagne est excellent, mais chez aucun peuple les gens éclairés ne sont en plus petite proportion. Plus le corps de la nation est en arrière du siècle, plus on trouve de supériorité et de vraie grandeur dans les quinze ou vingt mille patriotes isolés au milieu de la canaille et dont la gloire et les infortunes remplissent l'Europe. Je ne rencontre jamais une de ces nobles victimes sans m'étonner de l'effort prodigieux qu'a dû faire cette tête pour s'élancer au-delà de l'insouciance et des fausses vertus* qui ont tourné l'indomptable courage du reste du peuple à son propre détriment. Les Auguste Arguelles, les El Moral, les Porlier, les Llorente montrent à l'Europe ce que sera l'Espagne dix ans après qu'elle aura arraché à ses rois le gouvernement des deux chambres et la fin de l'Inquisition.

Joseph et la convention quittèrent Bayonne le 7 juillet. Si l'on n'avait jugé ce qui venait de se passer que par le cortège qui l'entourait, on n'aurait jamais soupçonné le changement étonnant qui venait de s'opérer. Il apparaissait aux Espagnols au milieu des ministres et des officiers qui avaient servi leurs anciens maîtres. De tout ce qui avait existé à la cour des Bourbons, il n'y avait de changé que le roi. Qu'on dise après cela[p] que l'appui des rois est dans leur noblesse ! La noblesse au contraire est ce qui rend la royauté odieuse.

Joseph arrivait dans un pays peuplé de moins de douze millions d'habitants dont l'armée avait été soigneusement déconsidérée, écartée, reléguée dans des parties éloignées de la monarchie. Ce pays languissait depuis cent cinquante ans sous un gouvernement haï et bien plus encore méprisé. Les finances conduites avec la même ineptie que tout le reste et, de plus, gaspillées, étaient dans le dernier désordre ; et comment les rétablir chez une nation où le travail est déshonoré ? Le peuple avait senti de lui-même, dans les provinces les plus éclairées, qu'il fallait changer de roi et il avait tourné les yeux vers l'archiduc Charles**. Heureuses les Espagnes si elles eussent suivi cette idée ! Elles goûteraient maintenant le bonheur que donne toujours une administration sage et

* Le mécanisme de la fausse morale, fruit du papisme, est très bien développé dans le tome XVI de l'histoire d'Italie de M. de Sismondi.

** *Moniteur* du 22 juin 1808.

honnête et une politique extérieure qui n'a rien de romanesque[q]. Qu'il y a loin de son état à celui des sujets de la maison d'Autriche!

Joseph partageait l'erreur de son frère; il ne méprisait pas assez la canaille humaine. Il croyait que donner aux Espagnols l'égalité et toute la liberté qu'ils pouvaient concevoir, c'était s'en faire des amis. Loin de là, les Espagnols furent piqués de ce que les quatre-vingt mille hommes qu'on fit pénétrer en Espagne n'étaient pas des troupes d'élite; ils virent là une marque de mépris. Dès lors, tout fut perdu. Comment prendre, en effet, un peuple ignorant, fanatique, sobre au milieu de l'abondance, tirant de ses privations autant de vanité que les autres en tirent de leur jouissance? L'Espagnol n'est pas cupide, même cette source d'activité lui manque; il est thésauriseur, sans être avare; il ne veut pas avoir de l'or comme l'avare, mais il ne sait que faire de sa fortune; il passe sa vie, oisif et triste, en songeant à son orgueil, au fond d'un appartement superbe. Sang, mœurs, langage, manière de vivre et de combattre, en Espagne tout est africain. Si l'Espagnol était mahométan il serait un Africain complet. Consumé des mêmes feux, voué à la même retraite, à la même sobriété, au même goût de méditations et de silence; féroce et généreux à la fois, hospitalier et inexorable; paresseux et infatigable le jour où il se met en mouvement, l'Espagnol, brûlé par son soleil et sa superstition, offre tous les phénomènes du tempérament bilieux porté à l'extrême[r]. D'ailleurs, comme le peuple hébreu, ne sortant jamais de chez lui, et restant étranger par préjugé national aux nations qui l'entourent. Toutes les courses de l'Espagnol se bornaient à l'Amérique où il trouvait un despotisme plus avilissant encore que celui de la péninsule. L'Espagnol ne paraît pas en Europe; jamais de déserteur, d'artiste, de négociant espagnols. Il est peu connu et, de son côté, il ne cherche pas à connaître. L'Espagnol n'a qu'une qualité : il sait admirer.

A Bayonne, on fut généralement frappé du défaut de connaissances que les personnes attachées à la cour d'Espagne montrèrent sur l'état de la France; hommes et choses, ils ignoraient tout. Ils avaient pour les généraux les plus célèbres de l'armée française cette curiosité de sauvages.

L'Espagnol comme le Turc[s], auquel il ressemble si fort par la religion, ne sort pas de son pays pour aller porter la guerre chez les autres, mais aussi dès que l'on met le pied chez lui, on a tout le monde pour ennemi. La nation ne pense pas, comme en Allemagne, que c'est l'affaire des troupes de la défendre.

On a tant d'orgueil national, on est si patriote en Espagne que même les prêtres le sont. Aujourd'hui, la moitié des généraux qui se battent en Amérique pour la liberté se sont élevés de la classe des curés. C'est une ressemblance de plus avec les Turcs.

La physionomie du clergé est peut-être le trait qui sépare le plus l'Espagne du reste de l'Europe.

Le clergé *réside* en Espagne; de plus, c'est le seul grand propriétaire qui vive au milieu des peuples. Le reste habite Madrid ou les capitales de province; de là, l'ancien proverbe pour marquer une chose impossible : *faire des châteaux en Espagne.* Ce séjour perpétuel des prêtres au milieu des peuples, cette restitution habituelle faite aux lieux même des fruits qu'on en a tirés, doivent donner une influence à laquelle les absents, les nobles ne peuvent avoir part. Si l'Espagnol écoute son prêtre comme son supérieur en lumières, il l'aime comme un égal en amour de la patrie. Les prêtres abhorrent les principes libéraux; on ne peut guère prévoir comment l'Espagne sortira de là. C'est un cercle vicieux; peut-être est-elle destinée à donner aux générations futures l'utile et nécessaire spectacle d'une monarchie complète*.

L'Espagne était en feu depuis six mois, que Napoléon croyait encore que les bienfaits du gouvernement représentatif allaient lui gagner tous les cœurs. Il savait que, de tous les peuples de l'Europe, c'était celui qui avait porté le plus loin l'admiration pour ses hauts faits. L'Italien et l'Espagnol, n'ayant rien de frivole dans le caractère, étant pétris de passion et de méfiance, sont meilleurs juges de la grandeur dans les chefs des nations.

Si Bonaparte eût fait pendre le prince de la Paix, renvoyé Ferdinand VII en Espagne avec la constitution de Bayonne, une de ses nièces pour femme, une garnison de quatre-vingt mille hommes et un homme d'esprit pour ambassadeur, il tirait de l'Espagne tous les vaisseaux et tous les soldats qu'elle pouvait fournir. Qui peut assigner le degré d'adoration auquel se serait abandonné un peuple, chez lequel la louange devient un hymne et l'admiration une extase[t]?

Il est hors de doute que Napoléon fut séduit par l'exemple de Louis XIV. Une fois provoqué à Iéna, il voulut faire autant que le grand roi. Il changea de roi précisément chez la seule nation à laquelle cette mesure ne convint pas. Les menaces sans cesse renouvelées de M. de Talleyrand eurent aussi beaucoup de part à sa résolution.

Au moment où Joseph entrait en Espagne[u] et où Napoléon retournait triomphant à Paris avec ses remords et ses fausses idées, l'Espagne était déjà soulevée. Tandis que le conseil de Castille ordonnait une levée de trois cent mille hommes, un grand nombre de communes se soulevaient d'elles-mêmes. Il n'y eut pas de village qui n'eût sa junte. L'Espagne offrit tout à coup un spectacle semblable à celui de la France, lorsqu'en 1793 elle était couverte de corps délibérants sur les dangers de la patrie. A Séville, à Badajoz, à Oviedo le soulèvement eut lieu à la nouvelle des événements de Madrid, le 2 mai. Toutes les Asturies entrèrent en insurrection en apprenant le change-

* Le despotisme tempéré par l'aristocratie des nobles et celle des prêtres, c'est-à-dire trois pouvoirs conjurés contre le citoyen utile et producteur et le pillant à l'envi.

ment de dynastie. La populace commença par une suite horrible d'attentats contre tous ceux que, dans sa fureur, elle jugeait partisans des Français ou tièdes dans la cause de la patrie. Les plus grands personnages furent mis à mort; il en résulta une *terreur* universelle et la nécessité pour tous ceux qui gouvernaient d'exécuter franchement la volonté du peuple. Par la *terreur*, l'Espagne eut des armées.

Dès qu'une armée était battue, elle pendait son général. Les Espagnols étaient un peuple religieux et brave, mais non pas militaire. Ils avaient au contraire des habitudes de détester ou de mépriser tout ce qui tenait aux troupes de ligne. C'est un contraste parfait avec l'Allemagne. Ils considérèrent la guerre comme une croisade religieuse contre les Français. Un ruban rouge avec cette inscription : *Vincer o morir pro patria et pro Ferdinando VII* était la seule distinction militaire de la plupart des soldats.

La première bataille entre ces fanatiques et les Français laissa vingt-sept mille cadavres dans les champs de Rio secco. Des femmes se précipitaient avec d'horribles hurlements sur nos blessés, et elles se les disputaient pour les faire mourir dans les tourments les plus cruels; elles leur plantaient des couteaux et des ciseaux dans les yeux et se repaissaient, avec une joie féroce, de la vue de leur sang et de leurs convulsions*.

Napoléon reçut à Bordeaux la nouvelle de la bataille de Baylen, où Castanos et Reding firent mettre bas les armes au général Dupont. C'était son premier revers; il en fut au désespoir. Ni la Russie, ni Waterloo n'ont jamais rien produit d'approchant sur cette âme hautaine. « Voler des vases sacrés, s'écria-t-il dans sa fureur, cela se conçoit d'une armée mal disciplinée, mais signer qu'on a volé ! » Et un instant après : « Je connais mes Français : il fallait leur crier : "Sauve qui peut!" Au bout de trois semaines, ils me seraient tous revenus. » Il interrogeait les assistants : « Mais n'y a-t-il pas une loi dans un code pour faire fusiller tous ces infâmes généraux[v] ? »

Napoléon revint à Paris, mais il fallut bientôt repartir pour l'Espagne[w]. Nous laisserons, comme à l'ordinaire, l'histoire générale de la guerre qui exige de longs détails. Il passa plusieurs revues aux portes de Madrid. Comme à son ordinaire, il se trouva au milieu d'un peuple nombreux et même, une fois, au milieu d'une forte colonne de prisonniers espagnols. Ces fanatiques, vaincus, déguenillés et brûlés du soleil avaient des figures horribles.

M. de Saint-Simon, grand d'Espagne, ancien membre de l'Assemblée Constituante, avait combattu dans Madrid contre les Français. Napoléon[x] avait une politique arrêtée à l'égard des Français qui portent les armes contre la patrie. M. de Saint-Simon fut arrêté et condamné à mort par une commis-

* *Mém. de Rocca*, p. 190.

sion militaire. L'empereur ne pouvait avoir aucun sentiment de haine envers un homme qu'il ne connaissait point et qui n'était pas au nombre des personnages dangereux. La politique seule avait marqué la victime.

M. de Saint-Simon avait une fille qui adoucissait son exil et les peines de sa vieillesse par les soins les plus tendres. Les dangers de son père l'amenèrent aux pieds de Napoléon. Tout se disposait pour le supplice ; le dévouement de cette pieuse fille l'emporta contre un parti pris qui semblait irrévocable, car il était appuyé non sur les passions, mais sur la raison et sur le souvenir de Saint-Jean-d'Acre.

Ce bel acte de clémence fut facilité par le major général et les généraux Sebastiani et Laubardière. Toute l'armée trouvait la guerre d'Espagne injuste ; à cette époque elle n'était pas encore irritée par de nombreux actes de traîtrise*. A la retraite d'Oporto, en 1809, un hôpital français très nombreux fut massacré avec des circonstances horribles. A Coïmbre, plusieurs milliers de malades et de blessés finirent de même d'une manière trop atroce pour être rapportée. Ailleurs, on noyait de sang-froid dans le Minho sept cents prisonniers français. Il y a des centaines d'anecdotes de ce genre et qui compromettent des gens qu'on a encore la bonté d'admirer. A mesure que ces atrocités irritaient l'armée française, elle devint cruelle, mais jamais dans la forme. On fusillait ou on faisait pendre ce qu'on appelait des rebelles.

Au milieu de sa campagne d'Espagne, Napoléon apprit que l'Autriche, qui armait depuis longtemps, était sur le point d'attaquer. Il fallait confier à des lieutenants l'Espagne ou la France et l'Italie. Il ne put pas hésiter ; ce fut une faute forcée, mais, de ce moment, l'Espagne fut perdue. Tout languit à l'armée, qui n'était plus la Grande Armée, qui n'était plus sanctifiée par la présence immédiate du despote. De ce moment, on eut beau faire de grandes actions, il n'y eut plus ni avancement, ni récompense pour l'armée d'Espagne.

Pour achever de rendre la position insoutenable, la division très marquée entre Joseph et Napoléon s'aigrit de plus en plus. Elle avait d'abord eu deux principes : le délaissement dans lequel Napoléon laissait Joseph et l'insolence des maréchaux à son égard ; deuxièmement, les nouveaux projets de Napoléon sur l'Espagne.

Joseph prétendait que, puisqu'on l'avait fait roi, il fallait qu'il parût l'être, que le reléguer à la queue de l'armée n'était pas le préparer à paraître à la tête de la nation, que plus elle était fière, plus elle devait vouloir que son chef fût honoré. Louis XIV, qui s'entendait en vanité, n'eût pas commis cette faute.

* « Notre maxime était que tromper avec adresse, sans déguiser entièrement la vérité, un homme aussi faux que Napoléon, était une action digne d'éloges bien loin d'être blâmable. » Escoïquiz, p. 124.

Tout l'argent qu'on avait rapporté de Prusse, environ cent millions, ne paraissait pas devoir suffire à la guerre d'Espagne. Napoléon, accoutumé à nourrir la guerre par la guerre, ne s'accoutumait pas à porter son argent en Espagne. Il voulait que Joseph payât la guerre; l'Espagne y aurait suffi à peine en temps de paix. C'était le dernier degré de l'absurde, au moment où les troupes françaises n'étaient exactement maîtresses que du terrain qu'elles occupaient militairement et qu'elles épuisaient à fond[y].

Mais il y avait plus : à peine Napoléon fut-il en Espagne, qu'il se mit à la regarder, et, l'ayant trouvée belle, il en voulut un morceau. Rien de plus contraire aux actes de Bayonne. Ce génie mobile et ardent, satisfait pour un instant au moment de la création, apercevait sans cesse de nouveaux rapports dans les affaires. L'idée du jour dévorait celle de la veille et, se sentant la force de détruire tous les obstacles, rien n'était immuable pour un esprit devant lequel le terme des possibles s'éloignait, comme l'horizon devant le voyageur. On a cru souvent Napoléon perfide, et il n'était que changeant. Voilà la disposition qui le rendait le prince de l'Europe le moins propre au gouvernement constitutionnel.

Il avait commencé par céder très sincèrement l'Espagne à Joseph : certainement, à Bayonne, il ne songeait pas à s'approprier une seule de ses provinces. En revenant de Benavente où, malgré tous les obstacles que la neige, l'hiver et les montagnes peuvent entasser, il avait poursuivi les Anglais, il s'arrêta à Valladolid où il attendait avec impatience la députation de la ville de Madrid. Il fit appeler un homme de sa cour qui voyageait avec ces députés. Il brûlait de partir pour la France. Il était nuit, le temps affreux. Il ouvrait la fenêtre à chaque instant pour consulter l'état du ciel et s'assurer de la possibilité de marcher. Se retournant vers les gens de sa cour, il entassait les questions comme à son ordinaire, demandant avec vivacité ce que l'on ferait à Madrid, ce que voulaient les Espagnols. On lui disait qu'ils étaient mécontents; là-dessus il entreprit de prouver qu'ils avaient tort, que le mécontentement n'était pas possible; qu'un peuple raisonne toujours juste sur ses intérêts, que les Espagnols avaient à gagner la dîme, l'égalité, les droits féodaux, la diminution de l'hydre du clergé. On lui répondait que[z], d'abord, l'Espagnol, ne sachant rien de l'état de l'Europe, n'avait pas d'yeux pour voir ces avantages; mais qu'en revanche, il avait la fierté de ne vouloir avoir d'obligation à personne; qu'enfin ce peuple était comme la femme de Sganarelle, qui voulait être battue. Il rit et continua avec véhémence en se promenant à grands pas : « Je ne connaissais pas l'Espagne; c'est un plus beau pays que je ne le pensais. J'ai fait là un beau présent à mon frère; mais vous verrez, les Espagnols feront des sottises et il me reviendra; je le partagerai en cinq grandes vice-royautés. » Il était frappé de la tendance de l'Espagne vers l'alliance avec l'Angleterre. Il

ne comptait pas plus sur les rois d'Espagne Napoléons que sur les rois d'Espagne Bourbons. Il sentait que les uns, comme les autres, profiteraient de la première occasion pour se rendre indépendants, comme l'ont tenté les rois de Hollande et de Naples.

Il quitta Valladolid le lendemain de cette singulière indiscrétion, et franchit, en quelques heures de galop, les trente lieues qui séparent cette ville de Burgos. Il fut à Paris quatre jours après. La rapidité de ces courses, cette aptitude à braver toutes les fatigues entraient dans la magie de son existence; jusqu'au simple postillon, tout le monde sentait que c'était un homme supérieur à l'homme[aa].

CHAPITRE 36 bis[a]

Campagne de Wagram[b]

Les deux empereurs du Midi et du Nord se virent à Erfurt*. L'Autriche comprit son danger et attaqua la France. Napoléon quitta Paris le 13 avril 1809. Le 18, il était à Ingolstadt. En cinq jours, il livre six combats et remporte six victoires; le 10 mai, il est aux portes de Vienne. Cependant l'armée, déjà corrompue par le despotisme, ne fit pas aussi bien qu'à Austerlitz.

Si le général en chef de l'armée autrichienne avait voulu suivre un avis qui, dit-on, fut ouvert par le général Bellegarde, Napoléon pouvait être fait prisonnier pour s'être jeté imprudemment au-delà du Danube, à Essling. Il fut sauvé par le maréchal Bellegarde. Il le fit prince, mais en même temps il prétendit l'humilier en lui donnant le nom d'une bataille perdue, en le nommant prince d'Essling. On voit déjà la petitesse d'une cour. Que voulez-vous que les peuples comprennent à un tel honneur[c]?

L'Autriche eut une lueur de bonne politique. Elle eut recours à l'opinion et protégea la révolte du Tyrol. Le général Chasteller se distingua assez pour que le despote l'honorât de son impuissante colère. Le *Moniteur* le nomme l'infâme Chasteller; ce général préluda en 1809 dans les montagnes du Tyrol à ce que les sociétés de la vertu devaient faire, en 1813, aux champs de Leipzig.

De la bataille d'Essling à la victoire de Wagram, l'armée française fut concentrée dans Vienne[d]. La révolte du Tyrol lui ôtait les moyens de subsister. Elle avait soixante-dix mille malades ou blessés. Ce fut le chef-d'œuvre du comte Daru de la faire vivre dans cette position, mais l'on ne parla pas de ce tour de force, car il eût fallu avouer le danger. Pendant cet intervalle qui pouvait être si fatal, la Prusse n'osa pas remuer.

Un des faits qui justifient le plus ce qui se passe à Sainte-Hélène, si rien de

* On ne sait encore rien de positif sur les détails de l'entrevue d'Erfurt.

ce qui est injuste pouvait jamais être justifié, c'est la mort du libraire Palm. L'empereur le fit assassiner près d'Iéna par un conseil de guerre; mais le despotisme a beau faire, il ne peut détruire l'imprimerie. Si on lui en fournissait les moyens, le trône et l'autel pourraient espérer de nouveau les heureux jours du Moyen Âge.

Un étudiant d'Iéna, un volume de Schiller dans sa poche, vint à Schoenbrunn pour assassiner Napoléon. Il était en uniforme, le bras droit en écharpe; de ce bras il tenait un poignard. L'étudiant se glissa facilement parmi la foule d'officiers blessés qui venaient demander des récompenses; mais il mit une insistance trop sombre dans sa demande de parler à l'empereur et dans son refus de s'expliquer avec le prince de Neuchâtel qui l'interrogeait. Le prince le fit arrêter. Il avoua tout. Napoléon voulait le sauver et lui fit faire cette question : « Que ferez-vous si l'on vous rend à la liberté ? — Je chercherai à recommencer. »

La bataille de Wagram fut belle : quatre cent mille hommes se battirent toute la journée. Napoléon, frappé de la bravoure des Hongrois et se souvenant de leur esprit national, eut quelque velléité de faire de la Hongrie un royaume indépendant; mais il craignit de négliger l'Espagne, et, d'ailleurs, il ne vit jamais toute l'étendue de cette idée[e].

Ses flatteurs[f] lui représentaient depuis longtemps qu'il devait à sa dynastie de choisir, parmi les familles royales de l'Europe, une femme qui pût lui donner un fils. On eut à Schoenbrunn l'idée de lui faire épouser une archiduchesse. Il en fut extrêmement flatté. Le 2 avril 1810, il reçut la main de la fille des Césars. Ce jour, le plus beau de sa vie, il fut sombre comme Néron. Il était jugulé par les bons mots des Parisiens. (Jamais archiduchesse n'a fait de mariage civil [si vil]) et par la résistance des cardinaux. Le 20 mars 1811, il eut un fils : Napoléon-François-Charles-Joseph. Cet événement lui attacha à jamais la nation. L'enthousiasme fut à son comble à Paris au vingt et unième coup de canon. Ce peuple, si glacé par la crainte du ridicule, applaudissait tout haut dans les rues. Dans les campagnes, on parla plus que jamais de l'étoile de l'empereur. Il était revêtu de tous les prestiges de la fatalité.

Puisqu'il renonçait à être *le fils de la Révolution*, et qu'il ne voulait plus être qu'un souverain ordinaire, répudiant l'appui de la nation, il fit fort bien de s'assurer celui de la famille la plus illustre de l'Europe[g]. Quelle différence pour lui s'il se fût allié à la Russie !

CHAPITRE 38[1]

Arrêtons-nous un instant pour pénétrer dans l'intérieur de ce palais des Tuileries d'où partaient les destinées de l'Europe.

La guerre d'Espagne marque à la fois l'époque de la décadence de la puissance de Napoléon et l'époque de la décadence de son génie. La prospérité avait graduellement changé et vicié son caractère. Il avait le tort de trop s'étonner de ses succès, et de ne pas assez mépriser les rois, ses confrères[a]. Il buvait à longs traits le poison de la flatterie. Il[b] crut que rien ne lui était personnellement impossible; il ne put plus supporter la contradiction et bientôt la moindre observation lui parut une insolence et, de plus, une bêtise. Par suite de ses mauvais choix, il était accoutumé à ne voir réussir que les choses qu'il faisait lui-même. Bientôt ses ministres ne durent plus paraître faire autre chose que rédiger servilement ses idées. Les hommes d'un vrai talent s'éloignèrent ou feignirent de ne plus penser, et en secret, se moquaient de lui*. Il est impossible que, dans ce siècle, les vrais talents ne se trouvent pas réunis à des idées un peu libérales : Napoléon lui-même en est un exemple, et ce crime passe pour le plus grand de tous[c].

* Le comte Réal, par exemple.

CHAPITRE 39

L'administration[a]

L'empereur avait douze ministres* et plus de quarante conseillers d'État généraux qui lui faisaient des rapports sur des affaires qu'il leur renvoyait. Les ministres et directeurs d'administration donnaient des ordres aux cent vingt préfets. Chaque ministre lui présentait quatre ou cinq fois par semaine soixante ou quatre-vingts projets de décrets ; chaque projet était développé dans un rapport que le ministre lisait à l'empereur. Pour les affaires peu importantes, l'empereur donnait son approbation en marge du rapport.

Tous les décrets signés étaient laissés par les ministres au duc de Bassano qui gardait les originaux et envoyait aux ministres des copies conformes signées de lui.

Quand l'empereur était à l'armée ou en voyage, les ministres, qui ne le suivaient pas, envoyaient leurs portefeuilles au duc de Bassano qui présentait les décrets à Sa Majesté, et lui faisait lecture des rapports. On voit l'origine du crédit de ce duc, qui d'abord n'était que simple secrétaire, qui peu à peu se mit à la queue des ministres dans l'almanach impérial, et qui n'eut jamais de département.

Le crédit tout-puissant du duc de Bassano était sur les ministres et préfets auxquels il faisait peur. Personne n'avait de crédit sur Napoléon pour les affaires qu'il pouvait comprendre. Ainsi tous les décrets d'organisation, tout ce qui était du domaine de la raison pure, si je puis m'exprimer ainsi, annonçaient un génie supérieur. Quand il y avait des données nécessaires à savoir, si le ministre du département que cela regardait était d'accord avec le ministre secrétaire d'État, on le trompait dans le premier exposé de l'affaire, et par orgueil et par paresse, il ne revenait jamais[b].

* En 1810, MM. les ducs de Massa, de Cadore, de Feltre, de Gaète, d'Otrante, Montalivet, Mollien, Cessac, Decrès, Bigot-Préameneux et le duc de Bassano. Plus tard le ministre du Commerce, Sussy.

Quant aux décrets de personnel, Napoléon avait adopté des règles générales fondées sur un extrême mépris pour les hommes. Il semblait se dire : « Pour les gens que je ne connais pas moi-même, je serai moins trompé par leur uniforme qui, à mes yeux, les range dans une certaine classe, que par les ministres. » On lui voyait faire tous les jours les choix les plus ridicules. Voulant accoutumer au respect un peuple spirituel et moqueur, il avait supprimé la conversation. Il ne pouvait plus connaître les hommes qu'il employait que par des succès marquants, ou les rapports des ministres. En quittant la Hollande, lors du voyage qu'il y fit, il dit avec une naïveté bien plaisante : « Nous sommes bien mal en préfets dans ce pays-ci. »

CHAPITRE 39 bis[a]

Treize ans et demi de succès firent d'Alexandre le Grand une espèce de fou[b]. Un bonheur exactement de la même durée produisit la même folie chez Napoléon. La seule différence, c'est que le héros macédonien eut le bonheur de mourir. Quelle gloire n'eût pas laissée Napoléon comme conquérant, s'il eût rencontré un boulet, le soir de la bataille de la Moskowa !

L'Angleterre et ses écrits pouvaient empêcher la folie du héros moderne. Il eut le malheur d'être trop bien obéi dans sa fureur contre la presse anglaise. Aujourd'hui c'est cette ennemie si abhorrée qui fait sa seule consolation.

En 1808, par les changements qu'un orgueil non contrarié depuis huit ans et la *couronnomanie* avaient produits dans le génie de Napoléon, il arriva que, de ses douze ministres, huit au moins étaient des gens médiocres qui n'avaient d'autre mérite que de se tuer de travail.

Le duc de Bassano qui jouissait de la plus grande influence dans les affaires autres que militaires, homme aimable et doux dans un salon, était, dans le cabinet, de la plus incurable médiocrité. Non seulement il n'avait pas de grandes visées, mais il ne les comprenait pas. Tout se rapetissait en passant par cette tête. Il avait tout juste les talents d'un journaliste, métier par lequel il avait débuté à Paris. Il est vrai que sa place l'obligeait à être nuit et jour avec le maître. Un homme à caractère eût été offensé des accès d'humeur et des impatiences de l'empereur et, quelque courtisan qu'il eût été, sa physionomie eût gêné le monarque.

Le duc de Bassano choisit tous les préfets de France et ne leur demanda d'autre talent que de plumer la poule sans la faire crier. Les malheureux, pleins de vanité, se tuant de travail, et mangeant tous leurs appointements dans une représentation folle, tremblaient chaque matin, en ouvrant le *Moniteur*, d'y trouver leur destitution[c]. Un de leurs principaux moyens de plaire, était d'anéantir jusqu'à la dernière étincelle d'esprit public qui s'appelait alors comme aujourd'hui, du jacobinisme.

CHAPITRE 40

Suite de l'administration

Une petite commune de campagne[a] voulut, en 1811, employer pour 60 francs de mauvais pavés rejetés par l'ingénieur chargé de la grande route. Il fallut quatorze décisions du préfet, du sous-préfet, de l'ingénieur et du ministre. Après des peines incroyables et une extrême activité, l'autorisation nécessaire arriva enfin, onze mois après la demande, et les mauvais pavés se trouvèrent avoir été employés par les ouvriers pour remplir quelque trou de la route. Un commis, nécessairement ignorant, entretenu à grands frais dans un coin d'un ministère, décidait, à Paris et à deux cents lieues de la commune, une affaire que trois délégués du village auraient arrangée au mieux et en deux heures[b]. On ne pouvait ignorer un fait si palpable et qui se produisait cinq cents fois par jour[c].

Mais la première affaire était d'abaisser le citoyen, et surtout de l'empêcher de délibérer, habitude abominable que les Français avaient contractée dans les temps du jacobinisme[d]. Sans ces précautions jalouses, aurait pu reparaître cet autre monstre abhorré par tous les gouvernements successifs qui ont exploité la France, et dont j'ai déjà parlé, je veux dire *l'esprit public.*

On voit d'où venait l'énorme travail qui tuait les ministres de l'empereur. Paris voulait se charger de *digérer* pour la France. Il fallait faire faire toutes les affaires de France par des gens qui, eussent-ils été des aigles, les ignoraient nécessairement[e].

Or l'existence du commis tend nécessairement à l'hébéter[f]. Sa première affaire lorsqu'il débute dans un bureau est d'avoir une belle main et de savoir employer la sandaraque. Tout le reste de sa carrière tend à lui faire employer continuellement la forme pour le fond. S'il réussit à accrocher un certain air important, rien ne lui manque. Tous ses intérêts le portent à favoriser l'homme qui parle sans avoir vu. Témoin et victime des plus misérables intrigues, le commis réunit les vices des cours à toutes les mauvaises habitudes de la misère dans laquelle il végète les deux tiers de sa vie. Voilà les gens à qui

l'empereur jeta la France; mais il pouvait les mépriser. L'empereur voulait faire administrer la France par des commis à 1 200 francs d'appointements. Le commis faisait le projet, et l'orgueil du ministre le faisait passer.

Une chose qui peint l'époque, ce sont les comptes du marchand de papier de chaque ministère; cela va à l'incroyable. Ce qui l'est autant pour le moins, c'est la quantité de travail inutile et nécessairement mauvais, que faisaient ces malheureux ministres et ces pauvres préfets. Par exemple, une des grandes affaires de ceux-ci était d'écrire, de leur propre main, tous les rapports, même les différentes copies du même rapport, pour les divers ministères[g]; et, plus ils travaillaient ainsi, plus le département dépérissait. Le département qui allait le mieux en France, était celui de Mayence qui avait pour préfet Jean Debry, qui se moquait ouvertement de la bureaucratie ministérielle[h].

CHAPITRE 40 bis

Quel était donc le mérite de cette administration impériale si regrettée en France, et par la Belgique, le Piémont, les États de Rome et de Florence[a] ?

C'étaient des règles générales et des décrets organiques dictés par la plus saine raison. C'était l'entière extirpation de tous les abus accumulés dans l'administration de chaque pays par deux ou trois siècles d'aristocratie et de pouvoir astucieux. Les règles générales de l'administration française ne protégeaient que deux choses : le travail et la propriété. Cela a suffi pour faire adorer ce régime. D'ailleurs, la décision ministérielle qui arrivait de Paris après six mois, si elle était souvent ridicule par l'ignorance des données, était toujours impartiale. Et il y a tel pays que je ne nommerai pas, où le moindre juge de paix ne peut pas envoyer une citation sans commettre une criante injustice au profit du riche contre le pauvre*. Ce régime n'a été interrompu que pendant l'apparition du gouvernement français. Tout homme qui voulait travailler était sûr de faire fortune. Il se présentait en foule des acheteurs pour tous les objets. La justice et le travail, mis en honneur, faisaient pardonner la conscription et les droits réunis.

Le Conseil d'État de l'empereur sentait bien que le seul système raisonnable était que chaque département payât son préfet, son clergé, ses juges, ses routes départementales et communales et qu'on n'envoyât à Paris que ce qu'il fallait pour le souverain, les armées, les ministres, et enfin les dépenses générales[b].

Ce système si simple était la bête noire des ministres. L'empereur n'aurait plus pu voler les communes et c'est là, en France, le grand plaisir des souve-

* Consultations de M. Dalpozzo, Italie, 1817.

rains*. Lorsque la nation ne sera plus dupe des phrases**, on y viendra, et même le roi ne choisira les préfets et les maires des grandes villes que parmi un certain nombre de candidats nommés par ces grandes villes***, et les petites nommeront directement leurs maires et pour un an. Jusque-là, point de véritable liberté, et point de véritable école pour les membres du Parlement. Tout ce qu'il y a eu de bon dans nos assemblées législatives avait été administrateur de département nommé par le peuple. Au lieu de faire digérer les affaires par des commis, on les fera digérer par de riches citoyens, payés en vanité, comme les administrateurs des hôpitaux. Mais tout cela contrarie l'administration phrasière et les fortunes de bureau, en un mot : la fatale influence de l'égoïste Paris****.

* On s'étonnait de voir le duc de Choiseul tenir aussi longtemps contre Mme Dubarry. Au moment où il paraissait le plus chanceler, il se procurait un travail avec Louis XV, et il lui demandait ses ordres relativement à cinq ou six millions d'économie qu'il avait faits dans le département de la guerre, observant qu'il n'était pas convenable de les envoyer dans le trésor royal. Le roi entendait ce que cela voulait dire et lui répondait : « Parlez à Bertin, donnez-lui trois millions en tels effets, je vous fais présent du reste. » Le roi n'était pas sûr que le successeur lui offrît les mêmes facilités.

** C'est-à-dire lorsqu'elle aura la liberté de la presse.

*** Par les gens payant cent francs d'impôt.

**** Tous les petits gens de lettres qui avilissent la littérature et servent au parti vainqueur à injurier le parti vaincu et à exalter sa propre insolence, vivent par un bureau. Voir les biographies Michaud (Villemain, Auger, Roger).

CHAPITRE 41

Des Ministres[a]

Le grand malheur de Napoléon est d'avoir eu sur le trône trois des faiblesses de Louis XIV.

Il aima jusqu'à l'enfantillage la pompe de la cour ; il prit des sots pour ministres et, s'il ne croyait pas les former, comme Louis XIV disait de Chamillard, il crut du moins que quelle que fût l'ineptie des rapports qu'ils lui faisaient, il saurait démêler le vrai jour de l'affaire[b]. Enfin Louis XIV craignit les talents ; Napoléon ne les aimait pas. Il partait de ce principe qu'il n'y aurait jamais en France de faction forte que les Jacobins.

On le voit renvoyer Lucien et Carnot, hommes supérieurs qui avaient précisément les parties qui lui manquaient. On le voit aimer ou souffrir Duroc, le prince de Neuchâtel, le duc de Massa, le duc de Feltre, le duc de Bassano, le duc d'Abrantès. Marmont, le comte de Montesquiou, le comte de Cessac, etc., etc., tous gens parfaitement honnêtes et fort estimables sur tous les vivants, mais qu'un public malin s'est toujours obstiné à trouver un peu ineptes.

Quand l'air empesté de la cour eut tout à fait corrompu Napoléon et exalté son amour-propre jusqu'à un état maladif, il renvoya Talleyrand et Fouché et les remplaça par les plus bornés de ses flatteurs (Savary et Bassano).

L'empereur en arriva au point de pouvoir démêler l'affaire la plus compliquée en vingt minutes. On le voyait faire des efforts d'attention incroyables, et impossibles à tout autre homme, pour tâcher de comprendre un rapport prolixe et sans ordre, en un mot fait par un sot qui lui-même ne savait pas l'affaire.

Il disait du comte de Cessac, l'un de ses ministres : « C'est une vieille femme », et il le gardait. « Je ne suis pas un Louis XV, moi, disait-il à ses ministres assemblés en conseil au retour d'un de ses voyages, je ne change pas de ministres tous les six mois ». Il partit de là pour leur dire à tous les défauts que le public leur reprochait. Il croyait tout savoir sur tout et n'avoir plus

besoin que de secrétaires rédacteurs de ses pensées. Cela peut être juste dans le chef d'une République, où la chose publique profite de l'intelligence du moindre citoyen, mais dans le chef d'un despotisme qui ne souffre l'existence d'aucun corps, d'aucune règle !

Les plus grands succès du duc de Bassano lui arrivaient pour avoir deviné sur une affaire la pensée de l'empereur que celui-ci ne lui avait pas encore communiquée. Tel n'était pas le rôle de Sully auprès de Henri IV, tel ne serait pas le rôle d'un simple honnête homme auprès d'un souverain et surtout d'un souverain dont l'effrayante activité voulait décider par décret même d'une dépense de cinquante francs.

CHAPITRE 42

Suite des ministres

Depuis deux siècles, un ministre, en France, est un homme qui signe quatre cents dépêches par jour, et qui donne à dîner ; c'est une existence absurde.

Sous Napoléon, ces pauvres gens se tuaient de travail, mais d'un travail *sans pensée*, mais d'un travail nécessairement absurde. Pour être bien reçu de l'empereur, il fallait toujours répondre au problème qui l'agitait au moment où l'on entrait. Par exemple, à combien monte le mobilier de tous mes hôpitaux militaires ? Le ministre qui ne répondait pas franchement et en homme qui ne se serait occupé que de cette idée toute la journée, était vilipendé, eût-il eu d'ailleurs les lumières du duc d'Otrante[a].

Quand Napoléon apprit que Crétet, le meilleur ministre de l'Intérieur qu'il ait eu, allait succomber à une maladie mortelle, il dit : « Rien de plus juste ; un homme que je fais ministre ne doit plus pouvoir pisser au bout de quatre ans. C'est un honneur et une fortune éternelle pour sa famille. »

Ces pauvres ministres étaient réellement hébétés par ce régime. L'estimable comte Dejean fut obligé de lui demander grâce un jour. Il calculait les dépenses de la guerre sous la dictée de l'empereur et était tellement *ivre* de chiffres et de calculs qu'il fut obligé de s'interrompre et de lui dire qu'il ne comprenait plus.

Un autre ministre tomba de sommeil appuyé sur son papier pendant que l'empereur lui parlait, et ne se réveilla qu'au bout d'un quart d'heure toujours parlant à Sa Majesté et lui répondant ; et c'était une des meilleures têtes[b].

La faveur des ministres avait des phases d'un mois ou six semaines. Quand un de ces pauvres gens voyait qu'il ne plaisait plus au maître, il redoublait de travail, devenait jaune et redoublait de complaisance envers le duc de Bassano. Tout à coup et à l'improviste, leur faveur revenait ; leurs femmes étaient invitées au cercle et ils étaient ivres de joie. Cette vie tuait, mais n'admettait pas l'ennui. Les mois passaient comme des journées.

Quand l'empereur était content d'eux, il leur envoyait une dotation de dix mille livres de rente. Un jour, s'étant aperçu de quelque lourde sottise que lui avait fait faire le duc de Massa, il le renversa avec sa robe rouge sur un canapé et lui donna quelques coups de poing; honteux de cette vivacité, il lui envoya soixante mille francs le lendemain. J'ai vu un de ses généraux les plus braves (le comte Curial), soutenir qu'un soufflet de l'empereur ne déshonorait pas, que ce n'était qu'une simple marque de mécontentement du chef de la France. Cela est vrai, mais il faut être bien libre de préjugés. Une autre fois, l'empereur donna des coups de pincettes au prince de Neuchâtel.

Le duc d'Otrante, le seul homme d'un esprit vraiment supérieur qui fût parmi les ministres, s'était exempté de l'énorme travail de plume par lequel les autres ministres cherchaient la faveur du maître. Bénévent n'a été que *primus inter pares*, et ses *pares*, les ministres des autres cours, n'étaient que des imbéciles. Il n'a eu à agir sur rien de difficile. Le duc d'Otrante a su sauver un gouvernement environné d'ennemis, et, en exerçant la tyrannie la plus soupçonneuse, laissa beaucoup des apparences de la liberté et n'a pas gêné du tout l'immense majorité des Français. Les ducs de Massa et de Feltre étaient incapables même de ce travail mécanique. L'empereur, ennuyé des inepties du duc de Feltre, faisait examiner son travail par le comte de Lobau. Les ministres de la Marine et de l'Intérieur, comte Decrès et Montalivet, étaient des gens d'esprit qui ne faisaient que des sottises : n'avoir pas lancé deux cents frégates, armées en corsaires, sur le commerce anglais, n'avoir pas formé assez vite des matelots sur le Zuidersee et mille autres inepties. Pour le second, les gardes d'honneur qui ne devaient enlever que cinq ou six cents bavards qui parlaient mal du gouvernement dans les cafés et qui désolèrent, de la manière la plus injuste et la plus odieuse, des milliers de familles. Mais le comte de Montalivet voulait être duc. Et cependant c'était un homme supérieur!

En 1810, la voix publique désignait à l'empereur MM. Talleyrand, Fouché, Merlin pour la Justice, Soult pour major-général, Carnot ou le maréchal Davoust pour la Guerre, Daru pour les dépenses et marchés de la guerre, Chaptal pour l'Intérieur, Mollien et Gaudin pour les Finances, Réal pour la secrétairerie de l'État, Bérenger, Français, Montalivet, Thibaudeau pour les directions; Le Voyer d'Argenson, Lezay Marnezia, le comte de Lobau, MM. Lafayette, Say, Merlin de Thionville pour le Conseil d'État. On voit qu'il a suivi cette indication en partie. Cependant il y avait dans son ministère quatre ou cinq hommes d'une telle infériorité, que les souffrir là marque bien sa haine pour les talents. C'eût été bien pis dans quelques années. Les gens qui avaient acquis dans la Révolution la véritable expérience des affaires allaient se dégoûter ou s'éteindre, et les jeunes gens qui les auraient remplacés, ne cherchaient qu'à faire assaut de servilité. Être bien reçu de M. le duc de Bassano

était le suprême bonheur. Voulait-on se perdre à jamais dans la cour de ce duc, il fallait montrer de la pensée. Ses favoris étaient des gens accusés de ne pas savoir lire.

Comment donc la France marchait-elle avec des ministres qui suivaient une route[c] si absurde? La France marchait par l'extrême émulation que Napoléon avait inspirée à tous les rangs de la société. La gloire était la vraie législation des Français. Partout où il se montrait, et il parcourait sans cesse son vaste empire, si le vrai mérite pouvait percer le rempart de ses ministres et de ses chambellans, il était sûr d'une immense récompense. Le moindre garçon pharmacien travaillant dans l'arrière-boutique de son maître était agité de l'idée que, s'il faisait une grande découverte, il aurait la croix et serait fait comte.

Les règlements de la Légion d'honneur étaient la seule religion des Français; ils étaient respectés également par le souverain comme par les sujets. Jamais, depuis les couronnes de chêne des anciens Romains, une récompense publique n'avait été distribuée avec autant de sagacité et n'avait compté parmi ses membres une aussi grande proportion de gens de mérite[d]. Tous les hommes qui s'étaient rendus utiles à la patrie avaient la croix. Dans les commencements, elle avait été un peu prodiguée, mais, par la suite, à peine cet ordre comptait-il parmi ses membres un dixième de gens sans mérite⋆.

⋆ C'est le contraire aujourd'hui. Si l'on veut avoir la liste de ce qu'il y a de plus innocent, de plus sot et de plus plat en France, il faut prendre celle des gens qui ont eu la Légion d'honneur depuis trois ans.

CHAPITRE 43[a]

Du Conseil d'État[b]

La plupart des décrets organiques autres que de personnel étaient renvoyés au Conseil d'État. Aucun souverain ne pourra de longtemps en avoir de pareil. Napoléon avait hérité de tous les gens à talent formés par la Révolution. Il n'y avait d'exception que pour un très petit nombre qui avait trop marqué dans une partie. Par mépris pour les hommes, indifférence pour les choix et laisser-aller aux circonstances, il avait enterré dans le Sénat plusieurs hommes dont la probité ou les talents eussent été plus utiles au Conseil d'État. Tels étaient le général, Canclaux, MM. Boissy d'Anglas, le comte deLapparent, Roederer, Garnier, Chaptal, François de Neuchâteau, Sémonville. Le comte Sieyès, Volney, Lanjuinais avaient trop marqué par des opinions libérales et dangereuses. Volney, le jour du Concordat, lui avait prédit tous les chagrins que lui donnerait le pape.

A ces hommes près, le Conseil d'État était ce qu'il y avait de mieux dans les circonstances.

Il était divisé en cinq sections :

les sections de Législation,
de l'Intérieur,
des Finances,
de la Guerre,
de la Marine.

Le ministre de la Guerre présentait-il un décret, l'organisation des Invalides par exemple, l'empereur le renvoyait à la section de la guerre qui ne demandait pas mieux que de trouver des torts au ministre.

Les décrets renvoyés étaient discutés dans la section qu'ils concernaient par six conseillers d'État et quatre maîtres des requêtes. Il y avait sept à huit auditeurs. La section faisait un projet qu'on imprimait à mi-marge avec celui du ministre ; on distribuait la feuille imprimée aux quatre conseillers d'État, et les deux projets étaient discutés à une séance présidée par l'empereur ou par

l'archi-chancelier Cambacérès. Très souvent on renvoyait de nouveau le décret à la section et il y avait quatre ou cinq rédactions différentes imprimées et distribuées avant que l'empereur ne se déterminât à signer.

Voilà une invention excellente que l'empereur a portée dans le despotisme. Voilà un digne pouvoir qu'un ministre qui sait son affaire ne manque pas d'acquérir par un souverain faible ou, du moins, qui ne sait l'affaire qu'à demi.

Les séances du Conseil d'État étaient brillantes pour l'empereur. Il est impossible d'avoir plus d'esprit. Dans les affaires les plus étrangères à son métier de général, dans les discussions sur le Code civil par exemple, il étonnait toujours. C'était une sagacité merveilleuse, infinie, étincelant d'esprit, saisissant, créant dans toutes questions des rapports inaperçus ou nouveaux; abondant en images vives, pittoresques, en expressions animées, et pour ainsi dire, *dardées*, plus pénétrantes par l'incorrection même de son langage, toujours un peu imprégné d'étrangeté, car il ne parlait correctement ni le français, ni l'italien[c].

Ce qu'il y avait de charmant, c'était sa franchise, sa bonhomie. Il disait un jour qu'on discutait une affaire qu'il avait avec le pape : « Cela vous est bien aisé à dire à vous; mais si le pape me disait : "Cette nuit l'ange Gabriel m'est apparu et m'a dit telle chose", je suis obligé de la croire. »

Il y avait au Conseil d'État des têtes du Midi qui s'animaient, allaient fort loin, et souvent ne se payaient pas de mauvaises raisons : le comte de Bérenger par exemple. L'empereur n'en gardait aucune rancune; au contraire souvent il les animait à parler : « Eh bien! baron Louis, qu'avez-vous à dire là-dessus? » Son bon sens corrigeait à tous moments les vieilles absurdités admises par prescription dans les peines. Il était excellent, critiquant la jurisprudence contre le vieux comte Treillard. Plusieurs des plus sages dispositions du Code civil viennent de Napoléon, particulièrement dans le titre du mariage★. Les séances du Conseil étaient une partie de plaisir.

Cambacérès le présidait sous lui et en son absence. Il y montrait un talent supérieur, une raison profonde. Il résumait fort bien. Il calmait les amours-propres et rappelant chaque tort, opinant à la sagesse, savait tirer de lui des lumières qu'il pourrait donner à la question. [C'est au Conseil d'État] qu'on doit l'admirable administration de la France, cette administration que malgré les habitudes rompues la Belgique, l'Italie et les provinces du Rhin regrettent encore.

L'empereur ne voulait ni encourager parmi les citoyens la dangereuse vertu des républiques, ni faire de grandes écoles, comme l'école Polytechnique,

★ Voir les discussions par Locré quoique Locré soit bien plat[1].

pour les juges et les talents de l'administration. Voyez s'il était loin de là ; il n'alla jamais voir l'école Polytechnique, grand établissement militaire et dont le succès, passant les espérances des philosophes qui la fondèrent, avait déjà rempli l'armée d'excellents chefs de bataillon et capitaines.

Avec ces deux conditions altérantes, l'administration française fut ce qu'on pourra jamais faire de mieux. Tout y fut ferme, raisonnable, exempt de niaiserie. Il y avait, dit-on, trop d'écritures et de bureaucratie. Les gens qui font cette objection oublient que l'empereur ne voulait pas, absolument pas, de l'incommode reste des républiques. Le despote disait aux sujets : « Croisez-vous les bras ; mes préfets se chargent de tout faire pour vous. Pour prix d'aussi doux repos, je ne vous demande que des enfants et de l'argent. » La plupart des généraux s'étant enrichis en volant, il fallait à force d'inspections et de contre-inspections, rendre les friponneries impossibles. Jamais despote n'aura d'administrateurs comme le comte Français de Nantes pour les Droits Réunis, rapportant 180 millions, et comme le comte Montalivet pour les Ponts-et-Chaussées qui en coûtaient 30 ou 40. Le comte Duchâtel, l'impitoyable directeur de l'administration des Domaines, quoique devant sa place à sa femme, était excellent. Le comte Lavalette, directeur des Postes, pouvait compromettre la moitié de la France, ainsi que le duc d'Otrante ; dans ce genre, il n'a fait que l'indispensable. C'est une grande louange ; cela tient à l'honnêteté du caractère. Le comte Daru, le plus probe des hommes, avait un talent supérieur pour faire vivre une armée. Le comte de Sussy était un bon directeur des Douanes. L'empereur était ennemi mortel du commerce qui faisait des gens indépendants, et le comte Sussy était mille fois trop courtisan pour défendre le commerce contre la haine du maître. Merlin, à la cour de Cassation, Pelet de la Lozère, à la Police, étaient excellents. La presse était dans les mains de l'empereur un instrument pour avilir ou dégrader tout homme qui avait encouru son déplaisir. Mais, quoique violent et sans frein dans ses emportements, il n'était ni cruel ni vindicatif. Il offensait beaucoup plus qu'il ne punissait, a dit un des hommes qui ont le plus ressenti le poids de sa colère. Le comte Réal était un homme peut-être supérieur à tous les autres, un de ces hommes qui devraient faire la société du despote.

Tout ce qu'il y avait de bon au Conseil d'État était de vieux libéraux, nommés Jacobins, et qui avaient vendu leur conscience à l'empereur pour des titres et 25 000 francs par an. La plupart de ces gens à talent étaient à genoux devant un cordon*, et presque aussi bas que les comtes Laplace et Fontaine.

Le Conseil fut excellent jusqu'à ce que l'empereur se fût fait une cour, jusqu'en 1810.

* Le comte Français, par exemple.

Alors les ministres aspirèrent ouvertement à devenir ce qu'ils étaient sous Louis XIV. Il devint dupe et par conséquent ridicule de s'opposer franchement aux projets de décrets d'un ministre. Encore quelques années et il fût devenu choquant, dans un rapport de section, d'être d'un avis opposé à celui du ministre. Toute franchise dans le style fut bannie; l'empereur appela au Conseil d'État plusieurs hommes qui, bien loin d'être des enfants de la Révolution, n'avaient acquis dans les préfectures que l'habitude d'une servilité outrée et d'un respect aveugle pour les ministres*. Le suprême mérite d'un préfet était d'imiter un intendant militaire en pays conquis. Le comte Regnault-de-Saint-Jean-d'Angély, le plus corrompu des hommes, devint peu à peu le tyran du Conseil d'État. On sentit le manque d'honnêtes gens; non pas qu'on se laissât acheter (il n'y avait guère de probité douteuse que celle de Regnault), mais il manquait de ces honnêtes gens un peu bourrus que rien ne peut empêcher de dire une vérité qui déplaît aux ministres.

Les frères Caffarelli étaient de ce caractère mais tous les jours cette vertu devenait plus gothique et plus ridicule. Il n'y avait guère plus que les comtes Defermon et Andreossy qui, portés par leur caractère taquin, osassent ne pas être à genoux devant les projets des ministres. Ceux-ci mettant leur vanité à faire passer les projets de décrets de leurs bureaux, peu à peu les conseillers d'État étaient remplacés par les commis, et les projets de décrets n'étaient plus discutés que par l'empereur au moment de les signer.

Enfin, à la chute de l'Empire, ce Conseil d'État qui avait créé le Code civil et l'administration française était devenu presque insignifiant et ceux qui voyaient de loin dans les projets des ministres parlaient de le détruire.

Vers la fin de son règne, l'empereur tenait souvent conseil des ministres ou conseil de cabinet, auquel on appelait quelques sénateurs et quelques conseillers d'État. On agitait là les affaires que l'on ne peut pas confier à cinquante personnes. C'était le vrai Conseil d'État. Ces conseils seraient bons, si on pouvait y faire entrer l'indépendance, je ne dis pas à l'égard du maître, mais à l'égard des ministres influents. Qui aurait osé dire devant le comte Montalivet que l'administration intérieure déclinait tous les jours? que, chaque jour, l'on perdait quelqu'un des bienfaits de la Révolution?

De la suppression de la conversation[d], il résultait que l'empereur avait quelquefois besoin d'épanchement, surtout la nuit. Il allait à la chasse des idées. Il lui en venait alors, que la méditation ne lui eût pas données. En satisfaisant ce goût, il sondait la personne à qui il parlait; ou pour mieux dire, le lendemain, le politique se rappelait de ce que le philosophe avait entendu la veille. Ainsi, un jour, à deux heures du matin, il dit à un de ses officiers :

* Molé, Chauvelin, Fréville et Néville.

« Qu'arrivera-t-il après moi en France ? — Sire, votre successeur, qui aura peur avec raison d'être écrasé de votre gloire, cherchera à faire ressortir les défauts de votre administration. On déclarera un déficit pour les 15 ou 20 millions que vous ne voulez pas que votre ministre de l'administration de la guerre paye aux malheureux marchands de Lodève, etc., etc. » L'empereur discutait tout cela comme le philosophe le plus franc, le plus simple et l'on peut ajouter, le plus profond et le plus aimable. Deux mois après, on discutait dans un conseil de cabinet une réclamation de fournisseurs. L'officier, avec qui il avait discuté l'avenir un mois auparavant, parlait : « Oh ! pour vous, interrompit l'empereur, je sais que vous êtes l'ami des fournisseurs. » Il n'y avait rien de plus faux.

CHAPITRE 44[a]

De la cour

En 1785, il y avait *société*, c'est-à-dire que des êtres indifférents les uns aux autres, réunis dans un salon, parvenaient à se procurer si ce n'est des jouissances fort vives, au moins des plaisirs fort délicats et sans cesse renaissants. Le *plaisir de la société* devint même si nécessaire qu'il parvint à étouffer les grandes jouissances qui tiennent à la nature intime de l'homme et à l'existence des grandes passions et des hautes vertus. Tout ce qui est fort et sublime ne se trouva plus dans les cœurs français. L'amour seul fit quelques rares exceptions*; mais, comme on ne rencontre les grandes émotions qu'à des intervalles fort éloignés, et que les plaisirs de salon sont de tous les instants, la société française avait un attrait que lui ont procuré le despotisme de la langue et des manières.

Sans que l'on s'en doutât, cette extrême politesse avait entièrement détruit l'énergie dans les classes riches de la nation. Il restait ce courage personnel qui a sa source dans l'extrême vanité, que la politesse tend à irriter et à agrandir sans cesse dans les cœurs[b].

Voilà ce qu'était la France quand la belle Marie-Antoinette, voulant se donner les plaisirs d'une jolie femme, fit de la cour une société. L'on n'était plus bien reçu à Versailles parce qu'on était duc et pair, mais parce que Mme de Polignac daignait vous trouver agréable**. Il se trouva que le roi et la reine manquaient d'esprit. Le roi, de plus, n'avait pas de caractère; et ainsi, accessible à tous les donneurs d'avis***, il ne sut pas se jeter dans les bras d'un premier ministre ou se placer sur le char de l'opinion publique****. Depuis longtemps il n'était guère profitable d'aller à la cour, mais les premières

* Il n'est pas question des neuf dixièmes de la société qui ne sont ni polis, ni influents.
** *Mémoires* de Bezenval.
*** Même à un Pezay qui lui dit de sortir son mouchoir.
**** En soutenant le sage Turgot.

réformes de M. de Necker tombant sur les amis de la reine* rendirent cette vérité frappante pour tous les yeux. Dès lors il n'y eut plus de cour**.

La Révolution commença par l'enthousiasme des belles âmes de toutes les classes. Le côté droit de l'Assemblée Constituante présenta une résistance inopportune; il fallut de l'énergie pour la vaincre : c'était appeler sur le champ de bataille tous les jeunes gens de la classe moyenne qui n'avaient pas été étiolés par la politesse excessive***. Tous les rois de l'Europe se liguèrent contre le Jacobinisme. Alors nous eûmes l'élan sublime de 1792. Il fallut un surcroît d'énergie et des hommes d'une classe encore moins élevée où de très jeunes gens se trouvèrent à la tête de toutes les affaires****. Nos plus grands généraux sortirent du rang des soldats pour commander, comme en se jouant, des armées de cent mille hommes*****. A ce moment, le plus grand des annales de la France, la politesse fut proscrite par des lois. Tout ce qui avait de la politesse devint justement suspect à un peuple enveloppé de traîtres et de trahisons, et l'on voit qu'il n'avait pas tant de torts de penser à la contre-révolution******.

Mais ce n'est pas avec une loi, et par un mouvement d'enthousiasme, qu'un peuple ou un individu peut renoncer à une ancienne habitude. A la chute de la Terreur, on vit les Français revenir avec fureur aux plaisirs de société*******. Ce fut dans les salons de Barras que Bonaparte entrevit pour la première fois les plaisirs délicats et enchanteurs que peut donner une société perfectionnée. Mais, comme cet esclave qui se présentait au marché d'Athènes chargé de pièces d'or et sans monnaie de cuivre, son esprit était d'une nature trop élevée, son imagination trop enflammée et trop rapide pour qu'il pût jamais avoir des succès dans un salon. D'ailleurs il y arrivait à 26 ans, avec un caractère formé et inflexible.

A son retour d'Égypte dans les premiers moments, la cour des Tuileries fut une soirée de *bivouac*. Il y avait la franchise, le naturel, le manque d'esprit. Mme Bonaparte seule faisait paraître les grâces, comme à la dérobée. La société de sa fille Hortense et sa propre influence adoucirent peu à peu le caractère de fer du premier Consul. Il admira la politesse et les formes de M. de Talleyrand. Celui-ci dut à ses manières une liberté étonnante********.

* M. de Coigny.

** Tout ceci sera sans doute admirablement peint dans l'ouvrage posthume de Mme de Staël qui était appelée, par son talent, à faire l'*Esprit des Lois* de la société.

*** MM. Barnave, Mounier, Thibaudeau, Bérenger, Boissy d'Anglas, les Merlin, etc., etc.

**** Danton, Saint-Just, Collot d'Herbois, d'Eglantine, et toute la canaille si énergique de la Convention et des Jacobins.

***** Le général Hoche, fils d'une fruitière, Moreau, étudiant en droit.

****** Voir les indices des conspirations de cette époque dans la *Biographie des Vivants*, par Michaud.

******* Les bals des victimes, les salons de Tallien.

******** L'anecdote des cerises. « Votre Majesté a les plus belles cerises de son empire. »

Bonaparte vit deux choses : que s'il voulait être roi, il fallait une cour pour séduire ce faible peuple français sur lequel ce mot cour est tout-puissant. Il se vit dans la main des militaires. Une conspiration des gardes prétoriennes pouvait le jeter du trône à la mort*. Un entourage de préfets du palais, de chambellans, d'écuyers, de ministres, de dames du palais imposait aux généraux de la garde, qui, eux aussi, étaient français et avaient un respect inné pour le mot cour.

Mais le despote était soupçonneux; son ministre Fouché avait des espions jusque parmi les maréchales. L'empereur avait cinq polices différentes** qui se contrôlaient l'une l'autre. Un mot qui s'écartait de l'adoration, je ne dirai pas pour le despote, mais pour le despotisme, perdait à jamais.

Il avait excité au plus haut degré l'ambition de chacun. Pour un roi qui avait été lieutenant d'artillerie, et avec des maréchaux qui avaient commencé par être ménétriers de campagne ou maîtres d'armes***, il n'était pas d'auditeur qui ne voulût devenir ministre****, pas de sous-lieutenant qui n'aspirât à l'épée de connétable. Enfin l'empereur voulut marier sa cour en deux ans. Rien ne rend plus esclave*****; et, cela fait, il voulut des mœurs. La police intervint d'une façon grossière dans le malheur d'une pauvre dame de la cour******. Enfin cette cour se composait de généraux ou de jeunes gens qui n'avaient jamais vu la politesse, dont le règne tomba en 1789*******.

Il n'en fallait pas tant pour empêcher la renaissance de l'esprit de société. Il n'y eut plus de société. Chacun se renferma dans son ménage; ce fut une époque de vertu conjugale.

Un général de mes amis voulait donner un dîner de vingt couverts. Il va chez Véry du Palais Royal. Ses ordres écoutés, Véry lui dit : « Vous savez sans doute, mon général, que je suis obligé de donner avis de votre dîner à la police, pour qu'elle y ait quelqu'un. » Le général est fort étonné et encore plus fâché. Le soir, trouvant le duc d'Otrante à un conseil chez l'empereur, il lui dit : « Parbleu, il est bien fort que je ne puisse pas donner un dîner de vingt

* Se rappeler l'admirable conspiration du général Malet, octobre 1812.

** Celles du ministre, du premier inspecteur de la gendarmerie, du préfet de police, du directeur général des postes, enfin la police secrète aboutissant directement à l'empereur.

*** Victor, duc de Bellune, ménétrier à Valence. Augereau, maître d'armes à Naples, protégé par l'ambassadeur Talleyrand qui, au moment des troubles, lui donna vingt-cinq louis pour venir faire sa fortune en France.

**** A l'exemple de M. Molé.

***** De 1808 à 1810. Il faisait dire à un riche bijoutier de Paris qui avait trois filles : « le général N... épouse l'aînée de vos trois filles à laquelle vous donnez 50 000 écus. » Le père, éperdu, qui avait quelque accès aux Tuileries, vient lui demander grâce; il lui répète les mêmes paroles, ajoutant : « Le général N... ira faire sa cour demain, et épousera après-demain. » Ce ménage est fort heureux.

****** Mme Rapp.

******* Le ministre Roland allant chez le roi sans boucles à ses souliers.

personnes sans admettre un de vos gens ! » Le ministre s'excuse, mais ne se relâche point de la condition nécessaire ; le général s'indigne. Enfin Fouché lui dit, comme par inspiration : « Mais, voyons votre liste. » Le général la lui donne. A peine le ministre est-il au tiers des noms, qu'il se met à sourire, et lui rendant la liste : « Il n'est pas besoin que vous invitiez d'inconnus. » Et les vingt invités étaient tous de grands personnages !

Après l'esprit public, ce que le monarque abhorrait le plus, c'était l'esprit de société. Il proscrivit en furieux l'*Intrigante*, comédie d'un auteur vendu à l'autorité[c] : mais on osait plaisanter ses chambellans ; on s'y moquait des dames de la cour qui, sous Louis XV, faisaient des colonels. Ce trait, si éloigné de lui, le choqua profondément : on osait se moquer d'une cour.

Chez un peuple spirituel, où l'on sacrifie gaiement sa fortune au plaisir de dire un bon mot, chaque mois voyait éclore quelque trait malin : cela désolait. Quelquefois le courage allait jusqu'à la chanson ; alors il était sombre pour huit jours et maltraitait les chefs de ses polices*. Ce qui envenimait ce chagrin, c'est qu'il se trouvait fort sensible au plaisir d'avoir une cour.

Son second mariage découvrit une nouvelle faiblesse dans son caractère. Il était chatouillé de l'idée que, lui, lieutenant d'artillerie, était arrivé à épouser la petite-fille de Marie-Thérèse. La vaine pompe et le cérémonial d'une cour semblaient lui faire autant de plaisir que s'il fût né prince. Il en vint à ce point de folie d'oublier sa première qualité, celle de fils de la Révolution. Frédéric, roi de Wurtemberg et véritable roi, lui dit dans un de ces congrès que Napoléon tenait à Paris pour justifier aux yeux des Français le titre d'empereur : « Je ne vois pas à votre cour les noms historiques ; je ferais pendre tous ces gens-là ou je les mettrais dans mon antichambre. » C'est peut-être le seul conseil capital que Napoléon ait jamais suivi et il le suivit avec un respect bien ridicule en soi. Aussitôt les cent plus grandes familles de France allèrent prier M. de Talleyrand de les forcer à entrer à la cour. L'empereur étonné dit : « J'ai voulu avoir la jeune noblesse dans mes armées, je n'en ai pu trouver. »

Napoléon rappela aux grandes familles qu'elles étaient grandes sans lui ; elles l'avaient oublié. Mais il était obligé, comme il l'a avoué depuis, de céder à cette faiblesse avec la plus extrême prudence : « Car toutes les fois que je

* La chanson de Michaud :

Ce héros vaut son pesant d'or,
En France personne n'en doute,
Mais il vaudrait bien plus encor
S'il valait tout ce qu'il nous coûte *(bis)*

La chanson de ce plat Martainville qui lui fit recevoir des douches à Charenton par la protection spéciale du duc de Rovigo.

touchais cette corde, les esprits frémissaient comme un cheval à qui on serre trop la bride. » Il choquait la passion unique du peuple français : la vanité. Tant qu'il n'avait choqué que la liberté, tout le monde avait admiré.

Napoléon, pauvre et tout appliqué à des choses sérieuses dans sa jeunesse, était cependant bien loin d'être indifférent pour les femmes. Son extérieur extrêmement maigre, sa petite taille, sa pauvreté n'étaient pas faits pour lui procurer de la hardiesse et des succès. Il fallait là du courage en petits paquets. Je ne serais pas étonné de penser qu'il fût timide auprès des femmes. Il craignait leurs plaisanteries; et cette âme inaccessible à la crainte se vengea d'elles, au jour de sa puissance, en exprimant sans cesse et crûment un mépris dont il n'eût pas parlé, s'il eût été réel. Avant sa grandeur, il écrivait à son ami, l'ordonnateur Rey, à propos d'une passion qui captivait Lucien : « Les femmes sont des bâtons boueux; on ne peut les toucher sans se salir. » Il voulait indiquer, par cette image inélégante, les fautes de conduite où elles entraînent : c'était une prédiction. S'il haïssait les femmes, c'est qu'il craignait souverainement le ridicule qu'elles distribuent. Se trouvant à dîner avec Mme de Staël, qu'il lui eût été si facile de gagner, il s'écria grossièrement qu'il n'aimait que les femmes qui s'occupent de leurs enfants. Il voulut avoir et il eut, dit-on, par son valet de chambre Constant*, presque toutes les femmes de sa cour. Une d'elles, nouvellement mariée, le second jour qu'elle parut aux Tuileries, disait à ses voisines : « Mon Dieu, je ne sais pas ce que l'empereur me veut; j'ai reçu l'invitation de me trouver à huit heures dans les petits appartements. » Le lendemain, les dames lui demandant si elle avait vu l'empereur, elle rougit extrêmement.

L'empereur assis à une petite table, l'épée au côté, signait des décrets. La dame entrait; il la priait de se mettre au lit sans se déranger. Bientôt il la reconduisait lui-même avec un bougeoir et se remettait à lire ses décrets, à les corriger, à les signer. L'essentiel de l'entrevue ne durait pas trois minutes. Souvent son mameluck se trouvait derrière un paravent**. Il eut seize entrevues de ce genre avec Mlle George, et, à l'une d'elles, lui donna une poignée de billets de banque. Il s'en trouva quatre-vingt-seize. Cela fut arrangé par le valet de chambre Constant; quelquefois il priait la dame d'ôter sa chemise et, sans se déranger, la renvoyait.

Par cette conduite, l'empereur désespéra les femmes de Paris. Les renvoyer au bout de deux minutes pour signer ses décrets, souvent ne pas même quitter son épée, leur parut atroce. C'était leur faire mâcher le mépris. Il eût été plus

* Exactement traduit des ouvrages de Goldsmith.

** Ce mameluck et Constant ont eu vingt mille livres de rente de leur maître, ont été ingrats et ne l'ont pas même suivi à l'île d'Elbe. Ils jouissent de leur fortune à Paris.

aimable que Louis XIV, s'il eût voulu se donner la moindre apparence d'une maîtresse et lui jeter deux préfectures, vingt brevets de capitaines et dix places d'auditeurs à distribuer. Qu'est-ce que cela lui faisait ? Ne savait-il pas que, sur les présentations de ses ministres, il nommait quelquefois les protégés de leurs maîtresses ?

Il fut dupe de l'apparence de faiblesse. C'était comme celle pour la religion ; un politique devait-il nommer faiblesse ce qui lui eût donné toutes les femmes ? Il n'y eût pas eu tant de mouchoirs blancs à l'entrée des Bourbons.

Mais il haïssait, et la crainte ne raisonne pas. La femme d'un de ses ministres commet une faute unique : il a la barbarie de le lui dire. Ce pauvre homme, qui adorait sa femme, tombe évanoui. « Et vous, Maret, croyez-vous n'être pas c.. ? Votre femme a eu mercredi dernier le général Pir. »

Rien n'était plus insipide, et, l'on peut dire, plus bête, que ses questions aux femmes dans les bals que donnait la ville. Cet homme charmant avait alors le ton sombre et ennuyé. « Comment vous appelez-vous ? Que fait votre mari ? Combien avez-vous d'enfants ? » Quand il voulait combler la mesure de la distinction, il passait à la quatrième question : « Combien avez-vous de fils ? »

Pour les dames de la cour, le comble de la faveur était d'être invité au cercle de l'impératrice. Lors de l'incendie chez le prince Schwartzenberg, il voulut récompenser quelques dames qui avaient fait voir de la générosité dans ce grand danger qui se montrait tout-à-coup, au milieu des agréments d'un bal.

Le cercle commença à huit heures à Saint-Cloud et se trouva composé, outre l'empereur et l'impératrice[d], de sept dames et de MM. de Ségur, de Montesquiou et de Beauharnais. Les sept dames, dans une assez petite pièce et en très grand habit de cour, étaient rangées contre le mur, l'empereur auprès d'une petite table regardant des papiers. Au bout d'un quart d'heure de profond silence il se leva et dit : « Je suis las de travailler ; qu'on fasse entrer Costaz ; je verrai les plans des palais. »

Le baron Costaz, le plus boursouflé des hommes, entre avec des plans sous le bras. L'empereur se fait expliquer les dépenses à faire l'année suivante à Fontainebleau qu'il voulait achever en cinq ans. Il lit d'abord le projet, s'interrompant pour faire des observations à M. Costaz. Il ne trouve pas justes les calculs de remblais qu'a faits celui-ci pour un étang qu'on voulait combler. Le voilà qui se met à faire des calculs sur la marge du rapport ; il oublie de mettre du sable sur ses chiffres ; il les efface et se barbouille. Il se trompe ; M. Costaz lui rappelle les sommes de mémoire. Pendant ce temps, deux ou trois fois, il se tourne vers l'impératrice : « Hé bien, ces dames ne disent rien ! » Alors on chuchote deux ou trois mots à voix très basse sur les talents

universels de Sa Majesté, et le silence le plus profond recommence. Trois quarts d'heure se passent, l'empereur se retourne encore : « Mais ces dames ne disent rien; ma chère amie, demande un loto. » L'on sonne; le loto arrive; l'empereur continue à calculer. Il s'est fait donner une feuille de papier blanc et a recommencé tous les calculs. De temps en temps, sa vivacité l'emporte : il se trompe et se fâche. Dans ces moments difficiles, un des hommes qui tirent les numéros du sac, baisse encore plus la voix. Sa voix n'est plus qu'un remuement de lèvres. A peine les dames qui l'entourent peuvent deviner les numéros qu'il appelle. Enfin dix heures sonnent; le triste loto est interrompu et la soirée finit. Autrefois l'on serait venu à Paris dire qu'on revenait de Saint-Cloud. Cela ne suffit plus aujourd'hui; une cour est une chose bien difficile à créer.

L'empereur eut un bonheur singulier : sa bonne étoile lui fit rencontrer un personnage unique pour être à la tête d'une cour. C'était le comte de Narbonne, doublement fils de Louis XV*. Il voulut le faire chevalier d'honneur de l'impératrice Marie-Louise. Cette princesse eut le courage bien étonnant de lui résister : « Je n'ai pas à me plaindre du chevalier d'honneur actuel, comte de Beauharnais. — Mais il est si bête! — C'est une réflexion que Votre Majesté pouvait faire en le nommant. Mais une fois qu'il a été admis à mon service, il n'est pas convenable qu'il en sorte sans motif et surtout qu'il en sorte sans moi. »

L'empereur n'eut pas l'esprit de dire au comte de Narbonne : « Voilà cinq millions pour un an, et un pouvoir absolu dans le département des niaiseries; faites-moi une cour aimable. La seule présence de cet homme charmant eût suffi. L'empereur aurait dû au moins se faire composer par lui des réparties aimables. Le ministre de la police ne demandait qu'un mot à pouvoir porter aux nues. Bien loin de là, l'empereur semblait prendre à tâche de former sa cour des plus ennuyeuses figures du monde. Le prince de Neuchâtel, grand écuyer, était nul pour la société, où il portait presque toujours une humeur bourrue. M. de Ségur avait été aimable**; on ne pouvait pas certes en dire autant de MM. de Montesquiou, de Beauharnais, de Turenne, ni même de ce pauvre Duroc qui, à ce qu'on croit, tutoyait l'empereur dans le particulier. Rien de plus insipide que la tourbe des écuyers et des chambellans. De ceux-ci on n'en voyait guère qu'une douzaine dans l'antichambre des palais et

* Celui qui, comme ministre de la Guerre, déclara la guerre à tout le monde au commencement de la Révolution et faisait ses tournées militaires suivi de M[me] de Staël[e].

** Il fut chargé par le maître de composer l'étiquette du palais impérial, volume de 306 pages, chez Galand, 1808, et d'injurier la philosophie à l'Institut le jour de la réception du comte de Tracy[1]. Il était plaisant de voir avec quelle hauteur de phrases le grand chambellan gourmandait cette pauvre philosophie. En 1817, n'ayant pas de place, le grand chambellan s'est fait libéral[f].

toujours les mêmes figures, et il n'y avait rien là qui pût rompre l'ennui de la cour. Je ne serais pas étonné que l'empereur, totalement étranger à l'esprit amusant, n'eût [eu] de l'éloignement pour les gens de ce caractère, si indispensables dans une cour, si l'on veut que la cour rivalise avec la ville. Tous les hommes de la cour de Saint-Cloud étaient les plus honnêtes gens du monde. Il n'y avait nulle noirceur dans cette cour dévorée d'ambition ; il n'y avait que de l'ennui, mais il était assommant. L'empereur n'était jamais qu'un homme de génie. Il n'était pas dans sa nature de pouvoir s'amuser. Un spectacle l'ennuyait, ou il le goûtait avec une telle passion, que l'écouter et en jouir devenait pour lui le plus occupant des travaux. Ainsi, fou de plaisir après avoir entendu Crescentini chanter *Roméo et Juliette* et l'air *Ombra adorata, aspetta*, il ne sortit de son transport que pour lui envoyer la couronne de fer. De même quelquefois, quand Talma jouait Corneille, de même quand Napoléon lisait Ossian, de même quand il faisait jouer quelques vieilles contre-danses aux soirées de la princesse Pauline ou de la reine Hortense et qu'il se mettait à danser de tout son cœur. Jamais le sang-froid nécessaire pour être aimable ; en un mot, Napoléon ne pouvait pas être Louis XV.

Comme les arts ont fait d'immenses progrès pendant la Révolution et depuis la chute de la fausse politesse, et que l'empereur avait fort bon goût et voulait qu'on mangeât tout l'argent qu'il distribuait en appointements ou gratifications, les fêtes qu'on donnait aux Tuileries ou à Saint-Cloud étaient charmantes. Il n'y manquait que des gens amusables. Il n'y avait pas moyen d'avoir de l'aisance et de l'abandon ; on était trop dévoré par l'ambition, par la crainte ou l'espérance d'un succès. Sous Louis XV, la carrière d'un homme était faite d'avance ; il fallait de l'extraordinaire pour y déranger quelque chose. La jolie duchesse de Bassano donne des bals qui prennent fort bien. Les deux premiers sont jolis ; le troisième est divin. L'empereur la trouve à Saint-Cloud, lui dit qu'il ne convient pas qu'un ministre donne des bals en frac, et, enfin, la fait pleurer[g].

On voit que chez les grands de la cour, la société ne pouvait durer qu'autant qu'elle se constituait en un état perpétuel de contrainte, d'insipidité et de réserve. Les plus grands ennemis étaient mis en présence. Il n'y avait point de société particulière[h].

La bassesse des courtisans ne se trahissait pas par des mots aimables comme sous Louis XV.

Le comte Laplace[i], chancelier du Sénat, fait une scène à sa femme parce qu'elle ne se pare pas assez pour aller chez l'impératrice. Cette pauvre femme, très coquette, achète une robe charmante, et si charmante, que, malheureusement, elle frappe la vue de l'empereur, qui vient à elle tout droit en entrant et, devant deux cents personnes, lui dit : « Comme vous voilà mise, Madame

Laplace ! mais vous êtes vieille ! il faut laisser ces robes-là aux jeunes femmes ; cela ne convient plus à celles de votre âge. »

Malheureusement, Mme Laplace, connue par ses prétentions, se trouvait dans ce moment difficile où il ne tiendrait qu'à une jolie femme de n'être plus jeune. Cette pauvre femme rentre chez elle désespérée. Les sénateurs ses amis, sans lui rappeler le mot cruel, sont prêts, tant la chose était choquante, à trouver tort au maître, quand elle en parlera. Arrive M. de Laplace qui lui dit : « Mais, Madame, quelle idée d'aller prendre une robe de jeune fille ! Vous ne voulez pas absolument vieillir... mais vous n'êtes plus jeune... l'empereur a raison. » Pendant huit jours on ne parla que de ce trait de courtisan, et il faut convenir qu'il n'est pas gracieux et qu'il ne fit honneur ni au maître, ni au valet[j].

CHAPITRE 46[a 1]

De l'armée

Les choix que Napoléon faisait dans ses revues continuelles et en consultant les soldats et l'opinion publique dans le régiment, étaient excellents ; ceux du prince de Neuchâtel, fort mauvais. L'esprit était un titre d'exclusion ; encore plus, le moindre sentiment généreux d'enthousiasme pour la patrie*.

Cependant il est évident que la bêtise n'était nécessaire que dans les officiers de la garde qui devaient surtout n'être pas gens à se laisser émouvoir par une proclamation. Il ne fallait là que des instruments aveugles de la volonté de Mahomet.

La voix publique appelait à la place de major général le duc de Dalmatie ou le comte de Lobau. Le prince de Neuchâtel en eût été plus content qu'eux. Il était excédé des fatigues de sa place, et, pendant des journées entières, mettait les pieds sur son bureau et, se renversant dans son fauteuil, ne répondait qu'en sifflant à tous les ordres qu'on pouvait lui demander[b].

Ce qu'il y avait de divin dans l'armée française, c'étaient les sous-officiers et les soldats. Comme il en coûtait fort cher pour se faire remplacer à la conscription, on avait tous les enfants de la petite bourgeoisie ; et, grâce aux écoles centrales, ils avaient lu l'*Émile* et les *Commentaires* de César. Il n'y avait pas de sous-lieutenant qui ne crût fermement qu'en se battant bien et ne rencontrant pas de boulet, il ne devînt un jour maréchal d'Empire. Cette heureuse illusion durait jusqu'au grade de général de brigade. On s'apercevait alors, dans l'antichambre du prince vice-connétable, qu'à moins de faire une belle action immédiatement sous les yeux du grand homme, il n'y avait d'espoir que dans l'intrigue[c]. Le major général s'environnait d'une espèce de cour, pour tenir à distance les maréchaux qu'il sentait valoir mieux que lui. Le

* Le prince de Neuchâtel avait toutes les qualités morales qui font l'honnête homme, mais il est permis de mettre en doute ses talents.

prince de Neuchâtel comme major général avait l'avancement de toutes les armées hors de France. Le ministre de la Guerre ne s'occupait que de l'avancement des militaires employés en France, où il était de règle qu'on n'avançait qu'aux coups de fusil. Un jour dans un conseil des ministres du cabinet, le respectable général Dejean, le ministre de l'Intérieur, le général Gassendi et plusieurs autres se réunissaient pour supplier l'empereur de faire chef de bataillon un capitaine d'artillerie qui avait rendu les plus grands services dans l'intérieur. Le ministre de la Guerre rappelait que, depuis quatre ans, Sa Majesté avait effacé trois fois le nom de cet officier dans les décrets d'avancement. Tous avaient quitté le ton officiel pour supplier l'empereur : « Non, messieurs, jamais je ne consentirai à avancer un officier qui n'a pas été au feu depuis dix ans, mais on sait assez que j'ai un ministre de la Guerre qui me surprend des signatures. » Le lendemain l'empereur signait, sans le lire, le décret qui nommait ce brave homme chef de bataillon.

A l'armée, après une victoire ou après un simple avantage remporté par une division, l'empereur passait toujours une revue. Après avoir passé dans les rangs, accompagné du colonel, et parlé à tous les soldats qui s'étaient distingués, il faisait battre un ban; les officiers se réunissaient autour de lui. Là, si un chef d'escadron avait été tué, il demandait tout haut : « Quel est le plus brave capitaine ? » Là, dans la chaleur de l'enthousiasme pour la victoire et pour le grand homme, les âmes étaient sincères, les réponses étaient loyales. Si le plus brave capitaine n'avait pas assez de moyens pour être chef d'escadron, il lui donnait un avancement dans la Légion d'honneur, et revenant à la question, demandait : « Après un tel, quel est le plus brave ? »
Le prince de Neuchâtel tenait note avec un crayon des promotions; et aussitôt l'empereur passé à un autre régiment, le commandant de celui qu'il venait de quitter faisait reconnaître dans leurs grades les nouveaux officiers.

Dans ces moments, j'ai vu souvent les soldats pleurer de tendresse pour le grand homme. Au moment même d'une victoire, le général vainqueur envoyait des listes de trente ou quarante personnes pour des croix ou des grades, listes qui ordinairement étaient signées en original et qui par conséquent existent, encore, souvent écrites au crayon sur le champ de bataille, dans les archives de l'État, et qui seront un jour, après la mort de Napoléon, un monument touchant pour l'histoire. Rarement, quand le général n'avait pas l'esprit de faire une liste, l'empereur employait la mauvaise forme de dire : « J'accorde deux croix d'officier et dix de légionnaire à tel régiment. » Cette forme ne va pas avec la gloire.

Quand il visitait les hôpitaux, des officiers amputés et expirants, leur croix rouge piquée avec une épingle à leur bois de lit, hasardaient de lui demander la couronne de fer, et il ne l'accordait pas toujours. C'était le comble de la distinction.

Le culte de la gloire, l'imprévu, un entier enthousiasme de gloire qui faisait qu'un quart d'heure après l'on se faisait tuer avec plaisir, tout éloignait l'intrigue.

CHAPITRE 47

Suite de l'armée

Au reste l'esprit de l'armée a varié : farouche, républicaine, héroïque à Marengo, elle devint de plus en plus égoïste et monarchique. A mesure que les uniformes se brodèrent et se chargèrent de croix, ils couvrirent des cœurs moins généreux. On éloigna ou on laissa languir tous les généraux qui se battaient par enthousiasme (le général Desaix, par exemple). Les intrigants triomphèrent, et, parmi ceux-ci, l'empereur n'osait pas punir les fautes. Un colonel qui fuyait, ou se laissait choir dans un fossé toutes les fois que son régiment allait au feu, était fait général de brigade et envoyé dans l'intérieur. L'armée était si égoïste et si corrompue à la campagne de Russie, qu'elle fut presque sur le point de mettre le marché à la main de son général. D'ailleurs les inepties du major général[a], l'insolence de la garde, pour qui étaient toutes les préférences*, et qui, depuis longtemps, ne se battait plus, étant la réserve éternelle de l'armée, aliénaient bien des cœurs à Napoléon. La bravoure n'était diminuée en rien (il est impossible que le soldat d'un peuple vaniteux ne se fasse pas tuer mille fois pour être le plus brave de sa compagnie), mais le soldat, n'ayant plus de subordination, manquait de prudence et détruisait ses forces physiques avec lesquelles seules le courage pouvait tomber.

Un colonel de mes amis me racontait, en allant en Russie, que, depuis trois ans, il avait vu passer trente-six mille hommes dans son régiment. Chaque année, il y avait moins d'instruction, moins de discipline, moins de patience, moins d'exactitude dans l'obéissance. Quelques maréchaux comme Davout et Suchet soutenaient encore leurs corps d'armée. La plupart[b] semblaient se mettre à la tête du désordre. L'armée ne savait plus faire masse. De là les avantages que les Cosaques, de misérables paysans mal armés, étaient destinés à

* Ordre du jour à Moscou vers le 10 octobre pour les sous-officiers et soldats qui ne se sentaient pas la force de faire dix lieues par jour.

remporter sur la plus brave armée de l'univers. J'ai vu vingt-deux Cosaques, dont le plus âgé n'avait que vingt ans et deux ans de service, mettre en désordre et en fuite un convoi de cinq cents Français, et cela dans la campagne de Saxe, en 1813*. Ils n'auraient rien fait contre l'armée républicaine de Marengo. Mais comme une telle armée ne se retrouvera plus, le souverain qui est maître des Cosaques est le maître du monde**[c].

* Près de Görlitz, à vingt pas de la maison où venait d'expirer le duc de Frioul.
** Voir le voyage à Vienne en 1809 par M. Cadet-Gassicourt. Ce n'est pas une plume vendue.

CHAPITRE 48[a]

Quand l'empereur entreprit la guerre de Russie, elle était populaire en France, depuis que la faiblesse de Louis XV avait laissé partager la Pologne. La France restant avec la même population au milieu de souverains qui, tous, augmentaient la leur, il fallait tôt ou tard qu'elle reprît la première place, ou qu'elle fût réduite à la seconde. Il fallait à tous les souverains une guerre heureuse avec la Russie pour lui ôter les moyens d'envahir le midi de l'Europe. N'était-il pas naturel de profiter du moment où un grand homme de guerre occupait le trône de France et compensait les immenses désavantages de ce pays ?

Outre ces raisons générales, la guerre de 1812 était une conséquence naturelle du traité de Tilsitt ; et Napoléon avait la justice de son côté. La Russie, qui avait promis d'exclure les marchandises anglaises, ne put pas remplir son engagement. Napoléon arma pour la punir de la violation d'un traité auquel elle devait son existence, que Napoléon aurait pu détruire à Tilsitt. Désormais les souverains sauront qu'il ne faut jamais épargner un souverain vaincu[b].

CHAPITRE 49[a]

Napoléon disait[b] : « Si je réussis avec la Russie, je suis maître du monde. » Il se laissa vaincre, non par les hommes, mais par son orgueil et par le climat ; et l'Europe prit une nouvelle attitude. Les petits princes ne tremblaient plus, les grands souverains n'étaient plus incertains ; tous les levèrent les yeux vers la Russie ; elle devenait le centre d'une opposition invincible.

Les ministres anglais n'avaient pas calculé cette chance, ces ministres qui n'ont d'influence que parce qu'ils profitent de la liberté qu'ils abhorrent. La Russie partira du point où ils l'ont mise pour recommencer Napoléon et d'une manière bien plus invincible, car elle ne sera pas viagère : nous verrons les Russes dans l'Inde[c].

En Russie, personne n'en est encore à s'étonner du despotisme. Il se confond avec la religion ; et, comme il est exercé par le plus doux et le plus aimable des hommes, il ne choque que quelques têtes philosophiques qui vont voyager. Les soldats russes ne remuent pas avec des proclamations[d] ou des croix, mais par l'ordre de saint Nicolas. Le général Masséna racontait devant moi qu'un Russe, qui voit tomber son camarade, persuadé qu'il va ressusciter dans son pays, se penche vers lui pour lui recommander de donner de ses nouvelles à sa mère. La Russie, comme les Romains*, a donc des soldats superstitieux, commandés par des officiers aussi civilisés que nous**[e].

Napoléon sentait bien que le courant des siècles venait de changer de direction lorsqu'il disait à Varsovie : « Du sublime au ridicule il n'est qu'un pas », mais il ajoutait : « Le succès donnera de la témérité aux Russes ; je leur livrerai deux ou trois batailles entre l'Elbe et l'Oder, et, dans six mois, je serai encore sur le Niemen[f]. »

* Montesquieu : Religion des Romains.

** Voir le pamphlet de Sir Robert Wilson, 1817. En 1810 et 1811, le ministre de la Guerre faisait traduire et mettre en pratique presque toutes les ordonnances militaires de Napoléon.

Les batailles de Lutzen et de Wurtschen furent le dernier effort d'un grand peuple dont le cœur est dévoré par la décourageante tyrannie. A Lutzen, cent cinquante mille soldats des cohortes qui n'avaient jamais vu le feu combattirent pour la première fois. Ces jeunes gens restèrent ahuris de la vue du carnage. La victoire n'avait mis aucune gaîté dans l'armée. L'armistice était nécessaire.

CHAPITRE 50

Le 26 mai 1813, Napoléon était à Breslau. Là, il fut triplement téméraire : il compta trop sur son armée, trop sur l'idiotisme des cabinets étrangers, trop sur l'amitié des souverains. Il avait créé et sauvé la Bavière, l'empereur d'Autriche était son beau-père et l'ennemi naturel de la Russie. Il fut la dupe de ces deux phrases.

Il fallait profiter du moment de relâche pour épuiser à fond les pays conquis et, dix jours avant la fin de l'armistice, prendre position à Francfort-sur-le-Main. Toute la campagne de Russie était réparée; c'est-à-dire, en ce qui concerne la France, l'empire n'aurait pas été démembré; mais Napoléon n'avait plus d'influence au-delà de l'Elbe que comme le plus grand prince de l'Europe.

L'expédition de Silésie, mal à propos confiée au maréchal Mac Donald, qui n'est connu que par des revers, la bataille de Dresde, l'abandon du corps du maréchal Saint-Cyr, les batailles de Leipzig, la bataille de Hanau, tout cela, amas de fautes énormes[a] qui ne peuvent être commises que par le plus grand homme de guerre qui ait paru depuis César*.

Quant à la paix qu'on ne cessait de lui offrir, le temps nous apprendra s'il y avait dans tout cela quelque chose de sincère**. Pour moi, je crois à la sincérité des cabinets à cette époque, parce que je crois à leur peur. Au reste, l'esprit qui sert à acquérir n'est pas le même que celui qui sert à conserver. Si, le lendemain de la paix de Tilsitt, tout le génie de Napoléon se fût converti en simple bon sens, il serait encore le maître de la plus belle partie de l'Europe.

* Il y a un homme qui peut être excellent historien militaire de ces grands événements, c'est le libérateur du comte Lavalette, le général Robert Wilson. Je pense que dans toute la partie militaire, les mémoires de Napoléon seront parfaitement exacts.

** Voir la négociation de Prague dans les *Moniteurs* des premiers jours d'août 1813 et l'*Annual Register* d'Edimbourg.

Mais vous, lecteur, vous n'auriez pas la moitié des idées libérales qui vous agitent, vous brigueriez une place de chambellan, ou, petit officier de l'armée, à force de vous montrer le séide de l'empereur, vous chercheriez à monter d'un grade[b].

CHAPITRE 51

A Dresde, après la bataille du 26 août, Napoléon paraît avoir été la victime d'un faux point d'honneur : il ne voulait pas reculer. L'habitude du trône avait augmenté l'orgueil de ce caractère et diminué le bon sens, si remarquable dans ses premières années.

Cette éclipse totale de bon sens se fait encore plus remarquer dans les actes de son administration intérieure. Cette année, il fit casser, par son vil Sénat, l'arrêt de la cour d'appel de Bruxelles, rendu dans l'affaire de l'octroi d'Anvers, d'après la déclaration d'un jury. Le prince était à la fois législateur, accusateur et juge ; tout cela, par pique d'avoir trouvé des fripons plus fins que ses règlements.

Un autre sénatus-consulte montre bien le despote tombé en démence. Cet acte du Sénat, qui d'abord avait le ridicule de s'écarter des usages appelés les Constitutions de l'Empire, déclarait qu'on ne ferait jamais la paix avec l'Angleterre qu'au préalable elle n'eût fait restituer la Guadeloupe, qu'elle venait de donner à la Suède. Les membres du Sénat qui, avant que d'y entrer, étaient presque tous comptés parmi les hommes les plus remarquables de la France, une fois réunis au Luxembourg ne luttaient plus entre eux que de bassesse. C'est en vain qu'une courageuse opposition essayait de les faire rougir : ils répondaient : « Le siècle de Louis XIV recommence et nous ne voulons pas ruiner à jamais nous et nos familles. » Comme les délibérations étaient secrètes, les opposants n'avaient que les dangers de l'opposition, non la gloire, et la postérité doit répéter avec une double reconnaissance les noms de Tracy, Grégoire, Lanjuinais, Gabanis, Boissy d'Anglas, Lenoir La Roche, Colaud, Cholet, Volney et peu d'autres, hommes illustres qui, aujourd'hui encore, sont de l'opposition et sont injuriés par les mêmes flatteurs qui, seulement, ont changé de maître[a].

Napoléon envoya ordre à tous ses préfets de faire injurier Bernadotte,

prince de Suède, dans des centaines d'adresses doublement ridicules, car en quittant la France, Bernadotte était devenu Suédois*.

Cependant Wellington triomphant, par la force des circonstances, d'un général plus habile que lui, s'approchait de Bayonne. La Hollande se révoltait. Quarante-quatre gendarmes, qui se trouvèrent pour toute garnison à Amsterdam le jour de la plus tranquille insurrection qui fût jamais, ne purent empêcher ce pays de se séparer de la France. Les places les plus imprenables furent occupées comme des villages. Dans l'intérieur, l'empereur n'avait laissé ni un homme, ni une cartouche, ni surtout une tête. Tout ce qu'on put faire fut de garder Berg-op-Zoom, et peu après, la garnison française, faisant prisonnier le corps d'armée anglais qui l'assiégeait, montra au monde :

Disjecti membra poetæ[c 1]

Après la révolte de la Hollande, parut la déclaration de Francfort; elle promettait à la France la Belgique et la rive gauche du Rhin; mais où était la garantie de cette promesse? Qui empêchait les alliés de recommencer les hostilités six mois après la paix? La postérité se souviendra de la bonne foi qu'ils montrèrent après les capitulations de Dresde et de Dantzig.

* Voir le *Moniteur*, comme de juste. Les plus vils signataires de ces adresses sont les hommes qui devaient se montrer, deux ans après, les ultras les plus ridicules et les plus sanguinaires. Voir le discours de M. S[eguier][b].

CHAPITRE 52[a]

Toutes les pièces de l'Empire semblaient tomber les unes sur les autres. Malgré ces épouvantables désastres, Napoléon avait encore mille moyens d'arrêter le cours de sa décadence. Mais il n'était plus le Napoléon d'Égypte et de Marengo. L'obstination avait remplacé le talent. Il ne put prendre sur lui d'abandonner ces vastes projets, regardés si longtemps par lui et ses ministres comme absolument immanquables. Au moment du besoin, il ne trouva plus autour de lui que des flatteurs. Cet homme, que les féodaux, les Anglais et Mme de Staël représentent comme le machiavélisme incarné, comme une des incarnations de l'esprit malin[b], fut deux fois la dupe de son cœur : d'abord lorsqu'il crut que l'amitié, qu'il avait inspirée à Alexandre ferait faire l'impossible à ce prince, et ensuite, lorsqu'il pensa que parce qu'il avait épargné quatre fois la Maison d'Autriche au lieu de l'anéantir, elle ne l'abandonnerait pas dans le malheur. Il disait que la Maison d'Autriche verrait la mauvaise position où elle se trouve à l'égard de la Russie. La Bavière qu'il avait créée en 1805 et sauvée en 1809 l'abandonna et chercha à lui donner le coup de grâce à Hanau et si le général bavarois avait fait vingt fossés sur la route, il réussissait. Napoléon eut le défaut de tous les parvenus : celui de trop estimer la classe à laquelle ils sont arrivés.

Pendant la route de Hanau à Paris, Napoléon n'avait pas la moindre idée de son péril. Il pensait à l'élan sublime de 1792, mais il n'était plus le premier consul d'une république. Pour abattre le consul il fallait abattre trente millions d'hommes. En quatorze ans d'administration, il avait avili les cœurs et remplacé l'enthousiasme un peu dupe des Républiques, par l'égoïsme des monarchies. La monarchie était donc refaite ; le monarque pouvait changer sans véritable révolution. Qu'est-ce que cela fait aux peuples*[c] ?

* S'il y a eu révolution, c'est uniquement par l'ineptie des ministres de 1815.

Dans l'autre bassin de la balance, nous avions eu, durant quatorze ans, des souverains mourants de peur. S'ils songeaient à l'illustre maison de Bourbon, c'était pour voir l'état où ils pouvaient tomber d'un jour à l'autre. Après la bataille de Leipzig, l'intrigue se tut un moment et le vrai mérite put approcher des cours*. Ainsi le patriotisme et l'enthousiasme étaient dans le camp des Alliés avec la Landsturm et la Landwehr, et ils avaient des gens de mérite. Napoléon avait paralysé l'enthousiasme et, au lieu d'avoir Carnot pour ministre de la Guerre, comme à Marengo, il avait M. le duc de Feltre.

* MM. Stein, Gneisenau.

CHAPITRE 53

Les alliés, arrivés à Francfort, parurent étonnés de leur fortune. Ils délibérèrent d'abord de se porter en Italie. Le sol français leur faisait peur. Ils avaient toujours devant les yeux la retraite de Champagne. Enfin ils osèrent passer le Rhin (4 janvier 1814).

Napoléon était depuis longtemps à Paris. Sa principale affaire était, je crois, de se rassurer contre la peur que lui faisait le peuple français. Il ne faisait de décrets que pour avoir des habits, des fusils, des souliers comme si le moral n'était rien. Son but fut de sortir de cet embarras, sans s'écarter de la majesté. Pour la première fois de sa vie il parut petit. Ses pauvres secrétaires-rédacteurs, qu'il appelait ministres, avaient peur de recevoir des coups de pincettes dans les jambes et n'osaient souffler.

L'empereur créa la garde nationale. Si la France a une autre *Terreur*, ce qui est fort possible si on laisse faire les prêtres et les nobles, la garde nationale servira à la rendre moins horrible que la première. Ce qui n'est qu'à demi canaille s'y trouvera enrôlé et les petits marchands qui auront peur d'être pillés feront peur à la dernière canaille. Si le hasard jette la France dans une autre série d'événements, la garde nationale sera bonne aussi comme établissant l'aristocratie de la fortune. Elle pourra rendre moins sanglantes certaines périodes assez probables de la lutte des privilèges contre les droits. Pour que la garde nationale soit pleinement rassurante à cet égard, il faut que les soldats élisent tous les ans leurs officiers jusqu'au grade de capitaine et présentent des candidats pour les grades supérieurs. Il faudrait fixer pour chaque grade la quotité de l'impôt à payer.

En janvier 1814, le peuple de l'Europe le plus vif ne formait plus, comme nation, qu'un corps mort. Ce fut en vain qu'une trentaine de sénateurs eurent la mission d'aller réveiller à moitié ce peuple français si terrible sous Carnot. Il n'était aucun de nous qui ne fût sûr, en montrant le bonnet rouge, de lui faire prendre, en moins de six semaines, un plus bel incarnat dans le sang de tous

les étrangers qui avaient osé souiller le sol sacré de la liberté ; mais le maître nous criait : « Une déroute de plus et une société populaire de moins » ; et, s'il ressaisissait l'Empire, malheur à celui qui n'eût pas entendu cet ordre ! Ce fut alors que Napoléon dut sentir le poids de sa noblesse. Quel effet pouvions-nous attendre de proclamations adressées aux cœurs des peuples et commençant par des titres féodaux ? Portraits d'héroïsme. Féroce enthousiasme de la patrie[a].

Un trait marquant de cette époque (janvier 1814), c'est le ton de la correspondance des ministres, surtout du ministre M.[b]. Un sénateur lui mandait-il qu'il n'avait pas cinq cents fusils en état, il écrivait pour toute réponse : « Armez le lycée ; la jeunesse française a entendu la voix de son empereur » ; et autres phrases que le plus impudent journaliste aurait trouvées trop enflées pour une proclamation. Cela était si fort que plusieurs fois nous nous demandâmes : « Mais trahirait-il ? »

Par un dernier trait d'humeur et d'inconséquence qui acheva d'abattre la France et que la postérité aura peine à croire, tant il est voisin de la folie, au moment où l'empereur avait le plus impérieux besoin de faire la cour à son peuple, il se prend de querelle avec le Corps législatif. Il reproche aux plus honnêtes gens du monde d'être vendus à l'Étranger. Il termine la session du Corps législatif.

Voilà ce que le despotisme peut faire d'un des plus grands génies qui aient jamais existé.

CHAPITRE 54[a]

A Paris, le matin du 24 janvier, Napoléon fut grand comme acteur tragique. Un voile sombre commençait à descendre sur les destinées de la France. La confiance du chef faisait la confiance du peuple. Dès que la crainte paraissait, tous les yeux se tournaient vers lui.

Il passait une revue de la garde nationale de Paris, dans cette cour du Carrousel où l'Europe entière était venue assister aux évolutions de la garde; il était devant cet arc de triomphe, orné de ces nobles trophées qu'il devait si tôt perdre. Il paraît que l'éloquence des lieux agit sur lui; il se sentit attendri; il fit dire aux officiers de la garde nationale de monter à la salle des maréchaux. Tous crurent un moment qu'il allait leur proposer de sortir de Paris et de marcher à l'ennemi. Tout à coup, il sort de la Galerie de la Paix et paraît avec son fils dans ses bras; il leur présente le jeune roi de Rome « Je vous confie cet enfant, l'espoir de la France; pour moi, je vais combattre et ne songer qu'à sauver la patrie. » En un clin d'œil, les larmes furent dans tous les yeux. Je me souviendrai toute ma vie de cette scène déchirante[b]. J'étais en colère de mes larmes. La raison me répétait à chaque instant : « Du temps des Carnot et des Danton, le gouvernement, en un aussi pressant danger, se serait amusé à tout autre chose qu'à émouvoir des cœurs faibles et incapables de vertu. »

En effet, les mêmes gens qui, le 24 janvier, pleuraient aux Tuileries, le 31 mars, au passage de l'empereur Alexandre sur le boulevard, agitaient des mouchoirs blancs à toutes les croisées et paraissaient ivres de joie. Il faut remarquer que, le 31 mars, il n'était pas encore question de l'illustre maison de Bourbon, et que les Parisiens étaient si joyeux, uniquement parce qu'ils se voyaient conquis[c].

CHAPITRE 55

Dans de pareilles circonstances, la Convention décrétait que tel jour, le sol de la liberté serait purgé de la présence de l'ennemi, et, au jour fixé, le décret était mis à exécution par les armées.

Au 25 janvier 1814, jour du départ de l'empereur, l'affaire de toute la France semblait être devenue l'affaire d'un seul homme. L'emphase que cet homme mettait dans ses discours, et qui, dans ses jours heureux, lui avait donné tous les cœurs faibles, faisait maintenant que tous avaient un plaisir secret à le voir humilié.

Beaucoup de gens désiraient la prise de Paris comme spectacle. Comme je repoussais cette parole avec horreur, l'un d'eux me dit fort bien : « Paris est une capitale qui ne convient plus à la France. Sept cent mille égoïstes, les gens les plus pusillanimes et les plus vides de caractère que la France produise, se trouvent, par la force de l'usage, les représentants de la France dans toutes les grandes révolutions. Soyez sûr que la crainte de perdre leurs meubles d'acajou leur fera toujours faire toutes les lâchetés qui leur seront proposées. Ce n'est pas leur faute; une excessive petitesse a entièrement étiolé leurs âmes pour tout ce qui n'est pas affaire personnelle. La capitale de la France doit être une ville de guerre, placée derrière la Loire, près de Saumur. »

CHAPITRE 56

Le congrès de Châtillon fut ouvert le 4 février et terminé le 18 mars : Une grande puissance s'opposait à la déchéance de Napoléon. Appuyé par cette grande puissance, il pouvait faire la paix avec sûreté. Mais il se serait regardé comme déshonoré s'il eût accepté la France diminuée d'un seul village de ce qu'elle était lorsqu'il la reçut au 18 brumaire. C'est bien là l'erreur d'une grande âme, le préjugé d'un héros ! Voilà toute la clef de sa conduite. D'autres princes se sont montrés exempts de cette vaine délicatesse*.

* En note, quelque plate injure de la Staël.

CHAPITRE 57

La défense que Napoléon entreprit autour de Paris était romanesque, et, cependant, elle fut sur le point de réussir. Les armées de la France étaient disséminées à des distances immenses, à Dantzig, à Hambourg, à Corfou, en Italie. L'Ouest et la Vendée s'agitaient. Ce feu est moins que rien, vu de près, mais, de loin, il fait peur. Le Midi s'enflammait et l'on craignait des assassinats; Bordeaux s'était déclaré pour ce roi qui devait enfin nous donner le gouvernement constitutionnel. Le Nord délibérait avec ce calme qui l'a distingué dans tout le cours de la Révolution. L'Est, animé des plus nobles sentiments, ne demandait que des armes pour purger le sol de la France.

Napoléon, sourd à la voix de la raison qui lui conseillait de se jeter dans les bras de l'Autriche, ne paraissait occupé que de son admirable campagne contre les Alliés[a]. Avec soixante-dix mille hommes, il résistait à deux cent mille et les battait sans cesse. L'armée se battit en désespérée et il faut lui rendre cette justice, c'était par honneur. Elle était loin de prévoir le sort qui l'attendait. On dit que les généraux ne firent pas si bien que les soldats et les simples officiers : ils étaient riches. Les armées alliées montrèrent aussi du courage. Elles étaient dix contre un. La Landwehr et le Tugendbund* avaient introduit dans leurs rangs l'enthousiasme de la patrie; cependant, comme leurs généraux n'étaient pas fils de leurs œuvres, mais des princes désignés par la naissance, la fortune des combats fut variable. Napoléon, si médiocre comme monarque, retrouva souvent, comme général, le génie de ses premières années. Il passa deux mois à courir ainsi de la Seine à la Marne et de la Marne à la Seine.

Ce que la postérité admirera peut-être le plus dans la vie militaire de ce grand homme, ce sont les batailles de Champaubert, Montmirail, Vauchamp,

* Société fondée en partie par le spirituel Arndt.

Mormant, Montereau, Craonne, Reims, Arcis-sur-Aube et Saint-Dizier. Son génie était absorbé dans un sentiment semblable à celui d'un brave homme qui va tirer l'épée contre un maître d'armes. Du reste, il était fou : il refusa l'armée d'Italie, forte de cent mille hommes, que le prince Eugène lui envoya offrir par M. de Tonnerre. Peu de jours après, un obus vint tomber à dix pas de son cheval; au lieu de s'éloigner, il marcha dessus. Il éclata à quatre pieds de lui sans le toucher. Je croirais assez qu'il voulait interroger la fatalité.

Le 13 mars, aux environs de Laon, l'empereur fut joint au feu, où il était, par le médecin du prince Bernadotte. On lui offrait encore la paix. Ce fut la dernière voix qu'employa la destinée.

CHAPITRE 58

Napoléon avait depuis longtemps l'idée de faire une pointe en Alsace. Il s'agissait d'aller fortifier son armée de toutes les garnisons de l'Est et de tomber sur les derrières de l'armée alliée. Travaillée par les maladies, redoutant la révolte ouverte des paysans lorrains et alsaciens qui, de toutes parts, commençaient à assassiner les soldats isolés, enfin sur le point de manquer totalement de munitions de guerre et de bouche, l'armée ennemie allait se mettre en retraite.

Le projet de l'empereur réussissait si Paris avait eu le courage de Madrid. Ce projet téméraire réussissait encore[a], si la plus vile trahison ne s'en fût mêlée. Un étranger, que Napoléon avait comblé de faveurs non méritées (M. le duc de Dal[1]) envoya un courrier à l'empereur Alexandre. Ce courrier apprenait à ce prince, que pour détruire l'armée alliée dans sa retraite, Napoléon marchait vers la Lorraine et avait laissé Paris sans défense. Ce mot changea tout. Au moment où le courrier arriva, depuis vingt-quatre heures, les Alliés commençaient leur retraite sur le Rhin et sur Dijon*. Les généraux russes disaient qu'il était temps de finir une campagne romanesque, et d'aller prendre les places imprudemment laissées sur les derrières.

Lorsque, après le courrier reçu, l'empereur Alexandre voulut se porter en avant, le général en chef autrichien s'y opposa de toute son autorité et jusqu'au point d'obliger Alexandre à dire qu'il prenait la responsabilité sur lui**. Quel lecteur n'est pas arrêté par une réflexion frappante ? On voit cette police de Napoléon, qui a servi de texte à Mme de Staël et à tous les libellistes, on voit cette police machiavélique d'un homme sans pitié, pécher par

* Mettre la phrase de Wilson : de quels supplices sont dignes ces gens qui envoyèrent le courrier !

** Hobhouse, 86[2].

excès d'humanité dans une circonstance décisive. Par horreur pour le sang, elle fait perdre l'empire à la famille de Napoléon. Depuis quatre ou cinq mois on conspirait à Paris ; la police méprisait tellement les conspirateurs qu'elle eut le tort de mépriser la conspiration.

Il en était de même dans les départements. Les sénateurs savaient que certaines gens étaient en correspondance avec l'ennemi. Les jurys les eussent condamnés sans nul doute ; les traduire devant les cours criminelles eût au moins arrêté leurs machinations. On ne voulut pas s'exposer à répandre du sang. Je puis répondre personnellement de la vérité de ce dernier fait.

Je pense que la postérité admirera la police de Napoléon qui, avec si peu de sang, a su prévenir tant de conspirations. Durant les premières années qui ont suivi notre Révolution, après une guerre civile et avec une minorité non moins riche que corrompue*, et un prétendant appuyé par l'Angleterre, une police était peut-être un mal nécessaire[b]. Voyez la conduite de l'Angleterre en 1715 et 1746.

La police impériale n'a jamais eu à se reprocher des événements comme la prétendue conspiration de Lyon ou les massacres de Nîmes**.

Après le courrier reçu, les Alliés marchèrent sur Paris. Napoléon ayant eu connaissance de ce mouvement un jour trop tard, voulut encore leur courir après. Mais les Alliés arrivaient par la route de Meaux, tandis que l'empereur portait son armée à marches forcées sur Fontainebleau.

* Machine infernale du 3 nivôse.

** L'illustre auteur que je cherche à combattre était-elle de bonne foi dans ses déclarations ? En ce cas, cette femme célèbre avait une bien pauvre tête. C'est une triste excuse, quand on calomnie, que la faiblesse du jugement. Qui vous forçait à parler ? Et si vous n'avez élevé la voix que pour calomnier le malheur et battre des gens à terre, quelle barrière avez-vous laissée entre vous et les plus vils des hommes ?

La personne qui écrit serait véritablement heureuse de voir détruire ce raisonnement. Elle a besoin d'estimer ce qu'elle admire et ce qu'elle a respecté si longtemps.

On remarquera peut-être comme un motif d'indulgence qu'il faut plus d'une sorte de courage pour défendre aujourd'hui la police impériale. Quant à garder toutes les avenues contre la critique, il faudrait un luxe de paroles qui n'est pas dans le caractère de l'auteur. *Pauca intelligenti.* Pour les gens qui n'ont que des intérêts et pas d'opinions, ils peuvent être dignes d'estime dans le courant de la vie, mais, la plume à la main, ils sont toujours méprisables[c].

Ai-je besoin d'ajouter que la police de Bonaparte tendant à éloigner le souverain légitime, agissait dans un but essentiellement criminel ? Mais, marchant dans cette fausse route, a-t-elle été cruelle, a-t-elle commis et laissé commettre des crimes[d] ?

CHAPITRE 59

Le 29 mars, cent soixante mille alliés se trouvèrent devant les hauteurs qui abritent Paris au nord-est. Ils avaient laissé un gros corps de leur excellente cavalerie pour observer Napoléon. Le 30 mars, à six heures du matin, le feu s'ouvrit, de Vincennes à Montmartre. Les ducs de Raguse et de Trévise n'avaient pas plus de seize mille hommes et résistèrent toute la journée. Ils tuèrent sept mille hommes à l'ennemi. La garde nationale parisienne, forte de trente-cinq mille hommes, en perdit un, le nommé Fitz-James cafetier au Palais-Royal*.

A cinq heures les Alliés étaient maîtres des hauteurs de Montmartre et de Belleville. A la nuit leurs feux les couronnèrent. On avait capitulé dans l'après-midi; l'armée dut se retirer sur Essonne. La ville, déjà prise par le fait, était de la plus belle et de la plus vile tranquillité. Les soldats de la Garde, qui la traversèrent toute la nuit, pleuraient.

* D'autres rapports disent quarante.

CHAPITRE 60

Toute la journée du 30 mars, durant la bataille, le boulevard était fort brillant[a].

Le 31, vers les neuf heures du matin, il y avait foule, comme dans les plus beaux jours de promenade. On se moquait beaucoup du roi Joseph et du comte Regnault. On vit passer un groupe de gens à cheval qui portaient des cocardes blanches et agitaient des mouchoirs blancs. Ils criaient : « Vive le Roi ! — Quel roi ? » entendis-je demander à mes côtés. On ne pensait pas plus aux Bourbons qu'à Charlemagne. Ce groupe, que je vois encore, pouvait être composé de vingt personnes qui avaient l'air assez troublé. On les laissa passer avec la même indifférence que des promeneurs ordinaires. Un de mes amis qui riait de leur peur m'apprit que ce groupe s'était formé sur la place Louis XV, et il n'alla pas plus loin que le boulevard de la rue de Richelieu.

Vers les dix heures, une vingtaine de souverains entrèrent par la porte Saint-Denis à la tête de leurs troupes. Tous les balcons étaient remplis ; les dames étaient enchantées de ce spectacle. A la vue des souverains, elles agitaient une foule de mouchoirs blancs. Toutes voulaient voir et peut-être avoir l'empereur Alexandre. Je montai sur le grand balcon de Nicolle le restaurateur. Les dames admiraient la bonne mine des Alliés et leur joie était au comble.

Les soldats alliés, pour se reconnaître dans une si grande variété d'uniformes, portaient un mouchoir blanc au bras gauche. Les Parisiens crurent que c'était l'écharpe des Bourbons ; aussitôt ils se sentirent tous royalistes.

La marche de ces superbes troupes dura plus de quatre heures. Cependant des signes de royalisme ne s'observaient encore que dans le grand carré formé par le boulevard, la rue de Richelieu, la rue Saint-Honoré et la rue du faubourg Saint-Honoré[b].

A cinq heures du soir. M. de Maubreuil, actuellement en Angleterre, mit sa

croix de la Légion d'honneur à l'oreille de son cheval, et entreprit, à l'aide d'une corde, de renverser la statue qui couronnait la colonne de la place Vendôme. Il y avait là assez de canaille. Un de ces gens monta sur la colonne pour donner des coups de canne à la statue colossale.

CHAPITRE 61

L'empereur Alexandre vint loger chez M. de Talleyrand. Cette petite circonstance décida du sort de la France*. Cela fut décisif. M. ***[a] parla à ce souverain dans la rue et lui demanda de restituer à la France ses souverains légitimes. La réponse ne fut rien moins que décisive. Le même personnage fit la même demande à plusieurs généraux également dans la rue; les réponses furent encore moins satisfaisantes. Personne ne songeait aux Bourbons; personne ne les désirait; ils étaient inconnus. Il faut entrer dans le détail d'une petite intrigue. Quelques gens d'esprit, qui ne manquaient pas de hardiesse, pensèrent qu'on pourrait bien gagner au milieu de toute cette bagarre, un ministère ou une gratification. Ils ne furent pas pendus; ils réussirent; mais ils n'ont eu ni ministère, ni gratification[b].

Les Alliés avançant en France, étaient tout étonnés; ils croyaient les trois quarts du temps, marcher dans une embuscade. Comme, malheureusement pour l'Europe, l'esprit chez eux ne correspondait pas à la fortune[c], les Alliés se trouvèrent dans les mains des premiers intrigants qui osèrent prendre la poste et aller jusqu'à leur quartier général. M. de Vitrolles fut le premier qui arriva avec des lettres de créance de l'abbé Scapin. Ils disaient qu'ils parlaient au nom de la France et que la France voulait les Bourbons. L'effronterie de ces deux personnages égaya beaucoup les généraux alliés. Quelque bons que fussent les Alliés, ils sentirent cependant un peu le ridicule d'une telle prétention.

M. de Talleyrand abhorrait Napoléon qui lui avait ôté un ministère auquel il était accoutumé. Il avait le bonheur de loger le monarque qui, pendant un mois, fut le maître et le législateur de la France. Pour gagner son esprit, il se servit de tous les moyens et fit paraître l'abbé Scapin et d'autres intrigants qui se donnèrent pour les députés du peuple français.

* Et probablement de celui de l'Europe d'ici à 1838.

Il faut avouer que ces moyens d'intrigue étaient misérables. Ils furent rendus excellents par la faute énorme qui avait été commise l'avant-veille. On avait fait sortir de Paris l'impératrice Marie-Louise et son fils. Si cette princesse eût été présente, elle offrait un logement aux Tuileries à l'empereur Alexandre, et le prince S[chwarzenberg] avait naturellement une voix prépondérante.

CHAPITRE 62

Le 30 mars, pendant que le bruit de la fusillade faisait perdre la tête à la moitié de Paris, les pauvres ministres de l'empereur, avec le prince Joseph pour président, ne savaient plus où ils en étaient.

Le prince se couvrit de boue en faisant afficher qu'il ne partirait pas, au moment où il fuyait[a]. Le comte Regnault-de-Saint-Jean-d'Angély ajouta à son ignominie[b]. Quant aux ministres, ils auraient bien eu une certaine énergie, car enfin tout le monde les regardait et ils avaient de l'esprit; mais la peur de perdre leur place et d'être renvoyés par le maître, s'ils laissaient échapper quelque parole qui avouât le danger, en avaient fait autant de Cassandres. Ils ne s'occupaient pas d'agir, mais d'écrire de belles lettres où le langage du despotisme devenait plus fier à mesure que le despote approchait du précipice.

Le matin du 30, ils se réunirent à Montmartre; le résultat de leurs délibérations fut d'y faire conduire du canon de 18 avec des boulets de 12*. Enfin, suivant l'ordre de l'empereur, ils décampèrent tous pour Blois. Si Carnot, le compte de Lapparent, Thibaudeau, Boissy d'Anglas, le comte de Lobau, le maréchal Ney avaient été dans le ministère, ils se seraient conduits un peu différemment.

* Ce fait ne me semble pas prouvé.

CHAPITRE 63

Après la marche triomphante sur le boulevard, l'empereur, le prince Joseph et le prince Schwarzenberg avaient passé plusieurs heures dans les Champs-Élysées à voir défiler leurs troupes[a]. Ces augustes personnages vinrent chez M. de Talleyrand rue Saint-Florentin, près des Tuileries. Ils y trouvèrent dans le salon les gens dont nous avons parlé. Le prince de Schwarzenberg avait des pouvoirs pour consentir à tout. Les souverains parurent dire que si la grande majorité des Français et l'armée voulaient l'ancienne dynastie, on la leur rendrait. On tint un conseil. On assure que Sa Majesté l'empereur Alexandre[b] dit qu'il lui semblait qu'il y avait trois partis à prendre :

1° Faire la paix avec Napoléon, en prenant toutes les sûretés convenables ;

2° Établir la régence et proclamer Napoléon II ;

3° Rappeler les Bourbons.

Les gens qui avaient l'honneur de se trouver à côté des souverains alliés se dirent : « Si nous faisons faire la paix avec Napoléon, il nous a jugés, nous resterons ce que nous sommes et peut-être nous fera-t-il pendre ; si nous faisons rappeler un prince, absent depuis vingt ans et dont le métier ne sera pas facile, il nous fera premiers ministres[c]. » Les souverains ne purent pas se figurer que les vertus qui remplissaient leurs cœurs fussent si étrangères à des Français. Ils crurent à leurs protestations en faveur de la patrie, nom sacré que ces petits ambitieux prodiguaient au point d'en ennuyer leurs illustres auditeurs.

Après deux heures de conversation : « Eh bien, dit l'empereur Alexandre[d], je déclare que je ne traiterai plus avec l'empereur Napoléon. » Les imprimeurs Michaud, qui se trouvaient aussi du Conseil d'État, coururent imprimer la déclaration suivante qui couvrit les murs de Paris[e]...

Les personnes auxquelles leur étonnement n'ôtait pas leur sang-froid[f] remarquèrent que le roi de Rome n'était pas exclu par cette affiche*.

* De Pradt, p. 69.

Pourquoi, se disaient ces factieux, ne pas se donner la peine d'assembler le Corps législatif qui, après tout, est la source de tout pouvoir légitime, et ce Sénat, composé de l'élite de la Nation et qui a erré, non pas faute de lumières, mais par excès d'égoïsme ? Soixante égoïstes rassemblés ont toujours plus de pudeur que six. D'ailleurs, il y avait peut-être dix citoyens dans le Sénat. On ne fit qu'une cérémonie de ce qui aurait dû être une délibération ; de là, la campagne de Waterloo.

Si Napoléon, par une boutade de despotisme, n'eût pas renvoyé le Corps législatif, rien de ce qui a eu lieu n'arrivait. Si le Corps législatif, que la conduite de MM. Laîné et Flaugergues venait d'illustrer, se fût trouvé rassemblé, l'esprit éminemment sage qui décida du sort de la France aurait eu l'idée de le consulter.

CHAPITRE 64[a]

Napoléon, ayant su le mouvement de l'ennemi, arrivait à Paris de sa personne. Le 30 mars à minuit, il rencontra à Essonne, à mi-chemin de Fontainebleau, un des plus braves généraux de sa garde (le général Curial) qui lui apprit la fatale issue du combat. « Vous vous êtes conduits comme des lâches. — Sire, nous étions attaqués par des troupes trois fois plus nombreuses que nous et qui étaient animées par la vue de Paris. Jamais des troupes de Votre Majesté ne se sont mieux battues. » Napoléon ne répliqua pas et fit tourner les chevaux de sa calèche vers Fontainebleau. Là, il rassembla ses troupes.

Le 2 avril, Napoléon passa la revue du corps de Marmont, duc de Raguse, qui avait évacué Paris, le 31 mars au soir, et était alors campé à Essonne. Ce corps formait l'avant-garde et était à peu près le tiers de son armée. Marmont l'assura de la fidélité et de l'attachement de ses troupes qui étaient en effet au-dessus de la séduction; mais il oublia de répondre pour leur général. Napoléon avait le projet de marcher sur Paris et d'attaquer les Alliés. Il fut successivement abandonné de la plupart de ses serviteurs, particulièrement du prince de Neuchâtel, sur le défaut duquel il plaisanta fort gaîment avec le duc de Bassano. Enfin il tint un conseil de guerre, et, prêtant l'oreille pour la première fois à ce que le maréchal Ney, le duc de Vicence et ses serviteurs les plus dévoués lui dirent du mécontentement général que son refus de faire la paix avait excité en France, il abdiqua en faveur de son fils, et, le 4 avril, il envoya Ney, Mac Donald et Caulaincourt porter cette proposition à l'empereur Alexandre.

CHAPITRE 65

Marmont*

Comme ces généraux traversaient les avant-postes de l'armée française et s'arrêtaient pour faire contresigner leurs passeports par Marmont, ils communiquèrent à ce maréchal l'objet de leur voyage. Il parut confus et dit quelque chose, entre ses dents, de propositions à lui faites par le prince Schwarzenberg et auxquelles il avait prêté l'oreille en quelque manière. Mais, ajouta-t-il aux envoyés que cette parole avait frappés de stupeur, ce qu'il apprenait changeait la question et il allait mettre fin à ses communications séparées. Après quelques moments, un des maréchaux rompit le silence et dit qu'il serait plus simple que lui, Marmont, vînt avec eux à Paris et qu'il se joignît à eux dans les négociations dont ils étaient chargés. Marmont les accompagna en effet; mais dans quel dessein! c'est ce que les mouvements postérieurs de son corps d'armée montrèrent.

Les maréchaux le laissèrent avec le prince Schwarzenberg et allèrent remplir leur mission auprès d'Alexandre qui les envoya au Sénat. Ce prince n'avait pas encore de plan arrêté et ne songeait pas aux Bourbons. Il ne s'aperçut pas qu'il était entre les mains de deux intrigants dont l'un surtout, Talleyrand, ne cherchait qu'à se venger**.

Quand l'officier, qui avait accompagné les maréchaux aux avant-postes de l'armée, revint à Fontainebleau et rapporta que Marmont était allé avec eux à Paris et qu'il l'avait vu caché, dans le fond de leur voiture, tout le monde montra de la surprise et quelques-uns du soupçon. Mais Napoléon, avec sa confiance ordinaire dans l'amitié, répondit que, si Marmont les avait accompagnés, il était sûr que c'était pour lui rendre tous les services qui

* Ce chapitre est encore traduit mot à mot du n° 54 de l'*Edinburgh Review*. Sans doute le personnage inculpé a une justification à faire entendre.

** Voir la véridique histoire du mois d'avril 1814 par M. de Pradt[1].

étaient en son pouvoir. Pendant l'absence des négociateurs, on rassembla à Fontainebleau un conseil de guerre composé de tous les généraux de l'armée. Il s'agissait de décider ce que l'on ferait si la proposition des maréchaux était rejetée Souham, qui commandait en second le corps de Marmont, fut appelé comme les autres. Souham qui était informé de l'intelligence secrète de Marmont avec l'ennemi craignit d'être fusillé en arrivant à Fontainebleau et que tout ne fût découvert. Au lieu de se rendre à Fontainebleau comme il en avait l'ordre, il fit avancer son corps d'armée dans la nuit du 5 avril jusque dans le voisinage de Versailles. Par ce mouvement, il se mit au pouvoir des Alliés qui occupaient cette ville et laissa les troupes de Fontainebleau sans avant-garde. Les soldats de Souham, ignorant ses instructions, obéirent sans défiance. Ce ne fut que le lendemain matin qu'ils découvrirent avec désespoir le piège dans lequel ils étaient tombés. Ils voulurent massacrer leurs généraux, et il faut convenir qu'ils auraient donné un exemple utile au monde. Si l'un des colonels ou généraux avait eu un peu de ce caractère, si commun autrefois dans les armées de la République, il pouvait tuer Souham et ramener l'armée à Essonne.

Il est inutile d'ajouter que la défection du corps de Marmont dans ce moment critique décida du sort de la négociation confiée aux maréchaux. Napoléon, privé du tiers de sa petite armée, ne fut plus un objet d'appréhension pour les Alliés. Le traité de Fontainebleau fut signé le 11.

Nous nous sommes arrêtés un instant sur ces détails parce que la trahison du maréchal Marmont envers son ami et son bienfaiteur n'a pas été bien comprise. Ce n'est ni sa défense, ni sa capitulation de Paris, qui méritent une attention particulière, c'est sa conduite subséquente qui transmettra son nom à la postérité.

Le[a] lendemain du jour où M. de T[alleyrand] persuada aux souverains alliés que la France entière demandait les Bourbons, il se rendit au Sénat qui, toujours faible, nomma le gouvernement provisoire qu'on lui désigna.

Le 2 avril, le Sénat déposa Napoléon ; le 3, le Corps législatif adhéra aux actes du Sénat.

Dans la nuit du 5 au 6, les souverains déclarèrent qu'ils ne voulaient pas de la première abdication de Napoléon en faveur de son fils. L'empereur Alexandre lui fit offrir un lieu de retraite pour lui et sa famille et la conservation de son titre[b].

Laissons un instant Napoléon dans l'île d'Elbe. Les événements nous y rappelleront bientôt.

Le gouvernement provisoire par égard, je crois, pour les princes qui s'avançaient avec la cocarde blanche, proscrivit la cocarde tricolore et proclama la cocarde blanche. « Bon, dit Napoléon, alors à Fontainebleau, voilà une cocarde toute trouvée pour mes partisans, si jamais ils reprennent courage. » L'armée fut profondément irritée.

Ce trait est comme l'épigraphe du gouvernement qui va suivre. Cette démarche était d'autant plus inepte qu'il y avait un prétexte très plausible : Louis XVIII, étant alors *Monsieur*, avait porté la cocarde tricolore du 11 juillet 1789 au 21 juin 1792*.

Le Sénat fit une constitution qui était un contrat entre le peuple et un homme. Cette constitution appelait au trône Louis-Stanislas-Xavier. Ce prince, le modèle de toutes les vertus, arriva à Saint-Ouen. Malheureusement pour nous, il n'osa pas se confier à ses lumières qui cependant sont si supérieures[a]. Il crut devoir s'entourer de gens qui connussent la France. Il estimait, comme tout le monde, les talents du duc d'Otrante et du prince de Bénévent. Mais sa magnanimité lui fit oublier que la loyauté n'était pas le trait marquant du caractère de ces gens. Ils se dirent : « Il est impossible que le roi puisse se passer de nous. Laissons-le essayer de gouverner par lui-même ; nous serons premiers ministres dans un an. » Il n'y avait qu'une chance contraire et qui s'est présentée deux ans plus tard : c'est que le Roi trouvât un jeune homme de plus grand talent dont il pût faire un grand ministre[b].

En 1814, l'homme gangrené qui possédait la confiance du roi, donna à la France les ministres les plus plaisants qu'elle eût vus depuis longtemps. L'Inté-

* Hobhouse, I, p. 91.

rieur, par exemple, fut confié à un homme plus aimable à lui seul que tous les ministres un peu rudes de Napoléon, mais qui croyait fermement qu'habiter l'hôtel du ministre de l'Intérieur et y dîner, c'était être ministre de l'Intérieur[c]. La Révolution dans toutes ses phases n'a rien vu de si innocent que ce ministère. S'ils avaient eu quelque énergie, ils auraient bien fait le mal; il ne paraît pas que la volonté leur ait manqué, mais ils étaient impuissants[d]. Le roi, dans sa profonde sagesse, gémissait de l'inaction de ses ministres. Il sentait tellement la pauvreté de leur esprit qu'il se fit acheter par l'un d'eux une *Biographie moderne* et ne nommait à aucune place sans consulter l'article du libraire[e].

Nous oserons parler avec une demi-liberté de quelques-unes des fautes de ce ministère. Par la Charte, comme par le vœu de nos cœurs, le roi est inviolable et il l'est surtout parce que ses ministres sont responsables. Le roi ne connaissait encore en France ni les hommes ni les choses. Son gouvernement de 1818 prouve ce que sa haute sagesse peut faire quand elle n'est pas égarée par des guides aveugles.

Louis XVIII arriva à Saint-Ouen*. Il devait purement et simplement accepter la constitution du Sénat. Bonaparte ayant, en quelque sorte, par sa tyrannie abdiqué la qualité de fils de la Révolution, Louis trouvait une heureuse occasion de s'en revêtir. La démarche dont il est question paraît à tout pour le moment, et n'empêchait pas son troisième ou quatrième successeur, une fois les dangers passés, de s'intituler *Roi par la grâce de Dieu* et de parler de légitimité. Quant au roi, son règne était heureux et tranquille, et Bonaparte à jamais oublié.

L'abbé de Montesquiou fit un mémoire pour S.M. où il dit, en parlant du préambule de la constitution : « Point de doute qu'il ne faille mettre *Roi de France et de Navarre*, je croirais même qu'elle doit être intitulée édit du roi**. »

Le 14 de juin[a], la constitution fut portée aux deux Chambres réunies au palais du Corps législatif. Le chancelier, le plus plaisant des ministres, dit aux représentants de la nation : « Que plusieurs années s'étaient écoulées depuis que la divine Providence avait appelé leur roi au trône de ses pères..., qu'étant en pleine possession de ses droits héréditaires au royaume de France, il ne voulait exercer l'autorité qu'il tenait de Dieu et de ses ancêtres qu'en mettant

* Ce qui suit est fidèlement traduit de l'*Histoire des Cent Jours* par J. Hobhouse.
** *Moniteur* du 15 avril 1814.

lui-même des bornes à son pouvoir..., que, quoique le pouvoir absolu en France résidât dans la personne du Roi, Sa Majesté voulait suivre l'exemple de Louis-le-Gros, Philippe-le-Bel, Louis XI, Henri II, Charles IX et Louis XIV et modifier l'exercice de son autorité ». Il faut avouer que Charles IX et Louis XIV étaient plaisamment choisis. Après avoir exprimé le vœu d'effacer de l'histoire de France tout ce qui était arrivé durant son absence, le roi promit d'observer fidèlement la Charte constitutionnelle[b], que « par le libre exercice de l'autorité royale, il avait accordée et accordait, avait octroyée et octroyait à ses sujets[c] ».

Il faut savoir que les conseillers du roi, en portant ce prince à refuser par sa proclamation de Saint-Ouen la constitution du Sénat, lui en avaient fait faire une sorte d'extrait qu'il promettait d'accorder au peuple. Après l'entrée de S.M., on rassembla place Vendôme un bureau composé d'une trentaine de beaux esprits, législateurs les plus moutons que l'on put trouver; ils mirent cet extrait en articles et firent la Charte sans même se douter de ce qu'ils écrivaient. Aucun de ces pauvres gens n'eut l'idée qu'il faisait une transaction entre les partis qui divisaient la France. Le roi leur recommanda souvent de stipuler loyalement l'exécution de toutes les promesses de sa proclamation de Saint-Ouen. C'est cette constitution faite au hasard que le chancelier fit précéder du sage discours dont on vient de lire l'extrait.

Au milieu de cet accès de niaiserie qui s'était emparé de la capitale de la France, le vertueux Grégoire osant avancer quelques principes généraux et reconnus de toute l'Europe sur la liberté, fut accusé par les gens de lettres de vouloir faire renaître l'anarchie. MM. Lambrechts et Garat, qui protestaient contre la précipitation, furent insultés comme métaphysiciens. Benjamin Constant, l'homme par qui l'on pense juste en France, fut averti de garder le silence qui convenait si bien à un étranger peu instruit de nos mœurs.

Enfin cette Charte, si sagement préparée, fut lue devant les deux Chambres et nullement acceptée par elles. Elles auraient voté tout ce qu'on aurait voulu et même l'Alcoran, car c'est ainsi qu'on est en France. Dans ces sortes de circonstances, s'opposer à la majorité est taxé de vanité ridicule. « En France, il faut surtout faire comme les autres. » L'histoire des moutons de Panurge pourrait fort bien nous servir d'armes[d].

La sotte omission de cette formalité éloigna du roi toute vraie légitimité[e]. En France, même les enfants au collège font le raisonnement suivant : « Tout homme a un pouvoir absolu et sans bornes sur lui-même; il peut aliéner une partie de ce pouvoir. Vingt-huit millions d'hommes ne peuvent pas voter, mais vingt-huit millions d'hommes peuvent élire mille députés qui votent pour eux; donc, sans le libre choix d'une assemblée de représentants, il ne peut exister en France de pouvoir légitime, il ne peut y avoir que le droit du plus fort[f].

Toute la conduite des ministres fut de cette force. Les agents du pouvoir qu'ils osèrent destituer furent remplacés par des gens faibles ou déshonorés. On s'aperçut bientôt et avec étonnement que chaque jour la cause des Bourbons perdait des partisans. Les ministres firent tant de folies qu'ils persuadèrent au peuple, qu'au fond du cœur, le roi était le plus grand ennemi de la Charte. Ces ministres avaient devant les yeux la cour de Louis XVI et le sort de Turgot. Pensant toujours que l'autorité royale allait se réveiller et saurait récompenser ceux qui l'auraient devinée en sachant la respecter durant les *mauvais jours*, ces malheureux ne songeaient qu'à lutter de servilité pour avancer en grade.

Quoi qu'en aient dit Montesquieu et beaucoup d'autres[a], il n'y a que deux sortes de gouvernements : les gouvernements *nationaux* et les gouvernements *spéciaux*.

A la première classe appartiennent tous les gouvernements où l'on tient pour principe que *tous les droits et tous les pouvoirs appartiennent toujours au corps entier de la Nation, résident en lui, sont émanés de lui et n'existent que par lui et pour lui*.

Nous appelons *gouvernements spéciaux* tous ceux, quels qu'ils soient, où l'on reconnaît d'autres sources légitimes de droits et de pouvoirs que la volonté générale : tels que l'autorité divine, la naissance, un pacte social exprès ou tacite où les partis stipulent comme puissances étrangères l'une à l'autre*.

Quoique vicieuse par le fond, quoique n'étant pas même un contrat entre le peuple et un homme, comme la constitution d'Angleterre en 1688, notre charte eût satisfait tout le monde. Le peuple français est trop enfant pour y regarder de si près. D'ailleurs cette Charte est passable, et, si jamais elle est exécutée, la France sera très heureuse, plus heureuse que l'Angleterre. Il est impossible dans ce siècle de faire une mauvaise charte ; il n'est aucun de nous qui en demi-heure n'en écrive une excellente. Ce qui eût été le dernier effort du génie du temps de Montesquieu, aujourd'hui est un lieu commun. Enfin toute charte exécutée est une bonne charte[b].

Il suffisait pour mettre le trône du plus sage et du meilleur des princes à l'abri des tempêtes, que le peuple crût qu'on voulait sincèrement la Charte. Mais c'est ce dont les prêtres et les nobles firent tout au monde pour le dissuader.

Cent mille prêtres et cent cinquante mille nobles furieux n'étaient surveil-

* *Commentaire sur l'Esprit des Lois*, p. 13, 14. Liège, 1817.

lés, comme tout le reste de la nation, que par huit imbéciles qui ne pensaient qu'au cordon bleu. Les nobles voulaient et veulent leurs biens. Quoi de plus simple que de leur rendre l'équivalent en rentes sur l'État ? Par là ces gens, qui n'ont point d'opinion et n'ont que des intérêts, étaient attachés au crédit public et à la Charte comme à un mal nécessaire.

Les ministres qui n'écrivaient pas une ligne, qui ne donnaient pas un dîner, sans violer l'esprit de la Charte, accumulèrent bientôt les violations matérielles. Mme la maréchale Ney ne revenait jamais de la cour sans avoir les larmes aux yeux*[c].

* Interrogatoire du Maréchal Ney.

1. L'article 260 du code pénal maintenu par la Charte défend, sous peine de prison et d'amende, de forcer les Français à célébrer les fêtes ou dimanches et à discontinuer leur travail. Une ordonnance de police ordonna précisément le contraire et en termes ridicules. Elle prescrivait à tous les Français, de quelque religion qu'ils fussent, de *tendre le devant de leurs maisons dans toutes les rues où devaient passer les processions du Saint-Sacrement.*

On ne manqua pas de faire de ces processions qui furent la risée de tous les partis[a]. Tant que la religion catholique n'aura pas de bonnes places à donner, elle sera ridicule en France. Personne n'y croit plus depuis longtemps. La religion est à jamais perdue en France depuis que l'abbé Maury a voulu la faire servir de bouclier aux privilèges des nobles.

2. Le 10 de juin, six jours après la Charte qui promettait la liberté de la presse (article 8), parut l'ordonnance du ministre de l'Intérieur qui rétablissait la censure. Ce qu'il y eut de plus ridicule, c'est qu'on fit de cette ordonnance une loi. De longtemps en France, l'avenir ne sera rien pour le gouvernement.

3. Le 15 juin et le 15 de juillet, deux ordonnances sur le recrutement de la garde royale violèrent, au détriment de l'armée, l'article 12 de la Charte.

4. Le 21 juin et le 6 de juillet, on établit un Conseil d'État qui, au mépris de l'article 63, fut érigé en tribunal extraordinaire.

5. Le 27 juin, l'article 15, le plus important de tous, celui qui déclare que le pouvoir législatif réside dans le roi, les pairs et les députés, fut violé pour une bagatelle, par une ordonnance qui annulait un impôt établi par la loi du 22 ventôse an 12*.

6. Le 16 décembre, on mit à la demi-solde les officiers non employés ; cela était en opposition directe avec l'article 69. Cette mesure pouvait être néces-

* Hobhouse, I, p. 63.

saire, mais il fallait faire une loi, la faire pour un an, la faire en tremblant, la demander à genoux. De ce moment, l'armée fut perdue pour les Bourbons. En France, sur dix hommes que l'on rencontre, huit ont fait la guerre dans un temps ou dans un autre et les deux autres mettent leur vanité à partager les sentiments de l'armée. A cette époque, des anecdotes fâcheuses commencèrent à circuler. Un duc royal demande à un officier quelles campagnes il a faites. « Toutes. — Avec quel grade ? — Comme aide de camp de l'empereur. » On lui tourne le dos. A la même question, un autre répond qu'il a servi vingt-cinq ans. « Vingt-cinq ans de brigandages. » La garde déplaît dans une manœuvre ; on dit à ces vieux soldats[b], illustrés par tant de victoires, qu'il faut qu'ils aillent en Angleterre apprendre à manœuvrer des gardes du roi d'Angleterre[c].

Des soldats suisses sont appelés à Paris, tandis qu'ont met des soldats français à la demi-solde. Six cents nobles, pour lesquels les Parisiens trouvèrent le nom, devenu si célèbre, de *voltigeurs de Louis XIV*, et pareil nombre d'enfants, sortis à peine du collège, sont recouverts d'habits ridicules inventés par le cardinal de Richelieu et gardent la personne du roi qui semble se défier de sa garde. Dès qu'on a un corps privilégié à Paris, on doit s'attendre à des insolences et il faut savoir les empêcher comme Napoléon. Les scènes du café Montansier irritèrent vivement la vanité nationale.

La vieille garde impériale, ce corps si brave et si facile à gagner[d], est outrageusement exilée de la capitale[e]. Le maréchal Soult, ministre de la Guerre, veut la rappeler ; un contreordre, mille fois plus outrageant que la première mesure, l'arrête à moitié chemin. Les Chouans, ces gens liés avec l'étranger, sont dans la plus haute faveur*.

On supprime l'établissement pour les orphelins de la Légion d'honneur ; on fait pis : on le rétablit par faiblesse.

On vend publiquement la Légion d'honneur : on fait plus : pour l'avilir, on la jette aux gens les plus étrangers à la chose publique, par exemple à des parfumeurs du Palais-Royal[f]. L'armée des Bourbons ne s'élève pas à quatre-vingt-quatre mille hommes, et on y met pour officiers cinq mille vieux émigrés ou jeunes nobles imberbes.

* Hobhouse I, p. 88.

Voici d'autres violations de la Charte :

7. Le 30 juillet, on établit une école militaire pour faire jouir les nobles des avantages de l'ordonnance de 1751.

8. Le chancelier, de sa propre autorité, met un impôt sur les *provisions* des juges, sur les lettres de naturalisation et sur les journaux.

9. En opposition à la lettre de la Charte, le gouvernement n'ayant pu faire passer une loi pour réorganiser la Cour de cassation, la renouvelle par une ordonnance, et renvoie plusieurs juges fort estimés : de ce moment les juges furent vendus. Cette Cour maintient en France l'exécution des codes : c'est un rouage fort important pour l'ordre intérieur, et jusqu'à l'époque dont nous parlons, il a été excellent.

La Charte, quoique les gens qui l'ont faite ne s'en soient pas doutés, est divisée en deux parties. Par la première, elle est vraiment *constitution*, c'est-à-dire *recette* pour faire des lois, loi sur la manière de faire des lois; par la seconde, elle est *transaction amicale* entre les partis qui divisent la France[a].

10. L'article le plus important de cette seconde partie est le 11e ainsi conçu : « Toutes recherches des opinions et votes émis jusqu'à la Restauration sont interdites ». Le même oubli est commandé aux tribunaux et aux citoyens*.

Chez un peuple enfant et vaniteux, cet article était un des moins importants pour l'autorité royale. Ceux que la faveur ne soutient pas en France sont toujours méprisés, et les gens protégés par cet article auraient été les flatteurs les plus déhontés. Mais les ministres étaient aussi enfants que le reste de la nation. Ils tinrent beaucoup à chasser certains membres de la Cour de cassation[b]. Dans les palais des rois, on est toujours en avant de l'opinion que l'on suppose au prince.

11. Une niaiserie encore plus incompréhensible, pour qui n'a pas connu les meneurs de cette époque, fut celle de chasser quinze membres de l'Institut. Ce coup d'État si ridicule devint important par les conséquences. Il frappa la nation; ce fut l'avant-dernière goutte du vase qui va déborder; le lendemain, s'il l'avait pu, le peuple français eût chassé les Bourbons. Or que faisait et aux Bourbons et aux Français, que les noms suivants fussent de l'Institut : Guyton-Morveau, Carnot, Monge, Napoléon Bonaparte, Cambacérès, Merlin, Roederer, Garat, Sieyès, le cardinal Maury, Lucien Bonaparte, Lakanal, Grégoire, Joseph Bonaparte et David?

Ce qu'il y eut d'incroyable, c'est qu'on trouva à remplacer les éliminés. Il y

* Voir la loi dite d'*amnistie* qui a exilé les gens qui avaient voté la mort de Louis XVI.

eut des gens qui consentirent à entrer *par ordonnance*, dans un corps qui n'est quelque chose que par l'opinion. Du temps des d'Alembert et des Duclos, il n'en eût pas été ainsi. Et l'on s'étonne que la classe la plus avilie de Paris soit celle des gens de lettres★[c].

★ C'est ce qui fait que les gens qui se respectent n'aiment pas à devenir auteurs et à mettre leur nom aux titres de leurs livres.

On sait assez comment[a] le Corps législatif était choisi sous Napoléon. Les sénateurs nommaient les protégés de leur cuisinière. Et cependant telle était l'énergie inspirée à la nation par le *culte de la gloire*, tel était son mépris pour les petitesses qu'aucune Chambre, nommée sous l'empire de la Restauration, ne s'est acquis autant d'estime que celle où brillèrent MM. Durbach, Laîné, Bedoch, Raynouard, Suard, Flaugergues. Les discours de ces hommes estimables consolaient la nation. A cette époque, tout ce qui touchait au gouvernement était avili.

Les vrais royalistes, les purs, les émigrés affectaient de sourire avec dédain aux mots de *Charte* et d'*idées libérales*. Ils oubliaient que l'homme qui les a mis sur leurs jambes, le magnanime Alexandre, avait recommandé au Sénat de donner à la France des *institutions fortes et libérales*. Mille bruits sinistres annonçaient de toutes parts à la nation la résurrection prochaine de l'ancien régime.

Les ministres favoris, MM. D., F., M., B.[b], ne perdaient aucune occasion de professer la doctrine de la monarchie absolue. Ils regrettaient publiquement cette vieille France où étaient réunis dans tous les cœurs, sans aucune distinction, ces mots sacrés : Dieu et le Roi*.

Bien entendu qu'on n'oubliait pas les droits aussi sacrés de la *fidèle noblesse*. Tout le monde ne se rappelle peut-être pas que ces droits consistaient en 144 impôts, tous différents[c]. Enfin, le duc de Feltre, ministre de la Guerre, qui n'avait pas même l'illustration de la guerre[d], osa dire à la tribune : « Sy veut le roi, sy veut la loi », et il est devenu maréchal. Enfin, qui le croirait, M. de Chateaubriand ne parut pas assez royaliste ; sa réponse au mémoire du général Carnot fut attaquée dans ce sens**.

* Adresse du clergé de Paris au roi le 15 août 1814.
** *Journal des Débats*, octobre.

Les membres de l'ancien parlement s'étaient rassemblés le 4 juin chez M. Lepelletier de Morfontaine* et avaient formellement protesté contre la Charte. Ils avaient ainsi encouru le traitement dû à toutes les minorités : « Ou soumettez-vous aux lois, ou allez-vous-en**[a]. On n'eut pas l'air de s'apercevoir de cette ridicule protestation, et aussitôt la noblesse se prépara à en faire une semblable. En France, où chacun aspire à créer un régiment pour se faire colonel, ces sortes de démarches ont de l'importance. Ce sont les conspirations du pays. Un prince politique les eût punies avec sévérité.

A Savenay (Loire-Inférieure), un sermon fut prêché le 5 mars : on disait aux fidèles que ceux qui ne rendraient pas leurs biens aux nobles et aux curés, comme représentants des moines, éprouveraient le sort de Jézabel et seraient dévorés par les chiens[b].

Parmi les pétitions, dont le Corps législatif ne voulait pas prendre lecture, il s'en trouvait près de trois cents d'individus se plaignant que leurs curés leur refusaient l'absolution parce qu'ils étaient propriétaires de biens nationaux. Or huit millions de Français sont dans ce cas, et les huit millions qui ont le plus d'énergie. Au mois d'octobre, les journaux dévoués à la cour racontèrent qu'à une fête que le prince de Neufchâtel avait donnée à Grosbois au roi et à la famille royale, le prince avait fait hommage à Sa Majesté d'un rouleau de parchemin contenant les titres de propriété de ce bien national. Le roi les avait gardés une heure et ensuite les avait rendus au maréchal avec ce mot gracieux : « Ces titres ne peuvent pas être en de meilleures mains. » Berthier se plaignit de cette ridicule anecdote au roi lui-même et, ce que je suis bien loin de croire, ne put jamais obtenir la permission de la démentir dans les journaux[c].

* Littéralement traduit de J. Hobhouse, I, p. 96, 2e édition.
** Paley.

M. Ferrand proposa une loi fort juste : il s'agissait de rendre aux émigrés leurs biens non vendus*.

Il osa parler à la tribune « des droits sacrés et inviolables que ceux qui avaient suivi la ligne droite ont toujours aux propriétés dont ils ont été dépouillés par les tempêtes révolutionnaires » et M. Ferrand eut le cordon bleu.

Ce mot mit le feu à la France. Des gens qui vivaient tranquilles et soumis sous l'autorité du dey d'Alger deviendront furieux au mot le plus indirect qui menacera leur propriété.

* Il y a plus : il fallait rendre aux émigrés jusqu'au maximum de six mille livres de rente par tête, et en *rentes sur l'État* tout ce qu'on leur avait pris justement lorsqu'ils sortirent de France pour appeler les étrangers dans la patrie.

Il est temps de revenir à l'île d'Elbe[a]. Napoléon ayant lu dans un journal, en se faisant la barbe, le discours du ministre Ferrand fit appeler le général Bertrand et lui dit[1] :

Le baron Jermanowski[a] colonel des lanciers de la garde, fit le récit suivant à son respectable ami, le général Kosciusko*. C'était la bravoure parlant en présence de l'héroïsme.

Le colonel commença par dire qu'il commandait à Porto Longone, où il avait, outre ses lanciers, une garnison de trois cents fantassins. Six jours avant le départ, l'empereur le fit demander pour savoir le nombre de bâtiments qui se trouvaient dans son port. Il reçut l'ordre de les noliser, de les approvisionner et d'empêcher la sortie de la moindre barque. Le jour avant l'embarquement il reçut ordre de payer trois mille francs pour une route que Napoléon faisait ouvrir. Il avait presque oublié l'embargo quand, le 26 février, pendant qu'il travaillait à son petit jardin, un aide de camp de l'empereur lui apporta l'ordre d'embarquer tous ses hommes à six heures du soir et de rejoindre la flottille devant Porto Ferraio, cette même nuit, à une heure indiquée. Il était si tard que le colonel ne put pas finir l'embarquement de ses hommes avant 7 heures et demie. On partit aussitôt. Il arriva avec sa petite flotte au brick impérial l'*Inconstant* qui était sous voiles. En montant sur le pont, il trouva l'empereur qui l'accueillit par les questions : « Comment cela va-t-il ? Où est votre monde ? »

Le colonel Jermanowski apprit de ses camarades que la garnison de Porto Ferraio n'avait reçu l'ordre de s'embarquer que le même jour à une heure, qu'ils n'avaient été à bord qu'à quatre heures, que l'empereur avec les généraux Bertrand, Drouot, et son état-major était arrivé à huit, qu'alors un seul coup de canon avait donné le signal et qu'on avait mis à la voile. La flottille était composée de l'*Inconstant* de vingt-six canons, de l'*Étoile* et de la *Caroline*, bombardes, et de quatre felouques[b]. Il y avait sur l'*Inconstant* quatre cents hommes

* Hobhouse, p. 115. Voir les récits du *Moniteur* qui sont exacts.

de la vieille garde. Personne ne savait où l'on allait. Les vieux grenadiers, en quittant le rivage pour monter à bord, avaient crié : « Paris ou la mort. »

Le vent qui était au sud et d'abord assez vif, tomba bientôt au calme plat. Lorsque le jour parut, on n'avait fait que six lieues et la flottille se trouvait entre les îles d'Elbe et de Capraia, en vue des croiseurs anglais et français. La nuit cependant n'avait pas été entièrement perdue, les soldats et l'équipage avaient été employés à changer la couleur extérieure du brick. Il était jaune et gris; on le peignit en noir et blanc. C'était un faible moyen d'échapper aux gens intéressés à observer l'île d'Elbe.

Il fut question de retourner à Porto Ferraio : mais Napoléon ordonna de continuer à marcher, se déterminant, en cas de nécessité, à attaquer les croiseurs français. Il y avait dans les eaux de l'île d'Elbe deux frégates et un brick; à la vérité on les croyait plus disposés à venir se joindre à la flotte impériale qu'à la combattre; mais un officier royaliste un peu ferme pouvait faire tirer le premier coup de canon, et entraîner son équipage. A midi, le vent fraîchit; à quatre heures, la flottille se trouvait vis-à-vis de Livourne. On eut la vue de trois vaisseaux de guerre, et l'un d'eux, un brick, faisait voile sur l'*Inconstant*. Les sabords furent fermés. Les soldats de la garde quittèrent leurs bonnets et se couchèrent sur le pont. L'empereur avait le projet de monter à l'abordage du brick, mais c'était une dernière ressource dans le cas seulement où le vaisseau royal ne voudrait pas laisser passer l'*Inconstant* sans le visiter. Le *Zéphir* (ainsi s'appelait le brick au pavillon blanc) arrivait à pleines voiles sur l'*Inconstant* : les deux vaisseaux passèrent bord à bord. Le capitaine Andrieux[c] étant hélé par le lieutenant Taillade de l'*Inconstant*, qui était de ses amis, se contenta de demander où allait l'*Inconstant*. — « A Gênes », répondit Taillade, et il ajouta qu'il se chargerait avec plaisir de ses commissions s'il en avait. Andrieux répondit que non, et en partant cria : « Comment se porte l'empereur ? » Napoléon lui-même répondit : « parfaitement bien », et les bâtiments se séparèrent.

Le vent augmenta pendant la nuit du 27, et le 28 février[d], à la pointe du jour, on aperçut les côtes de Provence. On avait en vue un vaisseau de 74, faisant voile apparemment pour la Sardaigne[e]. Le colonel Jermanowski dit que, jusqu'à ce moment, on croyait généralement sur la flottille qu'on allait à Naples. Beaucoup de questions furent faites par les soldats aux officiers, et même par les officiers à l'empereur qui ne répondait pas. A la fin, il dit en souriant : « Eh bien, c'est la France ! » A ce mot tout le monde l'entoura pour savoir ses ordres. La première mesure qu'il prit fut d'ordonner à deux ou trois commissaires de sa petite armée de préparer leurs plumes et leur papier. Ils écrivirent sous sa dictée les proclamations à l'armée et aux Français. Quand elles furent écrites, on les lut tout haut. Napoléon fit plusieurs corrections. Il se les fit relire de nouveau et les corrigea encore; enfin après dix révisions au

moins, il dit : « Cela va bien, faites-en des copies. » A cette parole, tous les soldats et les matelots qui savaient écrire se couchèrent sur le pont. On leur distribua du papier, et ils eurent bientôt fait un nombre de proclamations suffisant pour qu'elles pussent être publiées au moment du débarquement. On s'occupa ensuite de faire des cocardes tricolores. On n'eut qu'à couper le bord extérieur de la cocarde de l'île d'Elbe. D'abord, à l'arrivée dans l'île, la cocarde de l'empereur avait été encore plus semblable à la française. Il la changea dans la suite, pour ne pas éveiller le soupçon. Durant ces divers arrangements, et en général, pendant toute la dernière partie du voyage, les officiers, les soldats et les marins entouraient Napoléon qui dormait peu et se tenait presque toujours sur le pont. Couchés, assis, debout, ou errant familièrement autour de lui, ils avaient besoin de lui parler. Ils lui faisaient des questions continuelles auxquelles il répondait sans le plus petit signe d'impatience, quoique plusieurs ne fussent pas peu indiscrètes. Ils voulaient savoir son opinion sur plusieurs grands personnages vivants, sur des rois, des maréchaux, des ministres d'autrefois. Ils entreprenaient de discuter avec lui des passages connus[f] de ses propres campagnes, et même de sa politique intérieure. Il savait satisfaire ou éluder leur curiosité et souvent entrait dans de grands détails sur sa propre conduite et sur celle de ses ennemis. Soit qu'il examinât les titres de gloire de ses contemporains, soit qu'il rappelât les faits militaires des temps anciens et modernes, toutes ses réponses étaient d'un ton d'aisance[g], de noble familiarité et de franchise qui ravissait les soldats. « Chaque mot, disait le colonel Jermanowski, nous semblait digne d'être conservé pour la postérité. » L'empereur parlait sans détour de son entreprise actuelle, des difficultés qu'elle présentait et de ses espérances. « Dans les cas comme celui-ci, il faut penser lentement, mais agir avec célérité. J'ai longtemps pesé cette idée, je l'ai considérée avec toute l'attention dont je suis capable. Je n'ai pas besoin de vous parler de la gloire immortelle et des avantages que nous acquerrons si le succès couronne notre entreprise[h]. Si nous échouons, ce n'est pas à des militaires qui, depuis leur enfance, ont bravé[i] la mort sous tant de formes et dans tant de climats que je chercherai à déguiser le sort qui nous attend. Nous le connaissons et nous le méprisons. »

Telles sont à peu près les dernières paroles qu'il prononça avant que sa petite flotte jetât l'ancre dans le golfe de Juan. Ces derniers mots eurent l'air un peu plus soignés. Ce fut comme une espèce d'adresse adressée à ses compagnons, auxquels peut-être il n'aurait plus le temps de parler au milieu des hasards qu'on allait rencontrer.

Le 28 février, Antibes fut en vue depuis midi, et le 1er mars, à trois heures, la flottille jeta l'ancre dans la baie. Un capitaine et vingt-cinq hommes furent envoyés pour s'emparer des batteries qui pouvaient dominer le point du

débarquement[j]. Cet officier, voyant qu'il n'y avait pas de batterie, prit sur lui de marcher sur Antibes. Il y entra et fut fait prisonnier. A cinq heures du soir les troupes prirent terre sur la côte voisine de Cannes. L'empereur fut le dernier à quitter le brick. Il prit quelque repos dans un bivouac qu'on lui prépara au milieu d'une petite prairie environnée d'oliviers, près de la mer. Les paysans montrent aujourd'hui aux étrangers la petite table sur laquelle il prit son repas*[k].

L'empereur appela Jermanowski et lui demanda s'il savait combien on avait emmené de chevaux de l'île d'Elbe. Le colonel lui répondit qu'il n'en savait rien ; que, pour lui, il n'en avait pas embarqué un seul. « Fort bien, dit Napoléon ; j'ai amené quatre chevaux ; divisons-les. Je crois que j'en dois avoir un. Comme vous commandez ma cavalerie, vous aurez le second. Bertrand, Drouot et Cambronne auront les deux autres. »

Les chevaux avaient été débarqués un peu plus bas, sur le rivage. On quitta le bivouac et Napoléon avec son état-major allèrent à pied au lieu où ils étaient. L'empereur marchait seul, interrogeant quelques paysans qu'il rencontra. Jermanowski et les généraux suivaient, portant leurs selles. Quand on fut arrivé aux chevaux, le grand maréchal Bertrand refusa d'en prendre un ; il dit qu'il marcherait à pied. Drouot en fit autant**. Cambronne et Molat montèrent à cheval. L'empereur donna au colonel Jermanowski une poignée de napoléons en lui disant de se procurer quelques chevaux de paysans. Le colonel donnant aux paysans tout ce qu'ils demandaient, en acheta quinze. On les attela à trois pièces de canon amenées de l'île d'Elbe et à un canon que la princesse Pauline avait donné à son frère.

On vint annoncer le mauvais succès d'Antibes[l]. « Nous avons mal commencé, dit l'empereur, nous n'avons maintenant rien de mieux à faire que de marcher aussi vite que nous pourrons et de gagner les passages des montagnes avant que la nouvelle de notre débarquement y soit arrivée. » La lune se leva et Napoléon avec sa petite armée se mit en marche à onze heures du soir. On marcha toute la nuit. Les paysans des villages à travers lesquels on passait ne disaient rien ; ils levaient les épaules et branlaient la tête quand on leur disait que l'empereur était de retour. A Grasse, ville de six mille âmes, que l'empereur traversa, on croyait que des pirates avaient débarqué et tout était en alarmes. Les boutiques et les fenêtres étaient fermées et la foule qui s'était rassemblée dans les rues, nonobstant la cocarde nationale et les cris de *Vive l'empereur* des soldats, les laissaient passer sans le moindre signe d'approbation ou de désapprobation. Ils firent halte pour une heure sur un coteau

* Hobhouse, 121.
** Hobhouse, 122, 123, 130.

au-delà de la ville. Les soldats commencèrent à se regarder entre eux avec incertitude et tristesse. Tout à coup, ils virent une troupe de gens de la ville qui s'avançaient vers eux avec des provisions et aux cris de : *Vive l'empereur.*

Depuis ce moment* les paysans se montrèrent satisfaits que Napoléon eût débarqué et sa marche fut plutôt un trimphe qu'une invasion. On laissa à Grasse les canons et la voiture et comme les routes furent fort mauvaises dans le cours de cette première marche qui fut de vingt-cinq lieues, Napoléon marchait fréquemment à pied au milieu de ses grenadiers. Lorsqu'ils se plaignaient de leurs fatigues, il les appelait *ses grondeurs*; eux, de leur côté, quand il lui arrivait de tomber, riaient tout haut de sa maladresse. Ils arrivèrent dans la soirée du 2 au village de Seranon à vingt lieues de Grasse. Dans cette marche, le nom de Napoléon parmi les soldats était : *notre petit tondu*, et *Jean de l'épée.* Il entendait fréquemment ces noms répétés à demi-haut comme il gravissait les montées au milieu de ses vétérans. Le 3, il coucha à Barrème et dîna à Digne le 4 mars. « Ce fut ou à Digne ou à Castellane, nous dit le colonel, que Napoléon entreprit de persuader de crier : *Vive l'empereur* au maître de l'auberge dans laquelle il s'arrêta. Cet homme refusa positivement et cria : *Vive le roi.* Au lieu d'être en colère, Napoléon le loua de sa loyauté et lui demanda seulement de boire à sa santé, ce à quoi l'hôte accéda volontiers. »

A Digne, les proclamations** à l'armée, au peuple français furent imprimées et répandues dans le Dauphiné avec tant de rapidité que sur sa route, Napoléon trouva les villes et les villages prêts à le recevoir. Jusqu'à ce moment cependant, il n'avait été joint que par un seul soldat. Ce soldat fut rencontré sur la route par le colonel Jermanowski qui entreprit d'en faire un prosélyte. Comme le colonel lui disait que l'empereur allait arriver, le soldat se mit à rire de tout son cœur : « Bon, dit-il, j'aurai quelque chose à dire ce soir à la maison. » Le colonel eut beaucoup de peine à lui persuader qu'il ne voulait pas rire; alors le soldat lui dit : « Où comptez-vous dormir cette nuit? » et en apprenant le nom du village : « Hé bien! dit-il, ma mère habite à trois lieues d'ici, je m'en vais lui dire adieu et je serai avec vous ce soir. » Le soir en effet le grenadier frappa sur l'épaule du colonel et ne fut content que quand celui-ci eut promis qu'il dirait à l'empereur que Melon le grenadier était venu partager la fortune de son ancien maître.

Le 5, Napoléon passa la nuit à Gap où il fut gardé seulement par dix cavaliers et quarante grenadiers. Le général Cambronne occupa le même jour avec quarante grenadiers le pont et l'ancienne forteresse de Sisteron***; mais

* Hobhouse, 124.
** Hobhouse, 125.
*** Hobhouse, 126.

Melon était toujours la seule recrue qu'on eût faite, de sorte qu'à Saint-Bonnet et dans d'autres villages les habitants voulaient sonner le tocsin et se lever en masse pour accompagner la petite armée. Ils obstruaient les routes et souvent empêchaient la marche pour voir et toucher l'empereur qui quelquefois
marchait à pied.

Les routes étaient exécrables à cause de la neige fondante. Le mulet chargé d'or glisse dans un précipice. L'empereur en paraît très fâché. On passe deux heures à essayer de le retirer. A la fin, pour ne pas perdre de temps, l'empereur dut l'abandonner : les paysans en profitèrent au printemps.

Le 6, l'empereur coucha à Gap et le général Cambronne avec son avant-garde de quarante hommes à La Mure. Là, l'avant-garde de la garnison de Grenoble, forte de six cents hommes, refusa les pourparlers avec le général Cambronne. Le colonel Jermanowski, étant à l'extrême avant-garde, trouva un défilé près de Vizille, occupé par une troupe qui avait un drapeau blanc. Il voulut parler, mais un officier s'avançant vers lui, lui cria : « Retirez-vous, je ne puis avoir aucune communication avec vous. Gardez votre distance, ou mes hommes vont faire feu. » Le colonel chercha à le gagner en lui disant qu'il aurait à parler à l'empereur Napoléon et non à lui ; mais l'officier continua à se servir de paroles menaçantes et Jermanowski alla faire part à l'empereur de ce mauvais succès. Napoléon lui dit en souriant : « S'il en est ainsi, il faut que j'essaye ce que je pourrai faire moi-même. » Il mit pied à terre et ordonna à environ cinquante de ses grenadiers de le suivre avec leurs armes renversées ; il marcha tranquillement jusqu'au défilé où il trouva un bataillon du 5ᵉ de ligne, une compagnie de sapeurs et une de mineurs, en tout sept à huit cents hommes. L'officier commandant continuait à vociférer, souvent contre l'empereur lui-même, disant : « C'est un imposteur, ce n'est pas lui. » De temps en temps cet officier réprimandait ses troupes, leur ordonnant de faire feu. Les soldats étaient silencieux et immobiles. Il sembla un instant, lorsqu'ils virent approcher la troupe de Napoléon, qu'ils voulaient coucher en joue leurs fusils. Napoléon fit arrêter ses grenadiers, s'avança tranquillement et tout seul jusqu'au bataillon. Quand il fut très près de la ligne, il s'arrêta court, jeta sur eux un regard tranquille et, ouvrant sa redingote, s'écria : « C'est moi, reconnaissez-moi. S'il y a parmi vous un soldat qui veuille tuer son empereur, qu'il fasse feu, voilà le moment. »

Ils furent vaincus en un instant et au milieu des cris redoublés de *Vive l'empereur*, se précipitèrent dans les bras des soldats de la garde★.

Un peu avant que les soldats du cinquième s'ébranlassent, Napoléon s'approcha d'un grenadier qui avait l'arme présentée et, le prenant par une de

★ Hobhouse, 126-127.

ses moustaches, lui dit « Et toi, vieille moustache, n'as-tu pas été avec nous à Marengo ? »

Tel est le récit simple[1] d'une de ces actions qui, dans tous les siècles et dans tous les pays, montrent aux nations les hommes pour lesquels elles doivent marcher et agir.

Les compagnons de Napoléon regardèrent le mouvement de cette troupe de sept cents hommes comme décisif. Ils virent dans cet événement que l'empereur ne s'était pas trompé et que l'armée était toujours à lui*. Les nouvelles troupes prirent la cocarde tricolore, se rangèrent autour des aigles de l'armée de l'île d'Elbe et entrèrent avec elles à Vizille, au milieu des cris de joie des habitants. Ce bourg a toujours marqué par son patriotisme. On peut dire que c'est là qu'à commencé la Révolution française et la liberté du monde. C'est au château de Vizille qu'eut lieu la première assemblée des États du Dauphiné.

En avançant[m] vers Grenoble, le colonel Jermanowski fut joint par un officier qui arrivait ventre à terre et qui lui dit : « Je vous salue de la part du colonel Charles Labédoyère. »

Ce jeune colonel parut bientôt à la tête de la plus grande partie de son régiment, le 7e de ligne formé des débris du 112e régiment et de plusieurs autres. A quatre heures après-midi, le colonel s'était échappé de Grenoble ; à une certaine distance il tira une aigle de sa poche, la plaça au bout d'une perche et l'embrassa devant son régiment qui cria aussitôt : *Vive l'empereur !* Il donna alors un coup de couteau dans un tambour qui était plein de cocardes tricolores qu'il distribua à son régiment. Mais le général Marchand qui resta fidèle au roi réussit à faire rentrer dans Grenoble une partie du régiment. La garnison de cette ville avait été augmentée du 11e régiment de ligne et d'une partie du 7e envoyés de Chambéry. Cette garnison était composée en outre de deux mille hommes du 3e régiment de pionniers, deux bataillons du 5e de ligne et du 4e d'artillerie, précisément le même régiment dans lequel Napoléon avait obtenu une compagnie, vingt-cinq ans auparavant.

Grenoble est une mauvaise place que l'on ne conserve que pour approvisionner d'artillerie la chaîne des Alpes au milieu desquelles elle se trouve placée. Elle n'a qu'un mur terrassé du côté de la plaine, haut d'une vingtaine de pieds avec un petit ruisseau qui coule au devant. C'est avec cette fortification ridicule que, quelques mois après, les habitants livrés à eux-mêmes ont tué mille deux cents hommes à l'armée piémontaise toute composée de soldats de Napoléon.

Lorsque ce grand homme s'en approcha le 7 mars, toute la garnison était

* Hobhouse, 128.

rangée sur le rempart terrassé au milieu duquel est pratiquée la porte de Bonne qui répond au chemin de Vizille*. Les canons étaient chargés, les mèches allumées, la garde nationale était rangée derrière la garnison pour lui servir de réserve.

La porte de Bonne fut fermée à huit heures et demie. Comme Napoléon entrait dans le petit faubourg de Saint-Joseph, Jermanowski se présenta à la porte de Bonne à la tête de huit lanciers polonais. Le colonel demanda les clés; on lui répondit qu'elles étaient chez le général Marchand. Le colonel parla aux soldats qui ne répondaient pas. Napoléon arriva bientôt sur le petit pont qui est devant les portes. Il resta là assis sur un chasse-roue plus de trois quarts d'heure.

Le général Marchand devait se porter sur le rempart voisin à cinquante pieds au plus de la personne de l'empereur et lui tirer dessus lui-même. Il pouvait se faire seconder par vingt gentilshommes. Il n'y avait pas possibilité de manquer Napoléon. Une fois mort, tout le monde eût abandonné ce parti. Si les partisans craignaient mal à propos d'être écharpés en tirant, ils pouvaient se placer dans la maison d'un nommé Eymar qui donne sur le rempart et, de l'autre côté, sur la partie du rempart qui est renfermée dans la caserne. Le fait est que, dans ce moment de trouble extrême, tous les desseins hardis eussent réussi. On pouvait avec la même facilité placer vingt gentilshommes dans les maisons du faubourg Saint-Joseph, devant lesquelles Napoléon passa, à quinze pieds des maisons[n].

Après trois quarts d'heure de pourparlers et d'incertitude, la garnison, au lieu de faire feu, cria : Vive l'empereur. Comme les portes ne s'ouvraient pas, les habitants du faubourg apportèrent des poutres et, aidés par les habitants de la ville, enfoncèrent cette porte qui se trouva très solide, Grenoble ayant été sur le point de soutenir un siège un an auparavant. Comme la porte tombait, les clés arrivèrent. Les huit lanciers trouvèrent en entrant une foule d'habitants qui se précipitaient avec des torches allumées au-devant de Napoléon qui, un instant après, entra à pied et seul à vingt pas en avant de ses gens.

Plusieurs officiers, gens de tête, étaient allés de Grenoble au-devant de Napoléon. S'il n'avait pas réussi à la porte de Bonne, ils avaient tout préparé pour lui faire passer l'Isère près de la porte Saint-Laurent, qui est au pied de la montagne, et sur la montagne dite de la Bastille, le rempart n'est qu'un simple mur de jardin qui tombe de toutes parts[o].

Ces officiers donnèrent le conseil à l'empereur d'empêcher que ses soldats ne tirassent un seul coup de fusil, cela pouvant donner l'apparence de *gens vaincus* à ceux qui le joindraient. Peut-être la moitié de l'armée eût tenu ferme par point d'honneur[p].

* Hobhouse, 129.

La foule se jeta autour de lui. Ils le regardaient, ils saisissaient ses mains et ses genoux, baisaient ses habits, voulaient au moins les toucher ; rien ne pouvait mettre un frein à leurs transports. Napoléon n'était pas le représentant de son propre gouvernement, mais d'un gouvernement contraire à celui des Bourbons. On voulait le loger à l'hôtel de ville, mais il choisit une auberge tenue par un ancien soldat de son armée d'Égypte, nommé Monsieur Labarre. Là son état-major le perdit absolument de vue ; au bout d'une demi-heure Jermanowski et Bertrand réussirent enfin, en employant toutes leurs forces, à pénétrer dans la chambre où ils le trouvèrent environné de gens qui paraissaient fous tant l'enthousiasme et l'amour leur faisaient oublier les plus simples égards qu'on emploie ordinairement pour ne pas étouffer les gens. Ses officiers parvinrent pour un moment à faire évacuer la chambre ; ils plaçaient des tables et des chaises derrière la porte pour prévenir une seconde invasion, mais ce fut en vain. La foule parvint à entrer une seconde fois, et l'empereur resta deux heures, perdu au milieu d'eux, sans être gardé par le moindre soldat. Il pouvait mille fois être mis à mort si, parmi les royalistes ou les prêtres, il y avait eu un seul homme de courage. Peu après, une foule de peuple apporta la porte de Bonne sous les fenêtres de son auberge. Ils s'écriaient : « Napoléon, nous n'avons pas pu vous offrir les clés de votre bonne ville de Grenoble, mais voici les portes. »

Le lendemain, Napoléon passa la revue des troupes sur la place d'armes. Là encore il fut entouré par le peuple ; l'enthousiasme était à son comble, mais n'inspira aucun de ces actes serviles avec lesquels le peuple a coutume d'approcher les rois ; on cria constamment sous ses fenêtres et autour de lui : « Plus de conscription, nous n'en voulons plus et il nous faut une constitution. » Un jeune Grenoblois (M. Joseph Rey) recueillit les sentiments du peuple et en fit une adresse à Napoléon.

Un jeune gantier, M. Dumoulin, chez lequel, deux jours auparavant, était venu se cacher un Grenoblois arrivant de l'île d'Elbe et chirurgien de l'empereur, offrit à celui-ci cent mille francs et sa personne. L'empereur lui dit : « Je n'ai pas besoin d'argent dans ce moment ; je vous remercie, j'ai besoin de gens déterminés. » L'empereur transforma le gantier en officier d'ordonnance et lui donna sur-le-champ une mission dont celui-ci s'acquitta fort bien. Ce jeune homme abandonna sur-le-champ un grand établissement.

Napoléon reçu[q] les autorités, il leur parla beaucoup, mais ses raisonnements étaient trop élevés pour être compris par des gens accoutumés quatorze ans de suite à obéir à la baguette et à ne nourrir d'autres sentiments que la crainte de perdre leurs appointements. Ils l'écoutaient d'un air stupide et il n'en put jamais tirer une seule phrase qui partît du cœur. Ses véritables amis furent les paysans et les petits bourgeois. L'héroïsme patriotique respirait dans toutes

leurs paroles. Napoléon remercia les Dauphinois par une adresse imprimée à Grenoble. Presque tous les soldats avaient leur cocarde tricolore au fond de leurs shakos. Ils l'arborèrent avec une joie inexprimable. Le général Bertrand qui faisait les fonctions de major général dirigea la garnison de Grenoble sur Lyon.

Dans son voyage de Grenoble à Lyon, Napoléon fit une grande partie du chemin sans avoir un seul soldat à ses côtés; sa calèche était souvent obligée d'aller au pas; les paysans encombraient les routes; tous voulaient lui parler, le toucher, ou, tout au moins, le voir. Ils montaient sur sa voiture, sur les chevaux qui le traînaient, et lui jetaient de tous côtés des bouquets de violettes et de primevères. En un mot, Napoléon fut continuellement perdu dans les bras du peuple.

Le soir, près de Rives, les paysans l'accompagnèrent pendant plus d'une lieue en l'éclairant avec des torches fabriquées à la hâte et chantant une chanson qui courait avec fureur depuis deux mois, et qui était telle que les prêtres avant de donner l'absolution demandaient à leurs pénitents s'ils l'avaient chantée, et en cas d'affirmative, refusaient de les réconcilier avec Dieu*.

Au village de Rives, on ne le reconnut pas d'abord. Lorsqu'on le reconnut, les paysans inondèrent l'auberge, et voyant que son souper était fort mauvais, chacun à l'envi lui apporta un plat.

Le 9 mars, l'empereur alla coucher à Bourgoin.

Quelquefois il y avait en avant de sa voiture une demi-douzaine de hussards, ordinairement personne, et il se trouva presque toujours à trois ou quatre lieues des troupes. Les grenadiers de l'île d'Elbe, qui étaient restés à Grenoble, rendus de fatigue, en voulurent bientôt partir, mais les plus diligents n'arrivèrent à Bourgoin qu'une heure après son départ, ce qui leur donna une ample occasion de jurer. Ils contaient aux paysans les moindres traits de sa vie à l'île d'Elbe. Après l'enthousiasme commun, le trait le plus marquant des relations des paysans avec les soldats : comme leurs habits bleus et leurs shakos étaient tout déchirés et grossièrement raccommodés avec du fil blanc, les paysans leur disaient : « L'empereur n'avait donc point d'argent à l'île d'Elbe, puisque vous êtes si mal vêtus? — Ho! il ne manquait pas d'argent, car il a bâti, fait des routes et changé tout le pays. Quand il nous voyait tristes, il nous disait : "Hé bien, grondeur, tu penses donc toujours à la France? — Sire, c'est que je m'ennuie. — Occupe-toi à raccommoder ton habit, nous en avons de tout prêts dans des magasins; tu ne t'ennuieras pas

* Mettre ici la chanson en mauvais français qui paraît avoir été faite pour les paysans et qui exprimait surtout la haine et le mépris profond pour les gens qui l'avaient trahi. On nommait Augereau, Marmont, Marchand.

toujours." Et lui-même, disaient les grenadiers, prêchait d'exemple; il avait son chapeau tout raccommodé. Nous voyions bien tous qu'il avait l'idée de nous mener quelque part, mais il ne voulait rien dire de positif. Sans cesse on nous embarquait et l'on nous débarquait pour tromper les gens de l'île. » L'empereur fit raccommoder son chapeau à Grenoble où il pouvait en acheter un autre. L'empereur avait une redingote grise très mauvaise, boutonnée jusqu'au haut. Il était tellement gros et fatigué que souvent, en montant en voiture, on lui portait les jambes; les Messieurs de village en concluaient qu'il était peut-être plastronné.

Au-delà de La Verpillère, la voiture se trouvant arrêtée sur la route sans qu'il y eût ni gardes, ni paysans attroupés, il s'approcha de la voiture d'un négociant qui était aussi arrêtée[r]...

La démocratie[a] ou le despotisme sont les premiers gouvernements qui se présentent aux hommes au sortir de l'état sauvage ; c'est le premier degré de civilisation. L'aristocratie sous un ou plusieurs chefs — et le royaume de France avant 1789 n'était qu'une aristocratie religieuse et militaire, de robe et d'épée — l'aristocratie, quelque nom qu'on lui donne, a partout remplacé ces gouvernements informes. C'est le second degré de civilisation. Le gouvernement représentatif sous un ou plusieurs chefs est une invention nouvelle et très nouvelle qui forme et constate un troisième degré de civilisation. Cette invention sublime, produit tardif mais produit nécessaire de l'invention de l'imprimerie, est postérieure à Montesquieu.

Napoléon fut ce qu'a jamais produit de mieux le second degré de civilisation. Ainsi c'est bien ridiculement que les rois qui veulent s'arrêter à ce second degré font attaquer ce grand homme par leurs vils écrivains. Il ne comprit jamais le troisième. Où l'aurait-il étudié ? Certainement pas à Brienne ; les livres philosophiques ou traduits de l'anglais ne pénétraient pas dans les collèges royaux et il n'a pas eu le temps de lire depuis le collège ; il n'a plus eu le temps d'étudier que les hommes.

Napoléon est donc un tyran du XIX[e] siècle. Qui dit tyran, dit esprit supérieur, et il ne se peut pas qu'un génie supérieur ne respire, même sans s'en douter, le bon sens qui est répandu dans l'air.

Il faut lire la vie de Castruccio Castracani, tyran de Lucques au XIV[e] siècle*, on saisira bien ce point de vue. La ressemblance entre ces deux hommes est frappante. Il était curieux de suivre dans l'âme de Napoléon les combats du génie de la tyrannie contre la raison profonde qui en avait fait un grand homme. Il fallait voir son inclination naturelle pour les nobles combattue par les bouffées de

* Dans Machiavel et mieux encore dans les auteurs originaux, abrégés par Pignotti.

mépris qui lui montaient aux yeux dès qu'il les voyait de trop près. On sentait bien à tout ce qu'il faisait contre eux que c'était la colère d'un père. Aux bonnes gens qui auraient des doutes, nous leur ferions remarquer sa colère contre ce qui était vraiment libéral. Cette haine serait allée jusqu'à la rage, s'il n'avait eu la conscience de sa force. Il fallait voir comme les renards de cour avaient bien senti cette nuance de caractère du maître. Les rapports de ses ministres sont curieux sous ce point de vue. En phrases incidentes ou, pour mieux dire, en adjectifs et en adverbes, il y a tout l'esprit de conduite de la plus minutieuse et de la plus lâche tyrannie. On n'osait pas encore hasarder cela dans le sens direct de la phrase. Une épithète insolente montrait au maître le cœur de son ministre. Encore quelques années et ses chers auditeurs lui donnaient une génération de ministres qui, n'ayant pas pris l'expérience des grandes affaires sous la République, n'auraient plus rougi que de n'être pas assez courtisans. Quand on voit les conséquences de ceci, on en vient presque à se réjouir de la chute de Napoléon.

On voit encore mieux le combat du génie du grand homme contre le cœur du tyran dans son règne des Cent Jours. Il appelle Benjamin Constant et Sismondi ; il les écoute avec plaisir en apparence, mais bientôt il revient avec passion aux lâches conseils de Regnault de Saint Jean d'Angély et du duc de Bassano. Et de tels hommes montrent combien la tyrannie l'avait déjà corrompu. Du temps de Marengo il les eût repoussés avec mépris.

Ce sont ces deux hommes qui l'ont perdu plus que Waterloo. Qu'on ne dise pas que les conseils lui ont manqué. J'ai vu à Lyon un de ses officiers lui conseiller par écrit d'abolir du même coup la nouvelle noblesse et l'ancienne. C'est Regnault, je crois, qui lui conseilla d'intituler sa nouvelle constitution *Acte additionnel*. En une matinée, il perdit le cœur de dix millions de Français et des seuls dix millions qui se battent et qui pensent. Dès lors ceux qui l'entouraient virent sa perte inévitable. Comment vaincre onze cent mille soldats qui marchaient sur la France ? Il lui fallait un escamotage politique avec la maison d'Autriche et à mesure qu'il s'éloignait des gens à talents, les alliés les appelaient dans leurs conseils.

Ses justifications qui partent de Sainte-Hélène veulent bien l'excuser sur l'extrême médiocrité des gens de sa famille. Les talents ne manquent jamais et naissent en foule dès qu'ils sont demandés. D'abord il éloigna Lucien ; il ne tira pas un assez grand parti de Soult, de Lezay Marnezia, de Levoyer d'Argenson, de Thibaudeau, du comte de Lapparent, de Jean de Bry et de mille autres qui se seraient présentés. Qui devinait au temps de l'empereur les talents du comte Decazes ? Le malheur de sa famille est donc une pauvre excuse ; il n'eut pas de gens à talent parce qu'il n'en voulut pas. La seule présence de Regnault suffisait pour décourager tout ce qu'il y avait de bon.

Il est heureux pour tous ces gens-là d'avoir eu de tels successeurs.

CHAPITRE DERNIER

Nous avons représenté Napoléon avec les traits qui nous semblent résulter des récits les plus fidèles ; nous-même nous avons habité sa cour plusieurs années.

C'est un homme doué de talents extraordinaires et d'une dangereuse ambition, l'être le plus admirable par ses talents qui ait paru depuis César, sur lequel il nous semble l'emporter. Il est plutôt fait pour supporter l'adversité avec fermeté et majesté que pour soutenir la prospérité sans s'en laisser enivrer. Emporté jusqu'à la fureur quand on contrarie ses passions, mais plus susceptible d'amitié que de haine durable, entaché de quelques-uns des vices indispensables à un conquérant, mais non pas plus prodigue de sang ni plus indifférent envers l'humanité que les César, les Alexandre, les Frédéric, gens auprès desquels on le placera et dont la gloire va tomber tous les jours, Napoléon a été engagé dans plusieurs guerres qui ont fait répandre des flots de sang, mais dans aucune, si l'on excepte la guerre d'Espagne, il ne fut l'agresseur. Il a été sur le point de faire du continent de l'Europe une vaste monarchie. Ce projet, s'il a existé, est sa seule excuse pour n'avoir pas révolutionné les États qu'il conquit et n'en avoir pas fait des appuis de la France en les jetant dans la même route morale. La postérité dira que ce fut en repoussant les attaques de ses voisins qu'il étendit son empire. « Les circonstances, en me suscitant des guerres, dit-il, m'ont fourni des moyens d'agrandir mon empire et je ne les ai pas négligés. » Sa grandeur d'âme dans l'infortune et sa résignation ont été égalées par quelques-uns, surpassées par personne. M. Warden rend souvent témoignage à ces vertus, et nous pouvons ajouter qu'elles sont sans ostentation aucune. Sa manière d'être à Sainte-Hélène est pleine de naturel. C'est peut-être la chose dans les temps modernes qui rappelle le plus les héros de Plutarque. Un de ceux qui le visitèrent à l'île d'Elbe, lui montrant sa surprise du calme admirable avec lequel il supportait le changement de sa fortune : « C'est que tout le monde, répliqua-t-il, en a été, je crois, plus étonné

que moi. Je n'ai pas une trop bonne opinion des hommes et je me suis toujours méfié de la fortune ; d'ailleurs, j'ai peu joui ; mes frères ont été beaucoup plus rois que moi. Ils ont eu les jouissances de la royauté, je n'en ai presque eu que les fatigues. »

Appendice

Campagne de Russie
publiée dans la *Correspondance inédite*
de Romain Colomb[a]

Il y a un peu plus d'un siècle que le sol sur lequel est bâti Petersbourg, la plus belle des capitales, n'était encore qu'un marais désert, et que toute la contrée environnante était sous la domination de la Suède, alors alliée et voisine de la Pologne, royaume de dix-sept millions d'habitants. La Russie a toujours cru, depuis Pierre-le-Grand, qu'elle serait, en 1819, la maîtresse de l'Europe, si elle avait le courage de vouloir, et l'Amérique est désormais la seule puissance qui puisse lui résister. On dira que c'est apercevoir les choses de loin ; voyez l'espace que nous avons parcouru depuis la paix de Tilsitt en 1807. Dès l'époque de cette paix tous les militaires prédirent que, s'il y avait jamais lutte entre la Russie et la France, cette lutte serait décisive pour un des deux pays ; et ce n'était pas la France qui avait les plus belles chances. Sa supériorité apparente tenait à la vie d'un homme. La force de la Russie croissait rapidement, et tenait à la force des choses ; de plus, la Russie était inattaquable. Il n'y a qu'une barrière contre les Russes : c'est un climat très chaud. En trois ans ils ont perdu par les maladies, à leur armée de Moldavie, trente-six généraux et cent vingt mille hommes.

Napoléon eut donc toute raison de chercher à arrêter la Russie tandis que la France avait un grand homme pour souverain absolu. Le roi de Rome, né sur le trône, n'eût probablement pas été un grand homme et encore moins un souverain despotique. Le sénat et le corps législatif devaient tôt ou tard prendre de la vigueur et certainement l'influence de l'empereur des Français serait tombée, à la mort de Napoléon, en Italie et en Allemagne. Rien ne fut donc plus sage que le projet de guerre contre la Russie, et, comme le premier droit de tout individu est de se conserver, rien ne fut plus juste.

La Pologne, par ses relations avec Stockholm et Constantinople, était, pour le midi de l'Europe, un boulevard formidable. L'Autriche et la Prusse eurent la sottise, et Louis XV l'ineptie, de prêter les mains à la destruction du gage unique de leur sûreté future. Napoléon dut chercher à rétablir ce boulevard.

Peut-être l'histoire le blâmera-t-elle d'avoir fait la paix à Tilsitt ; s'il pouvait faire autrement, ce fut une grande faute. Non seulement l'armée russe était affaiblie et épuisée, mais Alexandre avait vu ce qui manquait à son organisation.

« J'ai gagné du temps », dit-il après Tilsitt, et jamais délai n'a été mieux mis à profit. En cinq ans, l'armée russe déjà si brave, fut organisée presqu'aussi bien que la française, et avec cet immense avantage qu'un soldat français coûte autant à sa patrie que quatre soldats russes.

Toute la noblesse russe est engagée, de près ou de loin, dans l'intérêt commercial qu'exige la paix avec l'Angleterre. Quand son souverain la contrarie, elle le fait disparaître. La guerre avec la France était donc également indispensable du côté de la Russie.

La guerre étant indispensable, Napoléon eut-il raison de la faire en 1812 ? Il craignait que la Russie ne fît la paix avec la Turquie, que l'influence de l'Angleterre à Saint-Pétersbourg n'augmentât, et qu'enfin ses revers en Espagne, qu'il ne pouvait plus tenir cachés, n'encourageassent ses alliés à reconquérir leur indépendance.

Plusieurs des conseillers de Napoléon lui représentèrent qu'il serait prudent d'envoyer quatre-vingt mille hommes de plus en Espagne pour en finir de ce côté-là, avant de *s'enfourner dans le Nord* (ce sont les paroles dont ils se servirent). Napoléon répondit qu'il était plus raisonnable de laisser l'armée anglaise en Espagne. « Si je les chasse de la péninsule, ils viendront débarquer à Königsberg. »

Le 24 juin 1812, Napléon passa le Niemen à Kowno, à la tête d'une armée de quatre cent mille hommes. C'était le midi de l'Europe qui cherchait à écraser son maître futur. Cette campagne commença par deux malheurs politiques. Les Turcs, aussi stupides qu'honnêtes gens, firent la paix avec la Russie, et la Suède jugeant sagement sa position, se déclara contre la France.

Après la bataille de la Moskowa, Napoléon pouvait faire prendre son quartier d'hiver à l'armée et rétablir la Pologne, ce qui était le véritable but de la guerre ; il y était parvenu presque sans coup férir. Par vanité et pour effacer ses malheurs en Espagne, il voulut prendre Moscou. Cette imprudence n'aurait été suivie d'aucun inconvénient s'il ne fût resté que vingt jours au Kremlin ; mais son génie politique, toujours si médiocre, lui apparut et lui fit perdre son armée.

Arrivé à Moscou le 14 septembre 1812, Napoléon aurait dû en partir le 1er octobre. Il se laissa leurrer de l'espoir de faire la paix ; l'héroïque brûlement de Moscou*, s'il l'eût évacué, devenait alors ridicule.

* L'incendie de Moscou commença dans la nuit du 14 au 15 septembre[1].

Vers le 15 octobre, quoique le temps fût superbe et qu'il ne gelât encore qu'à trois degrés, tout le monde comprit qu'il était plus que temps de prendre un parti ; il s'en présentait trois :

Se retirer à Smolensk, occuper la ligne du Borysthène et réorganiser la Pologne.

Passer l'hiver à Moscou, en vivant avec ce qu'on avait trouvé dans les caves, et sacrifiant les chevaux qu'on aurait salés ; au printemps, marcher sur Pétersbourg.

Troisièmement enfin, comme l'armée russe, qui avait beaucoup souffert le 7 septembre*, se trouvait éloignée sur la gauche, faire une marche de flanc sur la droite, arriver à Pétersbourg qu'on trouvait sans défense et sans nulle envie de se brûler. C'est dans cette position que la paix était certaine. Si l'armée française avait eu l'énergie de 1794, on aurait pris ce dernier parti ; mais la seule proposition aurait fait frémir nos riches maréchaux et nos élégants généraux de brigade sortant de la cour.

Un inconvénient de ce projet, c'est qu'il fallait rester comme séparé de la France pendant cinq mois, et la conspiration Malet a montré à quelles gens le gouvernement était confié, en l'absence d'un maître jaloux. Si le sénat ou le corps législatif avait été quelque chose, l'absence du chef n'aurait pas été fatale. Dans la marche de Moscou à Pétersbourg, tout le flanc gauche eût été libre, et Napoléon pouvait, un mois de suite, envoyer chaque jour un courrier et gouverner la France. Marie-Louise régente, Cambacérès chef du civil et le prince d'Eckmühl du militaire, et tout marchait. Ney ou Gouvion Saint-Cyr à Mitau et Riga pouvaient faire passer un ou deux courriers par mois ; Napoléon lui-même pouvait visiter Paris, car une armée russe en Russie est nécessairement immuable pendant trois mois. L'homme ne peut se conserver dans ces froids terribles qu'en passant dix heures chaque jour auprès d'un poêle ; et l'armée russe est arrivée à Vilna aussi détruite que la nôtre.

Des trois partis à prendre, on choisit le plus mauvais, mais ce n'était rien encore : on l'exécuta de la manière la plus absurde, Napoléon n'étant plus le général de l'armée d'Égypte.

L'armée avait souffert dans sa discipline par le pillage qu'il avait bien fallu lui permettre à Moscou, puisqu'on ne lui faisait point de distribution. Rien n'est dangereux, avec le caractère français, comme une retraite ; et c'est dans les dangers qu'on a besoin de discipline, c'est-à-dire de force.

Il fallait annoncer à l'armée, par une proclamation détaillée, qu'elle se rendait à Smolensk ; qu'elle avait ainsi quatre-vingt-treize lieues à faire en vingt-cinq jours, que chaque soldat recevrait deux peaux de moutons, un fer à che-

* A Borodino.

val et vingt clous à glace, plus quatre biscuits; que chaque régiment ne pourrait avoir que six voitures et cent chevaux de bât; qu'enfin, pendant vingt-cinq jours, toute insubordination serait punie de mort; tous les colonels et généraux, assistés de deux officiers, recevraient le droit de faire fusiller sur place tout soldat insubordonné ou maraudeur.

Il fallait préparer l'armée au départ par huit jours de bonne nourriture avec distribution d'un peu de vin et de sucre. Les estomacs avaient beaucoup souffert dans la marche de Vitebsk à Moscou car, à force d'imprévoyance, on avait trouvé le secret de manquer de pain en Pologne.

Enfin, toutes ces précautions prises, il fallait regagner Smolensk en évitant le plus possible la route qu'on avait dévastée en venant à Moscou, et dont les Russes avaient brûlé toutes les villes : Mojaisk, Giatsk, Wiasma, Dorogobouj, etc...

Sur tous ces points, on fit exactement le contraire de ce que la prudence ordonnait. Napoléon, qui n'osait plus faire fusiller un soldat, se garda bien de parler de discipline. L'armée, à son retour de Moscou à Smolensk, était précédée de trente mille fuyards prétendus malades, mais se portant fort bien les dix premiers jours. Ces gens gaspillaient et brûlaient ce qu'ils ne consommaient pas. Le soldat fidèle à son drapeau se trouva faire un métier de niais. Or, comme c'est là ce que le Français abhorre par-dessus tout, il n'y eut bientôt plus, sous les armes, que les soldats à caractère héroïque et les nigauds.

Les soldats m'ont souvent répété dans la retraite, mais je ne puis le croire, car je ne l'ai pas vu, que, par un ordre du jour donné à Moscou, vers le 10 octobre, le prince de Neuchâtel avait autorisé tous les soldats qui ne se sentaient pas bien portants pour faire dix lieues par jour, à prendre les devants. Aussitôt les têtes se montèrent, et les soldats se mirent à calculer le nombre de jours de marche qu'il fallait pour se rendre à Paris.

Appendice

Commentaire du Milanais Pietro Borsieri figurant à la fin du 1er volume du manuscrit de la *Vie de Napoléon*

Jugement d'un lecteur italien sur la Vie de Napoléon[b]

La storia dovrebbe ridurre le azioni de' mortali al loro puro valore intrinseco, come la chimica dissolve i corpi nei loro elementi primitivi. Ma il nostro crociolo è ancora ardente e i contemporanei non possono raccogliere il prodotto netto dell' azione del fuoco. Voglio dire che, ne voi, ne io, potremo giudicare Bonaparte con mente affatto spregiudicata : e peró s'io prendessi a scrivere le varie opinioni che mi sono occorse alla mente, leggendo il libro, e che differiscono dalle vostre, farei una lunga disputa su molti punti e la farei senza grande profitto della verità. Qualunque però sia il sistema politico de' vostri lettori, questo è noto che l'opera parrà loro distesa con vero spirito d'imparzialità, in quanto che l'autore loda e condanna risolutamente Bonaparte secundo gli vien suggerito dal proprio giudizio. Questa è l'unica dote che si ha diritto di esigere in una storia contemporanea e questa dote, voi la possedete in sommo grado.

Io non credo che possiate intitolare il libro : Vita di Napoleone Bonaparte. *Una* vita *deve farmi conoscere minutamente tutta la serie dei dolori o dei piaceri che hanno potentemente operato sovra una grande anima e l'hanno fatta divenire ciò ch'ella è. Un accidente inosservato da uno sterile ammiratóre è una chiave che apre molti segreti in mano d'un biografo filosofo. Infiniti sono gli accidenti di questa natura che si succedono rapidamente e che debbonsi notare in una* vita. *Nei primi quattro o cinque capitoli ne vedo contrassegnati alcuni con molta scelta sobrietà ed accorgimento ; ma appena, seguendo il filo della vostra narrazione, Bonaparte* ha posto piede nella staffa, *la vostra riflessione è tutta assorbita dalla importanza e grandiosità delle cose per lui operate. La storia dell' uomo cède il posto a quella del capitano e del despota e tutti i successivi capitoli sono apologie di alcuni fatti clamorosi o considerazioni sulle circostanze politiche che hanno influito sulla condotta di Bonaparte o ragionamenti sull' indole delle sue istituzioni e sulla alterna azione delle istituzione sul carattere nazionale francese e di questo carattere sulle istituzione medesime.*

La pittura della corte, gli annedoti, i cenni sui ministri e sul Consiglio di Stato son tutte cose che appartengono in qualche maniera all' anima di Bonaparte, poiche egli e non altri le aveva improntate del suo proprio carattere. Ma bisogna confessare che in

gran parte son cose fuori di lui e che tanti ragguagli in una vita *la quale è succintissima ove si tratti di fatti e accidenti particolari a Bonaparte ponno essere giudicati come spostati ed eccedenti il vero soggetto propostosi dallo scrittore. Perciò o bisogna allargare la narrazione dei moltissimi accidenti della sua* vita *o bisogna risecare questi ragguagli di cose che* non sono lui stesso. *Ma ben ponderata la natura del vostro scritto quale ora si trova e conservandolo com'è, io vorrei che invece d'intitolarlo* Vita, *lo intitolaste :* Considerazioni sulla vita di Napoleone Bonaparte. *Ciò è tanto più necessario quantoche non si da* vita *d'uomo ancora vivente e il vostro libro intitolandolo e qualificandolo come una* vita *sarebbe piuttosto un frammento che un opera compiuta.*

*Discendendo ai particolari, io convengo in quasi tutte le annotazioni fatte dalla persona che ha letto il libro prima di me e che mi sembra uomo di molto senno. Persoggiungere però anche qualche mia vista dirò che mi pare non abbiate abbastanza svolti i principi di Bonaparte relativamente all' Italia. Il punto della riunione dell' Italia all' impero francese se Bonaparte riuscirà nel disegno di rifabbricare l'*Impero d'Occidente *dovrebbe esser trattato diversamente. Dovreste valutare l'influenza che ebbe in vari stati d'Italia l'aggregazione che Bonaparte ne aveva fatta all' impero e paragonare lo sviluppo dello spirito pubblico che invece si era fatto nel regno d'Italia quantunque governato in sostanza colle stesse leggi e cogli stessi istituti**. *Dovreste rimarcare quel grande errore di Bonaparte di non avere riunita tutta l'Italia nel* 1813**. *Sin tanto che le forze della Francia erano preponderanti, Bonaparte aveva ragione di considerare l'Italia come un accessorio da subordinarsi al* Tutto. *Ma quando la disfatta di Mosca e l'esaurimento dei mezzi nazionali lo costringevano a rinunciare a l'idea di fare un solo impero della più gran parte d'Europa, allora Bonaparte doveva sentire che l'Italia riunita diventava un secondo* Tutto *abbastanza grande per servirgli di riparo in caso che la Francia soggiacesse alla invasione straniera. L'ardore nazionale che si sarebbe suscitato in quindici milioni d'uomini riuniti per la prima volta dopo tanti secoli di una disperata servitù, avrebbe fornito a Bonaparte dei veri eserciti italiani, e credo fermamente che, fondando allora la nostra indipendenza, Bonaparte non sarebbe ito nè alle miniere di ferro dell' Isola d'Elbe, ne alle rupi infocate di S. Elena.*

Mi pare che parlando della partenza dall' Egitto, voi stabiliate che Bonaparte si mosse per un impeto della sua grand' anima, e senza nessuna intelligenza in Francia. La riposta di Fouché riportata nel capitolo 13 *mi fa pensare l'opposto.*

Voi dite, a pagina 17, *che le sue vittorie immortali debbono essere raccontate con ragguagli che ne facciano comprendere tutto il* sovranaturale. *L'espressione mi pare falsa : sembrano* sovranaturali *a chi non sa l'arte; ma quando un buono storico militare avrà rilevati con minuti ragguagli tutti i fili è le antiveggenze di Bonaparte nel condurre*

* L'autore ignora queste cose e queste cose non convengono a uno che si è scelta l'Italia per soggiorno. *(Note de Stendhal.)*

** Errore vero. *(Id.)*

quelle battaglie, i loro effetti che, a prima giunta, sono prodigiosi, *diverrano* naturalissimi *e semplici come il genio che li produsse**.

A pagine 20, *dite :* Bonaparte rend la vie à cette plus belle partie de l'empire romain, *parlando della Lombardia. Non so se la Lombardia possa dirsi parte dell' Impero romano, poiche assunse tal nome appunto dopo la caduta dell' impero e prima veniva sotto il nome di Gallia.*

In generale voi fate sentire che Bonaparte era cattivo politico e distruggeva colla penna ciò che facea colla spada. Questa non è l'opinione popolare, e perciò sarebbe bene di mostrare un po diffusamente la massima che avete addottata.

A pagine 21, *piantate principi che i piu grandi errori di Bonaparte son derivati dalla bontà del suo core. Il paradosso è brillante, ma mi pare che debbe essere un risultato di tutto ciò che avrete narrato e discusso nella* vita *e che, posto sulla prima fronte dell' opera, urti troppo fortemente la opinione dei più.*

*Queste cose ho avvertite per darvi prova ch'io non temo di comparire pedante quando si tratta di compiacervi. Più tempo e più riflessione si vorrebbe per esaminare degnamente il vostro libro. Ma intanto non dubiterò d'affermare che trovo eccellenti molti capitoli e che leggendoli, mi sono sentito trasportato in Francia e quasi nell' aria segreta e tenebrosa del gabinetto imperiale. Piacemi poi il vostro stile che è grave e rapido, e cosi dalla stessa rapidità acquista maggior forsa e percuote viemmeglio la mente del lettore. In francese il vostro stile è chiarissimo; in italiano sarebbe oscuro, perche i nostri scrittori non sono soliti di trascorrere sulle idee intermedie e di farle indovinare dando molto risalto ai risultati***. *O m'inganno, o voi siete un grande ammiratore di Montesquieu****.

Ri.

En voici la traduction, par Louis Royer :

L'histoire devrait réduire les actions des mortels à leur pure valeur intrinsèque, comme la chimie décompose les corps en leurs éléments primitifs. Mais notre creuset est encore ardent et les contemporains ne peuvent recueillir le produit net de l'action du feu. Je veux dire que, ni vous, ni moi ne pourrons juger Bonaparte avec un esprit tout à fait dépourvu de préjugés; c'est pourquoi si je commençais à écrire les diverses opinions qui me sont

* Critique juste. *(Note de Stendhal.)*

** Comme, pour les choses d'un *haut intérêt* pour elle, l'Italie a été jusqu'ici dans l'enfance, elle a encore les habitudes de l'enfance. Jamais auteur n'y a écrit le cœur palpitant sur des choses intéressant vivement le public. *(Note de Stendhal.)*

*** Très vrai. *(Id.)*

venues à l'esprit, en lisant ce livre et qui diffèrent des vôtres, je ferais une longue discussion sur de nombreux points et je la ferais sans grand profit pour la vérité. Quel que soit cependant le système politique de vos lecteurs, il est certain que l'œuvre leur paraîtra composée avec un véritable esprit d'impartialité en ce sens que l'auteur loue et condamne résolument Bonaparte selon ce qui lui est suggéré par son propre jugement. C'est là le seul mérite que l'on est en droit d'exiger dans une histoire contemporaine et ce mérite vous le possédez au suprême degré.

Je ne crois pas que vous puissiez intituler le livre : *Vie de Napoléon Bonaparte*. Une *Vie* doit me faire connaître par le détail toute la série des douleurs et des plaisirs qui ont puissamment influé sur une grande âme et l'ont fait devenir ce qu'elle est. Un accident non observé par un admirateur stérile est une clef qui ouvre bien des secrets dans la main d'un biographe philosophe. Innombrables sont les accidents de cette nature qui se succèdent rapidement et qui doivent être notés dans une *Vie*. Dans les quatre ou cinq premiers chapitres j'en vois marqués quelques-uns avec beaucoup de concision et de sagacité ; mais à peine Bonaparte, en suivant le fil de votre narration, a-t-il *mis le pied à l'étrier*, que votre réflexion est tout absorbée par l'importance et la grandeur des choses opérées par lui. L'histoire de l'homme cède la place à celle du capitaine et du despote et tous les chapitres suivants sont soit des apologies de quelques faits célèbres, soit des considérations sur les circonstances politiques qui ont influé sur la conduite de Bonaparte, soit des raisonnements sur la nature de ses institutions et sur l'action réciproque des institutions sur le caractère national français et de ce caractère sur les institutions elles-mêmes.

La peinture de la cour, les anecdotes, les remarques sur les ministres et sur le Conseil d'État sont toutes choses qui appartiennent en quelque manière à l'âme de Bonaparte, puisque c'est lui et non d'autres qui les avait marquées de son propre caractère. Mais il faut avouer qu'en grande partie ce sont des choses en dehors de lui et que de tels détails dans une *Vie* qui est très succincte et où l'on traite de faits et accidents particuliers à Bonaparte, peuvent être jugés comme déplacés et excèdent le vrai sujet que s'est proposé l'écrivain. C'est pourquoi, ou il faut développer le récit des très nombreux accidents de sa *Vie*, ou il faut retrancher ces détails de choses qui *ne sont pas lui-même*. Mais bien considérée la nature de votre écrit tel qu'il est et en le conservant comme il est, je voudrais qu'au lieu de l'intituler *Vie*, vous lui donniez pour titre : *Considérations sur la vie de Napoléon Bonaparte*. Cela est d'autant plus nécessaire que l'on ne donne pas la *Vie* d'un homme encore vivant et votre livre intitulé et qualifié *Vie* serait plutôt un fragment qu'une œuvre complète.

Descendant aux détails, je suis d'accord sur presque toutes les annotations

faites par la personne qui a lu le livre avant moi et qui me semble homme de grand sens. Cependant pour ajouter encore quelques vues, je dirai qu'à mon avis vous n'avez pas assez développé les principes de Bonaparte relativement à l'Italie. La question de la réunion de l'Italie à l'empire français, si Bonaparte réussira dans le dessein de reconstituer l'empire d'Occident, devrait être traitée différemment. Vous devriez apprécier l'influence qu'eut dans les différents états d'Italie l'annexion qu'il en avait faite à l'empire et comparer le développement de l'esprit public qui au contraire s'était fait dans le royaume d'Italie quoique gouverné en substance avec les mêmes lois et les mêmes institutions*.

Vous devriez remarquer cette grande erreur de Bonaparte de n'avoir pas réuni toute l'Italie en 1813**. Tant que les forces de la France étaient prépondérantes, Bonaparte avait raison de considérer l'Italie comme un accessoire à subordonner au *tout*. Mais quand la défaite de Moscou et l'épuisement des moyens nationaux le contraignaient à renoncer à l'idée de faire un seul empire de la plus grande partie de l'Europe, alors Bonaparte devait sentir que l'Italie réunie devenait un second *tout* suffisamment grand pour lui servir de refuge au cas que la France fût soumise à l'invasion étrangère. L'ardeur nationale qui aurait été suscitée dans quinze millions d'hommes réunis pour la première fois après tant de siècles d'une servitude sans espoir, aurait fourni à Bonaparte de vraies armées italiennes et je crois fermement que, fondant alors notre indépendance, Bonaparte ne serait allé ni aux mines de fer de l'île d'Elbe, ni aux rochers brûlés de Sainte-Hélène.

Il me semble qu'en parlant du départ de l'Égypte vous établissez qu'il la quitta par un mouvement de sa grande âme et sans aucune intelligence en France. La réponse de Fouché rapportée au chapitre XIII me fait penser le contraire.

Vous dites à la page 17 que ses victoires immortelles doivent être racontées avec des détails qui en fassent comprendre tout le *surnaturel*. L'expression me paraît fausse ; elles semblent *surnaturelles* à qui ne connaît pas l'art ; mais quand un bon historien militaire aura relevé avec de menus détails tous les fils et les prévisions de Bonaparte dans la conduite de ces batailles, leurs effets qui, à première vue, sont *prodigieux*, deviendront *très naturels* et simples comme le génie qui les a produits.

A la page 20, vous dites : *Bonaparte rend la vie à cette plus belle partie de l'empire romain*, en parlant de la Lombardie. Je ne sais si la Lombardie peut se

* L'auteur ignore ces choses et ces choses ne convenaient pas à quelqu'un qui s'est choisi l'Italie pour séjour. (*Note de Stendhal.*)

** Erreur véritable. (*Id.*)

dire partie de l'empire romain, puisqu'elle a pris ce nom justement après la chute de l'empire et qu'auparavant elle portait le nom de *Gallia*.

En général, vous faites sentir que Bonaparte était mauvais politique et détruisait avec la plume ce qu'il faisait avec l'épée. Telle n'est pas l'opinion populaire, c'est pourquoi il serait bon de montrer plus longuement la maxime que vous avez adoptée.

A la page 21, vous posez en principe que les plus grandes erreurs de Bonaparte sont dérivées de la bonté de son cœur. Le paradoxe est brillant, mais il me semble qu'il doit être un résultat de tout ce que vous aurez raconté et discuté dans la *Vie* et que, placé dès le début de l'œuvre, il heurte trop fortement l'opinion de la majorité.

Je vous ai noté ces choses pour vous donner la preuve que je ne crains pas de paraître pédant lorsqu'il s'agit de vous complaire. Il faudrait plus de temps et plus de réflexion pour examiner dignement votre livre. Mais cependant, je n'hésiterais pas à affirmer que je trouve excellents beaucoup de chapitres et qu'en les lisant, je me suis senti transporté en France et presque dans l'atmosphère secrète et ténébreuse du cabinet impérial. Votre style aussi me plaît qui est grave et rapide, et ainsi, par sa rapidité même, acquiert une plus grande force et frappe d'autant mieux l'esprit du lecteur. En français votre style est très clair; en italien, il serait obscur, parce que nos écrivains ne sont pas accoutumés à franchir les idées intermédiaires et à les faire deviner en donnant beaucoup de relief aux résultats. Ou je me trompe, ou vous êtes un grand admirateur de Montesquieu.

Appendice

Notes autographes des derniers feuillets du manuscrit relié (volume II) de la *Vie de Napoléon*[2]

folio 130

Pensées

13 juin 1818

A placer

Le prince de Neuchâtel, élevé à Versailles dans les grades subalternes de la cour, et fils d'un homme qui était parvenu par la géographie à plaire à Louis XV, n'eut jamais rien de l'enthousiasme républicain qui avait enflammé la jeunesse de la plupart de nos généraux. C'était un produit très complet de l'éducation de la cour de Louis XVI ; un très honnête homme qui haïssait tout ce qui portait un caractère de générosité ou de grandeur. C'était l'homme de l'armée le moins fait pour comprendre le caractère tout romain de Napoléon ; aussi, s'il plaisait au despote par ses habitudes de cour, il blessait sans cesse le grand homme par ses sentiments de l'Ancien Régime. Quand il fut major-général et prince, il délibéra longtemps sur la forme de salut qu'il mettrait à la fin de ses lettres. On sut que ses flatteurs faisaient de profondes recherches à la Bibliothèque ; mais aucun de leurs projets ne lui parut convenable ; il finit par décider qu'il terminerait ses lettres sans aucun salut et par son nom de prince : Alexandre. Du reste, il eut toutes les vertus privées ; il ne fut médiocre que comme prince et comme général. Quoiqu'un peu brusque, il était agréable en société.

folio 131

A l'*Éducation de Napoléon* : C'est l'éducation des basses classes au commencement du règne de Louis XVI qui a produit les Marat et les Collot d'Herbois ; c'est l'éducation des collèges royaux qui, proscrivant Helvetius et Montesquieu, a gâté la plus belle âme et le plus grand génie des temps modernes au point d'en faire l'empereur des Français.

M. de Talleyrand disait (1814) : « Excepté quelques têtes busquées comme Dupont de Nemours, qu'est-ce qui aime la liberté en France ? » Et il avait raison. La liberté n'avait pour elle que deux ou trois mille philosophes timides qui courent fermer leurs portes d'allée au premier bruit qu'ils entendent dans la rue et trente ou quarante mille jacobins, la plupart petits bourgeois.

Perdre deux pages à montrer en phrases fines et délicates mon respect pour Mme de Staël.

Je serais bien trompé et encore plus affligé si, en obéissant à mes sentiments pour un bienfaiteur aussi malheureux qu'il est illustre, j'avais pu faire douter un instant de mon juste respect pour les vertus sociales de l'austère auteur que je me suis cru dans la stricte obligation d'attaquer.

Il a fallu beaucoup de courage pour entreprendre un ouvrage nécessairement incomplet et mauvais, puisqu'au fond de ma retraite je n'ai pu avoir ni un seul journal anglais, ni la plupart des excellents pamphlets qui se publient à Londres.

Si, emporté par ce qui m'a semblé l'évidence, j'ai pu me servir de quelque expression un peu trop vive, envers ce que je considérais comme un mensonge dirigé contre la plus grande infortune, j'en demande pardon aux mânes de l'auteur de *Delphine*. Ce n'est pas la faute de mon respect pour elle si j'ai cru que les talents nécessaires pour faire un bon roman sont un peu différents de ceux qu'il faut pour écrire l'histoire.

Par exemple, j'ai un extrême mépris pour *le Siècle de Louis XIV* de Voltaire. M'accusera-t-on pour cela de ne pas savoir apprécier une des plus belles âmes qui aient orné la littérature et de ne pas reconnaître *Candide* pour un chef-d'œuvre ?

Il y a plus de dix-huit mois que la France a perdu et pleure Mme de Staël. Trouvera-t-on peu délicat qu'une plume obscure mette un tel empressement à relever ses erreurs ? Mais elle s'est bien permis d'accabler de tout le poids de sa renommée européenne un grand homme privé de sa femme et de son fils, emprisonné sous un climat meurtrier, voué à une mort lente et prochaine et en proie à tous les malheurs que les hommes puissent infliger à un de leurs semblables !

Quand on aspire à la célébrité, on se soumet tacitement aux chances du manque de succès. Ce serait une singulière prétention que celle de vouloir échapper à cette loi si juste et si générale. Mais il y a tant de prétentions de tout genre dans les *Considérations* que peut-être ses partisans auront-ils cette *prétention posthume.*

Pour moi, je n'ai que celle de ne pas avoir manqué à la politesse et au juste sentiment de mon extrême infériorité en combattant un ouvrage que je crois une mauvaise action.

Je ne croirai pas avoir bu de mauvais vin de la (citer juste).

si je suis sûr au moins de ne pas avoir appelé Mme de Staël Le Léviathan[3].

folio 132

Au moment de la puissance de Nap. un chapitre jusqu'à quel point Bonaparte a-t-il été tiran [sic] je trouve un ancien chap[itre] extrait de Tracy : « On s'ennuie depuis que Napoléon est absent. Toutes les villes sont devenues maussades. L'Europe semble privée du soleil; étrange tyran que celui qui est pleuré par tous ses sujets et surtout par ceux qu'il [un mot illisible] le plus les paysans; étrange tyran que celui pour lequel il faut des lois cruelles après sa chute pour empêcher ses sujets de le pleurer. »

Milan, 19 juin 1818

J'ai passé la nuit avec la société de Giulietta pour les [un mot illisible], c'est bien le plus sot plaisir. Je trouve en me levant à 5 heures une bonne lettre de Silvio. Voici un morceau de ma réponse que je copie par devoir, *invita Minerva* : « ... Si Volney ou Tracy avaient dit du mal de Napoléon, leur livre eût augmenté mon enthousiasme pour le *vrai* et le *beau* en matière de gouvernement. Le *mal* de Mme de Staël est mal dit. Elle injurie Napoléon au nom de l'aristocratie et de la royauté. D'ailleurs, le portrait qu'elle en fait est une caricature nullement ressemblante et, de plus, moralement impossible.

« Napoléon n'était nullement philosophe comme nous. Il jugeait par les faits et quoique notre gouvernement actuel soit cent fois plus libéral que le sien, la France a été moins heureuse en 1818 et 1814 qu'en 1800-1812.

« La France n'est pas encore digne de la liberté. Les propriétaires ne veulent que sûreté et surtout *égalité* en tout. La liberté leur semble un *luxe.* C'est en choquant l'égalité que les Bourb[ons] se font exécrer.

« En France, on voit un peuple en route pour la liberté et à moitié chemin de son but.

« J'abhorre Nap[oléon] comme tyran, mais je l'abhorre *tout juste* les pièces à la main. Nap[oléon] condamné, j'adore poétiquement et raisonnablement

une chose si extraordinaire : le plus grand homme qui ait paru depuis César. Voilà ce que prouvera *the Life*. Si j'avais trois secrétaires intelligents, je ferais un extrait en deux volumes du *Moniteur* et du *Courrier* et je prouverais juridiquement pour ainsi dire nos assertions. Comme *the Life* sera (à mille lieues d'abord) mais dans le genre des *Considérations* de Montesquieu, on pourra nier les conséquences et dire au cuisinier : "Vous avez mal tiré le jus des faits." Chose incroyable ! Mme de Staël ignore grossièrement le matériel des faits. »

Si le cœur plein d'une sensibilité fausse et le rire cruel du dédain à la bouche, on a offert les larmes du malheur comme un parfum agréable aux puissances du jour, si enfin on a rêvé le...[4].

folio 132 verso

En note :
Pour moi, le dernier état de la science des gouvernements et par conséquent mon credo politique, c'est : *Le commentaire sur l'Esprit des lois de Montesquieu*, imprimé à Liège, chez Desoer, en 1817.

D[omini]que.

On n'a jamais que le degré de liberté auquel on pense. Donc, pour être libre, il faut le vouloir. Napoléon n'était donc pas le véritable obstacle à la liberté en France. Cet obstacle est encore la vieille éducation de la monarchie. Napoléon tombé, les Français ont eu affaire au plus faible des hommes, à de la boue. Voyez avec quelle lenteur ils savent être libres. Donc Napoléon qui les a rendus heureux et contents douze ans n'est pas si exécrable. Son plus grand crime est celui-ci : il eût pu avancer leur éducation.

folio 133

Sur la manière dont Napoléon revenant de l'île d'Elbe fut reçu : Il est trop évident que le peuple français préférait le gouvernement de 1811 à celui de 1814, et remarquez que l'affreuse réaction des nobles n'avait pas eu lieu. Il me semble que le peuple hésiterait beaucoup plus en 1818. Pourquoi ? C'est que la *Minerve* est tolérée (8 octobre 1818).

D[omini]que

folio 137 verso

A placer

Thélégraphes [sic]

On peut gouverner depuis l'invention des télégraphes. Une nouvelle est reçue de Calais à Paris en trois minutes ; il y a 27 télégraphes : de Lille, deux minutes, il y a 22 télégraphes.

De Strasbourg, 45 télégraphes, 6 min. 1/2.

De Lyon, 50 télégraphes, 8 minutes.

De Brest, 80 télégraphes, 8 minutes. (*Monthly review*, p. 546, n° 313.)

folio 138

The son

26 juin 1818

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre ainsi conçue :

« Vous parlez à un Français, Monsieur et à un of[ficier] qui meurt d'envie de ne pas être emporté au-delà des convenances, mais qui meurt d'envie de donner quelque marque de dévouement non point au souverain qui eut des torts envers la liberté, mais au grand homme qui lui a donné des jours heureux. Avec le même dévouement et la même allégresse que je serais mort pour lui sur les bords de la Bérézina, je soutiendrai le feu de celui qui l'a appelé un étranger et un Corse.

« Je serai le... à...

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. »

« Charles [Un nom illisible][5]. »

folio 139

Stendhal esquisse le schéma d'une table *post opus.*

Notes autographes disséminées sur les brouillons du manuscrit de la *Vie de Napoléon*

Cahier nº 1 (Carton R 292)[6]

Portrait de Nap[oléon] fait par Dominique en 1815 approuvé en mars 1817

Chapitre
Caractère de Napoléon

Personne ne s'avise de dire à un coureur qui a fait trente lieues dans un jour brûlant et qui a manqué le but, faute d'avoir pu marcher le dernier mille : « Vous allez comme une tortue ! » Voilà ce que tout le monde crie à Napoléon. La fatigue morale n'est-elle donc rien ? Mais c'est que le vulgaire ne voit pas ce qui est moral.

Calcul fait des décrets signés par Napoléon chaque jour de sa vie, du 19 brumaire au 11 avril 1814, cela va à 31 ou 32, non compris les acceptations pour les hôpitaux. Il signait en marge 20 ou 30 rapports. Les décrets avaient dix ou douze articles ; les rapports cinq ou six pages. Tel décret avait quatre-vingts articles et lui était présenté quatre fois avant qu'il le signât. Un homme qui ne faisait qu'enregistrer les décrets à la Secrétairerie d'État était rendu de fatigue au bout de la journée ; et cela treize ans de suite.

Il ne travaillait légèrement qu'à l'armée. Quelquefois, malgré le café et le galop, il était rendu ; alors, par caractère, il s'ordonnait d'aller.

S'il avait pu *douter de soi*, hésiter, demander des conseils sur l'Espagne par exemple, à Moscou pour s'en aller à temps, il n'eût plus pu avoir cette *volonté immuable* qui ne peut venir que d'une extrême confiance en soi. Il aurait pu douter de ce qu'il exécutait. Quand les hommes voudront-ils s'abaisser à comprendre qu'une bouteille ne peut pas être pleine en même temps de vin de Champagne et de Suresnes ? Il faut choisir.

Portraits

Presque tous ceux que j'ai vus de lui sont des caricatures. Beaucoup de peintres lui ont donné les yeux inspirés d'un poète. Ces yeux-là ne vont pas avec l'étonnante capacité d'attention qui est le caractère de son génie. Il me semble que ces yeux expriment un homme qui vient de perdre ses idées ou un homme qui vient d'avoir la vue d'une image sublime. Sa figure était belle, quelquefois sublime, mais c'était parce qu'elle était tranquille. Ses yeux seuls avaient des mouvements rapides et beaucoup de vivacité. Il souriait souvent, ne riait jamais. Je l'ai vu une seule fois transporté de plaisir : ce fut après avoir entendu Crescentini chanter l'air : *Ombra adorata aspetta.* Les moins mauvais portraits sont de Robert Lefèvre et de Chaudet ; les plus mauvais de David et de Canova.

Pensées diverses

For épigr[aphe] :

La vérité est l'intérêt de tous.

ou celle de Chamfort ;
ou la latine, si elle est latine :

Sine ira et studio quantum licet quantumque liquet.

Contre le *Manuscrit de Sainte-Hélène.* S'il était de lui, il nous donnerait les raisons de son inexplicable sommeil à Moscou et surtout à Dresde après le 16 août 1813, jour de la bataille. Probablement, chez un génie aussi réfléchi, ce sommeil a eu un pourquoi raisonnable. (Dominique.)

Le retour de Napoléon au 20 mars a été très heureux en ce qu'il a tué tous les inertes du milieu. Heureuse la France si elle n'avait que deux partis ! Les inertes prêts à proclamer la victoire du vainqueur, comme Étienne et autres, ont été jetés, malgré eux, dans un parti. (25 décembre.)

L'intérêt pour Nap[oléon] qu'ont les hommes ordinaires qu'il a rencontrés sur son chemin.

Un trait peindra ces ministres à ceux qui n'ont pas eu le plaisir de se moquer d'eux de près : les lettres non ouvertes de M. de Bouthillier.

Mettre le mécanisme du Conseil d'État ; le tour des chambellans ; les cent nobles ; remplir mon anti-chambre. Le grenadier de la garde fait chambellan.

Cahier n° 11 folio 169 verso

Mon récit est la *sauce* de la lecture du *Moniteur.* J'ai fait transcrire dans le *Moniteur,* de 1793 à 1815, la valeur de deux volumes in-8° . On m'annonce qu'un recueil semblable dans lequel on n'a pas inséré une ligne qui ne se trouve dans le *Moniteur* a été imprimé à Londres par le plat libelliste Goldsmith. Si cela est vrai, ce recueil corrigé par la présente narration mettra tout homme qui sait penser à même de prendre de la vie de Napoléon une idée aussi complète qu'on peut l'avoir en 1818.

Si l'on veut aller plus loin, on peut joindre à ces trois volumes tout ce que l'*Annual Register* d'Edimbourg dit de Napoléon, et les articles politiques de l'*Edinburgh Review.* Cela fait en tout la valeur de cinq volumes. (27 décembre 1817.)

Cahier n° 16 (folio 254).

Chapitre... *Jusqu'à quel point Napoléon a-t-il été tyran en France ?*

M. de T[alleyrand] disait en 1814 : A l'exception de quelques têtes busquées, comme Dupont de Nemours, personne ne désire la liberté en France.

Rien de plus vrai alors. Tous les gens âgés dont la Révolution avait choqué les habitudes avaient soin de répéter dans l'occasion que la liberté était une chimère. Il fallait une monarchie juste. Or il n'y avait rien de si commun. Le gouvernement de ce bon Louis XVI, par exemple, que pouvait-on lui reprocher sinon que le roi était trop bon ?

Que pouvaient répondre à cela des jeunes gens de vingt ans entrant dans le monde, n'ayant ni la connaissance des abus qui, en 1786, avaient soulevé la nation, ni la connaissance théorique de la liberté qu'on se gardait bien de nous donner dans les lycées ? Nous avons donc...

28 juin 1818, 23 d[egrés] dans ma chambre.

APPENDICE

Fragments concernant la *Vie de Napoléon* disséminés dans le recueil factice 5896 (manuscrits de Grenoble) et en marge des autres ouvrages de Stendhal

R 5896 I, folio 136 :

Différence du génie français et du génie anglais.

Les deux premiers ouvrages publiés sur N[apoléon]. Le suffisant de Pradt et le simple et trop modeste Warden. On estime plus le dernier, mais le premier est plus amusant.

28. *Quarter-deck. The Vicar of Bray.*

Parlant clairement d'une b[atai]lle perdue. Petitesse des Français désespérante, 40.

52. *At random*, au hasard

R 5896 II, folios 128 et 130

La *Biographie des vivants*, excellente en ce qu'elle prouve les trahisons de tous ces J[ean]-F[outres] de royalistes. Trahisons en Paris en 1815, page 90 de Wilson. Idée de Compagnoni.

La *B[iograph]ie*, 36, dit qu'à l'île d'Elbe Nap[oléon] était reconnu Empereur.

Jusqu'à ce jour les ministres du despotisme jouissaient du pouvoir et de plus étaient adulés par l'opinion publique. Maintenant, grâce à la liberté de la presse, ils jouiront bien de leur pouvoir mais ils seront obligés de baisser les yeux où à chaque regard ils mâcheront le mépris. (*After* avoir lu le discours de Decazes et de Laîné sur les abus de la presse.)

R 5896 III, folio 127

Pour la bravoure des petites peuplades d'Italie dans le temps de la naissance de Rome et ses 500 premières années.

Pour l'actuelle, les Rép[ubliques] du Moyen Age.

1/2 mot.

R 5896 VII, folio 98; folio 175

Morceaux traduits de Warden à insérer dans l'Histoire

Personne de Napoléon

Son front est recouvert par des cheveux obscurs et clairsemés; il en est de même du sommet de sa tête qui est fort grosse et qui, par en haut, a une forme absolument plate. Les cheveux qu'il a par-derrière sont touffus; je ne pus pas distinguer le moindre cheveu blanc. Ses yeux, qui sont gris, sont dans un mouvement continuel et se portent rapidement sur tous les objets qui l'entourent; il a les dents blanches et régulières; son cou est court, mais ses épaules sont de la plus belle proportion; le reste de sa personne, quoique chargé d'un embonpoint hollandais, est d'une forme très agréable. Sa figure est singulière, grosse, pleine et pâle, mais non pas pâleur de malade. Dans le courant de la conversation, les muscles éprouvent peu ou pas de mouvement; à l'exception de ceux qui sont dans le voisinage immédiat de la bouche, ils semblent tous fixés dans leur position; la ligne du front est remarquable en ce que l'on n'y aperçoit pas une seule ride. Le front d'un Français est en général tourmenté par suite de l'exercice habituel des muscles de la face, ce que nous appelons grimace; mais quelque intérêt que Napoléon mette dans sa conversation, il ne donne jamais aucun mouvement à ses muscles. Quand il cherche à donner de la force à ce qu'il dit, il emploie quelquefois un mouvement de la main, mais rien de plus. Il sourit quelquefois, mais je crois qu'il rit rarement.

For the Life.

Paratonnerre *on* Alex[andre].

A[lexandre] : Je dois respecter les lois comme si nous avions une Const[itution], ce qui malheu[reusement] n'existe pas.

— Notre caractère, Sire, est une Constitution.

— Je n'en plains que davantage mes sujets, je ne suis pour eux qu'un heureux accident.

Bib[*liothèque*] *Hist*[*orique*], 160

En marge d'un exemplaire de l'*Histoire de la peinture en Italie* paru chez Didot en 1817, tome II (feuillet relié à la fin) :

« 2 fév. 1818

« Je me suis prescrit l'abandon d'*ogni opera d'inchiostro*[7] [de tout travail d'écriture] depuis le 10 janvier 1818. Cela dure encore le 2 février 1818. Hier bal Rossi. »

En marge d'un exemplaire annoté des *Mémoires d'un Touriste* ayant appartenu au comte Primoli :

« *Histoire de Napoléon*, chapitre I. L'opinion personnelle d'un individu sur Napoléon ne signifie rien. Si je me permets d'émettre la mienne c'est que je vais écrire la vie de ce grand homme et il vaut mieux que le lecteur connaisse d'emblée l'opinion de l'auteur : Napoléon sauva la Révolution en 1796 et en 1799 au 18 brumaire. Bientôt il chercha à anéantir la Révolution et il eût mieux valu pour le bonheur de la France qu'il fût tué en 1805 après la paix. »

Note copiée par M.A. Cordier sur un registre ayant appartenu à M. Lévy-Danon :

« Pensée *for the Life*, en février 1818.

« La faiblesse et le gribouillage dans les affaires nous déplaisent si fort que nous en venons à admirer la force et le gouvernement *de fer*, même employé contre nos libertés — Dominique.

« C'est le résultat du judicieux discours de M. de Villèle dans les *Débats* du 20 au 22 janvier 1818. »

NOTES ET VARIANTES

Préface

1. « En effet, ni la faveur de Lucine, ni le rang sans gloire de ta naissance ne t'ont porté au faîte de la puissance, mais ton courage à la guerre et ton désir de protéger la liberté. »

Stendhal a trouvé cette citation d'Aldrich (*Musarum Anglicanorum analecta*, Oxford, 1699) dans le n° 50 de l'*Edinburgh Review* (octobre 1816, p. 497).

Chapitre 1

a. Le 26 novembre 1817, Stendhal commence à rédiger ce premier chapitre (voir le brouillon dans le carton R 292) dont il fait faire une copie le 26 novembre 1817 (carton R 292). La mise au net date du 18 janvier 1818 (R 292, I). Sur le brouillon de ce chapitre, on peut encore lire l'indication trompeuse — que Stendhal rature par la suite — « Vive le roi et la Charte ».

Mais le 23 juin 1818, après avoir lu les *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française* de Mme de Staël, il reprend tout le début : De « j'écris l'histoire de Napoléon » à « témoins des faits » (voir Introduction).

La première version, sur le manuscrit relié, commençait ainsi :

« J'ai écrit l'histoire de Napoléon en trois volumes. Publier les détails de cette histoire avant l'année 1825, ce serait compromettre la tranquillité de l'auteur et punir trop sévèrement beaucoup de gens faibles qui, au jour de leur puissance, n'ont pas su se garantir de l'insolence et des autres vices des petites âmes. Voici un abrégé. Ce n'est pas l'histoire proprement dite, c'est l'histoire pour les contemporains témoins des faits.

« Le 15 août 1796, [...] ».

Après avoir rédigé le deuxième incipit, en juin, il barre ce passage.

Sur les folios de garde, on trouve des notes éparses, écrites dans tous les sens par Stendhal, et qui nous renseignent sur les circonstances de la composition, sur les différentes périodes des corrections, sur les sources de ce premier chapitre :

folio B

« 4 livres :

« 1er Jusqu'au 18 brumaire,

« 2e Finit à l'empire,

« 3e Finit à Waterloo,

« 4e A Sainte-Hélène. »

« En quelque coin :

« *He was aware that these words were liable to misconstructions and he knew that friends of the power were adepts in the art of misrepresentation; but he must not shrinck in time of danger from strong expressions because they may be misconstructed or misrepresented. What he said, he said deliberately.* » (Fox, *Monthly Magazine*, mai 1818, p. 323.)

« *The french Revolution : One of the most glorious events in the history of mandkind.* » (*Ibid.*, p. 324.)

folio C

« Je reprends le 23 juin 1818 ce livre qui courait le monde depuis le commencement de janvier 1818.

Je vais corriger le style d'abord; je ferai ensuite des additions. »

« C'est un devoir pour nous qui avons connu ce grand homme d'en laisser un portrait à la postérité afin que les Hume futurs ne puissent mentir. *(After seeing a great man the 21 march 1818).* »

(Ce « grand homme » est le docteur Rasori, ami milanais de Stendhal, médecin, poète qui fréquentait le groupe des Libéraux réunis autour de Ludovico Di Breme. C'est lui qui incita Stendhal à poursuivre son ouvrage en mars 1818. Voir Introduction.)

« Le lecteur est instamment prié de crayonner des critiques. »

« Livre 1er

*« Chapitre 1er*

« J'écris l'histoire de Napoléon pour répondre à un libelle [...]. »

b. Sur le brouillon de ce premier chapitre (cahier n° 2, folio 2, carton R 292), Stendhal note, en marge de ce passage :

« J'ai payé 37 fr. ce portrait du Monstre traduit de l'*Edinburgh Review*, n° 54.

« *Made the* 30 mai 1817.

« Sentiment du traducteur.

« Je méprise et déteste l'usurpateur dans les rapports présents et futurs qu'il peut avoir avec la France, mais je désire connaître cet homme extraordinaire. »

c. En face de ce passage, en marge du verso du folio 1 (R 292), une note autographe au crayon : « Et après que Louis XV se fut emparé de la Corse, fut [un blanc]. Je préfère la leçon du texte comme plus conforme au stile de César. »

1. Cette citation de Sansovino est extraite de l'article de l'*Edinburgh Review* n° LIV (p. 467).

Chapitre 3

a. En marge, une note autographe au crayon (folio 7 verso, R 292, I). « Peut-être : son affaire ».

1. Il s'agit du *Souper de Beaucaire* imprimé en 1793 à Avignon.

Chapitre 4

a. En marge, une note de Stendhal, au crayon : « Il joint aux laurier de Mars l'olivier de la civilisation. Corrigé le 23 juin 1818 » (folio 10 verso, R 292, I).

b. En marge, en face de ce passage (*ibidem*), Stendhal note au crayon : « Un peu plat cette fin. »

c. Sous le mot « aristocratie », surcharge de Stendhal, on peut lire « dynasties ». En marge, une explication de sa main : « aristocraties plus vrai et moins clair » (folio 13, R 292, I).

1. Il s'agit en fait du *Précis des événements militaires, ou essai historique sur les campagnes de 1799 à 1807*, du général Dumas, paru entre 1816 et 1826 en 19 volumes, et de l'*Histoire des guerres des Gaulois et des Français en Italie*, du général Servan, parue en 1805 en 5 volumes.

2. Le début de la note est de la main du copiste (jusqu'à « 1810 ») et la fin, autographe, a dû être rajoutée par Stendhal lors de la campagne de corrections de juin 1818.

Chapitre 5

a. En marge du folio 13, verso (R 292), Stendhal note, en face de ce passage : « beaucoup de *furent* ».

1. On retrouve ici l'argument qui opposait Stendhal à ses amis milanais Di Breme et Pellico : selon lui, Bonaparte avait été le tyran fondateur de l'Italie et l'avait initiée à la liberté ; selon eux, il n'était qu'un despote enivré de pouvoir personnel.

Chapitre 7

a. Ce chapitre n'est pas numéroté sur le manuscrit R 292.

b. Royer donne une lecture fausse de ce passage.

Chapitre 8

a. En marge de ce folio 17, Stendhal note : « Prud[ence] ». Il parsème les marges de son texte de la *Vie de Napoléon* de ce genre de mises en garde : la police autrichienne le surveille étroitement (et l'expulsera d'Italie en 1821).

b. En tête de ce paragraphe, Stendhal note (folio 17) : « Embarrassé, embrouillé, à refondre. Stile embarrassé. »

c. Variante : « aux yeux de son armée ».

Chapitre 9

a. En marge, une note de Stendhal (folio 19 R 292, I) : « Ossian et la division du cercle. Nous croyons apprendre. »

b. Sur le deuxième brouillon (copie faite par Delbono à partir de la traduction corrigée par Stendhal, cahier n° 16, fol. 30, carton R 292), on trouve en face de ce passage, la note autographe suivante (inédite) :

« Ailleurs,

« Nap. était destiné à servir encore de preuve à cette vérité dans un sens opposé. S'il eût voulu se débarrasser du prince de Tall... ou de quelques autres personnages, il régnerait encore « Dominique. »

(« Dominique » est un des pseudonymes que se donnait Stendhal.)

c. Sur le premier brouillon (cahier n° 2, folio 21 verso, carton R 292), on peut lire ce passage autographe :

« Ce moment de l'histoire fait l'éloge de la probité de notre siècle et montre quel chemin nous avons fait depuis le temps de la Saint-Barthélemy. Après avoir été un exemple passif de cette vérité, Napoléon était destiné à lui servir encore de preuve dans un sens opposé. S'il eût voulu se débarrasser du prince de T[alleyrand] ou de quelques autres personnes, il régnerait encore. A l'époque dont nous parlons, le Directoire donna l'ordre à son ministre de la police, Fouché, d'arrêter le g[énér]al Bonaparte. Le ministre répondit « Il n'est pas homme à se laisser arrêter, ni moi l'homme qui voudrais l'arrêter. » Nous trouvons que souvent à cette époque... »

Stendhal rature les deux dernières phrases et inscrit en marge « Faux ». Il reprend pourtant les paroles de Fouché au chapitre 15.

d. Cette phrase est rajoutée par Stendhal au crayon, certainement en juin 1818 ; en marge, il note : « Ici prendre 2 pages à Mme la Baronne ». Il avait certainement l'intention d'insérer à cet endroit un passage des *Considérations*... de Mme de Staël.

Chapitre 10

a. Sur la couverture et sur le premier folio du cahier n° 3 (carton R 292), où se trouve le chapitre 10, on peut lire ces quelques notes autographes :

« *Mando quella seconda parte al S[igno]r D[elbono] il 2 dicembre 1817.* [J'envoie cette deuxième partie à M. Delbono le 2 décembre 1817].

« *Debil quantunque e poco a si grand'opra.* Al[fieri]. *Della Tirannide*, tome X, éd. Bettoni.

« *Dato il principio il 29 novembre a Meravigli.*

[donné le début le 29 novembre à Meravigli] »

Delbono (que Stendhal surnomme parfois Delgood ou Good) est le copiste milanais de cette période. Il habitait « Contrada Meravigli ».

Chapitre 11

a. Ce chapitre n'est pas numéroté sur le manuscrit (R 292, vol. I).

b. En face de ce passage et en face du dernier paragraphe du chapitre 11, Stendhal note, en marge : « *To see the* commentaire de Liège 14 d^{bre} 1817 » « Voir le commentaire de Liège pour corriger cette phrase 14 d^{bre} 1817 ». Il fait allusion au *Commentaire sur l'Esprit des Lois*, de Destutt de Tracy, paru à Liège en 1817.

Chapitre 12

a. Dans la marge du folio 22 (R 292, I), on peut lire une note autographe au crayon :

« A l'appendice

« dire

« Descr[iption] de l'Égypte dans Volney

« Histoire militaire : le faible Martin, Berthier, Denon.

« Wilson alors bien digne d'écrire pour de l'avancement, d'être un des écrivains de l'autorité. »

Louis Royer fait figurer cette note, incomplète, au début du chapitre 11. Pour les lectures de Stendhal sur l'Égypte, voir Introduction (bibliographie).

b. En face (folio 23), une marginale autographe « Voir Las Cases ». Il s'agit ici des *Letters from the Cape of Good Hope*, publiées à Londres en 1817.

c. En face de ce passage, sur le brouillon de ce chapitre (cahier n° 3, carton R 292, folio 26), Stendhal note : « Le système continental c'est une de ces erreurs qui feront dire à l'histoire qu'il y avait dans Nap. sept grands Rois. »

d. En face, dans la marge, Stendhal note : « Las Cases » (folio 24, R 292, I).

e. En face de ces quelques lignes (depuis « ce qu'il y a de plus sûr (...) » en travers de la marge, Stendhal note « Corrigé le 24 juin »; et vers la fin du paragraphe, toujours en marge : « 476 et 477 de l'*Ed. Review* ».

f. Stendhal avait initialement écrit, à la suite de ces quelques mots : « Quel que soit le jugement de la postérité, il est toujours utile qu'un général qui prend une telle mesure sache qu'il aura toujours à s'en justifier. »

Après la remarque de Vismara : « Trop de raisonnement pour un fait qui peut être justifié en peu de mots », Stendhal a raturé ce passage (folio 26, R 292, I).

Chapitre 13

a. En haut, à droite, dans la marge, Stendhal précise la date des différentes campagnes de corrections : « Corrigé le 9 janvier 1818, pour la seconde fois et le [un blanc] juin 1818 » (folio 27, R 292, I).

b. Ici encore, Stendhal note, en marge, au crayon : « Corrigé pour la seconde fois le 9 janvier 1818 » (folio 29, R 292, I).

c. En face de ce passage une annotation « voir Las Cases » (folio 31, R 292, I).

d. Sur le folio 32 (R 292, I), on peut lire un passage sur lequel Stendhal a écrit, en gros caractères : « Longueur ». Mais il n'est pas raturé. En voici la teneur : « L'on ne voit pas de raison pour révoquer en doute ce récit simple et ingénu; en général, on trouvera très bien que Desgenettes ait refusé la proposition, mais il faut avoir les préjugés d'un noble pour penser qu'elle provient chez Napoléon d'une froide indifférence au sort des soldats. Elle était produite, au contraire, par un sentiment trop profond d'humanité. »

e. En marge, au crayon, Stendhal note : « L'Article de Las Cases » (folio 33, R 292, I).

Chapitre 14

a. En marge, sur la partie supérieure de folio 34 (R 292, I), Stendhal écrit au crayon : « 18 brumaire ajouté le 22 décembre 1816 » (il s'agit évidemment du 22 décembre 1817).

b. Dans la marge, en face de ce passage, Vismara commente : « C'est une question très intéressante qu'il faut tâcher d'éclaircir dans un ouvrage tel que celui-ci. »

Stendhal lui répond, toujours en marge : « Réponse : on ne peut rien faire avant la publication des Mémoires de Lucien, Sieyès et Barras. »

c. En marge, un commentaire de Vismara : « Il faut dire quelque chose de la manière dont il quitta l'armée et de son départ, circonstance qui tient du grandiose », auquel Stendhal répond, au crayon : « Oui je le ferai » (folio 35, R 292, I).

Chapitre 15

a. Sur le brouillon (carton R 292, 3e cahier), on peut lire : « Pour intéresser, donner quelques détails sur la navigation. Je les ai lus dans Martin, je crois. »

Il doit s'agir, comme le suggère Victor Del Litto (*Compléments et Fragments inédits*, éd. cit., p. 340), de l'*Histoire de l'expédition française en Égypte, pendant les années 1798, 1799, 1800 et 1801*, Paris, 1815, 2 vol. in-8. Stendhal avait déjà fait allusion à cet auteur, « le faible Martin », dans une note marginale du chapitre 12.

Effectivement, sur le manuscrit relié, Stendhal laisse un folio pratiquement blanc, après ce passage (seuls les deux mots « faibles mortels » figurent en haut de la page). Il y inscrit seulement une note aide-mémoire, au crayon : « Détails de la navigation » (folio 36, R 292, I).

Chapitre 16

a. Les deux dernières phrases sont rajoutées au crayon par Stendhal alors que le début de la note est de la main du copiste.

b. En marge, autographe : « 25 juin 1818 » (folio 39, R 292, I).

c. En face de la fin de cette phrase, jusqu'à la fin du paragraphe, Stendhal écrit, à trois reprises : « Prud[ence] » et une fois, de façon plus développée :

« Prud[ence]

« Rendre aux émigrés ce qu'ils ont fait en 1815 vé[rifier] » (folio 38 verso, R 292, I).

d. La fin de cette phrase (« et les rois vainqueurs eussent donné dans les délices de la cruauté, comme à Naples ») est écrite au crayon par Stendhal. En face, dans la marge, il note :

« Prud[ence]

« Supprimer la phrase au crayon » (folio 39 verso, R 292, I).

e. En face de ces mots, un commentaire de Vismara : « Il me paraît plus probable que les deux frères auront raisonné sur les forces à leur disposition, sur les résistances dans Paris et hors de Paris, sur la force, les intrigues des différentes factions, sur l'effet de la nouvelle révolution dans la République. »

f. A la suite, Stendhal avait fait écrire à son copiste :

« Souffre donc que je sois bon roi. Enfin, il fallait un dictateur à la République, et jamais le gouvernement légitimement établi ne se serait résolu à le nommer. »

Il barre ce passage et inscrit en travers : « Bas » (folio 41, R 292, I).

g. En face, une précision de la main de Stendhal : « 9 nov. 1799 ».

Chapitre 17

a. En marge : « Prud[ence] » (folio 42 verso, R 292, I).

Chapitre 18

a. Sur le brouillon du chapitre 18 (cahier n° 9 couverture, carton R 292), on trouve la notation autographe suivante, destinée au copiste Delbono :

« *Giunta*, le 18 brumaire.

« *Fate di questo una copia separata per essere intercalata nel volume.* 17 Xbre 1817.

« Rapportée le 22 X[bre].

« Corrigé la copie faite sur celle-ci le 23 d[écembre]. »

b. En marge de ce passage, un commentaire de Vismara « Je crois [du] devoir de l'historien de son temps d'écrire les faits sûrs et non les doutes ou les ouï-dire. Il faut éclaircir ce fait ou le retrancher. » Stendhal répond : « Non. ».

Chapitre 19

a. En marge, un commentaire de Vismara : « Bien bon » (folio 49, R 292, I).

b. Une marginale autographe, en face de ce passage :

« Prud[ence]. *For me* : Surtout peu entreprenants; leur plus beau trait : cette conspiration de Lyon en 1817 » (folio 49 verso, R 292, I).

Chapitre 20

a. En marge, une note de Vismara :

« Trop vrai; voilà qui détruit tous les éloges donnés à Bonaparte comme politique en Italie », à laquelle Stendhal répond : « Vrai » (folio 51, R 292, I).

b. Sur la partie inférieure du folio 51, à droite, Stendhal note au crayon : « Corrigé le 26 juin, Monza ».

Le 26 juin, il avait effectivement apporté des cahiers de la *Vie de Napoléon* à corriger lors d'une promenade dans les environs de Milan.

c. A cet endroit, en haut du folio 52, un commentaire de Vismara : « chapitre excellent écrit à la Hume ».

d. Sous cette note, Stendhal écrit : « Prud[ence] ». « Bon, mais imprudent » (folio 52, R 292, I).

e. Sur le premier brouillon (traduction annotée, carton R 292, cahier n° 3, folio 37), on trouve une note de Stendhal, après « se contenterait » : « Misérable scélérat! En quoi il est bien inférieur à l'homme sage qui nous donne la Charte. Oui, sans la réaction des ultras, il n'est pas de Français qui ne méprisât souverainement Napoléon. »

Stendhal rature cette note et écrit en travers, en gros caractères : « Vrai, mais hors de place ».

f. Dans la marge, à droite de ce passage, une note autographe : « *For me* : Les actions du consul sont autant l'histoire de l'Europe que celle de la France/ne sont pas l'histoire de la France mais de l'Europe » (folio 53, R 292, I).

g. Sur le verso du folio 64, en face de ce passage, une note autographe au crayon, barrée :

« Établir la république ou au moins le syst[ème] des deux chambres. Prud[ence] » (note inédite).

h. En face de cette note, Stendhal note au crayon (*ibidem*) :

« *To see* commentaire ». Il s'agit certainement du *Commentaire sur « l'Esprit des Lois » de Montesquieu* de Destutt de Tracy (Voir Bibliographie).

Chapitre 21

a. Sur la partie supérieure du folio 55 (R 292, I) correspondant à ce passage, on peut lire une note autographe au crayon. « Faire Marengo de Dumas ». Stendhal comptait certainement s'inspirer du livre de Matthieu Dumas (*Précis des événements militaires ou Essai historique des cam-*

pagnes de 1791 à 1814, Paris 1817-1826, 19 vol., in 8°) pour son récit de la campagne de Marengo. Ces notes marginales servent souvent d'aide-mémoire pour de futures corrections.

b. Au crayon, une note autographe (*ibid.*) :

« If joindre an extract of Dumas

« Non ».

Cette note est certainement à lire en deux temps. Stendhal se propose d'intercaler un extrait de Dumas (Voir note précédente) et se ravise lors d'une autre campagne de relecture.

c. Note de Stendhal, en regard de ce passage : « Longueur. Cela ôte la lumière au sujet principal. A mettre ailleurs ainsi que la peur que la liberté, de l'autre côté de la Manche, fait à l'aristocratie anglaise. Les Anglais, après avoir eu peur de nos armes sous Napoléon, ont maintenant peur de notre liberté » (folio 54 verso, R 292, I).

Chapitre 22

a. Au début de ce chapitre, Stendhal note dans la marge (folio 56, R 292, I) : « *Note of a great man. I would have added some observations and some anecdotes, here and there, but the departure has robbed me of the opportunity. R.* — 28 juin. »

R. est l'initiale qui permet d'identifier le « grand homme », le docteur Rasori. (voir Introduction).

b. En face de ce passage un commentaire de Vismara (*ibid.*) : « Au contraire, une fois pris le parti de la monarchie, lui qui n'avait pas les idées nouvelles en politique, a dû s'environner de la religion, lui donner un lustre, etc... » auquel Stendhal réplique : « Réponse : Il n'avait pas besoin du concordat pour régner sur un peuple d'une extrême indifférence sur la religion, et le seul obstacle sérieux qu'il ait rencontré, a été le Pape à Savone. S'il n'avait pas fait de concordat, le Pape eût toujours été à ses genoux. Cela fut très bien dit à Napoléon par le troisième consul Le Brun. »

c. Une note de Vismara, en marge : « Seul exemple dans l'histoire » (folio 57, R 292, I).

Chapitre 23

a. Ce chapitre n'est pas numéroté sur le manuscrit.

b. A cet endroit, dans la marge, une note autographe :

« *For me*

« Ce qui montre la bêtise des Bourbons c'est que voulant un pouvoir absolu, ils ne prennent pas cette route. »

A la suite de ce passage, deux pages ont été biffées par Stendhal avec la mention, en haut de la première page : « supprimer cette maçonnerie ». En voici la teneur (folios 61, 62 et début 63, R 292, I) :

« La liberté est un mot magique dont tout le monde se sert sans s'en former d'idée nette. La liberté de faire tout ce qu'ils voudraient serait pour la majorité des hommes une propriété fort embarrassante et dans tous les cas un bien passif, comme la santé*. On ne s'en aperçoit guère tant qu'on en jouit, et la privation en est insupportable. Nous voici arrivés au point lumineux de la question ; c'est le sentiment trop vif de la privation qui fait pousser en Europe ce cri uni-

* bêtise réfutée par Tracy.

versel de *liberté.* Mais les peuples ne sont *écoutables* que dans leurs plaintes d'être *comprimés* ou de n'avoir pas ce qu'ils appellent la *liberté*, et nullement dans leurs désirs d'avoir telle ou telle liberté. C'est un malade qui a raison quand il se plaint, mais qui a tort quand il veut être son propre médecin.

« Voyez le pauvre sur le lit d'un hôpital et en proie à une maladie lente; tous ses vœux appellent la santé, et si Dieu lui rend la santé il sera le plus heureux des hommes. Qu'il guérisse, et qu'on le mette à la porte, vous verrez qu'au bout de huit jours il ne tiendra nul compte de cette santé si désirée, et, s'il est heureux, ce ne sera pas à cause qu'il est en santé. Il faut maintenant qu'il apprenne l'art d'être heureux. Ce n'est pas la *liberté* qu'il faut aux peuples, mais *point d'arbitraire**. Le premier cri suppose la plus complète indépendance possible de l'individu, l'exclusion de l'autorité publique dans la plupart de ses actions; le second, au contraire, admet la subordination la plus étendue et la plus journalière de l'individu à la puissance collective, pourvu que celle-ci ne commande que dans l'intérêt général, et jamais dans la passion individuelle. »

A la fin de ce passage, un commentaire de Vismara, dans la marge :

« Si ce chapitre est fait pour justifier Napoléon pour sa conduite envers la liberté, il est excellent; mais tout cela est renfermé dans le peu de mots mises [*sic*] dans la bouche de N[apoléon] : *Les Français sont indifférents à la liberté.* Si, au contraire, c'est un chapitre pour faire avaler aux nigauds le véritable bon principe, il fait le contraire. » « Oui » [note de Stendhal].

c. En marge, au crayon, une note de Stendhal, raturée avec la mention « ailleurs » (folio 63, R 292, I). « Le peuple français était comme un enfant de dix ans qui demande un cheval. »

d. En marge, un commentaire de Vismara :

« Réunissez toutes ces idées et dites-nous s'il était bon politique » (folio 64, R 292, I).

e. Variante : « insoutenable ».

f. Au crayon, Stendhal note : « Peut-être ôter "bientôt après". Corrigé le 29 juin 1818 chaleur extrême » (folio 66, R 292, I).

Chapitre 24

a. En face du début de ce chapitre, une date, notée par Stendhal : « 30 juin 1818 » (folio 67, R 292, I).

b. Dans la marge, au crayon, de l'écriture de Stendhal : « Voir Las Cases ».

c. En marge, une note au crayon de Stendhal : « Ici Las Cases ».

Chapitre 25

a. Au début de ce chapitre, une note de Stendhal : « Tout ce qui suit est à fondre avec Las Cases, 30 juin 1818 » (folio 69 verso, R 292, I).

b. En marge, Stendhal rédige une petite note, destinée à être placée « ailleurs » par la suite (folio 71, R 292, I) : « Ailleurs : Napoléon dut sentir vivement la perte de Lucien qu'une jalousie fort naturelle et l'ascendant du parti Beauharnais lui avaient fait éloigner. Lucien avait une partie de ce qui manquait à Napoléon et l'eût empêché de céder à ce fatal aveuglement qui peu à peu n'en fit qu'un despote ordinaire. B[*iographie des hommes vivants*], I, 543. »

* La tyrannie ne leur sera réellement pas insupportable.

Il s'agit de l'article « Lucien Bonaparte » de la *Biographie des hommes vivants* de Michaud (voir Bibliographie) que Stendhal utilisera encore très souvent lors de la rédaction des *Mémoires sur Napoléon* en 1836-1837.

c. Le folio 72 est un folio en papier vergé, d'un autre format, intercalé dans la copie ; on peut y lire, de la main de Stendhal : « [Après Austerlitz]. Jamais de plus grands bienfaits ne semblèrent établir de plus grands droits. Il aurait fallu pour le bonheur de la France que Napoléon mourût tandis qu'il était occupé à monarchiser sa belle armée du camp de Boulogne. — Dominique. »

« Dominique » est l'un des pseudonymes par lesquels Stendhal se désignait (voir J. Starobinski, « Stendhal pseudonyme » in *L'Œil vivant*, Paris, Gallimard, 1960).

Au dos de ce folio figure une table, qui va du chapitre 1er au chapitre 18, certainement insérée là, en cours de rédaction, comme aide-mémoire. On y trouve, en haut à gauche, une note : « Voir les dates de Koch ».

d. Sur le premier brouillon (traduction annotée, cahier n° 4, folio 49), Stendhal note rageusement au crayon, en travers de ce passage : « J'abhorre ce Néron qui a causé tant de morts. 17 août 1817. »

e. En marge, au crayon, une note de Stendhal : « Corrigé le 17 décembre ».

f. En marge, de la main de Stendhal :

« Bon

« 30 juin » (folio 77, R 292, I).

Chapitre 26

a. Sous l'intitulé du chapitre, sur la version autographe du brouillon (carton R 292, cahier n° 4 fol. 61), Stendhal note les références de l'emprunt qu'il fait au n° 54 de l'*Edinburgh Review* :

« W[arden] 138 et 139 ».

Ce cahier n° 4, renfermant les chapitres 27 à 30, a été « envoyé le 8 décembre » (note autographe sur la couverture du cahier) à son copiste Delbono.

b. En marge de ce passage, Stendhal note, « Prud[ence] archi-prud[ence] » (folio 83, R 292, I).

Chapitre 27

a. En face de ce passage, Stendhal note : « Ce récit semble trop long. On conseille de renvoyer à l'ouvrage de Warden » (folio 87 verso, R 292, I) ; (note inédite).

b. Sur le brouillon autographe de ce chapitre (cahier n° 4, folio 69, carton R 292), on peut lire une notule, entre parenthèses, et barrée (sans doute par mesure de prudence) : « Quelle vertu de ne pas les faire assassiner après cela ! D[omini]que. »

1. Par prudence, Stendhal travestit les noms de certains personnages politiques. Nous sommes sous la Restauration : en Italie, où les Autrichiens ont repris le pouvoir et exercent une véritable chasse aux sorcières contre quiconque s'opposerait ouvertement au régime en place, comme en France, la police secrète est vigilante. Le comte d'Angoumois : le comte d'Artois.
2. Le duc de Berry.
3. Les Bourbons.
4. Louis XVIII.

Chapitre 29

a. Dans la marge du début de ce chapitre, un commentaire de Vismara.

« George, Pichegru, Moreau; voici une seconde justification d'un fait de N. qui occupe de trop; de même que les faits qui en sont la cause renferment beaucoup de répétition et une prolixité » auquel Stendhal répond : « Vrai, 30 juin » (folio 94, R292, I)

1. Il s'agit, ici encore, d'un maquillage du nom de Louis XVIII.

Chapitre 30

1. Ce nom désigne prudemment les Bourbons (voir chap. 27).

Chapitre 31

a. En marge, de la main de Stendhal : « Prud[ence] » (folio 99, R292, I).

b. En haut du folio 101 correspondant à ce passage, Stendhal note : « Bon ».

c. En marge, une note de Vismara (folio 101). — « Tout ce qui suit relativement à la presse est très bon, mais il en faudrait faire un chapitre à part; ici c'est une chose décousue. Dans ce chapitre il faudrait traiter ces deux sujets : quelles étaient les idées de N. sur la liberté? — Quelles étaient les idées de N. sur la presse? — De quelle manière prétendait-il de diriger la marche de ces idées pour ses fins particulières? »

Chapitre 32

a. En marge, en face de ce passage, une note de Vismara, recommandant à Stendhal la prudence; il faut, selon lui, crypter davantage les allusions dangereuses :

« Garde à vous, c'est une expression qui peut caractériser l'auteur ou le siècle » (folio 103, R292, I).

b. En marge, en haut du folio 105, Stendhal note, au crayon :

« 30 juin »

Cette date concerne l'ajout des deux dernières phrases du chapitre 32 (elles aussi au crayon) et le début du chapitre 33 (jusqu'à « Unter-Linden »).

1. Il s'agit ici de l'ouvrage de Le Sur, *La France et les Français en 1817*.

Chapitre 33

a. En marge, Stendhal note « Rocca ».

Il s'agit des *Mémoires* de Rocca auxquels Stendhal a sans doute l'intention de se référer ultérieurement (folio 105, R292, I).

b. En marge, un commentaire de Vismara :

« Tout nous montre qu'il manqua les grands coups en politique. Il faudrait le peindre un peu de ce côté » (*ibid.*, folio 106).

c. En marge, de la main de Stendhal : « Prud[ence] » (*ibid.*).

1. Stendhal n'est guère rigoureux sur les dates; qu'il raconte ses souvenirs (il demande à ses

amis de lui venir en aide pour lui rappeler quelques dates lors de la rédaction de la *Vie de Henry Brulard* ou bien il les arrange à sa guise) ou qu'il écrive un ouvrage historique, il est souvent approximatif.

Ici, on peut facilement corriger la date de la bataille d'Iéna (le 14 octobre 1806) et celle de l'entrée dans Berlin (le 27 octobre 1806).

Chapitre 34

a. En marge, Stendhal note : « Bon » (folio 107, R292, I).

b. En marge, au crayon, de la main de Stendhal : « Prud[ence] » (*ibid.*, folio 108).

c. A la suite, se trouvait un passage raturé, sur lequel Stendhal écrit « commun » : « Ce n'est qu'en Angleterre, comme Napoléon le remarqua dans une autre occasion, que le monarque peut être ou devenir imbécile, et les affaires ne vont pas moins leur train puisque tout s'arrange entre les ministres et le parlement » (folio 109, R292, I).

d. A cet endroit, Stendhal avait écrit la phrase suivante, et l'avait barrée au crayon : « Elle prouve la grandeur et la générosité de son âme. »

Vismara, en marge, observe : « Pourquoi l'effacer ? et son mauvais tact en politique » (*ibid.*, folio 111).

e. En face de ce passage, dans la marge, Stendhal note : « un an de constance de plus et elle réussissait » (*ibid.*, folio 111).

f. Sur le 1[er] brouillon (traduction annotée, carton R292, cahier n° 4, folio 59). Stendhal prévient le lecteur par une note : « On ne garantit pas tout ceci qui est littéralement traduit de l'*Edinburgh Review* n° 54 page [un blanc] ».

g. Dans la marge, à droite et à gauche, en face de ce passage, des invitations à la prudence, de la main de Stendhal : « Archi-prud[ence] », « Prud[ence] » (*ibid.*, folio 112).

h. Le chapitre 34 s'achève sur ce dernier paragraphe qui ne figure pas dans les éditions précédentes (sauf dans une note de V. Del Litto, dans la postface de l'édition des *Mémoires sur Napoléon* du Cercle du Bibliophile, éd. cit., p. 428).

Le passage n'est pourtant pas raturé par Stendhal, qui note seulement dans la marge, au crayon : « A supprimer » (*Ibid.*). Nous le rétablissons donc.

1. Encore une erreur de date de la part de Stendhal. L'ouvrage de Wilson, *Puissance politique et militaire de la Russie*, paru à Londres en 1817 (*Sketch on the military power of Russia*), a été traduit en Français la même année.

Chapitre 35

a. Il s'agit ici d'une première version du chapitre « De l'Espagne » datant probablement de la fin du mois de décembre 1817 ou du début 1818.

Nous donnons ici cette version primitive du manuscrit relié (R292, I).

Stendhal en rature le début et inscrit en travers de la page « refait en août 1818 ».

Nous donnons donc également, à la suite, la deuxième version de juillet-août 1818, recueillie dans le carton R292 (cahiers 16-17-18). Ce brouillon est autographe (Voir plus loin).

b. En marge, à gauche et à droite, deux indications autographes identiques : « Prud[ence] ».

a. En marge, à gauche de ce passage, Stendhal note au crayon :

« *For me*

il y a toujours du danger à laisser jouer l'imagination des peuples. »

b. Ceci est donc la deuxième version du chapitre « De l'Espagne » repris par Stendhal en juillet-août 1818. Dans le carton R292 (à l'intérieur du cahier n° 16, sur un autre cahier numéroté 17, entièrement autographe), on peut lire :

En haut, à gauche :

« commencé le 1, repris le 10, l'extrait.

Corrigé *for the* stile and *to take a copy* 1er juillet 1818

Corrigé le 10 août 1818 ».

En haut, à droite :

« 1 juillet 1818

Ce n'est pas trop de 35 pages pour les affaires d'Espagne. »

Stendhal parsème son brouillon de références aux emprunts qu'il fait à l'abbé de Pradt (*Mémoires historiques sur la révolution d'Espagne*, paru à Paris en 1816) et indique à son copiste, en italien, les passages à recopier.

c. En marge, Stendhal note : « A vérifier » (cahier n° 16, carton R292).

d. En marge, Stendhal note encore : « A vérifier » (*ibid.*).

e. En marge : « Corrigé le 10 août » (*ibid.*).

f. Ici Stendhal, sur son brouillon (cahier n° 17, folio 11, carton R292), écrit la note suivante, destinée à son copistes Delbono :

« *Copiate qui il libro*

ici les pages 129-130-131-132 *senza la note.* »

Il s'agit toujours des *Mémoires historiques sur la Révolution d'Espagne* de l'abbé de Pradt.

g. Sur le brouillon (folio 12 verso, cahier n° 17, carton R292), Stendhal note : « Las Cazas. 1/2 *pagina in bianco* ».

Il s'agit toujours ici des *Letters from the Cape of Good Hope* publiées à Londres en 1817 (Voir Victor Del Litto, *Compléments et fragments inédits, op. cit.*, p. 344). Stendhal prévoit des espaces blancs pour insérer les passages à transcrire.

h. A la hauteur de ce passage, dans le coin, à gauche, une date : « 7 juillet » (*ibid.*, folio 14).

i. Ici sur le brouillon, une note (*ibid.*, folio 15, verso ; « 1/2 *pagina bianco* ».

j. En marge, une nouvelle note de Stendhal destinée à son copiste : « *Io mando le 16 prime pagine della Spagna a copiare; il 10 Agosto* 1818. »

k. En haut, à gauche du folio 17 (cahier n° 18 carton R292), on peut lire : « By D[omini]que ». (Dominique est, nous le rappelons, un des pseudonymes que se donnait Stendhal).

l. Sur un folio blanc du brouillon, à la suite de ce passage, on peut lire la note suivante (folio 21, cahier n° 18) :

« *Copiate qui la pagina 334 del libro fino alla parola* : mieux à faire [Copiez ici la page 334 du livre jusqu'au mot : mieux à faire] ».

Ici encore, Stendhal fait allusion au livre de l'abbé de Pradt.

m. En haut de la page correspondant à ce passage, une date : « 5 juillet 1818 » (*ibid.*, folio 22).

n. En marge : « 5 juillet 1818. Corrigé 14 août » (*ibid.*, fol. 24).

o. en face du folio 26 (folio 25 verso, cahier n° 18, carton R292), on peut lire deux notes de Stendhal correspondant à ce passage :

« 14 août

soirée *with* Find »

« A placer :

Les Espagnols ont défendu leurs places divinement, mais du reste il n'ont jamais soutenu une charge à la bayonette.

Major Galazzi ».

En haut à gauche du folio 26 (*ibid.*), des indications de dates de rédaction :

« 6 juillet

a new versi

idem 12 août. »

p. A la hauteur de cette phrase, on peut lire une date : « 6 juillet » (folio 28, cahier n° 18 carton R292).

q. En marge, à gauche : « Prud[ence] » (*ibid.*).

r. Dans la marge, à la hauteur de ce passage :

« Ceci manque un peu d'ordre ou d'à propos. 14 août 1818 » (*Ibidem.*).

s. En marge « 6 juillet » (*ibid.*, folio 30).

t. En marge, en haut du folio 32 (cahier n° 18, R292) : « 6 juillet 2e *versi* » (note inédite).

u. Dans la marge, en face de ce passage : « 10 juillet » (*ibid.*).

v. En face de ce passage, une note : « A placer. Comme on a inventé le gouvernement représentatif depuis cinquante ans, peut-être inventera-t-on un moyen de soutenir la royauté contre l'intérêt de tous.

« Bas, longueur. Deux heures de notre temps. » (*ibid.*, folio 34).

w. En marge : « Corrigé le 14 et 17 août 1818 » (*ibid.*).

x. En marge : « 1er jet corrigé le 17 août » (*ibid.*, folio 35). (Note inédite.)

y. En marge : « chercher la belle comparaison du cuir de bœuf », (*ibid.*, folio 37).

z. En marge, une précision : « corrigé *the 17th Augusto* » (*ibid.*, folio 3). (Note inédite.)

aa. Ici, à la fin du chapitre, Stendhal note : « Le résumé plein de faits n'aurait qu'une page (226 et suivante) mais il refroidirait ; le réserver pour ailleurs. Le caractère de Napoléon me fait une excellente transition d'idées et non de mots. 10 juillet 1818 » (folio 40, cahier n° 18, carton R292). Sur la droite du folio 40, on peut encore lire, de sa main : « *After that to j[oin] to the* copie quand De Pradt reviendra faire un résumé d'une page. 17 août » (note inédite), et au verso de ce folio : « ce commandant (de Pancorbo, je crois, ne pas le nommer) qui avait quatre portes à sa ville et qui faisait pendre chaque matin un hom[me] à chaque porte pour civiliser le pays. Son vivier. Valençay comparé à S[ainte]-Hélène. Las Cazas, 54 »

Chapitre 36 bis

a. Sur le brouillon autographe de ce chapitre (carton R292, cahier n° 13, folio 130), on trouve la mention suivante, à l'intention du copiste Delbono : « *Fate una copia separata di questa giunta* » ; et au verso de ce folio, une note datée : « 129 4ter de la 1re copie par Delgood 11 j[anvier] ».

Stendhal, après coup, renvoie à la copie du manuscrit relié que lui a faite son copiste Delbono (« Delgood »).

b. En haut à droite de l'incipit de ce chapitre (folio 119, primitivement 129, R292, I), on peut lire la note autographe suivante : « Enthousiastes de la liberté jusqu'à ce qu'ils trouvent à la vendre. Phrase de Le Sur, *Débats* 30 D[écembre]. »

Il s'agit d'un compte rendu du livre de Le Sur (*La France et les Français en 1817*) auquel Stendhal a déjà fait allusion précédemment.

c. En marge, au crayon, en haut du folio 120 correspondant à ce passage, une note autographe : « corrigé le 11 janvier et le 30 juin 1818 ».

d. En marge, une précision de Stendhal : « Du 22 mai au 6 juillet 1809 » (*ibid.*).
e. En marge, de la main de Stendhal au crayon : « Las Cases » (*ibid.*).
f. En marge, toujours de la main de Stendhal « Carrion-Nizas ».
g. En marge, autographe crayon : « Ironie pour 1814 » (*ibid.*, folio 123).

Chapitre 38

a. En marge, une note de Stendhal, au crayon : « Prud[ence]. Mépriser ses ennemis » (folio 124 verso, R292, I).
b. En regard, un commentaire de Vismara : « Il faut réunir ici ce qui est dit au chapitre 35 ». A quoi Stendhal répond : « Non » (*ibid.*, folio 125).
c. Au crayon, de la main de Stendhal « Corrigé le 30 juin » (*ibid.*, folio 126).
1. Stendhal n'a pas rédigé de chapitre 37. Ce chapitre et les suivants forment la partie centrale et la plus originale de la *Vie de Napoléon*. Stendhal y fait très peu d'emprunts à d'autres auteurs et mène une véritable réflexion sur la politique intérieure de Napoléon.

Chapitre 39

a. En marge, en haut du fol. 127, un commentaire de Vismara : « Jusqu'au chapitre du Conseil d'État, il y a un peu de désordre ; il me semble que l'on doit donner une idée bien claire du mécanisme de la direction et du mécanisme de l'exécution ; par conséquent un article sur les préfets, un sur les maires, etc... »
b. En marge (folio 129 verso), une note de Vismara : « Tout cela est bon mais un peu décousu. »

Chapitre 39 bis

a. En regard de l'incipit de ce chapitre, une note de Vismara (folio 129 verso, R292, I) : « Ce chapitre est uniquement sur le duc de Bassano et cependant on parle encore dans les autres sur le duc de Bassano. »
b. Sur la couverture du brouillon de ce chapitre (cahier n° 15, carton R292), cousu en un cahier, au fil blanc, par Stendhal, on peut lire :
« *First volume*
« *Questo va to 138*
« *First volume*
« *18 Genaio*
« *Fare una copia seguitando bene i richiami* 18 janvier. [Faire une copie suivant bien les appels.] »
Ce brouillon est une copie annotée que Stendhal a retravaillée en vue d'une seconde copie sur le volume relié. Ces feuillets ont été découpés sur le volume relié (on voit encore les traces de ciseaux) et remplacés par la 2e copie, cousue à sa place dans le manuscrit relié. La pagination indiquée par Stendhal dans cette note renvoie à cette manipulation. Nous rappelons que ce manuscrit, même relié, est un manuscrit de travail qui n'a connu aucun état définitif. La *Vie de Napoléon* est interrompue dans cet état intermédiaire.
Au début du chapitre, on peut lire la note suivante, dans la marge :
« A vér[ifier] dans Tite-Live Biographie ». Il s'agit de la *Biographie des hommes vivants* de Michaud (voir Bibliographie).

c. Une note de R. Colomb, en face de ce passage : « Exagération. On ne destituait presque jamais personne et ces préfets moins encore que d'autres » (folio 130 verso, R292, I).

R. Colomb a pris possession des « papiers de Milan » après la mort de Stendhal et en fait l'inventaire entre 1843 et 1844. C'est à ce moment-là ou un peu plus tard qu'il rédige cette note (voir chapitre suivant).

Chapitre 40

a. En face, au crayon, note de Stendhal : « M. de St Georges » (folio 220, cahier n° 15, carton R292).

b. Encore une note de R. Colomb, datée cette fois : « C'est toujours de même, 1845 » (folio 131, R292, I).

c. En marge, un commentaire de Vismara : « Excellent morceau à mettre dans le chapitre des maires et des municipalités » (*ibid.*).

d. Stendhal note, en marge, en face de ce passage : « 31 décembre 1817. Le gouvernement actuel est aussi tyran qu'il peut » (folio 132, R292, I).

e. Une autre note autographe, en marge : — « Le Tasse dit de mettre en note : Quelques étrangers seront peut-être bien aise de se rappeler la manière dont une loi ou décret recevait son exécution. (Vingt lignes d'explication du mécanisme de l'administration) » (*ibid.*).

f. Vismara commente ainsi ce passage : « Morceau à mettre pour donner l'idée de l'intérieur du ministère » (*ibid.*).

g. En marge, une note de Stendhal : « Apollinaire et Finot : écriture de Montalivet qu'il croit reconnaître » (folio 134, R292, I).

h. En marge, un commentaire de Vismara : « Morceau pour le chapitre des préfets » (*ibid.*).

Chapitre 40 bis

a. En face, dans la marge, une note de Vismara : « Conclusion » (folio 139, R292, I).

b. En marge, une note autographe au crayon : « Serviles ajoutés au Conseil d'État : Chauvelin, Fréville, de Néville. » (folio 136, R292, I).

Chapitre 41

a. Sur la couverture du cahier n° 14 (carton R292) renfermant ce chapitre, on peut lire :

« Ministres
« Ad[diti]on
« par Dominique
« 140 à 160
« environ de la première copie de Delgood 7 janvier 1818. »

Ce brouillon est autographe. Il doit représenter la troisième strate du travail de Stendhal : il y a d'abord eu un premier jet confié au copiste Delbono ; cette copie a été retravaillée et Stendhal fait ici un ajout à cette première copie avant de remettre à nouveau son travail à Delbono qui fondra la copie corrigée et l'ajout autographe en une nouvelle copie (celle du manuscrit relié sans doute).

b. En marge, une note de Vismara : — « Il me semble que l'on peut distinguer : Napoléon

n'aimait pas les talents qui s'opposaient ou ombrageaient *(sic)* les siens dans la guerre ; pour les autres, il les encourageait » (folio 139, R292, I).

Chapitre 42

a. En marge, au crayon, une note de Stendhal (folio 143, R292, I) :

« Said by Z. [le folio est coupé à cet endroit] reçu à son retour. »

Z (= Zio) représente l'oncle de Stendhal, Pierre Daru, qui l'accueillit à son arrivée à Paris et le fit entrer au ministère de la Guerre.

b. Sur le brouillon cette fois, une note similaire (folio 210, cahier n° 14, carton R292) : « *For me says* Z » (voir note précédente).

c. Variante : « engagés dans une route ».

d. En marge, un commentaire approbateur de Vismara : « Excellent chapitre » (folio 148, R292, I).

Chapitre 43

a. Sur la couverture du cahier (n° 10) renfermant le brouillon autographe de ce chapitre, on peut lire :

« Conseil d'État.

Intérieur n° 2

Copiate questo quaderno doppo quel che no consegnato la matina dell 22 Dicembre. Questo seguita immediatamente.

Send the 22 d(ecem)ber 1817 ». Note inédite. (Sur le procédé de rédaction propre à Stendhal voir la note du début du chapitre 4).

b. Vismara note, en haut du folio 152 (R292, I) qui commence ce chapitre : « Ce chapitre est bien bon ».

c. Sur le brouillon du cahier n° 10 (folio 153, carton R292), on peut lire une référence « De Pradt XII ». Il s'agit ici de l'*Histoire de l'ambassade dans le Grand Duché de Varsovie* de l'abbé de Pradt.

d. Ce passage est un ajout autographe. Stendhal a collé sur le manuscrit relié (folio 163) une page de son brouillon, certainement destinée à être recopiée ultérieurement.

1. Il s'agit ici de l'ouvrage de Locré : *Procès-verbaux du Conseil d'État contenant la discussion du Code civil*, paru en l'an XII.

Chapitre 44

a. Sur le brouillon autographe de ce chapitre (cahier n° 12, carton R292), on peut lire quelques notes concernant la saisie de ce premier jet par le copiste Delbono :

« Envoyé le 22 décembre 1817. Rendu et corrigé la copie le 6 janvier 1818. — *Mandato al S[igno]r D[elbono] il 31 dicembre. — Rimandate me* [*sic*] *l'originale della copia. Far una copia separata di questo capitolo il più presto che siu potrà* [Envoyé à M. Delbono le 31 décembre. Renvoyez-moi l'original avec la copie. Faire une copie à part de ce chapitre le plus tôt possible]. — La lutte des droits contre les privilèges. — Pensée. Le tyran regardait le jury d'un œil jaloux. »

« Corrigé le 26 janvier 1818. »

« *To see* l'ouvrage posthume de Mme de Staël. »

Stendhal fait toujours référence à l'ouvrage de Mme de Staël : *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française* (voir Introduction).

b. Note de Vismara, en marge : « C'est remonter trop haut pour nous donner la cour de Napoléon » (folio 165 verso R292, I). Mais, justement, dans ces chapitres, les plus originaux de la *Vie de Napoléon*, c'est dans cette analyse psychologique du politique que Stendhal excelle.

c. Note de R. Colomb, en regard : « Par Étienne » (folio 173, R292, I).

d. En haut de folio 182 (R292, I) correspondant à ce passage, on peut lire une note autographe au crayon : « Faire par ici un chapitre 45 de 44, trop long. »

e. En marge, une note autographe : « A vérifier » (folio 184, R292, I).

f. En marge, de la main de Stendhal : « *True but* supprimer » (folio 186, R292, I).

g. En marge, une note autographe au crayon : « Incohérent ».

h. En marge, au crayon, une note autographe au crayon : « Prud[ence] 223 Stend ». Stendhal renvoie ici à un passage de *Rome, Naples et Florence en 1817* qu'il venait de rédiger.

i. Sur le brouillon (folio 195, cahier n° 12, carton R292), on peut lire à cet endroit : « 29 D[écembre] 1817 ».

j. Sur le même folio, en marge, Stendhal note : « Il faut de la grâce ».

Ici s'achève la rédaction du 1er volume relié (R292). Sur les folios suivants, on trouve une esquisse de table *post opus* (folio 191) et quelques notes en vrac dont voici la teneur (folio 195) :

« Pensées

« Toutes les insultes à la vanité du peuple français sont favorables au jeune Napoléon et éloignent la liberté.

« Des B[ourbons] ne dire que ceci : Après la lumière, on a eu de la boue.

« Quand je dis que Napoléon refusa de faire assassiner les princes pour 40 000 francs :

« "Il a cru, qu'en quelqu'état que fussent les rois, il était de leur majesté de n'agir que par les lois ou par les armes" » (Bossuet, 51, *Oraison funèbre de la reine d'Angleterre*, 17 août 1818).

« Si l'on veut voir si la religion chrétienne est favorable à la liberté, on n'a qu'à relire les oraisons funèbres de Bossuet. (Dominique, 17 août.) »

Folio 196 verso.

« A la fin du second volume plus mince que celui-ci il y a une table analytique, donnant mois par mois les dates des actions du général Bonaparte, du premier consul, de l'empereur. Mettre en titres courants : le Général Bonaparte, le Premier Consul, l'Empereur Napoléon. Le lecteur est instamment prié d'écrire sur les pages blanches une critique franche et sans détour. On n'a laissé les pages blanches que pour cet objet. Le rédacteur met son *amour-propre* à savoir souffrir la vérité ou ce qui semblera tel au critique. On prie de ne pas adoucir la critique par des tournures. Mettre franchement sa pensée. »

Sur le folio 197, intitulé par Stendhal « Jugement du 9 mars 1818 », on trouve une lettre, en italien, du Milanais Borsieri. (Voir appendice).

1. Il s'agit de l'Académie française où Destutt de Tracy fut reçu, en 1808, et non de l'Institut dont il était déjà membre à cette date.

Chapitre 46

a. Par ce chapitre commence le deuxième volume du manuscrit relié (« Life 2 » écrit Stendhal sur une des pages de garde).

Voici les notules autographes que l'on peut lire en haut du premier feuillet :

« Corrigé le 13 juin 1818

« Abandonné le 12 janvier 1818 pour raison de santé. Repris pour le style ce qui suit, le 13 juin 1818. Je voulais abandonner *The Life*; Mme de St[aël] me met en colère. Je vais probablement compléter et corriger le style. »

Ce chapitre n'est pas numéroté sur le manuscrit. En revanche, le suivant, « Suite de l'armée », est le chapitre 47.

Par commodité pour le lecteur, nous numérotons ce chapitre.

b. Sur le folio 2 (R292, II), on pouvait lire, à la suite de ces mots : « Comme homme de société, comme parent, comme ami, le prince de Neuchâtel, quoique un peu brusque, était le meilleur homme du monde. » Stendhal barre le passage et écrit, en travers : « Politesse pour la famille : sans probité ».

c. Sur le brouillon de ce chapitre (traduction annotée, cahier n° 5, folio 96, carton R292), on trouve, dans la marge, une note autographe au crayon : « Tout ceci est ajouté, il faut plus de détails pittoresques. Nous en sommes à la page 489. » La référence à la page 489 est celle de l'article de l'*Edinburgh Review*, n° 54.

1. Stendhal n'a pas rédigé de chapitre 45. Sans doute comptait-il compléter son ouvrage par la suite.

Chapitre 47

a. En marge, sur la droite, une note autographe encadrée. « Marché à la main, cela ne me semble pas exact; peut-être que j'ai oublié le fait. Prudence. Remplacer inepties par erreurs » (folio 2 verso, R292, II).

b. Stendhal avait d'abord écrit à cet endroit : « comme Marmont ». Il barre ces mots et note en marge : « Par prudence ôter comme Marmont » (folio 3).

c. En marge du folio 4 (R292, II), une note de Stendhal : « *For me* : ceci est la liaison des chapitres du Conseil d'État et de la Cour avec le cours des événements. »

Chapitre 48

a. En face de l'incipit de ce chapitre, une note de Stendhal (*ibid.*) : « Mettre *there* 30 pages *from* Wilson ». Il comptait certainement insérer là un passage du livre de Wilson, paru en 1817 : *Tableau politique et militaire de la Russie.*

b. Sur le manuscrit relié (folio 6, R292, II), on peut lire, à la suite de la fin de ce chapitre, une petite note autographe au crayon : « Il ne faut pas se figurer que l'hiver ait été précoce, au contraire; à Moscou, il faisait le plus beau temps du monde. Quand nous en partions, le 19 octobre, il gelait à trois degrés avec un soleil superbe. »

Sur le premier brouillon de ce passage, à cet endroit, Stendhal note en interligne au crayon : « mettre ici la camp[agne] de Russie » (note inédite, cahier n° 5, folio 108, carton R292).

Sur le manuscrit relié, on ne trouve pas cette insertion. En revanche, l'édition du Cercle du Bibliophile publie à cet endroit (p. 233-240) un extrait édité par Romain Colomb sous forme

de lettre dont il se fait le destinataire fictif (selon une pratique qui lui était familière, Romain Colomb transformait en lettres certains passages des brouillons inédits de Stendhal, (voir *Correspondance inédite*, Paris, 1855, tome I, p. 86). Nous ne possédons pas l'original de ce passage dans le carton R292 et nous le publions en appendice pour respecter l'allure primitive du manuscrit.

Chapitre 49

a. En marge de l'intitulé de ce chapitre, on peut lire la note autographe suivante (au crayon) : « copier tout le récit extrait from Wilson » (folio 7, R292, II). (Voir début du chapitre 48.)

Sur le brouillon autographe de ce chapitre (cahier n° 7, carton R292), Stendhal note ces quelques mots, à l'usage de son copiste : « 8 décembre 1817. Envoyé le 11 décembre. *Copiate presto questo quello quaderno ed il precedente.*

« *There begins what I have extracted from Hobhouse and others. From de Pradt*, 31 mars. »

b. En marge du brouillon autographe, au début de ce chapitre, Stendhal note : « *From* de Pradt, 31 mars » (note inédite ; cahier n° 7, carton R292).

c. En marge du folio 7, au crayon, Stendhal note : « Prud[ence] » (R292, II).

d. En marge, au bas du folio 7, on peut déchiffrer cette note autographe au crayon : « Ne pas oublier : Kalouga = Caligula. Smolensk = Salamanca.

« Said by P. Galzza. » (Voir le commentaire de Louis Royer, édition du Cercle du bibliophile, p. 399).

e. En marge, une note autographe que Stendhal barre, sans doute par mesure de prudence supplémentaire :

« Prud[ence].

« Ils ont toute l'énergie que l'on peut avoir sans enthousiasme, l'énergie physique, arme profondément monarchique » (folio 8, R292, II).

f. En marge, sur le brouillon autographe (cahier n° 7, folio 114, carton R292), Stendhal note la référence de ce passage : « De Pradt, 8 ». (Il renvoie toujours à l'*Histoire de l'ambassade dans le grand-duché de Varsovie*, paru en 1815.)

Chapitre 50

a. En marge, au verso du folio 9, une note autographe, en face de ce passage : « Colère de Napoléon après la capitulation de Dupont. Conseil où était M. de Saint-Vallier. Il [mot illisible] les fenêtres aux Tuileries ; il marche à grands pas. — Va te promener. — Note de Daru ? sur le nom d'Auguste. »

b. En marge, une note autographe : « corrigé le 13 juin après 4 ou 5 mois d'abandon » (folio 11, R292, II).

Chapitre 51

a. En marge, une note autographe : « *To see Staël's Considerations for the names* » (*ibid.*, folio 12 verso).

b. Une note autographe, dont la fin a été coupée par le relieur : « De D[omini]que. L'ancienneté de la famille en France, excuse pour toutes les bassesses. Je dois ça à la [...] Le discours en question fut prononcé en 1816 par M. Séguier, premier Président de la Cour de Paris » (*ibid.*, folio 13).

c. En marge, Stendhal note : « un autre vers » (*ibid.*, folio 14).
1. Stendhal emprunte ici un vers aux *Satires* d'Horace (I, 4, 62).

Chapitre 52

a. En marge, une note autographe au crayon : « Il y a du décousu dans ce chapitre, 14 juin » (folio 15, R292, II).
b. En marge, une note autographe « The *very* paroles *of* Mad. de Staël ; Léviathan, je crois, tome 2 » (*ibid.*, folio 16).
c. En marge, de la main de Stendhal : « Décousu 14 juin » (*ibid.*, folio 17).

Chapitre 53

a. En marge, en face de ce passage, une note autographe : « A vérifier sur le ms » (*ibid.*, folio 19).
Le texte du brouillon manuscrit est identique à celui du manuscrit relié.
b. Sur le verso du folio précédent, en face du folio 22 correspondant à ce passage, on peut lire, de la main de Stendhal : « Ménagement pour le malheur du ministre de l'Intérieur Montalivet ».

Chapitre 54

a. En marge en bas, à droite du folio 21 correspondant au début de ce chapitre, une note autographe : « Corrigé 14 juin 1818 ».
b. En marge, une note de Romain Colomb (*ibid.*, folio 21 verso) :
« Le 24 janvier 1814, Beyle n'était point à Paris, mais à Grenoble avec le comte de Saint-Vallier. »
Encore une marque de l'affabulation biographique de Stendhal ou, du moins, du peu d'importance qu'il accordait à la précision des dates.
En décembre 1813, il avait été envoyé en mission extraordinaire à Grenoble auprès de la 7e division militaire, aux côtés du sénateur comte de Saint-Vallier. Il y restera jusqu'au mois de mars 1814.
c. En marge, une note autographe : « A vérifier » (*ibid.*, folio 22).

Chapitre 57

a. En marge, au crayon, de la main de Stendhal : « Wilson ». (fol. 26, R292, vol. II). En haut du même folio : « *To see* Wilson ».

Chapitre 58

a. Le passage qui suit (de « la plus vile trahison » à « l'empereur Alexandre ») est entouré par Stendhal avec, en regard, la note suivante :

« ôter 4 lignes; par prudence mettre 4 lignes de points » (folio 28 verso, R292, II).

b. En marge, au crayon, en face de ce passage, on peut lire la note autographe suivante : « Dans tout gouvernement qui n'est pas fondé uniquement pour l'utilité de tous en suivant la raison et la justice, dans tout gouvernement où les sujets sont corrompus et ne demandent pas mieux que d'échanger des droits contre des privilèges, je crains qu'une police ne soit nécessaire. » Et à l'encre : « Prud[ence] » (*ibid.*, folio 29 verso).

c. En marge, une note autographe :

« *For me*

« Les gens de province parlent comme juges et ils ne sont la plupart du temps qu'avocats » (*ibid.*, folio 30 verso).

d. En marge : « Prud[ence] » (*ibid.*). La note est datée du 18 juin 1818.

1. Il s'agit certainement, comme le suggère Victor Del Litto dans ses *Compléments et fragments inédits* (*op. cit.*, p. 347), du duc d'Alberg. On trouve en effet sur la couverture du cahier n° 4 (carton R 292) la note suivante dans le coin à gauche : « Après le courrier à Alex[andre]. M. le D[uc] d'Al[berg] pour se rendre important par la trahison n'ayant pu se le rendre autrement. »

2. Il s'agit de l'ouvrage de Hobhouse, paru en 1817 : *Lettres écrites de Paris pendant le dernier règne de l'empereur Napoléon, adressées principalement à l'Honorable Lord Byron, suivies d'un appendix contenant des documents officiels.*

Chapitre 60

a. Dans la marge, en face de ce passage, Stendhal note au crayon : « Est-ce le 30 ou le 31 ? » (Folio 33, R292, II). Stendhal était et effet à Paris pendant ces événements; sans doute essaie-t-il de rassembler ses souvenirs.

b. Dans la marge, en face de ce passage, une note de Stendhal au crayon : « Corrigé le 14 juin 1818 » (*ibid.*, folio 35).

Chapitre 61

a. Stendhal avait d'abord écrit : « de M. Démosthène de la Rochefoucauld ». Il rature ce nom et écrit, en face, dans la marge : « Par prudence trois étoiles. M*** » (*ibid.*, folio 35 verso).

b. En marge, sur la partie inférieure du folio 37, on peut lire une note de Stendhal au crayon : « Oublié l'Italie dans l'abdication ».

c. Au verso du folio 37, en face, de ce passage, Stendhal encadre un fragment de phrase (de « pour l'Europe » à « la fortune ») et note, en face, à gauche : « Prudence », et à droite : « Deux lignes de points; ôter ceci par prudence. »

Chapitre 62

a. En marge, de la main de Stendhal : « Prudence » (folio 39 verso, R 292, II).

b. En marge, une note autographe correspondant au passage « le comte Regnault [...] à son ignominie » que Stendhal entoure au crayon : « 4 lignes de points » (*ibid.*, folio 40).

Chapitre 63

a. Dans la marge, Stendhal note au crayon (*ibid.*, folio 41) : « Plus bas dans la déclaration d'Alexandre, la *Biographie* dit qu'il y avait qu'il reconnaîtrait et garantirait la constitution que la nation française se donnerait. D'après cet exemple et celui de l'article de la capitulation de Paris relatif à Ney, bien fou le peuple qui se fiera à la promesse d'un roi. Si l'empereur Alexandre eût garanti la constitution du Sénat, il n'aurait pas eu l'alarme qui finit par hasard à Waterloo. »

b. Stendhal encadre le titre « S.M. l'Empereur Alexandre » et note, en haut : « SMLEA Prudence » (*ibid.*, folio 43).

c. Sur le manuscrit (*ibid.*), Stendhal reproduit le « S » de « premiers » en interligne et note en marge au crayon « l'*s* est comique. Tous en voulaient tâter ».

d. En marge : « L'E.A. » (*ibid.*).

e. En marge, toujours de la main de Stendhal : « 1/2 page en blanc pour la Déclaration » (*ibid.*).

f. En face de ce passage, sur le verso du folio précédent : « Anoblir cette ligne ».

Chapitre 64

a. En marge, en face du début de la rédaction de ce chapitre, Stendhal note au crayon : « Copié le 15 janv. 1818 » (folio 31 verso, R 292, II).

Chapitre 65

1. Stendhal fait allusion au *Récit historique sur la Restauration de la royauté en France le 14 mars 1814*, paru en 1816.

[*Page 160*]

a. A partir de ce moment, comme nous le verrons pour les *Mémoires sur Napoléon*, Stendhal néglige les corrections sur le manuscrit relié : les chapitres ne sont plus numérotés ; seul le dernier s'intitule « chapitre dernier ».

Le manuscrit n'est donc pas, à proprement parler, inachevé, puisqu'il a une fin ; il est plutôt abandonné, c'est-à-dire qu'il a été laissé par Stendhal dans un état intermédiaire, sans avoir reçu de corrections définitives, et surtout sans avoir été mené jusqu'à publication.

b. En marge, de la main de Stendhal : « Prendre une page ou deux et les adieux à Hobhouse. Corrigé le 14 juin » (folio 46, R 292, II).

Sur le brouillon de ce chapitre (cahier n° 7, folio 126, carton R 292), en marge de ces mots, on peut lire : « Fin de P[radt] 10 décembre. *Qui lasciate 2 pagine in bianco* » (deux pages en blanc pour insérer les « adieux », scène empruntée à Hobhouse). Sur le manuscrit relié, le bas du folio 46 et le folio 47 sont laissés en blanc.

[*Pages 161-162*]

a. En face de ce passage, de la main de Stendhal « Stile niais » (folio 48 verso, R 292, II).

b. Au bas du folio 49 : « 15 juin ».

c. Toujours de la main de Stendhal : « Qui dit cela ? Est-ce Hobhouse ? Non, mais je l'ai oublié » (*ibid.*).

d. En face, sur le verso du folio précédent, cette note de Stendhal : « Staël, I, 127 : Quand les nations sont de quelque chose dans les affaires publiques, tous ces esprits de salon sont inférieurs à la circonstance. Ce sont des hommes à principes qu'il faut » (*ibid.*, folio 49 verso).

e. De la main de Stendhal : « *Said by* Doligny » (*ibid.*, folio 51). Doligny était le pseudonyme que Stendhal donnait au comte Beugnot, ministre de l'Intérieur du 3 avril au 13 mai 1814.

[*Pages 163-164*]

a. En marge du brouillon autographe (cahier n° 7, folio 129, carton R 292), cette note : « Hob [house] 76 Histoire de la Constitution ».

b. En marge, une note autographe au crayon : « *To take the words* in the *Moniteur* » (note inédite, folio 53, R 292, II).

c. Entre parenthèses, à la suite de ces mots, Stendhal note : « chercher les termes propres » (*ibid.*, folio 54).

d. En marge, au bas du folio 55, cette note autographe : « Considérations sur la Révolution I, p. [un blanc] ». Stendhal renvoie à l'ouvrage de Mme Staël.

e. A cet endroit, une autre note autographe : « Couleur comique pour faire variété ; d'ailleurs c'est la couleur du sujet » (*ibid.*, folio 56).

f. A la hauteur de ce passage, une note autographe (*ibid.*) : « *For me : is that toock* [sic] *from Jefferson ?* » Stendhal fait ici allusion au *Manuel du droit parlementaire*, de Jefferson, traduit en français et publié en 1814.

[*Pages 166-167*]

a. En face de ce début de chapitre non numéroté, on trouve la mention suivante, de la main de Stendhal : « corrigé le 15 juin » (*ibid.*).

b. En marge, une note autographe : « Idée de B. Constant » (folio 58, R 292, II).

c. Sur le brouillon (folio 132, cahier n° 7, carton R 292) on peut lire, à la suite de ces notes « [...] des mauvais traitements qu'elle avait eu à essuyer », et, en marge, la référence suivante : « Hob [house] 80 ».

[*Pages 168-169*]

a. Stendhal avait d'abord écrit : « un sujet de ridicule pour tous les Partis ». Il barre cette expression, la remplace en interligne par « la visée de » et note en marge, au crayon : « ennoblir » (folio 60, R 292, II).

b. Le bouillon autographe de ce passage (à partir de ces mots) est recueilli dans un cahier cousu par les soins de Stendhal (cahier n° 8, carton R 292). Le classement retenu ici est celui des bibliothécaires chargés de ranger les papiers épars de Stendhal. Il ne correspond pas à celui de Stendhal : on ne s'étonnera pas de la numérotation différente des cahiers, selon ce critère.

On peut lire, sur la couverture, d'une grande écriture soignée, le titre de ce cahier, ainsi que quelques notules à destination du copiste Delbono : « Cahier n° 4. Suite de la *Vie* traduite de Hobhouse, Warden, Macirone, etc., etc., 10 décembre 1817. — *Mandato il* [Envoyé le]

22 d[écem]re 1817. — *I send the n° 3 to Delgood* [J'envoie le n° 3 à Delbono] le 11 d[écem]bre 1817. — *Questo è il seguito di un quaderno che vi ho mandato il* 11 d[écem]bre *coll n° 3* [Ceci est la suite d'un cahier que je vous ai adressé le 11 décembre avec le n° 3].

c. Après ces mots, au folio 64 sur le manuscrit, relié le texte s'interrompt brusquement; Stendhal note à l'intention de son copiste : « *Saltate 20 à 30 pagine in bianco ed andate a O'* ». On retrouve bien la suite, selon le système de renvoi propre à Stendhal, en O" au folio 88 avec la mention : « *venendo di 251* » (ancienne pagination). En marge, en haut de folio, l'indication autographe suivante : « copié le 15 janv. 1818 I. 88, corrigé le 15 juin 1818 » et la référence : « Hobhouse I. 88 ».

d. Stendhal avait d'abord écrit sous ces mots : « ce corps de séides égoïstes », après rature, il note en marge : « prudence ôter séides égoïstes » (folio 87 verso, R 292, II).

e. Sous ces mots, au crayon, Stendhal note : « On s'ennuie depuis que Napoléon est absent. Toutes les villes sont devenues maussades. L'Europe semble privée du soleil; étrange tyran que celui qui est pleuré par tous ses sujets et surtout par ceux qu'il [mot illisible] le plus, les paysans; étrange tyran que celui pour lequel il faut des lois cruelles après sa chute pour empêcher ses sujets de le pleurer. »

Cette note est seulement publiée dans l'appendice de l'édition établie par Louis Royer. Elle est effectivement reproduite une deuxième fois dans les *Pensées* à la fin du volume II. Mais il est important de la replacer dans son contexte.

f. En marge, Stendhal note : « Prud [ence] » après avoir encadré « par exemple à des parfumeurs du Palais-Royal » (folio 89, R 292, II).

[*Pages 171-172*]

a. En marge, une note autographe à l'encre, d'une écriture minuscule : « B. Constant dit : Toute charte exécutée est toujours bonne » (folio 91, R 292, II).

En surcharge, un renvoi à « 247 » (il s'agit d'une ancienne pagination sur le manuscrit relié, correspondant du folio 58 de la nouvelle pagination où l'on peut lire, également en marge : « Idée de B. Constant ». On comprend la symétrie du renvoi.

b. Au bas du folio 91, à droite, on peut lire cette note autographe au crayon : « On n'aime pas la liberté de la presse, mais on est trop faible pour l'empêcher. L'air de braver le gouvernement donne du piquant au journal *Le Nain jaune* et ce qui... » La suite de la note a été coupée à la reliure.

c. Dans la marge à droite, une note autographe (dont la première partie est au crayon et la deuxième à l'encre) : « Conclusion plus bas. On prenait à tâche de tout avilir. Tout ce qui touche le g[ouvernement] était en vie » (*ibid.*, folio 93).

[*Page 179*]

a. En marge, en face de ce passage, une note autographe au crayon : « j'en suis à 11 violations; l'*Edinburgh* en compte 14 ou 15, je crois » (*ibid.*).

b. Stendhal avait d'abord écrit les noms complets : « Dambray », « Ferrand », « Montesquiou », « Blacas ». Il les barre pour ne laisser que leurs initiales et note en marge : « Prudence » (*ibid.*, folio 94).

c. En marge, une note autographe : « Et dont plusieurs joignaient le mépris de la race humaine à [un blanc] (*ibid.*, folio 95).

d. Après avoir encadré le fragment de phrase : « qui n'avait pas même l'illustration de la guerre », Stendhal note, en regard : « Prud[ence] » (*ibid.*, folio 94 verso).

[*Page 174*]

a. Sur la partie supérieure du folio 96, une note autographe : « Corrigé le 15 juin ».

b. En marge, en regard de ces mots, Stendhal note : « Hob[house] 61 » (folio 96, R 292, II).

c. Après ces mots, au crayon, Stendhal note : « 101 et 115 supp[rim]é par prudence ». Sans doute s'agit-il de passages de Hobhouse qu'il a censurés. A gauche de ce passage, sur le verso du folio précédent (96 verso), on peut encore lire de sa main : « Prud[ence] ».

[*Page 176*]

a. En marge, une précision, de la main de Stendhal : « Corrigé le 21 janvier et le 15 juin 1818 » (folio 98, R 292, II).

1. La rédaction de ce projet de chapitre est interrompue par Stendhal à cet endroit. Le bas du folio 99 est laissé en blanc.

[*Page 177 à 187*]

a. En marge, Stendhal note : « 16 juin 1818. Il me semble, bon effet du vési[catoire]. Stile plus développé pour être attendrissant. 16 juin » (folio 100, R 292, II).

On a ici un bon exemple de l'usage particulier que Stendhal faisait des marginales : deux notules concomitantes coexistent alors qu'elles n'ont, en apparence, aucun rapport de nature. Cependant elles nous renvoient, l'une par son aspect intime, l'autre par sa fonction stylistique, l'écho d'un texte en train d'être travaillé par un écrivain vivant. (Voir à ce sujet l'article de G. Rannaud, « La marge et la pensée », in *Le Texte et son commentaire*, Grenoble, Université Stendhal, *Recherches et Travaux*, n° 53, décembre 1996.)

Sur le brouillon, perpendiculairement à l'espace de la rédaction, Stendhal note : « Corrigé jusqu'ici la copie faite par Delgood. Fatigué par excès d'attention je m'arrête le 12 janvier ; jusqu'au 23, je me promets de ne rien écrire de sérieux.

« M. le 12 j[anvi]er 1818 » (folio 136 verso, cahier n° 8, carton R 292).

b. Sur le brouillon autographe, on peut lire la marginale suivante : « Voir après l'art[icle] Andrieux » (folio 137, cahier n° 8, carton R 292).

Il s'agit d'un article de la *Biographie des hommes vivants* de Michaud. (Voir plus loin la même allusion.)

c. En marge, une note autographe (folio 105, R 292, II) : « Voir la Biographie ». Il s'agit toujours de la *Biographie des hommes vivants* de Michaud.

d. En regard, toujours de la main de Stendhal : « A vérifier dans Hobhouse. Quand ? Le 28, ou le 1er mars ? » (*Ibid.*).

e. Une nouvelle note autographe, sur ce même folio : « Ce tour est-il juste ? Ne veut-il pas dire partant ? » (*Ibid.*, folio 106.)

f. En marge, cette note autographe : « Au lieu de passages, peut-être époques » (*ibid.*, folio 108).

g. En face de ce passage, dans la marge, une note marginale d'ordre stylistique : « Est-ce français : être d'un ton pour avoir un ton d'aisance. A voir dans J.-J. » (*Ibid.*, folio 109).

Stendhal est un fervent lecteur de Jean-Jacques Rousseau, même s'il lui a reproché, certaines fois, son emphase sentimentale.

h. En marge, en haut du folio 110, Stendhal note au crayon : « 16 juin narration qui me semble touchante ».

i. Le deuxième volume du manuscrit relié s'arrête brusquement sur ce mot, au folio 110. Sur

le côté, à droite, on peut lire une note au crayon : « A Varèse. 21 février. Hobhouse français. 1[er] août 1818. »

R. Colomb, à la suite, note (certainement au moment de l'inventaire des « papiers venus de Milan », entre 1843 et 1845) : « Pour la suite, voir le cahier, sur grand papier, portant en tête ce signe : (N) »

Effectivement, dans le carton R 292, on trouve la suite de ce chapitre, au brouillon, entièrement rédigé de la main de Stendhal (cahier n° 11). Nous le reproduisons ici.

Sur le manuscrit relié, on trouve donc une série de folios blancs (du folio 111 au folio 129), avant les « Pensées » de la fin du volume que nous publions en appendice.

Cependant, au verso du folio 110, on trouve encore une note autographe, serrée dans la marge, bien que le folio soit blanc :

« 5 juin [1818]

« Mme de Staël n'est que puérile. Elle dit (II, 262) que c'est avec l'argent des conquêtes que Nap[oléon] a fait tant de miracles à l'intérieur.

« Son mérite est de bien peindre les hommes, Sieyès par exemple. De plus, elle donne un bon choix d'anecdotes.

« 5 juin 1818. De les lire me donnera l'envie de finir ceci. »

j. Stendhal rédige la note suivante, puis la barre en écrivant en travers « Ailleurs » : « De D[omini]que.

Nap. n'est plus le représentant du g[ouvernemen]t de Nap., mais du g[ouvernemen]t contraire à celui qu'on éprouve des rois légitimes » (folio 159, cahier n° 11, carton R 292).

k. En marge, une date, de la main de Stendhal : « 27 décembre 1817 », et une référence : « Hob. 122 » (*ibid.*, folio 160).

l. En marge, Stendhal note : « Morale non exprimée de cette his[toire] : puisque un si grand homme a été corrompu par le despotisme, n'ayons plus de despotes » (*ibid.*, folio 161).

m. En regard, une note autographe : « 1[er] janvier 1818 » (*ibid.*, folio 168).

n. En marge :

« De D[omini]que. 1[er] janvier 1818 » (*ibid.*, folio 172). Stendhal connaît bien Grenoble ! Au milieu du récit historique de Hobhouse, il insère des détails familiers comme celui-là.

o. Encore une signature, revendiquant la paternité de ce détail : « D[omini]que » (*ibid.*, folio 173).

p. En marge : « D[omini]que » (*ibid.*).

q. En marge : « D[omini]que » (*ibid.*, folio 176).

r. Le brouillon s'arrête là (*ibid.*, folio 179). En bas à gauche, on peut lire : « Passage projeté à Miribel. Voitures chargées ; pas d'accident : accident pour le comte d'Artois. »

1. Stendhal raconte également la rencontre de Laffrey dans les *Mémoires d'un touriste* (in *Voyages en France*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1992, p. 394-398).

[*Page 188*]

a. Une première version autographe de ce chapitre se trouve dans le carton R292, cahier n° 13, sur la couverture duquel on peut lire :

« *Fate due copie*

« *Il primo capitolo non va col secondo. Rimandarmi sempre l'originale dentro lo copia per poter scrivere li moti* [sic] *saltati*

« 31 décembre 1817

« Vérifier les copies de ceci

« ce 16 janvier 1818 ».

a. Ce chapitre, initialement publié dans les éditions de la *Vie de Napoléon* (après le chapitre 48) ne figure pas sur le manuscrit relié. Nous n'en possédons pas l'original dans le carton renfermant les brouillons manuscrits (voir note à la fin du chapitre 48). On le trouve dans la *Correspondance inédite* publiée en 1855 (voir Bibliographie).

Il faut donc faire confiance à Romain Colomb pour l'établissement du texte.

b. Ce titre est écrit de la main de Stendhal. En haut, à gauche du folio 197 (R292, I), on peut lire : « A M. Bors ». Ce « M. Bors. » signe « Ri » : ce qui donne : « Borsieri » (voir Postface de V. Del Litto, édition du Cercle du Bibliophile, p. 397).

1. Stendhal a assisté à l'incendie de Moscou. Voir la lettre qu'il adresse à sa sœur Pauline dans la *Correspondance*, tome I, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1968, p. 660-665.

2. Ces notes sont publiées dans l'appendice de l'édition du Cercle du Bibliophile. En cas contraire nous indiquerons où elles l'ont été ou si elles sont inédites.

3. Le début et la fin de cette note sont inédits. A la fin, Stendhal note « non copié ». Le reste de la note est publié dans le *Journal Littéraire* (III) de l'édition du Cercle du Bibliophile (p. 142-144).

Il s'agit ici d'un projet d'article contre Mme de Staël que Stendhal projetait de publier dans le journal libéral milanais *Il Conciliatore* (voir Introduction).

4. Cette note est publiée dans le *Journal Littéraire* (III) (éd. cit., p. 134-136).

5. Le destinataire de cette lettre est inconnu. Voir la *Correspondance*, tome I, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, p. 926.

6. Ces notes ont été, pour la plupart, publiées par Louis Royer. Mais on ne voit pas pourquoi elles l'ont été, dans un ordre anarchique. Nous rétablissons la configuration de ce cahier, cousu au fil blanc, sans doute par les soins de Stendhal lui-même.

Ces notes devaient peut-être trouver leur place dans le fil du manuscrit, si l'ouvrage avait été achevé.

7. V. Del Litto précise (*œuvres intimes* II, *op. cit.*, p. 1012 note 1) que ces mots sont une citation du *Roland furieux* de l'Arioste (chant I, octave 3), une des lectures préférées de Stendhal.

Mémoires sur Napoléon

A
MONSIEUR LE LIBRAIRE

Je vous demande pardon, Monsieur, il n'y a nulle emphase dans les volumes que l'on vous présente à acheter. S'ils étaient écrits en *style Salvandy*, on vous demanderait quatre mille francs par volume.

Il n'y a jamais de grandes phrases ; jamais le style ne *brûle* le papier, jamais de *cadavres* ; les mots *horrible, sublime, horreur, exécrable, dissolution de la société*, etc., ne sont pas employés.

L'auteur a la fatuité de n'*imiter personne* ; mais son ouvrage fait, s'il fallait, pour en donner une idée, en comparer le style à celui de quelqu'un des grands écrivains de France, l'auteur dirait :

J'ai cherché à raconter non pas comme MM. de Salvandy ou de Marchangy, mais comme Michel de Montaigne ou le président de Brosses.

POURQUOI

AI-JE CONDUIT AINSI LES IDÉES DU LECTEUR ?

(13 février 1837)

PRÉFACE POUR MOI

L'histoire ordinaire (celle de M. Thibaudeau, par exemple), instruit le procès avec ostentation d'impartialité, comme Salluste, et laisse le prononcé du jugement au lecteur.

Par là, ce jugement ne peut être que commun : *Jacques est un coquin ou un honnête homme.* Moi, j'énonce ces jugements, et ils sont fondés sur une connaissance plus intime, et surtout plus délicate, du juste et de l'injuste : des jugements d'âme généreuse. Je voilerais la moitié du *qualsisia merito* (sans atteindre au mérite d'arrangement d'un Lemontey), si je ne prononçais pas les jugements moi-même ; souvent d'une des circonstances de ce premier jugement, j'en tire un second. Donc, intituler ceci : *Mémoires sur la vie de Napoléon.*

Par l'originalité non cherchée (souvent je la voile exprès) de la pensée, je pourrai peut-être faire avaler six volumes. S'il fallait me gêner, je n'aurais pas la patience de continuer ; et pourquoi me gêner, pour devenir un *dimidiato* Lemontey ou Thiers ?

Premier projet de préface[a] (1836)

Un homme a eu l'occasion[b] d'entrevoir Napoléon à Saint-Cloud, à Marengo, à Moscou ; maintenant il écrit sa vie, sans nulle prétention au beau style. Cet homme déteste l'emphase, cousine germaine de l'hypocrisie, le vice à la mode au XIX[e] siècle.

Les petits mérites seuls peuvent aimer le mensonge qui leur est favorable ; plus la vérité tout entière sera connue, plus Napoléon sera grand.

J'écris cette histoire telle que j'aurais voulu la trouver écrite par un autre, au talent près. Mon but est de faire connaître cet homme extraordinaire, que j'aimais de son vivant, que j'estime maintenant de tout le mépris que m'inspire ce qui est venu après lui[c].

Il me semble que tel est le sentiment général.

Je ne prétends nullement écrire l'histoire de France de 1794 à 1815 et je ne parlerai que le moins possible des événements généraux.

Pour les faits de guerre, je copierai souvent Napoléon ; c'est un moyen de le faire connaître.

D'ailleurs le même homme qui a fait a raconté. Quel bonheur pour la curiosité des siècles à venir !

Qui oserait après Napoléon faire le récit de la bataille d'Arcole[d] ?

Toutefois[e], tout occupé de son récit, il était plein de son sujet, et supposant, comme les gens passionnés, que tout le monde devait le comprendre à demi-mot, quelquefois il est obscur. Alors on a placé, avant l'admirable récit de Napoléon, les éclaircissements nécessaires. L'auteur les a trouvés dans ses souvenirs.

En sa qualité de souverain, Napoléon écrivant mentait toujours. Quelquefois le cœur du grand homme soulevait la croûte impériale ; mais il s'est toujours repenti d'avoir écrit la vérité et, de temps en temps, de l'avoir dite. A Sainte-Hélène, il préparait le trône de son fils, ou un second retour, comme celui de l'île d'Elbe. J'ai tâché de n'être pas dupe.

Je n'ai pas dit de certains personnages tout le mal que j'en sais ; je n'ai pas voulu faire de ces mémoires un cours de connaissance du cœur humain.

J'écris pour des gens qui ont lu Montesquieu ou qui ont eu l'occasion de donner dans leur vie 2 000 signatures officielles.

Comptant sur l'intelligence du lecteur, je ne garde point toutes les avenues contre la critique ; les hypocrites m'accuseront probablement de manquer de morale, ce qui n'augmentera point la dose de mépris que j'ai pour ces gens-là.

Il n'y a point d'opinion publique à Paris sur les choses contemporaines ; il n'y a qu'une suite d'engouements, qui se détruisent l'un l'autre, comme une onde de la mer effaçant l'onde qui la précédait.

Le peuple, que Napoléon a civilisé en le faisant propriétaire et en lui donnant la même croix qu'à un maréchal, le juge avec son cœur, et je croirais assez que la postérité confirmera le jugement du peuple. Quant aux jugements des salons, je suppose qu'ils changeront tous les dix ans, comme j'ai vu arriver en Italie, pour le Dante, aussi méprisé en 1800 qu'il est adoré maintenant.

En lisant l'histoire ancienne, dans la jeunesse[f], la plupart des cœurs qui sont susceptibles d'enthousiasme s'attachent aux Romains et pleurent leurs défaites ; et tout cela malgré leurs injustices et leur tyrannie envers leurs alliés. On ne peut plus aimer un autre général après avoir vu agir Napoléon. On trouve toujours dans leurs propos quelque chose d'hypocrite, de cotonneux, d'exagéré, qui tue l'inclination naissante. L'amour pour lui est la seule passion qui me soit restée ; ce qui ne m'empêche point de voir les défauts de son esprit et les misérables faiblesses qu'il eut toute sa vie pour les cloches. Je déteste la froideur de son libraire F [illisible] en Allemagne qui pourtant était peut-être nécessaire.

Trop peu hypocrite à Sainte-Hélène en parlant de libérateur.

En homme prudent il préparait son retour et celui de son fils. La fameuse déclaration envoyée d'Espagne est insérée au *Moniteur* du [un blanc] 18 [...] pour neutraliser.

Deuxième projet de préface (1837)

De 1806 à 1814, j'ai vécu dans une société dont les actions de l'Empereur formaient la principale attention. Pendant une partie de ce temps, j'ai été attaché à la cour de ce grand homme, et je le voyais deux ou trois fois la semaine. (H.B.)

Fu vera gloria?
Ai posteri l'ardua sentenza.
MANZONI, *Ode sur Napoléon*[1]

L'art de mentir a fait de rudes progrès depuis quelques années. On n'exprime plus le mensonge en termes exprès, comme du temps de nos pères; mais on le fait entendre au moyen d'expressions vagues et générales, qu'il serait difficile de reprocher au menteur et surtout de réfuter en peu de mots. Pour moi, je prends dans quatre ou cinq auteurs différents, quatre ou cinq petits faits; au lieu de les résumer par une phrase générale, dans laquelle je pourrais *glisser des nuances mensongères*, je raconte ces petits faits, en employant, autant que possible, les paroles mêmes des auteurs originaux.

Tout le monde avoue que l'homme qui raconte doit *dire la vérité clairement*. Mais pour cela il faut avoir le courage de descendre aux plus petits détails. C'est là, ce me semble, le moyen unique de répondre à la défiance du lecteur. Loin de redouter cette défiance, je la désire et la sollicite de tout mon cœur.

Par le mensonge qui court, la postérité ne pourra guère se fier qu'aux historiens contemporains. On sent chez un homme le ton de la vérité. D'ailleurs, dix ans après sa mort, la camaraderie qui le protégeait est dissoute, et celle qui lui succède met la vérité de cet écrivain au nombre de ces vérités indifférentes qu'il faut bien admettre, pour se donner du crédit, et pouvoir mentir avec quelque succès sur tout le reste.

Avant 1810, quand un écrivain mentait, c'était par l'effet d'une passion qui se trahissait d'elle-même et qu'il était facile d'apercevoir. Depuis 1812, et surtout depuis 1830, l'on ment de sang-froid pour arriver à une place; ou, si l'on a de quoi vivre, pour atteindre, dans les salons, à une considération agréable.

Que de choses fausses dites sur Napoléon! N'est-ce pas M. de Chateaubriand qui a prétendu qu'il manquait de bravoure personnelle, et que, d'ailleurs, il s'appelait Nicolas? Comment s'y prendra l'historien de 1860 pour se défendre de tous les faux mémoires qui, chaque mois, ornent les *Revues* de 1837? — L'écrivain qui a vu l'entrée de Napoléon à Berlin le 27 octobre 1806, qui l'a vu à Wagram, qui l'a vu marchant un bâton à la main, dans la

retraite de Russie, qui l'a vu au Conseil d'État, s'il a le courage de dire la vérité *sur tout*, même contre son héros, a donc quelque avantage.

Quand, pour mon malheur, il m'arrivera d'avoir une opinion qui n'entre pas dans le *Credo* littéraire ou politique du public de 1837, loin de l'envelopper savamment, je l'avouerai de la façon la plus claire et la plus crue. La crudité, je le sais, est un défaut de style ; mais l'hypocrisie est un défaut de mœurs tellement prédominant de nos jours, qu'il faut se précautionner de toutes les ressources, pour n'y pas être entraîné.

L'art de mentir fleurit surtout à l'aide du beau style académique et des périphrases commandées, dit-on, par l'élégance. Moi je prétends qu'elles sont commandées par la prudence de l'auteur qui, en général, veut de la littérature se faire un chausse-pied à quelque chose de mieux.

Je prie donc le lecteur de pardonner au style le plus simple et le moins élégant ; à un style qui ressemblerait, s'il en avait le talent, au style du XVII[e] siècle, au style de M. de Sacy, traducteur des lettres de Pline, de M. l'abbé Mongault, traducteur d'Hérodien. Il me semble que j'aurai toujours le courage de choisir le mot inélégant, lorsqu'il donnera une nuance d'idée de plus.

Maintenant que vous êtes prévenu, ô lecteur malévole, et que vous savez à quel rustre dépourvu de grâces ou plutôt à quelle dupe, sans ambition, vous avez affaire, si vous n'avez point encore fermé le livre, je vais me permettre de discuter une question.

De bons juges m'ont assuré que ce n'est que dans vingt ou trente ans d'ici que l'on pourra publier une histoire raisonnable de Napoléon. Alors, les mémoires de M. de Talleyrand, de M. le duc de Bassano, et de bien d'autres, auront paru et auront été jugés. L'opinion définitive de la postérité sur ce grand homme aura commencé à se déclarer ; l'envie de la classe noble, si ce n'est que de l'envie, aura cessé. Maintenant beaucoup de gens recommandables se font encore une gloire d'appeler Napoléon, *M. de Buonaparté*.

L'écrivain de 1860 aura donc beaucoup d'avantages ; toutes les sottises que le temps détruit ne seront pas arrivées jusqu'à lui ; mais il lui manquera le mérite inappréciable d'avoir connu son héros, d'en avoir entendu parler trois ou quatre heures de chaque journée. J'étais employé à sa cour, j'y ai vécu[g] ; je publie ma vie dans l'intimité d'un des ministres les plus influents[2]. C'est à ces titres que j'ose élever la voix et présenter un petit abrégé *provisoire*, qui pourra être lu jusqu'à ce que paraisse la véritable histoire, vers 1860 ou 1880. Le métier du curieux est de lire des livres plats, qui parlent mal d'une chose qui nous intéresse.

J'ai cru devoir donner beaucoup de développements à la campagne d'Italie de 1796 et 1797. C'était le début de Napoléon. Suivant moi, elle fait mieux connaître qu'aucune autre et son génie militaire et son caractère. Si l'on veut

considérer l'exiguïté des moyens, la magnifique défense de l'Autriche, et la défiance de soi-même qu'a toujours l'homme qui débute, quelque grand qu'on veuille le supposer, on trouvera que c'est peut-être la plus belle campagne de Napoléon. Enfin, en 1797 on pouvait l'aimer avec passion et sans restriction; il n'avait point encore volé la liberté à son pays; rien d'aussi grand n'avait paru depuis des siècles.

J'ai eu l'occasion d'étudier sur les lieux la campagne d'Italie; le régiment dans lequel je servais en 1800 s'est arrêté à Cherasco, Lodi, Crema, Castiglione, Goïto, Padoue, Vicence, etc. J'ai visité avec tout l'enthousiasme d'un jeune homme, et seulement après la campagne de 1796, presque tous les champs de bataille de Napoléon; je les parcourais avec des soldats qui avaient combattu sous ses ordres et des jeunes gens du pays enthousiastes de sa gloire. Leurs réflexions montraient fort bien les idées qu'il avait su donner aux peuples. Les traces de ses batailles étaient évidentes dans la campagne et dans les villes, et encore aujourd'hui les murs de Lodi, de Lonato, de Rivoli, d'Arcole, de Vérone sont sillonnés par les balles françaises. Souvent il m'est arrivé d'entendre cette belle exclamation : « *Et alors nous pouvions nous révolter contre vous, qui nous rappeliez à la vie !* »

Je logeais *par billet de logement*, chez les plus chauds patriotes; par exemple, chez un chanoine de Reggio, qui m'apprit toute l'histoire contemporaine du pays. Je supplie donc le lecteur de ne pas s'effrayer du nombre de pages occupé par la campagne d'Italie; j'ai vu celles d'Allemagne et de Moscou, mais j'en parlerai en moins de mots.

Le manuscrit que je présente au public fut commencé en 1816. Alors j'entendais dire tous les jours que *M. de Buonaparté* manquait de courage, qu'il ne s'appelait pas Napoléon, mais bien Nicolas, etc., etc. Je fis un petit livre qui ne racontait que les campagnes que j'avais entrevues; mais tous les libraires auxquels je fis parler eurent peur. Je convenais des fautes de Napoléon; ce fut à ce titre surtout que les gens qui cherchent la fortune en imprimant les pensées des autres conçurent pour moi un mépris ineffable. Le danger, de la part du procureur du roi, disaient ces messieurs, est presque certain; il faudrait du moins, par compensation, pouvoir compter sur le parti bonapartiste. Or, ce parti compte beaucoup de gens de cœur, mais peu accoutumés à lire. Dès qu'ils verront blâmer leur héros, ils en concluront que l'auteur attend quelque place de la *Congrégation*.

Il n'y avait rien à répondre, je n'y songeais plus. Me trouvant seul à la campagne avec ce manuscrit, je le relus en 1828, et, comme depuis douze ans je voyais contester les faits les plus notoires, comme on allait jusqu'à nier tout à fait des batailles (M. Botta nie Lonato), je pris le parti de raconter les faits clairement, c'est-à-dire longuement.

Une croyance presque instinctive chez moi, c'est que tout homme puissant ment quand il parle, et à plus forte raison, quand il écrit. Toutefois, par enthousiasme pour *le beau idéal militaire*, Napoléon a souvent dit la vérité dans le petit nombre de récits de batailles qu'il nous a laissés. J'ai admis ces récits pour la campagne d'Italie, en les faisant précéder d'un petit sommaire qui suffit pour établir la vérité, et surtout cette partie de la vérité négligée par l'auteur. Comment se priver volontairement de récits si passionnés et faits par l'homme qui a agi ?

J'ai surtout admis ces récits, parce que mon but est de faire connaître l'homme extraordinaire. Quant à écrire l'histoire de France de 1800 à 1815, je n'y ai aucune prétention.

Je viens d'effacer beaucoup de phrases malsonnantes dans ce manuscrit de 1828. Mais, en échappant au procureur du Roi[h], je suis tombé comme Calpigi dans un inconvénient bien pire : *je veux et ne veux pas*. La bonne compagnie réunit dans ce moment un sentiment et une fonction, qui se font entre eux une cruelle guerre : elle a peur du retour des horreurs de 1793, et, en même temps, elle est juge souveraine de la littérature.

Il est vrai[i] que, séduire comme un juge faible ou prévaricateur par sa passion dominante, *la peur de 93*, elle a déclaré de mauvais ton toute espèce d'allusion critique à quatre ou cinq grandes questions qu'elle a résolues à sa manière et derrière lesquelles elle cherche un abri pour ne pas voir ce terrible retour de 93.

La bonne compagnie ne permet plus que l'on raconte les actions peu louables des prédécesseurs de certaines gens dont elle se moquait fort en 1789, et qui sont aujourd'hui ses alliés les plus intimes. Ces messieurs qui, suivant moi, la compromettaient beaucoup ont stipulé dans leur traité avec elle qu'à eux seuls appartiendrait le privilège *exclusif* de parler de ces quatre ou cinq vérités qui, pour tout écrivain qui se respecte, doivent être comme l'arche sainte.

On a vu dans les clubs, pendant la Révolution, que toute société qui a peur est, à son insu, dominée et conduite par ceux de ses membres qui ont le moins de lumières et le plus de folie. Dans tous les partis, plus un homme a d'esprit, moins il est de son parti, surtout si on lui parle en tête à tête. Mais, en public, pour ne pas *perdre sa caste*, il doit parler comme les meneurs. Or, que diront les meneurs du présent essai historique ? Rien, ou beaucoup de mal. Ainsi, je voudrais être jugé par la bonne compagnie, et la bonne compagnie ne peut lire l'ouvrage suivant, sans choquer son allié le plus intime, celui qui lui a promis de rendre impossible ce funeste retour de 93.

C'est en vain que je répéterais : « Mais, Messieurs, ce retour sort des bornes

du possible ; il suffit, pour s'en convaincre, de comparer l'humanité et la générosité du peuple de Paris, pendant les trois journées de 1830, avec la fureur aveugle que montra la populace de 1789, lors de la prise de la Bastille. Rien de plus simple : on avait affaire, en 1789, à un peuple corrompu par la monarchie Pompadour, Dubarry et Richelieu, et nous marchons, en 1837, à côté d'un peuple d'ouvriers qui sait qu'il peut obtenir la croix de la Légion d'honneur. Il n'est pas d'ouvrier qui n'ait un cousin propriétaire ou légionnaire. Napoléon a refait le moral du peuple français, c'est là sa gloire la plus vraie. Ses moyens ont été l'égale division, entre les enfants, des biens du père de famille entre les enfants (bienfait de la Révolution), et la Légion d'honneur, que l'on pouvait voir dans les ateliers, sur l'habit du conducteur de cabriolet ». Mais à quoi bon raisonner avec la peur ; qui pourrait la persuader ? C'est un sentiment vif. Or, en présence d'un intérêt passionné, de l'intérêt de l'existence, qu'est-ce qu'un vain intérêt de littérature et de beaux-arts ? Qu'il ne soit plus question de livres pendant cinquante ans, et n'ayons plus de Jacobins.

Comment écrire la vie de Napoléon sans toucher, malgré soi, à quelqu'une de ces quatre ou cinq grandes vérités : les droits de la naissance, le droit divin des rois, etc. etc., dont certaines gens ont arrêté qu'eux seuls pourraient parler ?

Il n'y a pas de réponse raisonnable à cette objection. Ainsi, ô mon lecteur, comme je ne veux vous tromper en rien, je suis obligé de vous déclarer qu'il m'a fallu renoncer au suffrage de la bonne compagnie, le seul au monde que j'estime.

Pour prouver, toutefois, que je ne suis pas un ennemi absolu des avantages que l'on peut devoir à la naissance, j'ajouterai que pour qu'un homme soit juge de nos bagatelles littéraires, il faut qu'il ait trouvé dans l'héritage paternel une édition des œuvres de Voltaire, quelques volumes elzévirs et l'Encyclopédie.

La préface d'un livre historique en est une partie nécessaire ; elle répond à cette question : Quel est cet homme qui vient me faire des récits ? C'est pour répondre à cette question que je me permets les détails suivants :

Je vis pour la première fois le général Bonaparte deux jours après son passage du mont Saint-Bernard ; c'était au fort de Bard (mai 1800 ; il y a trente-sept ans, ô mon lecteur !). Huit ou dix jours après la bataille de Marengo, je fus admis dans sa loge à la Scala (grand théâtre de Milan), pour rendre compte de mesures relatives à l'occupation de la citadelle d'Arona. J'étais à l'entrée de Napoléon à Berlin en 1806, en Silésie en 1813. J'ai eu l'occasion de voir Napoléon à toutes ces époques[j] et je puis me moquer, en sûreté de conscience, de bien des mensonges[k].

Comme aucun détail vrai ne me semblera puéril, je dirai que je ne sais pas trop si la postérité appellera ce grand homme Bonaparte ou Napoléon ; dans le doute, je me sers souvent de ce dernier nom. La gloire qu'il a acquise sous celui de Bonaparte me semble bien plus pure ; mais je l'entends appeler *M. Bonaparté*, par des gens qui le haïssent, et dont lui seul au monde pouvait protéger les privilèges ; et ce nom, si grand en 1797, me rappelle aujourd'hui, malgré moi, le souvenir ridicule des personnages qui affectent de s'en servir.

Je crains bien qu'aux yeux de la postérité, les écrivains du XIX[e] siècle ne jouent un rôle à peu près semblable à celui des contemporains de Sénèque ou de Claudien, dans la littérature latine.

Une des causes de cette décadence, c'est sans doute la préoccupation anti-littéraire, qui porte le lecteur à chercher, avant tout, dans un livre, la religion politique de l'auteur. Quant à moi, je désire le maintien pur et simple de ce qui est. Mais ma religion politique ne m'empêchera pas de comprendre celle de Danton, de Sieyès, de Mirabeau et de Napoléon, véritables fondateurs de la France actuelle, grands hommes, sans l'un desquels la France de 1837 ne serait pas ce qu'elle est.

Avril 1837.

CHAPITRE 1

J'éprouve une sorte de sentiment religieux en osant écrire la première phrase de l'histoire de Napoléon[a]. Il s'agit du plus grand homme qui ait paru dans le monde depuis César. Et même si le lecteur s'est donné la peine d'étudier la vie de César dans Suétone, Cicéron, Plutarque et les *Commentaires*, j'oserai dire que nous allons parcourir ensemble la vie de l'homme le plus étonnant qui ait paru depuis Alexandre, sur lequel nous n'avons point assez de détails pour juger de la difficulté de ses entreprises[b].

J'espérais que quelqu'un de ceux qui ont vu Napoléon se chargerait de raconter sa vie. J'ai attendu pendant vingt ans. Mais, enfin, voyant que ce grand homme reste de plus en plus inconnu, je n'ai pas voulu mourir sans dire l'opinion qu'avaient eue de lui quelques-uns de ses compagnons d'armes ; car au milieu de toutes les platitudes que le monde connaît, il y avait des hommes qui pensaient librement dans ce palais des Tuileries, alors le centre du monde. (Dans un autre écrit, qui ne paraîtra, je pense, que dans quelques années, les curieux trouveront des détails à ce sujet, assez différents de tous les lieux communs maintenant en crédit.)

L'enthousiasme pour les vertus républicaines, éprouvé dans les années appartenant encore à l'enfance, le mépris excessif[c] et allant jusqu'à la haine pour les façons d'agir des rois, contre lesquels on se battait, et même pour les usages militaires les plus simples, qu'on voyait pratiquer par leurs troupes, avaient donné à beaucoup de nos soldats de 1794 le sentiment que les Français seuls étaient des êtres raisonnables. A nos yeux, les habitants du reste de l'Europe qui se battaient pour conserver leurs chaînes, n'étaient que des imbéciles pitoyables, ou des fripons vendus aux despotes qui nous attaquaient. *Pitt* et *Cobourg*, dont le nom sonne encore quelquefois, répété par le vieil écho de la Révolution, nous semblaient les chefs de ces fripons et la personnification de tout ce qu'il y a de traître et de stupide au monde. Alors tout était dominé par un sentiment profond dont je ne vois plus de vestiges. Que le lec-

teur, s'il a moins de cinquante ans, veuille bien se figurer, d'après les livres, qu'en 1794, nous n'avions aucune sorte de religion ; notre sentiment intérieur et sérieux était tout rassemblé dans cette idée : *être utile à la patrie.*

Tout le reste, l'habit, la nourriture, l'avancement, n'était à nos yeux qu'un misérable détail éphémère. Comme il n'y avait pas de société, les *succès dans la société*, chose si principale dans le caractère de notre nation, n'existaient pas.

Dans la rue, nos yeux se remplissaient de larmes, en rencontrant sur le mur une inscription en l'honneur du jeune tambour Barra (qui se fit tuer à treize ans, plutôt que de cesser de battre sa caisse, afin de prévenir une surprise). Pour nous, qui ne connaissions aucune autre grande réunion d'hommes, il y avait des fêtes, des cérémonies nombreuses et touchantes, qui venaient nourrir le sentiment qui dominait tout dans nos cœurs.

Il fut notre seule religion. Quand Napoléon parut et fit cesser les déroutes continuelles auxquelles nous exposait le plat gouvernement du Directoire, nous ne vîmes en lui que l'*utilité militaire* de la dictature. Il nous procurait des victoires, mais nous jugions toutes ses actions par les règles de la religion qui, dès notre première enfance, faisait battre nos cœurs : nous ne voyions d'estimable en elle que l'*utilité à la patrie.*

Nous avons fait plus tard des infidélités à cette religion ; mais dans toutes les grandes circonstances, ainsi que la religion catholique le fait pour ses fidèles, elle a repris son empire sur nos cœurs.

Il en fut autrement des hommes nés vers 1790 et qui à quinze ans, en 1805, lorsqu'ils commencèrent à ouvrir les yeux, virent pour premier spectacle, les toques de velours ornées de plumes des ducs et comtes, récemment créés par Napoléon. Mais nous, anciens serviteurs de la patrie, nous n'avions que du mépris pour l'ambition puérile et l'enthousiasme ridicule de cette nouvelle génération[1].

Et parmi ces hommes habitant aux Tuileries, pour ainsi dire, qui maintenant avaient des voitures et sur le panneau de ces voitures de belles armoiries, il en fut beaucoup qui regardèrent ces choses comme un caprice de Napoléon et comme un caprice condamnable ; les moins ardents y voyaient une fantaisie *dangereuse pour eux* ; pas un sur cinquante ne croyait à leur durée.

Ces hommes, bien différents de la génération arrivée à l'épaulette en 1805, ne retrouvaient l'*alacrité* et le bonheur des premières campagnes d'Italie en 1796, que lorsque l'Empereur partait pour l'armée. Je raconterai en son temps la répugnance avec laquelle l'armée réunie à Boulogne, en 1804, reçut la première distribution des croix de la Légion d'honneur ; plus tard, j'aurai à parler du républicanisme et de la disgrâce de Delmas, de Lecourbe, etc.

Ainsi, dans l'intérieur même des Tuileries, parmi les hommes qui aimaient sincèrement Napoléon, quand on croyait être bien entre soi, être bien à

couvert des investigations de Savary, il y avait des hommes qui n'admettaient d'autre base pour juger des actions de l'Empereur que celle de l'*utilité à la patrie*. Tels furent Duroc, Lavalette, Lannes et quelques autres; tels eussent été souverainement Desaix et Cafarelli-Dufalga; et, chose étrange à dire, tel il était lui-même; car il aimait la France avec toute la faiblesse d'un amoureux.

Telle fut constamment madame Lætitia, mère de Napoléon. Cette femme rare et l'on peut dire d'un caractère unique en France, eut par-dessus tous les autres habitants des Tuileries, la croyance ferme, sincère et jamais ébranlée, que la nation se réveillerait tôt ou tard, que tout l'échafaudage élevé par son fils s'écroulerait et pourrait le blesser en s'écroulant.

Ce grand caractère me ramène enfin à mon sujet, qui est maintenant l'histoire de l'enfance de Napoléon.

La Corse est une vaste agrégation de montagnes couronnées par des forêts primitives et sillonnées par des vallées profondes[2]; au fond de ces vallées, on rencontre un peu de terre végétale, et quelques peuplades sauvages et peu nombreuses, vivant de châtaignes. Ces gens n'offrent pas l'image de la société, mais plutôt celle d'une collection d'ermites rassemblés uniquement par le besoin. Ainsi, quoique si pauvres, ils ne sont point avares, et ne songent qu'à deux choses : se venger de leur ennemi, et aimer leur maîtresse. Ils sont remplis d'honneur, et cet honneur est plus raisonnable que celui de Paris au XVIIIe siècle; mais, en revanche, leur vanité est presque aussi facile à se piquer que celle d'un bourgeois de petite ville. Si, lorsqu'ils passent dans un chemin, un de leurs ennemis sonne le cornet à bouquin du haut de la montagne voisine, il n'y a point à hésiter, il faut tuer cet homme.

Les vallées profondes, séparées entre elles par les crêtes des hautes chaînes de montagnes, forment la division naturelle de l'île de Corse; on les appelle *pieve**.

Chaque *pieve* nourrit quelques familles influentes, se détestant cordialement les unes les autres, quelquefois liguées ensemble, plus habituellement ennemies. A la menace d'un danger commun, les haines s'oublient pour quelques mois; au total ce sont des cœurs brûlants qui, pour sentir la vie, ont besoin d'aimer ou de haïr avec passion.

La loi admirable du coup de fusil fait qu'il règne une grande politesse; mais vous ne trouveriez nulle part la profonde obséquiosité envers le noble d'un village allemand. Le plus petit propriétaire d'une *pieve* ne fait nullement la cour au grand propriétaire, son voisin; seulement, il vient le joindre avec son fusil sur l'épaule, quand sa vanité est blessée par la même cause que celle de ce voisin. Si Paoli fut puissant dans la guerre contre les Génois et ensuite contre les Français de Louis XV, c'est qu'il avait beaucoup de *pieve* pour lui.

* Paroisse, commune.

Dès 1755, Pascal Paoli appelé au commandement en chef par les mécontents, chercha à s'emparer des parties montagneuses de l'île; il réussit et parvint à reléguer les Génois dans les places maritimes.

Ces tyrans de la Corse, désespérant de la dompter, appelèrent les Français à leur aide, et ceux-ci finirent par faire la guerre aux mécontents pour leur propre compte; de façon que les patriotes de Corse se mirent à détester les Français, héritiers de leurs tyrans et tyrans eux-mêmes*.

Le duc de Choiseul dirigeait alors la Guerre et les Affaires étrangères de Louis XV.

Parmi les chefs les plus passionnés de l'insurrection de Corse et les compagnons les plus fidèles de Paoli, on distinguait Charles Buonaparte, père de Napoléon. Il avait alors vingt-quatre ans, étant né à Ajaccio en 1744, d'une famille noble, établie dans l'île vers la fin du XV[e] siècle. Charles Buonaparte héritier d'une fortune médiocre, administrée par deux oncles prêtres et gens de mérite, avait étudié les lois à Pise, en Toscane. A son retour dans sa patrie, il épousa, sans le consentement de ses oncles, Lætitia Ramolini, qui passait pour la jeune fille la plus séduisante de l'île; lui-même était fort bel homme et fort aimable.

En 1768, la querelle entre les Français et les Corses ayant atteint le dernier degré d'exaspération, et les Français ayant fait passer dans l'île des troupes extrêmement nombreuses, Charles Buonaparte se rendit à Corte auprès de Pascal Paoli et, ne voulant pas laisser d'otages aux Français, emmena avec lui ses oncles et sa femme.

Paoli avait beaucoup de confiance en lui. On attribue à Charles Buonaparte l'*adresse* à la jeunesse corse, publiée à Corte en juin 1768, et insérée, depuis, dans le IV[e] volume de l'histoire de Corse de Cambiagi.

Après la sanglante défaite de Ponte Novo, qui dissipa toutes les illusions d'indépendance conçues par Paoli et partagées par la majorité de la nation corse, Charles Buonaparte fut du nombre de ces patriotes fermes, qui ne désespérèrent point encore et voulurent accompagner Clemente Paoli, frère du général, à Niolo. Ils espéraient pouvoir soulever la population de cette province belliqueuse et la lancer contre l'armée française, qui s'avançait à grands pas; mais cette tentative ne produisit aucun résultat.

Clemente Paoli, toujours accompagné de Charles Buonaparte, passa de Niolo à Vico; il voulait engager une dernière lutte. Mais la marche rapide des événements rendit inutiles d'aussi nobles efforts, et Clemente Paoli, ainsi que son illustre frère, furent obligés de fuir une patrie qu'ils avaient voulu soustraire au joug de l'étranger.

* *Mémoires de Dumouriez*, I[er] volume. — *Histoire de Corse*, de Cambiagi.

Pendant les désastres de ces malheureuses expéditions de Niolo et de Vico, Charles Buonaparte fut constamment suivi par sa jeune et belle compagne. On la vit affronter les dangers de la guerre et partager toutes les fatigues des mécontents, dont les mouvements avaient lieu sur les montagnes les plus sauvages et au milieu de rochers escarpés. Mme Buonaparte ne songeant, comme son mari, qu'à sauver sa patrie du joug de l'étranger, préférait des souffrances au-dessus de son sexe et de sa position, à l'asile que le conquérant de l'île lui faisait offrir. C'était un oncle à elle, membre du conseil supérieur nouvellement institué par le général français, qui était l'intermédiaire de ces offres, dont le prétexte était l'état de grossesse avancée de Mme Buonaparte.

Au mois de juin, quand, après le départ des deux Paoli, tout espoir fut définitivement perdu pour les patriotes, Charles Buonaparte qui, de Vico, s'était réfugié au petit village d'Appietto, rentra dans sa maison d'Ajaccio, avec sa jeune femme grosse de sept mois.

Le 15 août 1769, jour de la fête de l'Assomption, Mme Buonaparte était à la messe, lorsqu'elle fut saisie de douleurs si pressantes, qu'elle se trouva obligée de revenir chez elle en toute hâte ; elle ne put atteindre sa chambre à coucher, et déposa son enfant dans l'antichambre, sur un de ces tapis antiques à grandes figures de héros[3]. Cet enfant reçut le nom de Napoléon, en mémoire d'un oncle que Charles Buonaparte avait perdu à Corte, dans sa fuite, l'année précédente.

Au milieu du malaise général et de tous les désordres qui suivent la fin d'une longue guerre civile, et l'établissement d'une domination nouvelle, au sein d'une famille peu riche et qui s'augmentait tous les ans, Napoléon dut recevoir surtout l'éducation de la nécessité. On se figure peu en France, la sévérité de manières de l'intérieur d'une famille italienne. Là, aucun mouvement, aucune parole inutile, souvent un morne silence. Le jeune Napoléon ne fut sans doute entouré d'aucune de ces affectations françaises qui réveillent et cultivent de si bonne heure la vanité de nos enfants et parviennent à en faire des joujoux agréables à six ans, et à dix-huit de petits hommes fort plats. Napoléon a dit de lui-même : « Je n'étais qu'un enfant obstiné et curieux. »

Des récits, assez peu authentiques, je l'avoue, nous le représentent, dans sa première enfance, comme un petit être turbulent, adroit, vif, preste à l'extrême. Il avait, dit-il, sur Joseph son frère aîné, un ascendant des plus complets. Celui-ci était battu, mordu ; des plaintes étaient portées à la mère ; la mère grondait, que le pauvre Joseph n'avait pas encore eu le temps d'ouvrir la bouche. Joseph était fort jaloux de la supériorité de son frère et des préférences dont il était l'objet.

Des philosophes ont pensé que le caractère d'un homme lui est donné par sa mère, que ce caractère se forme dès l'âge de deux ans, et qu'il est parfaite-

ment établi à quatre ou cinq. Cela serait vrai surtout des hommes du Midi, au caractère sombre et passionné. Ces êtres-là, dès la première enfance, ont une certaine façon de chercher le bonheur qui, par la suite, s'applique à des choses différentes, mais reste toujours la même.

Quelles circonstances entourèrent le berceau de Napoléon! Je vois une mère remarquable par un esprit supérieur, non moins que par sa beauté, chargée du soin d'une famille nombreuse. Cette famille assez pauvre, croît et s'élève au milieu des haines et des agitations violentes, qui durent survivre à trente ans de mécontentement ou de guerre civile. Nous verrons plus tard l'horreur profonde qu'inspire à Napoléon le colonel Buttafoco, qui n'a d'autre tort, pourtant, que d'avoir fait la guerre à Paoli, et suivi le parti contraire à celui des Buonaparte.

CHAPITRE 2

Le nom de Paoli retentissait en Corse. Cette petite île vaincue et si orgueilleuse, était toute fière de voir le nom de son héros répété et célébré en Europe. Toute grandeur, toute habileté, fut donc représentée à l'esprit de Napoléon enfant, par ce nom : *Pascal Paoli*. Et, par un hasard étrange, Paoli fut comme le type et l'image de toute la vie future de Napoléon.

Il débute, à vingt-neuf ans, par commander en chef, il a sans cesse à la bouche les noms et les maximes des Plutarque et des Tite-Live, qui sont le catéchisme de Napoléon.

Paoli fait en Corse et en petit, tout ce que Napoléon devra faire parmi nous, lorsqu'il aura succédé au plat gouvernement du Directoire. D'abord la conquête, puis l'organisation. Comme Napoléon conquiert l'indépendance de la France à Marengo, Paoli conquiert les montagnes de Corse sur les Génois ; puis, il y organise l'administration, la justice et tout jusqu'à l'instruction publique.

Longtemps Paoli est autant administrateur et politique que guerrier. Il faut qu'il se tienne en garde contre le poison des Génois, comme Napoléon contre la *machine infernale* des royalistes et le poignard de Georges Cadoudal. Enfin, renversé et arraché à un peuple qui l'aimait, par l'étranger, arrivant avec des forces sans proportion avec les siennes, Paoli doit s'embarquer et chercher un refuge loin de sa patrie.

Tous ces nobles efforts d'un homme supérieur faisaient la conversation habituelle des Corses.

Ainsi, par un bonheur étrange, et que les enfants des rois n'ont point obtenu, rien de mesquin, rien de petitement vaniteux n'agite les êtres qui entourent le berceau de Napoléon.

Supposons-le né en 1769, second fils d'un marquis de Picardie ou de Languedoc, lequel a vingt-cinq mille livres de rente. Qu'entendra-t-il autour de lui ? Des anecdotes de galanterie, des récits mensongers sur l'antiquité de sa

race, la *pique* du marquis son père contre un petit gentilhomme voisin qui, sous prétexte qu'il avait reçu trois blessures, a été fait capitaine deux ans avant lui; mais, en revanche, le marquis, par la protection du prince de Conti, a eu la croix de Saint-Louis trois ans avant l'autre. Le marquis ne tarit pas sur son mépris pour les *gens d'affaires** et surtout pour l'intendant de la province, dont l'équipage l'emporte sur le sien; mais, par compensation, il obtient une place d'honneur, comme premier marguillier de la paroisse dans laquelle se trouve l'hôtel de l'intendant, ce qui doit mettre celui-ci au désespoir.

Au lieu de ces misères, Napoléon n'entend parler que de la lutte d'une grande force contre une autre grande force : les gardes nationales d'une petite île de cent quatre-vingt mille habitants, conduites par un jeune homme, élu par elles, osant lutter contre le royaume de France qui, humilié d'abord, et battu, finit par envoyer en Corse vingt-cinq mille hommes et le comte de Vaux, son meilleur général.

Ces choses sont racontées à Napoléon enfant, par une mère qui a fui souvent devant les coups de fusil français; et, dans cette lutte, toute la gloire est pour le citoyen qui résiste; le soldat n'est qu'un vil mercenaire qui gagne sa paie.

De nos jours, lorsque tant de personnages se démentent, parce qu'on joue la comédie et que personne n'ose agir franchement et marcher aux jouissances de vanité, les seules réelles au XIX[e] siècle, dans le Nord de la France, peu d'existences ont été aussi pures d'hypocrisie et, selon moi, aussi nobles, que celle de madame Lætitia Buonaparte. Nous l'avons vue dans sa première jeunesse braver de grands périls, par dévouement pour son parti. Plus tard, elle eut à résister à des épreuves plus fortes peut-être, en ce qu'elle n'était pas soutenue par l'état d'excitation et d'enthousiasme général, qui accompagne la guerre civile. Il existe en Corse une loi terrible, assez semblable au fameux *hors la loi*, de la Révolution française. Lorsque cette sorte de *clameur de haro* est proclamée contre une famille, on incendie ses bois, on coupe ses vignes et ses oliviers, on tue ses chèvres, on brûle ses maisons; la ruine est complète et sans remède, dans un pays pauvre, où il n'existe aucun moyen de remonter à l'aisance. Trois fois, depuis son retour dans l'île, comme général français, et sa révolte en faveur des Anglais, Pascal Paoli menaça de cette redoutable loi Mme Buonaparte, veuve, pauvre et sans soutien; trois fois elle lui fit répondre qu'il n'était au pouvoir d'aucun danger de lui faire abandonner le parti français. Sa fortune fut détruite, des dangers personnels la forcèrent à se sauver à Marseille avec ses jeunes enfants. Elle croyait être accueillie en France comme

* *Mémoires de Mirabeau*, par M. Lucas de Montigny, tomes I et II. Comparer l'enfance de Mirabeau à celle de Napoléon.

une martyre du patriotisme ; elle fut méprisée parce qu'elle était pauvre et que ses filles étaient obligées d'aller au marché.

Rien ne put troubler cette âme élevée, pas plus les mépris des Marseillais en 1793, que les honneurs si imprévus de la cour de son fils, sept ans plus tard. Parvenue au dernier terme de la vieillesse, réfugiée chez des ennemis de son nom et de sa patrie, au milieu de la joie que leur inspire la mort de son fils et de son petit-fils, elle supporte ce malheur avec une dignité naturelle et facile, comme jadis les menaces de Paoli. Jamais de plaintes, jamais elle ne tombe dans aucune des misères de vanité, qui tarissent tout enthousiasme pour les princes et princesses, que de nos jours nous avons vus tomber du trône. Cette âme ferme s'est interdit même de nommer ses ennemis et de parler de son fils ★.

La mère de Napoléon fut une femme comparable aux héroïnes de Plutarque, aux Porcia, aux Cornélie, aux madame Rolland. Ce caractère impassible, ferme et ardent, rappelle encore davantage les héroïnes italiennes du Moyen Age, que je ne cite point parce qu'elles sont inconnues en France ★★.

C'est par le caractère italien de madame Lætitia, qu'il faut expliquer celui de son fils.

Suivant moi, on ne trouve d'analogue au caractère de Napoléon que parmi les *condottieri* et les petits princes de l'an 1400, en Italie : les Sforza, les Piccinino, les Castruccio Castracani, etc., etc. Hommes étranges, non point profonds politiques, dans le sens où on l'entend généralement, mais, au contraire, faisant sans cesse de nouveaux projets, à mesure que leur fortune s'élève, attentifs à saisir les circonstances et ne comptant d'une manière absolue que sur eux-mêmes. Ames héroïques nées dans un siècle où tout le monde cherchait à faire et non pas à écrire, inconnues au monde, *carent quia vate sacro* ★★★, et expliquées seulement en partie par leur contemporain Machiavel. Il n'entrait pas dans le plan de ce grand écrivain, qui donne un traité de l'*Art d'escamoter la liberté* aux citoyens d'une ville, de parler des excès de passion folle qui, tout à coup, viennent gâter le talent du *Prince*. Il passe sous silence, et avec grande sagesse, ces bouffées de sensibilité qui, à l'improviste, font oublier toute raison à ces hommes en apparence calculateurs et impassibles.

★ Madame Lætitia est morte à Rome, le 1er février 1836[1], dans le palais de Venise. La police de Grégoire XVI fait siffler son cercueil, dans le court trajet qu'il a à parcourir, pour aller de son palais à l'église de Santa Maria in via Lata.

★★ *Dictionnaire des femmes célèbres*, du professeur Levati. Milan, 1820.

★★★ On ne les retrouve en entier que dans les historiens originaux : Villani, etc. On les entrevoit fort bien dans l'abrégé de Muratori, historien du premier ordre, inconnu en France, comme ses héros. Voir les *Annali d'Italia*. Chaque chapitre, de douze pages environ, contient les événements d'une année, de l'an Ier à l'an 1750.

Quand la présence continue du danger a été remplacée par les plaisirs de la civilisation moderne*, leur race a disparu du monde. Alors, comme usage sensible de ce grand changement moral, les villes bâties sur les montagnes par prudence sont descendues dans les plaines par commodité; et le pouvoir est passé du seigneur féodal intrépide, au procureur fripon et au manufacturier patient.

Ce fut donc au milieu des passions et des événements les plus semblables à ceux du XIVe siècle qu'il ait été donné aux siècles modernes de reproduire, que Napoléon naquit. Ces événements terribles pouvaient écraser un génie médiocre et faire du jeune Corse un plat esclave de la France; mais tel n'était pas Napoléon.

Dès la première enfance, le sentiment de sa supériorité est nourri dans ce jeune cœur par les égards de sa famille. Pour faire face aux frais de son éducation, la famille se détermine au plus grand sacrifice que puisse faire un Corse : on vend un champ. Et l'on n'a pas même l'idée de faire une semblable dépense pour son frère aîné Joseph, qui en sèche de jalousie.

Charles Bonaparte mourant, avait dit à Joseph : « Tu es l'aîné de la famille, mais souviens-toi que c'est Napoléon qui en est le chef. » Il faut savoir que dans le Midi, pays de haine et d'amour, là où il n'est pas gâté par une demi-civilisation, cette idée de *chef de la famille* a une importance extrême et donne des privilèges et des devoirs, dont il ne reste plus d'idée dans nos contrées du Nord raisonnables et calculatrices.

Arrivé à quatorze ans, au commencement de la jeunesse, le danger le plus pressant pour Napoléon n'est pas de mourir sous le poignard d'un ennemi, il n'y a plus d'*ennemis* en France; mais le danger de mourir de faim. Avant de songer aux passe-temps de la folle jeunesse, ou à être aimable auprès des dames, il doit songer à ne pas manquer de pain.

Telle fut sa pensée constante à Brienne; on conçoit dès lors le sérieux de son caractère et son amour pour les mathématiques, moyen certain d'avoir du pain.

Ainsi, ce que dans la première enfance l'admiration pour Paoli avait commencé ne périt point dans les distractions de la jeunesse, comme il n'arrive que trop souvent.

On commence à voir en Europe que les peuples n'ont jamais que le degré de liberté que leur audace conquiert sur la peur. L'enthousiasme patriotique et la longue révolte de Charles Bonaparte et de ses compagnons forcèrent le

* De là l'horreur profonde de Napoléon pour les mœurs de la *Régence* fort préférables, suivant moi, à l'hypocrisie moderne. On méprisait en 1737 les gens qui se vendaient; on respectait autre chose que l'argent.

gouvernement de Louis XV à donner à ce petit pays ce que les plus belles provinces de France n'avaient plus : des *États provinciaux.*

Soit par l'effet du génie de M. de Choiseul, soit par la force des circonstances, les Français ne persécutèrent point, dans Charles Bonaparte, le patriote qui leur avait résisté jusqu'au dernier moment. Il faut savoir aussi que, suivant l'usage d'Italie, M. le comte de Marbeuf, gouverneur de l'île, faisait la cour à Mme Bonaparte.

Par arrêt du conseil supérieur de l'île, du 23 septembre 1771, Charles Bonaparte fut reconnu noble.

Trois ans plus tard, M. le comte de Marbeuf le fait nommer conseiller du roi et assesseur de la ville et province d'Ajaccio.

En 1779, il est député de la province de Corse à la cour, et enfin devient, en 1781, membre du conseil des douze nobles de l'île.

A Paris, Charles Bonaparte, député de la Corse, fut utile, à son tour, à M. le comte de Marbeuf. Par des plaintes fâcheuses les députés de la précédente session des États de Corse avaient ébranlé son crédit.

Il y avait alors dans l'île deux généraux français fort divisés entre eux[2]; c'étaient M. de Marbeuf, doux et populaire, et M. de Narbonne-Pellet, haut et violent. Ce dernier, d'une naissance et d'un crédit supérieurs, était dangereux pour son rival; on dit que Charles Bonaparte ainsi que la députation de Corse furent favorables à M. de Marbeuf; le fait est que la cour lui donna raison.

Un M. de Marbeuf, neveu du général, était archevêque de Lyon et ministre de la feuille des bénéfices; le député qui avait été utile à son oncle obtint trois bourses.

Une pour Joseph, son fils aîné, au séminaire d'Autun.

La seconde pour Napoléon, à l'École militaire de Brienne.

Et la troisième pour sa fille, Marie-Anne, à Saint-Cyr.

Le séjour de Charles Bonaparte en France se prolongea jusqu'en 1779. Cinq ans après son retour en Corse, il eut à soutenir deux contestations importantes contre l'administration, et ce qui aggravait sa position, c'est qu'il était mal avec l'intendant.

La première affaire ne fut terminée qu'en 1786, par son fils Joseph, qui obtint gain de cause. Quant à la seconde, il put la terminer lui-même d'une façon également favorable pour sa famille.

En 1785, Charles Bonaparte se rendit à Montpellier pour consulter les médecins de cette université célèbre sur un cancer d'estomac dont il était attaqué; mais les soins furent impuissants et il mourut à Montpellier le 24 février 1785.

C'était un homme doux et aimable, et qui passait en son pays pour avoir

beaucoup d'esprit; il parlait en public avec facilité et avait obtenu des succès en ce genre. Il n'était rien moins que dévot; mais dans sa dernière maladie, il fit appeler un grand nombre de prêtres. C'est ce qu'on voit chez la plupart des Italiens; mais c'est pourtant ce qui n'arriva pas à l'archidiacre Lucien, grand-oncle de Napoléon et qui, par la mort de Charles, était resté chef de la famille.

C'était un homme d'église très régulier, qui ne mourut que longtemps après son neveu et dans un âge fort avancé. Au moment de s'éteindre, il se fâcha vivement contre M. Fesch qui, déjà prêtre, était accouru en étole et en surplis. L'archidiacre le pria fort sérieusement de le laisser mourir en paix et il finit entouré de tous les siens, et leur adressant des conseils pleins de raison.

Quelquefois, dans les moments de retour sur le passé, Napoléon parlait avec attendrissement de ce vieil oncle, qui lui avait servi de père et dont il admirait la haute sagesse. C'était un des hommes les plus considérés de l'île. Son caractère ferme et prudent et sa place d'archidiacre d'Ajaccio, qui était une des premières dignités ecclésiastiques, le faisaient bien venir de tout le monde et lui donnaient une haute influence.

Par son économie furent rétablies les petites affaires de la famille, que les dépenses et le luxe de Charles avaient fort dérangées. L'archidiacre Lucien jouissait surtout d'une grande autorité morale dans sa *pieve* de Talavo et dans le bourg de Boccognano, où étaient situés les biens de la famille Bonaparte.

La mère de madame Lætitia étant devenue veuve, s'était remariée à un capitaine Fesch, d'un des régiments suisses que les Génois entretenaient dans l'île. De ce second mariage vint M. Fesch, aujourd'hui cardinal, qui se trouva ainsi demi-frère de Mme Bonaparte et oncle de Napoléon. C'est dans ses bras que Mme Bonaparte est morte à Rome en 1836.

Mme Bonaparte a eu treize enfants; cinq garçons seulement et trois filles ont vécu.

Joseph, l'aîné de tous, qu'on voulait faire entrer dans les ordres, afin de tirer parti de la protection de M. de Marbeuf, ministre de la feuille des bénéfices, fit ses études en conséquence; mais le moment de s'engager étant venu, il se refusa absolument à prendre le petit collet. On l'a vu successivement roi de Naples et d'Espagne, et fort supérieur, sous tous les rapports, aux rois ses contemporains. L'Espagne lui préféra le monstre nommé Ferdinand VII. J'admire le sentiment de fol honneur qui enflamma les braves Espagnols; mais quelle différence pour leur bonheur si, depuis 1808, ils avaient été gouvernés par le sage Joseph et par sa constitution!

Louis, homme de conscience, a été colonel de dragons et roi de Hollande; Jérôme fut roi de Westphalie; Élisa grande duchesse de Toscane; Caroline reine de Naples.

Pauline, princesse Borghèse, a été la plus belle femme de son siècle. Lucien, député, ministre de l'intérieur, ambassadeur en Portugal, n'a pas voulu être roi et a fini par être prince romain.

Lucien, disait Napoléon, eut une jeunesse orageuse; dès l'âge de quinze ans il fut amené en France par M. de Sémonville, qui en fit de bonne heure un révolutionnaire zélé et un clubiste ardent. On dit qu'il publia quelques pamphlets jacobins, sous le nom de Brutus Bonaparte. Tout ce jacobinisme ne l'empêcha pas, au 18 Brumaire, de trahir sa patrie, au profit de son frère.

Il eût été beaucoup plus heureux pour Napoléon de n'avoir point de famille.

Le caractère de Napoléon a été fortifié à l'école militaire de Brienne, par cette grande épreuve des âmes orgueilleuses, ardentes et timides : le contact avec des étrangers ennemis.

Napoléon fut amené à Brienne en 1779, à l'âge de dix ans[a]; à cette époque l'établissement était dirigé par des moines minimes. Voici quelques anecdotes d'un assez mince intérêt. Napoléon prononçait son nom avec l'accent corse, beaucoup plus français qu'italien; ce nom qui, dans sa bouche, était à peu près *Napoillione* lui valut de la part de ses camarades le sobriquet fâcheux de *La-paille-au-nez*.

Un jour, le maître de quartier qui n'était pas homme à deviner la sensibilité vive et profonde de cet élève étrange, le condamna à porter l'habit de bure et à dîner à genoux à la porte du réfectoire. Ce traitement n'eût été qu'un désagrément passager pour un enfant ordinaire; mais qu'on juge de ce qu'il dut paraître au jeune insulaire qui, à ses yeux, était forcé par la pauvreté de vivre au milieu des oppresseurs de son pays. Le moment de l'exécution fut celui d'un vomissement subit et d'une violente attaque de nerfs; le supérieur qui passait par hasard, l'arracha à un supplice trop fort pour son organisation toute d'orgueil. Le père Patrault, son professeur de mathématiques, accourut de son côté, se plaignant que, sans nul égard, on dégradât ainsi son premier mathématicien.

CHAPITRE 3[a]

Vers les quinze ans* Napoléon devint morose, sombre; la lecture fut pour lui une passion.

Il dévorait tous les livres. Pichegru fut son maître de quartier et son répétiteur pour l'arithmétique.

Pichegru était de la Franche-Comté, et d'une famille de paysans. Les Minimes de Champagne, chargés de l'école militaire de Brienne, étaient pauvres et leur peu de ressources attirant peu de sujets parmi eux, ils eurent recours aux Minimes de Franche-Comté; le père Patrault fut un de ceux-ci. Une tante de Pichegru, sœur de la Charité, suivit le père pour avoir soin de l'infirmerie, amenant avec elle son neveu, jeune enfant auquel on donna gratuitement l'éducation des élèves. Pichegru doué d'une grande intelligence, devint, aussitôt que son âge le permit, maître de quartier, et répétiteur du père Patrault, qui lui avait enseigné les mathématiques. Il songeait à se faire Minime : c'était là toute son ambition et les idées de sa tante; mais le père Patrault l'en dissuada, en lui disant que leur profession n'était plus du siècle, et que Pichegru devait songer à quelque chose de mieux; il le porta à s'enrôler dans l'artillerie, où la Révolution le prit sous-officier. On connaît sa fortune militaire : c'est le conquérant de la Hollande. Ainsi le père Patrault a la gloire de compter parmi ses élèves les deux plus grands généraux de la France moderne.

Le caractère de Napoléon décidé, sombre, jamais distrait par aucun enfantillage, excita d'abord la haine de tous les petits Français, ses camarades d'école, qui prenaient cette décision comme une prétention hostile à leur vanité. Napoléon, pauvre et de très petite taille, croyant de plus sa patrie opprimée par les Français, fuyait toute société; il s'était arrangé une sorte de

* Dicté par Napoléon à M. de Las Cases.

cabane en verdure où, dans les heures de récréation, il se retirait pour lire. Un jour, ses camarades entreprirent d'envahir cette retraite ; il se défendit en héros, c'est-à-dire, en Corse.

Le caractère français, peu rancunier et qui ne cherche qu'à s'amuser, brilla de tout son éclat en cette circonstance ; on passa pour le jeune étranger de l'envie à l'admiration et il devint un des chefs de meute du collège.

L'hiver suivant, il tomba beaucoup de neige ; on eut l'idée de construire une place fortifiée. Napoléon fut d'abord l'ingénieur en chef, qui dirigeait la formation des remparts, et quand il fut question de les attaquer, il fut le général des assaillants ; mais des graviers se mêlèrent aux boules de neige, projectiles des deux armées ; plusieurs élèves furent blessés, et les maîtres firent cesser le jeu.

Nous nous garderons bien de tirer de graves conséquences de ces petits faits, d'ailleurs fort peu prouvés ; nous sommes persuadé que des choses semblables arrivent tous les jours à beaucoup d'écoliers, qui deviennent des hommes fort insignifiants.

Voici d'autres faits de la même importance.

Lors de la confirmation de Napoléon à l'école militaire de Paris, au nom de *Napoléon*, l'archevêque officiant témoigna de son étonnement ; il ne connaissait pas ce saint, qui ajouta-t-il n'était pas dans le calendrier ; l'enfant répondit, avec vivacité, que ce ne saurait être une raison, puisqu'il y avait une foule de saints et seulement trois cent soixante-cinq jours.

En 1789, Napoléon fut un de ceux que le concours d'usage à Brienne désigna pour aller achever son éducation à l'école militaire de Paris*. Le choix était fait tous les ans par un inspecteur, qui parcourait les douze écoles militaires du royaume ; cet emploi était rempli par le chevalier de Keralio, officier général, auteur d'une tactique, et qui avait été le précepteur du présent roi de Bavière, Maximilien. Keralio était un vieillard aimable, des plus propres à cette fonction ; il aimait les enfants, jouait avec eux après les avoir examinés et retenait avec lui, à la table des Minimes, ceux qui lui avaient plu davantage. Il s'était pris d'une affection toute particulière pour le jeune Napoléon, qu'il se plaisait à exciter de toutes manières ; il le nomma pour se rendre à Paris, bien qu'il n'eût peut-être pas l'âge requis. L'enfant n'était fort que sur les mathématiques et les moines représentèrent qu'il serait mieux d'attendre à l'année suivante, qu'il aurait ainsi le temps de se fortifier sur tout le reste, ce que ne voulut pas écouter le chevalier de Keralio, disant : « Je sais ce que je fais ; si je passe par-dessus la règle, ce n'est point ici une faveur de famille, je ne connais pas celle de cet enfant ; c'est tout à cause de lui-même : j'aperçois ici une étin-

* Dicté par Napoléon.

celle qu'on ne saurait trop cultiver*. » Le bon chevalier mourut presque aussitôt; mais celui qui vint après, M. de Régnaud, qui n'aurait peut-être pas eu sa perspicacité, exécuta néanmoins les notes qu'il trouva, et le jeune Napoléon fut envoyé à Paris.

M. de l'Eguille, professeur d'histoire à l'école militaire de Paris, prétendait que si l'on voulait chercher ses notes dans les archives, on y trouverait qu'il avait prédit à cet élève une carrière brillante. Il avait noté la profondeur et la sagacité de son jugement. Le premier consul invitait souvent M. de l'Eguille à déjeuner à la Malmaison et lui parlait de ses anciennes leçons : « Ce qui m'a frappé le plus, lui disait-il un jour, c'est la révolte du connétable de Bourbon. A vous entendre, son grand crime était d'avoir combattu son roi, ce qui en était, assurément, un bien léger dans ces temps de seigneureries et de souverainetés partagées, vu surtout la scandaleuse injustice dont le connétable avait été victime. Son unique, son grand, son véritable crime, sur lequel vous n'insistiez pas assez, c'était d'être venu attaquer le sol natal avec des étrangers**. »

M. Domairon, notre professeur de belles-lettres, me disait qu'il avait toujours été frappé de la bizarrerie des amplifications de Napoléon; il les avait appelées dès lors du *granit chauffé au volcan*.

Je suppose que le pauvre diable de professeur de belles-lettres avait pris un parti sage et ne voulait se brouiller avec les familles de ses élèves. Autrement il aurait dit que ces compositions de Napoléon qui étaient à ses yeux du *granit chauffé au volcan* ne présentaient pas un mot d'orthographe. Napoléon n'a jamais su le latin; ce qui, comme on voit, n'empêche pas de devenir un homme supérieur; mais il n'a jamais su l'orthographe, ce qui peut donner des ridicules fâcheux. J'ai toujours pensé que c'était de dessein prémédité qu'il faisait les fautes d'orthographe les plus étranges; il voulait faire passer sur le compte d'une distraction ce qui n'était tout simplement que défaut d'éducation. Ainsi, dans le temps qu'il aimait le plus les *Poèmes* d'Ossian, il écrivait *acheter Océan*. Dans la retraite de Russie, il faisait donner l'ordre à un général de marcher sur *Caligula* c'est-à-dire sur Kalouga.

A l'école, un seul professeur se trompa sur le génie singulier de cet élève; ce fut le grand et lourd M. Bauer, maître d'allemand. Napoléon ne faisait rien dans cette langue, ce qui avait inspiré à M. Bauer, qui ne supposait rien au-dessus, le plus profond mépris. Un jour que l'écolier ne se trouvait pas à sa place, M. Bauer s'informa où il pouvait être, on répondit qu'il subissait en ce moment son examen pour l'artillerie.

* On reconnaît la façon de parler de l'époque : « cultiver une étincelle ».
** C'était là en effet le premier point de la religion de Napoléon.

— Mais, est-ce qu'il sait quelque chose? disait ironiquement l'épais M. Bauer.

— Comment, monsieur, mais c'est le plus fort mathématicien de l'école, lui répondit-on.

— Eh bien! je l'ai toujours entendu dire et je l'avais toujours pensé, que les mathématiques n'allaient qu'aux bêtes.

A la suite de cet examen, Napoléon fut reçu officier d'artillerie (1785); il quitta Paris et l'école militaire pour aller rejoindre à Valence, en qualité de lieutenant en second, le régiment de La Fère. Plus tard il passa lieutenant en premier, dans le régiment de Grenoble.

A cette époque l'artillerie formait comme une famille et tous les officiers se connaissaient.

Le premier hiver que Napoléon, alors âgé de seize ans, passa au régiment* il eut pour compagnon de table Lariboisière, depuis inspecteur général de l'artillerie; Sorbier, qui a succédé dans ce titre à Lariboisière; Hédouville cadet, ministre à Francfort; Malet, le frère de celui qui conduisit l'échauffourée de Paris en octobre 1813; Mabille, administrateur des postes; Roland de Villarceaux, préfet de Nîmes et enfin Desmazys cadet, qui devint l'ami particulier de Napoléon et fut sous l'Empire administrateur du garde-meuble de la Couronne.

Il y avait dans le corps des officiers plus ou moins aisés; on avait dit que Napoléon était au nombre des premiers, ayant promis 1200 francs par an, ce qui était alors la grosse pension des officiers.

J'avoue[b] que j'ai des doutes à cet égard, la famille Bonaparte ne me semble pas à cette époque en état de faire une telle dépense. A moins que ce ne soit pour payer cette pension qu'elle se serait déterminée à vendre un champ. Circonstance qui donnait tant de jalousie à Joseph. Mais il me semble que dans ce cas, la prudence italienne se fût bornée à faire la pension strictement nécessaire.

A Valence, Napoléon fut admis dans la société de Mme du Colombier; c'était une femme du plus rare mérite et déjà d'un certain âge, qui gouvernait la ville; elle s'engoua fort du jeune officier d'artillerie. Sur sa recommandation, il était invité à toutes les parties de plaisir. Mme du Colombier l'introduisit dans l'intimité d'un abbé de Saint-Rufe, riche et fort considéré,

* Dans le régiment de Grenoble, en garnison à Valence, Bonaparte était en 1791 le quatrième des lieutenants de 1e classe (voir *L'État militaire du corps d'artillerie de France pour l'année 1791*, imprimé chez Firmin Didot, petit in-12 de 166 pages). Nous remarquons que le nom de Bonaparte qui paraît trois fois dans *L'État militaire* cité, y est écrit, page 60, *Buonaparté*, tandis qu'on lit pages 94 et 139 *Buona parté*. [La première fois que ce nom est imprimé dans *Le Moniteur* c'est dans le n° du [*un blanc*].]

qui se plaisait à réunir chez lui ce qu'il y avait de plus distingué dans le pays. Ce qui avait plu à Mme du Colombier dans le jeune officier, c'était surtout la force, l'énergie et la clarté avec lesquelles il exposait des idées souvent singulières. A sa mort, la Révolution était commencée ; elle y prenait beaucoup d'intérêt et, dans un de ses derniers moments, on lui entendit dire que s'il n'arrivait pas malheur au jeune Bonaparte, il y jouerait infailliblement un grand rôle.

Napoléon ne parlait de Mme du Colombier qu'avec la plus tendre reconnaissance. C'est chez elle uniquement qu'il lui a été donné de voir la société. Peu après, il eut une cour, genre de réunion qui, pour le principal personnage surtout, ne présente aucun des avantages de la société. Mme du Colombier avait souvent prédit un brillant avenir au jeune officier, et, suivant Napoléon, cette prédiction contribua en quelque sorte à son accomplissement. Il croyait devoir à la position supérieure que cette dame lui donna si jeune dans la société, le bonheur d'avoir évité beaucoup de ces préjugés qui, bientôt, furent à la mode contre la bonne compagnie.

L'existence brillante dont Napoléon jouissait dans la société de Valence l'exposa à la jalousie de ses camarades ; ils étaient piqués de le voir si souvent quitter leurs plaisirs pour d'autres qui passaient pour plus distingués. Heureusement, le commandant, M. d'Urtubie, vieillard respectable, partageait, sur son compte, la façon de voir de Mme du Colombier et lui facilitait tous les moyens de concilier les devoirs du service avec les agréments de la société.

Mme du Colombier prit du goût pour ce jeune Bonaparte, qu'elle entendait vanter sans cesse ; c'était leur première inclination à tous les deux. « Il eût été difficile d'avoir plus d'innocence que nous, disait Napoléon ; nous nous ménagions de petits rendez-vous ; je me souviens encore d'un rendez-vous, au milieu de l'été, au point du jour ; on le croira avec peine, tout notre bonheur se réduisit à manger des cerises ensemble. »

Cette aimable personne a été depuis Mme de Bressieux[1].

Napoléon, à vingt et un ou vingt-deux ans, devait être fort différent de ce que à Paris on appelle un jeune homme aimable, et son bonheur fut grand d'être goûté par Mme du Colombier. Probablement, ses succès à Paris eussent été moins rapides ; on va en juger : il pensait avec force ; il avait la *logique la plus serrée.* Il avait immensément lu et a, peut-être, perdu depuis, dit-il. Son esprit était vif, prompt, sa parole énergique. A Valence il fut aussitôt remarqué, il plut aux femmes par des idées neuves et fortes, par des raisonnements audacieux. Les hommes redoutaient sa logique et les discussions auxquelles la connaissance de sa propre force l'entraînait facilement.

Un officier fort distingué, mais homme de l'ancien régime et parfaitement aimable, nous disait un jour à Berlin que franchement rien ne l'avait tant

étonné que de voir M. Bonaparte gagner des batailles. D'abord, il avait cru que c'était un autre officier du même nom, un frère de Napoléon. D'après les relations qu'il avait eues avec celui-ci, à Valence et plus tard à Auxonne, il ne lui était resté d'autre idée que celle d'un jeune bavard, s'enfournant à tout propos dans des discussions interminables et voulant, sans cesse, tout réformer dans l'État. « Des hâbleurs de cette sorte, j'en ai connu vingt depuis que je suis au service », ajoutait l'officier. Quant à sa tournure et à sa figure, la tournure était dépourvue de grâce et d'aisance, et pour la figure, sans son extrême singularité, il eût passé pour laid ; mais il était sauvé par le suffrage des dames. « Je crois, disait l'officier de Berlin, qu'elles étaient fascinées par son regard sombre et fixe, à l'italienne ; elles s'imaginaient, sans doute, que c'était là le regard de la grande passion. »

Ce fut pendant son séjour à Valence, que Napoléon remporta un prix à l'académie de Lyon, sur cette question proposée par l'abbé Raynal, alors célèbre : « Quels sont les principes et les institutions à donner aux hommes pour les rendre le plus heureux possible ? » Le mémoire fut remarqué ; mais le jeune officier craignant les quolibets de ses camarades, avait jugé prudent de garder l'anonyme. Ce mémoire était, du reste, tout à fait dans le style et dans les principes du temps : des idées généreuses et romanesques y étaient mêlées à une critique incomplète et partiale de ce qui existait. L'auteur commençait par se demander : en quoi consiste le bonheur ? C'est de jouir complètement de la vie, répondait-il ; c'est d'en jouir de la manière la plus conforme à notre organisation morale et physique. Napoléon devenu empereur, jeta au feu ce mémoire, retrouvé par les soins de M. de Talleyrand.

Le jeune officier d'artillerie avait pu traiter d'une façon piquante par son originalité une question dont s'est beaucoup occupée la philosophie antique, la seule qu'il eût entrevue. Mais, par malheur pour lui comme pour la France, son éducation était restée fort incomplète. Excepté les mathématiques, l'artillerie, l'art militaire et Plutarque, Napoléon ne savait rien. Il ignorait la plupart des grandes vérités découvertes depuis cent ans, précisément sur cet art de rendre les hommes plus heureux, dont il venait de s'occuper.

Sa supériorité gisait tout entière dans la faculté de trouver des idées nouvelles, avec une promptitude incroyable, de les juger avec une raison parfaite et de les mettre à exécution avec une force de volonté qui n'eut jamais d'égale.

Par malheur, cette force de volonté pouvait être éclipsée par un mouvement de sensibilité.

C'est ainsi que sur les montagnes de Bohême le... 1813, il ne voulut pas donner bataille. Quelque pressentiment intérieur, ou quelque présage arrêtèrent ce grand homme, et l'emportèrent malheureusement sur la nécessité de

donner bataille, pour bien finir la campagne et sur l'apparence évidente des chances les plus heureuses.

Sans doute, Napoléon à Valence, à Auxonne et ailleurs, avait beaucoup lu. Mais dans cette âme ardente et rêvant sans cesse à l'avenir, les livres les plus graves ne produisaient d'autre effet que celui que font les romans sur les âmes vulgaires. Ces livres réveillaient ou excitaient des sentiments passionnés; mais laissaient-ils de grandes vérités parfaitement démontrées et servant de base, désormais, pour la conduite de la vie?

Napoléon, par exemple n'avait pas lu Montesquieu, comme il faut le lire; c'est-à-dire, de façon à accepter ou à rejeter nettement chacun des trente et un livres de l'*Esprit des lois*. Il n'avait pas lu ainsi le *Dictionnaire* de Bayle, ou l'*Esprit* d'Helvétius.

Je ne voudrais pas anticiper sur des choses qui, plus tard, seront racontées; mais pour présenter ma pensée avec la netteté convenable, je suis forcé d'ajouter quelques exemples.

Bien des années après, pendant les discussions du *Code civil* au Conseil d'État, on voyait ce puissant génie deviner, en courant, toutes les conséquences des vérités que MM. Treilhard ou Boulay (de la Meurthe) énonçaient devant lui; mais ces vérités, elles étaient nouvelles pour lui, et elles n'étaient nouvelles pour aucun des quarante conseillers d'État ou maîtres des requêtes, qui assistaient à la séance. Il est vrai aussi qu'avec une rapidité inimaginable à qui n'en a pas été témoin, il arrivait à des conséquences d'une haute justesse, et que ni Treilhard, ni Boulay n'auraient jamais entrevues. Il est vrai aussi, qu'arrivant tard dans la science et avec tout le bon sens d'un homme fait, il ne se laissait point prendre aux petits préjugés qui gâtent encore les sciences les mieux faites. C'est ce qu'on voit bien dans la discussion sur le divorce et dans celle sur les testaments*. A leur tour, Treilhard et Boulay étaient effrayés de ces éclairs de génie si nouveaux, et Napoléon les défendait contre eux-mêmes.

On ne s'apercevait point de cette ignorance de l'Empereur dans sa conversation ordinaire. D'abord il dirigeait cette conversation et ensuite, avec une adresse tout italienne, jamais une question ou une supposition étourdie ne venait trahir cette ignorance**.

On peut donc dire qu'en fait de *science du gouvernement*, celle qui, par la suite, eût été la plus indispensable, à Napoléon, l'éducation de ce grand homme était nulle. En fait de gouvernement, il ne comprenait que celui d'un général qui fait agir ses troupes :

* Voir Locré qui délaye et aplatit sans cesse les dires de l'Empereur; voir Thibaudeau.

** Cette adresse se retrouve admirablement dans la conversation des sauvages, toujours attentifs à l'opinion qu'ils peuvent donner d'eux-mêmes.

Par enthousiasme pour la patrie,
Par point d'honneur,
Par crainte du châtiment,
Par amour-propre ou intérêt de vanité,
Par intérêt d'argent.

On voit que, parmi ces *motifs d'action*, aucun n'a sa source dans les habitudes de croire ou d'agir de celui qui obéit, ni dans l'opinion qu'il peut avoir de la légitimité des ordres de celui qui commande.

En un mot, Napoléon sut se faire obéir comme général, mais il ne sut pas commander en roi, et j'attribue l'imperfection de son génie en ce point uniquement à l'absence totale d'éducation première.

Lorsque Napoléon eut besoin d'idées sages sur le gouvernement de la France, il fut obligé de les inventer. Mais, par un premier malheur, il avait une répugnance personnelle pour l'école libérale et, par un second, il eut souvent besoin d'expérience personnelle pour voir les vérités les plus fondamentales et découvertes trente ans avant lui*.

La conspiration de Malet, en octobre 1813, lui fit voir, peut-être pour la première fois que, tout en croyant faire de la *monarchie* au profit de la France et de son fils, il n'avait fait que du *pouvoir*. Il ne comprit jamais peut-être, qu'au moral comme au physique, on ne s'appuie que sur ce qui résiste et que tant qu'un corps politique ne résiste pas dans l'occasion, il n'existe point en effet. Ainsi, il vit avec un étonnement naïf, que le Sénat n'existait point, que l'archichancelier Cambacérès n'existait point, etc., etc. Rien ne fut singulier, à son retour de Russie après Malet, comme son étonnement de ce que le Sénat n'avait rien fait, sur ce que des hommes sages, comme M. Frochot, préfet de la Seine, n'avaient rien fait, sur ce que tous les regards ne s'étaient pas dirigés à l'instant vers le roi de Rome, etc.

J'ose dire qu'il y avait vingt mille officiers dans son armée au-dessus de cette illusion puérile : que, ce cas échéant, on songerait au roi de Rome.

Quoi qu'il en ait dit, quelquefois, lorsque son imagination se livrait à un de ses plaisirs de prédilection, celui de s'égarer dans le roman de l'avenir**, il se faisait une illusion complète sur le rôle du futur roi de Rome. Comme il se voyait supérieur à tout ce qui avait existé depuis bien des siècles, comme il sentait qu'il aimait vraiment la France et d'un amour que les âmes vulgaires des rois, ses prédécesseurs, n'avaient jamais pu éprouver, il se figurait que les règles immuables provenant de la nature du cœur humain cesseraient d'avoir

* Par Delolme, Montesquieu, Beccaria, et lues en 1837 dans Bentham. En 1809, à Landshut, un ministre gronda un auditeur parce qu'il lisait Delolme.

** Conversation avec le comte Daru au Kremlin, en septembre 1812.

leur effet, lorsqu'après sa mort, le roi de Rome, son fils, n'aurait de ressource que dans la force de son titre ou dans celle de son génie.

Il n'entrevit jamais que cet enfant, mal élevé par des êtres élégants et plats, comme tous les princes nuls, ne trouvant point dans le cœur des Français l'antique habitude d'obéir à sa race, ne serait qu'une *griffe*, entre les mains de quelques généraux entreprenants.

Napoléon ne vit point que, pour donner de l'autorité au roi de Rome, privé de son père, il fallait se dessaisir, de son vivant, d'une partie de son pouvoir, et souffrir que des corps politiques se formassent.

Mais il aimait le pouvoir, parce qu'il en usait bien et qu'il aimait le bien opéré rapidement; toute discussion ou délibération retardante lui semblait un mal.

Faute d'instruction, il ne vit jamais l'exemple de Charlemagne, autre grand homme, auquel rien ne survécut, et il ne connut Charlemagne que par les pauvretés académiques de M. de Fontanes*.

Faute d'avoir lu même l'histoire du dernier siècle, celle de Richelieu et de Louis XIV, il ne vit pas qu'avant la Révolution, un roi ne régnait en France que parce qu'il pouvait s'appuyer sur la noblesse et les parlements et surtout sur l'ancienne habitude qu'avaient les Français de ne jamais douter de la légitimité de son autorité.

Ne pouvant créer une ancienne habitude en peu d'années, il ne vit pas que, depuis la Révolution de 1789, un prince qui ne s'appuie pas sur une chambre ne garde le pouvoir que par la peur qu'inspire son armée, ou par l'admiration qu'on a pour son génie.

En un mot, comme, par un défaut déplorable de son éducation première, l'histoire n'existait pas pour lui, il ne connut que les faits qu'il avait vus s'accomplir et encore il les voyait à travers sa peur des Jacobins, et son amour, sa faiblesse, pour le faubourg Saint-Germain.

Il m'a fallu tous ces faits, relatifs à Napoléon empereur, pour faire voir ce qu'était l'éducation si vantée de Napoléon, lieutenant d'artillerie. Il ne savait ni l'orthographe, ni le latin, ni l'histoire. Tout était affaibli et étiolé, en 1785, dans le déclin final de la monarchie de Louis XIV; tout, jusqu'à l'instruction publique. En ce sens limité, on peut dire que le renvoi des jésuites avait été un mal; dans un temps de faiblesse, tout changement est un mal.

Il fallut quitter Valence et l'aimable salon de Mme du Colombier, pour aller tenir garnison à Auxonne. Et d'abord, Napoléon fit une sorte de voyage sentimental en Bourgogne avec M. Desmazys.

Le prince de Condé vint voir l'École d'artillerie d'Auxonne. C'était un

* Président du Corps législatif et grand maître de l'Université, ami d'Élisa Bonaparte.

grand honneur et une grande affaire que de se trouver inspecté par ce prince militaire. Le commandant mit le jeune Bonaparte à la tête du polygone de préférence à d'autres officiers d'un grade supérieur. Or il arriva que la veille de l'inspection, tous les canons du polygone se trouvèrent encloués. Mais le jeune lieutenant était trop alerte pour se laisser prendre à ce mauvais tour de ses camarades ou peut-être bien au piège de l'illustre voyageur.

Ce fut à Auxonne que, pour la première fois, Napoléon se donna le plaisir de faire imprimer un ouvrage de sa composition. C'est la *Lettre de M. Buonaparte à M. Matteo Buttafoco.*

M. Joly, imprimeur à Dole, raconte que cette brochure sortit de ses presses en 1790 ; Napoléon avait alors vingt et un ans, il était lieutenant au régiment de La Fère, en garnison à Auxonne. Il vint trouver M. Joly à Dole, avec son frère Louis Bonaparte, auquel, dans ce temps-là, il enseignait les mathématiques. L'ouvrage fut imprimé à ses frais, au nombre de cent exemplaires qu'il fit passer en Corse, où il porta un coup terrible à la popularité de M. Buttafoco. C'est un pamphlet satirique, absolument dans le goût de Plutarque. La donnée en est à la fois ingénieuse et forte. On dirait un pamphlet écrit en 1630 et en Hollande.

Napoléon revoyait lui-même les dernières épreuves. Il partait d'Auxonne à quatre heures du matin, arrivait à pied à Dole ; après avoir vu les épreuves, il prenait chez M. Joly un déjeuner extrêmement frugal et rentrait avant midi, à sa garnison, après avoir fait huit lieues.

Bonaparte avait composé un ouvrage qui aurait pu former deux volumes, sur l'histoire politique, civile et militaire de la Corse[2]. Il engagea M. Joly à venir le voir à Auxonne, pour traiter de l'impression. M. Joly s'y rendit et trouva le jeune officier logé de la manière la plus exiguë ; Bonaparte occupait au pavillon une chambre presque nue, laquelle avait pour tous meubles un lit sans rideaux, deux chaises et une table placée dans l'embrasure d'une fenêtre, laquelle était chargée de livres et de papiers. Son frère Louis couchait par terre, sur un matelas, dans un cabinet voisin. On fut d'accord sur le prix de l'impression de l'*Histoire de Corse* ; mais l'auteur attendait, d'un moment à l'autre, une décision qui devait lui faire quitter la garnison d'Auxonne, ou l'y fixer pour longtemps. Cet ordre arriva quelques jours après ; le jeune Bonaparte partit et l'ouvrage ne fut pas imprimé.

M. Joly raconte qu'on avait confié au jeune officier le dépôt des ornements d'église, provenant de l'aumônier du régiment, qui venait d'être supprimé. « Si vous n'avez pas entendu la messe, dit-il à M. Joly, je puis vous la dire. » Du reste, il parla des cérémonies de la religion avec beaucoup de décence.

Trois ans après, en 1793, Bonaparte, capitaine depuis dix-huit mois, passait à Beaucaire ; il s'y trouva à souper dans une auberge, le 29 juillet, avec plusieurs négociants de Montpellier, de Nîmes et de Marseille. Une discussion

s'engagea sur la situation politique de la France : chacun des convives avait une opinion différente.

De retour à Avignon, Bonaparte fit une brochure qu'il intitula : *Le Souper de Beaucaire*; il la fit imprimer chez Sabin Tournal, rédacteur et imprimeur du *Courrier d'Avignon*. L'ouvrage ne fit alors aucune sensation; mais lorsque Bonaparte devint général en chef, un M. Loubet qui en avait conservé un exemplaire, y attacha quelque prix parce que cet exemplaire était signé de la main de l'auteur. Cet opuscule a été réimprimé chez Pankouke*.

Nous placerons dans l'appendice quelques pages de chacune de ces deux brochures. Le style est lourd, les tournures de phrase sont quelquefois irrégulières; on y trouve des italianismes; mais on ne peut s'empêcher d'entrevoir chez l'auteur un caractère singulier.

Je serais tenté d'admettre que la société des femmes avait donné quelque apparence de légèreté au caractère sombre et réfléchi du jeune officier corse. On surprend quelques teintes de galanterie et de gaîté jusqu'aux temps difficiles du commandement de l'armée d'Italie, après lesquels on n'aperçoit plus qu'une gravité pensive. Napoléon se devait alors d'être un homme à part.

A Auxonne[3], un vieux commandant de plus de soixante-dix ans, que tous les jeunes officiers vénéraient fort du reste, venant un jour leur faire faire l'exercice du canon, suivait chaque coup avec sa lorgnette, assurait qu'on devait avoir été bien loin du but, s'informait à ses voisins si quelqu'un avait vu porter le coup; personne n'avait garde, les jeunes gens escamotant le boulet, toutes les fois qu'ils chargeaient. Le vieux général avait de l'esprit; après cinq à six coups il lui prit fantaisie de faire compter les boulets; il n'y eut pas moyen de s'en dédire; il trouva le tout fort gai et n'en ordonna pas moins les arrêts à tous.

Une autre fois, c'était quelqu'un de leurs capitaines que les jeunes gens prenaient en grippe, ou duquel ils avaient quelque vengeance à tirer. Ils arrêtaient alors de le bannir de la société et de le réduire à s'imposer à lui-même des espèces d'arrêts. Quatre ou cinq jeunes officiers se partageaient les rôles et le malheureux proscrit ne paraissait dans aucune maison de la ville, sans voir arriver aussitôt après quelqu'un de ses persécuteurs. De ce moment, il ne pouvait ouvrir la bouche sur quelque sujet que ce fût, sans se voir à l'instant contredit méthodiquement et imperturbablement. Il est vrai qu'on y mettait les formes les plus polies, et tout l'esprit et la force logique dont le contredisant était capable. Comme l'artillerie composait une sorte de famille, il n'eût pas été convenable, de la part du contredit, de répondre par une de ces brusqueries qui amènent inévitablement un coup d'épée. Il ne restait donc d'autre

* *Œuvres de Napoléon Bonaparte*, 4 vol. in-8°, t. I[er], 1821.

ressource au malheureux, quand il sentait la patience prête à lui échapper, que de regagner modestement son logis.

Une autre fois, c'était un camarade, disait Napoléon à Sainte-Hélène, logeant au-dessus de moi, qui avait pris le goût funeste de donner du cor; il assourdissait le voisinage, de manière à distraire de toute espèce de travail. On se rencontre dans l'escalier.

— Mon cher, vous devez bien vous fatiguer avec votre cor?

— Mais non, pas du tout.

— Eh bien vous fatiguez beaucoup les autres.

— J'en suis fâché.

— Mais vous feriez mieux d'aller donner de votre cor plus loin.

— Je suis maître de ma chambre.

— On pourrait vous donner quelques doutes là-dessus.

— Je ne pense pas que personne fût assez osé.

Duel arrêté. Avant de le permettre, le Conseil des camarades examine les procédés et il prononce qu'à l'avenir l'un ira donner du cor plus loin et que l'autre sera plus endurant. M. de Bussy le donneur de cor fut depuis colonel, en 1813, et aide-de-camp de l'Empereur[c].

CHAPITRE 4[a]

Pendant ces jeux d'enfant, la Révolution se faisait. Il y eut beaucoup d'émigrés dans l'artillerie car le parti aristocrate attachait une grande importance à faire passer le Rhin aux officiers de cette arme. C'était le temps où la noblesse s'imaginait que le peuple français, abandonné par les officiers, ne saurait pas faire la guerre tout seul.

Les émigrés se réunirent à Coblentz. Ils étaient si fous et depuis ils ont été si aimables dans leur façon de montrer aux étrangers comment un Français sait porter le malheur, que nous n'avons plus la force de nous indigner de leurs projets de cette époque ; ils étaient atroces pourtant ; c'était cent fois pis que les fusillades de Ney, du colonel Caron, ou des frères Faucher*.

Ce fut au moment où les gentilshommes émigrés se réunissaient à Coblentz, que commença la fameuse coalition qui a fini par entrer à Paris, en mars 1814**.

L'origine de cette ligue célèbre est encore assez obscure ; elle n'est devenue sérieuse qu'à mesure de la peur que les folies du peuple français faisaient aux rois. On peut, si l'on veut, voir les premiers moments de la coalition dans les conférences qu'eut à Mantoue l'empereur Léopold avec le comte d'Artois, depuis Charles X. D'abord, la fierté du jeune prince ne consentait à demander du secours qu'aux rois qui avaient l'honneur de tenir à sa maison par les liens du sang, les rois d'Espagne et de Sardaigne et l'empereur d'Autriche.

Léopold proposa un congrès à l'assemblée nationale, laquelle ne répondit qu'en déclarant traître à la patrie tout Français qui s'abaisserait jusqu'à discuter les lois de son pays avec un congrès d'étrangers. On avait alors l'exemple récent de la Pologne.

* Voir les *Mémoires* publiés, sous la Restauration, par MM. Fauche-Borel, Bertrand de Molleville, et tant d'autres.

** Mais elle a eu la gaucherie de ne pas placer sur le trône Napoléon II, qui eût empêché la naissance de la liberté de la presse, qui blesse les rois au cœur.

Autrefois Louis XV avait fourni à Gustave III, roi de Suède, quelques secours pour détruire la constitution de son pays et se faire roi absolu. La délicatesse toute monarchique des émigrés pensa qu'il appartenait à ce prince de rendre à son tour un service semblable à Louis XVI.

Mais Gustave fut assassiné, et Frédéric-Guillaume roi de Prusse fut placé, on ne sait trop pourquoi, à la tête de la ligue anti-française. L'Angleterre et la Russie approuvèrent fort cet arrangement; la première par haine pour la France, qui venait de l'offenser en Amérique; la seconde pour des intérêts plus directs. Au moment où des cris de liberté éclatèrent dans ce Paris, qui devenait la capitale du monde, et firent peur aux rois de l'Europe, la Prusse et la Suède venaient d'armer contre la Russie. Leur but était de sauver la Turquie, alors envahie par les forces combinées de Joseph II et de Catherine.

L'habile Catherine fut enchantée de la peur des rois du Midi, qui allait lui livrer les restes de la Pologne.

Les armées françaises se laissent trahir et se font battre (avril 1792), par une poignée d'Allemands, sous les ordres de ce Beaulieu qui devait être, quatre ans plus tard, le premier général vaincu par Napoléon.

Trois mois après cette première défaite, les ministres de Louis XVI sont d'accord avec le duc de Brunswick qui, parti de Coblentz, pénètre en Champagne à la tête de soixante mille Prussiens et de dix mille émigrés. Son fameux manifeste, puni après la bataille d'Iéna, menace de mettre tout à feu et à sang en France. M. Bertrand de Molleville, à cette époque ministre de la marine et confident de Louis XVI, s'est fait gloire de son intelligence avec le duc de Brunswick, général en chef ennemi*.

Le peuple répond à cette trahison par le 10 août : le trône est renversé.

Bientôt le défilé de l'Argonne voit la première victoire du peuple français. Alors commence ce grand drame qui, à nos yeux du moins, finit à Waterloo[1].

Il y avait bien des siècles qu'on n'avait vu une grande nation se battre, non pour changer de roi, mais pour sa liberté, et ce qui augmente la sublimité du spectacle, c'est que l'enthousiasme des Français ne fut aidé ni par la religion ni par l'aristocratie.

La partie la plus héroïque de ce drame, celle qui exigea le génie de Danton et en même temps le sacrifice de tant de têtes innocentes, touchait à sa fin lorsque, en 1794, époque du siège de Toulon, Napoléon entre en scène.

Depuis longtemps la diplomatie anglaise s'était mise à la tête de la coalition; elle faisait marcher, à peu près à son gré, toutes les puissances de l'Europe et soudoyait beaucoup de traîtres dans l'intérieur de la France.

* Voir l'histoire de tout ce qui est antérieur au siège de Toulon, dans la collection de MM. Roux et Buchez, 36 volumes; ou dans l'histoire qui sera extraite de ces matériaux.

A tant d'habileté la Convention opposait sa redoutable énergie ; elle faisait un appel sérieux à tous les cœurs généreux.

Il fut un moment où la situation de la France sembla désespérée. Des Alpes aux Pyrénées, du Rhin à l'Océan, du Rhône aux rives de la Loire, le drapeau tricolore recule.

La Vendée est en feu, et soixante mille royalistes peuvent marcher sur Paris. Bordeaux, Lyon, Marseille et Caen se soulèvent contre la Convention.

Partout inférieures en nombre et désorganisées, les armées républicaines sans chefs capables, attendent le coup qui doit les anéantir.

Toutes les combinaisons de la prévoyance humaine semblent annoncer une chute horrible et prochaine ; la civilisation va reculer en Europe.

Mais les Montagnards éloignent les Girondins, et redoublent d'énergie. Carnot, Prieur, Dubois-Crancé, dirigent les mouvements militaires ; Danton fait décréter que tout soldat quittant les drapeaux sera puni de mort. Valenciennes et les places fortes donnent à l'audace de Danton le temps d'électriser la France.

Ce moment est le plus beau de l'histoire moderne.

Le 23 août 1793, la Convention décrète la levée en masse des Français ; cinq jours après elle décrète la suspension de la Constitution et l'établissement de la *dictature* nommée *Gouvernement révolutionnaire*. Et, ce qui est singulier, cette dictature n'est pas exercée par un seul homme, mais par ce qu'il y a de plus énergique dans tous.

A peine ce décret est-il rendu que se répand la fatale nouvelle de l'entrée des Anglais et des Espagnols dans Toulon. Napoléon va paraître.

Barrère fait décréter l'établissement de douze tribunaux révolutionnaires demandés par la *Commune de Paris*, pour juger les traîtres. Un million d'hommes se précipite sur les coalisés et enfin réussit à les repousser de toutes parts. Les soldats aiment la patrie, les officiers sont poussés par l'honneur et par les sentiments les plus divers ; plusieurs sont d'anciens nobles.

Il serait absurde de demander de la circonspection et de la modération à un homme fou de colère et qui cherche à sauver sa vie, en se débattant sous les coups redoublés de vingt ennemis. Voilà pourtant ce qu'oublient les petits écrivains modernes, nés dans une époque d'hypocrisie et de tranquillité, et qui cherchent à se faire une petite fortune.

Au commencement de cette grande guerre de la Révolution, par l'effet de la levée de nouveaux corps, et des vacances que l'émigration occasionnait dans les anciens régiments, l'avancement allait fort vite. Napoléon, capitaine le 6 février 1792, partit pour la Corse au commencement de 1793 ; il venait de faire imprimer à Avignon *Le Souper de Beaucaire*, et avait accepté le commandement d'un bataillon de garde nationale corse, qu'on voulait employer à une expédition contre la Sardaigne.

Le 12 février 1793, l'amiral Truguet mouilla devant Cagliari, capitale de l'île, mais l'expédition de Sardaigne étant annoncée depuis six mois, on reçoit les Français à coups de fusil; ils font faute sur faute; ils manquent de bravoure; ils perdent un vaisseau et enfin sont obligés de rentrer à Toulon. Cette expédition est une des plus ridicules qu'ait tentées la République.

A cette époque, Pascal Paoli commandait en Corse; il avait été fait lieutenant-général par Louis XVI et envoyé en Corse. Là, il trahit le pays auquel il avait juré fidélité de la manière la plus emphatique à la barre de la Convention, et travailla en faveur des Anglais. Ce fut probablement à cette époque que voyant le jeune Bonaparte organiser son bataillon, il dit ce mot célèbre en Corse :

« Ce jeune homme est taillé à l'antique; c'est un homme de Plutarque[2]. »

Au retour de cette expédition, où Napoléon avait pu voir l'exemple de tous les ridicules militaires, il rentra dans l'artillerie, mais avec le grade de chef de bataillon. Il avait trouvé en Corse sa famille ruinée, il revenait en France avec son grade pour toute fortune, et il avait vingt-quatre ans.

La révolution tentée par Paoli l'avait d'abord intéressé par la grandeur du spectacle et à cause de l'influence qu'elle pouvait exercer sur son sort[b].

En avançant en âge et revoyant la Corse, Napoléon avait enfin jugé sainement des rapports de ce pays avec la France[c]. Il ne lui reste, de quinze années de haine passionnée, que l'usage de la réflexion profonde et l'habitude de ne point se livrer aux hommes au milieu desquels il est jeté.

Que se passait-il alors dans cette âme ardente? J'y vois :

1° La conscience de ses propres forces;

2° L'habitude d'être incapable de distraction;

3° La facilité d'être profondément ému par un mot touchant, par un présage, par une sensation[d];

Napoléon qui vient de voir sa famille dans la misère, sent plus que jamais la nécessité de faire fortune, soit en France, soit dans l'Orient[e].

En rentrant à Paris, chef de bataillon d'artillerie et regardant autour de lui, Napoléon vit une assemblée furibonde, chargée de la conduite d'une grande guerre et demandant des talents partout. Il peut donc se dire : Et moi aussi je vais commander! mais la carrière militaire conduit maintenant à des périls hideux. Dans sa certitude d'être environnée de traîtres, dans son impuissance de juger le fond des choses, la Convention nationale envoie à l'échafaud tout général qui se laisse battre, ou qui ne remporte pas une victoire complète.

Tout à coup la nouvelle se répand que Toulon vient d'être livré aux Anglais (septembre 1793).

Napoléon arrivant à Marseille et connaissant le Midi, est envoyé à l'armée devant la place, pour commander l'artillerie.

CHAPITRE 5[a]

Par bonheur pour la République, les coalisés ne sentirent pas l'importance de la conquête de Toulon. Ils ne virent qu'une place forte à défendre, tandis que sa possession pouvait exercer une influence immense sur la conduite générale de la guerre; ce n'était rien moins qu'une base d'opérations, pour une armée ennemie, agissant dans le midi de la France.

Ce fut un des bonheurs de la liberté que la malhabileté des coalisés à conduire, dans une vue d'ensemble, leurs forces d'ailleurs si considérables. En d'autres termes, à l'exception de William Pitt, aucun homme supérieur ne parut parmi eux.

La France qui cherchait des hommes dans toutes les classes de la société, trouva des génies dans des positions qui, d'ordinaire, ne fournissent que des avocats ou des officiers subalternes. Si Louis XVI eût continué à régner, Danton et Moreau eussent été des avocats; Pichegru, Masséna et Augereau, des sous-officiers; Desaix, Kléber, des capitaines; Bonaparte, Carnot, des lieutenants-colonels ou colonels d'artillerie; Lannes et Murat, des marchands chapeliers ou des maîtres de poste. Siéyès eût été grand-vicaire et Mirabeau, tout au plus, un négociateur subalterne, un chevalier d'Éon.

A la fin d'août 1793, lorsque les hommes de l'ancien régime, qui commandaient à Toulon, prirent le parti de livrer la flotte et la ville aux coalisés, Lyon avait arboré le drapeau blanc; la guerre civile était mal éteinte en Languedoc et en Provence; l'armée espagnole victorieuse avait passé les Pyrénées et inondait le Roussillon. De son côté, l'armée piémontaise avait franchi les Alpes, elle était aux portes de Chambéry, qui n'est qu'à trois journées de Lyon.

Si trente mille Anglais, Sardes, Espagnols, Napolitains, se fussent réunis, dans Toulon, aux douze mille fédérés, cette armée de quarante mille hommes ayant une base aussi importante, eût pu fort bien remonter le Rhône et arri-

ver jusqu'à Lyon. Alors elle se fût liée par sa droite à l'armée piémontaise et par sa gauche à l'armée espagnole.

Mais on peut dire qu'à cette époque, ces idées de grande guerre, que les campagnes de la Révolution ont fait naître parmi nous, eussent passé pour chimériques, aux yeux des vieux officiers qui dirigeaient les armées de la coalition. Les plus instruits ne connaissaient que les guerres de Frédéric II, pendant lesquelles les opérations d'un corps d'armée dépendaient toujours des mouvements possibles de la *boulangerie*. Aucun d'eux, par bonheur pour la France, n'avait la moindre lueur de son génie, et le hasard presque tout seul décida des batailles.

Comme le but de cet écrit est de faire connaître Napoléon, et non de raconter les événements de sa vie en style académique, je prends le parti d'insérer ici le récit du siège de Toulon tel que ce grand homme l'a donné. J'en userai de même pour la campagne d'Italie, qui eut lieu du 10 avril 1796 au 12 mai 1797.

C'est-à-dire qu'après avoir raconté les batailles d'une manière succincte, je transcrirai les longs récits dictés par Napoléon à Sainte-Hélène. Ainsi, un quart à peu près des deux premiers volumes sera copié dans les œuvres de Napoléon.

Rien n'eût été plus facile que de profiter de ces récits, en les abrégeant ; on eût évité une critique facile à faire. Il fallait, dit-on, tirer parti des récits de Napoléon, comme Rollin tira parti de Tite-Live, dans son *Histoire romaine*. Cette façon d'agir m'eût semblé un sacrilège. Selon moi une histoire de Napoléon qui ne placerait pas sous les yeux du lecteur les récits de la campagne d'Italie, tels que ce grand homme les a laissés, ne pourrait prétendre en aucune façon à faire connaître son caractère, sa manière d'envisager le malheur, sa façon de voir les hommes et les choses, etc.

Il en fut tout autrement de 1800 à 1814. Alors Napoléon voulait se faire ou se maintenir empereur et il se trouva dans la dure nécessité de mentir constamment. Je ne prendrai pas vingt pages des récits de cette seconde époque.

Un autre motif m'a porté à transcrire les récits que Napoléon a donnés de ses principales batailles. J'ai considéré que le lecteur qui ne connaît Napoléon que par la plupart des histoires de ce grand homme, publiées jusqu'ici, est obligé d'admirer *sur parole* son talent pour la guerre.

Or, j'ai cru voir qu'il n'était pas impossible de *raconter* ses batailles et de les faire comprendre même au lecteur non militaire. Avant 1790, un récit de ce genre eût été impossible ; le style français n'admettait alors pour les batailles que les phrases élégantes de l'abbé de Vertot, ou la manière puérile de Voltaire.

Aujourd'hui, je crois voir que la grande difficulté dans les lettres consiste à avoir une idée[b] nette. Quand il a ce bonheur et qu'il veut bien renoncer à la gloire du style emphatique, un écrivain peut se tenir assuré d'être suivi par le lecteur. Or, rien n'est plus facile que de se faire une idée nette de Rivoli.

J'ose espérer qu'avec le secours d'une carte d'Italie*[c] de dix francs, tout lecteur comprendra les batailles de Castiglione, d'Arcole et de Rivoli, qui empêchèrent les Autrichiens de secourir Mantoue et qui forment comme le fond de la campagne d'Italie.

J'ai longtemps hésité à transcrire le long récit du siège de Toulon : ce siège pouvait s'expliquer fort bien en six pages; mais :

1° Le lecteur peut passer sans inconvénient le récit de Napoléon[1].

2° Ce récit de la première victoire de ce grand général me semble extrêmement curieux.

3° Quelques recherches que j'aie faites auprès des contemporains, je n'ai pu découvrir de mensonge dans le récit qu'on va lire. Ce ne fut qu'après Lodi que Napoléon songea à être autre chose qu'un général de la République[d].

Voici comment il raconte le siège de Toulon et juge une partie de la Révolution. Ce qu'il dit de la Gironde est remarquable.

* Voir le récit de la bataille de Waterloo dans *Le Moniteur* de Gand (journal de commerce du 10 avril 1837).

CHAPITRE 6[a][1]

Les factions de la Gironde et de la Montagne étaient trop acharnées l'une contre l'autre ; si elles se fussent maintenues, l'administration eût été entravée et la république n'eût pas pu lutter contre l'Europe. Le bien de la patrie voulait qu'une des deux triomphât. Au 31 mai, la Gironde succomba et depuis la Montagne gouverna sans opposition. Le résultat est connu : les campagnes de 1793 et 1794 sauvèrent la France. Aurait-on obtenu le même résultat si la Gironde l'eût emporté au 31 mai ? Nous ne le pensons pas. Le parti de la Montagne comprimé eût conservé une grande influence dans Paris, dans les sociétés populaires et aux armées ; la Gironde eût montré plus de ménagement pour les partis ennemis de la Révolution et essentiellement dominé l'énergie de la nation, nécessaire tout entière dans les circonstances. L'on comptait sans doute plus de talents dans la Gironde que dans la Montagne, mais la Gironde était composée d'hommes plus spéculatifs, ayant moins de caractère et une volonté moins décidée ; ils eussent gouverné avec plus de douceur et il est probable qu'on n'eût vu sous leur règne qu'une partie des excès auxquels s'est porté le gouvernement révolutionnaire. Les Girondins dominaient dans les villes de Lyon, Marseille, Toulon, Montpellier, Nîmes, Bordeaux, Brest et dans plusieurs provinces. La Montagne avait son foyer dans la capitale et elle était appuyée par tous les Jacobins de France. Elle triompha le 31 mai : vingt-deux députés, chefs de la Gironde, furent proscrits. Soixante-dix départements indignés coururent aux armes ; le peuple de Paris avait, disaient-ils, usurpé la souveraineté nationale : ils levèrent des bataillons et commencèrent la guerre civile ; mais la Montagne, maîtresse de la Convention, soutenue par les sociétés populaires et par les armées, disposant en outre du trésor et de la planche aux assignats, se joua des vaines menaces des fédératistes. La petite armée que le Calvados fit marcher sur Paris fut défaite par quelques escadrons de gendarmes ; en peu de semaines toute la république fut pacifiée hormis Lyon, Marseille, Toulon et quelques villes du Languedoc.

Lyon, assiégée par une partie de l'armée des Alpes et par des bataillons de volontaires levés en Bourgogne et en Auvergne, fit une longue et brillante résistance ; sa garde nationale était organisée de longue main ; trois mille réfugiés des provinces du Midi, parmi lesquels se trouvait bon nombre d'anciens officiers, s'y étaient enrôlés. Marseille et Toulon firent marcher six mille gardes nationaux, Montpellier et Nîmes quatre mille. Ces deux divisions devaient se réunir à Orange, et de là se porter au secours de Lyon. Les représentants du peuple à l'armée des Alpes détachèrent de Grenoble deux mille hommes d'infanterie, cinq cents Allobroges à cheval et deux batteries d'artillerie, sous les ordres du colonel Cartaux. Cette petite colonne descendit la rive gauche du Rhône, rencontra l'avant-garde des Marseillais à Orange, la mit en fuite, se porta sur le Pont-Saint-Esprit, dispersa l'avant-garde des Nîmois, occupa le château, et ayant marché sur Avignon, en chassa, le 16 juillet, l'armée marseillaise, qui repassa en toute hâte la Durance. Cartaux s'empara d'Aix le 20 août, attaqua à Septem le camp des fédérés retranché et armé de vingt pièces de gros canon, le força et entra dans Marseille, qui était en proie à toutes les fureurs de la guerre civile.

Les sections n°s 9, 11, 12, 13, 14 s'étaient déclarées pour la Montagne ; elles avaient sommé la municipalité de reconnaître la Convention, ce qui avait été rejeté avec indignation ; on avait couru aux armes. Le combat durait encore lorsque les fuyards du camp de Septem annoncèrent la perte de la bataille ; au même moment, les Allobroges se saisirent de la porte d'Aix ; les chefs des fédéralistes épouvantés se réfugièrent à Toulon, accompagnés d'un millier d'hommes.

Événements de Toulon

L'on avait su à Toulon, le 22 août, l'entrée de Cartaux à Aix ; à cette nouvelle, les sections ne gardèrent plus de mesure ; elles arrêtèrent et enfermèrent au port de la Malque les représentants du peuple Bayle et Beauvais, qui y étaient en mission ; les représentants Fréron, Barras et le général Lapoype, se sauvèrent à Nice, quartier général de l'armée d'Italie. Les autorités de Toulon étaient toutes compromises : elles avaient également pris part à la révolte ; la municipalité, le directoire du département, l'ordonnateur de la marine, la plupart des employés de l'arsenal, le vice-amiral Trogoff commandant l'escadre, une grande partie des officiers, tous se sentaient également coupables. Sachant à quels ennemis ils avaient à faire, ils ne virent de salut pour eux que dans la trahison. Ils livrèrent l'escadre, le port, l'arsenal, la ville, les forts aux ennemis de la France. L'escadre, forte de dix-huit vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates, était mouillée en rade ; trahie par son amiral, elle resta

fidèle et se défendit contre les flottes anglaise et espagnole; mais abandonnée par la terre, menacée par ces mêmes batteries de côte qui devaient la protéger, elle céda. Les amiraux anglais et espagnols occupèrent d'abord Toulon avec cinq mille hommes qu'ils détachèrent de leurs équipages; ils y arborèrent le pavillon blanc et en prirent possession au nom des Bourbons; il leur arriva des troupes d'Espagne, de Naples, de Piémont, de Gibraltar : à la fin de septembre la garnison était de quatorze mille hommes, trois mille Anglais, quatre mille Napolitains, deux mille Sardes et cinq mille Espagnols. Ils désarmèrent alors la garde nationale de Toulon, qui leur était devenue suspecte, licencièrent les équipages de l'escadre française, embarquèrent cinq mille matelots bretons ou normands, qui leur donnaient de l'inquiétude, sur quatre vaisseaux de ligne français qu'ils armèrent en flûte et qu'ils envoyèrent à Rochefort et à Brest. L'amiral Hood sentit le besoin, pour assurer son mouillage dans les rades, d'établir des fortifications sur la hauteur du cap Brun qui domine la batterie de côte de ce nom, et sur la sommité du promontoire du Caire qui commande les batteries de l'Éguillette et de Ballaguier, lesquelles maîtrisent la grande et la petite rade. La garnison s'étendit d'un côté jusqu'à Saint-Nazaire et au-delà des gorges d'Olioules, de l'autre jusqu'à la Valette et Hyères : toutes les batteries de côte, depuis celles de Bandol jusqu'à celles de la rade d'Hyères, furent désarmées et détruites; les ennemis occupèrent les îles d'Hyères.

Aussitôt que le général Cartaux fut instruit de l'entrée des Anglais à Toulon, il porta son quartier-général à Cuges et son avant-garde à Beausset. Les habitants de ces deux petites villes s'armèrent et montrèrent beaucoup de zèle. Cartaux avait en tout douze mille hommes de bonnes et de mauvaises troupes, il fut obligé de laisser quatre mille hommes à Marseille et sur différents points de la côte; il n'osa point, avec huit mille hommes qui lui restaient, passer les gorges d'Olioules, il se contenta de les observer. A peine arrivés à Nice, les représentants Fréron et Barras requirent le général Brunet, commandant l'armée d'Italie, de détacher six mille hommes contre Toulon. Le général Lapoype chargé du commandement de ce détachement plaça son quartier général à Solliès et ses avant-postes à la Valette; les divisions Cartaux et Lapoype n'avaient aucune communication entre elles, elles étaient séparées par le groupe des montagnes du Faron. Cependant dès que Cartaux se vit soutenu par la division Lapoype, il attaqua les gorges d'Olioules, s'en empara le 8 septembre après un combat de quelques heures, porta son quartier général au Beausset et son avant-garde au-delà des gorges d'Olioules. Le chef de bataillon Dommartin, commandant de l'artillerie, officier distingué, fut dans le combat grièvement blessé. Les divisions de Cartaux et de Lapoype étaient indépendantes : elles appartenaient à deux armées différentes; la

première à l'armée des Alpes, la seconde à l'armée d'Italie. Lapoype avec sa droite observait le fort et la montagne de Faron, avec son centre couvrait la chaussée de la Vallette, et avec sa gauche observait les hauteurs du cap Brun; il réarma le fort de Brégançon et les batteries de la rade d'Hyères. Cartaux avec sa gauche bloqua le fort de Pomets, avec son centre les redoutes Rouge et Blanche avec à sa droite le fort Malbosquet : sa réserve occupa Olioules et un détachement de Six-Fours; il fit réarmer les batteries de Saint-Nazaire et de Bandol. L'ennemi resta maître de toute la montagne de Faron jusqu'au fort Malbosquet, de toute la presqu'île des Sablettes et du promontoire du Caire jusqu'au village de la Seine.

La trahison qui avait mis au pouvoir des Anglais la flotte de la Méditerranée, l'arsenal et la ville de Toulon, consterna la Convention; elle nomma le général Cartaux commandant en chef l'armée de siège. Le Comité de Salut public fit demander un ancien officier d'artillerie capable de diriger l'artillerie de siège : Napoléon fut désigné, il était alors chef de bataillon d'artillerie; il reçut l'ordre de se rendre en toute diligence au quartier général de l'armée devant Toulon pour y organiser le parc et l'artillerie : il arriva au Beausset le 12 septembre et se présenta au général Cartaux dont il ne tarda pas à reconnaître l'incapacité.

De colonel commandant la petite colonne envoyée contre les fédéralistes, cet officier venait d'être promu, dans l'espace de trois mois, aux grades de général de brigade, général de division, et de général en chef; il n'avait aucune notion d'une place et des opérations d'un siège. L'artillerie de l'armée consistait en deux batteries de campagne, que commandait le capitaine Sugny, venu de l'armée d'Italie avec le général Lapoype, en trois batteries d'artillerie à cheval que commandait le chef de bataillon Dommartin absent, ayant été blessé au combat d'Olioules, et qui étaient alors dirigées par d'anciens sergents d'artillerie, et en huit pièces de canon de 24 tirées de l'arsenal de Marseille. Depuis vingt-quatre jours que Toulon était au pouvoir de l'ennemi, rien n'avait encore été fait pour organiser l'équipage de siège. Le 13 septembre à la pointe du jour, le général en chef conduisit Napoléon à une batterie qu'il avait fait établir pour brûler l'escadre anglaise. Cette batterie était placée au débouché des gorges d'Olioules, un peu à droite de la chaussée sur une petite hauteur à deux mille toises du rivage de la mer; elle était composée de huit pièces de 24, qu'il supposait devoir brûler l'escadre mouillée à quatre cents toises du rivage, c'est-à-dire à une grande lieue de la batterie. Les grenadiers de Bourgogne et du premier bataillon de la Côte-d'Or, disséminés dans les bastides voisines, étaient occupés à chauffer les boulets avec des soufflets de cuisine; il est difficile de s'imaginer rien de plus ridicule.

Napoléon fit parquer les huit pièces de la batterie de 24, prit toutes les mesures pour organiser l'artillerie, et en moins de six semaines, il réunit cent pièces de gros calibres, des mortiers à grande portée, des pièces de 24, abondamment approvisionnées ; il organisa des ateliers, fit rappeler plusieurs officiers du corps d'artillerie qui, par les événements de la Révolution, s'étaient retirés dans leurs foyers, entre autres le chef de bataillon Gassendi, qu'il mit à la tête de l'arsenal de Marseille. Il établit deux batteries sur le bord de la mer, dites batteries de la Montagne et des Sans-Culottes, ce qui obligea après de vives canonnades les vaisseaux ennemis à s'éloigner et à évacuer la petite rade. Aucun officier du génie n'était attaché au siège dans ces premiers moments. Il était obligé de faire le service de commandant du génie de l'artillerie, de directeur du parc ; il allait tous les jours aux batteries.

Le 14 octobre, les assiégés firent une sortie au nombre de quatre mille hommes pour s'emparer de la batterie de la Montagne et de celle des Sans-Culottes qui inquiétaient leurs escadres. Une colonne déboucha par le fort de Malbosquet, et prit position à mi-chemin de Malbosquet à Olioules ; une autre longea la mer pour arriver au cap Brega où étaient placées ces batteries. Napoléon accourut au milieu du feu avec l'aide de camp de Cartaux, Almeiras (bon officier, depuis général de division). Il avait déjà inspiré une telle confiance aux troupes, qu'aussitôt qu'elles l'aperçurent, il y eut un cri unanime pour lui demander des ordres. Il fut ainsi investi par le vœu du soldat de l'exercice du commandement ; quoiqu'il y eût des généraux présents, le résultat répondit à la confiance de l'armée. La sortie ennemie fut d'abord contenue, ensuite repoussée dans la place, les batteries furent sauvées. Napoléon se forma dès ce moment une idée des troupes coalisées. Les Napolitains, qui composaient une partie de leurs forces, étaient mauvais ; ils étaient toujours mis à l'avant-garde.

Du côté de l'est, Lapoype avait des escarmouches journalières avec les postes de l'ennemi placés sur le revers du Faron. Le 1er octobre, il les avait repoussés, était parvenu sur la montagne, mais avait été arrêté par le fort, et, peu d'heures après, chassé de la crête et forcé de rentrer dans son camp. Le 15 octobre, il fut plus heureux, il attaqua la hauteur du cap Brun, et l'emporta après un vif engagement.

A la fin de septembre, on avait tenu un conseil de guerre à Olioules ; de quel côté serait la principale attaque ? devait-elle se faire du côté de l'est ou de l'ouest ? sur le terrain occupé par la division Lapoype, ou sur celui occupé par la division Cartaux ? Les opinions furent unanimes qu'il fallait attaquer par l'ouest, et réunir le grand parc de siège à Olioules : du côté de l'est, Toulon est couvert par le fort Faron et le fort de la Malgue ; du côté de l'ouest, il ne

l'est que par le fort Malbosquet, qui n'est qu'un fort de campagne. Un second conseil eut lieu le 15 octobre; on y lut un plan envoyé de Paris sur la conduite du siège; il était approuvé par le comité du génie et rédigé par le général d'Arçon : il supposait l'armée forte de soixante mille hommes et abondamment fournie de tout le matériel nécessaire. Il voulait qu'elle s'emparât d'abord de la montagne et du fort Faron, des ports Rouge et Blanc, de celui de Sainte-Catherine, et qu'ensuite elle ouvrît la tranchée sur les fronts du milieu de l'enceinte de Toulon, négligeant également les forts de la Malgue et de Malbosquet. Mais l'ennemi était établi solidement au fort Faron, et les localités étaient telles, qu'il n'était pas facile d'y ouvrir la tranchée; d'ailleurs en supposant cela fait, les opérations subséquentes entraîneraient dans des longueurs qui donneraient le temps aux insurgés de recevoir des renforts qu'ils attendaient pour faire lever le siège et envahir la Provence.

Napoléon proposa un plan tout différent; il posa en principe que si l'on pouvait bloquer Toulon par mer, comme il l'était par terre, cette place tomberait d'elle-même, parce que les ennemis préféreraient emmener les trente et un vaisseaux de guerre français, mettre le feu aux magasins, détruire l'arsenal, faire sauter les jetées du bassin et évacuer la ville, plutôt que d'y abandonner en garnison quinze mille hommes qui, une fois bloqués, seraient obligés de capituler tôt ou tard, et qui alors, pour obtenir une capitulation honorable, seraient forcés de remettre l'escadre, l'arsenal, les magasins, les fortifications intacts; or il était facile de bloquer Toulon par mer, en obligeant l'escadre d'évacuer les grandes et petites rades; il suffirait pour cela de placer deux batteries de trente pièces de 24 ou de 36, quatre de 16 à boulets rouges et dix mortiers à la Gomer, l'une à l'extrémité du promontoire de l'Eguillette, l'autre au promontoire de Balaguier; ces deux batteries ne seraient éloignées que de sept cents toises de la grosse tour, et elles jetteraient des bombes, des obus, des boulets sur toute l'étendue de la petite et de la grande rade. Le général Marescot, alors capitaine du génie, qui arrivait pour commander cette arme, ne partageait pas ces espérances; mais il convenait de l'à-propos de chasser l'escadre anglaise et de bloquer Toulon, ce qu'il regardait comme un préalable indispensable pour pouvoir ensuite conduire les attaques avec la rapidité et la vigueur convenables. Mais déjà les ennemis avaient senti l'importance des caps de Balaguier et de l'Eguillette; ils travaillaient depuis un mois au fort Murgrave sur la hauteur du promontoire du Caire; ils n'avaient rien négligé et ne négligeaient rien pour le rendre formidable; les équipages des vaisseaux, toutes les ressources en bois et en ouvriers qu'offrait l'arsenal de Toulon, ils les avaient prodigués et les prodiguaient encore tous les jours : déjà ce fort justifiait le surnom qu'ils lui avaient donné de Petit-Gibraltar.

Le surlendemain de son arrivée à l'armée, Napoléon avait été à la position

du Caire que l'ennemi n'occupait pas encore, et ayant conçu sur-le-champ son projet, il s'était rendu chez le général en chef pour lui offrir de le faire entrer dans Toulon avant huit jours, s'il voulait faire occuper en force la position du Caire, de manière que l'artillerie pût sur-le-champ placer des batteries à l'extrémité des caps de l'Eguillette et de Balaguier. Le général Cartaux n'était capable ni de comprendre ni d'exécuter un tel plan; il chargea cependant le brave adjudant-général Laborde, depuis général de la garde impériale, de s'y porter avec quatre cents hommes; mais peu de jours après l'ennemi débarqua quatre mille hommes, chassa le général Laborde et commença à élever le fort Murgrave. Pendant les huit premiers jours, le commandant d'artillerie n'avait cessé de demander que l'on renforçât Laborde afin qu'il pût chasser les ennemis de ce point. Il n'avait pu l'obtenir. Cartaux ne se croyait pas assez fort pour s'étendre sur sa droite, ou plutôt n'en comprenait pas l'importance. A la fin d'octobre, les choses étaient bien changées. On ne pouvait plus penser à brusquer l'attaque de cette position; il fallait établir de bonnes batteries de canons et de mortiers, raser les ouvrages et faire taire l'artillerie de ce fort. Toutes ces idées furent adoptées par le conseil; l'artillerie eut ordre de faire toutes les dispositions pour les détails de son arme; elle y travailla sans retard et avec la plus grande activité.

Cependant Napoléon se trouvait journellement contrarié par l'ignorance de l'état-major qui voulait sans cesse le distraire du plan arrêté au conseil, pour employer ses canons dans une direction opposée, soit pour battre sans but des forts, soit pour essayer de jeter quelques projectiles dans la ville et brûler quelques maisons. Un jour le général en chef le conduisit sur une hauteur entre le fort Malbosquet et les forts Rouge et Blanc et lui proposa d'y établir une batterie qui les battrait à la fois. Il essaya en vain de lui expliquer que c'était en plaçant trois ou quatre batteries contre un fort, de manière que les feux convergeassent, que l'assiégeant avait l'avantage sur le feu des assiégés, et que de pauvres batteries construites en terre et à la hâte l'emportent sur des batteries construites avec soin et ayant le relief de fortifications permanentes; que cette batterie construite entre trois forts serait rasée en un quart d'heure, et que les canonniers en seraient tous tués. Cartaux, ayant toute la présomption de l'ignorance, insista; mais quelles que soient les rigueurs de la discipline militaire, cet ordre ne fut pas exécuté, parce qu'il n'était pas exécutable. Une autre fois, ce général lui ordonna de construire une batterie toujours dans la direction opposée au plan général, sur une terrasse en avant d'une bastide où il n'y avait pas le recul nécessaire pour les pièces; les décombres de la maison l'eussent rendue intenable pour les canonniers; il fallut encore désobéir. Les batteries des Sans-Culottes et de la Montagne fixaient l'attention de l'armée et de tout le midi. Le feu y était épouvantable. Plusieurs chaloupes anglaises

avaient été coulées bas : plusieurs frégates avaient été démâtées, quatre vaisseaux de ligne avaient été si considérablement endommagés qu'ils avaient dû entrer dans le bassin pour se réparer. Le général en chef, profitant d'un moment où le commandant d'artillerie s'était absenté vingt-quatre heures pour aller visiter l'arsenal de Marseille, et surveiller le départ de quelques objets indispensables, ordonna l'évacuation de cette batterie, sur le prétexte qu'on y perdait beaucoup de canonniers. A neuf heures du soir, l'évacuation commençait lorsque Napoléon revint; il fallut encore désobéir. Il existait à Marseille une vieille coulevrine qui était un objet de curiosité; on mit dans la tête de l'état-major que la reddition de Toulon tenait à cette coulevrine; qu'elle avait des propriétés merveilleuses; elle portait au moins à deux lieues. L'artillerie s'assura que cette coulevrine, qui était extrêmement pesante, était chambrée et ne pouvait rendre aucun service. Cependant il fallut se donner beaucoup de peine et sacrifier beaucoup de moyens pour traîner cette antiquité avec laquelle on tira seulement quelques boulets.

Fatigué et tourmenté de tant de contrariétés, Napoléon écrivit au général en chef pour lui demander qu'il lui fît connaître ses idées générales, et qu'il lui en laissât l'exécution pour les détails de son arme. Cartaux répondit que le plan auquel il s'attachait définitivement était que l'artillerie chauffât Toulon pendant trois jours, après quoi il le ferait attaquer par trois colonnes. A côté de cette singulière réponse, Napoléon écrivit ce qu'on devait faire pour s'emparer de Toulon en répétant ce qu'il avait dit au conseil de guerre; il remit ce mémoire au représentant Gasparin; c'était un homme de beaucoup d'esprit, dont il faisait grand cas et auquel il a eu des obligations pendant le siège; ce plan fut porté à Paris par un courrier extraordinaire, qui rapporta l'ordre à Cartaux de quitter sur-le-champ l'armée de siège et de se rendre à celle des Alpes. Lyon venait d'être pris; le général Doppet, qui y commandait l'armée, fut nommé pour remplacer Cartaux. Le général Lapoype, comme le plus ancien général, prit le commandement par interim. Il établit, le 15 novembre, son quartier général à Olioules. Pendant le peu de jours qu'il commanda, il mérita l'estime de l'armée.

L'artillerie fit construire neuf batteries de canons et de mortiers, deux de plein fouet, sur deux mamelons parallèles dits des Quatre-Moulins et des Sablettes, éloignés du fort Murgrave, protégeant les trois batteries des hommes sans peur, des Braves et des Patriotes du Midi, placées à cent toises des retranchements du fort, mais dominées; les batteries de Brega battaient l'isthme des Sablettes et l'anse du Lazaret. La canonnade était journalière; elle avait pour but de retarder les travaux que l'ennemi faisait pour donner un nouveau degré de force au Petit-Gibraltar. Les batteries assiégeantes ne tardèrent pas à acquérir la supériorité, ce qui décida les assiégés à faire une sortie

pour les détruire. Ils débouchèrent le 8 novembre sur la batterie des Sablettes et sur la batterie des Moulins ; ils furent repoussés à cette dernière, mais ils enlevèrent et enclouèrent la batterie des Sablettes. L'adjudant-général Victor, depuis duc de Bellune, qui commandait cette batterie, la reprit quelques jours après.

Le général en chef Doppet arriva au siège le 10 novembre ; il était savoyard, médecin, ayant plus d'esprit que Cartaux, mais aussi ignorant dans tout ce qui tenait à l'art de la guerre ; c'était un coryphée de la société des Jacobins, ennemi de tout ce qui avait du talent. Peu de jours après son arrivée, une bombe mit le feu au magasin de la batterie de la Montagne. Napoléon s'y trouvait, il courut de grands dangers, plusieurs canonniers furent tués. Se rendant le soir chez le général en chef pour lui rendre compte de cet accident, il le trouva verbalisant, voulant prouver que c'étaient des aristocrates qui avaient mis le feu à ce magasin.

CHAPITRE 7[a]

Le lendemain, un bataillon de la Côte-d'Or, de tranchée au fort Murgrave, indigné des mauvais traitements que des Espagnols faisaient endurer à un volontaire qu'ils avaient fait prisonnier, courut aux armes et marcha au fort; le régiment de Bourgogne le suivit, toute la division du général Brulé fut entraînée; une épouvantable canonnade et une vive fusillade s'engagèrent; Napoléon qui se trouvait au quartier général se rendit chez le général en chef, mais lui-même ignorait la raison de cet événement; ils y coururent. L'opinion du commandant d'artillerie fut que, puisque le vin était tiré, il fallait le boire, qu'il en coûterait moins pour pousser l'attaque à fond que pour battre en retraite. Le général l'autorisa à se porter à la tête de l'attaque pour la diriger. Nos tirailleurs couvraient tout le promontoire et avaient enveloppé le fort. Napoléon formait deux compagnies de grenadiers en colonne pour pénétrer dans la gorge; lorsque le général en chef, ayant eu un de ses aides-de-camp tué près de lui, quoique assez loin du feu, fit battre la retraite. Les tirailleurs apercevant ce mouvement rétrograde et entendant la retraite, se découragèrent, l'attaque fut manquée. Napoléon arriva près du général en chef, le visage couvert de sang d'une légère blessure qu'il avait reçue au front, et qui n'était pas encore pansée, il lui dit : « Le j...-f... qui a fait battre la retraite nous a fait manquer Toulon. » Les soldats qui venaient de perdre bon nombre de leurs camarades dans la retraite, témoignèrent leur mécontentement; ils parlaient hautement de se porter à des voies de fait contre le général en chef. « Quand cessera-t-on de nous envoyer des peintres et des médecins pour nous commander ? » Huit jours après, Doppet fut envoyé à l'armée des Pyrénées où il signala son arrivée en faisant guillotiner bon nombre de généraux.

Il avait amené avec lui de Lyon le vieux général de division Duteil pour commander l'artillerie du siège; mais Napoléon avait une mission *ad hoc* du gouvernement; il fut maintenu dans le commandement. Il y avait dans l'artillerie deux généraux du nom de Duteil; l'aîné, qui a longtemps commandé

l'école d'Auxonne, était un excellent officier d'artillerie; son école était renommée. En 1788, il distingua Napoléon alors lieutenant d'artillerie, et pressentit ses talents militaires. Ce général ne partageait pas l'opinion nationale : il était déjà fort âgé, mais bon Français; il refusa cependant d'émigrer et resta à son poste : il commanda l'artillerie au siège de Lyon, sous Kellermann; après la prise de cette ville, il ne put échapper au comité de surveillance de Collot-d'Herbois et de Fouché; il fut traduit au tribunal révolutionnaire et condamné à mort. Son jugement était motivé sur les retards qu'il avait mis à envoyer l'artillerie pour le siège de Toulon. C'est en vain qu'il produisit les lettres de remerciement que lui écrivait Napoléon, pour le bon ordre et l'activité qu'il avait mis dans l'envoi de ces convois.

Le général Duteil cadet était d'un caractère tout opposé, n'entendant rien à l'artillerie; c'était un bon homme : arrivé devant Toulon, il fut fort aise de se trouver débarrassé d'une fonction qui lui eût été à charge, et que les circonstances rendaient bien chanceuse; il est depuis mort à Metz, commandant d'armes.

Le vœu du soldat fut enfin exaucé : le brave Dugommier prit, le 20 novembre, le commandement de l'armée; il avait quarante ans de service; c'était un des riches colons de la Martinique, officier retiré. Au moment de la Révolution, il se mit à la tête des patriotes et défendit la ville de Saint-Pierre; chassé de l'île, lorsque les Anglais y entrèrent, il perdit tous ses biens. Il était employé comme général de brigade à l'armée d'Italie, lorsque les Piémontais, voulant profiter de la diversion du siège de Toulon, méditèrent de passer le Var et d'entrer en Provence; il les battit au camp de Gillette, ce qui les décida à reprendre leur ligne. Il avait toutes les qualités d'un vieux militaire : il aimait les braves et en était aimé, il était bon, quoique vif, très actif, juste, avait le coup d'œil militaire, du sang-froid et de l'opiniâtreté dans le combat.

L'armée de Lyon fut partagée entre les armées des Alpes, des Pyrénées et de Toulon. Ce secours ne fut pas aussi considérable qu'il aurait pu l'être : l'armée du siège, après l'avoir reçu, n'était encore que de trente mille hommes sous les armes, de bonnes et mauvaises troupes. Le général O'Hara, commandant en chef les coalisés, attendait un renfort de douze mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux, il nourrissait l'espoir de faire lever le siège, de s'emparer du parc d'Olioules, de tourner l'armée française d'Italie, de se joindre à l'armée piémontaise, et d'établir ses quartiers d'hiver sur la Durance en s'emparant de toute la Provence. Cette province manquait de vivres et, quelques tentatives qu'eussent faites les négociants de Marseille, l'occupation de Toulon par l'armée et la présence des escadres anglaise, espagnole et napolitaine dans la Méditerranée rendaient leurs efforts infructueux.

Cette partie de la république n'espérait de salut que dans la prompte reddition de Toulon, et cependant depuis quatre mois que ce siège était commencé, on en était, disait-on, à canonner une redoute de campagne étrangère aux fortifications de la place; l'ennemi était paisible possesseur non seulement de la ville et des forts mais de tout l'espace compris entre la ville, la montagne du Faron et le fort de Malbosquet; tous les efforts des assiégeants étaient faits dans une direction opposée à la ville, ce qui excitait une désapprobation générale. On croyait que le siège n'était pas encore commencé, puisque la tranchée n'était pas encore ouverte contre les forts et les ouvrages de fortification permanente. Les autorités constituées qui résidaient à Marseille, ne connaissant les projets du siège de Toulon que par la commune renommée, alarmées de la disette qui allait en croissant, proposèrent à la Convention de lever le siège, d'évacuer la Provence et de repasser la Durance. « Aujourd'hui, disaient-ils, nous sommes maîtres d'opérer la retraite avec ordre; plus tard nous serons obligés de la faire précipitamment et avec perte. Les ennemis maîtres de la Provence seront obligés de la nourrir, et au printemps l'armée bien reposée repassera la Durance, attaquera l'ennemi comme François Ier le fit contre Charles Quint. » Cette lettre arriva à Paris peu de jours avant la nouvelle de la prise de Toulon, ce qui démontra assez combien le plan d'opérations qui a été suivi à ce siège, quoique si simple et si évident dans ses résultats, était peu compris.

Les batteries étaient disposées, tout était prêt pour attaquer le fort Murgrave; l'artillerie jugea convenable d'élever une batterie sur la hauteur des Arènes contre le fort Malbosquet, afin que le lendemain du jour où le Petit-Gibraltar serait pris, elle pût ouvrir son feu; on calculait que cette attaque, pendant la discussion du conseil de guerre que tiendraient les assiégés pour décider le parti à prendre, produirait un grand effet moral. Pour étonner il fallait surprendre, et, par conséquent, que l'ennemi ignorât l'existence de cette batterie; à cet effet, elle avait été masquée d'un rideau de branches d'olivier, ce qui avait réussi; mais le 29 novembre, à quatre heures après midi, les représentants du peuple s'y rendirent; elle était armée de huit pièces de 24 et de quatre mortiers, elle avait reçu le nom de la Convention; ils demandèrent aux canonniers ce qui empêchait qu'on commençât le feu; les canonniers répondirent qu'ils étaient prêts, que leurs canons feraient un excellent effet; les représentants les autorisèrent à tirer. Le commandant d'artillerie, qui se trouvait au quartier général, étonné d'entendre le feu, ce qui était contraire à ses projets, se rendit chez le général en chef pour se plaindre. Le mal était fait, il était sans remède.

Le lendemain à la pointe du jour, O'Hara sortit de la place à la tête de sept mille hommes, passa le ruisseau de l'As, sous le fort Saint-Antoine, culbuta

tous les postes qui défendaient la batterie de la Convention, s'en empara et l'encloua : la générale battit à Olioules, où l'alarme fut très vive; Dugommier se porta dans la direction de l'attaque, rallia les troupes, et envoya des ordres pour faire avancer ses réserves.

L'artillerie plaça, sur les différentes positions, des canons de campagne pour protéger la retraite et retarder le mouvement de l'ennemi, qui menaçait le parc d'Olioules. Ces dispositions faites, Napoléon se rendit sur une hauteur vis-à-vis la batterie. Il avait fait creuser un boyau de cette batterie au pied de l'épaulement, au travers du vallon qui les séparait pour l'approvisionnement de la batterie; une grande quantité de branches d'olivier le recouvrait. L'armée ennemie était rangée en bataille sur la droite et sur la gauche, et un groupe d'officiers d'état-major était sur la plate-forme; il prit le bataillon qui se trouvait là en position, se glissa dans le boyau, arrivé au point de l'épaulement, sans avoir été aperçu par l'ennemi, il ordonna une décharge sur les troupes de la droite, une autre sur celles de la gauche; c'était les Napolitains de ce côté et de l'autre les Anglais; les Napolitains firent feu sans voir d'ennemi, croyant que les Anglais avaient tiré sur eux.

Au même moment, un officier, portant l'uniforme rouge, qui se promenait froidement sur la plate-forme, monta sur l'épaulement pour voir d'où venait cet accident; un coup de fusil parti du boyau lui cassa le bras, il tomba au pied du talus, les soldats le tirèrent à eux et le portèrent dans le boyau; c'était le général en chef O'Hara. Il disparut ainsi au milieu de son armée sans qu'elle s'en aperçût; il remit son épée, fit connaître son grade au commandant d'artillerie, qui le garantit de toute insulte. Au même moment, Dugommier, après avoir rallié ses troupes, avait débordé la droite de l'ennemi et menaçait de couper ses communications avec la ville, ce qui le décida à la retraite; elle devint bientôt une fuite; il fut poursuivi l'épée dans les reins jusque dans Toulon et sur le chemin couvert de Malbosquet. Dugommier reçut deux blessures dans cette journée, mais elles furent légères. Napoléon, à cette occasion, fut promu au grade de colonel. Le général Muret voulut mal à propos profiter de l'élan des troupes pour escalader le fort Malbosquet, ce qui n'était pas faisable. Suchet, depuis maréchal de France, alors chef de bataillon des volontaires de l'Ardèche, s'y fit remarquer.

Un corps d'élite de deux mille cinq cents chasseurs et grenadiers, que Dugommier avait demandé à l'armée d'Italie, était arrivé. Tout prescrivait de ne plus perdre un moment pour s'emparer du promontoire du Caire; on se résolut à donner l'assaut au Petit-Gibraltar. Les députés de la Convention, en Provence, se réunirent à Olioules, le 14 décembre; les batteries françaises commencèrent à faire un feu roulant de bombes et de boulets, avec quinze mortiers et trente pièces de canon de gros calibre : il continua jour et nuit du

15 au 17, et eut les plus heureux effets. Les pièces ennemies, plusieurs fois démontées, avaient été autant de fois remplacées; les palissades, les épaulements avaient été désorganisés : la grande quantité de bombes qui tombait dans la redoute avait obligé la garnison à en sortir et à prendre position en arrière.

Le général en chef ordonna de marcher à la redoute, à une heure du matin; il espérait y arriver avant que la garnison, avertie de l'attaque, eût le temps d'y entrer, ou du moins en même temps qu'elle. Toute la journée du 16, la pluie tomba par torrents, ce qui contraria divers mouvements des colonnes. Dugommier, augurant mal de ces contrariétés, voulait remettre l'attaque au lendemain; mais, pressé d'un côté par les représentants, qui formaient un comité et se montraient animés de toute l'impatience révolutionnaire, et, de l'autre, par les conseils de Napoléon qui jugea que le mauvais temps n'était pas une circonstance défavorable, il continua ses dispositions.

A minuit, tout étant réuni au village de la Seine, il forma quatre colonnes : deux, faibles, prirent position sur les flancs du promontoire, pour observer les deux redoutes de Balaguier et de l'Eguillette; la troisième, composée de troupes d'élite, commandée par Laborde, marcha droit au Petit-Gibraltar : la quatrième resta en réserve. Dugommier se mit à la tête de l'attaque, arriva au pied du promontoire; les tirailleurs s'engagèrent : l'ennemi avait eu la précaution d'embarrasser les chemins de manière qu'il eût le temps de faire prendre les armes à son camp, de rentrer dans le fort, et de garnir les parapets. Il avait plus de tirailleurs qu'on ne l'avait supposé; une partie de la colonne française s'éparpilla pour les repousser : la nuit était fort obscure; une fois le mouvement ralenti, la colonne se désorganisa, on arriva cependant au pied du fort, on se logea dans plusieurs flèches. Trente ou quarante grenadiers pénétrèrent même dans le fort, mais ils furent repoussés par le feu d'un réduit en bois et obligés d'en ressortir. Dugommier, désespéré, se porta à sa colonne de réserve; Napoléon marchait à sa tête; il se fit précéder par un bataillon qu'il confia au capitaine d'artillerie Muiron, qui connaissait parfaitement les localités.

A trois heures du matin, Muiron escalada le fort à une embrasure, par laquelle entrèrent le général Dugommier et Napoléon; Laborde et Guillon entrèrent par un autre côté. Les canonniers se firent tuer sur leurs pièces; la garnison se rallia à sa réserve, sur un mamelon à une portée de fusil du fort, elle s'y reforma, et fit trois attaques pour le reprendre. Vers cinq heures du matin, elle amena des pièces de campagnes; mais déjà l'artillerie avait fait venir des canonniers et tourner les pièces du fort contre l'ennemi.

Au milieu de l'obscurité, de la pluie, d'un vent épouvantable, du désordre des cadavres et des cris des blessés et des mourants, on eut beaucoup de peine à organiser six pièces; aussitôt qu'elles commencèrent le feu, l'ennemi

renonça à ses attaques et battit en retraite. Peu de moments après, le jour parut.

Ces trois heures furent trois heures d'anxiété et d'inquiétude : ce ne fut qu'au jour, et lorsqu'on était maître du fort depuis longtemps, que les représentants vinrent, le sabre à la main, d'un air décidé et luron, complimenter les soldats. A la pointe du jour, on aperçut des bataillons anglais en position sur les mamelons qui dominent l'Eguillette et Balaguier; ils étaient à une portée de canon du Petit-Gibraltar, qui, par sa position sur le sommet du promontoire, les domine.

L'armée victorieuse passa les deux premières heures du jour à se rallier. Quelques batteries de campagne arrivèrent, et à dix heures on descendait sur l'ennemi, qui s'embarqua avec précipitation sous la protection de ses bâtiments de guerre; à midi, il était entièrement chassé du promontoire et les Français en étaient maîtres.

Ces deux forts ne sont que des batteries en maçonnerie, tout à fait au bord de la mer, ayant à leur gorge une grosse tour, servant de logement et de réduit, dont la plate-forme même est dominée à vingt toises par les mamelons du promontoire. Ils n'étaient point destinés à faire une défense du côté de terre, contre un ennemi qui aurait du canon. Soixante bouches à feu de 24 et vingt mortiers étaient parqués sur leurs porte-corps et leurs camions, à une portée de canon, au village de la Seine; il était important de les mettre sur-le-champ en action; cependant le commandant d'artillerie se refusa à se placer dans les deux batteries, parce que les parapets étaient en pierre et que la tour qui servait de gorge était tellement près, que les ricochets des boulets et les débris de la tour auraient tué les canonniers; il traça des batteries sur les hauteurs; il fallut le reste du jour pour les construire.

Quelques pièces de 12 et quelques obusiers commencèrent le feu contre les chaloupes, lorsqu'elles voulaient passer de la petite à la grande rade. La plus grande alarme régnait dans la rade; les vaisseaux avaient levé l'ancre, le temps était brumeux, et menaçait de sauter au libecio, vent qui dure trois jours et souffle avec force, et qui eût empêché, pendant ce temps, les escadres coalisées de sortir des rades et eût entraîné leur entière destruction.

Cet assaut coûta mille hommes tués ou blessés à l'armée républicaine. Napoléon eut un cheval tué par la batterie du Petit-Gibraltar; la veille de l'attaque, il avait été jeté à terre et meurtri. A l'entrée du village de la Seine, le matin, au moment de l'assaut, en escaladant par une embrasure, il reçut d'un canonnier anglais un coup de lance, qui le blessa légèrement au mollet. Le général Laborde et le capitaine Muiron, furent blessés grièvement. La perte de l'ennemi en tués, blessés ou prisonniers, s'éleva à deux mille cinq cents hommes.

Après avoir tracé les batteries et donné tous les ordres nécessaires au parc, Napoléon se porta à la batterie de la Convention, pour attaquer le fort Malbosquet; il dit aux généraux : « Demain ou après, au plus tard, vous souperez dans Toulon », ce qui devint, sur-le-champ, un objet de discussion : quelques-uns l'espéraient; le plus grand nombre n'y comptait pas, quoique tous fussent fiers de la victoire qu'on avait obtenue. Aussitôt que l'amiral anglais eût connaissance de la prise du Petit-Gibraltar, il envoya ordre aux troupes de tenir aux forts de l'Eguillette et de Balaguier, afin que les renforts qu'il allait envoyer de la ville pussent débarquer et le reprendre, la sûreté de son mouillage en dépendant. A cet effet il se rendit à Toulon et demanda que l'on débarquât six mille hommes, pour reprendre ce fort, ou, si l'on ne pouvait le reprendre, pour se retrancher sur les deux mamelons au-dessus de Balaguier et de l'Eguillette, afin de gagner huit ou dix jours, temps où étaient attendus les renforts. Mais lorsqu'on lui fit signal à midi que le pavillon tricolore flottait sur les batteries, et que les troupes alliées s'étaient rembarquées, il craignit de se trouver renfermé dans les rades; il ordonna à son escadre de lever l'ancre, d'appareiller, de sortir des rades, et de croiser hors de la portée du canon des côtes.

Le conseil de guerre, pendant ce temps-là se réunit; les procès-verbaux sont tombés dans les mains de Dugommier, qui les compara aux procès-verbaux du conseil français, tenu à Olioules le 5 octobre; il trouva que Napoléon avait tout prévu; ce vieux et brave général se plaisait à le raconter. En effet ces procès-verbaux disaient : « Que le conseil avait demandé aux officiers d'artillerie et du génie, s'il y avait un point de la grande rade et de la petite rade, où l'escadre pût mouiller, sans être exposée aux bombes et boulets rouges des batteries de l'Eguillette et de Balaguier; que ces deux corps avaient répondu que non. Si l'escadre quitte les rades, combien faut-il qu'elle laisse de garnison à Toulon? Combien de temps cette garnison pourra-t-elle se défendre? Réponse : dix-huit mille hommes, qui pourront se défendre au plus quarante jours, s'ils ont des vivres. Troisième question : n'est-il pas conforme aux intérêts des alliés d'abandonner tout de suite la ville, en mettant le feu à tout ce qu'on ne peut pas emporter? Le conseil de guerre opine unanimement à l'évacuation : la garnison qu'on laisserait dans Toulon serait sans retraite, elle ne pourrait plus recevoir de secours, elle manquerait de plusieurs approvisionnements indispensables; d'ailleurs, quinze jours plus tôt ou plus tard, elle serait obligée de capituler, et alors forcée de restituer l'arsenal, la flotte et les établissements intacts. »

La nouvelle se répandit, dans Toulon, que le conseil de guerre avait décidé l'évacuation; la surprise et l'alarme furent au dernier point. Les habitants ne s'étaient point aperçus de la prise du Petit-Gibraltar. Ils avaient su qu'il y avait

eu une attaque dans la nuit, mais ils n'y avaient attaché aucune importance; et au moment où ils se flattaient d'être délivrés par l'arrivée des secours qui étaient attendus, ils devaient songer à quitter leurs maisons et leur patrie! Le conseil de guerre avait ordonné de faire sauter les forts de Pomets et la Malgue. Le fort Pomets sauta dans la nuit du 17 au 18. es forts de Faron, de Malbosquet, de la Redoute-Rouge, de la Redoute-Blanche, de Sainte-Catherine furent évacués dans la même nuit. Le 18, tous ces forts furent occupés.

Le 17, avant le jour, pendant qu'on attaquait le Petit-Gibraltar, Lapoype avait gravi la montagne du Faron, après un combat assez chaud, et avait bloqué le fort. Laharpe, depuis général de division, tué à l'armée d'Italie, alors colonel d'Auvergne, se distingua à cette affaire. L'état des choses était si peu connu, que lorsque l'armée apprit que le fort Pomets avait sauté, le bruit se répandit que c'était par accident que le feu avait pris au magasin à poudre. Maîtresse du fort Malbosquet et de tous les forts environnant Toulon, hormis la Malgue que l'ennemi occupait encore, l'armée s'avança dans la journée du 18 sous les remparts; plusieurs mortiers jouèrent tout le jour contre la ville.

L'escadre anglaise-espagnole était parvenue à sortir, et croisait hors des rades; la mer était couverte de chaloupes et de petits bâtiments qui se rendaient à bord de l'escadre. Il fallait passer près des batteries françaises; plusieurs bâtiments, bon nombre de chaloupes, furent coulés bas.

Dans la soirée du 18, une épouvantable explosion annonça la destruction du magasin général; au même moment, le feu se manifesta à quatre ou cinq endroits de l'arsenal, et une demi-heure après la rade se couvrit de flammes; c'était l'incendie de neuf vaisseaux de haut bord et de quatre frégates françaises; l'horizon, à plusieurs lieues, en était en feu, on y voyait comme en plein jour. Ce spectacle était sublime, mais déchirant; on s'attendait à chaque instant à l'explosion du fort la Malgue mais la garnison, craignant de se trouver coupée de la ville, ne se donna pas le temps de charger les mines; dans la nuit même, les tirailleurs français y entrèrent. La terreur était dans Toulon, la plus grande partie des habitants s'était embarquée en toute hâte; ce qui en restait s'était barricadé dans leurs maisons par la crainte des traînards; l'armée assiégeante était rangée en bataille sur les glacis.

Le 18, à dix heures du soir, le colonel Cervoni jeta une porte à terre et entra à la tête d'une patrouille de deux cents hommes. Il parcourut toute la ville, il y régnait le plus grand silence; le port était encombré de bagages que les habitants n'avaient pas eu le temps d'embarquer. Il courut un bruit que des mèches étaient placées pour faire sauter les magasins à poudre : des piquets de canonniers furent envoyés pour s'en assurer. Immédiatement après, les troupes destinées à la garde de la ville entrèrent. Le désordre était extrême à

l'arsenal de la marine : huit ou neuf cents galériens travaillaient, avec la plus grande ardeur, à éteindre le feu. Ces forçats avaient rendu les plus grands services : ils avaient imposé à l'officier anglais, Sidney Smith, chargé de brûler les vaisseaux et l'arsenal; cet officier s'acquitta fort mal de cette tâche; la république lui dut les trésors bien précieux qu'elle y retrouva. Napoléon s'y rendit avec tout ce qu'il y avait de canonniers et d'ouvriers disponibles; il réussit, après plusieurs jours, à éteindre le feu et à conserver l'arsenal. Les pertes que la marine avait faites étaient considérables, mais il lui restait encore des ressources immenses, on sauva tous les magasins, hormis le magasin général. Il y avait trente-un vaisseaux de guerre à Toulon, lors de la trahison : quatre vaisseaux avaient été employés pour porter cinq mille matelots à Brest et à Rochefort; les coalisés en brûlèrent neuf en rade; ils en laissèrent treize désarmés dans les bassins; ils en emmenèrent quatre, dont un fut brûlé à Livourne. On avait craint qu'ils ne fissent sauter le bassin et plusieurs des jetées; ils n'en eurent pas le temps. Les treize vaisseaux ou frégates qui brûlèrent dans la rade formèrent des écueils qui la rétrécirent; on essaya pendant huit ou dix ans divers moyens pour les retirer; enfin des plongeurs napolitains sont venus à bout de tout retirer morceau par morceau, en sciant les carcasses. L'armée fit son entrée le 19; depuis soixante-douze heures, elle était sous les armes au milieu de la boue et de la pluie; elle se livra, dans la ville, à des désordres qui semblaient autorisés par des promesses faites aux soldats pendant le siège.

Le général en chef rétablit l'ordre en déclarant que toutes les propriétés de Toulon étaient propriétés de l'armée; il fit vider les magasins particuliers et les meubles des maisons abandonnées, dans des magasins centraux. Depuis, la république se saisit de tout, moyennant une année de solde en gratification, qui fut accordée à chaque officier ou soldat. L'émigration de Toulon fut très considérable; les vaisseaux anglais, napolitains ou espagnols en étaient encombrés, ce qui les obligea de mouiller dans la rade d'Hyères, et à faire camper les réfugiés dans les îles Porquerolles et du Levant. On dit que le nombre de ces émigrés était de quatorze mille. Dugommier donna l'ordre de laisser flotter le pavillon blanc sur tous les forts ou bastions de la rade, ce qui trompa un grand nombre de bâtiments de guerre et de commerce, chargés pour le compte des ennemis. Pendant les trente jours qui suivirent la prise de la ville, il n'en est pas un où l'on n'ait pris des bâtiments richement chargés. Une frégate anglaise avait déjà mouillé sous la grande tour, elle portait plusieurs millions; on la considérait comme prise, lorsque deux officiers de marine l'abordèrent avec un petit bateau, en déclarant au capitaine qu'ils amarinaient la frégate comme leur prise; le capitaine les fit mettre à fond de cale, coupa ses câbles, et eut le bonheur d'échapper sans éprouver aucune avarie majeure.

A la fin de décembre, à huit heures du soir, le commandant d'artillerie

étant sur le quai vit aborder un canot anglais, l'officier lui demanda le logement de Lord Hood ; c'était le capitaine d'un beau brick qui venait porter des dépêches et annoncer l'arrivée des renforts ; on prit le bâtiment et on lut ses dépêches.

Les représentants établirent un tribunal révolutionnaire, selon les lois du temps ; mais tous les coupables étaient échappés, ils avaient suivi l'ennemi ; tout ce qui s'était résolu à rester se sentait innocent. Cependant ce tribunal fit arrêter plusieurs personnes qui, par divers accidents, n'avaient pu suivre l'ennemi, et les fit punir en expiation de leurs forfaits. Mais huit ou dix victimes étaient peu ; on eut recours à un moyen affreux qui caractérise l'esprit de cette période : on fit publier que tous ceux qui avaient eu de l'emploi dans l'arsenal du temps des Anglais, eussent à se rendre au Champ-de-Mars, afin de donner leurs noms ; on leur insinua que c'était pour les réemployer ; à peu près deux cents personnes, chefs-ouvriers, petits commis et autres gens subalternes, s'y rendirent de bonne foi ; on prit leurs noms, on constata qu'ils avaient conservé leurs emplois sous le gouvernement anglais, et aussitôt le tribunal révolutionnaire, en plein champ, les condamna à mort. Un bataillon de Sans-Culottes et de Marseillais, commandé à cet effet, les fusilla.

Cette action n'a pas besoin de commentaire ; mais c'est la seule exécution que l'on ait faite à Toulon : il est faux qu'on ait mitraillé qui que ce soit, le commandant d'artillerie et les canonniers ne s'y fussent pas prêtés. A Lyon, ce furent les canonniers de l'armée révolutionnaire qui commirent ces horreurs. Depuis, un décret de la Convention donna au port de Toulon le nom de port de la Montagne, et ordonna que tous les édifices publics fussent démolis, excepté ceux jugés nécessaires pour la marine et le service public. Ce décret extravagant fut mis à exécution, mais avec beaucoup de lenteur ; cinq ou six maisons seulement furent démolies, et peu de temps après reconstruites.

L'escadre anglaise séjourna un mois ou six semaines dans la rade d'Hyères ; c'était un objet d'inquiétude : on n'avait aucun mortier dans Toulon qui pût lancer des projectiles au-delà de quinze cents toises, et l'escadre était mouillée à deux mille quatre cents du rivage. Si l'on eût eu alors quelques mortiers à la Villantroys, et tels que ceux dont on s'est servi depuis, on l'aurait empêché de mouiller dans la rade. Enfin, après avoir fait sauter les forts de Porquerolles et de Porteros, l'ennemi se retira dans la rade de Porto-Ferrajo, où il débarqua une bonne partie des émigrés toulonnais.

La nouvelle de la prise de Toulon, au moment où on s'y attendait le moins, fit un effet prodigieux dans toute la France et dans toute l'Europe. Le 25 décembre, la Convention ordonna une fête nationale : la prise de Toulon fut le signal des succès qui ont illustré la campagne de 1794. Peu de temps après, l'armée du Rhin reprit les lignes de Weissembourg et débloqua

Landau. Dugommier avec une partie de l'armée, partit pour les Pyrénées-Orientales, où Doppet ne faisait que des sottises. Une autre partie de cette armée fut envoyée dans la Vendée; beaucoup de bataillons retournèrent à l'armée d'Italie. Dugommier donna l'ordre à Napoléon de le suivre, mais il arriva d'autres ordres de Paris, qui le chargèrent de réarmer d'abord les côtes de la Méditerranée, spécialement Toulon, et de se rendre ensuite à l'armée d'Italie, pour y commander l'arme de l'artillerie.

A ce siège a commencé la réputation de Napoléon. Tous les généraux représentants et soldats qui avaient entendu les avis qu'il avait donnés dans les différents conseils, trois mois avant la prise, ceux qui avaient été témoins de son activité, présageaient la carrière militaire qu'il a depuis remplie. Dès ce moment, la confiance de tous les soldats d'Italie lui fut acquise. Dugommier écrivit au Comité de salut public, en demandant pour lui le grade de général de brigade, ces propres mots : « Récompensez et avancez ce jeune homme, car si on était ingrat envers lui, il s'avancerait tout seul. » A l'armée des Pyrénées, Dugommier parlait sans cesse de son commandant d'artillerie de Toulon et en avait inculqué une haute opinion dans l'esprit des généraux et officiers, qui, depuis, de l'armée d'Espagne, se rendirent à l'armée d'Italie. De Perpignan il lui envoyait des courriers à Nice lorsqu'il remportait des succès.

CHAPITRE 8[a]

On vient de voir l'histoire officielle du siège de Toulon, en voici maintenant les anecdotes racontées par le même auteur[1].

Napoléon arrive au quartier général; il aborde le général Cartaux, homme superbe, doré depuis les pieds jusqu'à la tête, qui lui demande ce qu'il y a pour son service. Le jeune officier présente modestement la lettre qui le charge de venir sous ses ordres diriger les opérations de l'artillerie. « C'était bien inutile, dit le bel homme en caressant sa moustache, nous n'avons plus besoin de rien pour reprendre Toulon. Cependant soyez le bienvenu, vous partagerez la gloire de le brûler demain, sans en avoir pris la fatigue. » Et il le fit rester à souper.

On s'assoit trente à table; le général seul est servi en prince, tout le reste meurt de faim, ce qui choque étrangement la fierté du nouveau venu.

Au point du jour, le général le prend dans son cabriolet pour aller admirer, disait-il, les dispositions offensives. A peine a-t-on dépassé la hauteur et découvert la rade qu'on descend de voiture et qu'on se jette sur les côtés, dans les vignes. Le commandant d'artillerie aperçoit alors quelques pièces de canon, quelque remuement de terre auxquels, à la lettre, il lui est impossible de rien comprendre.

« Dupas dit fièrement le général, qui parlait à son aide de camp, à son homme de confiance, sont-ce là nos batteries? — Oui, général. — Et notre parc? — Là, à quatre pas. — Et nos boulets rouges? — Dans les bastides voisines, où deux compagnies les chauffent depuis ce matin. — Mais comment porterons-nous ces boulets tout rouges? » Et ici les deux hommes de s'embarrasser, et de demander à l'officier d'artillerie si, par ces principes, il ne saurait pas quelque remède à cela. Celui-ci, qui eût été tenté de prendre le tout pour une mystification, si les deux interlocuteurs y eussent mis moins de naturel, car on était au moins à une lieue et demie de l'objet à attaquer, employa toute

la réserve, le ménagement, la gravité possibles pour leur persuader, avant de s'embarrasser de boulets rouges, d'essayer à froid, pour bien s'assurer de la portée. Il eut bien de la peine à y réussir et encore ne fut-ce que pour avoir très heureusement employé l'expression technique de *coup d'épreuve*, qui frappa beaucoup, et les ramena à son avis. On tira donc ce coup d'épreuve ; mais il n'atteignit pas au tiers de la distance, et le général et Dupas de vociférer contre les Marseillais et les aristocrates, qui auront malicieusement, sans doute, gâté les poudres. Cependant arrive à cheval le représentant du peuple : c'était Gasparin, homme de sens, qui avait servi. Napoléon, jugeant dès cet instant toutes les circonstances environnantes, et prenant audacieusement son parti, se rehausse tout à coup de six pieds, interpelle le représentant, le somme de lui faire donner la direction absolue de sa besogne, démontre, sans ménagement, l'ignorance inouïe de tout ce qui l'entoure et saisit, dès cet instant, la direction du siège, où dès lors il commanda en maître.

Cartaux était si borné qu'il était impossible de lui faire comprendre que, pour avoir Toulon plus facilement, il fallait aller l'attaquer à l'issue de la rade ; et comme il était arrivé au commandant d'artillerie de dire parfois en montrant cette issue sur la carte que c'était là qu'était Toulon, Cartaux le soupçonnait de n'être pas fort en géographie ; et quand enfin, malgré la résistance, l'autorité des représentants eut décidé cette attaque éloignée, ce général n'était pas sans défiance sur quelque trahison ; il observait souvent avec inquiétude que Toulon n'était pourtant pas de ce côté.

Cartaux voulut un jour forcer le commandant de placer une batterie adossée le long d'une maison qui n'admettait aucun recul ; une autre fois, revenant de la promenade du matin, il mande le même commandant pour lui dire qu'il vient de découvrir une position, d'où une batterie de six ou douze pièces doit infailliblement procurer Toulon sous peu de jours : c'était un petit tertre où l'on pouvait battre à la fois trois ou quatre forts et plusieurs points de la ville. Il s'emporte sur le refus du commandant de l'artillerie, qui lui fait observer que, si la batterie battait tous les points, elle en était battue ; que les douze pièces auraient affaire à cent cinquante ; qu'une simple soustraction devait lui suffire pour lui faire connaître son désavantage. Le commandant du génie fut appelé en conciliation, et comme il fut tout d'abord de l'avis du commandant d'artillerie, Cartaux disait qu'il n'y avait pas moyen de rien tirer de ces corps savants, parce qu'ils se tenaient tous par la main. Pour prévenir des difficultés toujours renaissantes, le représentant décida que Cartaux ferait connaître en grand son plan d'attaque au commandant d'artillerie, qui en exécuterait les détails d'après les règles de son armée. Voici quel fut le plan mémorable de Cartaux :

« Le commandant de l'artillerie foudroiera Toulon pendant trois jours, au bout desquels je l'attaquerai sur trois colonnes et l'enlèverai. »

Mais, à Paris, le comité du génie trouva cette mesure expéditive beaucoup plus gaie que savante, et c'est ce qui contribua à faire rappeler Cartaux. Les projets, du reste, ne manquaient pas : comme la reprise de Toulon avait été donnée au concours des sociétés populaires, ils abondaient de toutes parts; Napoléon dit qu'il en a bien reçu six cents durant le siège. C'est donc au représentant Gasparin que Napoléon devait d'avoir vu son plan, celui qui donna Toulon, triompher des objections des Comités de la Convention. Il en conservait un souvenir reconnaissant : C'était Gasparin, disait-il, qui avait ouvert sa carrière.

Dans tous les différends que Cartaux avait avec le commandant d'artillerie, lesquels se passaient la plupart du temps devant sa femme, celle-ci prenait toujours le parti de l'officier d'artillerie, disant naïvement à son mari : « Mais laisse donc faire ce jeune homme, il en sait plus que toi, il ne te demande rien; ne rends-tu pas compte? la gloire te reste. »

Cette femme n'était pas sans beaucoup de bon sens. Retournant à Paris après le rappel de son mari, les Jacobins de Marseille donnèrent au ménage disgracié une fête superbe; pendant le repas comme il y était question du commandant d'artillerie qu'on élevait aux nues : « Ne vous y fiez pas, dit-elle, ce jeune homme a trop d'esprit pour être longtemps un Sans-Culottes. » Sur quoi le général de s'écrier gaiement, et d'une voix de stentor : « Femme Cartaux nous sommes donc des bêtes, nous! — Non, je ne dis pas cela, mon ami, mais... tiens, il n'est pas de ton espèce, il faut que je te le dise. »

Un jour, au quartier général, on vit déboucher, par le chemin de Paris, une superbe voiture; elle était suivie d'une deuxième, troisième, d'une dixième, quinzième, etc.; qu'on juge dans ces temps de simplicité républicaine, de l'étonnement et de la curiosité de chacun; le Grand Roi n'eût pas voyagé avec plus de pompe. Tout cela avait été requis dans la capitale; plusieurs étaient des voitures de la cour. Il en sort une soixantaine de militaires, d'une belle tenue, qui demandent le général en chef; ils marchent à lui avec l'importance d'ambassadeurs : « Citoyen général, dit l'orateur de la bande, nous arrivons de Paris; les patriotes sont indignés de ton inaction et de ta lenteur. Depuis longtemps, le sol de la république est violé; elle frémit de n'être pas encore vengée : elle se demande pourquoi Toulon n'est pas encore repris; pourquoi la flotte anglaise n'est pas encore brûlée. Dans son indignation, elle a fait un appel aux braves; nous nous sommes présentés, et nous voilà brûlant d'impatience de remplir son attente. Nous sommes canonniers volontaires de Paris : fais-nous donner des canons, demain nous marchons à l'ennemi. » Le général déconcerté de cette incartade, se retourna vers le commandant d'artillerie, qui lui promet tout bas de le délivrer le lendemain de ces fiers-à-bras. On les comble. Et, au point du jour, le commandant d'artillerie les conduit

sur la plage, et met quelques pièces à leur disposition. Etonnés de se trouver à découvert depuis les pieds jusqu'à la tête, ils demandent s'il n'y aura pas quelque abri, quelque bout d'épaulement. On leur répond que c'était bon autrefois, que ce n'est plus la mode, que le patriotisme a rayé tout cela. Mais, pendant le colloque, une frégate anglaise vient à lâcher une bordée, et tous les bravaches de s'enfuir. Alors ce ne fut plus qu'un cri dans le camp; les uns disparurent, le reste se fondit modestement dans le train.

Tout alors n'était que désordre, anarchie; Dupas*, ce faiseur du général en chef, homme borné du reste, faisait fort l'entendu, et tracassait sans cesse les artilleurs dans leurs parcs et leurs batteries. On s'imagina gaiement de s'en délivrer; on le tourne en ridicule, on s'excite, on se monte la tête; tout à coup, il paraît avec sa confiance ordinaire, tranchant, ordonnant, furetant; on lui répond mal, on lui tend quelque piège, on se prend de bec; l'orage se grossit, la tempête éclate de toutes parts, on crie à l'aristocrate, on le menace de la lanterne; et le Dupas de piquer des deux : il ne reparut jamais**.

Le commandant d'artillerie était à tout et partout. Son activité, son caratère lui avaient créé une influence positive sur le reste de l'armée. Toutes les fois que l'ennemi tentait quelques sorties, ou forçait les assiégeants à quelques mouvements rapides et inopinés, les chefs des colonnes et des détachements n'avaient tous qu'une même parole. « Courez au commandant de l'artillerie, disait-on, demandez-lui ce qu'il faut faire; il connaît mieux les localités que personne. » Et cela s'exécutait sans qu'aucun s'en plaignît. Du reste, il ne s'épargnait point; il eut plusieurs chevaux tués sous lui, et reçut, d'un Anglais, un coup de baïonnette à la cuisse gauche, blessure grave qui le menaça quelques instants de l'amputation.

Etant un jour dans une batterie, où un des chargeurs est tué, il prend le refouloir et charge lui-même dix à douze coups. A quelques jours de là, il se trouve couvert d'une gale très maligne; on cherche où elle peut avoir été attrapée; Muiron, son adjudant, découvre que le canonnier mort en était infecté. L'ardeur de la jeunesse, l'activité du service, font que le commandant d'artillerie se contente d'un léger traitement, le mal disparut; mais le poison n'était que rentré; il affecta longtemps sa santé et faillit lui coûter la vie. De là, la maigreur, l'état chétif et débile, le teint maladif du général en chef de l'armée d'Italie et de l'armée d'Égypte.

Ce ne fut que beaucoup plus tard aux Tuileries, après de nombreux vésicatoires sur la poitrine, que Corvisart le rendit tout à fait à la santé; alors aussi commença cet embonpoint qu'on lui a connu depuis.

* Fils d'un pêcheur d'Évian (Savoie) sur les bords du lac de Genève.

** Erreur : il fut général de division et gouverneur du Palais de Stupinis (Piémont).

Napoléon, de simple commandant de l'artillerie de l'armée de Toulon, eût pu en devenir le général en chef avant la fin du siège. Le jour même de l'attaque du Petit-Gibraltar, le général Dugommier, qui la retardait depuis quelques jours, voulait la retarder encore ; sur les trois ou quatre heures après midi, les représentants envoyèrent chercher Napoléon : ils étaient mécontents de Dugommier, surtout à cause de son retardement ; ils voulaient le destituer, et offrirent le commandement au chef de l'artillerie, qui s'y refusa, et fut trouver son général qu'il estimait et qu'il aimait, lui fit connaître ce dont il s'agissait, et le décida à l'attaque. Sur les huit ou neuf heures du soir, quand tout était en marche, au moment de l'exécution, les choses changèrent, les représentants interdisaient alors l'attaque ; mais Dugommier, toujours poussé par le commandant d'artillerie, y persista : s'il n'eût pas réussi il était perdu, sa tête tombait ; tel était le train des affaires et la justice du temps.

Ce furent les notes que les comités de Paris trouvèrent au bureau de l'artillerie, sur le compte de Napoléon, qui firent jeter les yeux sur lui pour le siège de Toulon. On vient de voir que dès qu'il y parut, malgré son âge et l'infériorité de son grade, il y gouverna. Ce fut le résultat naturel de l'ascendant, du savoir, de l'activité et de l'énergie, sur l'ignorance et la confusion du moment. Ce fut réellement lui qui prit Toulon, et pourtant il est à peine nommé dans les relations. Il tenait déjà cette ville, que dans l'armée on ne s'en doutait point encore. Après avoir enlevé le Petit-Gibraltar qui, pour lui, avait toujours été la clef et le terme de toute l'entreprise, il dit au vieux Dugommier qui était accablé de fatigue : « Allez vous reposer ; nous venons de prendre Toulon, vous pourrez y coucher après-demain. » Quand Dugommier vit la chose en effet accomplie, quand il récapitula que le jeune commandant d'artillerie lui avait toujours dit d'avance, à point nommé, ce qui arriverait, ce fut alors tout à fait de sa part de l'admiration et de l'enthousiasme ; il ne pouvait tarir sur son compte. Il est très vrai, ainsi qu'on le trouve dans quelques pièces du temps, qu'il instruisit les comités de Paris qu'il avait avec lui un jeune homme auquel on devait une véritable attention ; parce que, quelque côté qu'on adoptât, il était sûrement destiné à mettre un grand poids dans la balance. Dugommier envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales, voulut avoir avec lui le jeune commandant d'artillerie, mais il ne put l'obtenir ; toutefois, il en parlait sans cesse, et depuis, quand cette même armée, après la paix avec l'Espagne, fut envoyée pour renfort à celle d'Italie, qui reçut bientôt après Napoléon pour général en chef, celui-ci se trouva arriver au milieu d'officiers qui, d'après tout ce qu'ils avaient entendu dire à Dugommier, n'avaient plus assez d'yeux* pour le considérer.

* Ceci est vu en beau. Il y eut beaucoup de jalousie dans les commencements (avril et mai 1796) de la part des généraux qui avaient deux ou trois ans de grade. La conduite sévère et parfaitement officielle du jeune général parvint à faire taire la jalousie (envie). Bientôt ses victoires lui donnèrent les soldats.

Quant à Napoléon, son succès de Toulon ne l'étonna pas trop; il en jouit avec une vive satisfaction, disait-il, mais sans s'en émerveiller. Il en fut de même l'année suivante à Saorgio, où ses opérations furent admirables : il y accomplit en peu de jours ce qu'on tentait vainement depuis deux ans. « Vendémiaire et même Montenotte, disait l'Empereur, ne me portèrent pas encore à me croire un homme supérieur; ce n'est qu'après Lodi qu'il me vint dans l'idée que je pourrais bien devenir un acteur décisif sur notre scène politique. Alors naquit, continuait-il, la première étincelle de la haute ambition. » Toutefois il se rappelait qu'après vendémiaire, commandant l'armée de l'intérieur, il donna un plan de campagne qui se terminait par la pacification sur la crête du Simmering; ce qu'il exécuta peu de temps après lui-même, à Leoben.

Dès que Napoléon se trouva à la tête de l'artillerie à Toulon, il profita de la nécessité des circonstances, pour faire rentrer au service un grand nombre de ses camarades que leur naissance ou leurs opinions politiques avaient d'abord éloignés.

L'ascendant que ses services lui avaient acquis à Toulon, dans le port et à l'arsenal, lui servirent aussi à sauver des infortunés de la famille Chabriant ou Chabrillan; c'étaient des émigrés que la tempête avait jetés sur la plage française; on voulait les mettre à mort, sur ce que la loi était positive contre tout émigré qui reparaissait en France★. Vainement disaient-ils pour leur défense qu'ils y étaient venus par accident, contre leur gré; qu'ils demandaient, pour toute grâce, qu'on les laissât s'en retourner; ils eussent péri si, à ses risques et périls, le commandant de l'artillerie n'eût osé les sauver, en leur procurant un bateau couvert, qu'il expédia au-dehors, sous prétexte d'objets relatifs à son service. Plus d'une fois Napoléon courut des dangers de la part des révolutionnaires : à chaque nouvelle batterie qu'il établissait, les nombreuses députations patriotes qui se trouvaient au camp sollicitaient l'honneur de lui donner leur nom; Napoléon en nomma une des « Patriotes du Midi », c'en fut assez pour être dénoncé, accusé de « fédéralisme », et, s'il eût été moins nécessaire, il eût été arrêté, c'est-à-dire perdu.

Napoléon, au siège de Toulon, s'attacha quelques personnes dont on a beaucoup parlé depuis.

Il distingua, dans le train, un jeune officier qu'il eut d'abord beaucoup de peine à former, mais dont il a tiré depuis les plus grands services. C'était Duroc qui, sous un extérieur peu brillant, possédait les qualités les plus solides et les plus utiles, aimant l'Empereur pour lui-même, dévoué pour le bien, sachant dire la vérité à propos. A sa mort, l'Empereur pensa qu'il avait fait

★ *Mémoires de Sainte-Hélène* par M. de Las Cases ancien émigré!

une perte irréparable et une foule de personnes l'ont pensé comme lui. L'Empereur me disait que Duroc seul avait eu son intimité et possédé son entière confiance.

Lors de la construction d'une des premières batteries que Napoléon fit élever à son arrivée à Toulon, il demanda sur le terrain un sergent ou caporal qui sût écrire. Un soldat sortit des rangs et écrivit sa dictée sur l'épaulement même. La lettre à peine finie, un boulet la couvre de terre. « Bien, dit l'écrivain, je n'aurai pas besoin de sable. » Cette plaisanterie, le calme avec lequel elle fut dite, fixa l'attention de Napoléon et fit la fortune du sergent : c'était Junot depuis duc d'Abrantès.

CHAPITRE 9[a]

Après le siège de Toulon, le 6 février 1794, Napoléon fut nommé général de brigade et envoyé à l'armée d'Italie, pour commander l'artillerie. Le général en chef Dumerbion était âgé, bon, honnête, mais sans nul génie. Son chef d'état-major n'était nullement en état de suppléer à ce qui manquait au général en chef. Depuis trois ans on tirait des coups de fusil sans art, comme sans résultat, dans les hautes montagnes situées au nord de Nice (les Alpes-Maritimes) ; on tenait les soldats disséminés parmi des rochers stériles, où ils mouraient de faim.

Le nom du général Bonaparte était dans toutes les bouches. Il ne vint à l'idée de personne de tourner en ridicule ce petit homme si pâle, si maigre, si chétif. Sa conduite austère et toujours sévèrement calculée pour obtenir le respect, lui valut celui de l'armée. Bientôt eut lieu l'opération de Saorgio, et les soldats virent en lui un homme extraordinaire, un cœur enflammé pour la gloire et brûlant de donner des victoires à la République.

A l'époque de son arrivée à Nice, il avait pour aides de camp Muiron et Duroc[b]. Le général d'artillerie proposa un plan d'opérations qui fut adopté dans un conseil de guerre, composé des représentants du peuple Robespierre jeune et Ricord, et des généraux Dumerbion, Masséna, Rusca, etc. Il s'agissait de tourner la fameuse position de Saorgio qui, depuis si longtemps, arrêtait l'armée. Elle se mit en mouvement le 6 avril 1794, précisément le lendemain du jour où l'un des fondateurs de la République, l'homme dont aucune des révolutions qui, depuis, ont été essayées en Europe, n'a montré l'égal, Danton, était envoyé à la mort, par un rival que cette âme hautaine avait trop méprisé.

Ainsi, la Révolution est déjà bien avancée au moment où Napoléon vient s'y donner un rôle ; l'époque d'énergie va cesser avec le besoin qu'on avait de l'énergie[1].

Le 8 avril, Masséna enleva les hauteurs qui dominent la ville d'Oneille; dans le port de cette ville se trouvaient les vaisseaux des Anglais, ces alliés actifs et fort alertes des armées autrichiennes et piémontaises.

Le 29, Masséna prit Saorgio. Le 8 mai, il enleva le col de Tende, et enfin le lendemain l'armée d'Italie se trouva en communication avec l'armée des Alpes.

Ainsi, en suivant le plan du jeune général d'artillerie, l'armée d'Italie avait accompli ce qu'on tentait en vain depuis deux ans. Les soldats de la République occupaient la chaîne supérieure des Alpes-Maritimes; ils avaient pris soixante-dix pièces de canon, quatre mille prisonniers et deux places fortes, Oneille et Saorgio.

Le général en chef Dumerbion eut la bonne foi d'écrire au comité de la guerre : « C'est au talent du général Bonaparte que je dois les savantes combinaisons qui ont amené notre victoire. »

Napoléon osa proposer un plan plus vaste que celui qui venait de réussir : il s'agissait de réunir l'armée des Alpes à celle d'Italie sous Coni, ce qui eût valu le Piémont à la République et conduit, sans grands efforts, jusque sur le Pô. On ne put tomber d'accord avec l'état-major de l'armée des Alpes, parce qu'il aurait fallu fondre les deux armées en une seule, sous un même général et que chacun tient à sa place.

Le général Dumerbion, loin d'être jaloux de son général d'artillerie, était enchanté de son génie et suivit avec empressement un troisième plan, au moyen duquel l'armée d'Italie fut portée jusqu'à Savone et aux portes de Ceva.

On apprit à l'armée, après la victoire de Saorgio, qu'une division autrichienne allait occuper Dego sur la Bormida, pour de là se joindre à une division anglaise qui devait débarquer à Vado; ces forces réunies auraient occupé Savone.

Il s'agissait d'empêcher cette jonction. Le général d'artillerie qui, jour et nuit, étudiait le terrain, proposa de s'emparer des hauteurs de Saint-Jacques, de Montenotte, de Vado, et d'étendre ainsi la droite de l'armée jusqu'à Gênes. La mauvaise volonté du Sénat de Gênes était évidente, non moins que le patriotisme des classes inférieures qui, d'ailleurs, gagnaient beaucoup d'argent, en fournissant du pain aux Français.

Le général Dumerbion accueillit cette idée; il pénétra en Piémont, en longeant la Bormida et, descendu dans la plaine, menaça les derrières de l'armée autrichienne, laquelle se mit aussitôt en retraite sur Dego. Poursuivis par le général Cervoni, les Autrichiens se replièrent précipitamment sur Acqui, abandonnant Dego et leurs magasins. L'armée française venait de par courir les champs de bataille de Montenotte et Millesimo, que, un an plus

tard, Napoléon devait faire connaître au monde; elle repassa l'Apennin et revit la mer; mais maîtresse de la côte, de ce qu'on appelle dans le pays la rive, ou *rivière du ponant*, elle intercepta toute communication entre les Anglais et les Autrichiens, fit peur aux nobles de Gênes et encouragea les patriotes.

Tels furent les résultats du troisième plan proposé par le général Bonaparte.

Ces mouvements singuliers de l'armée d'Italie étonnèrent les coalisés; ils se croyaient assurés d'anéantir la République. Ce fut précisément pendant ces premiers essais de l'homme qui devait leur apprendre à craindre la France que furent signés, les 14 et 19 avril 1794, les traités qui unirent solidement contre la République l'Autriche, la Prusse, la Sardaigne, la Hollande et l'Angleterre. Le pays qui possédait le plus de cette liberté dont l'explosion, en France, faisait tant de peur aux rois, et qui, grâce à cette liberté qu'il voulait proscrire, avait la supériorité des lumières comme celle de l'argent, l'Angleterre, paya bientôt et mena toute la coalition.

Au contraire des Allemands, les Anglais connaissent le prix du temps, leur attention ne s'égare point dans le vague; et enfin, à cette époque ils avaient un homme (Nelson), digne de se battre contre le général français. Comme lui, Nelson avait l'esprit novateur et la haine de ses chefs; il ne dut son avancement qu'à la crainte inspirée par Napoléon.

Les Allemands n'eurent qu'un général, l'archiduc Charles; et encore ses talents semblèrent s'éclipser lorsqu'il dut les employer contre Napoléon et défendre les Alpes Noriques. Le grand Suwaroff ne parut en Italie que quatre ans plus tard, et les tracasseries des Autrichiens l'empêchèrent de pénétrer en France. Si l'envie des êtres médiocres qui remplissaient les cours eût permis à Nelson et à Suwaroff d'agir librement et de concert, la France eût peut-être péri; mais les grands hommes ne sont connus qu'après leur mort.

Dans les attaques de la courte campagne de Loano, Bonaparte avait fait preuve de beaucoup de bravoure; mais, pourtant, disaient les généraux, du moins, jamais au feu il n'a commandé un bataillon. Le jeune général voulait qu'on profitât de ces succès pour enlever le camp retranché de Ceva, centre de résistance des Piémontais. De là, il eût été facile de s'avancer dans les plaines d'Italie (la vallée du Pô). Mais ce plan d'invasion sembla téméraire. Il l'adressa au comité de la guerre à Paris.

Sur ces entrefaites, les représentants du peuple près l'armée d'Italie prirent l'arrêté suivant[2] :

« Le général Bonaparte se rendra à Gênes pour, conjointement avec le chargé d'affaires de la République française, conférer avec le gouvernement de Gênes sur des objets portés dans ses instructions.

« Le chargé d'affaires de la République française le reconnaîtra et le fera reconnaître par le gouvernement de Gênes.

« Loano, le 25 messidor an II de la République.
(13 juillet 1794.)

« Signé : RICORD »

A cette décision étaient jointes les instructions suivantes :

INSTRUCTIONS SECRÈTES

Le général Bonaparte se rendra à Gênes.

« 1° Il verra la forteresse de Savone et les pays circonvoisins.

« 2° Il verra la forteresse de Gênes et les pays qu'il importe de connaître dans le commencement d'une guerre, dont il n'est pas possible de prévoir les effets.

« 3° Il prendra sur l'artillerie et les autres objets militaires, tous les renseignements possibles.

« 4° Il pourvoira à la rentrée à Nice de quatre milliers (de barils) de poudre, qui avaient été achetés pour Bastia, et qui ont été payés.

« 5° Il verra à approfondir, autant qu'il sera possible, la conduite civique et politique du ministre de la République française Tilly et de ses autres agents, sur le compte desquels il nous vient différentes plaintes.

« 6° Il fera toutes les démarches et recueillera tous les faits qui peuvent déceler l'intention du gouvernement génois, relativement à la coalition.

« Fait et arrêté à Loano, le 25 messidor an II.

« Signé : RICORD. »

Cette mission et les instructions qui l'accompagnent, montrent la confiance que Bonaparte, à peine âgé de vingt-cinq ans, avait inspirée à des hommes intéressés à ne se pas tromper dans le choix de leurs agents.

Bonaparte va à Gênes; il y remplit sa mission. Le 9 thermidor (an II) arrive★; les députés terroristes sont remplacés par Albitte et Salicetti. Soit que ceux-ci, dans le désordre qui existait alors, eussent ignoré les ordres donnés au général d'artillerie, soit que les envieux de la fortune naissante du jeune Bonaparte leur eussent inspiré des soupçons contre lui, toujours est-il qu'ils prirent l'arrêté suivant, motivé sur le voyage de Bonaparte à Gênes :

★ Le 27 juillet 1794, Robespierre, Saint-Just et tout leur parti sont envoyés à la mort par Tallien.

« Au nom du peuple français. — Liberté, Égalité.

« Les représentants du peuple près l'armée des Alpes et d'Italie,

« Considérant que le général Bonaparte commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie, *a totalement perdu leur confiance par la conduite la plus suspecte et surtout* par le *voyage* qu'il a dernièrement *fait à Gênes*, arrêtent ce qui suit :

« Le général de brigade Bonaparte, commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie, est provisoirement suspendu de ses fonctions. Il sera, par les soins et sous la responsabilité du général en chef de ladite armée, mis en état d'arrestation et *traduit* au Comité de Salut public à Paris, sous bonne et sûre escorte. Les scellés seront apposés sur tous ses papiers et effets, dont il sera fait inventaire par des commissaires qui seront nommés sur les lieux par les représentants du peuple Salicetti et Albitte, et tous ceux desdits papiers qui seront trouvés suspects seront envoyés au Comité de salut public.

« Fait à Barcelonnette le 19 thermidor an II de la République française une et indivisible et démocratique (6 août 1794).

« Signé : ALBITTE, SALICETTI, LAPORTE.

« Pour copie conforme à l'original,

« Le général en chef de l'armée d'Italie,
« Signé : DUMERBION. »

Le général Bonaparte adressa la réclamation suivante aux représentants Albitte et Salicetti.

« Vous m'avez suspendu de mes fonctions, arrêté et déclaré suspect.

« Me voilà flétri, sans avoir été jugé, ou bien jugé, sans avoir été entendu.

« Dans un état révolutionnaire, il y a deux classes, les suspects et les patriotes.

« Lorsque les premiers sont accusés, ils sont traités par forme de sûreté, de mesures générales.

« L'oppression de la seconde classe est l'ébranlement de la liberté publique. Le magistrat ne peut condamner qu'après les plus mûres informations, et que par une succession de faits, celui qui ne laisse rien à l'arbitraire.

« Déclarer un patriote suspect, c'est un jugement qui lui arrache ce qu'il a de plus précieux, la confiance et l'estime.

« Dans quelle classe veut-on me placer ?

« Depuis l'origine de la Révolution, n'ai-je pas été toujours attaché à ses principes ?

« Ne m'a-t-on pas toujours vu dans la lutte, soit contre les ennemis internes, soit comme militaire, contre les étrangers ?

« J'ai sacrifié le séjour de mon département, j'ai abandonné mes biens, j'ai tout perdu pour la République.

« Depuis, j'ai servi sous Toulon avec quelque distinction, et j'ai mérité à l'armée d'Italie la part de lauriers qu'elle a acquise à la prise de Saorgio, d'Oneille et de Tanaro.

« A la découverte de la conspiration de Robespierre, ma conduite a été celle d'un homme accoutumé à ne voir que les principes.

« L'on ne peut donc pas me contester le titre de patriote.

« Pourquoi donc me déclare-t-on suspect, sans m'entendre ? m'arrêta-t-on huit jours après que l'on avait la nouvelle de la mort du tyran ?

« L'on me déclare suspect et l'on met les scellés sur mes papiers.

« L'on devait faire l'inverse ; l'on devait mettre les scellés sur mes papiers, m'entendre, me demander des éclaircissements et ensuite me déclarer suspect, s'il y avait lieu.

« L'on veut que j'aille à Paris avec un arrêté qui me déclare suspect. L'on doit supposer que les représentants ne l'ont fait qu'en conséquence d'une information, et l'on ne me jugera qu'avec l'intérêt que mérite un homme de cette classe.

« Innocent, patriote, calomnié, quelles que soient les mesures que prenne le Comité, je ne pourrai pas me plaindre de lui.

« Si trois hommes déclaraient que j'ai commis un délit, je ne pourrais pas me plaindre du jury qui me condamnerait.

« Salicetti, tu me connais ; as-tu rien vu, dans ma conduite de cinq ans, qui soit suspect à la Révolution ?

« Albitte, tu ne me connais point. L'on n'a pu te prouver aucun fait ; tu ne m'as pas entendu ; tu connais cependant avec quelle adresse, quelquefois, la calomnie siffle.

« Dois-je être confondu avec les ennemis de la patrie, et des patriotes doivent-ils inconsidérément perdre un général qui n'a point été inutile à la République ? Des représentants doivent-ils mettre le gouvernement dans la nécessité d'être injuste et impolitique ?

« Entendez-moi, détruisez l'oppression qui m'environne, et restituez-moi l'estime des patriotes.

« Une heure après, si les méchants veulent ma vie, je l'estime si peu ; je l'ai si souvent méprisée ! Oui, la seule idée qu'elle peut être encore utile à la patrie, me fait en soutenir le fardeau avec courage. »

L'arrestation du général Bonaparte dura quinze jours ; voici l'arrêté qui la fit cesser :

« Les représentants du peuple, etc., etc.*.

« Après avoir scrupuleusement examiné les papiers du citoyen Bonaparte, mis en état d'arrestation, après le supplice du conspirateur Robespierre, par forme de sûreté générale, etc., etc.

« Arrêtent que le citoyen Bonaparte sera mis provisoirement en liberté, pour rester au quartier général, etc., etc.

« Fait à Nice, le 3 fructidor de l'an II (20 août 1794).

« Signé : ALBITTE, SALICETTI. »

Ce fut en Italie que le général Bonaparte s'attacha Duroc, qui avait fait une partie de la campagne comme aide de camp et capitaine d'artillerie. Bonaparte avait en horreur les rapports exagérés et *gascons* des officiers par lesquels il faisait observer les faits. Le caractère froid et peu expansif de Duroc lui convenait parfaitement pour l'exactitude *mathématique* de ses rapports. Duroc fut peut-être le confident le plus intime de Napoléon. Par une exception unique à ce que Napoléon croyait devoir à la comédie grave dans laquelle il emprisonna sa vie, en prenant le titre d'Empereur[c], il exigeait, même alors, que, dans le particulier, Duroc continuât à le tutoyer.

Le général Bonaparte avait-il été *terroriste*? Il l'a toujours nié. Employa-t-il son énergie au service exclusif de cette faction toute-puissante, ou seulement en prit-il la couleur, ce qui était d'obligation étroite pour ne pas périr? Il n'a rien fait pour elle; il avait vu dès lors le grand principe, qu'en révolution il faut tout faire pour les masses et rien de particulier pour les chefs. Je ne cacherai point que des contemporains recommandables racontent différemment le danger couru par le général Bonaparte; voici leur version** :

Pendant l'hiver de 1794 à 1795[3], Napoléon fut chargé de l'inspection des batteries des côtes de la Méditerranée; il revint pour cet objet Toulon et à Marseille.

Le représentant du peuple, en mission à Marseille, craignit que la société populaire, plus ardente que lui, ne s'emparât du magasin à poudre, qui avait appartenu aux forts Saint-Jean et Saint-Nicolas, en partie détruits dans les premiers jours de la Révolution. Il fit part de ses inquiétudes au général Bonaparte, qui lui remit le plan nécessaire à la construction d'une muraille crénelée, qui aurait fermé ces forts du côté de la ville. Ce plan, qui impliquait

* *Mémoires de Bourrienne*, t. I, p. 65.

** La vie du général Bonaparte à partir de la bataille de Loano jusqu'au 13 vendémiaire sera un jour le sujet d'un mémoire particulier.

défiance du peuple, fut envoyé à Paris, qualifié de liberticide par la Convention et le général Bonaparte mandé à la barre.

C'était à peu près une condamnation à mort; ainsi avaient péri grand nombre de généraux.

Ce décret lui fut notifié, à Nice, où les représentants en mission près de l'armée d'Italie le mirent en arrestation, chez lui, sous la garde de deux gendarmes. La situation était d'autant plus dangereuse, que l'on commençait à beaucoup parler de ce jeune général Bonaparte, et que les vainqueurs de Thermidor n'ignoraient point les relations d'amitié qui avaient existé entre Robespierre le jeune, mort avec son frère, et lui. Gasparin qui l'aimait depuis Toulon, ne pouvait rien sans l'avis de ses deux collègues. M. Desgenettes, homme d'esprit[4], raconte* que, dans cette extrémité, ses aides de camp Sébastiani et Junot formèrent le projet de sabrer les deux gendarmes qui gardaient leur général, de l'enlever de vive force et de le conduire à Gênes, où il se serait embarqué. Par bonheur, l'ennemi fit des mouvements menaçants; pressés par le danger dont la responsabilité pesait sur leurs têtes, les représentants écrivirent au Comité de salut public qu'on ne pouvait se passer à l'armée du général Bonaparte, et le décret de citation à la barre fut rapporté.

On voit que la Convention gouvernait, mais souvent son temps se perdait en déclamations et elle n'avait guère celui d'examiner, environnée de traîtres, comme elle l'était. Tous les crimes étaient punis de mort. Les sanglantes erreurs de cette assemblée seront, en partie, excusées aux yeux de la postérité, par les mémoires qu'ont publiés, sous la Restauration, MM. Fauche-Borel, Bertrand de Molleville, Montgaillard, et tant d'autres. Quoi qu'il en soit, on ne pourra refuser à cette assemblée ce fait qui sauva la France, et dont ni l'Espagne, ni l'Italie, éclairées par son exemple, n'ont pu montrer l'égale. Par l'effet de ses lois, la France qui comptait vingt-cinq millions d'habitants en 1789, arrive à près de trente-trois en 1837.

Napoléon se défendait fort d'avoir jamais été terroriste; il racontait qu'un représentant le mit *hors la loi*, parce qu'il ne voulait pas le laisser disposer de tous ses chevaux d'artillerie pour courir la poste; mais je n'ai pas trouvé la confirmation de ce fait et Napoléon aimait assez à donner des ridicules à la République, importuné, non par sa gloire actuelle, tout le monde la calomnie, mais par sa gloire future, qui donnera un peu l'apparence du clinquant à la gloire de l'Empire.

Tôt ou tard, en fait de gloire militaire, on en revient à estimer les grandes choses faites avec de petits moyens.

La marche d'Ulm à Austerlitz est brillante, sans doute; mais Napoléon était

* *Mémoires*, t. I.

souverain ; mais quel danger courait son armée ? On reviendra à préférer Castiglione.

A Nice[5], le représentant Robespierre le jeune avait pris de l'enthousiasme pour ce général sombre, réfléchi, si différent des autres, qui ne disait jamais de choses vagues, et dont le regard avait tant d'esprit. Rappelé à Paris par son frère, quelque temps avant le 9 thermidor, il fit tout au monde pour décider Napoléon à le suivre. Mais celui-ci aimait le séjour de l'armée, où il sentait et faisait voir à tous sa supériorité ; il ne voulut pas aller se mettre à la *disposition des avocats*.

« Si je n'eusse inflexiblement refusé, observait-il plus tard, sait-on où pouvait me conduire un premier pas et quelles autres destinées m'attendaient ? »

Peut-être eût-il fait manquer le 9 thermidor ; il savait se battre dans les rues de Paris, et il y eut plusieurs heures de perdues dans la victoire de Tallien sur Robespierre.

Du reste, Napoléon rendait à Robespierre la justice de dire qu'il avait vu de longues lettres de lui à son frère, Robespierre jeune, alors représentant à l'armée du Midi, où il combattait et désavouait, avec chaleur, les cruautés révolutionnaires, disant qu'elles déshonoraient la Révolution et la tueraient.

Il y avait aussi à l'armée de Nice un autre représentant assez insignifiant. Sa femme, extrêmement jolie, fort aimable, partageait et parfois dirigeait sa mission ; elle était de Versailles. Le ménage faisait le plus grand cas du général d'artillerie ; il s'en était tout à fait engoué et le traitait au mieux, sous tous les rapports, ce qui était un avantage immense pour le jeune général. Car, dans ces temps de trouble et de trahisons, un représentant du peuple était la loi vivante. Thureau fut un de ceux qui, dans la Convention, lors de la crise de vendémiaire, contribuèrent le plus à faire jeter les yeux sur Napoléon ; il se souvenait du grand rôle qu'il lui avait vu jouer à l'armée.

« J'étais bien jeune alors, disait Napoléon, à un de ses serviteurs fidèles ; j'étais heureux et fier de mon petit succès ; aussi, cherchais-je à le reconnaître et par toutes les attentions en mon pouvoir, et vous allez voir quel peut être l'abus de l'autorité, à quoi peut tenir le sort des hommes ; car je ne suis pas pire qu'un autre.

« Promenant un jour Mme T... au milieu de nos positions, dans les environs du col de Tende, j'eus subitement l'idée de lui donner le spectacle de la guerre, et j'ordonnai une attaque d'avant-postes. Nous fûmes vainqueurs, il est vrai ; mais évidemment il ne pouvait y avoir de résultat ; l'attaque était une pure fantaisie et pourtant quelques hommes y restèrent. Toutes les fois que le souvenir m'en revient, je me reproche fort cette action. »

CHAPITRE 10[a]

Les événements de thermidor avaient amené un changement complet dans les comités de la Convention. Aubry, ancien capitaine d'artillerie, se trouva diriger celui de la guerre[1] (c'est-à-dire fut ministre de la guerre). Lors des grands périls de la République, la levée en masse avait amené la formation d'une foule de corps ; on avait créé des généraux à mesure des besoins. Dès qu'un officier montrait de l'audace et quelque talent, on le nommait général, et quelquefois général en chef. Mais, en revanche, on envoyait au tribunal révolutionnaire les généraux qui ne réussissaient pas, quelque braves qu'ils fussent d'ailleurs (Houchard, Brunet).

Ce système, absurde en apparence et qui fut l'objet des plaisanteries de toute l'Europe monarchique, valut à la France tous ses grands généraux. Quand l'avancement devint raisonnable et fut dirigé par un homme qui s'y connaissait (Napoléon), on n'eut plus que des hommes sans caractère, les lieutenants de Napoléon, sous qui ses armées furent toujours battues de 1808 à 1814 (en Espagne, en Allemagne, etc., Macdonald, Oudinot, Ney, Dupont, Marmont, etc.).

Pendant les temps héroïques de la France, rien n'était moins rare que de voir des officiers refuser de l'avancement. Chez quelques-uns, c'était prudence, chez la plupart, répugnance à se séparer d'une compagnie, d'un régiment, où se trouvaient leurs compatriotes et leurs amis. Plusieurs, devenus ambitieux depuis, se sont bien repentis de ces refus vers 1803, lorsque l'enthousiasme fut remplacé par l'égoïsme monarchique. Il y avait aussi des raisons pour les âmes sèches ; en 1793, 94, 95, on n'était pas payé ; ainsi, rien ne compensait les dangers fort réels d'une responsabilité plus étendue. Aubry[2] fit un nouveau tableau de l'armée et ne s'y oublia pas ; il se fit général d'artillerie et favorisa plusieurs de ses anciens camarades, au détriment de la *queue du corps* qu'il réforma.

Napoléon qui avait à peine vingt-cinq ans, devint général d'infanterie et fut

nommé pour servir dans la Vendée. Il quitta l'armée d'Italie et vint à Paris pour réclamer contre l'injustice dont il était victime.

Les réclamations auprès d'Aubry furent une véritable scène; Napoléon insistait avec force parce qu'il avait des actions d'éclat par devers lui; Aubry s'obstinait avec aigreur, parce qu'il avait la puissance et que n'ayant jamais vu le feu, il ne savait qu'opposer aux actions du jeune général.

« Vous êtes trop jeune, disait-il; il faut laisser passer les anciens. — On vieillit vite sur le champ de bataille, répondait Napoléon, et j'en arrive. »

Un homme âgé et sans gloire, est trop heureux de pouvoir faire du mal à un jeune homme qui a fait plus que lui; Aubry maintint sa décision.

Napoléon, irrité du traitement qu'on lui faisait, donna sa démission ou fut destitué, et, comme Michel-Ange, dans une pareille occurrence, songea à aller offrir ses services au Grand Turc.

Dans un ouvrage qui ne mérite que fort peu de confiance*, je trouve l'arrêté suivant :

Liberté, Égalité.

Ampliation d'un arrêté du Comité de Salut public, en date du 29 fructidor an III. (15 septembre 1794.)

« Le Comité de Salut public arrête que le général Bonaparte sera rayé de la liste des officiers généraux employés, attendu son refus de se rendre au poste qui lui a été assigné.

« Signé : LETOURNEUR (de la Manche),
« MERLIN (de Douai), T. BERLIER,
« BOISSY, CAMBACÉRÈS, président. »

MM. Sébastiani et Junot avaient suivi à Paris leur jeune général; ils prirent ensemble un petit logement rue du Mail dans un hôtel, près de la place des Victoires. Bonaparte n'avait rien volé; on le payait, si on le payait, en assignats qui n'avaient que peu de valeur; il tomba bientôt dans une gêne extrême. On a supposé qu'à cette époque il se mêla de quelque intrigue avec Salicetti, impliqué depuis dans le mouvement insurrectionnel du 1er prairial (20 mai 1795) ; du moins le voyait-il souvent et témoignait-il le désir de rester en tête à tête avec lui.

Un jour, Salicetti remit trois mille francs en assignats au général pour prix de sa voiture, qu'il était forcé de vendre.

* *Mémoires de Bourrienne*, t. I, p. 69.

Pendant qu'il se trouvait dans la triste position de solliciteur désappointé, Bonaparte apprit que son frère aîné, Joseph, venait d'épouser à Marseille Mlle Clary, fille d'un riche négociant de cette ville. Cette position tranquille et heureuse le frappa. « Qu'il est heureux ce coquin de Joseph ! » s'écriait-il.

Bonaparte rédigea une note, par laquelle il offrait au gouvernement* de passer à Constantinople, *pour accroître les moyens militaires de la Turquie* contre la Russie. Cette note resta sans réponse.

Napoléon fut obligé de vendre quelques ouvrages militaires qu'il avait rapportés de Marseille ; plus tard il vendit sa montre. Une femme d'esprit[3], qui vit plusieurs fois Napoléon, en avril et mai 1795, a bien voulu rassembler ses souvenirs et me donner la note suivante :

« C'était bien l'être le plus maigre et le plus singulier que de ma vie j'eusse rencontré. Suivant la mode du temps, il portait des *oreilles de chien* immenses et qui descendaient jusque sur les épaules. Le regard singulier et souvent un peu sombre des Italiens, ne va point avec cette prodigalité de chevelure. Au lieu d'avoir l'idée d'un homme d'esprit rempli de feu, on passe trop facilement à celle d'un homme qu'il ne ferait pas bon de rencontrer le soir auprès d'un bois.

« La mise du général Bonaparte n'était pas faite pour rassurer. La redingote qu'il portait était tellement râpée, il avait l'air si *minable*, que j'eus peine à croire d'abord que cet homme fût un général. Mais je crus sur-le-champ que c'était un homme d'esprit ou, du moins, fort singulier. Je me rappelle que je trouvais que son regard ressemblait à celui de J.-J. Rousseau, que je connaissais par l'excellent portrait de Latour, que je voyais alors chez M. N***.

« En revoyant ce général, au nom singulier, pour la troisième ou quatrième fois, je lui pardonnai ses *oreilles de chien* exagérées ; je pensai à un provincial, qui outre les modes et qui, malgré ce ridicule, peut avoir du mérite. Le jeune Bonaparte avait un très beau regard, et qui s'animait en parlant.

« S'il n'eût pas été maigre jusqu'au point d'avoir l'air maladif et de faire de la peine, on eût remarqué des traits remplis de finesse. Sa bouche, surtout, avait un contour plein de grâce. Un peintre, élève de David, qui venait chez M. N***, où je voyais le général, dit que ses traits avaient une forme grecque, ce qui me donna du respect pour lui.

« Quelques mois plus tard, après la révolution de vendémiaire, nous sûmes que le général avait été présenté à Mme Tallien, alors reine de la mode, et qu'elle avait été frappée de son regard. Nous n'en fûmes point étonnés. Le fait

* *Mémoires de Bourrienne*, t. I, p. 74. — Je ne doute pas que tout ceci ne soit éclairci par la suite dans quelque mémoire à l'Académie des Inscriptions. Le rédacteur des mémoires attribués à Bourrienne et rédigés sur quelques notes, a menti autant qu'il l'a pu.

est qu'il ne lui manquait pour être jugé favorablement, que d'être vêtu d'une façon moins misérable. Et cependant, dans ce temps-là, au sortir de la Terreur, les regards n'étaient pas sévères pour le costume. Je me rappelle encore que le général parlait du siège de Toulon fort bien ou, du moins, il nous intéressait, en nous en entretenant. Il parlait beaucoup et s'animait en racontant; mais il y avait des jours aussi où il ne sortait pas d'un morne silence. On le disait très pauvre et fier comme un Ecossais; il refusait d'être général dans la Vendée et de quitter l'artillerie. *C'est mon arme*, répétait-il souvent; ce qui nous faisait beaucoup rire. Nous ne comprenions pas, nous autres jeunes filles, comment l'artillerie, des canons, pouvaient servir d'épée à quelqu'un.

« Je me rappelle encore que le *maximum*★ régnait alors. On payait toutes les provisions et le pain en assignats; aussi, les paysans n'apportaient-ils rien au marché. Quand on invitait quelqu'un à dîner, il apportait son pain; quand une Mme de N..., notre voisine de campagne, dînait à la maison, elle apportait un morceau d'excellent pain blanc dont elle me donnait la moitié. On dépensait à la maison peut-être cinq ou six francs, en argent, toutes les semaines. Je conçois bien que le général Bonaparte, qui n'avait que sa paye en assignats, fût si pauvre. Il n'avait nullement l'air militaire, sabreur, bravache, grossier. Il me semble aujourd'hui qu'on lisait dans les contours de sa bouche si fine, si délicate, si bien arrêtée, qu'il méprisait le danger, et que le danger ne le mettait pas en colère. »

Cette époque a été défigurée par un homme[4] que, plus tard, Napoléon fut obligé de chasser pour son improbité notoire, et sur les notes haineuses duquel un libraire a fait écrire des mémoires.

Des témoins plus dignes de foi, donnent des détails sur la pauvreté de l'homme qui, à cette époque, avait en réalité pris Toulon et gagné la bataille de Loano. Ils racontent qu'à cette époque Talma qui commençait sa carrière au Théâtre-Français, où il était persécuté par les anciens acteurs, exactement comme le jeune général par l'ancien capitaine Aubry, donnait des billets au général, quand il pouvait en obtenir des semainiers. Pour n'omettre aucun détail, j'ajouterai que Napoléon portait habituellement, par économie, un pantalon de peau de daim. Junot avait un peu d'argent; on lui persuada de le placer dans un commerce de meubles, place du Carrousel et cet argent fut perdu.

Une femme fort prétentieuse[5] et fabuleusement laide remarqua les beaux yeux du général, le persécuta de ses préférences ridicules et prétendait gagner son cœur, en lui donnant de bons dîners : il prit la fuite. Cependant, comme

★ La loi dite du *maximum*, fixait le taux au-dessus duquel il était défendu de vendre les denrées et les autres marchandises.

je respecte infiniment les témoins oculaires, quelques ridicules qu'ils aient d'ailleurs, je transcrirai les récits de cette dame.

« Le lendemain de notre second retour d'Allemagne, en 1795, au mois de mai nous trouvâmes Bonaparte au Palais-Royal, auprès d'un cabinet que tenait un nommé Girardin. Bonaparte embrassa Bourrienne, comme un camarade que l'on revoit avec plaisir. Nous fûmes au Théâtre-Français, où l'on donnait une comédie : *Le Sourd ou l'Auberge pleine.* Tout l'auditoire riait aux éclats. Le rôle de Dasnières était rempli par Baptiste cadet, et jamais personne ne l'a mieux joué que lui. Les éclats de rire étaient tels que l'acteur fut souvent forcé de s'arrêter dans son débit. Bonaparte seul, et cela me frappa beaucoup, garda un silence glacial. Je remarquai à cette époque que son caractère était froid et souvent sombre ; son sourire était faux et souvent mal placé ; et à propos de cette observation, je me rappelle qu'à cette même époque, peu de jours après notre retour, il eut un de ses moments d'hilarité farouche qui me fit mal et qui me disposa peu à l'aimer.

« Il nous raconta avec une gaîté charmante, qu'étant devant Toulon, où il commandait l'artillerie, un officier qui se trouvait de son arme et sous ses ordres, eut la visite de sa femme, à laquelle il était uni depuis peu et qu'il aimait tendrement. Peu de jours après, il eut ordre de faire une nouvelle attaque sur la ville et l'officier fut commandé. Sa femme vint trouver le commandant Bonaparte et lui demanda, les larmes aux yeux, de dispenser son mari de service ce jour-là. Le commandant fut insensible, à ce qu'il nous disait lui-même, avec une gaîté charmante et féroce. Le moment de l'attaque arriva, et cet officier qui avait toujours été d'une bravoure extraordinaire, à ce que disait Bonaparte lui-même, eut le pressentiment de sa fin prochaine ; il devint pâle, il trembla. Il fut placé à côté du commandant, et dans un moment où le feu de la ville devint très fort, Bonaparte lui dit : *Gare ! voilà une bombe qui nous arrive.* L'officier, ajouta-t-il, au lieu de s'effacer se courba et fut séparé en deux. Bonaparte riait* aux éclats, en citant la partie qui lui fut enlevée.

« A cette époque, nous le voyions presque tous les jours ; il venait souvent dîner avec nous ; et comme on manquait de pain et qu'on n'en distribuait parfois, à la section, que deux onces par jour, il était d'usage de dire aux invités d'apporter leur pain, puisqu'on ne pouvait s'en procurer pour de l'argent. Lui et son frère Louis, qui était son aide de camp, jeune homme doux et aimable, apportaient leur pain de ration qui était noir et rempli de son ; et c'est à regret que je le dis, c'était l'aide de camp qui le mangeait à lui tout

* Cette sorte de gaîté, qui n'est qu'un retour philosophique sur soi-même, est fréquente parmi les militaires français, et ne prouve absolument rien contre leur caractère. Napoléon croyait aux pressentiments.

seul, et nous donnions au général du pain très blanc, que nous nous procurions en le faisant faire *en cachette*, chez un pâtissier, avec de la farine qui était venue clandestinement de Sens où mon mari avait des fermes. Si l'on nous avait dénoncés, il y avait de quoi marcher à l'échafaud.

« Nous passâmes six semaines à Paris, et nous allâmes très souvent avec lui au spectacle et aux beaux concerts de Garat, qu'on donnait dans la rue Saint-Marc. C'étaient les premières réunions brillantes depuis la mort de Robespierre. Il y avait toujours l'originalité dans la manière d'être de Bonaparte; car souvent il disparaissait d'auprès de nous, sans rien dire, et lorsque nous le croyions ailleurs qu'au théâtre, nous l'apercevions aux secondes ou aux troisièmes, seul dans une loge, ayant l'air de bouder.

« Avant de partir pour Sens, où je devais faire mes premières couches, nous cherchâmes un appartement plus grand et plus gai que celui de la rue Grenier-Saint-Lazare, qui n'était qu'un pied-à-terre. Bonaparte vint chercher avec nous, et nous arrêtâmes un premier, rue des Marais, n° 19, dans une belle maison neuve. Il avait envie de rester à Paris, et il alla voir une maison vis-à-vis de la nôtre. Il eut le projet de la louer avec son oncle Fesch, depuis cardinal, et avec un nommé Patrault, un de ses anciens professeurs de l'école militaire, et là il nous dit un jour : "Cette maison, avec mes amis, vis-à-vis de vous, et un cabriolet, et je serai le plus heureux des hommes."

« Nous partîmes pour Sens et la maison ne fut pas louée par lui, car d'autres grandes affaires se préparaient. Dans l'intervalle entre notre départ et la funeste journée de vendémiaire, il y eut plusieurs lettres échangées entre lui et son camarade. Ces lettres étaient les plus affectueuses et les plus aimables. (Elles furent volées plus tard, on verra comment.)

« A notre retour, en novembre de la même année, tout était changé. L'ami de collège était devenu un grand personnage : il commandait Paris en récompense de la journée de vendémiaire. La petite maison de la rue des Marais était changée en un magnifique hôtel, rue des Capucines; le modeste cabriolet était transformé en superbe équipage, et lui-même ne fut plus le même; les amis de l'enfance furent encore reçus le matin; on les invita à des déjeuners somptueux, où se trouvaient parfois des dames et entre autres la belle Mme Tallien et son amie la gracieuse Mme de Beauharnais, de laquelle il commençait à s'occuper.

« Il se souciait peu de ses amis et il ne les tutoyait déjà plus. Je parlerai d'un seul, M. de Rey, fils d'un cordon rouge, dont le père avait péri au siège de Lyon et qui, s'y trouvant lui-même, avait été sauvé comme par miracle. C'était un jeune homme doux et aimable, et dévoué à la cause royale. Nous le voyions également tous les jours. Il alla chez son camarade de collège; mais il ne put prendre sur lui de répondre par le *vous*. Aussi lui tourna-t-il le dos;

et lorsqu'il le vint revoir, il ne lui adressa plus la parole. Il n'a jamais rien fait pour lui, que de lui donner une misérable place d'inspecteur des vivres, que de Rey n'a pu accepter. Il est mort de la poitrine trois ans après, regretté de tous ses amis.

« M. de Bourrienne voyait Bonaparte de loin en loin après le 13 vendémiaire. Mais au mois de février 1796, mon mari fut arrêté à sept heures du matin, comme émigré rentré, par une bande de gens armés de fusils; ils l'arrachèrent à sa femme et à son enfant, qui avait six mois.

« Je le suivis; on le promena du corps de garde à la section, de la section je ne sais où encore. Partout il fut traité de la manière la plus infâme et enfin le soir on le jeta au dépôt de la Préfecture de police*, et là il passa deux nuits et un jour, confondu avec tout ce qu'il y avait de pis, même jusqu'à des malfaiteurs. Sa femme et ses amis coururent de toutes parts pour lui trouver des protecteurs, et on courut entre autres chez Bonaparte. On eut beaucoup de peine à le voir; Mme de Bourrienne resta, accompagnée d'un ami de son mari, à attendre le commandant de Paris jusqu'à minuit. *Il ne rentra point* : elle y retourna le lendemain matin de fort bonne heure; elle lui exposa le sort de son mari (à cette époque il y allait de sa tête). Il fut fort peu touché de la position de son ami. Cependant, il se décida à écrire au ministre de la justice, Merlin. Mme de Bourrienne porta cette lettre à son adresse; elle rencontra le personnage sur son escalier; il se rendait au Directoire; il était en grand costume, harnaché de je ne sais combien de plumes, et avec le chapeau à la Henri IV, ce qui contrastait singulièrement avec sa tournure. Il ouvrit la lettre, et soit que le général ne lui plût pas plus que la cause de l'arrestation de M. de Bourrienne, il répondit que cela n'était plus dans ses mains, que cela regardait désormais le ministère public, etc., etc. »

* On l'appelait alors, je crois, *Bureau central.*

CHAPITRE 11[a]

En l'an III (1794), M. de Pontécoulant fut nommé président du comité de la guerre et en cette qualité se trouva chargé de remplir plusieurs des fonctions les plus importantes du ministère de la guerre. Pour avoir un peu de tranquillité et se mettre à l'abri des solliciteurs, il s'était établi dans un réduit au sixième étage du pavillon de Flore, au palais des Tuileries.

Il était fort en peine de l'armée d'Italie; il ne recevait aucune des lettres que, sans doute, on lui adressait de cette armée. On lui écrivait de Marseille qu'on mourait de faim à l'armée d'Italie, et enfin les choses en étaient arrivées à ce point que le comité de la guerre craignait d'apprendre un beau matin l'anéantissement de cette armée.

Un jour, le représentant Boissy d'Anglas disait à un de ses collègues de la Convention, qu'il connaissait un jeune homme qui avait été chassé de l'armée d'Italie comme terroriste et, selon lui, à tort. Il a des idées, ajouta-t-il, et pourrait peut-être vous donner de bons renseignements.

— Envoyez-le-moi, dit M. de Pontécoulant.

Le lendemain, il vit arriver à son sixième étage du pavillon de Flore, l'être le plus maigre et le plus singulier qu'il eût vu de sa vie. Boissy d'Anglas lui avait dit qu'il s'appelait le général Bonaparte; mais M. de Pontécoulant n'avait pas retenu ce nom singulier; il trouva pourtant que cet être, à l'apparence si extraordinaire, ne raisonnait point mal.

— Mettez par écrit tout ce que vous m'avez dit; faites-en un mémoire et apportez-le-moi, lui dit-il.

Quelques jours après, M. de Pontécoulant, rencontrant Boissy d'Anglas, lui dit : « J'ai vu votre homme; mais il est fou apparemment, il n'est plus revenu. — C'est qu'il a cru que vous vous moquiez de lui; il croyait que vous le feriez travailler avec vous. — Eh bien, qu'à cela ne tienne; engagez-le à revenir. » Bonaparte vint, remit gravement son mémoire, et s'en alla. M. de Pontécoulant se le fit lire, pendant qu'on lui faisait la barbe, et il en fut

tellement frappé, qu'il fit courir après le jeune homme; mais on ne le trouva plus dans l'escalier; il revint le lendemain. Après avoir raisonné des faits énoncés dans le mémoire : « Voudriez-vous travailler avec moi? lui dit le représentant.

— Avec plaisir », répondit le jeune homme; et il s'assit devant une table.

M. de Pontécoulant trouva que ce jeune général comprenait parfaitement la position de l'armée d'Italie et ses besoins.

D'après les plans de Bonaparte, cette armée occupa Vado, et les subsistances furent presque assurées. « Que comptez-vous faire à l'avenir? disait un jour M. de Pontécoulant au jeune homme. — J'irai à Constantinople; le Grand Seigneur a de bons soldats, mais il a besoin de gens qui sachent les mener à l'européenne. »

A l'époque où Bonaparte commença à travailler avec M. de Pontécoulant, le comité des subsistances, dont ce dernier était membre, avait peine à assurer les subsistances de Paris, à raison de deux onces de pain par tête et par jour. La détresse où se trouvait le général Bonaparte était partagée par tous les employés du gouvernement, qui n'avaient pas quelque fortune par-devers eux.

M. de Pontécoulant qui lui voulait du bien, alla demander au comité de l'artillerie que Bonaparte fût nommé général dans cette arme; il fut repoussé avec perte : « Il faut des connaissances particulières, lui dit-on, et votre jeune homme ne les possède pas; il faut une expérience qu'il n'a pas; son avancement a été scandaleux par sa rapidité; dites-lui qu'il est trop heureux d'être général de brigade d'infanterie. »

Après avoir travaillé nuit et jour, pendant sept mois, les comités de la Convention furent renouvelés et M. de Pontécoulant remplacé par Letourneur. « Je ne veux point travailler avec cet homme, lui dit Napoléon.

— Mais, encore une fois, que ferez-vous?

— J'irai à Constantinople. »

A quelque temps de là, arriva le 13 vendémiaire; la Convention eut besoin de gens de mérite et Napoléon fut employé. Il n'oublia jamais l'homme qui l'avait apprécié et sauvé de la misère.

Lorsqu'il fut consul, il fit appeler M. de Pontécoulant. « Vous êtes sénateur, lui dit-il, avec ce regard enchanteur qu'il avait lorsqu'il se croyait libre de suivre les mouvements de son cœur.

— La grâce que vous voulez me faire est impossible, répondit M. de Pontécoulant; je n'ai que trente-six ans et il faut en avoir quarante.

— Eh bien, vous serez préfet de Bruxelles, ou de toute autre ville qui vous conviendra; mais rappelez-vous que vous êtes sénateur et venez prendre votre place quand vous aurez l'âge; je voudrais pouvoir vous montrer que je n'ai pas oublié ce que vous avez été pour moi. »

Quelques années plus tard, M. de Pontécoulant, sénateur, habitait Paris; il eut l'imprudence de répondre pour un de ses amis; il s'agissait d'une somme de trois cent mille francs, que l'ami ne put pas payer et M. de Pontécoulant fut plongé dans l'embarras le plus extrême; il allait être obligé de vendre son unique terre (la terre de Pontécoulant, département du Calvados).

« Pourquoi ne vous adresseriez-vous pas à l'Empereur? lui dit un de ses amis. Il vous montre une amitié toute particulière. — En vérité, je n'ose, répondait M. de Pontécoulant; ce serait une indiscrétion; je donnerais un mauvais moment à l'Empereur et à moi. » Enfin, un jour, fort peiné de la nécessité de vendre sa terre, M. de Pontécoulant demanda une audience à l'Empereur, auquel il raconta ce qui lui arrivait.

« Combien y a-t-il de temps que vous êtes en cet état? lui dit Napoléon.

— Trois mois, sire.

— Eh bien, ce sont trois mois de perdus; croyez-vous que je puisse oublier ce que vous avez fait pour moi? Passez aujourd'hui même chez le trésorier de ma liste civile, qui vous remettra vos cent mille écus. »

Quelques années après, M. de Pontécoulant eut l'envie d'aller voir Constantinople, où il se trouva justement pour seconder le général Sébastiani, pendant la semaine qui a fait la réputation de ce dernier. Il mystifia complètement un amiral anglais, qui voulait et pouvait prendre Constantinople, et qui ne prit rien. L'Empereur avait donné des ordres pour que M. de Pontécoulant fût reçu partout avec la plus haute distinction[b].

CHAPITRE 12[a]

Voyons maintenant comment arriva le 13 vendémiaire, qui rendit un rôle au vainqueur de Toulon.

Les événements de 1795 avaient éloigné les périls atroces, on revint à la raison vulgaire ; mais avec le feu de la fièvre, l'énergie et l'enthousiasme s'éteignirent.

La mort de Danton, la chute de Robespierre et de la terrible *Commune de Paris*, marquèrent cette grande époque. Jusque-là le sentiment républicain s'était accru dans tous les cœurs ; après le 9 thermidor il commença à faiblir partout. On peut dire que la République fut blessée au cœur par la mort de Danton. Son agonie dura six ans, jusqu'au 18 brumaire (9 novembre 1799).

Il faut l'avouer, rien n'est plus incommode que la dictature du plus digne et le gouvernement révolutionnaire. Aussitôt que le gouvernement n'est plus indispensable, tout le monde en sent la gêne ; c'est que le peuple n'a de force et n'est quelque chose que lorsqu'il est en colère ; alors rien ne lui coûte. La colère tombe-t-elle, le moindre sacrifice lui semble impossible.

Après le 9 thermidor, la Convention fut successivement gouvernée par des factions ; mais aucune ne sut acquérir une prépondérance durable. Plusieurs fois l'enthousiasme, qui se croyait indispensable à la durée de la République, chercha à reconquérir le pouvoir ; il ne réussit pas ; les gens froids l'emportèrent. Bientôt le parti royaliste chercha à tirer avantage de leurs demi-mesures.

Telle est l'histoire de tous les essais de coup d'Etat, de toutes les petites journées qui suivirent la grande, du 9 thermidor. Toutefois, sous le régime faible qui suivit cette révolution, on n'osa pas entièrement déserter les grands principes proclamés du temps de Danton, et l'on voit l'énergie antérieure porter ses fruits ; c'est comme l'énergie de Richelieu sous le faible Louis XIII.

La Hollande est conquise sous Pichegru. Un souverain, à la vérité le plus sage de tous, Léopold grand-duc de Toscane, daigne faire la paix avec la

République ; la Vendée, qui avait été si près de vaincre et à qui il ne manqua qu'un général ou un prince du sang, traite avec la Convention. Souvent, depuis son avènement au 31 mai, la *Commune de Paris* avait gouverné. Cette grande ville est trop puissante ; il lui reste le privilège de choisir le gouvernement de la France, dans les moments de crise. Mais sa municipalité fut divisée en douze parties (les douze arrondissements municipaux), et l'on n'en parla plus.

Les Ecoles centrales, l'Ecole polytechnique sont fondées ; ce fut le plus beau temps de l'*Instruction publique*. Bientôt elle fit peur aux gouvernants, et depuis, sous de beaux prétextes, on a toujours cherché à la gâter, Aujourd'hui, l'on enseigne aux enfants qu'*equus* veut dire cheval ; mais on se garde bien de leur apprendre ce que c'est qu'un cheval. Les enfants, dans leur curiosité indiscrète, pourraient finir par demander ce que c'est qu'un magistrat, et bien plus ce que doit être un magistrat. On cherche à former des âmes basses et à perfectionner quelque enseignement partiel ; tandis qu'il n'y a aucun cours de politique, de morale et de logique. Bonaparte lui-même eut peur de l'Ecole polytechnique et ne se détermina à la visiter qu'après le retour de l'île d'Elbe.

Le 12 germinal an III (1er avril 1795), le parti de l'énergie essaya de ressaisir le pouvoir. Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, Barère, Vadier, qui avaient tenté cet essai, sont déportés et non pas guillotinés. La Prusse despotique et guerrière est obligée de penser à ses provinces de Pologne et signe la paix avec la République. A l'intérieur, les biens des condamnés sont rendus aux familles.

Le 1er prairial an III, la Convention est de nouveau en péril ; son enceinte est forcée ; la tête du représentant Ferraud est présentée, au bout d'une pique, à l'intrépide Boissy d'Anglas, qui salue avec respect cette tête de son collègue.

Le parti de l'énergie est encore repoussé. La France eût couru les plus grands dangers ; mais le parti débile à qui la victoire était restée a le bonheur de trouver le général Bonaparte et ses victoires.

Ce fut un sursis de trois ans ; bientôt ce parti a peur du général et l'envoie en Egypte. Alors, en 1799, la France est sur le point de périr. Elle ne dut son salut qu'au hasard ; c'est-à-dire à la bataille de Zurich et aux petitesses des Autrichiens, qui piquèrent l'amour-propre du sauvage Suwaroff.

Si le sentiment religieux eût eu quelque énergie après le 9 thermidor, la France se serait faite protestante. Un retour aveugle au passé fit rendre au culte catholique, c'est-à-dire au parti royaliste, une force immense, avec l'usage des édifices qui lui avaient été enlevés. Même en adoptant cette mesure, il fallait la faire acheter par un concordat ; mais on se disputait le pouvoir à coups de lois ; personne ne songeait à l'avenir.

Les Anglais débarquent des régiments d'émigrés à Quiberon; on voit la lutte curieuse de l'ancienne façon de faire la guerre avec la nouvelle. Hoche se bat avec génie; mais la colère ou la prudence dynastique du gouvernement l'emporte sur la saine politique. Il fallait condamner à une prison perpétuelle tous ceux de ces Français qui avaient eu un grade dans la marine. Trois ans plus tard l'expédition d'Egypte eût réussi.

Les Anglais, eux-mêmes, malgré leur morosité et l'égoïsme amer qui fait leur patriotisme, eurent honte de cette expédition. *Le sang anglais n'a pas coulé*[1], dit au Parlement William Pitt, ce digne ministre de l'aristocratie de toute l'Europe.

« Non, répondit Sheridan, mais l'honneur anglais a coulé par tous les pores. »

Peu après la catastrophe de Quiberon*, le 1er août 1795, Charles IV de Bourbon, roi d'Espagne, signa la paix avec la République. Le gouvernement à Paris n'a pas assez d'argent numéraire, pour donner au courrier porteur de cette nouvelle la somme qu'il lui faut pour se rendre de Perpignan à Madrid. Après quelques semaines d'attente, ce courrier revint de Perpignan par la diligence.

Un décret de la Convention ferme les sociétés populaires, supplément nécessaire des gouvernements dans les moments de péril, et cruel embarras dans les périodes tranquilles. D'autres décrets rapportent la loi des *suspects***, déclarent le Rhin limite du territoire de la République française, et enfin proposent à l'acceptation du peuple la constitution de l'an III, qui établit un *Directoire*, un *Conseil des Anciens* et un *Conseil des Cinq-Cents*.

La terreur ayant cessé de comprimer les royalistes, de nombreuses conspirations s'organisent à l'intérieur. Pichegru vend son armée au prince de Condé; il envoie mille Français à Mannheim; ils y sont écrasés et leurs débris se rendent prisonniers. L'armée du Rhin repasse ce fleuve; l'armée de Sambre-et-Meuse est forcée de suivre ce mouvement. Le patriote Jourdan est placé entre Moreau et Pichegru; la République, sauvée par Danton, est de nouveau sur le point de périr, et cette fois ses ennemis ont acquis de l'habileté, et son gouvernement manque d'enthousiasme et de génie.

Le Comité de Salut public est remplacé par cinq directeurs; le premier d'entre eux, Barras, est un *roué*, et, à ce titre, est fort estimé à Paris. Rewbell, homme intègre et travailleur, eût été un bon préfet; Laréveillère-Lepaux aime la patrie et a des vues honnêtes; Carnot dirige les opérations militaires, mais son génie a été effrayé par les reproches de cruauté qui lui ont été adressés et il paraît inférieur à lui-même.

* Le 19 juillet 1795.
** D'après la loi, il y avait les *simples suspects* et les *notoirement suspects*.

Ce faible gouvernement fut sauvé de la destruction, uniquement par les victoires que l'armée d'Italie remporta l'année suivante. Sans Napoléon, 1799 fût arrivé en 1796.

Tels sont les avant-coureurs du 13 vendémiaire et de la fortune de Bonaparte. Pour la troisième fois, l'année 1795 voit le danger de la Convention; la liberté elle-même est en péril; on dirait que sa force vitale a fini avec le *Comité de Salut public*. Un discrédit mortel avait frappé les assignats et jusqu'aux domaines nationaux que les émigrés rentrés réclamaient de toutes parts.

Les armées obtenaient encore de grands succès, parce que jamais elles n'avaient été plus nombreuses; mais elles éprouvaient des pertes journalières qu'il n'y avait plus moyen de réparer. Le découragement pénétrait parmi elles et ce qu'il y avait de pis, les étrangers éclairés par les traîtres de l'intérieur, voyaient cet effet et en triomphaient.

Tandis que ces soldats se morfondaient[2] dans les Alpes, trois cent mille Français inondaient la Belgique et le Palatinat, battaient les alliés à Tourcoing, à Fleurus, à Kaiserslautern, sur l'Ourthe, sur la Roër, chassaient les Anglais, les Hollandais, les Autrichiens et les Prussiens, jusque derrière le Rhin, entraient victorieux dans Bruxelles, Anvers et Maëstricht, passaient le Waal et la Meuse sur la glace, entraient triomphants dans Amsterdam, vainement menacée jadis par Louis XIV et Turenne. Cologne et Coblentz, ancien quartier général des émigrés, étaient occupés. Deux autres armées, sous Dugommier, Pérignon et Moncey, envahissaient la Catalogne et la Biscaye, après avoir remporté deux victoires éclatantes à Figuières et à Saint-Marcial. Enfin, cent mille hommes soumettaient avec peine les royalistes de la Bretagne et de la Vendée.

La France a des succès sur terre, mais elle éprouve des revers sur mer. La famine désolait l'intérieur; vingt-cinq vaisseaux de ligne sortent de Brest pour faciliter l'entrée d'un grand convoi attendu d'Amérique.

L'amiral Howe s'avance avec vingt-cinq vaisseaux, pour empêcher l'entrée du convoi; le représentant du peuple Jean-Bon-Saint-André force l'amiral Villaret-Joyeuse à recevoir la bataille avec de jeunes officiers, peu expérimentés et de vieux capitaines de vaisseaux, qui détestaient la République; les marins se battent avec courage, mais l'ordre et le calme des Anglais triomphent d'une valeur mal guidée. Nous perdons sept vaisseaux pris ou coulés et la flotte de l'Océan est réduite à l'inactivité par la bataille d'Ouessant, comme celle de la Méditerranée par l'incendie de Toulon.

Pendant ce temps, le brave Kosciuszko cherchait en vain à défendre sa patrie. L'énergie des mesures intérieures ne répond pas à la bravoure des soldats; la Pologne n'a ni Carnot, ni Danton et elle cesse d'exister.

Le 9 thermidor arrive en France; Robespierre disparaît; l'énergie

républicaine cesse peu à peu d'animer le gouvernement; les royalistes ont l'espoir de s'en emparer et de détruire la liberté, à l'aide des formes protectrices qu'elle avait données au peuple. Carnot avait quitté la direction de la guerre, l'Espagne et la Prusse avaient fait la paix.

La levée en masse qui, sous Danton, sauva la République, avait donné une multitude de corps : on s'occupa de les amalgamer et de former une armée régulière.

Sieyès fait décréter la constitution de l'an III, qui établit une chambre de cinq cents membres et un Conseil des anciens, composé de trois cents, comme chambre de révision. Ces conseils devaient se renouveler par tiers tous les ans. Le pouvoir exécutif est confié à un Directoire de cinq membres, se renouvelant par cinquième tous les ans.

Mais le malade n'était pas entré en convalescence et le régime de la santé ne lui convenait point encore. La Convention vit que les royalistes allaient s'emparer des élections; la réaction était imminente. La Convention rendit deux décrets, au moyen desquels les deux tiers de ses membres devaient entrer dans les conseils, et les parents d'émigrés ne pouvaient être élus aux fonctions législatives.

Le gouvernement révolutionnaire avait sauvé le territoire de l'invasion étrangère; il avait été une nécessité, mais une nécessité cruelle. Le public, formé dans ses façons de voir par le despotisme corrompu de Louis XV, ne comprenait rien aux avantages de la liberté. D'ailleurs, ces avantages n'étaient qu'en germe et ne ressemblaient nullement aux utopies rêvées en 1789.

Les émigrés rentrés, les agents payés par l'Angleterre, les royalistes, profitèrent de la haine que les Jacobins inspiraient aux classes aisées, pour soulever toute la population de Paris contre un décret qui semblait fait pour perpétuer leur empire. La riche bourgeoisie qui fit le mouvement de vendémiaire, était loin de voir que la révolution tendait à la mettre à la place de la noblesse, ainsi qu'on l'a vu dans le sénat de Napoléon et dans la chambre des pairs de Louis XVIII et de Louis-Philippe.

Au 13 vendémiaire[3], des quarante-huit sections de Paris, trente au moins ne voulaient ni des décrets ni des conventionnels. Chacune avait son bataillon de garde nationale bien armé; les agents payés par l'Angleterre donnaient de l'ensemble au mouvement qui était combiné avec la descente du comte d'Artois en Vendée.

Si les Autrichiens n'avaient pas eu cent cinquante mille hommes aux portes de Strasbourg et les Anglais quarante vaisseaux devant Brest, Napoléon aurait peut-être pris le parti des sectionnaires; mais quand le territoire est menacé, le premier devoir de tout citoyen est de se rallier à ceux qui tiennent le gouvernail. D'ailleurs, en sa qualité de général estimé, Napoléon avait une place fixe

à la tête des troupes. En se jetant parmi les sectionnaires, il se fût trouvé en rivalité avec des avocats bavards, la classe d'hommes qui lui fut toujours le plus antipathique.

Napoléon commande sous Barras; il avait quarante pièces de canon et cinq mille hommes; plus quinze cents patriotes de 1789, organisés en trois bataillons.

Le 13 vendémiaire an IV (4 octobre 1795), les sectionnaires marchèrent sur la Convention. Une de leurs colonnes débouchant par la rue Saint-Honoré, vint attaquer. On lui répondit à coups de mitraille; les sectionnaires se sauvèrent; ils voulurent tenir ferme sur les degrés de l'église Saint-Roch; on n'avait pu passer qu'une pièce dans la rue du Dauphin, alors fort étroite; la pièce fit feu sur cette garde nationale peu aguerrie, qui se dispersa, en laissant quelques morts. Le tout fut terminé en une demi-heure. La colonne qui marchait le long du quai Voltaire, pour attaquer le Pont-Royal, montra beaucoup de bravoure, mais ne fut pas plus heureuse.

Cet événement, si petit en lui-même et qui ne coûta pas deux cents hommes de chaque côté, eut de grandes conséquences; il empêcha la révolution de rétrograder. Napoléon fut nommé général de division et, bientôt après, général en chef de l'armée de l'intérieur.

Paris, cette patrie de la mode, trouvait ridicule cette énergie à l'aide de laquelle il avait sauvé la liberté, pendant trois ans; c'étaient alors les beaux jours du *Bal des victimes*. Pour y être admis, il fallait prouver la mort d'un père ou d'un frère par la guillotine. On était las de tristesse et de sérieux; on déclara ces sentiments tout à fait surannés.

Le parti royaliste, dont Robespierre avait entrepris l'anéantissement, se releva, plein d'insolence envers les hommes qui, au 9 thermidor, l'avaient sauvé.

La République allait périr; voici l'occasion de la crise : la Constitution de 1791 tomba par suite du décret de la Constituante qui, follement généreuse, avait décidé qu'aucun de ses membres ne pourrait être réélu pour l'assemblée suivante.

La Convention se souvint de cette faute. A la suite de la Constitution de l'an III, parut une première loi, en vertu de laquelle les membres de la Convention devaient former les deux tiers du Conseil des Cinq Cents et du Conseil des Anciens.

Une seconde loi décidait que, pour cette fois, un tiers seulement des deux Conseils serait à la nomination des assemblées électorales. Une troisième loi soumettait les deux précédentes, comme inséparables du nouvel acte constitutionnel, à l'acceptation du peuple.

Le parti royaliste réuni à l'étranger, avait compté sur une législature

composée de royalistes ou d'anciens patriotes, qu'on pourrait acheter, comme on avait acheté Pichegru. On aurait ainsi détruit la liberté par les droits qu'elle assignait au peuple et qu'il était utile de décréditer aux yeux des gens raisonnables.

A l'apparition des lois additionnelles, ce parti qui sait se servir de l'hypocrisie, se répandit en déclamations républicaines sur la perte de la liberté, enlevée au peuple par la Convention. Quoi! cette Convention qui n'avait eu d'autre mission que de proposer une constitution, s'avisait d'usurper les pouvoirs du corps électoral; c'est-à-dire, de la nation elle-même!

Sur les quarante-huit sections qui, à Paris, composaient la garde nationale et avaient chacune un bataillon armé et équipé, cinq seulement voulaient la République; quarante-trois sections se soulevèrent et se réunirent en assemblées armées et délibérantes.

Au sein de ces assemblées brillèrent Lacretelle jeune, Regnaud de Saint Jean d'Angély, Vaublanc, Serisy, Laharpe, etc. Les quarante-trois sections rejetèrent les lois additionnelles.

Au yeux des patriotes, la Constitution de l'an III valait mieux que tous les essais précédents : c'était un grand pas vers le gouvernement qui convenait à la France.

Les comités secrets qui dirigeaient le parti de l'étranger n'attachaient aucune importance à des formes qu'ils ne voulaient pas maintenir.

Ce parti montrait beaucoup d'insolence; il se voyait à la tête d'une garde nationale forte de quarante mille hommes, armés et habillés, et parmi lesquels on comptait beaucoup d'anciens officiers fort braves et de royalistes éprouvés. On pensait qu'il serait facile de tromper cette garde nationale et de la faire servir au renversement de la République.

La Convention n'avait que trois ou quatre mille hommes à opposer à la garde nationale et ces soldats pouvaient être séduits; dans ce cas, tous les conventionnels marquant par l'énergie de leurs opinions, pourraient fort bien être mis *hors la loi* et envoyés au supplice : il s'agissait d'une lutte à mort.

Le 23 septembre, la Convention proclama l'acceptation de la Constitution et des lois additionnelles, par la majorité des assemblées primaires de la République.

Le 24, une assemblée d'électeurs, hostiles à la Convention et, suivant nous, à la liberté, se réunit à l'Odéon.

Le 2 octobre (10 vendémiaire an IV), cette assemblée illégale est dissoute par la force. La guerre commence. La section Lepelletier, qui se réunissait au couvent des Filles-Saint-Thomas (auquel a succédé le palais de la Bourse), se montre la plus indignée de la fermeture de l'Odéon; la Convention ordonne la clôture du couvent et le désarmement de la section.

I. *Constitution de l'an III*[4]

La chute de la municipalité du 31 mai, du parti de Danton, de Robespierre, amenèrent la chute des Jacobins et la fin du gouvernement révolutionnaire. Depuis, la Convention fut successivement gouvernée par des factions qui ne surent acquérir aucune prépondérance; ses principes variaient chaque mois. Un épouvantable réaction affligea l'intérieur de la république; les domaines nationaux cessèrent de se vendre et le discrédit des assignats croissant chaque jour, les armées se trouvaient sans solde, les réquisitions et le maximum y avaient seuls maintenu l'abondance; les magasins se vidèrent; le pain même du soldat ne fut plus assuré. Le recrutement dont les lois avaient été exécutées avec la plus grande rigueur sous le gouvernement révolutionnaire cessa. Les armées continuèrent d'obtenir de grands succès, parce que jamais elles n'avaient été plus nombreuses; mais les armées éprouvaient des pertes journalières, il n'y avait plus de moyens pour les réparer. Le parti de l'étranger qui s'étayait du prétexte du rétablissement des Bourbons, acquérait chaque jour de nouvelles forces. Les salons étaient ouverts, on y discourait sans crainte; les communications étaient devenues plus faciles avec l'extérieur; la perte de la république se tramait publiquement.

La révolution était vieille; elle avait froissé bien des intérêts : une main de fer avait pesé sur les individus. Bien des crimes avaient été commis; ils furent tous relevés avec acharnement et chaque jour davantage on excita l'animadversion publique contre tous ceux qui avaient gouverné, administré, ou participé, d'une manière quelconque, aux succès de la Révolution.

Pichegru avait été gagné : c'était le premier général de la république, fils d'un laboureur de la Franche-Comté, et frère minime, dans sa jeunesse, au collège de Brienne; il se vendit au parti royal, et lui livra le succès des opérations de son armée.

Les prosélytes des ennemis de la république ne furent pas nombreux dans l'armée; elle resta fidèle aux principes de la Révolution pour lesquels elle avait versé tant de sang, et remporté tant de victoires.

Tous les partis étaient fatigués de la Convention : elle l'était d'elle-même. Sa mission avait été l'établissement d'une constitution; elle vit enfin que le salut de la patrie, le sien propre, exigeait que, sans délai, elle remplît sa principale mission. Elle adopta, le 21 juin 1795, la constitution connue sous le titre de Constitution de l'an III. Le gouvernement était confié à cinq personnes, sous le nom de Directoire; la législature à deux conseils, dits des Cinq-Cents et des Anciens. Cette constitution fut soumise à l'acceptation du peuple, réuni en assemblée primaire.

II. *Lois additionnelles à la constitution*

L'opinion était généralement répandue qu'il fallait attribuer la chute de la constitution de 91 à la loi de la Constituante qui excluait ses membres de la législature. La Convention ne tomba pas dans la même faute; elle joignit à la constitution deux lois additionnelles, par lesquelles elle prescrivit que les deux tiers de la législature nouvelle seraient composés des membres de la Convention et que les assemblées électorales de département n'auraient à nommer, pour cette fois, qu'un tiers seulement des deux conseils. La Convention prescrivit de plus que ces deux lois additionnelles seraient soumises à l'acceptation du peuple, comme parties inséparables de la constitution.

Le mécontentement fut, dès lors, général. Le parti de l'étranger surtout voyait tous ses projets déjoués par ces dispositions. Il s'était flatté que les deux conseils auraient été entièrement composés d'hommes neufs et étrangers à la Révolution, ou même en partie de ceux qui en avaient été victimes; et dès lors il espérait d'arriver à la contre-révolution par l'influence même de la législature.

Ce parti ne manquait pas de très bonnes raisons pour cacher les véritables motifs de son mécontentement; il alléguait que les droits du peuple étaient méconnus puisque la Convention, qui n'avait eu de mission que pour établir une constitution, usurpait les pouvoirs d'un corps électoral, en donnant elle-même à ses membres les pouvoirs d'un corps législatif; que la preuve que la Convention savait qu'elle agissait contre l'intention du peuple, c'est qu'elle imposait aux assemblées primaires la condition arbitraire de voter à la fois sur l'ensemble de la constitution et des lois additionnelles. La Convention ne devait vouloir que ce que voulait le peuple. Pourquoi ne le laissait-elle pas voter séparément sur la constitution et les lois additionnelles? C'est qu'elle savait que les lois additionnelles seraient unanimement rejetées. Quant à la constitution, en elle-même, elle était préférable sans doute à ce qui existait, et sur ce point tous les partis étaient d'accord. Les uns, il est vrai, eussent voulu un président, au lieu de cinq directeurs, les autres auraient désiré un conseil plus populaire; mais en général on vit cette nouvelle constitution avec plaisir. Quant au parti de l'étranger, qui était dirigé par des comités secrets, il n'attachait aucune importance à des formes de gouvernement qu'il ne voulait pas maintenir; il n'étudiait dans la constitution que le moyen d'en profiter pour opérer la contre-révolution, et tout ce qui tendait à ôter l'autorité des mains de la Convention et des conventionnels, lui était agréable.

III. *Les lois additionnelles sont rejetées par les sections de Paris*

Les quarante-huit sections de Paris se réunirent; ce furent quarante-huit tribunes dans lesquelles accoururent les orateurs les plus virulents : Laharpe, Serizy, Lacretelle jeune, Vaublanc, Regnault etc. Il fallait peu de talent pour exciter tous les esprits contre la Convention; et plusieurs de ces orateurs en montrèrent beaucoup.

La capitale fut ainsi mise en fermentation. Après le 9 thermidor on avait organisé la garde nationale. On avait eu en vue d'en éloigner les Jacobins; mais on était tombé dans l'excès contraire, et les contre-révolutionnaires s'y trouvaient en assez grand nombre.

Cette garde nationale était de plus de quarante mille hommes, armée et habillée. Elle partagea toute l'exaspération des fonctionnaires contre la Convention, et les lois additionnelles furent rejetées dans Paris. Les sections se succédèrent à la barre de la Convention, et y manifestaient hautement leur opinion. La Convention cependant croyait encore que toute cette agitation se calmerait aussitôt que les provinces auraient manifesté leur opinion par l'acceptation de la constitution et des lois additionnelles. Elle croyait pouvoir comparer cette agitation de la capitale à ces commotions si communes à Londres, et dont Rome avait si souvent donné l'exemple au temps des Comices. Elle proclama le 23 septembre 1795 l'acceptation de la constitution et des lois additionnelles, par la majorité des assemblées primaires; mais dès le lendemain les sections de Paris nommèrent des députés pour former une assemblée centrale d'électeurs qui se réunirent à l'Odéon.

IV. *Résistance armée des sections de Paris*

Les sections avaient mesuré leurs forces, évalué la faiblesse de la Convention : cette assemblée d'électeurs fut une assemblée d'insurgés.

La Convention annula l'assemblée de l'Odéon, la déclara illégale et ordonna à ses comités de la dissoudre par la force. Le 10 vendémiaire, la force armée se porta à l'Odéon et exécuta cet ordre. Le peuple, rassemblé sur la place de l'Odéon, fit entendre quelques murmures, se permit quelques injures, mais n'opposa aucune résistance.

Le décret de la Convention qui fermait l'Odéon excita l'imagination de toutes les sections. Celle de Lepelletier, dont le chef-lieu était au couvent des Filles-Saint-Thomas paraissait être à la tête de ce mouvement. Un décret de la Convention ordonna que le lieu de ses séances fût fermé, l'assemblée dissoute et la section désarmée.

Le 12 vendémiaire (3 octobre) à sept ou huit heures du soir, le général

Menou accompagné des représentants du peuple, commissaires près de l'armée de l'Intérieur, se rendit avec un corps nombreux de troupes au lieu des séances de la section Lepelletier, pour y faire exécuter le décret de la Convention. Infanterie, cavalerie, artillerie, tout fut entassé dans la rue Vivienne à l'extrémité de laquelle est le couvent des Filles-Saint-Thomas. Les sectionnaires occupaient les fenêtres des maisons de cette rue ; plusieurs de leurs bataillons se rangèrent en bataille dans la cour du couvent, et la force militaire que commandait le général Menou se trouva compromise.

Le comité de la section s'était déclaré représentant du peuple souverain, dans l'exercice de ses fonctions ; il refusa d'obéir aux ordres de la Convention et après une heure d'inutiles pourparlers, le général Menou et les commissaires de la Convention se retirèrent, par une espèce de capitulation, sans avoir désarmé ni dissous ce rassemblement.

V. *Menou est destitué du commandement de l'Intérieur*

La section, demeurée victorieuse, se constitua en permanence, envoya des députations à toutes les autres sections, vanta ses succès, et pressa l'organisation qui pouvait assurer sa résistance. On se prépara à la journée du 13 vendémaire.

Le général Bonaparte, attaché depuis quelques mois à la direction du mouvement des armées de la république, était dans une loge à Feydeau, lorsque de ses amis le prévinrent de la scène singulière qui se passait. Il fut curieux d'observer les détails d'un si grand spectacle. Voyant les troupes constitutionnelles repoussées, il courut aux tribunes de l'assemblée pour y juger l'effet de cette nouvelle et suivre les développements et la couleur qu'on y donnerait.

La Convention était dans la plus grande agitation. Les représentants auprès de l'armée, pour se disculper, se hâtèrent d'accuser Menou. On attribua à la trahison ce qui n'était que la malhabileté. Il fut mis en arrestation.

Alors différents représentants se montrèrent successivement à la tribune : ils peignirent l'étendue du danger. Les nouvelles qui, à chaque instant, arrivaient des sections, ne faisaient voir que trop combien il était grand. Chacun des membres proposa le général qui avait sa confiance. Ceux qui avaient été à Toulon, à l'armée d'Italie, et les membres du Comité de Salut public, qui avaient des relations avec Napoléon, le proposèrent comme plus capable que personne de les tirer de ce pas dangereux, par la promptitude de son coup d'œil et l'énergie de son caractère. On l'envoya chercher dans la ville.

Napoléon, qui avait tout entendu, et savait ce dont il était question, délibéra près d'une demi-heure avec lui-même sur ce qu'il avait à faire. Une

guerre à mort éclatait entre la Convention et Paris. Etait-il sage de se déclarer, de parler au nom de toute la France? Qui oserait descendre seul dans l'arène pour se faire le Champion de la Convention? La victoire même aurait quelque chose d'odieux tandis que la défaite vouerait pour jamais à l'exécration des races futures.

Comment se dévouer ainsi à être le bouc émissaire de tant de crimes auxquels on fut étranger? Pourquoi s'exposer bénévolement à aller grossir en peu d'heures le nombre de ces noms qu'on ne prononce qu'avec horreur?

Mais, d'un autre côté, si la Convention succombe, que deviennent les grandes vérités de notre révolution? Nos nombreuses victoires, notre sang si souvent versé, ne sont plus que des actions honteuses. L'étranger que nous avons tant vaincu triomphe et nous accable de son mépris...

Les princes émigrés, suivis d'un entourage insolent et dénaturé reparaissent triomphants, nous reprochent nos crimes, exercent leurs vengeances et nous gouvernent en ilotes par la main de l'étranger.

Ainsi la défaite de la Convention ceindrait le front de l'étranger et scellerait la honte et l'esclavage de la patrie.

Ce sentiment, vingt-cinq ans, la confiance en ses forces, sa destinée!... Il se décida et se rendit au comité auquel il peignit vivement l'impossibilité de pouvoir diriger une opération aussi importante avec trois représentants, qui, dans le fait, exerçaient tous les pouvoirs, et gênaient toutes les opérations du génral; il ajouta qu'il avait été témoin de l'événement de la rue Vivienne, que les commissaires avaient été les plus coupables, et s'étaient pourtant trouvés au sein de l'assemblée des accusateurs triomphants.

Frappé de ces raisons mais dans l'impossibilité de destituer les commissaires sans une longue discussion dans l'assemblée, le comité, pour tout concilier, car on n'avait pas de temps à perdre, décida de prendre le général dans l'assemblée même. Dans cette vue il proposa Barras à la Convention comme général en chef et donna le commandement à Napoléon qui, par là, se trouvait débarrassé des trois commissaires, sans qu'ils eussent à se plaindre.

Aussitôt que Napoléon se trouva chargé du commandement des forces qui devaient protéger l'assemblée, il se transporta dans un des cabinets des Tuileries où était Menou, afin d'obtenir de lui les renseignements nécessaires sur les forces et la position des troupes et celle de l'artillerie. L'armée n'était que de cinq mille hommes de toutes armes, avec quarante pièces de canon, alors aux Sablons, sous la garde de quinze hommes; il était une heure après minuit. Napoléon expédia aussitôt un chef d'escadron du 21e de chasseurs (Murat) avec trois cents chevaux, pour se rendre en toute diligence aux Sablons et ramener l'artillerie au jardin des Tuileries. Un moment plus tard il n'était plus temps. Cet officier arrivant à deux heures aux Sablons, s'y trouva avec la tête

d'une colonne de la section Lepelletier qui venait saisir le parc; mais il était à cheval; on était en plaine; la section se retira et à six heures du matin les quarante pièces entrèrent aux Tuileries.

VI. *Dispositions d'attaque et de défense des Tuileries*

Depuis six heures jusqu'à neuf, Napoléon courut tous les postes, et plaça cette artillerie à la tête du pont Louis-XVI, du pont Royal, de la rue de Rohan au cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au pont Tournant etc., il en confia la garde à des officiers sûrs. La mèche était allumée partout et la petite armée distribuée aux différents postes, ou en réserve au jardin et au Carrousel.

La générale battait par tout Paris et les gardes nationales se formaient à tous les débouchés, cernant ainsi le palais et les jardins. Leurs tambours portaient l'audace jusqu'à venir battre la générale sur le Carrousel et sur la place Louis XV. Le danger était imminent quarante mille gardes nationaux bien armés, organisés depuis longtemps, se présentaient animés contre la Convention; les troupes de ligne chargées de défendre étaient peu nombreuses et pouvaient être facilement entraînées par le sentiment de la population qui les environnait. La Convention, pour accroître ses forces, donna des armes à quinze cents individus dits les patriotes de 89. C'étaient des hommes qui, depuis le 9 thermidor, avaient perdu leurs emplois et quitté leurs départements où ils étaient poursuivis par l'opinion. On en forma trois bataillons que l'on confia au général Berruyer. Ces hommes se battirent avec la plus grande valeur. Ils entraînèrent la troupe de ligne et furent pour beaucoup dans le succès de la journée.

Un comité de quarante membres sous la présidence de Cambacérès et composé du Comité de Salut public et de sûreté générale, dirigeaient toutes les affaires. On discutait beaucoup, on ne décidait rien, et le danger devenait à chaque instant plus pressant.

Les uns voulaient qu'on posât les armes et qu'on reçût les sectionnaires comme les sénateurs romains avaient reçu les Gaulois. D'autres voulaient qu'on se retirât sur les hauteurs de Saint-Cloud au camp de César pour y être rejoints par l'armée des côtes de l'Océan. D'autres voulaient qu'on envoyât des députations aux quarante-huit sections pour leur faire diverses propositions. Pendant ces vaines discussions, à deux heures après midi, un nommé Lafond déboucha par le Pont-Neuf, venant de la section Lepelletier à la tête de trois ou quatre bataillons dans le temps qu'une autre colonne de même force venait de l'Odéon à sa rencontre : ils se réunirent sur la place Dauphine.

Le général Cartaux qui avait été placé au Pont-Neuf avec quatre cents

hommes et quatre pièces de canon, ayant l'ordre de défendre les deux côtés du pont, quitta son poste, et se replia sous les guichets. En même temps, un bataillon de gardes nationaux venait occuper le jardin de l'Infante, il se disait affectionné à la Convention et pourtant saisissait ce poste sans ordre. D'un autre côté, Saint-Roch, le Théâtre-Français et l'hôtel de Noailles étaient occupés en force par la garde nationale. Les postes opposés n'étaient séparés que de douze à quinze pas. Les sectionnaires envoyaient des femmes à chaque instant ou se présentaient eux-mêmes, sans armes et les chapeaux en l'air pour fraterniser avec la ligne.

VII. *Combat du 13 vendémaire*

A chaque instant les affaires empiraient. A trois heures, Danican, général des sections, envoya un parlementaire sommer la Convention d'éloigner les troupes qui menaçaient le peuple, et de désarmer les terroristes. Ce parlementaire traversa les postes les yeux bandés, avec toutes les formes de la guerre. Il fut introduit ainsi au milieu du Comité des 40, qu'il émut beaucoup par ses menaces; on le renvoya vers les quatre heures. La nuit approchait, et il n'était pas douteux qu'elle ne dût être favorable aux sectionnaires, vu le grand nombre. Ils pouvaient se faufiler de maison en maison, dans toutes les avenues des Tuileries, déjà étroitement bloquées. A peu près à la même heure on apporta dans la salle de la Convention sept cents fusils, des gibernes et des cartouches pour armer les Conventionnels eux-mêmes comme corps de réserve; ce qui en alarma plusieurs qui ne comprirent qu'alors la grandeur du danger où ils étaient.

Enfin à quatre heures un quart, des coups de fusil furent tirés de l'hôtel de Noailles, où s'étaient introduits les sectionnaires; les balles arrivaient jusqu'au perron des Tuileries. Au même moment la colonne de Lafond déboucha par le quai Voltaire, marchant sur le Pont-Royal. Alors on donna l'ordre aux batteries de tirer. Une pièce de huit, au cul-de-sac Dauphin, commença le feu, et servit de signal pour tous les postes. Après plusieurs décharges, Saint-Roch fut enlevé. La colonne Lafond, prise en tête et en écharpe par l'artillerie placée sur le quai, à la hauteur du guichet du Louvre, et à la tête du Pont-Royal fut mise en déroute. La rue Saint-Honoré, la rue Saint-Florentin et les lieux adjacents furent balayés. Une centaine d'hommes essayèrent de résister, au théâtre de la République; quelques obus les délogèrent en un instant : à six heures tout était fini.

Si l'on entendait dans la nuit de loin en loin quelques coups de canon, c'était pour empêcher les barricades que quelques habitants avaient cherché à établir avec des tonneaux.

Il y eut environ deux cents tués ou blessés du côté des sectionnaires, et presque autant du côté des conventionnels, la plus grande partie de ceux-ci aux portes de Saint-Roch.

Trois représentants, Fréron, Louvet et Sieyès, montrèrent de la résolution.

La section des Quinze-Vingts, faubourg Saint-Antoine, est la seule qui ait fourni deux cent cinquante hommes à la Convention, tant ses dernières oscillations politiques lui avaient aliéné toutes les classes : toutefois, si les faubourgs ne se levèrent point en sa faveur, du moins ils n'agirent point non plus contre elle. Il est faux qu'on ait fait tirer à poudre au commencement de l'action; cela n'eût servi qu'à enhardir les sectionnaires et à compromettre les troupes; mais il est vrai que le combat une fois engagé, le succès n'étant plus douteux, alors on ne tira plus qu'à poudre.

VIII. *Le 14 vendémaire*

Il existait encore des rassemblements dans la section Lepelletier.

Le 14 au matin, des colonnes débouchèrent contre eux par les boulevards, la rue de Richelieu et le Palais-Royal. Des canons avaient été placés aux principales avenues. Les sectionnaires furent promptement délogés, et le reste de la journée fut employé à parcourir la ville, à visiter les chefs-lieux de sections, à ramasser les armes et à lire des proclamations. Le soir tout était rentré dans l'ordre, et Paris se trouvait parfaitement tranquille.

Lorsque après ce grand événement les officiers de l'armée de l'Intérieur furent présentés en corps à la Convention, celle-ci, par acclamations, nomma Napoléon général en chef de cette armée, Barras ne pouvant plus cumuler le titre de représentant avec des fonctions militaires.

Le général Menou fut traduit à un conseil de guerre; on voulait sa mort. Le général en chef le sauva en disant aux juges que si Menou méritait la mort, les trois représentants qui avaient dirigé les opérations et parlementé avec les sectionnaires, la méritaient aussi; que la Convention n'avait qu'à mettre en jugement les trois membres, et qu'alors on jugerait Menou : l'esprit de corps fut plus puissant que la voix des ennemis de Menou.

La même commission condamna plusieurs individus à mort par contumace, entre autres Vaublanc. Le nommé Lafond fut le seul exécuté. Ce jeune homme avait montré beaucoup de courage dans l'action; la tête de sa colonne, sur le Pont-Royal, se reforma trois fois sous la mitraille avant de se disperser tout à fait. C'était un émigré, il n'y eut pas moyen de le sauver, quelque désir que l'on en eût : l'imprudence de ses réponses déjoua constamment les bonnes intentions de ses juges.

IX. *Napoléon commande en chef l'armée de l'Intérieur*

Après le 13 vendémiaire, Napoléon eut à réorganiser la garde nationale, qui était un objet de la plus haute importance, comptant alors jusqu'à cent quatre bataillons.

Il forma en même temps la garde du Directoire, et réorganisa celle du corps législatif. Ces mêmes éléments se trouvèrent précisément dans la suite une des causes de son succès à la fameuse journée du 18 brumaire. Il avait laissé de tels souvenirs parmi ces corps, qu'à son retour d'Egypte, bien que le Directoire eût recommandé à ses soldats de ne point lui rendre d'honneurs militaires qu'il ne fût en grand uniforme, rien ne put empêcher de battre au champ, de quelque manière qu'il parût.

Le peu de mois que Napoléon commanda l'armée de l'intérieur se trouvèrent remplis de difficultés et d'embarras. Ce furent l'installation d'un gouvernement nouveau, dont les membres étaient divisés entre eux et souvent en opposition avec les conseils; une fermentation sourde parmi les anciens sectionnaires qui composaient la majorité de Paris; la turbulence active des Jacobins, qui se reformaient sous le nom de Société du Panthéon; les agents étrangers du royalisme, qui formaient un parti puissant; le discrédit des finances et du papier monnaie, qui mécontentait les troupes à l'extrême, mais, plus que tout encore, l'horrible famine qui, à cette époque, désola la capitale.

Dix ou douze fois les subsistances manquèrent, et les faibles distributions journalières que le gouvernement avait été contraint d'établir furent interrompues; il fallait une activité, une dextérité peu communes, pour surmonter tant d'obstacles, et maintenir le calme dans la capitale, en dépit de circonstances si fâcheuses et si graves.

La Société du Panthéon donnait chaque jour plus d'inquiétudes au Directoire. La police n'osait aborder cette société de front. Le général en chef fit mettre le scellé sur le lieu de ses assemblées, et les membres ne bougèrent plus tant qu'il demeura présent. Ce ne fut qu'après son départ qu'ils parurent de nouveau, sous l'influence de Babeuf, Antonelle et autres, et éclatèrent au camp de Grenelle.

Il eut souvent à haranguer à la halle, dans les rues, aux sections et dans les faubourgs; et une remarque singulière à ce sujet, c'est que de toutes les parties de la capitale, le faubourg Saint-Antoine est celui qu'il a toujours trouvé le plus facile à entendre raison, et à recevoir des impulsions généreuses.

Ce fut pendant le commandement de Paris que Napoléon fit la connaissance de Mme de Beauharnais.

On avait exécuté le désarmement général des sections. Il se présenta à

l'Etat-Major un jeune homme de dix à douze ans, qui vint supplier le général en chef de lui faire rendre l'épée de son père, qui avait été général de la république. Ce jeune homme était Eugène de Beauharnais, depuis vice-roi d'Italie. Napoléon, touché de la nature de sa demande, et des grâces de son âge, lui accorda ce qu'il demandait : Eugène se mit à pleurer en voyant l'épée de son père. Le général en fut touché et lui témoigna tant de bienveillance, que Mme de Beauharnais se crut obligée de venir le lendemain lui en faire des remerciements. Napoléon s'empressa de lui rendre sa visite.

Chacun connaît la grâce extrême de l'Impératrice Joséphine, ses manières douces et attrayantes. La connaissance devint bientôt intime et tendre, et ils ne tardèrent pas à se marier.

X. *Napoléon est nommé général en chef de l'armée d'Italie*

On reprochait à Schérer, commandant l'armée d'Italie, de ne pas avoir su profiter de sa bataille de Loano; depuis, on était peu satisfait de sa conduite. On voyait à son quartier général de Nice beaucoup plus d'employés que de militaires. Ce général demanda de l'argent pour solder ses troupes et réorganiser les différents services. Il demandait des chevaux pour remplacer les siens qu'on avait laissés périr faute de subsistances : le gouvernement ne pouvait donner ni l'un ni l'autre. On lui fit des réponses dilatoires; on l'amusa par de vaines promesses. Il fit connaître alors que si l'on tardait davantage, il serait obligé d'évacuer la rivière de Gênes, de revenir sur la Roya, et peut-être même de repasser le Var. Le Directoire résolut de le remplacer.

Un jeune général de vingt-cinq ans ne pouvait rester plus longtemps à la tête de l'armée de l'Intérieur. Le sentiment de ses talents et la confiance que l'armée d'Italie avait en lui le désignaient comme seul capable de la tirer de la fâcheuse situation où elle se trouvait. Les conférences qu'il eut avec le Directoire à ce sujet et les projets qu'on lui présenta, ne laissèrent plus aucun doute. Il partit pour Nice, et le général Hatry, âgé de soixante ans, vint de l'armée de Sambre-et-Meuse le remplacer à l'armée de l'intérieur, laquelle avait perdu son importance depuis que la crise des subsistances était passée, et que le gouvernement se trouvait assis[5].

La haine des excès de la Terreur avait jeté le gouvernement dans une faiblesse déplorable, l'enthousiasme sembla s'éteindre en France, la trahison ou l'ineptie de Pichegru firent éprouver de sanglants revers sur le Rhin et entraînèrent ceux de Jourdan : les armées de la république furent ramenées jusque sous Landau.

La république fut plus heureuse en Italie. Schérer médiocre mais non pas traître y avait conduit une partie des vainqueurs des Pyrénées après la paix avec l'Espagne. Les soldats étaient de jeunes patriotes du Midi extrêmement ardents; Schérer osa exécuter un plan donné par Bonaparte lorsqu'il était employé au Bureau des opérateurs militaires. Le résultat fut une victoire signalée remportée à Loano mais Schérer ne sut pas en profiter; toutefois l'armée prit possession de la ligne de l'Appenin jusqu'à Savone et aux sources de la Bormida.

Le nouveau Directoire venait d'être installé; les revers éprouvés sur le Rhin y firent nommer Carnot malgré l'éloignement que les hommes modérés, maintenant maîtres de tout, portaient à un ancien membre du Comité de Salut public. Carnot avait l'âme timorée d'un honnête homme; sa tête fut troublée par cette haine universelle et il ordonna depuis de bien fausses mesures. Sa qualité de roué donnait à Barras l'assentiment des hommes modérés. Rewbel qu'ils portèrent au Directoire fut un meilleur choix : il était travailleur intègre mais du reste assez médiocre. La Réveillère-Lépaux avait des [illisible] et de bonnes idées; on fut surpris de ne pas voir Sieyès au Directoire.

(Mariage)

Le général en chef de l'armée de l'intérieur avait de fréquentes occasions de voir Carnot. Il lui parla de son ancien projet d'attaque sur le Piémont par Coni que le Comité de Salut public avait rejeté en 1794 ainsi que de l'autre plan pour l'invasion de l'Italie envoyé à Schérer.

Carnot fut étonné du caractère singulier de ce jeune homme; ses plans, quoiqu'un peu téméraires, étaient basés sur des considérations fort raisonnables. Il fallait savoir si le jeune général serait aussi brillant sur le champ de bataille, qu'il l'était dans le cabinet.

Dans la conversation avec Carnot, il semblait comprendre fort bien la situation générale de la république. La Prusse et l'Espagne avaient traité quelques mois auparavant avec la république; mais ces rois ne pouvaient pas l'aimer et cette paix se bornait, de leur part, à une stricte neutralité. La Suède et le Danemark avaient résisté aux suggestions du cabinet de Londres; la Pologne avait cessé d'exister.

L'Angleterre, l'Autriche, l'Empire germanique, le roi de Sardaigne, la Russie, le roi de Naples et le pape restaient ligués contre la république.

Carnot supposait que, peut-être, l'Autriche n'était pas très éloignée d'imiter la Prusse et de faire sa paix; les précieuses acquisitions qu'elle venait de faire en Pologne exigeaient des soins et pouvaient la consoler de la perte

de la Belgique, dont la Convention venait de voter la réunion définitive à la France. Peut-être, sans les revers de Pichegru, l'Autriche eût-elle fait sa paix dans l'état où se trouvaient les armes de la république sur le Rhin ; il était évident qu'on ne pouvait y espérer de succès assez marquant pour dicter la paix à l'Autriche et la contraindre à céder à la Belgique.

Dès lors, il fallait tenter l'invasion en Italie ; on pouvait espérer de s'emparer de la Lombardie, ou du moins de faire la paix avec tous les petits Princes de l'Italie ; ce qui eût rendu cette armée disponible. Cette dernière espérance était fondée sur les insinuations de paix faites récemment à la cour de Turin, par l'entremise de l'Espagne, et qui semblait n'avoir été éloignées qu'à cause de la peur qu'inspirait le voisinage de l'armée autrichienne.

Dans son intérêt particulier, le Directoire avait besoin de victoires pour donner crédit à son administration ; il n'avait point de général renommé à envoyer en Italie. Bonaparte, malgré sa jeunesse, fut nommé général en chef. Il paraît que Barras décida de cette nomination.

Il fut convenu, qu'à peine arrivé, le général manœuvrerait par sa droite, pour descendre sur le mont Ferrat et de là se porter rapidement sur la Lombardie ; c'était à Milan et à Mantoue qu'il fallait conquérir la Belgique. L'armée française devait porter tous ses efforts contre les Autrichiens afin de détacher le Piémont de leur alliance.

Les armées d'Allemagne, réorganisées, reprendraient l'offensive dès la fin d'avril et chercheraient à passer le Rhin. Moreau commandait soixante-dix mille hommes en Alsace ; Jourdan en avait environ autant sur le Bas-Rhin ; si ces armées avaient des succès, elles devaient se réunir en Bavière. Celle d'Italie devait chercher à s'avancer jusqu'à l'Adige, parvenir à détacher le Piémont de la coalition, ou détrôner le roi de Sardaigne, s'il se refusait à faire la paix.

CHAPITRE 13[a]

Le 27 mars 1796, le général Bonaparte arriva à Nice. L'armée active d'Italie comptait quarante-deux mille hommes, dont trente-huit mille présents, en face de l'ennemi. L'armée des Alpes, commandée par Kellermann, occupait la Savoie et les montagnes du Dauphiné vers Briançon. L'ennemi comptait quatre-vingt mille hommes, Autrichiens et Sardes, répandus sur la ligne du Mont-Blanc au golfe de Gênes.

L'armée française était depuis longtemps exposée à des privations horribles; souvent les vivres manquaient, et ces soldats placés sur les sommets des Alpes et qui se trouvaient huit mois de l'année au milieu des neiges, manquaient de chaussures et de vêtements; la moitié des soldats venus des Pyrénées après la paix avec l'Espagne, avaient succombé dans les hôpitaux ou sur le champ de bataille. Les Piémontais les appelaient les héros en guenilles. Depuis trois ans, on tirait des coups de fusil en Italie, uniquement parce qu'on était en guerre; mais sans aucun but et comme pour l'acquit de sa conscience. Napoléon trouva à cette armée le général Masséna qui, le 2 novembre précédent et sous le commandement nominal du général Schérer, avait gagné la bataille de Loano sur l'armée autrichienne, commandée par le général Devins; il trouva l'armée placée de la façon la plus ridicule, elle était perchée sur les sommets arides de l'Apennin depuis Savone jusqu'à Ormea. Ses communications avec la France longeaient le bord de la mer, suivant une ligne parallèle à celle de l'ennemi. Si celui-ci attaquait par sa droite, les communications étaient rompues.

L'armée de Nice[1] avait deux routes pour passer les montagnes et entrer en Italie; l'une traverse la grande chaîne des Alpes, au col de Tende : c'est la grande route de Turin par Coni. L'autre route est le fameux chemin de la Corniche qui, alors, en cent endroits, ne présentait entre d'immenses rochers à pic et la mer qu'un passage de trois ou quatre pieds de large. Quand cette route s'éloignait de quelques toises de la mer, elle consistait en montées et descentes d'une rapidité extrême. Cette route, alors si incommode, aboutissait

au passage de la Bocchetta. Il y a un troisième chemin qui conduit d'Oneille à Ceva : il est bon pour l'artillerie.

Depuis les opérations dirigées en 1794 par Bonaparte commandant l'artillerie, l'armée d'Italie, maîtresse du col de Tende, aurait pu descendre sur Coni, si elle eût été d'accord avec l'armée des Alpes.

Le peu de pain qu'avait l'armée lui était fourni par des marchands génois. Bonaparte la trouva répartie ainsi qu'il suit :

La division Maquart, forte de trois mille hommes, gardait le col de Tende; la division Sérurier, de cinq mille hommes, occupait la route de Ceva.

Les divisions de Masséna, d'Augereau, de Laharpe, formant trente mille hommes, se trouvaient aux environs de Loano, Finale et Savone. La division Laharpe poussa son avant-garde sur Voltri, pour effrayer les aristocrates de Gênes et assurer les communications avec cette grande ville, que les soldats nommaient la mère nourrcière.

Depuis quatre ans, le quartier général administratif était resté établi commodément à Nice; le général en chef s'en fit suivre à Albenga, par la route pénible de la Corniche. Cette démarche vive étonna tout le monde et enchanta les soldats. Malgré la misère excessive à laquelle on les laissait en proie, ces jeunes républicains ne respiraient qu'amour de la patrie et des combats. Ils riaient de se voir des habits en lambeaux. Les mandats qu'on donnait aux officiers ne valaient pas dix francs par mois; ils vivaient et marchaient comme le soldat.

Le général Bonaparte demanda au Sénat de Gênes, en réparation de l'attentat commis dans son port, sur la frégate *La Modeste* prise par les Anglais, qu'il livrât passage à l'armée française, par la ville et par le col de la Bocchetta. A ce prix, il lui promettait d'éloigner pour toujours le théâtre de la guerre de son pays.

L'oligarchie de Gênes qui détestait les Français, se hâta de communiquer leur demande au général en chef autrichien. Cette communication pouvait avoir pour effet d'attirer toute la gauche des Autrichiens au col de la Bocchetta. Ce mouvement qui placerait le gros des forces ennemies aux deux extrémités de leur ligne, à Ceva et vers Gênes, livrerait aux attaques des Français un centre isolé.

Le conseil aulique avait remplacé le général Devins, battu à Loano, par Beaulieu, vieillard presque octogénaire, fameux par son courage et son caractère entreprenant; mais, d'ailleurs, fort médiocre. Son armée était au grand complet et forte de cinquante mille hommes; elle était répartie depuis Coni et le pied du col de Tende, jusqu'à la Bocchetta, vers Gênes.

Soit que Beaulieu eût été instruit par le Sénat de Gênes de la demande du général français, soit par hasard, Beaulieu marcha sur Gênes avec le tiers de

son armée ; il voulait s'emparer de Gênes et se mettre en communication avec Nelson et Jervis, qui se trouvaient dans ces parages avec une escadre anglaise.

Si Beaulieu eût eu la moindre idée de son métier de général en chef, il eût opéré en masse contre la gauche des Français, qui eussent été obligés de retirer en hâte tout ce qu'ils avaient du côté de Gênes.

Ce fut le 10 avril 1796 que commença cette célèbre campagne d'Italie. Beaulieu descendit lui-même l'Apennin par la Bocchetta à la tête de son aile gauche. Bonaparte lui laissa le plaisir de débusquer sa petite avant-garde à Voltri, et pendant ce temps se hâta de rassembler le gros de ses forces contre le centre autrichien, qui s'était avancé de Sassello, sur Montenotte. Ce point était défendu par trois redoutes, connues par le serment que le colonel Rampon fit prêter à la 32e demi-brigade, au moment où les Autrichiens attaquaient la dernière avec fureur. Au reste, si le général d'Argenteau l'eût emportée et fût descendu jusqu'à Savone, il n'en eût été que plus complètement battu : dans la nuit toutes les forces françaises se portèrent sur ce point.

Le 12 avril, d'Argenteau se vit attaquer de front et à revers, par des forces supérieures ; il fut battu et rejeté sur Dego. L'armée française avait passé l'Apennin. Bonaparte résolut de se tourner contre les Piémontais, pour tâcher de les séparer de Beaulieu ; le général Colli qui les commandait, occupait le camp de Ceva. Le général Provera, placé avec un petit corps autrichien, entre Colli et d'Argenteau, occupait les hauteurs de Cosseria. Bonaparte conduisit contre lui les divisions Masséna et Augereau. Laharpe avait été laissé pour observer Beaulieu, qui eut tort de se tenir tranquille.

Le 13, la division Augereau força les gorges de Millesimo. Provera, battu et cerné de toutes parts, fut forcé de chercher un refuge dans les ruines du château de Cosseria et mit bas les armes le 14 au matin, avec les quinze cents grenadiers qu'il commandait.

Beaulieu, fort surpris de ce qu'il apprenait, se hâta de courir à Acqui et envoya directement une partie de ses troupes à travers les montagnes, à Sassello. D'Argenteau occupait Dego ; Bonaparte l'y attaqua à la tête des divisions Masséna et Laharpe. Les troupes autrichiennes se battirent fort bien ; mais grâce aux combinaisons du général en chef, les Français étaient supérieurs en nombre. L'ennemi se retira en désordre sur Acqui, en laissant vingt pièces de canon et beaucoup de prisonniers.

Après la bataille gagnée, le général Wukassowich qui accourait par Sassello, avec l'intention de rejoindre d'Argenţeau, qu'il croyait encore à Dego, tomba au milieu des Français. Ce brave homme, loin de se décourager, fondit sur la garde des redoutes de Magliani, enleva l'ouvrage et poussa la garnison épouvantée jusqu'à Dego. Les Français furent complètement surpris ; mais le brave Masséna, remarquable par la constance qu'il montrait dans les revers, rallia les fuyards et détruisit presque entièrement ce corps de cinq bataillons.

Les Autrichiens battus, le général en chef attaqua de nouveau les Piémontais avec les divisions Augereau, Masséna et Sérurier. Les Piémontais eurent un moment de succès à Saint-Michel, contre la division Sérurier; ils avaient évacué le camp de Ceva et enfin furent rejetés derrière la Stura.

Le 26, les trois divisions françaises se réunirent à Alba. Une dernière bataille pouvait les mettre en possession de Turin, dont ils n'étaient qu'à dix lieues.

Mais Bonaparte n'avait pas de canons de siège, et les sièges ne conviennent nullement au génie des Français; les généraux ennemis ne virent point ces deux idées. Ils se crurent perdus; ils ne virent pas la belle position de la Stura, flanquée à droite par la forteresse importante de Coni, à gauche par Cherasco, qui était à l'abri d'un coup de main. Derrière la Stura, Colli pouvait se faire joindre par mille Piémontais, épars dans les vallées adjacentes et par Beaulieu, à qui il restait bien vingt mille hommes. Il suffisait aux alliés de deux jours de vigueur, d'activité et de résolution, pour que tout fût remis en question. Etaient-ils battus? La place admirable de Turin était là pour recevoir, en cas de revers, une armée battue qui n'en eût pas été encore à sa dernière ressource, puisque l'Autriche ne manquait pas de moyens pour la secourir. Dans tous les cas, Turin était imprenable pour l'armée qui n'avait pas d'équipage de siège.

A peine les Français eurent-ils occupé Alba, que les démocrates piémontais organisèrent un comité régénérateur qui lança des adresses au peuple du Piémont et de la Lombardie, menaçantes pour les nobles et les prêtres, encourageantes pour les peuples.

L'effet surpassa l'attente des Français; le désordre et la terreur furent au comble dans Turin; le roi n'avait dans ses conseils aucun homme supérieur. La cour eut peur des Jacobins piémontais et quoique Beaulieu eût marché d'Acqui sur Nizza, pour se réunir à Colli, elle se crut perdue sans ressource et un aide de camp vint de la part du roi demander la paix au général Bonaparte. Celui-ci fut au comble de ses vœux. Ses espions lui apprirent qu'après les discussions les plus vives, dans lesquelles les ministres du roi et surtout le marquis d'Albarey soutenaient le parti de la guerre, le cardinal Costa archevêque de Turin détermina le roi à la paix.

Il est incroyable qu'avant de se livrer à cette démarche précipitée, le roi ne se soit pas rappelé ce que son aïeul Victor-Amédée avait fait en 1706. Si le roi, rappelant des Alpes une partie des troupes du prince de Carignan, eût tenu ferme à Turin, à Alexandrie, à Valence, dont les Français étaient hors d'état d'entreprendre les sièges, il eût été impossible à ceux-ci de faire un pas de plus. Si la coalition eût jugé à propos de faire arriver quelques renforts tirés du Rhin, les Français pouvaient fort bien être chassés d'Italie.

Le génie de Bonaparte privait ses ennemis d'une partie de leur jugement et

amena sans doute le roi à demander honteusement la paix à une armée qui n'avait ni artillerie, ni cavalerie, ni chaussure. Si l'on suppose, pour un instant, les mêmes avantages remportés par Moreau, Jourdan, ou tout autre général homme médiocre, on verra tout de suite que le roi de Sardaigne ne se fût pas mis à leur discrétion.

Bonaparte n'était pas autorisé à traiter de la paix; mais, par l'armistice de Cherasco, il se fit livrer les places de Coni, d'Alexandrie et de Ceva; le roi s'engageait à se retirer de la coalition. Bonaparte qui sentait que du roi de Sardaigne uniquement dépendait sa marche sur l'Adige, laissa entrevoir au comte de Saint-Marsan, son envoyé à Cherasco, que loin d'être disposé à renverser les trônes et les autels, les Français sauraient les protéger, même contre les Jacobins du pays, si tel était leur intérêt. Malheureusement le Directoire ne put jamais comprendre cette idée que, pendant un an, Bonaparte lui présenta de toutes les manières.

Il avait fait, en quinze jours, plus que l'ancienne armée d'Italie en quatre campagnes. L'armistice avec le Piémont livrait à ses coups l'armée de Beaulieu et surtout donnait à la sienne une base raisonnable. S'il était battu, il pouvait désormais chercher un refuge sous Alexandrie et si, dans ce cas, le roi violait le traité, il pouvait bien l'en faire repentir, en soutenant les Jacobins piémontais.

Mais comme notre but est moins de faire connaître les choses, que Bonaparte lui-même, nous allons donner son récit de cette campagne brillante; elle révéla à l'Europe un homme tout à fait différent des personnages étiolés, que ses institutions vieillies et ses gouvernements, en proie à l'intrigue, portaient aux grandes places.

L'apparition de Napoléon à l'armée, comme général en chef, fit une véritable révolution dans les mœurs; l'enthousiasme républicain avait autorisé beaucoup de familiarité dans les manières. Le colonel vivait en ami avec ses officiers. Cette habitude peut amener l'insubordination et la perte d'une armée. L'amiral Decrès racontait que ce fut à Toulon qu'il apprit la nomination du général Bonaparte au commandement de l'armée d'Italie; il l'avait beaucoup connu à Paris et se croyait en toute familiarité avec lui. « Aussi, quand nous apprenons que le nouveau général va traverser la ville, je m'offre aussitôt à tous les camarades, pour les présenter, en me faisant valoir de mes liaisons. J'accours, plein d'empressement et de joie; le salon s'ouvre, je vais m'élancer, quand l'attitude, le regard, le son de voix, suffisent pour m'arrêter. Il n'y avait pourtant en lui rien d'injurieux; mais c'en fut assez. A partir de là, je n'ai jamais été tenté de franchir la distance qui m'avait été imposée. »

En prenant le commandement de l'armée d'Italie[2], Napoléon, malgré son extrême jeunesse et le peu d'ancienneté dans son grade de général de division,

sut se faire obéir. Il subjugua l'armée par son génie bien plus que par des complaisances personnelles. Il fut sévère et peu communicatif, surtout envers les généraux ; la misère était extrême, l'espérance était morte dans le cœur des soldats ; il sut la ranimer ; bientôt il fut aimé d'eux ; alors sa position fut assurée envers les généraux de division.

Sa jeunesse établit un singulier usage à l'armée d'Italie : après chaque bataille, les plus braves soldats se réunissaient en conseil et donnaient un nouveau grade à leur jeune général. Quand il rentrait au camp, il était reçu par les vieilles moustaches qui le saluaient de son nouveau titre. Il fut fait caporal à Lodi : de là, le surnom de *petit caporal*, resté longtemps à Napoléon parmi les soldats.

Il convient de jeter un coup d'œil rapide sur ce que les armées françaises faisaient en Allemagne, pendant que Napoléon conquérait l'Italie.

Après que Pichegru eut fait battre exprès une division de son armée, il y eut un armistice. Pichegru se rendit à Paris et se plaignit hautement au Directoire de l'état de dénûment dans lequel on laissait l'armée du Rhin. Le Directoire, qui ne voulait pas accoutumer les généraux d'armée à prendre ce ton avec lui, déclara à Pichegru que, s'il trouvait le fardeau trop lourd, il pouvait le déposer.

Pichegru se retira, et l'armée qui n'avait aucune connaissance de la trahison de son général, crut qu'il n'avait été sacrifié que pour avoir pris trop chaudement ses intérêts.

Moreau vint remplacer Pichegru à l'armée du Rhin ; l'armistice fut dénoncé ; il passa le Rhin et obtint des succès les 9 et 10 juin 1796.

De son côté, l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par Jourdan, après avoir passé le Rhin à Dusseldorf, s'était portée sur la Bohême. Soit timidité naturelle, jalousie pour son collègue, ou défaut d'instruction, Moreau négligea les nombreux passages qui existent sur le Danube, de Donawerth à Ratisbonne. L'archiduc Charles exécuta alors la belle manœuvre qui a fondé sa réputation. Il se déroba à Moreau, franchit le Danube et fit sa conjonction avec les troupes autrichiennes qui se retiraient devant l'armée de Sambre-et-Meuse ; il reprit l'offensive, battit Jourdan à Wetzlar le 15 juin 1796, et le poursuivit jusqu'aux bords du Rhin, sans qu'il vînt jamais à la pensée de Moreau d'imiter le mouvement de son adversaire et d'aller au secours de Jourdan.

Au lieu de repasser sur la rive gauche du Danube, de chercher à se rallier à l'armée de Sambre-et-Meuse ou, au moins, d'attaquer l'archiduc d'une façon quelconque, il eut le courage de se mettre en retraite avec sa belle armée qui comptait plus de quatre-vingt mille combattants et, chose singulière et qui prouve bien la valeur de l'opinion publique en France, cette retraite fut à la

mode et les gens sages la préférèrent de beaucoup aux batailles de Castiglione et d'Arcole; il est vrai que, comme l'armée de Moreau était très forte, elle gagna d'abord une bataille en se retirant. Mais plus tard il laissa à l'archiduc le temps de revenir sur lui. A Paris, on avait cru perdue cette armée de quatre-vingt mille hommes, quand tout à coup on apprit qu'elle avait repassé le Rhin sur le pont d'Huningue; l'enthousiasme pour Moreau et sa retraite fut général et dure encore.

Cette manœuvre incroyable fut suivie du siège de Kehl, où les généraux de division Desaix et Gouvion-Saint-Cyr s'immortalisèrent et dont il faut lire les détails admirables dans les mémoires de ce dernier. Jamais il ne vint à l'esprit de Moreau de repasser le Rhin et de se porter rapidement sur les derrières de l'archiduc.

Voilà ce que faisaient les armées de la République dans le Nord, pendant que Napoléon remportait tant de victoires en Italie. Voilà aussi pourquoi l'armée autrichienne du Rhin put envoyer Wurmser et vingt mille hommes d'élite à l'armée autrichienne de l'Adige.

Voilà pourquoi, en mars 1797, elle put envoyer trois divisions et l'archiduc Charles à l'armée autrichienne du Tagliamento.

Dans ce commencement de 1797, le Directoire ne fut-il que malhabile, comme à l'ordinaire, ou redoutant les victoires de Napoléon, évita-t-il sciemment de faire une diversion sur le Rhin?

Quoi qu'il en soit, après des retards inexplicables pour moi, le Directoire résolut enfin de porter ses armées sur la rive droite du Rhin. Elles passèrent ce fleuve avec hardiesse et elles obtenaient des succès, lorsqu'elles virent accourir des avant-postes autrichiens un officier français en parlementaire. C'était le général Leclerc qui arrivait de Leoben, par l'Allemagne, apportant les préliminaires de paix. Si la renommée de Bonaparte n'eût pas inspiré de crainte pour la liberté, il eût fallut le rappeler d'Italie après le passage des Alpes qui suivit celui du Tagliamento et lui donner le commandement de l'armée du Rhin.

CHAPITRE 14[a] [1]

Derrière Savone, port de mer situé à dix lieues de Gênes, se trouvent les hauteurs de Saint-Jacques et de Montenotte ; là finissent les Alpes et commencent les Apennins.

L'élévation qui sépare la mer des plaines de la Lombardie (ou vallée du Pô), est si peu considérable que, plus tard, il a été question d'y pratiquer un canal pour joindre Gênes à Venise.

Si Annibal eût connu ce passage, il eût pu éviter la difficulté de passer les Alpes vers le Mont-Cenis.

Toute la campagne de 1796 va se passer dans les plaines immenses non moins que fertiles, arrosées par le Pô.

Savone, port de mer et place forte, se trouvait placé pour servir tout à la fois de magasin et de point d'appui à l'armée française.

De cette ville à la Madone, le chemin est une chaussée fort belle ; celui de la Madone à Carcari peut être rendu praticable à l'artillerie en peu de jours, et enfin à Carcari l'on trouve de bons chemins qui conduisent dans la vallée du Pô, probablement la plus belle du monde civilisé ; elle s'étend de Turin à Ferrare et en largeur de Bergame à Bologne ; ce point de la Madone était le seul par où l'on put entrer en Italie, sans trouver de montagnes.

En pénétrant dans ce beau pays par les sources de la Bormida, on pouvait se flatter de séparer les armées sardes et autrichiennes ; on pouvait marcher sur Milan comme sur Turin et rendre ainsi fort différent le principal intérêt des deux armées ennemies.

L'armée ennemie était commandée par le général Beaulieu, officier distingué, qui avait acquis de la réputation dans les campagnes du Nord. Cette armée se trouva munie de tout ce qui pouvait la rendre redoutable. Au contraire, l'armée française était mal nourrie, manquait de tout et son gouvernement ne pouvait rien lui donner. L'armée des alliés se composait d'Autrichiens, de Sardes, de Napolitains ; elle se trouvait déjà supérieure du double à

l'armée française et devait s'accroître encore successivement des forces du roi de Naples, du pape et de celles de Modène et de Parme.

Cette armée se divisait en deux grands corps; l'armée active autrichienne, composée de quatre divisions, d'une forte artillerie, d'une nombreuse cavalerie, formant un total de quarante-cinq mille hommes, sous les armes. L'armée active de Sardaigne composée de trois divisions piémontaises et d'une division autrichienne, ayant quatre mille chevaux, était commandé par le général autrichien Colli qui, lui-même, était aux ordres du général en chef Beaulieu; le reste des forces sardes tenait garnison dans les places, ou défendait les cols des montagnes contre l'armée française des Alpes; elle était commandée par le duc d'Aoste. L'armée française de Bonaparte était composée de quatre divisions actives sous les généraux Masséna, Augereau, Laharpe et Sérurier; chacune de ces divisions pouvait présenter six à sept mille hommes sous les armes.

La cavalerie de trois mille chevaux était dans le plus mauvais état quoiqu'elle eût été longtemps sur le Rhône pour se refaire mais elle y avait manqué de subsistance et d'ailleurs un cavalier ne s'improvise pas comme un fantassin. La cavalerie était commandée par le brave Stengel.

L'arsenal d'Antibes et celui de Nice étaient bien pourvus mais on manquait de moyens de transport; tous les chevaux de trait avaient péri faute de fourrage; la pénurie des finances était telle en France que malgré tous les efforts du gouvernement on ne put donner que deux mille louis en espèces au trésor de l'armée pour l'ouverture de la campagne.

Il n'y avait donc rien à espérer de la France. Toutes les ressources désormais ne pouvaient s'attendre que de la victoire. Ce n'était que dans les plaines d'Italie que l'on pourrait organiser les transports, atteler l'artillerie, habiller les soldats, monter la cavalerie; on conquerrait tout cela si l'on forçait l'entrée de l'Italie.

Par bonheur pour les Français, il s'agissait de combattre dans les montagnes; si les deux armées eussent eu à lutter dans une bataille générale sans doute l'infériorité de nombre de l'armée française et son infériorité en artillerie et cavalerie ne lui eussent pas permis de résister; mais au milieu des montagnes on pouvait suppléer au nombre par la rapidité des marches, à l'artillerie, par la nature des manœuvres, au manque de cavalerie, par la nature des positions. Le moral de l'armée était excellent. C'étaient de jeunes patriotes du midi de la France, le plus âgé n'avait peut-être pas vingt-six ans; tous avaient fait les autres campagnes d'Italie ou celle des Pyrénées.

Napoléon arriva à Nice le 27 mars; le tableau de l'armée qui lui fut présenté par son prédécesseur le général Schérer se trouva pire encore que tout ce qu'il avait pu s'imaginer; le pain était mal assuré. Depuis longtemps il ne se faisait plus de distribution de viande; il ne fallait compter que sur cinq

cents mulets pour les transports et l'on ne devait pas songer à se faire suivre par plus de trente pièces de canon.

Chaque jour la position empirait; l'armée ne pouvait plus vivre où elle était. Il fallait avancer ou reculer, il n'y avait pas un instant à perdre.

Le général Bonaparte donna des ordres pour que l'armée se mît en mouvement; il voulait étourdir l'ennemi par quelque succès éclatant; il passa la revue des troupes et leur dit : « Soldats, vous êtes nus, mal nourris, on vous doit beaucoup, on ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers, sont admirables; mais ils ne vous procurent aucune gloire. Je viens vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes, seront en notre pouvoir et là vous aurez richesses, honneur et gloire. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage? »

Ces discours, un jeune général de vingt-six ans en qui la confiance était déjà grande par les opérations brillantes de Toulon, de Saorgio, de Savone, dirigées par lui les années précédentes, étaient accueillis par de vives acclamations.

En voulant tourner toutes les Alpes et entrer en Italie par le col de Cadibone, il fallait que toute l'armée se rassemblât sur son extrême droite, opération dangereuse, si les neiges n'eussent pas alors obstrué les débouchés des Alpes. Le passage de l'ordre défensif à l'ordre offensif est une des opérations les plus délicates.

Sérurier fut placé à Garezzio avec sa division pour observer les camps que Colli avait sur Ceva. Masséna et Augereau furent placés en réserve à Loano, Finale et jusqu'à Savone. Laharpe était placé pour menacer Gênes, son avant-garde commandée par Cervoni occupa Voltri.

Au même moment le général en chef fit demander au sénat de Gênes le passage de la Bochetta et les clefs de Gavi annonçant ainsi qu'il voulait pénétrer en Lombardie et appuyer ses opérations sur la ville de Gênes. La rumeur fut extrême à Gênes; les conseils se mirent en permanence.

Bataille de Montenotte, 11 avril

Beaulieu à l'armée accourt en toute hâte de Milan au secours de Gênes. Il porte son quartier général à Novi, partage son armée en trois corps : la droite sous les ordres de Colli, composée de Piémontais, eut son quartier général à Ceva et fut chargé de la défense de la Stura et du Tanaro; le centre, sous les ordres de d'Argenteau, marche sur Montenotte pour couper l'armée française et lui intercepter à Savone la route de la Corniche. De sa personne, Beaulieu avec sa gauche couvre Gênes et marche sur Voltri.

Au premier aspect, ces dispositions paraissent bien entendues mais en étudiant mieux les circonstances du pays, on découvre que Beaulieu divisait ses forces puisque toute communication directe était impraticable entre son centre et sa gauche, autrement que par derrière les montagnes; tandis que l'armée française, au contraire, était placée de manière à se réunir en peu d'heures et tomber en masse sur l'un ou l'autre des corps ennemis; et l'un deux fortement battu, l'autre était dans l'absolue nécessité de se retirer.

Le général d'Argenteau, commandant le centre de l'armée ennemie, vint camper à Montenotte-Inférieure, le 10 avril; le 11, il marcha sur Montelegino pour déboucher par la Madone sur Savone. Le colonel Rampon qui avait été chargé de la garde des trois redoutes de Montelegino, ayant eu avis de la marche de l'ennemi, poussa une forte reconnaissance à sa rencontre. Sa reconnaissance fut ramenée depuis midi jusqu'à deux heures qu'elle rentra dans les redoutes. D'Argenteau essaya de les enlever d'emblée, il fut repoussé dans trois attaques consécutives; il y renonça. Comme ses troupes étaient fatiguées il prit position et remit au lendemain à tourner les redoutes pour les faire tomber. Beaulieu, de son côté, déboucha le 10 sur Gênes. Toute la journée du 10, Cervoni se trouva engagé avec ses avant-gardes en avant de Voltri pour lui disputer les gorges et le contenir. Dans cette même nuit du 11 au 12, le général en chef marcha avec les divisions Masséna et Augereau, par le col de Cadibonne, et déboucha derrière Montenotte. A la pointe du jour, le 12, d'Argenteau enveloppé de tous côtés, fut attaqué en tête par Rampon et Laharpe, en queue et en flanc par le général en chef. La déroute fut complète; tout le corps de d'Argenteau fut écrasé, dans le même temps que Beaulieu se présentait à Voltri où il ne trouvait plus personne. Ce ne fut que dans la journée du 13 que ce général apprit le désastre de Montenotte et l'entrée des Français dans le Piémont. Il lui fallut alors replier en toute hâte ses troupes sur elles-mêmes et repasser les mauvais chemins où les dispositions de son plan l'avaient forcé de se jeter. Il s'ensuivit que deux jours après, à la bataille de Millesimo, une partie seule de ses troupes put arriver à temps.

Bataille de Millesimo, 14 avril

Le 12, le quartier général de l'armée française arriva à Carcari; l'armée battue s'était retirée : les Piémontais sur Millesimo et les Autrichiens sur Dego. Ces deux positions étaient liées par une division piémontaise qui occupait les hauteurs de Biestro. A Millesimo, les Piémontais se trouvaient à cheval sur le chemin qui couvre le Piémont; ils furent rejoints par Colli avec tout ce qu'il put tirer de la droite. A Dego, les Autrichiens occupaient la position qui défend le chemin d'Acqui, route directe du Milanais. Ils furent

successivement rejoints par tout ce que Beaulieu put ramener de Voltri; ils se trouvaient là en position de recevoir tous les renforts que pourrait leur fournir la Lombardie. Ainsi les deux grands débouchés du Piémont et du Milanais étaient couverts : l'ennemi se flattait d'avoir le temps de s'y établir et de s'y retrancher. Quelque avantageuse que nous eût été la bataille de Montenotte, l'ennemi avait trouvé, dans la supériorité du nombre, de quoi réparer ses pertes; mais le lendemain 14, la bataille de Millesimo nous ouvrit les deux routes de Turin et de Milan. Augereau, formant la gauche de l'armée française, marcha sur Millesimo; Masséna, avec le centre, se porta sur Dego, et Laharpe, commandant la droite, domina sur les hauteurs de Cairo. L'ennemi avait appuyé sa droite en faisant occuper le mamelon de Cosseria qui domine les deux branches de la Bormida; mais, dès le 13, le général Augereau, qui n'avait pas donné à la bataille de Montenotte, poussa la droite de l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'il lui enleva les gorges de Millesimo, et cerna le mamelon de Cosseria. Provera, avec son arrière-garde, forte de deux mille hommes, fut coupé. Dans une position aussi désespérée, il paya d'audace; ce général se réfugia dans un vieux castel ruiné, et s'y barricada. De cette hauteur, il voyait la droite de l'armée sarde qui faisait ses dispositions pour la bataille du lendemain. Il espérait être dégagé. On sentait donc l'importance de s'emparer, dans la journée, du château de Cosseria; mais ce poste était très fort; on y échoua. Le lendemain, les deux armées en vinrent aux mains. Masséna et Laharpe enlevèrent Dego après un combat opiniâtre; Menars et Joubert, les hauteurs de Biestro. Toutes les attaques de Colli pour dégager Cosseria furent vaines; il fut battu et poursuivi l'épée dans les reins : alors Provera dut poser les armes. L'ennemi, vivement poursuivi dans les gorges de Spigno, y laissa une partie de son artillerie, beaucoup de drapeaux et de prisonniers. La séparation des deux armées autrichienne et sarde fut dès lors bien marquée. Beaulieu porta son quartier général à Acqui, route du Milanais, et Colli se porta à Ceva, pour s'opposer à la jonction de Sérurier, et couvrir Turin.

Combat de Dego, 15 avril

Cependant une division de grenadiers autrichiens qui avait été dirigée de Voltri par Sassello, arriva à trois heures du matin à Dego. La position n'était plus occupée que par des avant-gardes. Ces grenadiers enlevèrent donc facilement le village et l'alarme fut grande au quartier général français où l'on avait peine à comprendre comment les ennemis pouvaient être à Dego, lorsque

nous avions des avant-postes non inquiétés sur la route d'Acqui. Après deux heures d'un combat très chaud, Dego fut repris et la division ennemie presque entièrement prisonnière.

Nous perdîmes dans ces affaires le général Bonel à Millesimo et le général de Causse à Dego. Ces deux officiers étaient de la bravoure la plus brillante; ils venaient tous les deux de l'armée des Pyrénées-Orientales et il était à remarquer que les officiers qui arrivaient de cette armée montraient une impétuosité et un courage des plus distingués. C'est dans le village de Dego que Napoléon distingua, pour la première fois, un chef de bataillon qu'il fit colonel; c'était Lannes qui depuis fut maréchal de l'Empire, duc de Montebello, et déploya les plus grands talents. On le verra constamment dans la suite prendre la plus grande part dans tous les événements militaires. Le général français dirigea ses opérations sur Colli et le roi de Sardaigne, et se contenta de tenir les Autrichiens en échec. Laharpe fut placé en observation pour garantir nos derrières et tenir en respect Beaulieu qui, très affaibli, ne s'occupait plus qu'à rallier et réorganiser les débris de son armée. La division Laharpe obligée de demeurer plusieurs jours dans cette position, s'y trouva vivement tourmentée par le défaut de subsistances, vu le manque de transports et l'épuisement du pays où avaient séjourné tant de troupes, ce qui donna lieu à quelques désordres.

Sérurier, instruit à Garessio des batailles de Montenotte et de Millesimo, se mit en mouvement, s'empara de la hauteur de Saint-Jean et entra dans Ceva le même jour qu'Augereau arrivait sur les hauteurs de Montezemoto. Le 17, après une vive résistance, Colli évacua le camp retranché de Ceva, les hauteurs de Montezemoto, et se retira derrière la Cursaglia. Le même jour, le général en chef porta son quartier général à Ceva. L'ennemi y avait laissé toute son artillerie qu'il n'avait pas eu le temps d'emmener, et s'était contenté de laisser garnison dans le château. Ce fut un spectacle sublime que l'arrivée de l'armée sur les hauteurs de Montezemoto. De là se découvraient les immenses et fertiles plaines de l'Italie; le Pô, le Tanaro et une foule d'autres rivières serpentaient au loin; une ceinture blanche de neige et de glace, d'une prodigieuse élévation, cernait à l'horizon ce riche bassin de la terre promise. Ces gigantesques barrières, qui paraissaient être les limites d'un autre monde que la nature s'était plu à rendre si formidables, auxquelles l'art n'avait rien épargné, venaient de tomber comme par enchantement. « Annibal a forcé les Alpes, dit le général français en fixant ses regards sur ces montagnes; nous, nous les aurons tournées. » Phrase heureuse qui exprimait en deux mots la pensée et le résultat de la campagne. L'armée passa le Tanaro. Pour la première fois nous nous trouvions absolument en plaine, et la cavalerie put nous

être alors de quelque secours. Le général Stengel, qui la commandait, passa la Cursaglia à Lezegno et battit la plaine. Le quartier général fut porté au château de Lezegno, sur la droite de la Cursaglia, près de l'endroit où elle se jette dans le Tanaro.

CHAPITRE 15[1]

Combat de Saint-Michel, bataille de Mondovi, 20 et 22 avril

Le général Sérurier réunit ses forces à Saint-Michel. Le 20, il passa le pont de Saint-Michel, en même temps que Masséna passait le Tanaro pour attaquer les Piémontais. Mais Colli, jugeant le danger de sa position, l'avait abandonnée pendant la nuit et marchait lui-même pour prendre position à Mondovi. Il se trouva par une circonstance fortuite, avec ses forces, précisément devant Saint-Michel, comme le général Sérurier débouchait du pont. Il fit halte, lui opposa des forces supérieures et le força de se replier. Sérurier se fût pourtant maintenu dans Saint-Michel, si un de ses régiments d'infanterie légère ne se fût livré au pillage. Le général français déboucha, le 22, par le pont de Torre et se porta sur Mondovi. Colli y avait déjà élevé quelques redoutes, et s'y trouvait en position : sa droite à Notre-Dame-de-Vico et sa gauche à la Bicoque. Dans la journée, même Sérurier enleva la redoute de la Bicoque, et décida de la bataille, qui a pris le nom de Mondovi. Cette ville et tous ses magasins tombèrent au pouvoir du vainqueur. Le général Stengel, qui s'était trop éloigné en plaine avec un millier de chevaux, fut attaqué par la cavalerie piémontaise qui était brave et en très bon état. Il fit toutes les dispositions qu'on devait attendre d'un général consommé, et opérait sa retraite sur ses renforts, lorsque dans une charge il tomba blessé à mort d'un coup de pointe.

Le colonel Murat à la tête de la cavalerie repoussa les Piémontais, et les poursuivit à son tour pendant quelques heures. Le général Stengel, Alsacien, était un excellent officier de hussards; il avait servi sous Dumouriez aux autres campagnes du Nord, il était adroit, intelligent, alerte; il réunissait les qualités de la jeunesse à celles de l'âge mûr. C'était un vrai général d'avant-postes. Deux ou trois jours avant sa mort, il était entré le premier dans Lezegno. Le général français y arriva quelques heures après, et, quelque chose dont il eût besoin, tout était prêt. Les défilés, les gués avaient été reconnus,

des guides étaient assurés; le curé, le maître de poste avaient été interrogés; des intelligences étaient déjà liées avec les habitants; des espions étaient envoyés dans plusieurs directions; les lettres de la poste saisies et celles qui pouvaient donner des renseignements militaires, traduites et analysées; toutes les mesures étaient prises pour former des magasins de subsistances, pour rafraîchir la troupe. Malheureusement, Stengel avait la vue basse, défaut essentiel dans sa profession et qui lui devint funeste. Après la bataille de Mondovi, le général en chef marcha sur Cherasco; Sérurier se porta sur Fossano et Augereau sur Alba.

Prise de Cherasco, 25 avril

Ces trois colonnes entrèrent à la fois, le 25 avril, dans Cherasco, Fossano et Alba. Le quartier général de Colli était à Fossano, Sérurier l'en délogea.

Cherasco, à l'embouchure de la Stura et du Tanaro, était forte mais mal armée et point approvisionnée parce qu'elle n'était pas frontière. Le général français attachait une grande importance à sa possession. Il y trouva du canon et fit travailler à force à la mettre en état de défense. L'avant-garde passa la Stura et se porta au-delà de la petite ville de Bra.

Cependant la jonction de Sérurier nous avait permis de communiquer avec Nice par Ponte-di-Nava. Nous en reçûmes des renforts d'artillerie et tout ce que l'on avait pu y préparer.

On avait pris dans tous ces différents combats beaucoup d'artillerie et de chevaux; on en leva de tous côtés dans la plaine de Mondovi. Peu de jours après l'entrée à Cherasco, l'armée eut soixante bouches à feu approvisionnées; la cavalerie fit des remontes de chevaux. Les soldats, qui avaient été sans distributions durant les dix jours de cette campagne, commencèrent à en recevoir de régulières. Le pillage et le désordre, suite ordinaire de la rapidité des mouvements, cessèrent; on rétablit la discipline et chaque jour l'armée changea de face au milieu de l'abondance et des ressources qu'offrait ce beau pays. Les pertes se réparèrent. La rapidité des mouvements, l'impétuosité des troupes, et surtout l'art de les opposer toujours à l'ennemi, au moins en nombre égal, et souvent en nombre supérieur, et aux succès constants qu'on avait obtenus, avaient épargné bien des hommes; d'ailleurs les soldats arrivaient par tous les débouchés, de tous les dépôts, de tous les hôpitaux, au seul bruit de la victoire et de l'abondance qui régnait dans l'armée. On trouva en Piémont de tous les vins, ceux du Montferrat ressemblaient aux vins de France.

La misère avait été telle jusque là dans l'armée française qu'on oserait à peine la décrire. Les officiers depuis plusieurs années ne recevaient que huit

francs par mois. L'état-major était entièrement à pied. Le maréchal Berthier a conservé dans ses papiers un ordre du jour d'Albenga qui accordait une gratification de trois louis à chaque général de division.

Armistice de Cherasco, le 28 avril

L'armée n'était plus éloignée que de dix lieues de Turin.

La cour de Sardaigne ne savait plus à quoi se résoudre ; son armée était découragée et en partie détruite. L'armée autrichienne semblait n'avoir d'autre pensée que de couvrir Milan. Les esprits étaient fort agités dans tout le Piémont, et la Cour ne jouissait nullement de la confiance publique. Elle se mit à la discrétion du général français et sollicita un armistice ; celui-ci y accéda. Bien des personnes eussent préféré que l'armée eût marché et se fût emparée de Turin. Mais Turin est une place-forte. Si l'on voulait en fermer les portes, on avait besoin d'un train d'artillerie qu'on n'avait pas pour les faire ouvrir. Le roi avait encore un grand nombre de forteresses, et, malgré les victoires qu'on venait de remporter, le moindre échec, le plus léger caprice de la fortune pouvait tout renverser. Les deux armées ennemies, malgré leurs nombreux revers, étaient encore supérieures, réunies à l'armée française. Elles avaient une artillerie considérable, et surtout une cavalerie qui n'avait pas souffert.

Dans l'armée française, malgré ses victoires, il y avait de l'étonnement. On demeurait frappé de la grandeur de l'entreprise ; on doutait de la possibilité du succès quand on considérait la faiblesse des moyens. Le moindre événement douteux eût rencontré beaucoup d'esprits disposés à l'exagération. Des officiers, même des généraux, ne concevaient pas qu'on osât songer à la conquête de l'Italie avec aussi peu d'artillerie, sans presque de cavalerie et avec une armée aussi faible, que les maladies et l'éloignement de la patrie allaient affaiblir chaque jour. On trouve des traces de ces sentiments de l'armée dans la proclamation suivante du général en chef qu'il adressa à ses soldats à Cherasco.

« Soldats ! Vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places-fortes et conquis la partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille hommes.

« Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie. Vous égalez aujourd'hui par vos services l'armée conquérante de la Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans

eau-de-vie, et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert ! Grâces vous en soient rendues, soldats ! La patrie reconnaissante vous devra en partie sa prospérité ; et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de 1793, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore.

« Les deux armées, qui naguère vous attaquaient, avec audace, fuient épouvantées devant nous. Les hommes pervers qui riaient de votre misère et se réjouissaient dans leurs pensées des triomphes de vos ennemis sont confondus et tremblants. Mais soldats ! il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez rien fait puisqu'il vous reste encore à faire. Ni Turin ni Milan ne sont à vous ! Les cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de Basseville. Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne ; vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux, l'artillerie de siège et de campagne est arrivée. Soldats ! la patrie a droit d'attendre de vous de grandes choses ! Justifierez-vous son attente ? Les plus grands obstacles sont franchis sans doute ; mais vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il entre nous dont le courage s'amollisse ? En est-il qui préféreraient retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes, essuyer patiemment les injures de cette soldatesque esclave ? Non, il n'en est pas parmi les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dego, de Mondovi ; tous brûlent de porter au loin la gloire du peuple français. Tous veulent humilier ces rois orgueilleux, qui osaient méditer de nous donner des fers. Tous veulent dicter une paix glorieuse et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits. Amis ! je vous la promets cette conquête mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir, c'est de respecter les peuples que vous délivrez. C'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats suscités par vos ennemis. Sans cela vous ne seriez point les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux. Vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait. Vos victoires, votre courage, vos succès, le sang de nos frères morts aux combats, tout serait perdu, même l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait de loi que la force. Mais investi de l'autorité nationale, fort de la justice et par la loi, je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes sans courage, sans cœur, les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds. Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. Je ferai exécuter le règlement que j'ai fait mettre à l'ordre. Les pillards seront impitoyablement fusillés ; déjà plusieurs l'ont été. J'ai eu lieu de remarquer avec plaisir l'empressement avec lequel les bons soldats de l'armée se sont portés à faire exécuter les ordres.

« Peuples de l'Italie ! l'armée française vient pour rompre vos chaînes ; le peuple français est l'ami de tous les peuples ; venez avec confiance au-devant d'elle. Vos propriétés, votre religion et vos usages seront respectés. Nous ferons la guerre en ennemis généreux, et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

Les conférences pour la suspension d'armes eurent lieu au quartier général chez M. Salmatoris, maître d'hôtel du roi. Le général piémontais, Latour, et le colonel Lacoste, chargé des pouvoirs du roi, se rendirent à Cherasco. Le comte de Latour était un vieux soldat, lieutenant général au service de Sardaigne, très opposé à toutes les nouvelles idées, de peu d'instruction et d'une capacité médiocre. Le colonel Lacoste, natif de Savoie, était dans la force de l'âge ; il s'exprimait avec facilité, avait beaucoup d'esprit, et se montrait sous des rapports avantageux. Les conditions furent que le roi quitterait la coalition et enverrait un plénipotentiaire à Paris, pour y traiter de la paix définitive ; que jusque-là il y aurait armistice ; que jusqu'à la paix ou la rupture des négociations, Ceva, Coni, Tortone ou à son défaut Alexandrie, seraient remises sur le champ à l'armée française, avec toute l'artillerie et les magasins ; qu'elle continuerait d'occuper tout le terrain qui se trouvait en ce moment dans sa possession ; que les routes militaires dans toutes les directions permettraient la libre communication de l'armée avec la France et de la France avec l'armée ; que Valence serait immédiatement évacuée par les Napolitains, et remise au général français, jusqu'à ce qu'il eût effectué le passage du Pô. Enfin que les milices du pays seraient licenciées, et que les troupes régulières seraient disséminées dans les garnisons de manière à ne pouvoir donner aucun ombrage à l'armée française. Désormais les Autrichiens isolés pouvaient être poursuivis jusque dans l'intérieur de la Lombardie. Toutes les troupes de l'armée des Alpes et du voisinage de Lyon devenues disponibles allaient rejoindre. Notre ligne de communication avec Paris serait raccourcie de moitié ; enfin, on avait des points d'appui et de grands dépôts d'artillerie pour former des équipages de siège, et pour assiéger Turin même, si le Directoire ne concluait pas la paix.

Le colonel, aide de camp de Murat, *traverse le Piémont et porte à Paris les nouvelles des victoires de l'armée*

Le colonel Murat, premier aide de camp du général en chef, fut expédié pour Paris avec vingt et un drapeaux et la copie de l'armistice. Son arrivée à Paris par le Mont-Cenis avec tant de trophées, et l'acte de soumission du roi de Sardaigne causa une grande joie. L'aide de camp Junot qui avait été expédié après la bataille de Millesimo par la route de Nice arriva après Murat.

La province d'Alba, que les Français traversèrent, était de tout le Piémont le pays le plus opposé à l'autorité royale, celui qui contenait le plus de germes révolutionnaires; il y avait déjà éclaté des troubles : plus tard encore il en éclata de nouveaux. Si, au lieu de négocier, Napoléon eût voulu continuer la guerre avec le roi de Sardaigne, c'est là qu'il eût trouvé le plus de secours et le plus de disposition à l'insurrection. Ainsi, au bout de quinze jours, le premier point du plan de campagne était atteint, les plus grands résultats obtenus; les forteresses piémontaises des Alpes étaient en notre pouvoir; la coalition se trouvait affaiblie d'une puissance qui avait cinquante mille hommes sur pied, et qui était plus imposante encore par sa position. La législature nationale avait décrété cinq fois que l'armée d'Italie avait bien mérité de la patrie dans les séances des 21, 22, 24, 25 et 26 avril.

En conformité aux conditions de l'armistice de Cherasco, le roi de Sardaigne envoya à Paris le comte de Revel pour traiter de la paix définitive. Elle y fut conclue et signée le 15 mai. Par ce traité, la place d'Alexandrie resta à demeure aux armées françaises. Suze, Labrunette, Exil, furent démolies. Les Alpes se trouvèrent ouvertes, et le roi demeura à la disposition de la république, n'ayant plus d'autre point fortifié que Turin et le fort de Bard.

NB de l'éditeur : nous avertissons ici, une fois pour toutes, qu'il se trouvera des différences inévitables entre les rapports officiels et les chapitres. Elles sont fondées sur la précipitation des rapports, le désir du général en chef de déguiser ses plans, le besoin de tromper l'ennemi sur ses véritables forces etc.*.

* Note dictée à M. de Las Cases par Napoléon.

CHAPITRE 16[a1]

I. *Raisons pour rester sur la ligne du Tessin*

L'armistice conclu et les places de Coni, Tortone et Ceva en notre pouvoir, on se demanda s'il fallait aller en avant et jusqu'où ? On concevait que l'armistice, qui avait mis des places fortes en notre pouvoir et séparé l'armée piémontaise de l'armée autrichienne, était utile. Mais on se demandait s'il ne serait pas désormais plus avantageux de profiter des moyens acquis pour révolutionner entièrement le Piémont et Gênes avant d'aller plus loin. Le Directoire avait le droit de refuser les négociations proposées et de déclarer sa volonté par un ultimatum. Ne serait-il pas impolitique, disait-on, de s'éloigner de France, de passer le Tessin sans être certain de ses derrières ? Les rois de Sardaigne, qui nous ont été si utiles tant qu'ils ont combattu pour nous, ont le plus contribué à nos revers dès qu'ils ont changé de politique. Aujourd'hui, la disposition des esprits ne saurait nous permettre la moindre illusion : les nobles et les prêtres dominent cette cour, ils sont ennemis irréconciliables de la république. Si l'on éprouvait une défaite en avançant, que n'aurait-on pas à redouter de leur haine et de leur vengeance ! Gênes même nous doit donner de grandes inquiétudes. Le système de l'oligarchie y domine toujours et, quelque nombreux que puissent s'y trouver nos partisans, ils demeurent sans influence dans les décisions politiques. Les bourgeois de Gênes peuvent bien déclamer ; mais là se borne tout leur pouvoir ; les oligarques gouvernent, ils commandent aux troupes et disposent de huit à dix mille paysans des vallées de Fontana-Bona et autres qu'ils appellent à leur défense dans les moments de crise. Enfin, demandait-on, où faut-il s'arrêter ? Doit-on passer le Tessin, l'Adda, l'Oglio, le Mincio, l'Adige, la Brenta, la Piave, le Tagliamento pour se porter sur l'Isonzo ? est-il sage de laisser derrière soi de si nombreuses populations si mal disposées ? Le moyen d'aller vite n'est-il pas d'aller sagement, de se faire des appuis de tous les pays où l'on passe, en changeant le

gouvernement et confiant l'administration à des personnes de mêmes principes et de mêmes intérêts que nous? Si l'on se porte dans le pays de Venise, n'obligera-t-on pas cette république, qui peut disposer de cinquante mille hommes, à prendre parti pour nos ennemis?

II. *Raisons pour prendre la ligne de l'Adige*

On répondait à cela : l'armée française doit profiter de sa victoire. Nous ne devons nous arrêter qu'à la meilleure ligne de défense contre les armées qui ne tarderont pas à marcher contre nous : cette ligne c'est l'Adige. Elle couvre toutes les vallées du Pô, elle intercepte la moyenne et la basse Italie; elle couvre le blocus et le siège de Mantoue, et probablement cette place sera prise avant que la lutte puisse recommencer. En se portant sur l'Adige on a le moyen de pourvoir à toutes les dépenses de l'armée parce qu'on en fait partager le poids à une plus grande population, à celle du Piémont, de la Lombardie et des Légations. On craint de voir Venise se déclarer contre nous? le meilleur moyen d'y remédier c'est de porter, en peu de jours, la guerre au milieu de ses États : elle n'est point préparée à un tel événement, elle n'a point eu le temps de faire des levées et de prendre des résolutions; il faut empêcher le Sénat de délibérer. Au lieu que si nous restons sur le Tessin, les Autrichiens peuvent les forcer de faire cause commune avec eux, ou eux-mêmes y être portés par un esprit de parti. Le roi de Sardaigne n'est plus à craindre, ses milices sont congédiées. Les Anglais vont cesser leurs subsides. Les affaires intérieures y sont dans le plus mauvais état. Quelque parti que prenne la Cour, les mécontents s'accroîtront : après la fièvre vient la faiblesse. Quinze à dix-huit mille hommes sont toutes les forces qui restent à cette puissance; disséminés dans un grand nombre de villes, ils suffiront à peine à maintenir la tranquillité intérieure. D'un autre côté, la haine de l'Autriche contre le roi de Sardaigne ira toujours croissant; elle se plaindra qu'à la première bataille perdue, elle a été abandonnée. Elle lui alléguera l'exemple de ses ancêtres, qui demeurèrent des alliés fidèles lors même que la France était maîtresse de Turin; tandis qu'ici on a déserté la cause commune sans la perte même d'une forteresse. La cour de Sardaigne a donc désormais beaucoup à redouter des Autrichiens. Les oligarques de Gênes ne sont pas à craindre : notre meilleure garantie contre eux, ce sont les profits immenses qu'ils recueillent de leur neutralité. En propageant les principes mêmes de la liberté en Piémont et à Gênes, en y allumant la guerre civile, c'est le peuple qu'on soulève contre les nobles et les prêtres. On devient responsable des excès qui accompagnent toujours une pareille lutte. Arrivés au contraire sur l'Adige, nous serons maîtres de tous les États de la maison d'Autriche en Italie, et de

ceux du pape en deçà de l'Appenin, en position de proclamer les principes de la liberté et d'exciter le patriotisme italien contre la domination étrangère, l'irritation du peuple de Bologne et de Ferrare contre le gouvernement du pape. On n'aura pas besoin d'exciter la division des diverses classes de citoyens : nobles, bourgeois, paysans, tout sera appelé pour marcher d'accord pour le rétablissement de la patrie italienne. Le mot « Italia ! Italia ! » proclamé de Milan à Bologne produira un effet magique. Proclamé sur le Tessin, les Italiens diraient : pourquoi n'avancez-vous pas ?

Vallée du Pô [2]

Le Pô prend sa source au mont Viso et reçoit successivement sur sa gauche à Turin, la Doire, qui descend du mont Genèvre ; un peu au-dessous à Chivasso, la Doréa Baltea qui vient du Grand-Saint-Bernard ; entre Casal et Valence, la Sesia ; à Pavie, le Tessin, qui descend du lac majeur et des hauteurs du Simplon ; près de Borgo-Forte, l'Oglio venu du lac d'Iseo ; près de Governolo, le Minicio venu du lac de Garde.

Toutes ces rivières qui sortent des lacs sont d'une limpidité admirable ; leur eau est bleue, on aperçoit une pièce de monnaie à vingt pieds de profondeur.

Ce fut dans les environs du lac de Garde et sur les bords du Mincio que l'armée d'Italie livra ses principales batailles. Lonato et Castiglione sont entre le lac et la rive gauche du Mincio. Rivoli est à peu de distance de la rive orientale du lac. Enfin, c'est le Mincio qui alimente le lac marécageux, au milieu duquel Mantoue est située. Ainsi, Saint-Georges, la Favorite, et les combats nombreux qui se livrèrent aux environs de Mantoue, sont encore voisins du Mincio.

L'Adige qui, après avoir longé la rive orientale du lac de Garde, passe par Vérone, et ensuite, pendant quelques lieues, a un cours à peu près parallèle à celui du Mincio, donna lieu, par les marécages qui environnent son cours, à la sublime bataille d'Arcole. Les Autrichiens qui, avec tant de constance, cherchèrent à secourir Mantoue, vinrent presque toujours des sources de l'Adige, et s'avancèrent par les deux rives du lac de Garde.

Ce qui suit sera plus clair si l'on a la bonté de chercher le lac de Garde sur une carte passable, et aux environs de ce beau lac les villes de Brescia, Salo, Desenzano, Lonato, Castiglione, Borghetto, Peschiera, Vérone. Au nord de Vérone, Rivoli, et au midi le village d'Arcole et la ville de Mantoue.

Le Pô reçoit à sa rive droite tous les affluents des Apennins : le Tanaro au-dessous de Valence et d'Alexandrie, la Scrivia au-dessous de Tortone et de Castel-Novo ; la Trebia au-dessus de Plaisance ; le Taro au-dessus de Casal-Majore ; le Crostollo près de Guastalla ; la Secchia près de San Benedetto,

le Panaro et le Reno dans les environs de Ferrare; enfin, il se jette dans l'Adriatique à trente milles au-delà de Ferrare par plusieurs bouches.

Ce fleuve est une espèce de mer par la grande quantité de rivières qu'il reçoit dans toutes les directions. Il est élevé au-dessus du sol (vers Mantoue le fond du lit du Pô est plus élevé que les plaines environnantes). Il se trouve encaissé par des digues, de sorte que les plus belles contrées de l'Italie, comme la Hollande, se trouvent dérobées par artifice à l'invasion des eaux. Il y a peu ou point de sollicitude à prendre sur le cours des affluents de la rive gauche, la nature s'y exerce sans inconvénients : ainsi la Doréa-Baltéa, le Tessin, l'Adda entrent dans le Pô sans causer d'embarras. Il n'en est pas ainsi des affluents de la rive droite. Depuis le Tanaro, toutes les rivières sont sujettes à de grands désordres, et donnent lieu à de grandes questions hydrauliques. Il faut chaque année hausser les digues parce que les pays limitrophes, surtout Parme, Modène, Bologne, Ferrare éprouvent de fortes inondations. Ce sont ces perpétuelles difficultés de la nature qui ont rendu les Italiens si habiles dans la science hydraulique.

Les affluents des deux rives du Pô diffèrent encore, en ce que tous ceux de la rive gauche sont presque toujours navigables et presque jamais guéables; tandis que ceux de la rive droite ne sont jamais navigables et se trouvent presque toujours guéables. Les uns sont des rivières, les autres ne sont que des torrents[b3].

CHAPITRE 17[a]

Dès le lendemain de l'armistice de Cherasco[1], Bonaparte, voulant profiter de l'étonnement du général Beaulieu, se mit en marche avec ses quatre divisions, et les porta sur Alexandrie. De son côté Beaulieu, après avoir repassé le Pô au pont de Valence qu'il coupa, y prit position avec ses principales forces. Le général français avait eu soin de faire insérer dans l'armistice avec le roi de Sardaigne qu'il lui serait loisible de passer le Pô dans les environs de Valence; cette ruse si simple lui réussit à merveille. Fidèle à l'antique système de guerre, Beaulieu se figura que les Français ne manqueraient pas de l'attaquer de front sur le Tessin, tandis qu'ils pouvaient agir sur ses derrières et, par là, gagner beaucoup de pays. Afin de l'entretenir dans cette idée, un détachement fit mine de passer le Pô à Cambio; pendant ce temps l'armée filait rapidement par sa droite.

Napoléon conduisait lui-même son avant-garde, et le 7 mai il arriva à Plaisance; les divisions, disposées en échelons, se suivaient de près. Il fallait brusquer l'entreprise, car cette marche était dangereuse. Ce n'était rien moins qu'une *marche de flanc*; il est vrai que Napoléon était couvert par un grand fleuve; mais Beaulieu pouvait avoir des pontons et tomber sur la partie de l'armée qui était à Plaisance, ou sur la division qui formait le dernier échelon. Ce fut le début du jeune général dans les opérations de grande guerre.

Le Pô est presque aussi large que le Rhin, et l'armée ne possédait aucun moyen de le passer. Il n'était pas question de construire un pont. Il faut répéter qu'on n'avait aucun moyen, dans aucun genre.

Ce dénûment complet entretenait les fausses idées du général Beaulieu, et il prenait en pitié la témérité du général français.

Des officiers envoyés sur le fleuve arrêtèrent tous les bateaux qu'ils purent trouver à Plaisance et dans les environs. On les réunit, et le chef de brigade Lannes passa le premier avec une avant-garde de sept cents hommes; les Autrichiens n'avaient sur l'autre rive que deux escadrons. Ils furent aisément

culbutés et le passage continua sans obstacle, quoique très lentement. Si Bonaparte avait eu un équipage de pont, c'en était fait de l'armée ennemie.

Beaulieu informé, enfin, du mouvement des Français sur Plaisance, manœuvra pour s'y opposer. Mais au lieu de se porter avec vigueur contre la partie de l'armée française qu'il aurait trouvée sur la rive gauche du Pô, ce vieux général ne prit que des demi-mesures. Il eut l'idée d'étendre sa gauche vers l'Adda, sans abandonner pour cela la ligne du Tessin, où il laissa sa droite.

Le 8 mai, le général Liptay, qui commandait sa gauche, vint s'établir à Fombio, en face de l'avant-garde française.

Il était possible que toute l'armée autrichienne suivît de près Liptay; il fallait donc attaquer ce dernier sans nul délai. Cette attaque importante fut conduite avec vigueur; le colonel Lannes s'y distingua extrêmement; il y montra cette impétuosité, cette opiniâtreté qui, réunies à l'art de faire mouvoir de grandes masses qu'il acquit plus tard, finiront par faire de lui un des premiers généraux de l'armée. Liptay fut défait, séparé de Beaulieu et rejeté sur Pizzighettone.

Dans la nuit qui suivit cette affaire, Beaulieu arriva sur le terrain où son lieutenant venait d'être battu; ses coureurs empressés d'opérer la jonction, se présentèrent à Codogno qu'occupait le général Laharpe avec sa division; il les repoussa facilement, puis sortit peu accompagné, pour aller reconnaître la force du corps ennemi. Comme il revenait, ses soldats firent feu dans l'obscurité et tuèrent leur général : ils furent au désespoir.

Toujours fidèle aux anciennes maximes de guerre, Beaulieu avait éparpillé le corps qu'il amenait; déconcerté par la présence de forces supérieures, il sentit qu'il ne lui restait d'autre parti à prendre que de concentrer toute son armée vers Lodi, où il avait un pont sur l'Adda. Sa droite, qui était encore sur Pavie, eût été tout entière prisonnière de guerre, si les Français eussent eu des pontons. Cette droite courut passer l'Adda à Cassano, derrière Milan.

Bonaparte pouvait s'emparer de cette grande ville, ce qui eût produit un bel effet à Paris, mais il trouva plus raisonnable de faire une pointe sur Lodi avec les grenadiers réunis et les divisions Masséna et Augereau; il garda sa droite et sa gauche avec les deux autres divisions de son armée.

Le 10 mai, il arriva devant Lodi : Beaulieu s'était déjà retiré à Crema, mais il avait laissé le général Sebottendorf, avec dix mille hommes, pour défendre les bords de l'Adda. Les Autrichiens ne crurent pas nécessaire de détruire le pont de Lodi qui, long de cinquante toises, était défendu par vingt pièces de canon et par dix mille hommes.

Bonaparte connaissait son armée; rien ne pouvait être au-dessus de la bravoure de ces jeunes patriotes; il voulut leur donner la gloire d'une action qui retentirait en Europe.

Il résolut de passer de vive force le pont de Lodi; il s'y détermina d'autant plus facilement que, s'il était repoussé, il n'aurait à regretter que quelques centaines d'hommes; cet échec ne pouvait avoir la moindre influence sur le reste de la campagne.

Il fit débusquer rapidement un bataillon et quelques escadrons ennemis qui occupaient la ville de Lodi; en les poursuivant vivement, les Français arrivèrent jusqu'au pont situé immédiatement en dehors et à l'orient de la ville, à quelques pas du mur d'enceinte : les travailleurs ennemis n'eurent pas le temps de le couper.

Le soir, vers les cinq heures, Napoléon forma ses grenadiers en colonne serrée derrière le rempart et les lança sur le pont. Cette masse, assaillie par une grêle de mitraille, éprouva un moment d'hésitation; les généraux se précipitèrent à sa tête et l'enlevèrent par leur exemple. Pendant le moment d'hésitation, quelques soldats s'étaient glissés par les piles du pont dans une île qui se trouvait au milieu de la rivière; ils coururent au second bras de l'Adda qu'ils trouvèrent guéable, montèrent sur la rive opposée, et se répandirent en tirailleurs dans la plaine, faisant mine de tourner la ligne autrichienne.

A ce moment la masse des grenadiers passait le pont au pas de charge; ils culbutent tout, s'emparent des batteries ennemies et dispersent les bataillons autrichiens placés à cent pas plus loin.

Le général ennemi se replia sur Crema, avec perte de quinze pièces de canon et deux mille hommes hors de combat.

Cette affaire que tout le monde pouvait comprendre, même les non-militaires, frappa le public par son extrême audace. En un mois, le *passage du pont de Lodi* fut aussi célèbre en Allemagne et en Angleterre, qu'en France. Une grossière estampe en bois qui représente ce pont célèbre, avec des personnages plus grands que le pont, se trouve encore aujourd'hui dans les *gasthaus* des petites villes les plus reculées du nord de l'Allemagne.

Les conséquences immédiates du combat de Lodi furent l'occupation de Pizzighettone, qui se laissa effrayer par un grand feu d'artillerie, et la retraite de Beaulieu vers le Mincio.

Bonaparte ne le poursuivit point. Il est vrai que, depuis un mois, ses troupes étaient sans cesse en mouvement; elles manquaient de toutes choses, surtout de chaussures et d'habits. Cependant, il n'eût pas été absolument impossible de leur faire faire huit marches de plus. Il semble qu'il fallait à tout prix essayer de surprendre Mantoue, que les Autrichiens n'avaient songé à armer et à approvisionner que depuis l'armistice de Cherasco. Il est vrai que, le lendemain du combat de Lodi, Beaulieu avait fait couvrir la place par des inondations; mais pour une capture d'une telle importance, tout devait être hasardé, excepté la perte d'une bataille; or Beaulieu n'était plus en état de

gagner une bataille. Sa seule cavalerie était encore à craindre. L'armée française ne hasardait donc qu'une marche inutile[b] de Crémone à Mantoue, et ces deux villes ne sont distantes que de treize lieues.

Je sais que lorsque l'on n'a pas une connaissance personnelle de tout ce qui se passait dans une armée, il est téméraire de blâmer un général de ne pas avoir osé entreprendre telle marche ou telle manœuvre qui, de loin, semble facile. Souvent, il y avait un obstacle invincible dont le général s'est bien gardé de parler pour ne pas décourager son armée ou augmenter la hardiesse de l'ennemi. Mais[2] pendant huit mois et demi, Mantoue fut la pensée dominante du général français, et l'on va voir ce qu'elle fut sur le point de lui coûter.

Comme mon but est de faire connaître Napoléon plus que les événements, je crois ne pas devoir priver le lecteur du récit qu'il a donné lui-même des opérations militaires qui suivirent l'armistice de Cherasco. J'ai arrangé le sommaire que l'on vient de lire, de façon à ce qu'il y eût le moins de répétitions qu'il était possible.

CHAPITRE 18[a] [1]

Les portes des places de Coni, Tortone et Ceva furent ouvertes aux Français dans les premiers jours de mai. Masséna marcha avec la division sur Alexandrie, et y prit de nombreux magasins appartenant à l'armée autrichienne. Le quartier général arriva à Tortone en passant par Alba, Vezza-della-Caglia et le couvent del Bosco. Tortone était une très belle forteresse; elle se trouvait abondamment pourvue d'artillerie et de toutes sortes de munitions de guerre. Beaulieu, consterné, s'était retiré au-delà du Pô, pour couvrir Milan; il comptait défendre le passage du Pô, vis-à-vis de Valence, et celui-ci forcé, celui de Sesia et du Tessin. Il plaça ses troupes sur la rive gauche de la Cogna au camp de Valeggio; il y fut renforcé par une division de réserve de dix bataillons, ce qui lui donnait une armée égale à l'armée française. Dans toutes les dispositions politiques et militaires, Valenza avait été désigné comme le lieu où les Français devaient opérer le passage du Pô. Dans les conférences de Cherasco, on avait laissé percer mystérieusement cette intention. Dans la conclusion de l'armistice, un article prescrivait la remise de cette ville aux Français, pour qu'ils y effectuassent le passage du fleuve. Masséna, à peine arrivé à Alexandrie, poussa des partis dans la direction de Valenza. Augereau partit d'Alba, et campa à l'embouchure de la Scrivia. Sérurier se rendit à Tortone où Laharpe était arrivé par la route d'Acqui. Les grenadiers de l'Armée y avaient été rassemblés au nombre de trois mille cinq cents; ils formaient dix bataillons avec ces troupes d'élite, la cavalerie et vingt-quatre pièces de canon. Napoléon se porta à marches forcées sur Plaisance, pour y surprendre le passage du Pô; le passage une fois démasqué, toutes les divisions françaises abandonnèrent leurs positions et marchèrent en toute hâte sur Plaisance.

Le 7 mai, à neuf heures du matin, Napoléon arriva devant cette ville, ses troupes avaient fait seize lieues en trente-six heures. Il se rendit au bord de la rivière, où il demeura jusqu'à ce que le passage fût effectué, et l'avant-garde sur la rive gauche. Le bac de Plaisance portait cinq cents hommes ou

cinquante chevaux, et faisait la traversée en une demi-heure. Le colonel d'artillerie Andréossy, directeur des ponts, et l'adjudant-général Frontin avaient pris sur le Pô, de Castel-San Giovan à Plaisance, dix bateaux chargés de cinq cents blessés, et de la pharmacie de l'armée autrichienne. Le colonel Lannes passa le premier avec neuf cents grenadiers. Deux escadrons de hussards ennemis tentèrent vainement d'empêcher le débarquement. Peu d'heures après, toute l'avant-garde était de l'autre côté.

Dans la nuit du 7 au 8 mai, toute l'armée arriva; le 9, le pont de bateaux fut achevé. Le soir même du 7, le général Laharpe, commandant les grenadiers, établit son quartier général à Emtri, entre Fombio et le Pô. Ce fleuve à Plaisance est très rapide; sa largeur est de deux cent cinquante toises. Les passages des rivières de cette importance sont les opérations les plus critiques de la guerre.

La division autrichienne de Liptay, forte de huit bataillons et huit escadrons, partie de Pavie, arriva dans la nuit à Fombio, à une lieue du pont de Plaisance. Le 8 après midi, on s'aperçut que les clochers et les maisons du village étaient crénelés et remplis de troupes; que les chaussées, qui traversaient des rizières, étaient occupées par du canon : il devenait de la plus haute importance de déloger l'ennemi de Fombio. Il pouvait recevoir de grands renforts; il eût été par trop dangereux d'être obligé de livrer bataille avec une aussi grande rivière à dos. Napoléon ordonna les dispositions qu'exigeait la nature du terrain; Lannes attaqua par la gauche; Lanusse, sur le centre; Dallemagne sur la droite : en une heure de temps le village fut enlevé; la division autrichienne qui le défendait fut culbutée; elle perdit ses canons, deux mille cinq cents prisonniers, trois drapeaux. Les débris se jetèrent dans Pizzighettone, et passèrent l'Adda. La forteresse de Pizzighettone n'était pas armée; peu de jours auparavant, elle était encore si loin du théâtre de la guerre et de tout danger, que l'ennemi n'y avait pas songé; mais Liptay eut le temps de lever les ponts-levis, de placer du canon de campagne sur les remparts. L'avant-garde française s'arrêta au village de Molleo, à la nuit close, à une demi-portée de canon de Pizzighettone.

Laharpe rétrograda pour se placer en avant de Codogno, couvrant les routes de Pavie et de Lodi. On savait, par les prisonniers faits à Fombio, que Beaulieu était en marche, pour camper avec son armée derrière Fombio. Il se pouvait donc que quelques-uns de ses corps, ignorant ce qui s'était passé dans l'après-midi, se portassent sur Codagno, pour y cantonner; les troupes en furent prévenues. Après avoir ordonné la plus grande surveillance, le général en chef retourna à Plaisance, où était son quartier général. Pendant la nuit, Masséna passa le Pô, et se plaça en réserve à la tête du pont, pour soutenir Laharpe en cas de besoin.

Ce qui avait été prévu arriva : la marche des troupes de Tortone à Plaisance, quelque rapide qu'elle eût été, n'avait pas été assez secrète pour que Beaulieu n'en eût pas connaissance. Il mit toutes ses troupes en marche pour occuper le pays entre le Tessin et l'Adda, espérant arriver à temps vis-à-vis Plaisance, pour empêcher le passage du fleuve; il savait que les Français n'avaient point d'équipages de pontons. Un des régiments de cavalerie qui précédaient la colonne où il était se présenta aux avant-postes du général Laharpe, venant par la route de Pavie; il y donna l'alarme. Les bivouacs prirent les armes; après quelques décharges, ils n'entendirent plus rien : cependant Laharpe, suivi d'un piquet et de quelques officiers, se porta en avant pour vérifier ce que cela pouvait être, et interroger lui-même les habitants des premières métaieries sur la route; ils lui dirent que cette alarme avait été donnée par un régiment de cavalerie, qui ignorait que les Français eussent passé le Pô, et qu'il avait pris à gauche pour gagner Lodi.

Laharpe retourna dans son camp. Mais au lieu de revenir par la chaussée d'où les troupes l'avaient vu partir, il prit malheureusement un sentier voisin. Les soldats étaient au guet; ils accueillirent leur général par un feu de file très vif; Laharpe tomba mort; il fut tué par ses propres soldats! Il était Suisse, du canton de Vaud. La haine contre le gouvernement de Berne lui ayant attiré des persécutions, il s'était réfugié en France; c'était un officier d'une bravoure distinguée, grenadier par la taille et par le cœur, conduisant avec intelligence ses troupes, dont il était fort aimé, quoique d'un caractère inquiet. On a remarqué que, pendant le combat de Fombio, tout le soir qui a précédé sa mort, il avait été fort préoccupé, très abattu, ne donnant point d'ordres, privé en quelque sorte de ses facultés ordinaires, tout à fait dominé par un pressentiment funeste*. Ce triste événement parvint à quatre heures du matin au quartier général. Berthier fut sur le champ envoyé à cette division d'avant-garde; il y trouva les troupes désolées.

En entrant dans les États de Parme, Napoléon reçut, au passage de la Trébia, des envoyés du prince pour lui demander la paix et sa protection. Le duc de Parme n'était d'aucune importance politique; il n'y avait aucun avantage à saisir ses États. Il lui laissa le soin de les administrer, en lui imposant pour condition de l'armistice tous les sacrifices auxquels ils pouvaient fournir. On recueillit ainsi tous les avantages et on se délivra de tous les embarras du gouvernement. Ce parti était le plus sage, le plus simple. Le 9 au matin, l'armistice fut signé à Plaisance. Le duc paya deux millions en argent, versa

* On voit bien ici le caractère italien [de Napoléon]; jamais l'idée d'écrire cette particularité ne fût venue à un Français; il eût craint de diminuer son héros, le style italien est plus près de la nature et de Plutarque.

dans les magasins de l'armée une grande quantité de blé, d'avoine etc., fournit seize cents chevaux d'artillerie ou de cavalerie, et s'engagea à défrayer toutes les routes militaires et les hôpitaux qui seraient établis dans ses états.

C'est dans cette occasion que Napoléon imposa une contribution d'objets d'art pour le Musée de Paris. C'est le premier exemple de ce genre qu'on rencontre dans l'histoire moderne. Parme fournit vingt tableaux, au choix des commissaires français ; parmi eux se trouva le fameux Saint-Jérôme. Le duc fit proposer deux millions pour conserver ce tableau ; les agents de l'armée étaient fort de cette opinion. Le général en chef dit qu'il ne resterait bientôt plus rien des deux millions qu'on lui donnerait, tandis que la possession d'un pareil chef-d'œuvre, à Paris, ornerait la capitale pendant des siècles, et enfanterait d'autres chefs-d'œuvre*.

Le 10 mai, l'armée marcha de Casal-Pusterlengo sur Lodi, où Beaulieu avait réuni deux de ses quatre divisions ; il avait dirigé les deux autres sur Milan et Cassano. La destinée de ces dernières troupes dépendait désormais de la rapidité de la marche des Français. On pouvait les couper avant leur arrivée à l'Oglio, et les faire prisonniers, mais, à une lieue de Casal, l'armée française trouva une forte arrière-garde de grenadiers autrichiens, avantageusement postée défendant la chaussée de Lodi.

Il fallut manœuvrer ; on y mit toute l'ardeur, et toute l'opiniâtreté que requéraient les circonstances ; enfin le désordre se mit dans les rangs. Elle fut poursuivie l'épée dans les reins, jusque dans Lodi. Cette place avait des murailles ; l'ennemi voulut en fermer les portes, mais les soldats français y entrèrent pêle-mêle avec les fuyards qui se rallièrent derrière la ligne de bataille que Beaulieu avait prise sur la rive gauche de l'Adda. Ce général démasqua vingt-cinq à trente pièces de canon pour défendre le pont, les Français lui en opposèrent sur le champ un pareil nombre. La ligne autrichienne était de douze mille hommes d'infanterie et quatre mille hommes de cavalerie, ce qui joint à dix mille hommes qui se retiraient sur Cassano, à huit cents qui avaient été battus à Fombio et dont les débris s'étaient retirés à Pizzighettone, et aux deux mille de la garnison du château de Milan formaient trente-cinq à trente-six mille hommes, seuls restes de l'armée de Beaulieu.

Napoléon, dans l'espoir de couper la division qui marchait par Cassano, résolut de passer le pont de l'Adda ce même jour, sous le feu des ennemis, et de les étonner par une opération hardie. En conséquence, après quelques heures de repos dans Lodi, sur les cinq heures du soir, il ordonna au général Beaumont, commandant de cavalerie, de passer l'Adda à une demi-lieue au-dessus, lieu où se trouvait un gué praticable en ce moment, et aussitôt qu'il

* Hélas, pas plus l'un que l'autre.

serait sur l'autre rive, d'engager la canonnade avec une batterie d'artillerie légère sur le flanc droit de l'ennemi. En même temps, il plaça au débouché du pont, et sur la rive droite, toute l'artillerie disponible de l'armée, la dirigeant sur les pièces ennemies qui enfilaient le pont; il forma les grenadiers en colonne serrée derrière le rempart de la ville qui borde l'Adda. Cette colonne se trouvait plus près des batteries ennemies que la ligne même de l'infanterie autrichienne qui s'était éloignée de la rivière pour profiter d'un pli de terrain qui la mettait à l'abri des boulets français.

Dès qu'il vit le feu de l'artillerie ennemie se ralentir, que la tête de la cavalerie française commençait à se former sur la rive gauche, que cette manœuvre inquiétait l'ennemi, il fit battre la charge; la tête de la colonne par un simple à gauche se trouva sur le pont qu'elle traversa en peu de secondes, au pas de course, et s'empara sur le champ du canon de l'ennemi. La colonne n'était exposée au feu de l'ennemi qu'au moment où elle convergeait par un à gauche pour passer le pont. Aussi en un clin d'œil* fut-elle à l'autre bord, sans essuyer de perte sensible; elle tomba sur la ligne ennemie, l'enfonça, la contraignit de se retirer sur Crema dans le plus grand désordre avec perte de son artillerie, de plusieurs drapeaux, et de deux mille cinq cents prisonniers.

Une action si vigoureuse exécutée sous un feu si meurtrier, mais conduite avec la prudence convenable, a été regardée par les militaires comme une des actions les plus brillantes de la guerre. Les Français ne perdirent pas plus de deux cents hommes; les ennemis furent écrasés. Mais les deux divisions Colli et Wukassowich avaient passé l'Adda à Cassano, et se retiraient par la chaussée de Brescia, ce qui décida la marche des Français sur Pizzighettone; ils mettaient de l'importance à chasser sans délai l'ennemi de cette forteresse pour qu'il n'eût pas le temps de l'armer et de l'approvisionner; à peine fut-elle cernée qu'elle se rendit; il y avait trois cents hommes que l'ennemi sacrifia pour favoriser sa retraite.

Napoléon, dans sa ronde de nuit, rencontra un bivouac de prisonniers où était un vieux hongrois bavard; il lui demanda comment allaient leurs affaires : le vieux capitaine ne pouvait disconvenir que cela n'allait très mal; « mais, ajouta-t-il, il n'y a plus moyen d'y rien comprendre, nous avons affaire à un jeune général, qui est tantôt devant nous, tantôt sur notre queue, tantôt sur nos flancs; on ne sait jamais comment il faut se placer. Cette manière de faire la guerre est insupportable et viole tous les usages ».

La cavalerie française entra à Cremone après une assez brillante charge, et poursuivit l'arrière-garde autrichienne jusqu'à l'Oglio.

* Léger mensonge favorable à la gloire française, Napoléon ne ment jamais pour se louer.

Aucune troupe française n'était encore entrée à Milan, quoique cette capitale fût à plusieurs journées sur les derrières de l'armée qui avait des postes à Crémone. Mais les administrations autrichiennes l'avaient évacuée et s'étaient réfugiées dans Mantoue. La ville était gardée par les gardes nationales. La municipalité et les États de Lombardie envoyèrent à Lodi une députation, à la tête de laquelle était M. Melzi d'Eril, pour protester de leur soumission et implorer la clémence du vainqueur.

Le 15 mai, Napoléon fit son entrée dans Milan sous un arc de triomphe, au milieu d'un peuple immense et de la nombreuse garde nationale de la ville. Augereau rétrograda pour occuper Pavie; Sérurier occupa Lodi et Crémone; la division Laharpe, Como, Cassano, Lecco et Pizzighettone, qui fut armée et approvisionnée★[b].

L'armée employa six jours de repos à l'amélioration de son matériel; rien ne fut épargné pour compléter les équipages d'artillerie. Le Piémont, le Parmesan avaient fourni de rares ressources, mais il s'en trouva de bien plus considérables en Lombardie, ce qui mit à même de faire la solde, de pourvoir à tous les besoins, de régulariser les services[c].

★ Napoléon dit à ses soldats par l'ordre du jour : « Soldats, vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin. Vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche. Le Piémont délivré de la tyrannie autrichienne s'est livré à ses sentiments naturels de paix et d'amitié pour la France. Milan est à vous et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité. L'armée qui vous menaçait avec orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage. Le Pô, le Tessin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour; ces boulevards vantés de l'Italie ont été insuffisants; vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin. Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie; vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la république. Là vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes se réjouissent de vos succès et se vantent avec orgueil de vous appartenir. Oui, soldats, vous avez beaucoup fait... Mais ne vous reste-t-il donc plus rien à faire?... Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie?... Mais je vous vois déjà courir aux armes, un lâche repos vous fatigue, les journées perdues pour la gloire le sont pour votre bonheur... Eh bien! partons. Nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent... L'heure de la vengeance a sonné. Mais que les peuples soient sans inquiétude; nous sommes amis de tous les peuples et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipion, et des grands hommes que nous avons pris pour modèle. Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de nos victoires; elles feront époque dans la postérité : vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle patrie de l'Europe. Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse, qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis dix ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : "Il était de l'armée d'Italie★." »

★ Ces proclamations étaient importantes en ce qu'elle fournissaient aux conversations que les soldats avaient entre eux, elles peignent l'esprit de l'armée. En même temps elles portaient l'effroi dans les petites cours d'Italie, et donnaient des espérances à leurs sujets mécontents.

CHAPITRE 19[a1]

J'avouerai au lecteur que j'ai renoncé à toute noblesse de style. Afin de donner une idée de la misère de l'armée, le lecteur me permettra-t-il de raconter celle d'un lieutenant de mes amis?

M. Robert, un des plus beaux officiers de l'armée, arriva à Milan le 15 mai au matin et fut engagé à dîner par la marquise A..., pour le palais de laquelle il avait reçu un billet de logement. Il fit une toilette très soignée, mais il n'avait absolument pas de souliers; il avait, comme de coutume, quand il entrait dans les villes, des empeignes assez bien cirées par son chasseur; il les attacha soigneusement avec de petites cordes; mais il y avait absence complète de semelles. Il trouva la marquise si belle, et eut tant de crainte que sa pauvreté n'eût été aperçue par les laquais en magnifique livrée qui servaient à table, qu'en se levant il leur donna adroitement un écu de six francs : c'était tout ce qu'il possédait au monde.

M. Robert m'a juré qu'entre les trois officiers de sa compagnie, ils n'avaient qu'une paire de souliers passable conquise sur un officier autrichien, tué à Lodi, et dans toutes les demi-brigades on était de même.

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on aurait peine aujourd'hui à se faire une idée du dénûment et de la misère de cette ancienne armée d'Italie. Les caricatures les plus grotesques, fruit du génie inventif de nos jeunes dessinateurs, restent bien au-dessous de la réalité. Une réflexion peut suffire : les riches de cette armée avaient des assignats, et les assignats n'avaient aucune valeur en Italie.

Me permettra-t-on des détails encore plus vulgaires? Mais, en vérité, je ne saurais comment rendre ma pensée par des équivalents. Deux officiers, l'un chef de bataillon et l'autre lieutenant, tous deux tués à la bataille du Mincio, en 1800, n'avaient entre eux deux, lors de l'entrée à Milan, en mai 1796, qu'un pantalon de casimir noisette et trois chemises. Celui qui ne portait pas le pantalon prenait une redingote d'uniforme croisée sur la poitrine qui avec

un habit, formait toute leur garde-robe; et encore ces deux vêtements étaient raccommodés en dix endroits et de la façon la plus misérable.

Ces deux officiers ne reçurent pour la première fois de la monnaie métallique qu'à Plaisance; ils eurent quelques pièces de sept sous et demi de Piémont (*sette mezzo*), avec lesquelles ils se procurèrent le pantalon noisette. Ils jetèrent dans l'Adda la culotte précédente, qui était de satin; celui qui ne la portait pas était en caleçon et en redingote.

Je supprime d'autres détails de ce genre; ils seraient peu croyables aujourd'hui; rien n'égalait la misère de l'armée, que son extrême bravoure et sa gaieté. C'est ce que l'on comprendra aisément, si on veut bien se rappeler que, soldats et officiers, tous étaient de la première jeunesse. L'immense majorité appartenait au Languedoc, au Dauphiné, à la Provence, au Roussillon. Il n'y avait d'exception que pour quelques hussards de Berchiny, que le brave Stengel avait amenés d'Alsace. Souvent les soldats, en voyant passer leur général qui était si fluet et avait l'air si jeune, remarquaient que, cependant, il était leur aîné à tous. Or en mai 1796, lors de son entrée à Milan, Napoléon, né en 1796, avait vingt-six ans et demi[b].

A voir ce jeune général passer sous le bel arc-de-triomphe de la *Porta Romana*, il eût été difficile, même pour le philosophe le plus expérimenté, de deviner les deux passions qui agitaient son cœur[c] : c'était l'amour le plus vif, exalté jusqu'à la folie par la jalousie, et la haine provoquée par les apparences de la plus noire ingratitude et de la stupidité la plus plate.

Bonaparte[d] était amoureux jusqu'à la folie de sa femme qu'il avait laissée à Paris; voici quelques extraits des lettres qu'il lui écrivait.

Nous parlerons plus bas de l'étrange lettre qu'il avait reçue du Directoire.

Le général en chef devait organiser les pays conquis; l'armée y avait des amis chauds et des ennemis furieux, mais, par malheur, il fallait compter parmi ces derniers la plupart des prêtres séculiers et tous les moines. En revanche, la bourgeoisie et une bonne partie de la noblesse étaient fort disposées à aimer la liberté. Trois ou quatre ans plus tôt, avant les horreurs de 1793, toute la Lombardie était enthousiaste des réformes de la liberté française. Le temps commençait à faire oublier les horreurs et depuis deux mois c'était par peur de cette liberté et en la maudissant, dans chaque proclamation, que le gouvernement de leur archiduc vexait les bons Milanais. Or, il faut savoir que les Milanais méprisaient souverainement ce prince, qui n'avait d'autre passion que celle de faire le commerce du blé, et souvent les spéculations de Son Altesse occasionnaient des disettes.

C'est un peuple ainsi préparé que l'archiduc voulait enflammer d'amour pour la maison d'Autriche! Il est amusant[e] de voir le despotisme malheureux avoir recours à la raison et au sentiment. L'entrée des Français dans Milan fut un jour de fête pour les Milanais comme pour l'armée.

Depuis Montenotte, le peuple lombard hâtait de tous ses vœux les victoires des Français ; bientôt il se prit pour eux d'une passion qui dure encore. Bonaparte trouva une garde nationale nombreuse, habillée aux couleurs lombardes ; vert, blanc et rouge, et formant la haie sur son passage. Il fut touché de cette preuve de confiance en ses succès. Que fussent devenus ces pauvres gens si l'Autriche eût reconquis la Lombardie ? Où M. de Thugut eût-il trouvé des cachots assez profonds pour ceux qui s'étaient habillés, pour les tailleurs, pour les marchands de drap, etc. ? Ce qui donna beaucoup d'espoir aux généraux français, c'est que cette belle garde nationale était commandée par l'un des plus grands seigneurs du pays, M. le duc Serbelloni. Les vivats faisaient retentir les airs, les plus jolies femmes étaient aux fenêtres ; dès le soir de ce beau jour, l'armée française et le peuple de Milan furent amis.

L'égalité que le despotisme met parmi ses sujets avait rapproché le peuple et la noblesse. D'ailleurs, la noblesse italienne vivait bien plus avec le *Tiers État*, que celle de France ou d'Allemagne ; elle n'était point séparée des bourgeois par des privilèges odieux : les preuves de noblesse, par exemple, qu'il fallait produire, en France, pour devenir officier*. Il n'y avait point de service militaire à Milan ; les Lombards payaient un impôt pour en être exempts. Enfin, la noblesse de Milan était fort éclairée. Elle comptait dans son sein les Beccaria, les Verri, les Melzi, et cent autres moins célèbres, mais aussi instruits. Le peuple milanais est naturellement bon, et l'armée en eut une preuve singulière dans ce premier moment ; beaucoup de curés de campagne fraternisèrent avec les soldats. Dès le lendemain, ils en furent sévèrement réprimandés par leurs chefs.

Ce fut au moment où Napoléon[2] quittait Lodi, pour faire à Milan cette entrée triomphante, qu'il reçut du Directoire un ordre qui fait peu d'honneur au directeur Carnot, chargé du mouvement des troupes : l'armée devait être divisée en deux : Kellermann, avec une moitié dite *armée d'Italie*, observerait les Autrichiens sur le Mincio ; Bonaparte avec vingt-cinq mille hommes qui formeraient l'*armée du Midi*, se porterait sur Rome et au besoin sur Naples. Un traître n'eût pu donner un ordre plus favorable aux intérêts de la coalition. Comment le Directoire ne comprit-il pas que les troupes françaises allaient avoir à combattre sur l'Adige toutes les forces de la maison d'Autriche ? Qu'était-ce que la possession de Milan, tant qu'on n'avait pas Mantoue ? En quinze jours, un général, même beaucoup plus habile que Kellermann, eût été ramené à la Bocchetta. Diviser l'armée, n'était-ce pas amener la nécessité d'une seconde bataille de Fornoue ?

Qu'on juge de ce qui dut se passer dans cette âme de feu, à la réception d'un ordre si étrange ! Le jeune général répondit par la lettre suivante :

* Ordonnance de M. de Ségur en 1784.

« Au quartier général à Lodi, le 25 floréal an IV (14 mai 1796).

« Au Directoire exécutif,

« Citoyens directeurs,

« Je reçois à l'instant le courrier parti le 18 de Paris. Vos espérances sont réalisées, puisqu'à l'heure qu'il est, toute la Lombardie est à la République. Hier, j'ai fait partir une division pour cerner le château de Milan. Beaulieu est à Mantoue avec son armée ; il a inondé tout le pays environnant, il y trouvera la mort, car c'est le plus malsain de l'Italie★.

« Beaulieu a encore une armée nombreuse ; il a commencé la campagne avec des forces supérieures ; l'Empereur lui envoie dix mille hommes de renfort, qui sont en marche. Je crois très impolitique de diviser en deux l'armée d'Italie ; il est également contraire aux intérêts de la République d'y mettre deux généraux différents.

« L'expédition sur Livourne, Rome et Naples est très peu de chose : elle doit être faite par des divisions en échelons, de sorte que l'on puisse, par une marche rétrograde, se trouver en force contre les Autrichiens et menacer de les envelopper, au moindre mouvement qu'ils feraient. Il faudra pour cela non seulement un seul général, mais encore que rien ne le gêne dans sa marche et dans ses opérations. J'ai fait la campagne sans consulter personne, je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me concilier avec la manière de voir d'un autre. J'ai remporté quelques avantages sur des forces supérieures et dans un dénûment absolu de tout, parce que persuadé que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi prompte que ma pensée.

« Si vous m'imposez des entraves de toute espèce ; s'il faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement ; s'ils ont droit de changer mes mouvements, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos moyens en partageant vos forces ; si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire, je vous le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie.

« Dans la position des affaires de la République en Italie, il est indispensable que vous ayez un général qui ait entièrement votre confiance : si ce n'était pas moi je ne m'en plaindrais pas ; mais je m'emploierais à redoubler de zèle, pour mériter votre estime, dans le poste que vous me confieriez. Chacun a sa manière de faire la guerre ; le général Kellermann a plus d'expérience et la fera mieux que moi : mais tous les deux ensemble nous la ferons fort mal.

★ Phrase du style révolutionnaire, nécessaire en ce temps-là ; le peuple était en colère, et c'est pour cela qu'il était fort.

« Je ne puis rendre à la patrie des services essentiels qu'investi entièrement et absolument de votre confiance. Je sens qu'il faut beaucoup de courage pour vous écrire cette lettre, il serait si facile de m'accuser d'ambition et d'orgueil ! Mais je vous dois l'expression de tous mes sentiments, à vous qui m'avez donné, dans tous les temps, des témoignages d'estime que je ne dois pas oublier . . . .

. . . .

« Le parti que vous prendrez dans cette circonstance est plus décisif pour les opérations de la campagne, que quinze mille hommes de renfort, que l'Empereur enverrait à Beaulieu.

« BONAPARTE. »

CHAPITRE 20[a]

Milan en 1796[b]

Comme, dans tout ce qui va suivre, la Lombardie et Milan seront les bases morales sur lesquelles le général Bonaparte appuiera ses opérations, j'ose espérer que le lecteur me permettra d'arrêter un instant son attention sur ce pays.

En mai 1796, lors de l'entrée des Français, la population de Milan ne s'élevait guère à plus de cent vingt mille habitants.

On avait eu soin de faire savoir aux soldats et ils se répétaient entre eux, que cette ville avait été fondée par les Gaulois d'Autun, l'an 580 avant Jésus-Christ; que souvent elle avait été opprimée par les Allemands, et qu'en combattant contre eux pour la liberté, elle a été détruite trois fois.

Le peuple de cette ville était alors le plus doux de toute l'Italie. Les bons Milanais, occupés à jouir des plaisirs de la vie, ne haïssaient personne au monde, en cela bien différents de leurs voisins de Novare, de Bergame et de Pavie. Ceux-ci ont été civilisés depuis par dix-sept années d'une administration raisonnable et non taquine. L'habitant de Milan ne faisait jamais de mal inutile. L'Autriche ne possédait cette ville aimable et la Lombardie que depuis 1714 et, chose qui paraîtra bien étonnante aujourd'hui, elle n'avait point cherché à hébéter ce peuple et à le réduire aux appétits physiques.

L'impératrice Marie-Thérèse avait administré la Lombardie d'une façon raisonnable et vraiment paternelle. Elle avait été admirablement secondée par le gouverneur général, comte de Firmian, lequel, loin de jeter en prison ou d'exiler les premiers hommes du pays, écoutait leurs avis, les discutait et savait les suivre. Le comte de Firmian vivait avec le marquis Beccaria (l'auteur du *Traité des délits et des peines*), avec le comte Verri, le père Frisi, le professeur Parini, etc., etc. Ces hommes illustres cherchèrent de bonne foi à appliquer à la Lombardie ce qu'on savait, en 1770, des règles de l'économie politique et de la législation.

Le bon sens et la bonté de la société milanaise respirent dans l'*Histoire de Milan*, du comte Pietro Verri. On ne publiait point de tels ouvrages en France

vers 1780, et surtout la France n'était point administrée comme la Lombardie. On a trop oublié, au milieu de notre bonheur actuel, toutes les persécutions que Turgot eut à souffrir, pour avoir voulu introduire dans l'administration des communes de France et dans celle des douanes intérieures, de province à province*, quelques-unes des règles dont le comte de Firmian et le marquis Beccaria faisaient les bases de leur administration en Lombardie. On peut dire qu'en ce pays le despotisme était exercé par les hommes les plus éclairés, et cherchait réellement le plus grand bien des sujets; mais dans les commencements on n'était pas accoutumé à cette mansuétude du despotisme qui, depuis 1530 et Charles Quint, avait toujours été si féroce à Milan**.

Le triomphe de Beccaria n'était pas sans dangers; il craignait toujours et avec raison, d'être envoyé dans le Spielberg du temps. Il résulte de cet ensemble de faits que, comme il n'y avait point d'abus atroces en Lombardie, vers 1796, il n'y eut pas lieu à une réaction atroce, à une terreur de 1793.

Il faut avouer que le despotisme s'est éclairé; il se trompait en employant à Milan des hommes tels que Beccaria et Parini***. C'est aux sages conseils du premier, c'est à l'excellente éducation donnée par le second à toute la noblesse et la riche bourgeoisie, c'est à leur sage administration que le peuple milanais dut de pouvoir comprendre ce qu'il y avait de sincère dans les proclamations du général Bonaparte. Il vit tout de suite qu'on n'avait pas à craindre, avec le jeune général, de voir la guillotine élevée en permanence sur les places publiques, ainsi que l'annonçaient les partisans de l'Autriche. J'ai oublié de dire que le despotisme ayant eu peur, en 1793, avait repris toutes ses anciennes allures et s'était fait détester.

L'enthousiasme fut donc sincère et général dans les premiers temps; quelques nobles, quelques prêtres, élevés en dignité, firent seuls exception. Plus tard l'enthousiasme diminua : on en a vu la cause dans l'extrême pauvreté de l'armée. Le bon peuple milanais ne savait pas que la présence d'une armée, même libératrice, est toujours une grande calamité.

Il n'y a d'exception que pour les jolies femmes, qui sont guéries du *mal de l'ennui*. Or, une armée, toute de jeunes gens et dans laquelle personne n'avait d'ambition, était admirablement disposée pour faire tourner les têtes. Il se trouva, par un hasard qui ne se renouvelle qu'à de longs intervalles, qu'il y avait alors à Milan douze ou quinze femmes de la beauté la plus rare, et telles qu'aucune ville d'Italie n'a présenté de réunion pareille depuis quarante ans.

* Vie de Turgot.

** Voir les terreurs de Beccaria dans ses lettres. — Voir dans les *Fiancés* de M. Manzoni, la description du gouvernement de Milan en 1628.

*** Voir les Vies de Beccaria, de Custodi, de Frisi, dans les *Vies de cent Italiens illustres*, de M. Bettoni.

Écrivant après ce long intervalle de temps, j'ai l'espoir, hélas! trop fondé, de ne choquer aucune convenance, en plaçant ici un souvenir affaibli de quelques-unes de ces femmes charmantes, que nous rencontrions au *Casin della Città* et plus tard au bal de la *casa Tanzi*.

Par bonheur, ces femmes si belles et dont les étrangers peuvent trouver quelque idée dans la forme des têtes des *Hérodiades* de Léonard de Vinci, ne possédaient aucune instruction; mais, en revanche, la plupart avaient infiniment d'esprit et un esprit très romanesque.

Dès les premiers jours, on ne s'occupa dans l'armée que de la folie étrange où était tombé le général qui lui transmettait tous les ordres du général en chef et qui passait alors pour son favori*. La belle princesse Visconti avait essayé, dit-on, de faire perdre la tête au général en chef lui-même; mais s'étant aperçue à temps que ce n'était pas chose facile, elle s'était rabattue sur le second personnage de l'armée et il faut avouer que son succès avait été complet. Cet attachement a été le seul intérêt de la vie du général Berthier, jusqu'à sa mort arrivée dix-neuf ans plus tard, en 1815.

On cita bientôt beaucoup d'autres folies moins durables, sans doute, mais tout aussi vives. Il faut se rappeler encore une fois qu'à cette époque personne, dans l'armée, n'avait d'ambition et j'ai vu des officiers refuser de l'avancement pour ne pas quitter leur régiment ou leur maîtresse. Que nous sommes changés! Où est la femme maintenant qui oserait prétendre même à un moment d'hésitation?

On citait alors à Milan, parmi les beautés, Mmes Ruge, femme d'un avocat devenu plus tard l'un des Directeurs de la République; Pietra Grua; Marini, femme d'un médecin; la comtesse Are... son amie, et qui appartenait à la plus haute noblesse; Mme Monti, romaine, femme du plus grand poète de l'Italie moderne; Mme Lambert qui avait été distinguée par l'empereur Joseph II, et qui, quoique déjà d'un certain âge, offrait encore le modèle des grâces les plus séduisantes et pouvait rivaliser, en ce genre, avec Mme Bonaparte elle-même. Et, pour finir par l'être le plus séduisant et les plus beaux yeux que l'on ait jamais vus, peut-être, il faut citer Mme Gherardi de Brescia, sœur des généraux Lecchi et fille de ce fameux comte Lecchi, de Brescia, dont les folies d'amour et de jalousie ont été remarquées même à Venise.

C'est lui qui, une fois, à Pâques, se revêtit du capuchon et de la barbe d'un capucin, en odeur de sainteté, et acheta la permission de se cacher dans son confessionnal, afin d'entendre la marquise C... sa maîtresse. C'est lui qui, se trouvant enfermé sous les *plombs* à Venise, en punition des folies insignes qu'il

* Nous avons appris cette histoire dans la *Biographie universelle*, tome 58, article Alexandre Berthier.

avait faites pour elle, consigna six mille sequins dans les mains du geôlier, lequel, à cette condition, lui rendit la liberté pour trente-six heures. Ses amis lui avaient préparé des relais; il courut à Brescia, où il arriva un jour de fête en hiver, à trois heures après midi, comme tout le monde sortait de vêpres. Là, en présence de toute la ville, il tira un coup de tromblon au marquis N... qui lui avait joué un mauvais tour et le tua.

Il repartit en toute hâte pour Venise où il se hâta de rentrer en prison. Trois jours après il fit solliciter une audience auprès du sénateur chef de la justice criminelle; il l'obtint et se plaignit amèrement de la cruauté inouïe dont le geôlier usait à son égard.

Le grave sénateur, après l'avoir écouté, lui donna communication de l'étrange accusation d'assassinat que la *Quarantia* criminelle venait de recevoir contre lui.

— Votre Excellence voit la rage de mes ennemis, répliqua le comte Lecchi, avec une modestie parfaite. Elle sait trop où j'étais il y a huit jours etc., etc.

Enfin, le comte eut cette gloire si précieuse pour un noble de terre ferme, de tromper l'admirable police du sénat de Venise, et il revint triomphant à Brescia d'où quelques jours après il passa en Suisse et se fit remettre en liberté.

La comtesse Gherardi, sa fille, avait peut-être les plus beaux yeux de Brescia, le pays des beaux yeux. Elle joignait à tout le génie de son père une douce gaîté et une simplicité réelle, et que n'altéra jamais le moindre soupçon d'artifice.

Toute ces femmes d'une ravissante beauté n'auraient manqué pour rien au monde de paraître chaque soir au *Corso*, qui se tenait alors sur le bastion de la Porte-Orientale. C'est un ancien rempart espagnol, élevé d'une quarantaine de pieds au-dessus de la plaine verdoyante qui ressemble à une forêt, et planté de marronniers par le comte Firmian.

Du côté de la ville, ce rempart domine des jardins et au-dessus des grands arbres de celui qui, depuis, a été appelé la *Villa Bonaparte*, s'élève cet admirable dôme de Milan, construit en marbre blanc et en forme de filigrane. Ce dôme hardi n'a de rival dans le monde que celui de Saint-Pierre de Rome et il est plus singulier.

La campagne des environs de Milan[1], vue des remparts espagnols qui, dans une plaine aussi unie, forment une élévation considérable, est tellement couverte d'arbres, qu'elle présente l'aspect d'une forêt touffue, dans laquelle l'œil ne saurait pénétrer. Par-delà cette campagne, image de la plus étonnante fertilité, s'élève à quelques lieues de distance, l'immense chaîne des Alpes, dont les sommets restent couverts de neige, même dans les mois les plus chauds. Du bastion de la Porte-Orientale, l'œil parcourt cette longue chaîne, depuis le

mont Viso et le mont Rose, jusqu'aux montagnes de Bassano. Les parties les plus rapprochées, quoique distantes de douze ou quinze lieues, semblent à peine à trois lieu. Ce contraste de l'extrême fertilité d'un bel été, avec des monts escarpés couverts d'une neige éternelle, frappait[c] d'admiration les soldats de l'armée d'Italie qui, pendant trois ans, avaient habité les rochers arides de la Ligurie. Ils reconnaissaient avec plaisir ce mont Viso, qu'ils avaient vu si longtemps au-dessus de leurs têtes, et derrière lequel maintenant ils voyaient le soleil se coucher. Le fait est que rien ne saurait être comparé aux paysages de la Lombardie. L'œil enchanté parcourt cette admirable chaîne des Alpes pendant un espace de plus de soixante lieues, depuis les montagnes au-dessus de Turin, jusqu'à celle de Cadore dans le Frioul. Ces sommets âpres et couverts de neige forment un admirable contraste avec les sites voluptueux de la plaine et des collines qui sont sur le premier plan, et semblent dédommager de la chaleur extrême, à laquelle on vient chercher un soulagement sur le bastion de la Porte-Orientale. Sous cette belle lumière de l'Italie, le pied de ces montagnes, dont les sommets sont couverts de neige d'une blancheur si éclatante, paraît d'un blond foncé : ce sont absolument les paysages du Titien. Par l'effet de la pureté de l'air auquel, nous gens du Nord, nous n'étions pas accoutumés, on aperçoit[d] avec tant de netteté les maisons de campagne bâties sur les derniers versants des Alpes[e], du côté de l'Italie, qu'on croirait n'en être éloigné que de deux ou trois lieues. Les gens du pays faisaient remarquer aux jeunes Français, ravis de ce spectacle, la Scie de Lecco (le *Rezegon de Lek*) et plus loin, toujours vers l'Orient, le grand espace vide, formant échancrure dans les montagnes, occupé par le lac de Garde. C'est de ce point de l'horizon que les Milanais, réunis sur le bastion de la Porte-Orientale, entendirent venir avec tant d'anxiété, deux mois plus tard, le bruit du canon de Lonato et de Castiglione; c'était leur sort qui se décidait. Non seulement, il s'agissait de la destinée de toutes les institutions qui, à cette époque, formaient leurs espérances passionnées; mais encore chacun d'eux pouvait se dire : dans quelle prison d'État serai-je jeté, si les Autrichiens reviennent à Milan*?

A cette époque, leur passion pour les Français était au comble et ils avaient pardonné à l'armée toutes ses réquisitions.

Mais, pour revenir au *Corso* de Milan, dont l'admirable situation nous a entraîné dans ces descriptions[2], il faut savoir qu'en Italie il serait de la dernière indécence de manquer à la promenade en voiture, que l'on appelle le *Corso*, et pour laquelle la bonne compagnie se donne rendez-vous chaque jour. Toutes les voitures se rangent en file, après avoir fait une fois le tour du *Corso*, et restent ainsi une demi-heure. Les Français ne pouvaient revenir de

* Les bouches du Cattaro en 1799.

l'étonnement que leur causait ce genre de promenade sans mouvement. Les plus jolies femmes venaient au *Corso* dans des voitures fort peu élevées au-dessus de terre, nommées *bastardelles*, et qui permettent fort bien la conversation avec les promeneurs à pied. Après une demi-heure de conversation, toutes ces voitures se remettent en mouvement à la nuit tombante (à l'*Ave Maria*), et, sans descendre, les dames viennent prendre des glaces au café le plus célèbre; c'était alors celui de la *Corsia dei Servi*.

Dieu sait si les officiers de cette jeune armée manquaient de se trouver, à l'heure du *Corso*, sur le bastion de la Porte-Orientale. Les officiers de l'état-major brillaient, parce qu'ils étaient à cheval et s'arrêtaient auprès des voitures des plus jolies femmes. Avant l'arrivée de l'armée, on ne voyait jamais que deux rangs de voitures au *Corso*; de notre temps on en vit toujours quatre files, occupant toute la longueur de la promenade, et quelquefois six. C'était au centre de ces six rangs de voitures, que celles qui arrivaient faisaient leur tour unique au très petit trot.

Les officiers d'infanterie qui ne pouvaient pénétrer dans ce dédale maudissaient les officiers à cheval et, plus tard, allaient s'asseoir devant le café à la mode; là, ils allaient parler aux dames de leur connaissance, pendant qu'elles prenaient des glaces. La plupart, après ce moment de conversation, retournaient pendant la nuit à leurs cantonnements, quelquefois distants de cinq ou six lieues.

Aucune récompense, aucun avancement n'eût été comparable, pour eux, à ce genre de vie si nouveau. De Milan ils rejoignaient leur cantonnement dans une *sediole* qui leur avait été prêtée par quelque ami (c'est une voiture à deux roues très élevées, emportée au grand trot par un cheval maigre qui fait souvent trois lieues à l'heure).

Ces courses que les officiers faisaient sans permission, mettaient au désespoir l'état-major de la place et le général Despinois, commandant. On affichait sans cesse des *ordres du jour* qui menaçaient les officiers voyageurs de destitution; mais on se moquait parfaitement de ces *ordres du jour*. Les généraux commandant les divisions, à l'exception du vieux Sérurier, étaient indulgents.

Tel officier venait à cheval, de dix lieues, pour passer une soirée à la *Scala*, dans la loge d'une femme de sa connaissance. Pendant cet été de 1796 qui, après deux ans de misère et d'inaction sur les rochers voisins de Savone, fut pour l'armée un mélange admirable de dangers et de plaisirs, c'était devant le café de la *Corsia dei Servi* que se retrouvaient les officiers des régiments les plus éloignés. Beaucoup, pour se soustraire à l'exhibition du *permis* donné par le colonel et visé par le général de brigade, laissaient leur *sediole* hors la porte et entraient en promeneurs. Après les glaces, les dames allaient passer une

heure chez elles et peut-être recevoir quelque visite ; puis, elles reparaissaient dans leurs loges à la Scala. Ce sont, comme on sait, de petits salons, où chacune recevait à la fois huit ou dix amis. Il n'était guère d'officier français qui ne fût admis dans plusieurs loges. Ceux qui, étant tout à fait amoureux et timides, n'avaient pas ce bonheur, se consolaient en occupant au parterre une place bien choisie et toujours la même et, de là, ces guerriers si hardis adressaient des regards tout à fait respectueux à l'objet de leurs attentions. Si on les regardait, en plaçant près de l'œil le côté de la lorgnette qui éloigne, ils s'estimaient très malheureux. De quoi n'était pas capable une armée de jeunes gens à qui la victoire donnait de telles folies ?

Le vendredi, jour où il n'y a pas de spectacle en Italie, en mémoire de la Passion, on se réunissait au *Casino dell'Albergo della Città* (Corsia dei Servi) ; là il y avait bal et *conversation.*

Il faut l'avouer, au bout de quelques jours, la popularité de l'armée eut un peu à souffrir ; presque tous les *cavaliers servants* régnant à l'époque de l'arrivée des Français, prétendaient avoir fort à se plaindre. La mode des *cavaliers servants* n'a été détruite que vers 1809, par une suite de mesures *morales*, adoptées par le despotisme du roi d'Italie. Ces liaisons étaient un autre sujet d'étonnement pour les Français ; beaucoup duraient quinze ou vingt ans. Le cavalier servant était le meilleur ami du mari qui, lui-même, remplissait semblable fonction dans une autre maison.

Les officiers français eurent besoin de beaucoup de temps pour comprendre que loin de prendre ombrage de l'assiduité du cavalier servant, la vanité du mari milanais eût été fort choquée de n'en point voir à sa femme.

Cette mode qui semblait si étrange, venait d'un peuple grave : les Espagnols qui ont gouverné Milan de 1526 à 1714. Il ne fallait pas que la femme d'un Espagnol parût à la messe conduite par son mari ; c'eût été un signe de pauvreté ou, tout au moins, d'insignifiance ; le mari devait être retenu ailleurs par ses grandes affaires. Une dame devait donner le bras à un écuyer. Il arriva de là que dans la classe bourgeoise qui n'avait pas d'écuyers, un médecin pria son ami l'avocat de donner le bras à sa femme dans tous les lieux publics, tandis que le médecin conduirait la femme de l'avocat. A Gênes, dans les familles nobles, le contrat de mariage porta le nom du futur cavalier servant. Bientôt il fut du meilleur ton d'avoir un cavalier servant non marié et cet emploi fut dévolu aux cadets des familles nobles. Peu à peu l'amour s'empara de cet usage, et une femme, un an ou deux après le mariage, remplaça par un cavalier de son choix l'ami de la maison choisi par le mari.

Dans les Calabres, de nos jours, l'homme d'esprit d'une famille se fait prêtre, il marche à la fortune, et donne pour femme à un de ses frères la jeune fille qu'il préfère. Si, plus tard, cette jeune femme se hasardait à faire un choix

hors de la famille, il y aurait un coup de fusil assuré pour l'étranger téméraire. J'ai été autorisé à expliquer cet usage sévère, parce que durant nos campagnes de Naples il aura bien coûté le vie à deux cents officiers français.

Cet usage des cavaliers servants était général en Lombardie, quand l'armée française y arriva, en mai 1796, et les dames le défendaient comme très moral. Le bail d'un cavalier servant dure trois ou quatre ans et fort souvent quinze ou vingt; il dure parce que chaque instant peut le rompre. Ce qui serait bien autrement difficile à expliquer, c'est le naturel parfait, la simplicité admirable des façons d'agir milanaises. Les explications seraient tout à fait inintelligibles, ou même révoltantes, dans le nord de la France. Les gens de goût trouveront quelque image de ces façons dans certains *libretti* d'opera-buffa; par exemple, la première scène de la *Prova d'un' opera seria*, et quelques scènes des *Cantatrici Villane*.

La bonne compagnie est presque partout comme le peuple; elle n'aime un gouvernement que par haine pour un autre; serait-ce qu'un gouvernement n'est qu'un *mal nécessaire*? La bonne compagnie de Milan éprouvait un tel dégoût pour le gros archiduc qui, à ce qu'on nous dit, vendait du blé en cachette et profitait des disettes ou les faisait naître, qu'elle accueillit avec enthousiasme l'armée française, qui lui demandait des chevaux, des souliers, des habits, des millions, mais lui permettait de s'administrer elle-même. Dès le 16 mai, on vendait partout une caricature qui représentait l'archiduc vice-roi, lequel déboutonnait sa veste galonnée et il en tombait du blé. Les Français ne comprenaient rien à cette figure.

Ils étaient arrivés à Milan si misérables, tellement dépourvus d'habits et de chemises, que bien peu s'avisèrent de se montrer fats dans le vilain sens du mot; ils n'étaient qu'aimables, gais et fort entreprenants.

Si les Milanais étaient fous d'enthousiasme, les officiers français étaient fous de bonheur, et cet état d'ivresse continua jusqu'à la séparation après la défaite de Schérer de 1798*. Les relations particulières durèrent également jusqu'au départ et souvent avec dévouement des deux côtés. A la suite du retour, après Marengo en 1800, plusieurs Français rappelés en France eurent la folie de donner leur démission et de vivre pauvres à Milan pour éviter une séparation (aventure du beau Perot)[3].

On peut répéter ici, parce que cela fait un étrange contraste avec l'esprit que le consulat fit régner dans l'armée, qu'il eût été difficile de désigner à Milan vingt officiers, dans les emplois subalternes, qui eussent sérieusement l'ambition des grades. Les plus terre-à-terre étaient fous de bonheur d'avoir du linge blanc et de belles bottes neuves. Tous aimaient la musique; beau-

* A vérifier.

coup faisaient, nous l'avons dit, une lieue par la pluie, pour venir occuper une place du parterre à la Scala. Aucun, je pense, quelque prosaïque, ambitieux et cupide qu'il ait pu devenir par la suite, n'a oublié le séjour à Milan. Ce fut le plus beau moment d'une belle jeunesse.

Et ce bonheur général eut un reflet militaire : dans la triste situation où l'armée se trouva avant Castiglione et avant Arcole, tout le monde, excepté les officiers savants, fut d'avis de tenter l'impossible pour ne pas quitter l'Italie.

En attendant la décision du Directoire, qui pouvait être assez aveugle ou assez jaloux de la gloire du jeune général pour accepter sa démission et le remplacer par Kellermann, Moreau ou Jourdan, Napoléon résolut d'essayer de chasser Beaulieu jusque dans le Tyrol. Il fournit à la conversation de ses soldats, chose fort essentielle avec des Français et de jeunes patriotes, par une proclamation, dans laquelle il leur parlait d'eux en termes faits pour redoubler leur enthousiasme.

Si cette proclamation produisit un bon effet dans l'armée, elle en fit un meilleur encore parmi les ennemis. Signée par le même homme qui venait de passer le pont de Lodi et d'occuper Milan, elle commença à Rome et à Naples cette terreur du nom français que Napoléon y a fait régner si longtemps.

Le général en chef fit commencer le siège[4] de la citadelle de Milan avec du gros canon amené d'Alexandrie et de Tortone. Il mit son armée en mouvement vers le Mincio, et enfin le 24 mai partit pour Lodi.

Mais ce jour-là le tocsin sonnait sur les derrières de l'armée, dans tous les villages voisins de Pavie, et cette ville elle-même fut occupée par dix mille paysans fanatisés par les prêtres. La moindre hésitation de la part du général en chef pouvait rendre ce soulèvement universel en Lombardie. Et que n'eût pas fait l'armée piémontaise dans le cas d'un soulèvement heureux?

Les demi-brigades françaises étaient toutes en mouvement et s'éloignaient rapidement de Pavie. Les prêtres auraient dû différer la révolte de trois ou quatre jours, jusqu'après les premiers engagements avec Beaulieu.

Napoléon fut aussi admirable dans cette surprise que dans ses plus belles batailles; sans interrompre le mouvement général de son armée, il enleva Pavie et punit les révoltés.

Il est un devoir dont il semblera cruel même de parler. Un général en chef doit faire fusiller trois hommes, pour sauver la vie à quatre; bien plus, il doit faire fusiller quatre ennemis, pour sauver la vie à un seul de ses soldats. Mais, d'un autre côté, les agents autrichiens et les prêtres qui cherchèrent à faire soulever la Lombardie firent fort bien. Et plût à Dieu qu'en 1814 et 1815, on se fût conduit ainsi en France contre les Prussiens, Autrichiens, Russes, etc.

A Pavie, la clémence eût été un crime envers l'armée; elle lui eût préparé

de nouvelles vêpres siciliennes; le commandant de la garnison française de Pavie fut fusillé ainsi que la municipalité. Pour calmer Pavie, Napoléon y avait envoyé l'archevêque de Milan, ce qui est plaisant.

Napoléon apprit que le Directoire venait de signer la paix avec le roi de Sardaigne. Cette paix était fort bonne, mais la négociation fut conduite avec une insigne maladresse, ou plutôt avec une colère d'enfant contre les rois. Il fallait promettre au roi de Sardaigne une part de la Lombardie et en obtenir quatre ou cinq régiments qui, à peine arrivés à l'armée, eussent rivalisé d'enthousiasme avec les demi-brigades françaises.

Beaulieu occupait le Mincio, rivière rapide dont le cours, entre Peschiera et Mantoue, forme une ligne assez forte. Il était flanqué à sa droite par Peschiera, le lac de la Garde et les hautes montagnes qui entourent le nord du lac et touchent aux Alpes du Tyrol. Sa gauche était appuyée à cette place de Mantoue qui, désormais, va être comme le centre moral de toutes les opérations militaires en Italie.

L'armée voulait passer le Mincio; il n'eût pas été raisonnable d'aller se heurter contre les deux places fortes des ailes; Bonaparte résolut d'attaquer par le centre; mais en même temps, il voulut donner de vives inquiétudes à Beaulieu du côté de Peschiera. Sous le canon de cette place passaient ses lignes de retraite sur le Tyrol et de communication avec l'Autriche.

Pendant que Napoléon domptait Pavie et se préparait à une nouvelle bataille, on peut donner un instant d'attention à l'état d'une âme douée d'une sensibilité aussi dévorante et aussi peu susceptible de distraction. Quoi, pour le récompenser de victoires presque incroyables et qui, on peut le dire, avaient sauvé la République, le Directoire le met dans la nécessité d'offrir sa démission! Et cette démission il pouvait, à chaque instant, recevoir l'avis de son acceptation, puisqu'il l'avait envoyée le 14 mai. Il faut avoir connu les tempêtes qui agitaient sans relâche cette âme de feu, pour pouvoir se figurer la plus petite partie des projets passionnés, suivis de moments d'abattement et de dégoût absolus, qui durent agiter violemment cette nature vraiment italienne. J'entends par ce mot, peu intelligible pour qui n'a pas séjourné en Italie, une âme absolument contraire aux âmes raisonnables et sages de Washington, de Lafayette, ou de Guillaume III.

Le 30 mai, Bonaparte arriva à Borghetto, avec le gros de son armée. Une avant-garde ennemie qui se trouvait sur la rive gauche du Mincio fut culbutée et repassa la rivière au pont de Borghetto, dont elle brûla une arche. Sur-le-champ l'ordre fut donné de réparer le pont; mais ce travail exécuté sous les boulets ennemis n'avançait que lentement : une cinquantaine de grenadiers s'impatientent : ces braves se jettent dans le Mincio, tenant leurs fusils sur la tête : ils ont de l'eau jusqu'aux épaules.

Les soldats autrichiens croient revoir la redoutable colonne du pont de Lodi ; ils s'ébranlent, reprennent la route du Tyrol et ne songent plus à mettre obstacle au passage du Mincio par l'armée française.

Beaulieu essaya de tenir ferme sur les hauteurs entre Villafranca et Valeggio ; mais, ayant appris que la division Augereau marchait sur Peschiera, il comprit que les Français pourraient occuper, avant lui, la vallée de l'Adige, le plateau de Rivoli et le couper du Tyrol. Il se retira sans délai au-delà de l'Adige, dont il remonta la rive droite par Dolce, jusqu'à Caliano.

Au milieu de ce beau mouvement de troupes, le général en chef fut sur le point d'être pris à Valeggio, ce qui eût terminé d'une façon bien ridicule sa carrière militaire. Beaulieu, en se retirant, avait laissé treize mille hommes dans Mantoue.

Après[f] ce sommaire rapide, nous allons placer le récit de Napoléon ; il raconte les opérations militaires depuis son départ de Milan le 24 mai 1796 jusqu'à la retraite de Beaulieu dans la vallée de l'Adige ; il serait bien de chercher, sur une carte passable, les noms de Milan, Pavie, Lodi, Borghetto, Peschiera, Mantoue, Vérone et Trente.

CHAPITRE 21 [a1]

A l'ouverture de la campagne, Mantoue était désarmée. La cour de Vienne espérait que son armée prendrait et conserverait l'offensive : elle comptait sur des victoires et non sur des défaites ; ce ne fut qu'après le traité de Cherasco qu'elle ordonna l'armement et l'approvisionnement de Mantoue et des places de la Lombardie. Des militaires ont pensé que si, au lieu de prendre des cantonnements dans le Milanais, l'armée française eût continué sa marche pour rejeter Beaulieu au-delà de l'Adige, Mantoue aurait été surprise : mais il était contre tout principe de laisser derrière soi un si grand nombre de grandes villes et une population de plus d'un million d'habitants, sans en avoir pris possession et s'être assuré de leurs dispositions. Les Français ne séjournèrent que sept à huit jours dans la Lombardie.

Dès le 22 mai, tous les cantonnements étaient levés ; ce peu de jours furent bien employés : les gardes nationales formées dans toutes les villes de la Lombardie, les autorités renouvelées et le pays organisé, assurèrent la domination française. Le général Despinois prit le commandement de Milan ; une brigade investit la citadelle ; les divisions d'infanterie et de cavalerie formèrent de petits dépôts de convalescents et d'hommes fatigués qui tinrent garnison dans les points les plus importants ; le dépôt de la division Augereau, fort de trois cents hommes, se réunit dans la citadelle de Pavie, ce qui paraissait suffisant pour sa garde et celle du pont du Tessin.

Le quartier général arriva le 24 à Lodi. Il y avait deux heures que le général en chef y était, lorsqu'il apprit l'insurrection de Pavie et de tous les villages de cette province, que la division Augereau avait quittés depuis le 20. Une légère commotion s'était même fait sentir à Milan. Il repartit aussitôt pour cette capitale, avec trois cents chevaux, six pièces d'artillerie et un bataillon de grenadiers ; il y arriva le soir même et trouva le calme rétabli. La garnison de la Citadelle qui avait fait une sortie pour favoriser cette révolte était rentrée ; les groupes étaient entièrement dissipés. Il continua sa route sur Pavie, se faisant

précéder par l'archevêque de Milan, et envoyant des agents dans toutes les directions avec des proclamations pour éclairer les paysans. Cet archevêque était un vieillard de quatre-vingts ans, de la maison Visconti, respectable pour son âge et son caractère, mais sans esprit ni réputation ; sa mission n'eut aucun succès : il ne persuada personne.

Les insurgés de Pavie, qui devaient se joindre à la garnison du château de Milan, avaient poussé une avant-garde de huit cents hommes jusqu'à Binasco. Lannes l'attaqua : Binasco fut pris, pillé, brûlé ; on espérait que l'incendie qui pouvait se voir des murs de Pavie, imposerait à cette ville ; il n'en fut rien : huit mille à dix mille paysans s'y étaient jetés et s'en étaient rendus maîtres ; ils étaient conduits par des hommes turbulents et des agents de l'Autriche, auxquels les maux du pays importaient peu ; en cas de non succès, ils s'étaient ménagé les moyens de gagner la Suisse. Le soir on publia la proclamation suivante dans Milan ; elle fut affichée dans la nuit aux portes de Pavie : « Une multitude égarée, sans moyens réels de résistance, se porte aux derniers excès dans plusieurs communes, méconnaît la république et brave l'armée, triomphante des Rois ; ce délire inconcevable est digne de pitié ; l'on égare ce pauvre peuple pour le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle au principe qu'a adopté sa nation de ne pas faire la guerre aux peuples, veut bien laisser une porte ouverte au repentir ; mais ceux qui sous vingt-quatre heures n'auront pas posé les armes seront traités comme rebelles. Leurs villages seront brûlés. Que l'exemple de Binasco leur fasse ouvrir les yeux. Son sort sera celui de toutes les communes qui s'obstineront à la révolte. »

Le 26 mai, la colonne française quitta Binasco et arriva à Pavie a quatre heures de l'après-midi ; les portes étaient fermées. La garnison française avait capitulé ; depuis plusieurs heures les insurgés étaient les maîtres de la citadelle ; ce succès les avait enhardis. Il paraissait très difficile de s'emparer d'une ville de trente mille âmes en insurrection, fermée d'un mur et même d'une ancienne enceinte bastionnée, en très mauvais état il est vrai, mais à l'abri d'un coup de main, avec seulement mille cinq cents hommes et six pièces de campagne. Le tocsin sonnait dans toutes les campagnes environnantes ; le moindre pas rétrograde eût augmenté le mal et obligé à rapprocher l'armée déjà sur l'Oglio. Dans une pareille circonstance la prudence prescrivait la témérité ; Napoléon brusqua l'attaque.

Les dix pièces d'artillerie tirèrent longtemps pour enfoncer les portes, elles ne purent y parvenir ; mais du moins la mitraille et les obus débusquèrent les paysans postés sur la muraille, et permirent aux grenadiers d'enfoncer les portes à coups de hache. Ils entrèrent au pas de charge, débouchèrent sur la place et se logèrent dans les maisons qui faisaient la tête des rues. Un peloton

de cavalerie se porta sur le pont du Tessin et fit une charge heureuse ; les paysans craignirent d'être coupés, ils quittèrent la ville, gagnèrent la campagne ; la cavalerie les poursuivit et en sabra un grand nombre.

Alors les magistrats, les notables, ayant à leur tête l'archevêque de Pavie, vinrent demander grâce. Les trois cents Français qui avaient été faits prisonniers dans la citadelle se délivrèrent eux-mêmes pendant ce tumulte, et arrivèrent sur la place désarmée, en mauvais état. Le premier mouvement du général fut de faire décimer cette garnison. « Lâches, leur dit-il, je vous avais confié un poste essentiel au salut de l'armée. Vous l'avez abandonné à de misérables paysans, sans opposer la moindre résistance ! » Le capitaine commandant ce détachement fut arrêté. C'était un homme sans esprit qui voulait se justifier sur un ordre du général Haquin. Celui-ci venait de Paris ; il avait été arrêté par les insurgés comme il changeait de chevaux à la poste ; ils lui avaient mis le pistolet sur la gorge, le menaçant de la mort s'il ne faisait rendre la citadelle ; il persuada à la garnison du fort de se rendre. Mais quelque coupable que fût le général Haquin, cela ne pouvait justifier le commandant du fort qui n'était nullement sous ses ordres, et qui, y eût-il été, ne le devait plus reconnaître dès l'instant qu'il était prisonnier ; aussi ce capitaine fut-il livré à un conseil de guerre et passé par les armes.

Le désordre était extrême dans la ville. Des feux étaient allumés pour incendier divers quartiers ; la compassion l'emporta. Toutefois le pillage dura quelques heures et fit plus de peur que de mal ; il ne s'exerça que sur quelques boutiques d'orfèvrerie ; mais la renommée se plut à accroître les pertes de la ville, ce qui fut une leçon salutaire pour toute l'Italie. Des colonnes mobiles envoyées dans les campagnes opérèrent un désarmement général. On prit des otages dans toute la Lombardie ; le choix tomba sur les principales familles, même sans qu'elles fussent suspectées. On jugea que le voyage en France des personnes les plus influentes serait utile. Elles revinrent en effet peu de mois après ; plusieurs avaient voyagé dans toutes nos provinces, elles s'y étaient francisées.

On attribua ce soulèvement à la contribution extraordinaire de vingt millions qui venait d'être frappée, aux réquisitions nécessaires à l'armée, peut-être à quelques vexations particulières. Les troupes étaient nues, ce qui justifiait le titre de bandits et de brigands que leur donnaient les ennemis. Les Lombards, les Italiens ne se regardaient pas comme vaincus ; c'était l'armée autrichienne qui avait été battue ; aucun corps italien n'était au service de l'Autriche ; le pays payait même une contribution pour être exempt de recrutement ; c'était un principe reconnu par la cour de Vienne, qu'il était impossible de faire de bons soldats des Italiens.

Cette circonstance d'être obligé de vivre des ressources locales, retarda

beaucoup l'esprit public d'Italie. Si au contraire l'armée française avait pu être entretenue des deniers de la France, dès les premiers jours on eût pu lever des corps nombreux d'Italiens. Mais vouloir appeler une nation à la liberté, à l'indépendance, vouloir que l'esprit se forme au milieu d'elle, qu'elle lève des troupes, et lui enlever en même temps ses principales ressources, sont deux idées contradictoires, et c'est dans leur conciliation que consiste le talent.

Néanmoins dans le commencement il y eut mécontentement, murmures, conjurations. La conduite d'un général dans un pays conquis est environnée d'écueils : s'il est dur, il irrite et accroît le nombre de ses ennemis ; s'il est doux, il donne des espérances qui font ensuite ressortir davantage les abus et les vexations inévitablement attachés à l'état de guerre. Quoi qu'il en soit, si une sédition, dans ces circonstances, est calmée à temps, et que le Conquérant sache y employer un mélange de sévérité, de justice et de douceur, elle n'aura eu qu'un bon effet, elle aura été avantageuse et sera une nouvelle garantie pour l'avenir.

Pendant que Napoléon dissipait la révolte de Pavie, l'armée avait continué de marcher sur l'Oglio, sur les ordres de Berthier ; son général la rejoignit à Soncino, et le 28 il entra avec elle à Brescia, une des plus grandes villes de la terre ferme vénitienne ; ses habitants étaient mécontents de la domination des nobles vénitiens. Brescia est à onze lieues de Crémone, quinze de Mantoue et vingt-huit de Venise, vingt-quatre de Trente, quatorze de Milan ; elle fut soumise à la république de Venise en 1426. Elle a cinquante mille habitants, toute la province compte cinq cent mille âmes, partie habitant les montagnes, partie de riches plaines. La proclamation suivante fut affichée : « C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autriche, que l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné ses efforts ; les débris de l'armée ennemie se sont retirés au-delà du Mincio. L'armée française passe, pour les poursuivre, sur le territoire de la république de Venise ; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux républiques. La religion, le gouvernement, les usages, les propriétés, seront respectés. Que les peuples soient sans inquiétude la plus sévère discipline sera maintenue ; tout ce qui sera fourni à l'armée sera payé en argent. Le général en chef engage les officiers de la république de Venise, les magistrats et les prêtres à faire connaître ses sentiments au peuple, afin que la confiance cimente l'amitié qui depuis longtemps unit les deux nations. Fidèle dans le chemin de l'honneur comme dans celui de la victoire, le soldat français n'est terrible que pour les ennemis de la liberté et de son gouvernement. »

Le Sénat envoya des provéditeurs au devant de l'armée pour protester de sa neutralité ; il fut convenu qu'ils fourniraient toutes les subsistances nécessaires sauf à en compter par la fuite.

Beaulieu avait reçu sur le Mincio beaucoup de renforts. A la première nouvelle des mouvements de l'armée, il avait porté son quartier général derrière le Mincio, qu'il voulait défendre pour empêcher l'investissement de Mantoue qui, chaque jour, augmentait ses fortifications et ses approvisionnements. Sans avoir égard aux protestations des Vénitiens, il força les portes de la forteresse de Peschiera et y appuya sa droite que commandait le général Liptay; il appuya son centre à Valeggio et Borghetto; la division Sebottendorf prit position à Pozzolo, Collo à Goïto; la garnison de Mantoue établit des postes dans le Serraglio. La réserve, sous Mélas, forte de quinze mille hommes, campa à Villa-Franca pour se porter sur le point qui serait menacé.

Le 29 mai, l'armée française était placée : la gauche à Dezenzano*, le centre à Montechiaro, la droite à Castiglione, négligeant tout à fait Mantoue qu'elle laissa sur sa droite.

Le 30, à la pointe du jour, elle déboucha sur Borghetto après avoir trompé l'ennemi par divers mouvements qui lui firent croire qu'elle passerait le Mincio à Peschiera et y avoir attiré la réserve de Villa-Franca. Aux approches de Borghetto, l'avant-garde française trouva trois mille hommes de cavalerie autrichienne et napolitaine dans la plaine et quatre mille hommes d'infanterie retranchés dans le village de Borghetto et sur les hauteurs de Valeggio. Le général Murat chargea la cavalerie ennemie; il obtint dans ce combat des succès importants. C'était la première fois que la cavalerie française, vu le mauvais état où elle avait été, se mesurait avec avantage avec la cavalerie autrichienne; elle prit neuf pièces de canon, deux étendards et deux mille hommes parmi lesquels le prince de Cuto, commandant de la cavalerie napolitaine. Depuis ce temps la cavalerie française rivalisa avec l'infanterie.

Le colonel Gardanne qui marchait à la tête des grenadiers entra au pas de charge dans Borghetto; l'ennemi en brûla le pont, qu'il était impossible de rétablir sous le feu de la hauteur de Valeggio. Gardanne se jeta à l'eau. Les Autrichiens crurent voir la terrible colonne de Lodi; ils battirent en retraite : Valeggio fut enlevé; il était dix heures du matin. A midi, le pont étant rétabli, les divisions françaises passèrent le Mincio. Augereau remonta la rive gauche se portant sur Peschiera, occupa les hauteurs de Castel-Novo; Sérurier suivit les troupes qui évacuaient Valeggio sur Villa-Franca. Le général en chef marcha avec cette division tant que l'ennemi fut en vue, mais comme celui-ci évitait de combattre il rentra à Valeggio où avait été marqué le quartier général.

* Petite ville à l'extrémité méridionale du lac de Garde. Le village Castiglione fut illustré par la bataille du 5 août, et la petite ville de Lonato sa voisine par la fameuse surprise du [blanc] août. Rivoli est assez près de Dezenzano, vers l'Adige; nous voici arrivés sur le théâtre des plus belles batailles de Napoléon.

La division Masséna, qui devait le couvrir, faisait la soupe sur la rive droite du Mincio et n'avait pas encore passé le pont. La division Sebottendorf ayant entendu la canonnade de Valeggio s'était mise en marche, remontant la rive gauche de la rivière. Ses coureurs arrivèrent près de Valeggio sans rencontrer aucune troupe; ils entrèrent dans le bourg, et parvinrent jusqu'au logement du général en chef; son piquet d'escorte n'eut que le temps de fermer la porte cochère et de crier : « Aux armes! », ce qui lui donna le temps de monter à cheval et de sortir par des jardins de derrière. Les soldats de Masséna culbutèrent leurs marmites, passèrent le pont. Le bruit des tambours mit en fuite les hussards autrichiens, Sebottendorf fut suivi et mené battant toute la soirée; il perdit beaucoup de monde.

Le danger qu'avait couru Napoléon lui fit sentir la nécessité d'avoir une garde d'hommes d'élite stylés à ce service, et chargés de veiller spécialement à sa sûreté. Il forma un corps auquel il donna le nom de Guides. Le chef d'escadron Bessières fut charger de l'organiser. Ce corps eut dès ce moment l'uniforme vert et or qu'on a connu aux chasseurs de la garde dont il a été le noyau, il était composé d'hommes d'élite ayant dix ans de service au moins, et a rendu de grands services dans les batailles. Trente ou quarante de ces braves, lancés à propos, ont toujours amené les plus grands résultats*.

* Mémoires dictés à [blanc], tome [blanc], page [blanc].

CHAPITRE 22[a]

Napoléon vit fort bien que tant que Mantoue n'aurait pas été prise, on pourrait dire que les Français avaient parcouru, mais non pas conquis l'Italie. Rien n'était plus facile que de poursuivre les soldats de Beaulieu ; ils étaient tellement démoralisés par l'imprévu et la rapidité de leurs revers, qu'un bataillon français attaquait sans hésiter et mettait en déroute trois bataillons ennemis. Malgré cet immense avantage, qui se perdait en ne se hâtant pas d'en profiter, Napoléon ne se trouva pas assez fort pour s'enfoncer dans le cœur des États autrichiens, tandis que les armées du Rhin se trouvaient encore derrière ce fleuve.

Aujourd'hui, en 1837, les paysans et le bas peuple de tous les pays civilisés de l'Europe ont à peu près compris que la Révolution française tend à les faire propriétaires, et c'est Napoléon qui leur a donné cette éducation. En 1796, ils étaient tout à fait dans la main des prêtres et des nobles, et fort disposés à s'irriter profondément des vexations et des petites injustices, inséparables de l'état de guerre. Une armée française d'alors était obligée de garder soigneusement ses derrières, si elle ne voulait voir assassiner ses malades et ses isolés. Ce genre de soins minutieux impatientait Napoléon, et il faut avouer qu'il s'en acquittait assez mal. Il eût eu besoin d'un bon chef de partisans, chargé de parcourir ses derrières et de punir sévèrement les assassinats.

Les paysans et le bas peuple de la Lombardie, où les soldats français avaient été si bien accueillis par la haute bourgeoisie et une bonne partie de la noblesse, venaient de prouver, à Pavie, qu'ils étaient pour le moins fort divisés d'opinion à l'égard de leurs prétendus libérateurs. Le roi de Sardaigne, les ducs de Parme et de Modène, avaient déposé les armes ; mais les rapports des espions ne laissaient aucun doute sur leur vif désir d'attaquer les Français au moindre revers sérieux. La cour de Rome, dont les décrets de l'Assemblée constituante attaquaient le pouvoir, ne cherchait point à cacher sa haine furibonde. Naples pouvait la secourir, et, ce qui était bien autrement important,

les Anglais, maîtres de la Corse, pouvaient jeter six mille hommes à Civita-Vecchia ou à Ancône, rassembler vingt mille soldats italiens et marcher au secours de Mantoue, ou, du moins, occuper la rive droite du Pô.

Napoléon n'avait que quarante-cinq mille hommes tout au plus. Mantoue renfermait une garnison de douze mille Autrichiens; Beaulieu, réuni aux Tyroliens, avait trente mille hommes dans la vallée de l'Adige et trente mille soldats aguerris venant du Rhin étaient en marche sur Inspruck et venaient le joindre.

S'il se fût trouvé à Venise un seul homme, tel que ceux qu'elle produisait en foule vers l'an 1500 du temps de la bataille d'Aignadel, cette république eût suffi, à elle seule, pour assurer la supériorité aux armes autrichiennes et délivrer l'Italie des Français. Quant aux motifs de guerre, elle en avait de suffisants : les Français ne s'étaient-ils pas emparés de Peschiera et de Vérone ? Ne vivaient-ils pas au moyen de réquisitions en nature frappées sur le pays, ou dont il était obligé de se racheter, en faisant fournir des denrées par un juif?

Mais depuis la perte de la Morée[1], abandonnée aux Turcs vers 1500, les nobles de Venise, n'ayant plus besoin d'énergie, étaient tombés dans la mollesse. Cette ville aimable était devenue le centre de la volupté en Europe. On s'y amusait avec esprit, dans le temps que Paris n'était encore qu'une réunion assez grossière de marchands et de soldats, se volant les uns les autres*. Jusque vers la fin du règne de Louis XIV, Venise fut la ville d'Europe la plus agréable à habiter. Les citoyens qui ne s'occupaient pas directement à blâmer le gouvernement étaient beaucoup plus libres qu'on ne l'était à Paris en 1715, et même en 1740. On n'y connaissait rien de semblable à la bulle *Unigenitus*, et les prêtres ne pouvaient y faire persécuter personne. La république avait eu le courage d'employer contre la cour de Rome un homme de génie, *Fra Paolo Sarpi* qui, à Paris, eût été mis à la Bastille**.

Lorsque l'irruption du général Bonaparte vint effrayer les petits princes d'Italie, Venise ne comptait qu'un homme énergique, le procurateur Pesaro. Il est vrai que tous les sénateurs, tous les magistrats influents, n'avaient que de l'envie et de la haine pour cet homme singulier. Cette aristocratie était de bien loin la plus aimable, mais aussi, peut-être, la plus imbécile de toutes

* *Mémoires* de Bassompierre, lettres du cardinal Bembo et de l'Arétin.

** On trouverait mille preuves de tout ceci dans l'*Histoire de Venise*, du comte Daru, et surtout dans les *Mémoires* de Goldoni, de Casanova et de G. Pietro Gozzi. Il y a un ouvrage admirable et digne de Plutarque, c'est la *Vie de Fra Paolo Sarpi*, théologien de la république, écrite par son successeur, un volume in-12. — Les Français sont, en général, tellement préoccupés de leur manière de faire, en toutes choses, qu'ils ne comprennent pas le sens des phrases générales décrivant les mœurs des autres peuples. Ils n'ont de ressource que celle de lire des mémoires particuliers, comme ceux de Pietro Gozzi par exemple. Là, tout est expliqué si clairement qu'il n'y a pas moyen de se méprendre; on ne peut confondre la manière d'*aller à la chasse du bonheur* de tous les jours, dans la Venise de 1760, avec notre vie de Paris, du temps des *Mémoires* de Mme d'Épinay.

celles qui dirigeaient leurs colères contre la République française. C'est qu'elle ne pouvait pas, comme la pairie anglaise, comme la noblesse de France, acheter un homme de mérite, né dans les basses classes et lui faire une place dans son sein. Demandez comment s'appelaient, à vingt ans, tous les pairs d'Angleterre qui ont eu de l'énergie contre Napoléon, et voyez qui défend l'aristocratie en France.

Le général français, parfaitement servi par des espions qu'il payait bien, connaissait toute la pusillanimité du gouvernement de Venise ; mais la prudence lui faisait une loi de ne pas trop compter sur cette erreur d'une puissance très forte contre son armée. L'Angleterre ne pouvait-elle pas leur envoyer un de ses généraux formés dans l'Inde ?

Venise avait trois millions de sujets et un revenu de trente millions de francs ; la peur pouvait lui donner un emprunt forcé de pareille somme. Elle ne comptait, il est vrai, que douze mille soldats, formant sept régiments d'infanterie et six de cavalerie ; mais avec de l'argent elle eût pu avoir huit ou dix régiments suisses et un grand nombre de Dalmates, naturellement fort braves. Enfin, ce gouvernement pouvait mettre à la mer vingt-quatre vaisseaux de ligne et sa capitale était imprenable.

On voit que pour peu que Napoléon manquât de rapidité dans ses mouvements, une partie de ses ennemis pouvaient se réveiller de leur stupeur et le rejeter en désordre jusque sous les murs d'Alexandrie. C'est une vérité qu'il se gardait bien de laisser soupçonner. Il n'ignorait pas que le ministre de Venise à Paris pouvait acheter toutes ses lettres au Directoire.

Il sut imposer aux alliés douteux et même aux ennemis par la fermeté de la contenance. De tous les généraux que la Révolution a fait connaître, pas un seul n'eût été capable d'une telle conduite.

Après la retraite de Beaulieu dans le Tyrol, Napoléon dirigea toute son attention sur Mantoue ; le peu d'artillerie de siège que l'armée d'Italie avait pu réunir était alors employé contre la citadelle de Milan et il fallut se contenter d'investir Mantoue. Mais pour venir à bout, même d'un simple blocus, il fallait être maître de Vérone et du cours de l'Adige, qui sont la clef de la position (occupée par les troupes du blocus). Toutes les insinuations du provéditeur Foscarelli pour s'opposer à la marche sur Vérone furent vaines. Le 3 juin, Masséna s'empara de cette ville située à trente-deux lieues de Milan, vingt-cinq de Venise, seize de Trente ; elle a trois ponts de pierre sur l'Adige et une bonne enceinte.

Si Mantoue eût été une place comme Lille, l'armée d'Italie n'eût pas pu à la fois en faire le siège et le couvrir. Mais, par une circonstance heureuse et bien en rapport avec le petit nombre des soldats de l'armée, les lacs marécageux qui font la force de Mantoue ne permettent à la garnison de sortir de la place que

par cinq digues, dont une seule, celle de la Favorite, était défendue par un fort; en 1796 Napoléon fit attaquer la garnison, l'obligea bien vite à rentrer dans la place, et au moyen de quelques redoutes construites à l'extrémité des digues, il put, avec quatre mille hommes, empêcher douze mille soldats de déboucher du côté du Pô. L'investissement de la citadelle exigeait aussi un corps de quatre mille hommes. Sérurier, général méthodique, sévère, ferme, ne prenant rien sur lui, fut chargé du blocus et du commandement de ce corps de huit mille hommes. Augereau, placé sur le bas Adige, vers Legnago, protégea le siège.

Mantoue[2] est située au milieu de trois lacs marécageux formés par un élargissement du Mincio, qui sorti du lac de Garde à Peschiera, va se jeter dans le Pô près de Governolo. Mantoue communique à la terre ferme par cinq digues : la première, celle de la Favorite qui séparait le lac Supérieur du lac du Milieu, a cent toises de long; elle est en pierre, les moulins de la ville y sont adossés; elle a des vannes pour le déchargement des eaux. Au débouché est la citadelle de la Favorite, pentagone régulier assez fort, et dont plusieurs fronts sont favorisés par des inondations; c'est par cette chaussée que l'on sort de Mantoue pour aller à Roverbella et de là à Vérone ou Peschiera.

La chaussée de Saint-Georges a soixante toises de long; elle débouche dans le faubourg de Saint-Georges; c'est le chemin de Porto-Legnago. Cette chaussée était fermée par une porte en pierre, et au milieu du lac par des ponts-levis.

La troisième digue est la chaussée de Pietoli; le lac inférieur n'a là que quatre-vingt toises de large, mais le terrain à sec entre le lac et la place est occupé par un Campo retranché, lequel a des fossés pleins d'eau.

La quatrième digue est celle de la porte de Cerèse qui conduit à Modène; elle était formée par une porte en pierre : le lac là était assez large. Enfin la cinquième digue ou chaussée était celle de Pradella; elle a deux cents toises de long; c'est la route de Crémone défendue par un ouvrage à cornes placé au milieu du lac.

Ainsi, des cinq chaussées, celle de la Favorite ou de Roverbella était seule défendue par une citadelle, les quatre autres étaient sans défense, de sorte que l'assiégeant venant se placer sur l'extrémité de ces chaussées pouvait avec une poignée de monde bloquer la garnison. Le Serraglio est l'espace compris entre le Mincio, Mantoue, le Pô et la Fossa a Maestra, canal qui, du lac de Mantoue, se jette dans le Pô près de Borgo-Forte; c'est une île triangulaire de cinq à six lieues carrées et d'une admirable fertilité.

Mantoue exige une garnison d'au moins douze mille hommes; cette garnison doit se maintenir le plus longtemps possible dans le Serraglio. Elle peut ainsi dominer le cours du Pô et tirer des ressources de la rive droite de ce fleuve.

La garnison autrichienne sentait toute l'importance de se maintenir à la tête des cinq chaussées et travaillait avec une activité remarquable à y élever des retranchements, mais on ne lui en laissa pas le temps. Le 4 juin, le général en chef se porta lui-même au faubourg de Saint-George, l'enleva après un combat assez vif, et rejeta l'ennemi dans la place ; les Autrichiens n'eurent que le temps de relever les ponts-levis de la digue ; s'ils eussent tardé quelques minutes, le salut de la place était compromis. Augereau s'empara de la porte de Cerèse après une vive résistance ; l'ennemi évacua Pietoli et se retira dans l'ouvrage à cornes. L'assiégeant, maître ainsi des têtes de quatre digues, l'assiégé ne pouvait plus faire de sortie que par la citadelle de la Favorite, de sorte que la garnison fut contenue par une armée assiégeante d'une force inférieure.

Sérurier fut chargé du blocus ; il établit son quartier général Roverbella, comme au point le plus rapproché de la citadelle de la Favorite qu'il fit observer par trois mille six cents hommes : six cents hommes prirent position à Saint-George, six cents à Pietoli, six cents à Cerèse, mille à Pradella ; deux mille hommes, artillerie, cavalerie, infanterie, formèrent des colonnes mobiles autour des lacs. Une douzaine de barques armées de canon et montées par des marins français, croisèrent dans les lacs.

Ainsi avec huit mille hommes de toutes armes présents sous les armes, Sérurier bloquait une garnison qui comptait quatorze mille hommes effectifs, et plus de dix mille sous les armes.

On ne jugea pas devoir établir des lignes de circonvallation et l'on fit une faute, mais les ingénieurs donnaient l'espérance que la place serait rendue, avant que l'armée autrichienne fût en position de venir la secourir : sans doute ces lignes n'eussent été d'aucune utilité contre Wurmser, lorsqu'il ravitailla la place la veille de la bataille de Castiglione. Napoléon, qui, alors, leva le blocus et abandonna son équipage de siège, eût également abandonné la ligne de circonvallation ; mais lorsque Wurmser fut jeté dans Mantoue après la bataille de Bassano, il est probable que s'il eût trouvé des lignes de circonvallation, il n'eût pas pu les forcer et aurait été obligé de poser les armes*.

* Mémoires dictés à [blanc], tome [blanc], page [blanc].

En langage militaire on appelle effectif ce qui n'est pas effectif ; l'effectif c'est le total d'une armée, y compris les malades aux hôpitaux, les détachés, etc.

CHAPITRE 22 bis[a 1]

Vers le temps de la retraite de Beaulieu, dans le Tyrol, le roi de Naples eut peur de sollicita un armistice; Napoléon sentit vivement ce bonheur. Les États de ce prince, qui s'étendent jusqu'à quelques lieues d'Ancône, lui permettent de déboucher presque sur Mantoue.

Le Directoire avait pour le pape une haine d'enfant et cette haine le rendait incapable de toute politique, ainsi que le prouvèrent plus tard les sottises et les désastres de 1799.

Toutefois, il ne faut point oublier que Bonaparte était dans la nécessité d'obéir aux ordres réitérés de son gouvernement, et il se détermina à lancer une colonne mobile sur Ancône, sauf à la rappeler au plus vite, sur le Mincio, si besoin était. Il pensa qu'Augereau pourrait, sans trop de danger, s'avancer au midi de Mantoue, jusqu'à Bologne.

Ce fut le 19 de juin 1796 que Bonaparte arriva dans cette ville, si digne d'être un jour la capitale de l'Italie. Il y trouva de l'instruction et de l'énergie; si toute la péninsule eût été avancée à ce point, ce pays serait aujourd'hui une puissance indépendante et passablement administrée.

A l'arrivée de son libérateur, Bologne fut dans l'ivresse; elle organisa spontanément une garde nationale de trois mille hommes, et bientôt après cette garde se battit avec bravoure contre les Autrichiens*[b].

Ferrare fut occupée et une colonne, partie de Plaisance, pénétra en Toscane. Ces démonstrations, accompagnées de tout le bavardage convenable, consternèrent la cour de Rome; elle se hâta de solliciter un armistice qui fut signé à Foligno le 24 de juin. L'armée d'Italie obtint l'immense avantage d'avoir une garnison à Ancône et n'eut plus la crainte de voir les Anglais y débarquer quelques milliers d'hommes, ce qui eût pu changer toute la face des affaires.

* *For me* : Réponse aux Parisiens qui se moquent de la bravoure des Italiens[c].

Rome céda les légations de Bologne et de Ferrare et promit de l'argent. Des conditions aussi modérées furent loin de plaire au Directoire. Mais, toutefois, la folie de ce corps gouvernant fut cause d'une témérité heureuse.

Augereau se hâta de venir reprendre sa position protectrice sur le bas Adige, après avoir dissipé quatre mille paysans que les prêtres avaient fait révolter à Lugo, ce dont je suis loin de les blâmer : toute révolte contre l'étranger conquérant est légitime et c'est le premier devoir des peuples.

Des troubles du même genre éclatèrent dans les *fiefs impériaux*, petits pays enclavés dans l'État de Gênes, sur le versant de l'Apennin qui regarde le Piémont. Des paysans organisés entre Novi et la Bocchetta égorgeaient les soldats isolés, Lannes détruisit ces bandes et saccagea Arquata, leur quartier général; on eut le tort de ne pas prendre des otages.

Napoléon ne put refuser au Directoire d'occuper Livourne. Cette opération fut conduite avec tant de rapidité et de secret[d], qu'il ne s'en fallut que de deux heures que les Français ne surprissent dans le port vingt navires anglais. Les troupes françaises oublièrent d'attendre, pour se mettre en marche, l'apparition du vent de *Libeccio*. On saisit toutes les marchandises et propriétés anglaises, ce qui enrichit un nombre infini de voleurs envoyés de Paris à l'armée.

Le grand-duc de Toscane Ferdinand avait observé la neutralité à laquelle il s'était obligé l'année précédente, avec une bonne foi dont tous les princes de l'Europe se croyaient dispensés envers la République. Aussi le général Bonaparte chercha-t-il l'occasion de donner à ce prince une marque d'estime : il vint le voir à Florence, sans se faire accompagner d'aucune escorte. Il ne craignit point le traitement que trente mois plus tard les hussards de l'archiduc Charles firent subir à Roberjot et aux autres plénipotentiaires de Rastadt.

Le général se donnait la peine d'expliquer lui-même au grand-duc que la position de Livourne, port de mer considérable situé en face de la Corse, alors au pouvoir des Anglais, rendait l'occupation de cette place indispensable à la sûreté de l'armée française.

Napoléon dînait chez le prince, lorsqu'il reçut le courrier qui lui apportait la nouvelle de la reddition du château de Milan; la garnison avait capitulé le 29 juin. Il avait donc un parc d'artillerie pour assiéger Mantoue. La tranchée fut ouverte devant cette place le 18 juillet.

Sérurier continua à y commander; malheureusement, il ne pouvait rien sur l'imprudence de ses soldats accablés par les chaleurs brûlantes de la journée; on était au mois de juillet, ces jeunes gens s'exposaient avec délices à la fraîcheur des nuits et ils tombaient malades, par centaines, au milieu de ces marécages empestés du Mantouan.

Le reste de l'armée était en observation sur l'Adige et le lac de Garde.

Masséna, avec quinze mille hommes, formait le centre à Rivoli et Vérone; le général Soret, avec quatre mille, était à la gauche et occupait Salò, petite ville située sur la rive occidentale du lac de Garde. La réserve, forte de six mille hommes, se trouvait entre la droite et le centre. Enfin, Augereau, avec ses huit mille hommes, formait la droite à Legnago.

Par cette position, savamment calculée, le général en chef, qui se voyait entouré d'ennemis déclarés ou secrets, avait la faculté de réunir la totalité de son armée, au moyen de *mouvements concentriques intérieurs*[2], sur l'une ou l'autre rive du Mincio selon que l'ennemi attaquerait par Salò ou par la vallée de l'Adige; car tout le monde voyait bien que sous peu l'armée autrichienne essayerait de secourir Mantoue.

CHAPITRE 23[a][1]

Nous allons entrer dans le récit d'opérations admirables; mais pour qu'il puisse être sensible à ce qu'elles ont de sublime, je supplierai le lecteur de regarder une fois une carte passable du lac de Garde.

Les bords de ce lac, avec leurs contrastes de belles forêts et d'eau tranquille, forment peut-être les plus beaux paysages du monde, et les jeunes soldats de l'armée d'Italie étaient bien loin d'être insensibles à leurs beautés. Vers le nord, du côté de Riva, le lac se resserre et se perd au milieu de hautes montagnes, dont les sommets restent couverts de neige toute l'année; tandis que, vis-à-vis la jolie petite ville de Salò, il forme une nappe d'eau admirable, de trois lieues de large au moins, et le voyageur peut embrasser d'un coup d'œil une étendue de plus de dix lieues, de Dezenzano au midi, où passe la route de Brescia à Vérone.

Les bords du lac et les collines tout autour sont couverts d'oliviers magnifiques qui, en ce pays, sont de grands arbres, et de châtaigniers sur toutes les rives exposées au midi et abritées du vent du nord par quelque colline qui vient se terminer au lac par un précipice. On distingue le feuillage sombre de beaux orangers qui viennent ici en pleine terre[2]; leur couleur forme un admirable contraste avec celle des montagnes du lac qui est aérienne et légère.

Vis-à-vis Salò et au levant du lac, s'élève une énorme montagne de forme arrondie et dépouillée d'arbres, ce qui, je pense, lui a valu le nom de *Monte-Baldo*. C'est derrière ce mont, à quelque distance et à l'orient du lac, que coule dans une gorge profonde l'Adige, cette rivière devenue célèbre par les batailles que nous allons raconter.

Ce fut sur un plateau, ou plaine élevée, situé entre l'Adige, le Monte-Baldo et la ville de Garda, qui donne son nom au lac, qu'eut lieu, au mois de janvier suivant, l'immortelle bataille de Rivoli.

Au midi du lac, les collines boisées et fertiles qui séparent le gros bourg de Dezenzano de la petite ville de Lonato sont peut-être les plus agréables et les

plus singulières de toute la Lombardie, pays si célèbre pour ses belles collines couronnées de bois. Le mot *ameno* semble avoir été créé pour ces paysages ravissants.

Du haut de ces collines de Dezenzano que la route parcourt en s'élevant à mesure qu'elle s'avance vers Brescia, on domine assez le lac pour jouir de l'aspect de ses bords. Le voyageur distingue à ses pieds la presqu'île de Sirmio, célébrée par les vers de Catulle et remarquable, même encore aujourd'hui, par ses grands arbres. On aperçoit plus loin et un peu sur la droite du côté de Vérone la triste forteresse de Peschiera, noire et basse, bâtie comme une écluse de moulin aux lieux où le Mincio sort du lac. En 1796 elle appartenait aux Vénitiens qui, lorsque la ligue de Cambrai leur fit peur, avaient jadis dépensé vingt millions de francs pour la construire.

Lonato s'annonce au loin sur la route de Brescia par le dôme blanc de son église. Plus vers le midi, on aperçoit Castiglione, triste petite ville située sur un pli de terrain, au milieu d'une plaine de graviers stérile et rocailleuse ; c'est le seul endroit de tous ces environs qui ne soit pas charmant.

Derrière Castiglione et Lonato, et par conséquent au couchant du lac, coule la petite rivière de la Chiese (Kiéze), que la moindre pluie d'orage, en été, change en un torrent magnifique. Elle descend des Alpes parallèlement au lac et souvent les Autrichiens attaquèrent la gauche de l'armée française, en suivant ses bords. Après avoir été repoussés, ils cherchaient d'ordinaire un refuge au milieu des montagnes de Gavardo, couvertes de frais châtaigniers.

Quoi que pussent dire leurs officiers, les soldats abandonnaient les maisons de paysans où ils étaient logés pour s'établir au frais sous les arbres de Gavardo et des environs. Souvent, toute une compagnie bivouaquait sous un immense châtaignier et le lendemain quelques-uns avaient la fièvre. Ce n'est pas que le pays soit malsain comme la plaine de Mantoue ; mais la différence de l'extrême chaleur des jours avec la fraîcheur des nuits, augmentée encore par le vent des Alpes, et trop forte pour des santés françaises.

Ce fut pendant le mois où les rives du lac sont le plus agréables, durant les chaleurs brûlantes d'août, que les noms de deux petites villes situées dans le voisinage, Lonato et Castiglione, furent immortalisés par les batailles de ce nom. A cette époque de l'année, les vallons et les plaines étaient couverts au loin par les plantations de maïs, plante qui en ce pays s'élève à huit ou dix pieds de hauteur et croît tellement serrée que les surprises en devenaient faciles. D'ailleurs, les plaines et les coteaux sont couverts d'ormes de vingt ou trente pieds de haut et chargés de vignes, qui passent d'un arbre à l'autre★, ce qui donne à la campagne l'aspect d'une forêt continue ; souvent, en été, le regard ne peut guère pénétrer à plus de cent pas de la grande route.

★ Ulmisq. adjungere vites. *Géorgiques*[3].

Les soldats, riches de tant de mois de solde payés à la fois, jeunes, joyeux, se voyaient admirablement accueillis par les jolies paysannes des environs du lac.

On peut dire qu'à cette époque il se commettait bien des étourderies mais pas une noirceur dans l'armée. Les vols vilains étaient le lot des employés de toute espèce qui arrivaient en foule de Paris et se disaient parents de Barras. Il ne pouvait convenir au général Bonaparte, protégé par Barras, de les châtier avec trop de sévérité. Il y avait déjà un assez grand nombre de points sur lesquels le général en chef n'était pas d'accord avec le Directoire. Devait-il se charger encore d'empêcher de faire fortune les petits cousins des Directeurs?

Ces messieurs se chargeaient des folies brillantes, en faveur des *prime donne*; car la plupart de ces petites villes occupées par l'armée, avaient des troupes d'*opera buffa*. Gros qui, dans ce temps-là, peignait la miniature et qui était fort aimé à l'armée, dont il était peut-être la tête la plus folle, faisait les portraits de toutes les belles.

On peut dire que depuis l'entrée à Milan, le 15 mai, jusqu'aux approches de la bataille d'Arcole, en novembre, jamais armée ne fut si gaie. Il faut avouer aussi qu'il y avait peu de subordination; l'égalité républicaine ôtait beaucoup du respect pour les grades, et les officiers n'étaient strictement obéis qu'au feu; mais ils ne s'en souciaient guère et, comme leurs soldats, ne cherchaient qu'à s'amuser. Le général en chef était peut-être le seul homme de l'armée qui parût insensible aux plaisirs, et, pourtant, la passion malheureuse qu'avait prise pour lui l'actrice[4] la plus célèbre et la plus séduisante de l'époque n'était un secret pour personne.

Jusqu'à Lonato, les batailles de Napoléon montrent un excellent général du second ordre. Le passage du Pô à Plaisance fut enlevé avec rapidité, le passage du pont de Lodi montra une brillante audace, mais jamais l'armée française ne fut en péril. Si elle fut un moment voisine d'une position dangereuse dans les plaines du Piémont, la cour de Turin se hâta de l'en tirer, en se séparant de Beaulieu, et sollicitant l'armistice de Cherasco.

Les affaires que nous allons raconter sont d'une tout autre nature. Si, à Lonato et à Castiglione, Napoléon n'eût pas été vainqueur, l'armée était détruite. Ni ses jeunes soldats n'étaient faits pour se tirer d'une guerre *malheureuse*, toute de retraites et de chicanes, ni lui n'avait le talent de les diriger. C'est la seule grande partie du génie militaire qui lui ait manqué. Sa campagne de France en 1814 est tout agressive; il a désespéré après Waterloo; après la retraite de Russie, en 1813, il ne fallait quitter la ligne de l'Oder que forcé.

L'on peut dire qu'à sa place, le 29 juillet 1796, aucun autre des généraux en chef de la République n'eût eu le courage de tenir. Le flanc gauche de son armée était tourné, en même temps que des forces supérieures l'attaquaient de front.

Nous allons voir successivement les batailles de Castiglione, d'Arcole et de Rivoli placer Napoléon au premier rang des plus grands capitaines. Castiglione et Rivoli ont l'audace du plan; Arcole réunit à ce mérite l'habileté et l'incroyable opiniâtreté dans l'exécution des détails.

L'étrange fermeté de caractère dont Napoléon fit preuve à deux reprises différentes, en ne se mettant pas en retraite avant Lonato et avant Arcole, est peut-être le plus beau trait de génie que présente l'histoire moderne. Et remarquez que ce ne fut point le coup de désespoir d'une tête étroite; mais la résolution d'un sage, auquel l'imminence d'un danger extrême n'ôte pas la vue nette et précise de ce qu'il est encore possible de tenter. Ce sont là des choses que la flatterie elle-même ne peut gâter; car il n'y a rien au monde de plus grand. Ce sont ausi de ces choses et, à vrai dire, c'est la seule au monde, qui excuse le despotisme, soit à l'égard de celui qui le tenta, soit à l'égard de ceux qui le souffrirent.

Ce qui manque à Annibal, à César, à Alexandre, c'est que nous ne connaissons pas leur histoire avec assez de détails pour savoir si jamais ils se sont trouvés réduits à un état aussi misérable que Napoléon, avant Arcole.

Dans ses batailles de Montenotte, de Millesimo et du pont de Lodi, Napoléon dirigeait lui-même ses divisions; maintenant que le danger est centuplé et qu'une négligence, une distraction, un moment de faiblesse, peuvent entraîner l'anéantissement de l'armée, il va être forcé de faire agir de grands corps de troupes, quelquefois fort loin de ses yeux. Il faudrait du moins qu'il eût des généraux sur lesquels il pût compter*, et par un malheur qui augmente sa gloire, un seul peut-être, Masséna, était digne d'exécuter les plans d'un tel chef. Lannes, Murat, Bessières, Lasalle, étaient dans son armée, mais cachés dans des grades inférieures.

Pour achever la sublime beauté de l'opération de Lonato et de Castiglione, elle fut précédée par des événements que tout le monde prit pour d'éclatants revers et qu'elle parvint à réparer.

Brescia fut surprise, et à Milan les plus chauds partisans des Français crurent l'armée entièrement perdue.

* Par exemple, Kléber, Saint-Cyr, ou Desaix, commandant dans le Tyrol, à la place de Vaubois, pendant Arcole.

CHAPITRE 24[a1]

M. de Thugut, justement alarmé des progrès de Napoléon et des périls de Mantoue, résolut d'opposer aux Français une nouvelle armée et un nouveau général. En conséquence, le maréchal Wurmser partit de Manheim avec vingt mille hommes d'élite et remplaça Beaulieu.

Wurmser, né en Alsace d'une famille noble, servait depuis cinquante ans en Autriche; il s'était distingué dans la guerre de sept ans et dans celle de Turquie. Il eut ainsi la gloire de se battre contre Frédéric le Grand et contre Napoléon. En 1793, il avait forcé les lignes de Wissembourg. En 1795, il battit Pichegru à Heidelberg et envahit le Palatinat; c'était un vieux hussard encore plein d'énergie.

Dans les derniers jours de juillet 1796, la force de l'armée autrichienne réunie à Trente était de soixante mille combattants, et Napoléon n'avait à lui opposer que trente-cinq mille hommes. Toutes les aristocraties de l'Europe avaient l'œil sur l'Italie et crurent fermement que l'armée française allait être anéantie.

Wurmser ne perdit point de temps; à la tête de trente-cinq mille hommes, il déboucha du Tyrol par la vallée de l'Adige qui, ainsi que nous l'avons vu, est parallèle à la rive orientale du lac de Garde et séparée de ce lac par le Monte-Baldo. Quasdanowich suivit la rive occidentale du lac, et avec vingt-cinq mille hommes, se porta sur Salò et Brescia.

Dans la soirée du 29 juillet, à Vérone, et dans le courant de la nuit suivante, Napoléon apprit que ce même jour, à trois heures du matin, Masséna attaqué par des forces énormément supérieures, avait été chassé du poste important de la Corona sur l'Adige, et que quinze mille Autrichiens avaient surpris à Salò la division du général Soret, lequel dans une circonstance si importante, manquant de sang-froid, s'était replié sur Dezenzano, au lieu de couvrir Brescia.

Tous les généraux alors connus se seraient estimés perdus dans la position de Napoléon; pour lui, il vit que l'ennemi, en se divisant, lui laissait la

possibilité de se jeter entre les deux parties de son armée et de les attaquer séparément.

Mais il fallut prendre sur-le-champ un parti décisif; c'est là la qualité sans laquelle on n'est point général.

On voit, en passant, pourquoi il est si facile d'écrire sur la guerre des choses raisonnables et d'indiquer de bons partis à prendre, après y avoir réfléchi mûrement.

Il fallait éviter à tout prix que Wurmser ne vînt se réunir à Quasdanowich sur le Mincio, car alors il était irrésistible. Napoléon eut le courage de lever le siège de Mantoue et d'abandonner dans les tranchées cent quarante pièces de gros canon. C'était tout ce que l'armée en possédait.

Il osa faire le raisonnement suivant et y croire : *Si je suis battu, à quoi me servira cet équipage de siège ? Il faudra l'abandonner sur-le-champ. Si je parviens à battre l'ennemi, je retrouverai mon canon dans Mantoue.* Il restait une troisième possibilité : battre l'ennemi et se trouver hors d'état de continuer le siège de Mantoue ; mais ce malheur était moindre que celui d'être chassé de l'Italie.

Probablement, Napoléon voulut produire un effet moral sur ses généraux, les connaître et s'en faire connaître, car il assembla un conseil de guerre. Kilmaine et les généraux savants opinèrent pour la retraite ; le jacobin Augereau, animé d'une belle ardeur, déclara que, pour lui, il ne s'en irait pas sans s'être battu avec sa division.

Bonaparte leur dit que si l'on reculait on perdrait l'Italie et qu'ils ne seraient pas en état de ramener dix mille hommes sur les rochers de Savone ; qu'à la vérité, l'armée de la République était trop faible pour faire face à la totalité de l'armée autrichienne ; mais qu'elle pouvait battre séparément chacune de ses deux grandes divisions. Et par bonheur, pendant trente ou quarante heures, ces divisions ennemies seraient encore séparées par la largeur du lac de Garde.

Il fallait rétrograder rapidement, envelopper la division ennemie, descendre sur Brescia, la battre complètement. De là, revenir sur le Mincio, attaquer Wurmser et l'obliger à repasser dans le Tyrol. Mais, pour exécuter ce plan, il fallait, dans vingt-quatre heures, lever le siège de Mantoue ; il n'y avait pas moyen de retarder de six heures. Il fallait, de plus, repasser sans nul délai sur la rive droite du Mincio, faute de quoi on était enveloppé par les deux corps d'armée ennemis.

Sur ces entrefaites, Mme Bonaparte, qui avait suivi son mari à Vérone, voulut retourner à Milan, par la route de Dezenzano et Brescia ; mais l'ennemi venait de l'intercepter. Elle se trouva ainsi tout près des grand'gardes des Autrichiens et au milieu de leurs patrouilles. Elle crut son mari perdu, pleura beaucoup et, enfin, dans sa terreur, elle regagna Milan, mais en allant

passer par Lucques. L'accueil rempli de respect qu'elle reçut partout la consola un peu.

Le 30 juillet au soir, les divisions Masséna et Augereau ainsi que la réserve marchèrent sur Brescia; mais la division autrichienne qui s'était emparée de cette ville s'était mise en marche aussitôt pour attaquer Napoléon et était déjà arrivée à Lonato.

Le 31, le général Dallemagne reprit Lonato, à la suite d'un combat longtemps indécis et où la 32e de ligne s'immortalisa; elle était commandée par le brave colonel Dupuy (tué depuis, étant général, au Caire) : c'est le premier combat de Lonato.

L'armée française s'établit sur la Chiesa; Quasdanowich se retira par les montagnes sur Gavardo. Le 1er août, à dix heures du matin, la division Augereau, conduite par Napoléon, entra dans Brescia.

Les affaires des Autrichiens n'étaient point encore en trop mauvais état; mais pour déjouer le plan si hardi de Napoléon, il eût fallu que Wurmser se fût hâté de passer le Mincio, sous Peschiera, le 31 juillet. Il eût pu facilement arriver à Lonato; la jonction avec Quasdanowich se fût opérée et l'armée française n'eût eu d'autre parti à prendre que de regagner, en toute hâte, le Tessin ou Plaisance; Wurmser eût pu ensuite triompher à son aise dans Mantoue.

Au lieu de songer à rejoindre son lieutenant, avec toute la promptitude possible, Wurmser alla faire son entrée à Mantoue au son des cloches, et ne passa le Mincio à Goïto, que le 2 août au soir, se dirigeant sur Castiglione. Quasdanowich, favorisé dans son mouvement rétrograde par les montagnes et les bois de Gavardo, était bien en retraite, mais il n'avait pas été entamé sérieusement.

Le 2 août, Augereau retourna à Monte-Chiaro, Masséna prit position à Lonato et à Ponte-San-Marco.

Ce même 2 août, sur le soir, le général Valette (destitué bientôt après), chargé de défendre Castiglione et de retenir l'avant-garde de Wurmser loin de l'armée, abandonna Castiglione avec la moitié de sa troupe et vint à Monte-Chiaro jeter l'alarme dans la division Augereau.

Le 3 août, cette division, appuyée de la réserve, se porta sur Castiglione, la division Masséna étant toujours à Lonato.

Pour déterminer Quasdanowich à continuer sa retraite, le général français menaça ses communications avec le Tyrol et envoya l'ordre au général Guieux de filer sur Salò.

Rien de ce qui avait été prévu n'arriva; Napoléon avait cru attaquer Wurmser et il tomba, au contraire, sur la gauche de Quasdanowich, qui s'était mis en mouvement pour chercher de nouveau à opérer, par Lonato, sa jonc-

tion avec son général en chef. Suivant la méthode des Autrichiens, Quasdanowich avait divisé son corps en plusieurs colonnes : l'une d'elles vint donner à Lonato sur l'avant-garde de Masséna qui, s'étant engagée avec trop d'ardeur, éprouva quelques pertes. Mais le général en chef qui arrivait avec le gros de la division rétablit le combat, enleva Lonato et fit poursuivre vivement cette colonne de Quasdanowich.

Mais par un hasard heureux pour l'ennemi, une petite colonne autrichienne qui était arrivée à Salò avant Guieux, n'y trouvant personne, avait pris le parti d'avancer par le chemin qu'avait suivi celle que la division Masséna venait de battre. Elle rencontra ses débris et contribua à la rallier.

Ce soir-là (3 août), Quasdanowich fit reprendre à ses colonnes leurs premières positions à Gavardo. Or, pendant que Napoléon battait Quasdanowich, tout en voulant marcher sur Wurmser, Augereau attaquait et défaisait à Castiglione l'avant-garde du maréchal. Ce jour-là et le surlendemain, Augereau fut grand général, ce qui ne lui arriva plus de sa vie.

Le 4, après cet échec reçu la veille, Wurmser n'avançant point avec résolution, Napoléon profita de la journée qu'on lui laissait pour lancer Guieux et Saint-Hilaire contre Quasdanowich. Ces généraux eurent l'adresse d'arriver, sans être aperçus, jusque derrière Gavardo qu'occupaient les douze ou quinze mille hommes de Quasdanowich. Menacé à revers, ce général se détermina enfin à reprendre le chemin de Riva, à l'extrémité septentrionale du lac.

Napoléon se trouva ainsi débarrassé de ce corps d'armée encore très menaçant la veille; sa force était aussi dangereuse que sa direction; s'il y eût été fidèle, il pouvait faire une guerre de chicane derrière la gauche de l'armée française et l'empêcher d'avancer jusqu'au Mincio.

Ce fut dans ces circonstances (le 4 août à 5 heures du soir) et pendant que Quasdanowich prenait la résolution de se retirer sur Riva, qu'eut lieu cette fameuse surprise de Lonato, dont le général français sut se tirer avec tant de présence d'esprit.

Deux mille Autrichiens, menacés d'être fusillés, eurent la bonhomie de mettre bas les armes; ils avaient quatre pièces de canon.

On voit bien ici la différence du génie des deux peuples : au moment même où ce corps de deux mille hommes se rendait prisonnier, sans avoir l'idée de tenter la fortune des armes, le camp de Gavardo était attaqué à l'improviste par Guieux et Saint-Hilaire. La surprise de Gavardo entraîna la fuite d'un corps de douze à quinze mille Autrichiens; tandis que la surprise du quartier général de Napoléon lui valut plus de prisonniers qu'il n'avait de soldats avec lui.

Toutes les manœuvres dont nous venons de rendre compte étaient habiles, audacieuses, mais il n'y avait rien encore de définitif. Si Quasdanowich n'eût pas eu l'idée singulière de fuir plus loin qu'on ne le poursuivait, il eût pu

correspondre avec son général en chef, par Garda ou même par Dezenzano. Les deux corps autrichiens pouvaient attaquer ensemble et se donner rendez-vous à Lonato.

Mais rien de pareil n'eut lieu ; Wurmser manquait d'activité et Quasdanowich d'audace.

Le combat qui devait décider le succès final de toute l'opération se livra le 5 août.

Wurmser fit plusieurs détachements et enfin eut l'esprit de n'arriver sur le champ de bataille décisif qu'avec vingt-cinq mille hommes. Les divisions Masséna et Augereau, réunies à la réserve et que Bonaparte avait placées près de Castiglione, présentaient à elles seules une force égale à celle de l'ennemi, et le général français attendait encore la division Sérurier, qui devait déboucher sur les derrières de la gauche autrichienne.

« Le 5 août, à la pointe du jour, nous nous trouvâmes en présence, dit Napoléon dans son rapport au Directoire*, cependant il était six heures du matin et rien ne bougeait encore. Je fis faire un mouvement rétrograde à toute l'armée, pour attirer l'ennemi sur nous. »

Le combat commença ; mais les Français se battaient sans chercher à pousser l'ennemi ; tout à coup les troupes de Sérurier paraissent au loin dans la plaine, près de Cavriana ; Bonaparte engage sérieusement sa droite et son centre.

Wurmser se voit tourné par sa gauche ; il craint d'être culbuté dans le lac de Garde ; il juge, enfin, qu'une prompte retraite peut seule le sauver ; il repasse le Mincio, en abandonnant vingt pièces de canon.

Mais il pouvait appeler à lui le corps de Quasdanowich et s'établir solidement sur le Mincio ; rien ne l'empêchait d'appuyer sa gauche à Mantoue, dont la garnison, forte de quinze mille hommes de troupes fraîches, était maintenant libre d'agir.

Le 6 août, tandis que le gros de l'armée française occupait les Autrichiens sur le Mincio par une vive canonnade, Masséna se hâte de passer cette rivière à Peschiera, et vient fondre sur l'aile droite de Wurmser, établie en face de cette place. Des retranchements à peine ébauchés furent emportés avec valeur, et les ennemis prirent enfin le parti de rentrer dans la vallée de l'Adige ; le général Victor se distingua dans cette affaire.

Le 7 août, à dix heures du soir, Napoléon rentra dans Vérone et, à cette occasion, le provéditeur vénitien joua le rôle le plus comique : il se prétendait neutre et manquait de bonne foi ; il voulait montrer de la force contre une armée victorieuse et n'avait pas un soldat qui voulût se battre.

* *Œuvres de Napoléon*, 4 vol., chez Pankouke, 1826, tome Ier, page 104.

Wurmser marcha vite pour la première fois; il remonta la vallée de l'Adige jusqu'à Alla. Le général Bonaparte ne manqua pas de le faire poursuivre et, enfin, au 12 août, l'armée française avait repris tous les postes qu'elle occupait avant le mouvement offensif du maréchal autrichien.

Des succès si étonnants avaient été achetés par la perte irréparable de tout le gros canon que l'armée avait réuni avec tant de peine sous les murs de Mantoue. La division Sérurier, commandée par le général Fiorella, retourna devant cette place; mais il ne fut plus question du siège, il fallut se contenter d'un simple blocus; le général Sahuguet en fut chargé.

Loin d'avoir rejeté les Français sous Alexandrie, le maréchal Wurmser était rentré dans le Tyrol, affaibli de dix ou douze mille hommes et de cinquante pièces de canon; mais, ce qui était bien plus important, il avait perdu l'honneur des armes.

Si ce général eût eu autant d'instruction que de bravoure personnelle, il eût pu trouver des avertissements utiles dans l'histoire militaire. C'est, en effet, sur le théâtre même de sa défaite, que le prince Eugène de Savoie fit, en 1705, son admirable campagne contre M. de Vendôme. Ce général qui passait pour un des plus vifs parmi ceux de Louis XIV, avait Mantoue pour lui et il laissa déborder sa gauche. Le prince Eugène eut l'incroyable audace de transporter son infanterie de la rive gauche du lac à Gavardo, au moyen de bateaux naviguants sur un lac qui est agité par les vents comme la mer. Ce mouvement singulier ne dura pas moins de six jours; il n'eût pas fallu la moitié de ce temps à Napoléon pour détruire une armée qui eût osé tenter une telle entreprise en sa présence. Il faut avouer qu'entre 1705 et 1796, le grand Frédéric a paru et qu'il a introduit la rapidité de marche dans l'art militaire.

CHAPITRE 25[a 1]

Bataille de Castiglione

Depuis l'invasion de Wurmser, le 29 juillet 1796, jusqu'au reblocus de Mantoue, le 24 août suivant, espace de vingt-six jours.

L'armée d'Italie avait ouvert la campagne au mois d'avril. On était en juin et les armées du Nord, du Rhin, de Sambre-et-Meuse, étaient encore inactives. Ces grandes et belles armées de plus de deux cent mille hommes faisant les principales forces de la république, tenaient tranquillement garnison en Hollande, sur Meuse et Rhin et dans l'Alsace.

Lorsqu'elle apprit l'arrivée des Français sur l'Adige et le blocus de Mantoue, la cour d'Autriche renonça à l'offensive qu'elle avait projetée en Alsace et sur le bas-Rhin. Elle ordonna au maréchal Wurmser qui avait été destiné à cette opération de revenir en toute hâte diriger les affaires d'Italie et d'y amener trente mille hommes de ses meilleures troupes qui, jointes aux renforts envoyés de toute la monarchie, devaient lui composer une armée de près de cent mille hommes.

L'armée française d'Italie avait rempli sa tâche en détruisant l'armée qui lui était opposée. Si les armées du Nord en eussent fait autant, la grande lutte eût été terminée.

Cependant le bruit des préparatifs de la maison d'Autriche retentissait dans toute l'Italie. Toutes les nouvelles confidentielles des agents, toutes les lettres des ennemis de la France, étaient remplies de détails sur l'immensité des moyens qu'on allait déployer et sur la certitude que l'Empereur d'Allemagne avant la fin d'août serait maître de Milan et aurait chassé les Français de l'Italie.

Dès la fin de juin, le général français suivait attentivement tous ces préparatifs et en concevait de vives alarmes. Il faisait sentir au Directoire qu'il était impossible que trente mille Français pussent soutenir seuls l'effort de toute la puissance autrichienne. Il demandait qu'on lui envoyât des renforts

des armées du Rhin, ou bien que ces mêmes armées entrassent en campagne sans délai. Il rappelait la promesse positive qu'on lui avait donnée à son départ de Paris, qu'elles commenceraient à opérer le 15 avril; il se plaignait que deux mois se fussent écoulés sans qu'elles eussent bougé.

Wurmser quitta le Rhin avec ses renforts vers le commencement de juin et vers la fin du même mois, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse ouvrirent enfin la campagne. Mais alors leur diversion n'était plus utile à l'armée d'Italie; Wurmser y était déjà arrivé.

Le général français réunit toutes ses forces sur l'Adige, et sur la Chiesa; il ne laissa personne dans les légations, ni en Toscane, si ce n'est un bataillon de dépôt dans la citadelle de Ferrare et deux à Livourne. Il affaiblit autant que possible les garnisons de Coni, Tortone et Alexandrie; il rassembla sous sa main tous les moyens disponibles de l'armée. Le siège de Mantoue commençait à donner des malades, et quelque soin que l'on eût porté à mettre le moins de monde possible devant cette place malsaine, nos pertes ne laissaient pas d'être considérables. Il y eut souvent quinze mille malades à l'armée.

Le général en chef ne put réunir en ligne que trente mille hommes présents sous les armes. C'est avec cette armée qu'il allait avoir à lutter contre la principale armée de la maison d'Autriche.

La correspondance des divers pays de l'Italie étant très active avec le Tyrol, où se réunissaient toutes ces forces ennemies, on pouvait s'apercevoir chaque jour de l'influence funeste de ces grands préparatifs sur les esprits. Les partisans des Français tremblaient; ceux de l'Autriche au contraire étaient fiers et menaçants. Mais tous s'étonnaient qu'une puissance comme la France laissât une armée qui avait si bien mérité d'elle sans secours et sans appui. Ces observations pénétraient jusqu'aux soldats mêmes, par leur habituelle communication avec les habitants du pays.

A la fin de juillet, le général Soret avait son quartier général à Salò : il était chargé de couvrir le débouché de la Chiesa, où passe une grande route qui communique de Trente à Brescia. Masséna était à Bossolengo, faisant occuper la Corona et Montebaldo par la brigade Joubert, il campait avec le reste de sa division sur le plateau de Rivoli. La brigade de Dallemagne était postée à Vérone. La division d'Augereau occupait Porto-Legnago et le Bas-Adige. Le général Guillaume commandait à Peschiera où six galères, sous les ordres du capitaine de vaisseau Lallemand, assuraient le lac de Guarde. Enfin Sérurier pressait le siège de Mantoue. Kilmaine commandait la cavalerie de l'armée.

Wurmser pouvait passer la Brenta, déboucher par Vicence et Padoue sur l'Adige. Par là il évitait les montagnes; mais il se trouvait séparé de Mantoue par l'Adige et obligé de passer ce fleuve de vive force, devant l'armée française; ou bien il pouvait déboucher entre l'Adige et le lac de Garde,

s'emparer de Montebaldo, du plateau de Rivoli, faire venir son artillerie et ses bagages par la chaussée qui suit la rive gauche de l'Adige. Son armée se trouvait alors avoir franchi les montagnes et l'Adige, et n'avoir plus d'obstacles pour arriver jusqu'à Mantoue. Mais son artillerie et sa cavalerie ne pouvaient se joindre à son infanterie qu'après la prise du plateau de Rivoli. Il pouvait donc se trouver attaqué, et obligé de livrer une bataille décisive, avant d'être joint par son artillerie et sa cavalerie.

Cependant il ne tint pas compte de cet inconvénient et adopta ce dernier parti. Wurmser instruit de la prise du camp retranché de Mantoue et des dangers de la place précipita son mouvement de huit à dix jours. Il divisait son armée en trois corps. Le premier et le plus considérable, formant son centre, déboucha par Montebaldo et s'empara de tout le pays entre l'Adige et le lac de Garde ; il était composé de quatre divisions formant quarante mille hommes. Le second, sa gauche, composé d'une division d'infanterie de dix ou douze mille hommes, avec toute l'artillerie, la cavalerie et les bagages, suivit la chaussée qui de Roveredo conduit à Vérone, le long de la rive gauche de l'Adige et devait se réunir à l'armée en passant l'Adige soit au plateau de Rivoli, soit sur les ponts à Vérone. Le troisième formant sa droite, fort de trois divisions formant trente à trente-cinq mille hommes, se dirigea sur la rive gauche du lac de Garde, suivit le débouché de la Chiesa en côtoyant le lac d'Idro ; par cette marche, ce corps avait tourné le Mincio, coupait une des grandes routes de l'armée française à Milan et tournait tout le siège de Mantoue.

Ce plan était, de la part de l'ennemi, le résultat d'une extrême confiance dans ses succès. Il comptait envelopper l'armée française la croyant enchaînée à la nécessité de défendre le siège de Mantoue, il pensait que cerner ce point fixe, c'était cerner l'armée française.

Wurmser débouche par Montebaldo par la chaussée de Roveredo à Vérone, et par celle de la Chiesa, 29 juillet

A la fin de juillet, le quartier général de l'armée française fut transporté à Brescia. Le 28 à dix heures du soir, le général français partit de Brescia pour visiter ses avant-postes. Arrivé le 29 à la pointe du jour à Peschiera, il y apprit que la Corona et Montebaldo étaient attaqués par des forces considérables. Il arriva à huit heures du matin à Vérone. A deux heures après midi, les troupes légères de l'ennemi se montrèrent sur le sommet des montagnes qui séparent Vérone du Tyrol et s'engagèrent avec nos troupes. Le général en chef rétrograda toute la soirée et porta le quartier général à Castelnovo entre l'Adige et le Mincio. Il était là plus à portée de recevoir les rapports de toute la ligne.

Dans le courant de la nuit, il apprit que Joubert, attaqué à la Corona par toute une armée, avait résisté tout le jour; mais qu'il venait de se replier sur le plateau de Rivoli que Masséna occupait en grande force; que des lignes nombreuses de feu couvraient toutes les montagnes entre le lac de Garde et l'Adige; que sur les hauteurs de Vérone les feux indiquaient qu'à la fin du jour les troupes ennemies s'étaient augmentées; que du côté de Montebello, Vicence, Bassano, Legnago, il n'y avait ni mouvement ni ennemis; mais que du côté de Brescia, trois divisions ennemies avaient débouché par la vallée de la Chiesa. L'une couvrait les hauteurs de Sant'Osetto, semblant se diriger sur Brescia; l'autre avait pris position à Gavardo, et paraissait se porter sur Ponte-San-Marco et Lonato; la troisième avait pris position sur Salò, où l'on se battait déjà.

Un peu plus tard, il fut instruit que la division ennemie de Sant'Osetto avait déjà envoyé son avant-garde à Brescia où elle n'avait trouvé aucune résistance, puisqu'on n'y avait laissé que trois cents convalescents pour la garde des hôpitaux. Ainsi la communication de l'armée avec Milan, par Brescia, se trouvant interceptée, on ne pouvait plus correspondre avec cette ville que par Crémone.

Des coureurs ennemis se faisaient déjà voir sur toutes les routes, qui de Brescia vont sur Milan, Crémone et Mantoue, annonçant partout qu'une armée de quatre-vingt mille hommes avait débouché par Brescia, en même temps qu'une autre de cent mille débouchait par Vérone.

Il apprit aussi que la division ennemie dirigée sur Salò, en était venue aux mains avec Soret et que celui-ci, ayant eu connaissance des deux autres divisions qui se portaient sur Brescia et sur Lonato, avait craint de se trouver coupé et de Brescia et de l'armée, et avait jugé à propos de se replier sur les hauteurs de Dezenzano, à fin de conserver ses communications; qu'il avait laissé le général Guieux à Salò avec mille cinq cents hommes dans un antique château, espèce de forteresse à l'abri d'un coup de main; que la division ennemie de Gavardo avait envoyé quelques coureurs de Ponte-San-Marco, mais qu'ils y avaient été contenus par une compagnie de chasseurs qui s'y trouvaient.

Dès ce moment, le plan d'attaque de Wurmser se trouvait dévoilé. Seule contre toutes ces forces, l'armée française ne pouvait rien : on n'était pas un contre trois. Mais seule contre chacun des corps ennemis, il y avait égalité.

Le général français prit son parti sur-le-champ. L'ennemi avait pris l'initiative, qu'il espérait conserver; le général français résolut de déconcerter ses projets en prenant lui-même cette initiative. Wurmser supposait l'armée française fixée à la position de Mantoue. Napoléon décida aussitôt de la rendre

mobile en levant le siège de cette place, sacrifiant son équipage de siège, et se portant rapidement avec toutes ses forces réunies sur un des corps de l'armée ennemie pour revenir successivement contre les autres corps.

La droite de l'armée autrichienne qui avait débouché par la chaussée de la Chiesa et Brescia, étant la plus engagée, il marcha d'abord sur elle.

Sérurier brûla ses affûts et ses plates-formes, jeta ses poudres à l'eau, enterra ses projectiles, encloua ses pièces et leva le siège de Mantoue dans la nuit du 31 juillet au 1er août.

Augereau se porta de Legnago sur le Mincio à Borghetto. Masséna défendit toute la journée du 30 les hauteurs entre l'Adige et le lac de Garde. Dallemagne se dirigea sur Lonato.

Le général en chef se rendit sur les hauteurs en arrière de Dezenzano. Il fit remarcher Soret sur Salò pour dégager le général Guieux qui se trouvait compromis dans la mauvaise position où il l'avait laissé. Cependant ce général s'était battu quarante-huit heures contre toute une division ennemie; cinq fois on lui avait livré l'assaut, et cinq fois il avait couvert les avenues de cadavres. Soret arriva au moment même où l'ennemi tentait un dernier effort, il tomba sur ses flancs, le défit entièrement, lui prit ses drapeaux et dégagea Guieux.

Dans le même moment, la division autrichienne de Gavardo s'était portée sur Lonato pour prendre position sur les hauteurs et tâcher d'opérer sa jonction avec Wurmser sur le Mincio. Le général en chef mena lui-même la brigade de Dallemagne contre cette division. Cette brigade fit des prodiges de valeur; la 32e en faisait partie. L'ennemi fut battu, mis en déroute et éprouva une grande perte.

Ces deux divisions ennemies battues par Soret et Dallemagne se rallièrent à Gavardo. Soret craignit de se compromettre et revint prendre une position intermédiaire entre Salò et Dezenzano.

Pendant ce temps, Wurmser avait fait passer sur les ponts de Vérone son artillerie et sa cavalerie. Maître de tout le pays entre l'Adige et le lac de Garde, il plaçait une de ses divisions sur les hauteurs de Peschiera, pour masquer cette place et garder ses communications. Il en dirigeait deux autres avec une partie de sa cavalerie sur Borghetto pour s'emparer du pont sur le Mincio, et déboucher sur la Chiesa afin de se mettre en communication avec sa droite. Enfin, avec ses deux dernières divisions d'infanterie et le reste de sa cavalerie, il marchait sur Mantoue, pour faire lever le siège de cette place.

Depuis vingt-quatre heures, les troupes françaises avaient tout évacué de devant Mantoue. Wurmser y trouva les tranchées et les batteries encore entières, les pièces renversées et enclouées, partout des débris d'affûts, de plates-formes et de munitions de toute espèce. La précipitation qui semblait

avoir présidé à ces mesures dut le réjouir agréablement ; tout ce qu'il voyait autour de lui semblait bien plus le résultat de l'épouvante que les suites d'un plan calculé.

Masséna, après avoir contenu l'ennemi toute la journée du 30, passa dans la nuit le Mincio à Peschiera, et continua sur Brescia. La division autrichienne qui se présenta devant Peschiera trouva la rive droite du Mincio garnie de tirailleurs fournis par la garnison et par une arrière-garde laissée par Masséna laquelle avait ordre de disputer le passage du Mincio, et lorsqu'il serait forcé, de se concentrer sur Lonato.

En se dirigeant sur Brescia, Augereau avait passé le Mincio à Borghetto. Il avait coupé le pont et laissé aussi une arrière-garde pour border la rivière, avec ordre de se concentrer à Castiglione lorsqu'elle serait forcée.

Toute la nuit du 31 juillet au 1er août, le général en chef marcha avec les divisions Augereau et Masséna sur Brescia où on arriva à dix heures du matin. La division ennemie de Brescia instruite que toute l'armée française débouchait sur elle par toutes les routes, n'eut garde d'attendre et se retira en toute hâte.

Les Autrichiens, en entrant dans Brescia, y avaient trouvé tous nos malades, et nos convalescents ; mais ils y restèrent si peu et furent contraints d'en sortir si précipitamment, qu'ils n'eurent pas le temps de reconnaître leurs prisonniers ni d'en disposer.

Le général Despinois et l'adjudant-général Herbin, chacun avec quelques bataillons, furent mis à la poursuite des ennemis sur Sant'Osetto et les débouchés de la Chiesa.

Les deux divisions Augereau et Masséna retournèrent par une contremarche rapide, du côté du Mincio d'où elles étaient parties, pour soutenir leur arrière-garde.

CHAPITRE 26

Bataille de Lonato

Le 2 août, Augereau, formant la droite, occupait Montechiaro; Masséna formant le centre était campé à Ponte-Marco, se liant avec Soret qui formant la gauche, occupait une hauteur entre Salò et Dezenzano, faisant place en arrière pour contenir toute la droite de l'ennemi.

Cependant les arrière-gardes qu'Augereau et Masséna avaient laissées sur le Mincio s'étaient retirées devant les divisions ennemies, qui avaient passé cette rivière. Celle d'Augereau qui avait ordre de se réunir à Castiglione, quitta ce poste avant le temps et revint en désordre joindre son corps. Napoléon, mécontent du général Valette, qui la commandait, le destitua devant les troupes, pour n'avoir pas montré plus de fermeté dans cette occasion. Quant au général Pigeon chargé de l'arrière-garde de Masséna, il vint en bon ordre sur Lonato, qui lui avait été indiqué, et s'y établit.

L'ennemi, profitant de la faute du général Valette, s'empara de Castiglione le 2 même et s'y retrancha.

Le 3 eut lieu la bataille de Lonato : elle fut donnée par les deux divisions de Wurmser venues de Borghetto, et par une des brigades de la division demeurée sur Peschiera, ce qui, avec la cavalerie, pouvait composer trente mille hommes. Les Français en avaient vingt à vingt-trois mille; aussi le succès ne fut pas douteux, Wurmser avec les deux divisions d'infanterie et la cavalerie qu'il avait conduites à Mantoue ne purent s'y trouver.

A l'aube du jour, l'ennemi se porta sur Lonato, qu'il attaqua vivement : c'est par là qu'il prétendait faire sa jonction avec sa droite, sur laquelle du reste il commençait à concevoir des inquiétudes. L'avant-garde de Masséna fut culbutée; l'ennemi prit Lonato. Le général en chef qui était à Ponte-Marco marcha lui-même pour reprendre Lonato. Le général autrichien s'étant trop étendu, toujours dans l'intention de gagner sur la droite afin d'ouvrir des communications avec Salò, fut enfoncé, Lonato repris au pas de charge, et la ligne ennemie coupée. Une partie se replia sur le Mincio, l'autre se jeta sur

Salò mais elle rencontra le général Soret en front et avait le général Saint-Hilaire en queue.

Tournée de tous les côtés, elle fut obligée de mettre bas les armes. Si nous fûmes attaqués au centre, ce fut nous qui attaquâmes à la droite. Au jour, Augereau aborda l'ennemi qui couvrait Castiglione et l'enfonça après un combat opiniâtre où la valeur des troupes suppléa au nombre. L'ennemi éprouva beaucoup de mal, perdit Castiglione et se retira sur Mantoue d'où lui arrivèrent les premiers renforts; mais seulement quand la journée était déjà finie. Nous perdîmes beaucoup de braves dans cette affaire opiniâtre; l'armée regretta particulièrement le général Beyrand et le colonel Pourailles, officiers très distingués.

Les trois divisions de droite de l'armée ennemie eurent nouvelle, dans la nuit, de la bataille de Lonato; elles en entendaient le canon : leur découragement devint extrême. Leur jonction avec le corps principal de l'armée devenait impossible. Elles avaient vu d'ailleurs sur elles plusieurs divisions françaises, et les croyait toujours manœuvrant contre elles. L'armée française leur semblait innombrable, elles la voyaient partout.

Wurmser avait, de Mantoue, dirigé une partie de ses troupes vers Marcaria pour poursuivre Sérurier. Il lui fallut perdre du temps pour faire revenir ces troupes sur Castiglione. Le 4, il ne se trouvait pas en mesure. Il employa toute la journée à rassembler ses corps, à réorganiser ce qui avait combattu à Lonato, et à réapprovisionner son artillerie. Quand le général français sur les deux ou trois heures après midi, vint observer sa ligne de bataille, il la trouva formidable, elle présentait encore quarante mille combattants. Il ordonna qu'on se retranchât à Castiglione, et partit lui-même pour Lonato afin de veiller en personne au mouvement de ses troupes qu'il devenait de la plus haute importance de rassembler dans la nuit autour de Castiglione.

Toute la journée Soret et Herbin d'un côté, Dallemagne et Saint-Hilaire de l'autre, avaient marché à la suite des trois divisions ennemies de la droite et de celles coupées du centre à la journée de Lonato, les avaient poursuivies sans relâche, faisant des prisonniers à chaque pas. Des bataillons entiers avaient posé les armes à Sant-Osetto, d'autres à Gavardo, d'autres enfin erraient incertains dans les vallées voisines.

Quatre ou cinq mille de ceux-ci sont instruits par des paysans qu'il n'y avait que mille deux cents Français dans Lonato; ils y marchent dans l'espoir de s'ouvrir un chemin vers le Mincio. Il était quatre heures après midi. Napoléon y entrait de son côté venant de Castiglione. On lui annonce un parlementaire, il apprend en même temps qu'on prend les armes, que des

colonnes ennemies débouchent par Ponte-San-Marco, qu'elles veulent entrer dans Lonato, et font sommer cette ville de se rendre.

Cependant nous étions toujours maîtres de Salò et de Gavardo. Dès lors il devenait évident que ce ne pouvaient être que des colonnes perdues, qui cherchaient à se frayer un passage. Napoléon fit monter à cheval son nombreux État-Major. Il se fit amener l'officier parlementaire et lui fait débander les yeux au milieu de tout le mouvement d'un grand quartier général.

« Allez dire à votre général, lui dit-il, que je lui donne huit minutes pour poser les armes. Il se trouve au milieu de l'armée française ; passé ce temps il n'aurait rien à espérer. »

Harassés depuis trois jours, errant incertains, ne sachant que devenir, persuadés qu'ils avaient été trompés par les paysans, ces quatre ou cinq mille hommes posèrent les armes. Ce seul trait peut donner une idée du désordre et de la confusion de ces divisions autrichiennes qui battues à Salò, à Lonato, à Gavardo, poursuivies dans toutes les directions, étaient désormais à peu près fondues.

Tout le reste du 4 et la nuit entière se passèrent à rallier la totalité des colonnes et à les concentrer sur Castiglione.

Bataille de Castiglione, 5 août 1796

Le 5, avant le jour, l'armée française toute réunie, forte de vingt-cinq mille hommes y compris la division Sérurier, occupa les hauteurs de Castiglione, excellente position. Le général Sérurier avec la division du siège de Mantoue, avait reçu l'ordre de marcher toute la nuit et de tomber au jour sur les derrières de la gauche de Wurmser : son attaque devait être le signal de la bataille. On attendait un grand succès moral de cette attaque inopinée ; et pour la rendre plus sensible, l'armée française feignit de reculer.

Aussitôt qu'on entendit les premiers coups de canon du corps de Sérurier, qui, étant malade, avait été remplacé par le général Fiorella, on marcha vivement à l'ennemi et l'on tomba sur des gens déjà ébranlés dans leur confiance, et n'ayant plus leur première ardeur. Un mamelon au milieu de la plaine formait un fort appui pour la gauche ennemie. L'adjudant général Verdier fut chargé de l'attaquer, l'aide de camp du général en chef Marmont s'y dirigea avec vingt pièces d'artillerie : le poste fut enlevé. Masséna attaqua la droite, Augereau le centre, Fiorella prit la gauche à revers ; partout on fut victorieux, l'ennemi fut mis dans une déroute complète. L'excessive fatigue des troupes françaises put seule sauver les débris de Wurmser : ils fuirent en désordre au-delà du Mincio où Wurmser espérait se maintenir, il y eût trouvé l'avantage

de rester en communication avec Mantoue, mais la division Augereau se dirigea sur Borghetto, celle de Masséna sur Peschiera.

Le général Guillaume, commandant de cette dernière place, qui avait été laissé avec ses quatre mille hommes seulement, en avait muré les portes pour s'y mieux défendre. Il eût fallu quarante-huit heures pour les désencombrer. Les soldats durent sauter par-dessus les remparts, pour aller à l'ennemi. Les troupes autrichiennes qui bloquaient Peschiera étaient fraîches. Elles soutinrent longtemps le combat contre la 18e de ligne. Elles furent enfin enfoncées, perdirent dix-huit pièces de canon et beaucoup de prisonniers.

Le général en chef marcha avec la division Sérurier sur Vérone. Il y arriva le 7 dans la nuit. Wurmser en avait fait fermer les portes, voulant gagner la nuit pour faire filer ses bagages, mais on les enfonça à coups de canon et l'on pénétra dans la ville. Les Autrichiens y perdirent beaucoup de monde. La division Augereau, éprouvant des difficultés à opérer son passage à Borghetto, revint passer à Peschiera.

Perdant l'espérance de conserver la ligne du Mincio, Wurmser essaya de se maintenir dans les positions importantes du Montebaldo et de la Roca d'Anfo. Le général Saint-Hilaire marcha sur la Roca d'Anfo, attaqua l'ennemi dans la vallée de Lodron et lui fit beaucoup de prisonniers. On s'empara de Riva, et Wurmser fut obligé de brûler sa flottille.

Masséna marcha sur le Montebaldo et reprit la Corona. Augereau remonta la rive gauche de l'Adige en suivant les crêtes des montagnes et arriva jusqu'à la hauteur d'Ala. L'ennemi éprouva des pertes considérables dans les tentatives dont il accompagna sa retraite, ses troupes n'avaient plus de moral.

Après la perte de ces deux batailles comme celles de Lonato et de Castiglione, Wurmser aurait dû comprendre qu'il ne pouvait plus disputer ce qu'il convenait aux Français d'occuper pour s'assurer de la ligne de l'Adige. Il se retira à Roverdo et à Trente. L'armée française avait aussi elle-même besoin de repos.

Les forces de Wurmser, après ses défaites, étaient encore égales aux nôtres; mais avec cette différence que désormais un bataillon de l'armée d'Italie en mettait quatre des ennemis en fuite, et que partout on ramassait du canon, des prisonniers et des objets militaires.

Wurmser avait ravitaillé la garnison de Mantoue, il est vrai; mais il ne ramenait pas en ce moment, de toute sa belle armée, y compris sa cavalerie, plus de quarante à quarante-cinq mille hommes. Du reste rien ne saurait être comparable au découragement et à la démoralisation de cette belle armée, après ses revers, si ce n'est l'extrême confiance dont elle était animée au commencement de la campagne.

Le plan de Wurmser qui pouvait réussir dans d'autres circonstances, ou

contre un autre homme que son adversaire, devait pourtant avoir l'issue funeste qu'il a eue ; et, bien qu'au premier coup d'œil la défaite de cette grande et belle armée, en si peu de jours, semble ne devoir être attribuée qu'à l'habileté du général français qui improvisa sans cesse ses manœuvres contre un plan général arrêté à l'avance, il faut convenir que ce plan reposait sur des bases fausses.

C'était une faute que de faire agir séparément des corps qui n'avaient entre eux aucune communication vis-à-vis d'une armée centralisée, et dont les communications étaient faciles. La droite autrichienne ne pouvait communiquer avec le centre que par Roveredo et Lodron. Ce fut une seconde faute encore que de subdiviser le corps de la droite, et de donner des buts différents à ces différentes divisions. Celle qui fut à Brescia ne trouva personne contre elle, et celle qui atteignit Lonato eut affaire aux troupes qui la veille étaient à Vérone, devant la gauche autrichienne, laquelle, dans ce moment n'avait plus rien devant elle.

L'armée autrichienne comptait de très bonnes troupes mais elle en avait aussi de médiocres. Tout ce qui était venu du Rhin avec Wurmser, était excellent et animé de l'espoir de la victoire ; mais tous les cadres de l'ancienne armée de Beaulieu, battues dans tant de circonstances, traînaient avec eux le découragement. Une des dispositions de Wurmser que les circonstances rendirent des plus funestes, c'est que la plus grande partie de sa droite se trouva composée de Hongrois, troupes lourdes, qui, une fois déroutées, ne surent plus comment se tirer de ces montagnes, et qui, à cause de leur langage, ne purent se faire entendre.

Les premiers jours de la levée du blocus de Mantoue furent employés par la garnison à défaire les ouvrages des assiégeants, à faire entrer les pièces et les munitions qu'ils trouvèrent. Mais les prompts revers de Wurmser remenèrent bientôt les Français devant la place. La perte de l'équipage d'artillerie ne laissait plus d'espérance de pouvoir en faire le siège. Cet équipage formé à grand-peine, de pièces recueillies dans les différentes places de l'Italie, était presqu'entièrement perdu. D'ailleurs, la saison devenait trop mauvaise, l'ouverture et le service de la tranchée eussent été trop dangereux pour les troupes, au moment où la malignité du climat allait exercer ses ravages. Le général français n'ayant donc pas sous la main un équipage de siège qui pût lui donner l'assurance de prendre Mantoue avant six semaines, ne voulut pas songer à en former un second qui n'eût été prêt qu'au moment même où de nouveaux événements pouvaient l'exposer à le perdre de nouveau, en le forçant de lever le siège une seconde fois. Il se contenta donc d'un simple blocus.

Le général Sahuguet en fut chargé; il attaqua Govenolo et le général Dallemagne, Borgo-Forte : ils s'en emparèrent ainsi que de tout le Seraglio, rejetèrent l'ennemi dans la place, et en resserrèrent étroitement le blocus. On s'occupa de multiplier les redoutes et les fortifications, autour de la ville, afin d'y employer le moins de monde possible; car tous les jours les assiégeants diminuaient par les ravages de la fièvre et l'on prévoyait avec effroi que ces ravages ne feraient que s'accroître avec l'automne. Il était vrai que la garnison était soumise aux mêmes maux et à la même diminution.

Cependant, la position de l'Italie dans le peu de jours qui venaient de s'écouler, avait été une véritable révélation. Toutes les passions s'étaient montrées au grand jour; chacun se démasqua. Le parti ennemi se montra à Crémone, à Casal-Major, et quelques étincelles se laissèrent voir à Pavie. En général la Lombardie montra un bon esprit; à Milan surtout presque tout le peuple témoigna une grande constance; elle lui mérita notre confiance et on lui donna des armes qu'il ne cessait de demander avec instance. Aussi le général français écrivait-il aux Milanais dans la satisfaction :

« Lorsque l'armée battait en retraite, que les partisans de l'Autriche et les ennemis de la liberté la croyaient perdue sans ressource, lorsqu'il était impossible à vous-mêmes de soupçonner que cette retraite n'était qu'une ruse, vous avez montré de l'attachement pour la France, de l'amour pour la liberté; vous avez déployé un zèle et un caractère qui vous ont mérité l'estime de l'armée et vous mériteront la protection de la République française.

« Chaque jour votre peuple se rend davantage digne de la liberté. Il acquiert chaque jour de l'énergie. Il paraîtra sans doute un jour avec gloire sur la scène du monde. Recevez le témoignage de ma satisfaction et du vœu sincère que fait le peuple français pour vous voir libres et heureux. »

Le peuple de Bologne, Ferrare, Reggio, Modène montrèrent un véritable intérêt pour notre cause. Parme demeura fidèle à son armistice; mais la régence de Modène se montra ouvertement notre ennemie. A Rome, les Français furent insultés dans les rues, on y proclama leur expulsion de l'Italie. On suspendit l'accomplissement des conditions de l'armistice non encore remplies. Le général en chef eût pu punir une pareille conduite; mais d'autres pensées le portaient ailleurs et l'obligeaient d'ajourner le châtiment, si les négociations n'amenaient le repentir. Le cardinal Mattey, archevêque de Ferrare, témoigna sa joie à la nouvelle de la levée du siège de Mantoue. Il appela les peuples à l'insurrection contre les Français. Il prit possession de la citadelle de Ferrare, et y arbora les couleurs du pape. Le pape y envoya aussitôt un légat, et par là viola l'armistice. Après la bataille de Castiglione, le général français fit arrêter Mattey, et le fit conduire à Brescia. Le cardinal,

interdit, ne répondit que par ce seul mot : « Peccavi ! » ce qui désarma Napoléon, qui se contenta de le mettre trois mois dans un séminaire à Brescia. Depuis ce cardinal a été plénipotentiaire du pape à Tolentino. Le cardinal Mattey était d'une famille princière à Rome : c'était un homme borné, de peu de talent, mais qui passait pour être d'une dévotion sincère. Il était minutieusement attaché aux pratiques du culte. Après la mort du pape Pie VI, la cour de Vienne s'agita beaucoup, au conclave de Venise, pour le faire nommer pape ; mais elle ne réussit point, Chiaramonti évêque d'Imola l'emporta et prit le nom de Pie VII*.

NB de l'Éditeur écrit sous dictée (écrit par M. de Las Cases sous la dictée de Napoléon) :

« Le rapport (au Directoire) ne donne que vingt mille hommes amenés du Rhin par Wurmser. Le chapitre dit trente, et celui-ci a raison. L'inégalité des forces a toujours été telle, entre les deux armées, que le général français, dans ses rapports, croyait être obligé souvent de diminuer les forces de l'ennemi, pour ne pas décourager sa propre armée. C'est ce qui explique la différence des nombres qu'on rencontre parfois entre l'ouvrage et les pièces officielles[a]. »

Au milieu de ces triomphes, Napoléon commençait à haïr la liberté de la France. Le 13 août 1796, huit jours après Castiglione, c'est-à-dire au moment où Napoléon pouvait commencer à se sentir réellement un grand général, il écrivait au Directoire[b].

Au quartier général à Brescia, le 26 thermidor an 4 (13 août 1796)
Au Directoire exécutif

J'ai reçu avec reconnaissance, Citoyens Directeurs, le nouveau témoignage d'estime que vous m'avez donné par votre lettre du 13 thermidor. Je ne sais pas ce que MM. les journalistes veulent de moi : ils m'ont attaqué dans le même temps que les Autrichiens. Vous les avez écrasés par la publication de votre lettre ; j'ai complètement battu les Autrichiens : ainsi jusqu'à cette heure, ces doubles tentatives de nos ennemis ne sont pas heureuses.

Bonaparte.

* A cause de la bienveillance que l'on supposait que Napoléon avait pour lui, et sous la condition d'avoir toujours pour ministre Monseigneur depuis Cardinal Conalvi.

Le même jour il écrivait au Directoire[c] :

Au quartier général à Brescia, le 26 thermidor an 4 (13 août 1796)
Au Directoire exécutif

Je crois utile, Citoyens Directeurs, de vous donner mon opinion sur les généraux employés à cette armée. Vous verrez qu'il en est fort peu qui peuvent me servir.

Berthier : talents, activité, courage, caractère, tout pour lui*.

Augereau : beaucoup de caractère, de courage, de fermeté, d'activité; a l'habitude de la guerre, est aimé du soldat, heureux dans ses opérations.

Masséna : actif, infatigable, a de l'audace, du coup d'œil et de la promptitude à se décider.

Sérurier : se bat en soldat, ne prend rien sur lui, ferme, n'a pas assez bonne opinion de ses troupes; est malade.

Despinois : mou, sans activité, sans audace, n'a pas l'état de la guerre, n'est pas aimé du soldat, ne se bat pas à sa tête; a d'ailleurs de la hauteur, de l'esprit et des principes politiques sains : bon à commander dans l'intérieur.

Soret : bon, très bon soldat, pas assez éclairé pour être général, peu heureux.

Abattuci** : pas bon à commander cinquante hommes.

Garnier, Meunier, Casabianca : incapables, pas bons à commander un bataillon dans une guerre aussi active et aussi sérieuse que celle-ci.

Macquart : brave homme, pas de talent, vif.

Gauthier : bon pour un bureau, n'a pas fait la guerre.

Vaubois et Sahuguet étaient employés dans les places, je viens de les faire venir à l'armée : j'apprendrai à les apprécier; ils se sont très bien acquittés de ce que je leur ai confié jusqu'ici; mais l'exemple du général Despinois, qui était très bien à Milan et très mal à la tête de sa division, m'ordonne de juger les hommes d'après leurs actions.

Bonaparte.

* *La Biographie Universelle*, tome 5, page [blanc].

** Vieux général de division, oncle du brave général Abattuci, mort au siège d'Huningue, en 1797.

CHAPITRE 27[a 1]

Le 19 août 1796, le roi d'Espagne conclut avec la République un traité d'alliance offensive et défensive. Cet événement eut une influence salutaire sur les gouvernements de Naples et de Turin. Il faut se rappeler ce qui ne cessa pas d'être vrai : le roi de Sardaigne pouvait détruire l'armée française, en cas de revers sur l'Adige. Par suite de l'impéritie du Directoire, l'armée piémontaise ne se battait pas sous les ordres de Bonaparte ; elle était intacte et une intrigue de cour pouvait la lancer contre lui.

A peine les Autrichiens furent-ils rentrés dans le Tyrol, que Wurmser ayant été joint par quelques bataillons, se trouva de nouveau supérieur en nombre aux Français. Ce maréchal reçut l'ordre positif de délivrer Mantoue, et il connaissait si peu le caractère de son adversaire, qu'il s'imagina pouvoir atteindre ce but sans combats.

Davidowich, avec vingt mille hommes, fut chargé de la défense du Tyrol ; Wurmser lui-même, avec les vingt-six mille restants, passa les montagnes qui forment la vallée de l'Adige vers la source de la Brenta, et suivit le cours de cette rivière, dans le dessein de déboucher par Porto Legnano, sur les derrières de l'armée française.

Le hasard voulut qu'au moment où Wurmser s'enfonçait dans la vallée de la Brenta, le général français qui venait de recevoir un renfort de six mille hommes, s'avançait de son côté dans le Tyrol. Il voulait tâcher de faire sa jonction avec l'armée du Rhin. Quelques mois auparavant, après la paix avec le roi de Sardaigne, Napoléon avait présenté cette idée au Directoire, mais Jourdan s'était fait battre ; Moreau, compromis, se mit en retraite et ne put plus songer à pénétrer dans le Tyrol.

Napoléon ignorait la défaite de Jourdan, aussi bien que les mouvements de Wurmser sur Bassano, lorsque le 2 septembre il s'avança dans la vallée de l'Adige. Il y eut de brillants combats à Mori, à Calliano et une bataille à Roveredo. Les Autrichiens ne s'instruisaient pas par leurs défaites et

commettaient les mêmes fautes. Leurs généraux étaient vieux ; fidèles au système de la vieille guerre, ils éparpillaient leurs troupes en petits détachements devant un homme qui agissait en masse. Une tactique[2] nouvelle eût été d'autant plus nécessaire aux Autrichiens que l'armée française, remplie d'enthousiasme pour la liberté, d'orgueil militaire et de confiance dans son chef, arrivait à des traits presque incroyables de bravoure et d'audace.

Voici le rapport que le général Bonaparte adressa au Directoire sur la bataille de Roveredo[b].

Bataille de Roveredo

Au quartier général de Trente, le 20 fructidor an 4 (6 septembre 1796)
Au Directoire exécutif

Citoyens Directeurs,

La division du général Masséna passa l'Adige, le 16 (fructidor, 2 septembre), au pont de Golo, suivant le grand chemin du Tyrol : elle est arrivée à Ala, le 17 fructidor ; le même jour, à deux heures après midi, notre cavalerie a sabré les avant-postes ennemis, et leur a pris six chevaux.

La division du général Augereau est partie de Vérone dans le même temps et s'est porté sur les hauteurs qui séparent les états de Venise du Tyrol.

La division du général Vaubois est partie en même temps de Storo, à la gauche du lac de Garde ; son avant-garde est arrivée à Torbole, où elle a été jointe par la brigade du général Guieux, qui s'était embarquée à Salò sur le lac de Garde ; son avant-garde, commandée par le général de brigade Saint-Hilaire, a culbuté l'ennemi, qu'il a rencontré au pont de la Sarca, et lui a fait cinquante prisonniers.

Le 17, au soir, le général Pigeon, commandant l'infanterie légère de la division du général Masséna, me donne avis que l'ennemi tient en force le village de Serravalle : il reçoit et exécute l'ordre d'attaquer ; il force l'ennemi, et lui fait trois cents prisonniers.

Le 18, à la pointe du jour, nous nous trouvons en présence. Une division de l'ennemi gardait les défilés inexpugnables de Marco, une autre division au-delà de l'Adige gardait le camp retranché de Mori. Le général Pigeon, avec une partie de l'infanterie légère, gagne les hauteurs à la gauche de Marco ; l'adjudant Sornet, à la tête de la 18e demi-brigade d'infanterie légère, attaque l'ennemi en tirailleurs ; le général de brigade Victor à la tête de la 18e demi-brigade d'infanterie de bataille, en colonne serrée par bataillon, perce par le grand chemin ; la résistance de l'ennemi est longtemps opiniâtre : au même instant, le général Vaubois attaque le camp retranché de Mori ; après deux heures de combat très vif, l'ennemi plie partout. Le citoyen Le

Marois, mon aide de camp, capitaine, porte l'ordre au général Dubois de faire avancer le premier régiment de hussards, et de poursuivre vivement l'ennemi. Ce même général se met lui-même à la tête, et décide de l'affaire ; mais il reçoit trois balles, qui le blessent mortellement. Un de ses aides de camp venait d'être tué à ses côtés. Je trouve un instant après ce général expirant. « Je meurs pour la République, faites que j'aie le temps de savoir si la victoire est complète. » Il est mort.

L'ennemi se retire à Roveredo : j'ordonne au général de brigade Rampon de passer avec la 32[e] entre cette ville et l'Adige ; le général Victor, pendant ce temps-là, entre au pas de charge dans la grande rue ; l'ennemi se replie encore en laissant une grande quantité de morts et de prisonniers. Pendant ce temps-là, le général Vaubois a forcé le camp retranché de Mori, et poursuivi l'ennemi sur l'autre rive de l'Adige ; il était une heure après midi : l'ennemi, battu partout, profitait des difficultés du pays, nous tenait tête à tous les défilés, et exécutait sa retraite sur Trente. Nous n'avions encore pris que trois pièces de canon et fait mille prisonniers.

Le général Masséna fait rallier toutes les demi-brigades, et donne un moment de repos à sa division : pendant ce temps, nous allons, avec deux escadrons de cavalerie, reconnaître les mouvements de retraite de l'ennemi ; il s'est rallié en avant de Caliano, pour couvrir Trente, et donner le temps à son quartier général d'évacuer cette ville.

Devant Caliano, l'Adige touche presque à des montagnes à pic, et forme une gorge qui n'a pas quarante toises de largeur. Elle est fermée par un village, un château élevé, et une bonne muraille qui joint l'Adige à la montagne, et où l'ennemi a placé toute son artillerie.

Il faut de nouvelles dispositions : le général Dommartin fait avancer huit pièces d'artillerie légère pour commencer la canonnade. Il trouve une bonne position d'où il prend la gorge en écharpe.

Le général Pigeon passe avec l'infanterie légère sur la droite ; trois cents tirailleurs se jettent sur les bords de l'Adige pour commencer la fusillade, et trois demi-brigades en colonne serrée et par bataillon, l'arme au bras, passent le défilé. L'ennemi, ébranlé par le feu de l'artillerie, par la hardiesse des tirailleurs, ne résiste pas à la masse de nos colonnes ; il abandonne l'entrée de la gorge ; la terreur se communique dans toute sa ligne, notre cavalerie le poursuit.

Le citoyen Le Marois, mon aide de camp, capitaine, suivi de cinquante hussards, veut gagner la tête et arrêter toute la colonne ennemie : il la traverse et est lui-même jeté par terre et blessé de plusieurs coups ; une partie de l'armée ennemie lui a marché sur le corps ; il a plusieurs blessures dont aucune n'est mortelle, le chef de brigade du premier régiment de hussards est

tué. Le citoyen Bessières, capitaine de ma compagnie des guides, voit deux pièces de canon sur le point de s'échapper; il s'élance avec cinq ou six guides, et, malgré les efforts des ennemis arrête les pièces.

Six ou sept mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept drapeaux, tel est le fruit de la bataille de Roveredo, une des plus heureuses de la campagne. La perte de l'ennemi doit être considérable.

Le 19, à huit heures du matin, le général Masséna est entré dans Trente. Wurmser a quitté cette ville la veille, pour se réfugier du côté de Bassano.

Le général Vaubois, avec sa division, marcha aussitôt à la poursuite des ennemis. Son arrière-garde s'était retranchée à Pavie, derrière la rivière de Laviso, et gardait le débouché du pont qu'il fallait cependant passer. Le général Dallemagne, à la tête de la vingt-cinquième demi-brigade, passe, non sans beaucoup de peine, sous le feu de l'ennemi, retranché dans le village, et le général Murat passe au gué à la tête d'un détachement du dixième de chasseurs, portant un nombre égal de fantassins pour poursuivre l'ennemi. L'adjudant-général Leclerc, avec trois chasseurs et le citoyen Desaix, chef de brigade des Allobroges, accompagné de douze carabiniers ou grenadiers, étaient parvenu à tourner l'ennemi, et s'étaient embusqués à une demi-lieue en avant; la cavalerie, se sauvant au galop, se trouve tout d'un coup arrêtée; l'adjudant-général Leclerc est légèrement blessé de quelques coups de sabre; les ennemis cherchent à s'ouvrir un passage; mais les douze carabiniers, secondés des trois chasseurs, croisent leurs baïonnettes et forment un rempart inexpugnable.

La nuit était déjà obscure : cent hussards ennemis sont pris, ainsi qu'un étendard de régiment de Wurmser.

Bonaparte.

CHAPITRE 28[a 1]

Ce fut dans le cours de cette marche victorieuse sur Trente que, comme nous venons de le voir, Napoléon apprit le mouvement de Wurmser sur la Brenta.

Un Pichegru, vendant son armée, n'eût pu mieux disposer les choses pour les Français. Napoléon ayant affaire avec toutes ses troupes à une armée ridiculement divisée en deux, avait coupé le centre, culbuté la droite et maintenant tournait la gauche isolée[b].

Dès le 6 septembre, Masséna et Augereau furent lancés dans la vallée de la Brenta, afin de masquer ce mouvement. Vaubois fut laissé sur le Lavis.

Le 7, à l'aube du jour, Napoléon marchait avec ces deux divisions; son avant-garde ne tarda pas à rencontrer celle de Wurmser, laquelle était en position derrière Primolano. Il paraissait impossible de la déposter; mais rien ne put résister à l'armée française. La 5[e] d'infanterie légère en tirailleurs, soutenue par les trois bataillons de la 4[e] de ligne en trois colonnes serrées, enfonça la double ligne autrichienne. Le 5[e] de dragons commandé par le colonel Milhaud ancien représentant du peuple homme de beaucoup d'esprit, coupa la chaussée. L'avant-garde ennemie presqu'entière posa les armes : artillerie, drapeaux, équipages, tout fut pris.

Le petit fort de Covolo, qui est une espèce de Chiusa, voulut en vain résister; il fut tourné et pris. A la nuit, l'armée française bivouaqua au village de Cismone; Napoléon y prit son quartier général sans suite, sans bagages, mourant de faim et de lassitude; il y passa la nuit. Un soldat (qui l'en fit ressouvenir au camp de Boulogne, en 1805), partagea avec lui sa ration de pain. Des parcs de caissons, douze pièces de canon, cinq drapeaux, quatre mille deux cents hommes furent pris.

Ce même soir la division Mezaros attaquait Vérone, qu'elle espérait occuper sans résistance. Mais tout le terrain en avant de Vérone sur la rive

gauche de l'Adige avait été mis en défense, une forte demi-lune avait été construite en avant de la porte de Vicence. Le général Kilmaine attendait Mezaros. Il défendit les approches de la ville par quelques escadrons de cavalerie qui, se replongeant derrière les fortifications, permirent à trente bouches à feu des remparts de mitrailler la colonne autrichienne.

Après quelques vaines tentatives Mezaros, jugeant impossible de prendre Vérone de vive force, campa à Saint-Michel et demanda à son général en chef du renfort et un équipage de pont afin de passer l'Adige et de cerner la ville.

Mais Wurmser lui-même se trouvait, dans ce moment, surpris et menacé dans Bassano. Il ordonna à Mezaros de se replier sur lui en toute hâte. Il voulait réunir toute son armée et arrêter les Français devant Bassano. Il était trop tard; la division Mezaros n'était encore qu'à Montebello le 8 septembre, jour que se donnait la bataille de Bassano.

Voici un fragment du rapport par lequel le général en chef rend compte au Directoire de la bataille de Bassano.

Au quartier général à Bassano, le 22 fructidor an IV (8 septembre 1796)[c]

Le 22 fructidor, à deux heures du matin, nous nous mîmes en marche : arrivés au débouché des gorges, près du village de Salaqua, nous rencontrâmes l'ennemi. Le général Augereau se porta avec sa division sur la gauche, et envoya à sa droite la 4e demi-brigade; j'y fis passer également toute la division du général Masséna. Il était à peine sept heures du matin, et le combat avait commencé. Forts de leur bonne position, et encouragés par la présence de leurs généraux, les ennemis tinrent quelque temps; mais grâce à l'impétuosité de nos soldats, à la bravoure de la cinquième demi-brigade légère, de la 4e demi-brigade de ligne, l'ennemi fut partout mis en déroute. Le général Murat envoya des détachements de cavalerie à la poursuite de l'ennemi. Nous marchâmes aussitôt sur Bassano : Wurmser et son quartier général y étaient encore. Le général Augereau y entrait par sa gauche, dans le même temps que le général Masséna y entrait par sa droite, à la tête de la 4e demi-brigade, dont une partie à la course, une partie en colonne serrée, fonce sur les pièces qui défendent le pont de la Brenta, enlève ces pièces, passe par le pont et pénètre dans la ville malgré les efforts des grenadiers, élite de l'armée autrichienne, chargés de protéger la retraite du quartier général.

Nous avons, dans cette journée, fait cinq mille prisonniers, pris trente-cinq pièces de canon tout attelées, avec leurs caissons, deux équipages de pont de trente-deux bateaux, tout attelés, plus de deux cents fourgons également tout attelés, portant une partie des bagages de l'armée. Nous avons pris cinq drapeaux, le chef de brigade Lannes en a pris deux de sa main. Le général Wurmser et le trésor de l'armée n'ont été manqués que d'un instant. Une

escouade de ma campagne des guides, qui était à ses trousses, l'ayant poursuivi vivement, a eu deux hommes tués, et le citoyen Guérin, lieutenant de la compagnie, blessé.

Le général Verdier, le général Saint-Hilaire, le chef de bataillon de la 4e demi-brigade, Frère, qui a été blessé, les citoyens Cassau et Gros, capitaine des grenadiers de la même brigade, le citoyen Stock, capitaine de la cinquième demi-brigade d'infanterie légère, le citoyen Pelard, carabinier de la cinquième demi-brigade (ce brave homme traversa trois pelotons ennemis, et arrêta l'officier général qui les commandait ; il lui a seul tué treize hommes), se sont couverts de gloire.

Nous sommes dans ce moment à la poursuite d'une division de huit mille hommes que Wurmser avait fait marcher sur Vicence, et qui est le seul reste de cette armée formidable qui menaçait, il y a un mois, de nous enlever l'Italie.

En six jours, nous avons livré deux batailles et quatre combats ; nous avons pris à l'ennemi vingt et un drapeaux ; nous lui avons fait seize mille prisonniers, parmi lesquels plusieurs généraux ; le reste a été tué, blessé ou éparpillé.

Nous avons, dans les six jours, toujours nous battant dans des gorges inexpugnables, fait quarante-cinq lieues, pris soixante-dix pièces de canon avec leurs caissons, leurs attelages, une grande partie du parc de l'armée, et des magasins considérables répandus sur toute la ligne que nous avons parcourue.

Je vous prie d'accorder le grade de général de brigade au chef de brigade Lannes : il est le premier qui ait mis l'ennemi en déroute à Dego, qui ait passé le Pô, le pont de Lodi, et qui soit entré dans Bassano ; à l'adjudant-général Chabran, qui s'est particulièrement distingué à la bataille de Roveredo, comme il l'avait précédemment fait à celle de Lonato et à la retraite de Rivoli.

Je vous demande de nommer à la place de chef de brigade de la quatrième demi-brigade le chef de bataillon Frère, et de l'avancement pour les officiers qui se sont distingués dans les affaires différentes dont je vous ai rendu compte.

Bonaparte.

Wurmser se retira en désordre sur Vicence ne pouvant plus se retirer sur la Piave. Il y rallia la division Mezaros. Il se trouvait coupé des Autrichiens. Le général Quasdanowich, avec ses trois mille hommes, coupé de Bassano, se replia sur le Frioul.

Le 9, la division Masséna marcha sur Vicence, celle d'Augereau sur Padoue, interceptant ces deux grandes routes, dans le cas où Wurmser

essaierait de revenir sur la Brenta pour gagner la Piave. Battu à Roveredo, dans les gorges de la Brenta, à Bassano, et devant Vérone, il n'avait plus que des troupes découragées; l'élite était hors de combat. Il ne lui restait, dit Napoléon, de cette belle armée de soixante mille hommes réunis sous ses ordres, que seize mille hommes à peine.

Jamais position ne fut plus critique; le maréchal désespérait de son salut. Les Français se flattaient à chaque instant de le voir poser les armes.

De ces seize mille hommes, six mille étaient de cavalerie, bonne et non démoralisée; elle n'avait pas été battue. Elle se répandit dans tout le pays pour chercher un passage sur l'Adige. Deux escadrons passèrent ce fleuve, au bac d'Albaredo, ils voulaient connaître la position des Français et obtenir quelques nouvelles de Mantoue. Mais Wurmser lui-même ne pouvait passer l'Adige sur ce bac, talonné comme il l'était par l'armée française, et ayant perdu à Bassano son équipage de pont. Sa position était désespérée, lorsque les Français évacuèrent Legnago sans rompre le pont. Cette faute d'un chef de bataillon le sauva. Ce fut la première faute des Français qui bientôt en commirent bien d'autres.

Kilmaine, lorsqu'il fut attaqué à Vérone par la division Mezaros, avait appelé à lui les quatre cents hommes qui gardaient Legnago, et ordonné à Sahuguet de les remplacer par un détachement tiré du blocus de Mantoue. Le chef de bataillon qui commandait ce détachement ayant eu quelques hommes sabrés sur la route de Legnago à Mantoue, se laissa persuader que toute l'armée autrichienne avait passé à Albaredo et aller lui couper la retraite. L'ennemi répandait la nouvelle des désastres de l'armée française, qui aurait péri dans le Tyrol. Il crut tout, se vit coupé, perdit la tête et évacua la place, se retirant vers Mantoue. Wurmser, instruit de cette heureuse circonstance, se dirigea, à l'heure même, sur Legnago, y entra sans tirer un coup de fusil, profita du pont pour passer l'Adige.

Au même moment, Napoléon arrivait à Arcole (village qui deux mois plus tard devait lui donner tant de soucis). Il y apprit que Wurmser était sur la rive droite de l'Adige, il s'empara du bac de Ronco, fit passer à l'instant Masséna sur cette même rive droite, et ordonna à Augereau de se porter de Padoue sur Legnago. Il conservait encore l'espoir de cerner de nouveau le maréchal en arrivant avant lui sur la Molinella.

Kilmaine avec tout ce qu'il avait pu trouver de disponible, s'était placé sur cette petite rivière, il interceptait la route de Mantoue; mais il était faible, il fallait arriver à lui avant l'ennemi.

Wurmser perdit un temps précieux à Legnago; soit que l'excès de fatigue l'obligeât de donner quelque repos à ses troupes, soit que croyant les Français sur le chemin de Vienne à Ronco, il hésitât de se porter sur Mantoue, dans

l'espoir de rouvrir ses communications avec l'Autriche par la route de Padoue.

Comme il avait beaucoup de cavalerie, il pouvait s'éclairer très au loin. Ses coureurs lui apprirent que les Français étaient à Montagnana, déjà devant lui, et qu'ils s'approchaient de Legnago par les deux chaussées; alors il se mit en marche sur Mantoue. Ce fut dans la soirée de ce même jour 10 septembre que Wurmser parut à Legnago que Masséna passa l'Adige à Ronco.

Pour se rendre de Ronco à Sanguinetto, il y a deux chemins, l'un qui part de Ronco passe par la gauche, en suivant l'Adige et rencontre le chemin de Porto Legnago à Mantoue; le second conduit directement de Ronco à Sanguinetto; c'était celui qu'il fallait prendre; au contraire, on suivit le premier[d].

Le général Murat, qui n'était qu'intrépide, arrive à Cerea, en chasse l'ennemi, secondé par le brave général Pigeon qui, entendant le canon de Murat, était accouru avec son infanterie.

Mais après un moment d'étonnement, le vieux Wurmser fait ses dispositions, culbute Murat et Pigeon, reprend le pont et le village de Cerea, fait cinq cents prisonniers et file sans obstacle sur Nogara.

Wurmser, vaincu et malheureux, montra à cette affaire de Cerea une honnêteté de caractère que l'orgueil piqué rendait fort rare, à cette époque, parmi les ennemis de la France. La haine que le mépris a précédé a un caractère particulier, c'était cette haine que les aristocraties de l'Europe éprouvaient pour les Jacobins.

Bonaparte arrivait au galop dans le village de Cerea, au moment où l'infanterie du général Pigeon était mise en déroute; il n'eut que le temps de tourner bride et de se sauver en toute hâte. Wurmser parvint quelques minutes après à la place même où Napoléon s'était trouvé; instruit de cette circonstance par une vieille femme, il le fit poursuivre dans toutes les directions, mais il recommanda « surtout qu'on l'amenât vivant ».

Ce petit échec ne changeait rien à l'état des affaires; Wurmser n'en était pas moins cerné de toutes parts, et ne pouvait échapper qu'en passant la Molinella. Or Napoléon savait que le général Sahuguet était à Castellaro, et ce général avait les ordres les plus positifs pour couper tous les ponts de la Molinella.

Napoléon comptait trouver Wurmser se battant avec le général Sahuguet; malheureusement celui-ci n'avait pas coupé le pont de Villa-Impenta sur la Molinella, à une lieue de sa droite. Wurmser avait filé par là. Sahuguet apprenant son passage le fit poursuivre par le général Charton. Ce brave homme se lança avec son infanterie contre la magnifique cavalerie autrichienne, il forma un carré, fut tué, son carré enfoncé et les survivants faits prisonniers.

On voit bien ici, qu'à la guerre, il faut oser, et que cette sorte de courage y

est d'un usage presque aussi fréquent que celui qui consiste à exposer sa vie. Or l'audace manque presque toujours aux généraux qui ont plus de cinquante ans et le mérite de Wurmser dans cette retraite sur Mantoue fut de faire exception à cette règle. Qui eût osé prédire au vieux maréchal qu'il parviendrait à se sauver à travers un pays marécageux et comme perdu sous les eaux, où chaque champ est séparé du champ voisin par un fossé énorme?

Après tous ces petits bonheurs, le maréchal parvint enfin à Mantoue.

Ainsi, de tout ce beau corps de quinze mille hommes prisonniers de guerre forcé, si Napoléon eût été secondé par un général d'un sens assis tel que Gouvion-Saint-Cyr par exemple, il ne prit que mille sept cents hommes laissés en garnison à Legnago.

Wurmser s'était flatté de paraître devant Mantoue, à la tête de vingt-six mille hommes victorieux, et de débloquer la place; il s'y jeta avec douze mille hommes vaincus, exténués, poursuivis et qui allaient eux-mêmes y être investis. Sa seule cavalerie était restée belle et intacte.

Wurmser fit d'abord camper ses troupes au-dehors de la place, entre Saint-Georges et la citadelle; il cherchait à faire des vivres. Le 13, il obtint des avantages sur les troupes françaises.

Le 14, à Due-Castelli, un autre succès semblable à ceux de Cerea et de Villa-Impenta vint adoucir les chagrins du vieux maréchal. Un bataillon d'infanterie légère y fut coupé et rompu par deux régiments de cuirassiers, et perdit trois cents hommes. L'armée française était extrêmement fatiguée, elle mettait de la négligence dans le service.

Les petits succès obtenus par l'armée autrichienne aux combats de Cerea, de Villa-Impenta, de Due-Castelli, l'encouragèrent à tenir la campagne. La garnison de Mantoue sortit, et Wurmser campa son armée entre Saint-Georges et la citadelle; il avait alors trente-cinq mille hommes sous ses ordres; cinq mille étaient aux hôpitaux; il laissa cinq mille hommes à la garde de la place, et il fit camper vingt-cinq mille hommes, dont cinq mille de cavalerie.

Il espérait toujours trouver l'occasion de gagner Legnago et de repasser l'Adige. Mais le général Bon qui commandait la division Augereau entra dans Legnago le 13 septembre, fit mille sept cents prisonniers, prit vingt quatre pièces de canon attelées et y délivra cinq cents Français qui avaient été pris à Cerea et dans d'autres petites rencontres.

Le 16, il arriva à Governolo, formant la gauche de l'armée; Masséna qui était à Due-Castelli, formait le centre; Sahuguet, avec les troupes du blocus, était à la Favorite, formant la droite, Kilmaine avait réuni toute la cavalerie.

Les marches forcées faites pendant ces derniers quinze jours, avaient fort affaibli les régiments : l'armée, le 16 au soir, comptait vingt-quatre mille

hommes sous les armes dont trois mille de cavalerie. Les armées étaient donc égales en force, mais leur moral était bien différent. La cavalerie avait seule conservé le sien.

Le 19 septembre, le général Bon se mit en marche de Governolo, appuya sa gauche au Mincio, se dirigeant sur Saint-Georges[e].

Le combat devint fort vif; les Autrichiens y envoyèrent leur réserve. Bon fut non seulement arrêté, mais même perdit un peu de terrain. Sahuguet s'engagea de son côté sur la droite; Wurmser se voyant assailli sur ses deux ailes y porta de nombreux renforts tirés du centre qui, ainsi, se trouva dégarni. A ce moment, Napoléon lança la division Masséna qui, jusqu'à ce moment, avait été masquée; elle ne rencontra pas de résistance sérieuse et pénétra jusqu'à Saint-Georges qu'elle enleva à la baïonnette. La prise de ce poste compromettait la rentrée dans la place, de la droite des Autrichiens; elle chercha son salut en perçant la ligne française du côté de la citadelle, et Wurmser fut obligé de rentrer dans Mantoue après avoir perdu deux ou trois mille hommes. Telle fut la bataille de Saint-Georges, l'une de celles où les troupes autrichiennes se sont le mieux battues.

Après la bataille de Saint-Georges, Wurmser se répandit dans le Serraglio, jeta un pont sur le Pô et fit entrer des vivres dans la place.

Le 21 septembre, il attaqua Governolo et fut repoussé avec perte de mille hommes et six pièces de canon; il essayait de s'emparer de ce point, pour se porter sur l'Adige.

Le 1er octobre, Kilmaine, qui commandait le blocus, entra dans le Serraglio, s'empara de Pradella, de Cerese, et bloqua entièrement la place. Cette opération qui donna lieu à des combats très vifs, entrepris avec peu de monde, fit honneur à Kilmaine.

Depuis le 1er juin jusqu'au 18 septembre, l'ennemi avait perdu vingt-sept mille hommes, dont dix-huit mille prisonniers, trois mille tués, six mille blessés, soixante-quinze pièces de canon, vingt-deux drapeaux et étendards, trente généraux, quatre-vingts employés du quartier général, six mille chevaux, seize mille hommes avec le maréchal avaient été obligés de se jeter dans Mantoue; dix mille hommes de cette armée se sauvèrent sous Davidowich dans le Tyrol et sous Quasdanowich dans le Frioul. L'armée française avait perdu sept mille cinq cents hommes dont mille quatre cents prisonniers, mille huit cents tués, quatre mille trois cents blessés.

Le général en chef envoya son aide de camp Marmont (depuis duc de Raguse) porter à Paris les drapeaux pris aux batailles de Roveredo, de Bassano, de Saint-Georges, aux combats de Primilano, et de Cismone.

On était au milieu de septembre, c'est le plus beau mois de l'année en Lombardie. L'armée n'ayant pour le moment aucun ennemi devant elle, les

troupes prirent quelque repos. Vaubois occupa Trente et se retrancha sur les bords du Lavis; la division Masséna occupa Bassano, observant le passage de la Piave. La division Augereau occupa Vérone; Kilmaine commanda le blocus de Mantoue. Napoléon revint à Milan avec le quartier général.

Les batailles de Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges, les combats intermédiaires, les fièvres contractées par les troupes employées autour de Mantoue avaient affaibli l'armée. La garnison de Mantoue fit d'abord de nombreuses et fortes sorties; mais les échecs et les maladies calmèrent bientôt son ardeur. A la fin d'octobre, elle comptait encore dix-sept mille hommes sous les armes, dix mille aux hôpitaux, trente mille bouches à nourrir, ce qui donna l'espoir qu'elle ne tarderait pas à rendre la place; mais le vieux maréchal fit saler la plus grande partie des chevaux de sa cavalerie. Il avait recueilli des vivres de toute espèce pendant les deux levées du siège et la régence de Modène avait fait entrer des convois préparés à l'avance.

Contre toute probabilité, contre la croyance de toute l'Italie, l'armée française était destinée à remporter des victoires plus sanglantes et plus glorieuses, et l'Autriche devait lever encore et perdre deux armées nouvelles, avant que les destins de Mantoue ne fussent accomplis.

Si dans cette lutte l'Autriche ne trouva point de général à opposer à Napoléon, le gouvernement de cet état despotique se montra bien supérieur au gouvernement de la République française : la seule occupation du Directoire semblait être de voler ou de laisser voler.

CHAPITRE 29[a]

Pendant ce long repos de l'armée d'Italie, qui dura deux mois, du 15 septembre au 15 novembre 1796, nous allons nous permettre une réflexion[1].

Ce livre, je le sens, présente trop souvent des récits de bataille ; mais comment éviter ce défilé, si notre héros a commencé par là, si le plaisir d'acquérir de la gloire en commandant à des soldats et de vaincre avec eux a formé son caractère ?

Ces récits de combats sembleront un peu moins dénués d'intérêt, si l'on veut prendre la peine de juger les idées suivantes. Après tout, on parle sans cesse de guerre dans nos sociétés modernes. On ne se battra plus à l'avenir pour la possession d'une province, chose assez peu importante au bonheur de tous ; mais pour la possession d'une Charte ou d'un *certain gouvernement*. Enfin, dans ce siècle d'universelle hypocrisie, les vertus militaires sont les seules qui ne puissent être remplacées avec avantage par l'hypocrisie.

L'art militaire, si l'on veut être de bonne foi et le dégager des grands mots, est bien simple à définir ; il consiste, pour un général en chef, à faire que ses soldats *se trouvent deux contre un sur le champ de bataille.*

Ce mot dit tout ; c'est la règle unique ; mais souvent l'on n'a que deux minutes pour l'appliquer.

C'est une difficulté qui ne se surmonte nullement en faisant d'avance provision de réflexions sages et de faits bien racontés. Il faut inventer des choses raisonnables en deux minutes et souvent au milieu des cris et des émotions. Le maréchal Ney devenait, dans ces circonstances-là, un volcan d'idées raisonnables et fermes ; ailleurs, il parlait peu et mal, et même semblait troublé par timidité.

Il faut de l'enthousiasme, si l'on veut, pour exposer sa vie ; il faut de l'enthousiasme pour un capitaine de grenadiers, pour Gardanne se précipitant

dans le Mincio, à Borghetto; mais pour un général en chef, la guerre est un jeu d'échecs.

Au coin de ce château gothique, vous voyez cette tour élevée; sur le toit d'ardoise si glissant qui la couronne, vous apercevez un couvreur qui semble petit tant il est haut placé; s'il tombait il serait moulu. Mais là-haut, il a bien autre chose à faire que de penser au péril qu'il court; son affaire est de bien clouer son ardoise, de ne pas la faire éclater en enfonçant son clou et, en un mot, de l'attacher bien solidement.

Si, au lieu de songer à bien fixer ses ardoises, il vient à penser au péril qu'il peut courir, il ne fera rien qui vaille.

Ainsi, pour peu qu'un général ait la faiblesse de songer au péril auquel sa vie est exposée, il n'a plus qu'une demi-attention à donner à son jeu d'échecs. Or, il faut une attention profonde; car il s'agit à la fois d'inventer de grands mouvements et de prévoir les inconvénients les plus petits en apparence, mais qui peuvent tout arrêter.

De là, le profond silence qui régnait autour de Napoléon; on dit que dans les plus grandes batailles, excepté le bruit du canon plus ou moins rapproché, on eût entendu voler une guêpe au lieu où il était; on se gênait pour tousser.

Il faut, chez le général en chef, une extrême attention à la partie d'échecs, et cependant il ne lui est pas permis d'être naturel, il faut qu'il soit comédien, et là comme ailleurs, le degré de grossièreté de la comédie est calculé sur le génie de ceux pour qui elle est jouée.

On connaît les admirables singeries du grand Suwaroff. Catinat, le seul général raisonnable des dernières années de Louis XIV, avait l'air d'un froid philosophe au milieu du feu, ce qui ne convient pas au caractère français. Il faut frapper les soldats de cette nation par quelque chose de physique, de facile à saisir : être un magnifique comédien comme le roi Murat (fort ressemblant dans le tableau de la bataille d'Eylau de Gros), ou un homme singulier, unique en son espèce, environné de généraux accablés de broderies et portant une redingote grise, non d'uniforme; mais cette redingote grise sera prescrite par la comédie, comme les panaches infinis du roi Murat, comme l'air altier du sous-lieutenant de hussards. On adorait à l'armée d'Italie jusqu'à l'air maladif du général en chef.

L'amour n'est pas difficile sur les circonstances auxquelles il se prend[2]; lorsqu'il y a émotion, il ne faut plus que du singulier.

C'est en général vers l'âge de vingt-deux ans que l'homme a le plus la faculté de se décider en deux minutes sur les plus grands intérêts. L'expérience de la vie diminue cette faculté, et il me semble évident que Napoléon était moins grand général à la Moscowa, et quinze jours avant la bataille de Dresde, qu'à Arcole ou à Rivoli.

Pour un général de division, l'art de la guerre consiste à faire, avec sa division, le plus de mal possible à l'ennemi et à en recevoir le moins de dommage qu'il se peut. Le talent d'un général de division s'augmente par l'expérience, et si le corps n'a pas contracté des infirmités trop fâcheuses, c'est peut-être vers cinquante ans que ce talent est à son maximum.

On voit combien il est absurde de faire des généraux en chef avec de vieux généraux de division, c'est pourtant ainsi qu'en agit la Prusse à Iéna; Kalkreuth, Mollendorf et le duc de Brunswick n'étaient que de vieux généraux de division de Frédéric. Pour comble de misère, plusieurs de ces vieux généraux étaient courtisans, c'est-à-dire sentaient chaque jour de la vie, depuis trente ans, combien facilement la plus petite circonstance peut casser le cou à un homme.

Cette règle de faire le plus de mal et d'en recevoir le moins possible descend toujours la même pente, du général de division jusqu'au moindre sous-lieutenant commandant un corps de vingt-cinq hommes.

Quand un général français attaque dix mille Autrichiens avec un corps de vingt mille hommes, peu importe qu'à quelques lieues du champ de bataille les Autrichiens aient un second corps de quinze ou vingt mille hommes, si ces hommes ne peuvent arriver au secours du corps premier attaqué que lorsqu'il sera détruit.

L'expérience montre que mille hommes qui se croient sûrs de vaincre en battent deux mille ou même quatre mille qui, fort braves individuellement, ont des doutes sur l'issue de l'affaire. Un régiment de hussards sabre fort bien six mille fantassins qui fuient; qu'un général de sang-froid rallie ces fuyards derrière une haie, fasse abattre huit ou dix arbres et tourne les branches vers la cavalerie, celle-ci fuit à son tour.

Mais cette exception ne détruit nullement la règle principale et l'on peut dire unique, qui consiste, pour un général en chef, à se trouver deux contre un sur le champ de bataille.

Le principe du général en chef est absolument le même que celui des voleurs qui, au coin de la rue, se trouvent *trois contre un* autour du passant, à cent pas d'une patrouille de dix hommes. Qu'importe la patrouille qui arrivera dans trois minutes au malheureux volé!

Toutes les fois que Napoléon a coupé une aile de l'armée ennemie, il n'a fait autre chose que se trouver deux contre un.

A Roveredo, à Bassano et dans tous les combats de la campagne du Tyrol, mille Français battaient toujours trois mille Autrichiens. (Napoléon se conformait donc à la règle, en plaçant mille Français vis-à-vis mille Autrichiens.)

La grande difficulté de la *marche de flanc*, c'est qu'en supposant toujours les soldats des deux armées aussi lestes et aussi braves les uns que les

autres, l'armée qui exécute la marche de flanc peut voir un de ses corps de huit mille hommes enveloppé par seize mille ennemis.

Le même accident peut arriver dans le passage de l'ordre défensif à l'ordre offensif. Une armée qui, dans l'ordre défensif, occupe la rive gauche de la Seine, de Paris à Honfleur, aura quatre-vingts ou cent postes de cent hommes chacun et cinq ou six corps de deux ou trois mille hommes. Pour passer à l'ordre offensif contre une armée venant de Chartres, par exemple, il faut qu'elle se réunisse en un seul corps ou en deux tout au plus. Si, pour cette opération, chacun des petits corps suit la ligne la plus courte, qui est celle du *front de bandière*, il est clair que cette armée, si elle attend trop tard pour son mouvement, opère réellement une *marche de flanc* sous les yeux de l'ennemi ; ce qui donne à celui-ci l'occasion d'attaquer deux mille hommes avec quatre mille.

Peu importe qu'à cinq lieues du champ de bataille, les deux mille hommes attaqués aient six mille camarades ; ceux-ci ne pourront arriver que lorsque les deux mille attaqués seront *détruits* (c'est-à-dire deux cents tués, six cents blessés, quatre cents prisonniers et six cents découragés, ou *démoralisés*, en langage militaire).

Ainsi le général Mack, dans sa campagne contre Championnet (1799), avait raison ; son erreur unique lorsqu'il vint de Naples attaquer les Français dans Rome, consista à se figurer qu'il avait des soldats. Ce point admis partout, six mille Napolitains attaquèrent trois mille Français ; un général en chef ne pouvait faire plus.

Une chose jette la confusion dans tous les discours de guerre, les langues modernes n'ont que le même mot *armée*, pour exprimer une armée rassemblée de façon à pouvoir donner bataille dans une heure et une armée disséminée pour vivre et occupant vingt lieues de terrain. Par exemple, on appelle une *armée*, cent mille hommes rassemblés, savoir : vingt mille à l'arc de l'Étoile, quarante mille dans le bois de Boulogne, vingt mille à Boulogne et vingt mille à Auteuil ; ou bien le même nombre de soldats disséminés dans tous les villages de Boulogne à Rouen.

Il est évident que cette seconde armée ne peut donner bataille qu'autant qu'elle sera réunie ; mais pour que cette armée se rassemble dans un espace de deux lieues, en tout sens, comme le bois de Boulogne et les environs, il faut : 1° vingt-quatre heures de temps ; 2° que le général en chef lui ait fait prendre des vivres d'avance, ou réunisse dans cet étroit espace cent mille rations toutes les vingt-quatre heures.

De là, pour le dire en passant, un moyen sûr de faire mouvoir les Autrichiens, c'est d'attaquer la ville où ils ont leurs magasins ; cette ville est toujours pour une armée autrichienne ce que Mantoue fut pour l'armée du général Bonaparte à la fin de 1796 : le centre de toutes les pensées.

Tous les trente ans, selon que la mode fait donner plus d'attention à telle ou telle *recette pour battre l'ennemi*, les termes de guerre changent et le vulgaire croit avoir fait un progrès dans les idées quand il a changé les mots*.

On peut voir les admirables réflexions de Napoléon sur les campagnes d'Annibal, Turenne, Frédéric II, César, etc. Napoléon était assez sûr de ses pensées pour oser être clair. Ces réflexions font sentir le ridicule de la plupart des phrases sur l'art de la guerre[b].

* Il en est de même dans l'art de guérir les maladies.

CHAPITRE 30[a1]

Napoléon donna le mois d'octobre aux soins qu'exigeait l'intérieur de l'Italie.

L'invasion menaçante de Wurmser avait ranimé les espérances de la cour de Rome, qui n'exécutait plus les conditions de l'armistice de Foligno. Il fallait négocier et menacer à propos, pour dominer ce pouvoir dangereux; vingt mois plus tard, on vit les prodiges que le cardinal Ruffo put faire dans les Calabres, avec l'exaltation religieuse*.

La régence de Modène avait violé scandaleusement les conditions de l'armistice, en livrant à la garnison de Mantoue des approvisionnements préparés d'avance; les Français occupèrent Modène. Les patriotes de Reggio firent eux-mêmes leur révolution.

Il fut question de former des république sur le modèle de celle de France. A la suite d'un congrès provoqué et sagement organisé par le général français, Bologne et Ferrare formèrent une république; Reggio en forma une seconde. Ces républiques qui, par allusion aux anciens noms des provinces romaines, prirent le nom de *Cispadanes*, n'existèrent qu'un moment. Bonaparte ne cherchait à établir ces États que dans l'intérêt de son armée; des idées plus relevées lui étaient interdites par les préjugés de Barras et de Rewbel et par ceux des Italiens eux-mêmes. Alors, chaque ville d'Italie haïssait et méprisait la ville voisine; cet état de choses existait suivant toute apprence, dès avant la conquête des Romains, et n'a été un peu affaibli que par l'établissement du royaume d'Italie, de 1802 à 1815. Cette haine est encore aujourd'hui le plus grand obstacle à la liberté ou, du moins, à l'indépendance de l'Italie.

* Voir le très véridique Colletta : *Histoire de Naples de* 1735 *à* 1815.

En se prêtant à l'établissement de ces républiques provisoires, Napoléon eût bien voulu pouvoir conserver quelques privilèges à la noblesse et au clergé; car il voulait, avant tout, ne pas avoir contre lui ces classes puissantes, pendant la lutte qui allait s'engager sur l'Adige. Les revers des armées de la République en Allemagne lui faisaient regarder comme fort prochaine cette lutte décisive; mais il eût été souverainement imprudent de parler d'autre chose que de *démocratie pure* aux jeunes patriotes qui formaient son armée.

La juste crainte d'être rendus à l'Autriche, comme compensation de la Belgique, lors de la conclusion de la paix, refroidissait l'enthousiasme des Milanais. Par probité politique, le général Bonaparte chercha à compromettre le moins possible ces peuples qui pouvaient être si malheureux, si jamais l'Autriche avait pouvoir de les punir de leur amour pour les Français★; en cela, il obéissait aux vues du Directoire, raisonnable une fois.

Le but réel de toute cette apparence d'organisation politique de la haute Italie, était d'occuper l'amour-propre des peuples et de porter la Lombardie à lever quelques légions soldées qui, de concert avec les gardes nationales des républiques du Pô, maintiendraient l'ordre dans l'intérieur du pays conquis, et par ce moyen une partie des garnisons françaises deviendrait disponible.

Le reste de l'Italie prenait un aspect peu rassurant pour l'armée; les négociations avec Naples traînaient en longueur; la politique du Piémont paraissait incertaine. Il était miraculeux que le roi Victor-Amédée ne s'aperçût pas que sa position était absolument la même que celle de son aïeul Charles II en 1705, lorsque celui-ci se déclara contre les armées de Louis XIV qui étaient sur l'Adige et entraîna leur ruine.

Le pape, revenu de sa première terreur, ne songeait plus à la paix; le Sénat de Gênes, fatigué des réquisitions frappées pour la subsistance des troupes françaises, fomentait les troubles qui se déclaraient dans les fiefs impériaux, enclavés dans son territoire.

Quant à Venise, la haine qu'elle portait à la République française était extrême; elle avait des moyens de nuire infiniment à l'armée, mais les lumières et le courage lui manquaient presque également; heureusement pour la France, les Morosini, les Dandolo, les Alviane, n'existaient plus en ce pays. Leurs faibles successeurs ne s'aperçurent pas même qu'ils tenaient en leurs mains le sort de cette armée qui lui faisait tant de peur.

Là, comme ailleurs, la vieille Europe n'avait à opposer à la République que de la finese et des trahisons; la force de vouloir n'existait plus hors de France; on ne voit d'exception que pour Pitt et Nelson. C'est peut-être pour cela que

★ Les déportés aux bouches du Cattaro en 1799; je les vis rentrer à Brescia en 1801. Voir l'histoire pittoresque de cette prison par le pauvre Apostoli c. d. l. a. En 1821, prison du Spielberg dans *Le mie Prigioni* de Silvio Pellico.

l'Angleterre, si peu intéressée aux débats des vieilles monarchies du continent avec la République, finit par se trouver à la tête de la coalition, car je ne puis croire qu'en 1796 l'aristocratie anglaise eût quelque chose à craindre des radicaux.

Quoi qu'il en soit, l'Angleterre paie encore aujourd'hui ce plaisir d'orgueil que son aristocratie se donna il y a quarante ans; il existe une dette énorme dont il faut solder les intérêts.

La France, qui avait alors vingt-cinq millions d'habitants, en compte trente-trois aujourd'hui (1837); le peuple y est devenu propriétaire; il a acquis de l'aisance, de la moralité et du loisir; tandis que dix millions d'Anglais, sur quinze, sont obligés de travailler quatorze heures par jour, sous peine d'expirer de faim dans la rue. Ainsi, l'Angleterre est aujourd'hui le seul pays de l'Europe qui se ressente des maux causés par la guerre de la Révolution, et la France croît et s'élève, malgré son incertitude sur le gouvernement qu'elle aura en 1847.

Pour rendre tolérable la situation des non-propriétaires, l'aristocratie anglaise se voit obligée à se dessaisir de ses privilèges; il faut qu'elle accorde plus de liberté et cela sous peine de révolte imminente. Voilà, ce me semble, une terrible réponse à M. Pitt : probablement, un avenir voisin en garde une semblable à M. de Metternich.

En octobre 1796, Napoloéon cherchait surtout à prolonger le sommeil de Venise; il avait pour rival dans cette entreprise le procurateur Pezzaro qui, à force d'instances et en dévorant mille humiliations, détermina un Sénat imbécile à ordonner la levée de milices esclavonnes et l'armement d'une flotille pour la défense des langues.

La conduite de la cour de Rome devenait intolérable, et Bonaparte se disposait à marcher sur cette ville, lorsque les mouvements des armées autrichiennes le forcèrent à s'occuper uniquement de ce qui allait se passer sur l'Adige.

Le Directoire, se refusant toujours à comprendre sa véritable position en Italie, avait fait présenter au pape un projet de traité en soixante-quatre articles, tel qu'il aurait pu l'imposer si son armée eût été campée sur le Janicule.

Cette insolence eut un effet malheureux pour l'armée; la cour de Rome regarda l'armistice comme non avenu, et l'argent destiné à payer la contribution de guerre rétrograda.

Les neuvaines, les prières des quarante heures, les processions, tout fut mis en usage pour enflammer la haine d'une multitude ignorante et passionnée qui, plus tard, donna d'excellents soldats à la France. Le connétable Colonne leva un régiment d'infanterie; le prince Giustiniani en offrit un de cavalerie;

on parvint ainsi à mettre sur pied huit mille hommes. Nous verrons plus tard le sort burlesque de cette armée.

La position de celle de la République fut un peu améliorée par le traité de paix avec Naples, qui fut signé le 10 octobre; Napoléon avait convaincu Carnot de la nécessité de cette paix, à laquelle les quatre autres membres du Directoire ne consentirent qu'à regret. La Réveillère-Lepeaux avait une âme noble et droite; Rewbell ne manquait pas de talents administratifs; mais l'on peut dire que le Directoire ne comprit jamais un mot aux affaires d'Italie.

Le vieux roi de Sardaigne vint à mourir; le nouveau roi Charles-Emmanuel répondit aux propositions d'alliance, en demandant qu'on lui cédât la Lombardie. Le Directoire devait promettre au moins une partie de cette province et autoriser Napoléon à répandre quatre millions parmi les courtisans du nouveau roi. C'est ce qu'il se garda bien de faire; les Directeurs semblaient préparer à plaisir le grand événement qui fut sur le point d'éclater à Arcole. Ils s'obstinaient à ne pas voir que l'armée d'Italie était aventurée, sans base d'opérations et même sans ligne de retraite, si le Piémont venait à changer de politique.

Au moment de ses plus grands embarras sur l'Adige, Napoléon envoya un aide de camp au doge de Gênes, avec une série de griefs dont il demandait réparation, menaçant, en cas de refus, de marcher sur Gênes. Il ne se trouva personne dans l'aristocratie génoise pour rire au nez de l'aide de camp, et le 9 octobre, elle signa un traité par lequel elle se mettait à la disposition de la République française et s'obligeait à payer quatre millions.

Les paysans des fiefs impériaux étaient moins étiolés que cette aristocratie; ils trouvèrent du courage au service de leur haine; il y eut un second soulèvement qui fut dissipé par une colonne mobile.

Les Corses, mécontents des Anglais qu'ils avaient appelés dans leur île, leur tirèrent des coups de fusil; le général anglais occupa Porto-Ferrajo. Napoléon ménagea avec beaucoup d'adresse l'expédition du général Gentili qui, malgré les croisières ennemies, parvint à débarquer en Corse avec quelques soldats, le 19 octobre 1796. En peu de jours Gentili chassa les Anglais et les émigrés français.

Telles furent les occupations politiques de Napoléon depuis le combat de Saint-Georges le 15 septembre 1796, jusqu'à l'attaque infructueuse de Caldiero, le 12 novembre suivant. Il ne fut nullement secondé par le Directoire qui peut-être, au fond, désirait qu'il fût battu. On pense bien que sa correspondance avec ce gouvernement inhabile et malveillant, n'était pas un modèle de franchise; toutefois[b], afin de donner quelque idée de ces temps déjà si loin de nous et d'ailleurs, il faut le dire, par admiration pour ces lettres, nous en placerons ici quelques-unes.

Malgré leur longueur, on en avait fait un résumé, mais tout ce qui peint ces temps de désordre et de grandeur disparaissait et prenait une fausse apparence.

Au quartier général à Milan, le 11 vendémaire an 5 (2 octobre 1796)
Au Directoire exécutif

Citoyens Directeurs,

La république de Venise a peur : elle trame avec le roi de Naples et le pape, elle se fortifie et se retranche dans Venise. De tous les peuples de l'Italie, le Vénitien est celui qui nous hait le plus : ils sont tous armés, et il est des cantons dont les habitants sont braves. Leur ministre à Paris leur écrit que l'on s'arme, sans quoi tout est perdu : on ne fera rien de tous ces gens-là si Mantoue n'est pas pris.

Le roi de Naples a soixante mille hommes sur pied, il ne peut être détrôné et attaqué que par dix-huit mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie. Il serait possible que, de concert avec l'Autriche et Rome, il portât un corps sur Rome et ensuite sur Bologne et Livourne : ce corps pourrait être de quinze mille hommes, et inquiéterait beaucoup l'armée française.

Le grand-duc de Toscane est absolument nul sous tous les rapports.

Le duc de Parme se conduit assez bien; il est nul aussi sous tous les rapports.

Rome est forte par son fanatisme : si elle se montre contre nous, elle peut accroître de beaucoup la force du roi de Naples, m'obliger à tenir trois mille de plus sur mes derrières, par l'inquiétude qu'elle mettrait dans l'esprit de ces peuples : seule, sans Naples, il faudrait deux mille hommes d'infanterie et mille cinq cents de cavalerie pour la soumettre. Si elle arme, le fanatisme lui donne quelque force; il y aurait du sang de répandu : réunie avec Naples, l'on ne peut marcher à Rome avec moins de vingt mille hommes d'infanterie et deux mille hommes de cavalerie; et si l'on voulait aller à Naples après avoir été à Rome, il faudrait une armée de vingt-quatre mille hommes d'infanterie et de trois mille cinq cents de cavalerie. Je pense que six mille hommes d'infanterie et cinq cents de cavalerie suffiraient pour tenir les États du pape en respect, en s'y conduisant avec adresse et caractère, une fois que l'on s'en serait rendu maître.

Le roi de Sardaigne fomente la rébellion des barbets. Si Naples et Rome agissent contre nous, il faudra trois mille hommes de plus dans les places du Piémont.

Gênes. Le 16 de ce mois, le ministre Faypoult présentera une note au Sénat, et nous ferons notre opération, conformément à vos ordres; si elle réussit nous pourrons compter sur le gouvernement.

Si vous persistez à faire la guerre à Rome et à Naples, il faut vingt-cinq mille hommes de renfort, qui, joints aux vingt mille, nécessaires pour tenir tête à l'empereur, font un renfort de quarante-cinq mille hommes qu'il faudrait. Si vous faites la paix avec Naples, et qu'il n'y ait que Rome, il serait possible, avec les seules forces destinées à tenir tête à l'empereur, de profiter d'un moment favorable pour l'écraser, il faudrait compter cependant sur un surcroît de trois mille hommes.

Je crois que vous ne pouvez faire à la fois, dans la position actuelle de la république, la guerre à Naples et à l'empereur. La paix avec Naples est de toute nécessité : restez avec Rome en état de négociations ou d'armistice jusqu'au moment de marcher sur cette ville superbe.

Rome deviendrait très forte de sa réunion avec Naples. Si nous sommes battus sur le Rhin, il nous convient de faire la paix avec Rome et avec Naples.

Il est une autre négociation qui devient indispensable, c'est un traité d'alliance avec le Piémont et Gênes. Je voudrais donner Massa et Carrara, les fiefs impériaux à Gênes, et la faire déclarer contre la coalition.

Si vous continuez la guerre avec Naples, il me paraît nécessaire de rendre Lucques et d'y mettre garnison : cette place est forte et bien armée ; elle couvre les États de Gênes et offre une retraite à la garnison de Livourne.

Par cette lettre et celles que je vous enverrai incessamment, vous connaîtrez parfaitement notre position. Je n'avais jamais compté qu'après avoir détruit en une campagne deux armées à l'empereur, il en aurait une plus puissante, et que les deux armées de la république hiverneraient bien loin du Danube : le projet de Trieste et de Naples était fondé sur des suppositions.

J'ai écrit à Vienne, et ce soir le courrier part dans le même temps que l'armée se porte sur la Brenta.

Je fais fortifier l'Adda ; mais c'est une faible barrière. Je vous le répète des secours prompts, car l'empereur fait déjà filer ses troupes.

La négociation avec Rome a été mal conduite : il fallait, avant de l'entamer, qu'elle eût rempli les conditions de l'armistice ; l'on pouvait au moins attendre quelques jours, et l'on aurait facilement eu les cinq millions du second paiement, dont une partie était déjà arrivée à Rimini. On a montré au pape tout le traité à la fois, il fallait au contraire préalablement l'obliger à se promener sur le premier article ; mais surtout on ne devait pas choisir l'instant où l'armée était dans le Tyrol, et l'on devait avoir à l'appui un corps de troupes à Bologne, qui se serait accru par la renommée. Cela nous a coûté dix millions, cinq de denrées, et tous les chefs-d'œuvre d'Italie, qu'un retard de quelques jours nous aurait donnés.

Tous ces pays-ci sont si peuplés, la situation de nos forces est si connue,

tout cela est tellement travaillé par l'Empereur et par l'Angleterre, que la scène change tous les quinze jours.

Si nous ne réussissons pas dans tout ce que nous entreprendrons, je vous prie de croire que ce ne sera pas faute de zèle et d'assiduité.

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 11 vendémiaire an 5 (9 octobre 1796)
Au Directoire exécutif

Le peuple de la Lombardie se prononce chaque jour davantage; mais il est une classe très considérable qui désirerait, avant de jeter le gant à l'Empereur, d'y être invitée par une proclamation du gouvernement, qui fût une espèce de garant de l'intérêt que la France prendra à ce pays-ci à la paix générale.

Cette résolution du gouvernement, et l'arrêté qui établirait un gouvernement régulateur, et qui reconnaîtrait dès aujourd'hui l'indépendance de la Lombardie, avec quelques modifications pour la durée de la guerre, vaudrait à l'armée autant qu'un secours de trois à quatre mille hommes. Les friponneries qui se commettent sont innombrables : au milieu de la guerre il ne m'a pas été possible d'y porter un coup d'œil sévère; mais aujourd'hui, pendant le séjour à Milan que les circonstances me permettent, je vous promets de leur faire une guerre vive : je vous annoncerai bientôt que le conseil en aura fait justice d'une douzaine.

Désormais le peuple de la Lombardie, plus heureux, sentira moins le poids de l'armée, et sera moins sujet aux vexations. Il n'en est pas de même du malheureux Mantouan : la nature frémit en passant à la nuée de coquins qui désolent ce pays. J'ai fait quelques dispositions pour atténuer le mal.

Bologne et Ferrare, n'ayant pas de troupes, sont les plus heureux de tous : on vient d'y établir des surveillants; s'ils font comme les anciens agents militaires de la Lombardie, qui se sont pour la plupart sauvés avec une caisse, ils porteront la désolation dans ce beau pays. Je vais avoir soin de m'en faire rendre compte.

Reggio a fait sa révolution et a secoué le joug du duc de Modène. C'est peut-être le pays d'Italie qui est le plus prononcé pour la liberté.

Modène avait essayé d'en faire autant; mais les quinze cents hommes de troupes que le duc y tient en garnison ont fait feu sur le peuple et dissipé l'attroupement. Je crois que le plus court de tout ceci serait de déclarer l'armistice rompu, vu qu'il est encore dû cinq à six cent mille livres, et de mettre cette place à l'instar de Bologne et de Reggio. Ce seraient des ennemis de moins que nous aurions, car la régence ne dissimule pas la crainte que nous lui inspirons, et la joie qu'elle ressent des succès des ennemis. Je vous prie de vouloir bien me prescrire vos ordres là-dessus.

Je crois qu'il ne faut pas laisser cet état dans la situation de déchirement où il se trouve, mais déclarer au plénipotentiaire que vous avez à Paris les négociations rompues. Au lieu d'avoir un nouvel ennemi, nous aurions au contraire des secours et des alliés, les peuples de Modène et de Reggio réunis. Cependant comme la face des affaires change tous les quinze jours dans ce pays, puisque cela suit les opérations militaires, et qu'il ne faudrait pas que votre rupture avec Modène arrivât dans un instant où je ne pourrais pas disposer de quinze cents hommes pendant quelques jours, pour établir un nouvel ordre de chose dans ce pays, vous pourriez déclarer à l'envoyé de Modène que vous m'avez fait connaître vos intentions, et que vous me chargez de la conclusion de la paix avec son prince. Il viendrait alors au quartier général, ayant soin de lui signifier qu'il y soit rendu avant douze jours. Je lui déclarerai alors que toutes négociations sont rompues, dans le même instant que nos troupes entreront dans Modène, feront poser les armes à la garnison, prendront pour otages les plus enragés aristocrates, et mettront en place les amis de la liberté de Modène.

Vous aurez alors Modène, Reggio, Bologne et Ferrare, où la masse du peuple se forme tous les jours pour la liberté, et où la majorité nous regarde comme libérateurs et notre cause comme la leur.

Les États de Modène arrivent jusqu'au Mantouan : vous sentez combien il nous est intéressant d'y avoir, au lieu d'un gouvernement ennemi, un gouvernement dans le genre de celui de Bologne, qui nous serait entièrement dévoué. Nous pourrions, à la paix générale, donner le Mantouan au duc de Parme, ce qui serait politique sous tous les rapports; mais il serait utile que vous fissiez connaître cela à l'ambassadeur d'Espagne, pour que cela revienne au duc de Parme; ce qui l'engagerait à nous rendre beaucoup de services. Puisque nous sommes alliés avec l'Espagne, il ne serait point indifférent que le duc de Parme réunît à notre armée un de ses régiments de sept à huit cents hommes : cela me rendrait disponible un pareil nombre de nos troupes, et ferait que tous les habitants du duché de Parme regarderaient notre cause comme la leur; ce qui est toujours beaucoup. J'emploierai ce corps devant Mantoue, ou pour l'escorte des prisonniers et des convois, ce que nos gens font très mal : sur quatre mille prisonniers, il s'en sauve ordinairement mille; ce qui est produit par le petit nombre d'escortes que je peux y mettre. J'ai essayé, pour les escortes, de quatre cents hommes milanais, ce qui m'a parfaitement réussi; il faudrait aussi que le duc fût obligé de nous fournir un bataillon de pionniers fort de huit cents hommes, avec les outils.

Éloignés comme nous sommes de la France, ce sera pour nous un bon secours que l'alliance de ce prince, puisque ses états sont sur le théâtre de la guerre.

Les barbets désolent nos communications : ce ne sont plus des voleurs isolés, ce sont des corps organisés de quatre à cinq cents hommes. Le général Garnier, à la tête d'une colonne mobile que j'ai organisée, occupe dans ce moment-ci Tende ; il en a arrêté et fait fusiller une douzaine.

L'administration du département du Var s'est refusée à fournir deux cents hommes que j'ai mis en réquisition pour la formation de cette colonne mobile. Le général Willot, non seulement a refusé d'obéir à un ordre que j'ai donné pour le départ du dixième bataillon de l'Ain, mais encore il a retenu la 11e demi-brigade, que le général Châteauneuf-Randon envoyait à l'armée, et un escadron du 18e régiment de dragons. Ce général a cependant huit mille hommes dans sa division, troupes suffisantes pour conquérir le midi de la France, s'il était en révolte.

Je tiens en respect et je fais la police dans un pays ennemi plus étendu que toute sa division, avec huit ou neuf cents hommes. Ce général a des idées trop exagérées, et embrasse trop les différentes opinions des partis qui déchirent la France, pour pouvoir maintenir l'ordre dans le Midi sans une armée puissante.

Le général Willot a servi, au commencement de la révolution, à l'armée d'Italie ; il jouit de la réputation d'un brave homme et d'un bon militaire, mais d'un royaliste enragé. Ne le connaissant pas, et n'ayant pas eu le temps de peser ses opérations, je suis bien loin de confirmer ce jugement ; mais ce qui me paraît bien avéré, c'est qu'il agit dans le Midi comme dans la Vendée, ce qui est un bon moyen pour la faire naître.

Quand on n'a égard à aucune autorité constituée, que l'on déclare en masse tous les habitants de plusieurs départements indignes du nom de citoyen, on veut ou se former une armée considérable, ou faire naître la guerre civile : je ne vois pas de parti mitoyen. Si vous laissez le général Willot à Marseille, il faut lui donner une armée de vingt mille hommes, ou vous attendre aux scènes les plus affligeantes.

Quand une ville est en état de siège, il me semble qu'un militaire devient une espèce de magistrat, et doit se conduire avec la modération et la décence qu'exigent les circonstances, et il ne doit pas être un instrument de factions, un officier d'avant-garde. Je vous soumets toutes ces réflexions, spécialement par la nécessité d'avoir des troupes.

Je vous prie aussi d'ôter de dessous mes ordres la 8e division, parce que les principes et la conduite du général Willot ne sont pas ceux qu'il doit avoir dans la place, et que je me croirai déshonoré de voir, dans un endroit où je commande, se former un ferment de trouble, et de souffrir qu'un général, sous mes ordres, ne soit qu'un instrument de factions.

Par sa désobéissance et par son insubordination, il est la cause des horreurs

qui se commettent dans ce moment dans le département des Alpes-Maritimes. Le convoi des tableaux chefs-d'œuvre d'Italie a été obligé de rentrer à Coni ; il eût été pris par les barbets. Si le général Willot n'obéit pas sur-le-champ à l'ordre que je lui ai donné de faire partir la 83e demi-brigade, mon projet est de le faire suspendre de ses fonctions. Nice même, dans ce moment-ci, n'est pas en sûreté.

Les barbets tirent leurs forces du régiment provincial de Nice, que le roi de Sardaigne a licencié ; peut-être serait-il utile de faire un corps particulier de tous les habitants des Alpes-Maritimes qui se sont trouvés engagés dans le régiment provincial et le corps franc au moment de la guerre. On pourrait, dans ce cas déclarer qu'ils ne reprendront leur droits de citoyens qu'après avoir servi deux ans sous les drapeaux de la république.

J'ai écrit au ministre des Affaires étrangères et au roi de Sardaigne lui-même des lettres très fortes. J'espère que tous les jours le nombre de ces brigands sera moins redoutable.

J'ai envoyé à Turin le citoyen Poussielgue, secrétaire de la légation à Gênes, sonder les dispositions de ce cabinet pour un traité d'alliance ; il nous faut ce prince ou la république de gênes. J'avais même désiré une entrevue avec le ministre des Affaires étrangères du roi de Sardaigne, mais cela n'a pu s'arranger.

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 17 vendémaire an 5 (8 octobre 1796)
Au Directoire exécutif

Citoyens Directeurs,

Mantoue ne pourra pas être pris avant le mois de février, je dois déjà vous l'avoir annoncé ; vous verrez par là que notre position en Italie est incertaine, et notre système politique très mauvais.

Nous avons entamé des négociations avec Rome lorsque l'armistice n'était pas rempli, lorsque dix millions en tableaux et cinq millions en denrées étaient sur le point de nous être livrés. Rome arme, fanatise le peuple ; l'on se coalise de tous côtés contre nous, l'on attend le moment pour agir, l'on agira avec succès si l'armée de l'empereur est un peu renforcée.

Trieste est aussi près de Vienne que Lyon l'est de Paris : en quinze jours les troupes y arriveront. L'empereur a déjà, de ce côté-là, une armée.

Je vous ferai passer toutes les pièces qui vous mettront à même de juger de notre position et de la situation des esprits.

Je crois la paix avec Naples très essentielle, et l'alliance avec Gênes, ou la cour de Turin, nécessaire.

Faites la paix avec Parme et une déclaration qui prenne sous la protection de la France les peuples de la Lombardie, Modène, Reggio, Bologne et Ferrare, et par-dessus tout, envoyez des troupes. Il est de nécessité, à la fin d'une campagne comme celle-ci, d'envoyer quinze mille hommes de recrues. L'empereur en a envoyé trois fois pendant la campagne.

On gâte tout en Italie, le prestige de nos forces se dissipe : l'on nous compte. Je crois imminent, et très imminent, que vous preniez en considération la situation de votre armée en Italie, que vous adoptiez un système qui puisse vous donner des amis, tant du côté des princes que du côté des peuples. Diminuez vos ennemis. L'influence de Rome est incalculable. On a très mal fait de rompre avec cette puissance ; tout cela sert à son avantage. Si j'eusse été consulté sur tout cela, j'eusse retardé la négociation de Rome comme celle de Gênes et de Venise. Toutes les fois que votre général en Italie ne sera pas le centre de tous, vous courrez de grands risques. On n'attribuera pas ce langage à l'ambition ; je n'ai que trop d'honneur, et ma santé est tellement délabrée, que je crois être obligé de vous demander un successeur. Je ne peux plus monter à cheval, il ne me reste que du courage, ce qui est insuffisant dans un poste comme celui-ci.

Tout était prêt pour l'affaire de Gênes ; mais le citoyen Faypoult a pensé qu'il fallait retarder. Environné de peuples qui fermentent, la prudence veut que l'on se concilie celui de Gênes jusqu'à nouvel ordre. J'ai fait sonder par le citoyen Poussielgue la cour de Turin, elle est décidée à une alliance. Je continue cette négociation. Des troupes, des troupes, si vous voulez conserver l'Italie.

Bonaparte[c]

Au quartier général à Milan, le 17 Vendémaire an 5 (8 octobre 1796)
Au Directoire exécutif

Cent cinquante hommes de la garnison de Mantoue étaient sortis le 8, à dix heures du matin, de la place, avaient passé le Pô à Borgoforte pour chercher des fourrages ; cependant, à cinq heures après midi, nous achevâmes le blocus de Mantoue en nous emparant de la porte Pradella et de celle de Cerese, comme j'ai eu l'honneur de vous en instruire par mon dernier courrier.

Ce détachement, se trouvant par là séparé de Mantoue, chercha à se retirer à Florence. Arrivé à Reggio, les habitants en furent instruits, coururent aux armes et les empêchèrent de passer★, ce qui les obligea à se retirer dans le

★ Voilà qui est admirable, il y avait des siècles que ces peuples n'avaient fait la guerre, et sans doute, avec leur imagination vive, ils s'en exagéraient le danger sans mesure.

château de Monte-Chiragolo, sur les États du duc de Parme. Les braves habitants de Reggio les poursuivirent, les investirent et les firent prisonniers par capitulation. Dans la fusillade qui a eu lieu, les gardes nationales de Reggio ont eu deux hommes tués. Ce sont les premiers qui aient versé leur sang pour la liberté de leur pays.

Les braves habitants de Reggio ont secoué le joug de la tyrannie de leur propre mouvement, et sans même être assurés qu'ils seraient soutenus par nous.

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 17 vendémaire an 5 (8 octobre 1796)
Au Directoire exécutif

Je vous ferai passer, Citoyens Directeurs, une proclamation sur Modène. Ces petits régent aux s'avisent de conspirer, je les ai prévenus. Pourquoi faut-il que je n'ai pas deux brigades pour en faire autant à Rome ? Mais je n'ai pas de troupes disponibles, et Naples est là qui nous obligerait à rétrograder. L'affaire de Modène améliore un peu notre position.

Je suis ici environné de voleurs ; j'ai déjà trois commissaires des guerres, deux administrateurs et des officiers au conseil militaire.

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 18 vendémaire an 5 (9 octobre 1796)
Au commissaire du gouvernement*

Il faudrait, je crois, réunir un congrès à Modène et à Bologne, et le composer des députés des États de Ferrare, Bologne, Modène et Reggio ; les députés seront nommés par les différents gouvernements, de manière que l'assemblée soit composée d'une centaine de personnes.

Vous pourriez faire la distribution proportionnée à la population en favorisant un peu Reggio. Il faudra avoir soin qu'il y ait parmi ces députés des nobles, des prêtres, des cardinaux, des négociants et de tous les États, généralement estimés patriotes. On y arrêterait, 1° l'organisation de la légion italienne ; 2° l'on ferait une espèce de fédération pour la défense des communes ; 3° ils pourraient envoyer des députés à Paris pour demander leur liberté et leur indépendance. Ce congrès ne devrait pas être convoqué par nous, mais seulement par des lettres particulières : cela produirait un grand

* Garrau et Salicetti chargés par le Directoire d'administrer les pays conquis. Voir les rapports du Gal Clarke au Directoire dans l'appendice.

effet, et serait une base de méfiance et d'alarme pour les potentats de l'Europe, et il est indispensable que nous ne négligions aucun moyen pour répondre au fanatisme de Rome pour nous faire des amis et pour assurer nos derrières et nos flancs. Je désirerais que ce congrès fût tenu le 23 de ce mois. Je vous prie de prendre en grande considération cet objet, je ferai en sorte de m'y trouver pour cette époque. Nous sommes ici sans un sou, et tout coûte. Procurez-nous de l'argent.

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 20 vendémaire an 5 (11 octobre 1796)
Au Directoire exécutif,

L'affaire de Modène, Citoyens Directeurs, a parfaitement réussi : ce pays est content et heureux de se voir délivré du joug qui pesait sur lui. Les patriotes sont nombreux et en place. Je vous enverrai différents imprimés qui vous mettront au fait de la tournure que je donne à l'esprit pour opposer fanatisme à fanatisme, et nous faire des amis des peuples qui, autrement, deviendraient nos ennemis acharnés. Vous y trouverez l'organisation de la légion lombarde. Les couleurs nationales qu'ils ont adoptées sont le vert, le blanc et le rouge.

Parmi les officiers, il y a beaucoup de Français, les autres sont des officiers italiens, qui, depuis plusieurs années, se battent avec nous à l'armée d'Italie. Le chef de brigade est un nommé Lahoz, milanais : il était aide de camp du général Laharpe. Je l'avais pris avec moi ; il est connu des représentants qui ont été à l'armée d'Italie, et spécialement du citoyen Ritter.

Je vous enverrai un manuscrit de l'organisation que je compte donner à la première légion italienne. A cet effet, j'ai écrit aux commissaires du gouvernement pur que les gouvernants de Bologne, de Modène, de Reggio et de Ferrare aient à se réunir en congrès : cela se fera le 23. Je n'oublie rien de ce qui peut donner de l'énergie à cette immense population, et tourner les esprits en notre faveur. La légion lombarde sera soldée, habillée, équipée par les Milanais. Pour subvenir à cette dépense, il faudra les autoriser à prendre l'argenterie des églises, ce qui vient à peu près à un million.

Je vous enverrai différentes lettres avec différentes notes du citoyen Cacault.

Tout annonce que, d'ici à un mois, de grands coups se porteront en Italie. D'ici à ce temps, il faudra avoir conclu une alliance avec Gênes ou avec le roi de Sardaigne. Vous ferez peut-être aussi très bien de faire la paix avec le roi de Naples.

J'ai renvoyé le citoyen Poussielgue à Turin pour continuer sa négociation; Je lui ai dit de vous instruire directement de Turin, de l'issue de cette seconde entrevue.

Faites surtout que je sois instruit de notre position actuelle avec Naples; vous savez que j'ai deux mille quatre cents hommes de cavalerie napolitaine, que je fais surveiller, et qu'il faudrait prévenir, si nous avions de plus fortes raisons de nous méfier de Naples : s'ils agissent de leur côté en même temps que les Autrichiens et les autres puissances, cela ne laisserait pas d'être un surcroît d'embarras. Au mois de thermidor, lorsque je me repliai sur Brescia, je pensais à les faire arrêter et je ne l'osai pas.

Le général Sérurier m'écrit de Livourne que le grand-duc arme aussi.

Pour peu que ma santé me le permette, croyez que je n'épargnerai rien de ce qui sera en mon pouvoir pour conserver l'Italie.

Je vous ferai tenir une lettre du citoyen Faypoult : il me paraît, d'après cela, qu'on négocie l'affaire de Gênes à Paris, et que nous avons bien fait de ne pas nous en mêler. Cette conduite inspire au gouvernement génois de la méfiance. Je reviens à mon principe, en vous engageant à traiter avant un mois avec Gênes et Turin.

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 20 vendémaire an 5 (11 octobre 1796)
Au Directoire exécutif,

Des corps nombreux de l'empereur filent dans le Tyrol. Les pluies d'automne continuent toujours à nous donner beaucoup de malades. Il n'y a pas grand-chose à espérer du renfort des hommes aux hôpitaux, puisqu'il y a à présumer que c'est dans un mois que l'on frappera ici les grands coups.

Je vous enverrai incessamment la réponse que le général Châteauneuf m'a faite par un courrier extraordinaire que je lui avais expédié : il s'ensuit donc que je ne puis rien espérer au-delà de deux mille hommes, et votre ordre en portait six mille. Vous m'avez prévenu, par le dernier courrier, qu'allait m'arriver dix mille hommes, indépendamment de ces deux mille hommes. Vous devez me faire connaître le jour et le lieu de leur départ, avec leur état de situation : s'il part dix mille hommes vous devez calculer qu'il n'en arrivera que cinq mille.

Je ne sais pas encore si le général Kellermann fait venir la 40e de Lyon, et si le général Willot obéit à l'ordre que je lui ai donné de faire partir la 83e. De ces deux demi-brigades, si elles arrivent à temps, dépend peut-être le destin de l'Italie.

Je fais fortifier Pizzighetone, Reggio, et tous les bords de l'Adda. J'ai fait fortifier également les bords de l'Adige ; enfin, dans l'incertitude du genre de guerre que je ferai et des ennemis qui pourront m'attaquer, je n'oublie aucune hypothèse, et je fais aujourd'hui tout ce qui peut me favoriser. Je fais mettre en même temps les châteaux de Ferrare et d'Urbin près Bologne en état de défense.

Nous avons beaucoup d'officiers d'artillerie et du génie malades. Faites-nous partir une dizaine d'officiers de chacune de ces armes, des hommes actifs et braves : Mantoue nous a ruiné ces deux armes. Je vous prie de laisser le commandement de ces armes au citoyen Chasseloup et au général Lespinasse. Ce sont deux très bons officiers. J'ai tant de généraux de brigade blessés et malades que, malgré ceux que vous faites tous les jours, il m'en manque encore : il est vrai qu'on m'en a envoyé de si ineptes, que je ne puis les employer à l'armée active.

Je vous prie de nous envoyer le général Duvigneau et quelques autres de cette trempe. Envoyez-nous plutôt des généraux de brigade que des généraux de division. Tout ce qui vient de la Vendée n'est pas accoutumé à la grande guerre ; nous faisons le même reproche aux troupes mais elles s'aguerrissent.

Mantoue est hermétiquement bloqué, et cela avec sept mille hommes d'infanterie, et mille cinq cents hommes de cavalerie.

Envoyez-nous des hommes qui aient servi dans la cavalerie, pour recruter nos régiments ; nous leur procurerons des chevaux : qu'ils viennent avec leur uniforme de dragons, chasseurs ou hussards, leurs sabres et carabines, hormis les dragons qui doivent avoir des fusils comme l'infanterie. Il y a tant de ces anciens gendarmes qui infestent les rues de Paris : moyennant quelques recruteurs qui courraient les rues, en faisant ressouvenir qu'ici on paye en argent, je crois qu'il vous serait possible de vous en procurer un bon nombre. Nous avons plus de mille deux cents hommes de cavalerie malades ou blessés, et leurs chevaux sont à ne rien faire aux dépôts.

Envoyez-nous des officiers de cavalerie, chefs de brigade, capitaines, nous trouverons ici à les placer : que ce soit des hommes qui se battent.

Je vous prie de donner la retraite aux chefs de brigade*** du 20e de dragons, et au citoyen*** du 25e de chasseurs : ce sont des hommes qui sont malades la veille d'une affaire ; ces gens-là n'aiment pas le sabre. Je vous prie aussi de faire donner la retraite au citoyen***, chef d'escadron au 1er de hussards. Le chef du 7e régiment de hussards, qui a été blessé, est un brave homme mais il est trop vieux, et il faut lui accorder sa retraite. Moyennant

que ces officiers supérieurs manquent, les affaires écrasent un petit nombre de braves qui finissent par être blessés, prisonniers ou tués ; et les corps se trouvent sans chef.

Bonaparte.

CHAPITRE 31[a]

A son retour à Milan, après les batailles de Bassano et de Saint-Georges, Napoléon commença ce qu'il appelait la guerre aux voleurs. Ces chevaliers d'industrie, dont Paris abonde toujours, alors protégés par Barras, qui, parmi eux, avait recruté une cour, étaient accourus en Italie, sur le bruit des richesses de ce beau pays. Ils étaient facilement parvenus à s'introduire dans les administrations de l'armée. Les commissaires du gouvernement Garrau et Salicetti disposaient des contributions frappées sur les pays conquis. Ils disposaient, en quelque sorte, de l'emploi des troupes. Ils avaient la haute main sur les fournisseurs et entrepreneurs, soit des vivres, soit des charrois; d'eux seuls dépendait la solde de l'armée. Enfin, ces commissaires avaient usurpé presque en entier les fonctions ordinairement remplies à une armée par le commissaire ordonnateur en chef ou intendant général.

Tandis que la simplicité, la rudesse républicaine et une pauvreté noble régnaient dans les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, un certain luxe et l'amour du plaisir s'étaient emparés des officiers et même des simples soldats de l'armée d'Italie. A cette époque, ces armées eussent été fort bien représentées, quant à leur apparence extérieure, les unes par le sublime Desaix qui, souvent, n'avait pas même d'uniforme et se laissait tout voler, même ses équipages, l'autre, par le général Augereau qui ne paraissait jamais que les mains et la poitrine couvertes de diamants.

Les soldats d'Italie bien vêtus, bien nourris, bien accueillis par les belles Italiennes, vivaient dans les plaisirs et l'abondance. Les officiers, les généraux participaient à l'opulence générale; quelques-uns commençaient leur fortune.

Quant aux fournisseurs ou entrepreneurs, ils déployaient un faste qui frappait d'autant plus, que depuis plusieurs années personne n'avait l'idée d'une telle chose. Ce qui piquait le plus les officiers, c'est qu'avec le prix de leurs spéculations, ils se procuraient les bonnes grâces des cantatrices les plus brillantes.

Vers ce temps, Bonaparte, excité par les propos de l'armée qui tous lui étaient rapportés (jamais général ne fut mieux instruit de tout), se mit à examiner les marchés et les autres conventions conclus par la République avec des fournisseurs. Vers le commencement de la campagne d'Italie, le Directoire manquait tout à fait de crédit, les caisses étaient vides et la misère du gouvernement était parvenue à un tel point, qu'il faudrait un long chapitre pour rendre croyables au lecteur les détails singuliers qu'on mettrait sous ses yeux. Par exemple le jour de son installation, le Directoire avait été obligé d'emprunter au concierge du Luxembourg une table, un écritoire et un cahier de papier à lettre. La suite avait répondu à ce début.

En janvier 1796, la République avait été trop heureuse de trouver des spéculateurs hardis qui voulussent fournir, à quelque prix que ce fût.

L'extrême incertitude du paiement devait être admise comme balance des bénéfices énormes qu'ils pourraient faire s'ils étaient payés. Voilà ce que Napoléon, dans sa haine instinctive contre les fournisseurs*, ne voulut jamais comprendre. Le crédit ayant reparu après les victoires de l'armée d'Italie, les prix qu'on payait aux fournisseurs semblaient excessifs; officiers et soldats étaient scandalisés de leurs bénéfices énormes. Personne ne songeait à l'incertitude des paiements, au moment de la signature des contrats. Bonaparte s'indigna de ces bénéfices, et ce sentiment alla chez lui jusqu'à l'excès. On peut dire que c'était l'un de ses préjugés, comme la haine pour Voltaire, la peur des Jacobins, et l'amour pour le faubourg Saint-Germain.

On voit par ses lettres au Directoire, qu'il ne voulut jamais comprendre qu'un fournisseur, en butte aux plaisanteries de tous et souvent aux vols du gouvernement**, ne fournît pas pour la gloire. Il reproche aux fournisseurs d'abandonner l'armée les jours de péril. Il recommande au Directoire de choisir des hommes d'une énergie et d'une probité éprouvées, sans songer que de tels hommes ne vont pas se fourrer dans ce guêpier. Dans sa colère, le général en chef va jusqu'à proposer l'institution d'un syndicat qui, jugeant comme un jury, pût, sur sa simple conviction, punir les délits qui ne sont jamais prouvables matériellement. Dès cette époque Napoléon montre de la haine pour tout ce qui s'occupe à l'armée de donner du pain aux soldats.

* Il faut avoir recours à l'activité de l'intérêt particulier, là où le gouvernement ne peut pas mener ses agents par l'honneur. Or, les entrepreneurs, fournisseurs, etc., moqués de tous à l'armée et non admis, en ce temps-là, au bénéfice du duel, ne pouvaient venir à l'armée pour acquérir de l'honneur. C'est une réflexion que, dans la retraite de Moscou, j'ai entendu faire par le prince major-général. La haine de Napoléon contre les fournisseurs provenait de leur lâcheté au feu; dans son amour passionné pour la France, il était profondément blessé de lui voir produire des enfants aussi lâches; à l'heure de la retraite qui précéda Castiglione, l'un de ces hommes prit la fuite, fit cinquante lieues en poste et mourut de peur en arrivant à Gênes.

** Les marchands de drap de Lodève, vers 1808.

Nous verrons plus tard ce sentiment peu réfléchi amener les plus grands malheurs*. La lettre qui suit[1] peindra mieux que tout ce qu'on pourrait dire, la manière d'agir du général en chef, à l'égard des fournisseurs. Les choses allèrent au point que les bourgeois raisonnables qui, sous le nom de Directeurs, gouvernaient la République, purent croire, d'après les rapports de leurs protégés et parents, qu'ils avaient fait employer à l'armée d'Italie, que le général en chef voulait s'emparer des fournitures pour faire de l'argent. Ce crime était un de ceux pour lesquels Napoléon avait le plus d'horreur. On peut dire que, dans son esprit, il venait immédiatement après le crime de Pichegru : faire battre ses soldats exprès. Le général Bonaparte avait eu le bonheur de rencontrer un commissaire des guerres qui joignait au talent si rare de faire vivre une grande armée, une probité républicaine (M. Boinod). Il eût pu lui donner la place d'ordonnateur en chef et réclamer auprès du Directoire sa confirmation dans ce grade ; mais Napoléon était obligé, par des considérations du plus haut intérêt, de ménager les fripons et Barras qui les protégeait.

* C'est à cette haine aveugle que l'on peut attribuer, en grande partie, les désastres de la retraite de Moscou. Le maréchal Davoust (grand homme auquel on n'a pas encore rendu justice), avait parfaitement organisé son corps d'armée ; il en fut blâmé. C'est une des grandes fautes de Napoléon.

CHAPITRE 32[a]

Napoléon ne voulait pas choquer le Directoire pour des détails. On volait scandaleusement à son armée, soit sur les réquisitions en nature imposées au pays, soit sur les contributions en argent. Les hommes qui avaient la direction de toutes ces affaires lui étaient imposés par le Directoire et se donnaient pour des parents ou des protégés des Directeurs. Le général Bonaparte, qui était souvent obligé de ne pas suivre les ordres absurdes qu'il recevait de Paris, à propos d'affaires de la plus haute importance, n'eût pas voulu se brouiller avec les Directeurs pour des misères. Qu'importait, en effet, à l'armée que tel cousin de Barras volât deux ou trois cent mille francs ? L'essentiel était qu'on lui envoyât un renfort de deux ou trois mille hommes.

Il est impossible que Napoléon n'ait pas eu, dès cette époque, l'idée, réalisée plus tard, d'établir un receveur général, dans la caisse duquel auraient été versées toutes les contributions. Rien ne serait sorti de cette caisse que sur la signature d'un magistrat nommé Ordonnateur en chef ou *Intendant général*. On voit par les rapports du général en chef au Directoire, qu'il avait trouvé pour remplir cette place importante un homme de talent et d'une probité irréprochable : l'ordonnateur Boinod. Rien n'était donc plus simple que d'organiser cette administration, mais :

1° Le général se serait fait une foule d'ennemis.

2° A Paris, la misère et les embarras d'argent du Directoire, étaient inimaginables. Le trésor national ne recevait, par les impositions, que des assignats valant en numéraire la cent cinquantième partie de leur valeur nominale. Le Directoire était obligé de passer du régime des assignats à celui de la monnaie métallique. Aucun des Directeurs n'était assez instruit en économie politique pour se confier à la force des choses et comprendre qu'une grande nation ayant toujours besoin d'une monnaie pour ses échanges de tous les jours, donnera nécessairement crédit, pour tout le temps désirable, à celle mise en avant par le gouvernement.

Le Directoire croyait avoir le plus pressant besoin du crédit des hommes à affaires qui l'environnaient; il était persuadé que, sans eux, la France serait perdue.

Barras protégeait la plupart de ces agents d'affaires, qui arrivaient en Italie avec des commissions du Directoire. Napoléon devait à ce Directeur la place de général en chef; il avait été nominalement sous ses ordres, à l'époque du 13 vendémiaire, et c'est alors que sa fortune avait commencé.

Dans la distribution intérieure du travail parmi les membres du Directoire, Barras était chargé du personnel des armées, comme Carnot de leur mouvement et de la partie des plans de campagne.

Mais les employés fripons, protégés par le Directoire, n'étaient pas le seul embarras du général en chef. L'armée d'Italie était alors embarrassée par des commissaires du gouvernement, en perpétuelle rivalité avec le général en chef. Ces commissaires avaient été représentants du peuple et se souvenaient encore du grand rôle qu'ils avaient joué aux armées dans le temps du gouvernement révolutionnaire. Alors, par un simple arrêté, ils ôtaient son commandement à un général et le renvoyaient au tribunal révolutionnaire, qui ne manquait pas de faire tomber sa tête.

Il paraît que les commissaires du gouvernement près l'armée d'Italie décidaient de l'emplacement des troupes. C'était sur leurs ordres, par exemple, qu'une demi-brigade était employée à l'armée active, ou tenait garnison dans quelque place de la Ligurie. Il paraît que ces commissaires avaient un pouvoir très étendu sur les sommes provenant des contributions imposées par l'armée aux petits princes d'Italie. La correspondance de Napoléon montre qu'ils se permettaient de prendre des arrêtés pour mettre en réquisition des généraux de division de l'armée d'Italie*; il est vrai que Bonaparte défendait à ses généraux d'obéir à ces arrêtés.

Les noms de ces commissaires étaient Garrau et Salicetti; le second fut un homme d'une rare sagacité; il fut plus tard premier ministre et ministre de la police d'un des rois français, à Naples; il périt empoisonné par un de ses subordonnés. Une autre fois, on avait fait sauter son palais.

Il ne pouvait convenir à la politique de Napoléon de se livrer aux mouvements de colère que lui donnaient les friponneries des employés et fournisseurs protégés par le Directoire, et le désordre à peu près complet des finances de son armée. Il osait encore moins se plaindre des entreprises des commissaires du gouvernement Garrau et Salicetti.

Le Directoire lui envoya un général, chargé d'observer sa conduite en secret et de correspondre à ce sujet avec le Directoire. Napoléon pouvait

* *Œuvres de Napoléon Bonaparte*, Pankouke, tome Ier.

facilement faire courir de bien grands dangers au général Clarke, chargé de cette singulière mission. Ce procédé eût été tout à fait dans les anciennes mœurs italiennes ; mais Napoléon, qui en sentait les mouvements au fond du cœur, savait les corriger par l'empire de la raison ; il aima mieux gagner le général Clarke qui, plus tard, devint un des instruments de son gouvernement et de celui de Louis XVIII.

Vers la fin de la campagne de 1797, le Directoire fut dans le cas de traiter d'égal à égal avec Napoléon et lui dépêcha, à cet effet, M. Bottot[1] le favori de Barras.

Les Directeurs n'étaient, il est vrai, que des bourgeois, unis par toutes sortes de petites passions. Bonaparte est un grand homme ; mais il ne faut point oublier qu'il a fini par renverser le Directoire et la République elle-même ; et que les Directeurs sont bien loin d'avoir usé, à son égard, de toute la sévérité de leurs devoirs.

Probablement, le lecteur pense que c'est aux choses que Napoléon fit après la première campagne d'Autriche, en 1805, qu'il faut attribuer tous les maux que la France a soufferts des *Restaurations*.

Mais Napoléon ne prévoyait point la Restauration : il ne craignait jamais que les Jacobins. Son éducation, restée extrêmement imparfaite, ne lui permettait point de voir les conséquences historiques des choses. Au lieu de les poser froidement, il avait le sentiment des dangers que lui, personnellement, pourrait courir et alors sa grande âme lui répondait par le mot : *Alors comme alors*.

On peut dire que dans les mesures qui ont le plus contribué à créer la possibilité du retour des Bourbons, Napoléon a agi purement par instinct militaire, pour se guérir de la peur que lui faisaient les Jacobins.

Plus tard, il agit par vanité puérile, pour se montrer digne du noble corps des rois, dans lequel il venait d'entrer. Et, enfin, c'est pour ne pas encourir le reproche d'être un roi faible et cruel, qu'il est tombé dans l'acte de clémence excessive, qui a été la cause immédiate de sa chute.

Voici ce que tout le monde voyait en Italie, au commencement de novembre 1796. Pour résister à soixante mille hommes[b], Napoléon n'en avait que trente-six mille, fatigués par le gain de neuf batailles et des marches énormes ; encore, chaque jour un grand nombre trouvait la fièvre dans les environs de Mantoue, si malsains à la fin de l'automne, et que pourtant il fallait occuper[c]. Bonaparte écrivait sa position au Directoire ; il lui disait avec chagrin que la République allait perdre l'Italie.

Voici le commencement d'une lettre qu'il adressa plus tard au Directoire (le 14 novembre 1796) et qui peint juste l'état des choses[d].

CHAPITRE 33[a1]

Le Directoire voyait ces périls; il eût fallu être aveugle pour les contester; mais, probablement, il redoutait les victoires du jeune général et ne se souciait pas de lui fournir les moyens d'aller jusqu'à Vienne. Au reste, le Directoire avait si peu de lumières, comprenait si mal les affaires d'Italie, qu'il est difficile de juger ses motifs, ce qui, du reste, importe peu.

Le Directoire eut l'idée d'un *mezzo termine*; il essaya de suspendre les hostilités par une négociation.

Lord Malmesbury était à Paris où W. Pitt l'avait envoyé, probablement pour se donner les apparences de la modération. Ce lord attendait la réponse de son gouvernement aux communications du Directoire qui demandait qu'avant de traiter il eût des pouvoirs de toutes les puissances, et qu'il s'exprimât plus clairement sur le principe des compensations de conquêtes. Le ministère anglais, après dix-neuf jours, venait enfin de répondre le 14 novembre que les prétentions de la France étaient inusitées, qu'il était permis à un allié de demander à traiter au nom de ses alliés, avant d'avoir leur autorisation en forme; que l'Angleterre était assurée de l'obtenir, mais qu'avant tout il fallait que la France s'expliquât nettement etc.

Le Directoire qui avait intérêt à être prompt et catégorique répondit dans la journée même à Lord Malmesbury.

Mais, sans s'arrêter à cette négociation avec l'Angleterre qui, très probablement était illusoire, il résolut d'envoyer directement un négociateur à Vienne. Le général Clarke, sur lequel tomba le choix du Directoire, devait proposer avant tout à l'empereur François un armistice en Allemagne et en Italie, qui durerait six au moins; Le Rhin et l'Adige sépareraient les armées; les sièges de Kehl et de Mantoue seraient suspendus. On ferait entrer chaque jour dans Mantoue les vivres nécessaires pour remplacer la consommation journalière, de manière à replacer les deux partis précisément dans leur position actuelle à la fin de l'armistice. La France gagnait la conservation de Kehl, et l'Autriche

celle de Mantoue[b]. Une négociation se serait ouverte immédiatement après pour traiter de la paix. Les conditions offertes par le Directoire étaient les suivantes : l'Autriche cédait la Belgique et le Luxembourg à la France ; la France restituait la Lombardie à l'Autriche, et le Palatinat à l'empire ; elle renonçait ainsi sur ce point à la ligne du Rhin. La France consentait en outre, pour dédommager l'Autriche de la perte des Pays-Bas, à la sécularisation de plusieurs évêchés de l'empire. L'empereur ne devait nullement se mêler des affaires de la France avec le pape, et en Allemagne, il promettrait son entremise pour procurer des indemnités au Stathouder.

C'était une condition indispensable pour satisfaire le roi de Prusse dont la sœur avait épousé le Stathouder. Comme on voit, ces conditions étaient fort modérées ; ce qui tenait probablement aux embarras financiers du Directoire. Il n'avait pu trouver un homme de talent pour adoucir le passage des assignats perdant 150 pour cent à la monnaie métallique.

Beaucoup de gens timides se figuraient que cet embarras allait faire périr la République ; comme si un grand état, victorieux de ses ennemis, qui n'a confiance en personne, pouvait périr ! Les instructions du général Clarke furent signées le 16 novembre, ce fut précisément le second jour de la bataille d'Arcole.

Pendant[c] ces deux mois[2], du 15 septembre au 15 novembre 1796, les principales forces de l'armée française restèrent en observation sur la Brenta et l'Adige. La partie de cette armée qui bloquait Mantoue fut attaquée de fièvres épidémiques qui encombrèrent les hôpitaux et diminuèrent considérablement le nombre des combattants ; il y eut jusqu'à quinze mille malades[d] ; la santé du général en chef donnait, elle-même, de grandes inquiétudes. Cette armée, sous tout autre commandant, eût bientôt été sous Alexandrie, peut-être au Var.

Les renforts n'arrivaient qu'avec une extrême lenteur. Le baron de Thugut, au contraire, déployait une activité admirable ; il voulait absolument essayer encore de délivrer Mantoue. Le maréchal Alvinzi fut appelé au commandement en chef de l'armée autrichienne en Italie ; il eut pour lieutenants Quasdanowich et Davidowich.

Le lecteur se souvient peut-être qu'après la défaite de Bassano, Quasdanowich ne pouvant passer la Brenta à la suite de son général en chef Wurmser, s'était replié sur Gorice : son corps fut porté à environ vingt-cinq mille hommes. Celui du général Davidowich s'éleva de nouveau à près de vingt mille.

Il faut admirer la fermeté et la constance du conseil aulique ou du ministre Thugut (je ne sais lequel des deux). Que n'eût pas fait Napoléon s'il eût été secondé par un tel gouvernement ! mais sa gloire eût été moins grande, et le peuple français n'aurait pas à s'enorgueillir éternellement d'avoir produit l'homme qui osa ne pas se mettre en retraite la veille d'Arcole.

Le général en chef Alvinzi se rendit auprès du corps de Quasdanowich et reprit l'offensive en se dirigeant, par Bassano, sur Vérone, où il espérait effectuer sa jonction avec Davidowich qui reçut l'ordre de descendre l'Adige.

Si Napoléon s'avançait à la rencontre d'Alvinzi et s'éloignait de Vérone, il donnait à Davidowich la possibilité de culbuter Vaubois, de se réunir à Wurmser sous Mantoue et d'établir ainsi, sur ses derrières, une armée supérieure en nombre à tout ce qu'il aurait pu réunir.

Si, au contraire, il se déterminait à porter le gros de ses forces sur Roveredo, il ouvrait au général Alvinzi le chemin de Mantoue; ce qui, en sens inverse, aurait amené le même résultat.

Si l'armée française se concentrait tout entière sous Vérone, Alvinzi et Davidowich pouvaient se réunir par la vallée de la Brenta. Cependant, pour que les Français ne fussent pas anéantis, il fallait empêcher la jonction de ces deux généraux non moins que la réunion de l'un d'eux avec Wurmser.

Le problème paraissait insoluble.

Vaubois était trop inférieur en nombre pour pouvoir défendre la ville de Trente; Napoléon lui fit prendre l'offensive pour essayer d'intimider Davidowich. Le 2 novembre, Vaubois obtint quelques avantages à Saint-Michel, dans la vallée de l'Adige; mais il fut obligé de battre en retraite le lendemain et se porta à Calliano. Le 4, Davidowich entra dans Trente; le même jour l'armée d'Alvinzi arriva à Bassano. A l'approche de l'ennemi, Masséna se retira par Vicence et s'établit à Montebello.

La communication entre les deux parties de l'armée autrichienne semblait assurée; mais, par bonheur, les généraux ennemis continuèrent à agir séparément. Davidowich marcha sur Calliano et Alvinzi sur Vérone.

Napoléon essaya de battre Alvinzi. S'il y parvenait, il comptait remonter la Brenta, pour venir assaillir en queue Davidowich.

Il s'avança vers la Brenta avec Augereau et Masséna; l'ennemi était déjà en deça de cette rivière.

Le 6 novembre, Masséna attaqua à Carmignano la gauche d'Alvinzi commandée par Provera; Augereau attaqua la droite à Lenove; mais ils n'obtinrent qu'un demi-succès. Provera repassa la Brenta et l'aile droite autrichienne se rapprocha de Bassano. Napoléon apprit que Vaubois était vivement pressé dans la vallée de l'Adige; alors il sentit l'absence des renforts promis par le Directoire. Si dix mille hommes, pris parmi ceux qui se reposaient derrière Strasbourg, eussent été avec Vaubois, rien n'était compromis.

Dans l'état actuel des choses, il fallut renoncer à tous les grands projets. Dès le 7 novembre, au grand étonnement des gens du pays, Napoléon battit en retraite et reprit le chemin de Vérone. Alvinzi le suivit et arriva le 11 à Villa-Nova. Vaubois se retirait, tout en soutenant de rudes combats et, enfin, le 8 au matin, il était à la Corona.

Napoléon courut en toute hâte à cette division ; il fit des reproches aux 39e et 85e demi-brigades, qui avaient faibli à Calliano.

Cependant l'armée commençait à être resserrée de trop près ; il fallait attaquer sous peine d'être cerné.

Alvinzi était établi sur les hauteurs de Caldiero, à trois lieues de Vérone. Ce sont les derniers contre-forts des Alpes ; elles descendent graduellement jusqu'à l'Adige, et la chaussée de Vérone à Vicence est établie à leur base. Ces hauteurs d'une pente fort raide, et couvertes de vignes, flanquées d'un côté par l'Adige et de l'autre par les hautes montagnes auxquelles elles se rattachent, forment une des positions militaires les plus remarquables ; Alvinzi les avait occupées avec beaucoup de talent. Le 12, Napoléon l'attaqua avec les divisions Masséna et Augereau ; pour la première fois de sa vie, il fut repoussé.

Rentré dans Vérone, il se vit dans une position désespérée ; il était trop faible partout, et son armée, se croyant abandonnée par la mère patrie, se décourageait. Tout autre général, à sa place, n'eût songé qu'à repasser le Mincio, et l'Italie eût été perdue. Les Français ne parvenaient à battre l'ennemi en n'étant souvent qu'un contre trois, que parce qu'ils se croyaient invincibles.

Le génie de Napoléon lui fit trouver un parti singulier, qui l'exposait à un grand danger ; mais enfin, c'était le seul qui laissât encore quelque chance de succès. Il résolut de couper Alvinzi.

Alvinzi, en se présentant devant Vérone, par la route de Caldiero, avait à sa droite des montagnes impraticables ; à sa gauche l'Adige ; en face, une place dont l'enceinte était à l'abri d'un coup de main. Le terrain qu'il occupait, fermé ainsi de trois côtés, ne lui offrait d'autre issue, du côté de Vicence, que le défilé de Villa-Nova.

En passant l'Adige à Ronco, Napoléon menaçait cette issue ; il forçait l'ennemi à combattre face en arrière, pour s'ouvrir un passage ; enfin, l'armée française serait placée dans un terrain marécageux, où l'on ne pouvait combattre que sur trois digues ; une qui, à partir de Ronco, remonte l'Adige, le long de la rive gauche ; la seconde qui le descend, et la troisième qui, de Ronco, conduit au village d'Arcole.

Sur ces digues, Napoléon pouvait, à volonté, se mettre sur la défensive ; la question du nombre des combattants était écartée, et il tirait parti de la supériorité individuelle du soldat français sur le lourd Allemand.

Cette bataille eut trois journées : les 15, 16, 17 novembre, et la victoire ne fut obtenue qu'à la fin de la troisième. Napoléon ne songeait pas uniquement à l'armée d'Alvinzi, qu'il avait devant lui ; chaque soir il devait repasser sur la rive gauche de l'Adige et penser à se précautionner contre Davidowich qui pouvait fondre sur Mantoue. Non seulement il s'agissait de toute l'Italie pour les Français ; mais[e] la difficulté vaincue est telle, mais l'intérêt dramatique est si

grand, quand on vient à penser qu'il s'agissait de la civilisation de l'Italie, avilie depuis 1530 sous le sceptre de plomb de la maison d'Autriche, que l'on me permettra, j'espère, de descendre aux détails les plus minutieux.

Napoléon avait retiré du blocus de Mantoue le général Kilmaine avec deux mille hommes; il confia à ce détachement la défense de Vérone; il fallait là un homme sûr; la moindre faute eût permis à Alvinzi de donner la main à Davidowich.

D'un autre côté, pour peu que Davidowich eût d'audace, il pouvait avec ses dix-neuf mille hommes pousser Vaubois et se précipiter sur Mantoue, ou attaquer et prendre Vérone. Ainsi, le résultat de tout ce qui allait se tenter dépendait d'une attaque de Davidowich.

Le 14 novembre au soir, Napoléon partit de Vérone avec les divisions Masséna et Augereau et la réserve de cavalerie, ce qui formait un tout d'environ vingt mille hommes. Il descendit l'Adige et arriva au village de Ronco, où il fit jeter un pont sur le fleuve. Après le pont, on rencontra des marécages impraticables, et, au delà, la petite rivière de l'Alpon, qui vient des Alpes, court du nord au midi et passe par Villa-Nova, le point unique par lequel Alvinzi pouvait se retirer, en cas de revers. Masséna se porta par la digue de gauche qui remonte l'Adige, jusqu'à Porcil; Augereau prit celle du centre, qui aboutit au pont d'Arcole, sur l'Alpon. C'est ce pont qu'il s'agissait de passer et l'on n'y parvint point.

Une brigade de Croates, détachée en flanqueurs, sur l'extrême gauche d'Alvinzi, le défendit fort bien. Augereau fut repoussé. La surprise sur laquelle on comptait ne put pas avoir lieu; Alvinzi, inquiet pour ses derrières, envoya Provera, avec six bataillons, à la rencontre de Masséna à Porcil, et, quant à lui, il abandonna les hauteurs de Caldiero, et avec le gros de son armée, il rétrograda sur San Bonifacio.

Si le général français ne pouvait pas atteindre Villa-Nova par la rive gauche de l'Alpon, il pouvait porter son armée à Porcil et agir directement sur la ligne de retraite d'Alvinzi; mais il fallait qu'il s'emparât du village d'Arcole, pour assurer sa droite et ne pas être enfermé dans ces marais.

Il fit de nouveaux efforts pour emporter le pont d'Arcole; la plupart des généraux français avaient été blessés, en voulant animer leurs soldats. Napoléon se jeta lui-même à la tête des grenadiers; ceux-ci criblés par la mitraille reculent; Napoléon tombe dans le marais; il est un instant au pouvoir de l'ennemi qui ne s'aperçoit point de la prise qu'il peut faire; les grenadiers reviennent chercher leur général et l'emportent; il est décidément impossible, pour eux, de prendre le pont d'Arcole.

Cependant, vers le soir, les Autrichiens abandonnèrent ce village, à l'approche d'une brigade française qui, après avoir passé l'Adige au bac

d'Albaredo, s'avançait en remontant la rive gauche de l'Alpon. Mais il était déjà trop tard; on ne pouvait plus tomber avec avantage sur les derrières d'Alvinzi surpris. Napoléon ne voulut pas se hasarder à passer la nuit avec des troupes entassées dans les marais, en présence de l'armée ennemie, déployée entre San Bonifacio et San Stefano; d'ailleurs Vaubois pouvait être attaqué et alors il fallait faire une marche forcée de nuit et arriver promptement sur le Mincio, pour empêcher la jonction de Davidowich avec Wurmser.

Toute l'armée française repassa donc sur la rive droite de l'Adige, le 15 novembre au soir. Napoléon ne laissa sur la rive gauche que les troupes nécessaires pour la garde du pont. Telle fut la première journée d'Arcole. Comme on voit, elle n'était pas favorable aux Français.

Certain que Vaubois n'avait pas été attaqué le 15 par Davidowich, le 16 au matin, Napoléon fit repasser son armée sur la rive gauche de l'Adige; les Autrichiens avaient occupé Porcil, Arcole et Albaredo; ils s'avancèrent vers le pont des Français, qui les repoussèrent.

Masséna entra à Porcil; puis rabattant une de ses brigades sur le centre, coupa sur la digue une colonne de mille cinq cents hommes qui furent faits prisonniers. Augereau marcha de nouveau sur Arcole; mais les scènes de la veille se reproduisirent; les Français essuyèrent des pertes et ne purent emporter le pont. La nuit survint et, par les mêmes motifs que le jour précédent, Napoléon fit repasser l'Adige à son armée. On était bien loin, comme on voit, d'avoir gagné la bataille.

Davidowich avait attaqué la Corona le 16, et s'était emparé de Rivoli; Vaubois s'était retiré en assez bon ordre sur Castel-Novo. Le 17, à la pointe du jour, les Français reprirent le chemin du pont.

Au moment où le passage allait s'effectuer, un des bateaux du pont s'enfonça. Cet accident pouvait tout perdre; par bonheur, il fut promptement réparé; l'armée passa l'Adige et repoussa de nouveau les Autrichiens jusqu'à Porcil et Arcole; mais ce fatal pont d'Arcole sur l'Alpon ne fut attaqué ce troisième jour que par une seule demi-brigade; il fallait encourager l'ennemi à venir sur les digues vers les Français. Masséna, lui-même, conduisit une autre demi-brigade sur Porcil. Le reste de la division fut gardé en réserve près du pont.

La division Augereau alla jeter un pont sur l'Alpon, près de l'embouchure de ce ruisseau dans l'Adige; elle devait agir ensuite contre la gauche des Autrichiens et prendre ainsi Arcole à revers.

Les Autrichiens s'étaient renforcés à Arcole; le général Robert, qui conduisait la demi-brigade française, fut tué et sa troupe vigoureusement ramenée jusque près du pont de l'Adige; mais l'ennemi la suivit avec imprudence; c'était ce que désirait surtout le général français. Cette colonne

profonde, fière d'un premier succès, vint donner sur le gros de la division Masséna; une demi-brigade, embusquée dans les roseaux, fondit à propos sur son flanc et lui tua ou prit trois mille hommes; le reste s'enfuit en désordre vers le pont d'Arcole; le moment décisif était venu.

La division Augereau, après avoir passé l'Alpon, se trouvait enfin en présence de l'aile gauche des Autrichiens, laquelle appuyait sa gauche à un marais. Napoléon avait ordonné à l'officier commandant la garnison de Legnago de tourner cet obstacle et d'attaquer les derrières de l'aile autrichienne. Le canon de ces troupes ne se faisant point encore entendre, Napoléon ordonna à un officier intelligent de se glisser à travers les roseaux et de gagner la pointe de l'aile autrichienne avec une vingtaine de cavaliers et quelques trompettes.

Cette petite troupe se montra tout à coup et chargea; l'infanterie autrichienne perdit enfin l'aplomb qu'elle avait conservé jusque-là. Augereau en profita pour l'attaquer à fond. A ce moment, les huit cents hommes de Legnago arrivèrent enfin sur les derrières de cette aile gauche autrichienne, qui précipita sa retraite vers San-Bonifacio. Ce point obtenu, la division Masséna passa le fatal pont, désormais abandonné, et déboucha par Arcole et San-Gregorio. Alvinzi n'osa pas courir les risques d'une seconde bataille avec une armée qui, déjà, ne comptait guère plus de quinze mille hommes sous les armes; enfin, le 18 il se retira sur Montebello, et, par là, s'avoua vaincu. Les Français avaient perdu presque autant de monde que lui; mais ils avaient réussi à le chasser de Caldiero et ils avaient le loisir de se retourner contre Davidowich.

Ce général qui, pendant huit jours, avait perdu son temps devant les retranchements de la Corona, avait enfin attaqué Vaubois le 16; le 17, le général français se replia derrière le Mincio qu'il passa à Peschiera; le 18, Davidowich s'avança jusqu'à Castel-Novo.

Napoléon avait si peu de monde qu'il n'avait pu faire suivre Alvinzi que par sa réserve de cavalerie; le reste de l'armée se rabattit de Villa-Nova sur Vérone, où nos soldats rentrèrent triomphants par la porte de Venise, trois jours après en être sortis mystérieusement par celle de Milan.

Augereau se porta de Vérone par les montagnes sur Dolce, afin de couper la retraite à Davidowich, menacé de front par Vaubois et Masséna. Le général autrichien qui, pendant trois jours, avait tenu dans ses mains le sort de l'armée française, n'échappa à une ruine complète qu'en se hâtant de gagner Roveredo; son arrière-garde fut fortement entamée.

Alvinzi voyant qu'il n'était suivi que par de la cavalerie, retourna à Villa-Nova; mais Napoléon en avait déjà fini avec Davidowich et se préparait à déboucher de nouveau par Vérone sur la rive gauche de l'Adige. Alvinzi,

isolé, n'osa tenir la campagne et se replia derrière la Brenta. S'il eût eu de l'opiniâtreté, il eût de nouveau livré bataille et fort embarrassé Napoléon.

Par une prudence excessive, ou plutôt par une absence de courage moral, tandis que les grands coups se frappaient sur l'Adige et que la supériorité tenait à si peu, Wurmser, si brave de sa personne, était demeuré tranquille dans Mantoue. Alvinzi, en commençant ses opérations, avait calculé qu'il ne pourrait arriver devant cette place que le 23 et avait engagé Wurmser à ne faire de sortie que ce jour-là, mais ce jour-là Kilmaine était déjà revenu à son poste, et le corps de blocus eut ainsi la facilité de repousser les assiégés.

Pendant que ces choses[f] se passaient en Italie, Beurnonville resta oisif pendant deux mois (novembre et décembre), avec quatre-vingt mille hommes, n'ayant devant lui que vingt-cinq mille Autrichiens. Quel général et quel gouvernement !

Après le sommaire de la bataille d'Arcole, en voici le récit par Napoléon[g].

CHAPITRE 34[a]

Bataille d'Arcole[1]

Depuis l'offensive d'Alvinzi, le 2 novembre 1796, jusqu'à l'entière expulsion de son armée, le 21 novembre suivant, espace de dix-neuf jours.

Les armées françaises du Rhin et de Sambre-et-Meuse avaient été battues; elles avaient repassé le Rhin. Ces succès consolaient la cour de Vienne de ses pertes en Italie. Le Conseil aulique avait rassemblé beaucoup de troupes dans le Frioul et dans le Tyrol.

L'Autriche avait rassemblé quatre divisions d'infanterie et une de cavalerie dans le Frioul, et deux dans le Tyrol, faisant ensemble soixante mille hommes. Ces troupes se composaient de forts détachements des armées victorieuses d'Allemagne, des cadres recrutés de l'armée de Wurmser, et d'une levée extraordinaire de quinze mille Croates. Le commandement en chef fut donné au maréchal Alvinzi, et le corps particulier du Tyrol, fort d'environ dix-huit mille hommes, fut confié au général Davidowich.

Il est inutile de répéter que l'aristocratie de Venise secondait en secret les Autrichiens. Elle voyait l'esprit de son peuple de terre ferme se détériorer de plus en plus; les principales villes avaient les yeux sur ce qui se passait à Milan et à Bologne et désiraient passionnément une révolution semblable. La peur rendait méchants les provéditeurs vénitiens ordinairement si indulgents et de si bonne compagnie. Un habitant de Vérone[2] qui depuis s'est fait un nom nous racontait en 1800 qu'avant l'arrivée des Français le provéditeur l'avait fait jeter en prison; par bonheur, il était protégé par la célèbre procuratesse Tron de Venise. Le procurateur de Vérone l'envoya chercher, le fit amener devant lui et lui avoua qu'il avait été arrêté uniquement parce qu'il s'était fait faire un habit bleu de roi couleur jacobine.

Rome avait levé le masque; cette autre aristocratie plus attachée encore s'il se peut aux idées et aux formes anciennes qui seules forment son empire sur les peuples n'espérait plus de salut que dans les succès de l'Autriche. Le nonce

Albani la tenait bien informée de toutes les espérances qu'on avait à Vienne. Rome n'exécutait aucune des conditions de l'armistice de Foligno mais elle s'apercevait avec effroi que le général français ne montrait aucune colère; ce trait de caractère italien[3] consternait les Italiens de Rome et leur faisait entrevoir une vengeance terrible.

Les moines des pays occupés par l'armée française instruisaient exactement leurs généraux d'ordres à Rome du petit nombre des Français et des ravages que les fièvres des marais faisaient parmi eux. Rome leva des troupes et comme à un signal donné tous les prêtres d'Italie prirent pour texte de leurs prédications les textes si connus de l'écriture sur la chute de l'impie, la courte durée de son triomphe etc. etc. Les sermons finissaient par une explication plus directe et plus claire de la force irrésistible des armées autrichiennes, de la faiblesse des Français etc.

Napoléon était malade et fort accablé de tout ce qu'il provoyait. Jamais sa santé toujours chétive depuis Toulon ne fut réduite à un état plus misérable; c'est à peine s'il pouvait se tenir à cheval. On ne croyait pas dans l'armée qu'il pût survivre à l'état dans lequel il se trouvait. Beaucoup de soldats le croyaient empoisonné, c'était surtout l'opinion des patriotes italiens et, lui mourant, ils se considéraient comme perdus.

Le général français s'était flatté longtemps de recevoir de nouveaux renforts, il avait représenté au Directoire qu'il fallait de deux choses l'une ou faire repasser le Rhin aux armées du Nord ou lui envoyer un secours de trente mille hommes[4].

Le Directoire aurait cru souverainement impolitique de réunir des forces aussi considérables dans les mains d'un homme qui savait s'emparer à ce point de l'esprit de ses soldats. Aussi lui fit-on des promesses qui ne devaient pas se réaliser et tous les secours se réduisirent à quatre régiments détachés de la Vendée qui se calmait. Ces régiments, comportant environ huit mille hommes, arrivèrent successivement dans un intervalle de deux mois; ils compensèrent les pertes éprouvées dans les dernières batailles et maintinrent l'armée active à son nombre habituel de trente mille combattants.

Les lettres du Tyrol, du Frioul, de Venise, de Rome, ne cessaient de parler des grands préparatifs qui se faisaient contre les Français; mais cette fois l'enthousiasme plus hardi des peuples de la haute Italie donnait une tout autre physionomie aux affaires. Lonato et Castiglione[5] avaient enflammé les plus timides, la vérité sur l'état des choses dans le fond si peu favorable aux Français eût passé pour un blasphème.

Naguère, les trois quarts de l'Italie pensaient qu'il était impossible que les Français pussent conserver leur conquête.

Aujourd'hui les trois quarts de cette même Italie ne croyaient pas qu'il fût au pouvoir des Autrichiens de jamais la leur arracher. On fit sonner bien haut l'arrivée des quatre régiments venant de France. Leur mouvement se fit par bataillons, ce qui composa douze colonnes. On prit toutes les mesures pour que le pays et une partie de l'armée crussent qu'on s'était renforcé de douze régiments.

L'armée française croyait que les vivres manquaient dans Mantoue, et que cette place tomberait infailliblement avant que les Autrichiens pussent commencer la lutte, de sorte que nos troupes entendaient parler des préparatifs de l'Autriche avec confiance : elles semblaient sûres de la victoire. L'armée était bien nourrie, bien payée, bien vêtue ; son artillerie était nombreuse et bien attelée ; sa cavalerie faible en nombre, il est vrai, mais ne manquant de rien, et en aussi bon état que possible.

La population de tous les pays occupés par l'armée faisait à présent cause commune avec nous. Elle appelait nos succès de tous ses vœux. La disposition des pays au-delà du Pô était telle qu'ils pouvaient même suffire à contenir les levées que la cour de Rome appelait l'armée du pape. Cette misérable cour, sans esprit, sans courage, sans talents, sans bonne foi, n'était pas autrement redoutable.

Combat de la Brenta — Vaubois évacue le Tyrol en désordre

Au commencement de novembre, le quartier général de l'armée autrichienne était à Conegliano, et de nombreux postes garnissaient la rive gauche de la Piave. Dans le Tyrol, des corps opposés à chacun des nôtres se formaient sur la ligne du Lavisio ; partout l'ennemi se montrait en force.

Le projet d'Alvinzi n'était pas douteux ; il ne voulait pas, comme Wurmser, attaquer par le Tyrol ; il craignait de s'engager dans les montagnes. Il attribuait à l'intelligence du soldat français, à sa plus grande dextérité, les succès de Lonato et de Castiglione. Il résolut donc de faire sa principale attaque par la plaine, et d'arriver sur l'Adige par le Véronais, le Vincentin et le Padouan.

Le 2 novembre, ce général jeta deux ponts sur la Piave, et se porta sur Bassano avec quarante mille hommes[6]. Masséna, qui était en observation, contint ses colonnes, l'obligea à déployer toutes ses forces, gagna quelques jours et enfin se replia sur Vicence, où il fut joint par Napoléon, qui amenait avec lui la division Augereau, une brigade de Mantoue, et se trouvait dès lors avoir sous sa main de vingt à vingt-deux mille hommes. Le projet de Napoléon était de battre Alvinzi, de se porter ensuite sur Trente (par un mouvement inverse à celui qu'il avait fait avant la bataille de Bassano), et de prendre à dos l'armée qui opérait dans le Tyrol. Alvinzi, qui avait passé la Brenta, fut

attaqué le 5 et culbuté; toutes ses divisions furent jetées au-delà de cette rivière.

Mais Vaubois, qui était aux mains avec l'ennemi, depuis le 2 novembre, n'avait pu se maintenir ni à Trente, ni dans aucune position le long de l'Adige. Sa division, ne disputant plus le terrain, revenait en désordre sur Vérone. Tout portait à croire que la position de la Corona et du Montebaldo ne pourrait arrêter l'ennemi. On craignit pour le siège de Mantoue. Le général en chef fut donc obligé de rétrograder sur Vérone, et d'y arriver assez à temps pour rallier Vaubois, et assurer les positions du Montebaldo et de Rivoli.

Il passa la revue de la position Vaubois sur le plateau de Rivoli : « Soldats, leur dit-il d'un ton sévère, je ne suis pas content de vous. Vous n'avez marqué ni discipline ni constance. Vous avez cédé au premier échec. Aucune position n'a pu vous rallier. Il en était dans votre retraite qui étaient inexpugnables. Soldats du 85[e] et du 39[e], vous n'êtes pas des soldats français. Que l'on me donne ces drapeaux, et que l'on écrive dessus : ils ne sont plus de l'armée d'Italie ! » Un morne silence régnait dans tous les rangs; la consternation était peinte sur toutes les figures. Des sanglots se font entendre; de grosses larmes coulent de tous les yeux, et l'on voit ces vieux soldats, dans leur émotion, déranger leurs armes pour essuyer leurs pleurs. Le général en chef fut obligé de leur adresser quelques paroles de consolation. « Général, lui criaient-ils, mets-nous à l'avant-garde, et tu verras si nous sommes de l'armée d'Italie ! » Effectivement, ces régiments qui avaient été le plus grondés furent mis à l'avant-garde, et s'y couvrirent de gloire.

Bataille de Caldiero, 12 novembre

Les opérations d'Alvinzi se trouvèrent couronnées des plus heureux succès : déjà il était maître du Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige; mais le plus difficile lui restait encore à faire : c'était de passer l'Adige de vive force devant l'armée française.

Le chemin de Vérone à Vicence longe l'Adige pendant trois lieues, et ne quitte la direction du fleuve qu'à Villa-Nova, où il tourne perpendiculairement à gauche pour se diriger sur Vicence; à Villa-Nova, la petite rivière de l'Alpon coupe la grande route, et se jette, après avoir traversé Arcole, dans l'Adige, entre Ronco et Albaredo.

Sur la gauche de Villa-Nova se trouvent des hauteurs offrant de très belles positions, ce sont les dernières collines des Alpes, ells sont connues sous le nom de Caldiero. En occupant ces positions, on garde une partie de l'Adige,

on couvre Vérone, et l'on se trouve en mesure de tomber sur les dernières de l'ennemi, si celui-ci se dirigeait sur le Bas-Adige.

Le général français eut à peine assuré la défense de Montebaldo, et raffermi les troupes de Vaubois, qu'il voulut occuper Caldiero comme donnant plus de chances à la défensive, et plus d'énergie à son attitude. Il débucha le 11 de Vérone, la brigade de Verdier en tête, culbuta l'avant-garde ennemie, et parvint bientôt aux pieds de Caldiero : mais Alvinzi lui-même avait occupé cette position, qui est bonne également contre Vérone. Le 12, à la pointe du jour, on vit toute son armée couronner ces hauteur, qu'il avait couvertes de formidables batteries. Le terrain reconnu, Masséna dut attaquer la hauteur, et forcer la droite de l'ennemi; cette hauteur enlevée, et l'ennemi la gardait mal, la bataille se trouvait décidée. Le général Launay marcha avec sa demi-brigade et s'empara de la hauteur; mais il ne put s'y maintenir et fut fait prisonnier. Cependant la pluie tombait par torrents, le chemin devint bientôt impraticable pour notre artillerie, pendant que nous étions écrasés par celle de l'ennemi; Nous avions trop de désavantage à gravir contre un ennemi en position. L'attaque fut contremandée, et l'on se contenta se soutenir la bataille tout le reste du jour. Comme la pluie dura toute cette journée, et celle du lendemain, le général français prit le parti de retourner au camp de Vérone.

Les pertes dans cette affaire avaient été égales, cependant l'ennemi s'attribua avec raison la victoire, ses avant-postes s'approchèrent de Saint-Michel, et la situation des Français devint vraiment critique.

CHAPITRE 35[a]

Murmures et sentiments divers qui agitent l'armée française

Vaubois, battu en Tyrol avait fait des pertes considérables; il n'avait plus que six mille hommes. Les deux autres divisions, après s'être vaillamment battues sur la Brenta, s'étaient vues en retraite sur Vérone, ayant manqué leur opération sur Caldiero. Le sentiment des forces de l'ennemi était dans toutes les têtes. Les soldats de Vaubois, pour justifier leur retraite dans le Tyrol, disaient s'y être battus un contre trois. Les soldats mêmes demeurés sous les yeux de Napoléon, trouvaient les ennemis trop nombreux. Les deux divisions, après leurs pertes, ne comptaient pas plus de treize mille hommes sous les armes.

L'ennemi avait perdu aussi sans doute, mais il avait eu l'avantage; il avait acquis le sentiment de sa supériorité, il avait pu compter à son aise le petit nombre des Français; aussi ne doutait-il déjà plus de la délivrance de Mantoue, ni de la conquête de l'Italie. Il avait fait ramasser une grande quantité d'échelles, et en faisait faire beaucoup d'autres, voulant enlever Vérone d'assaut.

A Mantoue, la garnison s'était réveillée; elle faisait de fréquentes sorties, qui harcelaient sans cesse les assiégeants; et les troupes se trouvaient trop faibles pour contenir une si forte garnison. Tous les jours on était instruit que quelque nouveau secours arrivait à l'ennemi : nous ne pouvions en espérer aucun!

Enfin les agents de l'Autriche, ceux de Venise et du pape, faisaient sonner très haut les avantages obtenus par Alvinzi, et sa supériorité sur nous. Nous n'étions plus en position de prendre l'offensive nulle part : d'un côté, la position de Caldiero, que nous n'avions pu enlever; de l'autre, les gorges du Tyrol, qui venaient d'être le théâtre de la défaite de Vaubois. Mais eussions-nous eu des positions qui eussent permis d'entreprendre sur l'ennemi, il avait trop de supériorité par le nombre. Tout interdisait pour l'instant toute

offensive ; il fallait donc laisser l'initiative à l'ennemi, et attendre froidement ce qu'il voudrait entreprendre.

La saison était extrêmement mauvaise, la pluie tombait par torrents et tous les mouvements se faisaient dans la boue. L'affaire de Caldiero, celle du Tyrol, avaient sensiblement abaissé le moral de l'armée. On avait bien encore le sentiment de la supériorité sur l'ennemi à nombre égal, mais on ne croyait pas pouvoir lui résister, dans l'infériorité où l'on se trouvait. Un grand nombre de braves avaient été blessés deux et trois fois à différentes batailles, depuis l'entrée en Italie. La mauvaise humeur s'en mêlait.

« Nous ne pouvons pas seuls, disaient-ils, remplir la tâche de tous : l'armée d'Alvinzi qui se trouve ici est celle devant laquelle les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse se sont retirées, et elles sont oisives en ce moment, pourquoi est-ce à nous à remplir leur tâche ? On ne nous envoie aucun secours ; si nous sommes battus nous regagnerons les Alpes en fuyards et sans honneur. Si au contraire nous sommes vainqueurs, à quoi aboutira cette nouvelle victoire ? on nous opposera une autre armée semblable à celle d'Alvinzi, comme Alvinzi lui-même a succédé à Wurmser ; et dans cette lutte constamment inégale, il faudra bien que nous finissions par être écrasés. »

Napoléon faisait répondre : « Nous n'avons plus qu'un effort à faire, et l'Italie est à nous, Alvinzi est sans doute plus nombreux que nous, mais la moitié de ses troupes sont de véritables recrues ; et lui battu, Mantoue succombe ; nous demeurons maîtres de l'Italie, nous voyons finir nos travaux, car non seulement l'Italie, mais encore la paix générale sont dans Mantoue. Vous voulez aller sur les Alpes, vous n'en êtes plus capables ; de la vie dure et fatigante de ces stériles rochers, vous avez bien pu venir conquérir les délices de la Lombardie ; mais des bivouacs riants et fleuris de l'Italie, vous ne vous élèveriez plus aux rigueurs de ces âpres sommets, vous ne supporteriez plus longtemps, sans murmurer, les neiges ni les glaces des Alpes. Des secours nous sont arrivés, nous en attendons encore ; beaucoup sont en route. Que ceux qui ne veulent plus se battre, qui sont assez riches, ne nous parlent pas de l'avenir. Battez Alvinzi ; et je vous réponds du reste !!! »

Ces paroles, répétées par tout ce qu'il y avait de cœurs généreux, relevaient les âmes, et faisaient passer successivement à des sentiments opposés.

Ainsi, tantôt l'armée, dans son découragement, eût voulu se retirer ; tantôt, remplie d'enthousiasme, elle parlait de courir aux armes.

Quelle différence[1] avec une armée d'Allemands ! mais cette sensibilité facile des Français redouble les inquiétudes du général dans une retraite*.

* Dans cette circonstance les Français mettent leur vanité à bien fuir ; je l'ai vu à Dorogsboash. Une armée d'esclaves braves ou fanatiques est plus commode, mais de telles armées vont devenir rares.

Lorsqu'on apprit à Brescia, Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne, que l'armée avait essuyé un échec, les blessés, les malades sortirent des hôpitaux encore mal guéris, et vinrent se ranger dans les rangs, la blessure encore sanglante. Ce spectacle était touchant, et rempli l'armée des plus vives émotions.

Marche de nuit de l'armée sur Ronco; elle y passe l'Adige sur un pont de bateaux

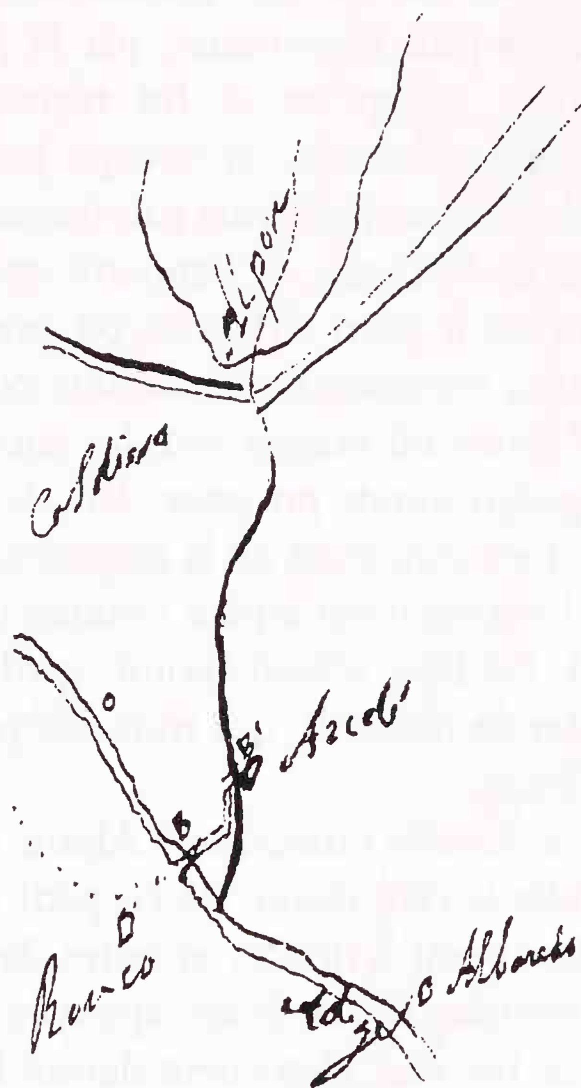
Enfin le 14 novembre, à la nuit tombante, le camp de Vérone prit les armes. Les colonnes se mettent en marche dans le plus grand silence : on traverse la ville et l'on vient se former sur la rive droite de l'Adige. L'heure à laquelle on part, la direction, qui est celle de la retraite, le silence qu'on garde, contre l'habitude constante d'apprendre, par l'ordre du jour, qu'on va se battre; la situation des affaires, tout enfin ne laisse aucun doute qu'on se retire. Ce premier pas de retraite, qui entraîne nécessairement la levée du siège de Mantoue, présage la perte de toute l'Italie. Ceux des habitants qui plaçaient dans nos victoires l'espoir de leurs nouvelles destinées, suivent inquiets, et le cœur serré, les mouvements de cette armée qui emporte toutes leurs espérances.

Cependant, au lieu de suivre la route de Peschiera, l'armée prend tout à coup à gauche, et longe l'Adige : on arrive avant le jour à Ronco. Andréossy achevait d'y jeter un pont; et l'armée, aux premiers rayons du soleil, se voit avec étonnement, par un simple à gauche, sur l'autre rive. Alors les officiers et les soldats, qui, du temps qu'ils poursuivaient Wurmser, avaient traversé ces lieux, commencèrent à deviner l'intention du général. Ils voient que ne pouvant enlever Caldiero, il le tourne; qu'avec treize mille hommes[2] ne pouvant rien, en plaine, contre quarante mille, il les attire sur de simples chaussées, au milieu de vastes marais, où le nombre ne sera plus rien, mais où le courage des têtes de colonne sera tout. Alors l'espoir de la victoire ranime tous les cœurs, et chacun promet de se surpasser, pour seconder un plan si beau et si hardi.

Kilmaine était resté dans Vérone avec mille cinq cents hommes de toutes armes, les portes étroitement fermées, les communications sévèrement interdites. L'ennemi ignorait parfaitement notre mouvement.

Le pont de Ronco fut jeté sur la droite de l'Alpon à peu près à un quart de lieue de son embouchure. S'il l'eût été sur la rive gauche, du côté d'Albaredo, on se fût trouvé en plaine, tandis qu'on voulait se placer dans des marais, où le nombre demeurait sans effet. D'un autre côté on craignait qu'Alvinzi, instruit, ne marchât subitement à Vérone, et ne s'en emparât; ce qui eût obligé le corps de Rivoli de se retirer à Peschiera, et eût compromis celui de Ronco. Il fallut donc se placer sur la rive droite de l'Alpon, de manière à pouvoir tomber sur les derrières de l'ennemi qui attaquerait Vérone, et par là soutenir

cette place par la rive gauche de l'Adige, ce que l'on n'eût pu faire si l'on eût jeté le pont sur la rive gauche de l'Alpon, l'ennemi aurait pu, dans ce cas, border la rive droite de cette rivière, et, sous cette protection, enlever Vérone. Cette double raison avait donc déterminé le placement du pont.



Alpon — Caldiero — B B' — Arcole — Ronco — Adige — Albaredo — de B à B' — De l'Adige au Pont une lieue et demie.

Or, trois chaussées partaient de Ronco, où ce pont avait jeté; et toutes étaient environnées de marais. La première se dirige sur Vérone en remontant l'Adige; la deuxième conduit à Villa-Nova, et passe devant Arcole, qui a un pont à une lieue et demie de l'Adige, sur l'Alpon; la troisième descend l'Adige, et va sur Albaredo.

Bataille d'Arcole, première journée, 15 novembre

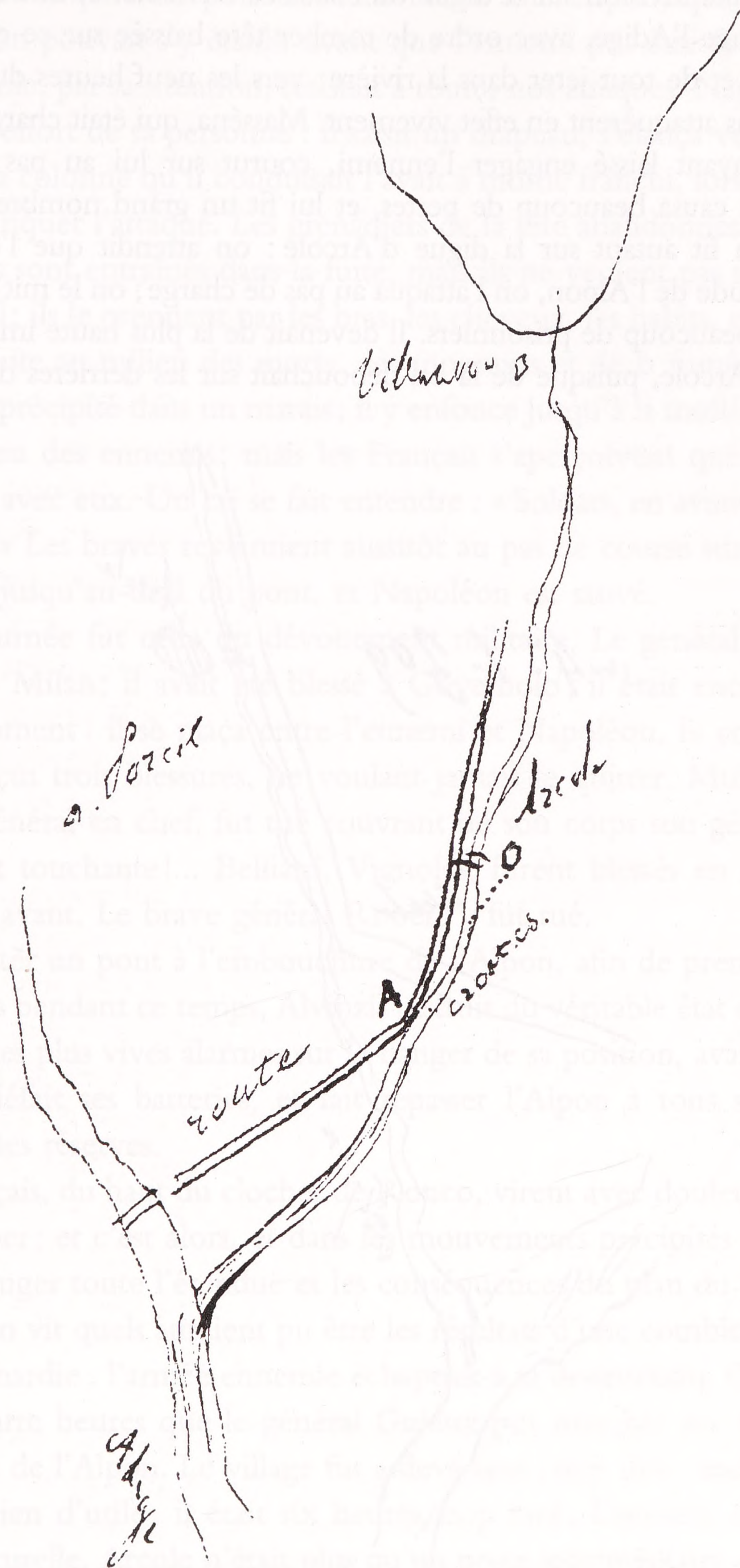
Trois colonnes se dirigèrent sur ces trois chaussées. L'une, à gauche, remonta l'Adige jusqu'à l'extrémité des marais, au village de Porcil[3], d'où l'on apercevait les clochers de Vérone ; il était dès lors impossible à l'ennemi de marcher sur cette ville. De là on communiquait sans obstacle avec Vérone : ce point était des plus importants ; par là plus de craintes de voir l'ennemi attaquer Vérone, puisqu'on se fût trouvé sur ses derrières. La colonne de droite prit vers Albaredo, et occupa jusqu'à l'Alpon. Celle du centre se porta sur Arcole, où nos tirailleurs parvinrent jusqu'au pont sans être aperçus. Il était cinq heures du matin, et l'ennemi ignorait tout. Les premiers coups de fusils se tirèrent sur le pont d'Arcole, où deux bataillons de Croates, avec deux pièces de canon, bivouaquaient, comme corps d'observation, pour garder les derrières de l'armée où étaient tous les parcs, et surveiller les partis que la garnison de Legnago aurait pu jeter dans la campagne ; cette place n'était qu'à trois lieues : l'ennemi avait eu la négligence de ne pas pousser des postes jusqu'à l'Adige ; il regardait cet espace comme des marais impraticables. L'intervalle d'Arcole à l'Adige n'était point gardé ; on s'était contenté d'ordonner des patrouilles de hussards, qui trois fois par jour, parcouraient les digues, et éclairaient l'Adige.

La route de Ronco à Arcole rencontre l'Alpon à deux milles, et de là remonte pendant un mille la rive droite de ce petit ruisseau, jusqu'au pont, qui tourne perpendiculairement à droite, et entre dans le village d'Arcole.

Des Croates étaient bivouaqués, la droite appuyée au village, et la gauche vers l'embouchure. Par ce bivouac, ils avaient devant leur front la chaussée ou digue, dont ils n'étaient séparés que par le ruisseau ; tirant devant eux, ils prirent en flanc la colonne dont la tête marchait sur Arcole. Il fallut se replier en toute hâte jusqu'au point de la chaussée, qui ne prêtait plus son flanc à la rive gauche.

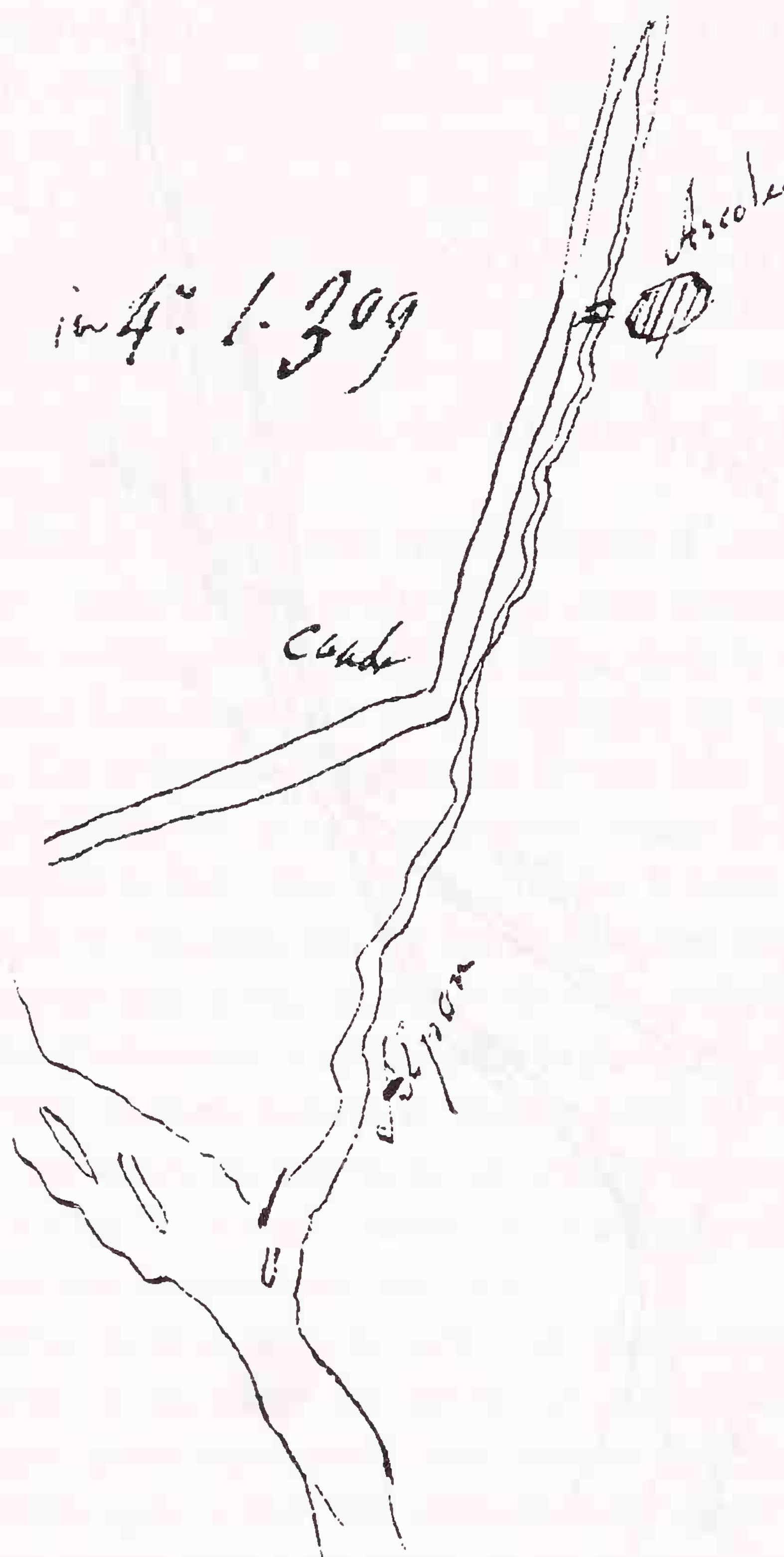
On instruisit Alvinzi que quelques coups de fusil avaient été tirés au pont d'Arcole ; il y fit peu d'attention. Cependant à la pointe du jour on put observer de Caldiero et des clochers voisins le mouvement des Français. D'ailleurs les reconnaissances de hussards, qui tous les matins longeaient l'Adige pour s'assurer des événements de la nuit, furent reçus à coups de fusils à toutes les digues, et poursuivis par la cavalerie française.

Alvinzi acquit donc de tous côtés la certitude que les Français avaient passé l'Adige, et se trouvaient en force sur toutes les digues. Il lui parut insensé d'imaginer qu'on pût jeter ainsi toute une armée dans des marais impraticables. Il pensa plutôt que c'était un détachement posté de ce côté pour l'inquiéter, lorsqu'on l'attaquerait en force du côté de Vérone. Cependant ses reconnaissances du côté de Vérone lui ayant rapporté que tout y était tranquille, Alvinzi crut important de rejeter ces troupes françaises au-delà de l'Adige, pour tranquilliser ses derrières.



Villanova — Porcil — Arcole — route A...O — Croates — Adige.

Il dirigea une division sur la digue ou chaussée d'Arcole, et une autre vers la digue qui longe l'Adige, avec ordre de tomber tête baissée sur ce qu'elles rencontreraient, et de tout jeter dans la rivière ; vers les neuf heures du matin, ces deux divisions attaquèrent en effet vivement. Masséna, qui était chargé de la rive de gauche, ayant laissé engager l'ennemi, courut sur lui au pas de charge, l'enfonça, lui causa beaucoup de pertes, et lui fit un grand nombre de prisonniers. On en fit autant sur la digue d'Arcole : on attendit que l'ennemi eût dépassé le coude de l'Alpon, on l'attaqua au pas de charge ; on le mit en déroute, et on lui fit beaucoup de prisonniers. Il devenait de la plus haute importance de s'emparer d'Arcole, puisque de là on débouchait sur les derrières de l'ennemi.



in 4°.1.309 — Arcole — Coude — Alpon.

On se fût emparé du pont de Villa-Nova sur l'Alpon, qui était sa seule retraite et on pouvait s'y établir avant que l'ennemi put être formé. Mais ce pont d'Arcole, par sa situation, résistait à toutes nos attaques. Napoléon essaya un dernier effort de sa personne : il saisit un drapeau, s'élança vers le pont, et l'y plaça. La colonne qu'il conduisait l'avait à moitié franchi, lorsque le feu de flanc fit manquer l'attaque. Les grenadiers de la tête abandonnés par la queue hésitent; ils sont entraînés dans la fuite, mais ils ne veulent pas se déssaisir de leur général; ils le prennent par les bras, les cheveux, les habits, et l'entraînent dans leur fuite au milieu des morts, des mourants et de la fumée. Le général en chef est précipité dans un marais; il y enfonce jusqu'à la moitié du corps; il est au milieu des ennemis; mais les Français s'aperçoivent que leur général n'est point avec eux. Un cri se fait entendre : « Soldats, en avant pour sauver le général! » Les braves reviennent aussitôt au pas de course sur l'ennemi, le repoussent jusqu'au-delà du pont, et Napoléon est sauvé.

Cette journée fut celle du dévouement militaire. Le général Lannes était accouru de Milan; il avait été blessé à Governolo; il était encore souffrant dans ce moment : il se plaça entre l'ennemi et Napoléon, le couvrit de son corps et reçut trois blessures, ne voulant jamais le quitter. Muiron, aide de camp du général en chef, fut tué couvrant de son corps son général... Mort héroïque et touchante!... Belliard, Vignoles, furent blessés en ramenant les troupes en avant. Le brave général Robert y fut tué.

On fit jeter un pont à l'embouchure de l'Alpon, afin de prendre Arcole à revers; mais pendant ce temps, Alvinzi, instruit du véritable état des choses, et concevant les plus vives alarmes sur le danger de sa position, avait abandonné Caldiero, défait ses batteries, et fait repasser l'Alpon à tous ses parcs, ses bagages et ses réserves.

Les Français, du haut du clocher de Ronco, virent avec douleur cette proie leur échapper; et c'est alors, et dans les mouvements précipités de l'ennemi, qu'on put juger toute l'étendue et les conséquences du plan du général français. Chacun vit quels auraient pu être les résultats d'une combinaison si profonde et si hardie : l'armée ennemie échappait à sa destruction. Ce ne fut que vers les quatre heures que le général Guieux put marcher sur Arcole par la rive gauche de l'Alpon. Le village fut enlevé sans coup férir; mais alors il n'y avait plus rien d'utile; il était six heures trop tard; l'ennemi s'était mis en position naturelle. Arcole n'était plus qu'un poste intermédiaire entre le front des deux armées. Le matin les deux villages étaient sur les derrières de l'ennemi. Toutefois de grands résultats avaient couronné cette journée : Caldiero était évacué, et Vérone ne courait plus de dangers. Deux divisions

d'Alvinzi avaient été défaites avec des pertes considérables. De nombreuses colonnes de prisonniers et grand nombre de trophées qui défilèrent au travers du camp remplirent d'enthousiasme les soldats et les officiers, et chacun reprit la confiance et le sentiment de la victoire.

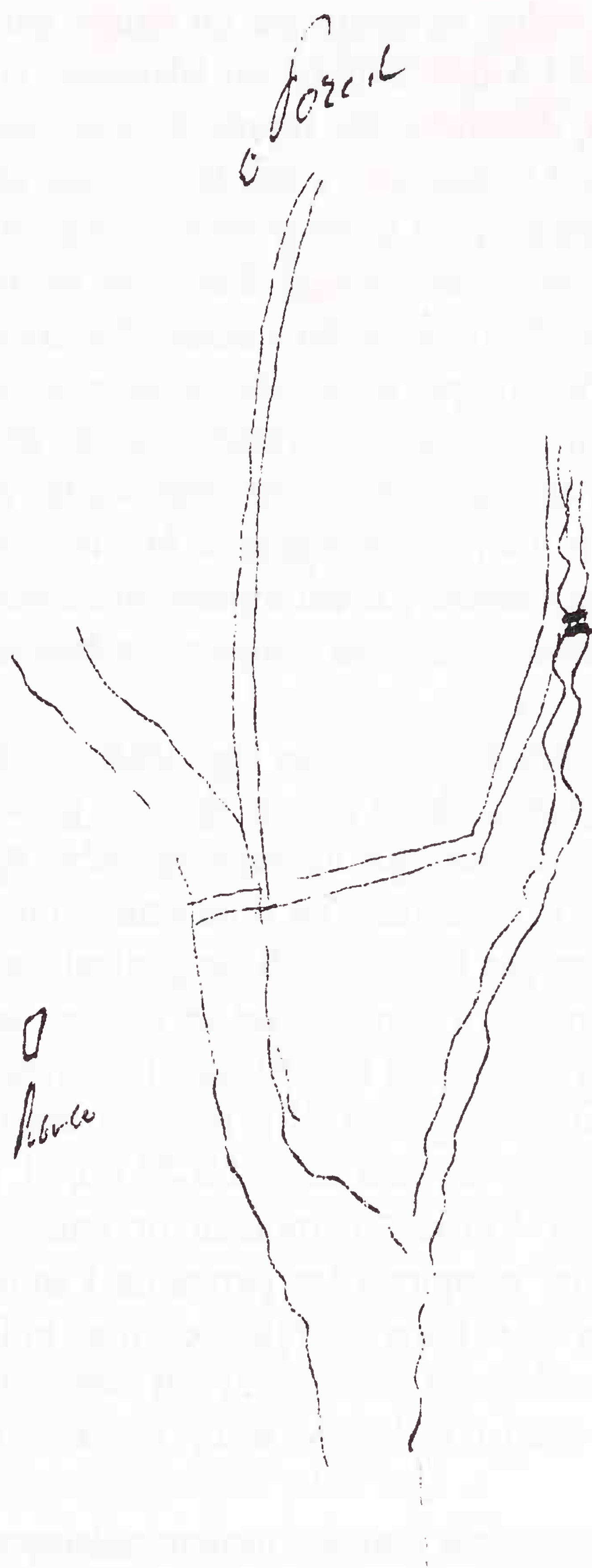
Seconde journée, 16 novembre

Cependant Davidowich avec son corps du Tyrol avait attaqué, dès la veille, les hauteurs de Rivoli. Il en avait chassé Vaubois, et l'avait contraint de se retirer à Castel-Novo. Déjà les coureurs ennemis paraissaient aux portes de Vérone. Kilmaine, débarrassé d'Alvinzi, et de toutes craintes sur la rive gauche, par l'évacuation de Caldiero, avait dirigé toute son attention sur la rive droite ; mais il était à craindre que si l'ennemi marchait vigoureusement sur Castel-Novo, il ne forçât Vaubois, n'arrivât à Mantoue, ne surprît l'armée assiégeante, ne se joignît à la garnison, ne coupât la retraite au quartier général et à l'armée qui était à Ronco. Il fallait donc être à la pointe du jour en mesure de soutenir Vaubois, protéger Mantoue et ses communications, et battre Davidowich, s'il s'était avancé dans la journée. Il était nécessaire, pour la réussite de ce projet, de calculer les heures.

Le général se résolut donc, dans l'incertitude de ce qui se serait passé dans la journée, de supposer que tout avait été mal du côté de Vaubois. Il fit évacuer Arcole, qui avait coûté tant de sang, replia toute son armée sur la rive droite de l'Adige, ne laissant sur la rive gauche qu'une brigade et quelques pièces de canon. Il ordonna, dans cette position, qu'on fît la soupe en attendant ce qui se serait passé du côté de Vaubois pendant cette journée. Si l'ennemi avait marché sur Castel-Novo, il fallait lever le pont de l'Adige, disparaître de devant Alvinzi, se trouver à dix heures derrière Vaubois à Castel-Novo, et culbuter l'ennemi sur Rivoli. On avait laissé à Arcole des bivouacs allumés, ainsi que des piquets de grand-garde, pour qu'Alvinzi ne s'aperçût de rien. A quatre heures après minuit l'on battit pour prendre les armes, afin d'être prêt à marcher.

Mais dans le même moment, on apprit que Vaubois était encore en position, à moitié chemin de Rivoli à Castel-Novo, et qu'il garantissait de tenir toute la journée. Davidowich était le même général qui avait commandé une des divisions que Wurmser avait fait déboucher par la Chiesa : il se souvenait des résultats ; il n'avait garde de se compromettre. Cependant vers trois heures du matin, Alvinzi, instruit de la marche rétrograde des Français, fit occuper Arcole sur-le-champ, et dirigea au jour deux colonnes sur les digues de Porcil

et d'Arcole pour marcher sur nous. La fusillade s'engagea à deux cents toises de notre pont sur l'Adige ; les troupes le repassèrent au pas de charge, tombèrent sur l'ennemi, le rompirent, le poursuivirent vivement jusqu'aux débouchés des marais qu'ils remplirent de leurs morts. Des drapeaux, du canon et des prisonniers furent les trophées de cette journée, où deux nouvelles divisions d'Alvinzi furent défaites.



Porcil — Ronco.

Sur le soir, le général français, par les mêmes combinaisons, fit le même mouvement que la veille. Il concentra toutes ses troupes sur la rive droite de l'Adige, ne laissant qu'une avant-garde sur la rive gauche.

Troisième journée, 17 novembre

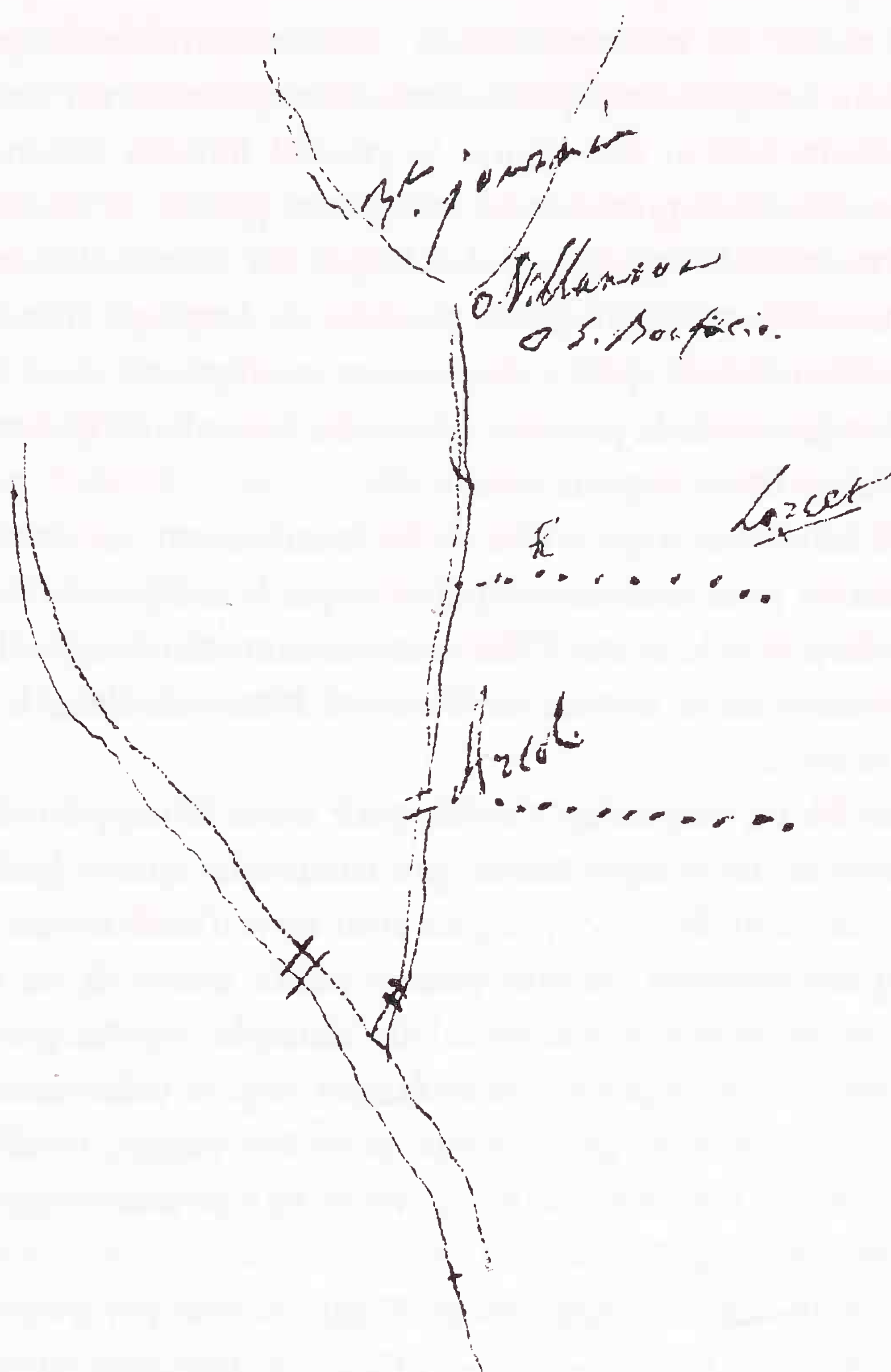
Cependant Alvinzi, induit en erreur par un espion qui assurait que le général français avait repassé l'Adige, marché sur Mantoue, et n'avait laissé qu'une arrière-garde à Ronco, déboucha à la pointe du jour, avec l'intention d'enlever le pont de Ronco. Un moment avant le jour, on apprit que rien n'avait bougé du côté de Vaubois, que Davidowich n'avait point fait de mouvement. On revint sur l'autre bord de l'Adige. Les têtes de nos colonnes se rencontrèrent à moitié des digues avec deux autres divisions d'Alvinzi. Il se livra un combat opiniâtre, nos troupes furent alternativement en avant et en arrière.

Pendant un moment, les balles arrivaient sur le pont. La 75e avait été rompue, le général en chef plaça la 32e en embuscade, ventre à terre dans un petit bois de saules, le long de la digue d'Arcole. Cette demi-brigade se releva, fit une décharge, marcha à la baïonnette, et culbuta dans les marais une colonne ennemie, épaisse de toute sa longueur; c'étaient trois mille Croates; et ils périrent tous.

Masséna, sur la gauche, éprouvait des vissicitudes; mais il marcha à la tête de la division, son chapeau au bord de son épée, en guise de drapeau, et fit un horrible carnage de la division qui lui était opposée. Après midi, le général français jugea qu'enfin le moment d'en finir était venu. Car si Vaubois avait été battu le jour encore par Davidowich, le général français serait obligé de marcher, la nuit prochaine, à son secours et à celui de Mantoue. Dès lors Alvinzi se porterait sur Vérone, il recueillerait l'honneur et les résultats de la victoire; tant d'avantages remportés dans trois journées seraient perdus. Au lieu que, s'il le repoussait au-delà de Villa-Nova, il pourrait marcher au secours de Vaubois par Vérone. Napoléon fit compter soigneusement le nombre des prisonniers, récapitula les pertes de l'ennemi; il conclut qu'il s'était affaibli dans ces trois jours de plus de vingt mille hommes; qu'ainsi désormais ses forces en bataille ne seraient pas beaucoup plus d'un tiers au dessus des nôtres. Il donna ordre de sortir des marais et d'aller attaquer l'ennemi en plaine.

Les circonstances de ces trois journées avaient tellement changé le moral des deux armées, que la victoire nous était assurée. L'armée passa le pont jeté à l'embouchure de l'Alpon. Elliot, aide de camp du général en chef, chargé d'en construire un second, y fut tué. A deux heures après midi, l'armée française était en bataille, sa gauche à Arcole et sa droite dans la direction de Porto-

Legnago ; elle avait en face l'ennemi, dont la droite s'appuyait à l'Alpon, et la gauche à des marais. L'ennemi était à cheval sur la route de Montebello.



3e journée — Villanova — S.B. — h — Lorcet — Arcole — h est-il au midi ou au nord d'Arcole ?[1]

1. h est certainement mis pour le chef d'escadron Hercule dont il est question dans le texte du *Mémorial*. Ces dessins, en marge des folios, aident Stendhal à se représenter les scènes de bataille de façon plus vivante.

L'adjudant Lorcet était parti de Legnago avec six à sept cents hommes, quatre pièces de canon et deux cents chevaux, pour tourner les marais auxquels l'ennemi appuyait sa gauche.

Vers trois heures, au moment où ce détachement de la garnison de Legnago se portait sur l'ennemi, que la canonnade était vive sur toute la ligne, et que les tirailleurs étaient aux mains, le général français ordonna au chef d'escadron Hercule de le porter, avec cinquante guides, et quatre ou cinq trompettes, au travers des roseaux, et de charger sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, au même moment que la garnison de Legnago commencerait à la canonner par derrière, ce qu'il exécuta avec intelligence, et ce qui contribua beaucoup au succès de la journée. L'ennemi fut culbuté partout; sa ligne fut rompue, il laissa beaucoup de prisonniers.

Alvinzi avait échelonné sept à huit mille hommes sur ses derrières, pour assurer sa retraite, et pour escorter ses parcs, et par là sa ligne de bataille ne se trouva pas plus forte que la nôtre. Il fut mené battant tout le reste de la soirée. Toute la nuit il continua se retraite sur Vicence. Notre cavalerie le poursuivit au-delà de Montebello.

Arrivé à Villa-Nova, Napoléon s'arrêta pour avoir les rapports de la poursuite de l'ennemi et de la contenance que faisait son arrière-garde. Il entra dans le couvent de Saint-Boniface; l'église avait servi d'ambulance. Il y trouva quatre ou cinq cents blessés, la plus grande partie morts; il en sortait une odeur de cadavre, il en recula d'horreur! Il s'entendit appeler par son nom : deux malheureux soldats français blessés étaient depuis trois jours au milieu des morts, sans avoir mangé; ils n'avaient point été pansés, ils désespéraient d'eux-mêmes; mais ils furent rappelés à la vie la vue de leur général : tous les secours leur furent prodigués.

Le général français visita les hauteurs de Caldiero et se remit en marche sur Vérone. A mi-chemin, il rencontra un officier d'état-major autrichien que Davidowich envoyait à Alvinzi. Ce jeune homme se croyait au milieu des siens.

D'après ses dépêches il y avait trois jours que les deux armées ne s'étaient communiquées. Davidowich ignorait tout.

L'armée française rentre triomphante dans Vérone par la rive gauche

Napoléon entra triomphant dans Vérone, par la porte de Venise, trois jours après en être sorti mystérieusement par la porte de Milan. On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des habitants; nos ennemis mêmes les plus déclarés ne purent rester froids, et joignirent leurs hommages à ceux

de nos amis. Le général français passe sur la rive droite de l'Adige, et court sur Davidowich qui était encore à Rivoli. Il est chassé de poste en poste et poursuivi l'épée dans les reins jusqu'à Roveredo.

De ses soixante à soixante-dix mille hommes, on calcule qu'Alvinzi en perdit trente à trente-cinq mille dans ces affaires, et que ce fut l'élite de ses troupes.

Cependant de si grands résultats ne s'étaient pas obtenus sans pertes, et l'armée avait plus que jamais besoin de repos. Le général français ne jugea pas devoir reprendre le Tyrol, et s'étendre jusqu'à Trente. Il se contenta de faire occuper Montebello, la Corona, les gorges de la Chiusa et de l'Adige.

Alvinzi se rallia à Bassano et Davidowich à Trente. Cependant on devait croire qu'on obtiendrait bientôt Mantoue, et avant que le général autrichien ne pût recevoir une nouvelle armée. Les fréquentes sorties de Wurmser, pour obtenir quelques vivres, le nombre de déserteurs qui étaient maigres, et depuis un mois à la demi-ration, le dénûment de ses hôpitaux et le grand nombre de ses malades, tout dut donner l'espoir d'une prompte reddition[b].

Vers la fin de sa carrière[4], Napoléon se plut à tracer le caractère de ses généraux de l'armée d'Italie. Nous allons reproduire ces portraits, en y ajoutant quelques traits.

Il s'agit de Berthier, Masséna, Augereau, Sérurier et Joubert. Trois généraux, de talents comparables à ceux de Masséna, n'étaient pas encore arrivés à commander en chef une division; il s'agit de Lannes, de Duphot et de Murat. Davoust, dont on se moquait alors, parce que son caractère avait des qualités qui manquent ordinairement aux Français, savoir : le sang-froid, la prudence et l'opiniâtreté, et Lassalle, servaient encore dans des grades inférieurs. Kilmaine eût été un des premiers généraux de division de l'armée; mais il était toujours malade.

Tous ces généraux étaient également braves; mais, seulement, la bravoure de chacun prenait la couleur de son caractère. Toutefois, dans le cours des manœuvres que nous allons raconter, un général fut destitué pour cause de lâcheté; et un autre eût mérité de l'être à cause de sa légèreté.

Que n'eût pas fait Napoléon s'il eût eu à cette époque sous ses ordres les généraux Gouvion Saint-Cyr, Desaix, Kléber et Ney, et pour chef d'état-major, au lieu de Berthier, le général Soult.

Berthier était âgé d'environ quarante-deux ans; il était né à Versailles; son père, ingénieur-géographe des rois Louis XV et Louis XVI, était chargé de faire les plans de leurs chasses. Berthier, jeune encore, fit la guerre d'Amérique comme lieutenant; il était colonel à l'époque de la Révolution,

par une faveur spéciale du roi. Il commanda la garde nationale de Versailles, où il se montra fort opposé au parti jacobin. Employé dans la Vendée, comme chef d'état-major des armées révolutionnaires, il y fut blessé. Après le 9 thermidor, il fut chef d'état-major de Kellermann, à l'armée des Alpes, et, l'ayant suivi à l'armée d'Italie, il eut le mérite de faire prendre à l'armée la ligne de Borghetto, qui arrêta l'ennemi. C'est peut-être la seule idée militaire que Berthier ait jamais eue. Lorsque Napoléon vint comme général en chef à l'armée d'Italie, Berthier demanda la place de chef de l'état-major général, qu'il a depuis toujours occupée. Nous verrons plus tard combien il contribua à gâter l'armée vers 1805, et à substituer, dans le cœur des officiers, l'égoïsme à l'enthousiasme de la gloire.

Il avait en 1796 une grande activité, qu'il perdit depuis ; il suivait son général dans toutes ses reconnaissances et dans toutes ses courses, sans que cela ralentît en rien son travail de bureau. Après avoir passé la journée dans la calèche de son général, à discuter tous les mouvements possibles que l'on pouvait faire exécuter à l'armée et sans jamais se hasarder à donner un conseil, qu'après y avoir été formellement invité, il se rappelait fort exactement tout ce qui avait été arrêté par le général en chef, et, à l'arrivée au gîte, donnait des ordres en conséquence. Il savait présenter avec une grande clarté les mouvements les plus compliqués d'une armée. Il lisait fort bien la nature du terrain sur une carte ; il résumait rapidement et avec une grande clarté les résultats d'une reconnaissance et dessinait, au besoin, les positions d'une façon fort nette. Son caractère indécis et dénué d'enthousiasme fut peut-être avec sa politesse parfaite et son infériorité de talents ce qui lui valut la faveur de son général.

Il fut une époque où l'envie qui animait les gens de l'ancien régime ne sachant qu'objecter aux victoires étonnantes du général Bonaparte, prit le parti de publier que Berthier était son mentor et lui fournissait ses plans de campagnes. Berthier eut grand peur de ces bruits, et fit tout ce qu'il put pour les faire cesser. Bonaparte fut sensible à ce procédé. Au total, Berthier était un homme de l'ancien régime, agréable et poli dans les circonstances ordinaires de la vie, et s'éteignant dans les grandes. Nous aurons souvent occasion de dire du mal de lui.

Masséna était un tout autre homme ; c'était le fils de la nature. Il ne savait rien, pas même l'orthographe ; mais il avait une âme ferme et était inaccessible au découragement. Le malheur semblait redoubler l'activité de cette âme énergique, bien loin de l'éteindre. Né très pauvre, il avait le malheur d'aimer à voler, et à Rome son armée fut obligée de le chasser ; mais sa valeur et son génie étaient tels, que, malgré cet horrible défaut, dont ses soldats étaient victimes, ils ne pouvaient cesser de l'aimer. Il avait toujours quelque maîtresse

avec lui ; en général, c'était la plus jolie femme du pays où il commandait, et il cherchait toujours à faire trouver la mort à l'aide de camp qui plaisait à sa maîtresse. Il avait un esprit charmant quand il était à son aise. Mais il fallait lui pardonner ses mauvaises constructions de phrases. Le buste placé sur son tombeau au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, est ressemblant.

Au fait, c'était un Niçard (de Nice), plus Italien que Français ; il n'avait jamais eu le temps de se donner la moindre éducation. Né à Nice, il était entré jeune au service de France, dans le régiment Royal-Italien ; il avança rapidement et devint général de division. Son audace, son amour pour les femmes, son absence totale de hauteur, sa familiarité énergique avec les soldats, étaient faits pour leur plaire, il avait beaucoup du caractère que l'histoire donne à Henri IV. A l'armée d'Italie, il servit sous les généraux en chef Dugommier, Dumerbion, Kellermann et Scherer. Il était fortement constitué, infatigable, jour et nuit à cheval au milieu des rochers et dans les montagnes ; c'était le genre de guerre qu'il entendait spécialement. En 1799, il sauva la République, battue de toutes parts, par le gain de la bataille de Zurich. Sans Masséna, le terrible Suwarow entrait en Franche-Comté, au moment où les Français étaient las du Directoire, et peut-être de la liberté.

Masséna, dit Napoléon, était décidé, brave, intrépide, plein d'ambition et d'amour-propre, son caractère distinctif était l'opiniâtreté ; il n'était jamais découragé ; il négligeait la discipline et donnait peu de soins à l'administration ; il faisait assez mal les dispositions d'une attaque ; sa conversation semblait sèche et peu intéressante, quand il se trouvait avec des gens dont il se méfiait ; mais au premier coup de canon, au milieu des boulets et des dangers, sa pensée acquérait de la force et de la clarté. On a souvent cru à l'armée et j'ai toujours soupçonné que Napoléon était un peu jaloux de lui.

Augereau, né au faubourg Saint-Marceau (à Paris), était sergent au moment de la Révolution. Il fut choisi pour aller à Naples apprendre l'exercice aux soldats du pays, lorsque la Révolution éclata. M. de Périgord, ambassadeur de France à Naples, le fit appeler, lui donna dix louis et lui dit : « Retournez en France, vous y ferez fortune. » Il servit dans la Vendée et fut fait général à l'armée des Pyrénées-Orientales. A la paix avec l'Espagne, il conduisit sa division à l'armée d'Italie. Napoléon l'envoya pour le 18 fructidor à Paris ; il y parut couvert de diamants.

Le Directoire, dit Napoléon, lui donna le commandement en chef de l'armée du Rhin. Il était incapable de se conduire ; il avait peu d'étendue dans l'esprit, peu d'éducation, point d'instruction ; mais il maintenait l'ordre et la discipline parmi ses soldats ; il en était aimé.

Ses attaques étaient régulières et faites avec ordre; il divisait bien ses colonnes, plaçait convenablement ses réserves, se battait avec intrépidité; mais tout cela ne durait qu'un jour; vainqueur ou vaincu, il était le plus souvent découragé le soir, soit que cela tînt à la nature de son caractère, ou au peu de calcul et de pénétration de son esprit.

Il s'attacha au parti de Babœuf. Ses opinions, si tant est qu'il eût des opinions, étaient celles des anarchistes les plus exagérés : il fut nommé député au Corps législatif, en 1798; se mit dans les intrigues du manège et y fut souvent ridicule.

Sérurier, né dans le département de l'Aisne, était major d'infanterie au commencement de la Révolution; il avait conservé toutes les formes et la rigidité d'un major; il était fort sévère sur la discipline et passait pour aristocrate, ce qui lui a fait courir bien des dangers au milieu des camps, surtout dans les premières années. Comme général, il n'osait rien prendre sur lui, et il n'était pas heureux.

Il a gagné, dit Napoléon, la bataille de Mondovi et pris Mantoue; il a eu l'honneur de voir défiler devant lui le maréchal Wurmser. Il était brave, intrépide de sa personne; il avait moins d'élan que Masséna et Augereau; mais il les surpassait par la moralité de son caractère, la sagesse de ses opinions politiques ou la sûreté de son commerce. Le caractère de ce général avait peu de sympathie avec celui des jeunes patriotes qu'il commandait.

La guerre de première coalition[c] commença en 1792. Le général Montesquiou commandant l'armée du Midi, était chargé de la défense de toute la frontière, depuis Genève jusqu'à Antibes. La campagne s'ouvrit en septembre. De son camp de Cessieux, il se porta sur l'Isère, au fort Barreau, s'empara, en peu de semaines, de Chambéry et de toute la Savoie; les Piémontais se retirèrent au-delà des Alpes. Le lieutenant-général Anselme, commandant une division de dix mille hommes, était chargé de défendre le Var, depuis le camp de Tournoux, près du col d'Argentière jusqu'à Antibes; l'amiral Truguet avec neuf vaisseaux de guerre portant deux mille hommes de débarquement croisait entre Antibes et Monaco. Le Var est une mauvaise ligne de défense : l'escadre française en menaçait les derrières; cela décida la Cour de Turin à faire prendre à son armée une ligne de défense au revers des Alpes-Maritimes; la droite appuyée au Var et à ses affluents; le centre sur Lantosque et la gauche à la Roya, en avant de Saorgio. Le 23 septembre, le général Anselme, instruit par l'amiral français que l'embossement de son escadre devant Nice en avait fait décider l'évacuation, et que l'armée piémontaise avait commencé son mouvement, passa le Var à la tête de quatre mille hommes, s'empara de Nice, du fort de Montalban et de Villefranche sans éprouver aucune résistance. Ces

deux dernières places étaient parfaitement armées et munies d'une belle artillerie ; leurs garnisons furent faites prisonnières de guerre. Anselme avait passé le Var à gué ; le surlendemain ce torrent grossit, il se trouva dans Nice séparé pendant sept ou huit jours du reste de son armée. L'ennemi ignora cette circonstance, on ne sut point en profiter, Anselme poussa une avant-garde en avant de Lescarène sur la chaussée de Turin. L'escadre se rendit devant Oneille, port qui appartenait au roi de Sardaigne. L'amiral somma le commandant de la rendre ; son parlementaire fut massacré, les troupes de débarquement s'emparèrent de la ville. Le général Anselme n'avait pas su maintenir la discipline parmi les troupes, il fut même accusé d'avoir participé aux désordres dont se plaignait la ville de Nice ; il fut rappelé.

Au commencement de 1793, le gouvernement sépara l'armée des Alpes de l'armée d'Italie, dont il confia le commandement au général Biron*, le 15 février 1793. Divers combats eurent lieu sur les hauteurs de Lascarène, de Sospello, de Lantosque ; l'une et l'autre armée s'en emparèrent successivement ; mais enfin Sospello resta pour toujours à l'armée française. L'avant-garde s'établit entre Sospello et Brelio au camp de Brouis. Le 11 avril, Biron s'empara de Lantosque et des hauteurs jusqu'à Belvédère ; il fit beaucoup de prisonniers et prit quelques pièces de canon. Quelque temps après, il fut appelé au commandement de l'armée de la Vendée ; le général Brunet lui succéda. L'armée avait reçu des renforts, elle comptait alors quatre-vingt-dix mille hommes sous les armes ; ce qui, avec les troupes qui étaient en garnison en Provence, les dépôts et les malades, portait ses états de situation à soixante-huit mille hommes. L'ennemi s'était aussi renforcé de ses propres levées et d'une belle division autrichienne ; il avait fortifié ses positions par un grand nombre de batteries et d'ouvrages ; sa droite était appuyée au camp d'Utelle, son centre en avant du col de Braux, et sa gauche en avant de Saorgio, place forte à cheval sur la chaussée de Nice à Turin.

Le général Brunet désira, avec raison, s'emparer de toutes les Alpes-Maritimes, chasser l'ennemi au-delà du col de Tende, et placer son armée sur le sommet des Alpes au pendant des eaux, ce qui lui donnerait une position beaucoup plus forte, qui exigerait moins de monde pour la garder : ce projet était fort raisonnable, il avait assez de forces pour l'exécuter ; mais il n'avait pas les talents militaires pour diriger une opération de cette importance. Le 8 juin 1793, il attaqua sur toute la ligne ; tout ce qu'il était possible de faire, les soldats français le firent ; toutes les positions qu'il était possible d'enlever, ils les enlevèrent ; mais les camps des Fourches et de Braux qu'occupait l'ennemi

* Connu sous le nom de duc de Lauzun.

étaient imprenables; Brunet s'entêta, réitéra, le 12 juin, des efforts inutiles qui donnèrent de la gloire à l'armée piémontaise, et firent périr l'élite des grenadiers de l'armée; les positions des Piémontais passèrent pour inexpugnables; ils continuèrent à s'y fortifier. Dans le mois d'août, la trahison de Toulon nécessita un détachement de l'armée d'Italie pour former l'armée de siège; mais, quoique affaiblie, elle repoussa toutes les tentatives que firent les Piémontais, dans le mois d'octobre, pour entrer en Provence en passant par le Var. Une de leurs divisions, forte de quatre mille hommes, fut battue et presque détruite par Dugommier, à Gilette, ce qui les décida à reprendre leurs positions. Brunet, accusé injustement de trahison, et d'avoir favorisé l'insurrection de Marseille, fut traduit au tribunal révolutionnaire de Paris, et périt sur l'échafaud.

To take. Après la prise de Toulon, Napoléon passa les deux premiers mois de 1794 à armer les côtes de la Méditerranée; il arriva à Nice en mars, y prit le commandement en chef de l'artillerie; le général Dumerbion commandait l'armée. Ce général, vieux capitaine de grenadiers, avait obtenu les grades de colonel, de général de brigade et de division dans les campagnes de 1792 à 1795, à l'armée d'Italie; il en connaissait toutes les positions et avait commandé une attaque sous Brunet, au mois de juin : c'était un homme de soixante ans, d'un esprit droit, brave de sa personne, assez instruit mais rongé de goutte et constamment au lit; il était des mois entiers sans pouvoir bouger. Le général Gauthier était son chef d'état-major; Deyssantier son ordonnateur en chef; Haller administrateur des finances est munitionnaire; le général Déjar, commandant l'artillerie en second; le colonel Gassendi était directeur du parc; le général Vial commandait le génie; les généraux Macquart, Dallemagne, Masséna etc. commandaient les divers corps; le quartier général était à Nice depuis deux ans, où rien ne se ressentait de la guerre, étant éloigné de dix lieues des avant-postes.

Napoléon passa une partie de mars à visiter la position qu'occupait l'armée, et à s'instruire des différents combats qui avaient lieu en 1792. Il demeura plusieurs jours au camp de Brouis qu'occupait le général Macquart; il se convainquit de toute la force des positions de l'ennemi et de l'imprudence des attaques des 8 et 12 juin, qui avaient été désastreuses pour l'armée. Dans les montagnes on trouve partout un grand nombre de positions extrêmement fortes par elles-mêmes, qu'il faut bien se garder d'attaquer. Le génie de cette guerre consiste à occuper des camps, ou sur les flancs ou sur les derrières de ceux de l'ennemi, qui ne lui laissent que l'alternative ou d'évacuer ses positions sans combattre pour en prendre d'autres en arrière, ou d'en sortir pour vous attaquer. Les positions de l'ennemi étaient bien liées : la droite était solidement appuyée, mais la gauche l'était mal : de ce côté le pays était beaucoup

plus facile. Napoléon conçut alors un plan d'opération qui, sans engager l'armée dans des affaires difficiles, devait la rendre maîtresse de la chaîne supérieure des Alpes, et obliger l'ennemi à abandonner lui-même les camps si redoutables de Braux et des Fourches ; il consistait à tourner la gauche de l'ennemi en passant la Roya, la Nervia et la Taggia, à occuper le mont Tanardo, Rocca, Barbena, Tanarello ; et à intercepter la chaussée de Saorgio, ligne de communication de l'ennemi, derrière le mamelon de Marta[d].

CHAPITRE 36[a]

Lettres du Général Bonaparte au Directoire

J'engage le lecteur pressé à passer les douze lettres qui suivent. Ce sont des rapports officiels adressés au Directoire par le général en chef de l'armée d'Italie. J'en avais fait un résumé qui, bien que présentant plusieurs vérités accessoires auxquelles Napoléon ne pouvait donner place dans ses lettres, était beaucoup plus court.

Mais je viens de m'apercevoir en vérifiant le résumé sur les pièces originales qu'il manquait tout à fait de physionomie. Napoléon est de ces hommes qu'on ne peut abréger, parce que leurs paroles peignent leurs sentiments. Il ment très peu dans ces lettres ; il n'y montre pas même d'humeur contre ce Directoire qu'il méprisait souverainement et même haïssait un peu. Napoléon qui n'était point homme à se repaître de chimères et d'exagération commençait après Castiglione à se comparer à tout ce qui l'entourait dans la carrière militaire comme dans la carrière administrative.

Il commençait à se sentir un grand homme, cette joie l'emportait sur tout.

Vivre dans la postérité avait été la passion constante de cette vie singulière. Cette passion n'avait été interrompue qu'un instant par celle que lui inspira Joséphine. Je suppose que cette passion d'amour devint secondaire à l'époque de Rivoli. Ma croyance ne se fonde sur aucune confidence arrivée jusqu'à moi ; jamais Napoléon n'ouvrit le fond de son cœur sur Joséphine. Mais je vois par une anecdote que je ne puis raconter aujourd'hui que vers l'époque de Rivoli cet amour si puissant sur son âme en mars 1796, ne fut pas ranimé et porté à l'état de folie même par la jalousie.

Une de mes principales raisons pour hasarder de placer ces douze lettres sous les yeux du lecteur, c'est que s'il n'est pas assez enthousiaste du principal personnage pour les lire, il peut les passer, sans inconvénient. Elles ne présentent en général que les raisons d'espérer et de craindre qu'avait le général en chef. Mais il n'ignorait pas que des commis du Directoire pourraient fort bien vendre ces lettres aux agents de l'Angleterre ou au ministre que la

République de Venise avait à Paris. C'est avec cette crainte toujours présente à l'esprit que Napoléon écrit au gouvernement dont il dépendait pour tant de choses si essentielles et entre autres pour l'envoi des secours dont l'armée eut un si grand besoin depuis le commencement d'août 1796 jusqu'au premier février 1797.

Du reste la non-lecture des douze lettres qui suivent ne nuira point à l'intelligence de la bataille de Rivoli qui acheva celle d'Arcole ; à l'intelligence de la reddition de Mantoue, de la bataille du Tagliamento et de la désastreuse retraite de l'archiduc Charles qui, avec une armée presque égale à celle de Napoléon, ne sut pas retarder le passage des Alpes couvertes de neige.

On voit que l'Europe n'avait pas encore appris de Napoléon l'art de la grande guerre ; il est incroyable que l'Autriche ait fait la paix à Leoben au lieu d'envoyer dix mille hommes et un général hardi, tel que M. de Kleman, au secours de Venise. Il n'y a que deux journées de mer de Trieste à Venise. Voilà une de ces considérations que Napoléon devait bien se garder de présenter dans ses lettres au Directoire.

Depuis l'affaire du Tagliamento jusqu'à Leoben, la fortune donna à Napoléon ce qu'elle lui avait refusé à la troisième journée d'Arcole lorsqu'il le méritait si bien. Nous profitons, pour présenter ces douze lettres, de l'intervalle de cinquante-huit jours qui s'écoula d'Arcole à Rivoli. Données plus tôt, ces lettres remplies de détails administratifs et politiques eussent interrompu les préparatifs du terrible drame qui se dénoua par la timidité du maréchal Alvinzi, le troisième jour d'Arcole.

Au quartier général à Milan, le 21 vendémiaire an 5 (12 octobre 1796) [b]
(27 jours après la bataille de Saint-Georges)
(31 jours avant le non-succès de Caldiero) [1]

Au Directoire exécutif

Depuis que je suis à Milan, Citoyens Directeurs, je m'occupe à faire la guerre au fripons ; j'en ai fait juger et punir plusieurs : je dois vous en dénoncer d'autres. En leur faisant une guerre ouverte, il est clair que j'intéresse contre moi mille voix, qui vont chercher à pervertir l'opinion. Je comprends que, s'il y a deux mois, je voulais être duc de Milan, aujourd'hui je voudrais être roi d'Italie ; tant que mes forces et votre confiance dureront, je ferai une guerre impitoyable aux fripons et aux Autrichiens.

La compagnie Flachat n'est qu'un ramassis de fripons sans crédit réel, sans argent et sans moralité : je ne serai pas suspect pour eux, car je les croyais actifs, honnêtes et bien intentionnés ; mais il faut se rendre à l'évidence.

1° Ils ont reçu quatorze millions, il n'en ont payé que six et ils refusent

d'acquitter les mandats donnés par la trésorerie, à moins de quinze ou vingt pour cent. Ces honteuses négociations se font publiquement à Gênes. La compagnie prétend qu'elle n'a pas de fond; mais, moyennant cet honnête profit, elle consent à solder le mandat.

2° Ils ne fournissent aucune bonne marchandise à l'armée; les plaintes me viennent de tous côtés; ils sont même fortement soupçonnés d'avoir fait pour plus de quatre-vingt mille quintaux de blé en versements factices, en corrompant les garde-magasins.

3° Leur marché est onéreux à la république puisqu'un million qui pèse en argent dix mille livres serait transporté par cinq ou six voitures, et en poste pour cinq à dix mille francs, tandis qu'il en coûte près de cinquante mille, la trésorerie leur ayant accordé dans son marché cinq pour cent. Flachat et Laporte ont peu de fortune et peu de crédit; Peregaldo et Payen sont des maisons ruinées et sans crédit; cependant, c'est à la réunion de ces quatre noms que l'on a confié tous les intérêts de la République en Italie. Ce ne sont pas des négociants mais des agioteurs, comme ceux du Palais-Royal.

4° Peregaldo né à Marseille, s'est désavoué d'être Français; il a renié la patrie et s'est fait Génois : il ne porte pas la cocarde, il est sorti de Gênes avec sa famille, répandant l'alarme, en disant que nous allions bombarder Gênes. Je l'ai fait arrêté et chasser de la Lombardie. Devons-nous souffrir que de pareilles gens, plus mal intentionnés et plus aristocrates que les émigrés mêmes, viennent nous servir d'espions, soient toujours avec le ministre de Russie à Gênes, et s'enrichissent encore avec nous?

Le citoyen Lachèze[2], consul à Gênes, est un fripon : sa conduite à Livourne, en faisant vendre du blé à Gênes à vil prix, en est la preuve.

Les marchandises ne se vendent pas à Livourne. Je viens de donner des ordres à Flachat de les faire vendre; mais je parie que grâce à ces fripons réunis, cela ne rendra pas deux millions : ce qui devrait en rendre sept au moins.

Quant aux commissaires des guerres, hormis Denniée, ordonnateur en chef, Boinod, Mazade et deux ou trois autres, le reste n'est que des fripons : il y en a trois en jugement; ils doivent surveiller et ils donnent les moyens de voler en signant tout. Il faut nous en purger et nous en renvoyer de probes, s'il y en a; il faudrait en trouver qui eussent déjà de quoi vivre.

Le commissaire ordonnateur Gosselin est un fripon : il a fait des marchés de bottes à trente-six livres, qui ont été renouvellés depuis à dix-huit livres.

Enfin, vous dirai-je qu'un commissaire des guerres, Flack, est accusé d'avoir volé une caisse de quinquina que le roi d'Espagne nous envoyait? d'autres ont vendu des matelas; mais je m'arrête, tant d'horreurs font rougir d'être Français. La ville de Crémone a fourni plus de cinquante mille aunes de toile fine pour les hôpitaux, que ces fripons ont vendue : ils vendent tout.

Vous avez calculé sans doute que vos administrateurs voleraient, mais qu'ils feraient le service et auraient un peu de pudeur : ils volent d'une manière si ridicule et si impudente, que si j'avais un mois de temps, il n'y en a pas un qui ne pût être fusillé. Je ne cesse d'en faire arrêter et d'en faire mettre au conseil de guerre ; mais on achète les juges : c'est ici une foire, tout se vend. Un employé accusé d'avoir mis une contribution de dix-huit mille francs sur Salò, n'a été condamné qu'à deux mois de fers. Et puis comment voulez-vous prouver ? Ils s'étayent tous.

Destituez ou faites arrêter le commissaire ordonnateur Gosselin ; destituez les commissaires dont je vous envoie la note. Il est vrai qu'ils ne demandent pas mieux.

Venons aux agents l'administration.

Thevenin est un voleur, il affecte un luxe insultant : il m'a fait présent de plusieurs très beaux chevaux dont j'ai besoin, que j'ai pris, et dont il n'y a pas moyen de lui faire accepter le prix. Faites-le arrêter et retenir six mois en prison ; il peut payer 500 000 francs de taxe de guerre en argent : cet homme ne fait pas son service. Les charrois sont pleins d'émigrés ; ils s'appellent « Royal charrois », et portent le collet vert sous mes yeux ; vous pensez bien que j'en fait arrêter souvent, mais ils ne sont pas ordinairement où je me trouve.

Sonolet, agent de vivres jusqu'aujourd'hui, est un fripon : l'agence des vivres avait raison.

Ozou est un fripon et ne fait jamais son service.

Colot[3] fait son service avec exactitude, il a du zèle et plus d'honneur que ces coquins-là. Le nouvel agent qui a été envoyé, Cerf-Beer, paraît meilleur que Thé[venin]. Je ne parle pas ici des grands voleurs. Diriez-vous que l'on cherche à séduire les secrétaires jusqu'à dans mon antichambre ? Les agents militaires sont tous des frippons. Un nommé Valeri est en jugement à Milan, les autres se sont sauvés.

Le citoyen Faypoult, votre ministre, Poussielgue, secrétaire, et Suey, commissaire ordonnateur, honnêtes hommes, sont témoins des friponneries que commet la compagnie Flachat à Gênes ; mais je suis obligé de partir demain pour l'armée : grande joie pour tous les fripons qu'un coup d'œil sur l'administration m'a fait connaître.

Le payeur de l'armée est un honnête homme, un peu borné ; le contrôleur est un fripon, témoin sa conduite à Bologne.

Les dénonciations que je fais sont des dénonciations en âme et conscience comme Jury. Vous sentez que ce n'est pas dans ma place et avec mon caractère que je vous les dénoncerais, si j'avais le temps d'ammasser des preuves matérielles contre chacun d'eux : ils se couvrent tous.

Desgranges, agent des vivres, est intelligent ; mais il vous faudrait ici Saint-

Maime, homme de mérite et de considération : le service se ferait, et vous épargneriez plusieurs millions : je vous prie de nous l'envoyer. Enfin, il faudrait comme agents non pas des tripoteurs d'agiotage, mais des hommes qui eussent une grande fortune et un certain caractère. Je n'ai que des espions. Il n'y a pas un agent de l'armée qui ne désire notre défaite, pas un qui ne corresponde avec nos ennemis ; presque tous ont émigré sous des prétextes quelconques. Ce sont eux qui disent notre nombre et qui détruisent le prestige : aussi je me garde plus d'eux que de Wurmser ; je n'en ai jamais avec moi ; je nourris pendant les expéditions mon armée sans eux, mais cela ne les empêche pas de faire les comptes à leur manière*.

Bonaparte.

Au quartier général à Modène, le 26 vendémiaire an 5
(17 octobre 1796)
(28 jours avant Arcole)

Au Directoire exécutif

Bologne, Modène, Reggio et Ferrare se sont réunis en congrès, en envoyant à Modène une centaine de députés. L'enthousiasme le plus vif et le patriotisme le plus pur les animent ; déjà ils voient revivre l'ancienne Italie : leur imagination s'enflamme, leur patriotisme se remue, et les citoyens de toutes les classes se serrent. Je ne serais pas étonné que ce pays-ci et la Lombardie, qui forment une population de deux à trois millions d'hommes, ne produisissent vraiment une grande secousse dans toute l'Italie. La révolution n'a pas ici le même caractère qu'elle a eu chez nous : d'abord parce qu'elle n'a pas les mêmes obstacles à vaincre et que l'expérience a éclairé les habitants** ; nous sommes bien sûrs au moins que le fanatisme ne nous fera pas de mal dans ce pays-ci, et que Rome aura beau déclarer une guerre de religion, elle ne fera aucun effet dans ce pays conquis.

Une légion de deux mille cinq cents hommes s'organise, habillée, soldée et

* Quelle différence pour la tranquillité du général en chef et les succès de l'armée, si, à cette époque, Napoléon eût pu découvrir un comte Daru[4] ! La Biographie Michaud si menteuse en plus absurde qu'à l'ordinaire dans l'article qu'elle a donné sur le comte Daru (tome 62) elle le confond constamment avec son frère Martial Daru ; elle attribue à un seul les actions des deux.

** Il n'y avait pas d'abus odieux en Italie. La noblesse n'y avait pas de privilèges excessifs, il n'y avait pas de contrastes aussi criants entre ce qui existait et l'opinion publique. Cette opinion publique était encore étonnée, incertaine. Les esprits étaient médiocres, entachés de grec et de latin. L'Italie, comme l'Espagne actuelle, n'a produit aucun homme comparable à Danton, à Sieyès, à Mirabeau.

équipée aux frais de ce pays-ci et sans que nous nous en mêlions. Voilà un commencement de force militaire, qui, réunie aux trois mille cinq cents que fournit la Lombardie, fait à peu près six mille hommes. Il est bien évident que si ces troupes composées de jeunes gens qui ont le désir de la liberté, commencent à se distinguer, cela aura pour l'empereur et pour l'Italie des suites très importantes. Je vous enverrai par le prochain courrier les actes et les manifestes publiés à cette occasion par le congrès.

J'attends avec quelque impatience les troupes que vous m'annoncez. J'ai fait sommer Wurmser dans Mantoue, je vous ferai passer la sommation ; je n'ai pas jugé à propos de me servir de l'arrêté que vous m'envoyez, puisque vous m'en laissez le maître : par la réponse qu'il me fera, je verrai le ton qu'il prend. Le courrier que vous m'avez ordonné d'envoyer à Vienne est parti il y a longtemps : il doit être arrivé à cette heure et j'en attends la réponse.

. . . .

Dès l'instant que je saurai quelles sont vos intentions sur Naples et où en sont vos négociations, je prendrai avec Rome le ton qu'il convient : j'espère que j'obligerai ces gaillards-là à restituer l'argent qu'ils envoyaient pour la contribution et qu'ils ont fait retourner de Ravenne à Rome.

Bonaparte.

Au quartier général à Vérone, le 3 brumaire, an 5 (24 octobre 1796)

Au Directoire exécutif

Je suis fâché, Citoyens Directeurs, que votre lettre du 26 vendémaire me soit arrivée trop tard. Je vous prie de vous reporter aux circonstances où je me trouvais : Rome imprimant des manifestes fanatiques ; Naples faisant marcher des forces ; la régence de Modène manifestant ses mauvaises intentions et rompant l'armistice en faisant passer des convois à Mantoue. La république française se trouvait avilie, menacée : ce coup de vigueur, de rompre l'armistice de Modène, a rétabli l'opinion et a réuni Bologne, Ferrare, Modène et Reggio sous un même bonnet. Le fanatisme s'est trouvé déjoué, et les peuples accoutumés à trembler ont senti que nous étions encore là : la République avait le droit de casser un armistice qui n'était pas exécuté. La régence même ne désavoue pas d'avoir envoyé des secours dans Mantoue.

Modène, Reggio, Ferrare et Bologne, réunis en congrès, ont arrêté une levée de deux mille huit cents hommes, sous le titre de « première légion italienne » : l'enthousiasme est très grand ; les paysans qui portaient des vivres dans Mantoue sont venus, eux-mêmes, nous apprendre les routes cachées qu'ils tenaient. La plus parfaite harmonie règne entre nous et les peuples.

A Bologne, ville de soixante-quinze mille âmes, l'entousiasme est extrême : déjà même la dernière classe du peuple s'est portée à des excès; ils ne voulaient pas reconnaître le Sénat, afin de rétablir l'ordre.

A Ferrare, un évêque cardinal, prince romain, qui jouit de 150 000 livres de rente, donne tout au peuple et est toujours dans l'église. Je l'ai envoyé à Rome sous le prétexte de négocier, mais dans la réalité pour m'en débarrasser : il a été content de sa mission.

La folie du pape est sans égale; mais les nouvelles de Naples et de la Méditerranée le feront changer. Mon projet, lorsque je le pourrai, est de me rendre à Ancône au moyen de l'armistice, et de n'être ennemi que là.

Je vous ferai passer une proclamation que j'ai faite à Bologne, et la lettre que j'ai écrite au cardinal archevêque de Ferrare.

Je vous fais mon compliment du traité souscrit avec Gênes : il est utile sous tous les rapports.

La vente de Livourne se fait actuellement. J'occupe, avec une petite garnison, Ferrare. Les barbets sont battus, défaits et fusillés. Vos ordres pour mettre les licenciés à la solde du congrès de la Lombardie sont exécutés.

Bonaparte.

Au quartier général à Vérone, le 13 brumaire an 5 (3 novembre 1796)

Aux commissaires du gouvernement*

Nous manquons entièrement d'argent; toutes nos caisses sont vides et tous nos services entravés : le service même du prêt du soldat n'est pas assuré. Vos bureaux, citoyens commissaires, font de très beaux états qui ne sont jamais d'accord avec le payeur, et, depuis trois mois que l'on cherche à concilier vos comptes, il n'y a jamais moyen de trouver l'emploi de trois ou quatre millions qui existent de différence.

L'ordonnateur depuis deux mois n'a reçu que deux millions : tout souffre, et nous sommes en présence de l'ennemi.

Vous m'aviez dit que vous faisiez passer les vingt mille livres de Modène à

* Garrau ou Salicetti ce dernier homme de grand talent. Dans ses jalousies bourgeoises ou mesquines envers le général en chef, le Directoire eût voulu que ces commissaires prissent un peu du rôle des Représentants du peuple aux Armées. [On voit que ces commissaires prenaient une partie des fonctions de l'ordonnateur en chef.] On voit qu'ils disposaient de l'argent des fournisseurs et entrepreneurs et qu'ils décidaient quelquefois si une demi-brigade resterait sur les derrières ou serait employée à l'armée active. Par suite d'un mauvais arrangement Napoléon commandait dans la 8e division militaire dont Marseille est le chef-lieu et on lui comptait comme faisant partie de l'armée d'Italie les demi-brigades employées à Marseille.

Milan, et on n'en a fait passer que la moitié. Des trois cent mille livres qui devaient être soldées à Ferrare, il n'a été soldé que la moitié. Quant à Livourne, bien loin de nous présenter de l'argent, on nous offre de cinq à six cent mille livres portées sans aucune forme légale. La compagnie Flachat, qui a toutes les ressources de l'armée, qui a tous les fonds, qui fait tous ses services en promesses, est la seule qui ait les moyens de pourvoir aux besoins urgents du moment. Faites qu'elle verse dans la caisse du payeur-général de l'armée quinze cent mille livres. Vous devez fournir à nos besoins, et depuis deux mois, l'ordonnateur crie que tous les services manquent.

Je vous prie donc, citoyens commissaires, de songer que toute l'armée est en mouvement, que nous sommes en présence de l'ennemi, que le moindre retard peut nous être funeste ; occupez-vous donc à faire fournir à l'ordonnateur l'argent qui est nécessaire : nous sommes ici à la veille des plus grands événements. Si la quatre-vingt-troisième demi-brigade, aujourd'hui soixante-quinzième, était partie de Marseille, conformément à l'ordre que j'ai donné, nous n'aurions rien à craindre ; mais trois mille hommes de bonnes troupes de moins, dans des circonstances comme celles-ci, sont pour nous un terrible malheur. La quarantième même arrive bien tard : il paraît que tout au plus le premier bataillon arrivera à temps ; cependant, comme nous avons quelques bataillons en route, je vous prie d'expédier un courrier au général Kellermann, pour le requérir et le prier de faire filer ce qu'il a de disponible. Toutes les troupes de l'Empire sont arrivées en poste avec une célérité surprenante ; ils paraissent vraiment décidés à faire de grands sacrifices, et nous, on nous a livrés à nous-mêmes : de belles promesses et quelques petits corps de troupe sont tout ce qu'on nous a donné.

Bonaparte.

Au quartier général à Vérone, le 14 brumaire an 5 (4 novembre 1796)

Au chef de l'État-Major

Le général Masséna a évacué aujourd'hui Bassano, à cinq heures du matin, l'ennemi se trouvant en force à Castel-Franco. La soixante-quinzième doit être arrivée, à cette heure, à Vienne. Le général Augereau est déjà à Montebello : indépendamment des hussards du premier régiment, ce général aura encore le 20e de dragons, fort de trois cent cinquante hommes. J'ai donné au général Meynier le commandement de Vérone, au général Kilmaine le commandement depuis le fort de la Chiuza jusqu'à Rovigo, ainsi que celui de Mantoue ; il se tiendra à Vérone. Picot, qui est parti à minuit de Padoue,

et qui a été jusque dans les postes ennemis, m'assure qu'ils ne sont pas plus de huit à neuf mille hommes. Aucune de leur patrouilles n'a encore paru à Padoue. Arrangez-vous bien avec le général Vaubois pour qu'il exécute comme il faut les dispositions du plan. J'espère que cette fois nous pourrons, d'un seul coup, donner du fil à retordre. Si cette lettre vous rencontre en chemin, faites-en part au général Vaubois, et par Dieu recommandez-lui de ne pas ménager les courriers. Cet adjoint peut continuer jusque chez le général Vaubois et me renvoyer Louis*.

Je ne serai pas fâché que le citoyen Junot reste jusqu'à l'attaque de demain. S'il est convenu qu'on doive attaquer demain, qu'il fasse en sorte que j'aie des nouvelles trois fois dans la journée.

En passant la Chiuza, donnez un petit coup d'œil, et assurez-vous qu'il n'y manque pas de munitions de bouche; assurez-vous aussi de la situation du pont et de l'espèce de garde qu'on y fait, cela toutefois autant que la nuit vous le permettra.

Bonaparte.

Au quartier général à Vérone, le 24 brumaire an 5 (14 novembre 1796)
(2 jours après le non-succès de Caldiero, et la veille d'Arcole)

Au Directoire exécutif

Je vous dois compte des opérations qui se sont passées depuis le 21 de ce mois : s'il n'est pas satisfaisant, vous n'en attribuerez pas la faute à l'armée : son infériorité et l'épuisement où elle est des hommes les plus braves, me font tout craindre pour elle. Peut-être sommes-nous à la veille de perdre l'Italie. Aucun des secours attendus n'est arrivé; la 83e demi-brigade ne part pas; tous les secours venant des départements sont arrêtés à Lyon et surtout à Marseille. On croit qu'il est indifférent de les arrêter huit ou dix jours, on ne songe pas que les destinées de l'Italie et de l'Europe se décident ici pendant ce temps-là. Tout l'empire a été en mouvement et y est encore. L'activité de notre gouvernement au commencement de la guerre, peut seule donner une idée de la manière dont on se conduit à Vienne. Il n'est pas de jour où il n'arrive cinq mille hommes; et, depuis deux mois qu'il est évident qu'il faut des secours ici, il n'est encore arrivé qu'un bataillon de la quarantième, mauvaise troupe et non accoutumée au feu, tandis que toutes nos vieilles milices de l'armée d'Italie languissent en repos dans la troisième division. Je fais mon

* Louis Bonaparte aide de camp du général en chef, depuis roi de Hollande.

devoir, l'armée fait le sien : mon âme est déchirée, mais ma conscience est en repos. Des secours, envoyez-moi des secours; mais il ne faut plus s'en faire un jeu : il faut, non de l'effectif, mais du présent sous les armes. Annoncez-vous six mille hommes, le ministre de la Guerre annonce six mille hommes effectifs et trois mille hommes présents sous les armes; arrivés à Milan, ils sont réduits à mille cinq cents hommes : ce n'est donc que mille cinq cents hommes que reçoit l'armée.

Je fus informé, le 10, qu'un corps de deux mille cinq cents Autrichiens s'avançait de la Goricie, et déjà était campé sur la Piave; j'envoyai aussitôt le général Masséna, avec un corps d'observation, à Bassano sur la Brenta, avec ordre de se retirer à Vicence du moment que l'ennemi aurait passé la Piave. J'ordonnai au général Vaubois d'attaquer les postes ennemis dans le Trentin, et surtout de le chasser de ses positions entre le Lavis et la Brenta. L'attaque eut lieu le 12, la résistance fut vive, le général Guieux emporta Saint-Michel et brûla les ponts des ennemis; mais ceux-ci rendirent notre attaque nulle sur Segonzano, et la 85e demi-brigade y fut mal traitée malgré sa valeur. Nous avons eu trois cents blessés, cent hommes tués et deux cent cinquante prisonniers; nous avons fait cinq cents prisonniers et tué beaucoup de monde à l'ennemi.

Le 13, j'ordonnai que l'on recommençât l'attaque sur Segonzano, qu'il fallait avoir; et en même temps instruit que l'ennemi a passé la Piave, je pars avec la division du général Augereau. Nous nous joignons à Vienne avec la division Masséna, et nous marchons, le 15, au devant de l'ennemi, qui avait passé la Brenta. Il fallait étonner comme la foudre, et balayer, dès son premier pas, l'ennemi. La journée fut vive, chaude et sanglante : l'avantage fut à nous, l'ennemi repassa le Brenta, et le champ de bataille nous resta. Nous fîmes cinq cent dix-huit prisonniers, et tuâmes considérablement de monde; nous enlevâmes une pièce de canon. Le général Lanusse a été blessé d'un coup de sabre. Toutes les troupes se sont couvertes de gloire.

Cependant le 13 brumaire, l'ennemi avait attaqué le général Vaubois sur plusieurs points et menaçait de le tourner; ce qui obligea ce général à faire sa retraite sur la Pietra, sa droite adossée à des montagnes, sa gauche à Mori. Le 16, l'ennemi ne se présenta point; mais, le 17, le combat fut des plus opiniâtres. Déjà nous avions enlevé deux pièces de canon et fait mille trois cents prisonniers lorsque, à l'entrée de la nuit, une terreur panique s'empara de nos troupes; la déroute devint complète : nous abandonnâmes six pièces de canon.

La division prit, le 18, sa position à Rivoli et à la Corona par un pont que j'avais fait jeter exprès. Nous avons perdu dans cette retraite, outre six pièces de canon, trois mille hommes tués, blessés ou prisonniers. La perte de l'ennemi doit avoir été considérable.

Ayant appris une partie de ce qui se passait dans le Tyrol, je m'empressai de partir le 17, à la pointe du jour, et nous arrivâmes le 18, à la pointe du jour, à Vérone.

Le 21, à trois heures après midi, ayant appris que l'ennemi était parti de Montebello et avait campé à Villa-Nova, nous partîmes de Vérone. Nous rencontrâmes son avant-garde à Saint-Martin. Augereau l'attaqua, la mit en déroute, et la poursuivit trois mille : la nuit la sauva.

Le 22 brumaire (affaire de Caldiero)[5], à la pointe du jour, nous nous trouvâmes en présence. Il fallait battre l'ennemi tout de suite; nous l'attaquâmes avec intelligence et bravoure. La division Masséna attaqua la gauche, le général Augereau la droite. Le succès était complet; le général Augereau s'était emparé du village de Caldiero, et avait fait deux cents prisonniers; Masséna s'était emparé de la hauteur qui tournait l'ennemi, et avait pris cinq pièces de canon, mais, la pluie qui tombait à seaux, se change brusquement en une petite grelasse froide, qu'un vent violent portait au visage de nos soldats, et favorise l'ennemi; ce qui joint à un corps de réserve qui ne s'était pas encore battu, lui fait reprendre la hauteur. J'envoie la 75ᵉ demi-brigade, qui était restée en réserve, et tout se maintint jusqu'à la nuit; mais l'ennemi reste maître de la position. Nous avons eu six cents blessés, deux cents morts et cent cinquante prisonniers, parmi lesquels le général de brigade Launai, le chef de brigade Dupuis, qui a été blessé pour la seconde fois. L'ennemi doit avoir perdu davantage.

Le temps continue à être mauvais. Toute l'armée est excédée de fatigue et sans souliers : je l'ai reconduite à Vérone où elle vient d'arriver.

Une colonne ennemie commandée par Laudon s'avance sur Brescia, une autre sur Chiuza, pour faire sa jonction avec le corps d'armée. Pour résister à tout cela, je n'ai que dix-huit mille hommes.

L'ennemi a au mois cinquante mille hommes, composés : 1° d'un corps autrichien venant du Rhin; 2° de toutes les garnisons de la Pologne et des frontières de la Turquie; 3° du reste de son armée d'Italie, recrutée de dix mille hommes.

Aujourd'hui, 24 brumaire (14 novembre 1796), repos aux troupes; demain, selon les mouvements de l'ennemi, nous agirons. Je désespère d'empêcher la levée du blocus de Mantoue, qui dans huit jours était à nous. Si ce malheur arrive, nous serons bientôt derrière l'Adda, et plus loin s'il n'arrive pas de troupes.

Les blessés sont l'élite de l'armée; tous nos officiers supérieurs, tous nos généraux d'élite sont hors de combat; tout ce qui m'arrive est si inepte! et ils n'ont pas la confiance du soldat. L'armée d'Italie, réduite à une poignée de monde, est épuisée. Les héros de Lodi, de Millesimo, de Castiglione et de

Bassano sont morts pour leur patrie ou sont à l'hôpital ; il ne reste plus aux corps que leur réputation et leur orgueil. Joubert, Lannes, Lanusse, Victor, Murat, Charlot, Dupuis, Rampon, Pigeon, Menard, Chabran, sont blessés ; nous sommes abandonnés au fond de l'Italie. La présomption de mes forces nous était utile ; on publie à Paris, dans des discours officiels, que nous ne sommes que trente mille hommes.

J'ai perdu dans cette guerre peu de monde, mais tous des hommes d'élite qu'il est impossible de remplacer. Ce qui me reste de braves voit la mort infaillible, au milieu de chances si continuelles et avec des forces si inférieures. Peut-être l'heure du brave Augereau, de l'intrépide Masséna, de Berthier, de [un blanc] est près de sonner : alors ! alors ! que deviendront ces braves gens ? cette idée me rend réservé ; je n'ose plus affronter la mort, qui serait un sujet de découragement et de malheur pour qui est l'objet de mes sollicitudes.

Sous peu de jours, nous essaierons un dernier effort : si la fortune nous sourit, Mantoue sera pris, et avec lui l'Italie. Renforcé par mon armée de siège, il n'est rien que je ne puisse tenter, si j'avais reçu la 83e, forte de trois mille cinq cents hommes connus à l'armée, j'eusse répondu de tout ! Peut-être, sous peu de jours, ne sera-ce pas assez de quarante mille hommes.

Bonaparte.

Au quartier général à Vérone, le 29 brumaire an 5 (19 novembre 1796)
(2 jours après la conclusion d'Arcole)
(le 3e jour de la bataille)

Au commissaire du gouvernement (Garru)

L'armée est sans souliers, sans prêt, sans habits ; les hôpitaux manquent de tout ; nos blessés sont sur le carreau et dans le dénuement le plus horrible ; tout cela provient du défaut d'argent, et c'est au moment où nous venons d'acquérir 4 millions à Livourne, et où les marchandises que nous avons à Tortone et à Milan nous offrent encore une ressource réelle. Modène devait aussi nous donner 1 800 000 louis, et Ferrare des contributions assez fortes ; mais il n'y a ni ordre ni ensemble dans la partie des contributions dont vous êtes spécialement chargé. Le mal est si grand, qu'il faut un remède. Je vous prie de me répondre dans la journée si vous pouvez pourvoir aux besoins de l'armée ; dans le cas contraire, je vous prie d'ordonner au citoyen Ha***, fripon qui n'est venu dans ce pays-ci que pour voler, et qui s'est érigé intendant des finances des pays conquis, qu'il rende ses comptes à l'ordonnateur en chef

qui est à Milan, et en même temps de leur laisser prendre les mesures pour procurer à l'armée ce qui lui manque. L'intention du gouvernement est que ses commissaires s'occupent spécialement des besoins de l'armée, et je vois avec peine que vous ne vous en occupez pas, et que vous laissez ce soin à un étranger dont le caractère et les intentions sont très suspects.

Le citoyen Salicetti fait des arrêtés d'un côté, vous de l'autre ; et le résultat de tout cela est que l'on ne s'entend pas et que l'on n'a pas d'argent. Les quinze cents hommes que nous tenons à Livourne nous coûtent plus qu'une armée ; enfin nous sommes, grâce à tous ces inconvénients-là, sur le point de manquer des choses indispensables. Nos soldats manquent déjà de ce qu'ils ne devraient pas manquer dans un pays aussi riche, d'après les succès qu'ils obtiennent.

Bonaparte.

Au quartier général à Vérone, le 29 brumaire an 5 (19 novembre 1796)

Au Directoire exécutif

Je suis si harassé de fatigue, Citoyens Directeurs, qu'il ne m'est pas possible de vous faire connaître tous les mouvements militaires qui ont précédé la bataille d'Arcole, qui vient de décider du sort de l'Italie.

Informé que le feld maréchal Alvinzi, commandant de l'armée de l'empereur, s'approchait de Vérone, afin d'opérer sa jonction avec les divisions de son armée qui sont dans le Tyrol, je filai le long de l'Adige avec les divisions Augereau et Masséna ; je fis jeter, dans la nuit du 24 au 25, un pont de bateaux à Ronco, où nous passâmes cette rivière : j'espérais arriver dans la matinée à Villa-Nova, et par là enlever les parcs d'artillerie de l'ennemi, ses bagages, et attaquer l'armée ennemie par le flanc et ses derrières. Le quartier général du général Alvinzi était à Caldiero ; cependant, l'ennemi, qui avait eu avis de quelques mouvements, avait envoyé un régiment de Croates et quelques régiments hongrois dans le village d'Arcole, extrêmement fort par sa position, au milieu de marais et de canaux.

Ce village arrêta l'avant-garde de l'armée pendant toute la journée. Ce fut en vain que les généraux, sentant toute l'importance du temps, se jetèrent à la tête pour obliger nos colonnes de passer le petit pont d'Arcole : trop de courage nuisit ; ils furent presque tous blessés. Les généraux Verdier, Bon, Verne, Lannes, furent mis hors de combat. Augereau, saisissant un drapeau, le porta au-delà du pont ; il resta là plusieurs minutes sans produire aucun effet. Cependant, il fallait passer ce pont, ou faire un détour de plusieurs

lieues, qui nous aurait fait manquer toute notre opération : je m'y portai moi-même, je demandai aux soldats s'ils étaient encore les vainqueurs de Lodi ; ma présence produisit sur les troupes un mouvement qui me décida encore à tenter le passage. Le général Lannes, blessé déjà de deux coups de feu, retourna et reçut une troisième blessure plus dangereuse ; le général Vignolle fut également blessé. Il fallut renoncer à forcer de front ce village, et attendre qu'une colonne commandée par le général Guieux, que j'avais envoyée par Albaredo, fût arrivée. Elle n'arriva qu'à la nuit, s'empara du village, prit quatre pièces de canon et fit quelques centaines de prisonniers. Pendant ce temps-là, le général Masséna attaquait une division que l'ennemi faisait filer sur notre gauche ; il la culbuta et la mit dans une déroute complète.

On avait jugé à propos d'évacuer le village d'Arcole, et nous nous attendions, à la pointe du jour, à être attaqués par toute l'armée ennemie, qui se trouvait avoir eu le temps de faire filer ses bagages et ses parcs d'artillerie, et de se porter en arrière pour nous recevoir.

A la petite pointe du jour, le combat s'engagea partout avec la plus grande vivacité. Masséna, qui était sur la gauche, mit en déroute l'ennemi et le poursuivit jusqu'aux portes de Caldiero. Le général Robert, qui était sur la chaussée du centre, avec la 65e, culbuta l'ennemi à la baïonnette et couvrit le champ de bataille de cadavres. J'ordonnai à l'adjudant Vial de longer l'Adige avec une demi-brigade, pour tourner toute la gauche de l'ennemi ; mais ce pays offre des obstacles invincibles ; c'est en vain que ce brave adjudant-général se précipite dans l'eau jusqu'au cou, il ne peut pas faire une diversion suffisante. Je fis, pendant la nuit du 26 au 27, jeter des ponts sur les canaux et les marais, le général Augereau y passa avec sa division. À dix heures du matin, nous fûmes en présence : le général Masséna à la gauche, le général Robert au centre, le général Augereau à la droite. L'ennemi attaqua vigoureusement le centre, qu'il fit plier. Je retirai alors la trente-deuxième de la gauche, je la plaçai en embuscade dans les bois, et au moment où l'ennemi, poussant vigoureusement le centre, était sur le point de tourner notre droite, le général Gardanne sortit de son embuscade, prit l'ennemi en flanc et en fit un carnage horrible. La gauche de l'ennemi, étant appuyée à des marais et par la supériorité du nombre, imposait à notre droite : j'ordonnai au citoyen Hercule, officier de mes guides, de choisir vingt-cinq hommes dans sa compagnie, de longer l'Adige d'une demi-lieue, de tourner tous les marais qui appuyaient la gauche des ennemis, et de tomber ensuite au grand galop sur le dos de l'ennemi en faisant sonner plusieurs trompettes. Cette manœuvre réussit parfaitement ; l'infanterie ennemie se trouva ébranlée, le général Augereau sut profiter du moment. Cependant, elle résiste encore quoiqu'en

battant retraite, lorsqu'une petite colonne de huit à neuf cents hommes, avec quatre pièces de canon que j'avais fait filer par Porto-Legnago pour prendre une position en arrière de l'ennemi et lui tomber sur le dos, acheva de la mettre en déroute. Le général Masséna, qui s'était reporté au centre, marcha droit au village d'Arcole, dont il s'empara, et poursuivit l'ennemi jusqu'au village de San Bonifacio ; mais la nuit nous empêcha d'aller plus avant.

Le fruit de la bataille d'Arcole est : quatre à cinq mille prisonniers, quatre drapeaux, dix-huit pièces de canon. L'ennemi a perdu au moins quatre mille morts et autant de blessés. Outre les généraux que j'ai nommés, les généraux Robert et Gardanne ont été blessés. L'adjudant-général Vaudelin a été tué. J'ai eu deux de mes aides de camp tués, les citoyens Elliot et Muiron, officiers de la plus grande distinction ; jeunes encore, ils promettaient d'arriver un jour avec gloire aux premiers postes militaires. Notre perte, quoique très peu considérable, a été très sensible, en ce que ce sont presque tous nos officiers de distinction.

Cependant le général Vaubois a été attaqué et forcé à Rivoli, position importante qui mettait à découvert le blocus de Mantoue. Nous partîmes à la pointe du jour d'Arcole. J'envoyai la cavalerie sur Vicence à la poursuite des ennemis, et je me rendis à Vérone, où j'avais laissé le général Kilmaine avec trois mille hommes.

Dans ce moment-ci j'ai rallié la division Vaubois, je l'ai renforcée, et elle est à Castel-Novo. Augereau est Vérone, Masséna sur Villa-Nova.

Demain, j'attaque la division qui a battu Vaubois je la poursuis jusque dans le Tyrol, et j'attendrai alors la reddition de Mantoue, qui ne doit pas tarder quinze jours. L'artillerie s'est comblée de gloire.

Les généraux et officiers de l'état-major ont montré une activité et une bravoure sans exemple, douze ou quinze ont été tués ; c'était véritablement un combat à mort : pas un d'eux qui n'ait ses habits criblés de balles.

Je vous enverrai les drapeaux pris sur l'ennemi.

Bonaparte.

Au quartier général à Vérone, le 29 brumaire an 5 (19 novembre 1796)

Au citoyen Carnot, membre du Directoire

Les destinées de l'Italie commencent à s'éclaircir : encore une victoire demain, qui ne me semble pas douteuse, et j'espère, avant dix jours, vous écrire du quartier général à Mantoue. Jamais champ de bataille n'a été aussi disputé que celui d'Arcole ; je n'ai presque plus de généraux, leur dévoue-

ment et leur courage sont sans exemple. Le général de brigade Lannes est venu au champ de bataille, n'étant pas encore guéri de la blessure qu'il a reçue à Governolo. Il fut blessé deux fois pendant la première journée de bataille; il était, à trois heures après midi, étendu sur son lit, souffrant, lorsqu'il apprend que je me porte moi-même à la tête de la colonne, il se jette à bas de son lit, monte à cheval et revient me trouver. Comme il ne pouvait pas être à pied, il fut obligé de rester; il reçut, à la tête du pont d'Arcole, un coup qui l'étendit sans connaissance. Je vous assure qu'il fallait tout cela pour vaincre; les ennemis étaient nombreux et acharnés, les généraux à leur tête : nous en avons tué plusieurs.

Bonaparte.

Au quartier général à Vérone, le 29 brumaire an 5 (19 novembre 1796)

Au général Clarke

Votre neveu Elliot a été tué sur le champ de bataille. Ce jeune homme s'était familiarisé avec les armes, il a plusieurs fois marché à la tête des colonnes; il aurait été un officier estimable; il est mort avec gloire et en face de l'ennemi, il n'a pas souffert un instant. Quel est l'homme raisonnable qui n'envierait pas une telle mort? Quel est celui qui, dans les vicissitudes de la vie, ne s'estimerait point heureux de sortir de cette manière d'un monde si souvent méprisable? Quel est celui d'entre nous qui n'a pas regretté cent fois de ne pas être ainsi soustrait aux effets puissants de la calomnie, de l'envie et de toutes les passions haineuses qui semblent presque exclusivement diriger la conduite des hommes?

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 20 frimaire an 5 (10 décembre 1796)

Au Congrès d'État

Je ne vois aucun inconvénient, citoyens, à ce que vous envoyiez des députés à la fédération de Reggio : l'union des patriotes fait leur force. Je suis bien aise de saisir ces circonstances pour détruire les bruits répandus par la malveillance. Si l'Italie veut être libre, qui pourrait désormais l'en empêcher? Ce n'est pas assez que les différents états se réunissent, il faut, avant tout resserrer les liens de fraternité entre les différentes classes de l'État, réprimer surtout le

petit nombre d'hommes qui n'aiment la liberté que pour arriver à une révolution : ils sont ses plus grands ennemis et ils prennent toute espèce de figures pour remplir leurs desseins perfides.

L'armée française ne souffrira jamais que la liberté en Italie soit couverte de crimes. Vous pouvez, vous devez être libres sans révolution, sans courir les chances et sans éprouver les malheurs qu'a éprouvés le peuple français. Protégez les propriétés et les personnes et inspirez à vos compatriotes l'amour et le respect des lois et des vertus guerrières, qui défendent et protègent les républiques et la liberté. La scène que plusieurs mauvais sujets se sont permise envers le citoyen Greppi, a jeté des craintes et inspiré une terreur que vous devez vous efforcer de dissiper. Comprimez les malveillants, mais n'accoutumez pas un petit nombre de personnes à s'intituler le peuple et à commettre des crimes en son nom.

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 8 nivôse an 5 (28 décembre 1796)

Au Directoire exécutif

Il y a dans ce moment-ci en Lombardie trois partis : 1° celui qui se laisse conduire par les Français ; 2° celui qui voudrait la liberté, et montre même son désir avec quelque impatience ; 3° le parti ami des Autrichiens, et ennemi des Français. Je soutiens et j'encourage le premier, je contiens le second, et je réprime le troisième.

Il est faux que j'aie augmenté la contribution de la Lombardie de huit millions, et le parti qui vous a remis un mémoire basé sur ce fait, ferait beaucoup mieux de payer les cinq millions que lui et ses associés doivent à la République, et ont volé à l'armée, que de parler d'un pays où sa compagnie s'est fait universellement mépriser par les coquineries de toutes espèces qu'elle a commises.

Les républiques cispadanes sont divisées en trois partis : 1° les amis de leur ancien gouvernement ; 2° les partisans d'une constitution indépendante, mais un peu aristocratique ; 3° les partisans de la constitution française ou de la pure démocratie. Je comprime le premier, je soutiens le second et je modère le troisième.

Je soutiens le second et je modère le troisième, parce que le parti des seconds est celui des riches propriétaires et des prêtres, qui en dernière analyse finiraient par gagner la masse du peuple, qu'il est essentiel de rallier autour du parti français.

Le dernier parti est composé de jeunes gens, d'écrivains et d'hommes qui, comme en France et dans tous les pays, ne changent de gouvernement, n'aiment la liberté que pour faire une révolution.

Les Allemands et le pape réunissent leur crédit pour insurger les Appenins ; leurs efforts sont inutiles : une partie de la Grafaniana s'était cependant révoltée, ainsi que la petite ville de Carrara. J'ai envoyé une petite colonne mobile pour mettre ces gens-là à la raison, et faire des exemples terribles, qui apprennent à ces montagnards à ne pas jouer avec nous. La révolte des Appenins, si elle se faisait au moment où nous aurions affaire à l'ennemi, nous donnerait beaucoup d'embarras. Ces montagnes arrivant jusqu'à Tortone, leurs habitants pourraient gêner les communications : aussi j'y ai perpétuellement les yeux.

Dans ce moment-ci, les républiques cispadanes sont réunies dans un congrès qu'elles tiennent à Reggio.

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 8 nivôse an 5 (28 décembre 1796)

Au Directoire exécutif

Je vous enverrai la lettre écrite par le général Alvinzi et la réponse du général Berthier : en conséquence le baron Vincent et le général Clarke se réunissent à Vicence, le 13 de ce mois. Mon opinion est que, quelque chose que l'on puisse stipuler pour le *statu quo* de Mantoue, l'exécution en sera toujours impossible. Si l'empereur consent à conclure l'armistice sans le pape, l'avantage de pouvoir retirer trente millions, cet hiver, d'Italie, et de pouvoir en donner quinze aux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, est une considération telle, qu'elle nous permet d'ouvrir la campagne prochaine avec avantage.

Mais si l'empereur veut y comprendre le pape, l'armistice nous fera perdre Mantoue, l'argent de Rome, et donnera le temps au pape d'organiser une force militaire avec des officiers autrichiens : cela mettrait toutes les chances contre nous pour la campagne prochaine.

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 8 nivôse an 5 (28 décembre 1796)

Au Directoire exécutif

L'armée du général Alvinzi est sur la Brenta et dans le Tyrol; l'armée de la République est le long de l'Adige, et occupe la ligne de Montebaldo, Corona, Rivoli. Nous avons une avant-garde en avant de Porto-Legnago.

Mantoue est cerné avec le plus grand soin. Le 2 de ce mois le général Dumas surprit un espion qui entrait dans la ville : c'est un cadet autrichien qui avait été expédié de Trente par Alvinzi. Après de grandes façons, il avoua qu'il était porteur de dépêches, et, effectivement, il rendit, vingt-quatre heures après (allant à la garde-robe) un petit cylindre où était enfermée la lettre de l'empereur que je vous ferai passer. Si cette méthode de faire avaler les dépêches n'était pas parfaitement connue, je vous enverrais les détails, afin que cela soit envoyé à nos généraux, parce que les Autrichiens se servent souvent de cette méthode. Ordinairement les espions gardent cela dans le corps pendant plusieurs jours; s'ils ont l'estomac dérangé, ils ont soin de reprendre le petit cylindre, de le tremper dans de l'elixir et de le réavaler. Ce cylindre est trempé dans de la cire d'Espagne déliée dans du vinaigre.

Vous verrez, par la lettre de l'empereur, que Wurmser doit effectivement être à toute extrémité; la garnison ne se nourrit que de *polenta* et de viande de cheval; cependant il est possible que sa réduction tarde encore : les Autrichiens mettent tant d'espérance dans cette place, qu'il n'est pas étonnant qu'ils souffrent toutes les extrémités avant de la rendre.

Le parti qu'ordonne l'empereur n'est pas bien dangereux.

Le corps franc des volontaires de Vienne, fort de quatre mille hommes, est arrivé à Trente; il y a un caporal qui est chambellan : c'est une garde nationale. Trois mille hommes sont déjà arrivés à Trente, venant du Rhin, et quatre mille recrues de Hongrie. Les chemins sont chargés de troupes. Nous, au contraire, nous en sommes toujours au premier des renforts annoncés au commencement de la campagne, qui n'arrivent pas encore.

L'état de situation que vous m'avez envoyé est plein de doubles emplois et de fautes. Je suis entré en campagne avec un corps d'armée de vingt-quatre mille hommes d'infanterie, une division du col de Tende et de Fenestre, et la garnison des Alpes-Maritimes de huit mille hommes, dont six mille m'ont rejoint après la bataille de Mondovi, en descendant le col de Tende. J'ai donc eu trente mille hommes de la ci-devant armée d'Italie dans les plaines du Piémont.

L'armée des Alpes m'a fourni huit mille cinq cents hommes, qui ne doivent pas être considérés comme renfort, puisque l'armée des Alpes défendait les frontières d'Italie.

On peut donc considérer l'armée d'Italie proprement dite comme ayant été primitivement de trente-huit mille cinq cents hommes d'infanterie.

Le gouvernement l'a renforcée de deux mille six cents hommes venant du général Châteauneuf-Randon, et des 33e, 6e, 40e et 58e demi-brigades de la Vendée, et de la 14e, venant de Paris, faisant en tout dix mille hommes.

Si donc l'armée n'avait perdu personne, elle aurait cinquante et un mille cent hommes d'infanterie, mais sur lesquels quatre mille hommes ont été tués sur le champ de bataille, comme vous le verrez par l'état que je vous ferai passer ; mille blessés hors de service ; deux mille morts aux hôpitaux : en tout sept mille.

On a donc perdu sept mille hommes, dont mille cavaliers, pionniers ou artilleurs ; reste ainsi quarante-cinq mille hommes d'infanterie, dont elle est composée.

Vous voyez donc, Citoyens Directeurs, que votre armée a reçu, non pas cinquante-sept mille hommes de renfort, mais seulement douze mille six cents hommes, dans une campagne où il y a eu tant de batailles, et où les mêmes hommes ont détruit l'armée sarde et l'armée de Beaulieu, fortes de soixante-treize mille hommes : l'armée de Beaulieu, renforcée de vingt mille hommes du Rhin, commandée par Wurmser ; l'armée de Wurmser, renforcée de dix-huit mille hommes tirés de la Pologne, six mille du Rhin et douze mille recrues, commandés par Alvinzi ; et nous sommes à la veille d'avoir affaire aux débris de toutes ces armées, renforcés par quatre mille volontaires de Vienne, trois mille hommes du Rhin, trois mille recrues déjà arrivées, mille cinq cents que l'on m'assure que les ennemis attendent dans le courant de janvier, plus les recrues qui arrivent de tous les côtés.

Il a fallu du bonheur et du bien joué pour vaincre Alvinzi. Comment espérer vaincre, avec les mêmes troupes, Alvinzi, renforcé de trente à trente-cinq mille hommes, tandis que nous n'avons encore reçu que trois mille hommes ?

La guérison de nos malades est sûrement un avantage ; mais les malades de Wurmser se guérissent aussi dans Mantoue.

Vous m'annoncez dix mille hommes de l'Océan et dix mille du Rhin, mais rien de cela n'arrive ; il y a cependant six décades de votre annonce. On dit même que la tête de cette colonne de l'Océan a rétrogradé.

Il paraît, d'après la lettre de l'empereur, qu'une lutte se prépare pour janvier* ; faites au moins que les secours qui devaient arrive contre Alvinzi et dont la victoire d'Arcole nous a mis à même de nous passer, arrivent actuellement ; sans quoi vous sacrifiez l'armée la plus attachée à la constitution, et

* La bataille de Rivoli se donna en effet le 13 janvier 1797.

qui, quels que soient les mouvements que se donnent les ennemis de la patrie, sera attachée au gouvernement et à la liberté avec le même zèle et la même intrépidité qu'elle a mis à conserver l'Italie à la République.

Je le dis avec une vraie satisfaction, il n'est point d'armée qui désire davantage la conservation de la constitution sacrée, seul refuge de la liberté et du peuple français. L'on hait ici et l'on est prêt à combattre les nouveaux révolutionnaires, quel que soit leur but. Plus de révolution ; c'est l'espoir le plus cher du soldat : il ne demande pas la paix, qu'il désire intérieurement, parce qu'il sait que c'est le seul moyen de ne la pas obtenir, et que ceux qui ne la désirent pas l'appellent bien haut pour qu'elle n'arrive pas. Le soldat se prépare à de nouvelles batailles, et s'il jette quelquefois un coup d'œil sur l'esprit qui anime plusieurs villes dans l'intérieur, son regret est de voir les déserteurs accueillis, protégés, et les lois sans force dans un moment où il s'agit de décider du sort du peuple français.

Enfin, Citoyens Directeurs, l'ennemi retire ses troupes du Rhin pour les envoyer en Italie ; faites de même, secourez-nous : il n'y aura jamais que la disproportion trop marquée des ennemis qui pourra nous vaincre. Nous ne vous demandons que des hommes, nous nous procurerons le reste avec d'autant plus de facilité, que nous serons plus nombreux.

Je vous envoie une pétition des officiers de la 57e, qui réclament le citoyen Maçon, leur chef de brigade, arrêté par ordre du général Willot.

Bonaparte.

Au quartier général à Milan, le 12 nivôse an 5 (1er janvier 1797)

Au citoyen président du congrès cispadan

J'ai appris avec le plus vif intérêt, par votre lettre du 30 décembre, que les républiques cispadanes s'étaient réunies en une seule, et que, prenant pour symbole un carquois, elles étaient convaincues que leur force est dans l'unité et dans l'indivisibilité. La misérable Italie est depuis longtemps effacée du tableau des puissances de l'Europe. Si les Italiens d'aujourd'hui sont dignes de recouvrer leurs droits et de se donner un gouvernement libre, l'on verra un jour leur patrie figurer glorieusement parmi les puissances du globe ; mais n'oubliez pas que les lois ne sont rien sans la force. Votre premier regard doit se porter sur votre organisation militaire. La nature vous a tout donné, et, d'après l'unité et la sagesse que l'on remarque dans vos différentes délibérations, il ne vous manque plus, pour atteindre au but, que d'avoir des bataillons aguerris et animés du feu sacré de la patrie.

Vous êtes dans une position plus heureuse que le peuple français, vous pouvez arriver à la liberté sans la révolution et ses crimes. Les malheureux qui ont affligé la France avant l'établissement de la constitution ne se verront jamais au milieu de vous. L'unité qui lie les diverses parties de la république cispadane, sera le modèle constamment suivi de l'union qui règnera entre toutes les classes de ses citoyens; et le fruit de la correspondance de vos principes et de vos sentiments soutenus par le courage, sera la liberté, la République et la prospérité.

Bonaparte.

Voici[6] la position des choses en décembre 1796[c]. L'intérieur de la République était assez calme; les partis avaient les yeux fixés sur les théâtres de la guerre, sur Kehl et sur l'Adige. La considération et la force du gouvernement augmentaient ou diminuaient selon les nouvelles que l'on recevait des armées. La dernière victoire, celle d'Arcole, avait frappé les imaginations françaises par le romanesque de son récit, l'incroyable fermeté d'âme du général Bonaparte et le danger extrême qu'il avait couru lorsqu'il tomba dans le marais, près du pont d'Arcole.

Toutefois, ces miracles de génie et de bravoures n'avaient point rassuré sur la possession de l'Italie : on savait qu'Alvinzi se renforçait et que le pape faisait des armements. Les malveillants disaient que l'armée d'Italie était épuisée; que son général, accablé par les travaux d'une campagne sans exemple, et consumé par une maladie extraordinaire, ne pouvait plus se tenir à cheval. Mantoue n'était pas encore prise et on pouvait concevoir des inquiétudes pour le mois de janvier.

La liberté de la presse régnait alors en France, ce qui veut dire qu'on était libre, autant que l'inexpérience générale permettait de l'être. Les journaux des deux partis déclamaient avec emportement. La Révolution ne comptait encore que huit années d'existence, les hommes de trente ans avaient été formés par la monarchie incertaine de Louis XVI et l'encyclopédie, et ceux de cinquante par la monarchie corrompue de Mme Dubarry et de Richelieu.

Les journaux de la contre-révolution voyant approcher le printemps, époque des élections, tâchaient de remuer l'opinion et de la disposer en leur faveur. Les royalistes, depuis leurs désastres dans la Vendée, avaient résolu de se servir de la liberté elle-même, pour la détruire; ils voulaient s'emparer des élections.

Le Directoire voyait leur projet et en avait peur, mais ressentant une peur égale des patriotes qui avaient gouverné et animé la France pendant la Terreur, il faisait du *juste milieu**. Voyant le déchaînement des journaux, il était

* Expression qui sera peut-être obscure vers 1850; genre de gouvernement qui entreprend de mener une nation par la partie médiocre et sans passions des citoyens ou plutôt à l'aide des passions basses et de l'envie de gagner de l'argent, de cette partie médiocre. Le juste milieu du Directoire se

saisi d'inquiétude, il se rappelait les passions qui s'étaient montrées en France pendant le gouvernement révolutionnaire. Aucun des membres du Directoire n'avait assez de génie politique pour voir que ces passions qui les effrayaient dormaient maintenant et qu'il fallait, pour les réveiller, des faits palpables et non de vains raisonnements de journaux. Il paraît que, tant que les hommes nés sous le régime de la censure seront de ce monde, il sera dans la destinée des gouvernements de la France d'avoir une peur exagérée de la presse et de donner du piquant aux quolibets qu'on leur lance avec adresse, en ayant l'air piqué.

Le Directoire, effrayé, demanda aux deux conseils des lois sur les abus de la presse. On se récria, on prétendit que, les élections approchant, le Directoire voulait en gêner la liberté; on lui refusa les lois qu'il sollicitait; on accorda seulement deux dispositions; l'une relative à la répression de la calomnie privée, l'autre aux crieurs de journaux qui, dans les rues, au lieu de les annoncer par leur titre, les annonçaient par des phrases détachées, dont la brutale énergie rappelait quelquefois celle du Père Duchesne, et faisait peur au Directoire.

Par exemple, on vendait un pamphlet, en criant dans les rues : « Rendez-nous nos myriagrammes et f... nous le camp, si vous ne pouvez faire le bonheur du peuple. » (Il faut se rappeler que les appointements des Directeurs étaient indiqués philosophiquement par la valeur d'un certain nombre de mesures de blé, ou myriagrammes.)

Le Directoire aurait voulu l'établissement d'un journal officiel. Les Cinq-Cents y consentirent, les Anciens s'y opposèrent.

La célèbre loi du 3 brumaire, mise une seconde fois en discussion en vendémiaire, avait été maintenue après une discussion orageuse. Le côté droit voulait faire révoquer la disposition qui excluait les parents des émigrés des fonctions publiques, et c'était celle que les républicains voulaient conserver. Après une troisième attaque, les républicains eurent l'avantage, et il fut décidé que cet article serait maintenu. On ne fit qu'un seul changement à cette loi. Elle excluait de l'amnistie générale, accordée aux délits révolutionnaires, les délits qui se rattachaient au 13 vendémiaire. Cet événement, dont les analogues devaient se renouveler si souvent, était trop loin maintenant, pour ne pas amnistier les individus qui avaient pu y prendre part et qui, d'ailleurs,

séparait avec un soin égal des gens à talents et des âmes généreuses du parti royaliste et du parti républicain. Le Directoire n'avait pour lui que les gens aux yeux desquels de bons appointements sont la première des raisons politiques, les timides dont la peur est la seule passion, et les fabricants et négociants qui ne demandent pas à un gouvernement d'être juste, éclairé, honnête, mais d'assurer, fût-ce par le despotisme avec accompagnement de Spielberg ou de Sibérie, une tranquillité de dix années, pendant lesquelles on puisse faire fortune.

étaient tous impunis de fait. L'amnistie fut appliquée aux délits de vendémiaire, comme à tous les autres faits purement révolutionnaires.

On voit que le Directoire et ceux qui voulaient la République, avec la constitution de l'an III, parvenaient à conserver la majorité dans les conseils, malgré les cris de quelques patriotes follement emportés et de nombre de gens vendus à la contre-révolution.

L'oligarchie de Vienne avait été consternée par la nouvelle de la bataille d'Arcole, venant immédiatement après de si belles espérances. Mais la peur donna à ces bons Allemands une activité qui ne leur est pas naturelle. L'immense majorité croyait que les Français traînaient partout la guillotine avec eux, et l'arrivée des républicains à Vienne semblait le pire des maux, même à la petite bourgeoisie si opprimée, en ce pays-là, par la noblesse. Le peuple tout entier se résolut à tenter une nouvelle lutte et fit des choses inouïes pour renforcer l'armée d'Alvinzi*.

La garnison de Vienne partit en poste pour le Tyrol, et l'empereur ordonna une nouvelle levée parmi les braves Hongrois (esclaves mécontents de la maison d'Autriche).

Les Viennois qui chérissaient tendrement leur empereur François, fournirent quatre mille volontaires et l'on vit plus tard dix-huit cents de ces bourgeois inexpérimentés, se *faire tuer à leur poste*, chose dont on a souvent parlé ailleurs, mais que ces bons Allemands exécutèrent. Ils l'avaient promis à l'Impératrice, lorsqu'elle leur remit des drapeaux brodés de ses propres mains.

Le conseil aulique ou M. de Thugut avait tiré de l'armée du Rhin quelques milliers d'hommes, choisis parmi les meilleures troupes de l'Autriche. Par cette activité, vraiment remarquable au sein d'une vieille oligarchie (deux cents familles régnaient alors à Vienne), l'armée d'Alvinzi avait été renforcée d'une vingtaine de mille hommes, et portée à plus de soixante mille combattants. Cette armée reposée et réorganisée ne comptait qu'un petit nombre de nouveaux soldats.

Elle inspirait des appréhensions sérieuses au général Bonaparte ; mais il avait un autre sujet d'inquiétudes. À Paris, les nobles, les prêtres, les émigrés et tout ce qui souhaitait l'humiliation de nos armes, annonçaient qu'il se mourait d'une maladie inconnue. Il n'était que trop vrai, il ne pouvait plus monter à cheval sans un effort de courage, suivi d'un complet abattement. Ses amis le

* La conduite militaire du gouvernement autrichien fut sublime, de mai 1796 à Leoben, [un blanc] 1797. Sans avoir les passions qui enflammaient les Français de 1793 et 1794, l'activité de ce gouvernement fut pareille. Mais qui a le mérite de cette activité : est-ce le vieux baron de Thugut ou le conseil aulique ? On l'ignore : juste punition des gouvernements ennemis de la pensée et de la publicité. Le peu qu'ils laissent imprimer passe pour mensonge et même leurs belles actions restent ignorées : *Carent quia vate sacro*[d].

crurent empoisonné; lui-même eut cette idée; mais comme il n'y avait aucun remède, il continua à faire son devoir, sans trop penser à sa santé. Cette grande âme se rappela le *Decet imperatorem stantem mori* (un général en chef doit mourir debout).

Après avoir été au plus mal, vers le temps d'Arcole, il fut mieux pendant la courte campagne de Léoben, et le repos de Montebello lui rendit des forces. Plus tard, il fut encore très mal, et ce ne fut que bien des années après que M. Corvizart (un des premiers médecins du siècle et l'homme le moins courtisan, et le plus ennemi des hypocrites qui fût jamais), parvint à deviner la maladie de Napoléon et ensuite à la guérir.

Devant Toulon, Napoléon voyant une batterie dont le feu venait de cesser y courut; il n'y trouva personne de vivant. Tous les canonniers venaient d'être tués par les boulets anglais. Napoléon se mit à charger tout seul une pièce de canon. Il prit l'écouvillon; il se trouva que le canonnier servant qui avait tenu cet instrument, avant lui, avait la gale, et bientôt Napoléon en fut couvert. Naturellement propre jusqu'au scrupule, il fut bientôt guéri. Ce fut un mal; il eût fallu laisser son cours à la maladie. Le virus, non suffisamment expulsé, se jeta sur l'estomac. En bivouaquant auprès d'un marais, vers Mantoue, il prit la fièvre et bientôt il se trouva dans cet état d'épuisement complet qui faisait le désespoir de son armée et la joie des royalistes.

Ce fut dans cet état d'épuisement, qu'à l'époque d'une de ses dernières batailles, trois des chevaux montés par lui moururent de fatigue. Ses joues caves et livides ajoutaient encore à l'effet mesquin de la très petite taille. Les émigrés disaient, en parlant de lui : « il est jaune à faire plaisir »; et on buvait à sa mort prochaine.

Ses yeux seuls et leur regard fixe et perçant annonçaient le grand homme. Ce regard lui avait conquis son armée; elle lui avait pardonné son aspect chétif, elle ne l'en aimait que mieux. Il faut se rappeler que cette armée était toute composée de jeunes méridionaux faciles à passionner. Ils comparaient souvent leur *petit caporal* avec le superbe Murat et la préférence était pour l'homme si maigre, déjà en possession d'une si grande gloire! Après Arcole, les forces physiques du jeune général semblèrent s'éteindre; mais la force de son âme lui prêtait une énergie qui, tous les jours, étonnait davantage, et nous allons voir ce qu'il fit à Rivoli.

CHAPITRE 37[a]

Après les rudes pertes que l'armée avait éprouvées à Calliano sur la Brenta et à Arcole, Napoléon avait fait les plus vives instances auprès du Directoire, afin d'obtenir les forces indispensables pour qu'il pût garder ses positions. Le Directoire lui envoya six mille hommes et en employa vingt-cinq mille à tenter une descente en Irlande. Il eût été plus simple d'envoyer ces vingt-cinq mille hommes en Italie, de battre l'Autriche, de faire la paix avec elle, et ensuite de tenter une descente en Irlande ; mais le Directoire ne savait guère gouverner et, d'ailleurs, il était jaloux de Napoléon.

La victoire d'Arcole avait retenti en France ; on commençait à comprendre à quoi avait tenu le sort de l'Italie. Forcé par le cri public, le Directoire annonça au général en chef qu'il allait lui envoyer les belles divisions Bernadotte et Delmas, tirées des armées du Rhin. En attendant l'arrivée de ces troupes qui, malgré l'hiver, devaient traverser les Alpes, Napoléon employa le mois de décembre à se mettre en garde contre Venise. Cette vieille aristocratie, si formidable au Moyen Age, avait toujours beaucoup d'esprit ; mais elle avait perdu toute énergie. De plus en plus indisposée par les charges de la guerre qui se faisait dans ses États, cette République augmentait ses armements[b].

Si elle eût voulu suivre les conseils du général français, probablement elle existerait encore aujourd'hui, mais il était difficile que des vieillards faibles, étiolés par la vanité, les richesses et un siècle d'inaction, vissent ce qu'il y avait de bon dans les conseils d'un jeune général dont les mouvements rapides étaient faits pour les choquer. Leur manque de tact alla jusqu'à voir en lui un républicain fougueux et un homme dont tous les projets étaient, ne pouvant espérer de faire des alliés, de chercher à leur susciter des embarras. Des sociétés patriotiques établies à Brescia, à Bergame, à Crema, semèrent les germes de la démocratie dans les États de Venise. De son côté, Venise armait à force

et répandait de l'argent parmi les paysans fanatiques des montagnes du Bergamasque ; Ottolini, podestat de Bergame, en soudoyait trente mille.

Bonaparte avait résolu de ne rien voir et différa toute explication, jusqu'après la reddition de Mantoue. Toutefois, il fit occuper la citadelle de Bergame, qui avait garnison vénitienne, et donna pour raison qu'il ne la croyait pas assez bien gardée pour résister à un coup de main de la part des Autrichiens. Dans la Lombardie et la Cispadane, il continua à favoriser l'esprit de liberté, réprimant le parti autrichien et les prêtres, et modérant le parti démocratique. Il maintint les apparences de l'amitié avec le roi de Sardaigne et le duc de Parme. Il alla à Bologne, pour terminer une négociation avec le duc de Toscane et imposer à la cour de Rome. A une certaine époque le grand-duc de Toscane avait intenté quatre cents procès aux Jacobins de ses États où, ce me semble, il n'y en eut jamais. Mais bientôt ce prince philosophe prit le sage parti de tolérer la révolution française et ses effets.

Comme nous l'avons vu, les troupes de la République occupaient Livourne. De vives discussions s'étaient élevées entre l'administration financière de l'armée et le commerce de cette ville. Il s'agissait des marchandises envoyées à Livourne *en commission* (déposées pour être vendues) par des négociants anglais, et sur lesquelles, comme il est d'usage, les négociants toscans avaient fait des avances. Ces marchandises qu'on arrachait avec peine aux négociants de Livourne, étaient ensuite fort mal vendues et par une compagnie qui, suivant le général en chef, venait de voler cinq à six millions à l'armée.

Napoléon fit un abonnement avec le grand-duc ; il fut convenu que, moyennant deux millions, payés comptant, les Français évacueraient Livourne. Il trouvait dans cet arrangement l'avantage de rendre disponible la petite garnison qu'il avait placée dans cette ville.

Parmi les idées qui se présentaient en foule à cette tête ardente et à la fois raisonnable, nous noterons la suivante : il s'agissait de former une barrière entre le pape et le siège de Mantoue. Les Anglais ne pouvaient-ils pas débarquer quatre mille hommes à Ancône ou à Civita-Vecchia ? Bonaparte voulait prendre les deux légions formées à Bologne et à Ferrare (la République cispadane), les réunir à la garnison de Livourne, y ajouter trois mille hommes et lancer ce petit corps sur la Romagne et la marche d'Ancône. On s'emparait de deux provinces de l'État romain, on y arrêtait les impôts, on se payait ainsi de la contribution qui n'avait pas été acquittée et surtout on rendait impossible le projet de jonction de Wurmser avec l'armée papale.

A la paix, on pouvait rendre la Lombardie à l'Autriche, et former une république puissante, en ajoutant au Modénois, au Bolonais et au Ferrarais, la Romagne, la marche d'Ancône et le duché de Parme. Dans ce cas, on aurait

donné Rome au duc de Parme, ce qui aurait fait grand plaisir au roi d'Espagne; le pape n'étant soutenu ni par l'Autriche ni par l'Espagne, pouvait être placé dans une île, la Sardaigne, par exemple.

Bonaparte avait commencé à exécuter son projet; il s'était porté à Bologne avec trois mille hommes et menaçait le Saint-Siège; mais Rome n'eut point peur. Le nonce Albani lui écrivait de Vienne les miracles que l'administration faisait sous ses yeux pour former une cinquième armée. Rome rassembla des troupes, espéra communiquer par le bas Pô avec Wurmser, et témoigna le désir de voir le général français s'avancer encore davantage dans ses provinces.

Le cardinal secrétaire d'État expliquait ses plans de campagne :

— S'il le faut, disait-il, le Saint-Père quittera Rome et ira passer quelques jours à Terracine, sur l'extrême frontière du royaume de Naples : plus Bonaparte s'avancera et s'éloignera de l'Adige, plus il s'exposera aux dangers d'une retraite désastreuse, et plus les chances deviendront favorables à la cause sainte.

Rien n'était plus sage que ce raisonnement. Mais Napoléon n'avait garde de trop s'éloigner de Mantoue. Il avait l'œil sur l'Adige et s'attendait à chaque instant à une nouvelle attaque.

Le 8 janvier 1797, il apprit que ses avant-postes avaient été attaqués sur toute la ligne; il repassa le Pô, en grande hâte, avec ses deux mille hommes et courut de sa personne à Vérone. Alvinzi s'avançait pour débloquer Mantoue avec quarante et quelques mille hommes; Mantoue en renfermait vingt mille, dont douze mille, au moins, sous les armes.

C'était la quatrième fois que l'armée d'Italie devait combattre pour la possession de Mantoue. Les divisions Bernadotte et Delmas, qu'on attendait de l'armée du Rhin, n'étaient pas arrivées et pourtant Alvinzi avait repris l'offensive.

L'armée occupait ses positions ordinaires : la division Sérurier devant Mantoue; Augereau sur l'Adige, depuis Vérone jusqu'au-delà de Legnago; Masséna à Vérone; Joubert avec une quatrième division à la Corona et à Rivoli, dont le nom devra son immortalité à la dernière des grandes batailles gagnées par Bonaparte en Italie.

Chacune de ces quatre divisions était forte d'à peu près dix mille hommes. Le général Rey se trouvait à Dezenzano avec une réserve de quatre mille hommes.

L'ennemi avançait à la fois[1] par Roveredo, par Vicence et par Padoue, c'est-à-dire qu'il attaquait en même temps le centre et les deux ailes de l'armée française. Napoléon se détermina à garder ses positions jusqu'à ce qu'il eût deviné laquelle de ces trois attaques était la véritable.

Le 12 janvier 1797, la colonne qui s'avançait par Vicence s'approcha de Vérone et fit plier les avant-postes de Masséna; le reste de la division vint à

leur secours, déboucha sur Saint-Michel, et l'ennemi fut repoussé avec perte; le général en chef acquit la certitude qu'il n'était pas en force sur ce point.

Le lendemain, dans l'après-midi, il apprit que le général Joubert, attaqué de front par des forces supérieures et menacé sur ses deux flancs par de fortes colonnes, avait été obligé, dans la matinée, d'évacuer la position de la Corona (située entre l'Adige et le Monte-Baldo, au delà duquel se trouve le lac de Garde). Joubert s'était replié sur Rivoli, d'où il comptait continuer sa retraite sur Castel-Novo. Il n'y eut plus de doute; il était clair que la colonne de Vicence et celle qui se dirigeait sur le bas Adige, étaient destinées à opérer des diversions pour faciliter la marche du corps principal qui descendait par la vallée de l'Adige. C'était donc à ce corps qu'il fallait opposer le gros de l'armée.

Napoléon partit de Vérone, emmenant avec lui la plus grande partie de la division Masséna; deux mille hommes restèrent à Vérone pour contenir la colonne de Vicence; Rey reçut l'ordre de se diriger de Salò sur Rivoli, point de réunion générale. Napoléon avait deviné que, suivant la méthode autrichienne, le maréchal Alvinzi aurait divisé en plusieurs colonnes le corps qui débouchait par la vallée de l'Adige. Il pensait qu'en occupant le plateau de Rivoli, où venaient se réunir les différents sentiers qui sillonnent cette contrée montagneuse, il aurait la faculté d'agir en masse contre des colonnes séparées entre elles par des obstacles insurmontables.

Ce calcul était fondé, mais il réussit à peine. L'armée française était trop peu nombreuse pour faire face partout à des marches d'une rapidité incroyable. Napoléon se trouva sans cesse au milieu des balles, et à aucune de ses batailles il ne fut exposé pendant aussi longtemps au feu de la mousqueterie. Cette armée si peu nombreuse eût sans doute été anéantie si elle eût perdu son général en chef. Jamais Augereau n'eût voulu obéir à Masséna; Lannes était encore dans les grades inférieurs et, d'ailleurs, la malheureuse loi de l'ancienneté eût peut-être donné le commandement en chef à Sérurier.

Napoléon ordonna à Joubert de se maintenir, à tout prix, en avant de Rivoli, jusqu'à son arrivée.

Alvinzi, au moment où il quittait Bassano et se mettait en marche pour remonter la Brenta et se jeter dans la vallée de l'Adige, avait envoyé Provera avec huit mille hommes sur Legnago, et Bayalitsch, avec cinq mille sur Vérone. Lui-même, à la tête d'environ trente mille hommes, déboucha par Roveredo sur la Corona. Puis il eut l'idée vraiment allemande de subdiviser encore cette petite armée en six colonnes, tandis qu'il eût dû agir en masse avec trente-huit mille hommes; cinq mille suffisaient du reste pour inquiéter l'Adige.

Pendant que trois de ces six colonnes d'Alvinzi, formant un total de douze mille hommes, pressaient Joubert de front, le général Lusignan, avec quatre mille hommes, alla passer sur l'extrême bord du lac de Garde, au couchant du

Monte-Baldo : Lusignan prétendait, avec ses quatre mille hommes, tourner la gauche des Français.

Quasdanowich, avec une cinquième colonne de huit mille hommes, destinée à assaillir la droite, prit le chemin qui longe la rive droite de l'Adige. Il faut remarquer que l'artillerie et la cavalerie qui ne pouvaient suivre les autres colonnes, dans les mauvais chemins de montagne par lesquels elles devaient passer, marchaient avec cette dernière colonne, par la belle route qui côtoie l'Adige. Enfin, pour éviter tout embarras, Wukassowich, avec une sixième colonne de quatre mille hommes, descendait par la rive gauche de l'Adige.

Si le lecteur veut se rendre compte de la singularité de ce plan, il peut vérifier sur une bonne carte géographique que, par une suite d'obstacles naturels et invincibles, aucune de ces colonnes ne pouvait communiquer avec sa voisine.

En commençant par la droite de l'armée ennemie, la crête du Monte-Baldo empêchait toute communication entre la colonne de Lusignan, qui longeait le lac, et les trois colonnes du centre; celles-ci se trouvaient séparées de celle de Quasdanowich, où étaient l'artillerie et la cavalerie, par les sommités impraticables de San Marco, et, enfin, l'Adige se trouvait entre Quasdanowich et Wukasowich.

Ainsi, toutes les colonnes agissantes de l'ennemi, arrivaient par les montagnes et sans canons, tandis que réunie sur le plateau de Rivoli, l'armée française pouvait les recevoir successivement, même avec du canon de douze. Le génie de Bonaparte fut d'oser deviner un plan aussi singulier. Pour qu'il réussît, il fallait que toutes les colonnes autrichiennes pussent arriver au même instant et donner avec un ensemble parfait.

Au moment où Joubert reçut les ordres de son général en chef, vers une heure du matin, il était en pleine retraite. Il retourna sur-le-champ à la position de Rivoli, que fort heureusement l'ennemi n'avait point encore eu le temps d'occuper. Napoléon l'y rejoignit sur les deux heures après minuit; il faisait un magnifique clair de lune; les feux des bivouacs autrichiens étaient renvoyés par les cimes couvertes de neige du Monte-Baldo et Napoléon put s'assurer de l'existence de cinq camps ennemis séparés.

Le 14 janvier au matin, le gros de la division Joubert marcha vers San Marco, par Caprino et San Giovanni; elle attaqua le centre des Autrichiens; pendant ce temps une demi-brigade placée dans des retranchements, en arrière d'Osteria, couvrait sa droite. Elle était destinée à arrêter Quasdanowich qui, probablement, tenterait de monter sur le plateau de des bords de l'Adige, où il était placé. Masséna, qui arrivait à marches forcées, reçut l'ordre de détacher une demi-brigade sur la gauche, pour contenir Lusignan qui, probablement, par un mouvement semblable, chercherait à monter des bords du lac sur le plateau.

Joubert se battait vivement; mais[c] les Autrichiens le recevaient avec une extrême bravoure; c'est une des batailles qui leur fait le plus d'honneur. La gauche des Français, débordée, plia. À la vue de ce mouvement, la droite, commandée par le général Vial, rétrograda aussi; par bonheur, le 14e de ligne se soutint admirablement au centre, et donna le temps de rétablir les affaires. Napoléon courut à la gauche de Joubert, conduisant la colonne de Masséna qui venait d'arriver; l'ennemi fut repoussé, et la gauche se rétablit sur les hauteurs de Trombalora.

Pendant ce temps, les affaires allaient fort mal ailleurs; la droite était vivement poursuivie par les Autrichiens, qui descendaient des hauteurs de San-Marco. Quasdanowich avait forcé les retranchements d'Osteria et sa colonne, arrivant du fond de la vallée de l'Adige, commençait à gravir la montée qui conduit au plateau de Rivoli. D'un autre côté, on voyait Lusignan qui, par Affi, se dirigeait sur les derrières de l'armée.

Ainsi, l'armée française était entourée. Napoléon ne fut point étonné; il s'appliqua à culbuter Quasdanowich. Ce général était obligé de passer par un ravin très profond et enfilé par nos batteries. À peine la tête de sa colonne parut-elle sur le plateau, qu'elle fut assaillie sur ses deux flancs par de l'infanterie et en front par de la cavalerie, que l'intrépide Lassalle (tué depuis à Wagram) mena à la charge. L'ennemi fut culbuté et rejeté dans le ravin. Le désordre y était déjà grand, lorsqu'un obus français vint faire sauter un caisson, dans le chemin creux qui longe l'Adige et où les Autrichiens étaient entassés : la confusion et la terreur y furent au comble; infanterie, cavalerie, artillerie rétrogradèrent pêle-mêle par Incanale.

Napoléon, débarrassé de Quasdanowich, put songer à secourir Vial (de l'aile droite de Joubert), qui était en pleine retraite. Les Autrichiens s'étaient débandés en le poursuivant; deux cents chevaux que Napoléon lança contre eux les mirent dans une déroute complète qui, chose incroyable, se communiqua à tout leur centre. Alvinzi ne put rallier ces fuyards que derrière le Tasso.

Restait Lusignan. Ce général, ne trouvant pas de résistance sérieuse, vint s'établir sur le mont Pipolo, pour couper entièrement la retraite à l'armée française. Mais pour cela il eût fallu, d'abord, qu'elle fût battue.

Napoléon lui opposa une partie de la division Masséna qui entretint le combat jusqu'à l'arrivée de Rey. Le tête de la colonne de ce dernier, ayant enfin débouché d'Orza, sur les derrières de Lusignan, celui-ci se vit entouré à son tour. Son corps de quatre mille hommes fut détruit; il regagna le Monte-Baldo, avec quelques centaines d'hommes seulement.

La bataille était gagnée : ce qui suit est peut-être encore plus admirable.

Le soir même de la bataille de Rivoli, au moment où les généraux faisaient

compter les prisonniers autrichiens et où chaque demi-brigade s'assurait, par l'appel nominal, des pertes énormes qu'elle avait faites, Napoléon apprit que Provera, forçant le centre de la division Augereau, laquelle était répartie en petits détachements répandus tout le long de l'Adige, avait réussi à passer ce fleuve, le 13 janvier au soir; Provera se dirigeait sur Mantoue, il allait débloquer la place. Napoléon calcula que Joubert réuni à Rey serait assez fort pour pousser les débris d'Alvinzi, et avec la division Masséna il repartit sur le champ pour Roverbella, où il arriva le 15 au soir. Le 14, Augereau, ayant eu le temps de réunir sa division, était tombé sur l'arrière-garde de Provera et l'avait fortement entamée.

Le 15, Provera arriva devant Mantoue; il comptait y entrer par le faubourg de Saint-Georges; mais il trouva ce faubourg occupé par les Français et retranché; il ne put communiquer avec la place.

Bataille de la Favorite

Le 16 janvier 1797, à cinq heures du matin, Provera attaqua le poste de la Favorite et Wurmser celui de Saint-Antoine; Sérurier réussit à s'y maintenir à l'aide des renforts amenés par le général en chef. Wurmser rentra dans la place.

Provera, attaqué de front par Sérurier, sur sa gauche par la garnison de Saint-Georges, sur sa droite par Napoléon lui-même, à la tête du reste de la division Masséna, se trouvait fort malmené, lorsque la division Augereau parut sur ses derrières. Il mit bas les armes avec les cinq mille hommes qui lui restaient.

C'était pour la seconde fois, depuis dix mois, que le général Provera avait recours à cette façon de sortir d'embarras. Quand Napoléon avait complètement deviné un général ennemi et le savait bien médiocre, il ne manquait pas de le louer dans toutes les occasions, comme un adversaire dangereux et qu'il était glorieux de combattre. Au moyen de cette ruse bien simple, on ne manquait pas de lui opposer ce général★.

Pendant que Napoléon gagnait la bataille de la Favorite, Joubert agissait avec une activité digne de son illustre chef.

La destruction du corps de Lusignan et la retraite de Quasdanowich sur

★ Rapport du 29 nivôse an V (18 janvier 1797).

Le général en chef au Directoire

« ... La confusion et le désordre étaient dans les rangs ennemis; cavalerie, artillerie, infanterie, tout était pêle-mêle; la *terrible* 57e n'était arrêtée par rien. Dans ce moment le respectable général Provera demanda à capituler, etc., etc. »

Rivalta laissaient sans espoir de secours Alvinzi et son armée du centre. Le 15 janvier, Joubert fit marcher deux colonnes avec une extrême rapidité et réussit à tourner Alvinzi par les deux flancs; les troupes autrichiennes prévenues sur leur ligne de retraite et adossées aux précipices de la Corona, furent presque entièrement détruites avant d'avoir atteint Ferrara. Près de cinq mille hommes mirent bas les armes.

Le maréchal Alvinzi ayant perdu plus de la moitié de son armée, ramena ce qui lui restait derrière la Piave, ne laissant, pour la défense du Tyrol, qu'à peu près huit mille hommes. Les arrière-gardes autrichiennes furent partout culbutées, et, enfin, au commencement de février, l'armée française se retrouva dans les positions qu'elle avait occupées avant Arcole : Joubert sur le Lavis; Masséna à Bassano; Augereau à Citadella. Venise, avec toutes ses forces, restait derrière la droite de l'armée française.

Telle fut la célèbre bataille de Rivoli, dans laquelle trente mille Français, agissant contre une armée très brave, firent vingt mille prisonniers. Jamais l'armée française n'a mieux fait; les demi-brigades républicaines surpassèrent la rapidité si vantée des légions de César.

Les mêmes soldats que Napoléon fit sortir de Vérone et qui se battirent à Saint-Michel le 13 janvier marchèrent toute la nuit suivante sur Rivoli, combattirent dans les montagnes le 14 jusqu'à la nuit, revinrent sur Mantoue le 15, et le 16 firent capituler Provera.

Napoléon, fort malade alors, vint se reposer de tant de fatigues à Vérone[d].

CHAPITRE 38[a]

Bonaparte avait rencontré, dans sa campagne sur le Mincio, un jeune Français, peintre de paysage, qui parcourait les environs du lac de Garde pour faire des études. Le général, environné de jeunes gens qui jouaient l'enthousiasme ou exagéraient celui qu'ils éprouvaient réellement, fut frappé du rare bon sens et de la mansuétudee du peintre, que rien ne semblait émouvoir et qui n'était ébloui par rien. Ce peintre avait, d'ailleurs, une taille fort avantageuse et une figure prévenante. Il était une chose que Napoléon exécrait alors par-dessus tout, c'étaient les rapports entachés de *gasconisme* et qui peignent tout en beau. Il engagea souvent à dîner le jeune peintre, et voulut lui faire prendre parti avec lui. Berthier et même Napoléon, qui aimait à soutenir les discussions avec lui, lui fit entendre que bientôt il aurait un grade militaire et n'aurait pas à se plaindre de la fortune. Ce jeune homme qui avait montré de la bravoure dans la surprise de Gavardo, répondait au général, avec sa simplicité ordinaire, qu'il ne blâmait point les militaires, que leur profession était, sans doute, noble et utile; mais, qu'au total, ce métier lui semblait grossier et montrer l'homme sous un vilain jour, et qu'il ne voudrait pour rien y engager sa vie.

Après avoir passé un mois au quartier général, toujours extrêmement distingué par Napoléon, il prit congé de lui et continua sa tournée en Italie.

Vers le temps d'Arcole, Napoléon écrivit au ministre de la République française à Florence, pour le prier de remettre vingt louis à M. Biogi[b 1], qu'il savait y être retourné, et de le prier de sa part de venir le voir à son quartier général.

Le jeune peintre répondit, avec sa tranquillité naturelle, qu'il avait des affaires à Florence, et que ce voyage qui serait sans utilité pour son talent, le contrarierait fort. Le ministre lui montra la lettre de Napoléon, fit valoir l'extrême obligeance avec laquelle le général en chef parlait de lui, lui fit honte de refuser une telle invitation, etc., etc. Il fit tant, que M. Biogi prit un

vetturino, quitta Florence et s'achemina lentement du côté de Vérone, dessinant tous les beaux paysages qu'il rencontrait sur sa route. Il arriva à Vérone un peu après la bataille de Rivoli et fut reçu à merveille.

— Si vous voulez être officier, lui dit Napoléon, il y a maintenant bien des places vacantes; je vous prendrai auprès de moi.

— Ne voyez-vous pas, ajouta le général Berthier, qui se trouvait présent à l'entretien, que le général en chef se charge de votre fortune.

— Je veux être peintre, répondit le jeune homme, et ce que je viens de voir des horreurs de la guerre, les ravages qu'elle entraîne naturellement et sans qu'on puisse en faire aucun reproche à personne, ne m'ont point fait changer d'avis sur ce métier grossier et qui montre l'homme sous un vilain aspect : celui de l'intérêt personnel, exalté jusqu'à la fureur, et au moyen duquel le lieutenant voit tomber, sans regrets, le capitaine, son ami intime, etc., etc.

Bonaparte combattit philosophiquement cette manière de voir et retint l'artiste jusqu'à deux heures du matin. « Jamais je n'ai vu d'homme parler aussi bien », dit le peintre. On l'invita à dîner le lendemain et les jours suivants.

Le jeune homme, malgré le calme de son caractère, se prit d'amitié pour Napoléon et enfin un soir osa lui demander pourquoi il n'essayait pas de combattre, par un régime suivi, le poison dont il était tant à craindre, pour l'intérêt de la République, qu'il ne fût victime.

Berthier faisait force signes au jeune peintre, pour lui faire entendre que le général en chef n'aimait pas ce genre de conversation. Mais au grand étonnement du chef d'état-major (qui, dans le tête-à-tête, était traité par son général comme un petit commis et n'osait dire son avis que quand on le lui demandait bien expressément, ce qui était fort rare), Napoléon se mit à traiter le sujet philosophiquement et à fond.

« — Il y a des poisons, sans doute; mais y a-t-il une médecine? La médecine fût-elle une science réelle, ne me prescrirait-elle pas le repos? Or, y a-t-il un repos pour moi? Supposez que j'oublie assez mes devoirs pour remettre le commandement en chef à un des généraux de l'armée d'Italie; retiré à Milan ou à Nice, est-ce que mon sang ne s'enflammera pas en apprenant des batailles dont je jugerais mal, étant éloigné, et dans lesquelles il me semblera qu'on n'a pas fait tout ce qu'on pouvait faire, avec des troupes aussi braves? Sur mon lit de douleur, à Milan ou à Nice, je serai cent fois plus agité qu'ici où, du moins, quand mes troupes sont bien placées et les rapports des agents satisfaisants, je puis dormir en paix. D'ailleurs, qu'est-ce qu'un homme quand il est privé de sa propre estime? Et, tandis que tant de braves grenadiers se font tuer avec gaîté, que sera-ce qu'un général en chef qui, parce qu'il a

mal à l'estomac ou à la poitrine, va se coucher dans quelque place sur les derrières ? Et quelle destinée humiliante si les *barbets* venaient m'y assassiner ! Non, il n'y a pas de médecine et quand cette science serait aussi certaine que la meilleure tactique, il faut que l'homme remplisse son devoir, grenadier ou général en chef, il doit rester où le destin l'a mis, etc. etc. »

Napoléon ne renvoya le jeune homme qu'à deux heures du matin. Dans une des soirées suivantes, il lui dit :

« — Puisque vous vous obstinez à être peintre, vous devriez bien me faire le tableau de Rivoli. »

« — Je ne suis pas peintre de bataille, répondit M. Biogi, mais simple paysagiste. J'ai entrevu les effets de la fumée et l'aspect des lignes de soldats quelquefois, en vous suivant ; mais je n'ai point assez étudié ces choses-là pour oser les représenter.

« Je ne puis peindre, avec quelque chance de succès, que ce que je connais bien. »

Napoléon essaya de combattre ces raisons, mais le jeune homme restait ferme dans son dire.

« — Eh bien, dit le général, peignez-moi le plateau de Rivoli et les montagnes environnantes, avec l'Adige coulant là-bas, sur la droite, au fond de la vallée, tels que je les vis lorsque je fis mon plan d'attaque.

« — Mais, répondit M. Biogi qui, à l'armée, n'aimait que le général en chef et ne se souciait point de rester plus longtemps avec les guerriers, un paysage sans feuilles est une chose bien triste et qui ne me ferait aucun plaisir à peindre, ni à vous, général, quand vous le verriez. Un paysage sans feuilles a besoin d'être animé par les détails et les passions d'une grande bataille, tels que je ne sais pas le faire ; je regrette vivement de ne pouvoir peindre un tableau pour vous.

« — Eh bien, vous le ferez comme vous l'entendez, et Berthier va vous donner une escorte. »

Le général Berthier dessina les divers mouvements de la bataille : le Monte-Baldo à gauche, la hauteur San Marco en face, l'Adige vers la droite[c].

Et ce fut sur cette sorte de plan improvisé que Napoléon, fort en train de causer et de discuter, et Berthier, tâchèrent de faire comprendre au peintre les mouvements successifs que nous venons de raconter. Le peintre était électrisé par un si beau récit fait, disait-il, avec la dernière simplicité et sans la moindre emphase. Napoléon n'avait eu un peu d'emphase qu'en parlant de son devoir et de sa complète abnégation au sujet du poison. Sans doute Napoléon espérait avoir un tableau de bataille. Autrement, dit M. Biogi, à quoi bon expliquer avec tant de netteté les mouvements des troupes et surtout les différences de leur uniforme. Les canonniers, avec leurs pièces de douze, plongeant à

droite dans la vallée de l'Adige et labourant les troupes de Quasdanowich en uniforme blanc, qui veulent monter sur le plateau; les dragons, en habits verts, commandés par Lassalle, etc., etc.

On se sépara à plus de deux heures après minuit. Le lendemain matin, le général Berthier donna pour escorte à M. Biogi quatre grenadiers intelligents choisis dans une des demi-brigades qui avaient le plus agi dans la bataille, sur le plateau de Rivoli. M. Biogi se mit en route avec eux et fut très content de leur conversation. Par son bon sens, dit-il, elle me rappelait celle du général en chef; il eût été difficile de montrer plus d'intelligence que ces braves jeunes gens. On coucha dans un village; le lendemain M. Biogi parcourut avec eux tout le champ de bataille. Quand il fut à gauche, dans la gorge qui descend vers le lac de Garde, M. Biogi avançait toujours; les grenadiers, dont deux avaient pris les devants, s'arrêtèrent et l'un de ceux qui étaient restés avec M. Biogi, lui dit :

« Citoyen, nous avons l'ordre de t'escorter; ainsi, ce n'est nullement pour gêner tes actions, nous t'accompagnerons partout où tu voudras aller; mais si tu continues à descendre ainsi vers le lac, tu vas avoir des coups du fusil. Les paysans de ces environs sont méchants. »

M. Biogi répondit que c'était par pure curiosité et entraîné par la beauté du paysage, qu'il descendait vers le lac. Il revint avec eux vers le village de Rivoli et choisit le point de vue de son tableau à côté d'un petit mur récemment démoli par le canon. Les grenadiers le regardaient faire et semblaient ne pas vouloir s'éloigner de son chevalet, à cause de leur consigne. Au bout d'une heure, l'un d'eux lui dit :

« Tu ne cours ici aucun danger; notre capitaine a été tué à trois cents pas en avant; c'était un brave homme; si tu n'as pas besoin de nous, nous voudrions revoir l'endroit. »

Quelques instants après, M. Biogi les voyant s'arrêter tous les quatre et regarder attentivement par terre, laissa son dessin et alla les joindre; il les trouva les larmes aux yeux.

« C'est là que le pauvre capitaine a été tué, il sera enterré tout près. »

Ils se mirent à fouiller avec leurs baïonnettes les endroits où la terre paraissait nouvellement remuée et enfin s'arrêtèrent, sans mot dire; ils avaient reconnu leur capitaine, dont la poitrine n'était pas recouverte de plus de trois doigts de terre. M. Biogi touché, malgré sa froideur habituelle, les suivit plus d'une heure. Ils lui montraient toutes les marches et contre-marches qu'avait faites la compagnie, avant que le capitaine ne fût tué.

M. Biogi resta trois jours avec eux dans les environs du village de Rivoli. Il prenait des vues du champ de bataille, dans tous les sens, pensant que cela pourrait être agréable au général en chef et, d'ailleurs, il se plaisait beaucoup

dans la société de ces quatre grenadiers et commençait à perdre un peu de son antipathie pour l'état militaire.

« Au fait, disait-il, en 1837, c'étaient les officiers que je n'aimais pas; le général en chef et les grenadiers me plaisaient fort. »

Il revint à Vérone, où il passa six semaines, occupé à peindre son tableau et toujours fort bien accueilli du général, qui l'avait engagé à venir le voir tous les jours, à la nuit tombante, lorsqu'il ne pouvait plus travailler; le général le retenait souvent à dîner.

Un jour que M. Biogi attendait dans la salon à l'heure du dîner, avec plusieurs colonels, le général Berthier parut et dit avec humeur :

« Que faites-vous ici, messieurs? Ce n'est pas votre place, allez-vous-en. »

Comme M. Biogi, un peu déconcerté, se hâtait de sortir avec les colonels :

« Restez, lui dit Berthier; ce n'est pas pour vous que je parle; le général a toujours beaucoup de plaisir à vous voir; vous devez vous en apercevoir; il vous fait placer à ses côtés, il vous parle. »

Ce que Berthier disait avait un peu d'humeur, le général en chef ne parlant jamais à lui ou à un autre officier, que pour faire une question bien sèche. Berthier ne paraissait absolument qu'un commis, chargé de distribuer des ordres.

« On ne saurait se figurer, disait M. Biogi, la quantité de gens qui, tous les jours, venaient parler au général en chef. Il y avait des femmes très bien mises, des prêtres, des nobles, des gens de toute sorte; il les payait bien; aussi, savait-il tout. »

M. Biogi était surpris de la distance à laquelle il tenait ses généraux, même les plus distingués; il leur adressait un mot, cela était compté comme une faveur, et faisait la conversation de la soirée, parmi eux.

« Rien de moins séduisant que la place que l'on m'offrait, ajoutait-il. Il fallait avoir de l'ambition sans doute, à peine revêtu de l'uniforme, il ne m'aurait plus parlé. Et s'il eût continué, quelles jalousies! »

Le général en chef parlait volontiers aux soldats, toujours simplement et raisonnablement, et s'attachant à bien comprendre leur idée. Souvent, il prolongeait beaucoup la conversation avec M. Biogi; il était parfaitement poli, son regard avait beaucoup de grâce, surtout à mesure que la soirée s'avançait. Son âme devinait bien des choses, en fait de beaux arts; il n'avait absolument rien lu en ce genre; il citait des tableaux d'Annibal Carrache, comme étant de Michel-Ange.

Gros faisait alors son portrait, celui où il est représenté tenant un drapeau et passant le pont d'Arcole; c'est le seul de cette époque ressemblant[2]. Le général a son sabre au côté, et comme il fait en avant un mouvement violent, la dragonne du sabre est restée un peu en arrière. Berthier, qui pourtant savait

dessiner, demanda à Gros pourquoi cette dragonne n'était pas dans une position verticale. Rien de plus simple, dit Napoléon, et il en donna la raison.

« Gros est le seul peintre, ajoutait M. Biogi, qui ait osé rendre les *pauvretés* (terme de peinture) qui, à cette époque, frappaient de toute part les yeux du général, qui avait l'air d'un homme fort malade de la poitrine. On n'était rassuré qu'en réfléchissant aux courses énormes qu'il faisait presque tous les jours et à leur rapidité. Son regard avait quelque chose d'étonnant; c'était un regard fixe et profond, nullement l'air inspiré et poétique. Ce regard prenait une douceur infinie, quand il parlait à une femme, ou qu'on lui racontait quelque beau trait de ses soldats. Au total c'était un homme à part, continuait M. Biogi; aucun de ses généraux ne lui ressemblait, en aucune façon. Lemarrois avait une figure charmante, douce, de bonne compagnie, distinguée et, toutefois, à côté de son général, il avait l'air inférieur. Murat était beau à cheval, mais d'une sorte de beauté grossière. Duphot annonçait bien de l'esprit; mais Lannes, lui seul, rappelait quelquefois le général en chef. »

Celui-ci était environné d'un respect profond et silencieux; c'était un homme absolument hors de pair et tout le monde le sentait. Toutes les belles dames de Vérone cherchaient à le rencontrer chez le provéditeur vénitien, ancien ambassadeur et fort grand seigneur qui, en présence du général en chef, avait l'air d'un petit garçon.

Quand le tableau représentant le plateau de Rivoli fut terminé, le général en fut content; il y avait beaucoup de la vérité et de la suavité de Claude Lorrain. Il le paya bien et M. Biogi rendit six louis, sur les vingt-cinq reçus à Florence, disant qu'il n'avait pas dépensé davantage.

Nous n'avons pas changé une parole au récit de M. Biogi, qui vit actuellement retiré dans une petite ville de Bretagne.

CHAPITRE 39

Voici maintenant le récit de Bonaparte.

Bataille de Rivoli[a 1]

Depuis l'offensive de Provera, le 1er janvier 1797, jusqu'à la reddition de Mantoue, le 1er février suivant, espace d'un mois (Voy. la carte[2]).

I. *État de l'Italie*

Venise faisait de nouvelles levées d'Esclavons, il arrivait tous les jours de nouveaux bataillons dans les lagunes, les partis étaient en présence dans toutes les villes du pays vénitien. Les troupes françaises avaient occupé les citadelles de Vérone et de Brescia. Des troubles survenus à Bergame firent sentir la nécessité d'occuper la citadelle ; le général Baraguey-d'Hilliers en prit possession. Les négociations avec Rome continuaient, mais elles ne marchaient pas . l'expérience avait prouvé qu'on ne pouvait rien obtenir de cette cour que par les menaces et la présence de la force. Le général en chef annonça à Milan son départ pour Rome, il fit partir le général Lahoz avec quatre mille Italiens pour Bologne, y dirigea une colonne de trois mille Français, et fit prévenir le grand-duc de Toscane que ses troupes traverseraient ses États, pour se rendre à Perrugia ; il partit effectivement lui-même, et se rendit à Bologne. Manfredini (ministre du grand-duc de Toscane) vint l'y trouver, pour ménager les intérêts de son maître, et s'en retourna convaincu que le général français marchait sur Rome. Mais cette dernière cour ne fut point dupe de toutes ces apparences ; elle resta immobile. Elle était au fait des plans adoptés à Vienne et en espérait le succès. Cependant, lorsqu'elle apprit que le général français était à Bologne, le secrétaire d'État fut étonné ; mais le ministre d'Autriche soutint

son courage en lui faisant comprendre que rien n'était plus heureux pour leurs vues que d'attirer le général français dans le fond de l'Italie; et que fallait-il quitter Rome, ce serait encore un bonheur, puisque la défaire des Français sur l'Adige en serait d'autant plus assurée.

II. *Situation de l'armée autrichienne*

Alvinzi recevait tous les jours des renforts considérables. Le Padouan, le Trévisan et tout le Bassanais étaient couverts de troupes autrichiennes. Il s'était écoulé deux mois depuis la bataille d'Arcole; l'Autriche les avait mis à profit, pour faire arriver dans le Frioul les divisions tirées des rives du Rhin, où les armées françaises étaient inactives et en plein quartier d'hiver.

Un mouvement avait été imprimé à toute la monarchie autrichienne. On leva dans le Tyrol plusieurs bataillons d'excellents tireurs; il fut aisé de leur persuader qu'il fallait défendre leur territoire et aider à reconquérir l'Italie, si essentielle à la prospérité du Tyrol. Les succès de l'Autriche, dans la campagne dernière en Allemagne, et ses humiliations en Italie, avaient remué l'esprit public. Les grandes villes offraient des bataillons de volontaires; Vienne en fournit quatre : on leva ainsi un renfort de dix à douze mille volontaires. Les bataillons de Vienne reçurent de l'Impératrice des drapeaux brodés de ses propres mains. Ils les perdirent mais après les avoir défendus avec honneur.

L'armée d'Autriche se composait de huit divisions de forces inégales; de plusieurs brigades de cavalerie incorporées avec ces divisions; et de deux divisions de cavalerie. On évaluait cette armée à plus de quatre-vingt mille combattants.

III. *Situation de l'armée française*

L'armée française avait été renforcée, depuis Arcole, de deux régiments d'infanterie tirés des Côtes de la Provence, la 57e en faisait partie, et d'un régiment de cavalerie. Cela faisait environ cinq à six mille hommes, et compensait les pertes d'Arcole et du blocus de Mantoue.

Joubert avec une forte division, occupait Montebaldo, Rivoli et Bussolengo. Rey, avec une division moins forte, était en réserve à Dezenzano. Masséna était à Vérone, avec une avant-garde à Saint-Michel. Augereau à Legnago, avec une avant-garde à Bevilaqua. Sérurier bloquait Mantoue. La Corona était couverte de retranchements. Les châteaux de Vérone et de Legnago étaient en bon état, ainsi que Peschiera et Pizzighettone. On occupait les citadelles de Brescia, Bergame, le fort de Fuente, la citadelle de Ferrare et le fort Urbin. Des forces navales sur le lac de Guarda nous assuraient la possession de ce lac. Des barques armées, placées sur le lac majeur et le lac de Côme, y exerçaient une sévère police.

IV. *Plan d'opération adopté par la cour de Vienne*

Wurmser avait débouché sur trois colonnes; sa droite par la chaussée de la Chiusa, au-delà du lac de Guarda (voir la carte[3]); son centre par Montebaldo, entre le lac de Guarda et l'Adige; sa gauche par la rive gauche de l'Adige.

Quelques mois après, Alvinzi avait attaqué sur deux colonnes; l'une opérant dans le Tyrol, l'autre sur la Piave, la Brenta et l'Adige. Mais la bataille de Lonato, celles de Castiglione et d'Arcole avaient fait échouer ces deux plans de campagne.

La cour de Vienne adopta cette fois un nouveau plan, qui se liait avec les opérations de Rome. Il fut arrêté que l'armée autrichienne ferait deux grandes attaques : la première par le Montebaldo, comme avait fait Wurmser; la seconde sur l'Adige, par les plaines du Padouan; que les deux corps qui exécuteraient ces attaques n'auraient rien de commun entre eux; qu'ils marcheraient indépendamment l'un de l'autre; de sorte que si l'un réussissait, le premier but serait rempli, et Mantoue débloquée. Le corps principal devait déboucher par le Tyrol; et s'il battait l'armée française, il arriverait sous les murs de Mantoue, et y ferait sa jonction avec le deuxième corps qui agissait sur l'Adige.

Si au contraire la principale attaque échouait, et que le second corps réussît, le siège de Mantoue serait également levé, et la place réapprovisionnée. Alors ce corps d'armée se jetterait dans le Seraglio, et établirait ses communications avec Rome. Le maréchal Wurmser prendrait le commandement de l'armée qui était dans la Romagne. La grande quantité de généraux, d'officiers et de cavalerie démontée qui se trouverait dans Mantoue, servirait à discipliner l'armée du pape, et ferait une diversion qui obligerait le général français à avoir aussi deux corps d'armée, l'un sur la rive gauche, l'autre sur la rive droite du Pô

Un agent secret envoyé de Vienne, et fort intelligent, fut arrêté par une sentinelle, comme il franchissait le dernier poste de l'armée française devant Mantoue. On lui fit rendre sa dépêche qu'il avait avalée, renfermée dans une petite boule de cire à cacheter. Cette dépêche était une petite lettre écrite en caractères très fins, et signée de l'empereur François. Il annonçait à Wurmser qu'il allait être incessamment dégagé. Dans tous les cas, il lui ordonnait de ne pas se rendre prisonnier, d'évacuer la place, de passer le Pô, ce qu'il pouvait faire puisqu'il était maître du Seraglio, et de se rendre dans les États du pape, où il prendrait le commandement de son armée. L'empereur d'Autriche supposait, comme on le voit, que Wurmser était maître du Seraglio; il était mal informé.

V. *Combat de Saint-Michel*

Provera eut le commandement du corps d'armée qui devait agir sur l'Adige, pour passer cette rivière et se porter sur Mantoue. Les bataillons volontaires de Vienne faisaient partie du corps d'armée, qui était composé de trois divisions formant vingt-cinq mille hommes. Aux premiers jours de janvier, Provera porta son quartier général à Padoue. Le 12, il se dirigea, avec deux divisions, sur Montagna où était l'avant-garde d'Augereau, commandée par le brave général Duphot. Au même moment la troisième division autrichienne, qui avait pris position sur les hauteurs de Caldiero, marcha sur Saint-Michel, pour y attaquer l'avant-garde de Masséna, dont le quartier général était à Vérone; c'était une fausse attaque. Le général Duphot, attaqué à la pointe du jour par l'avant-garde de Provera, composée des volontaires de Vienne, la contint facilement et la repoussa. Mais sur le midi, l'armée autrichienne s'étant déployée, Duphot fit retraite et repassa l'Adige à Legnago.

La division qui formait la droite de Provera, et qui attaqua Saint-Michel, était la plus faible. Le général Masséna marcha de Vérone au secours de son avant-garde. La division autrichienne fut rompue, dispersée et poursuivie l'épée dans les reins jusqu'au-delà de l'Alpon.

Ce fut dans ce moment que le général français arriva en poste de Bologne. Il avait été instruit, par ses agents de Venise, du mouvement de l'armée autrichienne sur Padoue. Il avait fait camper les troupes italiennes sur la frontière de la Transpadane pour s'opposer au pape, dirigé les deux mille Français de Bologne sur Ferrare, où ils avaient passé le Pô à Ponte-di-Lagoscuro, et rejoint l'armée sur l'Adige.

De sa personne, il passa le Pô à Borgoforte, se rendit au quartier général de Roverbello, et arriva à Vérone au plus fort du feu du combat de Saint-Michel. Il ordonna sur-le-champ à Masséna de reployer, dans la nuit, toutes ses troupes sur Vérone.

L'ennemi paraissait être en opération, et il fallait tenir toutes les troupes disponibles, pour pouvoir se porter où serait la véritable attaque. Dans la nuit, on reçut des nouvelles du quartier général de Legnago, qui disaient que toute l'armée autrichienne était en mouvement sur le Bas-Adige, que le grand état-major de l'ennemi y était, ainsi que deux équipages de pont. Le rapport du général Duphot, officier de confiance, ne laissait aucun doute sur les nombreuses forces déployées devant lui : il les portait à vingt mille hommes, et supposait que c'était la première ligue de l'ennemi. On fut confirmé dans l'opinion que l'ennemi opérait sur le Bas-Adige, par la nouvelle de ce qui s'était passé à la Corona. Joubert manda que pendant toute la journée du 12 il avait été attaqué par l'ennemi, qu'il l'avait contenu, et que la division autrichienne avait été repoussée dans toutes ses tentatives.

VI. *Le général Alvinzi occupe la Corona et jette un pont sur l'Adige*

Le général français ordonna à la division Masséna de repasser l'Adige et de se réunir sur la rive droite. Il attendit ainsi toute la journée du 13, ce qui se serait passé ce même jour à Legnago, sur l'Adige et la Corona. Les troupes furent prévenues d'être prêtes à faire une marche de nuit, et d'être sous les armes à dix heures du soir. La division qui était à Dezenzano se porta le 11 à Castel-Novo, et attendait là de nouveaux ordres.

Il pleuvait à grands flots. Les troupes étaient sous les armes; mais le général en chef ignorait encore de quel côté il les dirigerait. A dix heures du soir les rapports du Montebaldo et du Bas-Adige arrivèrent.

Joubert mandait que le 13 à neuf heures du matin, l'ennemi avait déployé de grandes forces; qu'il s'était battu toute la journée; que sa position, étant très resserrée, il avait eu le bonheur de se maintenir; mais qu'à deux heures après-midi, s'étant aperçu qu'il était débordé par la gauche par la marche d'une division autrichienne qui longeait le lac de Guarda et menaçait de se placer entre Peschiera et lui, et par sa droite par une autre division ennemie qui avait longé la rive gauche de l'Adige, jeté un pont à une lieue au-dessus de Rivoli, passé ce fleuve, et filait par la rive droite, longeant le pied du Montemagone, pour enlever le plateau de Rivoli, il avait jugé indispensable d'envoyer une brigade pour s'assurer le plateau de Rivoli, la clef de toute la position; sur les quatre heures il avait jugé lui-même nécessaire d'abandonner la Corona, afin d'arriver de jour sur le plateau de Rivoli, qu'il serait obligé d'évacuer le lendemain avant neuf heures.

Sur le Bas-Adige l'ennemi avait bordé la rive gauche. Nous étions sur la rive droite.

Le projet de l'ennemi se trouva dès lors démarqué. Il fut évident qu'il opérait avec deux armées sur le Montebaldo et sur le Bas-Adige. La division Augereau parut suffisante pour disputer et défendre le passage de la rivière.

Sur le Montebaldo il n'y avait pas un moment à perdre, puisque l'ennemi allait faire sa jonction avec son artillerie et sa cavalerie, en s'emparant du plateau de Rivoli; et que si l'on pouvait l'attaquer avant qu'il ne se fût emparé de ce point important, il serait obligé de combattre sans son artillerie et sans cavalerie. Il ne fut plus douteux que la principale attaque de l'ennemi ne fût par le Montebaldo. Toutes les troupes furent donc dirigées sur le plateau de Rivoli. Le général en chef s'y rendit lui-même à deux heures du matin.

VII. *Bataille de Rivoli*

Le temps s'était éclairci, il faisait un clair de lune superbe. Napoléon monta sur différentes hauteurs et observa les diverses lignes des feux ennemis. Elles

remplissaient le pays entre l'Adige et le lac de Guarda : l'atmosphère en était embrasée. On distingua fort bien cinq corps qui paraissaient formés par cinq divisions qui avaient déjà commencé leur mouvement la veille. Les feux des bivouacs annonçaient quarante ou cinquante mille hommes. Les Français devaient être à six heures du matin à Rivoli, avec vingt-deux mille hommes : c'était encore une très grande disproportion ; mais nous avions sur l'ennemi l'avantage d'avoir soixante pièces de canon et plusieurs milliers de chevaux.

Il fut évident, par la position des cinq bivouacs ennemis, qu'ils voulaient nous attaquer vers neuf ou dix heures du matin. La colonne de droite, qui était fort éloignée, avait pour but de venir cerner le plateau de Rivoli par derrière ; elle ne pouvait être arrivée avant dix heures ; la première division du centre devait avoir la destination d'attaquer notre position de gauche. Le seconde, qui était sur la crête supérieure de Montebaldo, près Saint-Marco, avait pour but de s'emparer de la chapelle de Saint-Marco*, de descendre par le plateau de Rivoli, et d'ouvrir le chemin à la colonne de gauche, qui avait longé le pied du Montebaldo, et se trouvait bivouaquée au bord du plateau, le long de l'Adige, au fond de la vallée. Le cinquième bivouac paraissait une division de réserve : il était en arrière. Sur ces données, Napoléon établit son plan. Il ordonna à Joubert, qui avait évacué la chapelle Saint-Marco, et qui n'occupait plus le plateau de Rivoli que par une arrière-garde, de reprendre tout de suite l'offensive, de se réemparer de la chapelle, et à l'aube du jour, de pousser la deuxième division du centre de l'ennemi, qui était sur la crête supérieure, aussi loin que possible.

Cent Croates, instruits par un prisonnier de l'évacuation de Saint-Marco, venaient d'en prendre possession, lorsque Joubert remonta sur cette chapelle à quatre heures du matin, et reprit sa position en avant.

La fusillade s'engagea avec un régiment de Croates. Au jour, Joubert attaqua la division qui était devant lui, et la poussa de hauteurs en hauteurs sur la crête supérieure du Montebaldo, qui domine la vallée de l'Adige. La première division autrichienne du centre pressa alors sa marche et un peu avant neuf heures elle arriva sur les hauteurs de gauche du plateau de Rivoli. Elle n'avait point d'artillerie. La 14e et la 85e qui garnissaient ce plateau, avaient chacune une batterie. La 14e qui occupait la droite, repoussa les attaques de l'ennemi ; la 85e fut débordée et rompue. Mais le général français courut à la division Masséna, qui, ayant marché toute la nuit, prenait un peu de repos, la mena à l'ennemi ; et en moins d'une demi-heure, la première division autrichienne du centre fut battue et mise en déroute ; il était dix heures et demie ; la division autrichienne de la gauche, composée de trois mille hommes d'infanterie,

* Voir le magnifique paysage de M. Boguet au Luxembourg[4].

de cinq à six mille hommes de cavalerie, de toute l'ambulance et le gros bagage de l'armée, qui était au fond de la vallée, entendant la fusillade près du plateau, et s'étant aperçue que Joubert, qui était à une lieue en avant, n'avait plus personne à la chapelle Saint-Marco, fit monter quelques bataillons de troupes légères pour l'occuper, et prendre Joubert à dos. Lorsque ses bataillons furent à demi-hauteur, l'ennemi se hasarda à faire déboucher douze pièces de canon, deux à trois bataillons d'infanterie et mille chevaux. Cette opération était difficile; c'était une véritable escalade. Joubert s'en étant aperçu envoya au pas de course trois bataillons qui arrivèrent à la chapelle avant l'ennemi, et le précipitèrent au fond de la vallée. Un batterie de quinze pièces, placée au plateau de Rivoli, mitrailla la partie de la colonne de gauche, qui commençait à déboucher. Le colonel Leclerc chargea par pelotons avec trois cents chevaux. Le chef d'escadron Lasalle était à la tête du premier peloton, et, par son intrépidité, décida du succès. L'ennemi fut culbuté dans le ravin; on prit tout ce qui avait débouché; infanterie, cavalerie, artillerie.

À onze heures, la colonne de droite de l'armée autrichienne arriva à la position qui lui était indiquée. Elle y trouva notre division de réserve de Dezenzano. Elle plaça une brigade pour la tenir en échec. L'autre brigade, forte de quatre mille hommes, se plaça sur la hauteur, à cheval sur le chemin de Vérone au plateau de Rivoli. Elle n'avait point d'artillerie; elle croyait avoir tourné l'armée française, mais il était trop tard. À peine arrivée sur la hauteur, elle put voir la déroute des trois divisions autrichiennes du centre et de la gauche. On dirigea contre elle douze à quinze pièces de la réserve. Après une vive canonnade, elle fut attaquée, cernée et entièrement prise. La deuxième brigade, qui était plus en arrière, en position contre la réserve de Dezenzano, se mit en retraite. Elle fut vivement poursuivie, une grande partie fut tuée ou prise.

Il était une heure après midi; l'ennemi était partout en retraite et poursuivi.

Joubert avança avec tant de rapidité, qu'un moment nous crûmes toute l'armée d'Alvinzi prise. Joubert arrivait à l'Escalier, seule retraite de l'ennemi; mais Alvinzi, sentant le danger où il était, marcha avec ses troupes de réserve, contint Joubert et même lui fit perdre un peu de terrain. La bataille était gagnée. Nous avions du canon, des drapeaux et un grand nombre de prisonniers. Deux de nos détachements qui venaient rejoindre l'armée donnèrent dans la division qui nous avait coupé le chemin de Vérone. Le bruit se répandit aussitôt sur les derrières que l'armée française était cernée et perdue.

Dans cette journée, le général en chef fut plusieurs fois entouré par l'ennemi. Il y eut plusieurs chevaux tués ou blessés.

Chabot occupait Vérone avec une poignée de monde; mais la division de Caldiero avait été si bien battue le 12 à Saint-Michel, qu'elle n'avait pu rien entreprendre. Elle se contenta de garder sa position.

VIII. *Passage de l'Adige par Provera. Marche sur Mantoue*

Le 14, Provera jeta un pont à Anghiari ; et le 15, à la pointe du jour, il passa l'Adige et se mit en marche sur Mantoue. Augereau se porta sur le pont de l'ennemi, fit prisonniers mille cinq cents hommes que Provera avait laissés pour sa garde, et s'empara du pont pendant la journée du 15 ; mais Provera avait gagné une marche sur lui. Mantoue était compromise.

CHAPITRE 40[1]

Il est difficile d'empêcher un ennemi qui a plusieurs équipages de pont, de passer une rivière ; lorsque l'armée qui défend le passage a pour but de couvrir un siège, le général doit avoir pris ses mesures pour arriver à une position intermédiaire entre la rivière qu'il défend et la place qu'il couvre, avant l'ennemi. Le général français avait donné des ordres en conséquence. Aussitôt que l'ennemi aurait passé, il fallait se diriger sur la Molinella, y arriver avant lui, et, après avoir couvert la place, marcher à sa rencontre. L'oubli de ce principe et de ces instructions compromit Mantoue.

Napoléon, ayant appris, à trois heures après midi, que Provera jetait un pont à Anghiari, prévit sur-le-champ ce qui allait arriver. Il laissa à Masséna, à Murat et à Joubert le soin de suivre le lendemain Alvinzi, et partit à l'heure même avec quatre régiments pour se rendre devant Mantoue. Il arriva à Roverbello, comme Provera arrivait devant Saint-Georges. Hohenzollern qui commandait l'avant-garde de Provera parut le 16 à l'aube du jour. Il arrivait à la tête d'un régiment couvert de manteaux blancs à la porte de Saint-Georges. Il savait que ce faubourg n'était point fortifié, qu'il n'était couvert que par un simple retranchement de campagne ; il espérait le surprendre.

Miolis, qui y commandait, ne se gardait que du côté de la ville. Il savait qu'il était couvert par une division qui était sur l'Adige, et que l'ennemi était très loin. Les houzards de Hohenzollern ressemblaient au 1er de houzards français. Cependant un vieux sergent de la garnison de Saint-Georges, qui faisait du bois à deux cents pas de la place, fixa cette cavalerie arrivant sur la ville ; il conçut des doutes qu'il communiqua à un de ses camarades ; il leur parut que les manteaux blancs étaient bien neufs pour être Berchigni. Ces braves gens, dans l'incertitude, se jettent dans Saint-Georges, crient aux armes, et poussent la barrière. La cavalerie se mit au galop ; mais il n'était plus temps ; elle fut reconnue et mitraillée. Toutes les troupes furent bientôt sur les remparts.

A midi Provera cerna la place. Le brave Miolis, avec mille cinq cents hommes, se défendit toute la journée.

Bataille de la Favorite

Cependant Provera communiqua avec Wurmser par une barque au travers du lac. Le 17, à la pointe du jour, Wurmser sort avec la garnison, et prend position à la Favorite. À une heure du matin Napoléon plaça les quatre régiments entre la Favorite et Saint-Georges, et empêcha la garnison de Mantoue de joindre à Provera. Sérurier attaqua à la pointe du jour la garnison de Mantoue avec les troupes du blocus. Le général en chef attaqua Provera.

C'est à cette bataille que la 57e mérita le nom de « terrible ». Seule elle aborda la ligne autrichienne à la baïonnette, et renversa tout ce qui voulut résister. À deux heures après midi la garnison de Mantoue ayant été rejetée, Provera capitula et posa les armes, nous laissant beaucoup de drapeaux, des bagages, plusieurs parcs, plusieurs équipages de pont. Six mille prisonniers et plusieurs généraux restèrent en notre pouvoir. Il ne s'échappa des vingt-deux mille hommes de Provera que ce qui était resté de la division qui, le 12, avait attaqué Saint-Michel, et qui continua de rester dans sa position de Caldiero, et mille cinq cents hommes que Provera avait laissés sur la rive gauche de l'Adige, à la garde de ses parcs et de ses magasins ; tout le reste fut pris ou tué. Cette bataille fut appelée de la Favorite.

Le 15, Joubert poussa toute la journée Alvinzi devant lui, et arriva si rapidement sur l'Escalier que six à sept mille hommes furent coupés. Murat, avec une colonne, se porta sur la Corona, et entra dans le Tyrol.

Le quartier général retourna à Vérone. La division Masséna se rendit à Bassano. Une division d'Alvinzi commençait à se rallier sur la Brenta ; on la défit et on la jeta au-delà de la Piave. Le général Augereau marcha à Castel-Franco et de là à Trévise. Il eut aussi à soutenir quelques légères affaires d'avant-garde. Toutes les troupes autrichiennes repassèrent la Piave. Les neiges remplissaient toutes les gorges du Tyrol ; ce fut le plus grand obstacle que Joubert eut à surmonter ; l'infanterie française triompha de tout. Joubert entra dans Trente. Le général Victor fut envoyé sur le Lavisio et par les gorges de la Brenta, se remit en communication avec Masséna, dont le quartier général était à Bassano.

On ramassa beaucoup de prisonniers dans divers petits combats ; on trouva partout des malades autrichiens et beaucoup de magasins. L'armée se trouva dans la même position qu'après les batailles de Roveredo, de Bassano et avant celle d'Arcole ; et Bessières fut envoyé porter les nouveaux trophées à Paris.

Les combats de Saint-Michel, de Rivoli, d'Anghiari et de la Favorite firent

perdre à Alvinzi plus des deux tiers de son armée. De ses quatre-vingt mille hommes, il n'en ramena que vingt-cinq mille en Autriche.

Reddition de Mantoue

Désormais nous n'avions plus d'inquiétude sur Mantoue. Depuis longtemps la garnison avait été mise à le demi-ration; tous les chevaux étaient mangés. On fit connaître à Wurmser les résultats de la bataille de Rivoli; il n'avait plus rien à espérer. On le somme de se rendre; il répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Cependant, à quelques jours de là, Klenau, son premier aide de camp, se rendit au quartier général de Sérurier. Il protesta que la garnison avait encore pour trois mois de vivres; mais que le maréchal, ne croyant pas que l'Autriche pût dégager la place à temps, sa conduite serait réglée par les conditions qu'on lui ferait. Sérurier répondit qu'il allait prendre les ordres du général en chef à ce sujet.

Napoléon se rendit à Roverbello; Sérurier fit appeler Klenau. Le général français resta inconnu, enveloppé dans sa capotte. La conversation s'engagea entre Sérurier et Klenau; Klenau employait tous les moyens d'usage, et devisait longuement sur les grands moyens qui restaient à Wurmser et la grande quantité de vivres qu'il avait dans ses magasins de réserve.

Le général français s'approcha de la table et écrivit près d'une demi-heure ses décisions en marge des propositions de Wurmser, pendant que la discussion durait toujours avec Sérurier. Quand il eut fini : « Si Wurmser, dit-il à Klenau, avait seulement pour dix-huit à vingt jours de vivres, et qu'il parlât de se rendre, il ne mériterait aucune capitulation honorable. Voici les conditions que je lui accorde, ajouta-t-il, en rendant le papier à Sérurier; vous y lirez surtout qu'il sera libre de sa personne, parce que j'honore son grand âge et ses mérites, et que je ne veux pas qu'il devienne la victime des intrigues qui voudraient le perdre à Vienne. S'il ouvre ses portes demain, il aura les conditions que je viens d'écrire; s'il tarde quinze jours, un mois, deux, il aura encore les mêmes conditions. Il peut donc désormais attendre jusqu'au dernier morceau de pain. Je pars à l'instant pour passer le Pô, je marche sur Rome. Vous connaissez mes intentions, allez les dire à votre général. »

Klenau, qui n'avait rien conçu aux premières paroles, ne tarda pas à juger à qui il avait affaire. Il prit connaissance des décisions, dont la lecture le pénétra de reconnaissance et d'admiration pour un procédé aussi généreux et aussi peu attendu. Il ne fut plus question de dissimuler et il convint qu'il n'avait plus de vivres que pour trois jours. Wurmser fit solliciter le général français, puisqu'il devait traverser le Pô, de venir le passer à Mantoue, ce qui lui éviterait beaucoup de détours et de difficultés. Mais déjà tous les arrangements de

voyage étaient disposés. Wurmser lui écrivit pour lui exprimer toute sa reconnaissance ; et peu de jours après il lui expédia un aide de camp à Bologne, pour l'instruire d'une trame d'empoisonnement qui devait avoir lieu dans la Romagne et lui donna les renseignements nécessaires pour s'en garantir ; cet avis fut utile.

Le général Sérurier présida donc aux détails de la reddition de Mantoue, et vit défiler devant lui le vieux maréchal et tout l'état-major de son armée. Déjà Napoléon était dans la Romagne. L'indifférence avec laquelle il se dérobait au spectacle si flatteur d'un maréchal de grande réputation, généralissime des forces autrichiennes, à la tête de tout son état-major, lui remettant son épée, fut un sujet d'étonnement qui retentit dans toute l'Europe.

Note écrite par M. de Las Cases sous la dictée de Napoléon

1° Alvinzi, quoiqu'on trouve dans les divers rapports, avait quatre-vingt mille hommes, Provera compris. Les forces du Tyrol étaient de plus cinquante mille hommes. Provera en avait vingt-cinq dont sept mille combattaient à Saint-Michel, et dix-huit mille hommes, trois mille restèrent sur ses derrières, dix mille arrivèrent à Saint-Georges ; et cinq mille restèrent en arrière sur la Molinella, pour parer le mouvement d'Augereau qui suivait : tout cela fut pris. S'il ne se trouva que sept mille prisonniers dans la colonne de Provera, c'est qu'il avait livré deux combats l'un à Anghiari, un autre à Saint-Georges, et donné la bataille de la Favorite, qui lui avait coûté du monde et que beaucoup de soldats autrichiens entrés dans les hôpitaux ne sont pas compris dans le nombre des prisonniers. Les rapports ne marquent que vingt-trois mille prisonniers ; le vrai est que les Français en firent plus de trente mille ; c'est que, en général, l'armée gardait mal ses prisonniers ; elle en laissait échapper un grand nombre. Le cabinet de Vienne avait organisé des administrations en Suisse et sur les routes, pour favoriser leur désertion. On peut calculer qu'un quart des prisonniers se sauvait avant d'être arrivé au quartier général central, un autre quart avant d'arriver en France, où il n'en arrivait guère qu'une moitié. Beaucoup aussi s'encombraient dans les hôpitaux.

2° Si dans le rapport officiel, Bessières ne présenta au Directoire que soixante et onze drapeaux, c'est que les méprises communes dans les mouvements d'un grand état-major, en retinrent treize en arrière. On les trouvera dans le nombre de ceux que présenta Augereau après la prise de Mantoue.

3° Des soixante drapeaux qu'Augereau présenta au Directoire, treize étaient un reste des trophées de Rivoli et de la Favorite qu'aurait dû présenter Bessières. Les quarante-sept autres furent trouvés dans Mantoue ; et font

connaître les nombreux cadres de l'armée de Wurmser, qui s'étaient renfermés dans cette place.

Le choix d'Augereau pour porter ces drapeaux fut la récompense des services qu'il avait rendus à l'armée, surtout à la journée de Castiglione. Cependant il eût été plus naturel encore de les envoyer par Masséna, qui avait des titres bien supérieurs. Mais le général en chef comptait beaucoup plus sur celui-ci pour sa campagne d'Allemagne, et ne voulait point s'en séparer. Il en est qui ont cru que Napoléon s'apercevant qu'on affectait d'élever outre mesure le général Augereau, fut bien aise, en l'envoyant à Paris, de mettre chacun à même d'apprécier justement le caractère et les talents de cet officier, qui ne pouvait que perdre à l'épreuve[a]. D'autres ont pensé au contraire, que le général en chef avait eu pour but de fixer les regards de Paris sur un de ses lieutenants : Augereau était parisien[b c].

Nous avons vu que la Cour de Rome avait formé une petite armée de huit mille hommes. M. de Thugut[d] avait envoyé au pape pour la commander en chef le général Colli déjà battu au commencement de la campagne. Napoléon trouva enfin le moment de disperser cette armée. Rien n'eût été plus aisé que d'en mitrailler tous les soldats; mais une victoire si facile eût passé tôt ou tard pour une cruauté, et retardé la civilisation du pays; il valait mieux leur faire peur d'abord, et ensuite les renvoyer raconter à leurs compatriotes ce qu'ils avaient vu.

Napoléon forma une petite division dont il confia le commandement au général Victor. Un corps de quatre mille hommes de troupes papales voulut défendre le Senio, petit fleuve ou torrent qui, des montagnes de l'Appenin, se rend dans l'Adriatique; il fut culbuté et fait prisonnier. Le 9 février 1797, Victor arriva à Ancône où il fit mille deux cents prisonniers. Le 18, il était à Tolentino, où Napoléon fit la paix avec le pape. Le Directoire voulait qu'il détrônât ce souverain; rien, assurément, n'était plus facile; mais dans cette supposition, il fallait laisser une garnison à Rome, ce qui eût pu donner de l'ombrage au roi de Naples. C'était dans les environs de Vienne qu'il fallait conquérir le royaume de Naples.

Au-delà de Bologne, Napoléon ne pouvait rien faire de sérieux pour civiliser les peuples d'Italie. Les assassins n'y étaient pas punis de mort, les débiteurs ne payaient pas leurs dettes, les juges se vendaient aux plaideurs, et de plus leurs arrêts étaient cassés par les prélats qui gouvernaient les provinces. Tous les jours, les Madones faisaient des miracles contre les Français.

Si ces peuples n'étaient pas au degré de civilisation de Bologne et de Milan, les prêtres pouvaient en faire des *barbets*, contre les Français. Napoléon n'avait ni assez de loisir, ni assez de soldats pour mettre à la tête de chaque ville ou village, entre Bologne et Rome, les citoyens les plus éclairés.

Son unique but était alors de battre l'armée autrichienne qui était sur la Piave, et de chercher à marcher sur Vienne.

Pour le traité conclu le 19 février 1797 à Tolentino, le pape qui était au pouvoir de l'armée française, se racheta en donnant des tableaux qui, plus tard, furent volés à Paris à l'époque de l'invasion étrangère, en 1815.

La reddition de Mantoue, la brillante victoire de Rivoli, l'évacuation de la Corse par les Anglais, la paix avec Naples et Rome, l'approche des deux divisions Bernadotte et Delmas avaient enfin changé de fond en comble la face des affaires en Italie.

En mars, les divisions de l'armée du Rhin arrivèrent à l'armée et Napoléon eut soixante-quinze mille hommes. Il en laissa vingt mille pour garder les places et observer le midi de l'Italie.

Le 16 février, il avait pris sur lui de signer à Bologne, avec le comte Balbo ambassadeur du roi de Sardaigne, cette paix que le Directoire lui refusait depuis si longtemps, et qui avant Arcole eût dû placer dans son armée dix mille braves Piémontais.

Venise seule pouvait désormais donner des inquiétudes. La capitale était imprenable, l'Aristocratie avait des troupes, de l'argent, elle pouvait appeler les Anglais et dans ce cas, il eût été téméraire de s'avancer au-delà de la Piave. Le gouvernement de Saint-Marc était sombre mais non pas cruel, il pesait sur la riche bourgeoisie et sur la noblesse de terre ferme mais il était aimé des peuples. Cette fière aristocratie eût conservé ses états si elle eût pu se décider à inscrire au *livre d'or* les cent nobles les plus riches de la terre ferme. Napoléon indiqua cette mesure au procurateur Pezzaro ; il ne fut pas compris.

Les États de terre ferme étaient profondément agités. Les curés des montagnes du Bergamasque et du Véronais craignaient de perdre toute leur influence et d'être réduits à l'insignifiance[e] où étaient tombés les curés du Milanais.

Le Sénat de Venise avait armé huit ou dix mille Esclavons. Il était évident que si Napoléon avait un revers en traversant les Alpes, qu'il allait essayer de franchir, pour marcher sur Vienne, les Esclavons, gens fort braves, secondés par la levée en masse des paysans, et probablement par quelque corps autrichien descendu du Tyrol, fondraient sur ses derrières, égorgeraient ses dépôts, couperaient toute retraite à l'armée.

Napoléon se conduisit avec Venise comme il avait fait avec le pape, avec Naples, avec le roi de Sardaigne ; c'est-à-dire qu'il fit tout au monde pour obtenir la paix. L'aristocratie fit tout au monde pour se perdre et elle y réussit[f].

L'amabilité des Vénitiens[g], l'extrême malheur dans lequel ils sont tombés,

l'intérêt que ce peuple inspire à la curiosité du philosophe, comme étant le plus gai qui ait jamais existé*, tout fait regarder avec un profond regret le parti pris par Napoléon. S'il eût pu agir autrement, peut-être que Venise existerait encore aujourd'hui, et la malheureuse Italie serait moins étouffée par le joug de fer de l'Autriche. M. de Metternich ne peuplerait pas le Spielberg des Italiens les plus distingués**. Mais on ne peut disconvenir que la conduite du général français n'ait été parfaitement légitime. Il fit tout ce qui était humainement possible pour conserver Venise; mais il eut affaire à de trop rudes imbéciles.

L'archiduc Charles, le seul Autrichien qui ait commandé en chef de bonne heure, et qui par conséquent ait pu acquérir quelque talent, quitta le Rhin après, il vint au milieu de janvier prendre le commandement de l'armée autrichienne sur la Piave; il était suivi par trois divisions d'élite.

Ce prince fut constamment battu et ne mit pas un instant en péril l'armée française; il fit preuve d'une extrême bravoure, mais comme général il fut au-dessous d'Alvinzi et même de Wurmser. La retraite vers la crête des Alpes se changea bientôt en déroute, et cependant sur la fin il eut des troupes d'élite. Bonaparte l'attaqua avec cinquante mille hommes. L'archiduc Charles avait pris les devants et laissé en arrières les trois divisions qui venaient du Rhin par la vallée de la Drave. De sa personne, le prince était sur la Piave. Bernadotte et Delmas étaient arrivés depuis huit jours à l'armée française que les trois divisions autrichiennes traversaient encore la Bavière. Napoléon n'était pas homme à négliger cet avantage militaire et positif, il résolut d'attaquer, sans s'embarrasser de l'aristocratie vénitienne qui peut-être aurait la gaucherie de lui laisser un mois de loisir. Victor qui, avec sa petite division, était resté à surveiller l'exécution du traité de Tolentino, conclu avec le pape, reçut l'ordre de revenir rapidement sur l'Adige.

Napoléon marcha avec les divisions Masséna, Bernadotte, Sérurier et Augereau (cette dernière commandée par Guieux), le tout formant trente huit mille combattants, il prit un parti nécessaire mais bien dangereux; il se détermina à faire un détachement fort de dix-sept mille hommes dont il donna le commandement à Joubert, qui eut ainsi trois divisions; la sienne et les divisions Delmas et Baraguey-d'Hilliers. Il est singulier qu'il n'ait pas donné le commandement de ce corps à Masséna.

En partant du Mincio, deux lignes d'opération se présentent pour agir contre les États héréditaires de la maison d'Autriche, la première au nord par la vallée de l'Adige, la seconde à l'est par le Frioul et la Carniole. On voit

* Voir les œuvres du poète Buratti, mort en 1832; par exemple : l'*Elefanteïde*, satire.
** Mémoires de Silvio Pellico, de Borsieri, etc.

que ces deux lignes forment un angle droit, dont Vérone est le sommet. (Consulter une carte.) L'ennemi les occupait toutes les deux; on ne pouvait en prendre exclusivement une sans s'exposer à voir attaquer le flanc et les derrières de l'armée par le corps qui descendrait de l'autre.

Il fallait donc faire un détachement; mais par quelle route s'avancerait l'armée principale?

Le Tyrol offre beaucoup de positions favorables à celui qui se défend; ses vallées resserrées ne permettent pas de développer de grandes forces; enfin la vallée du Tyrol ne conduit pas directement sur Vienne comme le chemin du Frioul.

Il était impossible de lancer l'armée sur Udine sans exposer les derrières aux attaques de l'ennemi, débouchant du Tyrol par la vallée de la Brenta. Napoléon jugea indispensable de pousser un grand corps sur le Haut-Adige, puis de rabattre ce corps sur l'armée, par la vallée de la Drave, que la nature semble avoir tracée pour favoriser un tel mouvement.

Mais que fût devenu ce détachement si l'archiduc l'eût attaqué avec ses trois divisions venant du Rhin? Il fallait que le détachement français arrivât à point nommé à Klagenfurt, opération délicate et très compliquée, pendant laquelle le corps détaché courait les plus grands dangers.

L'ennemi avait aussi ses désavantages: s'il entreprenait de défendre le Frioul, par les positions successives derrière la Piave, le Tagliamento et l'Izonzo, sa ligne longerait la mer peu distante de son aile gauche, tandis que son unique ligne de retraite se retrouverait derrière son aile droite; ainsi la moindre manœuvre pour déborder cette aile pouvait lui enlever sa ligne de retraite et lui faire énormément de prisonniers. C'est ce que Napoléon exécuta avec une audace et un talent admirables.

Avant l'arrivée des renforts venant du Rhin, l'armée autrichienne ne s'élevait pas à plus de trente-cinq mille hommes et Napoléon l'attaquait avec cinquante-cinq.

Les débris d'Alvinzi avaient pris poste sur le Tagliamento; le corps du Tyrol commandé par les généraux Kerpen et Laudon se trouvait derrière le Lavis et la Noss; au centre, la brigade Lusignan placée à Feltre entretenait la communication entre les deux corps principaux. Il y avait dans le Tyrol quelques milliers de paysans armés; ces peuples sont braves et succeptibles d'enthousiasme, mais peu éclairés; au lieu d'aimer la liberté, ils aiment l'Empereur qui règne à Vienne.

Le 10 mars 1797, Napoléon s'avance vers le Tagliamento; Masséna se dirige sur Feltre pour menacer la droite de l'archiduc et ses lignes de retraite. Le 19, Lusignan est fait prisonnier, et son arrière-garde enlevée. Masséna se rabat sur Crémone pour tourner de plus près la droite de l'archiduc et essayer d'occuper l'importante route de Ponteba dont les ennemis pouvaient profiter pour se retirer sur Villach.

Le 16, Napoléon arrive à Valvasone, sur le Tagliamento, l'archiduc s'était déjà mis en retraite. La rivière se trouvait guéable. L'ennemi est culbuté et poursuivi sur la route de Palma-Nova. L'archiduc divisa son armée, lui-même se replia sur Gorice; une seconde colonne se porta sur Caporetto, une troisième couvrit la route de Villach.

L'archiduc fut sur le point d'être enveloppé dans la vallée de l'Isonzo. Le 17, Bonaparte attaqua gauchement la ville de Gradisca, Sérurier la prit à revers et la garnison capitula. L'archiduc se retira en toute hâte par Adelsberg sur Laybach, Napoléon le fit suivre par Bernadotte et tourna tous ses efforts contre la colonne du général. Elle était embarrassée par un énorme convoi et suivie par Guieux et Sérurier qui remontaient l'Isonzo. Tout à coup elle se vit arrêtée en tête par Masséna qui avait fait des merveilles, forcé les gorges de Ponteba et occupé Tarvis; il fut obligé de mettre bas les armes. Trois mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon et quatre cents chariots de bagages tombèrent au pouvoir des Français.

Le 28 mars, Napoléon réunit à Villach les divisions Masséna, Guieux et Sérurier. Il écrivit de Klagenfurt à l'archiduc pour proposer la paix. Ce prince, qui venait enfin de recevoir les premiers renforts venant du Rhin, répondit qu'il n'avait aucun pouvoir pour traiter. Cependant, il ne se crut pas assez fort pour livrer bataille. Il se retira sur Neumarck. Le 2 avril, Masséna força les gorges de Dirnstein et culbuta les arrières-gardes ennemies. Les grenadiers autrichiens venus du Rhin furent défaits. L'archiduc continua sa retraite sur Vienne[h].

Le 5 avril, Napoléon arriva à Judembourg[i]. Si ce jour-là six mille Anglais eussent débarqué à Venise, l'armée française était fort compromise.

Le 7 avril, les Autrichiens demandèrent un armistice pour traiter de la paix. Napoléon y consentit avec joie, sa position était plus brillante que solide. En se rapprochant de Vienne, l'archiduc se retirait sur ses renforts. En Autriche, l'archiduc est adoré, et la garde nationale se bat.

Par un inconcevable aveuglement du Directoire, ou par le secret désir de voir Napoléon battu et cette grande réputation détruite, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse qui, depuis le départ de l'archiduc, étaient supérieures en nombre à l'ennemi, ne bougeaient point encore de leurs cantonnements sur la rive gauche du Rhin.

Napoléon n'était pas sans inquiétudes pour ses communications. Joubert se tira admirablement d'une position qui eût fait faire des sottises à tout autre général. Il avait commencé par battre le général Laudon le 20 mars, sur le Lavis, et le 22 à Neumarck; il avait poussé sur Brixen, mais les Tyroliens prennent les armes, dix mille braves paysans viennent joindre le général autrichien et lui donnent les moyens de reprendre l'offensive et de redescendre sur

Botzen, dans la vallée de l'Adige. Joubert était assez fort pour se mesurer avec eux, s'il voulait revenir sur ses pas; mais il avait ordre de se rabattre sur la Carinthie. Il renonce à l'espoir fondé de gagner une bataille et il exécute son ordre. Le 5 avril, il part de Brixen et se dirige sur Villach; marche hardie qu'il exécute à travers un pays insurgé*, sans éprouver aucune perte.

De son côté, Laudon, renforcé des milices tyroliennes, descend l'Adige, culbute les faibles détachements que le général français avait laissé sur ce fleuve et marche sur Vérone en faisant publier par les prêtres que l'armée française est anéantie. Les paysans étaient complètement fanatisés; le second jour de Pâques, 2 avril, une répétition des vêpres siciliennes eurent lieu à Vérone; tous les Français qu'on trouve dans les rues son massacrés, on égorge les malades dans les hôpitaux, le général Balland qui y commandait se retire dans les châteaux avec trois mille hommes. Il y fut assiégé d'un côté par Laudon; de l'autre par les paysans insurgés, soutenus d'un corps d'Esclavons, aux ordres du général Fioraventi, que le Sénat avait envoyé de Venise. Nous reviendrons sur cette affaire lorsqu'il sera question de la destruction de cette ancienne république[5].

L'armistice de Judembourg fut signifié à Laudon; ce général rentra dans le Tyrol. Les Vénitiens abandonnés à leurs propres forces, ne purent résister à Kilmaine et à Victor, qui étaient parvenus à réunir douze ou quinze mille hommes. Fioraventi mit bas les armes et les insurgés furent dissipés.

Cet événement donna de justes inquiétudes à Napoléon. Il pouvait ouvrir les yeux au Sénat de Venise qui, par le fait, était l'arbitre du sort de l'armée française.

A la vérité, par la jonction de Joubert et de Bernadotte, Napoléon avait de nouveau dans la main une armée de cinquante mille combattants; mais il était évident que cette campagne devait se décider sous les murs de Vienne, par une grande bataille. Or, les chances de cette bataille n'étaient point en faveur des Français : l'archiduc pouvait être soutenu par la levée en masse des Hongrois et par la garde nationale de Vienne.

Si l'armée française était battue, que deviendrait-elle, ayant à traverser des masses de paysans insurgés jusqu'à Palma-Nova, seul point fortifié?

La gloire de Napoléon était au comble en France, comme chef militaire. Il lui restait à acquérir la gloire de pacificateur. Le peuple français, fatigué de ces années de désordres intérieurs et de batailles, se livrerait avec enthousiasme à l'idée, nouvelle pour lui, de la tranquillité.

Napoléon fut parfaitement secondé dans ses projets par le cabinet de

* Mémoires du comte Lavalette, tome I. L'insurrection des paysans est fort bien peinte par l'aide de camp L. qui faillit être assassiné.

Vienne. La précipitation qu'il mit à négocier dévoilait la peur que la marche rapide de Napoléon avait su lui inspirer. Le général en profita pour dicter la loi; le 18 avril, les préliminaires furent signés à Leoben, où il avait transféré son quartier général.

Au même instant, Hoche passait le Rhin, à la tête d'une armée superbe et bien réorganisée; Moreau imitait ce mouvement, tous deux avaient des succès qui eussent signifié quelque chose un mois plus tôt. Si les Français eussent eu cent vingt mille hommes sur l'Inn, peut-être eût-on pu sauver Venise, tout en obtenant la cession de la Lombardie et de la Belgique.

A peine les préliminaires signés, Napoléon, qui craignait pour ses communications, se hâta d'évacuer les États héréditaires de l'Autriche et de rentrer sur le territoire vénitien. Le 3 mai, il déclara la guerre à Venise; le 16, cette ville imprenable fut occupée par les troupes françaises; il y avait eu une révolution démocratique aidée, à ce qu'il paraît, par l'audace de M. de Villetard, secrétaire de la légation française. Il fut bien secondé par le célèbre Dandolo, le seul homme comparable à nos grands révolutionnaires que l'Italie ait produit. Devenu comte sous l'Empire, M. Dandolo a perfectionné la culture de ver à soie.

La conduite de l'aristocratie fut d'une faiblesse ridicule; elle aurait dû au moins demander à l'Autriche un régiment de grenadiers. Les mânes des soldats français égorgés dans les hôpitaux de Vérone et du capitaine Laugier, assassiné sur son bâtiment dans le port de Venise, furent vengées.

A l'occupation de Venise en mai 1797, finit la partie poétique et parfaitement noble de la vie de Napoléon[j]. Désormais, pour sa conservation personnelle, il dut se résigner à des mesures et à des démarches, sans doute fort légitimes, mais qui ne peuvent plus être l'objet d'un enthousiasme passionné Ces mesures reflètent, en partie, la bassesse du Directoire.

Fragments de Leoben[k 6]

Opérations de Joubert dans le Tyrol

Joubert avait battu l'ennemi sur le Lavisio le 20 mars, il lui avait fait plusieurs milliers de prisonniers; il l'avait poursuivi à Botzen, il l'avait défait de nouveau à Clausen, avait forcé les gorges d'Inspruck le 28, et se dirigeait à la droite par le Pustersthal, le long de la Drave, avait marché pour déboucher la Carinthie, et venir prendre la gauche de l'armée française. Il avait laissé un

corps d'observation sur le Lavisio pour couvrir Vérone. Ce corps devait au besoin se replier sur le Montebaldo.

Bernadotte, de son côté, après avoir organisé la Carniole, avait rejoint l'armée, en laissant sous les ordres du général Friant un corps d'observation pour couvrir Laybach; on était menacé du côté de la Croatie. L'Autriche avait fait une levée très considérable dans cette population d'une organisation spéciale toute militaire. Friant avait eu des affaires très brillantes; mais, ne croyant pas garder Fiume, il se contenta de prendre une position propre à couvrir Laybach et Trieste. Du reste, il avait eu pour instruction de regagner, en cas de besoin, Palma-Nova, qui avait été bien armée, et d'y grossir le corps d'observation qu'on y avait laissé pour couvrir l'Italie. De Klagenfurt, l'armée française continua sa marche pour gagner La Muer.

Le prince Charles espérait tenir dans les gorges de Neumarck; il lui était très important de couvrir ses communications avec Salzbourg, l'Inn et le Tyrol, d'où il attendait des renforts très considérables. Pour en être plus certain, il demanda une suspension d'armes au général français qui, comprenant son but, la lui refusa. Il fut donc attaqué à Neumarck, et forcé sans coup férir : il perdit du canon et des prisonniers. Une division de grenadiers venue du Rhin couvrit sa retraite; il fut attaqué encore et battu de nouveau à Hundsmarck. Enfin, le quartier général atteignit Judembourg, et nos avant-postes parvinrent jusqu'au Simmering. Dès lors, toute combinaison du prince Charles à l'égard de ses renforts, se trouva déjouée. Nous lui coupions désormais les deux routes du Tyrol et de Salzbourg. Les troupes qui avaient été opposées à Joubert et dans le Tyrol, et que ce prince avait appelées à lui, celles bien plus considérables encore qui lui arrivaient du Rhin par Salzbourg, et qui se trouvaient déjà les unes et les autres engagées dans ces routes transversales, furent obligées de rétrograder, ne pouvant plus désormais se rallier au prince Charles que par derrière le Simmering.

Le désordre et la terreur régnaient dans Vienne, rien n'arrêtait cette redoutable armée française. Tant de positions réputées inexpugnables, tant de gorges que l'on croyait impossibles de forcer, se trouvaient toutes franchies et le pavillon tricolore flottait sur le sommet du Simmering, à trois journées de Vienne. Une partie de la famille impériale avait quitté cette capitale; Marie-Louise, mariée depuis à Napoléon et Impératrice des Français, alors âgée de cinq ans, fut mise en route avec ses sœurs; les archives et les objets les plus précieux se transportaient en Hongrie; toutes les premières familles, imitant celle du souverain, faisaient évacuer à la hâte ce qu'elles avaient de plus cher; et les esprits les plus sages voyaient la monarchie à la veille d'un entier bouleversement.

Lorsque le général français avait ouvert la campagne, le gouvernement lui

avait promis qu'aussitôt qu'il aurait passé l'Isonzo, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, fortes de plus de deux cent cinquante mille hommes, sortiraient de leurs quartiers d'hiver, et pénétreraient en Allemagne. Mais l'Isonzo était déjà passé depuis longtemps, et ces armées demeuraient encore dans leur quartier d'hiver. Le général français, profitant de la victoire du Tagliamento et des fausses directions que le prince Charles avait données à ses colonnes, avait franchi, et sans perte, par cette seule victoire, tous les obstacles entre les Alpes et le Simmering.

Leoben[17]

La Cour impériale évacue Vienne. — Ouverture de paix. — Combat de Neumarck (1er avril). — Combat de Unzmarkt. — Suspension d'armes de Judembourg (8 avril). — Jonction des divisions du Tyrol, de la Carniole et de la Carinthie. — Préliminaires de paix de Leoben (18 avril). — Motifs qui décidèrent les Français. — Des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse; elles commencent les hostilités le 18 avril, le jour même de la signature de la paix.

Les nouvelles des batailles du Tagliamento et de Tarvis, du combat de Goritzia et de l'entrée des Français à Klagenfurt à Laybach, portèrent la consternation à Vienne. La capitale était menacée et dépourvue de toute défense efficace. On emballa les meubles précieux et les papiers les plus importants. Le Danube fut couvert de bateaux qui transportaient tous les effets en Hongrie, où furent envoyés les jeunes archiducs et archiduchesses. Parmi elles était l'archiduchesse Marie-Louise, âgée alors de cinq ans et demi, qui depuis fut impératrice des Français. Le mécontentement était général. « En moins de quinze jours, disaient les Viennois, les Français peuvent arriver sous nos murs. Le ministère ne songe point à faire la paix, et nous n'avons aucun moyen de résister à cette terrible armée d'Italie. »

Les armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse devaient entrer en campagne et passer le Rhin le jour même que l'armée d'Italie passerait la Piave; elles devaient s'avancer à titre d'aile en Allemagne. Napoléon, en rendant compte de la bataille du Tagliamento, annonça qu'il allait sous peu de jours passer les Alpes juliennes et se trouver dans le cœur de l'Allemagne; que du 1er au 10 avril il serait à Klagenfurt, capitale de la Carinthie, c'est-à-dire à 60 lieues de Vienne, et avant le 20 avril sur le sommet du Simmering, à 25 lieues de Vienne; qu'il était donc important que les armées du Rhin se missent en mouvement et qu'on l'instruisît de leur marche. Le gouvernement lui répondit le 23 mars, le complimenta sur la victoire du Tagliamento, s'excusa sur ce que les armées du Rhin n'étaient pas encore entrées en

campagne et l'assura qu'elles allaient se mettre en mouvement sans retard; mais quatre jours après, le 26 mars, il lui écrivit que l'armée de Moreau ne pouvait pas entrer en campagne, qu'elle manquait de bateaux pour exécuter le passage du Rhin; et que l'armée d'Italie ne devait pas compter sur la coopération des armées d'Allemagne, mais seulement sur elle-même. Cette dépêche arrivée à Klagenfurt le 31 mars fit naître bien des conjonctures. Le Directoire craignait-il que ces trois armées, qui formaient toutes les forces de la République, une fois réunies sous les ordres d'un même général, ne le rendissent trop puissant?... Était-ce le souvenir des échecs qu'avaient éprouvés l'année précédente les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, qui les rendait timides? Fallait-il attribuer cette étrange pusillanimité au peu de vigueur et de résolution des généraux? c'était impossible. Ou voulait-on sacrifier l'armée d'Italie, comme on avait voulu la perdre en juin 1796, en prescrivant d'en envoyer la moitié sur Naples?... Ne pouvant plus compter sur le concours de ces deux armées, Napoléon ne devait plus se flatter d'entrer dans Vienne; il n'avait pas assez de cavalerie pour descendre dans la plaine du Danube; mais il pouvait arriver jusque sur le sommet du Simmering sans inconvénient. Il pensa que le parti le plus avantageux qu'il pouvait tirer de sa position était de conclure la paix, objet des vœux de toute la France.

Le 31 mars, 12 heures après avoir reçu la dépêche du Directoire, il écrivit au prince Charles dans les termes suivants[m8] :

« Monsieur le général en chef, les braves militaires font la guerre et désirent la paix : cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six ans? Avons-nous assez tué de monde et commis assez de maux à la triste humanité? elle réclame de tous côtés. L'Europe qui avait pris les armes contre la république française les a posées. Votre nation reste seule, et cependant le sang va couler plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons, de part et d'autre, quelques millions d'hommes, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

« Le Directoire exécutif de la République française avait fait connaître à S.M. l'Empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples. L'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre, et faut-il pour les intérêts et les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger? Vous, monsieur le général en chef, qui par votre naissance, approchez si près du trône et êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à

mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, monsieur le général en chef, que j'entends là qu'il ne soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, monsieur le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

Le prince Charles répondit le 2 avril : « Assurément tout en faisant la guerre, monsieur le général en chef, et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire, ainsi que vous, la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité. Comme néanmoins dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de scruter, ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni de la part de Sa Majesté l'Empereur, d'aucun pouvoir pour traiter, vous trouvez naturel, monsieur le général, que je n'entre là-dessus avec vous dans aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs sur cet objet, d'aussi haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort. Quelles que soient au reste les chances futures de la guerre, ou les espérances de la paix, je vous prie de vous persuader, monsieur le général, de mon estime et d'une considération distinguée. »

Pour appuyer cette ouverture de négociations, il était important de marcher en avant et de s'approcher de Vienne.

L'avant-garde était à Saint-Veit, le quartier général à Klagenfurt. Le 1er avril à la pointe du jour, Masséna se porta sur Freisach. En avant du château il rencontra l'arrière-garde ennemie, qui couvrait les magasins considérables que l'archiduc y avait fait rassembler. Il la poussa vivement, entra pêle-mêle avec elle dans Freisach, s'empara de tous les magasins et continua sa poursuite jusque près de Neumarck, où il rencontra l'archiduc, avec quatre divisions, venant du Rhin, celles du prince d'Orange, des généraux Kaim, Mercantin, la réserve des grenadiers et le reste de l'ancienne armée, en position pour défendre les gorges de Neumarck. Le général en chef ordonna sur-le-champ à Masséna de se réunir, avec toute sa division, sur la gauche de la chaussée ; il plaça la division Guieux sur les hauteurs de droite, et la division Sérurier en réserve. A trois heures après midi la 2e d'infanterie légère, de la division Masséna, aborda au pas de charge la première ligne ennemie ; elle se couvrit de gloire ; elle venait du Rhin, les soldats l'appelaient le « Contingent », faisant allusion aux troupes des princes d'Allemagne, qui ne passaient pas pour excellentes. Les soldats de la 2e légère qui étaient piqués, défièrent les vieux

soldats de l'armée d'Italie d'aller aussi vite et aussi loin qu'eux; ils firent des prodiges. Le prince Charles paya de sa personne, mais inutilement il fut chassé de toutes ses positions et perdit trois mille hommes. Les troupes françaises entrèrent à la nuit pêle-mêle avec les siennes à Neumarck, et enlevèrent mille deux cents prisonniers, six pièces de canon et cinq drapeaux. Il y avait encore quatre lieues jusqu'à Schiefling, point où vient aboutir la troisième route transversale. Le général autrichien ne pouvant retarder la marche du vainqueur eut recours à la ruse pour gagner vingt-quatre heures et donner le temps au général Kerpen de déboucher à Schiefling. Il fit proposer une suspension d'armes afin de pouvoir, disait-il, prendre en considération la lettre qui lui avait été écrite le 31 mars. Berthier lui répondit qu'on pouvait négocier et se battre, mais qu'il n'y aurait point d'armistice jusqu'à Vienne, à moins que ce ne fût pour traiter de la paix définitive. Au point du jour l'avant-garde française se mit en marche sur la Muer. De fortes reconnaissances furent envoyées jusqu'à Mura à la rencontre du corps de Kerpen; Napoléon s'y porta; mais ce corps avait rétrogradé. Le général Sporck qui faisait son arrière-garde fut légèrement entamé. Le quartier général français séjourna le 4 et le 5 à Schiefling, château situé sur les bords de la Muer.

De Schiefling à Knittelfeld, le chemin longe la Muer dans des gorges épouvantables. On trouve à chaque pas des positions qui pouvaient arrêter l'armée française. Il était de la plus haute importance pour l'archiduc de gagner quelques jours, pour donner à Vienne le temps de se reconnaître et pour que les troupes qui accouraient en toute hâte du Rhin pussent arriver et couvrir cette grande capitale. Les mêmes raisons prescrivaient à l'armée française de ne rien épargner pour accélérer la marche. Le 3, l'avant-garde livra un combat des plus chauds dans les gorges d'Unzmarkt; elle culbuta l'ennemi malgré sa supériorité, la chassa à la baïonnette de toutes ses positions et entra à Knittelfeld. La perte des Autrichiens fut considérable : mille cinq cents prisonniers quatre pièces de canon. Le colonel Carrère, officier distingué commandant l'artillerie de l'avant-garde, fut tué; il fut regretté, c'était un bon officier de bataille. Une des frégates trouvées à Venise reçut son nom. C'est une de celles sur lesquelles Napoléon revint d'Égypte et débarqua à Fréjus. Le 6 avril, le quartier général arriva à Judembourg, chef-lieu d'un des cercles de la Carinthie.

Après le combat d'Unzmarkt l'armée ne trouva plus de résistance. Son avant-garde arriva à Leoben le 7. Le lieutenant-général Bellegarde chef d'état-major du prince Charles et le général major Meerfeld s'y présentèrent comme parlementaires. Après une conférence avec le général en chef, ils lui remirent

la note suivante : « Monsieur le général, Sa Majesté l'Empereur et roi n'a rien plus à cœur que de concourir au repos de l'Europe et de terminer une guerre qui désole les deux nations ; en conséquence de l'ouverture que vous avez faite à Son Altesse Royale par votre lettre de Klagenfurt, Sa Majesté l'Empereur nous a envoyés vers vous, pour s'entendre sur cet objet d'une si grande importance. Après la conversation que nous venons d'avoir avec vous, et persuadée de la bonne volonté comme de l'intention des deux puissances de finir le plus promptement possible cette guerre désatreuse, Son Altesse impériale désire une suspension d'armes de dix jours, afin de pouvoir, avec plus de célérité, parvenir à ce but désiré, et afin que toutes les longueurs et les obstacles que la continuation des hostilités porteraient aux négociations soient levés, et que tout concoure à rétablir la paix entre les deux nations. »

Le général français leur répondit le même jour : « Dans la position militaire des deux armées une suspension d'armes est toute contraire à l'armée française ; mais si elle doit être un acheminement à la paix tant désirée et si utile au peuple je consens sans peine à vos désirs. La République française a manifesté souvent à sa majesté son désir de mettre fin à cette lutte cruelle ; elle persiste dans les mêmes sentiments et je ne doute pas d'après la conférence que j'ai l'honneur d'avoir avec vous que sous peu de jours la paix ne soit enfin rétablie avec la République et Sa Majesté. Je vous prie de croire aux sentiments etc. etc. »

La suspension d'armes fut signée le 7 au soir elle devait durer cinq jours. Tout le pays jusqu'au Simmering fut occupé par l'armée française. Gratz, une des plus grandes villes de la monarchie autrichienne, lui fut remise avec sa citadelle. Le général Berthier demanda, en dînant, aux généraux commissaires autrichiens, où ils croyaient qu'était la division Bernadotte. Sur Laybach, répondirent-ils. — Et celle de Joubert ? — Entre Brixen et Mulbach. — Non, répondit-il, elles sont toutes en échelons, la plus éloignée à une marche en arrière d'ici, ce qui les surprit fort. Le 9, le quartier général arriva à Leoben l'avant-garde se porta à Bruck poussant des partis jusque sur le Simmering. L'adjudant-général Leclerc fut envoyé à Paris, pour annoncer au gouvernement la signature de la suspension d'armes. C'était un officier distingué, intrépide sur le champ de bataille et propre au travail des bureaux.

De Klagenfurt, le général en chef avait envoyé, le 30 mars, au devant du général Joubert, l'aide de camp Lavalette à la tête d'un parti de cavalerie : il arriva jusqu'à Linz ; mais alors le général Joubert n'avait pas encore débouché du Tyrol ; les bourgeois s'apercevant que les Français n'étaient qu'une soixantaine d'hommes, s'insurgèrent ; et ce détachement ne dut son salut qu'au sang-froid et à l'intrépidité de l'aide de camp qui le commandait. Un seul

dragon fut assassiné. Peu de jours après le général Zayoncheck, avec quelques escadrons de dragons, occupa Linz et communiqua avec le corps du Tyrol. Cette ville fut désarmée et les habitants punis; le 8 avril, Joubert arriva à Spital, près de Villach, et forma la gauche de l'armée. Il fit tout de suite évacuer les prisonniers sur les derrières.

Le général Bernadotte après avoir organisé la Carniole, reçut l'ordre de passer la Save, la Muer et de se concentrer sur Leoben; il laissa le général Friant avec une colonne de mille cinq cents hommes, pour protéger l'évacuation de Fiume et contenir la Carniole. Il était facile de prévoir qu'avec des forces aussi peu considérables il se pourrait qu'il fût repoussé; il devait, dans ce cas, défendre l'Isonzo et enfin se jeter dans Palma-Nova pour en compléter la garnison. Ce qui avait été prévu arriva : un rassemblement de six mille Croates l'attaqua le 15 avril; quoiqu'un contre quatre, les troupes de Friant repoussèrent l'ennemi et lui firent éprouver une perte considérable; mais ce général sentit la nécessité d'évacuer Fiume; et la suspension d'armes de Judembourg le trouva, le 19 avril à Materia, couvrant Trieste. Ces événements exagérés comme ceux du Tyrol, retentirent dans Venise et furent la principale cause des mouvements et prises d'armes qui entraînèrent la perte de cet État.

Pendant les cinq jours que dura la suspension d'armes, du 7 au 12 avril, la division Masséna s'établit à Bruck au pied du Simmering, ayant des avant-postes à mi-coteau. Le quartier général se porta à Leoben, à l'évêché; la division Sérurier occupa la ville importante de Gratz, et fit travailler à mettre le château en état. Ces cinq jours de repos étaient nécessaires et furent fort utiles. L'armistice se terminait le 13; mais à neuf heures du matin le comte de Meerfeld arriva muni de pleins pouvoirs pour négocier et signer des préliminaires de paix, conjointement avec le marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Vienne, qui jouissait de la faveur de l'impératrice, laquelle avait une influence marquée sur les affaires. On signa une prolongation de la suspension d'armes jusqu'au 20 avril et l'on commença les conférences pour la négociation pour les préliminaires. Le 16 avril, après de longs débats, on était convenu de trois projets qui furent expédiés à Vienne et auxquels le plénipotentiaire français donna son assentiment. Le 17, la réponse du cabinet de Vienne ayant été apportée par le baron de Vincent, aide de camp de l'empereur, on rédigea les articles préliminaires patents et secrets; les secrétaires de légation neutralisèrent une petite campagne, à une lieue de Leoben où les préliminaires de paix furent signés le 18 avril au matin. Le général Clarke, comme on l'a vu, était muni des pleins pouvoirs du gouvernement, mais il était alors à Turin. Il lui fallut du temps pour arriver au quartier général; et comme il n'y était pas encore le 18, Napoléon passa outre, dans cette circonstance, comme dans tant d'autres, et signa lui-même. Le général Clarke rejoignit le quartier général quelques jours après.

Les plénipotentiaires autrichiens[n] avaient cru faire une chose agréable en mettant pour premier article que l'Empereur reconnaissait la République française. « Effacez cela, dit Napoléon : la République est comme le soleil, qui luit de lui-même; les aveugles seuls ne le voyent pas. » En effet, cette reconnaissance était nuisible, puisque si un jour le peuple français voulait faire une monarchie, l'Empereur pouvait dire qu'il avait reconnu la République. Il était stipulé par les préliminaires que la paix définitive se traiterait dans un congrès qui se réunirait à Berne et que la paix de l'Empire serait l'objet d'un autre congrès qui se tiendrait dans une autre ville allemande.

Les limites du Rhin étaient garanties à la France; l'Oglio était la limite des États de la maison d'Autriche en Italie et de la république Cisalpine, que composaient la Lombardie, le Modénois, le Bergamasque, le Crémasque. La ville de Venise devait recevoir les légations de Ferrare et de Bologne, la Romagne, en compensation de la perte de ses états de terre ferme. Par ce traité l'empereur avait Mantoue, mais la République acquérait Venise. Les armées françaises pouvaient communiquer de Milan à Venise par la rive droite du Pô, déboucher sur la Piave et rendre nulles les lignes du Mincio, de l'Adige et Mantoue. Rien ne s'opposait, d'ailleurs, à ce que les deux républiques n'en formassent qu'une, si cela leur convenait. Venise avait existé pendant neuf siècles, sans posséder aucun territoire en Italie, n'étant qu'un état maritime; c'est le moment de sa plus haute puissance : d'ailleurs, il est vrai de dire que les arrangements furent stipulés en haine des Vénitiens. C'était le moment où les dépêches des 3 et 5 avril du général Kilmaine venaient d'arriver. L'armée frémissait d'indignation au récit des assassinats qui se commettaient sur ses derrières. Une cocarde d'insurrection était arborée à Venise, et le ministre anglais la portait en triomphe; le lion de Saint-Marc flottait sur sa gondole; ce ministre jouissait d'une grande influence.

Le 27 avril, le marquis de Gallo présenta au général en chef, à Gratz, les préliminaires ratifiés par l'empereur. Si l'échange n'eut pas lieu sur-le-champ, c'est qu'il fallait attendre la ratification du Directoire exécutif; mais comme dès lors il ne pouvait y avoir aucun doute sur cette ratification, l'armée évacua la Styrie, partie de la Carniole et de la Carinthie. Plusieurs ouvertures ayant été faites par les plénipotentiaires de l'Empereur, l'aide de camp Lemarrois en porta les réponses à Vienne; il fut reçu avec distinction; c'était la première fois depuis la Révolution que l'on voyait la cocarde tricolore dans cette capitale. Ce fut dans une de ces conférences de Gratz qu'un des plénipotentiaires, autorisé par une lettre autographe de l'Empereur, offrit à Napoléon de lui faire obtenir à la paix, une souveraineté de deux cent cinquante âmes, en Allemagne, pour lui et sa famille, afin de le mettre à l'abri de l'ingratitude républicaine. Le général sourit; il chargea le plénipotentiaire de remercier

l'Empereur de cette preuve de l'intérêt qu'il lui portait, et dit qu'il ne voulait aucune grandeur, aucune richesse si elles ne lui étaient données par le peuple français; l'on assure qu'il ajouta : « Et avec cet appui, croyez, monsieur, que mon ambition sera satisfaite. »

L'adjudant-général Dessolles fut chargé de porter à Paris la nouvelle de l'ouverture des négociations. Le général Masséna remit au Directoire le traité des préliminaires; il fut reçu le 9 mai, en audience solennelle. Tous les généraux distingués de l'armée d'Italie avaient été envoyés successivement à Paris pour porter des trophées : Masséna seul, qui tenait le premier rang, par la part qu'il avait prise à toutes les victoires, n'y avait pas encore été envoyé; il était juste d'associer son nom à cette grande fête nationale, puisqu'elle était le résultat de l'intrépidité et de la valeur des armées françaises.

La position de l'armée d'Italie était prospère; les appels du 19 avril donnèrent trente-huit mille cinq cents hommes d'infanterie, quatre mille cinq cents de cavalerie, cent vingt canons; total quarante-trois mille hommes, réunis sur un même champ de bataille et prêts à prendre position, dans une seule marche, sur le Simmering; elle n'avait essuyé depuis l'ouverture de la campagne, que des pertes légères. Les places fortes de Palma-Nova, Klagenfurt, Gratz, étaient approvisonnées et armées; on y réunissait de nombreux magasins de toute espèce. Le moral du soldat français était au plus haut point d'exaltation; au combat de Neumarch, le tiers seul de la division Masséna fut engagé, et il suffit pour culbuter l'élite des troupes autrichiennes, parfaitement postées. L'armée de l'archiduc, au contraire, était démoralisée; il ne lui restait presque rien de l'ancienne armée d'Italie. Les six divisions venues du Rhin avaient été successivement et fortement entamées; elles étaient fort diminuées. Napoléon eût pu dès lors entrer à Vienne, mais cela eût été sans résultat; il s'y serait difficilement maintenu puisque les armées du Rhin non seulement n'étaient pas entrées en campagne, mais avaient annoncé ne pas pouvoir y entrer. Les Conseils et le Directoire étaient divisés; il y avait scission parmi les Directeurs mêmes; le gouvernement était sans force; l'esprit public en France était nul; les finances étaient dans un état déplorable. L'armée du Rhin était sans paye et dans la plus grande pénurie. Un des plus grands obstacles qui s'opposaient à son passage du Rhin était l'impossibilité où se trouvait le trésor de fournir à Moreau les trente à quarante mille écus dont il avait besoin pour créer un équipage de pont. Des régiments formés dans la Vendée pour l'armée d'Italie, et portés à quatre mille hommes par l'incorporation de plusieurs corps, n'arrivaient à Milan que forts de neuf cents à mille hommes; les trois quarts avaient déserté en route. Le gouvernement n'avait aucune action pour faire rejoindre les déserteurs et recruter les armées.

Dès les premiers pourparlers, les plénipotentiaires autrichiens accordèrent la

cession de la Belgique et de la ligne du Rhin; mais ils demandaient des indemnités, et lorsque l'on proposait d'en donner en Allemagne, en Bavière par exemple, ils ajoutaient aussitôt qu'il fallait garantir, dans ce cas, la république de Venise, dans sa constitution actuelle, et consolider l'aristocratie du livre d'or, ne voulant sous quelque prétexte que ce fût, permettre que la république italienne s'étendît des Alpes et de l'Apennin jusqu'à l'Isonzo et aux Alpes juliennes. Mais c'était consolider l'ennemi le plus actif et le plus constant de la république française, ennemi qui, éclairé sur ses dangers par les événements qui venaient de se passer, n'aurait désormais d'autre politique que de se serrer et de faire cause commune avec l'Autriche, qui effectivement eût fait ligue offensive et défensive avec l'oligarchie vénitienne, contre la république démocratique italienne. C'était donc accroître la puissance de l'Autriche et de la Bavière et du territoire de Venise. Dans les instructions données par le Directoire au général Clarke, comme on l'a vu au chapitre II de ce volume, le Directoire l'avait autorisé à signer des conditions beaucoup moins avantageuses. La paix était la volonté du peuple, du gouvernement, du corps législatif; Napoléon en signa les préliminaires.

Hoche venait d'être promu au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse; c'était un jeune homme plein de talent, de bravoure et d'ambition. Il avait sous ses ordres une armée superbe qu'il avouait être de quatre-vingt mille hommes sous les armes; il se sentait la force de la bien mener; il trépignait d'impatience de toutes les nouvelles qu'il recevait des victoires d'Italie. Il sollicitait le Directoire par tous les courriers de lui permettre d'entrer en Allemagne. Les troupes partageaient son ardeur; les habitants, mêmes instruits par leurs correspondances de la marche rapide de Napoléon sur Vienne et du mouvement rétrograde des armées autrichiennes du Rhin, demandaient pourquoi les Français de Sambre-et-Meuse et du Rhin restaient oisifs et perdaient un temps si précieux.

Le 18 avril, Hoche passa le Rhin au pont de Neuwied, dans le temps que Championnet qui était parti de Dusseldorf arrivait sur Ukerath et Altenkirchen. Kray commandait l'armée autrichienne. Hoche l'attaqua à Heddersdorf, lui fit plusieurs milliers de prisonniers, lui prit du canon et des drapeaux, et le jeta sur le Mein. Il arrivait le 22 avril, devant Francfort, lorsque l'état-major du général Kray lui fit passer une dépêche du général Berthier qui lui signifiait la signature du traité de Leoben. Il conclut aussitôt une armistice et porta son quartier général à Friedberg occupant la Nidda et Wetzlar. Moreau était à Paris il sollicitait un équipage de pont pour passer le Rhin à Strasbourg; mais aussitôt que Desaix, commandant par intérim l'armée du Rhin, apprit que Hoche en était aux mains avec l'ennemi; il jeta

un pont, le 20 avril, à six heures du matin au village de Kistett, plusieurs lieues au-dessous de Strasbourg. Le 21 à trois heures du matin l'armée passa le Rhin. Moreau arrivé en toute hâte de Paris, se trouva à la tête de l'armée au moment où Sztaray, qui avait réuni vingt mille hommes et vingt-sept pièces de canon, l'attaquait. Le combat fut chaud, les Autrichiens furent complètement battus : ils laissèrent des prisonniers et vingt pièces de canon au pouvoir du vainqueur. Tous les équipages de la chancellerie autrichienne furent pris. Parmi eux était le fourgon de Klinglin, qui contenait la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé, que Moreau garda secrète pendant quatre mois, sans en rendre compte au gouvernement. Après cette victoire, l'armée remonta le Rhin, et s'empara de Kehl son avant-garde était déjà au-delà d'Offenbourg dans la vallée de Kintzig. Là, le 22, un courrier de l'armée d'Italie apporta la nouvelle de la signature des préliminaires de Leoben. Moreau fit cesser les hostilités et conclut un armistice avec Sztaray.

Les hostilités ne commencèrent sur le Rhin que huit heures après que le traité de Leoben était signé, et Napoléon en reçut l'avis sept jours après la signature de ce traité. Que n'avaient-elles commencé cinq jours plus tôt, ou du moins pourquoi le Directoire avait-il écrit qu'il ne fallait pas compter sur la coopération des armées du Rhin ? Mais les affaires de la guerre étaient dirigées sans vigueur et sans talent ; l'administration était corrompue et n'obtenait aucun résultat satisfaisant. Par une des dispositions de la constitution de l'an III la Trésorerie était indépendante du gouvernement : pensée fausse, désastreuse, et la plus absurde qu'ait pu imaginer la métaphysique de nos législateurs modernes ! Cela seul était suffisant pour compromettre l'existence de la République[o].

Bataille du Tagliamento[p]

Depuis le passage de la Piave, 13 mars 1797, jusqu'à l'entrée de l'armée française en Allemagne, le 28 du même mois. Espace dix-sept jours[9].

I. *Situation de l'Italie au commencement de 1797*

La paix de Tolentino avait rétabli les relations avec Rome. La Cour de Naples était satisfaite de la modération des Français à l'égard du pape : elle y voyait une preuve que l'intention de la république était de ne pas se mêler de ses affaires intérieures et de ne donner aucun appui aux mécontents. Nous étions maîtres de la république de Gênes : le parti oligarque était sans crédit. La république cispadane et transpadane étaient animées du meilleur esprit ;

nous y trouvions toute espèce d'assistance. En Piémont : Alexandrie, Fenestrelle, Cherasque, Coni, Tortone avaient garnison française. Suze, Labrunette, Desmont étaient démolies. La misère et le mécontentement étaient à l'extrême parmi le peuple. Des mouvements d'insurrection s'étaient manifestés dans diverses provinces contre la cour. Le roi de Sardaigne avait réuni ses troupes de ligne en corps d'armée pour les dissiper. Le général français avait tout fait pour maintenir l'ordre et la tranquillité en Piémont : il avait souvent menacé de faire marcher des troupes contre les mécontents, mais les communications étaient rétablies entre le Piémont, la France et les républiques cispadane et transpadane. L'esprit qui dominait dans ces républiques se propageait en Piémont. Les officiers et les soldats français, animés des principes républicains, les propageaient dans toute l'Italie. Les circonstances étaient devenues telles qu'il fallait, pour assurer les desseins du général français, ou détruire le roi de Sardaigne, ou dissiper entièrement toutes les inquiétudes, et contenir les mécontents. Le général français imagina de proposer un traité offensif et défensif à la cour de Sardaigne : il fut signé par le général Clarke et le marquis de Saint-Marsan. La république garantissait au roi sa couronne; le roi déclarait la guerre à l'Autriche et fournissait un contingent de dix mille hommes et vingt pièces de canon à l'armée française. Ce traité était très important pour l'exécution du grand plan du général en chef. Son armée se trouvait renforcée, et il avait avec lui des otages qui lui assuraient le Piémont pendant son absence de l'Italie. Mais le Directoire ne sentit pas l'importance de ce traité et en ajourna constamment la ratification. Cependant la publicité du traité donna un nouveau crédit au roi, et découragea les malveillants. L'État de Venise seul donnait des inquiétudes. Brescia, Bergame, la Polésine, une partie du Vicentin et du Padouan, étaient parfaitement disposés pour la cause française; mais le parti autrichien, qui était celui du Sénat de Venise, pouvait disposer de la plus grande partie du Véronais, et de douze mille à quinze mille Esclavons, qui étaient dans Venise. Tous les moyens que Napoléon put imaginer pour aplanir les difficultés ayant échoué, il fut obligé de passer outre, de se contenter d'occuper la forteresse de Vérone, et de laisser un corps de réserve pour observer les pays vénitiens et garantir la sûreté de ses derrières. On verra dans le chapitre suivant les raisons qui s'opposèrent à ce qu'il mît fin au troubles de cette république avant d'entrer en Allemagne.

II. *L'empereur d'Allemagne refuse de reconnaître la république française, et d'entrer en négociation. Le général français se dispose à l'y forcer*

Avant et après la prise de Mantoue, diverses ouvertures pacifiques avaient été faites à la cour de Vienne : toutes furent infructueuses; comme il a été dit

ci-dessus, le général Clarke avait été envoyé de Paris avec une lettre du Directoire à l'empereur d'Allemagne, et des pleins pouvoirs pour négocier et conclure des préliminaires de paix. Une conférence avait eu lieu à Vicence, avant la bataille de Rivoli, entre Clarke et le baron de Saint-Vincent, aide de camp de l'empereur. Ce dernier dit que son maître ne reconnaissait point la république française, et ne pouvait entendre parler de paix sans le concours de son allié, c'est-à-dire l'Angleterre. Depuis la prise de Mantoue, Clarke fit une seconde tentative. Il se rendit à Florence, et vit le grand-duc : il obtint la même réponse. Le général français, tranquille sur l'Italie, résolut de rejeter les Autrichiens au-delà des Alpes juliennes, de les poursuivre sur la Drave, sur la Muer, de passer le Simmering et d'obliger l'empereur d'Autriche à signer la paix dans Vienne. Le projet était vaste, le succès paraissait assuré. Le général en chef promit la paix au gouvernement français dans le courant de l'été.

L'armée d'Italie n'avait jamais été si belle, si nombreuse, ni en meilleur état : elle se composait de huit divisions d'infanterie, de six mille chevaux, et comptait cent cinquante pièces de canon bien attelées. Ces troupes étaient bien habillées, bien chaussées, bien nourries, bien payées, composées de vieux soldats et d'excellents officiers. Cette armée, d'environ soixante mille hommes pouvait tout entreprendre.

L'armée française, depuis la prise de Mantoue, menaçait directement les États héréditaires de la maison d'Autriche; ses avant-postes étaient sur les frontières. Les armées françaises du Rhin et de Sambre-et-Meuse, qui avaient leurs quartiers d'hiver sur la rive gauche du Rhin, en étaient éloignées de plus de cent lieues, en étant séparées par les États du corps germanique. L'armée d'Italie était éloignée d'environ cent quatre-vingt lieues de Vienne et les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse de plus de deux cents lieues. L'armée d'Italie fixa donc toute l'attention de la cour de Vienne. Le prince Charles, qui avait obtenu des succès sur le Danube, dans les campagnes précédentes, fut envoyé sur la Piave avec quarante mille hommes de renfort des meilleures troupes de la monarchie.

Dès le mois de janvier, les ingénieurs autrichiens parcouraient tous les cols et les hauteurs des Alpes noriques, projetaient des retranchements, dressaient des plans pour fortifier Gradisca, Klagenfurt, Tarvis. Mais tous ces travaux ne pouvaient se commencer qu'après la fonte des neiges, qui, dans les Alpes noriques, ne disparaissent que vers la fin de mars. Il était donc important de prévenir l'ennemi, avant qu'il n'eût réuni tous ses moyens et retranché les gorges et passages difficiles qu'on avait à traverser. Napoléon résolut d'être en Allemagne à la fin de mars.

III. *Plan de campagne de l'armée française pour marcher sur Vienne*

Le Brenner est la sommité la plus élevée des Alpes, du Tyrol; c'est la division géographique de l'Allemagne et de l'Italie. L'Inn, l'Adda et l'Adige prennent leurs sources sur cette haute chaîne; l'Inn coule du sud-ouest au nord-est, cinquante lieues dans le Tyrol sur le revers du Brenner, vers le Danube, dans lequel il se jette, séparant la Bavière de l'Autriche. L'Adda, dont les sources sont près de celles de l'Inn, coule du nord au sud, et se jette, après huit lieues de cours, dans le lac de Côme, d'où elle sort pour traverser la Lombardie. L'Adige, qui prend sa source à peu de lieues de celle de l'Inn, court, du nord au sud, à une cinquantaine de lieues sur l'autre penchant du Brenner, entre en Italie à Vérone d'où elle se jette dans l'Adriatique près de l'embouchure du Pô. Un grand nombre d'affluents coulent dans ces diverses rivières, et forment des gorges à pic où il est impossible de pénétrer sans être maître des sommités. C'est la partie des Alpes la plus rude et la plus difficile, celle qui est la plus coupée et dont la pente est la plus brusque.

Pour se rendre de l'Italie à Vienne, il n'y a que trois grandes chaussées : celle du Tyrol, celle de la Carinthie, et celle de la Carniole. La première traverse la chaîne supérieure des Alpes au col du Brenner; la seconde au col des Alpes noriques, entre Ponteba et Tarvis; la troisième au col des Alpes de la Carniole, à quelques lieues de Laybach. Suivant la loi générale des Alpes, le col du Brenner est beaucoup plus élevé que le col de Tarvis, le col de Tarvis que celui de Laybach.

Le projet de Napoléon était de pénétrer en Allemagne par la chaussée de la Carinthie, traverser la Carniole, la Styrie, et arriver sur le Simmering; mais le prince Charles avait deux armées : l'une en Tyrol, et l'autre derrière la Piave : il fallait donc laisser une partie de l'armée d'observation contre l'armée du Tyrol. Le général français préféra faire prendre également l'offensive aux divisions du Tyrol, les faire arriver jusqu'à Brixen et les diriger sur Klagenfurt par la chaussée de Pustersthal, dans le temps que le principal corps de l'armée se porterait sur la Piave, traverserait le Tagliamento, déboucherait par la chaussée de la Carinthie sur la Drave et Villach, où il serait rejoint par son aile du Tyrol; et alors toute l'armée réunie marcherait sur le Simmering.

Trois divisions, formant un ensemble de quinze mille hommes sous les ordres du général Joubert, furent destinés à l'opération du Tyrol; quatre, sous les ordres du général en chef en personne, faisant trente-cinq mille hommes, marchèrent sur le Tagliamento; la 8e, qui se composait en partie des troupes qui avaient marché sur Rome, fut destinée à former un corps d'observation contre Venise, et à assurer la tranquillité de nos derrières. Les généraux de division Baraguey-d'Hilliers et Delmas, commandaient dans le Tyrol, sous

Joubert; les généraux Masséna, Sérurier, Guieux et Bernadotte étaient à la tête des quatre divisions d'infanterie qui marchaient sur le Tagliamento; le général Dugua commandait la cavalerie. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse devaient passer le Rhin et entrer en Allemagne, de manière à arriver sur le Lech et le Danube en même temps que l'armée française arriverait sur le Simmering. On avait compté sur la division du Piémont, forte de dix mille hommes; mais le retard des ratifications priva l'armée française de ce renfort si important.

IV. *Passage de la Piave, 13 mars*

Dans le Tyrol, tout le mois de février se passa en fortes escarmouches. Les Autrichiens s'y étaient montrés en force et très hardis. Sur la Piave, le prince Charles fit divers mouvements pour profiter de l'éloignement d'une partie de l'armée française, qu'il supposait sur Rome. Le général Guieux se crut menacé à Trévise, et repassa la Brenta; mais le prince Charles, mieux instruit, sut que le général français n'avait mené sur Rome que quatre ou cinq mille hommes et s'arrêta. Tout se réduisit à quelques escarmouches.

Le quartier général français arriva dans les premiers jours de mars à Bassano.

La proclamation suivante fut écrite à l'ordre du jour :

« La prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous a donné des titres éternels à la reconnaissance de la Patrie.

« Vous avez remporté la victoire dans quatorze batailles rangées et soixante-dix combats; vous avez fait plus de cent mille prisonniers, pris à l'ennemi cinq cents pièces de canons de campagne, deux mille de gros calibres, quatre équipages de pont.

« Les contributions mises sur le pays que vous avez conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant toute la campagne; vous avez en outre envoyé trente millions au ministre des Finances pour le soulagement du trésor public.

« Vous avez enrichi le Muséum de Paris de plus de trois cents objets, chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, et qu'il a fallu trente siècles pour produire.

« Vous avez conquis à la République les plus belles contrées de l'Europe; les républiques lombardes et transpadanes vous doivent leur liberté; les couleurs françaises flottent pour la première fois sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures de navigation de l'ancienne Macédoine; les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, le duc de Parme, se sont détachés de la coalition de vos ennemis, et ont brigué notre amitié; vous avez chassé les

Anglais de Livourne, de Gênes, de la Corse... Mais vous n'avez pas encore tout achevé; une grande destinée vous est réservée : c'est en vous que la Patrie met ses plus chères espérances; vous continuerez à en être dignes.

« De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la République à sa naissance, l'Empereur seul reste devant nous; se dégradant lui-même du rang d'une grande puissance, ce prince s'est mis à la solde des marchands de Londres; il n'a plus de volonté, de politique, que celles de ces insulaires perfides, qui, étrangers aux malheurs de la guerre, sourient avec plaisir aux maux du continent.

« Le Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner la paix à l'Europe; la modération de ses propositions ne se ressentait pas de la force de ses armées; il n'avait pas consulté votre courage mais l'humanité, et l'envie de vous faire rentrer dans vos familles; il n'a pas été écouté à Vienne; il n'est donc plus d'espérance pour la paix, qu'en allant la chercher dans le cœur des États héréditaires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez un brave peuple accablé par la guerre qu'il a eue contre les Turcs, et par la guerre actuelle. Les habitants de Vienne et des États de l'Autriche gémissent sur l'aveuglement et l'arbitraire de leur gouvernement; il n'en est pas un qui ne soit convaincu que l'or de l'Angleterre a corrompu les ministres de l'Empereur. Vous respecterez leur religion et leurs mœurs; vous protégerez leurs propriétés : c'est la liberté que vous apporterez à la brave nation hongroise.

« La maison d'Autriche qui, depuis trois siècles, va perdant à chaque guerre une partie de sa puissance, qui mécontente ses peuples, en les dépouillant de leurs privilèges, se trouvera réduite, à la fin de cette sixième campagne (puisqu'elle nous contraint à la faire) à accepter le prix que nous lui accorderons, et à descendre dans la réalité, au rang des puissances secondaires, où elle s'est déjà placée, en se mettant aux gages et à la disposition de l'Angleterre.

« Signé : Buonaparte. »

L'armée se mit en mouvement. Il fallait passer la Piave, que défendait l'armée du prince Charles, et chercher à gagner avant lui les gorges d'Osopo et de la Ponteba. Masséna, avec sa belle division, fut destiné à remplir cet objet important. Il partit de Bassano, passa la Piave et le Tagliamento dans les montagnes, tournant ainsi toute l'armée du prince Charles. Celui-ci détacha une division pour l'opposer à cette manœuvre. Masséna la battit, la poursuivit l'épée dans les reins, lui prit beaucoup de monde et quelques pièces de canon. Parmi ces prisonniers se trouva le général Lusignan, qui avait insulté les malades français, ses compatriotes, aux hôpitaux de Brescia, durant les succès éphémères de Wumser; Masséna se rendit maître de Feltre, de Cadore et de Bellune, menant battant la division autrichienne, sans éprouver de pertes considérables.

Le général en chef se porta le 12 sur Azolo, avec la division Sérurier, passa la Piave à la pointe du jour, marcha sur Conegliano, où était le quartier général autrichien, tournant ainsi toutes les divisions autrichiennes qui défendaient la Basse-Piave, ce qui permit au général Guieux d'exécuter son passage, à deux heures après midi, à Ospedaletto. La rivière dans cet endroit est assez haute et eût exigé un pont ; mais la bonne volonté y suppléa. Un seul tambour courut des risques, et fut sauvé par une vivandière de l'armée, qui se jeta à la nage : le général en chef la récompensa en lui attachant au col une chaîne d'or. Le 12, le général français fut à Conegliano avec les divisions Sérurier, Guieux. La division Bernadotte rejoignit le lendemain.

Le prince Charles avait choisi les plaines du Tagliamento pour champ de bataille, les croyant avantageuses pour tirer partie de sa cavalerie. Son arrière-garde essaya de tenir à Sacile ; mais elle fut battue par le général Guieux, qui y entra le 13.

V. *Bataille du Tagliamento, 16 mars*

Le 16, à neuf heures du matin, les deux armées furent en présence, l'armée française sur la rive droite, l'armée autrichienne sur la rive gauche du Tagliamento. Les divisions Guieux, Sérurier et Bernadotte faisaient la gauche du centre, et la droite était, avec le quartier général, en avant de Valvasone. Le prince Charles avec des forces à peu près égales, était rangé de la même manière, en face sur la rive gauche. Par cette position, le prince Charles ne couvrait pas la chaussée de la Ponteba. Les débris de la position opposée à Masséna n'étaient plus capables de l'arrêter. Cependant la Ponteba était la route la plus courte de Vienne, et la direction naturelle pour couvrir cette capitale. Cette conduite du prince Charles ne pouvait s'expliquer qu'en supposant qu'il ne connaissait pas encore bien le nouveau terrain sur lequel il devait opérer, lequel n'avait jamais été le théâtre de la guerre dans les temps modernes ; ou que, ne croyant pas le général français assez hardi pour se porter sur Vienne, il n'eût de crainte que pour Trieste, centre des établissements maritimes de l'Autriche ; ou enfin que ses positions n'étant point définitivement prises, et que couvert par le Tagliamento, il espérait gagner quelques jours qui suffiraient à une division de grenadiers déjà arrivée à Klagenfurt, pour venir renforcer la division opposée à Masséna.

La canonnade s'engagea d'une rive à l'autre. La cavalerie légère fit plusieurs charges sur le gravier du torrent. Le général en chef, voyant l'ennemi trop bien préparé, fit poser les armes à ses soldats, et établir les bivouacs. Le général autrichien y fut trompé ; il crut que l'armée française, qui avait marché toute la nuit, prenait position ; il fit un mouvement en arrière, et alla reprendre ses

bivouacs. Mais, deux heures après, quand tout fut tranquille dans les deux camps, les Français reprirent subitement leurs armes, et Duphot, à la tête de la 27e légère, formant l'avant-garde de Guieux et Murat, à la tête de la 15e légère, conduisant l'avant-garde de Bernadotte, soutenus chacun par leurs divisions, chaque brigade formant une ligne et celles-ci appuyées par Sérurier, marchant derrière, en réserve, se précipitèrent dans la rivière. L'ennemi avait couru aux armes; mais déjà toutes les troupes avaient passé dans le plus bel ordre, et se trouvaient rangées en bataille sur la rive gauche. La canonnade et la fusillade s'engagèrent de toute part. Aux premiers coups de canon, Masséna exécuta son passage à Saint-Daniele : il éprouva peu de résistance et s'empara d'Osopo; cette clef de la chaussée de Ponteba, que l'ennemi avait fait la faute de négliger, il l'intercepta désormais à l'armée autrichienne, sépara tout à fait de celle-ci la division qui lui était opposée, et la poursuivit jusqu'au pont de Casasola, en la jetant toujours sur la Carinthie. Le prince Charles désespéra de la victoire. Après plusieurs heures de combats, et différentes charges d'infanterie et de cavalerie, il se mit en retraite, nous laissant du canon et des prisonniers.

VI. *Plan de retraite du prince Charles*

Le prince Charles ne pouvait plus se retirer vers la Ponteba par la chaussée de Saint-Daniele et d'Osopo, que Masséna tenait en sa possession. Il prit le parti de regagner cette chaussée à Tarvis, avec la plus grande partie de son armée, par Udine, Cividale, Caporetto, la Chiuza autrichienne; il jeta une de ses divisions sur la gauche, par Palma-Nova, Gradisca et Laybach, pour couvrir la Carniole. Mais Masséna n'était qu'à deux journées de Tarvis, et l'armée autrichienne, par cette nouvelle route, avait cinq ou six marches à faire. Le prince Charles compromettait donc son armée : il le sentit; et, de sa personne courut à Klagenfurt presser la marche d'une division de grenadiers qui s'y trouvait. Cependant Masséna avait lui-même perdu deux jours; mais ayant reçu l'ordre de se porter sans hésitation sur Tarvis, il y rencontra le prince Charles en bataille, avec les débris de la division qui, depuis la Piave, fuyait devant lui, et une belle division de grenadiers hongrois. Le combat fut vif et opiniâtre de part et d'autre. Chacun sentait l'importance du succès : car si Masséna parvenait à s'emparer du débouché de Tarvis, la partie de l'armée autrichienne que le prince Charles avait engagée dans la vallée de l'Isonzo, était perdue. Le prince Charles se prodigua de sa personne, et fut plusieurs fois sur le point d'être arrêté par les tirailleurs français. Le général Brune, qui commandait une brigade de la division Masséna, s'y comporta avec la plus grande valeur. Le prince Charles fut rompu : il avait fait donner jusqu'à ses

dernières réserves ; il ne put opérer aucune retraite. Les débris de ses troupes allèrent se rallier à Villach derrière la Drave. Masséna, maître de Tarvis, s'y établit, en faisant face du côté de Villach et du côté de Goritz, barrant les débouchés de l'Isonzo.

VII. *Combat de Gradisca. Prise de Laybach et de Trieste*

Le lendemain de la bataille du Tagliamento, le quartier général se rendit à Palma-Nova : c'est une place forte qui appartient aux Vénitiens. Le prince Charles l'avait fait occuper, et y avait établi ses magasins ; mais, jugeant qu'il lui faudrait cinq mille à six mille hommes pour la garder, son artillerie de place n'étant pas encore arrivée, il résolut de l'évacuer. Nous l'armâmes aussitôt et la mîmes à l'abri d'un coup de main. Le lendemain 19, on marcha sur l'Isonzo.

Le général Bernadotte se présenta à Gradisca pour passer cette rivière. Il trouva la ville fermée et fut reçu à coups de canon ; on voulut parlementer avec le commandant de la place, mais il s'y refusa. Napoléon partit alors avec la division Sérurier, prit le chemin de Montefalcone et marcha jusqu'au lieu où la rive gauche cesse de dominer la rive droite. Il lui fallait perdre du temps pour construire un pont ; le colonel Andreossi, directeur des ponts, se jeta le premier dans la rivière pour la sonder ; les colonnes suivirent son exemple, et l'on passa, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps, sous la faible fusillade de deux bataillons de Croates, qui furent mis en déroute. Il était une heure après-midi ; on prit alors sur la gauche ; on monta sur les hauteurs qu'on suivit jusque vis-à-vis Gradisca, où l'on arriva à cinq heures du soir. La place se trouva ainsi cernée et dominée. La division Sérurier avait marché avec d'autant plus de rapidité que la fusillade était vive sur la rive droite où Bernadotte était aux prises. Ce général avait eu l'imprudence de vouloir enlever la place d'assaut : il avait été repoussé, et avait perdu quatre cents à cinq cents hommes sans nécessité. Cet excès d'ardeur était justifié par l'envie qu'avaient les troupes de Sambre-et-Meuse de se signaler et par la noble émulation d'arriver à Gradisca avant les anciennes troupes d'Italie. Lorsque le gouverneur de Gradisca vit l'Isonzo passé et les hauteurs couronnées, il capitula, et se rendit prisonnier de guerre avec plusieurs régiments et beaucoup de canons. Le quartier général fut porté le lendemain à Goritz. La division Bernadotte fut dirigée sur Laybach. Le général Dugua, avec mille chevaux, prit possession de Trieste. La division Sérurier, de Goritz, remonta l'Isonzo pour soutenir le général Guieux, et regagner à Tarvis la chaussée de la Carinthie. Le général Guieux, du champ de bataille du Tagliamento, s'était dirigé vers Udine et Cividale, et avait rencontré, à Caporetto, la chaussée de l'Isonzo. Il

avait eu tout le jour de forts engagements avec le principal corps du prince Charles, qui avait pris la même route pour gagner Tarvis; il lui avait tué beaucoup de monde et fait beaucoup de prisonniers. Le général autrichien avait laissé une arrière-garde à la Chiusa vénitienne, et s'était porté sur Tarvis, espérant que le prince Charles l'occupait encore. Mais Masséna y était depuis deux jours. Il fut attaqué en front par Masséna et en queue par Guieux. La position même de la Chiusa vénitienne, qui était forte, ne put résister à l'impétueux 4e de ligne; elle gravit avec une rapidité inouïe une montagne qui domine la gauche de la Chiusa, et tournant ainsi ce poste important, il ne resta plus d'autres ressources aux ennemis que de poser les armes. Bagages, canons, parc, drapeaux, tout fut pris. On ne fit que cinq mille prisonniers, dix mille avaient été tués ou blessés dans différents combats. Depuis le Tagliamento, dix mille soldats, habitants de la Carniole ou de la Croatie, voyant que tout était perdu, se débandèrent dans les gorges et gagnèrent isolément leurs villages.

Le quartier général se rendit successivement à Caporetto, à Tarvis, à Villach, et à Klagenfurt.

VIII. *Entrée en Allemagne, passage de la Drave, prise de Klagenfurt, 29 mars*

La province de Goritz, qui est la première des États héréditaires de la maison d'Autriche, confine avec l'Italie. Les habitants y parlent italien. Cette province fut sur-le-champ organisée; le vieux château de Goritz fut armé : on composa un gouvernement provisoire des sept personnes les plus considérables, que l'on chargea de l'administration du pays. Toutes les mesures furent prises pour rassurer les habitants, et pour alléger le fardeau que leur occasionnait la garnison.

Les mêmes mesures furent prises à Trieste pour l'Istrie. Toutes les marchandises furent confisquées; on répara le vieux château pour servir de refuge à la petite garnison qu'on voulait y laisser. Les habitants étaient dans des dispositions très favorables aux Français.

Laybach est la capitale de la Carniole : on y organisa un gouvernement provisoire sur les mêmes principes qu'à Goritz et Trieste. Cette ville fut mise en état de défense : elle avait une enceinte bastionnée d'un très vieux tracé. On abattit les maisons qui se trouvaient sur les remparts.

Dans ces pays, situés près des Alpes, la saison est encore froide. Les habitants, qui avaient d'abord été effrayés, n'eurent qu'à se louer de l'armée française, laquelle à son tour n'eut pas à se plaindre de ces peuples.

Les dispositions des habitants du cercle de Villach ne parurent pas défavorables aux Français; ce qui veut dire [10] que les habitants ne marchandèrent pas avec la peur extrême que leur faisaient les horribles Jacobins et fournirent de

bonne grâce tout ce qui était nécessaire à l'armée. On était en Allemagne; les soldats ne trouvèrent plus dans les chaumières l'esprit de vengeance et l'énergie individuelle des Italiens; ils eurent à se louer de l'esprit d'hospitalité qui caractérise le paysan allemand. La grande quantité de chevaux et de voitures qu'ils se procuraient plus facilement qu'en Italie, leur fut d'une grande utilité.

On mit en état la ville de Klagenfurt, capitale de la Carinthie : on y organisa aussi un gouvernement provisoire. Cette ville a une enciente bastionnée, mais négligée depuis des siècles, et ne servant guère qu'à la police de la ville; les remparts étaient couverts de maisons, on les abattit, on en fit un point d'appui pour l'armée.

Le général Dugua, à Trieste, confisqua tous les magasins appartenant aux Anglais ou aux Autrichiens; on en trouva de considérables et de toute espèce. On prit également possession des mines d'Idria : on y trouva pour plusieurs millions de vif-argent, qu'on évacua immédiatement sur Palma-Nova.

En entrant en Carinthie, on avait publié la proclamation suivante :

« L'armée française ne vient point dans votre pays pour le conquérir, ni pour apporter aucun changement à votre religion, à vos mœurs, à vos coutumes. Elle est l'amie de toutes les nations, et particulièrement des braves peuples de la Germanie.

« Le Directoire exécutif de la République française n'a rien épargné pour terminer les calamités qui désolent le continent : il s'était décidé à faire le premier pas et à envoyer le général Clarke à Vienne, comme plénipotentiaire, pour entamer des négociations de paix. Mais la cour de Vienne a refusé de l'entendre; elle a même déclaré à Vicence, par l'organe de M. de Saint-Vincent, qu'elle ne reconnaissait pas la République française. Le général Clarke a demandé un passeport pour aller lui-même parler à l'empereur; mais les ministres de la cour de Vienne ont craint, avec raison, que la modération des propositions qu'il était chargé de faire, ne décidât l'empereur à la paix. Ces ministres corrompus par l'or de l'Angleterre, trahissent l'Allemagne et leur prince, et n'ont plus de volonté que celle de ces insulaires perfides, l'horreur de l'Europe entière.

« Habitants de la Carinthie, je le sais, vous détestez, autant que nous, et les Anglais qui seuls gagnent à la guerre actuelle, et votre ministère qui leur est vendu. Si nous sommes en guerre depuis six ans, c'est contre le vœu des braves Hongrois, des citoyens éclairés de Vienne et des simples et bons habitants de la Carinthie.

« Eh bien! malgré l'Angleterre et les ministres de la cour de Vienne, soyons amis. La République française a sur vous les droits de conquête; qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous lie réciproquement. Vous ne vous mêlerez

pas d'une guerre qui n'a pas votre aveu. Vous fournirez les vivres dont nous pourrons avoir besoin. De mon côté je protégerai votre religion, vos mœurs, vos propriétés; je ne tirerai de vous aucune contribution : la guerre n'est-elle pas par elle-même assez horrible! Ne souffrez-vous pas déjà trop, vous innocentes victimes, des sottises des autres? Toutes les impositions que vous avez coutume de payer à l'empereur serviront à l'indemnité des dégâts irréparables de la marche d'une armée, et à payer les vivres que vous nous aurez fournis. »

IX. *Affaires du Tyrol*

Immédiatement après la bataille du Tagliamento, le général français expédia l'ordre au général Joubert d'attaquer l'armée qui lui était opposée, de s'emparer de tout le Tyrol italien, d'exécuter hardiment la marche qu'il lui avait prescrite et de pénétrer en Carinthie par le Pustersthal.

Le général Joubert entra en opération le 24 mars, passa le Lavisio, battit l'ennemi, lui fit plusieurs milliers de prisonniers, passa l'Adige, le battit à Tramin, s'empara de Bolzano, livra un nouveau combat à Clausen, força les gorges d'Inspruch le 28, rejeta les troupes autrichiennes au-delà du Brenner et se dirigea sur la Carinthie, après avoir fait éprouver beaucoup de pertes à l'ennemi, et lui avoir pris sept à huit mille hommes. Le général Joubert montra du talent, de la constance et de l'activité dans la direction de cette opération difficile. Les généraux Delmas, Baraguey-d'Hilliers et Dumas se distinguèrent. Les troupes montrèrent la plus grande intrépidité.

X. *Résumé*

Ainsi en dix-sept jours, les deux armées du prince Charles avaient été défaites. L'ennemi, rejeté au-delà du Brenner, avait évacué le Tyrol, après avoir fait des pertes très considérables. L'Autriche avait perdu Palma-Nova, place très forte, et Trieste et Fiume, seuls ports de la monarchie autrichienne; la province de Goritz, l'Istrie, la Carniole, la Carinthie étaient conquises; la Save, la Drave, le Alpes noriques étaient passées. L'armée n'était plus qu'à soixante lieues de Vienne. Elle était fondée à espérer d'y arriver avant la fin de mai.

L'armée autrichienne, démoralisée et ruinée, ne pouvait plus lutter contre l'armée française, qui n'avait éprouvé aucune perte sensible, et chez qui le moral et le sentiment de la supériorité étaient à un degré inexprimable.

Le lendemain de la victoire du Tagliamento[11], Napoléon instruisit le

Directoire qu'il suivait le prince Charles l'épée dans les reins, et que bientôt les drapeaux français flotteraient sur les sommités du Simmering; qu'il se flattait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient en marche, ou que, si elles n'y étaient pas, elles y seraient bientôt; il insistait surtout pour connaître le mouvement précis de leurs mouvements; quinze ou vingt jours de retard lui importeraient peu; mais il devait en être instruit, afin d'agir en conséquence; il prévenait qu'il aurait constamment toute son armée réunie sous sa main, et que ses positions seraient telles, qu'il demeurerait toujours maître des événements, qu'il suffirait donc de lui désigner seulement l'époque précise de la marche de ces deux armées. Ce fut à Klagenfurt qu'il reçut la réponse à cette dépêche : elle portait les félicitations du Directoire sur ses nouveaux succès mais contenait en même temps la déclaration singulière et inattendue, que les armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse ne passeraient pas le Rhin et qu'on ne devait plus compter sur leur diversion en Allemagne parce que les désastres de la campagne dernière les privaient de bateaux et du matériel nécessaire. Cette étrange dépêche ne pouvait parvenir que d'intrigues ou de vues politiques qu'il devenait inutile de pénétrer; seulement il ne convenait plus au général français de réaliser désormais ce qui avait été le plus ardent de ses vœux, de planer ses drapeaux victorieux sur les remparts de Vienne. Il ne devait plus songer à dépasser le Simmering, sans manquer aux règles de la sagesse. Aussi deux jours après la réception du courrier il écrivit au prince Charles, qu'ayant pouvoir de négocier, il lui offrait la gloire de donner la paix au monde, et de finir les maux de son pays.

« Monsieur le général en chef

« Les braves militaires font la guerre, et désirent la paix : celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans? Avons-nous assez tué de monde et assez commis de maux à la triste humanité? Elle réclame de tous côtés. L'Europe qui avait pris les rames contre la République française les a posées; votre nation reste seule, et cependant le sang va couler encore plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres; quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons, de part et d'autre, quelques milliers d'hommes de plus, et il faudra bien que l'on finisse par l'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses!

« Le Directoire exécutif de la République française avait fait connaître à Sa Majesté l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole tous les peuples; l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée : n'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre! et faut-il, pour les intérêts et les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous

entre-égorger ? Vous, M. le général en chef, qui, par votre naissance, approchez si près du trône, et êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, M. le général en chef, que j'entende, par là, qu'il ne soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, M. le général en chef, si l'ouverture que je viens de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique, que je me trouverais avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires[q].

« Je vous prie, etc. Signé, Buonaparte. »

Ces nouvelles laissèrent respirer à Vienne et y donnèrent quelques espérances. Le marquis de Gallo, ambassadeur de Naples, fut aussitôt envoyé au général français ; mais n'ayant pas de pouvoirs, il fut obligé de retourner, après une conférence de deux heures. Le lendemain, les généraux Bellegarde et Meerfeldt vinrent au quartier général français, à Judembourg, et sur leur parole que des plénipotentaires allaient arriver de Vienne pour y traiter de la paix définitive ; ils obtinrent une suspension d'armes, qui assurait à l'armée française la possession des pays qu'elle occupait déjà, et d'autres encore qu'elle n'occupait pas, mais qui étaient nécessaires à sa ligne. Les généraux autrichiens comprenaient avec peine comment le général français, dans sa belle situation, pouvait accorder un armistice, ils ne l'expliquaient que par l'inaction des armées françaises sur le Rhin.

Cependant Napoléon ressentait vivement la force des circonstances ; il déplorait dans son cœur qu'un défaut de combinaison, ou qu'une vaine jalousie, le privassent des immenses résultats qu'il était à la veille de recueillir. S'il avait été peu sensible à la gloire d'entrer dans Rome, il s'était passionné de l'idée d'entrer dans Vienne, et rien que la seule déclaration du Directoire pouvait en ce moment l'en empêcher.

Les préliminaires furent signés à Leoben. Pour la signature, on se réunit dans une petite maison de campagne qu'on neutralisa. Les secrétaires dressèrent d'abord le procès-verbal de la neutralisation, et les plénipotentiaires respectifs s'y rendirent ensuite pour signer. Les commissaires autrichiens avaient mis en tête du traité que l'empereur reconnaissait la République française.

« Effacez, dit Napoléon : l'existence de la République est aussi visible que le soleil ; un pareil article ne pourrait convenir qu'à des aveugles ; nous

sommes maîtres chez nous; nous voulons y établir le gouvernement qu'il nous plaît, sans que personne y trouve à redire. »

A Leoben, le quartier général se trouva chez l'évêque même. On était alors dans la semaine sainte; toutes les cérémonies religieuses de cette semaine, et celles de Pâques, se firent avec la plus grande solennité, au milieu de l'armée française. Cette armée accoutumée au respect pour le culte et les religions du pays où elle se trouvait, en agit ici comme auraient agi les troupes autrichiennes, ce qui satisfit, au dernier degré, le peuple et le clergé.

Les préliminaires avaient été signés à Leoben le 18; et le 20, le général français reçut de nouvelles dépêches du Directoire, annonçant que les armées du Rhin se mettaient en mouvement, qu'elles allaient passer le Rhin, et qu'elles seraient bientôt au cœur de l'Allemagne. Effectivement, quelques jours après, on apprit que l'armée de Sambre-et-Meuse, sous le commandement de Hoche, avait passé le Rhin le 19, veille du jour même de la signature des préliminaires de Leoben, mais quarante jours après l'ouverture de la campagne en Italie. L'adjudant-général Dessolles, qui portait les préliminaires à Paris, rencontra nos troupes aux prises avec celles de l'ennemi. Il est difficile d'expliquer la cause de ce changement subtil, dans le système du gouvernement. Si Napoléon eût appris le 17, au lieu du 20, les nouvelles intentions du Directoire, il est certain* que les préliminaires n'auraient pas été signés, ou qu'on eût exigé de bien meilleures conditions; toutefois, celles qu'on obtint dépassèrent encore beaucoup les espérances du Directoire.

Dans ses instructions au général français, on l'avait autorisé à conclure la paix, toutes les fois que les frontières constitutionnelles de la république seraient reconnues. Il est vrai qu'en donnant ces instructions, le Directoire avait été loin de deviner les succès et l'ascendant de cette armée et n'avait pu prévoir ainsi tout ce qu'il pourrait exiger.

Parmi les diverses causes auxquelles on attribua l'étrange conduite du Directoire dans cette occasion, beaucoup ont pensé que bien des personnes en France voyaient avec quelque jalousie la grande renommée de Napoléon : sa marche hardie et décidée leur inspirait des craintes sur les projets ultérieurs que pourraient nourrir son ambition.

La proclamation par laquelle il avait protégé en Italie les prêtres déportés, et qui lui avaient gagné beaucoup de partisans en France, son style respectueux envers le pape, son refus de détruire le Saint-Siège, ses ménagements pour le roi de Sardaigne et pour les aristocrates de Gênes et de Venise, tout cela avait

* Point à éclaircir.

fait de grandes impressions, et se trouvait commenté souvent avec des intentions fort malignes.

Lorsqu'on vit la bataille du Tagliamento, et les succès qui suivirent, les Alpes noriques passées et l'Allemagne envahie par cette route inconnue, la joie de la République à la vue des grandes humiliations de notre implacable ennemie fut beaucoup diminuée aux yeux de plusieurs par la crainte de voir Napoléon acquérir une nouvelle gloire en entrant triomphant dans Vienne et réunir alors sous son commandement toutes les forces de la République.

Qui pourra, se disaient-ils, sauver la liberté publique de l'influence d'un caractère et d'une gloire si extraordinaires ? Si les armées du Rhin ont été battues l'an passé, elles ne devront leur succès, cette année, qu'à Napoléon, qui aura tourné à lui seul toute l'Allemagne, et les devancera de quinze à vingt jours dans Vienne. Ces armées, d'ailleurs, participant déjà à la gloire de l'armée d'Italie par les deux divisions qui ont été envoyées, partageront aussi son enthousiasme pour le jeune héros : il les maîtrisera toutes.

Beaucoup de raisons faisaient donc désirer que Napoléon fût empêché d'entrer dans Vienne ; que, non seulement les trois armées demeurassent séparées, mais qu'encore on alimentât entre elles une certaine jalousie. Il parut que ces idées influèrent d'abord sur la décision du Directoire : mais dès que les nouvelles des brillants succès de l'armée d'Italie, et son entrée en Allemagne, eurent atteint les armées du Rhin, par la voie des papiers publics et les relations de l'ennemi, alors elle s'indignèrent elles-mêmes de leur oisiveté, et demandèrent à grands cris si l'armée d'Italie devait tout faire. A ce mouvement se joignit le sentiment du grand nombre de familles qui avaient leurs enfants à l'armée d'Italie, et l'opinion de la généralité des citoyens, animés de sentiments nobles et purs, qui ne pouvaient rien comprendre à l'inaction des autres armées. L'impulsion fut si violente que ces armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse durent alors passer le fleuve et marcher en Allemagne. On retira le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse à Beurnonville, homme nul, sans talent civil ou militaire, et on le confia à Hoche, jeune général du plus grand mérite ; son patriotisme ardent, joint à une extrême activité, à une ambition désordonnée, au soin qu'il prenait de se concilier les officiers et de se créer un grand nombre de partisans, faisait espérer que, placé à la tête de l'armée la plus nombreuse et secondé de toute l'influence du gouvernement, il serait aisément un rival propre à partager l'opinion des soldats et des citoyens.

Le nom de Bonaparte était alors dans la bouche de tous les Français[r 12] ; une immense majorité eût voulu le voir à la tête de la République et comme il avait fait preuve d'une humanité politique envers les prêtres et les émigrés que

son armée avait rencontrés en Italie, comme il avait eu soin d'avoir des manières polies avec le pape, toute cette fraction du parti royaliste qui était lassée par quatre années de malheur le plaçait bien au-dessus de tous les autres généraux de la République, et eût voulu le voir tout-puissant à Paris.

Napoléon devait songer avant tout à n'être pas empoisonné par les soins du Directoire ou de quelque petit prince d'Italie. Il établit son quartier général ou plutôt sa cour dans la magnifique maison de campagne de Passeriaux près d'Udine où il attendit les plénipotentiaires que l'Empereur devait envoyer pour traiter de la paix définitive. Napoléon avait signé le 24 mai une convention préalable avec le duc de Gallo. Le cabinet de Vienne déjà revenu de sa peur ayant refusé de la ratifier, Napoléon se rendit à Milan où il fut reçu en roi par ces peuples qu'après tant de siècles de despotisme il appelait à la liberté. Modène, Reggio, Brescia, Bergame, Ferrare, Bologne, firent partie de la république cisalpine, qui compta près de trois millions de citoyens et dont Milan fut la capitale. Napoléon soigneux de ne pas se prodiguer, alla établir sa cour dans le magnifique château de Montebello, situé à quelques lieues de Milan, sur la route de Côme, dans le plus beau pays du monde. Le 9 juillet la république cisalpine fut proclamée. Il protégea la révolution démocratique de Gênes qui renversa la noblesse et donna le pouvoir aux amis des Français. A la suite des plaidoyers singuliers, la Valteline fut réunie à la République cisalpine. Gênes était nécessaire à l'armée pour servir de base à ses opérations, tant que les passages directs des Alpes n'étaient pas au pouvoir de la République.

Le Congrès pour la paix eut lieu à Udine; le jeune général traita avec Meerfeldt et Gallo. Le Directoire, jaloux de Napoléon, lui adjoignit pour la négociation le général Clarke. A peine les préliminaires étaient-ils signés qu'on ne s'entendait déjà plus. Le Directoire avait à lutter contre Pichegru, Villot et autres dévoués aux royalistes, ou vendus à l'étranger.

A la suite de l'insurrection des matelots anglais et de l'état peu rassurant de l'Irlande, Mr. Pitt vit rejeter les mesures de finances qu'ils avaient proposées; il sentit qu'il fallait gagner du temps et le 4 juillet 1797 Lord Malmesbury arriva à Lille où il entra en négociation avec M. Maret (depuis duc de Bassano et ministre secrétaire d'État de l'Empereur); les instructions que lui donna le Directoire étaient bien plaisantes. Entre autres choses M. Maret devait demander la restitution en nature des vaisseaux pris à Toulon, la remise de Jersey, de Guernesey et surtout de Gibraltar.

Il était évident pour Napoléon que les séances du Conseil des Cinq-Cents et du Conseil des Anciens, où la guerre civile semblait se préparer, exerçaient une puissante influence sur les résolutions du Cabinet de Vienne. Napoléon prévit la possibilité d'une nouvelle rupture avec l'Autriche; il demanda au Directoire la ratification du traité conclu depuis six mois avec le roi de

Sardaigne. On lui répondit, en lui parlant des préparatifs du 18 fructidor. Depuis le 9 thermidor, le parti royaliste avait constamment attaqué la République qui avait le malheur d'être défendue par un Directoire composé de cinq hommes, en vérité trop au-dessous de leur mission.

Bonaparte apprit que chacun des partis cherchait à se rattacher un général marquant. Les royalistes avaient gagné Pichegru et manœuvraient pour s'attacher Moreau. Un autre parti désirait Hoche.

Tout en méprisant les Directeurs, Napoléon résolut, sur les lettres de ses amis qui lui présentaient comme hors de doute l'existence d'un complot royaliste, d'appuyer le parti républicain. Son armée fit des adresses dans ce sens et il envoya à Paris le général Augereau.

Le hasard avait mis en son pouvoir la personne et le portefeuille de M. d'Entraigues, ministre de Louis XVIII, saisi à Venise. Il y trouva la preuve des relations des émigrés avec les Conseils.

Le 18 fructidor fut un coup d'État nécessaire contre la Constitution de l'an III. Sans cette mesure, la République était renversée, du moins à Paris car les armées et surtout celle d'Italie n'eussent pas permis à cette époque le retour du gouvernement d'un seul et surtout d'un Bourbon.

Au 18 fructidor, Carnot, Barthélemy et cinquante-trois députés furent condamnés à l'exil. Le 18 fructidor ne produisit d'abord d'autre changement du côté de la France, aux conférences d'Udine, que le rappel de Clarke et les pouvoirs qui furent donnés au général Bonaparte de continuer seul les négociations.

Les prétentions du Directoire devinrent exorbitantes; Napoléon blessé de différentes choses qui dénotaient la méfiance du Directoire, donna sa démission le 25 septembre. Quelques jours auparavant il avait notifié aux plénipotentiaires autrichiens que, si la paix n'était pas signée le 1er octobre, il ne négocierait plus que sur la base de l'état des possessions actuelles des deux puissances, sans s'embarrasser d'indemnité pour ce qu'elles avaient pu posséder avant la guerre.

Le général Desaix était venu visiter les champs de bataille de l'armée d'Italie; il s'était pris d'amitié pour Napoléon. Celui-ci l'envoya à Munich et à Stuttgart, pour essayer de détacher de l'alliance de l'Autriche les électeurs de Bavière et de Wurtemberg. Mais cet homme illustre avait trop de générosité dans l'âme pour être un bon diplomate (ainsi qu'il le montra à El-Arish en Égypte), il fut entouré d'agents autrichiens, et ne put réussir dans sa mission.

Le résultat du 18 fructidor fit penser à l'empereur qu'il ne fallait plus penser à une réaction royaliste; le comte de Cobentzel arriva à Udine muni d'instructions plus positives.

Le Directoire voulait la guerre; il sentit qu'il ne pouvait pas la faire sans

donner de l'emploi au jeune général Bonaparte ; il lui envoya un agent secret pour entrer en explication avec lui ; tout ce qui avait été obstinément refusé fut accordé, l'armée d'Italie reçut un renfort de trois demi-brigades et d'un régiment de cavalerie ; huit mille réquisitionnaires vinrent compléter les cadres de l'Infanterie ; on assura à l'armée une remonte de seize cents chevaux ; enfin, on fournit le traité d'alliance offensif et défensif avec le roi de Sardaigne, à la ratification des Conseils. Le Directoire rappela le général Kellermann, et M. Cacault ministre à Naples, qui secondait mal Napoléon.

Le général en chef considéra que bien que son armée fût dans un état florissant et qu'elle eût une bonne base d'opération dans Palma-Nova et Osopo, la saison était trop avancée pour ouvrir la campagne en Carinthie ; d'un autre côté si on laissait à la cour de Vienne le loisir de réorganiser ses forces durant l'hiver, on risquait de perdre tous les avantages de l'initiative.

La position respective des armées mettait beaucoup d'incertitude dans les chances. Les Autrichiens étaient près de leur centre de puissance, à portée de leurs magasins et de leurs dépôts, sans inquiétude pour leurs flancs, couverts d'un côté par la Hongrie et de l'autre par le Tyrol, provinces où tout le monde avait envie de se battre.

L'armée française avait, comme à l'ordinaire, tout à craindre pour ses derrières. Venise, Rome et Naples avaient à se venger ; le roi de Sardaigne n'était point un allié sûr.

Enfin, le gros des forces de l'Autriche était en face de Napoléon, tandis que le gros des forces de la République était sur le Rhin, à deux cents lieues derrière l'armée d'Italie, qui aurait ainsi à supporter durant un mois, au moins, tout le poids de la guerre.

Le Directoire venait de rompre avec l'Angleterre : l'incohérence des plans adaptés pour le cas de guerre, ne devait donner aucune confiance dans sa manière de gouverner. Napoléon crut devoir consentir à la double cession de Venise et de Salzbourg. Ainsi le 17 octobre 1797, au moment où l'on s'attendait des deux côtés, à voir recommencer les hostilités la paix fut signée à Campo-Formio.

Le traité se composait de 25 articles patents et de 14 articles secrets[s].

L'Autriche cédait la Belgique, la Lombardie et Mantoue ; elle reconnaissait les limites de la République au Rhin et aux Alpes ; en revanche les États de Venise étaient assurés à l'autriche jusqu'à l'Adige. Brescia et Bergame furent dévolus à la République cisalpine, les îles Ioniennes à la France.

Cette paix pouvait être durable ; car aucune des deux parties contractantes n'était lésée dans ses espérances raisonnables. L'Autriche vaincue à Jemmapes, Fleurus, Juliers, Loana, Ettlingen, Montenotte, Lodi, Castiglione, Bassano, Arcole, Rivoli, acquérait trois millions d'habitants.

A peine le traité de Campo-Formio était-il signé que l'on vit surgir de toutes parts de nouveaux éléments de guerre. Napoléon, tenant sa cour à Montebello, fit plaider devant lui la cause de la Valteline, malheureux pays sujet des ligues-grisses. Une des absurdités de la Suisse était de voir des peuples sujets d'autres peuples; ainsi, le pays de Vaud était sujet des Bernois. Napoléon, dont le génie diplomatique manquait de prévoyance, commit la faute de réunir la Valteline à une province anciennement autrichienne et qui, manquant de soldats, n'avait pas en elle-même la source de son indépendance. La Valteline, partie de la Suisse, état ordinairement neutre, couvrait la ligne des troupes républicaines, appelées à combattre sur l'Adige.

L'Autriche seule avait conclu la paix; il fallait encore la faire avec cette foule de petits princes qui, à cette époque, formaient l'empire d'Allemagne; un congrès fut assemblé à Rastadt, pour traiter un nombre infini de questions minutieuses. Il triompha de l'esprit et de l'habileté allemande.

Napoléon s'y rendit, en qualité de chef de la légation française; son passage à travers la Suisse fut un triomphe. Mais bientôt il s'aperçut qu'un séjour trop prolongé à Rastadt diminuait l'éclat de sa gloire, et par conséquent sa popularité en France.

Il faut considérer qu'en 1797, tout ce qui avait plus de vingt ans désirait les jouissances tranquilles d'une société aimable, dont on était privé depuis sept ans. Tout ce qui avait des idées monarchiques voyait un protecteur dans Bonaparte; les républicains étaient enthousiastes de sa gloire et le bas peuple l'idolâtrait. Ce sentiment dure encore après quarante ans. Il est vrai que Napoléon a fait le bas peuple propriétaire, lui a donné de l'orgueil et lui a ôté l'habitude du vol. On trouverait les preuves de ces grandes vérités dans les procès politiques de 1827 à 1837, aussi bien que dans l'humanité qui éclata lors de la Révolution de 1830 et probablement la classe ouvrière, si corrompue en 1789, est maintenant la plus morale. Ce grand changement est dû entièrement à Napoléon et à l'établissement de la Légion d'honneur. Dernièrement un duc a eu un différend avec un ébéniste; tous les procédés et même la politesse étaient du côté de l'ouvrier.

Il est possible qu'aux yeux de l'avenir la moralisation du peuple français soit jugée une compensation suffisante de la liberté que Napoléon lui a volée au 18 brumaire.

A Rastadt, Napoléon se hâta de pourvoir par une convention militaire à l'exécution du traité de Campo-Formio, en ce qui concernait la remise de Mayence et l'évacuation des autres places du Rhin, par les Impériaux.

M. de Talleyrand était ministre des Affaires étrangères; on prétend qu'il proposa à Rewbel le projet singulier d'environner la France de petites républiques démocratiques qui l'auraient séparée des grands États monarchiques.

Des agents français eurent mission d'encourager les patriotes du pays de Vaud, cédé au canton de Berne, en 1565, sous la garantie de la France. Des intrigues semblables eurent lieu à Bâle, à Zurich, à Arau et dans le Valais; les Vaudois firent leur révolution et au commencement de janvier 1798; la division Masséna, cantonnée en Savoie, sur les bords du lac de Genève, occupa ce qui forme aujourd'hui le canton de Vaud. Elle était commandée par Brune, qui depuis fut massacré à Avignon. Le Sénat de Berne, un peu moins étiolé que celui de Venise fit des concessions; étaient-ils de bonne foi? les patriotes vaudois pensèrent que le peuple se mettant rarement en colère et n'ayant de force que lorsqu'il est en colère, pensèrent qu'il ne fallait pas se contenter de promesses trop faciles à éluder. Ils voulurent des gages. Alors le vieil avoyer Steiger courut aux armes, et dès ce moment Berne se montra fort supérieure à Venise et à Gênes. Il est vrai qu'elle était bien moins aimable. Les Français occupèrent Berne; ils y trouvèrent un arsenal superbe et un trésor de dix-huit millions. La Suisse reçut une constitution unitaire, depuis plusieurs fois modifiée, et qui le sera souvent encore.

La Suisse fit ainsi un pas vers le bonheur; mais rien de plus impolitique pour la France que de toucher à la neutralité de ce pays; en y créant un parti favorable à l'Autriche, on enleva tout point d'appui aux armées françaises, combattant sur l'Adige. L'Italie dut appartenir désormais aux maîtres des Alpes, où le Rhin et le Rhône prennent leur source, et qui dominent à revers les trois lignes du Tessin, du Mincio et de l'Adige. La faute d'avoir touché à la Suisse coûta toute l'Italie à la France, en 1799. Cette faute eut des conséquences également funestes pour la ligne du Rhin, et sans Masséna et la bataille de Zurich, la France était conquise. En 1808 et 1809, Napoléon eut soin de respecter la neutralité de la Suisse et sut se priver de deux ou trois débouchés importants.

Peu de jours avant la chute de Berne, l'armée française occupa Rome, à la suite d'une fourberie qui est restée assez obscure. Joseph Bonaparte qui était ambassadeur près du pape fut informé qu'un complot devait éclater le 26 décembre; il crut donner un gage de sa loyauté envers le Saint-Siège, en donnant avis au cardinal secrétaire d'État Doria; ce faible gouvernement redoubla de surveillance, mais ne sut pas empêcher un mouvement qui éclata le 28 décembre, dans la rue de Longara, où se trouve le palais Corsini, alors habité par Joseph Bonaparte. La multitude viola l'enceinte consacrée à Rome, par l'usage, pour chaque ambassade. Les révoltés criaient : « Vive la République romaine! Vive la République française! » Chargée par quelques soldats du pape, la foule se réfugia sous le portique du palais Corsini, qui est fort vaste. Les soldats violèrent l'usage établi depuis des siècles et défendu par Louis XIV; ils tirèrent des coups de fusil sous le portique du palais; le jeune

général Duphot, officier de la plus haute espérance et fiancé à Pauline Bonaparte, s'élança, l'épée à la main, pour défendre un asile sacré. Il fut tué d'un coup de fusil, que plusieurs personnages se sont disputé l'honneur d'avoir tiré.

L'armée française, commandée par Berthier, occupa Rome le 10 février ; le 15, le peuple romain proclama la république ; trois jours après, un *Te Deum* solennel fut chanté dans l'église de Saint-Pierre par quatre cardinaux.

L'occupation permanente de Rome, si souvent demandée à Napoléon par le Directoire, fut une faute, même en 1798. La prudence commandait de rappeler l'armée sur l'Adige.

Le général en chef qui succéda à Berthier fut chassé par ses soldats, comme voleur.

Napoléon à Paris

L'invasion de Rome et de la Suisse qui entraîna deux fautes militaires, semblait déchirer le traité de Campo-Formio.

Napoléon arriva à Paris et fut accueilli avec des transports qui tenaient du délire. Les cœurs ardents avaient de l'enthousiasme, les hommes âgées et les royalistes espéraient le retour des jouissances tranquilles. Le Directoire, en recevant, le 10 décembre, dans son palais du Luxembourg, le jeune général, le proclamait « un de ces prodiges dont la nature avare ne gratifie le genre humain, que de loin en loin, l'homme de la providence etc. etc. ».

« L'homme de la providence » pensait à n'être point empoisonné, et avait grand soin, quand il dînait chez un Directeur, de ne manger que des plats dont il avait vu manger le maître de la maison. Il était fort occupé d'une crainte, beaucoup plus probable aux yeux de qui connaît le pays ; celle de voir tomber l'engouement dont il était l'objet.

Il fut nommé membre de l'Institut
(ici la fête à Saint-Sulpice est le 25 janvier)

La haine du Directoire pour un grand homme qui l'éclipsait tout à fait était fort naturelle dans des âmes communes. Les directeurs n'eurent pas l'esprit d'user le sentiment de l'admiration, l'un de ceux qui durent le moins partout, et surtout à Paris. Un comité du Conseil des Anciens rédigea un acte, pour donner à Napoléon la terre de Chambord, et un grand hôtel dans la capitale. Un des incidents de la prise de possession, un manque de grâce de la part du général, pouvaient facilement, pour peu qu'il fût arrangé avec adresse, faire

tomber l'enthousiasme. Dans tous les cas, c'était, au moins, un événement nouveau jeté à l'avide curiosité des Parisiens. Le Directoire s'alarma de cette récompense nationale; ses affidés l'écartèrent.

Il faut considérer, pour comprendre toute l'absurdité de cette démarche, que Napoléon, parti sans un sou, c'est-à-dire avec deux mille louis pour le trésor de l'armée, avait levé en Italie plus de cent dix millions de contributions extraordinaires[t]; soixante millions avaient payé, nourri, habillé, réorganisé l'armée d'Italie, dans tous les services; le reste avait été envoyé en France et avait aidé à pourvoir aux besoins de l'intérieur et aux services de l'armée du Rhin. Le trésor devait aux victoires de l'armée d'Italie une économie annuelle de soixante millions, somme à laquelle s'élevait en 1796 l'entretien des armées des Alpes et d'Italie. Des bâtiments conquis à Venise, Gênes et Livourne, des approvisionnements immenses en chanvre, bois de construction, etc. avaient réformé une marine à Toulon; et cette marine, appuyée des escadres espagnoles, dominait dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Le Musée national s'était formé, les chefs-d'œuvre que l'armée d'Italie y avait envoyés pouvaient être estimés cent ou deux cents millions.

Bien plus, au commencement de 1796, l'Autriche avait cent soixante mille hommes sur le Rhin, elle voulait porter la guerre en France et les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin n'avaient point des forces suffisantes pour lui résister. Leur infériorité numérique était notable; elles manquaient de tout, excepté de bravoure. Les batailles de Montenotte, de Lodi, etc., portèrent l'alarme à Vienne; elle obligèrent le Conseil aulique à rappeler successivement de ses armées d'Allemagne le maréchal Wurmser, l'archiduc Charles et plus de soixante mille hommes, ce qui permit à Moreau et Jourdan de reprendre l'offensive. Que n'eussent pas fait ces armées si elles eussent été commandées par Desaix, Gouvion Saint-Cyr, ou Kléber!

Voilà ce que Napoléon avait fait pour la France. Les conseils eussent dû lui assurer deux cent mille livres de rente, ce qui eût diminué sa popularité, et les dangers qu'elle ferait courir à la République[u].

Napoléon[v] se rendit à Passeriano[13]; Clarke ayant été rappelé, il se trouvait seul plénipotentiaire pour la France. Le 26 septembre la négociation s'entama avec le comte de Cobentzel. Les conférences se tinrent alternativement à Udine et à Passeriano. Les quatre plénipotentiaires autrichiens étaient assis devant un des côtés d'une table rectangulaire; sur les côtés latéraux étaient les secrétaires de légation; de l'autre côté se plaçait le plénipotentiaire français. Lorsque des conférences se tenaient à Passeriano, on dînait chez Napoléon; lorsqu'elles se tenaient à Udine, on dînait chez le comte de Cobentzel. Passeriano est une belle maison de campagne située sur la rive gauche du Tagliamento, à quatre lieues d'Udine et à trois lieues des ruines d'Aquilée.

Dès la première conférence le comte de Cobentzel désavoua tout ce que ses collègues avaient dit depuis quatre mois; il mit en avant des prétentions extravagantes; il fallut recommencer le cercle de bavardage qui avait été parcouru depuis le mois de mai. La marche à suivre avec un pareil négociateur se trouvait indiquée par lui-même; il fallait faire autant de pas pour s'éloigner d'un juste milieu qu'il en faisait lui-même de son côté.

Le comte de Cobentzel était né à Bruxelles, fort aimable en société, d'une politesse recherchée, mais difficile en affaires; Sa dialectique manquait de justesse et de précision; il le sentait et croyait y suppléer par des éclats de voix et des gestes impériaux; Le marquis de Gallo, ministre de Naples à Vienne, jouissait à la fois de la faveur de la reine de Naples et de celle de l'Impératrice. Il était d'un caractère insinuant et souple, mais droit.

Le comte de Meerfeldt, colonel d'un régiment de Houlans, s'était fait remarquer et avait gagné la confiance du ministre Thugut. Le baron d'Engelmann était un homme de chancellerie, d'un sens droit et bien intentionné.

La marche des négociations depuis l'arrivée du comte de Cobentzel ne laissait plus de doutes sur les véritables dispositions de la cour de Vienne; elle voulait la paix; elle n'avait contracté aucun nouvel engagement avec la Russie ou l'Angleterre, et dès le moment où les négociateurs autrichiens eurent acquis la conviction qu'ils ne pouvaient conclure qu'en revenant aux bases posées à Montebello, la paix eût été faite si le Directoire n'eût point changé de politique. La journée du 18 fructidor l'aveuglait sur ses propres forces; il croyait pouvoir impunément demander de nouveaux sacrifices à la nation. Il fit insinuer à Napoléon de rompre les négociations, de recommencer les hostilités, au même temps que la correspondance officielle était toujours dictée dans l'esprit des instructions du 6 mai. Il était évident qu'il désirait la guerre, mais qu'il voulait que la responsabilité de la rupture pesât tout entière sur le négociateur. Lorsqu'il s'aperçut que cette marche ne lui réussissait pas, et que surtout il crut sa puissance consolidée, il envoya son *ultimatum*, par une dépêche en date du 29 septembre. Napoléon le reçut le 6 octobre à Passeriano. La France ne voulait plus céder à l'empereur ni Venise ni la ligne de l'Adige; c'était l'équivalent d'une déclaration de guerre.

Napoléon avait des idées fixes sur le degré d'obéissance qu'il devait à son gouvernement, sous le rapport des opérations militaires : il ne se croyait obligé à exécuter ses ordres qu'autant qu'il les jugeait raisonnables et que le succès lui paraissait probable; il aurait cru commettre un crime s'il se fût chargé de l'exécution d'un plan vicieux, et dans ce cas il se regardait comme contraint à offrir sa démission; c'est ce qu'il avait fait en 1796, lorsque le

Directoire avait voulu envoyer une partie de son armée dans le royaume de Naples.

Ses idées n'étaient point aussi arrêtées sur le degré d'obéissance qu'il devait comme plénipotentaire; pouvait-il se démettre de sa mission au milieu d'une négociation, ou en compromettre ainsi l'issue, en exécutant des instructions qui n'avaient pas son assentiment et équivalaient à une déclaration de guerre? Mais son caractère principal à Passeriano était celui de général en chef; il lui parut absurde que, comme plénipotentiaire, il déclarât la guerre en même temps que comme général en chef il se démettrait de son commandement, pour ne pas recommencer les hostilités, en exécutant un plan de campagne contraire à son opinion.

Le ministre des Relations extérieures le tira de cette anxiété. Dans une de ses dépêches, il lui apprit que le Directoire, en arrêtant son *ultimatum*, avait été dans l'opinion que le général en chef était en mesure de le faire agréer par la force des armes. Il médita profondément sur cette communication; il lui était prouvé qu'il tenait dans ses mains le sort de la France : du parti qu'il choisirait dépendait la guerre ou la paix. Il se décida à s'en tenir à ses instructions du 6 mai, et à signer la paix sur les bases de Montebello, qui, avant la journée de fructidor, avaient été approuvées par le gouvernement.

Les motifs qui le déterminèrent étaient 1° que le plan de sa campagne était vicieux, 2° que n'ayant reçu l'*ultimatum* que le 6 octobre, les hostilités ne pourraient recommencer que le 15 novembre, et qu'alors il serait difficile aux armées françaises d'entrer en Allemagne, tandis que cette saison serait favorable aux Autriciens pour rassembler des forces considérables dans les plaines d'Italie, 3° que le commandement de l'armée d'Allemagne était confié à Augereau, dont les opinions politiques venaient d'être fort exaltées par les événements de fructidor; son état-major était composé pour la plupart des séides de la propagande, enivrés des principes de 1793, ce qui était un obstacle insurmontable à l'accord si nécessaire dans les opérations des deux armées. Napoléon avait désiré que le commandement de l'armée du Rhin fût confié à Desaix à défaut de Moreau, 4° qu'il avait demandé un renfort de douze mille hommes d'infanterie et de quatre mille de cavalerie, qu'on lui avait refusés; que cependant il n'avait que cinquante mille hommes en ligne, se trouvait à vingt journées plus près de Vienne; que les armées du Rhin ayant à combattre les trois quarts des forces de la maison d'Autriche qui couvraient Vienne du côté de l'Italie, tandis qu'un simple corps d'observation était observé aux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, 5° que le Directoire, dans son délire, avait, par sa dépêche du 29 septembre, annoncé qu'il refusait de ratifier le traité d'alliance offensive et défensive du 5 avril

précédent avec le roi de Sardaigne. Par ce traité, ce prince s'était engagé à joindre à l'armée d'Italie un contingent de huit mille hommes d'infanterie, deux mille de cavalerie et quarante pièces de canon. Le refus du Directoire portait le désespoir à Turin ; la Cour ne pouvait plus se dissimuler l'arrière-pensée du gouvernement français ; elle n'avait plus rien à ménager : il faudrait donc que l'armée d'Italie s'affaiblît de dix mille hommes pour renforcer les garnisons du Piémont et de la Lombardie.

Le 21 octobre, le Directoire fit connaître que sur les observations du général d'Italie, il s'était déterminé à renforcer son armée d'un corps de six mille hommes qu'il tirerait de l'armée d'Allemagne ; à modifier le plan général de campagne selon son désir ; enfin à ratifier le traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne, et qu'il l'avait communiqué au corps législatif ce même jour 21 octobre.

Mais le traité de Campo-Formio avait été signé trois jours avant que cette dépêche ne fut écrite, et elle n'arriva à Passeriano que douze jours après la signature de la paix. Peut-être, si le Directoire eût pris cette résolution le 29 septembre, au moment où il envoyait son dernier *ultimatum*, Napoléon se fût-il déterminé à la guerre, dans l'espoir d'affranchir toute l'Italie, jusqu'à l'Isonzo, ce qu'il désirait plus que personne.

Il avait été de l'intérêt de Napoléon de conclure la paix. Les républicains manifestaient hautement leur jalousie. « Tant de gloire, disaient-ils, est incompatible avec la liberté. » S'il recommençait les hostilités et que les armées françaises occupassent Vienne, le Directoire constant dans l'esprit qui le dirigeait depuis le 18 fructidor, voudrait révolutionner l'Empire, ce qui indubitablement entraînerait dans une nouvelle guerre avec la Prusse, la Russie et le corps germanique ; cependant la République était mal gouvernée ; l'administration était corrompue ; elle n'inspirait aucune confiance, n'avait aucune considération ; s'il rompait la négociation, la responsabilité de l'avenir pèserait sur lui ; si, au contraire, il donnait la paix à son pays il joindrait à la gloire de conquérant et de pacificateur celle d'être le fondateur de deux grandes républiques ; car la Belgique, les départements du Rhin, la Savoie, le comté de Nice, ne seraient légitimement annexés à la France que par le traité de paix avec l'empereur, tout comme la République cisalpine ne pourrait être réellement assurée qu'alors, de son existence. Couvert de lauriers, l'olivier à la main, il rentrait avec sûreté dans la vie privée, et avec une gloire égale à celle des grands hommes de l'Antiquité ; le premier acte de sa vie publique se trouverait terminé ; les circonstances et l'intérêt de la patrie décideraient du reste de sa carrière ; la gloire, l'amour et l'estime du peuple français étaient des voies pour arriver à tout. La France voulait la paix.

La lutte des rois contre la République était une lutte de principes ; c'étaient

les Gibelins contre les Guelfes; c'étaient les Oligarques qui régnaient à Londres, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, qui luttaient contre les Républicains de Paris. Le plénipotentiaire français conçut la pensée de changer cet état de choses qui laissaient toujours la France seule contre tous, de jeter une pomme de discorde au milieu des coalisés, de changer l'état de la question, de créer d'autres passions et d'autres intérêts. La république de Venise était tout aristocratique; elle intéressait au plus haut point les cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg. La maison d'Autriche, en s'en emparant, exciterait au dernier degré leur mécontentement et leur jalousie. Le Sénat de Venise s'était très mal conduit pour la France, mais très bien pour l'Autriche. Quelle opinion les peuples concevraient-ils de la moralité du Cabinet de Vienne, lorsqu'ils le verraient s'approprier les États de son alliée, l'État le plus ancien de l'Europe moderne, celui qui nourrissait les principes les plus opposés à la démocratie et aux idées françaises, et cela sans prétexte et par le seul effet de sa convenance? Quelle leçon pour la Bavière et les puissances du second ordre! L'empereur serait obligé de livrer à la France la place de Mayence, qu'il n'avait qu'en dépôt; il s'approprierait les dépouilles des princes d'Allemagne, dont il était le protecteur et dont les armées combattaient dans les rangs. C'était présenter aux regards de l'Europe la satire des gouvernements absolus et de l'oligarchie européenne : quelle preuve plus évidente de leur vieillesse, de leur décadence, de leur illégitimité!

L'Autriche serait contente; car si elle cédait la Belgique et la Lombardie, elle recevait un équivalent, sinon en revenu et en population, du moins sous les rapports des convenances géographiques et commerciales. Venise était contiguë à la Styrie, à la Carinthie et à la Hongrie. La ligue de l'Oligarchie européenne en serait divisée : la France en profiterait pour saisir l'Angleterre corps à corps, en Irlande, au Canada, aux Indes.

Les divers partis qui divisaient Venise s'éteindraient : aristocrates et démocrates se réuniraient contre le sceptre d'une nation étrangère. Il n'y avait pas à craindre qu'un peuple de mœurs aussi douces pût jamais prendre de l'affection pour un gouvernement allemand, et qu'une grande ville de commerce, puissance maritime depuis des siècles, s'attachât sincèrement à une monarchie étrangère à la mer et sans colonies; et si jamais le moment de créer la nation italienne arrivait, cette cession ne serait jamais un obstacle. Les années que les Vénitiens auraient passées sous le joug de la maison d'Autriche leur feraient recevoir avec enthousiasme un gouvernement national, quel qu'il fût, un peu plus ou un peu moins aristocratique, soit que la capitale fût ou non fixée à Venise. Les Vénitiens, les Lombards, les Piémontais, les Gênois, les Parmesans, les Bolonais, les Bergamasques, les Ferrarais, les Toscans, les Romains, les Napolitains avaient besoin pour devenir Italiens d'être décomposés et

réduits en éléments; il fallait, pour ainsi dire, les refondre. En effet quinze ans après, en 1812, la puissance autrichienne en Italie, le trône de Sardaigne, ceux des ducs de Parme, de Modène, de Toscane, celui de Naples même, l'oligarchie de Gênes, celle de Venise avaient disparu. La puissance temporelle du pape, qui, de tout temps, avait été la cause du morcellement de l'Italie, allait n'être plus un obstacle; le grand-duché de Berg était resté vacant; il attendait la cour du roi Joachim. « Il faut, avait dit Napoléon en 1805[14], à la Consulte de Lyon, vingt ans pour créer la nation italienne. » Quinze ans lui avaient suffi; tout était prêt; il n'attendait que la naissance d'un second fils pour le mener à Rome, le couronner roi des Italiens, donner la Régence au prince Eugène, et proclamer l'indépendance de la péninsule, des Alpes à la mer d'Ionie, de la Méditerranée à l'Adriatique.

La cour de Vienne, fatiguée de la lutte sanglante qu'elle soutenait depuis plusieurs années, n'attachait aucune importance à la Belgique, qu'il lui était impossible de défendre; elle se trouvait heureuse après tant de désastres d'obtenir des indemnités pour des pertes déjà consommées, et de contracter avec la République française des liens qui lui garantissaient des avantages dans l'arrangement des affaires d'Allemagne; mais si déjà on était d'accord sur les principes, on était bien loin de l'être sur le mode d'exécution. Le comte de Cobentzel voulait, disait-il, « l'Adda pour limites ou rien ». Il s'appuyait sur des calculs de statistique. « Vous voulez rétablir le système de 1796, il faut donc nous donner une paix avantageuse qui soit pensée indépendamment des événements de la guerre; l'une et l'autre puissance ont eu des journées glorieuses; nos deux armées doivent s'estimer; une paix désavantageuse pour une des puissances ne serait jamais qu'une trêve. Comment, en convenant de ce principe, vous refusez-vous à nous accorder une indemnité entière et absolue? Quelles sont les bases de la puissance? la population et le revenu. Que perd l'empereur, mon maître? la Belgique et la Lombardie, les deux provinces les plus peuplées, les plus riches du monde; la Belgique qui a une double valeur pour vous, puisqu'elle vous assujettit la Hollande, et vous met en possession de bloquer l'Angleterre depuis la Baltique jusqu'au détroit de Gibraltar. Nous consentons encore que vous réunissiez à la République Mayence, les quatre départements du Rhin, la Savoie et le comté de Nice. Pour des concessions aussi étendues, que vous demandons-nous? quatre millions d'Italiens, mauvais soldats, mais habitant, il est vrai, un pays assez fertile; nous avons donc le droit d'exiger le Thalweg de l'Adda pour limites. »

Le plénipotentiaire français répondait : « C'est un bienfait pour la monarchie autrichienne d'être défaite de la Belgique : c'était pour elle une possession onéreuse; l'Angleterre seule avait intérêt à ce qu'elle la possédât. Si vous

calculez ce que cette province vous coûtait, vous acquerrez la preuve qu'elle a toujours été pour votre trésor un objet de dépense ; mais, dans tous les cas, elle ne peut plus avoir aucun prix pour vous, depuis que les nouveaux principes qui ont changé l'état de la France y ont prévalu. Vouloir obtenir sur vos frontières de Styrie, de Carinthie et de Hongrie, une indemnité égale au revenu et à la population d'une possession détachée, c'est une prétention exagérée ; d'ailleurs, en passant l'Adige, vous vous affaibliriez, et ni vous ni la République cisalpine n'auriez de frontière. »

Il s'en fallait que ces raisonnements portassent la conviction chez les plénipotentiaires autrichiens ; cependant ils réduisirent leurs prétentions à la ligne du Mincio. « Mais, dit le comte de Cobentzel, c'est là notre *ultimatum* ; car si l'empereur, mon maître, consent à nous donner les clefs de Mayence, la place la plus forte de l'univers serait un acte déshonorant s'il ne les échangeait pas contre les clefs de Mantoue. » Tous les moyens officiels de protocole de notes et contre-notes ayant été épuisés sans résultats satisfaisants, on eut recours aux conférences confidentielles ; mais enfin, de part et d'autre, on ne céda plus rien. Les armées se mirent en mouvement.

Les troupes françaises qui étaient cantonnées dans le Véronnais, le Padouan et le Trévisan passèrent la Piave et s'établirent sur la droite de l'Isonzo. L'armée autrichienne campa sur la Drave et dans la Carniole. En se rendant d'Udine à Passeriano, les plénipotentiaires autrichiens étaient obligés de traverser le camp français qui leur prodiguait tous les honneurs militaires : on conférait au bruit du tambour ; cependant le comte de Cobentzel restait inébranlable ; ses voitures étaient prêtes ; il annonçait son départ.

Le 16 octobre, les conférences se tinrent à Udine, chez le comte de Cobentzel. Napoléon récapitula en forme de manifeste, pour être inscrit au protocole, la conduite de son gouvernement depuis la signature des préliminaires de Leoben, et renouvela en même temps son *ultimatum*. Le plénipotentiaire autrichien répliqua longuement, pour prouver que les indemnités que la France offrait à l'empereur n'équivalaient pas au quart de ce qu'il perdait ; que la puissance autrichienne serait considérablement affaiblie, dans le temps que la puissance française serait tellement augmentée, que l'indépendance de l'Europe en serait menacée ; que moyennant la possession de Mantoue et de la ligne de l'Adige, la France joindrait de fait, au domaine des Gaules, celui de toute l'Italie ; quel empereur était irrévocablement résolu à s'exposer à toute les chances de la guerre, à fuir même au besoin de sa capitale, plutôt que de consentir à une paix aussi désavantageuse ; que la Russie lui offrait des armées, qu'elles étaient prêtes à accourir à son secours, et que l'on verrait ce qu'étaient les troupes russes ; qu'il était bien évident que Napoléon faisait

céder son caractère de plénipotentiare à ses intérêts de général, qu'il ne voulait pas la paix. Il ajouta qu'il partirait dans la nuit et que tout le sang qui coulerait dans cette nouvelle lutte retomberait sur le négociateur français. C'est alors que celui-ci, avec sang-froid, mais vivement piqué de cette sortie, se leva et prit sur un petit guéridon un cabaret de porcelaine que le comte de Cobentzel affectionnait, comme un présent de l'impératrice Catherine. « Eh bien ! dit Napoléon, la trêve est donc rompue et la guerre déclarée ! Mais souvenez-vous qu'avant la fin de l'automne, je briserai votre monarchie comme je brise cette porcelaine. »

En prononçant ces derniers mots il la jeta à terre avec vivacité : elle couvrit le parquet de ses débris. Il salua le Congrès et sortit. Les plénipotentiaires autrichiens en furent interdits. Peu d'instants après ils surent qu'en montant en voiture, il avait expédié un officier à l'archiduc Charles, pour le prévenir que les négociations étant rompues, les hostilités recommenceraient sous vingt-quatre heures. Le comte de Cobentzel, effrayé, envoya le marquis de Gallo à Passeriano porter la déclaration signée qu'il adhérait à l'*ultimatum* de la France : le lendemain 17 octobre la paix fut signée à cinq heures du soir. C'est dans cette occasion que le rédacteur ayant mis pour article premier du traité : « L'empereur d'Allemagne reconnaît la République française », Napoléon dit : « Effacez cet article, la République française est comme le soleil; est aveugle celui qui ne le voit pas. Le peuple français est maître chez lui : il a fait une république ; peut-être demain fera-t-il une aristocratie, après-demain une monarchie ; c'est donc son droit imprescriptible ; la forme de son gouvernement n'est qu'une affaire de loi intérieure. » Le traité fut daté de Campo-Formio, petit village entre Passeriano et Udine, et qui avait été neutralisé à cet effet par le secrétaire de légation ; mais on jugea inutile de s'y transporter : il ne s'y trouvait aucune maison convenable pour loger les plénipotentiaires.

Par ce traité, l'empereur reconnut à la République ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées, l'Océan ; il consentit à ce que la République cisalpine fût formée de la Lombardie, des duchés de Reggio, Modène, le Mirandole ; des trois légations (de Bologne, de Ferrare et de la Romagne) ; de la Valteline et de la partie des États vénitiens sur la rive droite de l'Adige (le Bergamasque, le Brescian, le Crémois, la Polésine), et il céda le Brisgaw, ce qui éloignait les États héréditaires des frontières françaises. Il fut convenu que le boulevard important de Mayence serait remis aux troupes de la république, d'après une convention militaire qui serait faite à Rastadt, où le plénipotentiare français et le comte de Cobentzel se donnèrent rendez-vous. Tous les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin devaient être indemnisés sur la rive droite, par la sécularisation des princes ecclésiastiques. La paix

de l'Europe devait se traiter à Rastadt, le cabinet du Luxembourg et celui de Vienne marcheraient de concert. Le territoire prussien sur la rive gauche était réservé ; il était convenu qu'il serait cédé à la république par le traité de Rastadt, mais avec un équivalent en Allemagne pour l'Autriche. Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo furent cédés à la France qui, de son côté, consentait à ce que l'empereur s'emparât des États vénitiens situés sur la rive gauche de l'Adige, ce qui accroîtrait la population de son empire de plus de deux millions d'âmes. Par un des articles du traité, les biens que l'archiduc Charles possédait en Belgique comme héritier de l'archiduchesse Christine, lui furent assurés : c'est par l'effet de ces articles que, plus tard, l'Empereur Napoléon a acheté un million le château de Laeken situé près de Bruxelles et qui avant la Révolution faisait partie des biens de l'archiduchesse, les autres domaines de l'archiduc dans les Pays-Bas, furent acquis par le duc de Saxe-Teschen. Cette stipulation était un témoignage d'estime que le plénipotentiaire français donnait au général qu'il venait de combattre, et avec lequel il avait eu des relations honorables pour tous deux.

Pendant les conférences de Passeriano, le général Desaix vint de l'armée du Rhin parcourir les champs de bataille qu'avait illustrés l'armée d'Italie ; Napoléon le reçut à son quartier général, et, croyant l'étonner, il lui fit part des lumières que le portefeuille de d'Entraigues jetait sur la conduite de Pichegru. « Nous savons depuis longtemps, répondit Desaix, en souriant, que Pichegru trahissait ; Moreau en a trouvé la preuve dans les papiers de Klinglin, ainsi que tous les détails de sa corruption, et les motifs convenus de ses manœuvres militaires. Moreau, Reynier et moi sommes seuls dans le secret. Je voulais que Moreau en rendît compte immédiatement au gouvernement, mais il ne l'a pas voulu. Pichegru est le seul exemple, peut-être, ajouta-t-il, d'un général qui se soit fait battre exprès. » Il faisait allusion à la manœuvre par laquelle Pichegru avait porté à dessein ses principales forces sur le Haut-Rhin pour faire manquer les opérations devant Mayence. Desaix visita tous les camps ; dans tous il fut accueilli avec de grands égards. C'est de cette époque que date son amitié pour Napoléon ; il aimait la gloire pour elle, la France par-dessus tout ; il était d'un caractère simple, actif, insinuant ; il avait des connaissances étendues ; personne n'avait mieux étudié que lui le théâtre de la guerre dans le Haut-Rhin, la Souabe et la Bavière. Sa mort a fait couler les larmes du vainqueur de Marengo.

Le général Hoche, commandant l'armée de Sambre-et-Meuse, mourut, dans ce temps, subitement, à Mayence. Beaucoup de gens ont cru qu'il avait été empoisonné ; cette opinion n'est pas fondée. Ce jeune général s'était

distingué aux lignes de Weissembourg, en 1794. Il avait fait preuve de talent dans la Vendée en 1795 et 1796 ; il eut la gloire de la pacifier momentanément. D'un patriotisme exalté, d'un caractère ardent, d'une bravoure remarquable, d'une ambition active inquiète, il ne sut pas attendre les événements, et s'exposa par des entreprises prématurées. A l'époque du 18 fructidor, en faisant marcher ses troupes sur Paris, il viola le cercle constitutionnel, et faillit en être la victime ; les conseils informèrent contre lui. Il tenta une expédition en Irlande ; personne n'était plus capable de la faire réussir. Il témoigna, en toute occasion, de l'attachement pour Napoléon. Sa mort et la disgrâce de Moreau laissèrent vacantes les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, le gouvernement réunit ces deux armées en une seule, et en donna le commandement à Augereau.

Napoléon avait envoyé successivement ses principaux généraux à Paris pour porter des drapeaux, ce qui mettait en même temps le gouvernement en mesure de les connaître et de les attacher par des récompenses. Il chargea le général Berthier de porter le traité de Campo-Formio ; et voulant donner une preuve d'estime et de considération aux sciences, il lui adjoignit Monge qui était membre de la Commission des sciences et des arts en Italie ; Monge avait été de l'ancienne Académie des sciences. Le général en chef se plaisait dans la conversation si intéressante de ce grand géomètre, physicien de premier ordre, patriote très chaud, mais pur, sincère et vrai, aimant la France et le peuple comme sa famille, la démocratie et la légalité, comme les résultats d'une démonstration géométrique ; il était d'un esprit ardent, mais quoi qu'en aient dit ses ennemis, un véritable homme de bien : lors de l'invasion des Prussiens en 1792, il offrit de donner ses deux filles en mariage au premier volontaire qui perdrait un membre à la défense du territoire ; cette offre chez lui était sincère. Il suivit Napoléon en Égypte ; il a depuis été sénateur, et lui a toujours été fidèle. Les sciences lui doivent l'excellent ouvrage de la géométrie descriptive.

Le traité de Campo-Formio surprit le Directoire, qui était loin de s'y attendre ; il laissa percer son mécontentement ; on assure même qu'il pensa un instant à ne pas le ratifier ; mais l'opinion publique était trop prononcée, et les avantages que la paix assurait à la France, étaient trop évidents.

Aussitôt après la signature du traité, Napoléon retourna à Milan, pour mettre la dernière main à l'organisation de la République cisalpine et compléter les mesures administratives de son armée. Il devait se rendre à Rastadt pour y terminer le grand œuvre de la paix continentale. Il prit congé du peuple italien en ces termes :

« Citoyens,

« A compter du 1er frimaire, votre constitution se trouvera en pleine activité. Votre Directoire, votre corps législatif, votre tribunal de cassation, les autres administrations subalternes se trouveront organisés.

« Vous êtes le premier exemple dans l'histoire, d'un peuple qui devient libre sans factions, sans révolutions, sans déchirements.

« Nous vous avons donné la liberté, sachez la conserver. Vous êtes, après la France, la république la plus populeuse la plus riche, votre position vous appelle à jouer un grand rôle dans les affaires de l'Europe.

« Pour être dignes de votre destinée, ne faites que des lois sages et modérées.

« Faites-les exécuter avec force et énergie.

« Favorisez la propagation des lumières et respectez la religion.

« Composez vos bataillons non pas de gens sans aveu, mais de citoyens qui se nourrissent des principes de la République, et soient immédiatement attachés à sa prospérité.

« Vous avez en général besoin de vous pénétrer du sentiment de votre force et de la dignité qui convient à l'homme libre.

« Divisés et pliés depuis des siècles à la tyrannie, vous n'eussiez pas conquis votre liberté ; mais sous peu d'années, fussiez-vous abandonnés à vous-mêmes, aucune puissance de la terre ne sera assez forte pour vous l'ôter.

« Jusqu'alors la grande nation vous protégera contre les attaques de vos voisins. Son système politique sera uni au vôtre.

« Si le peuple romain eût fait le même usage de sa force que le peuple français, les aigles romaines seraient encore sur le capitole ; et dix-huit siècles d'esclavage et de tyrannie n'auraient pas déshonoré l'espèce humaine.

« J'ai fait, pour consolider la liberté et en seule vue de votre bonheur, un travail que l'ambition et l'amour du pouvoir ont seuls fait faire jusqu'ici.

« J'ai nommé à un grand nombre de places ; je me suis exposé à avoir oublié l'homme probe et à avoir donné la préférence à l'intrigant ; mais il y avait des inconvénients majeurs à vous laisser faire ces premières nominations : vous n'étiez pas encore organisés. Je vous quitte sous peu de jours. Les ordres de mon gouvernement et un danger imminent de la République cisalpine me rappelleront seuls au milieu de vous.

« Mais dans quelque lieu que le service de ma patrie m'appelle, je prendrai toujours une vive sollicitude au bonheur et à la gloire de votre république.

« Bonaparte.

« Au quartier général à Milan, le 22 brumaire an VI (12 novembre 1797). »

Napoléon partit pour Turin, il descendit chez le ministre de France, Ginguené (17 novembre). Le roi de Sardaigne désirait le voir et lui témoigner publiquement sa reconnaissance, mais les circonstances étaient déjà telles qu'il ne crut pas devoir se complaire à des démonstrations de cour. Il continua sa route vers Rastadt. Il traversa le Mont-Cenis; à Genève, il fut reçu comme il eût pu l'être dans une ville de France, et avec l'enthousiasme propre aux Genevois. A son entrée dans le pays de Vaud, trois groupes de jeunes et jolies filles vinrent le complimenter à la tête des habitants; un groupe était vêtu de blanc, l'autre de rouge, le troisième de bleu; ces jeunes filles lui offrirent une couronne sur laquelle était inscrite la fameuse sentence arbitrale qui avait proclamé la liberté de la Valteline, et cette maxime si chère aux Vaudois, « qu'un peuple ne peut pas être sujet d'un autre peuple ». Il traversa plusieurs villes de la Suisse, entre autres Berne et passa le Rhin à Bâle, se dirigeant sur Rastadt.

L'ordre du jour de son départ de Milan disait : « Soldats, je pars demain pour me rendre à Rastadt. Séparé de l'armée, je soupirerai après le moment de me retrouver au milieu d'elle, bravant de nouveaux dangers. Quelque poste que le gouvernement assigne aux soldats d'Italie, ils seront toujours les dignes soutiens de la liberté et de la gloire du nom français. Soldats, en vous entretenant des princes que vous avez vaincus, des peuples que vous avez affranchis, des combats que vous avez livrés en deux campagnes, dites-vous : "Dans deux campagnes vous aurez plus fait encore!" » Dans le temps Napoléon surnomma M. de Cobentzel l'« Ours du Nord », à cause du grand rôle, disait-il, que sa grosse et lourde patte avait joué sur le tapis vert des négociations.

« M. de Cobentzel était en ce moment, disait l'Empereur, l'homme de la monarchie autrichienne, l'âme de ses projets, le directeur de sa diplomatie. Il avait occupé les premières ambassades de l'Europe, et s'était trouvé longtemps auprès de Catherine, dont il avait capté la bienveillance particulière. Fier de son rang et de son importance, il ne doutait pas que la dignité de ses manières et son habitude des cours ne dussent écraser facilement un général sorti des camps révolutionnaires; aussi aborda-t-il le général français, observait Napoléon, avec une certaine légèreté; mais il suffit de l'attitude et des premières paroles de celui-ci pour le remettre aussitôt à sa place dont, au demeurant, il ne chercha plus jamais à sortir. »

Les conférences d'abord languirent beaucoup. M. de Cobentzel, suivant la coutume du Cabinet autrichien, se montra fort habile à traîner les choses en longueur. Cependant le général français résolut d'en finir. La conférence qu'il s'était dit être la dernière, fut des plus vives; il en arriva à mettre le marché à la main; il fut refusé. Se levant alors dans une espèce de fureur, il s'écria très énergiquement : « Vous voulez la guerre? eh bien! Vous l'aurez » et saisissant un magnifique cabaret de porcelaine que M. de Cobentzel répétait tous les

jours avec complaisance lui avoir été donné par la Grande Catherine, il le jeta de toutes ses forces sur le plancher où il vola en mille éclats. « Voyez s'écria-t-il encore, eh bien! telle sera votre monarchie autrichienne avant trois mois, je vous le promets » et il s'élança précipitamment hors de la salle. M. de Cobentzel demeura pétrifié, disait l'empereur; mais M. de Gallo, son second, et beaucoup plus conciliant accompagna le général français jusqu'à sa voiture, essayant de le retenir, « me tirant force coups de chapeau, disait l'Empereur et dans une attitude si piteuse, qu'en dépit de ma colère ostensible, je ne pouvais m'empêcher d'en rire intérieurement beaucoup ».

M. de Gallo était l'ambassadeur de Naples à Vienne; il y avait conduit la princesse de Naples, seconde femme de l'empereur François, dont il possédait toute la confiance et qu'il gouvernait absolument; elle à son tour gouvernait son mari de sorte que M. de Gallo jouissait d'un fort grand crédit à la cour de Vienne. Aussi quand l'armée d'Italie marchant sur Vienne, imposa l'armistice de Leoben, l'impératrice, dans une crise aussi terrible, jeta les yeux sur son confident pour le charger de détourner le péril. Il devait voir le général français comme en passant, et tâcher d'obtenir de lui qu'il voulût bien l'accepter comme négociateur. Napoléon très au fait de toutes les circonstances, se promit bien d'en tirer un grand parti; aussi, en recevant M. de Gallo, il lui demanda qui il était. Le courtisan favori, déconcerté d'être obligé de décliner son nom, lui répondit qu'il était le marquis de Gallo, chargé de la part de l'empereur d'Autriche de lui faire quelques ouvertures. « Mais, dit Napoléon, votre nom n'est point allemand? — Il est vrai, répondit M. de Gallo, je suis ambassadeur de Naples. — Et depuis quand, répliqua sèchement le général français, ai-je à traiter avec Naples? Nous sommes en paix. L'empereur d'Autriche n'a-t-il donc plus chez lui aucun des négociateurs de la vieille Roche? Toute la vieille aristocratie de Vienne est-elle éteinte? » M. de Gallo, épouvanté que de pareilles observations arrivassent officiellement au Cabinet de Vienne, ne fut dès cet instant occupé qu'à complaire en tout au jeune général.

Napoléon, radouci, lui demanda des nouvelles de Vienne, parla des armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse; il en tira tout ce qu'il voulut et, quand il fallut se séparer, M. de Gallo lui demanda, en attitude de suppliant, s'il pouvait espérer d'être accepté pour négociateur, et s'il devait aller chercher des pleins pouvoirs à Vienne. Napoléon n'avait garde de le refuser; il venait de prendre un avantage qu'il ne perdit jamais.

Clarke était le second négociateur français comme M. de Gallo était celui de l'Autriche.

« Clarke, disait l'Empereur, avait été envoyé en Italie par le Directoire, qui commençait à me trouver dangereux : il l'avait chargé d'une mission

apparente et publique; mais il avait l'ordre secret de m'observer; de s'assurer même si au besoin, il y aurait possibilité de me faire arrêter; et comme il y aurait peu de sûreté à s'adresser aux officiers de mon armée à cet égard, les premières informations se prirent auprès du Directoire cisalpin, qui répondit qu'on devait s'éviter toute peine sur ce point, et n'y plus songer.

« Dès que je fus informé des véritables instructions de Clarke, j'abordai franchement le sujet avec lui : il m'importait peu qu'on rendît des comptes, disais-je. Il ne tarda pas à s'en convaincre. Sa mission en Autriche, repoussée par cette puissance, je lui offris de le faire travailler, et il me resta; depuis, je n'ai cessé d'en prendre soin suivant ma coutume. »

Napoléon[W] parlant de l'époque de Campo-Formio s'est arrêté sur le comte d'Entraigues, son arrestation, les papiers qu'on lui saisit, les grandes découvertes qu'ils fournirent, l'indulgence avec lequel il le traita, la déloyauté dont il fut traité etc. etc.

Le comte d'Entraigues, de beaucoup d'esprit, intriguant et doué d'avantages extérieurs, avait acquis une certaine importance au commencement de notre révolution; même du côté droit de la constituante, il émigra lors de sa dissolution, et se trouvait dans Venise, au moment où nous menacions cette ville, sous un titre diplomatique russe; il y était l'âme et l'agent de toutes les machinations qui se tramaient contre la France. Quand il jugea le péril de cette république, il voulut s'évader; mais il tomba dans un de nos postes, et fut pris avec tous ses papiers. Le général en chef nomma une commission spéciale pour en faire le dépouillement et l'on demeura fort étonné des mystères qu'ils découvrirent : on y trouva entr'autres toutes les preuves de la trahison de Pichegru, qui avait sacrifié ses soldats pour faciliter les opérations de l'ennemi : le plus grand crime qu'un homme puisse commettre sur la terre, s'écriait avec indignation l'Empereur, celui de faire égorger froidement les hommes dont la vie est confiée à notre discrétion et à votre honneur.

Le comte d'Entraigues, une fois ses secrets découverts, s'exprima avec tant de franchise et d'adresse, que Napoléon, croyant l'avoir gagné, ou plutôt se laissant gagner lui-même, le traita avec la dernière indulgence, le défendit contre le Directoire, qui insistait pour le faire fusiller, et le laissa libre sur parole dans Milan. Quelle ne fut pas sa surprise et son indignation d'apprendre un matin que M. d'Entraigues venait de s'évader en Suisse, et publiait un libelle infâme contre Napoléon, lui reprochant les mauvais traitements qu'il en avait reçus, se plaignant d'en avoir été mis aux fers. Cette importance causa un tel scandale, que plusieurs diplomates étrangers, qui avaient été témoins du contraire, le témoignèrent spontanément dans une déclaration publique.

Le comte d'Entraigues, aussi tard que 1814, je crois, est mort en

Angleterre, d'une manière affreuse; assassiné par son valet de chambre, à la vue de sa femme, la célèbre chanteuse Saint-Huberti.

Pichegru se trouvait précisément alors à la tête du corps législatif et à peu près en guerre ouverte avec le Directoire. On juge de quel prix furent pour celui-ci des pièces aussi graves et aussi authentiques contre ses adversaires. Cette découverte influa beaucoup sur le parti que prit Napoléon dans les affaires de fructidor; il fut une des principales causes qui déterminèrent sa fameuse proclamation, laquelle amena le triomphe du Directoire.

Desaix qui servait sous Moreau dans l'armée du Rhin, ayant profité de l'armistice pour venir faire connaissance avec le général en chef de l'armée d'Italie qui lui inspirait la plus vive admiration, se trouvait auprès de Napoléon à peu près vers le temps de cette grande circonstance. Napoléon lui ayant fait confidence de la trahison de Pichegru, Desaix répondit : « Mais nous le savions sur le Rhin il y a plus de trois mois. Un fourgon enlevé au général Klinglin nous a livré toute la correspondance de Pichegru avec les ennemis de la république. — Mais Moreau n'en a-t-il donc donné aucune connaissance au Directoire ? — Non. — Eh bien ! c'est un crime, s'écria Napoléon : quand il s'agit de la perte de la patrie, le silence est une complicité. »

On sait que plus tard, quand Pichegru eut succombé, Moreau en donna connaissance au Directoire.

Fin des temps héroïques[x]

Ici donc finissent les temps héroïques de Napoléon. Je me rappelle fort bien l'enthousiasme dont sa jeune gloire remplissait toutes les âmes généreuses. Nos idées de liberté n'étaient pas éclairées par une expérience de filouteries récentes, comme aujourd'hui. Nous disions tous : « Plût à Dieu que le jeune général de l'armée d'Italie fût le chef de la République[y] ! »

Le Français ne comprend pas facilement le mérite réfléchi et profond, le seul qui conduise à des succès fréquents; il aime à se figurer quelque chose de jeune et d'irréfléchi dans son héros et, sans y penser, entrer dans ce qui reste de l'idée du chevaleresque. En 1798, on croyait un peu que le général Bonaparte avait gagné ses batailles, comme les littérateurs de province croient[z] que La Fontaine faisait ses fables : sans y penser.

Quand on sut Napoléon à Paris et présenté au Directoire, tout le monde dit : Ils vont l'empoisonner ! Cette idée commença à empoisonner le jeune enthousiasme qu'on avait pour le général de l'armée d'Italie; on le vit

réfléchissant profondément à Paris, pour échapper aux pièges du Directoire. Les temps héroïques de sa gloire cessèrent.

La nouvelle de l'expédition d'Égypte vint rehausser l'idée qu'on avait de la hardiesse de son génie, mais diminua celle que nous nous faisions de son amour passionné pour la patrie. La République n'est pas assez riche, au-dessus de ses affaires, pour envoyer ce qu'elle a de mieux en Égypte. Si les rois avaient acheté le Directoire, qu'auraient-ils pu demander de mieux?

Et Napoléon s'y prêta de peur d'être empoisonné[aa].

Mais, pour en revenir aux batailles, nous avons présenté et presque toujours avec les paroles de Napoléon, les batailles de :

Montenotte, Millesimo, Dego, Pont de Lodi, Lonato, Castiglione, Roveredo, Bassano, Saint-Georges, Arcole, Rivoli, la Favorite, Tagliamento, Tarvis.

Nous exprimerons en beaucoup moins de mots : Cherbreïss, les Pyramides... Waterloo.

Pour être expliquée militairement, une bataille demande cinquante pages; pour être montrée, au moins clairement, il en faut vingt. Il est facile de voir que les batailles rempliraient tout ce livre. D'ailleurs, tout lecteur qui a quelque idée de géométrie, aime à lire les batailles dans Gouvion Saint-Cyr, Napoléon, Jomini; dans les auteurs ou mémoires qui se sont donné la peine de comparer sérieusement les bulletins et les mensonges des deux partis.

« Chute de Venise »
« Retour à Paris après l'Italie »
« Expédition d'Égypte »

Nous publions ici trois fragments inédits, cousus en cahiers par Stendhal et destinés à être reliés lorsque la matière serait suffisante pour organiser un quatrième volume des *Mémoires sur Napoléon*. Certains de ces fragments ont été composés dès le mois de novembre 1836, au début de la rédaction de l'ouvrage (V. Introduction).

Chute de Venise[aa]

On a beaucoup reproché à Napoléon la destruction de la république de Venise; il suffit pour le justifier complètement, de raconter les choses avec quelque détail. Les Vénitiens sont si malheureux aujourd'hui, que leurs plaintes, quoique peu fondées, ont quelque chose de touchant, et ils étaient si aimables et si gais en 1797, que pour n'être pas séduit, il fallait se rappeler de force, la barbarie froide et vraiment aristocratique de leurs procédés.

Le meurtre du capitaine Laugier, dont l'exécution faite sous leurs yeux, au port du Lido, à quelques minutes de la place Saint-Marc, demanda trois heures, est une des infamies les plus caractérisées de l'histoire moderne, et je demande la permission de la raconter un peu avant sa place chronologique pour justifier mon indignation. Je ne sais si je me trompe, mais ce meurtre, exécuté par l'ordre plusieurs fois renouvelé de gens de sang-froid, tranquilles dans leurs palais, et ne courant aucun danger, me semble plus infâme que les noyades de Carrier à Nantes. Voici le fait qui eut lieu en avril 1797.

Il y avait dans l'Adriatique des bâtiments de guerre autrichiens et français. Un règlement fort sage défendait aux bâtiments armés des puissances belligérantes d'entrer dans le port du Lido. Un lougre français, commandé par le

capitaine Laugier, fut chassé par des frégates autrichiennes, et vint se réfugier sous les batteries du Lido; il les salua de neuf coups de canon. On lui signifia de s'éloigner malgré le gros temps et la présence des frégates ennemies.

Le capitaine Laugier allait obéir, lorsque, sans lui donner le temps de prendre le large, les batteries font feu sur le malheureux bâtiment et le criblent, sans pitié. Le capitaine Laugier fait descendre son équipage à fond de cale et monte sur le pont avec un porte-voix, pour répéter qu'il se retire. Mais il tombe mort sur le pont, avec deux hommes de son équipage. Au même instant, des chaloupes vénitiennes montées par des Esclavons abordent le lougre, montent sur le pont et massacrent l'équipage; il n'y eut de sauvé que deux ou trois malheureux qui s'étaient jetés à l'eau, et qui furent repêchés et conduits à Venise.

Mais pour bien saisir[b] toutes les nuances de la conduite du Sénat, il faut reprendre les choses de plus haut. Au moment de la Révolution française, la république de Venise était l'état le plus important de l'Italie. Naples avait une population plus considérable, mais la politique et les forces militaires de ce royaume étaient ordinairement dirigées par l'amant de la reine, qui ne se trouvait pas toujours un homme de mérite, tandis que les résolutions du gouvernement vénitien étaient dissoutes dans un Sénat composé, sans doute, d'hommes frivoles, mais qui avaient le plus grand intérêt à ne pas se tromper. D'ailleurs on a pu remarquer dans nos assemblées politiques qu'une discussion publique admet rarement une extrême absurdité. Il se trouve un indiscret, qui fait entendre la vérité, que tout le monde savait, et que personne ne se souciait de dire.

Venise possédait d'autres avantages sur Naples : elle avait une flotte qui dominait l'Adriatique; la capitale, loin d'être exposée à l'insulte de la moindre frégate ennemie, comme Naples, était une place imprenable, au milieu de sa mer de cinq pieds de profondeur (les lagunes); enfin, la république de Venise pouvait disposer de quinze à vingt mille Esclavons, qui se battent avec tout le courage des peuples barbares.

Tout le monde sait, ou peut voir dans Muratori, le seul historien non menteur des *Choses italiennes*★ que Venise fut fondée au v[e] siècle, par des habitants du Frioul et du Padouan, qui se réfugièrent dans les îles des lagunes, pour se mettre à l'abri des pillages d'Attila. Les descendants de ces fugitifs se maintinrent indépendants de toutes les hordes d'Allemands qui descendaient

★ Muratori ne ment qu'à l'occasion de Dioclétien, de Constantin et des autres empereurs qui eurent affaire aux chrétiens; il calomnie surtout Dioclétien et Julien. C'était le meilleur homme du monde, le plus savant et le moins téméraire dans ses conclusions. Il était « proposto » (prévôt).

(R. Colomb complète cette note de Stendhal en précisant : « de plusieurs curés, et écrivait à Modène en 1730 ».)

régulièrement en Italie avec les empereurs qui allaient se faire couronner à Rome.

Depuis l'an 600 jusqu'en 1797, Venise, toujours indépendante, et quelquefois libre, n'a jamais reconnu de pouvoir étranger.

Avant la création de Trieste, Venise était le port de commerce le mieux situé de la Haute-Italie. Les marchandises de Constantinople, du Levant et de l'Angleterre y arrivaient directement par la mer Adriatique. De Venise, elles remontaient jusqu'à Turin par le Pô, ou gagnaient l'Allemagne en remontant l'Adige jusqu'auprès de Botzen, où l'on trouve des chaussées conduisant à Augsbourg et Nüremberg. Venise communique par des canaux avec Bologne ; de sorte que toutes les productions de la Lombardie arrivaient dans son port. On sait que la découverte du cap de Bonne-Espérance porta le premier coup à son commerce ; le reste a été fait par la paresse des Vénitiens, plus excusable, mais presqu'aussi incurable que celle des habitants de la Rome moderne.

Aujourd'hui c'est Trieste peuplée de jeunes commis allemands fort actifs, qui fait tout le commerce de l'Adriatique. Quand on demande un coupon d'étoffe à un marchand de Venise, il prie de repasser dans trois jours et le fait venir de Trieste par le bateau à vapeur. Mais en 1706, le commerce commençait seulement à prendre sa pente vers Trieste.

Tout le monde peut se faire une idée de Venise par les admirables vues du peintre Canaletto, répandues dans tous les musées de l'Europe. Cette ville étonnante est située à sept milles de la terre ferme, au milieu des lagunes qui, comme on vient de le dire, sont une mer de quatre à six pieds de profondeur, laquelle communique avec la mer véritable par trois passages seulement. Les lagunes sont formées par les eaux de la Piave et de la Brenta. Venise, qui comptait cent trente mille habitants en 1796, ne produit quoi que ce soit qui s'y consomme ; pas même l'eau qui arrive tous les matins, de la terre ferme, dans de grandes barques. Et, chose singulière, effet de l'habitude, sans doute, toutes les denrées coûtent moins au marché, à Venise, que dans les petits ports des lagunes d'où elles viennent.

La souveraineté la plus absolue était exercée à Venise par quelques centaines de familles nobles et riches, inscrites dans le Livre d'or. Tout enfant noble, mâle ou femelle, était inscrit dans ce livre au moment de sa naissance.

Les nobles pauvres, qu'on désignait par le sobriquet de « Barnabotes », n'exerçaient aucune influence, mais étaient pourvus de petits emplois qui les faisaient vivre. Les nobles, ordinairement au nombre de mille à douze cents, réunis dans une grande salle du palais de Saint-Marc, élisaient à tous les emplois★. C'est ainsi qu'étaient gouvernés trois ou quatre millions de sujets

★ Voir le détail curieux de ces élections dans le *Voyage en Italie* du Président de Brosses, tome 1er, page 185.

répandus autour de Venise à Brescia, Bergame, Vérone, Padoue, Vicence; c'est-à-dire dans les pays les plus riches et les plus fertiles du monde.

Venise possédait encore l'Italie et la Dalmatie, pays non amolis par une extrême civilisation et qui lui fournissaient des soldats pour son argent*. Venise possédait encore les îles ioniennes, à l'entrée de la mer Adriatique; enfin, sa marine consistait en douze vaisseaux, autant de frégates et nombre de petits bâtiments. Venise pouvait mettre sur pied cinquante mille hommes, dont vingt mille Esclavons. C'étaient les troupes de confiance du Sénat; ils avaient l'avantage si précieux, pour un gouvernement peu aimé de ses sujets, d'être étrangers à la langue et aux mœurs de la terre ferme.

La ville de Venise était fort riche. Pendant longtemps, tous les nobles avaient fait le commerce. Vers 1796, les grandes familles commençaient à s'apercevoir qu'elles étaient ruinées et elles se faisaient grâce réciproquement de l'impôt qu'auraient dû payer leurs terres et palais.

Les nobles de la terre ferme, étrangers au Livre d'or, n'étaient de rien dans le gouvernement et en mouraient de jalousie. La terre ferme comptait un grand nombre de familles riches, illustres et puissantes. La plupart d'entre elles descendaient des anciens patriciens des villes conquises, beaucoup de tyrans de ces villes et des anciens condottieri, domptés à la fin du Moyen Age par les armes de la république. Une fois, en [blanc] les familles nobles de Padoue, avaient voulu secouer le joug de Venise; mais elles avaient été sévèrement réprimées et trente-six coups de cloche, sonnés à six heures tous les jours, leur rappelaient le nombre des leurs qui avaient été pendus à la suite de ce transport de haine.

Toutes ces noblesses de terre ferme ne remontaient guère qu'à l'an 1400; quelques-unes, tout au plus à 1200, et les nobles de Venise, les tournaient en ridicule; on sait que plusieurs familles vénitiennes remontent, d'une manière prouvée clairement, jusqu'à l'an 700 : aucune noblesse de l'Europe ne peut entrer en comparaison.

Le peuple de Bergame, de Brescia, de Salò, suivait la façon de penser de ses nobles et les provinces de terre ferme étaient généralement mécontentes et fort peu attachées au gouvernement de San Marco; on voyait partout le lion de San Marco, signe de la domination de Venise.

Il est vrai que tout eût changé, si le gouvernement eût inscrit au Livre d'or les cinquante familles les plus riches et les plus nobles de la terre ferme et déclaré qu'à l'élection de chaque nouveau doge une famille de chaque province serait portée sur ce livre. Si l'aristocratie de Venise n'eût pas eu horreur de cette idée raisonnable, elle subsisterait encore.

* Voir les *Mémoires* de Gasparo Gozzi, officier dans ces troupes, vers 1770.

Les États de Venise présentaient une autre anomalie qui étonna beaucoup l'armée française : le gouvernement de Saint-Marc n'était point soutenu par les prêtres. Vers le XIIIe siècle, ceux-ci avaient perdu tout crédit dans la république. Venise avait senti de bonne heure que, pour conserver son indépendance, il fallait ôter toute action politique à ceux de ses sujets qui attendaient leur avancement d'un souverain étranger.

L'empereur d'Autriche, qui possédait Milan et Mantoue en Italie et une portion de l'Istrie sur l'Adriatique, avait beaucoup d'intérêts à démêler avec Venise qui, depuis François Ier, ne se soutenait contre la maison d'Autriche que par la protection de la France.

Pour aller du Tyrol à Mantoue par la Lombardie, il faut traverser le territoire vénitien, depuis Rivoli jusqu'à Mantoue, ce qui exige environ deux jours de marche. Des traités assuraient à l'Autriche une route militaire ; mais les troupes devaient la parcourir désarmées et par petits détachements. Dans les guerres précédentes en Italie, l'Autriche avait été obligée de faire les communications de son armée par mer, de Trieste au Pô.

Lorsque la première coalition se forma contre la France, les puissances engagèrent Venise à y prendre part. Mais depuis qu'elle avait perdu l'habitude de faire la guerre, cette république ne subsistait plus que par une extrême modération ; ainsi, quoique tous ses vœux fussent contre la France qui attaquait le pouvoir des nobles, elle voulut rester neutre.

Le comte de Lille (Louis XVIII) ayant manifesté l'intention de se fixer à Vérone, la république ne lui accorda un asile qu'avec l'assentiment du Comité de Salut public.

Mais, quand après Lodi, Napoléon parvint à Milan et que Beaulieu épouvanté se réfugia derrière le Mincio et occupa Peschiera, Venise fut tout à coup terrifiée : les Jacobins pouvaient pénétrer dans ses États à la suite de Beaulieu.

Alors trois opinions se manifestèrent dans le Sénat.

1° Celle des amis de l'Autriche,

2° Celle des vieux sénateurs.

3° Celle des partisans de la France.

Pezzaro et les plus jeunes sénateurs amis de l'Autriche voulaient une neutralité armée. Il fallait, selon eux, jeter de fortes garnisons dans Peschiera, Brescia, Bergame, Porto-Legnano et Vérone. Il fallait lever cinquante mille hommes, armer les lagunes, y placer des chaloupes canonnières, équiper une escadre. Dans cette attitude formidable on déclarerait la guerre à la première des deux puissances belligérantes qui violerait désormais le territoire de la république. Pezzaro et ses partisans disaient que si la dernière heure était

arrivée, il valait mieux perir généreusement, les armes à la main; que le plus grand péril était l'inoculation des principes jacobins et qu'en défendant le territoire, on les empêcherait d'atteindre les sujets de Saint-Marc. Mais Pezzaro fut presque traité de jacobin par les vieux sénateurs.

L'opinion à laquelle ils se ralliaient consistait à ne prendre aucun parti décisif. Ils avouaient qu'on avait à craindre tout à la fois et l'ambition de l'Autriche et les principes des Jacobins français; mais ces maux étaient heureusement passagers. Avec du ménagement et de la patience, on éviterait les inconvénients qu'on craignait. La crise était dangereuse, sans doute, mais n'en était pourtant pas au point que se le figuraient les têtes exaltées. La république avait surmonté bien d'autres orages, il fallait gagner du temps.

Une troisième opinion se manifesta dans le Sénat; on l'attribua au provéditeur Bataglia. La république, dit-il, est vraiment en danger. Je vois d'un côté les principes français subversifs de notre constitution; et de l'autre, l'Autriche, qui en veut à notre indépendance. Entre ces deux maux inévitables, sachons choisir le moindre. Le pire à mes yeux, est la conquête de vos provinces par l'Autriche. Faisons un sacrifice nécessaire, raisonnable, inscrivons au Livre d'or les noms des familles nobles de la terre ferme qui en seront jugées dignes. Dès ce moment, plus de division, plus de crainte d'une révolution intérieure. Armons nos places, équipons nos flottes, levons cinquante mille hommes, puis courons au-devant du général français lui offrir une alliance offensive et défensive. Le parti français existe dans toutes les provinces. La mesure que je vous propose peut seule le désarmer et nous sauver. Cette opinion qui frappait tous les bons esprits déchaîna toutes les passions; mais surtout excita jusqu'à la fureur et jusqu'à l'injure l'orgueil et la vanité de la plupart des sénateurs. Cette résolution était trop décisive pour des gens étiolés par un siècle de mollesse et incapables de *vouloir*. On prit donc, ainsi qu'il arrive d'ordinaire quand les circonstances sont plus fortes que les hommes, le parti de s'en rapporter aux événements et à la providence.

Napoléon était instruit de tout ce qui se faisait à Venise par les rapports du ministre de France, M. Lallement, auquel il envoyait beaucoup d'argent pour payer des espions. L'armée, en général, jugea des sentiments du Sénat par la conduite des provéditeurs Mocenigo, Foscarelli, Bataglia, avec lesquels on eut des rapports immédiats (les provéditeurs étaient à la fois préfets, commandants militaires et chefs de la police).

Mocenigo reçut Napoléon à Brescia, de la façon la plus magnifique. De leur vie, les officiers français n'avaient vu rien de semblable. Ce furent des voitures magnifiques, de grandes fêtes, des repas splendides. Jamais la France n'avait eu de meilleur alliés que les Vénitiens; chaque noble voulait devenir l'ami particulier du général français.

Mais le provéditeur ne s'était pas aperçu d'un inconvénient de cette fête somptueuse; la noblesse du pays y était forcément invitée, ce qui facilitait merveilleusement les liaisons des officiers français avec les principales familles. Comment un noble de terre ferme aurait-il pu se faire scrupule de recevoir chez lui des officiers et des généraux dont il avait fait la connaissance chez le provéditeur?

La conduite de M. Mocenigo fut imitée à Vérone par le provéditeur Foscarelli; ce furent pareillement des fêtes magnifiques; mais le caractère de Foscarelli manquait de souplesse et il ne put dissimuler ses sentiments secrets. Ce provéditeur était dans le Sénat un des ennemis les plus acharnés des Français. Il ne put se plaindre officiellement de l'entrée des Français à Peschiera, ils y succédaient à Beaulieu; mais quand on lui demanda les clefs de l'arsenal de Peschiera, pour armer les remparts, quand on se mit en devoir d'armer les galères qui étaient dans le port, Foscarelli se plaignit que le général français violait la neutralité de la république. Beaulieu, il est vrai, avait pénétré dans les fortifications de Peschiera; de ses remparts il avait fait feu sur les Français, mais c'était avec sa propre artillerie!!!

Lorsque Napoléon arriva à Peschiera, Foscarelli se rendit auprès de lui, pour le détourner de pousser jusqu'à Vérone, comme il l'avait annoncé, le menaçant de faire fermer les portes et de se défendre à coups de canon.

« Il est trop tard, lui répondit Napoléon, en tirant sa montre; à l'heure qu'il est, mes troupes sont dans Vérone. Vous sentez bien que je suis obligé d'établir ma ligne de défense sur l'Adige pendant le siège de Mantoue. Ce n'est pas avec mille cinq cents Esclavons que vous pourriez garantir mon flanc gauche et vous opposer au passage de l'armée autrichienne. Si vous le pouviez, pourquoi ne l'avez-vous pas fait? La neutralité consiste à avoir même poids et même mesure pour chacun. Si vous êtes amis des Français vous ne pouvez vous empêcher de leur accorder ce que vous avez accordé ou du moins toléré à leur ennemi. »

Le lendemain à Vérone, quand on exige les clefs des magasins et de la poudrière, pour armer les remparts, quand, pour tracer une demi-lune en avant de la ville sur la chaussée de Vicence, il fallut démolir quelques bureaux d'octroi, Foscarelli tout hors de lui, demanda une audience à Napoléon; il parla longtemps sur la violation de la souveraineté de la république. Napoléon lui répondit comme la veille, fort poliment, mais avec des vérités accablantes.

M. Foscarelli rendit compte au Sénat de ces diverses dissensions et l'on comprit à Venise que sa haine furibonde pour les Jacobins ne le rendait pas très propre à traiter avec leur armée. On pensa que Bataglia serait plus agréable à Napoléon, et on le lui envoya avec le titre de provéditeur général de toutes les provinces au-delà de l'Adige.

L'armée vit en lui un homme simple, instruit, de manières douces, sincèrement attaché à la république, très porté pour la France d'autrefois, et préférant même la France républicaine à l'Autriche.

Peu à peu le théâtre de la guerre s'étendit sur la totalité des possessions vénitiennes; mais ce furent toujours les Autrichiens qui entamèrent de nouveaux territoires. Beaulieu occupa le premier Peschiera, Vérone. Wurmser se jeta le premier dans Bassano, et traversa le premier Vicence et Padoue; Alvinzi, plus tard et l'archiduc Charles enfin occupèrent le Frioul, Palma-Nova, et jusqu'aux limites les plus orientales de la république.

Événements de Brescia, Bergame, Vérone

Cependant les principes français sur l'égalité pénétraient dans toute la terre ferme; les nobles voyaient avec étonnement que l'armée ne traînait pas la guillotine avec elle. Revenus de leur première terreur, ils se mirent à songer à leur position politique. Pourquoi un noble fort riche de Vérone ou de Brescia ne serait-il pas l'égal d'un noble de Venise? Quelle supériorité restait à celui-ci au moment où il cessait d'être le plus fort? Par une circonstance unique en Europe et fatale pour le gouvernement de Saint-Marc, les nobles et les bourgeois étaient réunis dans le même sentiment. L'artisan de Brescia était choqué, comme le noble, des avis de supériorité du provéditeur vénitien et des domestiques vénitiens de ce provéditeur.

Le noble comme le bourgeois admirait la rapidité et l'imprévu des défaites de Wurmser et d'Alvinzi. Tous les deux croyaient l'Italie perdue pour l'Autriche, et l'Autriche expulsée; pourquoi l'aristocratie de Venise qui défendait les mêmes idées ne tomberait-elle pas à son tour? Déjà comme on voit les idées de haine ou de rivalité ancienne disparaissaient devant la nécessité commune à toutes les aristocraties de défendre les privilèges contre les droits.

Le général français, qui voulait avant tout aller à Vienne et ne pas voir entraver ses opérations militaires, chercha constamment à modérer ce mouvement des peuples de la terre ferme. D'ailleurs, même dans la première jeunesse, il ne fut jamais enthousiaste de la liberté aveugle, prêchée par des gens de la lie du peuple; il resta toujours l'homme de la bonne compagnie de Valence; il aimait moins la liberté, même lorsqu'il écrivait *le Souper de Beaucaire*, qu'il ne haïssait l'oppression dont, à ses yeux, la Corse avait été victime; à ses yeux, le principal avantage de la liberté enthousiaste, c'était de fournir de braves soldats, supérieurs à toutes les privations.

Si cette façon de penser sur la liberté des peuples d'Italie avait toujours été la règle secrète de la conduite de Napoléon, on peut juger si lorsqu'il revint

de Tolentino, tout entier à son admirable projet de marcher sur Vienne, il pensa à autre chose qu'à prévenir les troubles qui, pendant son absence, pourraient avoir lieu sur les derrières de son armée.

Les États vénitiens lui donnaient beaucoup de soucis; l'irritation des patriotes, la peur des nobles vénitiens, avait toujours été croissant. Brescia et Bergame avaient à peu près opéré leur révolution. Les Fenaroli, les Martinengo, les Lecchi, les Alessandri, toutes les familles riches et puissantes, étaient à la tête de ce mouvement.

Les municipalités de Bergame et de Brescia, formées depuis l'arrivée des Français, avaient les caisses, disposaient des revenus et nommaient aux emplois; le pavillon de Saint-Marc flottait encore sur les places publiques; mais c'était bien plutôt par dégérence pour les volontés du général français que par acte de soumission à la souveraineté de Venise. On n'entendait de tous côtés que des déclamations amères et violentes contre la noblesse du Livre d'or. La presse (libre une fois après tant de siècles) relevait avec aigreur l'injustice de leur souveraineté. Où est le droit de Venise, pour dominer sur nous? Sommes-nous moins braves, moins éclairés, moins riches? Elle a été la plus forte, une fois, il y a trois cents ans; elle est la plus faible aujourd'hui. Que diverses provinces reconnaissent un monarque qui séjourne dans une capitale, cela se conçoit, parce que ces provinces et cette capitale sont égales à ses yeux, sont sujettes, sont favorisées des mêmes droits. Mais que le noble vénitien vienne au milieu de nous s'arroger la souveraineté sur nous, qui le valons à tous égards, c'est une monstruosité insupportable et révoltante, du moment qu'il n'est pas le plus fort.

D'un autre côté, l'orgueil des sénateurs ne concevait pas comment des sujets, depuis tant de siècles soumis à leurs ancêtres, osaient oublier l'immense distance qui les séparait d'un noble vénitien. Ils augmentaient les levées d'Esclavons, menaçaient leurs sujets des succès des Autrichiens, les appelaient « jacobins », faisaient courir les bruits les plus alarmants contre les Français : tous annonçaient un choc violent.

Bataglia, dans ses dépêches au Sénat, dissimulait les outrages des Bressans et diminuait aux yeux de ceux-ci la colère et les emportements du Sénat. Toujours conciliant, il ne cessait dans ses nombreux rapport avec le général français de chercher à l'intéresser à la république. Mais il était trop éclairé pour se dissimuler qu'il était impossible d'ajuster à l'amiable des passions si violentes, et si opposées dans leurs prétentions.

Napoléon médita longtemps sur l'état des choses; il lui semblait impossible de laisser ainsi sur ses derrières trois millions d'individus animés par la colère la plus violente. Il n'avait pas plus d'influence sur les amis de la France que sur le Sénat même; il pouvait bien par la force les empêcher de se porter à telle

démarche, mais comment les empêcher de parler, d'écrire, d'irriter le Sénat dans une foule de détails d'administration qui lui restaient totalement étrangers. Si[15] Napoléon avait eu alors un homme intègre et sage, qu'il ne rencontra que plus tard (le comte Daru), il eût placé sous ses ordres une vingtaine d'Auditeurs au conseil d'État et l'eût nommé administrateur général des pays conquis.

Il fallait pourtant prendre un parti.

Désarmer les patriotes de Brescia et de Bergame, se déclarer tout à fait pour le Sénat, et proscrivant les novateurs, les jeter dans les cachots de Venise, c'eût été s'aliéner à jamais le parti populaire, sans se concilier pour cela l'affection du Sénat. Un club de mille deux cents nobles pouvait-il avoir de la sympathie pour une armée de jeunes républicains, discutant toute la journée sur les gouvernements ? Si cette atroce politique eût pu entrer dans l'esprit de Napoléon, elle eût eu pour résultat infaillible, comme du temps de Louis XII, de réunir à la fin toute la population contre lui.

Porter le Sénat à s'allier avec la France, après avoir inscrit au Livre d'or une centaine de familles nobles de la terre ferme, c'était ne lui laisser d'ennemis que parmi la bourgeoisie, et ne gagner de la tranquillité que pour quelques mois.

Du moins, Napoléon l'espérait-il; aussi avait-il tout tenté pour amener le Sénat à cette résolution. A chaque succès qu'il obtenait, il renouvelait cette ouverture, mais toujours il avait échoué.

Il s'offrait un troisième parti : marcher sur Venise, occuper cette capitale, et y opérer, par la force, les changements politiques nécessaires, pour donner quelques mois de tranquillité. Napoléon s'arrêta à ce projet, mais quand il fut question de fixer le moment de l'exécution, il se trouva des impossibilités. On ne pouvait tenter d'occuper Venise tant que le prince Charles serait sur la Piave; il fallait donc commencer par le battre et le chasser d'Italie. Mais, si l'on obtenait ce grand avantage, convenait-il de perdre les fruits de la victoire ? Fallait-il retarder le passage des Alpes et la descente dans la vallée du Danube, pour ramener la guerre autour de Venise ? C'était donner au prince Charles le temps de se reconnaître, de se renforcer, de créer de nouveaux obstacles.

D'un autre côté, comment attaquer Venise sans avoir battu le prince Charles qui la couvrait ?

Venise était une place de première force; elle était défendue par ses lagunes, une grande quantité de bâtiments armés, et quinze mille Esclavons qui, derrière un mur, pouvaient se battre comme des Turcs. Maîtresse de la mer, Venise pouvait recevoir sans cesse de nouvelles troupes; que ne pouvaient pas entreprendre toutes ces familles nobles, dont les ancêtres s'étaient

couverts de gloire il n'y avait pas trois siècles et qui allaient combattre pour leur existence politique? Elles pouvaient appeler les Autrichiens, les Anglais. Comment évaluer le temps que l'armée d'Italie allait perdre dans Venise, pour une entreprise secondaire?

Cette nouvelle guerre ne manquait pas d'éprouver de grandes contradictions à Paris : Venise y avait un ministre très actif; les conseils y étaient en opposition avec le Directoire; le Directoire lui-même était très divisé.

Si Napoléon consultait le Directoire sur l'entreprise de Venise, celui-ci ne répondrait pas, ou éviterait de prendre une décision. Si Napoléon agissait de son chef, à moins d'un succès immédiat, on lui reprocherait d'avoir violé tous les principes; comme général en chef, il n'avait que le droit de repousser la force par la force; une guerre nouvelle ne pouvait être entreprise sans l'ordre précis du gouvernement de la république.

Napoléon ne put donc prendre le parti décisif de déclarer la guerre à Venise, 1° parce qu'il n'en avait pas le droit, 2° parce que cela n'était pas conciliable avec le projet de porter la guerre en Allemagne, sans délai, 3° parce que Venise était trop difficile à enlever.

L'épisode de Venise pouvait devenir une affaire principale qui eût fait manquer la grande opération sur Vienne. Il fallut donc se borner vis-à-vis de ces aristocrates, aveuglés par l'habitude et l'orgueil, à de simples précautions, fort insuffisantes, et hasarder les derrières de l'armée.

On était sûr de Brescia, de Bergame et de tous les pays sur la rive droite de l'Adige; les Français y étaient adorés, et d'ailleurs on occupait les citadelles de ces deux villes. Mais il en était tout autrement à Vérone où la population partageait la passion du Sénat de Venise. On fut réduit aux simples moyens de force. Les troupes françaises occupaient non seulement les deux châteaux bien approvisionnés; mais encore on avait armé le vieux palais sur la rive droite, qui devint une véritable citadelle au milieu de la ville, et se rendit maître absolu d'un des trois ponts de pierre.

La difficulté ne consistait plus que dans le nombre de soldats qu'on pourrait laisser dans Vérone. La colonne qui revenait de l'expédition de Tolentino fut destinée à former une réserve qui se tiendrait sous Vérone, et se porterait partout où besoin serait.

Au moment d'ouvrir la campagne sur Vienne, Napoléon eut le pressentiment de quelques machinations secrètes de la part du Sénat. Toujours plus inquiet sur ce qui pourrait arriver pendant son absence, il résolut de tenter un nouvel effort, et d'avoir un dernier entretien avec le procurateur Pezzaro. Dans ce moment, cet homme habile conduisait toutes les affaires de la république.

Pezzaro avoua l'état critique de Venise; il parla du mauvais esprit des peuples, des plaintes légitimes du Sénat contre Brescia et Bergame. Il dit que ces circonstances difficiles exigeaient des mesures extrêmes et des armements extraordinaires qui ne devaient causer aucun ombrage au général français; que le Sénat était dans l'obligation de faire des arrestations à Venise et dans la terre ferme, et qu'il serait injuste de qualifier de rigueur contre les partisans de la France ce qui ne serait, de la part du Sénat, que la juste punition de citoyens turbulents qui voulaient renverser les lois de leur pays.

Le général français ne disconvint pas de la situation critique de Venise, et sans perdre de temps à en discuter les causes, il aborda franchement le fond de la question :

« Vous voulez arrêter ce que vous appelez vos ennemis, et que nous appelons nos amis; vous mettez en place des hommes connus par la haine qu'ils nous portent, et par leurs liaisons avec les Autrichiens. Vos troupes s'augmentent, elles marchent, disent-elles, contre les Jacobins. Que vous reste-t-il à faire pour que nous soyons en guerre? Une guerre contre la France amènerait sur le champ la haine de Venise. Vainement vous compteriez sur le prince Charles; je le battrai et le chasserai de l'Italie avant huit jours.

« Il est un moyen de sortir de la situation pénible où nous sommes; je veux terminer vos angoisses; je vous offre l'alliance de la République; je vous garantirai tous vos États de terre ferme, même votre autorité dans Brescia et Bergame. Vous déclarerez la guerre à l'Autriche et vous me donnerez dix mille hommes pour contingent. Je crois convenable d'inscrire dans le Livre d'or les principales familles de la terre ferme; mais je n'en fais pas une condition *sine qua non*. Retournez à Venise; faites délibérer le Sénat et venez signer un traité qui, seul, peut sauver votre patrie et nous mettre d'accord. »

Pezzaro s'était fort avancé, il avoua la sagesse du projet, et partit pour Venise, en promettant de revenir avant quinze jours.

Mais, pendant cet intervalle, il y eut bien des événements. Le 13 mars, l'armée française passa la Piave. Aussitôt que Pezzaro en fut instruit, il expédia à Bergame l'ordre de faire arrêter et traduire devant le Conseil des dix quatorze des principaux citoyens de cette ville; c'étaient des chefs du parti patriotique. Mais ceux-ci, prévenus de Venise par un commis qui était de leur parti, interceptèrent le courrier porteur de cet ordre, arrêtèrent le provéditeur lui-même, et proclamèrent la liberté de Bergame; ceci eut lieu le 14 mars.

Ils envoyèrent au général français des députés qui ne purent l'atteindre que sur le champ de bataille du Tagliamento[c].

Cet événement le contraria beaucoup mais il était sans remède. Les Bergamasques s'étaient déjà fédérés avec Milan, capitale de la république lombarde, et Bologne, capitale de la république cispadane. Quelques jours après,

une révolution semblable s'opéra à Salò et Brescia. Les deux mille esclavons qui étaient dans cette dernière ville furent désarmés; le provéditeur Bataglia fut respecté, mais renvoyé à Vérone.

Pezzaro revint auprès de Napoléon comme il l'avait promis; il le rejoignit à Palma-Nova. Le prince Charles avait été battu sur le Tagliamento, Palma-Nova avait ouvert ses portes, et les drapeaux français flottaient à Tarvis, au-delà de l'Izonzo, sur le sommet des Alpes noriques.

« Ai-je tenu parole ? dit Napoléon. Le territoire vénitien est couvert de mes troupes, les Allemands fuient devant moi; je serai sous peu de jours en Allemagne; que veut votre république ? je lui ai offert l'alliance de la France, l'accepte-t-elle ? — Non, dit Pezzaro. Venise se réjouit de vos triomphes, elle sait depuis longtemps qu'elle ne peut exister que par la France; mais fidèle à son antique et sage politique, elle veut rester neutre. D'ailleurs à quoi pourrions-nous vous être bons ? Sous Louis XII, sous François I[er], du temps d'Aiguadel, nous pouvions être de quelque poids sur les champs de bataille; mais aujourd'hui avec des armées immenses, avec des populations entières sous les armes, quel cas pourriez-vous faire de nos secours ? — Mais continuez-vous vos armements ? — Il le faut bien, dit Pezzaro, Brescia et Bergame ont levé l'étendard de la rébellion. Nos fidèles sujets sont menacés à Crema, à Chiari, à Vérone; Venise même est agitée. — Eh bien ! lui répondit Napoléon, tout cela n'est-il pas une raison de plus pour accepter les propositions que je vous ai faites ? Elles termineront tout. Mais votre destinée vous entraîne; toutefois, songez-y; le moment est plus décisif pour votre république que vous ne pensez; je laisse en Italie plus de forces qu'il n'en faudrait pour vous soumettre; je quitte l'Italie pour m'enfoncer en Allemagne; s'il y avait sur mes derrières des troubles par votre faute, si mes soldats étaient insultés par l'impulsion que vous donnez aux vôtres contre les Jacobins, ce qui n'eût pas été un crime quand j'étais en Italie, *en serait un irrémissible*, sitôt que je serai en Allemagne; votre république cesserait d'exister. Si j'ai à me plaindre de vous, vainqueur ou vaincu, je ferai la paix à vos dépens ! »

Pezzaro, comme on le croit bien, s'étendit en vœux, en justifications, protestations, et l'on se sépara.

Le Sénat avait rejeté les propositions faites par Napoléon et dont il avait été porteur.

« A quoi aboutirait une telle alliance ? avait-on dit. A perdre nos dix mille Esclavons; au premier combat, au premier triomphe, ils ne seraient plus à nous; Napoléon leur donnerait des honneurs, des récompenses; il les enlèverait infailliblement par cette magie qui, toujours, enchaîne le soldat au général qui le fait vaincre. »

Le Sénat décida de conclure une alliance avec l'Autriche et ordonna à l'envoyé qu'il avait à Vienne de signer, malgré la défaite du prince Charles.

On se rappelle que le général Laudon commandant la levée en masse du Tyrol, s'était retiré à Inspruck, devant Joubert, mais il ne vit pas plus tôt ce général engagé dans le Pusthersthal qu'il rentra dans le Tyrol. Laudon avait peu de forces; presque tout ce qui avait été opposé à Joubert avait eu ordre de filer, en toute hâte, pour rejoindre le prince Charles. Le mouvement de ce général vers Rivoli et Vérone était donc de peu de conséquence. Il avait été prévu par Napoléon qui avait voulu, avant tout, avoir la totalité de ses troupes sous la main.

Laudon, avec l'activité et l'adresse d'un bon partisan, inonda le pays de proclamations et de fausses nouvelles; il annonçait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, ayant voulu passer le Rhin, avaient été écrasées; que, d'ailleurs, le Tyrol avait été le tombeau des Français; que l'armée de Joubert avait péri; il partait de là pour escorter les Vénitiens et toute l'Italie à une révolte générale.

Ces mêmes nouvelles répandues par les amis de Pezzaro, parvinrent à Venise; elles arrivaient donc par deux côtés à la fois, et s'accréditèrent facilement dans tous les États vénitiens; on se rappelait que l'année précédente les armées du Rhin avaient essuyé un semblable échec.

A Brescia, à Bergame, les partisans de la liberté firent preuve d'un courage civil bien rare dans tous les pays, et admirable chez un peuple qui ne se battait pas depuis deux cent cinquante ans; ils prirent les armes, se concertèrent avec les commandants français et envoyèrent des députations à Milan, à Modène et à Bologne, afin de se soutenir mutuellement.

A Vérone, au contraire, tout prit feu contre les Français. Tout fut dirigé en secret par le parti aristocratique exalté, à la tête duquel étaient la plupart des membres du gouvernement vénitien; mais le gouvernement lui-même n'agit point directement et officiellement. Nous venons de voir en France sous Louis XVIII et Charles X plusieurs exemples de cette façon de faire. Il y avait à Vérone des troupes italiennes et esclavonnes au service de Venise. On en fit approcher de nouvelles et bientôt les montagnards fanatisés des vallées de l'Adige et de la Brenta y descendirent en foule. Plus de dix mille montagnards inondèrent la campagne, les détachements français furent attaqués sur les routes.

Des capucins prêchaient la populace dans les rues de Vérone et l'on vit paraître un faux manifeste du podestat, qui encourageait au massacre des Français. Ce manifeste était supposé et revêtu de la fausse signature du provéditeur Bataglia. Enfin, le 16 avril, des chefs du parti aristocratique exagéré, annoncèrent au général Laudon qu'il pouvait s'avancer, et qu'on allait lui livrer la place de Vérone. Kilmaine, qui ne voulut pas se laisser couper de Victor, qui revenait de Rome, sortit de la ville avec ce qui n'était pas

nécessaire à la garde des châteaux, dont il laissa le commandement au général Balland et se retira sur le Mincio. Le général Balland se plaignit aux autorités vénitiennes des mauvais traitements exercés contre les Français et demanda l'explication des préparatifs qu'il voyait faire. On lui répondit par des protestations de neutralité et de belles phrases jésuistiques.

Le 17 avril, jour de la seconde fête de Pâques, une agitation extraordinaire se manifesta dans Vérone; des bandes de paysans y entrèrent en criant : mort aux Jacobins! Balland fit retirer ses troupes dans les forts, ne laissa que des détachements aux portes et signifia qu'au premier acte de violence son artillerie foudroierait la ville.

Vers le milieu du jour, les coups se sifflet furent tout à coup entendus dans les rues; et à ce signal l'on se précipita sur les Français isolés; des bandes armées assaillirent les corps de garde laissés aux portes et massacrèrent tous les soldats qui n'eurent pas le temps de regagner les forts. Des assassins montaient dans les maisons et recherchaient partout les Français que leurs fonctions avaient retenus dans la ville. Ils furent poignardés et jetés dans l'Adige. Ces assassins pénétrèrent dans les hôpitaux, y massacrèrent quatre cents malades. Beaucoup de Français qui n'eurent pas le temps de gagner les forts se réfugièrent au palais du gouvernement et les autorités vénitiennes qui devaient ignorer tout ce qui se passait leur donnèrent asile. Déjà plus de quatre cents Français avaient été assassinés et les garnisons françaises des forts voyaient leurs cadavres flotter au loin sur l'Adige. Le général Balland ordonna enfin à son artillerie de foudroyer la ville. Il pouvait la mettre en cendre, les paysans fanatisés s'en inquiétaient peu, mais les habitants et les magistrats vénitiens envoyèrent un parlementaire au général Balland. Ce parlementaire dit que beaucoup de Français s'étaient réfugiés au palais du gouvernement, et qu'on allait se venger sur eux de l'agression injuste et inouïe que se permettaient les garnisons des forts. Il y avait dans le palais du gouvernement des femmes, des enfants appartenant aux employés des administrations, des malades échappés au massacre des hôpitaux, il fallait les arracher à la mort. Le général Balland demanda qu'on les lui rendît sur-le-champ, qu'on fît sortir de la ville les paysans révoltés et les régiments esclavons, qu'on désarmât la populace et qu'en attendant la fidèle exécution de toutes ces conditions, on lui remît des otages pris parmi les magistrats vénitiens; les parlementaires firent une demande bien suspecte; ils voulaient qu'un officier les suivît et vînt traiter au palais du gouvernement. Il se trouva un homme assez brave pour se livrer à ces assassins; ce fut le chef de brigade Beaupoil; il s'avança au travers d'une populace furieuse qui, à chaque instant, voulait le mettre en pièces. Après des dangers plus hideux que tous ceux que la guerre peut offrir, il parvint enfin auprès des autorités vénitiennes. Toute la nuit se passa en vaines discussions, avec le

provéditeur et le podestat. Le parti aristocrate ne voulait pas désarmer, ne voulait pas donner d'otages, et voulait des garanties contre les vengeances que le général Bonaparte, si jamais il revenait d'Allemagne, pourrait exercer contre la ville rebelle.

Mais pendant que M. de Beaupoil cherchait à sauver les Français réfugiés au palais du gouvernement et à répondre à tant de prétentions absurdes, la convention de ne pas tirer pendant les conférences n'était pas exécutée par les hordes de paysans fanatisés qui avaient envahi la ville ; elles tiraient des coups de fusil aux soldats qui occupaient les forts et ceux-ci faisaient des sorties.

Le lendemain matin, 18 avril, le chef de brigade Beaupoil rentra dans les forts, au milieu des plus grands périls, sans avoir rien obtenu. On apprit que les magistrats vénitiens, pour se mettre à l'abri de toute responsabilité, avaient pris le parti de disparaître. Les coups de fusil redoublèrent contre les forts, et le général Balland fit recommencer le feu de ses pièces. Bientôt des incendies se manifestèrent dans plusieurs quartiers et la peur réunit encore les principaux propriétaires au palais du gouvernement. On parlementa de nouveau, on convint de ne plus tirer ; mais cette seconde convention ne fut pas mieux exécutée que la première ; les paysans eurent l'audace de monter à l'assaut du fort de la Chiusa, situé sur l'Adige et égorgèrent la garnison. On apprit que les paysans avaient égorgé tous les Français répandus dans les villages autour de Vérone.

Cependant, le courage des Bressans et autres patriotes italiens donna de l'assurance aux soldats français, en si petit nombre ; des bataillons de marche furent formés dans les dépôts, les places fortes fournirent de l'artillerie. La division Victor arriva enfin de l'expédition de Rome, et Vérone fut bloquée par une petite armée.

Pendant que ces mouvements s'exécutaient, le général Laudon reçut la nouvelle de la signature des préliminaires de Leoben, et s'arrêta sur l'Adige. Le général Chabrand parut enfin sous les murs de Vérone ; toutefois les insurgés firent une vive résistance. Quelques jeunes aristocrates se battirent avec héroïsme ; la ville ne céda qu'à des attaques réitérées et se maintint jusqu'au 24 avril. Alors, les furieux qui avaient massacré tant de Français passèrent de la plus atroce exaltation au plus grand abattement. Les cinq journées du 20 au 24 avril avaient présenté une alternative continuelle de pourparlers et de coups de fusil. Les magistrats vénitiens jugèrent à propos de reparaître ; ils eurent l'audace de demander des garanties contre les vengeances qui les menaçaient ; on leur donna vingt-quatre heures pour se décider ; ils disparurent de nouveau.

Une municipalité provisoire les remplaça et, voyant les Français redevenir décidément les plus forts, renonça enfin à tromper et se rendit sans

conditions. Le général Kilmaine fit ce qu'il put pour empêcher le pillage; mais il ne put sauver le Mont-de-piété qui fut en grande partie dépouillé, crime qui, plus tard, fut sévèrement puni par Napoléon. Kilmaine imposa, pour la solde de l'armée, une contribution de onze cent mille francs à la ville et lança sa cavalerie sur les routes pour désarmer les paysans et sabrer ceux qui désarmeraient.

Au lieu de réprimer ce mouvement de Vérone, si dangereux pour la république de Venise, le parti de Pezzaro s'y livra tout entier. Fut-il aveuglé par la haine et l'espoir de tuer tous les Français et tous les Jacobins de terre ferme? ou crut-il à la destruction du corps d'armée de Joubert? Le fait est qu'il couvrit la terre ferme de détachements d'Esclavons; il poursuivit les patriotes avec fureur en sonnant le tocsin et faisant retentir partout le cri de « Mort aux novateurs et à leurs partisans! ».

Vainement, M. Lallement, ministre de France à Venise, fit-il tous les efforts possibles pour faire connaître la vérité au Sénat. On croit ce qu'on désire et les hommes d'État les plus graves ne sont pas à l'abri de ce penchant du cœur humain. Les sénateurs de Venise tombèrent de plus dans l'erreur ridicule de ne pas savoir ce qui ce passait sur leur propre territoire, c'est-à-dire les avantages continuels que Napoléon remportait sur l'archiduc Charles. Les actions de guerre n'étaient nullement douteuses; ce fait seul, si évident et si facile à savoir, eût dû porter les politiques à Venise à différer les massacres de Vérone; mais ces massacres étaient le chef-d'œuvre de leur propre parti; ils se laissèrent aller au plaisir de la vengeance, à la volupté de répandre le sang des Jacobins. Un petit corps de réserve laissé à Palma-Nova, la garnison d'Osopo et surtout la prudence du provéditeur Mocenigo firent qu'il se commit moins d'assassinats dans le Frioul.

A peine Napoléon fut-il instruit des meurtres qui se commettaient sur ses soldats qu'il expédia à Venise son aide de camp Junot; il le chargea, pour le Sénat, d'une lettre, datée de Judembourg le 9 avril, et conçue en ces termes :

« Dans toute la terre ferme, les sujets de la Sérenissime République sont sous les armes; le cri de ralliement est : "Mort aux Français!" Le nombre des soldats de l'armée d'Italie qui ont été victimes se monte déjà à plusieurs centaines. Vous affectez en vain de désavouer les attroupements que vous-mêmes avez préparés. Croyez-vous que, quand j'ai pu porter nos armes au cœur de l'Allemagne, je n'aurai pas la force de faire respecter le premier peuple du monde? Pensez-vous que les légions d'Italie puissent souffrir les massacres que vous excitez? Le sang de nos frères d'armes sera vengé, et il n'est pas un seul bataillon français qui, chargé de cette mission généreuse, ne se sente trois fois plus de courage et de moyens qu'il ne lui en faut pour vous punir. Le

Sénat de Venise a répondu par la plus noire perfidie à notre générosité soutenue à son égard. Je prends le parti de vous envoyer mes propositions par l'un de mes aides de camp et chef de brigade. La guerre ou la paix. Si vous ne prenez sur-le-champ toutes les mesures pour dissiper les attroupements ; si vous ne faites au plus tôt arrêter et remettre entre mes mains les auteurs des meurtres qui se commettent, la guerre est déclarée.

« Le Turc n'est pas sur vos frontières, aucun ennemi ne vous menace ; et cependant vous avez fait arrêter, de dessein prémédité, des prêtres, pour faire naître un attroupement, et le tourner contre l'armée. Je vous donne vingt-quatre heures pour le dissiper ; les temps de Charles VIII sont passés.

« Si malgré la bienveillance que vous a montrée le gouvernement français, vous me réduisez à vous faire la guerre, ne pensez pas que le soldat français, comme les brigands que vous avez armés, aille ravager les champs du peuple innocent et malheureux de la terre ferme ; non, je le protégerai et il bénira jusqu'aux forfaits qui auront obligé l'armée française de l'arracher à votre tyrannique gouvernement. Signé : Bonaparte. »

L'aide de camp eut l'ordre de lire cette lettre, lui-même, en plein Sénat et d'exprimer à cette assemblée toute l'indignation qu'excitait sa conduite.

Mais déjà le parti ultra-aristocratique était entièrement démoralisé ; la terreur avait succédé à l'insolence, le prestige était dissipé. On savait à Venise que les armées du Rhin n'avaient pas essuyé d'échec ; que Joubert était arrivé à Villach avec toutes ses troupes ; que Victor, revenu de Rome, bivouaquait autour de Vérone ; qu'Augereau, de retour d'une mission à Paris, se portait sur les lagunes avec une division de bataillons de marche ; qu'enfin Napoléon, victorieux dans tous les combats, avait porté l'épouvante jusque dans Vienne et venait d'accorder une suspension d'armes à ses ennemis.

L'abattement fut extrême parmi ces sénateurs naguère si impitoyables.

Le ministre de France présenta Junot ; le Sénat fut à ses pieds. Tous les moyens furent employés pour l'adoucir. Cependant, il remplit sa mission avec toute la rudesse d'un soldat ; ce qui accrut de beaucoup l'épouvante du Sénat.

Les amis de la liberté prirent tout à fait le dessus dans Venise. Le Sénat envoya une grande députation au général français, lui proposant toutes les réparations qu'il pourrait désirer, et souscrivant d'avance à tout ce qu'il lui plairait de prescrire. Tout fut mis en œuvre ; on offrit des millions à tous ceux que l'on croyait avoir du crédit sur son esprit. Il n'est pas besoin de dire que tout fut inutile. La religion[16] de Napoléon était outragée. C'est dans ces circonstances que l'on reconnaît le cœur d'un Italien susceptible d'une émotion profonde et durable. Combien de généraux, je parle des plus héroïques, se seraient empressés d'accepter vingt millions, et de ne pas se livrer à la

démarche fort hasardée, de toutes façons, de venger sur les nobles de Venise, les massacres de Vérone!

Mais le sang français avait coulé; il n'y avait pas d'arrangement possible avec Napoléon. Le Sénat se hâta d'expédier des courriers à Paris, et mit des sommes considérables à la disposition de son ministre, lui ordonnant de gagner, à tout prix, les membres du Directoire, et de faire donner au général français des ordres propres à sauver Venise. Ces moyens puissants eurent à Paris tout le succès qu'on s'en était promis. La distribution de fortes sommes, et une promesse de dix millions, valut au ministre de Venise l'expédition d'ordres favorables à son gouvernement; mais les ordres achetés n'étaient pas revêtus de toutes les formes voulues. D'ailleurs, les dépêches du ministre vénitien au Sénat furent interceptées. Napoléon y trouva le développement de toute l'intrigue, le montant des sommes données, celui des lettres de change, et par cela tout devenait nul*.

Vers la fin d'avril, Napoléon revint en Italie par Gratz, Laybach, Trieste, Palma-Nova; il passa de là à Trévise. Il vit les lagunes, visita les différents débouchés des canaux et rendit, le 3 mai, un ordre du jour par lequel, se fondant sur le principe naturel qui autorise un général en chef à repousser la force par la force, il déclarait la guerre à Venise.

Cet ordre du jour acheva de porter le découragement au comble dans le parti aristocratique. Un siège fort long était encore possible; le Sénat pouvait appeler les Anglais : il ne songea pas même à se défendre. Le Grand Conseil se démit de ses fonctions et, chose horrible à dire, rendit la souveraineté au peuple. Une municipalité fut nommée et gouverna ce qui resta de la république.

Ainsi tombèrent ces sénateurs, si fiers, si longtemps ménagés par le général français, et dont l'alliance avait été sollicitée par lui avec tant de bonne foi. Pour se soutenir, ils n'avaient trouvé d'autre énergie que celle de l'assassinat. Ce fut en vain que dans leurs angoisses ils avaient eu recours à la cour de Vienne et lui avaient demandé de les comprendre dans la suspension d'armes; cette cour qui avait ses vues fut sourde à toutes leurs instances.

Baraguey-d'Hilliers entra dans Venise avec sa division. Il saisit les lagunes, les forts, les batteries, et le 16 mai 1797, planta le drapeau tricolore sur la place Saint-Marc. Aussitôt le parti de la liberté se réunit en assemblée populaire; l'aristocratie fut détruite, et Dandolo, homme de tête et ancien négociant, se mit à la tête de toutes les affaires. L'armée française s'empara de douze

* Ce trait fut probablement un de ceux qui, deux ans plus tard, légitimèrent le plus aux yeux de Napoléon le coup d'État du 18 brumaire.

vaisseaux de 64, d'un nombre égal de frégates et de beaucoup de moindres bâtiments : ils furent équipés et envoyés à Toulon. Corfou était un des points les plus importants. Le général Gentili, celui-là même qui s'était acquitté avec tant d'adresse de la reprise de la Corse, y fut expédié avec quatre bataillons, quelques compagnies d'artillerie et une escadre, formée de vaisseaux vénitiens; il prit possession de cette place, la véritable clef de l'Adriatique, ainsi que des autres îles ioniennes, Zante, Cerigo, Céphalonie, etc.

Pezzaro et ses principaux amis furent alors blâmés généralement. On les accusa d'avoir perdu la république, en confiant ses destinées aux Autrichiens. Ils se réfugièrent à Vienne. Bataglia regretta sincèrement la perte de sa patrie. Blâmant depuis longtemps la marche suivie, il n'avait que trop prévu cette catastrophe; cet homme sage mourut à quelque temps de là*.

Révolution de toute la terre ferme

A la réception de l'ordre du jour qui déclarait la guerre à Venise, toute la terre ferme se souleva contre la capitale. Chaque ville proclama son indépendance, et se forma un gouvernement. Bergame, Brescia, Padoue, Vicence, Bassano, Udine, furent aussitôt autant de républiques séparées. C'est par ce même système qu'avaient commencé les républiques Cispadanes et lombardes. Partout on adopta les principes de la Révolution française; on restreignit les couvents, on constitua des domaines nationaux, on supprima les privilèges féodaux; l'élite de la noblesse et les grands propriétaires se réunirent en escadrons de hussards et de chasseurs, sous le titre de gardes d'honneur; les classes inférieures formaient des bataillons de garde nationale. On adopta les couleurs nationales d'Italie et l'on se fédéra.

Malgré l'extrême vigilance du général français pour empêcher les abus et les dilapidations, il y en eut dans ce moment, plus qu'en aucune autre époque de la guerre d'Italie. Le pays était partagé entre deux factions très animées; les passions y furent plus ardentes, et les excès plus hardis.

Lors de la reddition de Vérone, le Mont-de-piété de cette ville, riche de sept à huit millions, fut volé. Le commissaire des guerres Bouquet et un colonel de hussards Andrieux, accusés de cette horrible dilapidation, furent arrêtés. Cette dilapidation portait un caractère d'autant plus révoltant qu'elle était accrue par une série de crimes nécessaires pour la cacher, et qu'elle s'exerçait sur la classe des indigents. Tout ce qui...[d]

* *Histoire de Venise* par le comte Daru.

Retour à Paris après l'Italie[aa]

PARIS

Arrivée de Napoléon à Paris. — Affaires de la Suisse. — Affaires de Rome. — Bernadotte ambassadeur de la République à Vienne est insulté par le peuple. — Projet de guerre en Orient. — Vingt et un janvier.

§ 1er

Napoléon parti de Rastadt traversa la France incognito, arriva à Paris sans s'arrêter, et descendit à sa petite maison, chaussée d'Antin, rue Chantereine. Le corps municipal d'administration du département, les conseils cherchèrent à l'envi à lui témoigner la reconnaissance nationale. Un comité du Conseil des anciens rédigea l'acte pour lui donner la terre de Chambord et un grand hôtel dans la capitale; le Directoire, on ne sait pourquoi, s'alarma de cette proposition; ses affidés l'écartèrent. Une délibération de la municipalité de Paris, plus indépendante que les conseils, donnait alors le nom de rue de la Victoire à la rue Chantereine.

Pendant les deux ans que Napoléon venait de commander en Italie, il avait rempli le monde de l'éclat de ses victoires; la coalition en avait été divisée. L'Empereur et les princes de l'Empire avaient reconnu la République. L'Italie tout entière était soumise à ses lois. Deux nouvelles républiques y avaient été créées dans le système français. L'Angleterre seule restait armée, mais elle avait manifesté le désir de la paix; et, si le traité n'avait point été signé, il fallait en accuser la folie du Directoire après la journée de fructidor. A ces résultats si grands, obtenus sous le rapport des relations extérieures de la République, se joignaient tous les avantages qu'elle avait recueillis dans son administration intérieure et dans sa puissance militaire. A aucune époque de son histoire le

soldat français n'avait éprouvé plus vivement le sentiment de sa supériorité sur tous les soldats de l'Europe. C'était à l'influence des victoires d'Italie que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse devaient d'avoir pu reporter les couleurs françaises sur les bords du Leck, où Turenne le premier les avait abordées. Au commencement de 1796, l'empereur avait cent quatre-vingt mille hommes sur le Rhin; il voulait porter la guerre en France. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin n'avaient point de forces suffisantes pour lui résister; leur infériorité numérique était notable, elles manquaient de tout et si la valeur de tant de braves garantissait à la République une honorable défense, l'espoir de la conquête n'entrait dans aucune combinaison. Les journées de Montenotte, de Lodi, etc. portèrent l'alarme à Vienne; elles obligèrent le Conseil aulique à rappeler successivement de ses armées d'Allemagne la maréchal Wurmser, l'archiduc Charles et plus de soixante mille hommes, ce qui rétablit l'équilibre de ce côté, et permit à Moreau et à Jourdan de prendre l'offensive.

Plus de cent vingt millions de contributions extraordinaires avaient été levés en Italie : soixante millions avaient payé, nourri, réorganisé l'armée d'Italie dans tous les services; soixante millions, envoyés au Trésor de Paris, l'avaient aidé à pourvoir aux besoins de l'intérieur et aux services des armées du Rhin; mais le système du ministère des Finances d'alors était si vicieux, l'administration si corrompue, la trésorerie si mal gouvernée, que ces armées en éprouvèrent peu de soulagement. Indépendamment de ce secours important de soixante millions, le trésor devait aux victoires de Napoléon une économie annuelle de soixante-dix millions, somme à laquelle s'élevait en 1796 l'entretien des armées des Alpes et d'Italie. Des approvisionnements considérables en chanvre, en bois de construction, des bâtiments construits à Gênes, à Livourne, à Venise, avaient relevé la marine de Toulon. Le Muséum national s'était enrichi des chefs-d'œuvre des arts qui embellissaient Parme, Florence et Rome, et qu'on évaluait à plus de deux cents millions.

Le commerce de Lyon, de la Provence, du Dauphiné commençait à renaître, du moment où le grand débouché des Alpes lui était ouvert. Les escadres de Toulon dominaient dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. De beaux jours paraissaient assurés à la France et c'était aux vainqueurs d'Italie qu'elle se plaisait à les devoir.

Dès l'arrivée de Napoléon, les chefs de tous les partis se présentèrent chez lui; il se refusa à les accueillir. Le public était extrêmement avide de le voir : les rues, les places par où l'on croyait qu'il passerait étaient pleines de monde; il ne se montra nulle part. L'Institut l'ayant nommé membre de la classe de mécanique, il en adopta le costume. Il n'admit d'habitude chez lui que quelques savants, tels que Monge, Berthollet, Borda, Laplace, Prony, Lagrange,

quelques généraux, Berthier, Desaix, Lefebvre, Caffarelli-Dufalga, Kléber et un petit nombre de députés.

Il fut reçu en audience publique par le Directoire qui avait fait élever des échafaudages dans la place du Luxembourg pour cette cérémonie dont le prétexte était la remise du traité de Campo-Formio. Il évita de parler de fructidor, des affaires du temps et de l'expédition d'Angleterre; son discours fut simple; il donna cependant beaucoup à penser; on y remarqua les phrases suivantes : « Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre; pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre. La religion, la féodalité, le despotisme, ont successivement depuis vingt siècles gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère des gouvernements représentatifs : vous êtes parvenus à organiser la grande nation dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites. »

« Je vous remets le traité de Campo-Formio, ratifié par l'empereur. Cette paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la République. Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

Le général Joubert et le chef de brigade Andreossi portèrent à cette cérémonie le drapeau que le corps législatif avait donné à l'armée d'Italie, il était couvert d'inscriptions en lettres d'or. On y lisait : « L'armée d'Italie a fait cent cinquante mille prisonniers, elle a pris cent soixante-dix drapeaux, cinq cent cinquante pièces d'artillerie de siège, six cents pièces de campagne, cinq équipages de pont, neuf vaisseaux de soixante-quatre canons, douze frégates de 32, douze corvettes, dix-huit galères. — Armistice avec les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, les ducs de Parme, de Modène. — Convention de Montebello avec la république de Gênes. — Traités de paix de Tolentino, de Campo-Formio. — Donné la liberté aux peuples de Bologne, Ferrare, Modène, Massa-Carrara, de la Romagne, de la Lombardie, de Brescia, de Bergame, de Mantoue, de Crème, d'une partie du Véronais, de Chiavenna, de Bormio et de la Valteline; aux peuples de Gênes, aux fiefs impériaux, aux peuples des départements de Corcyre, de la mer Egée et d'Ithaque. — Envoyé à Paris les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Véronèse, du Corrège, de l'Albane des Carraches, Raphaël, Léonard de Vinci, etc. elle a triomphé en dix-huit affaires importantes ou batailles rangées et à soixante-sept combats : I, Montenotte; II, Millesimo; III, Mondovi; IV, Lodi; V. Borghetto; VI, Lonato; VII, Castiglione; VIII, Roveredo; IX, Bassano; X, Saint-George; XI, Fontana-Viva; XII, [un blanc]; XIII, Arcole; XIV, Rivoli; XV, La Favorite; XVI, Le Tagliamento; XVII, Tarvis; XVIII, Neumarch. » Ici suivait le nom des soixante-sept combats que l'armée avait livrés pendant les deux campagnes de 1796 et 1797.

Le Directoire, le Corps législatif et le ministre des relations extérieures donnèrent des fêtes à Napoléon. Il parut à toutes mais y resta peu de temps. Celle du ministre Talleyrand fut marquée au coin du bon goût. Une femme célèbre, déterminée à lutter avec le vainqueur d'Italie, l'interpella au milieu d'un grand cercle, lui demandant quelle était à ses yeux la première femme du monde, morte ou vivante : « Celle qui a fait le plus d'enfants », lui répondit-il en souriant. On courait aux séances de l'Institut pour le voir et il était toujours assis entre Laplace et Lagrange, ce dernier lui était sincèrement attaché. Il n'allait au spectacle qu'en loge grillée et rejeta bien loin la proposition des administrateurs de l'Opéra qui voulaient lui donner une représentation d'apparat : le maréchal de Saxe, Lowenthal, Dumouriez, avaient assisté à de semblables représentations en revenant de Fontenoy, de Berg-op-zoom, ou de Champagne. Lorsque à son retour d'Égypte au 18 brumaire Napoléon parut aux Tuileries, il était encore inconnu aux habitants de Paris, qui firent preuve alors d'un grand empressement à satisfaire leur curiosité.

Le Directoire lui témoignait les plus grands égards : quand il croyait devoir les consulter, il envoyait un des ministres l'inviter à venir assister au Conseil ; il y prenait place entre deux Directeurs, et donnait son avis sur les objets du moment.

Les troupes, en rentrant en France, le portaient aux nues dans leurs chansons ; elles proclamaient qu'il fallait chasser les avocats et le faire roi. Les Directeurs affectaient la franchise jusqu'à lui montrer les rapports secrets que leur en faisait la police ; mais ils dissimulaient mal la peine qu'ils éprouvaient de tant de popularité. Napoléon appréciait toute la délicatesse et l'embarras de cette situation. L'administration marchait mal, beaucoup d'espérances se tournaient vers le vainqueur d'Italie. Le Directoire désirait le faire retourner à Rastadt, mais il s'y refusa sous le prétexte que sa mission d'Italie avait été terminée à Campo-Formio, et qu'il ne pouvait plus lui convenir de tenir de la même main la plume et l'épée. Peu après il consentit à recevoir le commandement de l'armée d'Angleterre pour en imposer à l'Europe et couvrir l'intention et les apprêts de l'expédition d'Égypte.

Les troupes qui composaient l'armée d'Angleterre cantonnaient en Normandie, en Picardie, en Belgique. Leur nouveau général fut inspecter tous les points, mais il voulut parcourir les départements incognito. Ces courses mystérieuses inquiétaient d'autant plus à Londres et masquaient davantage les préparatifs dans le Midi. C'est à cette époque que, visitant Anvers, il conçut l'établissement maritime qu'il a fait exécuter sous l'Empire. C'est aussi dans un de ces voyages qu'il reconnut tous les avantages que Saint-Quentin retirerait du canal qui a été ouvert sous le Consulat, et qu'il fixa ses idées sur la supériorité que la marée donnait à Boulogne sur Calais pour tenter avec de simples péniches une entreprise contre l'Angleterre.

§ II

Les principes qui devaient régir désormais la politique de la République avaient été posés à Campo-Formio par Napoléon, sans égards aux instructions du Directoire; celui-ci de fait leur était donc resté étranger; d'ailleurs il ne pouvait maîtriser ses passions; chaque incident le dominait : la Suisse en fut le premier exemple. La France avait eu constamment à se plaindre du canton de Berne et de l'aristocratie suisse; tous les agents étrangers qui avaient agité la France avaient toujours à Berne leur point d'appui. Il s'agissait de profiter de la grande influence que venait d'acquérir la République en Europe pour détruire la prépondérance de cette aristocratie. Napoléon approuvait fort le ressentiment du Directoire; il pensait également que le moment était venu d'assurer à la France l'influence politique en Suisse; mais il ne croyait pas nécessaire pour cela de bouleverser ce pays. Il fallait se conformer à la politique consacrée par le traité de Campo-Formio, et arriver à son but avec le moins de changement possible. Il voulait que l'ambassadeur français présentât à la Diète helvétique une note appuyée de deux camps, l'un en Savoie, l'autre en Franche-Comté; que par cette note il déclarât : que la France et l'Italie croyaient nécessaire à leur politique, à leur sûreté, à la dignité réciproque des trois nations, que le pays de Vaud, l'Argovie et les bailliages italiens devinssent cantons libres, indépendants, égaux aux autres cantons; qu'elles avaient à se plaindre de l'aristocratie de certaines familles, de Berne, de Soleure, de Fribourg, mais qu'elles oublieraient tous leurs griefs si les paysans de ces cantons et des bailliages italiens étaient réintégrés dans leurs droits politiques.

Tous ces changements se seraient opérés sans effort et sans l'emploi des armes mais Rewbel, entraîné par des démagogues suisses, fit adopter un système différent; et, sans égard aux mœurs, à la religion et aux localités des cantons, le Directoire arrêta de soumettre toute la Suisse à une constitution unique et semblable à celle de la France. Les petits cantons s'irritèrent de perdre leur liberté; le Suisse se souleva à l'aspect d'un bouleversement qui froissait tous leurs intérêts et allumait toutes les passions. Il fallut faire intervenir les troupes françaises et conquérir; le sang coula, l'Europe fut alarmée.

§ III

D'un autre côté la cour de Rome, par une suite de l'esprit de vertige qui la caractérisait, aigrie plutôt que corrigée par le traité de Tolentino, persistait dans son système d'aversion contre la France. Ce cabinet de faibles vieillards sans sagesse fit fermenter autour de lui l'opinion. Il se mit en querelle avec la république cisalpine; il eut l'imprudence de placer le général autrichien

Provera à la tête de ses troupes; il excita son propre parti de toutes les classes; le tumulte éclata. Le jeune Duphot général de la plus belle espérance, qui se trouvait à Rome comme voyageur, fut massacré à la porte du palais de France, en cherchant à empêcher le désordre. L'ambassadeur se retira à Florence. Napoléon consulté répondit par son adage accoutumé : que ce n'était point à un incident à gouverner la politique, mais bien à la politique à gouverner les incidents; que quelque tort qu'eût la cour de Rome, le parti à prendre vis-à-vis d'elle demeurait toujours une fort grande question; qu'il fallait la corriger et non pas la détruire; qu'en renversant le Saint-Siège et révolutionnant Rome on aurait infailliblement la guerre avec Naples, ce qu'on devait éviter; qu'il fallait ordonner à l'ambassadeur français de retourner à Rome, exiger un exemple des coupables; recevoir un nonce extraordinaire du pape qui ferait des excuses, chasser Provera; mettre à la tête des affaires les prélats les plus modérés et forcer le Saint-Siège à conclure un concordat avec la République cisalpine; que, par toutes ces mesures réunies, Rome tranquille ne pourrait plus inquiéter; que le concordat avec la Cisalpine aurait de plus l'avantage de préparer de loin les esprits de la France à une pareille mesure.

La Réveillère-Lépaux, entouré de ses théophilanthropes, fit décider qu'on marcherait contre le pape. « Le temps était venu, disait-il, de faire disparaître cette idole. Le mot de République romaine suffirait pour transporter toutes les imaginations ardentes de la Révolution. Le général d'Italie avait été trop circonspect dans le temps; et si on avait des querelles aujourd'hui avec le pape, c'était uniquement sa faute. Mais peut-être avait-il ses vues particulières; en effet ses formes civiles, ses ménagements vis-à-vis du pape, sa généreuse compassion pour des prêtres déportés lui avaient donné en France bien des partisans qui ne l'étaient pas de la Révolution. » Quant à la crainte que l'entrée de l'armée dans Rome n'entraînât la guerre avec Naples, il la traita de subtilité. Selon lui, la France avait un parti nombreux à Naples, et ne devait rien craindre d'une puissance du troisième ordre. Berthier reçut l'ordre de marcher sur Rome avec une armée et de rétablir la république romaine, ce qui fut exécuté. Le Capitole vit de nouveau des consuls, un sénat, un tribunal. Quatorze cardinaux se rendirent à la basilique de Saint-Pierre pour chanter le *Te Deum*, en commémoration du rétablissement de la république romaine et du renversement du trône de Saint-Pierre. Le peuple enivré par l'idée de l'indépendance, entraîna la plus grande partie du clergé.

La main qui avait jusque-là retenu les officiers et les administrations de l'armée d'Italie n'y était plus; on se livra dans Rome aux dernières dilapidations; on gaspilla le mobilier du Vatican; on se saisit partout des tableaux et des objets rares; on indisposa les habitants; les soldats mêmes élevèrent la voix contre quelques-uns de leurs généraux qu'ils accusaient de désordre. Ce

soulèvement fut du plus grand danger : on eut beaucoup de peine à tout faire rentrer dans l'ordre. On croit avec raison qu'il fut l'effet des intrigues des agents napolitains, anglais, autrichiens.

§ IV

Bernadotte avait été nommé ambassadeur à Vienne; ce choix était mauvais; le caractère de ce général était trop exalté, sa tête n'était pas assez calme; d'ailleurs un général ne pouvait pas être agréable à une nation constamment battue; c'était un magistrat qu'il fallait envoyer; mais le Directoire en avait peu à sa disposition; ils étaient trop obscurs ou il les avait trop éloignés. Quoi qu'il en soit, Bernadotte se laissa dominer par sa tête, il fit des fautes graves. Un jour, sans qu'on en puisse deviner le motif, il arbora le pavillon tricolore au haut de son hôtel; il y était insidieusement poussé par les agents qui voulaient compromettre l'Autriche. En effet la populace se trouva tout à coup insurgée; elle arracha le drapeau tricolore, et insulta Bernadotte.

Le Directoire, dans sa fureur, manda Napoléon pour s'appuyer de son influence sur l'opinion. Il lui donna communication d'un message aux conseils, pour déclarer la guerre à l'Autriche, et d'un décret qui lui conférait le commandement de l'armée d'Allemagne; mais ce général ne partageait point l'opinion du gouvernement. « Si vous vouliez la guerre, répondit-il, il fallait vous y préparer indépendamment de l'événement de Bernadotte; il fallait ne pas engager vos troupes en Suisse, dans l'Italie méridionale, sur les côtes de l'Océan; il ne fallait pas proclamer le projet de réduire l'armée à cent mille hommes, projet qui n'est pas encore exécuté, il est vrai, mais qui est connu et qui décourage l'armée. Ces mesures indiquent que vous avez compté sur la paix. Bernadotte a matériellement tort. En déclarant la guerre, c'est le jeu de l'Angleterre que vous jouez. C'est peu connaître la politique du cabinet de Vienne que de croire que, s'il eût voulu la guerre, il vous eût insulté : il vous aurait au contraire caressé, endormi, pendant qu'il aurait fait marché ses troupes; vous n'auriez connu ses véritables intentions que par le premier coup de canon. Soyez sûrs que l'Autriche vous donnera toute satisfaction. Ce n'est point avoir un système politique que de se laisser ainsi entraîner par tous les événements. » La force de la vérité calma le gouvernement. L'empereur donna des satisfactions; les conférences de Seltz eurent lieu; mais cet incident retarda de quinze jours l'expédition d'Égypte.

§ V

Cependant Napoléon commençait à craindre qu'au milieu des orages que la marche incertaine du gouvernement et la nature des choses accumulaient

chaque jour, une entreprise en Orient fût devenue contraire aux vrais intérêts de la patrie. L'Europe, dit-il au Directoire, n'est rien moins que tranquille : le congrès de Rastadt ne se termine pas ; vous êtes obligés de garder vos troupes dans l'intérieur pour assurer les élections ; il vous en faut pour comprimer les départements de l'Ouest. Ne convient-il pas de contremander l'expédition, d'attendre des circonstances plus favorables ? »

Le Directoire alarmé, craignant qu'il ne voulût se mettre à la tête des affaires, n'en fut que plus ardent à presser l'expédition. Il ne sentait pas toutes les conséquences des changements qu'il avait faits dans le système politique depuis six mois. Selon lui, l'événement de la Suisse, loin d'affaiblir la France, lui donnait d'excellentes positions militaires et les troupes helvétiques pour auxiliaires ; l'affaire de Rome était terminée puisque le pontife était déjà à Florence et la République romaine proclamée ; l'affaire de Bernadotte ne devait plus avoir de suites, car l'empereur avait offert des réparations ; le moment était donc plus favorable que jamais d'attaquer l'Angleterre, ainsi qu'on l'avait médité, en Irlande et en Égypte. Napoléon offrit alors de laisser Desaix et Kléber ; leurs talents pouvaient devenir utiles à la France. Le Directoire les refusa ; il ne les appréciait pas. « La République, disait-il, n'en était pas à ces deux généraux près ; il s'en trouverait une foule pour faire triompher la patrie, si elle était en danger ; on manquerait plutôt de soldats que de généraux. »

Le gouvernement était sur un abîme qu'il n'apercevait pas. Ses affaires allaient mal ; il avait abusé de sa victoire de fructidor ; il avait eu le tort de ne pas rallier à la République tout ce qui, ne faisant pas partie de la faction de l'étranger, n'avait été qu'entraîné à sa suite. Il s'était ainsi privé de l'assistance et des talents d'un grand nombre d'individus qui, par ressentiment, se jetaient dans le parti opposé à la république, bien que leurs intérêts et leurs opinions les portassent naturellement vers cette forme de gouvernement. Le Directoire se trouvait contraint d'employer des hommes sans moralité : de là le mécontentement de l'opinion publique et la nécessité de maintenir un grand nombre de troupes au-dedans pour s'assurer des élections et contenir la Vendée. Il était facile de prévoir que les nouvelles élections amèneraient de grandes secousses. Le Directoire n'avait pas plus de système d'administration que de politique extérieure : il marchait au jour le jour entraîné par le caractère individuel des Directeurs ou par la nature vicieuse d'un gouvernement de cinq personnes. Il ne prévoyait rien et n'apercevait de difficultés que quand il était matériellement arrêté. Quand on lui disait : comment ferez-vous aux élections prochaines ? Nous y pourvoirons par une loi, répondait La Réveillère. La suite a fait voir de quelle nature était la loi qu'il méditait. Quand on lui disait : Pourquoi ne relevez-vous pas tous les amis de la république qui

n'ont été qu'égarés en fructidor? Pourquoi ne pas rappeler Carnot, Portalis, Dumolard, Muraire, etc. etc. afin de faire un faisceau contre les étrangers et les émigrés de tout ce qui a des lumières et des idées libérales? il ne répondait pas, il ne concevait pas ces sollicitudes; il se croyait populaire et assis sur un terrain solide.

Un parti composé des députés influents dans les deux conseils, les fructidoriens qui cherchaient un protecteur, les généraux les plus marquants et les plus éclairés, pressèrent longtemps Napoléon de faire un mouvement et de se mettre à la tête de la république. Il s'y refusa, le temps n'était pas arrivé, il ne se croyait pas assez populaire encore pour marcher seul; il avait sur l'art de gouverner et sur ce qu'il fallait à une grande nation des idées différentes de celles des hommes de la Révolution et des assemblées; il craignait de compromettre son caractère. Il se détermina à partir pour l'Égypte mais avec la résolution de reparaître dès que les circonstances viendraient à rendre sa présence nécessaire, comme déjà il l'entrevoyait. Pour qu'il fût maître de la France, il fallait que le Directoire éprouvât des revers en son absence, et que son retour rappelât la victoire sous nos drapeaux.

§ VI

Le gouvernement célébrait l'anniversaire de la mort de Louis XVI, et ce fut un grand objet de discussion entre le Directoire et les ministres de savoir si Napoléon devait assister à cette cérémonie. On craignait d'un côté que, s'il n'y allait pas, cela ne la dépopularisât; de l'autre que, s'il y allait, on n'oubliât le Directoire pour ne s'occuper que de lui. Néanmoins, on conclut que sa présence était exigée par la politique; un des ministres fut chargé de cette espèce de négociation. Napoléon qui eût voulu rester étranger à tous actes de ce genre, fit observer qu'il n'avait pas de fonctions publiques; qu'il n'avait personnellement rien à faire à cette prétendue fête qui, par sa nature, plaisait à fort peu de monde; qu'elle était des plus impolitiques; que l'événement qu'elle rappelait était une catastrophe et un malheur national; qu'il comprenait très bien qu'on célébrât le 14 juillet parce c'était une époque où le peuple avait conquis ses droits; mais qu'il aurait pu le conquérir, établir une république, sans se souiller du supplice d'un prince déclaré inviolable et non responsable par la constitution même; qu'il ne prétendait pas discuter si cela avait été utile ou nuisible, mais qu'il soutenait que c'était un incident malheureux; qu'on célébrait des fêtes nationales pour des victoires, mais qu'on pleurait sur les victoires restées sur le champ de bataille; que célébrer la mort d'un homme ne pouvait jamais être l'acte d'un gouvernement, mais celui d'une faction, d'un club de sang; qu'il ne concevait pas comment le

Directoire qui avait formé les Jacobins, les clubs d'anarchistes, qui aujourd'hui traitait avec tant de princes, ne sentait pas qu'une telle cérémonie faisait à la République beaucoup plus d'ennemis que d'amis, qu'elle éloignait au lieu de rapprocher, aigrissait au lieu d'adoucir, ébranlait au lieu d'affermir, qu'elle était indigne enfin du gouvernement d'une grande nation. Le négociateur mit en jeu tous ses moyens; il essaya de prouver que cette fête était juste, parce qu'elle était politique; qu'elle était politique car tous les pays et toutes les républiques avaient célébré comme un triomphe la chute du pouvoir absolu et le meurtre des tyrans; qu'ainsi Athènes avait toujours célébré la mort de Pisistrate, et Rome la chute des décemvirs; que d'ailleurs c'était une loi qui régissait le pays et que dès lors chacun lui devait soumission et obéissance; qu'enfin l'influence du général d'Italie sur l'opinion était telle, qu'il devait paraître à cette cérémonie; qu'autrement son absence pourrait blesser les intérêts de la chose publique. Après plusieurs pourparlers on trouva un *mezzo termine* : l'Institut se rendait à cette fête; il fut convenu que comme membre de l'Institut Napoléon marcherait avec les savants et suivrait la classe à laquelle il appartenait, remplissant ainsi un devoir de corps, ce qu'il ne considérait pas comme un acte volontaire. Cette affaire ainsi arrangée fut très agréable au Directoire. Cependant quand l'Institut entra à Saint-Sulpice, quelqu'un qui reconnut Napoléon l'ayant fait apercevoir, il n'y eut plus, dès cet instant, d'intérêt que pour lui. Ce que le Directoire avait craint lui arriva : il se trouva complètement éclipsé. Quand la cérémonie fut terminée, la multitude laissa le Directoire sortir tout seul; elle demeura pour celui qui avait voulu se perdre dans la foule, et fit retenir les airs de « Vive le général de l'armée d'Italie! » de sorte que cet événement ne fit qu'accroître le déplaisir des gouvernants.

Une autre circonstance mit Napoléon dans la nécessité de blâmer hautement la marche du Directoire. Au café Garchi, deux jeunes gens, sous prétexte de ralliement politique, dans la manière dont leurs cheveux étaient tressés, furent insultés, attaqués, assassinés. Ce meurtre avait été dirigé d'après les ordres du ministre de la Police Sotin, et exécuté par ses agents. Les circonstances étaient déjà telles, que Napoléon, quoique vivant dans une retraite profonde, autant qu'il le pouvait, était obligé néanmoins, pour sa propre sûreté, de porter une attention inquisitoriale sur des événements de cette nature. Il fit éclater son indignation. Le Directoire en fut effrayé, il chargea un de ses ministres de lui expliquer les motifs de sa conduite et lui fit dire « qu'un pareil événement était commun en temps de crise; que les moments de Révolution sortaient de la loi commune; qu'ici il devenait nécessaire d'imposer à la haute société et de réprimer la hardiesse des salons; qu'il était des genres de fautes que les tribunaux ne sauraient atteindre; qu'on ne pouvait sans doute approuver la lanterne de l'assemblée constituante, et que

cependant sans elle la Révolution n'eût jamais marché, qu'il est des maux qu'il faut tolérer, parce qu'il est des maux plus grands ». Napoléon répondit « qu'un pareil langage eût été tout au plus supportable avant fructidor lorsque les partis étaient en présence, et que l'on avait mis le Directoire plutôt dans le cas de se défendre que dans la situation d'administrer ; qu'alors peut-être cet acte eût pu s'excuser par la nécessité ; mais qu'aujourd'hui le Directoire se trouvant investi de toute la puissance, la loi ne rencontrant d'opposition nulle part, les citoyens étant tous sinon affectionnés du moins soumis, cette action devenait un crime atroce, un véritable outrage à la civilisation ; que partout où se prononçaient les mots de loi et de liberté, tous les citoyens devenaient solidaires les uns des autres ; qu'ici dans cette expédition de coupe-jarrets, chacun devait se trouver frappé de terreur, se demander où cela s'arrêterait ».

Ces raisons étaient trop plausibles pour avoir besoin d'être développées à un homme d'esprit et du caractère du ministre, mais il avait une mission, et cherchait à justifier une administration dont il ambitionnait de conserver la faveur et la confiance.

ÉGYPTE[a]

Chapitre 1

Chapitre[b]

Expédition d'Égypte

Napoléon était fort inquiet de sa position future. Il n'avait que vingt-neuf ans, il connaissait le funeste retour de l'engouement des Français. Pour une âme profondément sensible et incapable de distraction, telle que la sienne, vivre sans gloire dans un bel hôtel à Paris, après avoir été adoré par le peuple français, eût été une destinée pire que la mort.

Si l'on pensait à quelque projet sérieux sur le gouvernement de la République, on trouvait que le Directoire et la Constitution de l'an III n'avaient pas encore achevé de se discréditer. Il fallait pour cela de grands malheurs, évidemment amenés par l'impéritie du Directoire; et après ce qu'il venait de faire en Suisse et à Rome, on pouvait tout espérer de lui à cet égard.

On eût trouvé de l'ingratitude à Bonaparte de renverser un gouvernement auquel il devait un avancement rapide et une partie de sa gloire. Cette raison, elle seule, eût peut-être suffi pour faire tomber l'enguement dont il était l'objet; le peuple aimait à l'appeler « le jeune général » et ce mot jeune indiquait, aux yeux du vulgaire, l'absence de calcul dans sa conduite. C'est ainsi que, dans un autre genre, ce même vulgaire croit que La Fontaine a fait des choses sublimes sans y songer.

Si l'on étudiait l'histoire de la Révolution et les diverses passions qui, en 1798, animaient les citoyens âgés de plus de trente ans et les jeunes gens capables d'imprudence et d'action, il était facile de prévoir que les passions ne s'endormiraient pas dans la tranquillité. Un tel effet serait empêché :

1° par les agents de l'Angleterre.

2° par les agents du comte d'Artois (depuis Charles X).

3° par les agents du comte de Lille (depuis Louis XVIII).

Les deux premières classes emploieraient le crime, faux scrupule, pour amener la chute de la République.

Ou le Directoire attenterait à la liberté et se saisirait de la dictature, à

l'exemple du Comité de Salut public, et pour un tel rôle manquerait de courage non moins que de talent.

Ou bien il serait débordé par l'anarchie comme le Conseil exécutif de 1792.

Dans les deux hypothèses, l'Autriche avait des armées et l'Angleterre de l'or qui seraient employés, pour le malheur de la République, par M. Pitt et par le prince Charles, homme évidemment supérieur aux Directeurs, autant que le Conseil aulique de Vienne était supérieur à leur administration. La France avait quelques bons généraux; mais les Directeurs ne les aimaient pas et probablement ils ne commanderaient pas en chef.

Bonaparte devait donc attendre; le moment n'était pas venu; mais que faire en attendant?

La sottise d'aller en Égypte et d'exiler à huit cents lieues de la France son meilleur général et ses meilleures troupes.

Cette sottise, que je me permettrai d'appeler dynastique, étant également dans l'intérêt apparent du Directoire et dans celui du général, il sera permis de croire, jusqu'à la publication des *Mémoires* de MM. de Talleyrand et Maret, que l'exécution en fut également pressée par tous les deux. Il paraît, toutefois, que La Réveillère-Lepaux vit toute l'absurdité du projet et, comme il était honnête homme, il manifesta hautement son opinion.

Quoi, disait-il à Napoléon et à ses collègues, on va exposer trente ou quarante mille hommes des plus braves soldats de la France et son meilleur général aux hasards d'une bataille navale, et cela dans un moment où la paix n'est pas faite avec l'Autriche et l'Empire; au moment où la rive gauche du Rhin ne nous est pas assurée; au moment où nous avons à diriger une foule de républiques nouvelles, dont le voisinage alarme les rois, les nobles et les prêtres. Quel serait le chef-d'œuvre de la politique des cabinets étrangers? Ne serait-ce pas, si la chose était possible, d'engager la Porte à nous attaquer? Hé bien, c'est nous qui allons la chercher; c'est nous qui, de gaieté de cœur, opérons une diversion en faveur des rois etc. etc.

La puissante imagination de Napoléon répondait à ces raisons par des aperçus brillants : si l'on gardait le secret sur l'expédition, il serait facile d'échapper aux Anglais; que ferait à la France, qui avait eu huit cent mille hommes sous les armes et qui, encore aujourd'hui, était protégée par ses trois cent mille soldats, un détachement momentané de trente ou quarante mille hommes? Lui, Bonaparte, se chargerait d'enlever Malte, en passant; la Méditerranée serait désormais un lac français etc. etc. Le bon sens de La Réveillère ne se laissait pas éblouir, la dissension devint très vive; Bonaparte ne savait pas discuter avec des égaux; dans un moment d'impatience, il prononça le mot de *démission*.

« Je suis loin de vouloir qu'on vous la donne, répondit La Réveillère, en modérant la voix, mais si vous l'offrez, je suis d'avis qu'on l'accepte. »

Le jeune général ne prononça plus le mot de démission.

Il avait su inspirer l'enthousiasme le plus ardent à tout ce qui, en France, avait un peu d'imagination ; d'un autre côté, les prêtres et les nobles savamment ménagés par lui, en Italie, n'étaient point hostiles à sa gloire et le Directoire eût joué gros jeu en lui donnant sa démission, tout comme Napoléon, en cherchant à le renverser. Ces deux pouvoirs étaient en équilibre. Nous verrons plus tard qu'une sottise du général Bernadotte fut sur le point d'amener ce que la sagesse de La Reveillère ne vit pas ou n'osa pas.

Napoléon se livra à cette expédition, parce que, avec le peuple français, dont l'opinion n'est qu'une suite d'*engouements*, s'il eût passé six mois à Paris, sans rien faire de nouveau, il n'eût plus été qu'un homme ordinaire. Quant à la majorité des Directeurs, elle fut menée par l'intérêt dynastique le plus condamnable, c'est-à-dire le plus opposé à l'intérêt général.

Ainsi, tout est criminel dans le principe de l'expédition d'Égypte. Pour retrouver une étincelle de la noble et simple vertu des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, il faut chercher le cœur du général Desaix, que ne souilla jamais la moindre idée d'avantage personnel ou de vanité. Nous le verrons gagner des batailles dans la Haute-Égypte, contenir parfaitement le célèbre Mourad-Bey et mériter de la part des peuples le surnom de *Sultan juste*.

L'expédition d'Égypte, une fois arrêtée, le secret était la première précaution à prendre. Pour qu'il fût mieux gardé, on ne se servit de la plume d'aucun commis.

Merlin (de Douai), président du Directoire, écrivit de sa main l'ordre de faire les préparatifs et cet ordre ne s'expliquait pas sur le but de l'entreprise. On accorda à Bonaparte l'autorisation d'emmener trente-six mille hommes de son armée d'Italie, un certain nombre de généraux et d'officiers, à son choix, des savants, des ingénieurs, des géographes, des ouvriers, etc.

On mit à sa disposition l'escadre du contre-amiral Brueys, renforcée d'une partie des vaisseaux restés à Toulon ; ordre fut donné à la trésorerie de payer à son ordre un million et demi par décade (quatre millions et demi par mois) ; on lui donna trois millions, sur les huit ou dix trouvés dans le trésor de Berne.

Le secret[c] fut renfermé entre Bonaparte et les cinq Directeurs ; l'armée, réunie sur les bords de la Méditerranée, fut nommé *aile gauche de l'armée d'Angleterre.*

Bonaparte forma, sans délai, une commission chargée de parcourir les ports de la Méditerranée et d'y préparer tous les moyens de transport. Cette commission ignorait, comme tout le monde, le but de l'armement.

Par son activité étonnante et plus encore par l'engouement dont il était l'objet, Bonaparte parvint à vaincre la lenteur et l'insouciance ordinaire des

bureaux. On le voyait, sans cesse, courir chez les ministres de la Guerre, de la Marine et, de là, à la Trésorerie; avait-il besoin d'une autorité supérieure, il courait au Luxembourg, pénétrait chez les Directeurs et se faisait donner la signature nécessaire. Sa correspondance particulière fut immense et rapide; dans cette première époque de son expédition, il fit preuve d'un talent nouveau : il fut réellement le ministre de l'Égypte.

Les détachements de l'armée d'Italie qui rentraient en France, furent dirigés sur Gênes et Toulon; la division qui avait marché sur Rome fut donnée à Desaix et s'embarqua à Civita-Vecchia; la commission avait naulisé quatre cents navires du commerce dans tous les ports d'Italie; Napoléon fit choisir deux mille cinq cents cavaliers; ils s'embarquèrent avec leurs selles et leurs harnais; mais on ne prit que trois cents chevaux; on comptait sur ceux des Mamelucks.

Il fit prendre à la *Propagande*, à Rome, des imprimeries grecques et arabes; il emmena une centaine des hommes les plus distingués de la France. Tous s'embarquaient avec joie et tous, ou du moins la plupart, sans savoir où ils allaient.

Au moment présent, où est la nation, où est l'homme qui pourrait renouveler un tel miracle?

Monge, Berthollet, Fourier, Dolomieu, Desgenettes, Dubois, Larey, Costaz étaient de l'expédition; Bonaparte se donna la peine de séduire chacun d'eux.

Kléber, esprit impétueux, indompté, dédaignant les usages de la société, était à Chaillot, boudant le gouvernement, selon sa coutume, et ne voulant rien lui demander. Mais il allait voir quelquefois celui qu'il appelait le plus grand général de la République. Bonaparte lui proposa de le suivre; Kléber accepta.

« Mais, dit-il, les avocats le voudront-ils? »

Bonaparte se chargea de lever tous les obstacles.

« Eh bien, lui dit Kléber, si vous jetez un brûlot dans la Tamise, mettez-y Kléber et vous verrez ce qu'il sait faire. »

A ces noms de Desaix et de Kléber, si connus dans l'armée, Bonaparte en ajouta d'autres, choisis, ce me semble, selon l'intérêt dynastique plus que pour leur mérite.

Le général Menou, dont Bonaparte avait vu l'extrême inhabileté au 13 vendémiaire, dans la rue Vivienne, et qui plus tard, perdit l'Égypte; Vaubois, qu'il avait blâmé dans le Tyrol, Dugua, Bon, Reynier, Belliard, Baraguey-d'Hilliers, Dommartin, excellent général d'artillerie. Il paraît que Napoléon comptait sur Lannes et Murat, qui faisaient partie de son état-major particulier. Le philosophe Caffarelli-Dufalga, qui avait perdu une jambe à l'armée du Rhin, commandait le génie. Le faible, mais commode Berthier

devait être le chef d'état-major; retenu par cette passion pour Madame Visconti, qui fut le seul intérêt de sa vie et qui impatientait si fort Bonaparte, il essaya d'abandonner l'homme qui avait fait sa fortune; puis, il fut honteux, s'excusa et courut s'embarquer à Toulon.

Brueys commandait l'escadre, Duchayla, Decrès et ce malheureux Villeneuve étaient les contre-amiraux. Deux hommes de moins dans cette expédition, Villeneuve et Menou, et l'Orient serait peut-être civilisé à l'heure qu'il est. Joubert, Gouvion Saint-Cyr, Ney, Championnet, Richepanse et tant d'autres hommes supérieurs, ne furent pas choisis. Si Napoléon eût deviné où trouver, dans la marine, un bailli de Sustren, il eût probablement marché sur les traces de Gengiskan.

Où va Bonaparte, se demandait-on en Angleterre, en Allemagne, en France? on formait des conjectures de toute espèce.

Il va, disaient les uns, dans la mer Noire rendre la Crimée à la Porte. Il va dans l'Inde secourir le sultan Tippoo-Saeb, disaient les autres; quelques-uns qui approchaient du but soutenaient qu'on allait percer l'isthme de Suez, ou bien débarquer sur les bords de l'isthme; se rembarquer sur la mer rouge et attaquer l'Inde anglaise.

Les militaires s'arrêtaient à une combinaison plus profonde. Bonaparte, avec son escadre, viendrait traverser le détroit de Gibraltar, attaquer l'amiral Saint-Vincent qui bloquait Cadix, débloquer l'escadre espagnole et la conduire à Brest, où aurait lieu la jonction si désirée de toutes les marines du continent. L'expédition de la Méditerranée ne s'appelait-elle pas l'aile gauche de l'armée d'Angleterre?

Cette dernière conjecture, la plus raisonnable, fut justement celle à laquelle s'arrêta le célèbre Pitt, chef du cabinet anglais. Ce n'est pas une petite gloire à Napoléon d'être parvenu à tromper des hommes si judicieux, qui avaient tant d'agents sur le continent et qui, en France, pouvaient compter sur le parti royaliste. Le secret de l'expédition d'Égypte est peut-être le seul que les Français soient jamais parvenus à garder.

L'épouvante fut si grande à Londres, que Sheridan se réunit à Pitt. On fit des efforts extraordinaires et l'on parvint à renforcer de dix vaisseaux, l'escadre de Lord Saint Vincent : on voulait le mettre à même de bien fermer le détroit vers lequel on supposait qu'allait se diriger Bonaparte.

On dit toutefois que l'exécution en fut également pressée par tous les deux. Quant à l'invention[d] il paraît que Napoléon, se trouvant encore au château de Passeriano, avait écrit à ce sujet à M. de Talleyrand et demandé communication de mémoires fort bien faits envoyés par le dernier consul de France en Égypte*. Ces mémoires détaillaient les injures faites au commerce

* M. de Magallon.

français par les vingt-quatre beys qui gouvernaient l'Égypte, ainsi que l'époque convenable pour le débarquement d'une armée conquérante.

Pour diminuer leur embarras à l'égard de l'opinion publique, les Directeurs avaient nommé Bonaparte général en chef de l'armée d'Angleterre, titre assez ridicule; car tout ce que la France pouvait faire dans sa pénurie de marine dans les ports de la Manche, c'eût été d'aller jeter en Irlande vingt ou trente mille hommes.

Au milieu des bruits les plus contradictoires qui couraient sur l'Inde anglaise, laquelle donne au ministère le moyen de placer tous les fils cadets des bonnes familles, et d'exercer une armée, une seule chose était certaine, c'est que Tippoo-Saeb, chef de l'Empire de Myzore, avait proposé à Louis XVI, en 1788, de chasser les Anglais de l'Inde. Il ne demandait, pour cela, qu'un secours de huit mille hommes et quelques centaines d'officiers pour former ses troupes. Les Anglais avaient sévèrement puni Tippoo en 1792. Ce prince, ne respirant que la vengeance, était l'ami des Français. Un corsaire nommé Rippaud, jeté sur la côte de Mangalore et amené à Tippoo-Saeb, lui ayant appris les victoires des armées républicaines en Europe, réveilla en lui l'espoir d'être secouru par les Français; aussitôt il envoya une ambassade à l'île de France, avec un projet fort raisonnable; le gouverneur Malartic ne comprit nullement la chance inespérée qui s'offrait à la France; il envoya à Tippoo-Saeb une trentaine de sous-officiers et d'artilleurs mal choisis, qui décréditèrent l'uniforme français par leurs extravagances révolutionnaires et servirent de prétexte aux Anglais pour assaillir le malheureux Tippoo; il était évident que mille Français employés à former son armée valaient mieux pour la République que trente mille hommes débarqués en Irlande (on fait ce que le général Allard a fait des troupes de Runjet); mais ce malheureux Directoire était incapable de gouverner et surtout de comprendre un homme supérieur tel qu'était Tippoo. Les forces que les Anglais pouvaient lui opposer, s'élevaient à vingt-cinq mille Européens et soixante mille Cipayes, bien organisés.

L'expédition d'Égypte avait trois buts.

1° d'établir sur le Nil une colonie française qui, sans esclaves, pût tenir lieu de Saint Domingue et de toutes les îles à sucre,

2° d'ouvrir de nouveaux débouchés à nos soieries, à nos draps, à nos toiles, dans l'Arabie, la Syrie et l'Afrique, lesquelles nous avaient payé avec du café et avec leurs autres productions,

3° enfin, de partir de l'Egypte pour porter une armée de cinquante mille hommes sur l'Indus et soulever les Marattes et autres ennemis des Anglais. Cette armée composée de vingt-cinq mille Français et de vingt-cinq mille Arabes ou Égyptiens, accoutumés au climat des tropiques, pouvait être transportée par dix mille chevaux et dix mille chameaux portant des vivres pour

cinquante jours, de l'eau pour cinq et cent pièces de canon de campagne, avec leur approvisionnement. Cette armée mettrait quatre mois pour arriver sur l'Indus. Le désert cesse d'être un obstacle pour une armée qui a des chameaux et des dromadaires en abondance.

Une telle expédition, si elle réussissait, pouvait augmenter la gloire de Napoléon et peut-être lui donner l'occasion de former pour lui un empire indépendant, ce qui eût délivré le Directoire d'une rivalité terrible et donné un lieu de déportation volontaire pour toutes les mauvaises têtes de France.

A la vérité, l'Égypte était tributaire de la Porte, alliée de la France; mais vingt-quatre beys, ayant chacun à leur solde trois ou quatre cents esclaves nommés Mamelucks, étaient les vrais maîtres du pays et se moquaient fort des ordres du grand seigneur. Le Divan était tout occupé de la guerre contre Raswan-Oglou et contre les Wechabites (espèce de chismatiques, qui faisaient une guerre comparable à celle de Luther). A la rigueur, les Français pouvaient payer à la Porte le même tribut que les Mamelucks, un négociateur habile pouvait tout arranger à Constantinople et M. de Talleyrand promit de se charger de cette négociation.

Afin de détourner l'attention de l'ennemi des ports de la Méditerranée, où tout était en pleine activité, le général en chef de l'armée d'Angleterre fit l'inspection des ports de la Manche, avec une sorte de mystère, très propre à effrayer le vulgaire, en Angleterre. Napoléon fut frappé de la nécessité de terminer les travaux de Cherbourg et de la beauté de la position maritime d'Anvers. L'horizon politique se rembrunissait, à la vérité; l'Autriche, la Bavière et la Prusse s'emparaient des États des princes ecclésiastiques, ce qui s'appelle séculariser. Mais il était évident que l'invasion de la Suisse, ainsi que la formation des républiques romaines et liguriennes, avait déchiré le traité de Campo-Formio. L'Angleterre, trop alarmée de la descente, cherchait à former une nouvelle coalition[e]. Bernadotte, ambassadeur à Vienne, eut l'imprudence abominable et apparemment calculée de sa part, d'arborer le drapeau tricolore sur son hôtel; il célébrait ainsi l'anniversaire d'une bataille gagnée sur les Autrichiens. La populace s'irrita, l'hôtel de l'ambassade fut envahi, le drapeau tricolore arraché et brûlé, Bernadotte quitta Vienne le lendemain. Les petits hommes qui étaient au Directoire voulurent déclarer la guerre, crurent qu'on la leur déclarait. Bonaparte leur fit comprendre que Bernadotte n'entendait rien au métier d'ambassadeur et que si l'Autriche voulait la guerre elle eût évité un éclat pour gagner le temps de s'y préparer. Peu après, Napoléon se ravisa; il voulut différer son départ pour l'Égypte; le Directoire, qui avait reçu une satisfaction convenable pour l'affaire de Bernadotte, insista; il eut un moment d'énergie et se voyant perdu si Napoléon ne partait pas, il menaça de le faire arrêter; c'est ce qu'il n'eût pas manqué de faire, s'il eût eu

un peu de machiavélisme que les pamphlets du temps lui reprochaient bien à tort : il n'avait que de l'incapacité.

Le Directoire fit un pont d'or à l'ennemi qui fuyait. Napoléon obtint tout ce qu'il demanda et, grâce à son génie, jamais préparatifs si formidables ne furent mieux déguisés.

Napoléon arriva à Toulon le 10 mai 1798. Il parla en ces termes à son armée :

Départ pour l'Égypte

C'était l'ancienne armée d'Italie; elle était riche, couverte de gloire sa fortune était faite; il fallut toute la passion que lui inspirait son général pour la décider à s'embarquer et à courir vers une destination inconnue. Bonaparte profita de ce premier moment d'attendrissement, s'il est permis de parler ainsi; il voulut fournir à leur conversation et leur adressa la proclamation suivante :

« Soldats
Vous êtes une des ailes les plus lointaines[1]... »

Les choses en étaient à ce point, lorsque le 14 avril 1798 on voulut célébrer à Vienne l'armement des volontaires impériaux, ces bourgeois généreux qui, l'année précédente, étaient venus se faire tuer à Rivoli et à la Favorite.

Le général Bernadotte eut l'idée baroque[f] ou bien la profonde politique personnelle de vouloir s'opposer à cette fête. Il prétendit que c'était une insulte pour la France. Le vieux ministre Tugut répondit, avec raison, qu'il était le maître chez lui, que la France était libre de célébrer les victoires, mais qu'il était libre aussi de célébrer le dévouement de ses sujets.

Bernadotte veut répondre à une fête par une autre, il trouve l'anniversaire d'une des victoires de l'armée d'Italie et arbore à sa porte le drapeau tricolore avec les mots *Égalité, Liberté*; le bon peuple de Vienne adore son Empereur et est enthousiaste du despotisme; il s'indigne de ces mots égalité, liberté, se précipite sur le palais de l'ambassade de France, casse les vitres, brise les meubles etc. On a dit que cette populace était excitée par des émissaires de l'ambassadeur d'Angleterre. Ce qui est fort probable, c'est que le ministère autrichien fut étranger à cette violation du droit des gens; il envoya un secours d'hommes de police au général Bernadotte, lequel joua la colère, demanda ses passeports et partit pour Rastadt.

Les bourgeois qui gouvernaient la France virent dans ce hasard malheureux toute une rupture; ils se hâtèrent d'appeler le général Bonaparte

au Luxembourg; il leur dit avec son bon sens ordinaire : le Cabinet autrichien n'est pas préparé aux hostilités, ses peuples sont trop fatigués, ses moyens trop faibles etc. d'ailleurs, s'il voulait la guerre, il protesterait de son amitié pour vous etc. etc. Ces raisons ne calmèrent point le Directoire, il donna contrordre à Napoléon et voulut même le faire partir pour Rastadt. Si le cabinet de Vienne eût écouté un peu plus la vanité morose et lente qui fait le caractère de l'administration de ce pays, la France était sauvée de l'expédition d'Égypte et l'année suivante l'armée ne fût pas tombée sous le joug de l'Autriche.

Mais l'empereur François parut retirer sa confiance au ministre Tugut; sur-le-champ, il fit écrire au Directoire qu'il allait envoyer un ministre à Paris et, qu'en outre, M. de Cobentzel se rendrait dans un lieu fixé par le Directoire pour s'expliquer avec un envoyé de France sur l'événement de Vienne.

Départ pour Toulon

Au moment où Bonaparte partit pour Toulon, il y eut quelques intrigues au sujet desquelles on raconte plusieurs anecdotes. Elles me semblent peu importantes et peu vérifiées; on les trouvera probablement dans les mémoires de M. de Talleyrand et si ces mémoires sont publiés avant la mort des contemporains, en situation de les contredire, ils doivent, sans doute, faire foi pour les choses d'intrigue. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'immédiatement après l'embarquement de Napoléon, M. de Talleyrand devait partir pour Constantinople, à l'effet de persuader au Divan que la France attaquait les Mamelucks qui avaient secoué le joug de la Porte et était bien éloigné de vouloir faire la guerre à cette dernière. Ce départ, qui eût été si utile, n'eut pas lieu et nous verrons plus tard la Porte envoyer une armée en Égypte. M. de Talleyrand eût été fort utile à Constantinople; mais y eût-il été utile à lui-même?

Ce fut le 9 mai 1798 que Napoléon arriva à Toulon; sa présence enthousiasma cette armée qui, depuis huit mois, était séparée de son général. Elle commençait à murmurer, craignant qu'il ne fût pas à la tête de l'expédition[g].

Le 19, il mit à la voile avec treize vaisseaux de ligne, six frégates et des bâtiments de transport qui portaient vingt-cinq mille hommes de débarquement. Il fut joint à la mer par des escadres sorties de Bastia, de Gênes et Civita-Vecchia, portant sept à huit mille hommes; la division partie de Civita-Vecchia était commandée par Desaix qui avait voulu suivre Napoléon en Orient. Le 9 juin, la flotte arriva devant Malte. Le siège de La Valette, place très forte, eût exigé plusieurs mois pendant lesquels il était clair que les Anglais surviendraient et probablement détruiraient la flotte française. Par

bonheur pour la République, le gouvernement de Malte n'était pas moins dégénéré que les autres aristocraties de l'Europe. Au lieu de se battre, ou seulement de fermer les portes de la ville, il se rendit honteusement.

Le général Caffarelli-Dufalga, chargé de reconnaître les admirables fortifications de la ville, dit au général en chef qu'il était bien heureux qu'il se fût trouvé quelqu'un pour en ouvrir les portes, tant il eût été difficile à l'armée de passer un si grand nombre de fossés et d'escalader des remparts aussi élevés.

Le cabinet de Saint James[2] avait entièrement pris le change; il crut que la flotte de Toulon passerait le détroit et opérerait sa jonction avec la flotte espagnole à Cadix; qu'elles arriveraient ensemble devant Brest et conduiraient une armée en Angleterre et une en Irlande.

L'Amirauté anglaise équipa, en toute hâte, une nouvelle escadre et dut se servir d'assez mauvais vaisseaux.

Aussitôt qu'elle apprit que Napoléon était parti de Toulon, elle expédia l'amiral Roger, avec dix vaisseaux de guerre, pour renforcer l'escadre anglaise devant Cadix. Par ce renfort, l'amiral Lord Saint Vincent se trouva avoir vingt-huit vaisseaux. Une autre escadre, d'égale force, était devant Brest.

L'amiral Saint Vincent tenait dans la Méditerranée une escadre légère de trois vaisseaux, qui croisaient entre les côtes d'Espagne, de Provence et de Sardaigne afin de recueillir des renseignements et de surveiller cette mer. Le 24 mai, c'est-à-dire cinq jours après le départ de la flotte de Toulon, l'amiral Saint Vincent détacha dix vaisseaux devant Cadix et les envoya dans la Méditerranée, avec ordre de se réunir à ceux que commandait le brave Nelson, qui aurait ainsi une flotte de treize vaisseaux pour bloquer Toulon, ou pour suivre l'escadre française, si elle était sortie. Lord Saint Vincent resta devant Cadix, avec dix-huit vaisseaux, pour surveiller la flotte espagnole et dans la crainte surtout que celle de Toulon n'échappât à Nelson et ne passât le détroit.

Dans les instructions que Lord Saint Vincent envoyait à Nelson et qui ont été imprimées, on voit qu'il avait tout prévu, excepté une expédition contre l'Égypte. Les cas où la flotte française irait soit au Brésil, soit dans la mer Noire, soit à Constantinople, étaient indiqués. On voit que Lord Saint Vincent était préoccupé des cent mille Français qui campaient sur les côtes de l'Océan. Il y a beaucoup de hasards à la mer, un de ces hasards, à la vérité, bien peu probable, pouvait jeter ces cent mille hommes en Angleterre, ce qui produisait en ce pays des mouvements et des alarmes continuels. Qu'était-ce, en comparaison, qu'une expédition sur l'Égypte?

Nelson avec les trois vaisseaux que Lord Saint Vincent lui avait confiés, croisait entre la Corse, la Provence et l'Espagne, lorsque, dans la nuit du 19 mai, il essuya un coup de vent qui endommagea ses vaisseaux et démâta

celui qu'il montait. Il fut obligé de se faire remorquer et gagna la rade des îles Saint-Pierre, où il répara ses avaries; on a vu que, dans cette même nuit du 19, l'escadre française appareilla de Toulon. Le 1er juin, Nelson, ayant été joint par les dix vaisseaux de Lord Saint Vincent et commandant ainsi une escadre de treize vaisseaux, croisait devant Toulon; il ignorait alors que l'escadre française en fut sortie; il est étonnant que quelque royaliste ne lui ait pas fait des signaux de la côte. Dans son incertitude, le 1er juin, Nelson alla reconnaître la rade de Tagliamone, en Toscane, où il supposait que pourrait être le rendez-vous de l'expédition française; il parut le 20 devant Naples. Là, il apprit du gouvernement que l'escadre française avait débarqué à Malte et que l'ambassadeur de la République Garat avait laissé entendre que l'expédition était destinée pour l'Égypte.

Averti par cette indiscrétion, il se dirigea sur Alexandrie, où il arriva le 29 juillet.

La première nouvelle de l'existence d'une escadre anglaise dans la Méditerranée fut donnée à l'escadre française, à la hauteur du cap Bonara (Corse), par un bâtiment qu'elle rencontra. Le 25 juillet, comme l'escadre reconnaissait les côtes de Candie, elle fut jointe par la frégate *La Justice* qui venait de croiser devant Naples et qui donna la nouvelle positive de l'existence d'une escadre anglaise dans ces parages. Napoléon qui commandait en chef la flotte, comme l'armée, ordonna alors qu'au lieu de se diriger directement sur Alexandrie, on manœuvrât sur l'Afrique, de façon à approcher le cap d'Azé, qui est à vingt-cinq lieues d'Alexandrie; on ne se présenterait devant cette ville que lorsqu'on en aurait reçu des nouvelles; le 29, on signala la côte d'Afrique et le cap d'Azé.

Nelson arrivait alors devant Alexandrie; n'y ayant appris aucune nouvelle de l'escadre française, il se dirigea sur Rhodes. Il parcourut ensuite les îles de l'Archipel, vint reconnaître l'entrée de l'Adriatique et fut obligé de mouiller le 18 à Syracuse, pour s'approvisionner d'eau; il n'avait encore acquis aucun renseignement sur la marche de Napoléon, ce qui paraît maladroit; il devait envoyer des bâtiments légers dans tous les sens. Il vint mouiller le 28 juillet au cap Coron, à l'extrémité de la Morée. Ce ne fut que là qu'il apprit que l'armée française avait débarqué en Égypte depuis un mois; il supposa que l'escadre française avait déjà fait son retour sur Toulon; toutefois, il se dirigea sur Alexandrie, afin de pouvoir rendre un compte positif à son gouvernement et laisser devant ce port les forces nécessaires pour le bloquer.

On voit que pendant cette traversée, où l'armée française eut tous les bonheurs, les deux escadres ennemies étaient composées chacune de treize vaisseaux. Mais l'escadre française avait à escorter un convoi de plusieurs centaines de voiles. Profitant du grand nombre de bâtiments légers qu'elle avait,

l'escadre s'éclairait très au loin, de sorte que le convoi n'avait rien à craindre et pouvait, aussitôt qu'on aurait reconnu l'ennemi, prendre la position la plus convenable pour rester éloigné du combat.

L'hypothèse d'une rencontre avec les Anglais était l'objet de toutes les conversations sur la flotte française. En cas de combat, les capitaines de vaisseaux avaient l'ordre de considérer comme signal permanent celui d'attaquer l'ennemi et de soutenir leur voisin. On eût dit que Napoléon prévoyait l'étrange conduite de l'amiral Villeneuve à la bataille d'Aboukir.

Pendant la traversée, chaque vaisseau français avait à son bord cinq cents vieux soldats français de l'armée d'Italie, parmi lesquels une compagnie d'artillerie de terre. Depuis un mois qu'on était embarqué on avait deux fois par jour exercé les troupes de passage à la manœuvre du canon. Sur chaque vaisseau de guerre il y avait des généraux qui avaient du caractère, l'habitude du feu et étaient accoutumés aux chances de la guerre.

L'escadre française reçut l'ordre d'entrer à Alexandrie ; elle était nécessaire à l'armée et aux projets ultérieurs du général en chef. Les pilotes turcs déclarèrent qu'ils ne pouvaient faire entrer des vaisseaux de 74 et à plus forte raison de quatre-vingts canons, dans le port vieux.

Ce mot décida du sort de l'expédition.

Les vaisseaux de 64 et les frégates entrèrent sans difficulté ; mais l'amiral et plusieurs officiers de marine persistèrent à penser qu'il fallait faire une nouvelle vérification avant d'y exposer toutes l'escadre.

Comme les vaisseaux de guerre avaient à bord l'artillerie et les munitions de l'armée et que la brise était assez forte, l'amiral proposa de tout débarquer à Aboukir, déclarant que trente-six heures suffiraient pour cela, tandis qu'il lui faudrait cinq à six jours pour faire cette opération en restant à la voile.

Napoléon en partant d'Alexandrie pour marcher à la rencontre des Mamelucks réitéra l'ordre d'entrer dans le port d'Alexandrie et, dans le cas où il le croirait impossible, de se rendre à Corfou. Là, il recevrait de Constantinople des ordres du ministre français Talleyrand. Si ces ordres tardaient trop à lui arriver, l'amiral se rendrait à Toulon.

Il faut s'arrêter un instant sur cette prétendue impossibilité pour l'escadre d'entrer dans le port vieux d'Alexandrie. Il fut reconnu qu'un vaisseau tirant vingt et un pieds d'eau pouvait entrer sans danger. Ceux de 74 qui tirent vingt-trois pieds n'auraient donc été obligés que de s'alléger de deux pieds ; les vaisseaux de 80 tirant vingt-quatre pieds et demi se feraient alléger de trois pieds et demi ; et enfin le vaisseau à trois ponts tirant vingt-sept pieds aurait dû s'alléger de six pieds.

Ces allégements pouvaient avoir lieu soit en jetant l'eau à la mer, soit en diminuant l'artillerie. Quelques officiers de marine proposèrent ce moyen à

l'amiral Brueys. Brueys répondit que si tous les treize vaisseaux étaient de 74, il aurait recours à cet expédient, mais qu'ayant un vaisseau de cent vingt canons et trois de 80, il courait une chance, une fois entré dans le port, de n'en pouvoir plus sortir et d'être bloqué par une escadre de huit ou neuf vaisseaux anglais, puisqu'il lui serait impossible d'installer les trois vaisseaux de 80 et *L'Orient* de manière à ce qu'ils pussent combattre, étant réduits au tirant d'eau qui leur permettrait de traverser les passes. On pouvait répondre que les vents qui règnent dans ces parages rendaient impossible un blocus rigoureux. On pouvait d'ailleurs construire à Alexandrie quatre demi-chameaux propres à faire gagner deux pieds aux vaisseaux de 80, et quatre à celui de 120.

Mais les communications ayant été interceptées pendant un mois jusqu'à la prise du Caire entre l'armée et la flotte, Brueys ne reçut point de Napoléon de nouveaux ordres qui l'auraient décidé à suivre ceux qu'il avait déjà. Il s'embossa dans la rade d'Aboukir. On varie beaucoup sur les causes qui portèrent ce brave homme à ne pas suivre les ordres qu'il avait reçus, et à s'obstiner à rester dans cette mauvaise rade. Brueys était fort attaché au général en chef; les communications avaient été interceptées et comme c'est l'ordinaire en pareille circonstance, les bruits les plus fâcheux couraient sur les derrières de l'armée. Cependant l'amiral Brueys avait eu connaissance par les gens du pays de la victoire des Pyramides et de l'entrée triomphante des Français au Caire le 29 juillet; il paraît qu'alors, ayant attendu un mois, il voulut sacrifier encore quelques jours pour avoir des nouvelles directes du général en chef.

Mais ces motifs de sentiment ne devraient point contrebalancer des ordres; il n'est permis d'écouter le sentiment que lorsque l'on n'expose que sa seule personne. Cette faiblesse de Brueys, l'étourderie, le désordre et le manque de prudence, que nous verrons éclater dans le récit de la funeste bataille d'Aboukir, prouvent que le caractère français est peu propre aux entreprises maritimes et à la colonisation. Si la flotte française eût été commandée par des officiers appartenant à l'Amérique du Nord, la bataille n'aurait pas eu lieu.

Nous allons maintenant suivre l'armée française jusqu'au Caire, nous parlerons ensuite de la bataille d'Aboukir.

Le débarquement fut commencé dans la nuit du 30 juin au mouillage de Marabout, au couchant d'Alexandrie; le lendemain, Napoléon marcha sur cette ville.

Une colonne suivit la plage de Marabout et attaqua la ville du côté du port neuf; deux autres la tournèrent et vinrent l'assaillir du côté de la colonne de Pompée et de la porte de Rosette : une population nombreuse garnissait les murs et les tours de la ville des Arabes. L'artillerie des Français n'était pas encore débarquée, cependant, ils enlevèrent d'assaut cette première enceinte; la nouvelle ville et les forts capitulèrent le même jour. C'était un grand point;

le débarquement continua sans obstacle. L'armée forte de trente mille hommes était partagée en cinq divisions aux ordres des généraux Kléber, Desaix, Reynier, Bon et Menou ; on voit que Napoléon n'avait emmené ni Masséna, ni Joubert. On assure qu'il proposa au Directoire de laisser en Europe Kléber et Desaix, ce que le Directoire refusa. Napoléon avait trois mille hommes de cavalerie mais seulement trois cents chevaux ; on comptait en trouver dans le pays.

Le succès ne pouvait se trouver que dans la rapidité des opérations et nul plus que Napoléon ne savait agir plus rapidement à la guerre. Pour ne pas donner le temps aux Mamelucks de concerter leurs moyens de défense il fallait brusquer la conquête de l'Égypte. L'élite de leurs forces se composait de la meilleure cavalerie du monde. L'infanterie ne consistait qu'en milice hors d'état de se mesurer avec les soldats de l'armée d'Italie.

Les croisés n'avaient pas pu conquérir l'Égypte.

1° Parce qu'ils faisaient une guerre de religion, et l'armée française était indifférente à tous les cultes.

2° Ils s'attaquaient à une religion jeune encore dont chaque sectateur était soldat né. Maintenant la population musulmane était divisée ; les Mamelucks étaient en état de demi-révolte contre la Porte et les Français devaient arriver comme amis de la Porte ; ce prétexte pouvait gagner les musulmans paisibles que l'administration violente d'une horde guerrière rendait fort malheureux.

Saint Louis avait mis quatre mois à aller au Caire et s'y était oublié ; Napoléon voulait y aller en quinze jours et en partir aussitôt pour achever sa tâche.

Le 6 juillet 1798, il sortit d'Alexandrie et se dirigea à travers le désert sur Rahmanié. La division Kléber passa par Rosette dont elle s'empara et rejoignit l'armée à Rahmanié. Avant d'y arriver les Français eurent leur premier engagement avec les Mamelucks dont un parti fut repoussé par Desaix qui commandait l'avant-garde ; l'armée continua sa route vers Le Caire en remontant le Nil.

Le 13 juillet, l'armée rencontra Mourad-Bey, le plus courageux des chefs Mamelucks ; il était posté avec quatre mille chevaux près du village de Cherbreiss et avait son flanc droit couvert par une flottille.

L'armée admira cette cavalerie de l'Orient ; rien n'égale la beauté du coup d'œil qu'elle présente ; les formes élégantes des chevaux arabes sont relevées par le plus riche harnachement. On admirait l'air martial des cavaliers, la bigarrure brillante de leur costume, les superbes turbans enrichis d'aigrettes de leurs officiers ; on ne pouvait douter du courage de ces troupes. Le plus simple Mameluck peut devenir officier et même bey ou souverain ; achetés à l'âge de sept ou huit ans dans des pays éloignés, ils ne connaissent point de famille ; la bravoure personnelle des Mamelucks ne connaît pas de limites et toutefois ils

ne peuvent pas résister à l'art de la guerre tel que les Européens l'ont perfectionné.

On frémit quand on observe sur une carte géographique le peu d'espace qu'occupent les peuples réellement civilisés; on se demande si un Gen Giskan, un Tamerlan, ne pourrait point détruire la civilisation et réduire la France, par exemple, à l'état où se trouve aujourd'hui la Moldavie, la Valachie ou la Grèce. L'exemple des Mamelucks, dont la bravoure ne peut être surpassée, montre que rien n'est à craindre à cet égard.

On pourrait redouter les invasions d'un peuple resté barbare et dirigé par un gouvernement civilisé mais ce danger ne serait que passager; les Barbares ont autant de vanité que nous; par ce motif seul ils se rapprocheraient bientôt des institutions anglaises ou française.

La vue des quatre mille Mamelucks forma pour l'armée française un spectacle aussi intéressant qu'il était nouveau; le combat s'engagea entre les deux flottilles. Celle des Mamelucks attaqua la française qui côtoyait la marche de l'armée en remontant le Nil. Pour la dégager, Napoléon se porta contre Mourad-Bey. Il adopta l'ordre de bataille dont les Russes se servent d'ordinaire dans leurs guerres contre les Turcs : chacune des divisions françaises forma un grand carré au milieu desquels on plaça les équipages et le peu de cavalerie qu'on avait. Ces carrés disposés en échelons se flanquaient réciproquement; les Mamelucks étonnés de cette disposition se présentèrent de tous les côtés mais furent repoussés par le feu de l'artillerie qui garnissait les carrés; ils se replièrent vers le Caire.

Le soir du combat de Cherbreiss (13 juillet 1798), l'armée française alla coucher à Chabour. Cette journée était très forte : on marcha en ordre de bataille et au pas accéléré dans l'espérance de couper quelques bâtiments de la flottille ennemie. En effet les Mamelucks furent contraints d'en brûler plusieurs.

L'armée bivouaqua à Chabour sous de beaux sycomores et trouva des champs pleins de pastèques, espèce de melons d'eau qui forment une nourriture saine et rafraîchissante. Jusqu'au Caire l'armée en rencontra constamment et le soldat exprimait combien ce fruit lui était agréable en le nommant à l'exemple des anciens Égyptiens « sainte pastèque ».

Le lendemain, l'armée se mit en marche fort tard; on s'était procuré quelques quintaux de viande qu'il fallut distribuer. On attendit la flottille qui ne pouvait remonter le courant du Nil avant que le vent du Nord fût levé. Le jour suivant on arriva à Alkam. Le général Zayoncheck reçut l'ordre de mettre pied à terre sur la rive droite avec toute la cavalerie démontée et de se porter sur Menouf et à la pointe du Delta. Il ne trouva pas d'ennemi et fut d'un grand secours à l'armée pour lui procurer des vivres.

L'armée continuait sa marche vers le Caire; le 18, elle était à Wardam; c'est un gros village; les troupes y bivouaquèrent dans une grande forêt de palmiers. Le soldat commençait à connaître les usages du pays et à déterrer les lentilles et autres denrées que les fellahs (les paysans de l'Égypte) ont coutume de cacher dans la terre. On faisait de petites marches parce qu'ils fallait se procurer des subsistances et être toujours en état de recevoir l'ennemi. Souvent, dès dix heures du matin, l'armée prenait position et le premier soin du soldat était de se baigner dans le Nil. De Wardam on alla à Omédimar d'où l'on aperçut les Pyramides; à l'instant, toutes les lunettes furent braquées vers ces monuments les plus anciens du monde et dont l'effet est singulier dans ce pays de plaines. On les prendrait pour d'énormes masses de rochers; mais la régularité et les lignes droites des arêtes décèlent la main des hommes. Les Pyramides bordent l'horizon de la vallée sur la rive gauche du Nil.

L'armée approchait du Caire, elle était instruite par les gens du pays que les Mamelucks réunis à la milice de cette ville et à un nombre considérable d'Arabes, de janissaires, de spahis, l'attendaient entre le Nil et les Pyramides couvrant Gizeh; ils se vantaient que là finiraient les succès des Français.

L'armée s'arrêta un jour à Omédinar; elle l'employa à réparer les armes et à se préparer au combat. La tristesse et le mécontentement régnaient parmi les soldats, ils regrettaient sans cesse les délices de l'Italie. C'est en vain qu'on leur assurait que l'Égypte était le pays le plus fertile du monde, qu'il l'emportait même sur la Lombardie; ils répondaient qu'ils n'avaient ni pain ni vin. On campait sur des tas immenses de bled, mais il n'y avait dans le pays ni moulins ni fours. Le biscuit apporté d'Alexandrie était mangé depuis longtemps; le soldat était réduit à piler le bled entre deux pierres et à faire des galettes cuites sous la cendre. Plusieurs grillaient le bled dans une poêle après quoi ils le faisaient bouillir. C'était la meilleure manière d'en tirer parti mais ce n'était pas du pain. Ils trouvaient le pays horriblement laid. Chaque jour leurs craintes augmentaient, une foule d'entre eux disait qu'il n'y avait pas de grande ville du Caire, que celle qui portait ce nom était comme Damanhour, une vaste réunion de huttes, privées de tout ce qui peu rendre la vie commode et agréable. L'imagination des soldats était tellement tourmentée que deux dragons se jetèrent tout habillés dans le Nil et se noyèrent. On n'avait il est vrai ni pain ni vin mais on suppléait avec du bled, des lentilles, de la viande de boucherie, et quelquefois des pigeons. Il n'y avait donc pas famine, mais le mal était dans l'exaltation des têtes. Les officiers se plaignaient plus haut que les soldats, parce que le terme de comparaison était plus à leur désavantage[h].

Ils ne trouvaient pas en Égypte les logements, les bonnes tables et encore moins les femmes aimables de l'Italie. Le général en chef, voulant donner l'exemple, avait l'habitude de prendre son bivouac au milieu de l'armée et

dans les endroits les moins commodes. Personne n'avait ni tente ni provisions, le dîner de Napoléon et de l'état-major consistait dans un plat de lentilles. La soirée du soldat se passait en conversation politique, en raisonnements et en plaintes.

« Que sommes-nous venus faire ici ? » disaient les uns ; « le Directoire nous a déportés ». « Caffarelli, disaient les autres, est l'agent dont on s'est servi pour tromper le général en chef. » Plusieurs s'étant aperçus que partout où il y avait des vestiges d'antiquité, on les fouillait avec soin, se répandaient en invectives contre les savants qui, pour faire leurs fouilles, avaient, disaient-ils, donné l'idée de l'expédition. Les quolibets pleuvaient sur eux, même en leur présence. Ils appelaient un âne un savant et disaient de Caffarelli-Dufalga, en faisant allusion à sa jambe de bois : « Il se moque bien de cela lui, il a un pied en France. »

Le 21 juillet on partit d'Omédinar à une heure du matin, cette journée devait être décisive ; à la pointe du jour on vit pour la première fois depuis Cherbreiss une avant-garde de Mamelucks d'un millier de chevaux, on leur tira quelques coups de canon, ils se replièrent avec ordre et sans rien tenter.

A dix heures, l'armée aperçut Embabeh et les ennemis en bataille. Leur droite était appuyée au Nil où ils avaient pratiqué un grand camp retranché armé de quarante pièces de canon et défendu par une vingtaine de mille hommes, infanterie, janissaires, spahis et milice du Caire. La ligne de cavalerie des Mamelucks appuyait sa droite au camp retranché et étendait sa gauche dans la direction des Pyramides à cheval sur la route de Gizeh. Il y avait environ neuf à dix mille chevaux autant qu'on en pouvait juger. Ainsi l'armée entière était de soixante mille hommes y compris l'infanterie et les hommes à pied qui servaient chaque cavalier. Deux ou trois mille Arabes tenaient l'extrême gauche et remplissaient l'intervalle des Mamelucks aux Pyramides.

Ces dispositions étaient formidables. Napoléon ignorait quelle serait la contenance des janissaires et des spahis du Caire ; mais il connaissait et redoutait l'habileté et l'impétueuse bravoure des Mamelucks. L'armée française fut rangée en bataille dans le même ordre qu'à Cherbreiss, la gauche appuyée au Nil, la droite à un grand village. Le général Desaix commandait la droite et il lui fallut trois heures pour se former à sa position et prendre un peu haleine. On reconnut le camp retranché des ennemis et on s'assura bientôt qu'il n'était qu'ébauché. C'était un ouvrage commencé depuis trois jours, après la bataille de Cherbreiss. Il se composait de longs boyaux qui pouvaient être de quelque effet contre une charge de cavalerie, mais non contre une attaque d'infanterie. Nous vîmes aussi avec de bonnes lunettes que leurs canons n'étaient point sur affût de campagne mais que c'étaient de grosses pièces en fer, tirées des bâtiments et servies par les équipages de la flottille. Aussitôt que le général en chef

se fut assuré que l'artillerie n'était point mobile, il fut évident qu'elle ne quitterait point le camp retranché non plus que l'infanterie; et que si cette dernière sortait, elle se trouverait sans artillerie. Les dispositions de la bataille devaient être une conséquence de ces données; on résolut de prolonger notre droite et de suivre le mouvement de cette aile avec toute l'armée, en passant hors de la portée du canon du camp retranché. Par ce mouvement nous n'avions affaire qu'aux Mamelucks et à la cavalerie et nous nous placions sur un terrain où l'infanterie et l'artillerie de l'ennemi ne devaient lui être d'aucun secours.

Mourad-Bey qui commandait en chef toute l'armée vit nos colonnes s'ébranler et ne tarda pas à deviner notre but. Quoique ce chef n'eût aucune habitude de la guerre, la nature l'avait doué d'un grand caractère, d'un courage à toute épreuve et d'un coup d'œil pénétrant; les trois affaires que nous avions eues avec les Mamelucks lui servaient déjà d'expérience. Il sentit avec une habileté qu'on pourrait à peine attendre du général européen le plus consommé, que le destin de la journée consistait à ne pas nous laisser exécuter notre mouvement et à profiter de l'avantage de sa nombreuse cavalerie pour nous attaquer en marche. Il partit avec les deux tiers de ses chevaux (six à sept cents), laissa le reste pour soutenir le camp retranché et encourager l'infanterie et vint à la tête de cette troupe aborder le général Desaix qui s'avançait par l'extrémité de notre droite. Ce dernier fut un moment compromis; la charge se fit avec une telle rapidité que nous crûmes que la confusion se mettrait dans les carrés; le général Desaix, en marche à la tête de sa colonne, était engagé dans un bosquet de palmiers. Toutefois la tête des Mamelucks qui tomba sur lui était peu nombreuse. Leur masse n'arriva que quelques minutes après, ce retard suffit. Les carrés étaient parfaitement formés et reçurent la charge avec sang-froid; le général Reynier appuyait leur gauche; Napoléon qui était dans le carré du général Dugua marcha aussitôt sur le gros des Mamelucks et se plaça entre le Nil et Reynier. Les Mamelucks furent reçus par la mitraille et une vive fusillade; une trentaine des plus braves vinrent mourir auprès du général Desaix; mais la masse, par un instinct naturel au cheval, tourna autour des carrés et dès lors la charge fut manquée. Au milieu de la mitraille, des boulets, de la poussière, des cris et de la fumée, une partie des Mamelucks rentrèrent dans le camp retranché par un mouvement naturel au soldat de faire sa retraite vers le lieu d'où il est parti. Mourad-Bey et les plus habiles se dirigèrent vers Gizeh. Ce commandant en chef se trouva ainsi séparé de son armée. La division Bon et Menou qui formait notre gauche se porta alors sur le camp retranché et le général Rampon avec deux bataillons fut détaché pour occuper une espèce de défilé entre Gizeh et le camp.

La plus horrible confusion régnait à Embabeh; la cavalerie s'était jetée sur

l'infanterie qui ne comptant pas sur elle et voyant les Mamelucks battus, se précipita sur les djermes, kaïkes et autres bateaux, pour repasser le Nil. Beaucoup le firent à la nage ; les Égyptiens excellent dans cet exercice que les circonstances particulières de leur pays leur rendent nécessaire. Les quarante pièces de canon qui défendaient le camp retranché ne tirèrent pas deux cents coups. Les Mamelucks, s'apercevant bientôt de la fausse direction qu'ils avaient donnée à leur retraite, voulurent reprendre la route de Gizeh ; ils ne le purent. Les deux bataillons placés entre le Nil et Gizeh et soutenus par les autres divisions les rejetèrent dans le camp. Beaucoup y trouvèrent la mort ; plusieurs milliers essayèrent de traverser le Nil qui les engloutit. Retranchements, artillerie, pontons, bagages, tout tomba entre notre pouvoir. De cette armée de plus de soixante mille hommes, il n'échappa que deux mille cinq cents cavaliers avec Mourad-Bey ; la plus grande partie de l'infanterie se sauva à la nage ou dans des bateaux. On porta à cinq mille le nombre des Mamelucks qui furent noyés dans cette bataille. Leurs nombreux cadavres portèrent en peu de jours jusqu'à Damiette et Rosette, et le long du rivage, la nouvelle de notre victoire.

Ce fut au commencement de cette bataille que Napoléon adressa aux soldats ces paroles devenues si célèbres : « Du haut de ces Pyramides quarante siècles vous contemplent !!!!! »

Il était nuit lorsque les trois divisions Desaix, Reynier et Dugua revinrent à Gizeh. Le général en chef y plaça son quartier général dans la maison de campagne de Mourad-Bey.

Les Mamelucks avaient sur le Nil une soixantaine de bâtiments chargés de toutes leurs richesses. Voyant l'issue inopinée du combat et nos canons déjà placés sur le fleuve au-delà des débouchés de l'île de Rodah, ils perdirent l'espérance de les sauver et y mirent le feu. Pendant toute la nuit au travers des tourbillons de flamme et de fumée nous apercevions se dessiner les minarets et les édifices du Caire et de la ville des Morts. Ces tourbillons de flamme éclairaient tellement que nous pouvions découvrir jusqu'aux Pyramides.

Les Arabes, selon une coutume après une défaite, se rallièrent loin du champ de bataille, dans le désert, au-delà des Pyramides.

Durant plusieurs jours l'armée ne fut occupée qu'à pêcher les cadavres des Mamelucks ; leurs armes qui étaient précieuses, la quantité d'or qu'ils étaient accoutumés à porter avec eux rendaient le soldat très zélé pour cette recherche.

Notre flottille n'avait pu suivre le mouvement de l'armée, le vent lui avait manqué. Si nous l'avions eue, la journée n'eût pas été plus décisive, mais nous aurions fait probablement un grand nombre de prisonniers et pris toutes les richesses qui furent la proie des flammes. La flottille avait entendu notre canon, malgré le vent du nord qui soufflait avec violence. A mesure qu'il se

calma, le bruit du canon allait augmentant de sorte qu'à la fin il paraissait s'être rapproché d'elle, et que les marins crurent la bataille perdue ; mais la multitude de cadavres qui passèrent près de leurs bâtiments et qui tous étaient Mamelucks les rassura bientôt.

Ce ne fut que longtemps après sa fuite que Mourad-Bey s'aperçut qu'il n'était suivi que par une partie de son monde, et qu'il reconnut la faute qu'avait faite sa cavalerie en restant dans le camp retranché ; il essaya plusieurs charges pour lui rouvrir le passage mais il était trop tard ; les Mamelucks avaient la terreur dans l'âme et agirent mollement.

L'Ennemi perdit huit ou neuf mille hommes restés sur le champ de bataille ou noyés ; les Français firent un millier de prisonniers et s'emparèrent de huit à neuf cents chameaux et d'autant de chevaux.

Sur les neuf heures du soir, Napoléon entra dans la maison de campagne de Mourad-Bey à Gizeh.

Cette habitation ne ressemblait en rien à nos châteaux. L'état-major français eut beaucoup de peine à s'y loger et surtout à reconnaître la distribution des différentes pièces. Mais ce qui frappa le plus agréablement les officiers français ce fut une grande quantité de coussins et de divans couverts des plus beaux damas et des plus belles soieries de Lyon. Le tout était orné d'une profusion de franges d'or. Pour la première fois, les Français trouvèrent en Égypte le luxe et les arts de l'Europe. Une partie de la nuit se passa à parcourir dans tous les sens cette singulière maison. Les jardins étaient remplis d'arbres magnifiques, mais ils étaient sans allées et ressemblaient assez aux jardins de certaines religieuses d'Italie. Ce qui fit le plus de plaisir aux soldats comme aux officiers, car chacun y courut, ce furent de grands berceaux de vignes, chargés des plus beaux raisins du monde. La vendange fut bientôt faite.

Les deux divisions Bon et Menou qui étaient restées dans le camp retranché étaient aussi dans la plus grande abondance. On avait trouvé dans les bagages nombre de cantines remplies de pots de confiture et de sucreries. Les soldats trouvaient à chaque instant des tapis, des porcelaines, des cassolettes et une foule de petits meubles à l'usage des Mamelucks qui excitaient leur curiosité. L'armée commença alors à se réconcilier avec l'Égypte, et à croire enfin que Le Caire n'était pas Damanhour.

Le lendemain à la pointe du jour Napoléon se porta sur le fleuve et, s'emparant de quelques barques, il fit passer le général Vial avec sa division dans l'île de Rodah ; on s'en rendit maître après avoir tiré quelques coups de fusil. Du moment qu'on eut placé des sentinelles le long du canal, le Nil put être considéré comme passé ; on n'était plus séparé de Boulac et du vieux Caire que par un grand canal.

L'armée attendait avec impatience l'arrivée de la flottille ; le vent du nord soufflait comme à l'ordinaire et cependant elle ne venait pas !

Le contre-amiral Perré fit dire qu'on ne devait pas compter sur lui et qu'il ne pouvait pas désigner le jour de son arrivée. Le Nil était bas, l'eau lui avait manqué, les bâtiments étaient engravés.

Cette contrariété était extrême car il fallait s'emparer du Caire dans le premier moment de stupeur ; si on laissait quarante-huit heures aux habitants, ils pouvaient revenir de leur épouvante.

On sait qu'une armée ne peut s'emparer d'une ville très peuplée qu'en y mettant le feu. Heureusement qu'à la bataille des Pyramides ce n'étaient pas les Mamelucks seuls qui avaient été vaincus ; les janissaires du Caire et tout ce que cette ville contenait de braves et d'hommes armés y avait aussi pris part et était dans la dernière consternation. On trouva plus tard des relations égyptiennes de la bataille des Pyramides. Celle d'Abdul-Rahman a été traduite en français, et il est curieux de comparer ce qui eut lieu au Caire la veille de l'entrée des Français avec ce qui se passa plus tard dans une circonstance semblable à Vienne et à Berlin. Au Caire, tous les récits donnaient aux Français un caractère tenant du merveilleux[i].

Hraïm-Bey occupait Le Caire et pouvait y soutenir un siège qui eût peut-être impatienté l'armée et détruit la ville. Mais Napoléon savait opérer sur la peur des hommes ; il envoya un drogman adroit vers le pacha (ou gouvernement au nom du grand seigneur) et le scheik iman de la grande mosquée (ou chef des prêtres) ; ces deux personnages étaient en général opprimés par les beys. Le préjugé religieux mis à part, tout ce qui pouvait leur arriver de pire était de changer de maîtres. Or le cœur humain est disposé à haïr un peu plus que de raison le dernier despote qui l'a opprimé et à ressentir une joie maligne de sa chute.

Le drogman envoyé par Napoléon était chargé de répandre les proclamations arabes que le général avait publiées à son arrivée en Égypte.

On pense bien qu'il protestait du plus profond respect pour la religion de Mahomet qui, dans le fait, n'est pas trop absurde. Il jurait que ce n'était point aux Turcs mais aux Mamelucks qu'il venait faire la guerre.

Il se trouva que le pacha du Caire avait eu peur et était déjà parti mais il avait laissé son kiaya ou lieutenant. Cet homme eut le courage ou l'ambition de se rendre au camp de Napoléon qui eut une conférence avec lui et le persuada.

En cédant à Napoléon, le kiaya entrevoyait l'espérance de jouer un grand rôle et de bâtir sa fortune. En refusant, il ne serait qu'un misérable fugitif, le secrétaire général d'un préfet chassé de son département.

Le kiaya promit à Napoléon de chercher à persuader à Hraïm-Bey de se retirer, et aux habitants du Caire de se soumettre.

Le lendemain une députation des scheiks du Caire vint au général en chef et lui fit connaître que Hraïm-Bey était sorti de la ville. Les janissaires s'étaient assemblés, ils avaient décidé de se rendre et le scheik de la grande mosquée avait été chargé d'envoyer une députation pour traiter de la reddition de la ville et implorer la clémence du vainqueur; les députés restèrent plusieurs heures à Gizeh; on employa les moyens les plus convenables pour les confirmer dans leurs bonnes dispositions et leur donner de la confiance; tout réussit à souhait il n'y eut pas un coup de fusil de tiré et enfin Napoléon fit son entrée au Caire le 26 juillet à quatre heures après midi. Il alla loger sur la place Esbekié dans la maison d'Elfy-Bey où il transporta son quartier général. Cette maison était placée à une des extrémités de la ville et le jardin communiquait avec la campagne.

Le Caire est situé à une demi lieue du Nil, le Vieux Caire et Boulac sont ses ports. C'est une ville de deux cent dix mille habitants; les maisons sont fort élevées et les rues étroites afin d'être à l'abri du soleil. Les marchés publics ou bazars sont couverts de toiles. Les beys ont de très beaux palais d'une architecture orientale et singulière qui frappait beaucoup les soldats accoutumés aux constructions d'Italie. Les scheiks ou prêtres ont aussi de très belles maisons. Les soldats trouvèrent que tous les marchands d'une même chose sont réunis dans de grands bâtiments carrés qui ont de vastes cours intérieures et qu'on appelle okels; ainsi il y a l'okel du riz, du sucre, l'okel des marchands de Suez, de Syrie. Ces grands carrés ont tous à l'extérieur de petites boutiques de douze à quinze pieds de côté où se tient le marchand avec des échantillons de ses denrées.

Les mosquées sont pour les pèlerins ce que les hôtels sont pour les marchands : un lieu de réunion et de sûreté. La grande mosquée de Gamil-Azar qu'on cite comme la plus grande de l'Orient, contient quelquefois jusqu'à trois mille pèlerins. Ces mosquées se composent d'ordinaire de cours dont le pourtour est environné de colonnes énormes supportant des terrasses; dans l'intérieur se trouvent en foule des bassins ou réservoirs d'eau pour boire et pour se laver. Ces mosquées offrent une architecture magnifique, les minarets fort élevés sont riches et nombreux.

Les soldats trouvèrent enfin dans le quartier des Francs un certain nombre de maisons meublées à l'européenne avec des chaises et des lits, des églises pour les cophtes et même des couvents pour les catholiques syriens.

A côté de la ville du Caire, du côté du désert, se trouve la ville des morts, c'est le Père-Lachaise du pays. Cette ville est plus grande que le Caire même. Une multitude de mosquées, de tombeaux, de minarets et de dômes ornent la

sepulture des grands qui y ont été enterrés. Beaucoup de ces tombeaux ont des gardiens qui y entretiennent des lampes allumées et font voir l'intérieur aux curieux.

Ce qui frappa le plus des soldats français et leur rappela l'Europe, ce fut le grand nombre de cafés; on y prend du café, des sorbets, ou de l'opium et, chose singulière dans un pays despotique, on y discute avec gravité mais en toute liberté sur les affaires publiques.

Hrahim-Bey qui commandait les Mamelucks de la rive droite du Nil s'était replié sur Belbeis au nord-est du Caire. Mourad-Bey, qui avait du génie pour la guerre, avait pris le chemin de la Haute-Égypte avec ce qui restait des Mamelucks battus à la bataille des Pyramides. Desaix fut envoyé à sa poursuite; il ne manque à la vie de cet homme rare que d'être connu plus en détail; il fit dans la Haute-Égypte des choses admirables. Comme général en chef et comme gouverneur, il gagna deux batailles et parvint à contenir Mourad-Bey qui, toujours battu, mais jamais découragé, renouvelait ses tentatives avec une constance admirable.

S'il eût occupé la position de Hrahim-Bey à Belbeis avec une retraite assurée sur la Syrie et l'espoir d'en recevoir des renforts, il eût pu être dangereux pour l'armée.

Le 7 août, Napoléon partit du Caire avec les divisions Reynier, Menou, Kléber et la cavalerie, se dirigeant sur Belbeis. Hrahim se retira vers le désert de la Syrie; les Français le suivirent; le 11, la cavalerie atteignit et défit son arrière-garde à Salahieh. Hrahim, réduit à mille chevaux, se sauva à travers le désert et se rendit à Gaza. Reynier fut laissé à Salahieh et fortifia ce poste qui couvrait l'Égypte du côté de la Syrie. La division Kléber fut dirigée sur Damiette, ce qui acheva la conquête. Napoléon avec la division Menou revint au Caire.

Tout allait bien jusque-là, ou du moins il le croyait ainsi, mais déjà un grand revers amené par l'inexécution de ses ordres avait porté un coup fatal à ses projets; deux hommes, fort braves d'ailleurs, les amiraux Brueys et Villeneuve, manquant aux premières règles de la subordination militaire et du bon sens, avaient perdu la flotte à Aboukir; voici le triste récit de cette bataille.

Bataille navale d'Aboukir[3]

Après le combat de Rhamanieh, les Arabes du Baïré interceptèrent toutes les communications d'Alexandrie avec l'armée : ce ne fut qu'à la nouvelle de la bataille des Pyramides et de la prise du Caire, que, craignant le ressentiment de l'armée française, ils se soumirent. Le 27 juillet, surlendemain de son

entrée au Caire, Napoléon reçut pour la première fois des dépêches d'Alexandrie et la correspondance de l'amiral. Son étonnement fut grand d'apprendre que l'escadre n'était pas en sûreté, qu'elle ne se trouvait ni dans le port d'Alexandrie ni dans celui de Corfou, ni même en chemin pour Toulon ; mais qu'elle était dans la rade d'Aboukir exposée aux attaques d'un ennemi supérieur. Il expédia de l'armée son aide de camp Julien à l'amiral pour lui faire connaître tout son mécontentement et lui prescrire d'appareiller sur-le-champ et d'entrer à Alexandrie ou de se rendre à Corfou. Il lui rappelait que toutes les ordonnances de la marine défendent de recevoir le combat dans une rade ouverte. Le chef d'escadron Julien partit le 27 à sept heures du soir, il n'aurait pu arriver que le 3 ou le 4 août ; la bataille eut lieu du 1er au 2. Cet officier étant parvenu près de Téramée, un parti d'Arabes surprit la djerme sur laquelle il était et ce brave jeune homme fut massacré, en défendant courageusement les dépêches dont il était porteur, et dont il connaissait l'importance.

L'amiral Brueys restait inactif dans la mauvaise position où il s'était placé. Un frégate anglaise, détachée depuis vingt jours de l'escadre de Nelson, qui le cherchait, se présenta devant Alexandrie, vint à Aboukir reconnaître toute la ligne d'embossage et le fit impunément : pas un vaisseau, pas un brick, pas une frégate n'était à la voile. Cependant l'amiral avait plus de trente bâtiments légers dont il aurait pu couvrir la mer ; tous étaient à l'ancre. Les principes de la guerre voulaient qu'il restât à la voile avec son escadre entière, quels que fussent ses projets ultérieurs. Mais au moins devait-il tenir à la voile une escadre légère de deux ou trois vaisseaux de guerre, de huit ou dix frégates ou avisos, pour empêcher aucun bâtiment léger anglais de l'observer, et pour être instruit d'avance de l'arrivée de l'ennemi. La fatalité l'entraînait.

Le 31 juillet, Nelson détacha deux de ses vaisseaux, qui vinrent reconnaître la ligne d'embossage française, sans être inquiétés. Le 1er août, l'escadre anglaise apparut vers les trois heures après midi, toutes voiles dehors. Il ventait grand frais, des vents qui sont constants dans cette saison. L'amiral Brueys était à dîner, une partie des équipages à terre, le branle-bas n'était fait sur aucun vaisseau. L'amiral fit sur-le-champ le signal de se préparer au combat. Il expédia un officier à Alexandrie pour demander les matelots du convoi : peu après il fit le signal de se tenir prêt à mettre à la voile ; mais l'escadre ennemie arriva avec tant de rapidité qu'on eut à peine le temps de faire le branle-bas ; et on le fit avec une négligence extrême. Sur *L'Orient* même que montait l'amiral, des cabanes construites sur les dunettes pour loger des officiers de terre pendant la traversée ne furent pas détruites ; on les laissa remplies de matelas et de seaux de peinture et de goudron. Sur *Le Guerrier* et sur *Le Conquérant* une seule batterie fut dégagée. Celle du côté de terre fut encombrée de tout ce dont l'autre

avait été débarrassée ; de sorte que lorsqu'elles furent tournées, ces batteries ne purent faire feu. Cela surprit tellement les Anglais qu'ils envoyèrent reconnaître la raison de cette contradiction ; ils voyaient le pavillon français flotter sans qu'aucune pièce fît feu.

La partie des équipages qui avait été détachée eut à peine le temps de retourner à bord. L'amiral jugeant que l'ennemi ne serait à la portée du canon que vers six heures supposa qu'il n'attaquerait que le lendemain, d'autant plus qu'il ne découvrait que onze vaisseaux de 74 ; les deux autres avaient été détachés sur Alexandrie, et ne rejoignirent Nelson que sur les huit heures du soir. Brueys ne crut point que les Anglais l'attaqueraient le jour même, et avec onze vaisseaux seulement. L'on pense que d'abord il eut le projet d'appareiller mais qu'il tarda d'en donner l'ordre jusqu'à ce que les matelots qu'il attendait d'Aboukir fussent embarqués. Alors la canonnade était engagée et un vaisseau anglais avait échoué sur l'île, ce qui donnait à Brueys un nouveau degré de confiance. Les matelots demandés à Alexandrie n'arrivèrent que vers huit heures ; on se canonnait déjà sur plusieurs vaisseaux. Dans le tumulte, l'obscurité, un grand nombre d'entre eux restèrent sur le rivage et ne s'embarquèrent point. Le projet de l'amiral anglais était d'attaquer de vaisseau à vaisseau, chaque bâtiment anglais jetant l'ancre par l'arrière et se plaçant en travers de la proue des Français. Le hasard changea cette disposition. Le *Culloden* destiné à attaquer le *Guerrier*, voulant passer entre sa gauche et l'île, échoua. Si l'île avait été armée de quelques grosses pièces, ce vaisseau était pris. Le *Goliath* qui le suivait, manœuvrant pour se mouiller en travers de la proue du *Guerrier*, fut entraîné par le vent et le courant, et ne jeta l'ancre qu'après avoir dépassé et tourné ce vaisseau. S'apercevant alors que la batterie gauche du *Conquérant* ne tirait pas par le motif expliqué plus haut, il se plaça bord à bord avec lui et le désempara en peu de temps. Le *Zélé*, deuxième vaisseau anglais, suivit le mouvement du *Goliath*, et, se mouillant bord à bord du *Guerrier* qui ne pouvait pas répondre à son feu, il le démâta promptement. L'*Orion*, troisième vaisseau anglais, exécuta la même manœuvre ; mais dans son mouvement, il fut retardé par l'attaque d'une frégate française, et vint se mouiller entre le *Franklin* et le *Peuple souverain*. Le *Vanguard*, vaisseau amiral anglais, jeta l'ancre par le travers du *Spartiate*, troisième vaisseau français. La *Défense*, le *Bellérophon*, le *Majestueux* et le *Minotaure*, suivirent le même mouvement et engagèrent le centre de la ligne française jusqu'au *Tonnant*, son huitième vaisseau. L'amiral et ses deux matelots formaient une ligne de trois vaisseaux fort supérieurs à ceux des Anglais. Le feu fut terrible, le *Bellérophon* dégréé, démâté, et obligé d'amener. Plusieurs autres bâtiments anglais furent obligés de s'éloigner ; et si dans ce moment le contre-amiral Villeneuve, qui commandait l'aile droite française, eut coupé ses cables et fut tombé sur la

ligne anglaise avec les cinq vaisseaux qui étaient sous ses ordres, l'*Heureux*, le *Timoléon*, le *Mercure*, le *Guillaume Tell*, le *Généreux*, et les frégates le *Diane* et la *Justice*, elle eût été détruite. Le *Culloden* était échoué sur le Banc de Béquières, et le *Léandre* occupé à tâcher de le relever. L'*Alexandre*, le *Switsfure* et deux autres vasseaux anglais, voyant que notre droite ne bougeait pas et que le centre de la ligne anglaise était maltraité, s'y portèrent. L'*Alexandre* remplaça le *Bellérophon*, et le *Switsfure* attaque le *Franklin*. Le *Léandre* qui jusqu'alors avait été occupé à relever le *Culloden*, appelé par le danger que courait le centre, s'y porta pour le renforcer. La victoire n'était rien moins que décidée. Le *Guerrier* et le *Conquérant* ne tiraient plus, mais c'étaient les plus mauvais vaisseaux de l'escadre; et du côté des Anglais le *Culloden* et le *Bellérophon* étaient hors de service. Le centre de la ligne française avait occasionné, par la supériorité de son feu, beaucoup plus de dommages aux vaisseaux opposés, qu'il n'en avait reçu. Les Anglais n'avaient que des vaisseaux de 74 et de petit modèle. Il était présumable que le feu se soutenant ainsi toute la nuit, l'amiral Villeneuve appareillerait enfin au jour; et l'on pourrait encore espérer de plus heureux résultats de l'attaque de cinq bons vaisseaux qui n'avaient encore tiré ni reçu aucun coup de canon. Mais à onze heures le feu prit à l'*Orient*, et ce bâtiment sauta en l'air. Cet accident imprévu décida de la victoire. Son épouvantable explosion suspendit pendant un quart d'heure le combat. Notre ligne recommença le feu sans se laisser abattre par ce cruel spectacle. Le *Franklin*, le *Tonnant*, le *Peuple souverain*, le *Spartiate*, L'*Aquilon* soutinrent le feu jusqu'à trois heures du matin. De trois à cinq heures, il se ralentit de part et d'autre. Entre cinq et six heures, il redoubla et devint terrible. Qu'eût-ce été si l'*Orient* n'avait point sauté? Enfin, à midi, le combat durait encore, et ne se termina qu'à deux heures. Ce fut alors seulement que Villeneuve parut se réveiller et s'apercevoir que l'on se battait depuis vingt heures. Il coupa ses câbles et prit le large, emmenant le *Guillaume Tell*, qu'il montait, le *Généreux* et les frégates la *Diane* et la *Justice*. Les trois autres vaisseaux de son aile se jetèrent à la côte sans se battre. Ainsi malgré le terrible accident de l'*Orient*, malgré la singulière inertie de Villeneuve, qui empêcha cinq vaisseaux de tirer un seul coup de canon, la perte et le désordre des Anglais furent tels, que vingt-quatre heures après la bataille, le pavillon tricolore flottait encore sur le *Tonnant*; Nelson n'avait plus aucun vaisseau en état de l'attaquer. Non seulement le *Guillaume Tell* et le *Généreux* ne furent suivis par aucun vaisseau anglais, mais encore les ennemis dans l'état de délabrement où ils étaient les virent partir avec plaisir. L'amiral Brueys défendit avec opiniâtreté l'honneur du pavillon français; plusieurs fois blessé, il ne voulut pas descendre à l'ambulance. Il mourut sur son banc de quart, en donnant des ordres. Casabianca, Chevenard et du Petit-Thouars, acquirent de la gloire dans cette malheureuse

journée. Le contre-amiral Villeneuve, au dire de Nelson et des Anglais, pouvait décider la victoire même après l'accident de l'*Orient.* A minuit encore, s'il eut appareillé et pris part au combat avec les vaisseaux de son aile il pouvait anéantir l'escadre anglaise mais il resta paisible spectateur du combat!

Le contre-amiral Villeneuve étant brave et bon marin, on se demande la raison de cette singulière conduite. Il attendait des ordres!... on assure que l'amiral français lui donna celui d'appareiller et que la fumée l'empêcha de l'apercevoir. Mais fallait-il donc un ordre pour prendre part au combat et secourir ses camarades?

L'*Orient* a sauté à onze heures après midi c'est-à-dire pendant treize heures on s'est battu. C'était alors Villeneuve qui commandait; pourquoi donc n'a-t-il rien fait? Villeneuve était d'un caractère irrésolu et sans vigueur.

Les équipages des trois vaisseaux qui s'échouèrent et des deux frégates, débarquèrent sur la plage d'Aboukir. Une centaine d'hommes se sauvèrent de l'*Orient* et un grand nombre de matelots des autres vaisseaux se réfugièrent à terre au moment où l'affaire était décidée, en profitant du désordre des ennemis. L'armée se recruta par là de trois mille cinq cents hommes; on en forma une légion nautique forte de trois bataillons et qui fut portée à mille huit cents hommes. Les autres recrutèrent l'artillerie, l'infanterie et la cavalerie. Le sauvetage se fit avec activité; on retira beaucoup de pièces d'artillerie, des munitions, des mats et d'autres pièces de bois qui furent utiles dans l'arsenal d'Alexandrie. Il nous resta dans le port les deux vaisseaux le *Causse* et le *Dubois*, quatre frégates de construction vénitienne, trois frégates de construction française, tous les bâtiments légers et ceux du convoi.

L'armée fut réduite à tirer parti des ressources qu'elle pourrait trouver en Égypte; il fallut tirer parti de ce pays et chercher à s'en concilier les habitants.

La loi de Mahomet bien plus militaire et nationale que celle de l'Église romaine ne permet pas de payer tribut à l'infidèle; elle ne dit point « Rendez à César ce qui est à César » et « Mon royaume n'est pas de ce monde »; c'était là un grand obstacle.

Heureusement pour l'armée, la loi de Mahomet n'était plus dans sa première ferveur, quelques chrétiens étaient tolérés en Égypte; les Mamelucks, achetés à sept ou huit ans, ne connaissaient pas de famille et n'avaient point ces souvenirs sans contradiction de l'enfance faute desquels il n'y a jamais de fanatisme bien fort. Un autre motif d'espérance pour les gens d'esprit qui accompagnaient l'armée et qui devaient l'aider à civiliser le pays et à tirer parti de ses ressources c'est que cette même armée bien différente de celle de Saint Louis n'était point venue en Égypte pour en convertir les habitants et prenait tous les cultes en gaieté. En Italie elle protégeait les prêtres français qu'elle rencontrait mais n'allait point à la messe.

La défaite d'Aboukir avait mis du sérieux dans tous les esprits; on se sentait séparé de la France, de la mère patrie, sentiment fort pénible aux soldats français et le seul qui mette du sérieux dans leur esprit. Tout le monde s'appliqua à connaître l'Égypte. Ce pays ne serait rien sans le Nil; ce fleuve comme on sait prend sa source dans les montagnes de l'Abyssinie, ou peut-être au couchant de ces montagnes, coule du sud au nord et vient se jeter dans la Méditerranée après un cours de huit cents lieues, dont deux cents sur le territoire de l'Égypte.

L'Égypte a la forme d'un Y majuscule; d'abord c'est une vallée de cinq lieues de large et de cent cinquante de long depuis l'île d'Éléphantine jusqu'au Caire; un peu au-dessous de cette grande ville, le Nil se divise en deux branches qui vont se jeter dans la Méditerranée à soixante lieues l'une de l'autre et forment ce delta si célèbre par sa fertilité et qui a la forme d'un triangle. Les troupes se rappelèrent que le Pô en se jetant dans l'Adriatique à l'orient de Ferrare forme aussi un delta.

Il y a cinquante lieues du Caire à la mer, ce triangle de soixante lieues de base sur cinquante de hauteur est couvert tous les ans par l'inondation qui arrive chargée du limon de l'Abyssinie. Cette vallée de cent cinquante lieues de long et de cinq de largeur du Caire à Éléphantine reçoit les eaux du Nil à l'aide de canaux. Il ne pleut jamais en Égypte.

La fertilité, la quantité de bled produite et par conséquent la population dépendent uniquement de l'entretien des canaux.

Bien administrée, l'Égypte peut atteindre à une population de douze à quinze millions d'habitants, qui se réduit à douze à quinze mille, quand le despotisme devient trop imbécile.

En France, la fertilité ne dépend presque pas du gouvernement; en Égypte, il tient dans sa main la vie des habitants.

Ce fut pour cette raison peut-être que les prêtres de l'ancienne Égypte virent la nécessité de tempérer par une foi extrêmement forte et par conséquent par des dogmes extrêmement absurdes, le despotisme, seul gouvernement connu en Orient. Les prêtres furent donc utiles en ce pays.

Le Nil grossi par les pluies du tropique en Abyssinie commence à s'élever vers le 21 juin; l'inondation croît jusqu'au 21 septembre, ensuite elle diminue. Voici donc une population dans une position unique au monde et qui doit exécuter tous les travaux de la campagne du mois de septembre au mois de mars.

L'aspect des campagnes égyptiennes, sombre et majestueux le reste de l'année, devient alors fort agréable; tout croît rapidement, tout est en fleur. C'est le plus beau printemps succédant à l'anéantissement.

Après le mois de mars, la chaleur devient terrible, la terre qui n'est que du

limon se gerce si profondément qu'il est dangereux de traverser les plaines à cheval et que l'on ne peut le faire à pied qu'avec une extrême fatigue.

La surface de l'Égypte équivaut à un sixième de la France ce qui annoncerait tout au plus une population de six à sept millions d'habitants; mais la fertilité est bien autre que celle de la France et les historiens arabes assurent que lors de la conquête d'Amroug ([un blanc] ans avant Jésus-Christ) l'Égypte avait vingt millions d'habitants et plus de vingt mille villes. Il est vrai qu'une bonne administration des canaux permettrait alors de cultiver les *oasis*, ou îles de fertilité dans le désert. Depuis Amroug, le despotisme a anéanti les *oasis*; sous une administration sage, le Nil ou le génie du bien gagne sur le désert; sous l'administration d'un faible ou imbécile, le désert ou le génie du mal gagne sur le Nil. Nulle part la présence de ces deux génies opposés n'est plus visible à tous les yeux.

Voici en quoi le despotisme avec les faveurs qu'il distribue à ses courtisans est si fatal en Égypte. En ce pays la propriété consiste bien moins dans la possession d'un champ que dans le droit fixé par les règlements d'avoir à telle époque de l'année et par tel canal une certaine quantité d'eau. Si le gouvernement ne veille pas avec impartialité à l'exécution du règlement des eaux tout est perdu. Ce phénomène administratif se retrouve dans les prés *Marciti* des environs de Milan qui se fauchent huit fois par an et n'ont de valeur que par l'eau. Depuis deux cents ans l'Égypte avait sans cesse décliné à l'époque du débarquement de l'armée française, elle ne comptait plus que deux millions six cent mille habitants. En construisant un canal pour jeter l'eau du Nil dans la grande oasis, au couchant de l'Égypte, on ferait naître un vaste royaume.

Une autre entreprise aurait de vastes conséquences. Les pays civilisés de l'Europe ne peuvent se passer de certains produits de l'Orient. Ce commerce a successivement enrichi la république de Venise et l'Angleterre; or il y a un point où le Nil n'est qu'à vingt deux lieues de la mer Rouge. Or il est vrai qu'à cet endroit il en est séparé par les montagnes mais, en d'autres lieux, le Nil coule à trente lieues de cette mer; ainsi un canal de trente lieues mettrait l'Europe en communication directe avec les Indes; c'est ce que probablement l'Angleterre ne souffrira jamais.

L'Égypte ne produit pas de bois; il faut qu'elle achète du combustible avec son bled; mais voici qu'Odessa et les bouches du Danube prétendent pouvoir livrer du bled à meilleur marché qu'elle. Ce sont des caravanes qui apportent au Caire du bois et du charbon par l'effet du despotisme et du manque absolu de sûreté individuelle; on sait que tous les transports du commerce de l'Orient se font par caravanes. Celles qui arrivent au Caire viennent de tous les pays de l'Orient et de l'Afrique; quelques fois elles sont composées de plusieurs milliers de chameaux et escortées par des corps armés.

Tel était l'aspect matériel de l'Égypte à l'époque où l'armée française y fut confinée par la perte de la bataille d'Aboukir et la destruction de sa flotte. Ce pays était habité par trois races d'hommes.

Les Mamelucks achetés jeunes en Circassie

Les Ottomans ou janissaires spahis

Enfin les Arabes ou naturels du pays.

Par bonheur pour l'armée, ces trois races n'ont ni la même langue ni les mêmes mœurs ; elles n'ont de commun que la religion. Les Mamelucks et les Ottomans parlaient le Turc ; les naturels l'arabe. Avant la bataille des Pyramides, les Mamelucks gouvernaient le pays, ils avaient la force et les richesses. Mais comme ils n'avaient pas de famille ils ne pouvaient pas dégénérer : tout homme était l'auteur de sa fortune.

Les Mamelucks avaient pour chefs vingt-trois beys, égaux entre eux et indépendants, mais en général ils se soumettaient à l'influence de celui d'entre eux qui par son machiavélisme et sa bravoure, savait captiver les suffrages. L'armée admira cette république guerrière et songea à ce que Malte aurait pu être.

Un bey avait des terres dans les provinces et un palais au Caire. Sa maison se composait ordinairement de cinq à six cents esclaves tous à cheval et ayant pour le servir deux ou trois paysans ou felhas. Chaque bey a un lieutenant ou katchef; tous ont commencé par être esclaves et ont été distingués par leur beauté et leur bravoure. Par bonheur pour la splendeur de cette république, les enfants des Mamelucks ne vivaient pas ; ils ne pouvaient se recruter que par de jeunes Circassiens vendus par leurs mères ou volés par des gens dont c'est là le métier. Ces enfants étaient ensuite amenés et vendus au Caire par des marchands de Constantinople.

Beaux, intelligents, braves, ils s'élevèrent de grade[j] ; leur métier et leur plaisir consiste à bien monter à cheval et à bien manier les armes ; leurs costumes étaient magnifiques et ils avaient coutume de porter sur eux tout leur avoir.

On pouvait compter en Égypte soixante à soixante-dix mille individus de race circassienne lorsque trente mille Français vinrent leur disputer le pouvoir.

Après eux venaient deux cent mille Ottomans établis en Égypte après la conquête par Selim, dans le XVI[e] siècle ; ils avaient été constamment avilis et humiliés par les Mamelucks.

Les Arabes composent la masse de la population ; ils avaient pour chefs en 1798 les grands scheiks (ou prêtres) descendant de ceux des Arabes qui, du temps du Prophète, au commencement de l'hégire, conquirent l'Égypte. Ils étaient à la fois les chefs de la noblesse et les docteurs de la loi ; ils ont des

villages, un grand nombre d'esclaves et ne paraissent jamais que montés sur des mules. Les mosquées sont sous leur inspection, celle de Jemil-Azar a seule soixante grands scheiks. C'est une espèce de Sorbonne qui prononce sur toutes les affaires de religion et sert même d'Université. On y enseigne la philosophie d'Aristote, l'histoire et la morale du Coran. Cette université est la plus renommée de l'Orient. Quelques scheiks entendent les poèmes arabes antérieurs à Mahomet et dont plusieurs offrent des passages de la plus sublime beauté.

En 1798, les Mamelucks et la Porte avaient de grands ménagements pour les scheiks. On ne pouvait influer sur le pays que par eux. Si le monde avait été plus âgé de trente ans et qu'il se fût agi de civiliser l'Égypte, on eût trouvé dans les scheiks une Chambre des pairs toute faite. Quelques-uns descendent du Prophète, tel que le scheik El-Békry ; d'autres de la seconde femme du Prophète, tel que le Scheik El-Sadda. Si le sultan de Constantinople était au Caire à l'époque des deux grandes fêtes de l'Empire, il les célébrait chez l'un de ces scheiks. La considération qui les environne est telle qu'il n'est aucun exemple qu'on leur ait infligé une peine infamante. Lorsque le gouvernement juge indispensable de se défaire d'un scheik, il le fait empoisonner et ses funérailles ont lieu avec tous les honneurs dus à son rang et comme si sa mort avait été naturelle.

Les Arabes du désert (environ cent vingt mille pouvant fournir dix-huit mille cavaliers) sont de la même race que les scheiks et les vénèrent.

Les fellahs sont arabes, non que tous soient venus au commencement de l'hégire avec l'armée qui conquit l'Égypte ; on croit que cent mille vinrent à cette époque, mais comme tous les indigènes embrassèrent la foi mahométanne, ils sont confondus comme en France les Francs et les Gaulois.

Les cophtes sont catholiques, mais ne reconnaissent pas le pape ; en 1798, on en comptait dix mille en Égypte, ils avaient le libre exercice de leur religion. Ils descendent des familles qui, après la conquête des califes, sont restées chrétiennes.

Les catholiques syriens sont peu nombreux. Quelques-uns prétendent qu'ils descendent des croisés ; d'autres, qu'ils viennent des habitants du pays, chrétiens au moment de la Conquête.

Il y avait en 1798 peu de Juifs et de Grecs. Les derniers ont pour chef le patriarche d'Alexandrie qui se croit égal à celui de Constantinople, et supérieur au pape. Il demeure dans un couvent au vieux Caire et a l'existence d'un chef d'ordre religieux de l'Europe qui aurait trente mille livres de rente.

Enfin l'armée trouva au Caire quelques familles européennes.

L'Égypte est souvent rançonnée par des Arabes qui, leur vol opéré, se réfugient dans le désert.

que Napoléon était entouré des grands scheiks réunis en Divan, ıa que des Arabes de la tribu des Ouadis avaient tué un fellah et troupeaux; il en montra de l'indignation et ordonna d'un ton ı officier d'état-major de se rendre sur-le-champ dans le désert avec deux cents dromadaires et trois cents cavaliers pour obtenir réparation et faire punir les coupables. Le scheik Elmodi, témoin de cet ordre et de l'émotion du général en chef, lui dit en riant : « Est-ce que ce fellah est ton cousin pour que sa mort te mette tant en colère? — Oui, répondit Napoléon, tous ceux que je commande sont mes enfants. — Taïb (signe de la plus haute admiration), lui dit le scheik, tu parles là comme le prophète. »

La véritable égalité prêchée par l'Évangile se trouve dans la religion de Mahomet, laquelle a aussi l'avantage de n'admettre qu'un Dieu; il n'y a point de madones ni de saints parmi les musulmans. De nos jours encore, un musulman achète un esclave, l'élève et, s'il lui plaît, l'unit à sa fille et le fait héritier de sa fortune, sans que cela choque en rien les coutumes du pays. Mourad-Bey avait été vendu à un bey dans un âge encore tendre, par des marchands qui l'avaient acheté eux-mêmes en Circassie; il remplit d'abord les plus bas offices dans la maison de son maître. Mais sa jolie figure, son aptitude aux exercices du corps, sa bravoure et son intelligence le firent arriver progressivement aux premières places. Il en est de même chez les pachas, les vizirs et les sultans; leurs esclaves parviennent comme parviendraient leurs fils; c'est ce qui fait que les Orientaux s'étonnent si fort du préjugé de la naissance qui gouverne toutes les cours en Europe.

En revanche, il fallut beaucoup de temps aux Égyptiens pour comprendre que tous les Français de l'armée n'étaient pas esclaves de Napoléon, et encore n'y eut-il que les plus éclairés d'entre eux qui y parvinrent.

Napoléon attentif à plaire aux scheiks non moins qu'à conquérir le peuple par la justice de ses décisions, alla célébrer la fête du Prophète chez le scheik El-Kébir. On commença par réciter une espèce de litanie qui comprenait la vie de Mahomet, depuis sa naissance jusqu'à sa mort. Une centaine de scheiks assis en cercle sur des tapis et les jambes croisées, en récitaient tous les versets en balançant fortement le corps en avant et en arrière, et tous ensemble.

Après cela, on servit un grand dîner, pendant lequel on fut assis sur des coussins, les jambes croisées. Il y avait une vingtaine de tables et cinq ou six personnes à chaque table. Celle du général en chef et du scheik El-Bekir était au milieu; un petit plateau d'un bois précieux et de marqueterie fut placé à dix-huit pouces de terre et couvert successivement d'un grand nombre de plats. C'était des pilaux, des rôtis d'une espèce particulière, des entrées, des pâtisseries, le tout fort épicé. Les scheiks dépeçaient tout avec leurs doigts. Aussi offrit-on pendant le dîner trois fois à laver les mains. On servit pour

boisson de l'eau de groseille, de la limonade et plusieurs autres espèces de sorbets, et au dessert beaucoup de compotes et de confitures. Au total le dîner n'était point désagréable; il n'y avait que la manière de le prendre qui parut étrange.

Le soir toute la ville fut illuminée. On alla après le dîner sur la place Esbekié, dont l'illumination en verres de couleur était fort belle. Il s'y trouvait un peuple immense. Tous étaient placé en ordre par rangs de vingt à cent personnes, lesquelles debout les unes contre les autres, récitaient les prières et les litanies du Prophète avec des mouvements qui allaient toujours en augmentant, au point qu'à la fin ils paraissaient convulsifs et que quelques-uns tombaient en faiblesse.

Dans le courant de l'année, le général en chef accepta souvent des dîners chez le scheik Sadda, chez le scheik Fayoum et chez d'autres principaux scheiks. C'étaient des jours de fête dans tout le quartier. Partout on était servi avec la même magnificence et à peu près de la même manière.

Napoléon faisait la cour aux scheiks et bientôt il fut aimé d'eux. Il créa l'Institut d'Égypte, qui fut composé de membres de l'Institut de France et de savants et d'artistes étrangers à ce corps. Ces premiers membres s'adjoignirent plusieurs officiers d'artillerie, d'état-major et autres, qui avaient cultivé les sciences et les lettres. L'Institut fut placé dans un des palais des beys. Un laboratoire de chimie fut placé au quartier général; plusieurs fois par semaine Berthollet y faisait des expériences auxquelles assistaient Napoléon et un grand nombre d'officiers. L'établissement de l'Institut excita vivement la curiosité des habitants du Caire. L'essentiel était de leur persuader qu'il ne s'agissait d'aucune affaire religieuse; ils finirent par croire que c'étaient des réunions d'alchimistes où l'on cherchait le moyen de faire de l'or. Napoléon créa une administration civile; la nature de son génie ne lui permit pas de voir qu'il eût été utile de faire délibérer les scheiks sur les affaires de l'Égypte.

Monge et Berthollet furent nommés commissaires près du grand Divan, Fourier près du Divan du Caire. Costaz fut mis à la tête de la rédaction d'un journal; les astronomes Nourris et Noël parcoururent les points principaux de l'Égypte pour en fixer la position géographique et surtout celle des anciens monuments. L'ingénieur des ponts et chaussées Lapeyre fut chargé de faire le projet du canal de Suez. L'ingénieur Girard étudia la navigation du Nil. Un des membres de l'Institut eut la direction de la monnaie du Caire. Il fit fabriquer une grande quantité de Paras, petite monnaie de cuivre dont on manquait. Ce fut une opération avantageuse, le trésor y gagna plus de 60 pour cent. Le général Andréossy reçut la mission scientifique et militaire de reconnaître les lacs Menzalek, Bourlos et Natron. Geoffroy s'occupa de l'histoire naturelle. Les dessinateurs Dutertre et Rigolo dessinaient tout ce qui

pouvait donner une idée des coutumes et des monuments de l'Antiquité. Ils firent les portraits de tous les hommes du pays qui s'étaient dévoués au général en chef. Cette distinction les flatta beaucoup.

Le général Caffarelli, le colonel Sukowski, lurent souvent à l'Institut des mémoires curieux. Lorsque la Haute-Égypte fut conquise, ce qui n'eut lieu que dans la seconde année, toute la commission des savants s'y rendit pour s'occuper de la recherche des Antiquités.

Ces divers travaux ont donné lieu au grand ouvrage sur l'Égypte, qui a coûté plusieurs millions et qui n'est pas fort estimé ; tant il est vrai que le contact de l'autorité absolue nuit à la valeur de tout ce qui s'imprime.

Le climat est sain dans toute l'Égypte ; néanmoins plus de la moitié des soldats français furent atteints de maux d'yeux. Cette maladie fut attribuée à l'effet de nuits très fraîches qui succèdent à des jours brûlants. Ces ophtalmies résultent évidemment du climat. Saint Louis ramena de son expédition du levant une foule d'aveugles et c'est ce qui donna lieu à l'établissement de l'hospice des Quinze-Vingts à Paris.

La peste arrive toujours des côtes et jamais de la Haute-Égypte. C'est pendant l'hiver que la peste se montre ; en juin elle disparaît entièrement. On croit avoir remarqué qu'elle se déclare à Alexandrie ou sur les côtes de Damiette, pendant les années où, par exception, il pleut dans ces pays.

La peste arrive toujours des côtes et jamais de la Haute-Égypte. C'est pendant l'hiver que la peste se montre ; en juin elle disparaît entièrement. On croit avoir remarqué qu'elle se déclare à Alexandrie ou sur les côtes de Damiette, pendant les années où, par exception, il pleut dans ces pays.

Des entrepreneurs établirent dans le jardin du Caire une espèce de Tivoli, où l'on trouvait, comme à celui de Paris, des illuminations, des feux d'artifice et des promenades. Le soir c'était le rendez-vous de l'armée et des gens du pays. On prépara tout ce qui était nécessaire pour commencer les travaux du canal de Suez mais les fortifications et les bâtiments militaires occupèrent dans cette première année tous les bras et toute l'activité de l'armée.

Napoléon donnait souvent à dîner aux scheiks, quoique les usages français fussent fort différents des leurs ; ils trouvaient très commodes la chaise, la fourchette, les couteaux. A la fin d'un de ces dîners, il demanda un jour au scheik El-Modi :

« Depuis six mois que je suis avec vous, que vous ai-je appris qui vous paraisse le plus utile ?

— Ce que vous m'avez appris de plus utile, dit le Scheik, moitié sérieux, moitié riant, c'est de boire en mangeant. L'usage des Arabes est de ne boire qu'à la fin des repas. »

Napoléon investit les Arabes, c'est-à-dire les scheiks, de l'administration de

la justice, en Égypte, et leur donna toute la prépondérance. Dès lors, il parla au peuple par le canal de ces hommes qui étaient tout à la fois les nobles et les prêtres du pays. Il intéressa ainsi à son gouvernement l'esprit national arabe et la religion du Coran. Napoléon établit fort clairement qu'il ne faisait la guerre qu'aux Mamelucks.

Il chercha par là même politique à s'emparer des cophtes; il y réussit et, par là, l'armée eut, dans toutes parties de l'Égypte, des financiers et des espions indépendants et opposés aux nationaux.

Quant aux janissaires et aux ottomans, Napoléon ménageait en eux le grand Seigneur; l'étendard du sultan flottait en Égypte et Napoléon était persuadé que le ministre Talleyrand s'était rendu à Constantinople et que des négociations sur l'Égypte étaient entamées avec la Porte. Les Mamelucks s'étaient toujours attachés à humilier, à annuler et désorganiser la milice des janissaires qui étaient leurs rivaux; de l'humiliation de la milice ottomane était née la déconsidération totale du pacha et le mépris de l'autorité de la Porte. Souvent les Mamelucks refusaient le Miry, ou tribut annuel, que les Français se fussent fort bien soumis à payer.

Nous n'avons pas encore parlé du plus grand obstacle que trouva en Égypte l'administration de Napoléon. Les Anglais bloquaient les ports, ce qui portait une notable atteinte au commerce d'exportation, source principale des richesses de l'Égypte. Pour contrebalancer ce grand désavantage, Napoléon chercha à persuader aux musulmans que ses soldats étaient autant de néophites, disposés à embrasser le mahométisme. Tous les jours au soleil levant, les scheiks de la grande mosquée se rendaient chez le général en chef; on les y accablait des marques d'égards et il s'entretenait longuement avec eux de la vie du Prophète et des dogmes du Coran.

M. de Talleyrand n'était point allé à Constantinople. Cette négociation, d'un si grand intérêt, avait été abandonnée à un subalterne. Cependant la Porte balançait encore à se déclarer contre l'armée qui était venue s'emparer d'une de ses provinces. Il ne fallut rien de moins que la destruction de la flotte française pour fixer ses incertitudes. Le 1er septembre 1798, M. Ruffin, chargé d'affaires de France à Constantinople, fut conduit aux sept tours et la guerre déclarée. La nouvelle de cet événement ne tarda pas à se répandre en Égypte et y causa une fermentation générale; le Coran ordonne d'exterminer les idolâtres, ou de les soumettre au tribut; il n'admet pas l'obéissance et la soumission à un infidèle. Après la déclaration du sultan, les soldats français n'étaient plus que des chiens de chrétiens qu'il était méritoire d'exterminer.

La conduite de Napoléon au Caire avait été admirable; toutefois, le lien religieux est si puissant en ce pays qu'une révolte sérieuse éclata au Caire, cinquante-deux jours seulement après la déclaration de guerre. Le 22 octobre,

le général Dupuis qui commandait au Caire, et près de trois cents officiers et soldats français, furent massacrés; un exemple devenait indispensable; les troupes campées autour de la ville y pénétrèrent et tuèrent tout ce qu'elle y trouvèrent les armes à la main; la grande mosquée fut incendiée. Après deux jours de massacre, le calme fut rétabli et cette sédition réprimée ne fit que consolider la puissance des Français en Égypte. Desaix avait achevé la soumission de la Haute-Égypte par la bataille de Sédimane gagnée sur les débris des Mamelucks.

Bientôt Napoléon apprit que les Turcs rassemblaient en Natolie une armée qui devait pénétrer en Égypte, en longeant la côte orientale de la Méditerranée. Djezzar, pacha de Saint-Jean-d'Acre, si célèbre par sa cruauté et ses talents, formait déjà des magasins pour le passage de cette armée qu'il devait renforcer par des troupes réunies en Syrie. Il était prudent de chercher à déconcerter ses projets, en allant détruire ses préparatifs avant que l'armée ottomane fût à portée de soutenir Djezzar. Napoléon résolut de marcher en Syrie avec la partie de ses troupes qui n'était pas rigoureusement nécessaire pour garder les côtes et maintenir la tranquillité en Égypte pendant son absence.

Le 10 février 1799, il partit du Caire avec les divisions Bon, Lannes et la cavalerie; le 17, il arriva à El-Arich où il trouva les divisions Reynier et Kléber. Reynier avait déjà emporté d'assaut le village d'El-Arich; mais le fort se défendait encore et pouvait arrêter l'armée, d'autant plus longtemps qu'elle n'avait que des pièces de campagne qui ne produisaient pas un grand effet sur des murs assez épais. Par bonheur, la garnison ne montra pas l'obstination ottomane et capitula le 20.

L'armée française ne s'élevait pas à treize mille hommes, et cependant la crainte de tarir les puits, unique ressource du désert, obligea Napoléon à faire marcher son armée par divisions isolées; il mit quarante-huit heures à traverser le désert qui sépare l'Égypte de la Syrie; cette marche fut des plus pénibles. L'armée atteignit enfin la plaine de Gaza; toute l'armée se réunit près de cette ville que l'ennemi avait évacuée en abandonnant de grands magasins.

Le 3 mai, la petite armée française arriva devant Jaffa. La garnison était nombreuse et se disposait à se défendre. On établit des batteries contre le mur d'enceinte.

Le 7, la brèche s'étant trouvée praticable, la ville fut emportée d'assaut, l'armée française eut le malheur de faire deux mille prisonniers. Napoléon se trouva dans la nécessité d'appliquer la loi terrible qui force un général en chef à préférer à tout le salut de l'armée qui lui est confiée. La faiblesse de l'armée ne permettait pas d'en détacher des escortes pour garder les prisonniers; il eût été absurde de renvoyer sur parole des gens que le serment prêté à un infidèle

ne peut obliger ; d'ailleurs, une partie de ces janissaires déjà pris une fois à El-Arich, avait promis de ne plus servir. Ces prisonniers furent fusillés ; tel est le droit de la guerre dans les gouvernements despotiques de l'Orient ; toutefois, cette nécessité, choquante pour un Européen, a pu nuire à la gloire de Napoléon. Ses ennemis ont prétendu que le nombre des prisonniers fusillés s'éleva à deux mille, d'autres disent neuf cents.

Djezzar avait réuni tous ses moyens pour la défense de Saint-Jean-d'Acre, et ce barbare a la gloire d'avoir changé la destinée de Napoléon. Il est vrai que les arts de la civilisation européenne se mirent à son service ; il n'eut besoin que de courage et de volonté ; l'amiral anglais Sidney-Smith, et MM. Phélippeaux et Tomelin, émigrés français, secondèrent le farouche Djezzar.

Les fortifications de la place ne consistaient qu'en un mur d'enceinte flanqué de tours et couvert d'un fossé. Ces fortifications ridicules étaient excessivement fortes contre les Français. Sidney-Smith, commandant de la croisière anglaise, avait réussi à enlever leur artillerie de siège qu'ils faisaient venir d'Alexandrie par mer et à la tourner contre eux.

Le siège de Saint-Jean-d'Acre peut se diviser en trois époques :

— Première époque. Elle commence au 20 mars, jour où l'on ouvrit la tranchée, et finit au 1er avril. Dans cette période, les Français avaient pour toute artillerie de siège une canonnade de 32 que le chef d'escadron Lambert avait prise à Haïffa, en s'emparant de vive force du canot du Tigre ; mais il n'était pas possible de s'en servir avec l'affût du canot et l'on manquait de boulets ; en vingt-quatre heures l'artillerie construisit un affût. Quant aux boulets, Sidney Smith se chargea de nous en procurer. On faisait paraître quelques cavaliers ou deux ou trois charrettes, alors ce commodore s'approchait en faisant un feu roulant de toutes ses batteries ; et les soldats, à qui le directeur du parc d'artillerie donnait cinq sous par boulet, couraient les ramasser. Ils étaient si habitués à cette manœuvre, qu'ils allaient les chercher au milieu de la canonnade et des rires universels.

Le général du génie Samson chargé de reconnaître la ville revint en assurant qu'elle n'avait ni contrescarpe ni fossé. Il disait être parvenu de nuit au pied du rempart où il avait reçu un coup de fusil qui l'avait grièvement blessé. Son rapport était inexact ; il avait effectivement touché un mur, mais non le rempart. On agit malheureusement d'après les renseignements qu'il avait donnés ou se flattait de l'espoir de prendre la ville en trois jours, car disait-on, elle est moins forte que Jaffa ; sa garnison n'est que de deux ou trois mille hommes, et Jaffa, avec une étendue beaucoup moindre, en avait huit mille lorsqu'on la prit. L'armée avait quatre pièces de 12 approvisionnées à deux cents coups chaque, huit obusiers, une caronade de 32 et une trentaine de pièces de quatre.

Le 25 mars, en quatre heures de temps, la canonnade et les quatre pièces de 12 ouvrirent la tour et on jugea la brèche praticable; un jeune officier du génie avec quinze sapeurs et vingt-cinq grenadiers fut chargé de monter à l'assaut pour en déblayer le pied et l'adjudant commandant Laugier qui se tenait dans la place d'armes à cent toises de là, attendait que cette opération fût faite pour s'élancer sur la brèche; les sapeurs sortis de derrière l'aqueduc eurent trente toises à parcourir mais ils furent arrêtés court par une contrescarpe de quinze pieds et un fossé qu'ils évaluèrent à plusieurs toises; cinq ou six d'entr'eux furent blessés et le reste en butte à une épouvantable fusillade rentra précipitamment dans la tranchée[k].

Appendice

Pages publiées par R. Colomb à la fin de son edition des *Mémoires sur Napoléon*

Napoléon avait peur des Jacobins, auxquels il enlevait non seulement leur puissance, mais encore leurs occupations de chaque jour; il établit une police pour les surveiller; il eût bien voulu pouvoir déporter tous les chefs; mais l'opinion publique eût été révoltée de cette mesure et la fusion qu'il désirait opérer, retardée pour longtemps. Même en exilant les chefs, la crainte des particuliers lui fût restée, et il suffisait d'une vingtaine de ceux-ci pour faire une conspiration et mettre sa vie en danger.

Les Jacobins sont peut-être les seuls êtres que Napoléon ait jamais haïs. Lorsqu'il revint d'Égypte, il trouva le pouvoir réel entre les mains de Sieyès (qu'il regardait comme un Jacobin); je dis le pouvoir réel, car le Directoire n'existait encore que parce que personne ne se présentait pour lui donner le coup de la mort, et Sieyès eût pu faire, avec un autre général, ce qu'il fit avec Napoléon.

Après y avoir bien réfléchi, Napoléon crut devoir confier à un ancien Jacobin le soin de surveiller les Jacobins.

Il crut avoir gagné Fouché (en quoi il se trompait); il le chargea :

1° De donner de grandes places à tous les Jacobins gens de mérite;

2° De donner des places secondaires à tous les Jacobins qui auraient pu être dangereux par leur activité et leur enthousiasme pour la patrie;

3° De faire tout ce qui serait agréable personnellement au reste des Jacobins. Il attaquait ainsi l'enthousiasme vertueux par l'égoïsme. Napoléon tenait beaucoup à voir les Jacobins occupés très activement dans leurs nouvelles places. Fouché devait dire aux plus enthousiastes : « Mais laissez-moi faire; ne me connaissez-vous pas? ne savez-vous pas ce que je veux? croyez que j'agis pour le plus grand bien du parti; ma place me met à même de voir ce que

peuvent les soldats; je suis de l'œil tous leurs mouvements. Dès qu'on pourra agir je vous le dirai, etc., etc. »

Fouché devait continuer à vivre avec les Jacobins et voir même ceux qui lui étaient personnellement le plus opposés; car autrement comment eût-il pu surveiller leurs actions? Il était important, à l'égard de beaucoup d'entre eux, de savoir où ils couchaient chaque jour.

Fouché était chargé de surveiller dans leurs âmes les progrès de l'égoïsme, et surtout de donner des occasions d'agir à ceux qui avaient encore de l'activité et du feu.

Le parti royaliste était aimé par Napoléon : *Ces gens là sont les seuls qui sachent servir*, dit-il, lorsque M. le comte de Narbonne chargé de lui remettre une lettre, la lui présenta sur le revers de son chapeau à trois cornes. S'il l'eût osé, Napoléon se fût entouré exclusivement de gens appartenant au faubourg Saint-Germain.

Ceux d'entre eux qui étaient admis à une sorte de confidence par l'Empereur, s'étonnaient naïvement de ses ménagements pour le parti de la révolution qui, par exemple, régnait ouvertement au Conseil d'État, alors, de bien loin, le premier corps de l'Empire. Ce qui se passait au Sénat et au Corps législatif n'était qu'une cérémonie.

Les confidents, pris dans le parti royaliste dont j'ai parlé, eurent toujours peur de l'Empereur, en lui parlant, et ne purent jamais comprendre que lui Empereur, eût peur de quelque chose.

Il eut grand'peur, d'abord, de tous les Jacobins; lorsque cette première peur se fut calmée, il eut grand'peur de Fouché essaya de le remplacer par M. Pasquier et enfin par le général Savary, duc de Rovigo. La bonne volonté de tyrannie, le courage et l'activité ne manquaient pas à ce dernier. Mais ayant toujours vécu à l'armée, il ne connaissait pas du tout les Jacobins.

M. Pasquier lui-même ne les connaissait que bien imparfaitement.

Jusqu'à quel point Fouché trompa-t-il l'Empereur?

L'Empereur périt par deux causes[a] :

1° L'amour qu'il avait pris pour les gens médiocres, depuis son couronnement.

2° La réunion du métier d'empereur à celui de général en chef. Toute la soirée qui précéda la journée du 18 juin 1813 à Leipsick, fut prise par le métier d'empereur; il s'occupa à dicter des ordres pour l'Espagne, et non les détails de la retraite du lendemain, qui manqua faute d'ordre. Berthier comme à l'ordinaire, n'avait rien prévu, rien osé prendre sur lui. Par exemple, un officier d'ordonnance de l'Empereur aurait dû avoir le commandement du pont de l'Elster et juger du moment de le faire sauter.

A Leipsick, une armée de cent cinquante mille hommes fut assommée par une armée de trois cent mille; il n'y eut là ni art, ni manœuvre.

L'armée de cent cinquante mille hommes était composée de jeunes soldats, harassés de fatigue et commandés par des généraux usés et fatigués, lesquels obéissaient eux-mêmes à un homme de génie, plus occupé de son empire que de son armée.

Le général en chef qui lui était opposé, homme aimable dans le monde, était stupide à la tête d'une armée, et d'ailleurs, embarrassé par la présence de deux souverains qui, à tout moment, poussés par leurs courtisans, entreprenaient de corriger les fautes qu'ils lui voyaient commettre. L'impéritie absolue de l'aimable prince Schwarzemberg et le désordre qui en était la suite, permet de croire que si elle avait eu affaire au général de l'armée d'Italie, uniquement occupé de son objet, l'armée française eût été sauvée. Mais il eût fallu pour cela un chef d'état-major actif, capable de quelques combinaisons et qui osât, le cas échéant, prendre sur lui au moins des mesures secondaires; en un mot, le contraire de Berthier. Nous l'avons vu à cette époque, homme totalement usé, fort occupé comme son maître de son nouvel état de prince, craignant d'en compromettre les privilèges, en étant trop poli dans la forme de ses lettres. Ce prince était tellement usé et fatigué, que lorsqu'on allait lui demander des ordres, on le trouvait souvent renversé dans son fauteuil, les pieds appuyés sur sa table et sifflant, pour toute réponse; on ne distinguait d'autre mouvement, dans cette âme dépourvue de toute activité, qu'une aversion bien prononcée pour les généraux qui montraient du caractère et de l'énergie, choses tous les jours plus rares dans l'armée. Est-il besoin d'avertir qu'il ne s'agit pas de bravoure? Tous étaient braves, et l'on sait assez que les généraux qui manquent d'énergie dans leur métier et qui tremblent de compromettre leur réputation, en faisant avancer un bataillon, croient suppléer à ce qui leur manque, par une témérité personnelle.

Si l'Empereur aimait à s'environner de chambellans à manières élégantes, fournis par le faubourg Saint-Germain, le prince Berthier avait une prédilection évidente pour les jeunes officiers qui affectaient une élégance de costume, et qui connaissaient profondément toutes les nuances de l'étiquette.

On peut affirmer que le prince Berthier a été la cause directe d'une bonne moitié des malheurs de l'armée française, à partir de la bataille d'Eylau, où par sa faute, un corps d'armée ne donna pas le corps du maréchal Bernadotte.

Cette fatigue d'une tête usée produisait souvent, dans les marches, des encombrements de troupes sur les mêmes routes, dans les mêmes villages, et causait des désordres affreux, qui nous aliénaient de plus en plus les habitants du pays, d'ailleurs si bons et si humains.

Si cette décadence ne fut visible, en 1805, qu'aux hommes qui voyaient les affaires de fort près, c'est que l'Empereur avait eu le bonheur de rencontrer le comte Daru, ancien ordonnateur de l'armée de Masséna à Zurich. Cet

nomme rare, prodige d'ordre et de travail, était timide dans tout ce qui avait rapport à la politique, et était surtout grand ennemi des Jacobins qui, pendant la Terreur, l'avaient jeté en prison. Sous le nom d'*intendant général*, l'Empereur avait chargé le comte Daru d'une grande partie des fonctions du major-général. Les seuls mouvements de troupes étaient restés à ce dernier, ce qui était encore au-dessus de ses forces.

Le comte Daru travaillait directement avec l'Empereur ; mais, trop habile et surtout trop occupé pour essayer de lutter contre le major-général, il lui faisait des rapports sur une foule de mesures qu'il soumettait à son approbation. On voyait souvent le comte Daru répondre à une proposition par ces mots : « Je prendrai les ordres du prince de Neuchatel » (C'était, comme on sait, le nouveau titre du général Berthier).

Le comte Daru administrait :

1° Les vivres ;

2° Les finances de l'armée ;

3° Les pays conquis divisés en intendances.

Les intendants étaient pris parmi les auditeurs au Conseil d'État. On sent que l'administration des vivres et celle des pays conquis avaient des rapports nécessaires et continuels avec les mouvements de troupes. M. Daru avait des conférences continuelles avec le prince major-général, et osait lui faire connaître la vérité qui, souvent, n'était pas aimable.

Les malheurs de l'armée, provenant du manque absolu de raison dans les détails, donnaient des accès de colère au comte Daru dont la brusquerie devint célèbre dans l'armée. Chose unique à cette époque, il osait tenir tête aux maréchaux. Il était d'une probité sévère ; aussi l'Empereur lui donna-t-il une dotation de soixante-dix mille francs de rente ; et tous les premiers de l'an il lui faisait cadeau de dix mille francs de rente.

Appendice

Fragment des *Mémoires sur Napoléon* non inséré dans le manuscrit relié (R 5896, VIII, folios 62-85)[1]

Bonaparte supérieurement servi par ses espions qu'il payait bien et dont il voulait lui-même écouter tous les rapports, savait toutes ces choses et ne cessait de demander des secours : il conjurait le Directoire d'assurer les derrières de l'armée, il conseillait de traiter avec Naples, de renouer les négociations avec le pape, de conclure avec Gênes et de négocier avec le roi de Sardaigne une alliance offensive et défensive qui lui aurait valu quelques régiments de bonnes troupes. Comme il fallait aussi encourager les patriotes italiens, Napoléon voulait qu'on lui permît de proclamer l'indépendance de la Lombardie et des états du duc de Modène; tous ces moyens d'exécution étaient raisonnables; mais convenait-il au gouvernement de la république d'augmenter l'importance du jeune général?

La France tout entière commençait à se passionner pour lui. S'il eût été tué dans la sublime bataille d'Arcole dont nous allons entreprendre le récit, le genre humain eût compté un grand homme de moins, mais la République française eût gagné une chance d'existence.

La rupture des négociations avec le pape avait fait rétrograder une seconde fois la contribution imposée par l'armistice de Bologne; il n'y avait eu qu'un payement de fait. Les contributions frappées sur Parme, Modène, Milan, étaient épuisées, soit par les dépenses de l'armée, soit par les envois faits au gouvernement.

Le prêt était arriéré.

Les contributions imposées à Livourne au commerce anglais n'étaient pas définitivement réglées. Venise fournissait des vivres mais peu d'argent. Enfin, au milieu des plus riches pays du monde, l'armée commençait à connaître des privations. Mais son plus grand désavantage était le vide de ses rangs éclaircis par le canon autrichien et par les maladies. Ce n'était pas sans de grandes pertes qu'elle avait détruit deux armées ennemies. Depuis son entrée en Italie, elle avait reçu de France neuf à dix mille hommes, ce qui avait porté à

cinquante mille à peu près le nombre des Français entrés en Italie ; mais en octobre 1796 Bonaparte avait tout au plus trente et quelques mille hommes. C'était avec cette poignée de soldats qu'il fallait contenir Wurmser enfermé dans Mantoue et repousser Alvinzi.

Une douzaine de bataillons venaient d'arriver de la Vendée, mais singulièrement diminués par la désertion ; les autres secours promis n'arrivaient pas. Le général Willot, qui commandait à Marseille et qui avait l'ordre d'envoyer en Italie plusieurs régiments, les retenait pour apaiser les troubles que sa maladresse, ou peut-être pis, faisait naître dans le Midi. Kellermann, qui commandait l'armée des Alpes du Mont Cenis à la mer, ne pouvait guère affaiblir son armée, car il était chargé de contenir Lyon et les [illisible] environs, où les compagnies de Jésus agissant au nom de la religion et du roi commettaient force assassinats.

Bonaparte demandait surtout la 83e et la 40e formant à peu près six mille hommes de bonnes troupes et répondait de tout si elles arrivaient à temps.

Il se plaignait qu'on ne l'eût pas chargé de négocier avec Rome, parce qu'il aurait attendu, pour signifier l'ultimatum, le paiement de la contribution. « Tant que votre général disait-il, ne sera pas le centre de tout en Italie, tout ira mal. Il serait facile de m'accuser d'ambition. Mais je n'ai que trop d'honneur ; je suis malade, je puis à peine me tenir à cheval ; il ne me reste que du courage, ce qui est insuffisant pour le poste que j'occupe. On nous compte, ajoutait-il ; le prestige de nos forces disparaît. Des troupes, ou l'Italie est perdue. »

Le Directoire avait une haine aveugle pour le roi de Naples et autant pour le pape. La nécessité d'assurer les derrières de l'armée d'Italie le força pourtant à traiter avec Naples.

Une circonstance[b] amena la conclusion du traité avec Gênes. L'Amiral Nelson, jeune héros alors par des massacres de Naples, enleva un vaisseau français sous le canon des batteries génoises. La prétendue neutralité de Gênes, dont le gouverneur détestait la France, avait été antérieurement violée. Le parti patriote, fort indigné, en jeta les hauts cris ; le parti aristocrate qui gouvernait eut peur, il signa un traité avec la France. Les ports de l'état de Gênes furent fermés aux Anglais ; deux millions furent payés en indemnité pour la frégate *La Modeste*, et deux autres millions furent prêtés. Les familles feudataires de l'Empire et ennemies déclarées de la France ne furent pas exilées, mais tous les partisans de la France expulsés du territoire et du Sénat furent rappelés et réintégrés. Le Directoire demanda au roi de Sardaigne de conclure une alliance offensive et défensive. Le vieux roi venait de mourir, son jeune successeur Charles Emmanuel montrait d'assez bonnes dispositions pour la France.

Le Directoire lui offrait de lui garantir ses états, qui couraient grand hasard dans cette conflagration générale et au milieu de toutes les républiques qui se préparaient. Le roi demanda la Lombardie, le Directoire ne voulut pas s'engager à la paix, on voulait présenter à l'Autriche la Lombardie en indemnité de la Belgique. Le Directoire permit à Bonaparte de renouer les négociations avec Rome, le moment était favorable.

Rome avait envoyé à Vienne un homme d'infiniment d'esprit, Monseigneur depuis cardinal Albani ; elle avait compté sur Naples et dans son emportement, injuriant tout ce qui contrariait la passion du moment, elle avait offensé la légation espagnole. Naples venait de faire sa paix, l'Espagne ne voulait plus se mêler de ses affaires, Rome eut très peur. Bonaparte voulait d'abord de l'argent ; ensuite, quoiqu'il ne craignît pas sa puissance temporelle, il redoutait et s'exagérait son influence morale sur les peuples. Dans la haute Italie, les deux partis, enfantés par la présence des armées françaises, s'exaspéraient tous les jours, les uns espéraient l'égalité et la liberté, les autres craignaient de perdre le monopole de tous les avantages sociaux. A Milan, Modène, Reggio, Bologne, Ferrare, toute la bourgeoisie et parmi la noblesse tout ce qui était jeune et susceptible de sentiments généreux était pour l'armée française, mais les paysans, le bon peuple, pouvaient être fanatisés par les prêtres et lancés contre elle. Naturellement, Rome se présentait comme devant être à la tête du parti aristocrate et religieux. Mais si Bonaparte eût creusé[c] cette idée, il l'eût trouvée vraie au XVIe siècle et peu exacte à la fin du XVIIIe[d]. Chacun des petits états d'Italie agissait pour son compte, et Rome n'avait plus ni l'activité ni les lumières nécessaires pour les diriger. Rome ne pouvait les aider que par quelques [illisible] et en lui faisant peur ou en l'empêchant d'écrire. Bonaparte, alors comme plus tard, s'éxagéra l'influence de Rome ; ce grand homme facile à émouvoir eut peur ; car en Italie les cérémonies du culte étaient puissantes sur son imagination.

On discerna cette source de faiblesse dans toutes ses relations avec les papes Pie VI et Pie VII. En 1796, il songea avant tout à éviter à une partie de son armée une marche sur Rome, un second objet presque d'une importance égale était d'obtenir la livraison des quinze ou seize millions qu'on avait fait rétrograder sur Rome.

Bonaparte s'empressa d'écrire au ministre Cacault ; il lui ordonnait de ne plus insister sur les demandes relatives à des matières de foi mais de presser vivement les concessions d'argent. Il choisit le cardinal Mattei, auquel il avait fait grâce, et le tira du couvent où il était relégué pour l'envoyer à Rome ; il lui écrivit : « La Cour de Rome veut la guerre, elle l'aura ; mais avant je dois à ma nation et à l'humanité de faire un dernier effort pour ramener le pape à la raison. Vous connaissez, Monsieur le Cardinal, les forces de l'armée que je

commande : pour détruire la force temporelle du pape, il ne me faudrait que le vouloir. Allez à Rome, voyez le Saint-Père, éclairez-le sur ses vrais intérêts ; arrachez-le aux intrigants qui l'environnent, qui veulent sa perte et celle de la cour de Rome. Le gouvernement français permet que j'écoute encore des paroles de paix. Tout peut s'arranger. La guerre, si cruelle pour les peuples, a des résultats terribles pour les vaincus. Évitez de grands malheurs au pape. Vous savez combien je désire finir par la paix une lutte que la guerre terminerait pour moi sans gloire comme sans péril. »

Pendant qu'il employait ces moyens pour « tromper le vieux renard », ce sont ses paroles au Directoire, et se garantir des fureurs des paysans excités par les moines, il songeait à enflammer l'esprit de liberté dans la Haute-Italie ; le patriotisme seul pouvait combattre la superstition.

Le Milanais, éclairé par Joseph II, le comte de Firmiora et Beccaria, aimaient les Français et la liberté ; Modène et Reggio, impatientes du joug avilissant que faisait peser sur elles un vieux prince imbécile et avare, portaient dans l'amour de la Révolution tout le feu de leur convoitise ; Bologne et Ferrare, soustraites au gouvernement des prêtres, « le pire de tous » disaient-elles, brûlaient de renverser des usages et des lois absurdes ; tous ces pays les plus éclairés de l'Italie demandaient à Bonaparte la permission de s'organiser en républiques. La perspective des compensations auxquelles il faudrait consentir à la paix empêcheraient le général français de prononcer le mot d'« indépendance ». Mais chaque jour cette belle Lombardie où il était adoré recevait de lui des espérances et des encouragements indirects. La régence de Modène infidèle à l'armistice avait fait passer des vivres à Mantoue, elle avait donné asile à un des détachements de Wurmser ; Bonaparte déclara l'armistice violé, chassa la régence, déclara que le duc de Modène avait cessé de régner et donna la liberté aux provinces de Reggio et Modène. L'enthousiasme de ces peuples fut extraordinaire, il dure encore. Bonaparte établit dans leur pays un gouvernement provisoire. Bologne et Ferrare s'étaient constituées en républiques, et levaient des troupes. Les idées du général français changèrent souvent et s'agrandissaient sans cesse ; à cette époque, il projetait de réunir ces deux légations aux états du duc de Modène, et d'en faire une seule république, qui, située en-deçà du Pô, par rapport à Rome, s'appelerait « république cispadane ». Si, à la paix, on était obligé de rendre la Lombardie à l'Autriche, on pourrait peut-être ériger le Modénois et les légations en république, et cet état nouveau serait en Italie le foyer des principes français et l'asile des patriotes compromis. Bonaparte ne pensait pas que l'affranchissement de l'Italie pût s'opérer d'un seul coup et il croyait la République française trop épuisée en ce moment pour se charger de cette grande entreprise ; mais en diplomatie, il était difficile d'avoir son dernier mot.

Les Romains trouvèrent jadis l'Italie divisée en un grand nombre de peuplades, il conquirent ces petits peuples mais leur laissèrent leurs lois et leurs magistrats; à la venue des Barbares vers l'an 57, ces peuples opprimés et pillés en un instant reprirent bientôt toute leur individualité. Cette individualité qui porte chaque ville à détester ses voisins est encore aujourd'hui l'obstacle le plus réel à l'établissement d'un gouvernement fort, capable de repousser les étrangers. En 1796, Bologne et Ferrare détestait Modène et Reggio. Bonaparte eut l'espoir de faire oublier ces haines ridicules; il se rendit dans ces villes, y fut reçu avec enthousiasme, et les décida à envoyer à Modène cent députés de toutes les parties de leur territoire. Ces députés devaient former une assemblée nationale, et constituer la république cispadane. Cette Assemblée constituante, la première que l'Italie eût jamais vue, ouvrit ses séances à Modène le 25 vendémiaire an V (16 octobre 1796). Elle se composait d'avocats, de propriétaires, de commerçants. Contenue par la présence de Bonaparte, elle montra la plus grande sagesse. Elle vota la réunion en une seule république des deux légations et du duché de Modène; elle abolit la féodalité, et décréta l'égalité civile : elle nomma un commissaire chargé d'organiser une légion de quatre mille hommes et arrêta la formation d'une seconde assemblée qui devait se réunir le 25 décembre pour faire une constitution. Les Reggiens se montrèrent dignes de la liberté par leur courage. Un détachement autrichien étant sorti de Mantoue, ils coururent aux armes, l'entourèrent, le firent prisonnier et l'amenèrent à Bonaparte. Deux Reggiens furent tués dans l'action, ce furent les premiers martyrs de l'indépendance italienne.

La Lombardie, bien moins enflammée de l'amour de la liberté que Reggio, fut jalouse des faveurs accordées à la Cispadane, et crut y voir un sinistre présage; elle se dit que puisque les Français constituaient les légations et le duché sans la constituer elle-même, ils avaient le projet de la rendre à l'Autriche. Bonaparte ne put répondre nettement à ces craintes, il parla aux patriotes lombards des difficultés de la position, et leur répéta qu'avant tout il fallait gagner l'indépendance en le secondant dans la terrible lutte où il était engagé. Les patriotes promirent de porter à douze mille hommes la légion italienne, dont ils avaient déjà commencé l'organisation[f].

Bonaparte ne pouvait faire plus pour assurer ses derrière. Il eût eu grand besoin de sept ou huit agents civils qui fassent pour lui ce que des généraux de division étaient dans [illisible]. Il lui eût fallu des hommes tels que Merlin de Thionville, Carnot, Daru, Petiet, il n'avait rien de semblable.

Il espérait que les régiments italiens, nouvellement levés, seraient en état de faire la police du pays conquis et rendraient disponibles les détachements qu'il y employait[g].

Bonaparte s'efforça de rassurer de duc de Parme, dont la parenté avec l'Espagne commandait des ménagements. Il lui laissa entrevoir la possibilité de gagner quelques villes, au milieu de ces démembrements de territoires. Ce duc, élève de Condillac, passait sa vie à faire des processions.

Nous avons suivi avec quelques détails ce premier essai diplomatique de Napoléon. Ce génie si sublime à la guerre n'était plus le même en diplomatie.

Bonaparte savait enflammer l'enthousiasme d'un inférieur, en faire un Séïde, mais non traiter poliment et finement à la fois avec un égal et l'amener à ses vues. Il disait presque toujours ce qu'il pensait au moment même, il n'avait presque jamais été l'égal de personne ; du néant, il était passé à la toute-puissance.

Si le général français avait un peu moins à craindre les pays placés à sa droite et sur ses derrières, le danger du côté de l'Autriche ne faisait que s'accroître, et le Directoire, quelles que fussent ses raisons, ne lui envoyait pas de renforts. La 83e demi-brigade et la 40e étaient toujours retenues dans le Midi.

La position de son armée était ainsi qu'il suit : douze mille hommes dans le Tyrol sous Vaubois, placés en avant de Trente sur le bord du Lavis ; seize ou dix-sept mille enfin devant Mantoue ; on voit que son armée s'élevait en tout à trente-six ou trente-huit mille hommes.

Davidowich, qui était resté dans le Tyrol avec quelques troupes après la déroute de Wurmser, avait maintenant dix-huit mille hommes. Alvinzi s'avançait du Frioul sur la Piave.

Appendice

LETTRE DE MÉRIMÉE A STENDHAL

12 février 1837.

Il y a dans cette préface un manque complet de méthode. Je veux dire que la succession des idées n'est point la plus commode pour l'intelligence du lecteur, que vous lui donnez à faire un travail pénible : celui de l'arrangement convenable de ces idées, travail qu'un auteur doit toujours prendre à sa charge.

Il résulte de vos réticences qu'on vous prendra pour un républicain, malgré votre protestation de la dernière page en faveur de l'état de choses actuel.

Pourquoi parler d'abord de l'avantage d'avoir connu Napoléon lorsque vous dites quelques pages plus bas que cette connaissance se réduit à l'avoir vu quatre fois, que, de ces quatre fois, il ne vous parla que trois fois, et de ces trois fois une fois pour dire des bêtises? Ne vaudrait-il pas mieux dire que vous avez vécu à sa cour et que vous avez été dans l'intimité de ses ministres. Cela est un titre, maintenant, tandis qu'il n'y a pas un mauvais général de brigade qui n'ait eu de plus longues conservations que vous avec l'Empereur.

Vous commencez par dire que vous écrivez pour détruire une erreur qui n'existe pas; c'est tout à fait perdre son temps que chercher à démontrer aujourd'hui que Napoléon était un grand homme, qu'il ne s'appelait pas Nicolas; qu'il avait du courage, etc. etc...

Vous trouvez le moyen d'offenser à la fois les juges littéraires et ceux de la bonne compagnie. Aux uns vous dites : « Vous mentez, vous écrivez en style académique, et vous n'êtes ni simple ni clair »; aux autres : « Vous êtes remplis de préjugés; vous ne savez pas distinguer ce qu'il y a eu de noble et

de bon dans la Révolution, de tous les crimes que l'on a commis en son nom. »

Or, outre la maladresse insigne de traiter son lecteur aussi irrévérencieusement, votre assertion est loin d'être exacte. La bonne compagnie a, du moins, avait assez d'intelligence pour faire la part du bien et du mal, pour ne pas se scandaliser par exemple lorsque l'on loue les comités de salut public, de l'énergie qu'ils mirent à défendre le territoire. On a lu l'histoire de Thiers et ce n'est pas sa partialité pour les terroristes qu'on lui a reprochée, c'est son indifférence apparente pour les escroqueries de toute espèce.

PROSPER MÉRIMÉE.

[De Stendhal][1] : Répondu le 13 février; jamais je ne serai estimé de. comme M. Brunle[2].

Critique de la Préface, 12 février 37.

Appendice

Avant-Propos de Romain Colomb pour l'édition Lévy (1876) :

Cet ouvrage, fruit de vingt ans de travaux, avait d'abord été conçu sur un plan plus vaste et tout autre que celui sous la forme duquel il arrive au public. L'auteur s'étant proposé d'écrire la vie de Napoléon, tout ce qui pouvait se rattacher à l'existence de ce grand homme avait été, pour lui, l'objet de recherches minutieuses et d'études approfondies. Une connaissance personnelle de faits intéressants, sur lesquels on n'avait que peu ou point de notions, donnait encore à Beyle des avantages particuliers. Cependant, tout en poursuivant son travail, il entrevit que la tâche qu'il s'était imposée serait bien lourde, et, modifiant le plan primitif, son objet ne fut plus que de composer des *Mémoires sur Napoléon*, pouvant faire la matière de six ou sept volumes.

Quant à la forme donnée, voici celle du manuscrit trouvé après sa mort. L'auteur, prenant un fait important ou une époque, dit ce qu'il en sait. Puis, il donne à la suite de sa version et textuellement, celle de Napoléon, copiée soit dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, soit dans les *Mémoires* dictés par Napoléon, pendant son exil, à MM. de Montholon et Gourgaud.

L'ouvrage devait embrasser toute la vie de Napoléon, mais l'ouvrier a manqué à l'œuvre et elle s'arrêtait au siège de Saint-Jean d'Acre, pendant l'expédition d'Égypte ; encore quelques parties n'étaient-elles qu'ébauchées. Il ne s'agit donc nullement ici du Consul ni de l'Empereur.

Réduit à offrir au public de simples fragments de cette composition, il eût été hors de propos de reproduire les longues citations empruntées au *Mémorial de Sainte-Hélène* et aux *Mémoires de Napoléon*.

R. Colomb.

4 avril 1845.

Notes et variantes

Préface

a. Certains éléments de la préface sont conservés dans le carton R 288, à l'intérieur d'une chemise cartonnée intitulée par le conservateur Louis Royer : « pages arrachées au 1er volume ». Il s'agit des feuillets que R. Colomb a gardés malgré leur publication (voir Introduction).

En voici l'inventaire :

1° Une copie, de l'écriture d'un copiste (différent de ceux qui ont été employés par Stendhal pour les copies des *Mémoires sur Napoléon*), annotée par Crozet, l'ami d'enfance à qui Stendhal demandait souvent de relire ses épreuves pour donner un avis. Crozet, dans ses notes, a un effet modérateur : il tempère les jugements catégoriques de Stendhal, surtout en matière de politique. Cette copie est revue par Colomb qui la « truffe » de variantes (issues, selon lui, d'un autre projet de préface que nous ne possédons plus) et de corrections.

On peut lire, sur la page de garde de cette copie, de sa main :

« Cet ouvrage diffère entièrement de tout ce qu'on a publié jusqu'à présent; tout ce qui se rapporte à la préface a été recopié et fait partie de cette mise du net. »

Au dos de cette copie, on peut encore lire, sur un petit papillon : « Il est facile, ce me semble, en fondant les deux projets avec les variantes, de faire une bonne préface*, purgée de tous hors-d'œuvre. Comme tout cela est de l'auteur, on ne dira que la vérité, en annonçant que cette préface est entièrement de lui.

« Elle est supposée faite en 1837. »

R. Colomb explique ici sa pratique éditoriale peu fiable : il épure la composition de Stendhal et l'arrange à sa manière... Nous y reviendrons.

2° Une transcription de la main de Colomb d'un brouillon de préface autographe dont certains passages seront réutilisés pour la préface de l'édition de 1876, après avoir été dûment corrigés et « fondus » à nouveau dans la première refonte!

3° Le brouillon autographe de cette « préface ». Il s'agit de huit feuillets non paginés et d'un feuillet dont il ne reste que la marge, sur laquelle on peut lire :

« 15 décembre 36

« Les moissonneurs

* « Cette mise au net à été ainsi composée.
« 3 septembre 1844. »

« je ferai la préface
« et choisirai au dernier moment.
« Conserver celle-ci après avoir lu
« la préface de De Brosses in-4 »
Sur le premier feuillet, une page de titre datée :
« Made
« 18 brumaire
« Premier cahier
« Vie de Napoléon
« par un officier de 1800

« Fu vera gloria
« Ai Posteri l'ardua sentenza
« Manzoni. »

Au verso du deuxième feuillet (blanc sur le recto), une note de Stendhal que R. Colomb insère (approximativement) dans sa préface recomposée de 1876 :

« L'auteur est bien éloigné d'avoir aucune prétention littéraire ; il emploiera presque toujours les propres paroles de Napoléon pour les récits militaires.

« Pour les choses que j'ai vues ou que je crois vraies, j'aime mieux employer les paroles d'un autre témoin que de chercher moi-même à tisser/fabriquer un récit. »

4° Une page de couverture en papier glacé vert vif (papier que l'on trouve déjà, pour le même usage, dans les papiers du manuscrit de la *Vie de Henry Brulard*), sur laquelle on peut lire, de la main appliquée de Stendhal (c'est assez rare pour le souligner !) :

« Nap.
nov. 36 »

Cette page de couverture doit représenter la toute première trace de la rédaction du manuscrit. Stendhal note à plusieurs reprises que la première idée (« *first idea* ») lui est venue le 9 novembre (18 brumaire).

Cette date anniversaire pour commencer la rédaction d'un ouvrage sur Napoléon semble trop belle pour être vraie !

Contrairement à l'édition Royer et à l'édition Colomb — qui construit une préface venue d'on ne sait où —, nous choisirons d'éditer indépendamment les deux éléments de la préface, suivant la chronologie : la « préface » de 1836 d'après la leçon des feuillets autographes du carton R 288 et la copie annotée de 1837.

Un tel choix se justifie par des motifs d'ordre divers :

— Les annotations de Crozet ont fort bien pu être faites sur la demande de Stendhal ; cette copie aurait alors été rédigée du vivant de Stendhal et annotée ultérieurement par Colomb ? Nous n'en possédons pas de preuve formelle.

— Les corrections apportées par Colomb au style de Stendhal (dont il supprime les répétitions et dont il embellit les prétendues maladresses par des formules pompeuses qui n'auraient certainement pas été du goût de Stendhal) sont facilement repérables. On peut rétablir la première strate d'écriture (sur la copie annotée), en déchiffrant les mots sous la rature. En revanche, on maintiendra en note les variantes que Colomb a insérées sur cette copie : il a pu avoir entre les mains les brouillons autographes d'un autre état de la préface et, comme il le dit, « fondre les deux projets en un ».

— Le prétexte allégué par Royer pour avoir choisi d'établir la préface d'après une copie appartenant à M. Lévy-Danon « à peu près conforme au texte imprimé dans l'édition de 1876 » ne nous semble pas recevable quand on sait le traitement fantaisiste qu'a fait subir Colomb au manuscrit des *Mémoires*.

Nous avons préféré la rigueur : éditer la préface d'après les éléments dont nous disposons et non pas sur des conjectures douteuses.

Quoi qu'il en soit, et d'après les indices glanés dans le carton R 288, il semble que cette préface n'ait jamais connu d'état *définitif* (ce qui justifie le parti pris « éclaté » de notre édition) :

1° Les multiples injonctions des notes autographes précisent que Stendhal aura à « choisir au dernier moment » une des versions composées entre 1836 et 1837 :

2° Colomb n'aurait pas eu besoin de garder ces brouillons s'il en avait remis une copie rédigée au net par Stendhal ou par un de ses copistes. Généralement, il ne conservait les feuillets originaux que s'ils posaient problème. Dans ce cas, il les recopiait sans doute « au net » avant de les livrer à l'imprimeur (voir Introduction).

3° Il est très probable que cette copie n'ait pas été insérée dans le premier volume relié du manuscrit (R 288). On ne peut pas le savoir de façon très assurée mais par une note autographe datée, consignée sur le folio 433 du troisième volume, nous apprenons que Stendhal envoie le « premier volume au relieur » le 10 février 1837.

Si le second projet de préface date effectivement d'avril 1837, comme l'indique la copie, Stendhal envoie ce premier volume au relieur sans la préface.

b. Sur le premier feuillet du brouillon autographe intitulé « Préface » et daté du 16 décembre 1836, on peut lire, en haut, à gauche :

« Vingt projets. Choisir au dernier moment stile des mémoires et non stile académique. »

c. Variante : « que ce qui lui a succédé m'inspire ».

d. Au verso de ce folio autographe, on peut lire : « la seconde préface arrangée le 19 janvier vaut bien mieux que le 1er jet. 19 février 1837 ».

S'agit-il d'une deuxième phase de la préface que nous ne posséderions pas ?

Stendhal relit donc encore cette préface en février 1837, ce qui renforce notre hypothèse selon laquelle il ne l'a pas insérée au premier volume relié et qu'elle est restée à l'état d'esquisse. Toutes ces annotations de 1837 sur le brouillon de la préface — et certainement la préface d'avril 1837 — sont peut-être une sorte de réponse à « l'indiscrète Clara » (Mérimée) qui lui reprochait de nombreuses maladresses.

(Voir en appendice cette lettre du 12 février 1837 de Mérimée à Stendhal).

e. En haut, à gauche de ce folio autographe, une date : « 15 déc. 1836 », suivie d'une indication énigmatique : « Les Moissonneurs », (déjà mentionnée sur le papillon autographe épinglé à ces feuillets).

f. En marge de ce passage, Stendhal note « good », comme chaque fois qu'il approuve ce qu'il a écrit. (Cette note peut avoir été écrite bien longtemps après, à l'occasion d'une relecture.)

g. En marge, en face de ce passage, une note de Crozet : « Je l'ai suivi dans toutes ses guerres, j'ai participé à son administration des pays conquis. »

h. Colomb signale ici une variante : « en évitant de heurter inutilement les personnes qui ne partagent pas son opinion ».

i. Les deux paragraphes suivants ont été barrés au crayon, avec une note de Crozet, en marge : « Toute cette digression est obscure ; l'auteur manque à ses engagements ; il s'écarte de sa manière ; il ne dit pas ce qu'il veut dire ».

Nous les rétablissons dans le fil du texte : qui les a censurés ? Colomb, Stendhal ou Crozet ? il est impossible de trancher.

j. Variante de la main de R. Colomb :

« Ce grand homme m'a adressé la parole, pour la première fois, à une revue au Kremlin. J'ai été honoré d'une longue conversation en Silésie, pendant la campagne de 1813[3]. Enfin, il m'a donné de vive voix des instructions détaillées, en décembre 1813, lors de ma mission à Grenoble, avec le sénateur comte de Saint-Vallier. »

k. Note de Crozet, en marge de la copie : « L'auteur ne se pose pas nettement tel qu'il a été, tel qu'il doit se montrer pour acquérir à son récit et à sa manière de voir l'autorité dont a besoin. Il a été à Vienne (deux fois), à Berlin, à Moscou en Silésie, en Allemagne il a fait toutes

les campagnes de Napoléon et il les a faites dans une position qui lui permettait de bien voir. Je crois qu'il était nécessaire de dire tout cela. »

En ce qui concerne les autres entrevues que Stendhal prétend avoir eues avec l'Empereur, il convient d'être prudent.

Stendhal a besoin, dans cette préface, d'accréditer son rôle de témoin, même au prix d'une légère déformation de la vérité.

Mérimée le lui avait reproché dans sa lettre du 12 février 1837 (voir en appendice).

1. Titre original de cette ode de Manzoni (publiée en 1821 à la mort de l'Empereur) : *Il 5 Maggio.* (« Était-ce une gloire véritable ? A la postérité d'en juger »).

2. Note de R. Colomb : « Le comte Daru ».

3. Il est question de cette « longue conversation dans une lettre à sa sœur Pauline (9 juin 1813) : « Il y a huit jours j'ai eu une longue conversation avec S.M. » (*Correspondance,* tome I, La Pléiade, Paris, Gallimard, 1968, p. 699.)

Pages de garde du manuscrit relié R 288, I

Sur les quelques premiers folios du manuscrit relié (R 288 I), on trouve quelques notes autographes :

folio de garde

« Bien encourageant

« le vol[ume] 16 mars [un blanc]. »

« 27 janvier 37

3.50 »

folio 1

Une table, raturée plusieurs fois.

Stendhal indique le n° des 16 chapitres, la pagination correspondante et, parfois, un bref sommaire.

En haut, à droite, il note :

« sujet indiqué *for me* ».

Cette table lui servait effectivement, en cours de rédaction, à noter les modifications de pagination. C'est un aide mémoire modifiable et non pas une table de matières définitive.

folio 1 verso

Au crayon : « Place du nominatif

Meri. 1er avril 1837[1] ».

A l'encre :

« Préface

« Placer dans la Préface :

« Le but étant de faire connaître Napoléon on l'a cité le plus souvent possible, c'est-à-dire toutes les fois qu'il a dit la vérité.

« Pour être fidèle à cette seconde règle, on n'a plus cité Napoléon de 1800 à 1814. »

folio *2 :* page de titre

« Midi

11 nov. 36

idea the 18 brum[aire]

dicté le 26 déc.

Mémoires
sur
[Vie de[2]]
Napoléon
fu vera gloria
Ai posteri l'ardua sentenza
Manzoni

Il voulut donner au monde une nouvelle édition de la monarchie. Les k'[3] ne voulurent pas l'accepter, tant mieux pour les pey[ples], cette gaucherie leur a valu la liberté de la presse

Noi che fummo vicini a lui narriam le cose vedute. »

folio 2 verso

« C XIII Comme une lettre mais aussi sans nuances profondes.

1er avril 1837 ».

« Place du nominatif

« Mer[imée] 2 avril 37. »

« Pilotis. *For me* : César n'eut pas la peine de *percer*. Il était de la famille la plus noble ; il put faire pour 20 millions de francs de dettes, etc. La forêt, la masse à écarter n'était pas aussi difficile à percer dans l'Antiquité. »

1. Stendhal fait allusion à la lettre que Mérimée lui envoya, le 12 février 1837, après avoir lu (incidemment ?) la préface des *Mémoires sur Napoléon* (voir appendice).
2. Ce premier titre *Vie de Napoléon* est barré et remplacé par *Mémoires sur Napoléon.*
3. Les « Kings ». Stendhal fait allusion ici à la restauration des Bourbons sur le trône en 1815.

Chapitre 1

a. Sur les quelques folios autographes du début des *Mémoires sur Napoléon* (carton R 288), on trouve deux versions de l'amorce du premier chapitre (nous reproduisons les ratures entre crochets [...]).

« J'avoue que je suis un peu troublé au moment [où je prends] de prendre la plume et quand je songe que je vais

« [Il me serait permis d'être un peu troublé au moment où je prends la plume quand je songe que] je vais écrire

« [écrire la vie]

« J'éprouve une sorte de sentiment religieux en osant [prendre la plume pour traiter un tel sujet. Qui suis-je pour entreprendre un tel ouvrage ? La réponse que je fais à cette question m'a retenu pendant vingt années].

« écrire la première phrase de l'histoire de Napoléon. Il s'agit du plus grand homme [...] »

b. Ici les éditions successives donnent par erreur la version corrigée par Romain Colomb : « pour apprécier justement la difficulté de ses entreprises ». Nous rétablissons le texte tel qu'il apparaît, de la main de Stendhal, sur le manuscrit (carton R 288).

c. Dans la marge, au bas du folio 3 (carton R 288), Stendhal note : « confirmé par le G^{al} D[u]m[as] le 9 avril 37 ».

1. Stendhal a toujours évité l'amalgame entre le jeune Bonaparte, héros de la Révolution, dont il célèbre l'éclat, et l'Empereur, abîmé par la vanité et la cupidité de son entourage.
2. Pour cette page géographique de la Corse, Stendhal s'inspire de l'*Histoire de Napoléon* de Norvins, Paris, 1827, in-8°, tome I, p. 3.

3. Cet épisode héroïque, douteux du point de vue de l'Histoire, marque la volonté chez Stendhal de peindre la naissance d'un génie, même au prix d'une falsification des faits. Il s'inspire ici largement de Las Cases (*Mémorial de Sainte-Hélène*, La Pléiade, Gallimard, 1956, p. 78).

Chapitre 2

a. Les éditions précédentes proposent une lecture erronée de ce passage (« à l'âge de six ans »). Stendhal, très fantaisiste parfois sur le plan de la chronologie lorsqu'il s'agit d'écrits intimes, se propose, pour cet ouvrage à caractère historique, de rédiger de petites notes marginales, à son propre usage, destinées à éviter les erreurs de détail (qu'il n'évitera pourtant pas toujours). On trouve ainsi, au folio 44 du carton R 288, la mention suivante : « Nap. vient à Brienne à dix ans en 1779. » Il s'agit donc certainement d'une erreur de lecture du manuscrit, que nous rectifions.

1. C'est en réalité le 2 février qu'est morte Laetitia Bonaparte.

2. Tout ce passage (jusqu'à la fin du chapitre 2) est une copie presque littérale du *Mémorial de Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 72-79.

Chapitre 3

a. Romain Colomb a désossé ce qui constituait le chapitre 3 des *Mémoires sur Napoléon.* Nous avons tenté de rétablir, d'après les folios épars du carton R 288 (folios 54 à 60), l'allure initiale de ce chapitre largement inspiré du *Mémorial de Sainte-Hélène* (*op. cit.*, p. 80 et suivantes). Voici comment R. Colomb, par une note insérée entre les pages du manuscrit, justifiait son « arrangement » de la paraphrase stendhalienne : « Ce chapitre 3 contient trop de citations tirées du *Mémorial de Sainte-Hélène*, tome Ier, pages 42 à 79, mais il est facile d'en tirer un fragment tout à fait original et bon à publier. Fait.

« Les pages manquantes ont été mises de côté pour faire partie du fragment N 1er. Celles-ci ne peuvent être publiées. »

Le chapitre 3 que nous publions ici est donc en partie inédit.

b. Ce paragraphe est une note autographe de Stendhal, intégrée au fil du texte par un système de renvois.

c. En face de ce passage (au verso du folio 77, carton R 288), Stendhal note : « Et tous ces braves gens qui croyaient au triomphe éternel de leur patrie, se vantent naïvement de leurs exploits des premiers temps de la Révolution. »

1. Ici s'achève ce récit, paraphrasé du *Mémorial de Sainte-Hélène* (*op. cit.*, p. 80 à 85).

2. Ce passage est une paraphrase de *l'Histoire de Napoléon* de Walter Scott, traduction de 1827, vol. III, p. 434.

3. Ces anecdotes se trouvent, textuellement, dans le *Mémorial de Saint-Hélène*, *op. cit.*, p. 87-88.

Chapitre 4

a. Du chapitre 4, dont nous possédons l'incipit, quelques folios sont conservés dans le carton R 288 (folios 79 à 81 ; un folio non numéroté ; folios 102 à 105), qui nous permettent de rétablir le texte d'après l'original, le cas échéant.

b. Ce passage est l'objet de plusieurs repentirs. Stendhal rature, découpe les folios, fait des appels de note dont on ne voit pas toujours les renvois. Nous avons tenté de reconstituer ce passage de la manière la plus rigoureuse.

Après un folio dont on n'arrive pas à lire la numérotation, vient un folio 102, qui débute par ce qui doit constituer une variante du paragraphe « La révolution [...] sur son sort » :

« [...] au milieu desquels sa pauvreté le forçait de vivre. A quinze ans, un sentiment nouveau avait germé dans son cœur : l'*amour de la gloire.*

« Plus tard les appresseurs de son île, parmi lesquels il vivait, avaient fait une révolution qui, d'abord, l'avait intéressé par la grandeur du spectacle et à cause de l'influence possible sur son sort ».

c. En marge, Stendhal note : « Un des grands avantages de cette tête, c'est qu'elle était vide de toute puérilité. Un homme de vingt-quatre ans désire deux cents choses par an ; Napoléon n'en désirait qu'une » (folio 102, carton R 288).

d. Dans les éditions précédentes, on trouve à la suite de ce passage : « 4° La haine de l'étranger ». Ce fragment existe bien, mais il a été raturé par Stendhal.

e. On trouve, au verso du folio correspondant à ce passage, la note autographe suivante (folio 103 verso, carton R 288) : « Quand plus tard il crut que la France l'abandonnait il ne songea plus qu'à l'Orient, vraie patrie des grandes fortunes militaires » (note inédite).

1. Le mot « drame » est ici à comprendre au sens positif d'« action ». La thèse avancée par Stendhal, et qui sera constamment développée dans les *Mémoires sur Napoléon*, repose sur la conviction que la période qui s'étend de la Révolution à Waterloo représente une époque inouïe de l'histoire, un moment d'équilibre parfait où la guerre trouve sa justification dans la conquête de la liberté. Et, à l'intérieur de cette « époque fulgurante », « le plus beau moment de l'histoire moderne », ce sont les campagnes d'Italie où s'illustre le jeune Bonaparte, héros révolutionnaire.

2. Cette citation est reprise du *Mémorial de Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 83.

Chapitre 5

a. Certains folios du chapitre 5 sont conservés dans le carton R 288 : folio 106 (folio d'*incipit*) ; folio 71 (nouvelle pagination). Nous rectifions le texte et nous reproduisons les notes ou variantes autographes d'après ces feuillets manuscrits.

b. Variante : « pensée ».

c. Variante : « de la Lombardie ».

d. R. Colomb ne publie pas ce deuxième récit du siège de Toulon, copié dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, que Stendhal fait figurer au chapitre 6 de ses *Mémoires* (voir *infra*). Voici comment il justifie son découpage : « Il est inutile de dire que cette histoire est incomplète ; le lecteur y trouvera des passages où Stendhal annonce qu'il transcrira textuellement certains récits du *Mémorial de Sainte-Hélène*, comme émanés de la bouche même de Napoléon I[er]. Ces récits n'ont pas été transcrits, mais nous avons laissé les lignes où il en est question pour montrer l'intention de l'auteur et le plan de son ouvrage. »

1. Stendhal, dans sa préface, avait déjà invoqué le « lecteur malévole » dont il craignait qu'il n'eût « fermé » le livre. Même dans ses romans, Stendhal a l'habitude de rompre le fil de son écriture pour établir un dialogue fictif avec son lecteur; il le guide, l'interroge, lui suppose des réponses ou l'encourage à censurer certains passages, comme ici, par crainte de l'ennuyer.

Chapitre 6

a. Ce chapitre correspond aux folios 72 à 113 du manuscrit relié (R 288, I). Il est inédit comme tous les feuillets des 3 volumes du manuscrit relié, rescapés des coups de ciseaux de Romain Colomb.

1. Ce chapitre 6 et le suivant (chapitre 7) sont une copie des *Mémoires* de Napoléon dont Stendhal signale l'emprunt en marge (« *Mém. Nap.*, tome Ier, p. 1 »).

Chapitre 7

a. Le chapitre 7 correspond aux folios 113 à 167 du manuscrit relié (R 288, I).

Chapitre 8

a. Ce chapitre correspond aux folios 167 à 201 du manuscrit relié (R 288, I).

1. Tout ce chapitre 8 est une copie à peu près littérale du *Mémorial de Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 91 à 101.

Chapitre 9

a. Dans la marge, à gauche du folio 203 (carton R 288), Stendhal note : « Récit abrégé en 4 pages suivi d'un autre récit des mêmes événements plus développé. Après Toulon et les anecdotes de Toulon. »

Quelques folios de ce chapitre publié par Colomb sont conservés dans le carton R 288 : nous établissons le texte d'après ces feuillets manuscrits (folios 203 à 216; folios 229 à 231; folios 234 à 236).

b. En marge, Stendhal note : « Second récit. choisir ».

c. Variante : « Quand il eut pris ».

1. Mot clé du vocabulaire stendhalien, l'« énergie », valeur fondatrice, est ici liée à la période révolutionnaire, moment sublime de pureté politique.

Mais le commentaire de Stendhal a aussi une fonction critique : il sous-entend, de manière à peine voilée, la rupture opérée par la Monarchie de Juillet où s'englue une société passive et sans ressort. (Voir *Histoire de l'énergie*, rédigée par Stendhal en 1818 in *Voyages en Italie*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1973, p. 269-271.)

2. Les pièces officielles qui suivent ainsi que leur commentaire sont tirés des *Mémoires* de Bourrienne, 1829, p. 57-67.

3. Ce passage, jusqu'à « le décret de citation à la barre fut rapporté » est une paraphrase de Norvins, *Histoire de Napoléon, op. cit.*, t. I, p. 56.

4. Cette anecdote se trouve dans les *Souvenirs de la fin du XVIII*[e] *siècle et du commencement du XIX*[e] *siècle ou Mémoires de R. Dufriche-Desgenettes,* Paris, 1836, in-8°, t. II, p. 35 et suivantes.

5. Ce passage est une copie quasi textuelle du *Mémorial de Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 101.

Chapitre 10

a. Certains feuillets de ce chapitre publié par Colomb sont conservés dans le carton R 288 (folio 239 : folio d'*incipit*; folios 246 à 248).

b. Il existe une autre version de cet épisode dans le carton R 288 (folios 246, 247, 248). R. Colomb n'a pas jugé bon de les joindre (« Ces 3 pages existent déjà, à peu près dans les mêmes termes, pages 267 et suivantes); ils sont extraits du *Mémorial de Sainte-Hélène.* Nous les reproduisons ici.

« [...] Bonaparte fut frappé de leur clarté et de leur profondeur; il s'informa de leur auteur, on lui raconta la scène avec son prédécesseur, il le fit employer au comité topographique où se préparaient alors les mouvements des armées. Suivant une autre version ce fut Boissy d'Anglas qui recommanda le jeune général à M. de Pontécoulant.

« Letourneur de la Manche qui remplaça M. de Pontécoulant fut peu favorable au jeune général; les manières comme les discours de Napoléon étaient inintelligibles pour des hommes de l'ancien régime si à force d'esprit ils n'étaient capables de voir au-delà de leurs habitudes. Les façons simples, la mine hâve, l'air mécontent et l'habit râpé du pauvre général lui donnaient tout à fait l'apparence d'un terroriste. D'ailleurs à aucune époque de sa vie, il n'eut cet entregent, cette adresse polie et de tous les instants, si nécessaires à Paris. S'il n'eût été reconnu pour homme de génie je pense que souvent on lui eût refusé de l'esprit. Ses rares succès dans le monde et auprès des dames il les dut uniquement à son regard singulier, c'était la seule partie de son apparence extérieure qui fût intelligible au vulgaire des gens d'esprit. La personne dont j'ai cité une notation [illisible] ajoute que dès cette époque de misère et de chétive apparence personne ne parlait de lui en termes modérés; on le méprisait souverainement, ou on portait aux nues cet être singulier. Quant à lui, on peut croire que cette âme hautaine et en même temps délicate et fine, qui avait régné à l'armée d'Italie, dut sentir vivement le mépris ou l'indifférence que lui valait partout l'absence d'un habit à la mode. Il dut songer à la nécessité de voler, si jamais il rentrait aux affaires.

« Les généraux Kellermann et Scherer, qui commandèrent sur la frontière d'Italie, eurent-ils connaissance des plans donnés par Bonaparte au comité topographique? Des militaires instruits attribuent à un mémoire envoyé de Paris et écrit par le général Bonaparte, l'occupation de Vado qui facilita la subsistance de l'armée. Du reste, des généraux qui savaient la guerre telle qu'on la faisait avant la Révolution, durent trouver d'une témérité allant jusqu'à l'absurde, les plans du jeune novateur. C'est ce qui arrive toujours en France, à qui veut lutter avec l'habitude. On peut dire que tout est *mode* dans l'opinion, en France. »

1. Ici s'achève la copie du *Mémorial*.
2. Ce passage est de nouveau emprunté au *Mémorial de Sainte-Hélène, op. cit.*
3. Mme d'Abrantès, qui raconte l'anecdote dans ses *Mémoires*.
4. A. Pingaud, dans les notes de l'édition Champion, précise qu'il s'agit de Bourrienne.
5. Le passage suivant est extrait des *Mémoires* de Bourrienne.

Chapitre 11

a. Nous « inventons » un chapitre 11 qui devait commencer, d'après la table que Stendhal a établie au début du 1[er] volume, au folio 169. Or le chapitre 12 débute, lui, au folio 149 : peut-être devait-il être rédigé ultérieurement par Stendhal, peut-être la pagination a-t-elle changé d'un cahier préparatoire à l'autre.

Chapitre 12

a. Quelques folios du début du chapitre sont conservés dans le carton R 288 : du folio 249 (*incipit* du chapitre) au folio 252. A partir la « Constitution de l'an III (folios 284 à 343), on retrouve la copie du manuscrit relié (R 288, I).

1. Ce passage est emprunté à Norvins, *Histoire de Napoléon, op. cit.*, t. I, p. 65.
2. Ce passage, jusqu'à « général en chef de l'armée de l'intérieur », est une paraphrase de Jomini, *Vie politique et militaire de Napoléon*, 1827, t. I, p. 54 et suivantes.
3. Ce passage, jusqu'à « désarmement de la section », est une paraphrase des *Mémoires de Napoléon*, chap. III, « Treize vendémiaire ».
4. Tout ce passage, jusqu'à « le gouvernement se trouvait assis » est une copie littérale du *Mémorial de Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 331 à 344. On a ici un exemple de la polyphonie des *Mémoires sur Napoléon*. Le même événement est raconté plusieurs fois, d'après des sources différentes.
5. Ici s'achève la copie du *Mémorial de Sainte-Hélène*.

Chapitre 13

a. Ce chapitre 13 devait se situer aux folios 344 à 374 du manuscrit relié (R 288, I) que R. Colomb a découpé.

1. Ce passage (jusqu'à « [...] en soutenant les Jacobins piémontais ») est une paraphrase de Jomini, *Vie politique et militaire de Napoléon racontée par lui-même, op. cit.*, t. I, p. 80 et suivantes.
2. Ici, Stendhal insère une copie du *Mémorial de Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 108-109.

Chapitre 14

a. Ce chapitre et les trois suivants correspondent aux folios 284 à 343 du manuscrit relié (R 288, I). Ce sont les derniers du premier volume.

1. Ce chapitre s'inspire, pour l'essentiel, du *Mémorial de Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 345 à 351. Mais Stendhal ne peut s'empêcher d'infléchir la description de l'Italie de nuances sentimentales.

Tous les adjectifs, « immense », « fertile », « la plus belle », « beau » etc., sont ajoutés de sa main.

Chapitre 15

1. Ce chapitre 15 est également une copie presque textuelle du *Mémorial de Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 353 à 358.

Chapitre 16

a. En face de ce chapitre, Stendhal note : « *For me.* Chap. 16. Raisons pour avancer et ne pas avancer sur l'Adige après l'armistice de Cherasco. » (folio 430 verso)

b. Le premier volume relié du manuscrit (R 288, I) s'achève sur ces mots (folio 445). Sur les folios suivants, on peut lire quelques notes autographes qui sont soit des réflexions personnelles de Stendhal (politiques pour la plupart), soit des notes concernant l'élaboration de son ouvrage. En voici la teneur :

Folio 445 verso : « Numéroté le 9 janvier 1837 *After two months from the* 9 nov. 36 ».

Folio 446 : « Les Bourbons ont toujours été de grands seigneurs qui se ruinent avec grâce. Les bienfaits de Napoléon étaient raisonnables, préférables.

« A la fin du volume, mettre en note au bas de la page : Pièces officielles★. »

Folio 447 verso : « Le tome second relié doit commencer par :

« 1° Récit rais[onnable] de la marche de flanc sur Plaisance. Passage du Pô, Fombio et Lodi.

« 2° Récit des mêmes choses par Napoléon.

« Deux choses après la surprise *of this opus*, par l'indiscrète Clara, le 10 février 1837. (25 s. gagnés au billard.)

« 1° Dominique ne peut espérer que l'intérêt résultant de la narration. Son cœur lui dit ce qu'il y a à prendre dans un mauvais livre comme Bourrienne ou Rovigo. Il hait le ton dogmatique. Ce ton, d'ailleurs, serait déplacé dans un temps de partis et de *méfiance.* Donc narrer, donc 5 ou 6 volumes.

« 2° Ne *take* le texte de Napoléon que pour les *récits militaires.*

« Donc refaire le récit de Leoben, le récit de la paix de Campo Formio (y ajouter la plume du curé, vue par moi), le récit de Venise. »

Folio 448 : « Excuses à placer. — L'intérêt singulier qui s'attache aux premières actions de ce grand homme fera passer, j'espère, sur la sécheresse de quelques détails militaires. Je les ai abrégés le plus possible; si je les eusse réduits davantage, les actions de guerre n'auraient plus conservé leur physionomie et il me semble que cette physionomie reflète celle du grand général dont nous suivons les premiers pas. Je me garderai bien d'entrer dans autant de détails lors des guerres de l'Empire. Je me rappelle avoir lu avec intérêt dans mon enfance, les *Voyages de*

★ « Mensonges officiels d'où peut sortir la vérité (dit par M. de Barante, article de M. Barré, *Journal du Commerce* du 14 février 1837). »

Coock. Quand je trouvais des détails nautiques trop longs, je sautais une demi-page ou une page ; c'est un conseil que je donnerais à ceux des lecteurs qui trouveraient trop longs les détails d'Arcole ou de Rivoli. »

1. Copié dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 360 à 364.

2. Ce passage s'éloigne nettement de la copie du *Mémorial* notamment de « toutes ces rivières » à « la ville de Mantoue », passage inédit entièrement composé par Stendhal.

3. Ici finit la copie du *Mémorial de Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 364.

Chapitre 17

a. Ici commence le deuxième volume du manuscrit relié (carton R 288, II). Sur les feuillets précédant la rédaction proprement dite, on trouve quelques notes autographes, une table indiquant la répartition des chapitres et deux pages de titre. En voici la teneur :

Folio de garde : « Stile de ce livre.

« Jamais MM. Marchangy ou Salvandy

« Plutôt le ton d'un récit fait par le P[t] de Brosses ou Montaigne, 30 mars 1836. » (Il s'agit évidemment de mars 1837).

Fol. 1 : « A Messieurs de la Police.

« Messieurs, on ne parle ici que des choses arrivées avant la mort de Napoléon, mai 1821. Rien, absolument, n'est relatif à ce qui s'est passé depuis 1830 ; plusieurs chapitres furent écrits vers 1826. On cite souvent les *Mémoires* de Napoléon et M. de Las Cazes. »

(On trouve un avis similaire au début des trois volumes du manuscrit de la *Vie de Henry Brulard*. Comme l'indique G. Rannaud dans son édition diplomatique (Vie de *Henry Brulard* écrite par lui-même, Paris, Klincksieck, 1996, p. 4) : « il s'agit de détourner les soupçons des douaniers pontificaux lors du retour [d'Italie] de 1839, à moins que ce ne soit ceux de la police parisienne. »)

Fol. 1 verso : « A gauche : Mémoires sur Napoléon.

« A droite : Titre-courant indiquant le contenu de la page. Ce procédé est contre l'emphase de Robertson, contre l'éloquence académique et, ce qui est pire, contre la *curiosité*, mais il est *clair* et *commode.*

« Le portrait du *King* au salon, c'est comme cela que ne doit pas être le style *of this boock.* 1[er] mars 1837.

« 93 pages de ce ms. forment 24 pages et demie de la *Revue des Deux Mondes*, 1[er] mars 1837. Combien 24 p. 1/2 de cette revue donnent-elles de pages d'un in-8° ordinaire ? »

Folio 2 : table.

Folio 3 : folio blanc.

Folio 4 (1[re] page de titre) : « Mémoires sur Napoléon »

Folio 5 (2[e] page de titre) : « Mémoires sur la vie de Napoléon »

Folio 6 : folio blanc.

Folio 6 verso : « A M. l'Imprimeur. Les alinéas sont marqués par un trait vertical. Mettre un titre-courant : à gauche, le titre adopté ; à droite, l'indication du contenu de la page.

« A Messieurs de la Police.

« Messieurs,

« On ne parle ici que des choses antérieures au 5 mai 1821. Beaucoup de chapitres furent écrits en 1826. Rien absolument n'est relatif à ce qui s'est passé depuis 1830. »

Le chapitre 17 est publié par R. Colomb : nous n'en retrouvons que les deux derniers folios (19 et 20) dans le carton R 288.

b. Ce passage, jusqu'à la fin du chapitre, correspond aux folios 19 et 20 retrouvés parmi les « pages arrachées au 2e volume » du carton R 288.

1. Ce chapitre est rédigé d'après Jomini, *op. cit.*, t. I, p. 96-103.

2. A partir de ce mot, jusqu'à la fin du chapitre 17, Stendhal reprend la plume pour rédiger une transition avec le chapitre 18.

Chapitre 18

a. Le chapitre 18 correspond aux folios 23-50 du deuxième volume du manuscrit relié (R 288). En marge, à gauche de l'indication du chapitre 18 (folio 23), Stendhal note ses références : « M. — récit de N. — Cherasco — péril sur le Mincio et aux Guides. »

b. Ici, Stendhal note, pour mémoire : « Pour alléger la narration mettre toutes les proclamations de Nap. en note, et en petits caractères. 30 mars 1837. » (Verso du folio 45, R 288, II.) C'est effectivement ce que l'on voit sur cette page, d'où la longue note du discours de Napoléon à ses soldats.

c. A cet endroit, Stendhal note, au crayon : « ici Milan en 1796 » (folio 50). C'est là qu'il avait prévu de placer les chapitres 19 et 20.

1. Ce chapitre 18 est une copie textuelle des *Mémoires* de Napoléon, chapitre VI, « Bataille de Lodi », § 6.

Chapitre 19

a. Les chapitres 19 et 20 forment un ensemble « Milan en 1796 » (voir note marginale, reproduite au chapitre précédent). Nous avons retrouvé dans le carton R 288 (« pages arrachées au 2e volume ») les folios 54-55 et 57 à 64 du chapitre 19. Il manque notamment le folio 53 correspondant au début de ce chapitre et les folios 65 à 73 de la fin du chapitre.

Ce passage a subi de nombreuses modifications de la part de R. Colomb. Nous suivons donc la leçon du manuscrit pour rétablir la version que Stendhal avait rédigée ou dictée à son copiste.

b. Sur le folio 57, en haut à gauche, Stendhal se livre à un petit calcul : « 1796 – 1769 = 27 » Il dicte donc à son copiste : « Napoléon, né en 1769, avait vingt-sept ans et demi. » R. Colomb corrige l'erreur sur son édition ! (Nous maintenons la correction.)

c. Variante : « qui dévoraient son cœur ».

d. R. Colomb omet de publier ce fragment (jusqu'à « Directoire ») sous prétexte que « les extraits des lettres de Bonaparte à sa femme manquant, il y a lieu de supprimer les deux derniers paragraphes de la page 58 ci-contre ». Effectivement, ces lettres ne sont pas reproduites sur le manuscrit. Stendhal projetait peut-être de les insérer dans une phase ultérieure de son travail : il ne s'agit là, nous le rappelons, que d'une version inachevée de ce qu'il projetait d'appeler *Mémoires sur* [*la vie de*] *Napoléon*. Le caractère provisoire de cette rédaction entraîne nécessairement des incohérences.

e. Variante : « il est plaisant ».

1. Le chapitre 19 et le chapitre 20 (« Milan en 1796 ») sont particulièrement élaborés (Stendhal a travaillé le seul chapitre 20 de « novembre 1836 à février 1837 »); surcharges, repentirs, marginales témoignent du soin tout particulier qu'il apporta à leur rédaction. Ils furent publiés séparément dans *La Revue des Deux Mondes* du 1er septembre 1855 (p. 1128-1136), à quelques détails près.

Stendhal s'en ressouviendra lorsqu'il mettra en chantier *La Chartreuse de Parme*, en 1838. En effet, le premier chapitre de son roman (curieusement intitulé — et c'est le seul à porter un titre — « Milan en 1796 »!) est un doublet presque exact de ces deux chapitres des *Mémoires sur Napoléon*, scène matricielle où tous les motifs romanesques sont, pour ainsi dire, en attente. Nous avons donc affaire à deux « versions » d'un même récit qui ne diffèrent que par leur mode (histoire/fiction). Les anecdotes des *Mémoires* ne sont-elles pas en effet des dégressions romanesques qui tranchent sur la tonalité plus sérieuse et plus savante des autres chapitres? En revanche, le premier chapitre de la *Chartreuse* n'est-il pas une incarnation de l'histoire politique sur un mode romanesque?

Il semble qu'entre ces deux récits s'établit un échange : n'existerait-il pas chez Stendhal — hors des catégories génériques — un seul type d'écriture dont la motivation profonde serait une réflexion politique et historique sur les temps modernes (post-révolutionnaires)? Le romanesque dans ce cas n'est pas un élément décoratif; il a une visée : démontrer que l'enthousiasme révolutionnaire, soutenu par l'idée de liberté, conduit au bonheur des peuples.

2. Stendhal reprend ici sa paraphrase de Jomini, *op. cit.*, t. I, p. 104.

Chapitre 20

a. Ce chapitre 20 correspond aux folios 73 à 108, découpés par R. Colomb dans le volume II du manuscrit relié. On le retrouve, presque intégralement, dans le carton R 288 (« pages arrachées au 2e volume »).

Ces feuillets sont pour la plupart autographes ou surchargés de repentirs lorsqu'il s'agit d'une copie. Stendhal avait probablement dicté à son copiste une version de ce chapitre (à partir d'un premier jet autographe dont nous ne posséderions plus les feuillets?) avant d'en reprendre la lecture et de corriger la copie, en interligne.

Nous avons ainsi pu restaurer ce fragment dont R. Colomb avait cru bon de corriger le style! On pourra se référer aux éditions précédentes pour mesurer l'ampleur de ces altérations.

b. Ce titre courant se trouve dans la marge, en haut à gauche. Il est écrit de la main de Stendhal, précédé de la mention suivante : « de novembre 36 à 6 février 1837 », qui indique la période pendant laquelle Stendhal a travaillé ce chapitre.

c. En marge de ce passage, Stendhal note : « 30 mars 1837 » (folio 85, carton R 288).

d. Variante : « on voit ».

e. Variante : « sur les dernières collines des Alpes ».

f. Cette transition autographe ne figure pas dans les éditions précédentes. R. Colomb l'a barrée d'un trait vertical au folio 108 (carton R 288). Il n'en avait pas besoin puisque, dans son édition, il supprimait le chapitre 21.

1. On retrouve, en filigrane, cette même description au chapitre 18 de *La Chartreuse de Parme* : Fabrice, de sa prison, découvre, émerveillé, ce paysage, des environs de Parme!

2. Stendhal avoue ici ses digressions : il se laisse entraîner par l'évocation magique de son premier séjour à Milan (1800-1802), contemporain du récit historique qu'il est en train de rédiger. Il répond ici à la vocation de « témoin » qu'il s'était assignée au début de son ouvrage.

3. Stendhal comptait sans doute placer ici une anecdote.

4. A partir de ce paragraphe, jusqu'à « Caliano », Stendhal reprend sa copie de Jomini, *op. cit.*, p. 108-111.

Chapitre 21

a. Le chapitre 21 correspond aux folios 111 à 135 du manuscrit relié (R 288, II).

1. Ce chapitre 21 est une copie textuelle (à quelques mots près) des *Mémoires* de Napoléon, chapitre VII, « Révolte de Pavie ». Stendhal en indique la référence sur un petit papillon placé juste avant le folio 111 : « Mém. — Révolte de Pavie — 24 mai — Napoléon apprend la révolte de Lodi ».

Chapitre 22

a. Le chapitre 22 correspond aux folios 136 à 162 du manuscrit relié (R 288, II).

Les premiers folios (136 à 154) ont été découpés par R. Colomb; on en retrouve deux dans le carton R 288 (« pages arrachées au 2e volume ») : folios 142 et 143.

La fin du chapitre (folios 155 à 162), à partir de « Mantoue est située au milieu de trois lacs [...] » est resté dans le manuscrit relié (selon le principe de R. Colomb, suivi de manière parfois aléatoire : les copies du *Mémorial de Sainte-Hélène* ou des *Mémoires* de Napoléon ne sont pas dignes d'être publiées).

1. Ce passage jusqu'à « protégea le siège » est copié presque textuellement de Jomini, *op. cit.*, p. 114 à 119.

2. La fin de ce chapitre 22 est extraite des *Mémoires* de Napoléon, chapitre VII, § 8 et 9.

Chapitre 22 bis

a. On peut retrouver les folios manuscrits de ce chapitre 22 bis dans le carton R 288 (folios 164 à 174, « pages arrachées au 2e volume »). R. Colomb n'a pas reproduit certains passages rédigés par Stendhal (en particulier au début du chapitre, au folio 164, de « Napoléon sentit vivement » jusqu'à la fin du paragraphe; il note en marge « obscurité » et invente une phrase de substitution : « Napoléon en ressentit un vif bonheur, car c'était dans l'intérêt de ses vues ultérieures »). Nous restituons le texte d'après l'original.

b. A la suite de ce passage, Stendhal rature quelques lignes et ecrit en travers de la page, en gros caractères : « Ailleurs. Distrait de l'idée principale ».

c. Le reste de la note, que R. Colomb ne publie pas, est illisible.

On peut juste en déchiffrer quelques mots : « supplications du Maréchal [...] » (carton R 288, folio 166).

d. R. Colomb avait ici « traduit » Stendhal dans son édition. Il notait « avec tant de promptitude et si secrètement ». Nous rétablissons le texte original (folio 169, carton R 288).

1. Ce chapitre 22 bis est tiré de Jomini, *op. cit.*, p. 119-124.

2. Cette expression technique est empruntée mot pour mot à Jomini, *op. cit.*, p. 124. C'est la raison pour laquelle Stendhal la souligne au cours de sa paraphrase de l'historien de Napoléon.

Chapitre 23

a. Ce chapitre correspond aux pages découpées du manuscrit relié (R 288, II). Il se trouve conservé, pour la plus grande partie, dans le carton R 288 (folios 177 à 193, « pages arrachées au 2e volume »). Nous suivons la leçon de ces folios manuscrits, très travaillés par Stendhal.

1. Ce chapitre 23 est un autre exemple de ce que Stendhal appelait le « récit raisonnable ». On sent qu'il s'agit là, comme aux chapitres 19 et 20, d'un commentaire approximatif des faits historiques, dont la trame se distend.

En revanche, le commentaire « poétique » (l'évocation des paysages italiens dont il se ressouviendra au moment de la rédaction des célèbres pages sur le lac de Côme dans *La Chartreuse de Parme*), le motif romanesque des soldats amoureux, l'analyse du caractère de Napoléon et des conséquences politiques des événements militaires, forment un contraste avec les copies des récits de bataille.

2. On trouve déjà le motif des « orangers qui viennent en pleine terre » dans la *Vie de Henry Brulard* au moment où Stendhal évoque sa généalogie imaginaire (éd. cit., tome I, p. 414). R. Colomb, dans son édition, déforme l'expression stendhalienne en « croissant en pleine terre ».

3. Par cette référence pastorale à Virgile, Stendhal poursuit sa digression euphorique. (Cette note autographe est inédite.)

4. Note de R. Colomb : « Mme Grassini dont tous les spectateurs raffolaient dans l'opéra des *Vierges du Soleil* ».

Chapitre 24

a. Le chapitre 24 correspond aux folios 196 à 212 du manuscrit relié (R 288, II). Il fait partie des feuillets découpés par R. Colomb dont, seul est conservé le folio liminaire (folio 196) qui nous permet de rétablir l'agencement des chapitres

En marge de ce folio 196, on peut lire une annotation autographe : « rérais — Castiglione » (rérais : récit raisonnable).

1. Ce chapitre 24 est presque entièrement copié de Jomini, *op. cit.*, p. 125-134.

Chapitre 25

a. Les chapitres 25 et 26 se trouvent dans le manuscrit relié (R 288, II, folios 213 à 277).

1. Ce chapitre et le suivant sont des copies textuelles (à quelques légers détails près) du *Mémorial de Sainte-Hélène* (chapitre « Fragments de la campagne d'Italie » *op. cit.*, p. 525 à 540)

Chapitre 26

a. Au verso de ce folio 267 (R 288, II), Stendhal réfléchit sur la configuration de son ouvrage, son souci est double : il ne veut pas alourdir la narration par des récits redondants ; il ne veut pas non plus priver son lecteur des diverses voix qui les émettent (lettres de Bonaparte, récits de vive voix de Napoléon à ses anciens généraux, histoire commentée des événements *a posteriori*). Il hésite donc entre l'insertion des lettres de Bonaparte dans le corps même du texte (le lecteur n'apprendra rien de nouveau puisque les faits ont déjà été racontés) et leur renvoi dans des notes (ou des appendices) où le lecteur aura le choix d'aller puiser sans rompre le fil de sa lecture :

« Appendice 5 lettres
to take
l'appendice
la grande lettre du 6 novembre 1796 PKK 1 98
Cette lettre est excellente
Mais placée ici ce serait un troisième récit de la même chose
Pour ne pas en priver le lecteur curieux, la placer dans l'appendice, ainsi que la lettre au général Guillaume, la lettre à Salicetti.
Donc insérer
page 97 : lettre du 22 juillet à Salicetti
97 : petite lettre du 2 novembre au Directoire
98 : 3 août au Gal Guillaume
98 : 6 août grande lettre au Directoire
106 : 8 août au Directoire ».

(Les références données par Stendhal pour ces lettres sont celles de l'édition Pankouke [PKK].)

b. Cette note autographe présente les lettres de Bonaparte que Stendhal reproduit ci-après. En marge de ce folio 273, on trouve la note autographe suivante : « Dicter cette page et la lettre de [illisible] ».

c. Note autographe, en face de ce folio (folio 275, R 288, II) : « PKK 1.114 évoquer les portraits avant la bataille du Tagliamento. Ici ils jetteraient du froid ».

Chapitre 27

a. Ce chapitre 27 correspond, pour le début (jusqu'à « bravoure et audace ») aux folios 280 à 283 du carton R 288 (« pages arrachées au 2e volume ») et pour la suite, jusqu'à la fin du chapitre, aux folios 284 à 294 du manuscrit relié (R 288, II).

b. R. Colomb supprime cette phrase de liaison (folio 283) puisqu'il prend le parti de ne pas éditer la fin du chapitre. Dans la marge, en face de ce paragraphe, Stendhal note : « Dicter ici les

pages 140, 141, 142, 143, jusqu'à 144 Wurmser ». Il avait sans doute l'intention d'insérer une nouvelle copie de Jomini à cet endroit.

1. La première partie du chapitre, jusqu'à « bravoure et audace » est emprunté presque textuellement à Jomini, *op. cit.*, p. 135-136.

2. Ce paragraphe et le suivant sont autographes.

Chapitre 28

a. Le début de ce chapitre 28 (jusqu'à « Lavis ») est resté attaché au manuscrit relié (R 288, II, folio 295), alors que les folios suivants jusqu'à la fin de ce même chapitre (folios 296 à 328) ont été découpés par R. Colomb qui ne les a pas utilisés. Ce découpage est signalé de façon erronée dans l'édition du Cercle du Bibliophile qui indique que les folios 296 à 367 correspondent au chapitre XII de l'édition Colomb (chapitre 29 de la présente édition). R. Colomb a pourtant travaillé tout ce fragment : il en recopie certains passages au clair, certainement destinés à être envoyés à l'imprimeur, mais il ne leur inflige pas le trait au crayon en travers de la page, signe du « bon à tirer ». Nous les « restaurons » donc à la place qu'ils occupaient dans le manuscrit de Stendhal.

b. En face de ce passage, Stendhal note (verso du folio 294) : « *Perhaps already said in Pichegru* »

c. En marge de ce rapport, Stendhal indique ses sources : « PKK 1. 146 » (PKK : éditions Pankouke).

d. En marge, au crayon, Stendhal note : « paroles du rapport de Nap. 133 »; il indique les références à l'édition Pankouke à laquelle il emprunte ce passage.

e. Au verso du folio 322 (carton R 288, « pages arrachées au 2ᵉ volume »), on trouve une note autographe : « *for me — The 7 march 37 — after four months I am correcting those sheets* — [illisible] récits — *any major diff[icul]ty* ».

1. Tout ce chapitre 28 s'inspire des *Mémoires* de Napoléon et des lettres et rapports de Napoléon (publiés aux éditions Pankouke). Stendhal en indique systématiquement la référence dans ses marges (par les initiales PKK suivies du nᵒ du chapitre et de la page).

Chapitre 29

a. Nous ne possédons de ce chapitre que le dernier folio (folio 350, carton R 288, « pages arrachées au 2ᵉ volume »). Mais nous pouvons le délimiter par le sens; Stendhal, sur la table qu'il insère au début du volume, note en face de l'indication « chapitre 30 » : « De l'art militaire ». Deux hypothèses s'offrent alors : soit ce chapitre commence par « l'art militaire » (le « de » équivalant alors à « à partir de »); soit « de » est mis pour « au sujet de ». Nous avons choisi la deuxième hypothèse : le début forme un tout homogène avec la suite.

b. Au verso du folio 350 (carton R 288), on trouve la note autographe suivante :

« *For me* — sur Berthier (le prince) et Berthier (le maréchal) homme judicieux [quelques mots illisibles à la déchirure du folio]. Articles passables dans cette bête de biographie Michaud (supplément) haine de *cuistre qui a eu peur* de M. Michaud jeune pour Napoléon.

« Mme Visconti est nommée plusieurs fois dans l'article de Berthier, le citer au bas de la page de l'article sur Milan en 1796.

« Berthier toutes les commodités et tous les défauts d'une âme faible, ne veut pas rentrer en Russie à [un blanc].

« J'ai besoin à l'Armée de la réputation que je vous y ai faite. Ce pauvre Berthier était vieux ; né en 1753 il avait 60 ans en 1813 et 59 3/4 à [illisible].

« L'article est d'avis qu'il s'est jeté par la fenêtre peut être comme *un noble.*

« L'article de Napoléon est annoncé par la lettre N au supplément chapitre Bonaparte « article raisonnable (*to take*) écrit par [suit un passage illisible] — grands faits tome 59 Biogr. — Mardi, 7 février 1837. »

Cette note de régie, destinée à son propre usage, sélectionne et commente les passages de la *Biographie* de Michaud que Stendhal utilisera (sans doute au chapitre 35). Elle est inédite.

1. Il s'agit — là encore — d'une pause que Stendhal se ménage entre les copies des auteurs dont il s'inspire. Le « récit raisonnable » présente ici une « réflexion » politique. Il semble effectivement que Stendhal, à partir du récit fidèle des événements — dont il laisse le soin de la narration à d'autres — saisisse l'occasion de prendre position. Pour lui, l'Histoire moderne du XIX[e] siècle ne peut pas se résumer à une succession de batailles ; elle est avant tout politique.

2. On retrouve ici, appliquée à un autre domaine, la fameuse théorie de la « cristallisation » énoncée par Stendhal dans *De l'amour.*

Chapitre 30

a. Ici l'édition du Cercle du Bibliophile donne une fausse piste sur l'organisation du manuscrit.

Le début du chapitre XIII de l'édition Colomb ne correspond pas au folio 296 du manuscrit, comme l'indique l'édition citée, mais au folio 362. On retrouve en effet, dans le carton R 288 (« pages arrachées du 2[e] volume ») les folios 365 et 367 (dont il manque une partie dans l'édition Colomb). La table figurant au début du second volume annonce que le chapitre 30 commence au folio 362. Il est alors aisé, par déduction, de reconstruire l'ensemble du chapitre.

b. Encore une fois, la transition qui annonce un passage sectionné par R. Colomb a disparu. Les lettres annoncées à la suite du chapitre XII de l'édition du Cercle du Bibliophile sont à placer ici. Stendhal en note l'emplacement, dans la marge, au bas du folio 367 : « Placer ici les lettres de Nap. de la page 814 à la page 861 c'est-à-dire 47 pages ».

c. Stendhal note au crayon, en face de cette signature (sur le verso du folio 396) : « *To ask to somebody the salutation of those letters and insere in there* ». Il comptait sans doute interroger quelqu'un sur les formules de politesse de ce genre de lettre officielle.

1. Ce chapitre 30 est une paraphrase très libre de Jomini *op. cit.*, p. 157 à 162, sauf à la fin du chapitre (p. 161-162), où Stendhal suit de plus près le texte copié.

Chapitre 31

a. Là encore, nous avons sous les yeux la preuve de l'organisation fantaisiste de R. Colomb Le chapitre 31 — dont il faisait son chapitre XVII — doit être placé avant le chapitre XIV (chapitre 32 de la présente édition).

Nous pouvons rétablir la configuration de ce chapitre — et son emplacement dans le volume — grâce à une marginale qui subsiste dans le volume II du manuscrit relié (R 288) bien que le feuillet ait été découpé.

Ce fragment de folio, rescapé miraculeusement de l'énergique coup de ciseaux de R. Colomb, se situe immédiatement après le folio 415. Or le chapitre 31, suivant la table du début du volume, commence au folio 416. Voici ce qu'on peut lire sur cette marginale autographe :

« Copier dans PKK [Pankouke] la dépêche I. 192

« 9 octobre

« Il faudrait réunir [...] [illisible] flancs

« citer la dépêche contre les voleurs 12 octobre — I. 154 — citer dép. I. 155 — citer I. 157 — Donner à espérer les lettres.

« Le 31 janvier 37. »

Il est effectivement question de la « guerre aux voleurs » dans ce chapitre. Nous ne possédons plus la copie de ces dépêches, certainement placées à la fin de cette présentation « raisonnée » de Stendhal. R. Colomb a dû les éliminer malgré l'annonce claire qui en est faite par Stendhal, à moins que celui-ci ne les ait jamais fait copier.

1. Cette lettre ne figure pas dans les papiers du manuscrit conservés à la Bibliothèque municipale de Grenoble.

Chapitre 32

a. Nous ne possédons du chapitre 32 qu'un seul folio, l'avant-dernier (folio 437, R 288, « pages arrachées au 2e volume »), dont R. Colomb n'a publié qu'un fragment (voir à la fin du chapitre 32), et un indice, à la fin du chapitre 30 : une annotation autographe, au bas du folio 415 qui clôt le chapitre :

« Chapitre 32 — Napoléon ne voulait pas choquer le Directoire », et, sous une rature, on peut lire « Aller à 882 » (ancienne pagination que Stendhal barre tout au long du volume pour la remplacer par une nouvelle pagination qui commence au début du volume II).

Stendhal a dû changer l'organisation du chapitre après coup (ce qui explique la rature) puisque le folio 436 (anciennement 882) commence au milieu d'une phrase « [...] se montrer digne du noble corps des rois » et que le folio 439 (anciennement 896) est le premier du chapitre 33, comme l'indique la table.

Notre hypothèse est étayée par une correction de R. Colomb qui ajoute, au-dessus de la nature 882, au crayon : « 425 ». Le chapitre 32 devait donc bien commencer au folio 425.

b. En face de ce passage, dans la marge, à gauche, Stendhal note au crayon « 1/3 » (Thiers). Il indique ainsi le début de sa copie de l'*Histoire de la Révolution* de Thiers (2e édition, t. VIII) qu'il poursuivra au chapitre suivant.

c. Ici Stendhal insère une phrase, qu'il ne rature pas mais qu'il glissera plus loin, dans un autre chapitre, en indiquant qu'il faut supprimer la présente : « Il y eut des moments où l'armée française eut jusqu'à quinze mille malades. »

d. Cette lettre devait occuper le folio manquant (folio 438) de la fin de ce chapitre (le folio 439 est le premier du chapitre 33). R. Colomb l'a certainement jetée, jugeant inutiles les « documents bruts » que Stendhal avait choisi d'insérer entre les pages du « récit raisonnable ».

Il supprima donc de son édition le fragment de liaison de la fin du folio 437 (à partir de « voici le commencement »).

1. Note de R. Colomb : « Sous l'Empire, M. Bottot, un peu exilé, vivait en philosophe et avec sa maîtresse, mère de deux jolies filles, dans une charmante habitation à la porte de Genève. »

Chapitre 33

a. Le début de ce chapitre 33 correspond aux folios 439-444 du manuscrit relié (R 288, II); le reste du chapitre a été découpé par les soins de R. Colomb; il n'en reste que les folios 447-448, conservés dans le carton R 288 (« pages arrachées au 2e volume ») qui correspondent au passage qui va de « Pendant ces deux mois » à la fin du chapitre 33. Les folios 445-446 entre les deux passages manquent.

b. En note, de l'écriture de Stendhal, dans la marge de ce folio 442 (R 288, II) : « Quand on commence le siège de Kehl? »

c. En marge, en haut du folio 447, Stendhal note . « rérais » (récit raisonnable). Il indique par là qu'il s'inspire de Jomini pour les faits qu'il récrit de son propre style et qu'il ponctue de commentaires.

d. Ici, en marge, une annotation autographe : « ôter ce fait plus haut » (voir la note à la fin du chapitre 32).

e. Ce passage, jusqu'à la fin du paragraphe, est autographe. R. Colomb a dû mettre de côté ce folio 458 pour le recopier avant de le remettre à l'imprimeur. Il est conservé dans le carton R 288 (« pages arrachées au 2e volume »).

f. Nous rétablissons le début de ce paragraphe que R. Colomb avait transformé en « Tandis que ces événements [...] » dans son édition.

Il avait néanmoins mis de côté le folio 474 (carton R 288, « pages arrachées du 2e volume ») pour garder trace de l'original. Il devait, selon son habitude dont nous avons quelques exemples dans le carton R 288, recopier la page avec ses propres modifications pour la remettre à l'imprimeur.

g. Cette transition manque dans l'édition Colomb. Elle annonce la copie du *Mémorial de Sainte-Hélène* (chapitre 34) que R. Colomb avait décidé de supprimer et qu'il laissa dans le manuscrit (R 288, II).

En marge, au bas du folio, on peut lire cette annotation autographe : « Le récit par Napoléon un peu abrégé dans le commencement » et au crayon, en haut à gauche, cette autre marginale : « A vérifier l'époque — je crois une erreur de rérais — Moreau était en retraite à Kehl ».

1. Le début de ce chapitre (jusqu'à « le second jour de la bataille d'Arcole ») est adapté de Thiers (*Histoire de la Révolution*, 2e édition, t. VIII, p. 449 et suivantes. Stendhal « traduit » Thiers dont il « purge la blague de mauvais ton, le coloris », comme il l'indique sur ses notes rédigées du 4 novembre au 25 décembre 1836 et destinées à la rédaction de la « première campagne » (ms. R 5896, tome VIII, folio 25; voir l'édition du Cercle du Bibliophile qui donne

une transcription de ces brouillons, p. 317-26). Stendhal ne garde de l'ouvrage de Thiers que la trame événementielle. Il corrige son style parfois emphatique, il résume et simplifie ses développements et précise certaines circonstances un peu trop vagues ou inexactes.

2. Ce passage est adapté de Jomini, *op. cit.*, p. 163-176.

Chapitre 34

a. Le chapitre 34 se trouve dans le manuscrit relié (R 288, II, folios 477 à 498).

1. Ici, et au début du chapitre suivant (chapitre 35 jusqu'à « l'espoir d'une prompte reddition »), Stendhal reprend sa copie du *Mémorial de Sainte-Hélène*, *op. cit.*, p. 540 à 556), en apportant, notamment au chapitre 34, quelques modifications au texte de Las Cases. Nous les signalerons. Stendhal redouble donc ici le récit de la bataille d'Arcole, déjà évoquée au chapitre précédent de manière distante et historique par Thiers et Jomini. La copie du *Mémorial* présente les événements en direct, d'un point de vue beaucoup plus subjectif.

2. Cette anecdote ne se trouve pas dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*.

3. Ce passage, jusqu'à « comme perdus » est arrangé par Stendhal, qui s'éloigne de la copie du *Mémorial*.

4. La Cases donne « cinquante mille hommes ».

5. Cette phrase est ajoutée par Stendhal.

6. Las Cases donne « quarante-neuf à cinquante mille hommes ».

Chapitre 35

a. Le chapitre 35 commence au bas du folio 498. Cette copie du *Mémorial de Sainte-Hélène* se poursuit jusqu'au folio 547 dans le manuscrit relié (R288, II), c'est-à-dire jusqu'à « l'espoir d'une prompte reddition ». Ensuite, Stendhal place les portraits de ses généraux (les feuillets manuscrits de ce passage ont disparu ; ils devaient se situer aux folios 548-557) ; enfin, les derniers folios, découpés par R. Colomb (558 à 570), qui n'ont rien à voir avec le sujet traité dans le volume II, ont été rangés — d'après leur sens — dans le carton R288 avec les « pages arrachées au 1er volume ».

b. Ici, au bas du folio 547 qui interrompt la copie du *Mémorial*, Stendhal note : « *There the letters of* Nap »

c. Ce passage final du 2e volume du manuscrit relié (R 288), découpé par R. Colomb sans être publié, porte une mention spéciale de la main de Stendhal : « Morceau oublié dans le premier volume relié et vient après la page [un blanc]. » On le trouve effectivement dans les « pages arrachées du 1er volume » du carton R 288.

R. Colomb avait effectivement projeté de l'insérer dans le premier volume. Voici ce qu'il note au verso du folio 557 (folio blanc) : « Le chapitre page 558 à 570 inclusivement doit, ce me semble, être placé au 1er volume, immédiatement avant le chapitre 9 page 203. (Cela a été fait.) »

Dans le premier volume du manuscrit relié (R 288), on retrouve la correspondance de ce déplacement grâce à une autre note de R. Colomb : « On doit, ce me semble, placer immédiatement avant ce chapitre 9 un chapitre de 12 pages relié à la suite du 2e volume pages 558 à 570 inclusivement » (version du folio blanc 202).

En définitive, R. Colomb a préféré éliminer purement et simplement ce passage de son édition.

Nous le replaçons là où Stendhal l'avait relié, puisque nous avons pris le parti de reconstituer le manuscrit tel qu'il a été interrompu par Stendhal, même s'il constitue un hors-sujet à cet endroit de la rédaction. Nous avons affaire ici, rappelons-le, à un brouillon que Stendhal ne projetait pas de publier dans l'état où il l'a laissé.

d. Ici s'achevait la rédaction du deuxième volume relié (R288). Stendhal note au bas de ce folio 570

« Appendice

« Les 5 lettres de PKK [Pankouke] 97-106 indiquées page 713[bis]. »

Stendhal projetait de placer les copies de ces lettres qu'il mentionne à la fin du chapitre 26, à cet endroit, en fin de volume.

On trouve encore, sur les quelques folios de la fin du volume, les notes autographes suivantes :

Folio 571

« *Things or thoughts to take*, que je puis dire, les ayant entendu dire par d'autres, donc plus des secrets.

« Le 24 février, M. Seyp. (?) me dit (Jamais eu telles aubaines, *in* Abeille [Civita-Vecchia]) :

« "Napoléon revint d'Italie en 1797, avec 4 millions."

« Diamant de 80 000 à Mme Visconti. M. S... ajoute :

« "On ne peut pas appeler cela voler; s'il eût voulu faire de l'argent, Milan seule lui eût donné 5 millions; j'ajoute le Sénat de Venise, 20, le 1[er] mai 1797, pour n'être pas détruit."

« Nap. à Berlin je crois; M. Da[ru] lui présentant un compte de dons aux maréchaux chefs de corps d'armée de 1 500 mille frs., avec un reliquat de 2 millions 400 mille frs. Nap. les lui donne.

« Lettre de ce benêt d'Anglès intendant à [un blanc] près de la Silésie ou en Silésie à M. Mounier son collègue, je crois.

« "Un tel m'a offert 200 mille frs pour décider en sa faveur, mais, comme sa cause était juste, je lui ai donné raison en refusant son argent." La lettre interceptée tombe entre les mains de l'Empereur. Anglès, maître des requêtes chargé d'un des 4 arrondissements de la Police, malgré l'étonnement des ministres. "J'ai vu", disait l'Empereur.

« Sur la fin de son règne il était corrompu par la corruption. »

Folio 572

Stendhal rédige une table *post opus* qui ne varie guère de la table liminaire.

Il note, en bas, à droite :

« 19 chapitres dans ce volume

« in [un blanc] pages.

« Donc terme moyen

« de nombre de pages des chapitres. »

Folio 573

« (Appendice. Mensonges officiels d'où peut sortir la vérité. *For me* : M. de Baran[te]).

« Ces trois premiers volumes du ms. forment 1522 pages.

« Les *M*[émoires] de Rovigo ont 28 lignes.

« Chaque ligne, 38 lettres 1/4.

« Le ms. a 15 lignes par page.

« Chaque ligne a 31 3/4.
« 2 pages de ce ms. font 952 lettres.
« 2 pages 3 lignes du ms. = 1 page de Rovigo.
« $2\ 1/5 : 1 :: 1522 : x = \dfrac{1522 \times 1}{2\ 1/5}$

$x = 691\ 9/11$

Donc, ces trois volumes du ms. font 691 9/11.
2 vol. à 345 pages.
Un Bonaparte enterré à Palma vers 1500. Journaux du 3 mars 1837. »

Folio 573 verso (inédit)
« Quel malheur que cela ait manqué
« dit [illisible] *speaking* of gouv[ernement].
« une soirée d'expression »
Le reste de la note est illisible. Elle porte une référence « Alg. n° 5 »

Folio 574
Une minuscule note :
« 1837 febr. 25
« *I* corig. *the last prove di* Accor »
nous renseigne sur le deuxième chantier que Stendhal avait mis en route en même temps que celui des *Mémoires sur Napoléon*. Il s'agit de la « Chronique italienne », *Vittoria Accoramboni* dont il achève les ultimes corrections.

1. Cette réflexion est insérée par Stendhal dans la copie du *Mémorial.*
2. Las Cases donne « douze mille ».
3. Ce passage, jusqu'à « avec Vérone » est inséré par Stendhal dans la copie du *Mémorial.*
4. Ici, Stendhal reprend la plume pour annoncer la copie des portraits que Napoléon fit de ses généraux Berthier, Masséna, Augereau et Sérurier (*Mémoires* de Napoléon, chapitre VI, § 7 à 10).

Chapitre 36

a. La rédaction du troisième volume du manuscrit relié (R288, III) commence par une copie sans interligne (paginée au crayon 1 à 4) de la présentation des « Lettres de Bonaparte au Directoire ». L'indication du « chapitre 36 » n'est portée que sur un feuillet blanc (paginé 5) et la copie des lettres ne commence qu'au folio 7.

On peut alors se demander si cette présentation n'est pas l'ultime version d'un travail préparatoire que l'on ne possède pas et qui aurait été inséré après coup par Stendhal au début du volume (ces 4 feuillets ainsi que les 2 folios de garde sont montés sur onglet, contrairement aux autres feuillets reliés).

Colomb, suivant le parti pris de son édition, ne publie pas ces quelques pages liminaires étant donné qu'il ne publie pas les lettres qui suivent. Royer, lui, rétablit la présentation dans son édition, mais pas les lettres.

Autre étrangeté de composition : Stendhal annonce « 12 lettres au Directoire »; or on compte quinze lettres (numérotées 1 à 15) dont certaines ne sont pas adressées au Directoire.

Ce troisième volume est resté à l'état d'esquisse, il présente certaines incohérences. On y trouve une page de titre « Mémoires sur Napoléon, 3e volume » précédée d'une page de table, où figure un schéma sans numérotation de chapitre ni correspondance de pagination (chapitre [un blanc] page [un blanc]) reproduit sept fois.

Stendhal avait-il prévu que ce troisième volume soit réparti en 7 chapitres ou est-ce un schéma aléatoire ?

A l'intérieur du volume, seuls les chapitres 36 à 40 sont indiqués explicitement ; certains passages ne comportent qu'une mention « chapitre » sans numéro. Ces chapitres sont souvent des copies que Stendhal avait dû commander à un copiste sans avoir le temps de vraiment les reprendre. Colomb a recomposé certains passages en opérant une coupe arbitraire.

Avec les éléments que nous possédons (certains folios sont conservés dans le carton R288, « pages arrachées au 3e volume »), nous essayons de reconstruire le plus fidèlement possible l'aspect provisoire de ce troisième volume, abandonné par Stendhal en cours de rédaction.

b. Cette première lettre, contrairement aux quatorze qui suivent, a été découpée et conservée dans le carton R288 (« pages arrachées au 3e volume »). R. Colomb projetait-il de les publier, ou d'en publier une à titre d'échantillon ? Elle est paginée 7 à 18. Le reste des lettres correspond aux folios 19 à 87 du manuscrit relié (R288, III). La suite du chapitre (éditée par R. Colomb) a été découpée ; elle devait se situer aux folios 88 à 107 du manuscrit relié. On en possède quelques folios (folios 102, 105 et 107, dans le carton R288) qui permettent de corriger certaines interpolations de R. Colomb et de délimiter la fin du chapitre (le folio 108 correspond au début du chapitre 37).

c. La fin de ce chapitre 36 correspond aux folios 88 à 107 découpés par R. Colomb dans le manuscrit relié. On en retrouve quelques folios épars dans le carton R 288 : folios 102-105 (placés par inadvertance par les bibliothécaires dans la chemise « pages arrachées au 1er volume ») et 107 qui clôt le chapitre.

d. Cette note autographe se trouve au folio 102 (R288, III). Elle a subi quelques altérations dans l'édition de R. Colomb qui précise notamment : « fut pareille à celle du gouvernement républicain ».

1. Ces équivalences de calendrier et d'événements historiques sont de la main de Stendhal.

2. Stendhal (ou Colomb ?) barre ce nom propre ainsi que tous les noms propres de cette lettre à partir de celui-là.

3. À partir de là, les noms propres ne sont plus raturés.

4. Le comte Daru était le protecteur de Stendhal qui obtint, par son intermédiaire, différents emplois dans l'administration de Napoléon.

5. La précision est de Stendhal.

6. Ici reprend le « récit raisonnable », où Stendhal se propose une analyse de la situation politique en France, pendant que se déroulent les événements d'Italie.

Chapitre 37

a. Le début de ce chapitre 37 correspond au folio 123 (qui comporte au crayon une autre pagination : 108). La piste de la pagination se brouille à partir d'ici. On peut lire plusieurs couches de chiffres sous la pagination définitive ou, comme ici, deux séries de chiffres. De ce chapitre 37 (folios 108 (123) à 153), on possède quelques feuillets conservé dans le carton R288 (folios 126 à 129 ; folio 113 (nouvelle pagination qui apparaît alors que le texte des pages s'enchaîne) à 116 ; folio 136 ; folios 140 et 141 ; folios 150-153).

b. Note autographe en marge du folio 128 correspondant à ce passage : « volume relié *History of* Venise Daru ».

c. Ce passage, jusqu'à « honneur » est autographe (folio 140, R288, III).

d. Au verso du folio 153, face à ce passage, on peut lire une note autographe au crayon :
« Ici finit rérais.
« 25 mars 1837.
pas de chapitre...
« 16 ou 19 pages
« [illisible]
« 24 mars 1837 ».

1. Ce passage, jusqu'à la fin du chapitre, est une paraphrase de Jomini, *op. cit.*, p. 185-191.

Chapitre 38

a. Peut-être, d'après la note marginale qui précède, n'y avait-il pas de chapitre 38. Mais il existe un chapitre 39 (« Bataille de Rivoli »). Nous « inventons » donc un chapitre 38 pour les besoins de la présente édition. Nous ne possédons pas le folio d'incipit du chapitre, mais les suivants (folios 155 à 159) et le folio 166. Ce chapitre devrait donc occuper les folios 154 à 169 dans le troisième volume du manuscrit relié. Les folios mentionnés se trouvent dans le carton R 288.

b. « M. Biogi » est le nom que l'on peut lire sous la rature. En fait, Stendhal écrit, en surcharge, l'initiale « N... » (folios 155 et suivants, R 288, « pages arrachées au 3e volume »).

c. Sur la partie inférieure du folio 159, après ce mot, on trouve « sur le papier blanc d'une lettre qui était [...] ». L'écriture s'interrompt à cet endroit, à la fin du folio. On ne possède pas le folio 160 : R. Colomb aurait il omis de reproduire un passage ?

1. Stendhal a maquillé le nom du peintre Didier Boguet, peintre paysagiste, auteur notamment d'un tableau de la bataille de Rivoli, actuellement au musée de Périgueux. (Voir la note du chapitre 40 où il le cite). Stendhal a rencontré ce peintre à Rome et le mentionne dans son *Voyage dans le Midi de la France*, lors d'une étape à Montpellier où il a pu admirer certains de ses tableaux : « J'ai admiré trois excellents paysages de M. Boguet à qui il n'a manqué que de l'intrigue pour être le premier paysagiste de France. M. Boguet vit à Rome depuis soixante ans ; dans le fait, c'est un élève de Claude Lorrain et le meilleur. Je lui reprocherais ceci : les clairs et les ombres de ses premiers plans ne sont pas assez forts. » (in *Voyages en France*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1992, page 701.)

2. Note de l'édition R. Colomb : « En 1837, ce portrait appartient à la reine Hortense et se voit au château d'Arenenberg, sur le lac de Constance. Morte le 5 octobre 1837, dans ce château d'Arenenberg, la reine Hortense a été inhumée dans l'église de Rueil, à côté de sa mère, l'impératrice Joséphine ».

Chapitre 39

a. Colomb précise, au verso du folio 170, la provenance de la rédaction du chapitre 39 : « Voici, maintenant le récit de Rivoli par Napoléon, tel qu'on le trouve dans le *Mémorial de*

Sainte-Hélène, qui me semble plus spontané et plus digne de confiance que les *Mémoires* dictés par l'empereur à ses compagnons d'exil. »

Le chapitre 39 et le chapitre 40 correspondent aux folios 171 à 236 du troisième volume du manuscrit relié (R288). Il s'agit d'une copie du *Mémorial* que Stendhal a fait faire. Il la modifie de quelques détails insignifiants (corrections ou annotations autographes en interligne).

1. Tout le chapitre 39 est copié presque mot pour mot dans le *Mémorial de Sainte-Hélène,* (*op. cit.,* p. 556 à 564).

2. Ce conseil est écrit de la main de Stendhal.

3. Cette indication est encore autographe.

4. Il a été question du peintre Boguet, plus haut, au chapitre 38, sous le faux nom de Biogi. Cette note est bien sûr, écrite de la main de Stendhal.

Chapitre 40

a. au verso du folio 235, en face de ce passage, une note autographe :

« Biog[raphie] 1. vers 200
« dit qu'Augereau
« ne partit qu'à la fin de juillet
« et avant par Lavalette
« (voir les M[émoires] de Lavalette)
« 11 fev. »

Stendhal se fait de petits mementos critiques d'histoire comparée. Il fait certainement référence ici, comme à d'autres endroits, à la *Biographie des hommes vivants* de Michaud. Les historiens, biographes ou mémorialistes ne sont pas d'accord entre eux sur les détails. Il en tiendra compte dans son « récit raisonnable ».

b. À la fin du folio 236, une autre note autographe concernant l'organisation du volume :

« La suite à 238
« Il manque l'histoire de 42 jours du 1 février au 13 mars
« app. Tolentino ».

Apparemment, Stendhal fait copier des « morceaux » d'histoire par les deux copistes qu'il emploie ; il les relie ensuite dans les volumes de son manuscrit (avant ou après correction ?). Ici, il s'aperçoit sans doute d'une lacune dans le cours de la copie. Il comptait certainement intercaler un cahier correspondant à cette copie à cet endroit.

c. Le folio 237 est un faux début de chapitre dont on possède une autre version dans le carton R288 (« pages arrachées au 3e volume »). Voici ce qu'on peut lire sous la rature :

« Chapitre
« rérais.
« Nous avons vu que la cour de Rome...
« Mantoue capitula enfin le...
« page 308. »

Au verso du même folio, on peut lire une série de notes autographes, éparpillées sur l'espace de la page ; Stendhal se livre à quelques réflexions, en marge de son récit historique ; ces excroissances « philosophiques » ne sont pas des commentaires directs sur le contenu de l'ouvrage qu'il compose, mais plutôt des remarques sur la manière d'en concevoir la « narration » :

« Leçon de goût de M. Narbo-Bonar[1].

« Des choses, des choses... Je vous avouerai que je ne puis souffrir un volume écrit... Par exemple M. Dijon[2] fort poli, fort bien, mais je ne lui ai jamais entendu rien dire de remarquable (un autre mot : frappant peut-être).

« Dominique[3] répond :

« L'esprit est de mauvais ton, etc. (*passage St Roch* allant à 333 le 11 février). Donc courage for *this opus. It is there ma maxime!*

« Maxime *for the tale* :

« Dom[inique] ne peut avoir *for him* que l'intérêt de la narration. Son c[œur] lui dit *what to take, what to despise*, donc [illisible] ».

« Note à la conversation de Pichegru avec Fauche *to take* in Bourrienne*. »

d. Voici le début du chapitre que Stendhal avait raturé au folio 237. Il se trouve au folio 238 dans le carton R288 (« pages arrachées au 3e volume ») avec la suite de la copie (deux séries de fragments suivis 238-241 et 241-265), corrigée de la main de Stendhal. Colomb explique pourquoi il ne l'a pas publié, malgré son découpage :

« 1797

« Tiré du 3e volume relié

« Fragment N° : 4 pages

« Bien que ces 4 pages (238 à 241) soient une composition de Beyle, il n'en a pas été fait usage, par le motif que tout ce qu'elles contiennent existe, et avec plus de développements aux cahiers N° 1 pages 2 à 27. »

« 1797

« Fragment N°

« pages 241 à 265 : le 10 mars 1797, Napoléon s'avance sur le Tagliamento. Massacre des Français à Vérone le 2 avril 1797. Signature des préliminaires de Leoben le 18 avril 1797. Napoléon déclare la guerre à Venise le 3 mai. Les Français occupent Venise le 16.

« Fin de la partie poétique de la vie de Napoléon.

« Composition non employée comme faisant à peu près double emploi avec partie du cahier N° 1. »

Les cahiers ou les fragments que R. Colomb numérote ainsi sont ses propres indices de reconstruction du manuscrit. Ils n'appartiennent à aucun classement de Stendhal. Nous reproduisons donc ces fragments à leur place initiale dans le manuscrit.

En marge du folio 238, Stendhal note :

« Placer la Favorite avant ceci

« rérais.

« depuis l'arrivée [un blanc] à Judembourg

« jusqu'au départ pour Milan »

* Le public n'a accordé aucune confiance aux publications de M. Fauche-Borel et Bourrienne, de ce dernier surtout. Quand je cite un fait publié par ces écrivains, c'est que je l'ai trouvé dans des Mémoires manuscrits ou qu'il m'a été confirmé par des personnes qui se trouvaient auprès du général Bonaparte de 1797 à 1802. 11 février 1837.

1. V. Del Litto propose de lire sous ce double nom ceux du comte Narbonne Lara, aide de camp de Napoléon et de M. Bonar, Anglais rencontré à Bonn en 1826. (*Œuvres intimes*, tome II, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1982, pages 1154 et 1157 n.) ; cette élucidation ne nous renseigne pas sur la « leçon de goût » ; on peut toutefois remarquer le jeu de syllabes (Stendhal pratique aisément le « verlan ») auquel il s'amuse.

2. M. Dijon est le nom crypté du comte Molé.

3. « Dominique » est un des pseudonymes sous lesquels Stendhal se désigne.

Le récit qui suit est sans doute un arrangement de Stendhal à partir de lectures qu'il a faites. Il s'agit donc certainement d'un passage dicté par Stendhal à un copiste et retravaillé, en interlignes, dans un deuxième temps.

e. Variante : « la nullité ».

f. À partir d'ici, Colomb opère un véritable démembrement du manuscrit. Il interpole certains passages, en déplace d'autres pour établir un « texte » qui n'a plus rien à voir avec l'original. Nous essayons, dans la mesure du possible, de le rétablir tel que Stendhal l'avait organisé.

g. Ce passage, jusqu'à la fin du paragraphe a été découpé par R. Colomb et isolé parmi d'autres fragments (chapitre XXI de son édition).

Il s'agit du début du folio 245 (R 288, « pages arrachées au 3e volume »).

h. Au bas de ce folio (256) Stendhal note, au crayon, un point de repère sans doute destiné à l'insertion d'un passage des *Mémoires* relatant les mêmes événements : « Ici le Tagliameto de Nap. »

Ce récit figure plus loin.

i. Ici encore, le projet d'un *incipit* de chapitre qui n'a pas été numéroté. On peut lire, en haut à gauche du folio 257 une marginale autographe :

« rérais

« chapitre

« Depuis l'arrivée à Judembourg jusqu'au départ pour Milan

« Destruction de la république de Venise ».

j. Ce passage, jusqu'à la fin du paragraphe, a été déplacé par R. Colomb pour faire partie du chapitre XXI de son édition. Il s'agit de la partie inférieure du folio 265 (carton R288, « pages arrachées du 3e volume »).

k. Alors que Romain Colomb avait attribué dans un premier temps ces fragments à Stendhal (« composition de Beyle », écrit-il en marge du folio 252), il s'aperçoit dans un second temps qu'ils sont copiés directement dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, et les supprime de son édition.

Ce passage correspond aux folios 252 à 260 du manuscrit relié (R 288, III).

l. Cette copie, sans aucune correction autographe, correspond aux folios 262 à 307 du manuscrit relié (R288, III).

m. R. Colomb, lecteur attentif, note au verso du folio 267 : « Cette lettre existe encore page 396. Ci-après. »

n. En face de ce passage, Colomb note : « Tout cela est répété page 403 ». Effectivement, on retrouve le récit des mêmes événements un peu plus loin.

o. Sur la marge du folio suivant (308 ?), découpé, on peut lire :

« Dicté le 7

« *first idea the* [18]

« brumaire (9 nov.)

« Rérais. depuis la pr[ise] [de]

« Mantoue jusqu'à la let[tre]

« de Nap. à l'archid[uc] Charl[es] ».

Ce fragment, qui devait initialement occuper les folios 308 à 327, ne correspond pas au nombre de marges restant sur le manuscrit. Stendhal l'aurait-il découpé lui-même et placé ailleurs (par exemple avant, au folio 238, initialement paginé 308, et qui traite de la capitulation de Mantoue) ? C'est fort possible.

p. Ce récit de bataille (jusqu'à « étaient à un degré inexprimable ») correspond aux folios 328-391 du manuscrit relié (R288, III).

q. R. Colomb, en marge, au crayon, note : « Voir page 271 ». Voir *supra*, où cette lettre est déjà recopiée.

r. En marge de ce folio 416, on trouve une annotation autographe : « Nap. à Passeriaux rérais. »

Ce « récit raisonnable » est situé aux folios 416-432 du manuscrit relié R288, III.

s. Le « récit raisonnable » se poursuit, au folio 433, avec une nouvelle mention autographe, en haut à gauche de la page :

« dicté le 10 f[évrier] 37

« 1[er] volume au relieur

« rérais. depuis le traité de Campo-Formio jusqu'au départ pour l'Égypte ».

Stendhal indique qu'il a confié le premier volume du manuscrit à un relieur. Il corrige donc certainement le premier volume en même temps qu'il établit le troisième. Ce nouveau « récit raisonnable » correspond aux folios 433-455 du manuscrit relié (R 288, III).

t. En marge, de la main du copiste, mais certainement dicté par Stendhal : « Rewbel et Merlin se montraient les plus animés contre Napoléon ; ils l'accusaient d'avoir fait la paix à Leoben au lieu de marcher sur Vienne et de révolutionner l'Autriche. Ils ignoraient que les Viennois adorent leur Empereur, ce sentiment est si fort que les plus grands malheurs et deux conquêtes n'ont pu l'affaiblir. »

u. Ici, en marge du folio (452), une note autographe : « *to see* Biogra ». Il s'agit certainement, ici encore, de la *Biographie des hommes vivants* de Michaud.

v. Ce passage, jusqu'à « connaissance au Directoire », correspond aux folios 452-519 du manuscrit relié (R288, III).

w. En marge de ce passage (folio 514, R288, III), une note autographe : « *To take* 4 pages *in* Bio. 1 vers 100 ».

Il s'agit certainement, ici encore, de la *Biographie des hommes vivants* de Michaud.

x. Ce passage (jusqu'à la fin des *Mémoires sur Napoléon*, dans notre édition) fait partie d'un ensemble que Stendhal intitule « Fin des temps héroïques » (folios 521 à 523, carton R288). R. Colomb l'a amalgamé à d'autres passages. Il note, en haut du folio 521 : « Ceci a été mis au net et placé ci-dessus après la page 504 ». Il faut se méfier des « mises au net » de R. Colomb : elles sont, en général, des interpolations. R. Colomb a, ici encore, déformé le texte de Stendhal. Nous le resituons et nous le restaurons.

Il semble bien que, par ces mots, Stendhal ait prévu de clore le troisième volume de ses *Mémoires sur Napoléon*, même s'il restait encore un grand travail de relecture et de nombreux remaniements à effectuer sur ce volume : il s'agit ici d'un bilan de la période révolutionnaire du jeune général Bonaparte.

Si l'on compte les marges des folios que R. Colomb a découpés à la fin du troisième volume — et qui subsistent, seules, dans le manuscrit relié — on en trouve sept.

Étant donné que nous possédons trois de ces folios, retrouvés dans le carton R288 (folios 521 à 523), il reste quatre folios non identifiés.

Mais si l'on considère que Stendhal laissait toujours des folios blancs en fin de volume pour d'éventuelles modifications (c'est ce qu'il fait pour les deux premiers), on peut émettre l'hypothèse qu'il s'agit bien là des derniers folios rédigés du troisième volume.

Nous publions en appendice les pages éditées par R. Colomb à la suite de cette « fin des temps héroïques ».

y. En marge, devant ce passage, une note autographe : « A placer après les dernières proclamations de Nap. aux Jacobins : 1 brum. »

z. Variante : « S'imaginent ».

a. Suivent quelques mots illisibles.

1. Ce chapitre 40 est la suite de la copie du *Mémorial de Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 564 à 569.

2. Stendhal avait donc l'intention, dès la rédaction du troisième volume, de lui donner une

suite et de rédiger le chapitre des affaires de Venise, composé sur des feuillets séparés et conservé dans un carton séparé (R293). (Voir ci-après.)

3. Ce passage est une copie textuelle du *Mémorial de Sainte-Hélène, (op. cit.*, p. 707-8)

4. Ce passage est extrait des *Mémoires* de Napoléon, chapitre XVIII.

5. Cette lettre se trouve reproduite plus loin, dans les mêmes termes, dans une autre copie des *Mémoires* de Napoléon. Le troisième volume du manuscrit des *Mémoires sur Napoléon* se ressent de son inachèvement. Stendhal n'a pas relu l'ensemble de ce volume qui est, à partir du chapitre 39, une succession de copies souvent redondantes. Même si Stendhal affirme dans sa préface qu'il veut mettre sous les yeux du lecteur les « paroles mêmes de Napoléon », ici le procédé est trop marqué pour être définitif. On a bien là la marque d'un brouillon, étape transitoire d'un texte qui ne vit jamais le jour.

6. Ce récit de la bataille du Tagliamento est, à quelques rares exceptions près (que nous signalerons), une fidèle copie du *Mémorial de Sainte-Hélène* (*op. cit.*, p. 667-683), sommaires et titres compris. Il est entièrement reproduit de la main d'un copiste, à part les quelques retouches autographes.

7. Ce passage, jusqu'à « individuelles des Italiens », est autographe. C'est un ajout de Stendhal par rapport au texte du *Mémorial*. En face de ce folio 381 que l'on trouve, seul de sa série, dans le carton R288 (« pages arrachées au 3e volume »), Stendhal écrit : « *To make* ceci *in* all *the* récits non militaires de Nap[oléon] ».

« Ceci » : des additions commentant la copie ? Il semble que Stendhal ait inclus ici des éléments du récit raisonnable à l'intérieur même du récit factuel.

8. Ici, Stendhal change de source ; il copie désormais les *Mémoires* de Napoléon, référence qu'il indique en marge du folio 392 comme faisant « apparemment double emploi avec le M[émorial] ».

9. Ici reprend le « récit raisonnable ». Stendhal s'inspire certainement de plusieurs sources historiques pour composer ce fragment.

10. Ce passage jusqu'à « connaissance au Directoire » est extrait presque textuellement des *Mémoires* de Napoléon, chapitre XXII, « Paix de Campo-Formio ».

11. Colomb corrige sur le manuscrit, à juste titre, en « 1802 ».

12. Ce passage, jusqu'à la fin du paragraphe, est de Stendhal.

13. Ce passage, jusqu'à « pas d'arrangement possible avec Napoléon » est de Stendhal.

CHUTE DE VENISE

a. Ce cahier, rangé sous la cote R293 à la bibliothèque municipale de Grenoble, forme un ensemble cousu à la main — certainement par les soins de Stendhal ; il n'a pas été jugé digne d'être imprimé par Romain Colomb qui porte la mention suivante sur le manuscrit : « Ce volume contient 102 feuillets (21 mai 1884).

« N° 2

Chûte de Venise

« Composition que l'on pourra intercaler après la page 170 du cahier N° 1, à placer lui-même dans le 3e volume relié, avant la page 236.

« Le morceau est moins une composition, qu'une reproduction, souvent littérale, du *Mémorial de Ste Hélène* ; il ne peut donc pas faire partie des fragments à réimprimer. »

b. Variante : « comprendre ».

c. Ici, dans la marge, Stendhal note : « *to see* [illisible] le valet de chambre des princes de Bergame ».

d. Ici s'interrompt brusquement la copie du récit de la chute de Venise *Mémorial de Sainte-Hélène, op. cit.*, p. 706. Le bas du folio 102, qui clôt l'ensemble, est déchiré. Au verso, on peut déchiffrer, de la main de Stendhal, ces quelques mots :

« Corrigé et arrangé en 10 pages
« le 15 février 1837
« [illisible] *to see* Daru
« avant-hier D. Juan.
« M. de Bro parle des élections 1. 187. »

1. Ce fragment reprend, dans l'ensemble, le chapitre « Affaires de Venise » du *Mémorial de Sainte-Hélène*, (*op. cit.*, p. 683 à 706). Mais Stendhal fait précéder le début de ce fragment d'une notule (« rérais. *to see* Dar[u] ») : le « récit raisonnable » occupe en effet les premiers folios de ce récit; le début en est tout à fait original, bien qu'il suive d'assez loin la trame des événements consignés dans le *Mémorial* (jusqu'à « c'est-à-dire dans les pays les plus riches et les plus fertiles du monde »). Ensuite, Stendhal paraphrase le *Mémorial* (jusqu'à « dans les petits ports des lagunes d'où elles viennent »), et enfin, à partir de là, il suit le texte presque littéralement.

RETOUR À PARIS APRÈS L'ITALIE

a. Ce fragment, rangé sous la cote R294 à la Bibliothèque municipale de Grenoble, est une copie presque littérale des *Mémoires* de Napoléon. Stendhal note, sur un petit papillon collé au cahier manuscrit : « Le 28 janvier continuer à dicter l'assaut de St Jean d'Acre d'après M. 5 page 144 » (il s'agit du 28 janvier 1837).

R. Colomb y porte la mention suivante : « N° 3 copie textuelle *Mémoires* de Napoléon, tome 2e, pages 362 à 386 » et ne le publie pas.

1. Ce chapitre est une copie presque littérale des *Mémoires* de Napoléon.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE

a. Cet ensemble « Égypte » n'est pas rattaché au reste du manuscrit des *Mémoires sur Napoléon*. Il fait l'objet d'un classement et d'une numérotation spécifiques. On le trouve rangé dans un carton du fonds de la bibliothèque municipale de Grenoble (cote R 295) sous la forme d'un cahier cousu à la main. Il s'agit là certainement d'une des premières ébauches de rédaction puisque la copie de la main du copiste ne comporte que très peu de ratures de Stendhal. Pourtant, sur un petit papillon autographe collé sur le premier folio, on trouve une mention qui éveille la curiosité du chercheur :

« Brumaire 36
« Récit unique
« dans celui-ci
« j'ai fondu des
« parties de celui de Nap. »

Que signifie le mot « unique » dans ce cas ? R. Colomb a rapidement éliminé le problème en classant ce fragment comme indigne d'être publié :

« N° 4 page 1 à 183 Expédition d'Égypte

« Ce manuscrit contient la relation des divers éléments de l'expédition d'Égypte jusqu'au commencement du siège de Saint-Jean-d'Acre. Il termine les *Mémoires sur Napoléon.*

« Pour quelques passages composés par Beyle, il y en a un très grand nombre pris littéralement du tome 5 des *Mémoires* de Napoléon. Donc impossible de classer ce manuscrit parmi ceux à imprimer. 26 avril 1845. »

Effectivement, à part le début du chapitre 1, entièrement composé par Stendhal, on retrouve sur cette copie, presque textuellement, des passages des *Mémoires pour servir à l'Histoire de la France, sous Napoléon, écrits à Sainte-Hélène, par les généraux qui ont partagé sa captivité, et publiés sur les manuscrits entièrement corrigés de la main de Napoléon. Partie écrite par le général baron Gourgaud, son aide de camp*, Paris, Bibliothèque historique et militaire, 1840. Stendhal ne se cache pas de ces emprunts : il mentionne à la dictée (ou fait mentionner par son copiste) les références exactes à ces *Mémoires.*

b. En marge de ce premier folio, on trouve cette note de Stendhal :
le 17 décembre 36
le *want* d'esprit d'ordre
me porte presque à tout jeter au feu. »

(« le manque d'esprit d'ordre ». Stendhal avait l'habitude d'introduire des mots étrangers dans les écrits qu'il se destinait).

c. A partir de ce passage, Stendhal indique dans la marge les références aux *Mémoires* de Napoléon.

d. R. Colomb ajoute, pour plus de clarté, « de l'expédition d'Égypte ».

e. Ici, entre les folios 31 et 32, Stendhal insère un petit papillon sur lequel il écrit une note de régie, sorte de *memento* destiné à la conduite des futures étapes de son travail :

« Récit raisonnable
« ici mêlé au Mém.
« seul récit à donner
« depuis l'incartade de Bernadotte à Vienne
« jusqu'à la veille de la bataille des Pyramides
« 11 janvier 1837
« Mem. in 4 vol. »

f. En marge, à plusieurs reprises, R. Colomb mentionne les répétitions dont plusieurs passages font l'objet.

g. Au verso du folio 41, on trouve cette note de la main de Stendhal :

« Malte

« Cet ordre était moins utile que des moines car des moines disaient la messe du moins, ce pour quoi ils étaient payés et il y avait de beau temps qu'un chevalier de Malte n'avait tué un pirate. Ils allaient au plus recevoir des bals sur la côte d'Italie. »

Cette note correspond à une « 2e note sur Malte », in *Mémoires pour servir à l'Histoire de la France, sous Napoléon, écrits à Sainte-Hélène, par les généraux…, op. cit.*, tome sixième, p. 195.

h. Au verso du folio 80, on trouve la note suivante, de la main de Stendhal :

« dicté de [illisible] et de Mémoires
« le 11 janvier 37
« *The fall*
« L'Emp. périt par deux causes :
« 1° L'amour qu'il avait pris pour les gens médiocres depuis son couronnement.

« 2° La réunion du métier d'emp. à celui de général en chef. Toute la soirée qui précéda la journée du [blanc] à Leipsick fut prise par le métier d'Emp. il s'occupa à distance des ordres pour l'Espagne et non des détails de la retraite du lendemain qui manqua faute d'ordres. Par ex. un officier d'ordonnance de l'Emp. devait veiller au pont de l'Elster et juger du moment de le faire sauter.

« 12 janv. 37. »

Suit un papillon autographe non numéroté sur lequel on peut lire :

« Égypte

« Bataille des Pyramides

« à arranger, ôter le ton. »

C'était une pratique chère à Stendhal que de « traduire » les passages qu'il empruntait à d'autres auteurs. Il garde la trame du récit mais il « purge le ton ».

i. En marge de ce passage, R. Colomb note « arrangé ». Effectivement Stendhal retravaille le texte des *Mémoires* de Gourgaud. Un peu plus haut (folio 99 « cette habitation [...] »), il écrit de sa main « dicté le 13 janvier 37 ». En dictant, Stendhal ne se contente pas de reproduire oralement le texte des *Mémoires*; son copiste peut bien — et le fait certainement pour certains passages — le recopier tout seul d'après l'original. Sa dictée consiste plutôt en un arrangement à partir du texte premier sur lequel il compose oralement sa version, selon un style qui lui est propre, tout en respectant le déroulement des faits.

j. R. Colomb complète « successivement de grade en grade ».

k. Au verso du folio 183 se trouve un papillon autographe non numéroté collé par Stendhal à l'envers, au dos du manuscrit. L'écriture en est presque illisible. Voici ce que nous avons pu en déchiffrer :

« A l'exception de ce vin[illisible] tout fut sublime dans l'expédition d'Égypte, le courage des troupes [illisible] des combats. Deux grands caractères y brillèrent, Desaix et Kléber, mais nous ne parlerons point de ce dernier qui brilla surtout après que Nap. eut quitté la colonie pour venir faire le 18 brumaire en France. »

1. Ici, Stendhal ne fait pas recopier la suite du discours de Bonaparte par son copiste, mais il lui fait indiquer, pour mémoire, les références exactes de l'ouvrage de Napoléon, sans doute pour une éventuelle copie ultérieure.

2. Ce passage correspond, à quelques incises stendhaliennes près, aux *Mémoires* dictés par Napoléon à Gourgaud, chapitre « Bataille navale d'Aboukir ».

3. Ce passage est encore une copie des *Mémoires* dictés à Gourgaud par l'Empereur. Stendhal en indique la référence.

APPENDICES

a. Ce passage, jusqu'à « de le faire sauter » appartient en fait au fragment « Expédition d'Égypte » (folio 80, verso, daté du 12 janvier 1837, carton R295). Voir plus haut.

1. Nous ne possédons plus cette réponse de Stendhal à Mérimée.

2. M. Lebrun. Louis Royer propose, dans son édition, d'y voir un Pierre-Antoine Lebrun, « poète et académicien, qui, en 1836, reçut M. de Salvandy, une des bêtes noires de Stendhal, à l'Académie française ».

Le « style Salvandy » est à proscrire : Stendhal se met lui-même en garde contre ce défaut lorsqu'il commence à rédiger le deuxième volume des *Mémoires sur Napoléon* (voir note autographe).

Dans sa préface, il dénonce aussi le style « académicien », plein d'emphase, de phrases « vagues et générales ».

Index

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

T

U

V

W

X

Z

Tous mes remerciements à Mesdames et Messieurs

Gérald Rannaud dont la générosité intellectuelle et la rigueur toute stendhalienne m'ont décidée à entreprendre ce minutieux travail,

Philippe Berthier qui m'initia à la recherche stendhalienne et dont l'amitié m'a constamment soutenue,

les bibliothécaires de la Bibliothèque d'étude de la ville de Grenoble, tout particulièrement Yves Jocteur-Montrozier et Marie-Françoise Bois-Delattre, conservateurs du fonds ancien, ainsi que Marie-Thérèse Imbert : leur compétence et leur amabilité m'ont rendu la tâche agréable,

Renée Dénier et Serge Linkès pour leur amical soutien et leurs conseils éclairés,

Philippe Rey, pour la confiance qu'il m'a faite.

Grenoble, octobre 1998.

Achevé d'imprimer en décembre 1998
sur presse Cameron
dans les ateliers de
Bussière Camedan Imprimeries
à Saint-Amand-Montrond (Cher)
pour le compte des Éditions Stock

Imprimé en France
Dépôt légal : octobre 1998.
N° d'Édition : 1374. N° d'Impression : 985672/4.
54-02-5033-01/3
ISBN 2-234-05033-2

FOR
DC203
.S74
1998

Stendhal
Napoléon

Du franchissement des Alpes vers Milan, en 1800, à la retraite de Russie, en 1813, la vie de Henri Beyle est étroitement mêlée à l'aventure napoléonienne, toute sa jeunesse habitée par l'enthousiasme et l'énergie que lui insuffla « le plus grand homme qui ait paru dans le monde depuis César ».

Vers 1816, Stendhal, qui a trente-trois ans et vit à Milan, entame la rédaction de la *Vie de Napoléon*. En 1817, des attaques contre l'Empereur déchu et l'irritation produite par la lecture d'un violent libelle posthume de Mme de Staël l'incitent à poursuivre l'ouvrage sur un ton plus polémique. Ce texte fragmenté analyse brillamment la prise de pouvoir de Bonaparte ainsi que l'esprit de la politique de Napoléon, de son armée et de son système d'administration.

Vingt ans après, Stendhal revient à son projet, encouragé par les nouvelles dispositions du public de la Monarchie de Juillet et l'abondance des sources d'information. Il se présente au lecteur comme un ancien soldat, témoin et acteur des hauts faits de Napoléon. Toutefois, le ton est différent : l'admirateur toujours aussi enthousiaste du général Bonaparte se montre plus critique envers l'Empereur qui, en fondant une dynastie, a renoncé à être « fils de la Révolution ». L'ouvrage *Mémoires sur Napoléon* est plus fourni que la mouture de 1816 et présente une fresque singulière de cette période unique grâce au souci du détail et à la finesse psychologique qui constituent l'essentiel de l'esthétique de Stendhal.

Ces textes, tous deux inachevés, furent publiés par Romain Colomb, ami de Stendhal, dans une édition tronquée qui a toujours prévalu jusqu'ici. Colomb, considérant que bon nombre de pages avaient été recopiées, les avait négligées. Or, l'édition qu'a établie Catherine Mariette a pour intérêt fondamental de restituer ces pages qui, malgré les emprunts évidents d'information, sont de Stendhal, reconnaissable à son style si particulier.

Pour la première fois, les fabuleux chantiers napoléoniens de Stendhal sont reproduits ici dans leur intégralité. Les hésitations, les repentirs et les trouvailles nous font entrer dans l'atelier de l'écrivain et suivre, au fil d'une écriture vibrante, l'élaboration d'une œuvre qui se voulait aussi ample et ambitieuse que celle de Napoléon Bonaparte, le héros qu'elle s'était attachée à raconter.



98.XI
54-5033.3
170,00 FF TTC